Rome, l'inscription des violences politiques dans la ville au cours des années de plomb : (1966-1982)

Domenico Guzzo

▶ **To cite this version:**

Domenico Guzzo. Rome, l'inscription des violences politiques dans la ville au cours des années de plomb : (1966-1982). Histoire. Université Grenoble Alpes; Università degli studi (Sienne, Italie), 2017. Français. NNT : 2017GREAH009 . tel-01692144

HAL Id: tel-01692144
https://theses.hal.science/tel-01692144

Submitted on 24 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Communauté
UNIVERSITÉ Grenoble Alpes

UNIVERSITÀ
DI SIENA 1240

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE LA COMMUNAUTÉ UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

préparée dans le cadre d'une cotutelle entre *la Communauté Université Grenoble Alpes* et *l'Università degli studi di Siena (Italie)*

Spécialité : **Histoire**

Arrêté ministériel : le 6 janvier 2005 - 7 août 2006

Présentée par

Domenico GUZZO

Thèse dirigée par **Marie-Anne MATARD-BONUCCI** et codirigée par **Simone NERI SERNERI**

préparée au sein du **Laboratoire LUHCIE (EA 7421)**

dans **l'École Doctorale Sciences de l'Homme, du Politique et du Territoire (ED 454)**

Rome : l'inscription des violences politiques dans la ville au cours des années de plomb (1966-1982)

Thèse soutenue publiquement le **6 juin 2017**,
devant le jury composé de :

M. Fabien ARCHAMBAULT
Maître de conférence, Université de Limoges (Membre)
M. Andrea BARAVELLI
Maître de conférence, Università di Ferrara (Membre)
M. Francesco BARTOLINI
Professeur, Università di Macerata (Président)
Mme Danielle TARTAKOWSKY
Professeure émérite, Université Paris 8 (Membre)
Mme Dominique RIVIÈRE
Professeure en géographie, Université Paris 7 (Rapporteur)
M. Simone NERI SERNERI
Professeur, Università di Siena (Co-directeur)
Mme Marie-Anne MATARD-BONUCCI
Professeure, Université Paris 8 (Co-directrice)

Résumé en français

En s'inscrivant dans le récent sillage historiographique consacré à la dimension métropolitaine de la conflictualité armée, cette recherche a analysé les milieux et les formes urbaines de l'extrémisme à Rome dans l'après-68. Par une approche interdisciplinaire - qui a intégré l'apport de la philosophie, de l'urbanisme, de la sociologie, de la géographie urbaine, des sciences politiques - cette étude a reconstruit la relation entre le territoire urbain et la mise en œuvre d'une violence subversive, souvent à caractère meurtrier et terroriste, dans le cadre de la modernisation nationale activée par le *boom économique* (1958-1963) et des dynamiques propres à la « guerre froide ».

On a porté une attention particulière à l'appréhension des processus de transformation idéologique et culturelle - mûris au sein de la « crise urbaine » affectant le mauvais et difficile développement de Rome dans l'après-guerre - qui ont permis à la première métropole italienne de devenir l'écosystème unique et catalyseur de cette conflictualité extrême, au-delà des simples facteurs géopolitiques (crise européenne de l'idée d'atlantisme) et socio-économique (explosion des luttes sociales pour la revendication de biens et services propres à la modernité consumériste).

On est remontée aux facteurs de division caractérisant la structure, le tissu et l'ambiance de Rome. Il s'agit des clivages fondamentaux, en place dès le début de l'époque républicaine (1946), sur lesquels s'implantent ensuite, au lendemain du *boom économique*, les processus de radicalisation qui accompagnent les multiples luttes revendicatives - dans les domaines du quartier, du travail, des écoles et de l'Université - engendrées par une modernisation de la capitale brutale et déséquilibrée. Notre étude a, de ce fait, démontré que les différentes « expériences d'antagonisme » vécues au sein de cette vaste contestation sociale, ont servi finalement d'incubateurs où une partie de la militance extraparlementaire romaine, issue de la mobilisation soixante-huitarde, s'est initiée à différentes pratiques subversives (notamment les répertoires de l'*illégalité de masse* et de la *guérilla clandestine*).

La prise en compte de tous ces niveaux et ces dimensions a fait ressortir les particularités de la violence politique pratiquée à Rome dans l'après-68, tout en attribuant la juste proportion au « poids » de la capitale d'Italie dans le déploiement à l'échelle nationale de la « stratégie de la tension » (1969-1974) et des « années de plomb » (1975-1982).

Cette recherche s'est donc engagée dans la reconstruction d'un cadre historique global, mettant en connexion diachronique les faits et les dynamiques internes à la ville (d'ordre social, économique, culturel, idéologique, politique et urbanistique) avec le système étatique centré à Rome – marqué par les pressions du « rideau de fer », les lourdes séquelles de la dictature fasciste et de la guerre civile, la fragilité gouvernementale et le manque de cohésion nationale – le long des années de la modernisation et de l'entrée dans la société d'abondance en Italie.

Abstract

Following the new historiographical path focused on the urban dimension of the armed struggle, this research analyses the milieus and the forms of the political extremism in Rome after '68.

By an interdisciplinary approach – which integrates the contribution of philosophy, of urban studies, of sociology, of urban geography, of political sciences – this study rebuilt the relation between urban territory and the implementation of a subversive violence, often lethal and terrorist, in the context of the national modernization activated by the "economic boom" (1958-1963) and of the "cold war" dynamics.

A special attention is payed to the apprehension of the ideological and cultural evolutions – grown inside the "urban crisis" which affects the critical development of Rome in the post-war period – that transformed the biggest Italian metropolis in a perfect ecosystem for this extreme conflict, far beyond the only effects of the geopolitical (European crisis of the Atlanticism) and socio-economic factors (explosion of the social struggles claiming the fruition of goods and services created by for consumerist modernity).

This study went back to the basic divisions of the structure, the society and the environment of Rome: the fundamental cleavages, appeared at the beginning of the republican time (1946), over which, after the "economic boom", a process of radicalization (due to the growing of the social struggles in the fields of the local community, work, school and the University, generated by a brutal and unbalanced modernization of the town) is established.

Our research so showed that the multiples "experiments of antagonism" matured within this vast social protest, were used finally as incubators where part of the roman extremist militancy, resulting from the end of '68 mobilization, was initiated with various subversive practices (in particular, the *mass illegality* and the *clandestine guerrilla* repertoires).

Considering of all these levels and these dimensions, this study highlighted the characteristics of the political violence appeared in Rome after '68, while allotting the right proportion to the "weight" of the capital of Italy in the national deployment of the "strategy of the tension" (1969-1974) and the "years of lead" (1975-1982).

This research thus strives to reconstruct a comprehensive historical framework, putting of diachronic connection the facts and the dynamic of the metropolis (social economic, cultural, ideological, political and urban factors) with the State system based in Rome – characterized by the pressures of the "iron curtain", the heavy after-effects of the fascist dictatorship and the civil war (1943-1945), the governmental frailty and the lack of national cohesion – along the years of modernization for Italy and his entry in the age of abundance.

Remerciements

Les dieux n'étant plus et
le Christ n'étant pas encore,
il y a eu, de Cicéron à Marc Aurèle,
un moment unique où l'homme seul a été

(Gustave Flaubert)

À l'issue d'un travail de longue haleine, caractérisé par le défi de synthétiser des années de recherche et de réflexions, je tiens à remercier toutes les personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à l'achèvement de cette thèse.
Il est impossible de citer tous ceux qui m'ont aidé de leurs conseils, de leurs connaissances, de leurs intuitions, de leurs doutes et de leurs critiques. Je commence donc par rendre hommage à ces amis et ces interlocuteurs qui ne trouverons pas leurs noms dans ces quelques lignes.

Par contre, je veux chaleureusement remercier ma directrice de thèse, Madame la Professeur Marie-Anne MATARD-BONUCCI, pour la confiance qu'elle m'a accordée en acceptant de suivre mon projet doctoral. Je n'ai pas de mots pour lui dire à quel point j'ai apprécié sa grande disponibilité, ses multiples indications et toutes les heures qu'elle a consacrées à la relecture des documents. C'est seulement grâce à son mélange de rigueur scientifique et de grande empathie humaine que cette thèse a pu enfin voir le jour.
Je dois également remercier mon co-directeur, Monsieur le Professeur Simone NERI SERNERI, dont la compétence, les connaissances, l'esprit critique, l'attitude au dialogue constructif, la clairvoyance m'ont beaucoup appris.

J'exprime aussi tous mes remerciements à l'ensemble des membres du jury : Madame Danielle TARTAKOWSKY, Madame Dominique RIVIÈRE, Monsieur Andrea BARAVELLI, Monsieur Fabien ARCHAMBAULT, Monsieur Francesco BARTOLINI.

Ce travail n'aurait pas été possible sans le soutien de l'École française de Rome qui m'a permis de séjourner deux fois dans la ville objet de mon étude, où j'ai pu interviewer des anciens militants et mener des campagnes d'archives fondamentales. En particulier, mes recherches sur le terrain ont été facilité notamment par l'accueil, la patience et la compétence de Mme Annabella GIOIA de l'IRSIFAR et de Mme Giovanna BOSMAN de la Fondation Istituto Antonio Gramsci.

Ma reconnaissance aux amis Giovanni BIANCONI, Luciano VILLANI, Lanfranco CAMINITI pour les contacts et la documentation.
Pour les discussions et les suggestions, ma gratitude à Stéphane LACOMBE, Hervé RAYNER, Alessandro GIACONE, Pierangelo SCHIERA, Andrea Mubi BRIGHENTI, Christian UVA, Arije ANTINORI, Ermanno TAVIANI, Mario DEL PERO, Loredana GUERRIERI, Francesco BISCIONE et Manlio MILANI.

Un grand merci à Grégoire LEQUANG pour les relectures et à Monica LANZONI pour l'écoute, l'assistance et l'aide inconditionnelle.

Je remercie enfin celles et ceux qui me sont chers : ceux qui m'ont toujours fait confiance, qui m'ont soutenu sans faille dans tous mes choix.

TABLE DES MATIÈRES

****

Introduction 3

De la difficulté d'encadrer de manière historiographique
la violence politique dans l'Italie républicaine…….. .....…..5
Les nouveaux axes de la recherche historique :
l'attention à la dimension organisationnelle de la lutte armée
et l'approche sociogéographique dans l'étude de la violence politique.....14
La dialectique fondamentale entre le territoire urbain et l'exercice de
la violence politique dans l'Italie républicaine 19
Rome : un cas emblématique pour l'étude de la dimension urbaine
de la violence politique en Italie 23
Les sources.....25
La méthodologie et le plan de travail.....28

1ère Partie

La dimension structurelle de la conflictualité sociopolitique à Rome :
les facteurs de division de l'après-guerre

Chapitre 1. *Le développement difficile d'une capitale composite* 32

I. Aux racines des clivages urbains :
de Porta Pia à la chute du fascisme (1871-1943).....36
II. Les identités antagonistes : la capitale des symboles
contre la capitale du travail (1944-1961) 51
III. Affirmer le « droit à la ville » : la stratégie légaliste du PCI et
les répertoires subversifs des groupes d'extrême gauche (1962-1976) 67

Chapitre 2. *Un cadre politique polarisé* : l'influence du Vatican, la syndrome anticommuniste et le paradigme antifasciste.....91

I. La construction des clivages politiques dans la ville à l'aube de la République :
le « blanc », le « rouge », le « noir »....93
II. L'arrivée de la « guerre froide » à l'Hôtel de Ville (1946-1948).....105
III. La fonction de la « borgata » dans la construction de
l'antagonisme communiste : la « vigilance légaliste »
contre l'administration clérico-fasciste (1949-1959).....122
IV. L'affirmation de la société de consommation à Rome et
l'inquiétude croissante de la « base » communiste pendant le « boom » 135
V. L'expansion de la mouvance néofasciste à Rome dans
les années du « miracle » : géographie et caractéristiques.....142
VI. La mutation structurelle du cadre sociopolitique dans l'après-miracle et
la peur « rouge » d'une résurgence du fascisme 154

VII. 68 et la crise de l'antifascisme démocratique 164
VIII. Le déploiement social de « l'antifascisme militant » : l'affirmation de la violence comme facteur structurel du discours politique romain 168
IX. Le double chemin de la gauche romaine : la conquête légaliste du « Campidoglio » et la diffusion de la violence extraparlementaire (1969-1975) 174
X. La dégradation de « l'antifascisme militant » comme premier vecteur de l'action subversive et l'achèvement de l'intégration institutionnelle du PCI (1976-1982) 183

2ème Partie

La radicalisation des antagonismes urbains dans l'après-boom économique

Chapitre 3.
***Les réactions à la « métropolisation » sauvage de Rome* :**
l'auto-organisation de quartier et la « lutte pour le logement » 198

I. Les racines du « problème locatif » à Rome.....200
II. Le début de la « lutte pour le logement » à Rome : l'action syndicaliste du PCI (1963-1968) 205
III. L'explosion sociale de la « lutte pour le logement » entre les démonstrations du PCI et les barricades de l'extrême gauche (1969-1972) 212
IV. L'apogée de la « lutte pour le logement » (1973-1974) 235
V. Les conséquences sociopolitiques des évènements de « San Basilio ».....253
VI. Le poids de la « lutte pour le logement » dans l'imaginaire de groupes armés 259

Chapitre 4. *L'impact de la modernisation économique*:
les luttes sur les lieux de travail et l'opposition à la vie chère 269

I. La décennie de l'immobilisme et le lent réveil de la conflictualité du travail en 1960 274
II. La croissance de la conflictualité à caractère socioéconomique pendant les restructurations productives des années 1960.....284
III. L'apogée de la mobilisation de masse et l'explosion de la tension (1968-1969) 290
IV. L'évolution de la conflictualité socioéconomique au lendemain de « l'Autunno Caldo » entre radicalisation sectaire et territorialisation dans les quartiers populaires (1970-1973) 316
V. L'institutionnalisation de la pratique illégale et la diffusion de la violence armée à l'heure de la stagflation (1974-1977).....325
VI. La régression de la conflictualité socioéconomique face à l'affirmation de la « guerre contre l'État », lors de l'acmé des « années de plomb » (1978-1982).....348

Chapitre 5. ***Les luttes étudiantes et les manifestations antisystèmes.*** **La rébellion juvénile entre crise du « paternalisme » et « chômage intellectuel » 357**

I. Le processus de massification d'un système archaïque 359
II. Le rôle de l'extrême droite dans l'activation des protestations étudiantes à Rome (1952-1964) 363
III. Le durcissement de la tension dans le monde étudiant romain et le choc émotionnel pour la mort de Paolo Rossi (1965-1966) 378
IV. La constitution du Mouvement étudiant romain à travers les mobilisations anti-impérialistes de 1967 394
V. L'année des étudiants : l'explosion de 68 à Rome 406
a) Les affrontements de « Valle Giulia » et le dédouanement de la violence 412
b) La « normalisation rouge » du Mouvement étudiant : l'épuration des composantes « noires » suite à la bataille du 16 mars 1968 417
c) L'apogée du « Mouvement » à l'heure de mai 68 : la prise de contact avec la classe ouvrière, la négociation électorale avec le PCI, la soudure avec l'agitation des « lycéens » 426
d) La crise organisationnelles et l'échec du projet politique du « Mouvement » romain 437
VI. La désagrégation du mouvement étudiant romain et le saut vers l'extrémisme armé (1969-1976) 444
VII. 1975, le baptême du feu : les homicides de Mikis Mantakas, de Mario Zicchieri et de Pietro Bruno 451
VIII. La destruction du mythe soixante-huitard : la révolte nihiliste de 1977 et le dérapage des franges étudiantes radicales dans la lutte armée (1977-1982) 461

3ème Partie

L'institutionnalisation de la violence politique d'extrême gauche à Rome.
Les répertoires d'action et la géographie urbaine des groupes subversifs (1970-1982)

Chapitre 6. ***L'illégalité de masse dans la capitale.*** **Les groupes extraparlementaires et « l'autonomie » 494**

I. Le processus d'installation des groupes extraparlementaires et le début de l'*illégalité de masse* à Rome (1969-1973) 497
a) Le point de non-retour : le « massacre d'État » du 12 décembre 1969 503
b) La territorialisation de l'*illégalité de masse* 513
c) La dialectique entre pratique territoriale et violence politique 518
d) La première radicalisation de la violence politique entre contrôle du territoire et exposition de l'*illégalité de masse* (1970-1973) 521
e) L'exposition de l'*illégalité de masse* dans le centre-ville 524
f) Le contrôle du territoire dans les « zones rouges » 533
g) L'intervention dans la « lutte pour le logement » 535
h) L'antifascisme militant comme facteur de militarisation de l'affrontement 539
i) L'isolement de « PotOp » et le sombre visage de la pratique antifasciste (1973) .. 546
j) Les transformations structurelles déterminées par le « *bûcher* de Primavalle » 555
k) L'apparition d'une nouvelle composition du « Mouvement » au début de 1974 .. 558

II. Le déclin des groupes extraparlementaires et l'affirmation de « l'autonomie ouvrière organisée » : l'apogée de l'*illégalité de masse* à Rome (1974-1977)....565
a) La nouvelle géographie de l'*illégalité de masse* et ses lignes de tension territoriale 565
b) L'achèvement des parcours de radicalisation au sein des différents fronts de l'*illégalité de masse* : le point culminant de la « lutte pour le logement » et la mort de Fabrizio Ceruso (1974) 569
c) L'achèvement des parcours de radicalisation au sein des différents fronts de *l'illégalité de masse* : l'apogée de l'antifascisme militant (1975) 576
d) L'achèvement des parcours de radicalisation au sein des différents fronts de l'*illégalité de masse* : la réappropriation de la richesse et l'homicide de Mario Salvi (1976) 580
e) L'acmé de l'*illégalité de masse* à Rome : l'insurrection impossible du 12 mars 1977 587
f) Un nouveau 1905 ? La crise organisationnelle du « Mouvement » suite à l'échec insurrectionnel 595
III. Le déclin de l'*illégalité de masse* et le désastre des « années de plomb » (1978-1982).....600

Chapitre 7. *Le parti armé à Rome entre dynamiques locales et importation de la violence politique*.....611

I. Le « bras armé » du « Mouvement » et la constitution fragile des premiers groupes clandestins à Rome (1970-1973).....614
Premières expériences de *parti armé* : l'apparition éphémère des « Br di Roma » et du FARO (1970-1972) 617
II. La météore des NAP : l'expérience suicide d'une organisation déterritorialisé (1974-1977) 626
III. L'émergence d'un *parti armé* autochtone (1975-1977).....633
La naissance des Formations Communistes Armées (FCA) et des Unités Communistes Combattantes (UCC) 640
IV. La « colonisation » brigadiste et l'imposition d'un modèle de *parti armé* venu de l'extérieur (1976-1982) 646
a) L'organisation territoriale de la « colonna romana » des BR : l'articulation entre les structures logistiques et les cellules de quartier 651
b) Les deux âmes des BR à Rome : « la lutte contre l'État » et « l'assaut à la ville » 653
c) La structuration définitive de la « colonna romana » et la composition du *parti armé* à Rome (1977-1978)..... 656
d) L'apogée des « années de plomb » : le déploiement de la guérilla paramilitaire à Rome. *La lutte contre l'État* (1978-1980) 670
e) L'apogée des « années de plomb » : les vendettas et les raids. *L'assaut à la vill*e (1978-1980) 680
V. L'épuisement des « années de plomb » : le déclin et la « retraite stratégique » du *parti armé* à Rome (1981-1982).....699

Conclusions……..…….…..…….724

a) Les bases structurelles de la conflictualité romaine :
la mauvaise urbanisation et la polarisation excessive du spectre politique……...725

b) Les facteurs conjoncturels de radicalisation apparus au lendemain
du « boom économique » : les luttes sociales pour l'amélioration
des conditions de vie dans les « borgate »…….……..729

c) L'impact de 68 et l'émergence de la dissidence d'extrême gauche……..…...733

d) Le rôle du « quartier » dans la construction du projet révolutionnaire
du « Mouvement » romain d'extrême gauche :
la violence subversive de l'*illégalité de masse*…….....736

e) La césure de 1974 :
l'achèvement du parcours d'accès à la lutte armée…….……..741

f) Les « années de plomb » à Rome : de la crise
de l'*illégalité de masse* à la guérilla clandestine…….……..746

g) L'importance de la singularité urbaine
dans la conclusion des « années de plomb » à Rome……...752

Liste des sigles……757

Liste des Archives……..761

Bibliographie……..764

Introduction

Depuis la fin de la guerre froide, la violence politique dans l'après-guerre italien est devenue un véritable sujet historiographique[1]. L'étude de la conflictualité armée qui a ensanglanté ce pays, notamment entre les années 1960 et 1980 du XXe siècle, a suscité lors des deux dernières décennies une explosion de recherches et de publications[2] : l'efficacité des répertoires terroristes, le charme romantique de la révolte juvénile, la curiosité pour une période unique qui a connu le matérialisme de la société de consommation et l'idéalisme des mouvements révolutionnaires, la volonté de comprendre le sens de la « stratégie

[1] Les premiers travaux historiographiques sur ce sujet ont commencé à paraître, en effet, vers la fin du XXe siècle, s'appuyant sur les actes des procès les plus importants et sur les résultats de la « Commission parlementaire d'enquête sur le terrorisme » (repris dans Giovanni Pellegrino, Giovanni Fasanella, Claudio Sestrieri, *Segreto di Stato. La verità da Gladio al Caso Moro*, Torino, Einaudi, 2000). Voir : Silvio Lanaro, *Storia dell'Italia repubblicana*, Venezia, Marsilio, 1992, pp. 444-469 ; Nicola Tranfaglia, *Un capitolo del "doppio stato". La stagione delle stragi e dei terrorismi, 1969-1984*, in Francesco Barbagallo et al. (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. III, Torino, Einaudi, 1997, pp. 8-78. Avant cela, hormis le journalisme d'enquête, l'étude de l'extrémisme armé dans l'Italie républicaine avait été à l'apanage des sciences politiques et de la sociologie, à savoir les seuls domaines académiques possédant les outils pour analyser « en temps réel » un tel phénomène. Voir : Alessandro Silj, *Mai più senza fucile ! Alle origini dei NAP e delle BR*, Firenze, Vallecchi, 1976 ; Franco Ferrarotti, *Alle radici della violenza*, Milano, Rizzoli, 1979 ; Luigi Bonanate (dir.), *Dimensioni del terrorismo politico*, Milano, FrancoAngeli, 1979 ; Sabino Acquaviva, *Guerriglia e guerra rivoluzionaria in Italia*, Milano, Rizzoli, 1979; Giulio Salierno, *La violenza in Italia*, Milano, Mondadori, 1980; Vittorio Dini et Luigi Manconi, *Il discorso delle armi*, Roma, Savelli, 1981; Gianfranco Pasquino et Donatella Della Porta (dir.), *Terrorismo e violenza politica*, Bologna, Il Mulino, 1983; Donatella Della Porta e Giancarlo Caselli (dir.), *Terrorismi in Italia*, Bologna, Il Mulino, 1984; Franco Ferraresi (dir.), *La destra radicale*, Milano, Feltrinelli, 1984; Giorgio Galli, *Storia del partito armato*, Milano, Rizzoli, 1986. Pour un regard général, voir : Giovanni Maria Ceci, *Interpretazioni del terrorismo : il primo dibattito scientifico italiano (1977-1984)*, "Mondo Contemporaneo", n. 3, 2009, pp. 49-106. Pour ce qui est des premiers ouvrages parus en France, voir : Geneviève Bibes, *Le terrorisme italien : essai d'explication*, "Etudes", octobre 1982, pp. 293-306 ; Albert Legault, *La dynamique du terrorisme : le cas des Brigades rouges*, "Etudes internationales", 14, n. 4, décembre 1983, pp. 639-681 ; Michel Wieviorka, *Sociétés et Terrorisme*, Paris, Fayard, 1988.

[2] Voir : Otmar Seul et Gius Gargiulo (dir.), *Terrorismes. L'Italie et l'Allemagne à l'épreuve des "années de plomb"(1970-1980) : réalités et représentations du terrorisme*, Paris, Michel Houdiard Editeur, 2007 ; Marco Clementi, *Storia delle Brigate rosse,* Roma, Odradek, 2007 ; Aldo Giannuli, *Bombe a inchiostro*, Milano ; BUR, 2008 ; Danilo Breschi, *Sognando la rivoluzione. La sinistra italiana e le origini del '68*, Firenze, Pagliai, 2008 ; Giovanni De Luna, *Le ragioni di un decennio 1969-1979. Militanza, violenza, sconfitta, memoria,* Milano, Feltrinelli, 2009 ; Angelo Ventrone (dir.), *I dannati della rivoluzione. Violenza e storia d'Italia negli anni Sessanta e Settanta,* Macerata, EUM, 2010 ; Marc Lazar et Marie-Anne Matard Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010 ; Angelo Ventrone, *"Vogliamo tutto". Perché due generazioni hanno creduto nella rivoluzione 1960-1988*, Roma-Bari, Laterza, 2012 ; Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata. La politica della violenza nella sinistra radicale degli anni Settanta*, Bologna, Il Mulino, 2012 ; Giuseppe Battelli et Anna Maria Vinci (dir.), *Parole e violenza politica. Gli anni Settanta nel Novecento italiano*, Roma, Carocci, 2013 ; Miguel Gotor, *Il memoriale della Repubblica,* Torino, Einaudi, 2013 ; Guido Panvini, *Cattolici e violenza politica. L'altro album di famiglia del terrorismo italiano,* Venezia, Marsilio, 2014 ; Gabriele Donato, *La lotta è armata. Estrema sinistra e violenza politica in Italia (1969-1972),* Roma, DeriveApprodi, 2014 ; Monica Galfré, *La guerra è finita. L'Italia e l'uscita dal terrorismo (1980-1987)*, Roma-Bari, Laterza, 2014 ; Vladimiro Satta, *I nemici della Repubblica : storia degli « anni di piombo »*, Milano, Rizzoli, 2016.

de la tension » dans le cadre de la guerre froide en Europe[3] ont certainement représenté des facteurs décisifs pour orienter l'intérêt croissant des historiens[4]. Cependant, l'ouverture de ce nouveau domaine heuristique ne s'est pas réalisée de façon linéaire et automatique, selon la coutume qui fixe habituellement la démarcation entre la chronique et l'histoire contemporaine sur la ligne temporelle des trente ans[5].

[3] « Stratégie de la tension » est une définition journalistique, ensuite passé dans le glossaire des sciences politiques et de la littérature historiographique, qui décrit l'ensemble de mesures extra-légales (souvent meurtrières) utilisées pour engendrer un état de panique sociale dans la population : le but sous-jacent à cette opération hétérodoxe est de profiter de cette instabilité pour mieux conditionner la dynamique nationale et son gouvernement. Un des modèles d'action classiques est la « stabilisation autoritaire » : une série d'attentats sanglants – dont la paternité criminelle est faussement attribuée aux ailes extrêmes du spectre sociopolitique, habituellement l'ultragauche – sèment la peur et amènent l'opinion publique à demander une intervention des pouvoirs forts de l'État, quitte à sacrifier une partie de ses libertés constitutionnelles au nom du salut de la patrie. En Europe occidentale, cet usage particulier de la « stratégie de la tension » a été employée par les appareils de sécurité du camp atlantiste afin de garantir la division du Continent en deux blocs opposés (voir : David Reynolds, *From World War to Cold War: Churchill, Roosevelt, and the International History of the 1940s*, Oxford, OUP, 2006) : le « putsch des colonels » grecs du 21 avril 1967 en représente l'épisode le plus significatif (voir : Cinzia Venturoli, *Il colpo di stato in Grecia e la Giunta dei Colonnelli. Nodi e interpretazioni storiografiche*, "Storicamente", 8, n. 3, 2012, disponible sur : 10.1473/stor127). Pour ce qui est de la « stratégie de la tension » en Europe occidentale, voir : Noemi Gal-Or, *Tolerating Terrorism in the West: An International Survey,* London, Routledge, 1991 ; Daniel Ganser: *Nato's Secret Armies: Operation Gladio and Terrorism in Western Europe*, London, Frank Cass, 2005. Voir aussi : Sven Reichardt, *Nuove prospettive sul terrorismo europeo degli anni Settanta e Ottanta,* "Ricerche di storia politica", n. 3, décembre 2010, pp. 343-366. S'agissant du cas italien, voir : Philip Willan, *Puppetmasters: The Political Use of Terrorism in Italy*, Lincoln, iUniverse, 1991; Paolo Pelizzari, *La stabilità democratica italiana. Gli anni Settanta e le carte americane*, "Storia e Futuro", n. 20, juin 2009, pp. 1-24 ; Mirco Dondi, *L'eco del boato. Storia della strategia della tensione (1965-1974),* Roma-Bari, Laterza, 2015.

[4] Parmi les ouvrages récents qui ont tenté une approche globale, voir : Mirco Dondi (dir.), *I neri e i rossi. Terrorismo, violenza e informazione negli anni Settanta*, Nardò, Controluce, 2008 ; Domenico Guzzo, *La morte fra la piazza e la stazione. Storia e cultura politica del terrorismo in Italia negli anni '70*, Firenze, Agemina, 2008 ; Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa. La violenza politica negli anni Sessanta e Settanta (1966-1975)*, Torino, Einaudi, 2009 ; Valentine Lomellini et Antonio Varsori (dir.), *Dal Sessantotto al crollo del muro. I movimenti di protesta in Europa a cavallo tra i due blocchi,* Milano, FrancoAngeli, 2014.

[5] Ce code implicite de la méthodologie historiographique trouve une matérialisation juridico-administrative dans les règlements d'accès qui président à l'organisation des Archives publics, notamment les Archives d'État : dans la plupart des pays, en effet, les documents conservés deviennent librement consultables – en tant qu'objets historiques qui ont perdu toute influence directe sur le temps présent – à partir du seuil des trente ans. Voir : Paola Carucci, *I custodi della memoria : la disciplina degli archivi e la ricerca storica,* in Giorgio Resta et Vincenzo Zeno-Zencovich (dir.), *Riparare, risarcire, ricordare. Un dialogo tra storici e giuristi,* Napoli, Editoriale Scientifica, 2012, pp. 43-58. Pour une lecture philosophique de la dialectique entre histoire contemporaine et chronique, voir : Benedetto Croce, *Storia, cronaca e false storie,* Memoria per l'Accademia Pontiniana di Napoli, 1912 in Id., *Teoria e storia della storiografia,* Milano, Adelphi, 1989 [1917].

De la difficulté d'encadrer de manière historiographique la violence politique dans l'Italie républicaine

Au contraire, la construction d'une approche scientifique concernant les violences meurtrières dans l'après-68[6] s'est révélée extrêmement difficile et controversée[7] : trois facteurs ont notamment constitué un handicap à caractère cognitif et méthodologique. Tout d'abord, les chercheurs se sont retrouvés confrontés au paradigme de « l'anomalie italienne », dont l'empreinte dépasse largement la dimension d'un simple cliché portant sur l'exceptionnalité culturelle de la Péninsule dans le cadre de la modernité européenne[8] : d'après ce modèle interprétatif, la structure même de la nation italienne serait marquée par une conflictualité endémique qui empêcherait finalement au système étatique d'administrer efficacement le territoire et de stabiliser les institutions[9]. Un pays convulsé, mais immobile, donc, dans lequel le « passé ne passe pas » - ou mieux, en citant *Le Guépard*, où « tout change pour que rien ne change »[10] - et qui fondamentalement ne pourra jamais devenir une démocratie accomplie[11]. Dans cette perspective, la « stratégie de la tension » et les « années de plomb »[12]

[6] Pour une analyse comparée de l'après-68 en Italie et en France, voir : Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil : l'après-68 en France et en Italie,* Rennes, PUR, 1998. Pour des indications plus générales, voir : Michele Salvati et Alfredo Gigliobianco, *Il maggio francese e l'autunno caldo italiano : la risposta di due borghesie,* Bologna, Il Mulino, 1980.

[7] Voir : Giovanni Moro, *Anni Settanta*, Torino, Einaudi, 2007 ; Isabelle Sommier, *Histoire inachevée. Enjeux et limites des interprétations des années de plomb*, in Marc Lazar et Marie-Anne Matard Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb*, cit., pp. 133-146.

[8] Voir : Nicola Tranfaglia, La crisi italiana e il problema storico del terrorismo, in Mauro Galleni (dir.), *Rapporto sul terrorismo. Le stragi, gli agguati, i sequestri, le sigle (1969-1980)*, Milano, Rizzoli, 1981, pp. 477-544.

[9] Pour ce qui est de ce paradigme, voir : Giorgio Galli, *Ma l'Italia non cambia mai,* Pordenone, Studio Tesi, 1978 ; John Dickie, John Foot, Frank M. Snowden (dir.), *Disastro! Disasters in Italy since 1860,* New York, Palgrave, 2002.

[10] Giuseppe Tomasi di Lampedusa, *Il Gattopardo,* Milano, Feltrinelli, 1957, p. 41.

[11] Voir : Manlio Graziano, *Un État sans nation ? Géopolitique d'une identité nationale incertaine*, Toulouse, Erès, 2007 ; Fulvio Tessitore, *Stato e nazione. L'anomalia italiana*, Roma, Edizioni di Storia e Letteratura, 2014. Voir aussi le pamphlet : Alberto Arbasino, *Un Paese senza. Addio agli anni Settanta italiani. Un congedo da un decennio poco amato*, Milano, Garzanti, 1980.

[12] La définition « années de plomb » reste encore très fluide, nonobstant sa diffusion universelle : bien que souvent utilisée pour indiquer grossièrement l'ensemble des violences politiques survenues pendant l'intervalle allant de l'après-68 à l'activation de la glasnost' (milieu des années 1980), cette dénomination exprime, en vérité, une signification étroitement liée à l'apogée opérationnel des groupes clandestins afférents à l'extrémisme rouge. La définition prend racine, en effet, dans le titre d'un film de Margarethe von Trotta de 1981 qui raconte l'histoire des sœurs Ensslin et de leur rapport avec la « Rote Armee Fraktion » (RAF) allemande. A la lumière de cette matrice, à laquelle répond la tendance généralisée du grand public italien à faire coïncider cette dénomination avec le brigadisme, on a décidé dans ce travail d'employer le terme « années de plomb » pour la période 1975-1982 (à savoir, de l'achèvement des parcours de radicalisation en direction de la lutte armée jusqu'à la crise irréversible des formations clandestines ultragauchistes), tout en utilisant la catégorie de « stratégie de la tension » pour se

perdent en effet leur unicité et leur caractère extraordinaire – pourtant empiriquement indéniable [13] - pour être perçues comme expression d'une violence permanente typique de la dynamique italienne [14] : la énième manifestation - à côté du phénomène mafieux, des tendances néofascistes, de la corruption systématisée, des intrigues de palais - de la « stable instabilité » nationale, indispensable aux classes dirigeantes pour se maintenir au pouvoir[15]. En ce sens, la grande diffusion du paradigme de « l'anomalie italienne » a représenté un frein puissant pour l'émergence de travaux scientifiques sur la subversion armée dans l'après-68[16].

À ce conditionnement de base, se relie directement un autre facteur de distorsion : les usages publics de l'histoire. À savoir le fait que le manque chronique de cohésion nationale détermine l'institutionnalisation de fractures mémorielles profondes dans le tissu communautaire [17] : chaque composante idéologico-politique du pays se construit sa propre image du passé récent, tout

---

référer à l'intervalle 1966-1974 (marqué en revanche par une empreinte terroriste d'extrême droite). Pour une analyse détaillée de la définition « années de plomb », voir : Carmela Lettieri, *L'Italie et ses Années de plomb. Usages sociaux et significations politiques d'une dénomination temporelle,* in Paul Bacot, Laurent Douzou, Jean-Paul Honoré, *Chrononymes. La politisation du temps,* "Mots-Les langages du politique", n. 87, juillet 2008, pp. 43-56.

[13] Voir : Donatella Della Porta et Maurizio Rossi, *Cifre crudeli: bilancio dei terrorismi italiani*, Bologna, Istituto di Studi e Ricerche Carlo Cattaneo, 1984; Presidenza della Repubblica, *Per le vittime del terrorismo nell'Italia repubblicana*, Roma, Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato, 2008.

[14] Voir : Guido Panvini, *La violenza e la storia della Repubblica. Nodi storiografici e nuove prospettive di ricerca in alcuni recenti convegni*, "Officina della Storia", 3 novembre 2008, disponible sur : http://www.officinadellastoria.info/magazine/index.php?option=com_content&view=article&id=66:la-violenza-e-la-storia-della-repubblica-&catid=22:storia-dellitalia-repubblicana&Itemid=32. Voir aussi : Sergio Luzzatto, *Tutti sembrano uguali nella notte della violenza*, "Corriere della Sera", 3 mai 2007 ; Ernesto Galli della Loggia, *Storia e violenza, cattivo modello italiano*, "Corriere della Sera", 31 mai 2007.

[15] Antonio Gramsci analyse en profondeur ce caractère structurel de la société italienne en repérant dans la dialectique antithétique du « double subversivisme » le moteur primaire de son évolution historique : Gramsci parle d'un « concept éminemment italien », qui se base sur un mécanisme circulaire et réactif entre la subversion opérée par les classes dominantes (le non-respect du cadre institutionnel et des droits de citoyenneté) et celle déclenchée par les couches populaires (les révoltes et la désobéissance à l'autorité) : "*Le « progrès » se vérifierait comme réaction des classes dominantes au subversivisme sporadique et désorganisé des masses populaires, à travers des « restaurations » qui intègrent une petite partie des exigences populaires, du coup « restaurations progressives » ou « révolutions-restaurations » ou aussi « révolutions passives »*", in Antonio Gramsci, *Quaderni dal carcere,* n. 8, 25, 1930-1932, p. 957.

[16] Encore aujourd'hui il n'existe pas un enseignement universitaire consacré intégralement à l'histoire de la violence politique dans l'Italie républicaine, tandis que les manuels de lycée laissent très peu d'espace à la « stratégie de la tension » et aux « années de plomb ». Ce n'est qu'en 2015, que le Ministère de l'éducation nationale a activé l'élaboration d'un protocole didactique sur la base duquel commencer à introduire ces thématiques dans les écoles secondaires italiennes.

[17] Voir : Ernesto Galli della Loggia et Loreto Di Nucci (dir.), *Due Nazioni: legittimazione e delegittimazione nella storia dell'Italia repubblicana*, Bologna, Il Mulino, 2003; Angelo Ventrone (dir.), *L'ossessione del nemico. Memorie divise nella storia della Repubblica*, Roma, Donzelli, 2006 ; Massimo Luigi Salvadori, *Italia divisa. La coscienza tormentata di una nazione*, Roma, Donzelli, 2007.

en essayant de l'imposer brutalement aux autres[18]. De ce fait, l'alimentation constante de visions concurrentes et antagonistes a toujours empêché de trouver un espace d'entente pour commencer à structurer un débat historique constructif : bien évidemment, dans un contexte qui voit les Italiens continuer, encore aujourd'hui, à se diviser sur le « Risorgimento », la nature réelle du fascisme et la perception ou non de la « Resistance » comme guerre civile[19], la violence post-soixante-huitarde a été immédiatement considérée comme une arme rhétorique formidable.

En fait, la simple possibilité d'associer les adversaires politiques à la pratique terroriste permet de ternir leur réputation et de se présenter comme les seuls véritables défenseurs de la légalité constitutionnelle. Le schéma de « l'album de famille »[20] est alors utilisé pour attaquer l'aire de gauche, en mettant en exergue le partage de la même racine marxiste entre le PCI (parti communiste italien) et les BR (Brigades Rouges) ; à l'opposé, le paradigme antifasciste a servi d'acte d'accusation contre les implications du MSI (mouvement social italien) avec la « stratégie de la tension »[21] ; des accusations à caractère anticlérical ou antimaçonnique ont été employées, en revanche, pour faire ressortir la négligence, sinon la complaisance suspecte des milieux centristes au pouvoir – notamment la DC (démocratie chrétienne) – devant la déstabilisation du pays lors des « années de plomb »[22].

Passée la vague de dépolitisation qui accompagne la « Seconde République »[23], ces approches mémorielles évoluent, au tournant du nouveau

---

[18] Voir : Anna Lisa Tota (dir.), *La memoria contesa: studi sulla comunicazione sociale del passato*, Milano, FrancoAngeli, 2001; Aldo Giannuli, *L'abuso pubblico della storia. Come e perché il potere politico falsifica il passato*, Parma, Guanda, 2009 ; Filippo Focardi, *Rielaborare il passato. Usi pubblici della storia e della memoria in Italia dopo la Prima Repubblica,* in Resta et Vincenzo Zeno-Zencovich (dir.), *Riparare, risarcire, ricordare*, cit., pp. 241-272.

[19] Pour un panorama de ce conflit memoriel infini, voir : Giuseppe Parlato et Marco Zaganella (dir.), *Fare gli italiani. Dalla costituzione nazionale alla promulgazione della Costituzione repubblicana,* Roma, Nuova Cultura, 2011. Pour un focus sur la question de la "guerre civile", qui aura une grande importance pour les répertoires idéologiques de l'extrémisme armé post-soixante-huitarde, voir : Hervé Rayner, *L'interprétation de la période 1943-45 en Italie : querelles historiographiques et politiques,* in Georges Mink et Lauren Neumayer (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux,* Paris, La Découverte, 2007 ; Tommaso Baris, *Resistenza, antifascismo e guerra civile. Un dibattito tra storia e politica,* "Meridiana", n. 76, 2013, pp. 105-126.

[20] Pour l'entrée de cette définition dans le discours public italien, voir : Rossana Rossanda, *L'Album di famiglia, "*Il Manifesto", 2 avril 1978.

[21] Voir : Carlo Casalegno, *Dopo cinque anni di "trame nere",* "La Stampa", 31 juillet 1974.

[22] Voir par exemple, Paolo Farneti, *La Dc come partito-stato,* "Mondo Operaio", n. 1, janvier 1980 ; Luigi Firpo, *Tinti d'una pece,* "La Stampa", 31 mai 1981.

[23] Entre 1992 et 1994, le système politique italien subit une transformation radicale causée par une combinaison de facteurs : la mutation du cadre géopolitique international (implosion de l'Union Soviétique et fin de la guerre froide) ; la maxi-opération judiciaire (« Mani Pulite ») qui porte à l'incrimination pour corruption du gros de la classe dirigeante italienne ; la disparition partis historiques disparaissent et le passage d'une structure multipolaire proportionnelle au

millénaire, de la confrontation idéologique vers la question de la responsabilité éthique, moyennant, notamment, l'opposition médiatique entre les anciens militants et les familles des victimes de la violence politique[24]. De ce fait, ces attitudes sub-culturelles se sont transformées finalement en paradigmes interprétatifs de la conflictualité post-soixante-huitarde[25]. Du coup, à l'issue de ce processus tourmenté de réélaboration – basé plutôt sur la volonté de repérer un bouc émissaire que sur l'exigence de comprendre les évènements – la « stratégie de la tension » et les « années de plomb » ont fini par être vues alternativement comme « *guerre civile à faible intensité* »[26], « *affolement d'une*

bipolarisme majoritaire, tandis que l'architecture institutionnelle finit par se réorganiser sur un modèle pseudo-présidentialiste. Voir : Hervé Rayner, *L'Italie en mutation,* Paris, La Documentation française, 2007.

[24] Voir les mémoires publiées par les anciens extrémistes : Primo Moroni et Nanni Balestrini, *L'orda d'oro : 1968-1977. La grande ondata rivoluzionaria e creativa, politica ed esistenziale,* Milano, Feltrinelli, 1988; Alberto Franceschini, Pier Vittorio Buffa, Franco Giustolisi, *Mara, Renato e io,* Milano, Mondadori, 1988; Mario Moretti, Rossana Rossanda, Carla Mosca, *Brigate rosse: una storia italiana,* Milano, Mondadori, 1994; Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane,* Casale Monferrato, Piemme, 1999; Oreste Scalzone et Paolo Persichetti, *Il nemico inconfessabile: sovversione sociale, lotta armata e stato di emergenza in Italia dagli anni Settanta a oggi,* Roma, Odradek, 1999; Roberto Fiore et Gabriele Adinolfi, *Noi Terza Posizione,* Roma, Settimo Sigillo, 2000; Alberto Franceschini et Sergio Fasanella, *Che cosa sono le Br,* Milano, BUR, 2004; Aldo Grandi, *Insurrezione armata,* Milano, BUR, 2005; Sergio Segio, *Miccia corta: una storia di Prima linea,* Roma, DeriveApprodi, 2005; Prospero Gallinari, *Un contadino nella metropoli: ricordi di un militante delle Brigate rosse,* Milano, Bompiani, 2006; Giuseppe Ardica et Pierluigi Concutelli, *Io, l'uomo nero. Una vita tra politica, violenza e galera,* Venezia, Marsilio, 2008 ; Salvatore Ricciardi, *Maelstrom. Scene di rivolta e autorganizzazione di classe in Italia dal 1960 al 1980,* Roma, DeriveApprodi, 2011 ; Stefano Della Chiaie, Umberto Berlenghini, Massimiliano Griner, *L'aquila e il condor. Memorie di un militante politico,* Milano, Sperling & Kupfer, 2012. S'agissant des livres rédigés par les proches des victimes, voir : Alberto Torregiani et Stefano Rabozzi, *Ero in guerra e non lo sapevo,* Lainate, A.Car, 2006; Giovanni Fasanella et Sabina Rossa, *Guido Rossa, mio padre,* Milano, BUR, 2006; Riccardo Bocca, *Tutta un'altra strage,* Milano, BUR, 2007 ; Mario Calabresi, *Spingendo la notte più in là. Storia della mia famiglia e di altre vittime del terrorismo,* Milano, Mondadori, 2007 ; Alberto Conci (dir.), *Sedie vuote. Gli anni di piombo: dalla parte delle vittime,* Trento, Il Margine, 2008; Giampaolo Mattei et Giommaria Monti, *La notte brucia ancora. Primavalle. Il rogo che ha distrutto la mia famiglia,* Milano, Sperling & Kupfer, 2008 ; Benedetta Tobagi, *Come mi batte forte il tuo cuore. Storia di mio padre,* Torino, Einaudi, 2009 ; Silvia Giralucci, *L'inferno sono gli altri. Cercando mio padre, vittima delle Br, nella memoria divisa degli anni Settanta,* Milano, Mondadori, 2011 ; Eugenio Occorsio, *Non dimenticare, non odiare. Storia di mio padre e di tuo nonno,* Milano, Dalai, 2011 ; Benedetta Tobagi, *Una stella incoronata di buio. Storia di una strage impunita,* Torino, Einaudi, 2013.

[25] Pour un regard critique de cette fragmentation mémorielle et de ses retombées en termes d'autolégitimation sociale, voir : Barbara Armani, *La production historiographique, journalistique et mémorielle sur les années de plomb,* in Marc Lazar et Marie-Anne Matard Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb,* cit., pp. 192-207 ; Salvatore Lupo, *La guerra civile immaginata. Un dilemma dell'Italia repubblicana,* "Meridiana", n. 76, 2013, pp. 1-22.

[26] Cette thèse considère la violence politique de l'après-68 comme la continuation de la « guerre civile » interrompue en 1945 par la mise en place du rideau de fer en Europe : dans l'impossibilité de reprendre une campagne proprement militaire à cause de la chape bipolaire, la tension révolutionnaire (ou réactionnaire, selon les points de vue) aurait trouvé dans la guérilla et dans le terrorisme une nouvelle forme d'expression, ainsi que dans la bataille contre le néocapitalisme le nouveau visage de l'ancien ennemi. Voir : Cesare Bermani, *Il nemico interno. Guerra civile e lotte di classe in Italia (1943-1976),* Roma, Odradek, 2003 ; Giovanni Fasanella et Giovanni Pellegrino, *La guerra civile,* Milano, BUR, 2006. Pour une analyse critique, voir : Marc Lazar, *Les années de plomb : une guerre civile ?* in Marc Lazar et Marie-Anne Matard Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb,* cit., pp. 147-163 ; Angelo Ventrone, *Una guerra*

entière génération de jeunes »[27] ou « *conspiration orchestrée par les pouvoirs forts »*[28].

Dans un contexte si conflictuel, la société italienne n'a pas trouvé la force de cicatriser la plaie du terrorisme, voire d'intégrer sa leçon dans la mémoire collective : le temps est passé sans qu'aucune réconciliation civile ait vu le jour. Certes, lors des années 1980, l'État républicain a d'abord vaincu les groupes armés sur le plan militaire et ensuite offert aux « détenus politiques » une porte de sortie juridique[29]. Mais les raisons sous-jacentes à la contestation armée sont restées fondamentalement incomprises[30]. Face à cette fragmentation du cadre mémoriel, ainsi qu'aux répercussions sans fin des tensions post-soixante-

---

civile di lunga durata. La violenza politica in un Paese a «capitalismo avanzato», "Meridiana", n. 76, 2013, pp. 155-175. Sur l'origine de la définition, voir : Carl Schmitt, *La guerra civile fredda,* Il "Borghese", n. 21, 1er novembre 1951.

[27] D'après cette interprétation, les « années de plomb » s'inscrivent dans le processus de dégénération collective qui aurait investi la jeunesse italienne née après la deuxième guerre mondiale : la sécularisation sociale, la brutale modernisation économique, le consumérisme, la crise des valeurs et des institutions traditionnelles, les mythes du tiers-mondisme, l'apparition des drogues, l'urbanisation sauvage, la dégradation écologique, le spleen parallèle au bien-être matériel, la dogmatisme intellectuel, seraient les facteurs de cette rébellion aveugle et nihiliste. Le terrorisme incarnerait donc le point ultime d'une révolte juvénile qui aurait recherché dans la violence et dans l'utopie révolutionnaire, la solution pour son propre désespoir existentiel. Voir : Federico Orlando, *P38: il Medioevo di una nazione drogata dalle ideologie e nel baratro della crisi,* Milano, Editoriale Nuova, 1978; Giampaolo Pansa, *L'utopia armata. Come è nato il terrorismo in Italia,* Milano, Sperling & Kupfer, 1992. Pour une destructuration herméneuthique, voir : Andrea Lanza, *Quando è finita una rivoluzione. Il divenire storico nei movimenti italiani degli anni Settanta,* "Meridiana", n. 76, 2013, pp. 205-227.

[28] Cette lecture se concentre sur les aspects les plus obscurs de la phénoménologie de la violence politique italienne : l'interprétation de la « stratégie de la tension » et des « années de plomb » passe par le biais des opérations réservées et du contrespionnage propre à l'activité des services secrets au cours de la « guerre froide ». Du coup, la trainée de sang qui a affecté l'après-68 n'est pas attribué au déploiement d'un « guerre civile à faible intensité », ni à la crise de la jeunesse nationale mais plutôt aux manœuvres de sujets et de structures politiques cachées qui utilisent les techniques de la provocation, de l'infiltration et du double jeu pour transformer le pays en une arène fonctionnelle au maintien des équilibres bipolaires. Voir : Gianni Cipriani et Antonio Cipriani, *Sovranità limitata. Storia dell'eversione atlantica in Italia,* Roma, Edizioni Associate, 1991 ; Mimmo Franzinelli, *La sottile linea nera: neofascismo e servizi segreti da piazza Fontana e piazza della Loggia,* Milano, Rizzoli, 2008; Stefania Limiti, *L'anello della Repubblica: La scoperta di un nuovo servizio segreto dal fascismo alle Brigate rosse,* Milano, Chiarelettere, 2011; Paolo Bolognesi et Riccardo Scardova, *Stragi e mandanti,* Correggio, Aliberti, 2012 Pour une critique de cette approche, voir : Ranieri Polese (dir.), *Il complotto. Teoria, pratica, invenzione,* Parma, Guanda, 2007.

[29] Il s'agit de l'instrument de la « dissociation » qui offre des réductions considérables des peines en échange d'un abandon explicite et définitif de la pratique de la lutte armée. Voir : loi n. 34 du 18 février 1987.

[30] Comme le remarque dans ses mémoires l'ancienne dirigeante des BR, Barbara Balzerani : "*Personne ne pourrait le nier sans rougir. Ce mouvement anticapitaliste, anti-État existait […]. Le problème, c'est de comprendre quelles étaient les alternatives qui n'en prévoyaient pas la mort. Et pourquoi personne ne les a trouvées, laissant ce conflit sans véritable issue*", in Barbara Balzerani, *Compagna luna*, Milano, Fetrinelli, 1998, p. 41. Voir : Anna Cento Bull et Philip Cooke, Ending Terrorism in Italy, London, Routledge, 2013. La résolution manquée des questions posées par les « années de plomb » a amené, par exemple, le Président de la « Commission parlementaire d'enquête sur le terrorisme », Giovanni Pellegrino, à proposer pendant les années 1990 une sorte de « commission pour la vérité et la réconciliation » sur le modèle sud-africain. Sur ce thème, voir : Francesco Battistini, *Anni di piombo, una lega per l'amnistia,* "Corriere della Sera", 21 mars 1997.

huitardes, les historiens ne sont pas encore arrivés à faire entendre leur voix[31]. Comme le remarque Barbara Armani :

> Les multiples vérités affleurant d'une infinité de témoignages, d'interviews, d'autobiographies d'anciens terroristes ou de militants de ce que l'on a pris l'habitude d'appeler la « saison des mouvements » ont entravé l'indispensable prise de distance, émotive, intellectuelle et générationnelle, à l'égard d'un passé proche qui n'est pas encore devenu « histoire ». Un passé qui demeure justement un réservoir, à la fois revendiqué et partagé, de souvenirs individuels et collectifs, où l'on a pioché à qui mieux mieux pour servir la cause politique, judiciaire, existentielle ou encore médiatique d'un bord ou d'un autre. […] Il s'en est suivi un court-circuit entre l'histoire et la mémoire : difficile, donc, de passer du plan des jugements moraux à celui de la compréhension historique, en entérinant dans l'historiographie et dans la presse écrite, une lecture des années 1970 comme une parenthèse entre la déferlante de 1968 et le reflux qui anticipa les changements et, selon d'aucuns, le néant vertigineux des années 1980[32].

La construction des catégories heuristiques demeure par conséquent laborieuse qu'il s'agisse de la définition des limites épistémologiques du concept de « terrorisme » par rapport à la plus vaste dimension de la « violence politique »[33], ou de l'analyse de l'extrémisme « noir » indépendamment d'une matrice méthodologique qui reste toujours trop marquée par le modèle de la subversion « rouge »[34]. De ce fait, la possibilité d'appréhender, sur le plan

---

[31] Voir : Simonetta Fiori, *Anni Settanta : lo storico è in fuga,* "la Repubblica", 3 mars 1997.

[32] Barbara Armani, *La production historiographique, journalistique et mémorielle sur les années de* plomb, cit., p. 196.

[33] Voir : Marco Grispigni, *Terrorismo: uso, abuso e non uso di un termine*, "Zapruder", 6, 2005, pp. 140-144; Aldo Giannuli, *La categoria del terrorismo: la sua persistenza storica e l'uso adottato dai mezzi di informazione*, in Mirco Dondi (dir.), *I neri e i rossi*, cit., p. 45 et s.; Eros Francescangeli, *Le parole e le cose. Sul nesso sinistra rivoluzionaria, violenza politica e sociale, lotta armata*, in Giuseppe Battelli et Anna Maria Vinci (dir.), *Parole e violenza politica*, cit., 2014, pp. 63 et s.; Giovanni Maria Ceci, *Il terrorismo italiano. Storia di un dibattito*, Roma, Carocci, 2014.

[34] L'impact plus important de l'extrémisme rouge - en termes d'adhérents et de visibilité – a fini par laisser dans l'ombre l'activité néofasciste : en raison d'une petite production documentaire, de l'habitude d'utiliser souvent le répertoire de l'attentat indiscriminé et non revendiqué (notamment pendant la période de la « stratégie de la tension »), du manque de charme et d'une plus faible participation juvénile (causé par une vocation solipsiste et nihiliste, ainsi que par les stigmates du « mussolinisme »), la mouvance « noire » fournit aux historiens une image moins simple à appréhender. Le meilleur accès aux sources produites par les groupes armés ultragauchistes a du coup conditionné la construction des modèles interprétatifs selon les directrices imposées par le néo-marxisme révolutionnaire. Voir : Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci, *Introduction,* in Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci, *L'Italie des années de plomb,* cit.*,* pp. 10-11. Sur la difficulté de catégoriser le phénomène du néofascisme

historiographique, la globalité du phénomène post-soixante-huitard n'est pas encore à l'ordre du jour, du fait de la prégnance interprétative que le modèle des BR continue à exercer.

L'effort de compréhension des chercheurs est d'ailleurs compromis par l'ambigüité des sources judiciaires – et voilà le troisième facteur de limitation – qui nonobstant d'innombrables procès et enquêtes ne sont presque jamais arrivées à exprimer une vérité définitive[35]. La plupart des « attentats à la bombe » sont restés sans auteurs identifiés[36], tout comme les épisodes les plus graves reliés à la confrontation urbaine entre les extrémismes rouge et noir[37] : même les affaires les plus connues et analysés – tel que le l'enlèvement/exécution d'Aldo Moro – comportent encore de vastes zones d'ombre[38]. Les raisons de cet échec sont multiples : les puissantes entraves aux enquêtes et les lourdes interférences dans les procédures judiciaires ; l'élimination – parfois physique – de témoignages, d'investigateurs et de preuves ; l'apposition récurrente du « secret d'État » et l'accès limité aux archives étatiques ; l'activité frénétique de déstabilisation opérée dans le cadre de la guerre froide par les services de sécurité et par certaines structures occultes (telles que la cellule italienne du réseau *Stay-Behind,* « Gladio », ou la loge

armé, voir : A. James Gregor, *The Search for neofascism : The Use and Abus of Social Science,* Cambridge, CUP, 2006.

[35] Voir : Vladimiro Satta, *Il caso Moro e i suoi falsi misteri,* Soveria Mannelli, Rubettino, 2006 ; Anna Cento Bull, *Stragi e strategia della tensione: due (e più) verità confronto,* "Il Mulino", n. 6, 2009, pp. 1047-1055; Pietro Calogero, Carlo Fumian, Michele Sartori, *Terrore rosso. Dall'autonomia al partito armato,* Bari-Roma, Laterza, 2010 ; Massimiliano Griner, *Piazza Fontana e il mito della strategia della tensione,* Torino, Lindau, 2011. Pour un regard du point de vue de la philosophie du droit sur le rapport entre vérité juridique et histoire, voir : Stefano Rodotà, *Il diritto alla verità,* in Giorgio Resta et Vincenzo Zeno-Zencovich (dir.), *Riparare, risarcire, ricordare*, cit., pp. 497-516.

[36] De la myriade d'attentats meurtriers à la bombe qui ont caractérisé le déploiement de la « stratégie de la tension », seulement le « carnage de Peteano » (3 morts, mai 1972) a trouvé un coupable (Vincenzo Vinciguerra), et seulement en raison de ses aveux (voir : Giorgio Cecchetti, *Neofascista confessa: « organizzai la strage »,* "la Repubblica", 30 septembre 1984). Un discours à part mérite le « massacre de la gare de Bologne » (85 morts, 2 août 1980), dont la condamnation de trois militants néofascistes (Giusva Fioravanti, Francesca Mambro et Luigi Ciavardini) pour l'exécution matérielle continue à susciter une querelle incendiaire dans le pays. Voir : Andrea Colombo, *Storia nera. Bologna, la verità di Francesca Mambro e Valerio Fioravanti,* Milano, Cairo, 2007 ; Antonella Beccaria et Riccardo Lenzi, *Schegge contro la democrazia – 2 agosto 1980 : le ragioni di una strage nei più recenti atti giudiziari,* Bologna, Socialmente, 2010. Pour une vision générale, voir : Anna Cento Bull, *Italian Neofascism. The Strategy of Tension and The Politics of Nonreconciliation,* Oxford, Berghahn, 2008.

[37] Comme, juste pour faire deux exemples relatifs à la ville de Rome, dans le cas des homicides du néofasciste Mario Zicchieri (1975) et de l'autonome « rouge » Valerio Verbano (1980). Voir : Paolo Brera, *Per Verbano una strada e un nuovo processo,* "la Repubblica", 3 février 2006 ; Luca Telese, *Morucci dica chi uccise mio figlio : se lo fa mi batterò per lui,* "Il Giornale", 5 février 2006.

[38] Voir : Roberto Bartali et al., *Il sequestro di verità: i buchi neri del delitto Moro*, Milano, Kaos, 2008.

maçonnique P2)[39]. Les historiens – qui, comme l'on vient de voir, avaient déjà des difficultés dans la catégorisation des études sur la violence politique post-soixante-huitarde - se sont enfin heurtés à la question de l'État et de son pouvoir : à savoir, le rôle réel des institutions dans l'explosion de la lutte armée[40]. Il s'agit d'un élément de réflexion très sensible, compte tenu du manque de légitimité dont les gouvernements républicains ont toujours souffert auprès des extrêmes du spectre politique italien[41] : d'un côté, en effet, la simple mise en doute de la neutralité et de la transparence de l'État est perçue comme une attitude radicale et « antisystème »[42] ; de l'autre, le rejet a priori de toute hypothèse de compromission des appareils étatiques finit par limiter lourdement la capacité de reconstruction historiographique[43]. En ce sens, la complexe interprétation d'un

[39] Cette série infinie de manœuvres et l'incapacité récurrente à établir les responsabilités pénales a alimenté une énorme production éditoriale à caractère journalistique. Voir : Gianni Flamini, *Il partito del golpe. Le strategie della tensione e del terrore dal primo centrosinistra organico al sequestro Moro,* 4 vol., Ferrara, Bovolenta, 1981-85 ; Sergio Flamigni, *Trame Atlantiche: storia della P2,* Milano, Kaos, 2005; Rita Giovacchino, *Il libro nero della Prima Repubblica,* Roma, Fazi, 2005; Piero Messina, *Il cuore nero dei servizi,* Milano, BUR, 2012. Voir aussi : Adriano Prosperi, *La giustizia negata,* "la Repubblica", 17 octobre 2010 ; Giacomo Pacini, *Le altre Gladio. La lotta segreta anticomunista in Italia 1943-1991,* Torino, Einaudi, 2014.

[40] Voir : Cinzia Venturoli, *La storiografia e le stragi nell'Italia repubblicana: un tentativo di bilancio*, "Storia e Futuro", n. 11, juin 2006; Miguel Gotor, *La storia sotto chiave: il segreto di Stato e il terrorismo degli anni Settanta*, in Giorgio Resta et Vincenzo Zeno-Zencovich (dir.), *Riparare, risarcire, ricordare*, cit., pp. 59-72.

[41] La dynamique de la « Première République italienne » (1946-1993) se caractérise, en effet, par la présence de deux *clauses ad excludendum,* qui obligent les deux forces « polaires » du spectre politique – le parti néofasciste (MSI) à droite et le parti communiste (PCI) à gauche – à rester indéfiniment dans l'opposition, même en dépit d'une majorité électorale en valeur absolue du nombre de voix. Si d'un côté le MSI ne peut vraisemblablement obtenir le gouvernement du pays à cause de la nature éminemment antifasciste de la Constitution, de l'autre le PCI est entravé, de fait, par l'appartenance de l'Italie au champ atlantiste. Ces contraintes - qui bloquent le système au centre, en conférant obligatoirement le pouvoir dans les mains du parti majeur de l'aire modérée, la DC – induisent les milieux de droite et de gauche à nourrir un sentiment de méfiance latente envers les institutions nationales. Voir : Giorgio Galli, *Il bipartitismo imperfetto. Comunisti e democristiani in Italia,* Bologna, Il Mulino, 1986 ; Piero Ignazi, *Il polo escluso. Profilo storico del Movimento sociale italiano,* Bologna, Il Mulino, 1989 ; Giuseppe Bedeschi, *La prima repubblica. Storia di una democrazia difficile (1946-1993),* Soveria Mannelli, Rubettino, 2013.

[42] Pour un exemple de ce rapprochement presque incontournable avec l'image de la militance extrémiste, il suffit de voir comme à la base des travaux historiographiques majeurs portant sur le « massacre de Piazza Fontana » (17 morts, Milan) du 12 dècembre 1969, il y a les résultats du livre *La strage di Stato,* édité par un collectif d'ultra-gauche en 1970 et consacré aux implications des appareils étatiques dans la réalisation de cet attentat. Voir : Giorgio Boatti, *Piazza Fontana. 12 dicembre 1969: il giorno dell'innocenza perduta,* Torino, Einaudi, 1999.

[43] Les compromissions entre les appareils institutionnels et les forces terroristes commencent à émerger déjà à l'aube de la « stratégie de la tension » : une myriade de révélations et de scandales impliquant plusieurs branches de l'État marque le débat public autour de l'explosion de la violence politique dans le pays (Voir : Massimo Veneziani, *Controinformazione. Stampa alternativa e giornalismo d'inchiesta dagli anni Sessanta a oggi,* Roma, Castelvecchi, 2006 ; Aldo Giannuli, *Bombe a inchiostro,* cit.). Les preuves d'une relation monstrueuse entre certaines articulations étatiques et les attentats à la vie démocratiques ne cessent de s'accumuler pendant les années 1970 (voir : Paolo Menghini, *Sifar, Sid, Sisde : mezzo secolo di scandali e cambiamenti da Gattopardo. Dai dossier di De Lorenzo ai depistaggi di Miceli fino alla vicenda dei fondi riservati,* "Corriere della Sera", 4 juillet 1999. Pour une étude de cas, voir : Mario Casaburi, *Il diritto all'impunità. Piazza Fontana 1969 : inchieste, processi, depistaggi. Una strage senza*

État qui semble pouvoir passer du rôle de victime du *terrorisme* à celui de protagoniste de la *terreur* a porté à trancher la question de manière draconienne. Dès les premiers travaux parus au lendemain de la chute du mur de Berlin, la recherche a été hypothéquée par deux tendances opposées, mais également déstabilisantes, la « diétrologie » et le « réductionnisme »[44] qui se retrouvent à travers la tentation de repérer une cause originaire, voire un *primum movens* en mesure d'expliquer l'explosion de la violence politique en Italie[45]. Le paradigme « diétrologique » attribue alors une responsabilité prépondérante aux institutions derrière lesquelles se cacheraient des marionnettistes qui tirent les ficelles de la subversion ; l'attitude « réductionniste », au contraire, néglige presque totalement la figure étatique, forte de la certitude que la dynamique sociale est insensible aux intrigues et aux provocations de l'extérieur. Entre ces deux approches antithétiques, la recherche d'un point d'équilibre capable d'harmoniser les facteurs endogènes (sociaux, culturels, économiques, idéologiques) et les sollicitations exogènes (contraintes géopolitiques, bouleversements internationaux, contingences stratégiques, interférences des structures d'intelligence) reste une question ouverte pour les historiens.

---

colpevoli, Roma, Castelvecchi, 2014), tandis que les argumentations défensives des notables politiques semblent jeter l'huile sur le feu, en essayant de détourner l'opinion publique à travers des justifications à caractère conspirationniste. Par exemple, le leader démocrate-chrétien Giulio Andreotti insinue en 1974 l'existence d'une centrale occulte de déstabilisation européenne installée probablement à Paris (voir : Massimo Caprara, *I sette diavoli custodi. (Intervista a Giulio Andreotti),* "Il Mondo", 20 juin 1974). Quelques temps plus tard, le socialiste Bettino Craxi parle d'un « Grand Vieux », figure toute-puissante qui serait derrière à la déferlante terroriste qui a investi la nation. Voir : Gianni Barbacetto, *Il grande vecchio,* Milano, BUR, 2009. Voir aussi : Claire Sterling, *La trama del terrore : la guerre segreta del terrorismo internazionale,* Milano, Mondadori, 1981.

[44] Pour ces deux positions opposées, voir : Franco De Felice, *Doppia lealtà e doppio Stato,* "Studi Storici", 30, n. 3, juillet-septembre 1989, pp. 493-563 ; Giovanni Sabbatucci, *Il golpe in agguato e il doppio Stato,* in Giovanni Belardelli, Luciano Cafagna, Ernesto Galli della Loggia, Giovanni Sabbatucci, *Miti e Storia dell'Italia unita,* Bologna, Il Mulino, 1999, pp. 203-216.

[45] Pour des suggestions intéressantes, voir : Giovanni Moro, *Memoria e impazienza,* in Angelo Ventrone (dir.), *I dannati della rivoluzione, cit.,* pp. 239-250.

Les nouveaux axes de la recherche historique : L'attention à la dimension organisationnelle de la lutte armée et l'approche sociogéographique dans l'étude de la violence politique

Nonobstant ce cadre très controversé, l'étude de la violence politique en Italie a quand même trouvé le moyen d'avancer et de consolider une série de matrices interprétatives fondamentales : tout d'abord, en s'appuyant sur les données scientifiques fournies par les travaux de sociologie et de science politique[46]. Les chercheurs ont pu commencer à construire des modèles historiographiques à partir de l'analyse des aspects idéologico-politiques du phénomène subversif, moyennant une plus large prise en compte des processus de modernisation qui ont investi le Pays à partir du « miracle économique » (1958-1963)[47]. En ce sens, l'analyse des rapports entre les partis majeurs et les aires extraparlementaires, la reconstruction des sauts évolutifs qui portent la praxis antagoniste à se transformer en lutte armée, la déconstruction de la propagande « antisystème » et des finalités sous-jacentes aux actes de violence, l'étude de la dialectique entre la singularité géopolitique de l'Italie et le développement du radicalisme juvénile ont permis de mettre en exergue les vecteurs – structurels, collectifs et individuels – qui ont poussé la contestation jusqu'à la dégénérescence terroriste, nonobstant la diffusion généralisée d'un bien-être matériel dans la société italienne[48]. Du coup, en l'absence d'une épistémologie claire et d'un accès suffisant aux sources primaires, le recours aux travaux de sciences sociales a fourni aux historiens la possibilité d'établir certains points clés : tels que le rôle du bloc du système gouvernemental dans le déclenchement de la contestation

[46] Notamment grâce aux recherches menées par l'Institut Cattaneo de Bologne (lié à l'expérience progressiste du think-tank « Il Mulino »). Voir : Raimondo Catanzaro (dir.), *Ideologie, movimenti, terrorismi*, Bologna, Il Mulino, 1990 ; Id. et Luigi Manconi (dir.), *Storie di lotta armata,* Bologma, Il Mulino, 1995. Du côté de politologie, voir : Alessandro Campi et Ambrogio Santambrogio (dir.), *Destra/Sinistra. Storia e fenomenologia di una dicotomia politica,* Roma, Pellicani, 1997.

[47] Voir : Gabriele De Rosa et Giancarlo Monina (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta,* IV vol. : Sistema politico e istituzioni*,* Soveria Mannelli, Rubettino, 2003. Voir aussi : Paul Ginsborg, *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi,* Torino, Einaudi, 1989, pp. 344 et s.; Aurelio Lepre, *Storia della Prima repubblica,* Bologna, Il Mulino, 1993, pp. 183 et s.; Guido Crainz, *Il paese mancato: dal miracolo economico agli anni Ottanta,* Roma, Donzielli, 2003. Sur l'essor économique qui préside à la modernisation de l'Italie, tout en la transformant en une puissance industrielle, voir : Id., *Storia del miracolo economico: culture, identità, trasformazioni fra anni cinquanta e sessanta,* Roma, Donzelli, 2005; Antonio Cardini, *Il miracolo economico italiano: 1958-1963,* Bologna, Il Mulino, 2006.

[48] Il s'agit d'une question qui est à la base aussi du travail monumental du journaliste Sergio Zavoli, composé d'interviews aux protagonistes majeurs de la "stratégie de la tension" et des "années de plomb", voir : Sergio Zavoli, *La notte della Repubblica,* Milano, Mondadori, 1992.

armée[49] ; la relation directe entre la crise du « réformisme technocratique » et la croissance d'instances sociales maximalistes[50] ; la dégradation des valeurs traditionnelles aux yeux des nouvelles générations comme facteur favorisant la révolte contre l'autorité en place[51] ; les effets de la massification du système scolaire et universitaire[52] et le comportement particulier du milieu juvénile extrémiste qui face à la régression inexorable de la mobilisation soixante-huitarde réagit en élevant progressivement la radicalité de sa contestation jusqu'à la lutte armée[53].

Après ces premiers résultats historiographiques – qui ont permis de faire le lien entre l'explosion de la violence politique et les processus de modernisation traversant la société dans l'après-miracle économique[54] - la recherche a progressé à l'aube du XXIe siècle grâce à des éléments nouveaux : pour la première fois, en effet, la communauté scientifique a obtenu l'accès à des sources primaires relatives à la documentation interne des groupes révolutionnaires[55], tandis qu'un nouveau filon éditorial à caractère journalistique et biographique commence, dès 2003, à affronter les dimensions négligées de la « stratégie de la tension » et des « années de plomb »[56]. D'ailleurs, à quinze ans de l'introduction

---

[49] Voir : Gianfranco Pasquino, *Sistema politico bloccato e insorgenza del terrorismo: ipotesi e prime verifiche,* in Id. (dir.), *La prova delle armi,* Bologna, Istituto di studi e ricerche Carlo Cattaneo, 1984, pp. 175-220.

[50] Voir : Luigi Graziano et Sydney Tarrow, *La crisi italiana,* Torino, Einaudi, 1978 ; Giorgio Galli, *La Destra in Italia,* Milano, Gammalibri, 1983.

[51] Voir : Franco Ferrarotti, *Alle radici della violenza,* Milano, Rizzoli, 1979.

[52] Voir : Carlo Ceolin (dir.), *Università, Cultura, Terrorismo,* Milano, FrancoAngeli, 1984.

[53] Voir : Sydney Tarrow, *Democracy and Desorder. Protest and Politics in Italy 1965-1975*, Oxford, OUP, 1989 ; Donatella Della Porta, *Social Movements, Political Violence, and the State: A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge, CUP, 1995.

[54] La décennie 1970 est en effet la période la plus progressiste de l'histoire républicaine, grâce à l'introduction du « Statut du travail », du droit de divorce et d'avortement, de la libéralisation des fréquences radiophoniques, de la création d'un système gratuit et universel de la santé publique. Voir : Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit.*,* pp. 187-588. Voir aussi : Antonio Baldassarre et al., *Innovazioni politiche e trasformazioni sociali nell'Italia degli anni '70. La riforma istituzionale,* Milano, FrancoAngeli, 1984.

[55] Notamment la mise à disposition des archives privés « Memorie di Carta » - conservés à Rome à l'Institut pour l'étude de l'histoire de la Résistance et du temps présent, IRSIFAR – et « Primo Moroni », geré par la librairie « Calusca » de Milan. Voir : Marco Grispigni et Leonardo Musci (dir.), *Guida alle fonti per la storia dei movimenti in Italia (1966-1978),* Roma, Sallustiana editrice, 2003.

[56] Les travaux des journalistes Luca Telese, Ugo Maria Tassinari et Nicola Rao ont contribué à éclaircir fortement la réalité de l'extrémisme « noir », notamment s'agissant des débats internes, des peurs et des attentes quotidiennes, des choix et des contraintes, des répertoires d'organisation, des relations extérieures, de la façon d'adapter l'initiative subversive à la réalité territoriale de la ville. Voir : Ugo Maria Tassinari, *Guerrieri: 1975-1982. Storie di una generazione in nero,* Napoli, Immaginapoli, 2005 ; Luca Telese, *Cuori Neri. Dal rogo di Primavalle alla morte di Ramelli: 21 delitti dimenticati degli anni di piombo,* Milano, Sperling & Kupfer, 2006; Nicola Rao, *La fiamma e la celtica. Sessant'anni di neofascismo da Salò ai centri sociali di destra,* Milano, Sperling & Kupfer, 2006 ; Id., *Il sangue e la celtica. Dalle vendette antipartigiane alla strategia della tensione. Storia armata del neofascismo,* Milano, Sperling & Kupfer, 2008 ; Id., *Il piombo e la celtica. Storie di terrorismo nero, dalla guerra di strada allo spontaneismo armato,*

de la loi sur la « dissociation » (n. 34/1987) – qui avait mis un terme définitif à la lutte armée en Italie[57] - les différents protagonistes de cette saison se sentent assez libres de raconter leurs expériences, de confier des documents inédits et de creuser dans les zones d'ombre[58]. Grâce à toute une série de matériaux et de publications qui contribuent à élucider de l'intérieur (et plus seulement de l'extérieur) le phénomène subversif, s'ouvrent alors pour les historiens de nouvelles pistes heuristiques[59]. Les données, les révélations, les confirmations, les démentis, les traces, les sensations qui émergent de ces narrations et de ces archives militantes permettent, en effet, d'aller au-delà du plan idéologico-politique, tout en commençant à analyser aussi les dynamiques internes (à savoir le fonctionnement matériel) de la lutte armée : cela signifie que la lecture initiale d'un mouvement protestataire qui se transforme en guérilla paramilitaire dans le cadre d'un système en plein essor, mais bloqué par les *clauses ad excludendum*, se problématise grâce à l'intégration de profils prosopographiques, d'études de

---

Milano, Sperling & Kupfer, 2010. Leurs collègues Aldo Grandi, Giovanni Bianconi, Concetto Vecchio et Vincenzo Tessandori ont réalisé la même opération à l'égard de l'aire extraparlementaire de gauche. Voir : Giovanni Bianconi, *Mi dichiaro prigioniero politico. Storia delle Brigate rosse,* Torino, Einaudi, 2003 ; Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti. Storie di Potere operaio,* Torino, Einaudi, 2003 ; Concetto Vecchio, *Ali di piombo. Il 1977, trent'anni dopo. Lotte di piazza e vittime innocenti. Le radio libere, la piaga dell'eroina, il terrorismo. La cronaca, i documenti, le testimonianze,* Milano, BUR, 2007 ; Vincenzo Tessandori, *Qui Brigate rosse: il racconto, le voci,* Milano, Baldini & Castoldi, 2009. Adalberto Baldoni et Sandro Provvisionato ont travaillé en revanche sur les trajectoires croisées des deux pôles radicaux (le « rouge » et le « noir ») le long du parcours d'accès à la lutte armée, voir : Sandro Provvisionato et Adalberto Baldoni, *Anni di piombo. Sinistra e destra : estremismi, lotta armata e menzogne di Stato dal Sessanto a oggi*, Milano, Sperling & Kupfer, 2009. En même temps, les années 2000 se caractérisent aussi par l'apparition de témoignages privés, véritables interprétations personnelles filtrés par les expériences intimes respectives. Voir : Carlo Marletti et al., *Il Piemonte e Torino alla prova del terrorismo,* Soveria Mannelli, Rubettino, 2004 ; Paolo Persichetti, *Esilio e castigo,* Reggio Calabria, La città del Sole, 2005 ; *Una sparatoria tranquilla. Per una storia orale del '77,* Roma, Odradek, 2005 ; Achille Serra, *Poliziotto senza pistola. A Milano negli anni di piombo e della malavita organizzata,* Milano, Bompiani, 2006 ; Giovanni Fasanella et Antonella Grippo, *I silenzi degli innocenti,* Milano, BUR, 2006 ; Sergio Bianchi et Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli autonomi. Le storie, le lotte, le teorie,* 3 vol., Roma, DeriveApprodi, 2007 ; Lucia Annunziata, *1977. L'ultima foto di famiglia,* Torino, Einaudi, 2007 ; Aldo Grandi, *L'ultimo brigatista,* Milano, BUR, 2007 ; Sandro Neri, *Segreti di Stato: la verità di Amos Spiazzi,* Correggio, Aliberti, 2008; Andrea Casalegno, *L'attentato,* Milano, Chiarelettere, 2008; Anna Bravo, *A colpi di cuore. Storie del Sessantotto,* Roma-Bari, Laterza, 2008 ; Francesco Cossiga, *La versione di K. Sessant'anni di contro storia,* Milano, Rizzoli, 2009 ; Mario Caprara et Gianluca Semprini, *Neri! La storia mai raccontata della destra radicale, eversiva e terrorista,* Roma, Newton Compton, 2009 ; Giovanni Fasanella et Rosario Priore, *Intrigo internazionale,* Milano, Chiarelettere, 2010.

[57] Pour avoir une idée de l'impact de cette loi dans la conclusion des « années de plomb », il suffit de rappeler que plus de quinze mille « libérations » (semi-liberté ou services sociaux) pour « dissociation » de la lutte armée sont effectuées seulement dans les trois années successives à l'entrée en vigueur.

[58] Voir : Federica Rossi, *Memorie della violenza, scritture della storia. Elementi per un'analisi delle controverse ri-letture degli anni Settanta*, in Angelo Ventrone (dir.), *I dannati della rivoluzione*, cit., pp. 199-220. Voir aussi : Emmanuel Betta, *Memorie in conflitto. Autobiografie della lotta armata*, "Contemporanea", XII, n. 4, 2009, pp. 673-701.

[59] Voir : Lorenzo Bosi et Maria Serena Piretti, *Violenza politica e terrorismo: diversi approcci di analisi e nuove prospettive di ricerca,* "Ricerche di storia politica", n. 3, 2008, pp. 265-272.

cas et de situations géographiques[60]. À l'aide des rares études qui avaient tenté, précédemment, des approches structuralistes[61] et en récupérant les indications d'une littérature « grise » peu prisée en raison de sa nature hétérodoxe[62], les historiens se plongent dans une masse d'informations tendanciellement biaisées, dans le but de reconstruire les « mécanismes » de la militance extrémiste : telles que la description des caractéristiques particulières des conflits et des relations internes ; la définition de la dialectique entre les parcours personnels de radicalisation et les tendances collectives des mouvements extraparlementaires ; l'analyse des répertoires opérationnels et des moyens logistiques des formations subversives, à la lumière, aussi, des modalités de gestion de l'ordre public employées par les appareils étatiques ; la prise en compte de l'influence des traditions et des situations locales dans le développement des instances radicales[63]. Il s'agit d'un parcours de recherche très prometteur, car cette attention sur les aspects factuels permet d'intégrer dans les modèles historiographiques le facteur fondamental de la conjoncture matérielle (à savoir, la spécificité des conditions sociales, culturelles et économiques qui ont présidé aux choix de la lutte armée et du terrorisme) et, à la fois, de vérifier des

[60] Voir : Monica Galfré, *Lotta armata. Forme, tempi, geografie,* in Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata,* cit., pp. 63-91. Pour un exemple, voir : Alberto De Bernardi, Valerio Romitelli, Chiara Cretella (dir.), *Gli anni Settanta tra crisi mondiale e movimenti collettivi,* Bologna, Archetipo, 2009.

[61] Voir : Nicola Tranfaglia et Diego Novelli, *Vite sospese. Le generazioni del terrorismo*, Milano, Garzanti, 1988 ; Robert Lumley, *States of Emergency: Cultures of Revolt in Italy from 1968 to 1978*, London, Verso, 1990; Giorgio Cingolani, *La destra in armi. Neofascisti italiani tra ribellismo ed eversione (1977-1982)*, Roma, Editori Riuniti, 1995.

[62] Voir : Giulio Andreotti, *Diari 1976-1979. Gli anni della solidarietà*, Milano, Rizzoli, 1981 ; S.a., *Memorie. Dalla clandestinità un terrorista non pentito si racconta*, Roma, Savelli, 1981 ; Giorgio Bocca, *Noi terroristi. Dodici anni di lotta armata ricostruiti e discussi con i protagonisti*, Milano, Garzanti, 1985 ; Adalberto Baldoni, *Noi Rivoluzionari*, Roma, Settimo Sigillo, 1986 ; Vincenzo Morelli, *Anni di piombo. Appunti di un generale dei carabinieri*, Torino, Società Editrice Internazionale, 1988 ; Ennio Di Francesco, *Un commissario*, Roma, Castelvecchi, 1990 ; Michele Brambilla, *L'eskimo in redazione. Quando le Brigate rosse erano "sedicenti"*, Milano, Bompiani, 1991 ; Franco Ottaviano, *La rivoluzione nel labirinto. Sinistra e sinistrismo dal 1956 agli anni Ottanta*, Soveria Mannelli, Rubettino, 1993 ; Marco Tarchi, *Esuli in Patria: i fascisti nell'Italia repubblicana*, Parma, Guanda, 1995; Sergio Flamigni, *Convergenze parallele. Le Brigate Rosse, i servizi segreti e il delitto Moro*, Milano, Kaos, 1998; Aldo Cazzullo, *I ragazzi che volevano fare la rivoluzione. 1968-1978: storia di Lotta Continua*, Milano, Mondadori, 1998; Francesco Maria Biscione, *Il sommerso della Repubblica*, Torino, Bollati Boringhieri, 2003; Pino Casamassina, *Donne di piombo*, Milano, Bevivino, 2005.

[63] Voir : Antonio Rosario D'Agnelli, Katia Ferri, Pasquale Cuomo, *Il terrorismo e le stragi: strumenti per lo studio della violenza politica in Italia tra gli anni Sessanta e Ottanta*, Firenze, Regione Toscana, 2005; Stefano Quirico, *Il modello organizzativo delle Brigate rosse in una prospettiva comparata*, "Quaderno di storia contemporanea", n. 44, 2008, pp. 61-88; Lorenzo Bosi et Donatella Della Porta, *Percorsi di micro mobilitazione verso la lotta armata*, in Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata*, cit., pp. 329-341; Luca Falciola, *Gli apparati di polizia di fronte al movimento del '77: organizzazione e dinamiche interne*, "Ricerche di Storia Politica", 16, n. 2, 2013, pp. 161-182; Marcella Filippa, *Per una storia del terrorismo: fonti e memoria negli archivi privati*, in Giuseppe Battelli et Anna Maria Vinci (dir.), *Parole e violenza politica*, cit., pp. 217-233.

hypothèses théoriques sans le poids des paradigmes éthico-mémoriels qui, comme nous l'avons précisé auparavant, se concentrent exclusivement sur les motivations (le « pourquoi ») de la violence et jamais sur sa phénoménologie (le « comment »)[64].

De plus, cette focalisation récente sur les aspects matériels et fonctionnels de la violence politique a porté les chercheurs à se confronter avec les variables liées à la structure polycentrique et provincialiste du système national italien[65] : en ce sens, l'étude de la dimension territoriale – et plus précisément de la réalité urbaine – a pris une importance particulière[66], en raison de la grande diversité des expériences subversives et des structures militantes dans les différentes régions du pays. S'il est vrai, en effet, que toutes les métropoles italiennes ont été victimes d'attentats ou le théâtre de batailles armées, il est également évident que chaque ville se présente comme un cas unique, nécessitant une approche monographique[67]. La singularité des situations locales est telle que souvent, l'expansion territoriale des groupes armés a été arrêtée par l'incapacité de s'adapter à une réalité urbaine étrangère à celle d'origine ; de même les formations à dimension nationale ont parfois fini par assister à la scission de

[64] Comme le remarque justement Barbara Armani: "*la tâche essentiel de la recherche historique consiste […] à s'émanciper de la mémoire : il s'agit de s'appuyer sur des documents, de déchiffrer et de sélectionner les sources, de reconstituer et de contextualiser les événements, en les replaçant dans l'espace et dans le temps, afin de produire une vision témoignant, autant que faire se peut, des dynamiques sociales, des processus culturels et politiques qui ont caractérisé une période donnée, ceci en replaçant les conflits et les violences d'une époque dans le cadre d'une « rationalité » explicative. Mais, au cours de ces quinze dernières années, l'historiographie italienne a eu tendance à rechercher les commanditaires des crimes commis, à vérifier la paternité du « mal » - les « grands patriarches » et les mauvais « maitres à penser » - au lieu de reconstruire les contextes, les conditions et les parcours pas toujours linéaires ayant favorisé, à un moment donné, le choix de l'action violente*", in Barbara Armani, *La production historiographique, journalistique et mémorielle sur les années de plomb*, cit., p. 195.

[65] En l'absence d'une ville en mesure d'imposer une hégémonie sur les autres, le tissu national itaien se présente comme un réseau de polarités urbaines qui fragmentent et diffusent les flux démographiques et les instances socioéconomiques : la Péninsule a été définie non par hasard le « pays des cents villes ». Voir : Attilio Celant et Paola Morelli, *La geografia dei divari territoriali in Italia,* Firenze, Sansoni, 1986 ; Sergio Conti et Piero Bonavero, *Riflessi italiani: l'identità di un paese attraverso la rappresentazione del suo territorio,* Milano, Touring, 2004; Maria Luisa Cicalese et Aurelio Musi (dir.), *L'Italia delle cento città. Dalla dominazione spagnola all'unità nazionale,* Milano, FrancoAngeli, 2005.

[66] Voir : Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea*, Roma-Bari, Laterza, 2001 ; John Foot, *Milano dopo il miracolo: biografia di una città*, Milano, Feltrinelli, 2003; Fabio Levi et Stefano Musso (dir.), *Torino da capitale politica a capitale economica (1950-1970)*, Torino, Archivio Storico, 2004. Voir aussi : Robert Lumley et John Foot (dir.), *Le città visibili. Spazi urbani in Italia: culture e trasformazioni dal dopoguerra a oggi*, Milano, Il Saggiatore, 2007.

[67] Voir : Giorgio Filetti, *Per una geografia della lotta armata,* in Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata,* cit., pp. 341-366. Pour un détail phénoménologique ville par ville, voir : Carlo Schaerf et al., *Venti anni di violenza politica in Italia (1969-1988),* Roma, Isodarco, 1992 ; Maurizio Calvi et al., *Le date del terrore. La genesi del terrorismo italiano e il microclima dell'eversione dal 1945 al 2003,* Roma, Sossella, 2004.

cellules et de filiales[68]. Sur le plan méthodologique, la prise en compte de ces particularismes urbains permet d'éviter la tendance récurrente à plaquer un modèle général d'interprétation sur des réalités différentes[69]. C'est pourquoi - afin de mettre en exergue cette conflictualité interne du monde de l'extrémisme révolutionnaire et notamment de comprendre comment ces particularités métropolitaines sont intervenues dans les multiples parcours d'accès à la lutte armée de la jeunesse militante italienne - un nombre croissant d'historiens portent désormais un regard sociogéographique sur la question de la violence politique[70].

La dialectique fondamentale entre le territoire urbain et l'exercice de la violence politique dans l'Italie républicaine

En fait, l'observation de la radicalisation post-soixante-huitarde par le biais de la dimension urbaine ne permet pas seulement de considérer les spécificités régionales de l'Italie, mais aussi d'aborder une des questions fondamentales de la pensée philosophique moderne : la dialectique entre le *nomos* communautaire et le pouvoir politique dans un territoire de plus en plus urbanisé, à savoir entre l'*Urstaat* protégé par la police, et le nomadisme irrépressible des hommes[71]. Au

[68] Il suffit de citer le cas des Brigades Rouges (qui essuient la scission des cellules de Milan et de Naples) ; du groupe extraparlementaire « Potere Operaio » qui voit ses sections septentrionales devenir autonome du commandement national situé à Rome ; de la formation clandestine « Prima Linea » qui n'arrivera jamais à s'installer dans la capitale pour incompatibilité d'humeur.

[69] Pour ne citer que quelques exemples, à Turin et à Gênes, le concept de violence politique finit par coïncider avec la subversion « rouge », ces villes étant marquées surtout par l'activité des groupes d'extrême gauche ; au contraire, à Bologne et à Brescia c'est le phénomène « noir » qui est la référence, en raison de la prégnance des attentats néofascistes. Ces divergences interprétatives se répercutent encore de nos jours dans le tissu associatif des victimes du terrorisme fracturé par l'hostilité opposant les deux organisations majeures : l'AIVITER (Association Italienne des Victimes du Terrorisme) de Turin – concentrée éminemment sur la condamnation morale de l'extrémisme « rouge » comme responsable principal de la dérive meurtrière des années 1970 – et l'Association « 2 Agosto » (issue du « massacre de la gare de Bologne », 1980), porteuse d'une vision qui voit dans la violence « noire » la cause première de la radicalisation post-soixante-huitarde et de ses horreurs.

[70] Voir : Andrea Saccoman, *Sentieri rossi nella metropoli. Per una storia delle Brigate rosse a Milano*, Milano, CEUM, 2007 ; Andrea Naccarato, *Violenze, eversione e terrorismo del partito armato a Padova: le sentenze contro Potere operaio, Autonomia operaia organizzata e Collettivi politici veneti*, Padova, CLEUP, 2008; Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa*, cit., pp. 215-250; Luca Pastore, *La vetrina infranta. La violenza politica a Bologna negli anni del terrorismo rosso 1974-1979*, Bologna, Pendragon, 2013 ; Davide Serafino, *Genova. La lotta armata in una città operaia e di sinistra*, in Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata*, cit., pp. 367-390.

[71] Pour le concept de *nomos* (la limite juridico-territoriale établit par la civilisation occidentale par rapport à l'état de nature), voir : Carl Schmitt, *Der Nomos der Erde im Völkerrecht des Jus Publicum Europaeum,* Leipzig, Duncker & Humblot 1950. S'agissant du modèle cognitif de « l'urbanisation du territoire », voir : Michel Foucault, *Sécurité, Territoire, Population. Cours au Collège de France 1977-1978,* Paris, Gallimard Seuil, 2004. Pour le concept d'*Urstaat* – à savoir,

cours du XXe siècle, l'intense débat intellectuel entre les deux rives de l'Atlantique a permis de dévoiler la fonction primaire et croissante jouée par la ville dans l'évolution de la société occidentale, en tant que champ de confrontation entre la liberté individuelle et la sécurité collective[72]. En particulier, grâce au travail de déconstruction critique opéré à partir des années 1960[73], les espaces, les moyens et les structures urbaines ont révélé toute leur influence dans la détermination des consciences, des cultures et des imaginaires de la population : la modernité néocapitaliste se caractérise, en effet, par une dématérialisation inexorable du pouvoir étatique sous la pression du progrès technologique, compensée par une expansion simultanée des organismes métropolitains qui ont fini, de ce fait, par devenir les nouveaux centres directionnels de l'autorité politique, voire du Léviathan contemporain[74]. En ce sens, la pulsion de rébellion atavique ne pourrait s'exprimer que sous forme de crime dans les enceintes de la ville[75].

Ce n'est pas par hasard si le thème de la récurrence du conflit urbain dans l'Occident contemporain a attiré l'attention de la sociologie italienne naissante[76], d'autant que la classe dirigeante de la Péninsule lui demandait des pistes pour remédier aux effets collatéraux de la modernisation brutale qui investit le Pays au tournant des années 1960[77]. Dans le contexte du « miracle économique »,

---

la tension immanente, connaturelle au déploiement du capitalisme, qui tente continuellement de fixer dans les structures métropolitaines l'essence du commandement étatique – voir : Félix Guattari et Gilles Deleuze, *Capitalisme et schizophrénie. L'Anti-Œdipe,* Paris, Éditions de Minuit, 1972 et Id., *Capitalisme et schizophrénie. Milles Plateaux,* Paris, Éditions de Minuit, 1980. Sur l'antinomie entre la *police* (le pouvoir en place) et la *révolution* (le pouvoir en puissance) qui serait à la base de l'État occidental, voir : Walter Benjamin, *Zur Kritik der Gewalt*, Frankfurt am Main, Suhrkamp,1921.

[72] Voir : Georg Simmel, *Die Grosstädte und das Geistesleben*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1903 ; Max Weber, *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen, Mohr Siebeck, 1922 ; Robert Park, Ernest Burgess, Roderick McKenzie, *The City: Suggestions for the Study of Human Nature in the Urban Environment*, Chiacago, UCP, 1925; Norbert Elias, *Über den Prozeß der Zivilisation. Soziogenetische und psychogenetische Untersuchungen*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1939 ; Lewis Mumford, *The City in History: Its Origins, Its Transformations, and Its Prospects,* San Diego, Harcourt, 1961. Pour un panorama, voir : Hasso Hofmann, *La libertà nello Stato moderno. Saggi di dottrina della Costituzione,* Napoli, Guida, 2009.

[73] Voir : Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968 ; David Harvey, *Social Justice and the City*, London, Arnold, 1973 ; Jacques Derrida, *Force de loi. Le Fondement mystique de l'autorité*, Paris, Galilée,1994.

[74] Voir : Manuel Castells, *La question urbaine,* Paris, François Maspero, 1972 ; David Harvey, *The Urbanization of Capital,* Oxford, Basil Blackwell, 1985.

[75] Voir : Alexander Mitscherlich, *Die Unwirtlichkeit unserer Städte. Anstiftung zum Unfrieden*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1967 ; Yong Hyo Cho, *Public Policy and Urban Crime*, Cambridge (US), Ballinger, 1974 ; Robert Muchembled, *Une histoire de la violence*, Paris, Seuil, 2008.

[76] En Italie, la sociologie devient un enseignement universitaire en 1961.

[77] Voir : Francesco Alberoni et Guido Baglioni, *L'integrazione dell'immigrato nella società industriale*, Bologna, Il Mulino, 1965 ; Franco Ferrarotti, *Servizio sociale e enti pubblici nella società italiana in trasformazione*, Roma, Armando, 1965; Achille Ardigò, *La diffusione urbana: le aree metropolitane e i problemi del loro sviluppo. Saggio sociologico*, Roma, A.V.E., 1966.

l'Italie connut, en effet, un processus accéléré et asymétrique d'industrialisation : certaines villes, telles que Rome et Milan, se développant par l'afflux de populations arrachées aux campagnes, devinrent des agglomérations chaotiques et sauvages, sans pour autant perdre leurs prérogatives administratives ou politiques[78]. De ce fait, le même *boom* économique qui mit fin à la misère dans la plupart des régions du pays provoqua aussi une mutation des villes principales au détriment des modèles organiques et disciplinés proposés par l'urbanisme fasciste[79] : des processus croisés de « gentrification » du centre urbain et de massification dégradante des périphéries en expansion recomposèrent les dynamiques de classes en établissant une corrélation toujours plus étroite entre l'appartenance sociale, la localisation géographique et l'accès aux biens et aux services. Déjà, au cours des années 1970, les études de Luciano Cavalli, de Franco Ferrarotti, de Gianfranco Elia, de Giuliano Della Pergola, de Paolo Guidicini, avaient défini le circuit d'action/réaction qui s'était instauré entre la « métropolisation » des villes centre-septentrionales du pays, l'érosion des valeurs de la tradition rurale et la radicalisation des comportements dissidents dans la société d'après-guerre[80]. En même temps, les urbanistes et les géographes dénonçaient l'absence de programmes nationaux d'aménagement du territoire et la libre appropriation spéculative des sols agricoles, bétonnés sans aucun discernement : une urbanisation aveugle qui dévastait l'environnement et qui engendrait des bulles immobilières, en surchargeant le marché de logements économiquement inaccessibles pour le gros des nouveaux habitants des villes[81]. Dans ce contexte problématique, la grave pénurie d'habitats populaires devint la

[78] Voir : Danilo Montaldi et Franco Alasia, *Milano-Corea : inchiesta sugli immigrati*, Milano, Feltrinelli, 1960 ; Giovanni Berlinguer et Piero Della Seta, *Borgate di Roma. Urbanesimo ed emigrazione interna, incremento demografico e speculazione edilizia, il fascismo e la segregazione degli indesiderabili, origine regionale e profilo psico-sociale dei baraccati, struttura familiare e consumi, le borgate nella vita politica romana*, Roma, Editori Riuniti, 1960.

[79] Voir : Antonio Pennacchi, *Viaggio per le città del Duce*, Milano, ASEFI, 2003 ; Paolo Nicoloso, *Mussolini architetto. Propaganda e paesaggio urbano nell'Italia fascista*, Torino, Einaudi, 2008 ; Emilio Gentile, *Il fascismo di pietra,* Roma-Bari, Laterza, 2008. Pour une lecture de cette mutation, voir : Achille Ardigò, *L'evoluzione dei rapporti fra città e campagna e il sorgere dei nuovi centri industriali nella realtà centro-settentrionale*, in Manlio Rossi-Doria et al., *Aspetti e problemi sociali dello sviluppo economico in Italia,* Bari, Laterza, 1959.

[80] Voir : Luciano Cavalli, *La città divisa: sociologia del consenso e del conflitto in ambiente urbano*, Milano, Giuffré, 1965; Paolo Guidicini, *Problemi di sociologia urbana*, Brescia, La Scuola, 1969; Franco Ferrarotti, *Roma da capitale a periferia*, Bari, Laterza, 1970; Giuliano Della Pergola, *La conflittualità urbana: saggi di sociologia critica,* Milano, Feltrinelli, 1972; Gianfranco Elia, *Il conflitto urbano*, Pisa, Pacini, 1974.

[81] Voir : Giuseppe Campos Venuti, *Urbanistica incostituzionale: dalla sentenza della corte costituzionale alle tesi per il nuovo dibattito urbanistico*, Venezia, Marsilio, 1968; Giacomo Corna Pellegrini, *Geografia e politica del territorio: problemi e ricerche*, Milano, Vita e Pensiero, 1974.

source principale de mécontentement des masses urbaines italiennes au lendemain du *boom*[82].

La grande ville italienne d'après-guerre apparait ainsi – sur le plan phénoménologique, sociologique et urbanistique – comme un berceau naturel de forces antagonistes potentiellement criminogènes[83] qui se développent au fur et à mesure des processus de massification anomique et de dégradation environnementale, en dehors de tout contrôle gouvernemental : en ce sens, un regard historique *a posteriori* semble conforter l'idée que la violence politique propre à la « stratégie de la tension » et aux « années de plomb » a trouvé, dans ce terreau[84], une de ses sources primaires. Ainsi, pendant les années 1970, on peut vraisemblablement repérer une relation d'inférence entre la dégradation des conditions de vie dans la métropole, la radicalisation de la contestation populaire en multiforme, un discours antisystème et la mise en œuvre de répertoires meurtriers contre ceux qui incarnent, en ville, le pouvoir néocapitaliste qui serait à l'origine de cet état d'oppression[85].

En accord avec les plus récentes tendances historiographiques, notre travail scientifique s'inscrit justement dans le sillage heuristique qui cherche à enquêter, dans le cadre de la ville, sur la concaténation d'événements, d'élaborations, de perceptions, de pressions, de contraintes et de conjonctures reliant les multiples fronts de conflictualité urbaine, déterminant une stratégie de subversion armée à caractère ultragauchiste.

---

[82] Voir : Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Torino, *Il problema della casa a basso costo nelle aree metropolitane,* Torino, IACP Torino, 1962 ; Francesco Merloni, *La casa di carta: il problema delle abitazioni in Italia tra rendita urbana e squilibri territoriali, tra regioni e capitalismo avanzato*, Roma, Officina, 1974. Voir aussi : Gianfranco Bettin Lattes, *La casa come problema sociologico*, Forenze, Cooperativa lavoratori officine grafiche, 1977; Franco Ferraresi et Antonio Tosi, *Crisi della città e politica urbana*, in Sydney Tarrow et Luigi Graziano (dir.), *La crisi italiana*, Torino, Einaudi, 1979.

[83] Voir : Franco Ferrarotti (dir.), *Violenza in città,* "Città & Regione", III, n. 10-11, octobre-novembre 1977. Voir aussi : Emilio Quadrelli, *Andare ai resti. Banditi, rapinatori, guerriglieri nell'Italia degli anni Settanta,* Roma, DeriveApprodi, 2004.

[84] Voir : Angelo Bonzanini et Franco Salerno, *Conflittualità e crisi nella società industriale*, Milano, FrancoAngeli, 1976.

[85] Voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa*, cit., pp. 215-220.

Rome :
un cas emblématique pour l'étude de la dimension urbaine de la violence politique en Italie

Plus précisément, nous nous pencherons sur les manifestations et les retombées de la violence politique au sein de la ville de Rome : les raisons de ce choix sont liées principalement à la centralité que la *ville éternelle* exprime dans la vie de l'Italie républicaine, mais aussi à la nature exceptionnelle de sa structure urbaine, qui offre des éléments solides permettant de comprendre le rapport effectif entre la métropolisation consumériste et l'alimentation d'une contestation sociale armée. Rome est la capitale, ainsi que la municipalité la plus grande d'Italie[86] : au vu de son histoire plurimillénaire, de son rôle dans la civilisation occidentale et de sa position géographique en plein milieu de la Péninsule et de la Méditerranée[87], elle exerce la fonction de liaison entre le Nord et le Sud, de synthèse entre la modernité industrielle et la tradition rurale, de medium entre la sécularisation technologique et les valeurs religieuses. Il s'agit donc de la ville qui, mieux que toute autre, métabolise évolutions et contradictions du pays au lendemain du « miracle économique ». Comme le remarque le sociologue Franco Ferrarotti,

> pour le même rôle de Capitale et d'articulation effective entre le Nord et le Sud qui est propre à cette ville […] Rome se révèle comme un paradoxe socioéconomique et politique : la Capitale est en effet un pôle d'attraction pour les immigrés à la recherche de travail, mais elle n'est pas en mesure d'offrir des structures productives proprement dites ; c'est le centre de la christianité mais presque un tiers de ses habitants vit dans les bidonvilles et dans les baraques ; Rome a un passé que la rhétorique officielle ne cesse jamais d'évoquer, mais elle ne semble pas capable d'affronter les problèmes du temps présent […][88].

[86] Pendant les années 1970, Rome a le double de la population de Milan (deuxième ville du pays). La superficie de la capitale (plus de dix fois supérieure à l'extension de Paris) est dépassée en Europe seulement par celle de Londres.

[87] Voir : André Vauchez et Andrea Giardina, *Il mito di Roma. Da Carlo Magno a Mussolini*, Roma-Bari, Laterza, 2008 ; Voir : Vittorio Franchetti Pardo, *Storia della città occidentale. Le origini, Roma, il Medioevo*, Milano, Jaca Book, 2013.

[88] Franco Ferrarotti, *Roma da capitale a periferia,* cit., p. 15.

À l'image de l'Italie, Rome est une réalité composite et convulsée, qui n'arrive jamais à s'émanciper complètement de son lourd passé, ni à trouver un système rationnel et efficace d'administration publique : submergée par un mélange de beauté monumentale et de dégradation environnementale, constamment secouée par les scandales et les abus, marquée par la prévalence de l'économie étatique sur l'entrepreneuriat privé et pourtant profondément déterminée à accéder à la société de consommation, la Capitale est l'expression du parcours tortueux de modernisation entrepris par l'Italie d'après-guerre. Rome ajoute à ces caractéristiques une sorte de « leadership » macabre en matière de violence politique, par la diversification des répertoires subversifs, la récurrence et la radicalité des attaques[89]. La *ville éternelle* est, en effet, l'épicentre national des manifestations de la lutte armée contre le système républicain : des mouvements insurrectionnels installés dans les périphéries prolétaires qui ambitionnent de répéter la « prise du Palais d'hiver » aux groupes clandestins qui ont lancé l'offensive paramilitaire contre le « cœur de l'État », en passant par la révolte nihiliste de la galaxie néofasciste[90]. De plus, la centralité de Rome dans le contexte euro-méditerranéen en fait un des principaux champs de bataille dans la confrontation bipolaire, le conflit arabo-israélien et le contrôle géopolitique des ressources pétrolifères : en conséquence, au cours des années 1970, à côté de violences à caractère endogène (vendettas, attentats à la bombe, homicides politiques, raids armés), la capitale connait aussi les carnages indiscriminés et les exécutions ciblées propres au terrorisme international[91].

L'importance de la métropole et l'incidence de la violence politique exprimée sur son territoire confèrent à Rome un intérêt de premier plan : porteuse de tous les éléments problématiques de l'après-guerre et structurellement liée à l'exercice du pouvoir étatique, la *ville éternelle* incarne, en effet, l'étude de cas idéal pour comprendre les processus structuraux et les facteurs conjoncturels qui

[89] Voir : Consiglio regionale dell'economia e del lavoro, *Effetto Terrorismo. L'eversione armata a Roma e nel Lazio dal 1969 al 1990*, Roma, Giunta Regionale del Lazio,1990.

[90] À Rome se forment, en effet, certains des groupes majeurs de la lutte armée - aussi bien d'extrême gauche que d'extrême droite - et le fait d'héberger les institutions et les structures du pouvoir étatique attire dans la capitale le reste des organisations subversives actives dans le pays.

[91] Juste pour citer quelques exemples: l'homicide du citoyen jordanien Abdel Wael Zuwaiter – dirigeant de l'organisation palestinienne Al-Fatah – opéré par le Mossad le 16 octobre 1972 ; le « Massacre de l'aéroport de Fiumicino » du 17 décembre 1973 réalisé par le groupe antisioniste « Septembre noir » qui provoque 36 morts ; l'attentat du 5 octobre 1975 contre l'exilé chilien, ancien leader du parti démocrate-chrétien et opposant de la dictature de Pinochet, Bernardo Leighton ; l'attentat du 13 mai 1981 contre le Pape Jean-Paul II effectué par le killer turque Alì Agca.

ont amené, en temps de paix, une expérience de subversion armée au cœur de l'Italie.

Les sources

Pour aborder ce sujet dans le cadre heuristique exposé, nous avons décidé d'opter pour une méthode interdisciplinaire, en recourant aussi à toutes les sources disponibles : de la littérature à la presse, des fonds d'archives à la documentation militante, des enquêtes judiciaires aux reconstructions journalistiques, de la production artistique aux mémoires des protagonistes. D'ailleurs, s'agissant d'une ligne de recherche inédite, le travail de collection et de catégorisation ne pouvait pas s'appuyer sur une base de données préconstituée. Du coup, en préalable à toute campagne d'archives, nous avons considéré les publications scientifiques qui s'étaient déjà occupées de la dynamique romaine au cours du XXe siècle : la mise en corrélation des reconstructions historiographiques [92] avec les modèles sociologiques [93], les évaluations urbanistiques[94] et les relevées géographiques[95] a, en ce sens, fourni un panorama documentaire complet. Ensuite, ces jalons ont été enrichis en

[92] En renvoyant à l'appendice bibliographique pour la liste détaillée des travaux utilisés, nous nous bornerons ici à citer quelques titres : Marco Grispigni, *Generazione, politica e violenza: il Sessantotto a Roma,* "Italia contemporanea", n. 175, 1989, pp. 97-101 ; Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit. ; Bruno Bonomo, *Le lotte per la casa alla Magliana negli anni Settanta,* "Dimensioni e problemi della ricerca storica", VIII, n. 1, 2005, pp. 176-180; Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa, cit.,* pp. 234-241; Luciano Villani, *Le borgate del fascismo. Storia urbana politica e sociale della periferia romana,* Milano, Ledizioni, 2012 ; Ilenia Rossini, *Riottosi e ribelli. Conflitti sociali e violenze a Roma (1944-1948),* Roma, Carocci, 2012.

[93] Voir : Carmela D'Apice et Giovanni Mazzetti (dir.), *Roma : la città contro l'uomo,* Roma, Schirru, 1970 ; Franco Ferrarotti, *Roma da capitale a periferia*, cit.; Maurizio Marcelloni, *Roma: momenti della lotta per la casa,* Andreina Daolio (dir.), *Le lotte per la casa in Italia,* Milano, Feltrinelli, 1974, pp. 85-124; Gaetano Congi, *L'altra Roma. Classe operaia e sviluppo industriale nella Capitale,* Bari, De Donato, 1977 ; Luigi Frudà, *Roma: città e società. L'urbanistica storica come storia e topografia sociale dal 1870 alla contemporaneità*, in Id. (dir.), *La distanza sociale: le città italiane tra spazio fisico e spazio socio-culturale*, Milano, FrancoAngeli, 2007; Gian Giacomo Fusco, *Ai margini di Roma capitale. Lo sviluppo storico delle periferie. San Basilio come caso di studio*, Roma, Edizioni Nuova Cultura, 2013.

[94] Voir : Giovanni Berlinguer et Piero Della Seta, *Borgate di Roma*, cit.; Antonio Cederna, *Mirabilia urbis : cronache romane, 1957-1965*, Torino, Einaudi, 1965; Italo Insolera, *Roma moderna: un secolo di storia urbanistica 1870-1970*, Torino, Einaudi, 1962; Denis Bocquet, *Technique, espace et société: réflexion sur les infrastructures urbaines de Rome capitale (1870-1922)*, "Roma moderna e contemporanea", 7, n. 1-2, 1999, pp. 107-123.

[95] Voir : Anne-Marie Seronde Babonaux, *Rome, croissance d'un capitale: de l'urbs à la ville,* Aix-en-Provence, Edisud, 1980; Alberto Clementi et Francesco Perego (dir.), *La metropoli « spontanea » : il caso di Roma 1925-1981. Sviluppo residenziale di una città dentro e fuori dal piano*, Bari, Dedalo, 1983 ; Colette Vallat, *Rome et ses borgate, 1960-1980 : des marques urbaines à la ville diffuse*, Rome, EFR, 1995.

consultant des sources à caractère artistique[96], journalistique[97] et mémoriel[98]. L'analyse et la hiérarchisation de ces informations ont donc permis de reconstituer le contexte historique dans lequel ont pris racine les expériences de la lutte armée et du terrorisme à Rome. À partir de ce cadre de référence, la reconstruction factuelle du processus de radicalisation d'une partie de la jeunesse engagée dans l'après-68 – travail qui représente l'apport novateur de cette thèse – a été réalisée moyennant la documentation militante et la presse. Dans les bases numérisées en libre accès[99], ainsi que dans les fonds conservés à Bologne auprès de l'Institut *Ferruccio Parri* (« Archivio storico della Nuova Sinistra – Marco Pezzi »)[100] et évidemment à Rome dans les dépôts de la Fondation *Lelio e Lisli Basso* (« Fondo Mariuccia Salvati »)[101], de la Fondation *Istituto Gramsci* (« Fondo Movimento Studentesco di Roma » et « Fondo Organizzazioni della sinistra »)[102], de l'*Institut pour l'étude de la Résistance à Rome – IRSIFAR* (« Fondo Memorie di carta »)[103], nous avons trouvé des informations sur la vie interne et les relations de la gauche radicale romaine. Malgré leur caractère composite et lacunaire – défauts imputables à la nature hétérogène d'archives issues de diverses donations – les attributs principaux de la praxis subversive sont apparus : les mécanismes organisationnels, les pratiques d'autorité, les règles du débat, les critères de socialisation, l'autoperception de l'action du groupe et la lecture de la situation sociopolitique, les répertoires pour le contrôle territorial et l'affirmation d'un contre-pouvoir antiétatique, la transformation progressive du rapport avec l'image, le tissu et les espaces de la ville. Du coup, en examinant les comptes rendus, les procès-verbaux, les codes de

[96] Voir, parmi les autres, les œuvres des chansonniers Rino Gaetano et Antonello Venditti, ainsi que les films de Mario Monicelli, d'Ettore Scola, de Dino Risi, de Nanny Loy, de Nanni Moretti, d'Elio Petri. Pour un exemple : Domenico Guzzo, *Un borghese piccolo piccolo: retaggi patriarcali, crisi economica e violenza diffusa all'alba del 1977,* "Cinema & Storia", III, n. 1, pp. 69-82. Sur l'image des années 1970 véhiculée par la sensibilité artistique, voir : Christian Uva, *Schermi di piombo : il terrorismo nel cinema italiano,* Soveria Mannelli, Rubettino, 2007 ; Demetrio Paolin, *Una tragedia negata: il racconto degli anni di piombo nella narrativa italiana,* Nuoro, Il Maestrale, 2008; Gabriele Vitello, *L'album di famiglia. Gli anni di piombo nella narrativa italiana,* Massa, Transeuropa, 2013.

[97] Outre les travaux journalistiques déjà cités auparavant, voir les tous recents documentaires televisés : *Vittime- Gli anni di piombo* (Giovanna Gagliardo, 2010) et *Morire di politica – Violenza e opposti estremismi nell'Italia degli anni '70* (La Storia siamo noi, 2012).

[98] Voir : Giuliano Tabacco, *Libri di piombo: memorialistica e narrativa della lotta armata in Italia*, Milano, Bietti, 2010.

[99] Parmi les sites majeurs, on cite « Biblioteca Marxista » (http://www.bibliotecamarxista.org/testi.htm) et « Nel Vento » (http://www.nelvento.net/archivio/68/index.html).

[100] Le catalogue de ces archives est disponible en ligne sur : http://www.comune.bologna.it/iperbole/asnsmp/catalogo.htm.

[101] Voir : http://www.fondazionebasso.it/2015/archivio-storico/inventari-on-line/.

[102] Voir : http://catalogo.archividelnovecento.it/fond_gramsci_roma.htm.

[103] Voir : http://catalogo.archividelnovecento.it/Irsifar.htm.

comportement, les plans opérationnels, les relations, les échanges polémiques, les analyses stratégiques, les matériaux propagandistes produits par ces acteurs révolutionnaires, nous avons mis en exergue les limites structurelles des formations armées et notamment la distance entre intentions et résultats. En même temps, nous nous sommes plongés dans l'étude de la presse de l'époque, aussi bien militante[104] que d'opinion et d'information[105] : les médias papier avaient, en effet, une importance, une force économique et une diffusion énorme dans les années en question, la télévision n'étant encore devenue hégémonique s'agissant de la communication politique de masse[106]. Cette centralité sociale – témoigné par l'exigence de l'ultragauche de se doter immédiatement d'un réseau de « contre-information militante »[107] et même de concurrencer la presse « bourgeoise » avec de véritables publications quotidiennes, telles que le tabloïd « Lotta Continua »[108] - a porté à l'accumulation de données et d'indications minutieuses sur les esprits du temps. En fait, la chronique journalistique représente la seule source permettant de saisir dans la continuité les rapports entre les protestations et la société : outre la description détaillée des attentats et de leur incidence, les journaux se révèlent être, en effet, le diffuseur principal du message antisystème lancé par les groupes armés et les premiers témoins de l'évolution de ce projet révolutionnaire[109]. De ce fait, dans les pages des journaux de l'époque on trouve trace de tout le cycle de vie de la pratique subversive déployée dans la capitale, des réactions de la population romaine et de l'opinion publique nationale[110].

---

[104] Sur le site de la Fondation *Erri De Luca* est disponible en libre accès, la collection des numéros du journal « Lotta Continua », la publication majeure de l'aire ultragauchiste italienne. Voir : http://fondazionerrideluca.com/archivio-lotta-continua/.

[105] Déjà deux grands quotidiens italiens, « L'Unità » (ancien organe de presse du parti communiste) et « La Stampa » (journal modérément progressiste de Turin) ont mis en ligne leurs archives. Voir : http://archivio.unita.it/index.php et http://www.lastampa.it/archivio-storico/.

[106] Voir : Valerio Castronovo et Nicola Tranfaglia, *La stampa italiana del neocapitalismo*, Roma-Bari, Laterza, 1976 ; Jader Jacobelli, *La comunicazione politica in Italia,* Roma-Bari, Laterza, 1989.

[107] Voir : Massimo Veneziani, *Controinformazione*, cit.; Aldo Giannuli, *Bombe a inchiostro,* cit.

[108] Voir : Giovanni Bechelloni, *Cultura e ideologia nella nuova sinistra: Materiali per un inventario della cultura politica delle riviste del dissenso marxista degli anni Sessanta*, Milano, Edizioni di Comunità, 1973.

[109] Voir : Alessandro Silj, *Brigate Rosse-Stato: lo scontro spettacolo nella regia della stampa quotidiana*, Firenze, Vallecchi, 1978; Luciano Garibaldi, *Com'erano rosse le mie brigate: gli anni di piombo visti da un giornalista dalla parte sbagliata*, Roma, Nuove Idee, 2005. Pour une lecture provocatrice du rapport entre les médias papier et la subversion « rouge », voir : Michele Brambilla, *L'eskimo in redazione,* cit., 1993.

[110] Voir : Marica Tolomelli, *Terrorismo e società: il pubblico dibattito in Italia e in Germania negli anni Settanta*, Bologna, Il Mulino, 2006; Fausto Colombo, *Il paese leggero. Gli italiani e i media tra contestazione e riflusso,* Roma-Bari, Laterza, 2012.

Enfin, pour compléter ce cadre documentaire nous avons dépouillé ces sources qui fournissent des données sur l'action des appareils étatiques[111] : à savoir, les dispositifs judiciaires (en particulier les jugements conservés auprès du *Centro di documentazione Cultura della Legalità Democratica* de Florence)[112], les actes des Commissions parlementaires d'enquête (même si le gros de la documentation est encore couvert par le secret, une partie des auditions et les résolutions sont accessibles en ligne)[113] et les rapports de police mis partiellement à disposition par les archives nationales (*Archivio Centrale dello Stato*)[114]. Nous avons, de ce fait, obtenu des éléments décisifs pour comprendre le comportement et la vision des appareils de sécurité à l'égard des mouvements contestataires et des groupes armés actifs à Rome.

La méthodologie et le plan de travail

Pour ce qui est de la méthodologie poursuivie, nous avons tenté d'éviter les cadres interprétatifs préétablis moyennant une approche empirique. En ce sens, nous avons traité la question de la violence politique en termes factuels, reconstruisant pas à pas les étapes de la radicalisation au sein de la ville sans jamais considérer l'explosion de la lutte armée et du terrorisme comme l'énième manifestation inéluctable de l'*anomalie italienne*. Certes, les fragilités endémiques du système national et sa tendance structurelle à délégitimer l'autorité étatique ont été prises en compte, mais notre analyse s'est surtout focalisée sur ces variables conjoncturelles, liées autant à l'escalade qu'au reflux de l'expérience subversive dans la capitale. En rejetant le postulat déterministe que la « stratégie de la tension » et les « années de plomb » représentent une issue obligée de la dynamique post-soixante-huitarde, nous avons cherché à esquiver toute lecture téléologique. Parallèlement, on s'est efforcés de se protéger de ce que l'école des Annales dénonçait comme *l'anachronisme psychologique*[115], en ayant conscience que le seuil de la violence tolérée était

[111] Voir : Vladimiro Satta, *Gli « anni di piombo » e la reazione dello Stato,* "Nuova storia contemporanea", mars-avril 2009.

[112] Voir : http://www.regione.toscana.it/-/la-biblioteca-del-centro-di-documentazione.

[113] Voir : http://www.parlamento.it/parlam/bicam/terror/home.htm.

[114] Il s'agit des fonds « Pubblica Sicurezza – categoria G: 1944-1986 » et « Ministero dell'Interno – Gabinetto: fascicoli correnti (1967-1970) »

[115] Il s'agit de l'impossibilité pour l'historien d'appliquer les catégories de ses contemporains pour comprendre la mentalité et le comportement des hommes d'autrefois. Voir : Lucien Febvre, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1952, pp. 213-230.

supérieur à l'époque. Observer la pluralité des causes, des facteurs et des vecteurs de la violence politique à Rome permet donc de protéger la reconstruction historiographique de l'influence de ces clichés mémoriels et culturels qui continuent à affecter l'interprétation courante des évènements: à savoir, l'illusion que la globalité des attentats et des affrontements armés est imputable à une seule et unique instance criminelle – finalement responsable de tout ce qui s'est passé - issue ou d'une *guerre civile à faible intensité* ou d'une énorme *conspiration* ou produite par l'*aliénation nihiliste* de la jeunesse d'après-guerre ; mais aussi, la tendance à trancher le dilemme sur le rôle effectif de l'État, par des lectures manichéennes (« *diétrologiques »* ou *réductionnistes*) de la dialectique entre le pouvoir en place et les mouvements subversifs.

Sur le plan de la narration, un grand espace a été laissé aux objets et aux représentations visuelles (photographie, iconographie, Unes des journaux) et à l'infographie géographique (à l'aide des logiciels SIG), dans le but de souligner l'importance du tissu urbain dans le déploiement de la violence politique. Notre plan de travail commence par la reconstruction des facteurs endémiques de conflictualité sociopolitique propres à une capitale qui voit continuellement mis en question son statut et sa mission de guide de la nation, à cause de son incapacité présumée : en ce sens, la première partie, composée de deux chapitres, tente d'étudier l'impact que ce cliché de « l'exceptionnalité romaine » a eu sur la gestion urbanistique et administrative de la ville en brutale expansion. En analysant le contraste entre l'héritage mythifié de la grandeur passée (l'Empire romain, les États pontificaux, l'époque fasciste) et la nouvelle identité que la ville va prendre dans la modernité républicaine (capitale économico-industrielle ou administrative-symbolique), nous ferons ressortir la rude bataille idéologico-politique qui marque et déstabilise le gouvernement de Rome dans l'après-guerre. Une dispute haineuse, opposant les deux partis majeurs, quant au destin de la capitale, en continuité ou en rupture totale avec la physionomie traditionnelle de l'*Urbs* : c'est la reconstruction de cet affrontement frontal, déployé à travers toutes les dimensions et les fonctions publiques de la ville (municipalité la plus grande du pays, centre directionnel de l'État, épicentre universel du catholicisme), qui nous permettra de définir les clivages structuraux et de cartographier les lignes de démarcation de la dynamique romaine. Il s'agit des fractures fondamentales du tissu urbain, sur lesquelles, au lendemain du *boom économique,* s'installent les processus de territorialisation des inégalités sociales et de stratification de la conflictualité de quartier.

Une deuxième partie s'occupera de saisir l'interaction entre ces facteurs d'antagonisme et la « métropolisation » sauvage de la ville : à travers trois chapitres, on étudiera les chemins de radicalisation violente des luttes populaires (la « lutte pour le logement », l'opposition à la vie chère et l'accès universel aux services) et de la contestation étudiante au cours des années 1970, lorsque Rome atteindra l'apogée de son expansion et de la crise urbanistique. De ce fait, nous verrons comment les groupes extraparlementaires néomarxistes, issus de la vague soixante-huitarde, ont tenté d'instrumentaliser dans une perspective insurrectionnelle les différents fronts de la contestation sociale.

Dans la dernière partie de notre travail, l'attention sera focalisée justement sur les mécanismes qui ont fusionné les sources multiples de la conflictualité romaine en une dimension d'antagonisme à caractère révolutionnaire : on observera l'institutionnalisation de la violence politique d'extrême gauche au sein d'une structure urbanistique rigidement fragmentée en zones prolétaires, résidentielles et directionnelles. Deux chapitres se concentreront alors sur les répertoires d'action et sur l'incidence géoterritoriale des groupes armés, tout en reconstruisant les liens que ces formations antisystèmes instaurent avec le tissu métropolitain : à savoir comment les cadres matériels et la culture urbaine influencent la stratégie subversive et comment l'action violente finit par conditionner l'organisation, les coutumes et les relations sociales de la ville majeure du pays. ; tout en essayant de mettre en exergue les transformations systémiques qui porteront finalement au déclin et à la disparition substantielle de la pratique armée à Rome.

En définitive, cette étude veut reconstituer le parcours phénoménologique des violences politiques dans la capitale d'Italie au lendemain du *miracle économique*, en considérant la métropole comme un organisme vivant, voire un ensemble conflictuel de forces (sociales, politiques, culturelles, économiques) qui se distribuent en cercles concentriques autour du pouvoir étatique. On tentera, ainsi, de contribuer à la compréhension générale de la « stratégie de la tension » et des « années de plomb » en Italie, en faisant le partage entre la spécificité du cas romain et le plus vaste embrasement qui a bouleversé le pays pendant une quinzaine d'années.

1ère Partie

La dimension structurelle de la conflictualité sociopolitique à Rome :

Les facteurs de division de l'après-guerre

Chapitre 1

Le développement difficile d'une capitale composite.

Entre la fin des années 1960 et le commencement des années 1980, l'Italie a connu une période de violence politique extrême : Rome, la capitale du pays, a été la ville la plus meurtrie[1]. Les racines et les raisons de ce phénomène – unique en Europe occidentale par sa durée et par sa virulence[2] - sont à chercher du côté de la nature conflictuelle caractérisant la société romaine[3], dans le cadre d'un système politique national rigidifié par le « rideau de fer » et les séquelles de la guerre civile[4]. En fait dans la *ville éternelle*, les effets collatéraux de la modernisation brutale liée au « boom économique » (1958-1963)[5] s'ajoutent à une série de clivages locaux préexistants :

[1] Pour un regard statistique, voir : Donatella Della Porta et Maurizio Rossi, *Cifre crudeli:* cit.; Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia (1969-1988)*, cit., pp. 95-1071; Maurizio Calvi et al., *Le date del terrore.* cit., pp. 60-253.

[2] Sur cette "primauté" italienne au sein du monde occidental, qui ne tient pas compte évidemment des conflits à caractère irrédentiste, ethnique ou religieux (Irlande du Nord, Pays basque), voir : Donatella Della Porta et Gianfranco Pasquino (dir.), *Terrorismo e violenza politica: tre casi a confronto: Stati Uniti, Germania e Giappone*, Bologna, Il Mulino, 1983; Donatella Della Porta, *Social Movements, Political Violence and State:* cit.; Massimiliano Boschi, *La violenza politica in Europa : 1969-198*9, Modena, Yema, 2005. Pour ce qui est de la critique du paradigme de « l'anomalie italienne » qui voudrait l'histoire d'Italie irrémédiablement marquée par la violence et par l'immobilisme sociopolitique, voir : Guido Panvini, *La violenza e la storia della Repubblica,* cit.

[3] Parmi les études qui ont mieux abordé la structure et l'évolution du système urbain de Rome dans l'après-guerre, voir : Italo Insolera, *Roma moderna,* cit. ; Anne-Marie Seronde Babonaux, *Rome, croissance d'une capitale*, cit. ; Mario Sanfilippo, *La costruzione di una capitale. Roma 1945-1991,* Milano, Silvana, 1994 ; Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit. ; Luigi Frudà, *Roma: città e società. L'urbanistica storica come storia e topografia sociale dal 1870 alla contemporaneità,* cit. ; Roberto Cassetti (dir.), *Roma e Lazio 1945-2007: la formazione di una regione urbana,* Roma, Gangemi, 2012.

[4] Sur la centralité de l'Italie dans le cadre de la guerre froide en Europe, voir : George F. Kennan, *The Sources of Soviet Conduct*, "Foreign Affairs", XXV, n. 4, juillet 1947, pp. 566-582 ; Claudio Gatti, *Rimanga tra noi: l'America, l'Italia, la questione comunista*, Milano, Leonardo, 1990; Mario Del Pero, *Gli Stati Uniti e il dilemma italiano*, in Pier Luigi Ballini, Sandro Guerrieri, Antonio Varsori (dir.), *Le istituzioni repubblicane dal centrismo al centro-sinistra (1953-1968)*, Roma, Carocci, 2006, pp. 212-226. Sur la bataille mémorielle autour de la guerre civile italienne (1943-1945), voir : Giorgio Pisanò, *Storia della guerra civile in Italia 1943-1945*, Milano, FPE, 1965 ; Claudio Pavone, *Alle origini della Repubblica. Scritti su fascismo, antifascismo e continuità dello Stato*, Torino, Bollati Boringhieri, 1995. Sur le manque de réconciliation civile et nationale dans l'après-guerre, voir : Ernesto Galli della Loggia et Loreto Di Nucci (dir.), *Due Nazioni,* cit. ; Angelo Ventrone (dir.), *L'ossessione del nemico,* cit.; Massimo Luigi Salvadori, *Italia divisa,* cit..

[5] Il s'agit d'une période de croissance accélérée des facteurs économiques italiens, composée d'une phase d'élan (1952-1957) et d'une phase d'expansion (1958-1963) : entre 1952 et 1962, le taux d'inflation moyen ne dépasse jamais le 3% par an ; le PIB augmente du 8,5% par an dans l'intervalle 1952-1957 et du 10,5% par an entre 1958 et 1963 ; le niveau de chômage se réduit progressivement jusqu'à descendre sous la barre de la « pleine occupation » (< 3%) en 1962. Pendant l'apogée du « boom », les salaires augmentent constamment arrivant à toucher une progression du 14,5% en 1963, tout comme la production de biens secondaires (entre 1958 et 1963, la production de voitures augmente du 300%, celle des lave-linges du 1200% et celle des réfrigérateurs du 400%) et la consommation privée (pic de croissance à hauteur du 8,5% en 1963). Ce « miracle économique » détermine l'entrée de l'Italie dans la modernité néocapitaliste. Voir : Gisele Podbielski, *Storia dell'economia italiana 1945-1974,* Roma-Bari, Laterza, 1975 *;* Guido Crainz, *Storia del miracolo economico: culture, identità,*

pendant les premières décennies du régime républicain d'après-guerre[6], Rome a concentré toutes les inégalités et les fractures identitaires qui alimenteront ensuite les processus de radicalisation au cœur des « années de plomb » (1975-1982). En ce sens, la capitale d'Italie semble incarner et amplifier la totalité des tensions du pays, au lendemain du second conflit mondial : la persistance de l'empreinte fasciste dans les appareils étatiques, le retour en force de l'influence vaticane sur les normes socioculturelles, la polarisation du spectre politique, l'ascension électorale d'une force anti-atlantiste telle que le parti communiste (PCI), la lourdeur et l'inefficacité de l'administration publique, la culture des abus et des privilèges, l'absence d'un système moderne de protection sociale, le manque chronique de programmation économique, industrielle et urbanistique[7]. Vouée à devenir une sorte de trait d'union géographique et culturel entre le Nord et le Sud de la Péninsule, Rome n'est pourtant pas en mesure d'être la tête de pont d'un projet national de reconstruction tourné vers l'avenir[8]. Comme le dénonçait le journaliste Arrigo Benedetti - directeur de l'hebdomadaire progressiste « L'Espresso » - à l'aube du « miracle économique » :

> Pourquoi le cœur de la nation […] ne bat-il pas dans la capitale, comme c'est le cas pour Paris ou Londres ? […] Les habitants de Rome, au contraire des Parisiens ou des Londoniens, ne se sentent pas comme les représentants de la totalité des Italiens ; ils ne pensent pas avoir reçu un tel mandat de la part de la nation. Les Romains, non seulement ne protègent pas les intérêts du pays, mais ils négligent même les leurs[9].

De fait, la *ville éternelle* n'était pas dotée des ressources matérielles et morales nécessaires pour incarner la reprise du pays[10]. Cette dernière restait concentrée dans

---

trasformazioni fra anni Cinquanta e Sessanta, Roma, Donzelli, 1996. Les effets que le « boom » produit sur la société romaine et ses dynamiques conflictuelles seront analysés dans le quatrième chapitre.

[6] À la suite d'un referendum, le 2 juin 1946 l'Italie abandonne le système monarchique qui avait gouverné le pays dès la création de l'État (1861) et se transforme en une république parlementaire. Pour une analyse de ce tournant, voir le prochain chapitre.

[7] Pour une lecture critique de la transformation problématique de Rome au cours du XXe siècle, voir : Giancarlo Dosi et al., *Interpretazioni di Roma: contraddizioni urbanistiche e sociali nella capitale del capitale*, 1978; Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea*, cit..

[8] Voir : Claudio Pavone, *La ricostruzione di una politica nazionale nella capitale*, in IRSIFAR, *Roma tra fascismo e liberazione*, Milano, FrancoAngeli, 2006, pp. 9-18. Sur la fonction de médiation entre le Nord et le Sud du pays, voir : Franco Ferrarotti, *Roma da capitale a periferia*, cit.. Pour ce qui est de l'interprétation élaborée par le PCI sur ce thème, voir : Pietro Ingrao, *Un'altra Roma per un altro Stato*, in Quale capitale per l'Italia ?*,* n.s. (Speciale elezioni/Roma), n. 19, "Rinascita", 7 mai 1971.

[9] Arrigo Benedetti, *Devono farlo i romani il processo a Roma*, "L'Espresso", n. 25, 17 juin 1956.

[10] Voir : Francesco Bartolini, *Rivali d'Italia : Roma e Milano dal Settecento a oggi*, Roma-Bari, Laterza, 2006, pp. 250-258. Les lacunes structurelles de Rome étaient d'ailleurs incessamment dénoncées par nombre de commentateurs. Voir : Libero Bigiaretti, *Roma borghese*, Roma, OET, 1945 ; Filippo

une poche extrêmement dense, accentuant davantage les inégalités et les antagonismes socioculturels sur le territoire national. Le moteur de l'économie, de la finance, de la production et de l'innovation technologique était ainsi localisé dans le « triangle industriel » délimité par les provinces septentrionales de Turin, Gênes et Milan[11]. Tandis que le prestige de la lutte de libération nationale revenait principalement aux territoires délimités par l'ancienne « ligne gothique » : Ligurie, Toscane, Émilie-Romagne[12]. Après la fin désastreuse de la dictature fasciste, l'âme de l'Italie républicaine s'est incarnée principalement dans ces régions, et non à Rome, comme l'ont immédiatement remarqué les journaux de gauche qui représentent les forces majeures au sein de la Résistance italienne. Dès le lendemain de la libération de Turin et de Milan (25 avril 1945), le quotidien du PCI « L'Unità » affirme que :

> Aujourd'hui, l'autre moitié du pays rentre d'emblée dans la vie de l'Italie [...] en tant que nation retournée au régime des élections libres : il s'agit de la moitié la plus aguerrie, la plus active politiquement, la plus mûre et la plus consciente, comme nous les militants des autres régions italiennes osons l'affirmer sans aucun embarras[13].

De plus, cette primauté morale du Nord rend encore plus net le manque de légitimation qui affecte Rome en tant que capitale de la nouvelle Italie libérée. Toujours d'après l'organe de presse communiste, préoccupé quant à la possibilité de démocratiser intégralement la ville-symbole du régime fasciste :

Sacchi, *Perché gli italiani non amano Roma*, "La Stampa", 10 juin 1956. Il est intéressant de noter que ces inquiétudes trouvent un écho aussi en France, voir : Jules-Albert Jaeger, *Où va l'Italie. Vers l'anarchie ou la reconstruction ?,* "Le Monde", 20 décembre 1946.

[11] Voir : Alfredo Canavero, *La « questione settentrionale »*, in Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni settanta: culture, nuovi soggetti, identità*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2003, pp. 521-530. Voir aussi : Diego Botta (dir.), *La provincia di Genova : lineamenti della struttura economica e demografica*, Genova, Pagano, 1960 ; Mario Giovana, *Torino: la città e i signori Fiat*, Milano, Teti, 1977; Gianfranco Petrillo, *La capitale del miracolo: sviluppo, lavoro, potere a Milano: 1953-1962*, Milano, FrancoAngeli, 1992.

[12] La « Linea gotica » désigne une ligne de fortifications organisée par les troupes allemandes au moment de la retraite dans le centre-nord du pays, le long des Apennins, entre les provinces de Massa (côté Mer Tyrrhénienne) et de Pesaro (côté Mer Adriatique). La lutte des partisans contre l'occupation nazie-fasciste et la campagne de libération des Alliés se déroulera essentiellement à l'intérieur du territoire délimité au Sud par cette ligne défensive et au Nord par la frontière avec la Suisse, avec une particulière intensité dans les régions de la Toscane et de l'Émilie-Romagne. Voir : Amedeo Montemaggi et Gerhard Schreiber, *La linea gotica*, Roma, Civitas, 1990 ; Giorgio Petracchi, *Al tempo che Berta filava: alleati e patrioti sulla linea gotica, 1943-1945*, Milano, Mursia, 1995. Pour un regard global sur la Seconde Guerre mondiale, voir : Basil Liddell Hart, *History of the Second World War*, London, Pan Books, 1970 ; Andreas F. Hillgruber, *Der Zweite Weltkriege, 1939-1945 : Kriegsziele und Strategie der grossen Mächte*, Stuttgart, Kohlhammer, 1982.

[13] *Liberazione e democrazia*, "L'Unità", 27 avril 1945. Dans le même esprit, les propositions qu'on pouvait lire sur le quotidien socialiste, voir : Pietro Nenni, *Vento del Nord*, "Avanti ! ", 27 avril 1945.

> Les milieux gouvernementaux, ici à Rome, parlent encore l'ancien langage alambiqué des vieux commis de l'État, toujours limités aux affaires et habitués aux arrangements, aux renvois, aux langues de bois et parfois aux jeux des reproches […]. Ici, le "vent du Nord" n'est pas arrivé à siffler, car il a été "mis en bouteille" par les forces réactionnaires et conservatrices qui ont réussi, de ce fait, à barrer la route à la volonté populaire et donc à la démocratie[14].

En effet, Rome restait avant tout une ville administrative, peu significative sur le plan de la production industrielle[15], repliée sur sa singularité et incapable de susciter un véritable sentiment de cohésion nationale. Bref, une capitale inventée qui, en citant les mots d'Antonio Gramsci, « n'aurait aucune fonction dans la vie sociale du pays »[16]. Durant la transition à la démocratie, Rome retrouvait donc son statut traditionnel de territoire « étranger » - synonyme historiquement de « question romaine »[17] - perdu seulement pendant la courte parenthèse de modernisation autoritaire opérée par la dictature mussolinienne (1926-1943)[18].

---

[14] Velio Spano, *Incontro*, "L'Unità", 6 mai 1945.

[15] Voir : Pia Toscano, *Le origini del capitalismo industriale nel Lazio: imprese e imprenditori a Roma dall'Unità alla Seconda guerra mondiale*, Cassino, Edizioni dell'Università degli studi di Cassino, 2002.

[16] Antonio Gramsci, *La funzione storica delle città e il socialismo*, "L'ordine nuovo", 28 juin – 5 juillet 1919, I, n.8. Voir : Marco De Nicolò, *Una persistente ambiguità: Roma città e Roma capitale*, "Studi romani", 42, n. 3-4, 1994, pp. 290-309; Vittorio Vidotto, *Roma: una capitale per la nazione*, "Mélanges de l'école française de Rome", n. 1, 1997, pp. 7-20.

[17] Controverse politique relative au rôle de Rome à l'intérieur du Royaume d'Italie créé en 1861 : le nouvel État revendiquait la *ville éternelle* comme sa propre capitale, tandis que le pape n'était pas disponible à céder le siège de son pouvoir temporel. Il s'agit donc d'une diatribe qui oppose deux visions dichotomiques : Rome comme capitale universelle du catholicisme et Rome comme capitale administrative et politique de l'Italie. Voir : Federico Chabod, *L'idea di Roma*, in Id., *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*, Bari, Laterza, 1951, pp. 179-323; Renato Mori, *La questione romana dalla formazione del Regno d'Italia al 1870*, "Studi romani", 1970, pp. 307-317.

[18] Voir : Mario Sanfilippo, *La costruzione di una capitale: Roma 1911 – 1945*, Milano, Silvana, 1993, pp. 27-141; Emilio Gentile, *Fascismo di pietra*, cit.. Voir aussi : Sergio Bolla et Luisella Lambiase (dir.), *Storia fotografica di Roma 1930-1939. L'urbe tra autarchia e fasti imperiali*, Napoli, Intra Moenia, 2003.

I. *Aux racines des clivages urbains : de Porta Pia à la chute du fascisme (1871-1943)*

Demeurée à l'écart du processus d'unification du pays (le « Risorgimento »[19]), Rome n'était entrée dans le jeune Royaume d'Italie qu'en 1870 et uniquement à travers une annexion militaire, d'ailleurs reconnue par le Vatican seulement en 1929[20]. En outre, depuis le XVIIIe siècle la ville éternelle était une bourgade décadente entourant le siège papal et paralysée par des siècles d'immobilisme socioéconomique - semblait inadéquate à soutenir le rôle de centre directionnel de la nation[21]. En l'espace d'une année, l'euphorie des nationalistes – qui avaient longuement réclamé la « conquête de Rome » comme un jalon fondamental de la renaissance italienne[22] - avait cédé le pas au désenchantement quant aux possibilités réelles de faire de cette ville une capitale

---

[19] Voir : Pierangelo Schiera (dir.), *Fine di un'epoca? L'Unità d'Italia nel concerto europeo delle nazioni*, "Giornale di storia costituzionale", n. 22, 2011 ; Roberto Vivarelli, *Italia 1861*, Bologna, Il Mulino, 2013.

[20] Voir : Giovanni Battista Calogero, *Le operazioni militari per l'occupazione dello Stato pontificio e la presa di Roma: luglio – 20 settembre 1870*, "Studi romani", 1970, pp. 340-355; Arrigo Petacco, *O Roma o morte 1861-1870: la tormentata conquista dell'unità d'Italia*, Milano, Mondadori, 2011. Sur la politique vaticane dans le cadre de la "question romaine", voir : Cesare Marongiu Buonaiuti, *Non expedit : storia di una politica (1866-1919)*, Milano, Giuffré, 1971. Pour une vision globale de l'unification italienne, voir : Gilles Pécout, *Naissance de l'Italie contemporaine (1770-1922)*, Paris, Nathan, 1997.

[21] L'écrivain américain N. Hawthorne après avoir séjourné pendant deux ans en Italie (1857-1859), donne une idée précise de la décadence de Rome à l'époque du « Risorgimento » : *"It is a question of speculative interest, whether the ancient Romans were as unclean a people as we everywhere find those who have succeeded them. There appears to be a kind of malignant spell in the spots that have been inhabited by these masters of the world, or made famous in their history; an inherited and inalienable curse, impelling their successors to fling dirt and defilement upon whatever temple, column, mined palace, or triumphal arch may be nearest at hand, and on every monument that the old Romans built. It is most probably a classic trait, regularly transmitted downward, and perhaps a little modified by the better civilization of Christianity; so that Caesar may have trod narrower and filthier ways in his path to the Capitol, than even those of modern Rome"*, in Nathaniel Hawthorne, *The Marble Faun*, Boston, Ticknor and Fields, 1860, p. 296. Voir : Antonio Papa, *Roma 1870: "città assai troppo antica per i moderni bisogni"*, "Rassegna degli archivi di Stato", XXX, n. 2, mai-août 1970, pp. 378-390. Sur la situation de Rome entre XVIIIe et XIXe siècles, voir : Cesare Mazzoni, *Roma: dati statistici,* Forlì, Bordandini,1861; Renzo De Felice, *Aspetti e momenti della vita economica di Roma e del Lazio nei secoli XVIII e XIX,* Roma, Edizioni di Storia e Letteratura, 1965; Nicola La Marca, *Roma e lo Stato pontificio nel Settecento*, in Graziella Ciccarelli et al. (dir.), *Problemi e Momenti di storia economica*, Roma, Bulzoni, 1973, pp. 349-398; Giorgio Fiocca, *Struttura urbana e controllo sociale e Roma nel '700 e nel primo '800: mobilità sociale, paesaggio urbano ed enti di sorveglianza pontifici*, in Ercole Sori (dir.), *Città e controllo sociale in Italia tra XVIII e XIX secolo*, Milano, FrancoAngeli, 1982, pp. 381-399; Fiorella Bartoccini et Donatella Strangio (dir.), *Lo stato del Lazio 1860-1870*, Roma, Istituto Nazionale di Studi Romani, 1988.

[22] Sous le slogan : "*Ou Rome ou la mort !*". Voir : Giuseppe Neri, *O Roma o morte : narrazione storica della campagna garibaldina del 1867 nello Stato pontificio*, Rocca San Casciano, Cappelli, 1890 ; Piero Treves, *L'idea di Roma e la cultura italiana del secolo XIX*, Milano, Ricciardi, 1962; Leopoldo Sandri (dir.), *Roma capitale nei verbali del Consiglio dei Ministri del Regno d'Italia (1861-1870)*, Roma, Istituto Nazionale di Studi Romani, 1973; Marco De Nicolò, *Il 20 settembre: la definitiva sconfitta dell'eterno-temporale contro il moderno-nazionale*, in Id., *Le relazioni tra Stati Uniti e Italia nel periodo di Roma capitale*, Roma, Gangemi, 2008, pp. 43-63.

moderne et fonctionnelle[23]. Déjà, peu après l'annexion, sur le quotidien turinois « Gazzetta Piemontese » - porte-parole majeur de ce malaise anti-romain – on pouvait lire :

> Les Italiens s'inclinent devant Rome, en raison de la grandeur inégalée de son histoire : Rome est la ville dont la primauté est universellement reconnue […] et qui de ce fait ne peut que devenir la capitale d'Italie […]. Une fois pourtant reconnue à Rome la primauté de l'honneur, toute autre révérence serait illogique […]. L'Italie ne veut pas, en effet, une influence prépondérante de la capitale sur le reste du pays, d'autant plus que Rome est assurément la ville la moins adaptée à exercer cette fonction de guide national. Et pour cause : d'abord la présence en ville d'une élite procléricale et farouchement hostile à l'unification ; ensuite le manque de culture politique parmi les couches populaires et enfin l'exiguïté numérique des classes moyennes qui sont aujourd'hui la base sociale incontournable de tout gouvernement représentatif[24].

Dès lors, une dialectique épineuse s'institutionnalise entre l'État italien et la société romaine, pour que la ville remplisse son rôle de capitale[25]. Sous la pression d'un interventionnisme technocratique relativement incohérent, mené par les premiers gouvernements du pays, Rome se transforme, de fait, en un laboratoire urbain[26] : la structure et les coutumes de la ville sont bousculées afin de préparer le terrain à une nouvelle élite de dirigeants et de fonctionnaires publics[27]. D'ailleurs, cette jeune capitale aux caractéristiques précapitalistes semble offrir d'énormes possibilités d'investissement financier et de travail : la ville nécessite en effet un grand nombre de bâtiments et d'infrastructures, capables de contenir les hommes et les institutions chargés de diriger le pays finalement unifié. En définitive, l'arrivée des grands

---

[23] Voir : Paolo Bardi, *Roma piemontese (1870-1876)*, Roma, Bardi, 1970.

[24] *La capitale d'Italia*, "Gazzetta Piemontese", 1er juin 1873.

[25] Voir : Marco De Nicolò, *Città multipla, città dimezzata: la capitale tra Stato e amministrazione locale (1870-1944)*, "Roma moderna e contemporanea", 7, n. 1-2, 1999, pp. 57-82; Andrea Ciampani, *Municipio capitolino e governo nazionale da Pio IX a Umberto I*, in Vittorio Vidotto (dir.), *Roma capitale*, Roma-Bari, Laterza, 2002, pp. 37-72; Bruno Tobia, *Roma da città a metropoli: Gli ardui percorsi di una capitale inventata*, "Studi storici", 44, n. 1, janvier-mars 2003, pp. 273-294.

[26] Voir : Italo Insolera, *La trasformazione urbanistica di Roma capitale*, "Veltro", XIV, n. 4-6, 1970, pp. 519-528 ; Carlo Aymonino, *Roma Capitale 1870-1911: una città di pagina in pagina*, Venezia, Marsilio, 1984.

[27] Voir : Fiorella Bartoccini, *Roma nell'Ottocento: il tramonto della città santa, nascita di una capitale*, Bologna, Cappelli, 1988; Claudio Pavone, *Gli inizi di Roma capitale*, Torino, Bollati Boringhieri, 2011; Cecilia Dau Novelli, *La città nazionale : Roma capitale di una nuova élite (1870-1915)*, Roma, Carocci, 2011.

appareils étatiques italiens dans un contexte qui était resté, jusqu'alors, à l'écart de l'évolution occidentale, stimule une véritable ruée vers la ville[28] : commence alors l'explosion démographique qui mènera Rome au décuplement de sa population, peu avant son premier centenaire en tant que capitale[29]. Cette réorganisation urbaine par le haut finit par accentuer la polarisation de la population romaine, en concentrant davantage la richesse entre les mains des couches dominantes et en massifiant les poches de misère urbaine. La portée de cette dichotomie sociale est telle que même les classes moyennes sont déchirées par deux tendances antithétiques : la haute bourgeoisie attire le fonctionnariat public, tandis que les artisans et les petits commerçants se rapprochent du prolétariat[30]. La nature spéculative du développement urbain de Rome inscrit cette tension socioéconomique dans la réalité territoriale[31] : de ce fait, la ville prend de plus en plus une physionomie composite, déréglée et conflictuelle qui déterminera, pour les décennies suivantes, sa réputation d'exception problématique[32].

En l'espace de quelques années, la valeur des sols destinés à héberger les nouveaux palais du pouvoir – mais aussi les bâtiments pour la classe ouvrière et les résidences pour la classe moyenne – atteint des sommets tels que la simple possession de terrains constructibles devient une affaire très rentable. La totalité du marché immobilier passe sous le contrôle d'une oligarchie appartenant à diverses sociétés et banques, nées de la confluence de capitaux bourgeois (notamment de provenance septentrionale) et d'immenses propriétés des aristocrates locaux et du Vatican[33]. Extrêmement puissantes

---

[28] Voir : Assessorato per gli interventi sul centro storico del Comune di Roma (dir.), *Roma 1871-1911. Architettura e urbanistica : uso e trasformazione della città storica*, Venezia, Marsilio, 1984 ; Voir aussi : *La libertà e la capitale*, "Gazzetta Piemontese", 27 juin 1876.

[29] La population romaine passe de 244 484 hab. en 1871 à 462 783 en 1901 ; en 1931 les habitants sont arrivés à 1 008 083. Le seuil des deux millions est franchi en 1961 (2 188 160), tandis qu'en 1981 la population sera de 2 840 259. Source : base de données de l'Institut national de statistique (ISTAT), disponible sur : http://seriestoriche.istat.it/fileadmin/allegati/Popolazione/Tavola_2.20.xls.

[30] Voir : Fiorella Bartoccini, *La trasformazione della società romana*, "Veltro", XIV, n. 4-6, 1970, pp. 457-470 ; Nicola La Marca, *La nobiltà romana e i suoi strumenti di perpetuazione del potere*, Roma, Bulzoni, 2000 ; Mario Sanfilippo, *Il generone romano tra fine Settecento e primo Novecento*, Roma, Edilazio, 2005.

[31] Le politicien d'origine aristocrate Emanuele Ruspoli affirmait publiquement, avec mépris, qu'après l'annexion de 1870 et la conséquente explosion démographique, "*les riches ont été forcés à se déplacer dans les quartiers prolétaires, tandis que la classe ouvrière avait fini là où aucun homme n'avait jamais osé mettre les pieds*". Pour ce qui est de ces dynamiques socio-urbaines, voir : Anne-Marie Seronde Babonaux, *Rome, croissance d'une capitale*, cit., pp. 37-108. Voir aussi : Giuliano Friz, *La popolazione a Roma dal 1770 al 1900*, Roma, Edindustria editoriale, 1974.

[32] Voir : Massimo Birindelli, *Roma italiana: come fare una capitale e disfare una città*, Roma, Savelli, 1978. Voir aussi : Francesco Rosso, *Città eterna, corrotta e incorruttibile, simbolo dell'Italia nel bene e nel male*, "La Stampa", 3 mai 1981.

[33] Parmi les sociétés majeures, la *Società Generale Immobiliare*, la *Compagnia Fondiaria Italiana*, la *Tiberia*, l'*Esquilino*. S'agissant des banques, il faut citer le *Credito Mobiliare*, la *Banca di Roma*, le

en termes de politique communale[34] – et finalement favorisées par une « loi spéciale pour Rome » (1881)[35] qui accordait facilités et subventions – ces sociétés donnèrent lieu à une authentique « fièvre de la construction »[36]. La structure de la ville, à la fois bucolique et dégradée, en sort complètement transformée : bétonnage des espaces verts, abatages des anciennes villas qui dominaient le centre urbain, construction hâtive et non conforme de quartiers entiers, explosion cyclique de bulles immobilières, deviennent les marques distinctives de la capitale au tournant du XXe siècle[37].

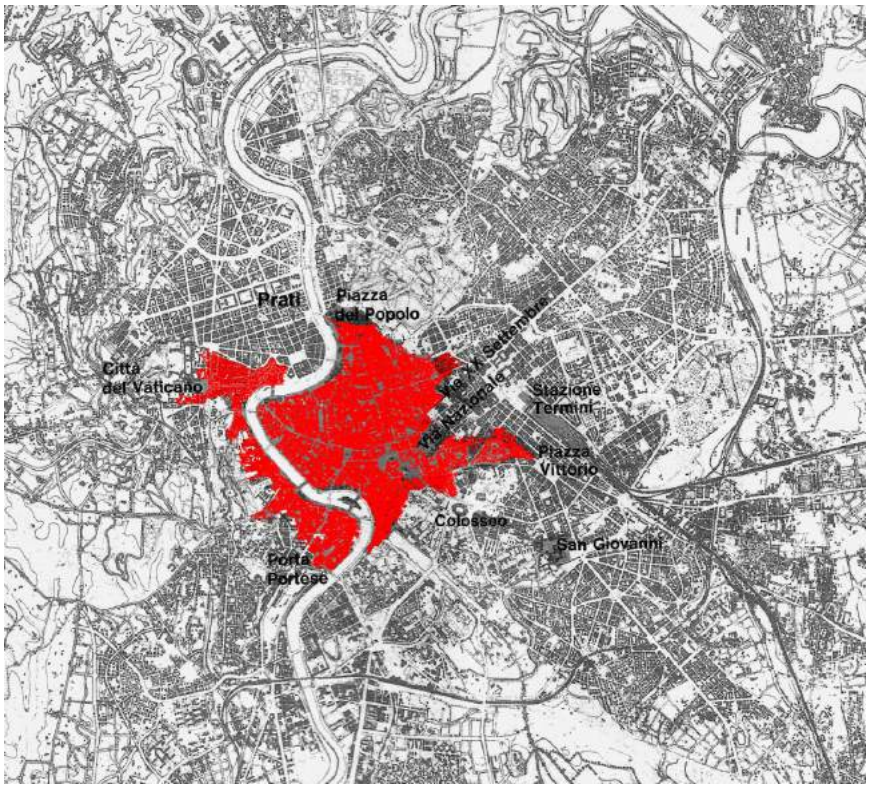
Banco di Santo Spirito, le *Banco di Roma*, la *Banca Romana*, le *Credito Romano*, la *Banca Nazionale*. Voir : Marco Bocci, *Banche e edilizia a Roma tra Otto e Novecento*, "Roma moderna e contemporanea", 7, n. 1-2, 1999, pp. 125-146 ; Simone Masi, *Il credito fondiario della Banca Nazionale nel Regno d'Italia ed il finanziamento dell'edilizia romana (1885-1893)*, "Roma moderna e contemporanea", 8, n. 3, 2000, pp. 487-502.

[34] Voir à ce propos les observations d'une touriste d'exception : "*Il y a des gens qui affirment que la silhouette de la capitale penche vers les banques de crédit et il ne serait pas surprenant que des influences montantes ou descendantes passent quelquefois dans la zone de la colline où préside Marc-Aurèle*", in Clémentine Hugo, *Rome en 1886 : les choses et les gens*, Rome, Reggiani, 1886, p. 506. Voir : Celso De Stefanis, *Sulle vicende municipali di Roma dopo Porta Pia*, "Veltro", XIV, n. 4-6, 1970, pp. 543-584 ; Paolo Allegrezza, *L'amministrazione assente. Uffici e burocrazia municipali a Roma da Pio IX alla febbre edilizia (1847-1882)*, Roma, Istituto Nazionale di Studi Romani, 2000 ; Marco De Nicolò, *Sindaci e quasi sindaci di una moderna capitale senza progetto: Roma 1870-1889*, in Elisabetta Colombo (dir.), *I sindaci del re 1859-1889*, Bologna, Il Mulino, 2010, pp. 259-278.

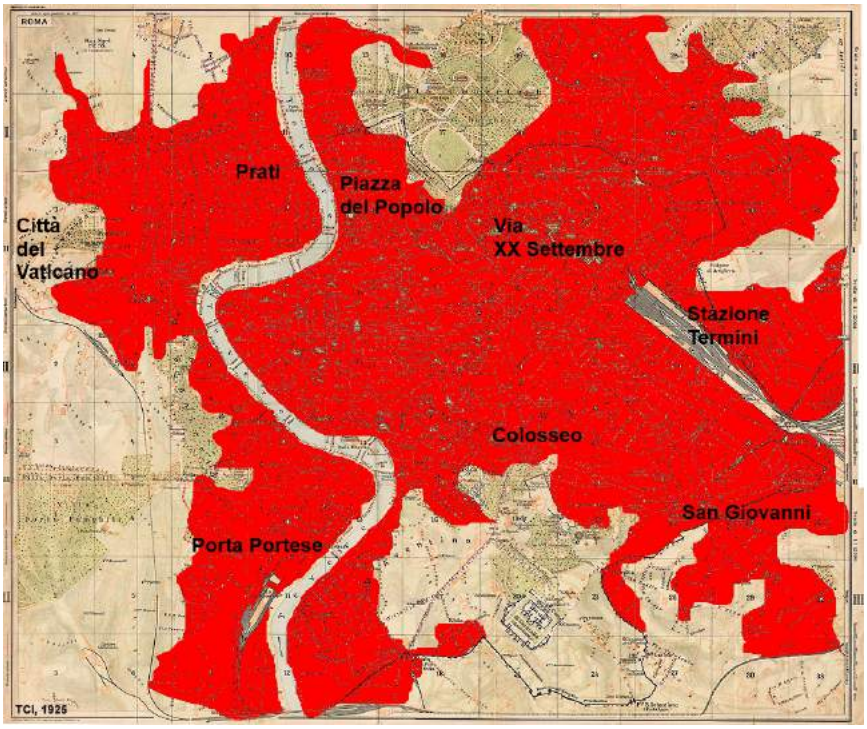
[35] Loi n. 209 du 14 mai 1881. Voir : Maria Teresa Bonadonna Russo, *Il primo decennio di Roma italiana e la legge speciale del 1881*, "Archivio della società romana di storia patria", XCIII, vol. 24, 1970, pp. 247-275 ; Fiorella Bartoccini, *Capitale e paese: la prima "legge speciale" per Roma nella discussione parlamentare del 1881*, in Carlo Carini et Piero Melograni (dir.), *Studi in onore di Paolo Alatri*, Napoli, Edizioni Scientifiche, 1991, pp. 78-96. Pour une vision générale sur les lois spéciales pour Rome, voir : Alfredo Lucente (dir.), *La legislazione sul comune di Roma dal 1870 al 1955*, 1955 ; Marco De Nicolò, *L'amministrazione comunale di Roma : legislazione, fonti archivistiche e documentarie, storiografia*, Bologna, Il Mulino, 1997.

[36] Voir : Alberto Caracciolo, *Roma capitale: dal Risorgimento alla crisi dello Stato liberale*, Roma, Editori Riuniti, 1993, pp. 169-205. Voir aussi : Anne-Marie Seronde Babonaux, *Rome, croissance d'une capitale,* cit.*,* pp. 90-112.

[37] Voir : Italo Insolera, *Roma moderna: cit.*, pp. 38-62; Lidia Piccioni, *Roma e il suo territorio*, in Vittorio Vidotto (dir.), *Roma capitale, cit.,* pp. 172-202; Maristella Casciato, *Lo sviluppo urbano e il disegno della città*, in Ibidem, pp. 125-172; Paola Puzzuoli, *La politica delle aree della Società generale immobiliare (1880-1920)*, "Dimensioni e problemi della ricerca storica", n. 1, 2005, pp. 141-149; Daniela Felisini, *Forme e tendenze dell'investimento immobiliare nella Roma dell'Ottocento*, "Città e storia", 1, n. 1, 2006, pp. 157-165.



ROME EN 1870 (EN ROUGE)



ROME EN 1925.

Juste avant le commencement des interventions du régime fasciste : l'énorme croissance urbaine par rapport à 1870 est évidente. Les anciennes périphéries (Prati, Stazione Termini, San Giovanni) ont désormais été intégrées dans la ville consolidée.

Élaboration graphique de l'auteur à partir des cartes et des données fournies par Italo Insolera, *Roma moderna*, cit. et Touring Club d'Italie, *Roma-Guida Rossa,* 1925.

Outre qu'elle tend à favoriser une expansion sauvage de la ville, cette prééminence de la rente foncière au sein de la nouvelle réalité romaine influence aussi la typologie du développement urbain, en décourageant fortement les investissements industriels (qui nécessitent au contraire de grandes parcelles de terrain à bas prix), comme le signale déjà une « Commission parlementaire d'enquête » en 1886[38]. D'ailleurs, les hautes sphères du système politique de l'époque préconisaient encore une vision positiviste de l'organisation urbaine qui ne concevait pas la moindre interférence entre fonction administrative et fonction productive de la ville. Dans cette optique[39], le rôle de centre directionnel de l'État assigné à Rome conduisait à s'opposer à une industrialisation massive de la capitale. Une agglomération ouvrière imposante était en fait considérée par la classe dirigeante libérale comme un facteur de déstabilisation politique, de régression morale et de dégradation esthétique qu'il fallait tenir éloignée des sièges du pouvoir national. En ce sens, les effets collatéraux des processus d'industrialisation – à savoir la virulence des revendications ouvrières, l'aliénation propre aux activités mécaniques et répétitives, ainsi que la pollution produite par les grandes manufactures – paraissaient incompatibles avec la figure monumentale et bureaucratique qu'on voulait maintenir à Rome[40]. Les gouvernements et les administrations communales encouragèrent, en revanche, le développement d'un réseau de petites entreprises destinées à intégrer davantage la place romaine dans le système productif national, tout en évitant de concentrer excessivement les établissements et la main-d'œuvre[41]. Cette politique dissuasive vis-à-vis de l'industrie s'accompagne de l'élargissement du secteur public, contraignant l'économie de Rome à une dimension tertiaire et improductive où même les milieux artisans et

[38] Voir : Commissione d'inchiesta per la revisione della tariffa industriale, *Atti della Commissione d'inchiesta per la revisione della tariffa industriale*, vol. IV, 1886, p. 19. Voir aussi : Alberto Caracciolo, *Roma capitale, cit.,* pp. 54-59.

[39] Pour ce qui est du positivisme en Italie, voir : Girolamo De Liguori, *Materialismo inquieto: vicende dello scientismo in Italia nell'età del positivismo 1868-1911*, Roma-Bari, Laterza, 1988; Nadia Urbinati, *Le civili libertà: positivismo e liberalismo nell'Italia unita*, Venezia, Marsilio, 1990; Antonello La Vergata, *Il Lamarckismo tra riduzionismo biologico e meliorismo sociale*, Reggio Calabria, La Città del Sole, 1995; Maria Donzelli, *Origini e declino del positivismo : saggio su Auguste Comte in Italia*, Napoli, Quaderni del Dipartimenti di filosofia politica "L'Orientale", 1999.

[40] Voir : Rendiconti del Parlamento Italiano - *Discussioni della Camera dei Deputati*, XI Legislatura, vol. VII, 1873, pp. 6235-6251 ; Quintino Sella, *Discorsi parlamentari raccolti e pubblicati per deliberazione della Camera dei Deputati*, vol. II, 1887, pp. 278-279.

[41] Voir : Anne-Marie Seronde Babonaux, *Rome, croissance d'une capitale,* cit*.,* pp. 218-224. Voir aussi : Anna Laura Palazzo, *Pianificazione e politica delle aree fabbricabili ai primi del Novecento*, "Roma moderna e contemporanea", 12, n. 1-2, 2004, pp. 197-213.

commerciaux sont de plus en plus dépendants de commandes étatiques et des flux touristiques[42].

Pendant la période libérale (1871-1921), Rome est donc soumise à une intense réorganisation urbaine qui n'arrivera jamais toutefois à faire sortir complètement la ville de sa singularité[43]. La capitale est remodelée et agrandie selon les préceptes d'Haussmann – éventrements urbains, réalisation de larges boulevards, ouverture d'espaces verts, développement « hors les murs », modernisation des services publics, concentration des palais du pouvoir[44] –, mais, en pratique, les plans d'aménagement du territoire sont constamment contrariés par la spéculation et la culture des privilèges[45]. De plus, l'intervention rationnelle sur la ville est compliquée par une véritable bataille de souveraineté territoriale qui oppose farouchement les institutions étatiques, la Commune et les potentats économiques locaux[46]. La nouvelle physionomie de la capitale finit par intégrer toutes ces tensions : le centre historique commence à subir un processus de gentrification[47] à la suite des éventrements urbains – voués à créer une convergence des axes routiers vers « Piazza Venezia » - de l'installation du pouvoir étatique, notamment avec l'ouverture des deux avenues des ministères (« Via Nazionale » et « Via XX Settembre »)[48] et de la création de la

---

[42] Voir : Anne-Marie Seronde Babonaux, *Ibid.,* pp. 229-233. Voir aussi : Roberta Morelli, *Alla ricerca di un'identità: operai e sviluppo economico nella capitale (1870-1910)*, in Alberto Caracciolo (dir.), *Storia d'Italia. Le regioni dall'Unità a oggi: Il Lazio*, Torino, Einaudi, 1991, pp. 43-79.

[43] Voir : Massimo Scattareggia, *Roma capitale: arretratezza e modernizzazione 1870-1915*, "Storia urbana", n. 42, 1988, pp. 37-84; Denis Bocquet, *La ville entre modernisation et patrimoine archéologique: quel paysage urbain pour Rome capitale? (1870-1922)*, "Cahiers de la Méditerranée", n. 59, 1999, pp. 147-161.

[44] Sur le travail du Baron Haussmann, voir : Rosemarie Gerken, *Transformation und Embellissement von Paris in der Karikatur: Zur Umwandlung der französischen Hauptstadt im Zweiten Kaiserreich durch den Baron Haussmann*, Hildesheim, Georg Olms Verlag, 1997.

[45] Voir : Italo Insolera, *Storia del primo piano regolatore di Roma : 1870-1874*, "Urbanistica", n. 27, 1959, pp. 74-94 ; Gianfranco Spagnesi, *Edilizia romana nella seconda meta del 19mo secolo (1848-1905)*, Roma, Dapco, 1974; Italo Insolera, *Urbanistica e architettura nell'età di Nathan*, "Storia urbana", n. 82-83, 1998, pp. 49-54; Denis Bocquet, *Technique, espace et société,* cit., pp. 107-123.

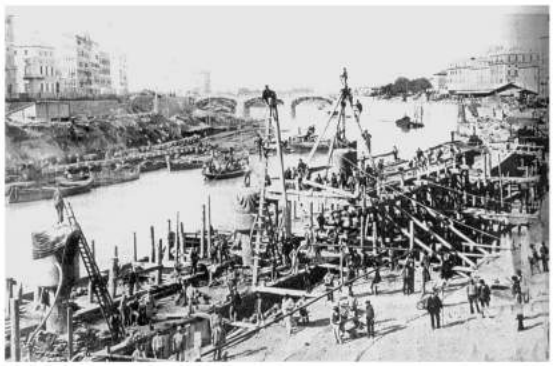
[46] Voir : Agostino Attanasio, *Burocrazia e strutture amministrative del Comune di Roma (1900-1915)*, in Cesare Mozzarelli et Ermanno Ferrari (dir.), *Il governo della città nell'Italia giolittiana. Proposte di storia dell'amministrazione locale*, Trento, Reverdito, 1992, pp. 353-434 ; Denis Bocquet, *Moderniser la ville éternelle. Luttes politiques, rivalités institutionnelles et contrôle du territoire : Rome 1870-1900*, "Histoire Urbaine", n. 9, avril 2004, pp. 97-109. Pour une vision globale, voir : Manlio Venditelli, *Roma Capitale-Roma Comune : sviluppo economico e crescita urbana della città moderna*, Roma, Gangemi, 1985 ; Giuseppe Parisella (dir.), *La capitale e lo Stato : governo centrale e poteri locali a Roma, 1870-1990*, Roma, Kairos, 1992.

[47] Phénomène urbain par lequel des arrivants plus aisés s'approprient d'un espace initialement occupé par des habitants ou usagers moins favorisés, transformant ainsi le profil économique et social du quartier au profit exclusif d'une couche sociale supérieure. Sur ce concept, voir : Alain Bourdin, *Gentrification : un « concept » à déconstruire*, "Espaces et sociétés", 132, n. 1-2, 2008, pp. 23-37.

[48] C'est justement à « Piazza Venezia » que le pouvoir royal fait ériger en 1911 le symbole de sa prééminence politique sur la nation, le « Vittoriano ». Voir : Catherine Brice, *Le Vittoriano : monumentalité publique et politique à Rome*, Rome, EFR, 1998. S'agissant de la transformation socio-

surintendance archéologique[49]. Les campagnes plus proches sont colonisées par les classes moyennes à travers des plans d'urbanisation résidentielle - une série de quartiers organisés radialement autour de la ville historique – et par des opérations spéculatives vouées à remplir les grands espaces libres de la périphérie orientale[50]. Enfin, deux zones éloignées mais bien contrôlables, concentrent la classe ouvrière et les activités productives : le quadrant sud-occidental réunissant à cheval sur le Tibre le « Rione Testaccio » et la 1ère zone industrielle « Ostiense »[51], et le quadrant oriental (au-delà de la gare Centrale) composé par le quartier « San Lorenzo » et la 2ème zone industrielle « Tiburtina »[52].

L'INTERVENTION SUR LA VILLE HISTORIQUE



Les éventrements urbains et l'aménagement du Tibre.

source : Massimo Birindelli, *Roma italiana,* 1978 et Carlo Aymonino (dir.), *Roma Capitale,* cit.

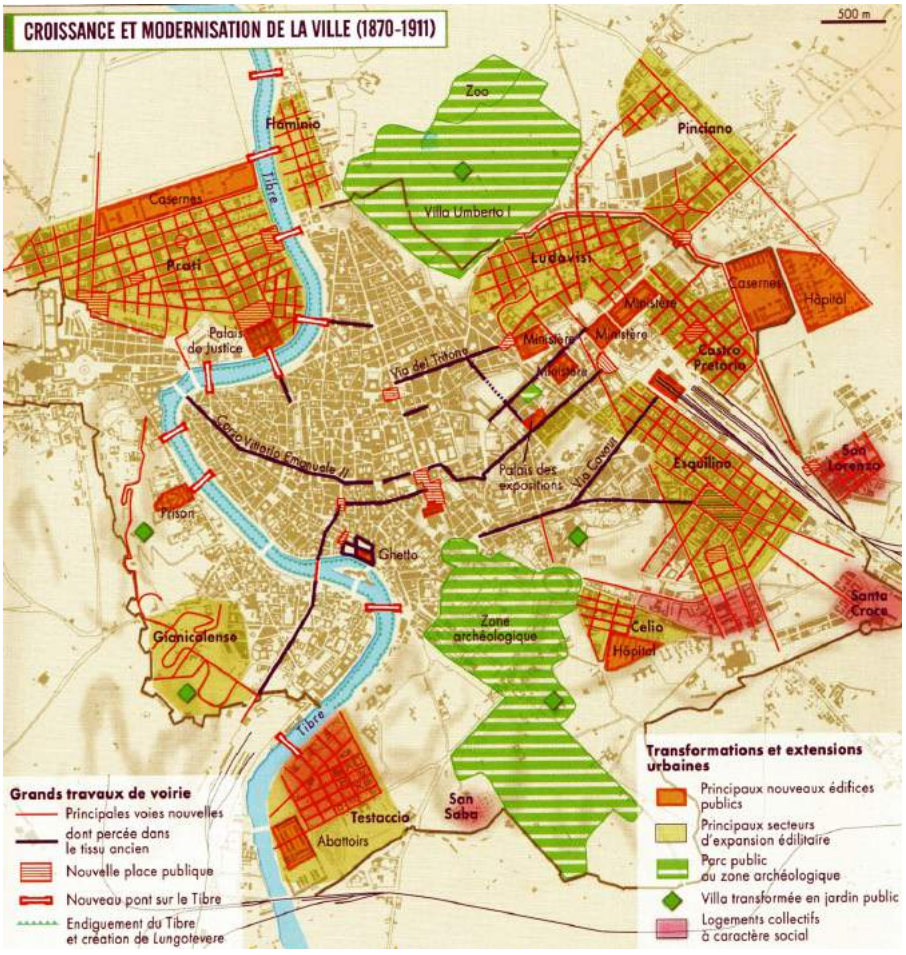
urbanistique du centre historique, voir : Emma Perodi, *Roma italiana : 1870-1895*, Roma, Bontempelli, 1896 ; Tod A. Marder, *The destruction of the Porto di Ripetta in Rome,* "Storia della città", n. 9, 1978, pp. 62-70 ; Franco Rebecchini, *Roma Capitale. 1870-1911. I Ministeri di Roma capitale. L'insediamento degli uffici e la costruzione delle nuove sedi*, Venezia, Marsilio, 1985 ; Alberto Maria Racheli, *Corso Vittorio Emanuele II. Urbanistica e architettura a Roma dopo il 1870*, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, 1985.

[49] Voir : Guido Zucconi, *Tra archeologia ed estetica urbana : Giacomo Boni alla direzione dei Fori (1898-1911)*, "Roma moderna e contemporanea", n. 1, 1993, pp. 121-138 ; Silvia Bruni, *Rapporti tra Stato e Municipio di Roma (1870-1911) : l'istituzione di un museo archeologico in Roma capitale*, "MEFRIM", 113, n. 2, 2001, p. 775-787.

[50] Voir : Alberto Maria Racheli, *Sintesi delle vicende urbanistiche di Roma dal 1870 al 1911*, Roma, Vettori, 1979 ; Francesco Pecoraro (dir.), *Esquilino: storia, trasformazione, progetto*, Roma, Palombi, 1986.

[51] Cette zone concentre principalement les structures de service public : le port fluvial, la société électrique, le gazomètre, l'abattoir, le cimetière, les halles. Voir : Maria Luisa Neri, *Sviluppo produttivo ed espansione urbana. Le vicende della I zona industriale (1870-1941)*, "Roma moderna e contemporanea", n. 1-2, 2000, pp. 83-141 ; Anna Laura Palazzo et Biancamaria Rizzo, *La destinazione industriale del quadrante ostiense: difficoltà e contraddizioni di una politica urbana*, "Roma moderna e contemporanea", n. 1-2, 2004, pp. 127-144; Michele Furnari et al., *La fabbrica del gas all'Ostiense : luogo e forma di un'area industriale*, Roma, Gangemi, 2006. Sur "Testaccio", voir : Stefania Lunadei, *Testaccio: un quartiere popolare*, Milano, FrancoAngeli, 1992.

[52] Cette zone, développée entre la gare centrale et la nouvelle gare de transit « Portonaccio », recueille les activités de transformation et les manufactures. Voir : Gerardo Doti, *La 2a zona industriale e il suburbio orientale tra le due guerre*, "Roma moderna e contemporanea", n. 1-2, 2000, pp. 143-189 ; Valeria Pierini, *Storia di un quartiere di Roma: San Lorenzo,* Roma, Artegrafica, 2009.



Source : Aurélien Delpirou et al., *Atlas historique de Rome,* 2013

Relativement à cette structure urbaine – qui tend à distribuer concentriquement la population sur la base du statut social, ainsi qu'à conserver l'exceptionnelle déconnexion de la ville à l'égard de la dynamique nationale – l'arrivée du fascisme représente un facteur ambigu, à la fois de rupture et de continuité. Si d'un côté, en effet, le régime mussolinien accélère et renforce la territorialisation des inégalités sociales – massification des couches populaires à l'extrême périphérie, embourgeoisement de la couronne urbaine péricentrale, transformation du centre en cité administrative et symbolique[53] – de l'autre le fascisme s'attaque à « l'anomalie romaine » parvenant à faire de la *ville éternelle*, pour la première fois, une capitale authentique et reconnue[54].

Au fond de cette intervention urbaine complexe se niche – d'après les mots d'Emilio Gentile – une « hiérophanie de l'image éternelle de Rome dans l'époque contemporaine »[55] - qui porte le fascisme à réunir dans une seule idée organique le passé et le présent de la ville[56]. En ce sens, la nécessité d'organiser la croissance sauvage de la ville de façon rationnelle et technologiquement avancée rencontre la volonté du régime de remettre au jour la grandeur millénaire de Rome. Comme le confirme Vittorio Vidotto, l'intention de Mussolini est celle d'annuler l'écart historique qui oppose la nation italienne à sa capitale obligée[57], moyennant une « synergie inédite entre les espaces et les monuments »[58] qui puisse faire fonction de vitrine du nouvel ordre social. Il s'agit d'un projet clair et précis, explicité dès les premiers discours officiels du dictateur adressés aux Romains :

> Rome est la Capitale prédestinée : la seule ville d'Italie et au monde qui peut se prévaloir d'une histoire universelle […]. Voilà que le Fascisme se

---

[53] Cette institutionnalisation territoriale des différences de classe était évidente déjà au début des années 1940. Voir à ce propos, l'article polémique de Virgilio Testa, *La distribuzione della popolazione,* "Critica Fascista", n. 7, 1er février 1942, pp. 109-110.

[54] Le moment emblématique de cette reconnaissance est bien sûr la signature des « Accords du Latran » (11 février 1929) entre l'État fasciste et le Vatican, qui mettent fin à la « question romaine », à travers une convention financière qui dédommage le Saint-Siège pour la perte de souveraineté sur Rome et un concordat qui statue sur la position de l'Église en Italie. Voir : Renato Baccari, *Santa sede, fascismo e patti laternanesi,* Vicenza, Neri Pozza, 1967 ; Gennaro Acquaviva, *La grande riforma del Concordato,* Venezia, Marsilio, 2006.

[55] Emilio Gentile, *Fascismo di pietra,* cit*.,* p. 163.

[56] Voir : Giuseppe Bottai, *Roma e fascismo*, "Roma", 1937 ; Leone Bortone, *Mito e storia di Roma durante il fascismo*, "Palatino", XI, 1967.

[57] Sur le « mythe de Rome », voir : Emilio Gentile, *Il culto del littorio: la sacralizzazione della politica nell'Italia fascista*, Roma-Bari, Laterza, 1993; Andrea Giardina et André Vauchez, *Il mito di Roma da Carlo Magno a Mussolini*, cit.

[58] Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit., p. 202.

> retrouve confronté aux problèmes de la capitale. J'aime diviser les problèmes de Rome, de Rome au XXe siècle, en deux catégories : les problèmes liés à la nécessité et les problèmes liés à la grandeur […]. Les problèmes liés à la nécessité dérivent du développement urbain de Rome et peuvent être ramenés au binôme "logement et communications". Les problèmes liés à la grandeur sont en revanche tout à fait différents : il faut d'une part libérer la ville historique de toute défiguration postérieure et de l'autre il faut créer autour d'elle la nouvelle Rome monumentale du XXe siècle[59].

Dans le cadre d'une dimension autoritaire et mégalomane – qui permet d'ailleurs d'anéantir toute résistance des pouvoirs locaux contre les décisions de l'État[60] - le fascisme canalise alors les poussées contradictoires de la période libérale en un énorme travail de démantèlement (resté célèbre comme le « piccone demolitore ») et de reconstruction de la ville[61]. D'abord, le centre historique, qui est intégralement transformé avec la mise en valeur des monuments de l'antiquité - destinés dorénavant à « triompher dans leur solitude légitime »[62] - et par le remodelage radical de la composition urbaine pour créer un « arrière-plan éclatant et cinématographique pour la nouvelle quotidienneté de Rome »[63]. S'agissant, par contre, « des problèmes liés à la nécessité », tout le système de la viabilité est repensé pour favoriser l'accès au cœur de la ville où sont progressivement installées les institutions culturelles les plus importantes du pays (nouveau siège de l'Université « La Sapienza », fondation de l'Institut LUCE, de « l'Enciclopedia Italiana », de l'Institut pour la cinématographie

---

[59] Benito Mussolini, *Per la cittadinanza di Roma,* 21 avril 1924, in Id., *Scritti e discorsi: il 1924,* Milano, Hoepli, 1939, p. 92. Pour remonter à l'origine du concept mussolinien de « romanité », voir : Margherita Sarfatti, *Mussolini e le voci di Roma,* "Gerarchia", V, n. 4, avril 1926, pp. 217-221; Paola Salvatori, *La Roma di Mussolini dal socialismo al fascismo 1901-1922,* "Studi Storici", n. 3, 2006, pp. 749-780.

[60] Voir : Paola Salvatori, *Il Governatorato di Roma: l'amministrazione della capitale durante il fascismo,* Milano, FrancoAngeli, 2006. Pour ce qui est de l'installation du fascisme à Rome, voir : Giuseppe Talamo, *Roma tra dopoguerra e avvento del fascismo*, "Studi romani", XXXV, n. 1-2, 1987, p. 69-87.

[61] Cette intervention massive, qui arrive même à annuler les proportions et les perspectives urbaines élaborées pendant les siècles dans la ville historique, représente la principale forme de critique que l'historiographie de gauche à réservé à la dynamique mussolinienne dans la capitale. Voir : Antonio Cederna, *Mussolini urbanista. Lo sventramento di Roma negli anni del consenso,* Venezia, Corte del Fontego, 1979 ; Italo Insolera et Alessandra Maria Sette, *Roma tra le due guerre: storia da una città che cambia,* Roma, Palombi, 2002.

[62] Benito Mussolini, *La Nuova Roma,* 31 décembre 1925, in Id., *Scritti e discorsi: dal 1925 al 1926,* vol. V, 1934, pp. 244-245.

[63] Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit.*,* p. 201. Voir aussi : Paola Salvatori, *Liturgie immaginate: Giacomo Boni e la romanità fascista* "Studi storici", n. 53, 2012, pp. 421-438.

éducative, du service radiophonique national…)[64]. En même temps, le fascisme s'attaque au besoin croissant de logement en inaugurant une campagne immobilière manifestement vouée à étendre le prestige et le contrôle du régime sur la société romaine[65]. Les axes d'expansion destinés à l'habitat résidentiel – la périphérie septentrionale et la zone péricentrale à l'est – sont puissamment agrandis et dotés d'équipements récréatifs (notamment le « Foro Mussolini »), ainsi que d'importantes infrastructures de transport (l'Aéroport civil, les nouveaux ponts sur le Tibre)[66]. Les interventions en matière d'habitat populaire sont encore plus imposantes : les anciens secteurs urbains à vocation ouvrière (Testaccio-Ostiense et San Lorenzo-Tiburtina) reçoivent de nouvelles populations – notamment des travailleurs spécialisés d'immigration récente – et sont définitivement intégrés dans le tissu métropolitain. L'espace intermédiaire entre ces quartiers éloignés et le reste de la ville consolidée est en effet rapidement urbanisé par une série de coopératives d'autoconstruction, expression de la petite bourgeoisie montante : employés, commerçants, techniciens[67].

De plus, le fascisme considère la vaste campagne marécageuse qui entoure la capitale (« agro romano »)[68] comme un territoire décisif pour établir sa domination et son empreinte sur Rome : en bonifiant les marches insalubres, le régime peut, en fait, disposer d'un espace immense où déporter les sujets hostiles ou indésirables – tels que les sous-prolétaires, les opposants de gauche, les anarchistes[69] –, mais aussi où

---

[64] Voir : Diane Ghirardo, *Architects, exhibitions and the politics of culture in fascist Italy*, "Journal of architectural education", n. 45, 1992, pp. 67-75; Paul Baxa, *Roads and ruins: the symbolic landscape of fascist Rome*, Toronto, UTP, 2010; Simone Quilici, *Due nuove strade tra Roma e la sua regione alla fine degli anni Trenta : la via Mediana e la via Imperiale*, "Il tesoro delle città : strenna dell'Associazione Storia della Città", 7, 2011-2012, pp. 230-243; Grazia Pagnotta, *Dentro Roma: storia del trasporto pubblico nella Capitale (1900-1945)*, Roma, Donzelli, 2012.

[65] Voir : Françoise Liffran, *Rome, 1920-1945: le modèle fasciste, son Duce, sa mythologie*, Paris, Autrement, 1991; Alfredo Martini, *Dall'edilizia abitativa ai lavori pubblici : imprese e industria delle costruzioni a Roma negli anni del fascismo*, "Roma moderna e contemporanea", 6, n. 3, 1998, pp. 507-528; Vittorio Vidotto, *I luoghi del fascismo a Roma*, "Dimensioni e problemi della ricerca storica", n. 2, 2005, pp. 39-51.

[66] Voir : Livio Toschi, *Sport e urbanistica a Roma durante il fascismo*, "Studi romani", 43, n. 3-4, 1995, pp. 277-295 ; Francesco Bartolini, *Roma borghese. La casa e i ceti medi tra le due guerre*, Roma-Bari, Laterza, 2001. Voir aussi : Id., *Dove abitano i funzionari ministeriali. Un contributo alla definizione di una mappa socio-economica di Roma tra le due guerre*, "Dimensioni e problemi della ricerca storica", n. 1, 2005, pp. 150-156.

[67] Voir : Francesco Bartolini, *Una casa per gli impiegati statali. I finanziamenti pubblici alle cooperative edilizie romane nel primo dopoguerra*, "Roma moderna e contemporanea", n. 1-2, 1999, pp. 147-177. Voir aussi : Luigi Frudà, *Roma: città e società,* cit., pp. 157-166.

[68] Voir : Lando Bortolotti, *Roma fuori le mura: l'agro romano da palude a metropoli*, Roma-Bari, Laterza, 1988.

[69] Voir : Cesp-Cobas et Comitato di Quartiere Alberone, *"Questa città ribelle": l'altra Resistenza dagli anni '20 alla Liberazione*, Bolsena, Massari, 2007; Roberto Carocci, *Roma sovversiva: anarchismo e conflittualità sociale dall'età giolittiana al fascismo*, Roma, Odradek, 2012. Pour une vision globale du contrôle social opéré par le fascisme, voir : Paola Carucci, *L'organizzazione dei servizi di polizia*

expérimenter en totale liberté une nouvelle conception d'urbanisme propagandiste[70]. Les groupes de marginaux qui vivent amassés dans les ruelles du centre historique ou le long des anciens aqueducs sont d'abord évacués à la suite des éventements[71] et ensuite cantonnés aux cités (« borgate ») bâties par le régime à distance de sécurité tout autour de Rome[72]. Rapidement encerclés par des agglomérations abusives (« borgate illegali ») et des bidonvilles (« borghetti »[73]), les « borgate » deviennent des îles extra-urbaines, caractérisées par une déconnexion logistique à l'égard de la ville, par une mauvaise qualité de vie et par une surveillance policière à caractère paternaliste[74]. En revanche, le gouvernement fasciste décide de construire dans les campagnes sud-occidentales et nord-orientales un quartier-modèle résidentiel haut de gamme (E42-EUR) en faveur des autres couches sociales et deux cités-jardins destinées à la classe ouvrière (« Concordia-Garbatella » et « Aniene-Monte Sacro »). Voués à montrer le progrès moral et civique apporté par le régime dans la société

---

dopo l'approvazione del testo unico delle leggi di Pubblica Sicurezza del 1926, "Rassegna degli Archivi di Stato", XXXVI, n, 1, 1976, pp. 82-114 ; Luciano Casali, *E se fosse dissenso di massa? Elementi per un'analisi della conflittualità politica durante il fascismo*, "Italia contemporanea", n. 144, 1981, pp. 101-120 ; Paul Corner, *Fascismo e controllo sociale*, "Italia contemporanea", n. 228, 2002, pp. 382-405.

[70] Voir : Antonio Treves, *La politica antiurbana del fascismo e un secolo di resistenza all'urbanizzazione*, in Alberto Mioni (dir.), *Urbanistica fascista: ricerche e saggi sulle città e il territorio e sulle politiche urbane in Italia tra le due guerre*, Milano, FrancoAngeli, 1980, pp. 313-330; Paolo Nicoloso, *Mussolini architetto,* cit.

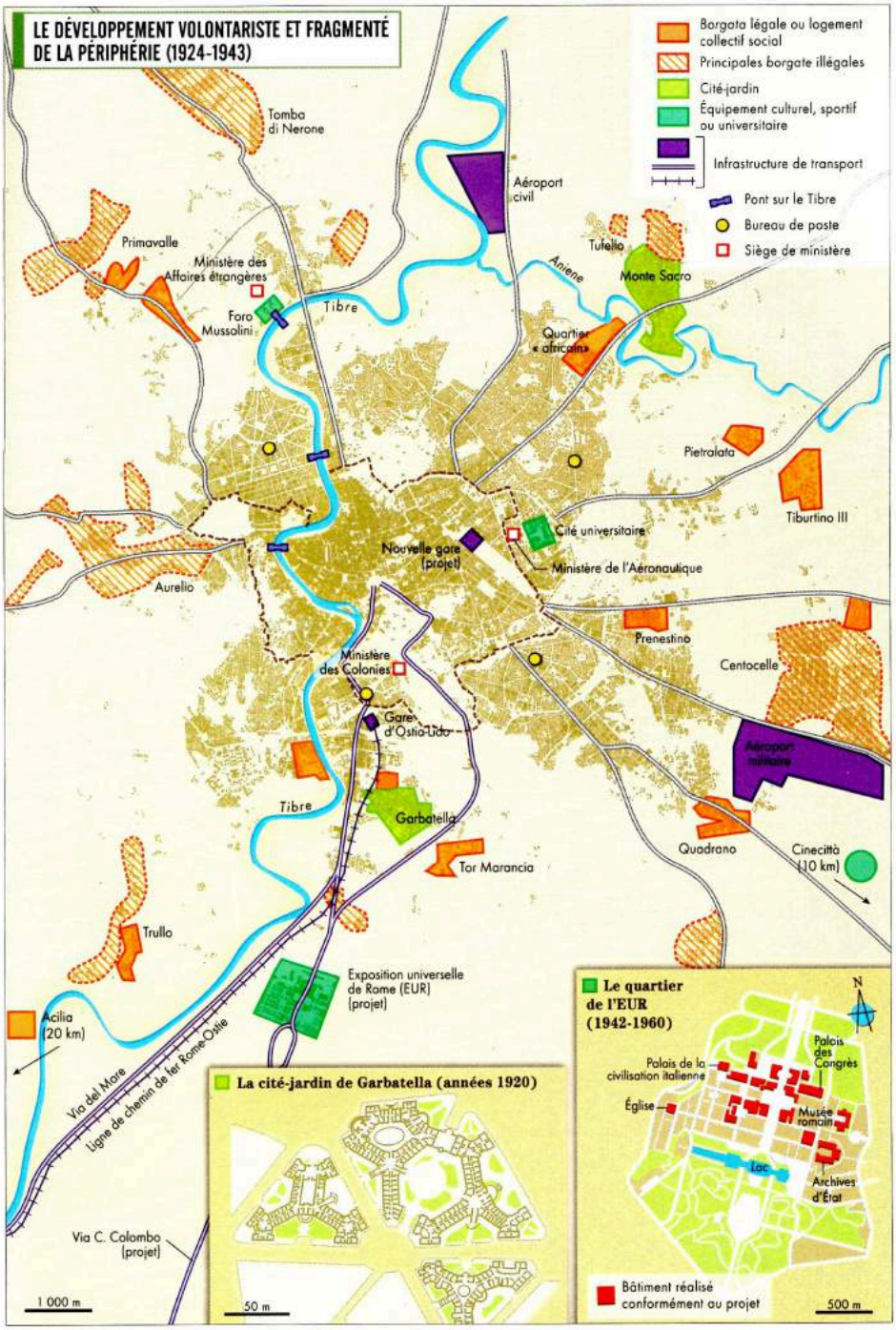
[71] "*Certaines parties de la ville historique - telles que l'ensemble de ruelles et placettes qui reliaient la zone des "Cerchi" au Capitole - caractérisées par un dédale serré de bâtiments à trois ou quatre étages, passent d'emblée d'une densité d'habitation très élevée au zéro absolu*", in Luciano Villani, *Le borgate del fascismo,* cit., pp. 207-208.

[72] Les borgate » sont : Teano, Sette Chiese, Appio, Donna Olimpia, Acilia, San Basilio, Gordiani, Prenestina, Trullo, Tiburtino III, Pietralata, Tufello, Val Melaina, Primavalle, Tormarancio, Quarticciolo. Voir : Marco Spesso, *Storicità della residenza economico-popolare : Giuseppe Nicolosi e la progettazione delle borgate romane (1935-1941)*, "Rassegna di architettura e urbanistica", 36, n. 106-108, 2002, pp. 37-50 ; Fernando Salsano, *La sistemazione degli sfrattati dell'area dei Fori imperiali e la nascita delle borgate nella Roma fascista,* "Città e Storia", 5, n. 1, 2010, pp. 207-228. Pour ce qui est des intentions du régime, voir : *Delenda Baracca,* "Capitolium", VII, n. 1, 1931, pp. 44-48 ; Giovanni Arosio, *Sfollare le città,* "La Casa" , 1935, pp. 689-691 ; Ministero dei lavori pubblici – Consiglio Superiore Servizio Tecnico Centrale, *L'abitazione popolare ed economica in Italia,* Roma, Istituto Poligrafico dello Stato, 1935.

[73] Les « borghetti » majeurs sont : Borghetto Flaminio, Borghetto Alessandrino, Borghetto Appio-Latino, Borghetto della Circonvallazione Salaria, Borghetto dell'Acquedotto Felice, Borghetto Prenestino, Mandrione-Casilino.

[74] Pour une analyse détaillée et innovatrice de l'histoire des "borgate", voir : Luciano Villani, *Le borgate del fascismo.* cit.. Sur la démagogie fasciste qui mélangeait répression et assistanat, voir : Gianpasquale Santomassimo, *Classi subalterne e organizzazione del consenso,* in *Storiografia e fascismo,* Milano, FrancoAngeli, 1985, pp. 99-118 ; Mauro Canali, *Repressione e consenso nell'esperimento fascista,* in Emilio Gentile (dir.), *Modernità totalitaria: il fascismo italiano,*Roma-Bari, Laterza, 2008, pp. 56-81.

italienne, ces quartiers présentent des équipements bien supérieurs à la norme et une excellente liaison avec la ville[75].



Source : Aurélien Delpirou et al., *Atlas historique de Rome,* cit.

[75] Sur l'E42, voir : Giorgio Ciucci, *The classicism of the E42 : between modernity and tradition,* "Assemblage : a critical journal of architecture and design culture", 8, 1989, pp. 78-87; Simone Quilici, *L'espansione di Roma verso il mare: la via Imperiale,* in Carlo Fabrizio Carli, Gianni Mercurio, Luigi Prisco (dir.), *E42-EUR: segno e sogno del Novecento,* Roma, DataArs, 2005, pp. 38-40; Oscar Gaspari, *Virgilio Testa e l'EUR: il ruolo di Testa nella costruzione del "più moderno e organizzato quartiere di Roma",* "Città e Storia", 5, n. 2, 2010, pp. 409-425. Sur la "Garbatella", voir : Monica Sinatra, *La Garbatella a Roma: 1920-1940,* Milano, FrancoAngeli, 2006. Sur "Monte Sacro", voir : Associazione culturale Tufello (dir.), *Invito al Tufello e Montesacro: dal giardino in città alla città in campagna,* Roma, Palombi, 1999.

Pour ce qui est, enfin, de la question industrielle, pendant la dictature mussolinienne, Rome augmente significativement son poids productif dans l'économie nationale – grâce à l'ouverture de grands établissements publics (« Poligrafico dello Stato », « Cinecittà ») et privés (« Breda »), ainsi qu'à l'agrandissement des manufactures historiques (« Peroni », « Serono », « Fiorentini », « Cisa Viscosa », « Pantanella », « Fatme », « Chimica dell'Aniene »…) – sans toutefois perdre sa spécificité de capitale éminemment administrative[76]. En effet, entre les années 1920 et les années 1940, le secteur secondaire de Rome s'étend et se renforce remarquablement, mais toujours à l'intérieur d'une logique interventionniste qui subordonne le marché à la politique : selon la vision du régime, Rome reste la vitrine de l'empire et l'exigence d'y maintenir un contrôle total finit par imposer de fortes barrières qui portent préjudice à la libre entreprise dans la capitale[77].

En définitive, durant vingt ans le régime agit sur tous les aspects de Rome, arrivant à moderniser et à réorganiser les structures de la ville nonobstant une explosion démographique qui voit le doublement de la population résidente[78]. Comme le remarque aussi l'historien Bruno Tobia, malgré l'exercice quotidien de l'autoritarisme et les dérives démagogiques, la Rome crée par le fascisme semble être :

> finalement parvenue à harmoniser sa forme et son propre contenu, accomplissant, de ce fait, la mission à laquelle elle était naturellement destinée. Ainsi la longue marche discontinue qui avait commencé soixante-dix ans auparavant par la brèche de "Porta Pia" connait une conclusion heureuse. Il s'agit d'un résultat très important que les régimes libéraux n'avaient pas été en mesure d'atteindre. Au contraire, le fascisme l'emportait grâce surtout *à sa volonté de maîtriser le temps à travers la capacité de remodeler les espaces*[79].

Cependant, cette atténuation de la singularité de Rome se révèle éphémère et ne survit pas à la chute du régime. L'annonce de l'armistice de Cassibile du 8 septembre

---

[76] Voir : Pietro Bertelli, *Note sull'industria a Roma, dalla fine del regime pontificio alla seconda guerra mondiale*, "Storia urbana", 57, 1991, pp. 29-41 ; Francesco Piva, *Azienda e partito : gli operai del Poligrafico dello Stato nel periodo fascista*, Roma, Edizioni Lavoro, 1998 ; Alice Sotgia, *Una fabbrica lungo via Prenestina: la Viscosa di Roma negli anni Venti e Trenta*, "Giornale di storia contemporanea", n. 1, 2003, pp. 42-53.

[77] Voir : Vincenzo Civico, *Roma capitale dell'impero,* "Urbanistica", VI, 1937, pp. 327-335 ; Paola Salvatori, *Alcune osservazioni su Roma operaia durante il fascismo*, "Annale Irsifar", 1996, pp. 23-65.

[78] Entre 1922 et 1943 la population de Rome passe de 700 000 à 1 400 000 habitants.

[79] Bruno Tobia, *Roma da città a metropoli: Gli ardui percorsi di una capitale inventata,* cit.*,* pp. 284-285.

1943[80] désarticule en effet l'ordre fasciste : le roi s'enfuit, les autorités civiles se désintègrent, l'armée déserte. Du coup, la présence étatique à Rome disparaît et la capitale retombe prisonnière de sa propre anomalie : la brutale occupation perpétrée par la Wehrmacht profitant du vide de pouvoir (10 septembre 1943 – 4 juin 1944)[81] reporte, de fait, le Vatican dans sa position historique de garant unique de la ville, au point que Pie XII est publiquement nommé « defensor civitatis »[82]. Humiliée par les prévarications nazies – surtout le « massacre des Fosses ardéatines » et la « rafle du Ghetto »[83] - privée des institutions transférées dans les zones libérées du pays et désespérément accrochée à son statut de « ville sainte » pour chercher le salut, Rome abdique de nouveau de ses fonctions de capitale nationale[84].

II. *Les identités antagonistes : la capitale des symboles contre la capitale du travail (1944-1961)*

La crise du leadership étatique de Rome au lendemain de la libération de la ville (4 juin 1944) est clairement établie par les mots du nouveau maire de la capitale, l'aristocrate antifasciste Filippo Andrea Doria Pamphilj[85] qui, pendant son premier discours aux citoyens, affirme devoir « s'incliner devant la providence divine et devant

---

[80] Traité qui décrète la reddition de l'Italie et son passage dans le camp des Alliés. Cet accord est signé par Pietro Badoglio, un officier monarchique qui a pris la tête du gouvernement à la suite de la défenestration de Mussolini (25 juillet 1943). Voir : Elena Aga Rossi, *Una nazione allo sbando : l'armistizio italiano del settembre 1943,* Bologna, Il Mulino, 1993.

[81] Rome avait été déclarée « ville ouverte » le 14 août 1943. Voir : Robert Katz, *Roma città aperta: settembre 1943-giugno 1944*, Milano, Il Saggiatore, 2003.

[82] Voir : *Il Papa ammonisce: chi tocca Roma è un matricida!,* "La Stampa", 3 juin 1944; Pio XII, *Parole di sua santità Pio XII al popolo romano*, 6 juin 1944, in *Discorsi e Radiomessaggi di Sua Santità Pio XII*, vol. VI: 2 marzo 1944 - 1° marzo 1945, Milano, Vita e Pensiero, 1961, pp. 29-30. Pour une vision globale, voir : Emma Fattorini, *Pio XI, Hitler e Mussolini. La solitudine di un papa*, Torino, Einaudi, 2007.

[83] La rafle, effectuée le 16 octobre 1943, comporte la déportation au camp d'Auschwitz de 1023 juifs romains. Le massacre se passe le 24 mars 1944 en représailles à l'attentat de « via Rasella » (action de la Résistance romaine du 23 mars 1944 qui provoque la mort de 32 soldats allemands) et détermine l'exécution de 335 civils italiens. Voir : Alessandro Portelli, *L'ordine è stato già eseguito,* Roma, Donzelli, 1999 ; Anna Foa, *Portico d'Ottavia 13. Una casa del ghetto nel lungo inverno del '43,* Roma-Bari, Laterza, 2013.

[84] Voir : Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit.*,* pp. 232-256. Voir aussi : Istituto Romano per la storia d'Italia dal fascismo alla Resistenza, *Roma tra fascismo e liberazione,* "Annale Irsifar", 2006.

[85] Voir : Fiorella Bartoccini, *Antifascismo a Roma: la protesta del principe Doria,* "Studi romani", 1989, pp. 267-278.

le Pape qui ont assurément sauvé Rome de la destruction »[86]. Comme le remarque l'historien Francesco Bartolini :

> Cette ascension de la figure du "Pape Sauveur", qui renforce évidemment la physionomie religieuse de la ville, est favorisée par le déclin du mythe politique de Rome. L'échec de deux décennies de propagande centrées sur la mission millénaire et la primauté mondiale de l'Urbe fait d'emblée émerger les limites d'une capitale inachevée, en retard de modernisation et nécessitant une réélaboration profonde de sa propre identité. […] Dans le sillage de cet affaiblissement de la représentation politique resurgit alors l'idée d'une "Rome sacrée". […] Un projet très audacieux étant donné l'inexorable processus de sécularisation qui caractérise la société romaine d'après-guerre[87].

À l'approche du temps de paix, la projection politique du Vatican – le parti démocrate-chrétien, DC – commence en effet à élaborer pour Rome des plans voués à conjuguer une modernisation modérée et une moralisation religieuse de la ville. Dans le cadre de cette vision, le centre directionnel de la nouvelle Italie d'après-guerre aurait dû se resserrer autour de son historicité, en mettant l'Église catholique au centre de la vie citadine et en stimulant un développement urbain axé sur les services, l'artisanat et le commerce. En définitive, les démocrates-chrétiens de Rome imaginent une capitale éminemment symbolique et administrative, où l'œcuménisme pastoral absorbe et désamorce le conflit social[88]. La participation populaire massive aux liturgies ecclésiales pendant les premières années de la République – dont le Jubilé de 1950 représente l'apogée inégalé[89] - semble d'ailleurs conforter les projets de la DC romaine qui, de plus, a pris le contrôle de la commune depuis 1947[90]. Une telle perspective urbanistique reflète certainement la position conservatrice d'une élite très

---

[86] *Cronache capitoline dei giorni della liberazione*, "Capitolium", n. 3-4-5, juillet-septembre 1944, p. 48.

[87] Francesco Bartolini, *Rivali d'Italia: Roma e Milano dal settecento ad oggi,* cit*.,* pp. 240-241.

[88] Voir : Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit*.,* pp. 272-276.

[89] Voir : Lucetta Scaraffia, *Il giubileo,* Bologna, Il Mulino, 1999, pp. 108-113.

[90] Les mots du maire démocrate-chrétien Salvatore Rebecchini, prononcés le 30 mai 1948 à la fin d'une cérémonie religieuse à participation très massive, sont emblématiques de cet esprit : *"nous les enfants de Rome […] réaffirmons aujourd'hui notre dévotion et nous nous consacrons à votre cœur immaculé. À vos soins maternels, nous confions notre ville, nos citoyens, nos foyers, notre progrès civil et moral, nos hautes destinées de civilisation chrétienne",* cité par Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit*.,* p. 268. Pour ce qui est des élections communales à Rome, voir le chapitre 2 de ce travail.

proche et dépendante de la Curie papale[91], mais au cœur de cet engagement, se niche aussi une motivation plus prosaïque : à savoir la dispute avec les communistes romains (PCI) pour l'hégémonie politique sur l'*Urbe.*

Ces derniers, principale force d'opposition en ville, proposent en effet une conception diamétralement opposée de l'identité et du destin de Rome : en l'étiquetant comme la principale matérialisation de l'oppression anti-prolétaire et de la domination clérico-bourgeoise en Italie, la rhétorique « rouge » parle d'une capitale à démythifier et reconstruire intégralement selon des préceptes « égalitaires » et « industrialistes ». Or, il est assez évident que chacun de ces deux paradigmes antithétiques – la ville sacrée et traditionaliste contre la ville sécularisée et moderniste – est instrumentalisé pour transformer le tissu romain de manière à le rendre incompatible avec les idées et la propagande de l'ennemi politique. En ce sens, ce heurt croissant entre gouvernement démocrate-chrétien et opposition communiste - réplique au niveau local de la fracture bipolaire déterminée par l'activation de la guerre froide en Europe[92] - se focalise sur le système économico-productif puis le plan d'aménagement de la ville.

Dans ce cadre, le premier facteur de divergence est représenté par la question de l'industrialisation et ses conséquences sur la composition sociale de la capitale[93] : en effet, l'implantation d'usines en série comporterait d'un côté une redistribution de la richesse en faveur du secteur privé, et de l'autre stimulerait la formation en ville d'un rassemblement imposant de main-d'œuvre. Du coup, aux yeux d'un parti démocrate-chrétien qui vise à garantir une prééminence sociale aux couches de travailleurs plus sensibles au magistère de l'Église – paysans, petits bourgeoises, hauts fonctionnaires, aristocrates – Rome ne doit absolument pas suivre ce chemin de développement. D'après les mots éloquents du syndicaliste catholique et futur maire de la ville, Rinaldo Santini :

> Il n'y a aucune possibilité que Rome devienne une ville industrielle : d'ailleurs cela ne serait pas souhaitable. Les grandes usines sont d'abord

[91] Pendant la première décennie républicaine, la section romaine de la "Démocratie chrétienne" est profondément influencée par une sorte de lobby – le « partito romano » - qui réunit politiciens, entrepreneurs, notables, ecclésiastiques autour de la Curie papale œuvrant en faveur d'une politique farouchement anticommuniste. Voir : Andrea Riccardi, *Il "partito romano": politica italiana, chiesa cattolica e curia romana da Pio XII a Paolo VI*, Brescia, Morcelliana, 2007. Sur le "partito romano" voir le chapitre 2 de ce travail.

[92] Pour une vision globale de la dialectique entre démocrates-chrétiens et communistes pendant la guerre froide, voir : Rosanna Giammanco, *The Catholic-Communist Dialogue in Italy: 1944 to the Present,* New York, Praeger, 1989.

[93] Voir : Grazia Pagnotta, *Roma città industriale? Il dibattito tra Democrazia Cristiana e Partito Comunista (1945-1959),* "Annale Irsifar", 1996, pp. 91-121.

> le résultat de l'esprit d'entreprise d'un grand homme, mais aussi d'une certaine typologie d'environnement que Rome ne présente pas […]. Les Romains ne sont pas faits pour le travail en usine. Au contraire, il y a toute une série d'activités traditionnelles – l'agriculture, l'artisanat, le petit commerce, les services touristiques, la typographie, le secteur du bâtiment, l'emploi public – qui les attirent davantage. C'est une question de tempérament et même les écoles professionnelles ne peuvent le changer[94].

Pour le PCI, en revanche, qui tente d'élargir les composantes populaires plus sécularisées et plus insatisfaites du statu quo – classe ouvrière, « edili »[95], bourgeoisie intellectuelle - la solution des problèmes de Rome se situe justement dans l'expansion à grande échelle du secteur secondaire[96]. Comme le résume un des leaders du communisme romain, Edoardo D'Onofrio, dans deux articles incendiaires parus au printemps 1952

> Rome souffre d'un mal […] qui a une origine claire et univoque : dès l'unification du pays, les gouvernements et les maires de l'aristocratie romaine se sont engagés pour limiter le développement économique de la capitale entre les confins d'une ville sainte, touristique et administrative. Ils ont, de ce fait, créé une économie urbaine parasitaire par nature, basée sur le budget de l'État et sur la générosité des ministres. Cette politique a condamné Rome et sa population à vivre constamment le dénuement à côté de l'opulence de l'aristocratie, des banquiers, des riches touristes, du faste des églises et de la majesté des palais et des monuments. Voilà la raison qui a empêché Rome […] de devenir une ville industrielle comme celles du Nord du pays […][97].
>
> Cet état de misère structurelle voire de famine permanente représente la "question romaine" de nos jours. Pour en sortir, il faut doter Rome d'une

---

[94] Rinaldo Santini, *Roma non può essere un centro industriale*, "Il Popolo", 11 octobre 1947. Voir aussi : *Dare vita ad una industria rispondente alle esigenze di mercato*, "Il Popolo", 7 juin 1950.

[95] Dénomination politologique utilisée dans le discours public italien pour indiquer la catégorie sociale des ouvriers du bâtiment. Sur l'importance des « edili », dans la stratégie propagandiste du parti communiste romain, voir : Giovanni Berlinguer, *Roma operaia : la lotta degli edili,* "Rinascita", n. 7-8, juillet-août 1960, pp. 575-580. S'agissant du rôle des « edili », dans l'histoire contemporaine de Rome, voir : Giaime Moser et Silvano Olezzante, *Storia degli edili a Roma : 1878-1995,* Roma, Ediesse, 1996.

[96] Voir : Mario Mammuccari, *Chi farà di Roma una grande metropoli se mancano le industrie?*, "L'Unità", 5 septembre 1958.

[97] Edoardo D'Onofrio, *La questione di Roma,* "L'Unità", 7 mai 1952.

> véritable autonomie et d'une totale liberté d'action économique. Il faut enfin faire de Rome une ville pleinement moderne[98].

C'est à partir de ces positions inconciliables autour des sources économiques que les deux partis majeurs du contexte romain commencent concrètement à se bagarrer : toutefois, en analysant les batailles politiques des années 1950 – notamment celles concernant la création d'une nouvelle zone industrielle à « Tor Sapienza »[99] et l'adoption d'une « loi spéciale pour Rome »[100] - on remarque facilement la subordination des aspects techniques à des considérations d'ordre idéologique[101], les argumentations des deux concurrents ne s'appuyant qu'occasionnellement sur les données matérielles de la réalité productive romaine[102]. Plutôt que des enjeux structuraux, l'objet du litige concerne la redéfinition de l'identité de la capitale, victime des succès croissants des métropoles septentrionales[103]. En effet, la réputation de Milan et de Turin s'améliore constamment au fil de la première décennie républicaine en raison d'un prestige antifasciste et d'un essor économique dont Rome reste bien éloignée. Ce modèle « nordiste » se présente donc de plus en plus, comme la référence du « miracle » national : Milan, en particulier, retrouve dans l'imaginaire collectif italien son ancien statut de « capitale morale du pays », aux dépens d'une *ville éternelle*

---

[98] Id., *Liberiamoci dalla grettezza d.c. che frena lo sviluppo di Roma*, "L'Unità", 18 mai 1952.

[99] Territoire situé dans le quadrant oriental de la ville, à est des zones « Tiburtina », « Prenestina » et « Casilina ». Voir : Grazia Pagnotta, *Roma industriale : tra dopoguerra e miracolo economico,* Roma, Editori Riuniti, 2009, pp. 115-140; Giovanni Pietrangeli, *La zona industriale di Tor Sapienza: trasformazioni produttive e politiche urbanistiche a Roma nel secondo dopoguerra*, "Contemporanea", n. 2, 2014, pp. 219-250.

[100] Il s'agit d'une mesure législative vouée à fournir un budget extraordinaire pour la maintenance et le développement d'une ville si précieuse, telle que Rome. Voir : Antonio Parisella, *Le leggi speciali per Roma del Novecento,* in Marco De Nicolò (dir.), *L'amministrazione comunale di Roma: legislazione, fonti archivistiche e documentarie, storiografia,* Bologna, Il Mulino, 1997, pp. 170-176.

[101] Pour ce qui est de la question de la zone industrielle à « Tor Sapienza », voir : Aldo Natoli, *Mozione per affossare la zona industriale regalando miliardi ai proprietari di aree*, "L'Unità", 30 juin 1955 ; *Di nuovo i comunisti contro la Zona industriale*, "Il Popolo", 4 mai 1956. S'agissant de la «loi spéciale», voir : *La DC di Roma per la Legge speciale: lo Stato ha il dovere di provvedere alla Capitale*, "Il Popolo", 1er janvier 1955; Giovanni Cesareo, *Le realtà e le esigenze di Roma ignorate dal progetto governativo*, "L'Unità", 6 novembre 1956.

[102] Voir : Grazia Pagnotta, *La geografia degli insediamenti produttivi tra il dopoguerra e gli anni Cinquanta*, "Roma moderna e contemporanea", 8, n. 1-2, 2000, pp. 191-228 ; Pia Toscano, *Imprenditori a Roma nel secondo dopoguerra : industria e terziario avanzato dal 1950 ai nostri giorni*, Roma, Gangemi, 2009.

[103] Voir : Virgilio Testa, *La Capitale ha urgente bisogno di mezzi adeguati alle sue funzioni*, "Il Tempo", 23 septembre 1949 ; *A Roma vorrebbero un sindaco col pennacchio*, "Il Corriere della Sera", 2 février 1950 ; Riccardo Aragno, *Roma, la capitale non somiglia al paese*, "La Stampa", 10 juin 1952 ; *Sarebbe ora di finirla con le campagne anti-Roma*, "Il Popolo", 11 mars 1954 ; *Va bene Roma capitale?*, "L'Espresso", 19 mai 1957.

qui semble assujettie de nouveau au « carcan » de la « question romaine »[104]. En ce sens, « capitale symbolique » et « capitale matérielle » deviennent les deux paradigmes pour repositionner Rome au centre de la dynamique italienne : les démocrates-chrétiens en proposant d'accentuer la « singularité spirituelle » jusqu'à la transformer en « supériorité directionnelle », les communistes en réclamant l'inscription de la *ville caput mundi* dans la modernité industrielle[105].

Comme le note l'historienne Grazia Pagnotta, ce mélange de tensions politiques internes et externes à la ville a une influence particulière sur le PCI, dont le rôle d'antagoniste irréductible du « système capitaliste » impose un effort d'adaptation stratégique de sa propre orthodoxie marxiste à la spécificité romaine. Au tournant de 1954, on assiste, en effet, à une évolution de la position communiste sur Rome, à travers l'appropriation de certaines analyses de la période libérale, basées sur une lecture « économiciste » de la nature exceptionnelle de la capitale[106]. Le PCI passe alors de sa thèse d'origine qui relie l'industrialisation manquée de Rome aux craintes « bourgeoises » de « déterminer une concentration prolétaire dans le cœur politique du pays », à une interprétation qui se penche plutôt sur le « monopole des terrains constructibles et sur la spéculation édilitaire »[107]. Les discours communistes continuent de dénoncer une capitale antimoderniste et précapitaliste, mais les responsabilités de cette arriération ne sont plus imputées exclusivement à une responsabilité gouvernementale : l'élément fondamental est désormais perçu dans l'accumulation d'énormes rentes foncières qui orientent inévitablement le gros des ressources financières vers le profit immobilier, tout en les détournant du secteur productif[108]. Afin de contrecarrer ce mécanisme présumé, la section romaine du PCI commence au milieu des années 1950 à intensifier la dénonciation des abus, des négligences et des délits des constructeurs, ainsi que la misère insalubre des « borgate ». Par conséquent,

---

[104] Voir : *Non basta la potenza economica a fare di una città una capitale,* "La Stampa", 13 juin 1958. Pour une lecture historiographique, voir : Francesco Bartolini, *Rivali d'Italia,* cit., pp. 254-258.

[105] Voir, par exemple, la querelle d'avril 1952 qui implique deux "poids lourds" de la confrontation nationale opposant DC et PCI : Luigi Sturzo, *Destino di Roma,* "Il Popolo", 22 avril 1952 ; Palmiro Togliatti, *Roma è la capitale d'Italia,* "L'Unità", 24 avril 1952.

[106] Grâce notamment au travail du « Centro di studi su Roma moderna » (1952-1956) financé par la fédération romaine du PCI et animé par nouvelle génération d'intellectuels liés à la « Fondazione Gramsci » née en 1949. Le Centre publie deux grandes études sur l'histoire contemporaine de Rome : *Introduzione a Roma contemporanea : note e saggi per lo studio di Roma dal 1870 ad oggi,* 1954 et *Le leggi speciali per la città di Roma dal 1870 ad oggi,* 1956.

[107] Grazia Pagnotta, *Roma industriale,* cit., p. 93.

[108] Pour ce qui est de la thèse d'origine, voir : *L'industrializzazione della Capitale al congresso della camera del lavoro,* "L'Unità", 30 octobre 1952. S'agissant du tournant de 1954, voir : *La speculazione edilizia a Roma nel secolo scorso e oggi,* "Rinascita", n. 4, avril 1954, pp. 270-274.

au cours de la rude bataille politique (1953-1961) pour la conception d'un nouveau plan d'aménagement du territoire urbain (PRG) – pendant cette période, la ville continuait, en effet, à s'étendre sans contrôle, l'ancien plan 1931 étant complètement dépassé – la « question industrielle » est progressivement remplacée par le « scandale de la spéculation immobilière ». D'autant plus que l'emploi du terme « spéculation » permet de réunir dans un seul concept médiatique la stigmatisation de tous les travers de la capitale : comme on pouvait le lire sur « L'Espresso » à la fin de 1955 :

> Si Rome n'a jamais eu un développement industriel, c'est la faute aux gens qui spéculent sur les sols constructibles ; si vingt-huit mille familles habitent dans des baraques […] c'est la faute aux gens qui spéculent sur les sols constructibles ; si trois cent mille familles de professionnels, de commerçants, d'employés, d'ouvriers payent des loyers disproportionnés par rapport à leurs revenus ou habitent des appartements vieux, surpeuplés, insalubres, c'est la faute aux gens qui spéculent sur les sols constructibles[109].

Cette innovation dans la communication communiste témoigne de l'exigence, pour le parti majeur de l'opposition, d'une harmonisation continue du modèle interprétatif sur Rome avec l'évolution des temps ; à la différence du milieu démocrate-chrétien qui peut se prévaloir de son pouvoir politique pour se borner à la simple défense du statu quo, sans jamais remanier les fondements de son point de vue sur la capitale. Initialement, en effet, la section romaine du PCI s'était attaquée principalement au « démantèlement » de l'empreinte fasciste sur la ville et à la mise en exergue de son visage sombre. Comme l'expliquait « L'Unità » au lendemain de la libération de l'occupation nazie :

> Il faut […] découvrir l'arnaque de la démagogie fasciste : le régime des façades merveilleuses et des dessous misérables. Le régime qui réalisait les énormes et inutiles palais de la bureaucratie, qui inaugurait tous les jours plaques et monuments, qui installait partout des lampadaires. Le régime qui en même temps obligeait les ouvriers, des dizaines de milliers

[109] Manlio Cancogni, *Dietro il sorriso di Rebecchini quattrocento miliardi*, "L'Espresso", I, n. 11, 11 décembre 1955. Voir aussi : *Lo sviluppo urbanistico della città dominato dalla speculazione edilizia*, "L'Unità", 30 janvier 1954 ; Piero Della Seta, *Un problema tipico della capitale: la speculazione edilizia*, "Critica economica", 1954, pp. 78-93. Pour un regard historiographique, voir : Francesco Bartolini, *La speculazione edilizia negli anni Cinquanta: rappresentazioni e interpretazioni*, "Dimensioni e problemi della ricerca storica", n. 1, 2006, pp. 201-207.

> de familles de travailleurs, à émigrer péniblement du centre-ville – destiné à héberger les grotesques parades fascistes et les villas des profiteurs – vers les taudis de la périphérie[110].

Ensuite, une fois achevée la transition vers la démocratie républicaine dans le cadre des blocs bipolaires, l'attention s'était orientée vers la construction d'une base de masse pour le parti, en essayant de relier les couches sous-prolétaires qui se concentraient dans les périphéries dégradées (« borgate » et « borghetti ») avec les secteurs traditionnels de classe ouvrière syndicalisée actifs en ville (« edili », cheminots, typographes)[111]. À cet effet, les communistes romains s'engagent dans la dénonciation de la territorialisation des inégalités sociales, en associant les banlieues aux quartiers populaires dans un seul front de résistance à « l'oppression clérico-bourgeoise »[112]. Au nom de la construction d'une « autre Rome »[113], le PCI tentait alors d'introduire une conscience de classe au sein de ces groupes de démunis, moyennant, notamment, l'activisme des « edili » qui entraient facilement en contact avec eux sur les lieux de travail et de résidence[114]. Porte-parole autoproclamé de ces territoires opprimés, le parti développe une attitude agressive et intransigeante à l'égard des élites urbaines installées dans les quartiers résidentiels du centre et du nord de la ville : la rhétorique communiste de la première décennie républicaine dresse en effet un tableau manichéen opposant la citadelle des seigneurs – héritiers de la domination fasciste et fidèles à la Chaire de St. Pierre - aux étendues de taudis habités par le peuple affamé[115]. Comme le dénonce le journaliste Riccardo Longone à l'issue d'une enquête sur la condition de l'habitat populaire à Rome réalisée au début des années 1950 :

---

[110] *Alla periferia della città si lotta contro la fame, la disoccupazione e la miseria*, "L'Unità", 14 janvier 1945.

[111] Voir : *Rendiamo più forte, più unito e più numeroso il partito: appello della federazione romana del PCI ai cittadini e ai compagni*, "L'Unità", 8 mars 1953; *Perché vengano cancellate le brutture di Roma votino i cittadini per il Partito comunista italiano*, ivi, 30 mai 1953.

[112] Voir : *Nelle borgate i disoccupati hanno raggiunto il 70%*, "L'Unità", 3 juin 1948 ; *Democristiani e fascisti fondatori delle borgate*, ivi, 30 mai 1953.

[113] Slogan qui accompagnera constamment la rhétorique du PCI romain pendant l'après-guerre. « *L'Altra Roma »* était en effet le titre d'une revue très proche du parti, qui s'occupera pendant les années 1970 de l'analyse et des solutions possibles aux problématiques de la capitale. Sur l'idée d'une « autre Rome », voir : *Al risanamento delle borgate danno avvio i disoccupati,* "L'Unità", 11 mai 1950.

[114] Grazia Pagnotta, *Roma industriale*, cit*.,* p. 86. Les chantiers représentaient, en effet, la première source de travail pour les couches sous-prolétaires romaines (en qualité de manœuvres). En même temps, les « edili » incarnaient souvent la catégorie d'habitants la plus ancienne des « borgate ».

[115] *Non sono un male ineluttabile le borgate che circondano la città: la lotta del partito per cancellare una vergogna di Roma,* "L'Unità", , 12 décembre 1954, Voir aussi : Enzo Lapiccirella, *Dai tempi del governatorato a questi della giunta DC: i quartieri alti sempre serviti, sempre in abbandono le borgate*, ivi, 16 mars 1950; *Roma vecchia all'ombra dei palazzi principeschi: la miseria dei 22 rioni centrali messa a nudo dal censimento*, ivi, 19 novembre 1952.

> À l'œil nu, la misère, à Rome, on ne la voit pas. Les rues du centre sont brillantes, propres et bordées de grands palais ; des voitures luxueuses sont garées devant les restaurants, les cinémas, les théâtres ; les hôtels sont remplis d'une clientèle élégante. Du coup, les Italiens pensent qu'à Rome la vie est belle et très peu d'entre eux connaissent l'existence des « borgate » où vivent trente mille familles, cent cinquante mille personnes parmi les plus pauvres de la population romaine. Le reste de cette population misérable vit bien au cœur de la ville, dans les ruelles des « rioni » Campitelli, Ponte, Parione, Colonna […] où les conditions sanitaires sont encore plus mauvaises de celles des « borgate » [116].

D'après ce raisonnement, le maintien du pouvoir entre les mains de ces maîtres urbains passerait par la permanence de ces poches de pauvreté et de marginalisation, institutionnalisées pendant la dictature fasciste[117]. En même temps, la nature arriérée de l'économie romaine déterminerait la création de la plus-value du capital essentiellement à travers les investissements immobiliers, poussant finalement la bourgeoisie locale à alimenter une spéculation effrénée sur des logements résidentiels qui ne répond guère à la demande sociale[118]. Pour les administrations démocrates-chrétiennes, il serait alors nécessaire de conserver d'un côté une totale liberté en faveur des constructeurs, et de l'autre de perpétuer l'éloignement sociogéographique des zones prolétaires. Pour les milieux « rouges » de la capitale, les lenteurs dans l'élaboration du plan d'urbanisme reflètent la difficulté à concilier ces deux tendances, en laissant, entre temps, carte blanche à la fièvre de la construction[119]. D'ailleurs, cette croisade des communistes est largement étayée par les scandales qui accompagnent le débat communal autour du PRG[120] et qui révèlent l'énorme capacité d'influence des

---

[116] Riccardo Longone, *Un quarto degli abitanti di Roma sono privi di un proprio alloggio: inchiesta sulla vita della Capitale*, "L'Unità", 19 avril 1952.

[117] Sur ce sentiment de la gauche romaine, voir : Leone Cattani, Angelo Conigliaro, Eugenio Scalfari, *I padroni della città,* Roma, Laterza, 1957.

[118] Voir : *Mentre migliaia di famiglie sono minacciate di sfratto: 7018 case vuote a Roma!,* "L'Unità", 30 janvier 1954; *Documento della direzione del Partito sul problema della casa e degli affitti*, ivi, 25 novembre 1959.

[119] Voir : Aldo Natoli, *Il sacco di Roma: la speculazione edilizia all'ombra del Campidoglio*, suppl. à "Quaderno dell'attivista", 1954, pp. 67-68.

[120] Notamment : la démission du conseiller chargé du département de l'urbanisme – le libéral de gauche Leone Cattani – qui n'accepte pas de régulariser a posteriori la construction abusive d'un complexe appartenant à la DC (1953) ; les facilitations et les concessions extraordinaires obtenues par la « Società Generale Immobiliare » pour la construction d'un Hotel Hilton sur un des sols les plus verts et panoramiques de la ville (1956-1958) ; la réalisation de l'aéroport international de Fiumicino effectuée sur des terrains inappropriés et dangereux (1959-1960). Voir : *Leone Cattani* denuncia *gli abusi divenuti sistema del Comune di Roma*, "La Stampa", 11 juillet 1956 ; *Lo scandalo dell'aeroporto di Fiumicino,* ivi, 6 juin 1962.

sociétés immobilières sur la Mairie[121]. Ces dernières en effet sont rapidement pointées par la gauche de la ville comme le symbole des « maux de Rome »[122] en tant que moteur principal de la spéculation dans la capitale : la systématisation de cette pensée se retrouve dans les articles du journaliste écologiste Antonio Cederna, parus sur « Il Mondo »[123]. En particulier, le cofondateur de « Italia Nostra »[124] focalise ses attaques sur l'acteur dominant du marché immobilier d'après-guerre, la « Società Generale Immobiliare »:

> Destruction de monuments et dégradation de leur environnement, éventrement de la ville historique, bétonnage indiscriminé de collines, parcs et campagnes : voilà les résultats de la Società generale Immobiliare […] dont le seul but – à l'instar du plus petit des affairistes – est celui d'exploiter au maximum les sols. […] Les milliers de tentacules de cette pieuvre bougent sans aucune coordination générale : […] l'Immobiliare ne fait qu'étirer follement Rome en toutes les directions et par conséquent provoque l'explosion de la ville, tout en déterminant une anarchie effrayante et chronique, qui institutionnalise le chaos et établit enfin l'échec de l'urbanisme à Rome[125].

Du reste, la « Generale Immobiliare » appartenant au Vatican, cela donne des arguments aux communistes dont le message profite aussi de la tradition d'anticléricalisme romain : à travers la stigmatisation de cette entreprise monstre, la gauche marxiste locale trouve de nouveaux compagnons de voyage parmi les couches

---

[121] L'enquête menée par le journaliste de « L'Espresso », Manlio Cancogni, publiée au tournant de 1956 (du 11 décembre 1955 au 22 janvier 1956) sous le titre "*Capitale corrotta = Nazione infetta*" (capitale corrompue = nation infectée) est emblématique.

[122] Autre expression récurrente employée dans le discours public romain afin d'indiquer l'ensemble des problématiques urbaines liées à la singularité de la ville. La formule rhétorique est si efficace que le Vicariat catholique l'utilisera, en 1974, comme l'axe principal de son colloque le plus important sur la condition sociale de la capitale. Voir : Ufficio Pastorale del Vicariato di Roma (dir.), *La responsabilità dei cristiani di fronte alle attese di giustizia e di carità nella diocesi di Roma: conferenza stampa del Card. Vicario Ugo Poletti - 25 ottobre 1973*, 1974.

[123] Hebdomadaire fondé en 1949, expression du progressisme laïc italien.

[124] Association de gauche, née en 1955 avec la mission de protéger et promouvoir le patrimoine national. Pour une vision du mouvement écologiste italien pendant l'après-guerre, voir : Simone Neri Serneri, *Culture e politiche del movimento ambientalista,* in Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta: culture, nuovi soggetti, identità,* cit., pp. 367-400.

[125] Antonio Cederna, *Il Leviatano immobiliare,* "Il Mondo", 26 juin 1956.

progressistes qui luttaient contre la corruption des administrations démocrates-chrétiennes et contre l'hégémonie catholique à Rome[126].

UNA GRANDE INCHIESTA L'INTER

L'Espresso

CAPITALE CORROTTA = NAZIONE INFETTA

NASCE USSARO L'AVVERSARIO DI MENDES FRANCE

UNA DOCUMENTAZIONE PER "L'OSSERVATORE ROMANO"

Come si stende su Roma la ragnatela della "Immobiliare"

Interessi finanziari del Vaticano - Un capitale di dieci miliardi - Decine di società controllate - Intere zone della città in mano alla Santa Sede - L'assessore Bardanzellu avvocato della organizzazione

À gauche, le début de l'enquête "Capitale corrotta = Nazione infetta" (11 décembre 1955).
À droite, un des premiers articles de "L'Unità" (19 novembre 1954) stigmatisant l'activité de la "Società Generale Immobiliare".

QUASI UN SECOLO DI VITA DEL PIU' COLOSSALE PARASSITA CHE INFESTA LA CAPITALE

I legami col Vaticano e con l'alta finanza sono alla base dei giganteschi affari della «Immobiliare» sulle aree

Dal 1948 al 1955, il capitale della Società è stato moltiplicato per 15 - La FIAT, le Banche, l'Italcementi, i monopoli elettrici, la nobiltà pontificia nel consiglio d'amministrazione - I rapporti col Comune - Quasi nove milioni di metri quadri soltanto a Roma

Un article de "L'Unità" (30 décembre 1956) qui tente de mettre en exergue les rapports de dépendance à l'égard du Vatican et la nature éminemment spéculative des opérations de la "Società Generale Immobiliare".

[126] Voir : *Come si stende su Roma la ragnatela della "Immobiliare"*, "L'Unità", 19 novembre 1954 ; *Falsi dati in un progetto del Comune di Roma per favorire le speculazioni dell'Immobiliare*, ivi, 8 juillet 1956 ; *I legami col Vaticano e con l'alta finanza sono alla base dei giganteschi affari della "Immobiliare" sulle aree*, ivi, 30 décembre 1956. Au sein du discours public romain, la figure de la "Generale Immobiliare" sera souvent utilisée pendant le reste du XXe siècle comme synonyme de vexation, de corruption et de complot. Voir : Alberto Statera, *Storia di preti e di palazzinari*, Roma, I libri de l'Espresso, 1977. L'efficacité de cette image – la société comme long bras de la domination vaticane – finit par inspirer le cinéaste Francis Ford Coppola pour la réalisation de « The Godfather – Part III » (1990) : dans ce dernier épisode de la trilogie cinématographique, même le tout puissant « Padrino » finit vaincu par le pouvoir de la « Internazionale Immobiliare ». Pour une analyse ponctuelle du comportement réel de la « Generale Immobiliare » durant l'après-guerre romain, voir Bruno Bonomo, *Grande impresa e sviluppo urbano : l'attività della Società generale immobiliare a Roma nel secondo dopoguerra*, "Storia urbana", 29, n. 112, 2006, pp. 167-195.

En vérité, au-delà du succès médiatique de la rhétorique communiste, la « Generale Immobiliare » et les autres sociétés de construction sont effectivement au centre de « boom immobilier » des années 1950. À l'arrière-plan des affrontements politiques entre DC et PCI, il y a, en fait, une ville qui continue à grandir démographiquement au rythme de 50 000 habitants par an et qui, début 1960, a déjà franchi le seuil des deux millions de résidents[127]. Face à l'accroissement de la densité de population - passée de 1095 hab/km^2 en 1951 à 1451 hab/km^2 en 1961 – l'administration est d'autant plus défaillante. En outre, le retard dans l'approbation du PRG (1962)[128] et dans le vote de la loi nationale sur la construction (1968)[129] alimente une anarchie généralisée où se côtoient bidonvilles, pratique abusive, spéculation, projets officiels financés par l'État et les coopératives d'autoconstruction. Rome sort de cette conjonction de facteurs encore plus déséquilibrée et soumise à une détérioration croissante du rapport centre-périphérie. D'un côté l'embourgeoisement du cœur de la ville est consolidé et de l'autre l'éloignement moral et physique des nouvelles zones prolétaires augmente drastiquement. Comme le remarque aussi Vittorio Vidotto, historien critique de la littérature « rouge » sur Rome :

> Les politiques de la Dc épuisèrent toutes les options possibles, de la planification à l'abus, sans jamais s'opposer aux pouvoirs forts, en acceptant les pressions du clientélisme, en déléguant à l'État la résolution des problématiques liées au logement […]. L'accession à la propriété pour les classes moyennes représentait, en effet, un principe indiscutable pour le gros des démocrates-chrétiens en raison surtout du potentiel électoral de ce thème auprès du grand public.[…] Globalement, la ville continua à s'étendre sans directive et sans contrôle, certainement à cause des spéculateurs et de la négligence du pouvoir politique, mais aussi à cause de l'incapacité des forces d'opposition à rendre compréhensible et convaincante toute hypothèse alternative[130].

Entre la Libération et la promulgation du PRG, la capitale s'étend inexorablement le long des directrices traditionnelles : l'axe septentrional et méridional pour l'habitat

---

[127] Les habitants de Rome passent de 1 651 754 en 1951 à 2 188 160 en 1961.

[128] Sur le PRG voir les indications du chef de la commission technique : Luigi Piccinato, *L'esperienza del Piano di Roma, "*Urbanistica", n. 28-29, 1959.

[129] Sur les polémiques engendrées par ce retard, voir : Giuseppe Campos Venuti, Michele Martuscelli, Stefano Rodotà, *Urbanistica incostituzionale,* Venezia, Marsilio, 1968.

[130] Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea*, cit*.,* pp. 288-289.

résidentiel, les secteurs orientaux et sud-occidentaux pour l'habitat populaire, les zones en direction des « borgate » pour la petite bourgeoisie, les périphéries extrêmes et les « borghetti » remplis par les couches sous-prolétaires. Les espaces délimités par les avenues « Trionfale » et « Nomentana », ainsi que les territoires traversés par la « Cristoforo Colombo » deviennent, de ce fait, le siège des couches supérieures de la société romaine. Les secteurs inférieurs, en revanche, se concentrent dans les pointes de l'expansion citadine (« Ponte Mammolo », « San Basilio », « Centocelle », « Alessandrino », « Portuense », « Primavalle »). Les classes moyennes et les couches ouvrières se mélangent dans les zones péricentrales de l'est (de la « Tiburtina » à la « Tuscolana »)[131]. À ce tableau, il faut enfin ajouter la croissance des bidonvilles qui remplissent la ville et qui hébergent plus de cinquante mille habitants selon une enquête communale de 1957[132].

[131] Voir : Anne-Marie Seronde Babonaux, *Rome, croissance d'une capitale,* cit.*,* pp. 480-505.

[132] Voir : Comune di Roma – Ufficio di statistica e censimento, *Alloggi precari a Roma: indagine disposta dalla commissione consiliare speciale per lo studio del problema della casa sugli abitanti delle grotte dei ruderi e delle baracche*, Roma, Tipografia Operaia romana, 1958.

..... Perimetro del P.R.G. del 1931

Zone edificate secondo il P.R.G.

Borgate di iniziativa pubblica

Lottizzazioni fuori P.R.G.

Viabilità principale

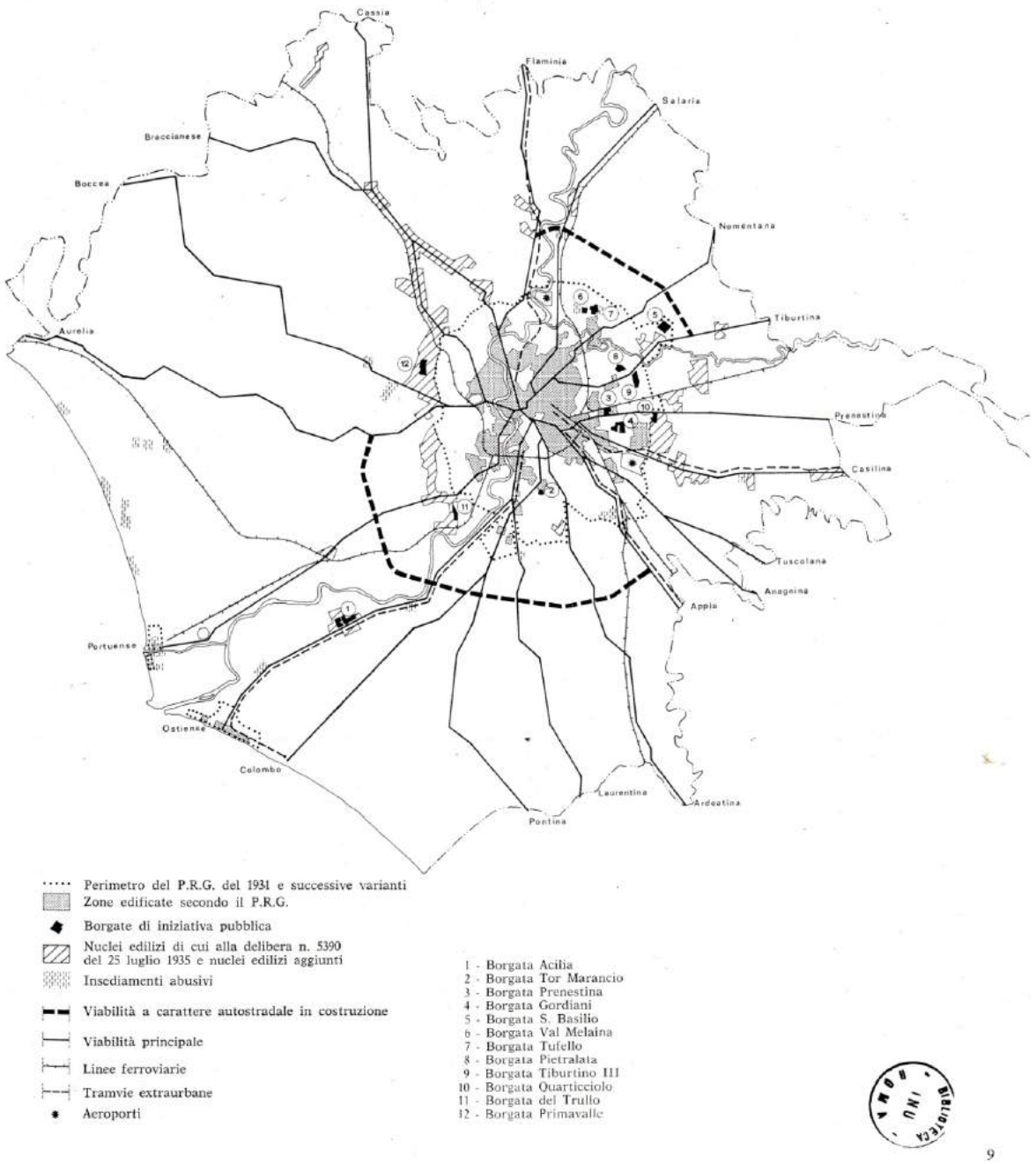
Linee ferroviarie

Tramvie extraurbane

Aeroporti

1 - Borgata Acilia
2 - Borgata Tor Marancio
3 - Borgata Prenestina
4 - Borgata Gordiani
5 - Borgata S. Basilio

BIBLIOTECA



9

L'ÉNORME EXPANSION DE ROME PAR RAPPORT À SON DÉPARTEMENT D'APPARTENANCE.

La première carte montre la situation en 1933 ; la seconde décrit la capitale au milieu des années 1950.

Source : Ufficio Speciale del Piano Regolatore – Comune di Roma, *Il recupero degli insediamenti abusivi,* 1981

En conclusion, au début des années 1960, malgré les rudes batailles autour de l'industrialisation et de la réglementation du développement urbain, Rome n'a guère changé sa physionomie historique : la capitale continue à être une ville à caractère tertiaire – 65% de la population active en 1961 – dont l'activité principale reste basée

sur l'industrie du bâtiment (11% des travailleurs romains y sont employés). Le secteur secondaire, en dépit d'une légère croissance (taux de 2,2% durant la décennie 1951-1961, grâce aussi à la réalisation partielle de la zone industrielle de « Tor Sapienza ») demeure éclaté et dispersé, ce qui limite fortement la formation d'une classe ouvrière compacte et incisive[133]. La dynamique immobilière n'a pas permis la normalisation de la qualité de vie dans les « borgate » ni la résolution du fléau des « borghetti ». Par conséquent, la lutte des communistes romains pour la transformation de Rome en métropole moderne et industrialisée semble tourner à l'échec : d'ailleurs, la position du PCI par rapport aux tenants d'une idée de capitale éminemment symbolique s'est remarquablement affaiblie. D'une part, la rupture de l'alliance avec le parti socialiste (PSI), en 1956, a isolé le parti communiste qui se retrouve dès lors seul, et avec une dizaine de sièges en moins[134], dans l'opposition frontale à la politique démocrate-chrétienne[135]. D'autre part, pour réagir à une crise de gouvernement communal, la DC a déplacé ses alliances à droite, formant en 1958, une coalition avec les monarchistes et les néofascistes[136]. L'incapacité d'intervenir sur la structure urbaine et la perte progressive d'influence politique placent les communistes romains sur la défensive : en attendant des jours meilleurs, le parti se replie progressivement sur les périphéries urbaines, ne déléguant aux « consulte popolari »[137] qu'une activité propagandiste

---

[133] Voir : Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit., p. 279-288. Grazia Pagnotta remarque toutefois que cette augmentation en termes absolus avait été, en vérité, bien inférieure au taux de croissance démographique : donc le rapport entre composante industrielle et population totale s'était réduit du 8,2% (1951) au 7,2% (1961). Voir : Grazia Pagnotta, *La geografia degli insediamenti produttivi tra il dopoguerra e gli anni Cinquanta,* cit., pp. 198-199. Pour un regard plus vaste, voir : Francesco Agostino, *Movimento operaio e organizzazione sindacale a Roma (1860-1960),* Roma, Sindacale Italiana, 1976.

[134] La fin de cette alliance électorale (« Blocco del Popolo ») est causée par les divergences sur les événements de Hongrie. Après la rupture, le PSI obtient en effet 9 sièges aux élections de 1956 et 11 aux élections de 1960. Voir chapitre 2 de ce travail.

[135] Essentiellement, les socialistes partageaient l'idée d'une capitale industrielle (voir : Oreste Lizzardi, *Il mercato di consumo laziale base di sviluppo dell'industria romana,* "Notiziario economico sindacale", n. 4-5-6, 1953, pp. 6-7; Domenico Grisolia, *Città burocratica e zone industriali,* "Avanti", 23 octobre 1960), mais après la rupture de l'alliance avec les communistes, ils avaient mitigé leur charge polémique en raison surtout de la désignation de Luigi Piccinato – conseiller du PSI de 1956 à 1960 – comme chef de la commission pour l'élaboration du PRG.

[136] Le démocrate-chrétien Urbano Cioccetti devient Maire de Rome le 8 janvier 1957 avec les votes déterminants des monarchistes (PMP) et des néofascistes (MSI). La crise de gouvernement dérivait de l'épuisement de la formule « centriste » - coalition de centre axée sur le leadership de la DC et sur le soutien des partis modérés [le parti républicain (PRI), le parti libéral (PLI) ou le parti social-démocrate (PSDI)] – qui avait fonctionné dans l'immédiat après-guerre jusqu'au milieu des années 1950, permettant à la Démocratie chrétienne de gouverner sans devoir négocier l'appui des forces plus radicales, telles que les néofascistes, les socialistes et les communistes. En effet, les trois partis centristes qui habituellement soutenaient la DC avaient perdu plus de la moitié de leur force électorale entre 1952 (13 sièges) et 1956 (6 sièges). Voir le chapitre 2 de ce travail.

[137] Commissions de quartier animées par le PCI actives dès la libération de la ville, notamment dans les banlieues.

d'arrière-garde[138]. La propagande se limite alors à un exercice de revendication existentielle qui se veut aussi le début d'une « nouvelle résistance » antifasciste : en tant que territoires prolétaires négligés par les élites clérico-bourgeoises, les « borgate » - avec leur localisation concentrique et leur population croissante – apparaissent aux yeux des communistes romains au moins comme « une garantie, une ceinture contre tout projet potentiel de restauration dictatoriale »[139].

III. *Affirmer le « droit à la ville » : la stratégie légaliste du PCI et les répertoires subversifs des groupes d'extrême gauche (1962-1976)*

Après avoir connu un long déclin électoral pendant la première décennie républicaine[140], le parti communiste romain retrouve pourtant de l'élan grâce aux transformations structurelles engendrées par le « boom économique » (1958-1963)[141] et par l'épuisement des formules gouvernementales de centre droit[142]. À partir des années 1960, on observe, en effet, une érosion progressive de l'hégémonie catholique à Rome : l'émancipation des femmes, la rébellion anticonformiste des jeunes nés après la guerre, l'élévation généralisée du taux de scolarisation, la diffusion du modèle de vie consumériste, l'amélioration constante des revenus, l'influence croissante des médias radiotélévisés sont autant de facteurs qui mettent en agitation la société romaine, tout en alimentant une demande sociale de progrès que la politique d'opposition du PCI peut capter[143]. D'autre part, ce besoin collectif de régénération par le bas s'est déjà clairement manifesté à Rome le 6 juillet 1960, lors des protestations populaires massives contre le « gouvernement Tambroni »[144] : ce jour-là à « Porta San Paolo » (quartier « Ostiense »), la vieille et la nouvelle garde de la gauche

---

[138] Voir : *Una città moderna e democratica obiettivo delle Consulte popolari*, "L'Unità", 7 juin 1960.

[139] Giovanni Berlinguer et Piero Della Seta, *Borgate di Roma,* cit., p. 107. Sur les stratégies du parti communiste romain au tournant de 1960, voir : Aldo Natoli et al., *Il movimento democratico in Roma capitale, "*Rinascita", n. 7-8-9 et 12, 1960.

[140] Le PCI touche aux élections communales de 1962 son point le plus bas (22,8%). Voir le chapitre 2 de ce travail.

[141] Voir le chapitre 4 de ce travail.

[142] Voir le chapitre 2 de ce travail.

[143] Voir le chapitre 5 de ce travail.

[144] Gouvernement présidé par le démocrate-chrétien Ferdinando Tambroni qui se forme en mars 1960 avec les votes déterminants du parti néofasciste (MSI) : cette participation inédite – même si indirecte – des héritiers du mussolinisme au processus directionnel de l'État, provoque une grande mobilisation à caractère antifasciste à travers le pays. Après des journées de contestation massive et de rude répression policière, Tambroni est forcé à démissionner en juillet.

romaine se retrouvent pour réaffirmer le caractère antifasciste de la République. Il s'agit d'une manifestation gigantesque qui par sa portée symbolique et ses conséquences sociales, peut être considérée comme un véritable tournant de l'histoire de la capitale d'après-guerre : la participation inédite et massive des jeunes à la lutte (y compris des catholiques) à côté des adultes qui avaient vécu les horreurs de l'occupation nazie permet, en effet, une sorte de transmission intergénérationnelle des valeurs de la Résistance. La dégénération violente du rassemblement – qui est marqué d'abord par un tabassage des manifestants opéré par des unités de police montée et enfin par la réalisation de barricades dans le « Rione Testaccio »[145] voisin - incarne pour cette jeunesse inquiète[146] un retour vers la *praxis* antifasciste représentée par les partis « rouges » de la ville[147]. La dimension territoriale joue un rôle fondamental dans ce processus de recomposition de la gauche locale : « Porta San Paolo » est le lieu symbole de la Résistance romaine, qui avait donné, d'ailleurs, le signal de départ à la lutte partisane en Italie[148] ; « Testaccio » est un des quartiers plus prolétaires de la ville, dont la fondation est marquée, comme on l'a vu, par une logique de ghettoïsation qui alimente chez les résidents un farouche esprit antiautoritaire. Moyennant mémoire collective, symbolisme urbain et besoins contemporains, les couches populaires romaines participent donc à une dramatique mobilisation nationale[149], dont l'issue est la chute du gouvernement[150] et une ouverture politique aux instances progressistes et

---

[145] Voir : Nicola Adelfi, *Un centinaio fra feriti e contusi: nella mischia colpiti anche dei parlamentari,* "La Stampa", 7 juillet 1960; *Per ore ed ore il popolo di Testaccio si è battuto nelle strade contro il fascismo,* "L'Unità", 7 juillet 1960.

[146] Depuis quelques années même à Rome s'était manifesté le phénomène des « teddy boy » et du malaise juvénile. Voir : *Ma chi sono questi teddy boys ?, "*L'Unità", 30 août 1959. Peu avant les événements de « Porta San Paolo », la tension anticonformiste était ultérieurement montée en ville à cause des propositions du ministre du Spectacle – l'ancien maire de Rome Umberto Tupini – qui menaçait d'utiliser la censure contre certaines œuvres artistiques jugées trop audacieuses, telles que le film « La Dolce Vita » de Federico Fellini. Voir : *Lo scandalo Tupini : cinema morale, "*L'Unità", 17 juin 1960.

[147] Plusieurs parlementaires socialistes et communistes sont blessés par la police, tandis que le président de la « Bourse du travail » de Rome est arrêté.

[148] Cette zone urbaine fut le théâtre de l'ultime résistance italienne à l'occupation de Rome de la part des nazis : le 10 septembre 1943, le lendemain de l'armistice de Cassibile, pendant une demi-journée, groupes de militaires et civils s'opposèrent aux armées allemandes. Voir : Anthony Majanlahti et Amedeo Osti Guerrazzi, *Roma occupata 1943-1944: itinerari, storie, immagini,* Milano, I Saggiatore, 2010, pp. 59-71. Voir aussi : Enzo Piscitelli, *Storia della resistenza romana,* Roma, Laterza, 1965.

[149] Toujours dans le cadre des protestations contre le gouvernement Tambroni, une manifestation organisée à Reggio Emilia par la section locale de la CGIL (confédération générale du travail, lié au PCI) tourne à la tragédie quand les forces de l'ordre décident de disperser les manifestants à coup de mitraillette et de pistolets (5 morts). Voir : Roberto Nicolai, Corrado Corghi, Giulio Bigi, *Reggio Emilia : 7 luglio 1960,* Roma, Editori Riuniti, 1980. Le jour d'après, quatre personnes seront tuées en Sicile (une à Catane, trois à Palerme) pendant la grève générale décrétée par la CGIL pour protester contre la violence policière. Voir : Guido Crainz, *Storia del miracolo italiano,* cit., p. 176.

[150] Voir : Pietro Scoppola, *La repubblica dei partiti : evoluzione e crisi di un sistema politico 1945-1996,* Bologna, Il Mulino, 1997, pp. 275-338. Cette crise est certifiée par les premières élections des

modernisatrices[151]. Les premières coalitions gouvernementales de « centre gauche » basées sur une alliance programmatique entre DC et PSI – sont mises en place justement dans les années 1962-1963[152].

Profitant de ce glissement à gauche de la société romaine, le PCI commence à changer son positionnement par rapport à la ville, passant rapidement d'une attitude défensive à une stratégie agressive et ambitieuse. Cette réorientation stratégique des communistes romains se fonde sur une nouvelle interprétation de la structure urbaine. Le caractère spéculatif et parasitaire de l'économie citadine cesse, en effet, d'être considéré comme un phénomène arriéré pour devenir un des attributs de la modernité néocapitaliste : en ce sens, comme le note Grazia Pagnotta « la rente foncière devient un complément du profit, et tous les deux des composantes du processus d'accumulation capitaliste »[153]. Dans cette nouvelle conception, Rome est donc élevée au rang de métropole avancée : tout au long des années 1960, l'arrivée d'un nouveau secrétaire général[154] puis des mobilisations soixante-huitardes, conduisent le PCI à pouvoir dissocier enfin question urbaine et « question romaine ». Pour ce faire, le discours communiste sur Rome est progressivement intégré dans la plus vaste bataille politique liée aux retards structurels du Sud du pays (« question méridionale »)[155] : les problématiques de la capitale sont, de ce fait, « banalisées » et reconsidérées comme composantes d'un processus inégal de développement national, susceptible d'être corrigé[156]. Comme l'affirme le secrétaire régional du PCI, Paolo Ciofi en 1971 :

---

années 1960, pendant lesquelles la DC passe du 42% au 38% au niveau national (1963) et du 33% au 29% à l'échelle locale de Rome (1962).

[151] Voir : Pietro Di Loreto, *La difficile transizione : dalla fine del centrismo al Centrosinistra 1953-1960,* Bologna, Il Mulino, 1992 ; Pietro Neglie, *La stagione del disgelo: il Vaticano, l'Unione Sovietica e la politica del centro-sinistra (1958-1963),* Siena, Cantagalli, 2009.

[152] Le 17 juillet 1962, le maire démocrate-chrétien Glauco Della Porta s'installe avec le plein soutien des socialistes romains. Le 4 décembre 1963, le leader démocrate-chrétien Aldo Moro forme le premier gouvernement de l'histoire républicaine à participation socialiste. Voir le chapitre 2 de ce travail.

[153] Grazia Pagnotta, *Roma industriale,* cit*.,* p. 96. Pour ce qui est de cette réélaboration théorique du communisme romain, voir : Pio Marconi, *La capitale del capitale, "*Il Manifesto", n. 3-4, mars-avril 1970.

[154] Le 22 août 1964, Luigi Longo devient le nouveau secrétaire du PCI : il succède au leader historique du communisme italien, Palmiro Togliatti, qui avait dirigé le parti depuis 1927. Voir : Alexander Höbel, *Il PCI di Longo 1964-1969,* Napoli, Edizioni Scientifiche, 2010. Voir aussi : Davide Lajolo, *Finestre aperte a Botteghe oscure : da Togliatti a Longo a Berlinguer. Dieci anni vissuti all'interno del Pci,* Milano, Rizzoli, 1976.

[155] La "question méridionale" désigne tous les débats et les polémiques liées à l'incapacité de l'État à réduire la distance structurelle du Sud avec le Nord. Voir : Francesco Barbagallo, *Mezzogiorno e questione meridionale (1860-1980),* Napoli, Guida, 1980 ; Amedeo Lepore, *La Questione meridionale prima dell'intervento straordinario,* Manduria, Lacaita, 1991.

[156] Voir : *Esistono le condizioni per un vigoroso rilancio meridionalista, "*L'Unità*",* 20 juillet 1966 ; *Solo una profonda svolta politica può risolvere il problema del Sud,* ivi, 24 vril 1969.

> S'il est évident qu'aujourd'hui la Capitale reproduit […] toutes les contradictions et les distorsions de l'expansion du capital monopolistique dans le pays, il faut constater aussi que Rome est un des facteurs fondamentaux de cette expansion. Cette imbrication entre rente et profit, qui à Rome devient emblématique, relève […] surtout d'une dimension nationale. En effet, le visage bureaucratique et parasitaire de Rome n'est qu'une des manifestations, la moins prestigieuse, des forces économiques et politiques qui dirigent le pays. Rome capitale n'est pas donc une ville « étrangère », voire une « imperfection » du système. […] Le discours nouveau pour Rome est alors la solution de la question méridionale[157].

À la lumière de cette inscription de Rome dans le paradigme capitaliste et dans la « question méridionale », les communistes romains modifient aussi leur interprétation du rapport entre facteurs productifs et secteur tertiaire. La grande attention réservée à l'industrialisation de la ville dès la fin de la guerre s'atténue drastiquement. Trois aspects, en particulier, influencent la réflexion communiste : d'un côté, l'expansion et la spécialisation technologique des usines septentrionales ont atteint, pendant les années 1960, un niveau désormais inaccessible pour le secteur secondaire de la capitale. De l'autre, face à une diminution inexorable de l'offre d'emploi dans les ateliers et dans les chantiers de la ville[158], le secteur tertiaire (notamment public) continue à se développer, tout en manifestant un état d'agitation croissante[159]. De plus, la réalisation du pôle industriel de Pomezia-Aprilia (à 30 Km au sud de Rome) - commencée en 1955 grâce à l'inclusion de cette zone dans les territoires bénéficiaires de la « Caisse du Midi » [160] - a en quelque sorte doté la ville du poumon manufacturier

---

[157] Paolo Ciofi, *Lo specchio deformante dell'economia,* "Rinascita", n. 19, 7 mai 1971.

[158] Le taux d'emploi dans le secteur secondaire de la ville (y compris l'industrie du bâtiment) chute du 4,1% entre 1965 et 1967. Voir : Franco Ferrarotti, *Roma da capitale a periferia,* cit., pp. 38-39. Pour l'impact de ces données sur le parti communiste romain, voir : *Edili disoccupati e fabbriche chiuse (per speculare sulle aree),* "L'Unità", 11 avril 1971.

[159] En 1971, le secteur des services (commerce exclu) implique le 47% de la population active de Rome : le taux de croissance moyen de ce secteur est de 0,2% par an. Voir : Fiammetta Mignella Calvosa et Lucia Martina, *Mutamenti nella struttura socio-professionale di Roma 1971-1991,* in Roberta Morelli, Eugenio Sonnino, Carlo Travaglini (dir.), *I Territori di Roma : storie, popolazioni, geografie,* Roma, La Sapienza, 2002, pp. 437-438. Sur l'agitation du fonctionnariat public, voir : *Da oggi settimana di lotte nei servizi pubblici: chiusi gli uffici capitolini,* "L'Unità", 13 février 1967.

[160] Institution publique créée en 1950, sur une idée de l'intellectuel Pasquale Saraceno, destiné à programmer, financer et réaliser des travaux publics extraordinaires dans l'Italie méridionale (les anciens territoires du Royaume des Deux-Sicile) . L'axe principal d'intervention de la "Caisse" est le développement industriel de cette zone du pays. Cette institution sera supprimée en 1992. Voir : Gabriele Pescatore, *La Cassa per il Mezzogiorno: un'esperienza italiana per lo sviluppo,* Bologna, Il Mulino, 2008.

que la gauche locale réclamait depuis toujours[161]. L'impossibilité d'égaler le niveau du Nord et l'augmentation quantitative du tissu productif romain – au pôle de Pomezia-Aprilia, il faut ajouter l'expansion constante des grands établissements électromécaniques (FATME, AUTOVOX, VOXSON,…)[162] – réoriente le programme de revendications du parti : la création de nouvelles zones industrielles parait de moins en moins importante et finit par être remplacée par la préservation des postes de travail ouvrier déjà existants, mais soumis à la restructuration patronale[163]. En même temps, la contraction numérique des « edili » qui chutent à 8,6% de la population active en 1971[164], associée à la montée de l'emploi public, conduit les communistes romains à tenter de remodeler leur propre base sociale, en commençant à s'adresser aussi aux couches petites-bourgeoises en voie de prolétarisation[165]. En effet, si les ouvriers du bâtiment décimés par le chômage ne semblent plus en mesure de représenter l'avant-garde du mouvement populaire à Rome, comme cela avait été le cas durant les deux premières décennies d'après-guerre, les employés, au contraire, peuvent devenir le nouveau vecteur du message communiste parmi les secteurs syndicalisés de la ville. Pour ce qui est du sous-prolétariat des « borgate » et des « borghetti » - la perte d'importance des « edili » conduit le PCI à prendre plus directement en main le travail de propagande et de recrutement. À travers l'UNIA (Union nationale des locataires cessionnaires, fondée à Rome en 1964)[166] qui avait repris et agrandi les fonctions des « Consulte Popolari », le PCI arrive à renforcer sa présence opérationnelle dans les périphéries les plus pauvres de la ville, en commençant à intervenir dans le vif des

---

[161] Rome ne fait pas partie des zones bénéficiaires, mais peut profiter de la proximité de la commune de Pomezia et de la province de Latina (situé à 20-25 km au sud de la ville) qui, en revanche, sont éligibles aux aides de la "Caisse". En ce sens, le pôle productif qui se forme entre les communes de Pomezia et d'Aprilia (plus de 20 000 postes de travail) se transforme, pour Rome, en une sorte de nouvelle et plus grande zone industrielle. Voir : Luciano Mocci, *Pomezia città industria: uno studio socio-economico a cinquant'anni dalla nascita della città,* Roma, EPI; 1989. Pour ce qui est de la perception du PCI, voir : *Miracolo ad Aprilia?,* "L'Unità", 4 novembre 1961; *Il "boom" di Pomezia: un western industriale,* ivi, 6 octobre 1963; *Facciamo più forte il partito fra i 14'000 operai di Pomezia,* ivi, 2 avril 1971.

[162] L'expansion de ce secteur industriel alimenté par le *boom économique* et par l'installation de la société de consommation avait obligé les entreprises majeures (la FATME avait presque 3'000 dépendants en 1971 ; la VOXSON en présentait 1'800 au tournant de 1970, tandis que l'AUTOVOX arrivait à 1'600 unités en 1968) à construire de nouvelles et plus grandes structures productives à la périphérie de la ville.

[163] Voir : *La scelta dei padroni: licenziare a catena,* "L'Unità", 12 janvier 1964; *Bloccare i licenziamenti,* ivi, 25 avril 1964.

[164] Voir : *Solo 240 mila nuove case nel 1972 e riduzione del 7% degli occupati,* "L'Unità", 25 avril 1972.

[165] "*Aujourd'hui, le fonctionnariat public est soumis à un processus pénible de recherche identitaire, au caractère souvent autocritique […] qui interpelle directement la classe ouvrière dans le cadre de l'extension de ses alliances",* in Massimo Prisco, *Radiografia dello statale, "*Rinascita", n. 19, 7 mai 1971.

[166] Voir : *Inquilini a congresso,* "L'Unità", 26 février 1964.

problématiques populaires. Par rapport aux années 1950, l'activité des communistes romains passe, en effet, du niveau idéal-symbolique (la résistance contre l'oppression clérico-fasciste) à la pratique des luttes de quartier (notamment celle pour le « logement »)[167]. Les couches les plus démunies sont fortement attirées par l'action syndicale de l'UNIA, qui représente la seule forme de tutelle et d'assistance pour les mauvaises conditions de vie dans les « borgate » : une tendance qui permet au parti communiste de devenir rapidement le référent politique de ces zones urbaines, en dépit de la crise latente de son réseau territorial[168]. De ce fait, la ceinture surpeuplée et insalubre qui encore quelques années auparavant semblait simplement constituer le dernier refuge contre la domination bourgeoise à Rome se transforme en avant-poste pour la « conquête rouge » de la ville entière[169]. Au sein de cette nouvelle stratégie communiste, l'encadrement de l'agitation sociale des périphéries dans un discours politique de régénération morale, économique et urbanistique (le « droit à la ville ») doit présider à la constitution « d'un grand mouvement de masse en mesure de prendre Rome »[170]. Comme le met en exergue Gian Giacomo Fusco dans son étude sur la dynamique d'après-guerre des périphéries romaines :

> L'Unia représente, en effet, le moment de médiation entre les instances immédiates du peuple des "borgate" et les appareils politico-institutionnels ; il faut ajouter aussi que ses dirigeants sont une émanation directe du parti communiste romain : il s'agit donc d'une structure vouée à créer une hégémonie dans la réalité sociale des périphéries […], à travers une activité – parfois risquée – de médiation sur la pluralité des fronts de lutte. En ce sens, il n'est pas erroné d'interpréter la victoire du PCI aux élections communales de 1976 comme un résultat de l'activité

---

[167] La lutte pour le logement avait cessé d'être un phénomène épisodique au commencement des années 1960 pour devenir un élément structurel de la dynamique socio-économique de Rome. Voir le chapitre 3 de ce travail.

[168] Pendant les années 1960, une grande partie des sections périphériques du PCI seront fermées pour des raisons administratives, financières et morales. Voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa*, cit., p. 239.

[169] En ce sens, le temps semblait venu pour concrétiser le souhait exprimé par le politicien Giovanni Berlinguer et l'urbaniste Piero Della Seta au tournant de 1960 : "*La périphérie conquerra Rome quand Rome aura assimilé sa périphérie dans une structure sociale, urbaine et nationale profondément renouvelée. Ce croisement permettra l'intégration des "borgate" en Rome – et de Rome dans la société nationale – selon les préceptes de la révolution antifasciste et les indications fournies par la Constitution",* in Giovanni Berlinguer et Piero Della Seta, *Borgate di Roma,* cit., p. 107.

[170] Eduardo Salzano, *Lotta di popolo per la nuova città,* "Rinascita", 7 mai 1971.

de l'Unia dans les « borgate », vu aussi que la plupart des votes pour le parti communiste provenaient justement de la périphérie de la ville[171].

l'Unità / mercoledì 20 febbraio 1963

300.000 «ABUSIVI» INTORNO A ROMA

hanno conquistato il diritto di esistere e stanno elaborando le carte rivendicative

La città illegale si scuote

La lotta dei 45 Consorzi

Article de "L'Unità" (20 février 1963) qui témoigne de la nouvelle attitude offensive du PCI, basée sur l'encadrement de la croissante agitation des périphéries populaires dans un discours politique voué à la «réappropriation démocratique de la ville».

Cet investissement accru du PCI sur la périphérie prolétaire dépasse, en effet, la simple dimension idéologico-morale de l'émancipation des opprimés : en vérité au sein de la dynamique politico-électorale d'après-miracle économique, les « borgate » et les nouveaux quartiers populaires deviennent, de plus en plus, la pierre de touche de la gouvernabilité à Rome. En fait, le PRG promulgué en 1962, bien qu'amendé en

[171] Gian Giacomo Fusco, *Ai margini di Roma capitale. Lo sviluppo storico delle periferie: San Basilio come caso di studio,* Roma, Edizioni Nuova Cultura, 2013, p. 90.

1965 et en 1967, se révèle totalement incapable d'intervenir sur l'ensemble des problématiques urbaines qui affectent la capitale depuis la période libérale : la pratique abusive, la spéculation immobilière, l'exiguïté du logement social, la dérogation aux règlements sanitaires et architecturaux, l'absence de plan d'aménagement organique des transports et de la viabilité sont la toile de fond de l'expansion sauvage de la ville, notamment dans les zones destinées à l'habitat populaire[172]. Comme le remarque Colette Vallat :

> Érigée en capitale de façon très brutale, Rome a mal supporté le poids de sa nouvelle fonction. Elle a repoussé l'habitat populaire à sa périphérie tout en voulant l'ignorer. […] Le PRG de 1962 aurait dû corriger ces incohérences, mais les héritages urbanistiques et la pression des propriétaires privés étaient si pesants qu'ils influençaient encore fortement, en 1980, un développement complètement pris en charge par des personnes privées[173].

Pire encore, d'après la brillante étude d'Anne-Marie Seronde Babonaux, la superposition entre les contraintes du PRG et la culture de la dérogation finit par exaspérer la territorialisation des inégalités sociales, en chargeant le poids de l'énorme croissance démographique et des lacunes en matière d'infrastructures sur les zones les plus défavorisées. Emblématique en ce sens est le cas de l'axe urbain « Appio-Tuscolano » (sud-est), où sur un territoire déjà débordé[174] est réalisé un immense travail de constructions intensives (surnommé avec mépris « la ruche de béton armé »), en grande partie en dehors des règlements d'urbanisme[175].

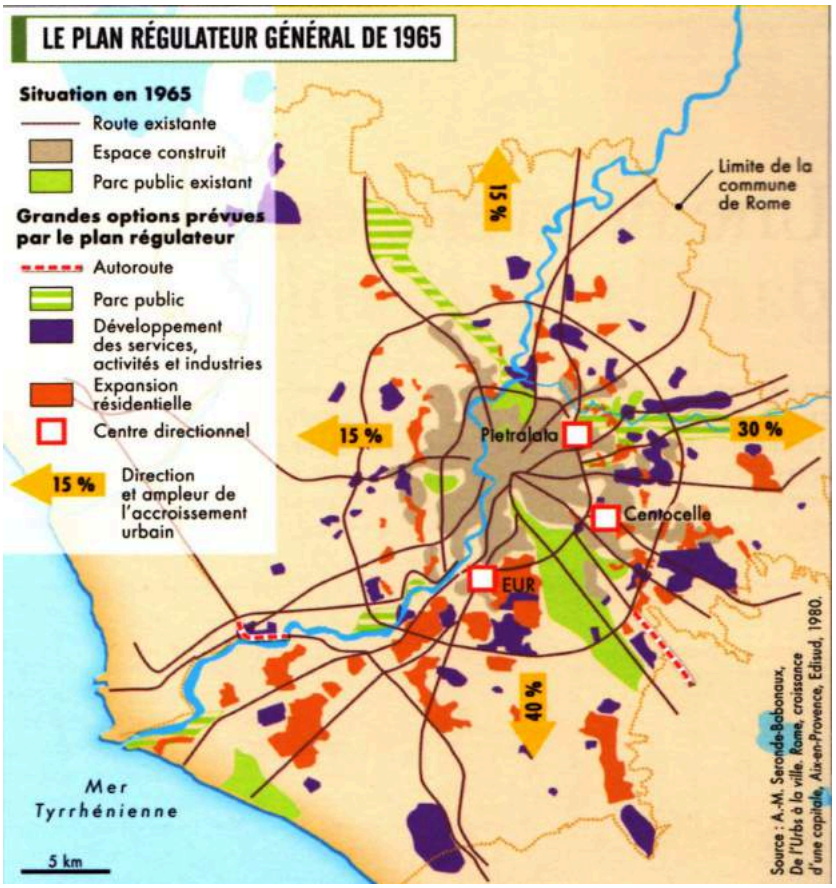
---

[172] Voir : Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit.*,* p. 279-281.

[173] Colette Vallat, *Rome et ses borgate, 1960-1980,* cit., p. 135.

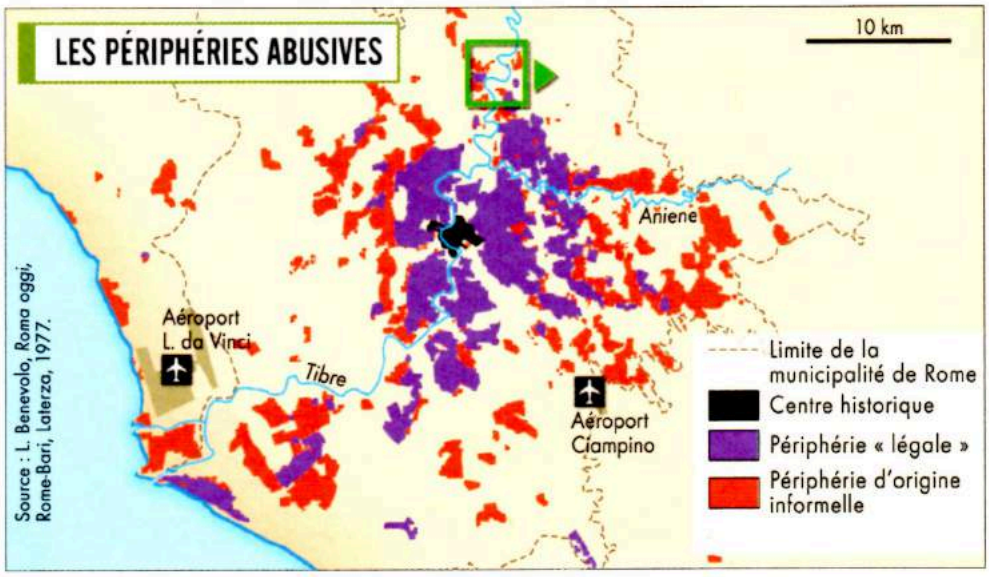
[174] Il s'agit d'un territoire déjà densément habité, qui héberge d'ailleurs une ancienne « borgata » (« Quadraro ») et plusieurs « borghetti ».

[175] Le chef-d'œuvre cinématographique de Nanni Loy, « *Il Padre di famiglia* » (1967, avec Nino Manfredi et Ugo Tognazzi) documente et dénonce en temps réel la réalisation de ce « monstre urbanistique ». Voir aussi : *IX Circoscrizione Tuscolano e Appio-Latino : nell'alveare di cemento,* "l'altra Roma: documenti e analisi per il diritto alla città", n. 2, mars 1976.



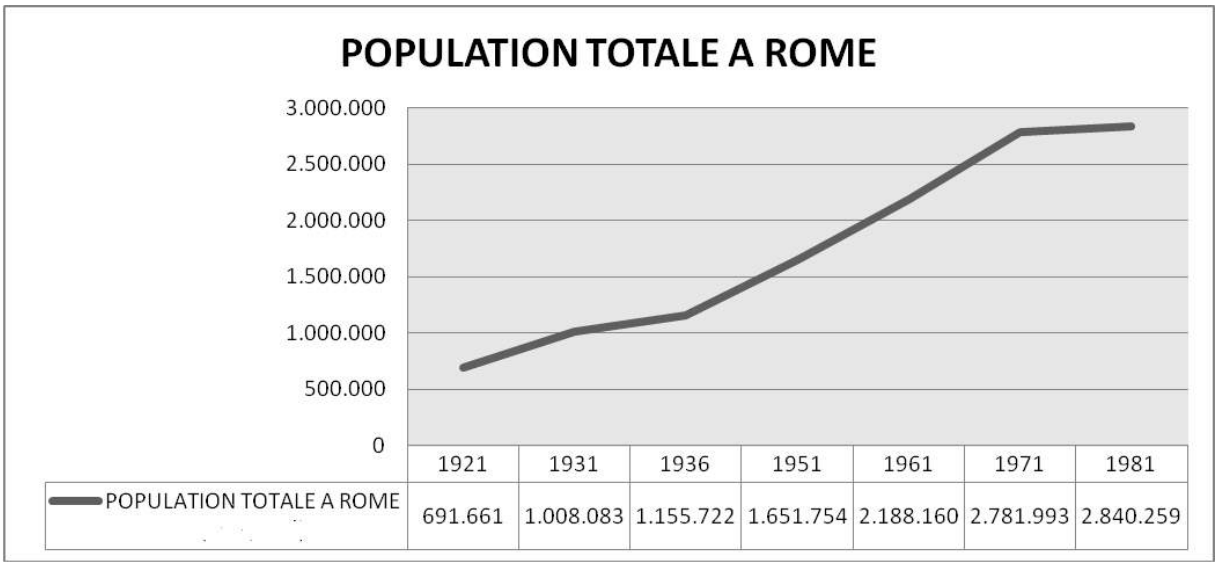
Une carte qui montre le résultat de la superposition entre indications du PRG, pratique abusive et effets de la spéculation immobilière : on notera que l'expansion urbaine se concentre principalement dans les zones populaires, déjà surpeuplées, du quart sud-oriental

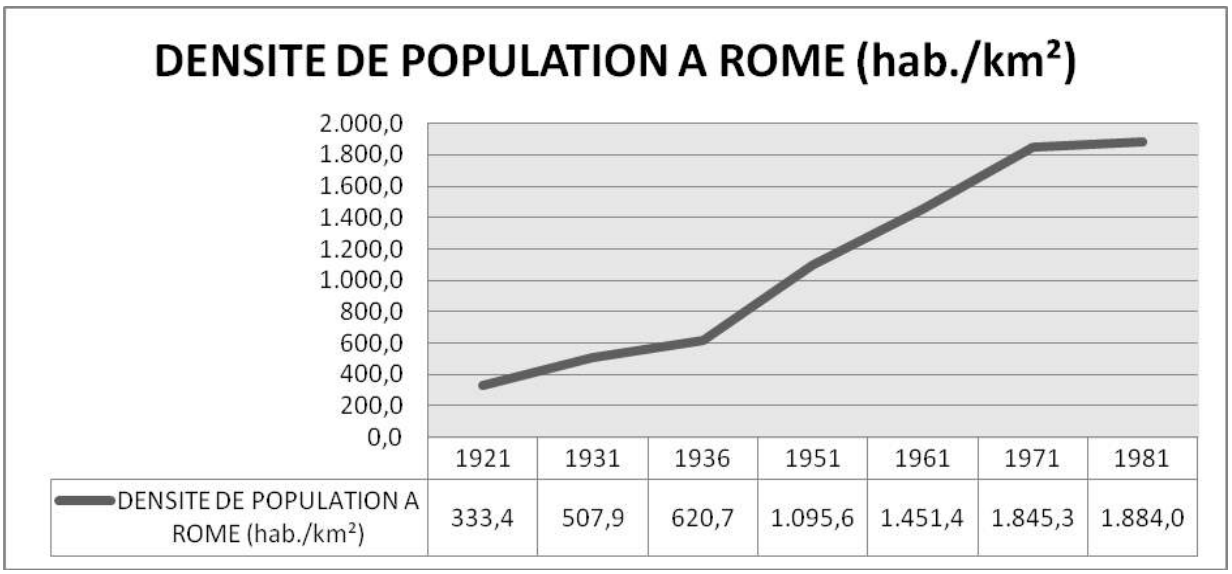
_____-



Une représentation géographique des immenses périphéries, légales et abusives, qui grandissent autour de Rome au cours des années 1960 et 1970.

Source : Aurélien Delpirou et al., *Atlas historique de Rome,* cit.



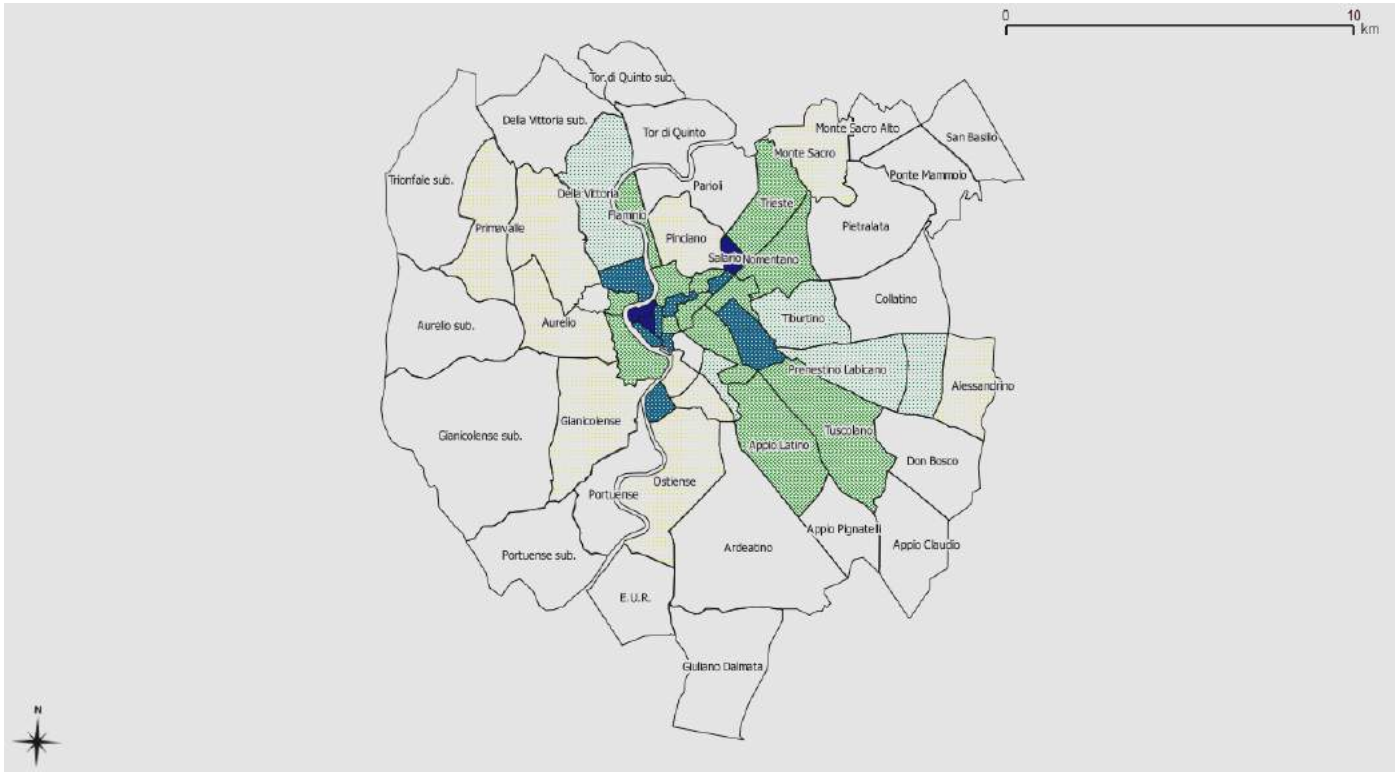


élaboration de l'auteur sur la base de données de l'ISTAT

En effet, la plupart des 700 000 individus qui immigrent à Rome entre 1961 et 1981 – qui s'ajoutent aux habitants expulsés de la ville historique en cours de gentrification - partent s'installer dans la ceinture des « borgate », « borghetti » et quartiers populaires qui entourent la capitale : pendant cet intervalle la densité moyenne de la capitale augmente de 400 hab./km2, tandis que le poids démographique des périphéries, par rapport au centre, explose[176]. En réalité, cette pression se distribue le long des quatre

[176] Il s'agit d'un indicateur statistique qui établit un rapport proportionnel (en pourcentage) entre la population d'un sous-ensemble et la population totale du système. Voir : Rossana Rosati, *Popolazione e*

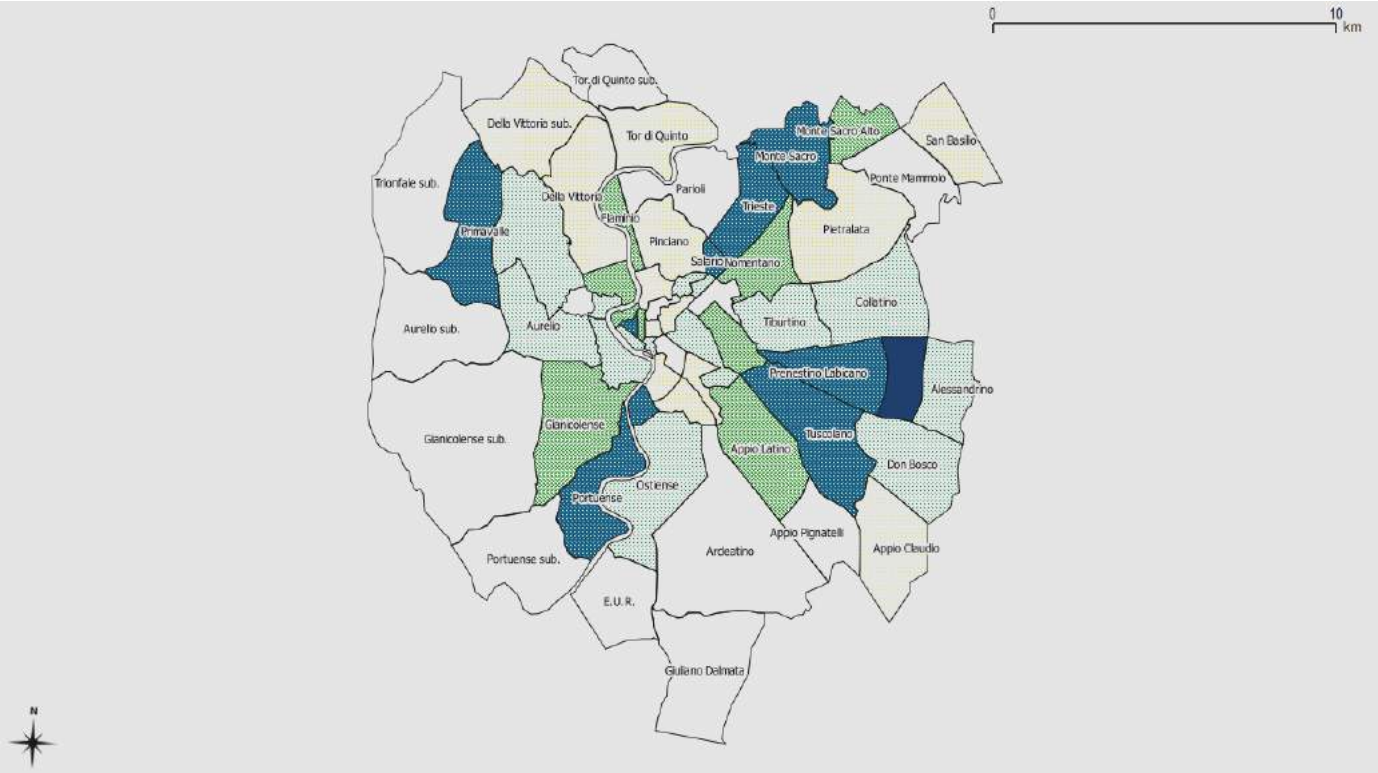
avenues qui, disposées en diagonale, font office de frontières entre les différents quadrants de la ville : « Trionfale » au nord-ouest, « Tiburtina » au nord-est, « Tuscolana » au sud-est et « Portuense » au sud-ouest. De ce fait, le périmètre métropolitain se dilate de manière exponentielle suivant les polarités traditionnelles, en contribuant ainsi à achever définitivement le processus de fragmentation du tissu urbain, entamé un siècle auparavant.



DENSITÉ DE POPULATION (1951) : HAB./HECTARE

- < 49
- 50-99
- 100-149
- 150-299
- 300-449
- > 450

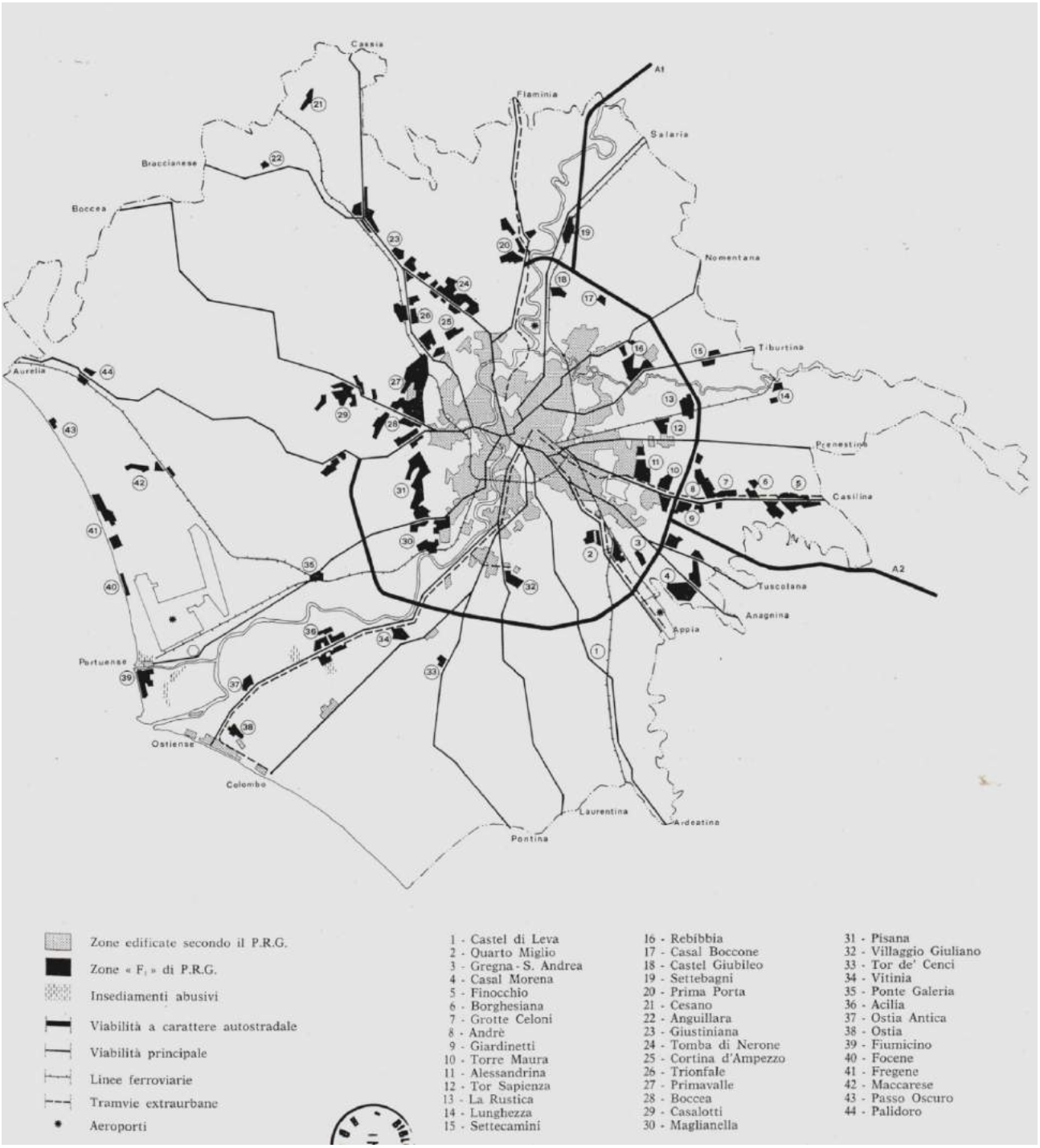
territorio : Roma nell'ultimo trentennio del Novecento, in Roberta Morelli, Eugenio Sonnino, Carlo Travaglini (dir.), *I Territori di Roma : storie, popolazioni, geografie,* cit., pp. 460-480.

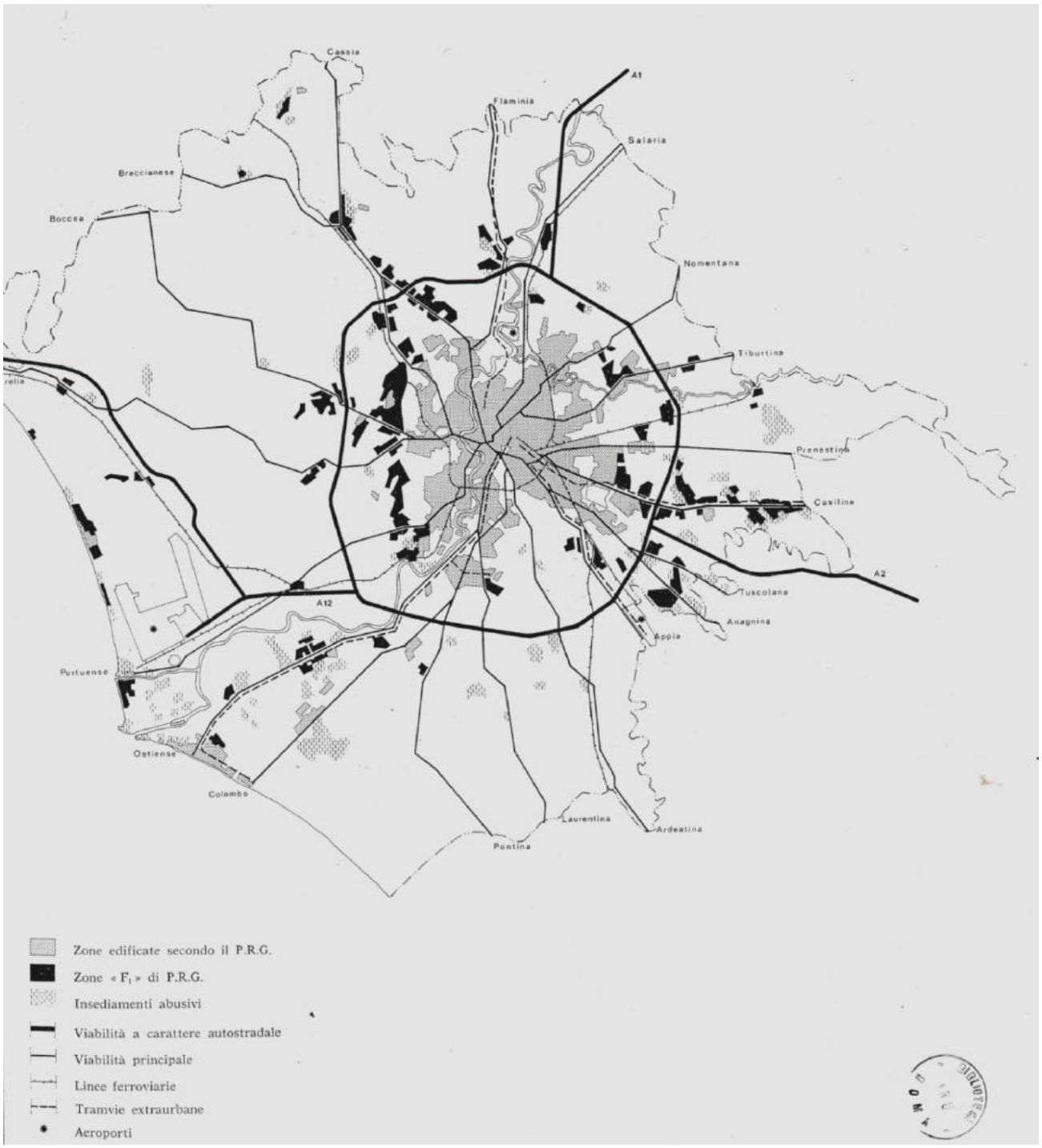


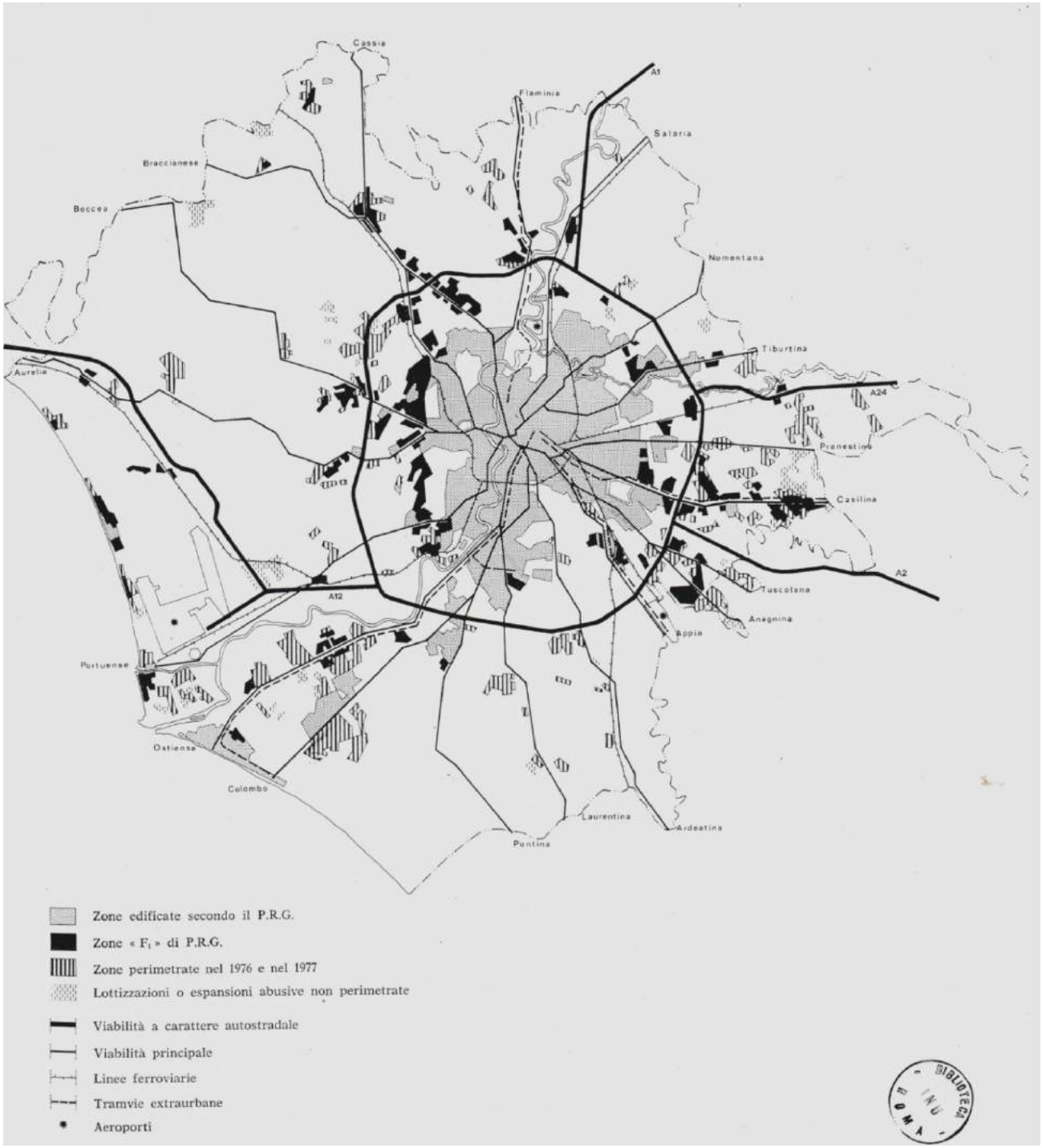
DENSITÉ DE POPULATION (1971) : HAB./HECTARE

- < 49
- 50-99
- 100-149
- 150-224
- 250-299
- 300-449

Élaboration cartographique de l'auteur à partir des données fournies par l'étude de Anne-Marie Seronde Babonaux, *Rome, croissance d'un capitale*, cit.


Cassia
Flaminia
A1
Salaria
Braccianese
Boccea
Nomentana
Tiburtina
Aurelia
Prenestina
Casilina
A2
Tuscolana
Anagnina
Appia
Portuense
Ostiense
Colombo
Laurentina
Ardeatina
Pontina
Zone edificate secondo il P.R.G.
Zone « F, » di P.R.G.
Insediamenti abusivi
Viabilità a carattere autostradale
Viabilità principale
Linee ferroviarie
Tramvie extraurbane
Aeroporti
1 - Castel di Leva
2 - Quarto Miglio
3 - Gregna - S. Andrea
4 - Casal Morena
5 - Finocchio
6 - Borghesiana
7 - Grotte Celoni
8 - Andrè
9 - Giardinetti
10 - Torre Maura
11 - Alessandrina
12 - Tor Sapienza
13 - La Rustica
14 - Lunghezza
15 - Settecamini
16 - Rebibbia
17 - Casal Boccone
18 - Castel Giubileo
19 - Settebagni
20 - Prima Porta
21 - Cesano
22 - Anguillara
23 - Giustiniana
24 - Tomba di Nerone
25 - Cortina d'Ampezzo
26 - Trionfale
27 - Primavalle
28 - Boccea
29 - Casalotti
30 - Maglianella
31 - Pisana
32 - Villaggio Giuliano
33 - Tor de' Cenci
34 - Vitinia
35 - Ponte Galeria
36 - Acilia
37 - Ostia Antica
38 - Ostia
39 - Fiumicino
40 - Focene
41 - Fregene
42 - Maccarese
43 - Passo Oscuro
44 - Palidoro


Cassia
Flaminia
A1
Salaria
Braccianese
Boccea
Nomentana
Tiburtina
Prenestina
Casilina
A2
Tuscolana
Anagnina
Appia
A12
Portuense
Ostiense
Colombo
Laurentina
Ardeatina
Pontina
Zone edificate secondo il P.R.G.
Zone « F1 » di P.R.G.
Insediamenti abusivi
Viabilità a carattere autostradale
Viabilità principale
Linee ferroviarie
Tramvie extraurbane
Aeroporti



CARTOGRAPHIE ÉVOLUTIVE DE L'EXPANSION URBAINE DE ROME

ENTRE LES ANNÉES 1960 ET 1980 *:*

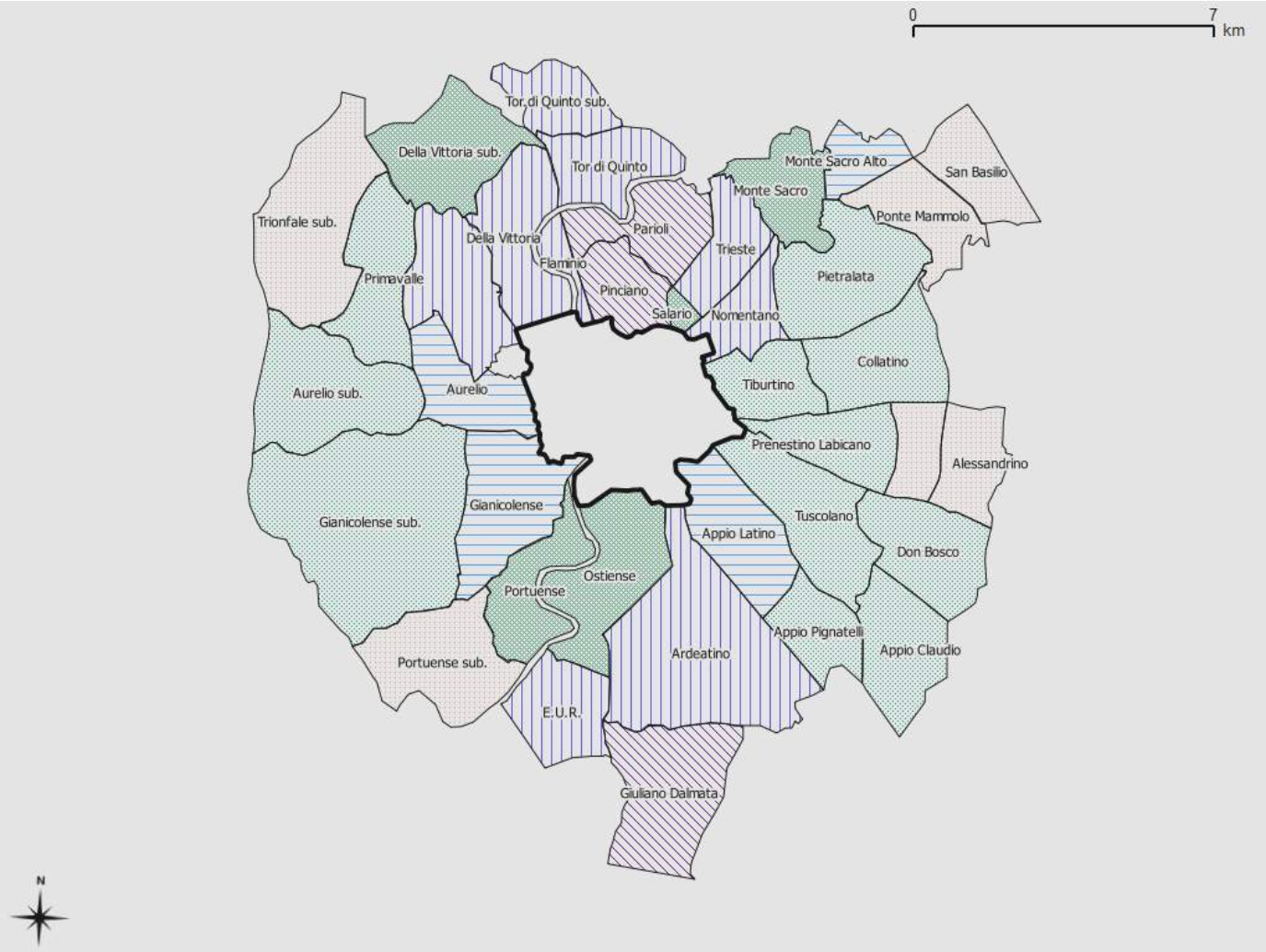
On notera l'accroissement énorme de la périphérie oreinatle et la vaste diffusion des structures abusives.

Source : Ufficio Speciale del Piano Regolatore – Comune di Roma, *Il recupero degli insediamenti abusivi,* 1981

En raison de cette tendance centrifuge, qui finit par concentrer population et tensions dans les cercles extérieurs de la structure urbaine, les périphéries deviennent des territoires convoités politiquement. Face à un centre historique transformé en cité administrative et touristique, ainsi qu'à une zone intermédiaire de quartiers résidentiels désormais consolidés, c'est la couronne grandissante des banlieues qui détermine la nouvelle image de la capitale. En ce sens, la dégradation des conditions de vie, la marginalisation, la composition sociale et l'insatisfaction croissante de ces territoires jouent en faveur de la propagande communiste[177] ; comme, au contraire, l'échec des administrations centristes en matière d'urbanisme, ainsi que leur complaisance à l'égard des grands constructeurs immobiliers ternissent gravement la réputation de la DC[178]. Au cours de la décennie qui suit le miracle économique, le parti communiste romain a donc adapté sa vision idéologique à la physionomie composite de la ville. L'abandon d'une lecture anti-moderniste de l'économie locale, la maturation d'une approche technocratique permettant d'affronter concrètement la « question romaine », l'agrandissement de sa propre base sociale en direction de la petite bourgeoisie, l'élaboration d'un programme politique moins maximaliste, la création d'une hégémonie réelle dans les périphéries populaires consentent au PCI de se rendre plus attractif aux yeux des habitants d'une société plurielle et en cours de sécularisation.

[177] Voir par exemple la rhétorique du premier maire communiste de Rome, Giulio Carlo Argan, qui en se référant au rapport entre centre et périphérie dans la capitale d'Italie, affirme qu'il est "*évident - sans doute aucun – que Rome ressemble beaucoup plus à Téhéran ou au Caire qu'à Paris, à Londres ou à Berlin : autrement dit, c'est une ville qui s'éloigne du paradigme européen pour se ranger dans le modèle moyen-oriental. […] cette « Rome-Téhéran » entoure, avec ses masses bouillonnantes et coincées, un centre historique en cours de désertification. Encore aujourd'hui, dans les périphéries extrêmes de la ville, il y a des gens qui n'ont pas un toit au-dessus de la tête et qui attendent désespérément une cellule dans les ruches de béton armé*", Interview de Mino Monicelli à Giulio Carlo Argan, in *Un'idea di Roma,* Roma, Editori Riuniti, 1979, pp. 62 et 65. Voir aussi : *Dopo 40 anni Primavale rimane un'isola di mseria e emarginazione,* "L'Unità", 9 novembre 1975.

[178] Sur les conditions des périphéries romaines au cours des années 1970, ainsi que sur l'image de la DC dans ces territoires, voir les travaux du sociologue Franco Ferrarotti, *Vite di periferia,* Milano, Mondadori, 1981 et *Roma da capitale a periferia,* cit., pp. 253-270. Voir aussi le roman de Albino Bernardini, *Un anno a Pietralata,* Firenze, La Nuova Italia, 1968.



Quartiers ouvriers

Quartiers habités par ouvriers et employés

Quartiers sans une connotation bien définie

≡ Quartiers petits-bourgeois

||| Quartiers habités par une bourgeoisie aisée

\\\ Quartiers habités par la haute bourgeoisie

Élaboration cartographique de l'auteur à partir des données fournies par l'étude de Anne-Marie Seronde Babonaux, *Rome, croissance d'un capitale*, cit.

Il s'agit d'un projet politique à caractère réformiste et gradualiste, voire à vocation majoritaire, qui tente de contrôler - plutôt que d'abattre – la structure néocapitaliste de la ville. En conformité avec la stratégie légaliste menée au niveau national, le but final de la section romaine du PCI n'est pas l'imposition violente du communisme dans la *ville éternelle*, mais plutôt la prise du « Campidoglio » par voie électorale (succès qui arrivera en 1976), afin de reconstruire d'en haut la capitale sur des bases démocratiques

et équitables. Comme l'affirme un des plus hauts dirigeants du parti, Pietro Ingrao, la veille des élections communales de 1971 :

> Il faut […] se mettre immédiatement au travail pour organiser la transition vers une nouvelle direction politique du « Campidoglio » […]. Rome est un des théâtres décisifs de la bataille politique qui déterminera les futurs dirigeants du pays, car dans la capitale, les forces de droite tentent désespérément d'isoler les masses ouvrières des classes moyennes et des couches sous-prolétaires. Le mouvement de lutte qui s'est développé à Rome autour de la défense du travail et des problématiques urbaines relève d'une importance nationale puisque cela représente la meilleure réaction à cette tentative de rupture de l'unité populaire. Nous, les communistes, sommes la force essentielle pour vaincre ce plan droitier et pour porter à la conquête du « Campidoglio » une nouvelle génération politique[179].

Cependant, cette évolution de stratégie politique avait été accompagnée par l'émergence d'un mouvement d'ultragauche, opposé au cheminement social-démocrate choisi par le PCI. Dès le commencement des années 1970, ces groupes extrémistes s'attaquent à la « question urbaine » de Rome, en la considérant comme le facteur décisif pour préparer et organiser le processus révolutionnaire dans une métropole si singulière et composite. Comme l'affirme un document interne rédigé par la section romaine de « Avanguardia Operaia » (AO)[180], un des groupes majeurs de ce mouvement :

> En effet, il n'est pas évident de repérer le prolétariat à Rome malgré son énorme importance quantitative. Ici, on ne peut pas compter sur les grandes agglomérations industrielles, dont les usines fonctionnent comme lieu d'agrégation politique et culturelle pour tous les prolétaires ; à Rome, les exploités et les opprimés sont distribués un peu partout : parfois ils se retrouvent aussi mélangés aux couches qui en quelques sortes bénéficient du système d'exploitation et d'oppression organisé par la classe dominante. […] Ce qui nous intéresse alors c'est la compréhension de la nature du prolétariat à Rome, de la typologie de ses alliés potentiels, des rythmes, des moyens et des fins de sa croissance

[179] Pietro Ingrao, *Un'altra Roma per un altro Stato,* cit.
[180] Pour l'histoire de ce groupe à Rome, voir le chapitre 6 de ce travail.

> antagoniste par rapport à la bourgeoisie, afin d'en faire une des composantes actives et conscientes du prolétariat italien et international[181].

Pour ce faire – comme les prochains chapitres montreront en détail – les militants d'ultragauche se réapproprient le modèle interprétatif élaboré pendant deux décennies par le parti communiste, sans pour autant accepter les moyens de résolution proposés par ce dernier. Suivant la conviction que « la structure urbaine de Rome est le produit direct des politiques menées par le capitalisme durant un siècle d'activité »[182], la composante de ce mouvement extraparlementaire qui pratique l'*illégalité de masse*[183] partage avec le parti communiste l'idée que les piliers historiques de la domination bourgeoise à Rome sont la « rente foncière », le soutien « clérico-fasciste » et la « compression de la classe ouvrière industrielle »[184]. En même temps, ces formations radicales réactualisent la lecture manichéenne de la société romaine (les maîtres contre les affamés) que le PCI exposait pendant les années 1950, moyennant le concept néomarxiste de la « désagrégation sociale » [185] :

> La désagrégation sociale est donc l'aspect principal de l'oppression bourgeoise à Rome ; à savoir, l'arme plus puissante que la bourgeoisie utilise, pour saborder le potentiel antagoniste du prolétariat et du peuple romain ; l'arme qui perfectionne ou même remplace la désindustrialisation – voulue fermement par la bourgeoisie dès l'unification du pays – les présides militaires contre les périphéries

---

[181] Avanguardia Operaia, *Contributi per un'analisi della lotta di classe a Roma,* février 1973, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 83, f. 63, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome. Toujours à l'intérieure des archives "Memorie di Carta", voir : *Considerazioni generali ed analisi delle classi nella città di Roma,* s.d., in Paolo Palazzi, d. 2 f. 5.

[182] Avanguardia operaia, *Documento di analisi e proposte sulla struttura urbana e particolarmente sul quartiere di Cinecittà e Appio Tuscolano,* s.d., in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 83, f. 64, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[183] Phénomène de subversion sociopolitique alimenté par un réseau hétéroclite de groupes extraparlementaires qui refusent d'agir en régime de clandestinité et caractérisé par la création – violente, le cas échéant - de situations de contre-légalité urbaine, propédeutiques à l'explosion insurrectionnelle de la révolution communiste. Voir le chapitre 6 de ce travail.

[184] "*Rome présente dans des formes plus accentuées que dans le reste du pays une caractéristique décisive pour son évolution moderne : une expansion démographique sauvage et brutale […]. En l'espace d'un siècle, la population de Rome décuple et les terrains constructibles deviennent la plus grande source de richesse en ville. […] Il est bien évident que banquiers et propriétaire de terrains, constructeurs, intermédiaires, grands commerçants, gestionnaire de services publics […], commis de l'État, clergés n'ont aucun intérêt pour des autres mécanismes d'accumulation capitaliste. De ce fait, le système industriel romain a été maintenu dans un état arriéré et fragmenté",* in Avanguardia Operaia, *Contributi per un'analisi della lotta di classe a Roma, cit.*. Voir aussi : *Case Roma, "*Controinformazione", I, n. 3-4, juillet 1974, pp. 10-11.

[185] Pour ce qui est de cette réélaboration néomarxiste du concept de contrôle social appliqué au cadre urbain, voir : Giuliano Della Pergola, *Diritto alla città e lotte urbane,* cit., p. 152.

> prolétaires, les déportations de la population du centre vers les « borgate » de Mussolini[186].

Cependant, malgré cette vision commune – qui reflète surtout l'appartenance à la même koinè marxiste – l'attitude et les répertoires de l'extrême gauche romaine divergent drastiquement des indications du parti communiste. Pour les formations extraparlementaires, en effet, la structure de la ville est trop éloignée du paradigme industrialiste occidental pour porter le système capitaliste à son point de crise seulement à travers une mobilisation gradualiste et progressive des périphéries. Au contraire, le travail d'unification des forces dispersées du prolétariat romain doit servir directement et sans médiation à la cause révolutionnaire. Comme l'affirme un bulletin d'un comité de lutte du quartier « Primavalle »,

> l'organisation de la ville reproduit et conserve la division en classes ; les terribles conditions de vie dans les quartiers populaires sont la continuation des conditions de travail : en bref, il s'agit d'une seule condition prolétaire […]. Voilà l'exigence pour les travailleurs de s'organiser dans les quartiers et sur le territoire, non seulement pour défendre les conquêtes salariales et politiques obtenues sur les lieux de travail, mais aussi pour étendre le front général de la lutte contre le système capitaliste dans une perspective qui réunisse toutes les couches sociales soumises à l'exploitation et à l'oppression capitalistes : ouvrier, chômeurs, étudiants[187].

Dans ce sens, le premier but de l'organisation du prolétariat à Rome devient l'imposition d'un contrôle sur le territoire urbain, voire la création de « zones rouges » où la légalité bourgeoise est annulée par la désobéissance et la violence. Le groupe « Potere Operaio » (PotOp)[188] les définit comme des « aires territoriales où l'organisation de classe arrive à exercer un pouvoir réel à travers la désorganisation des pouvoirs de l'État, de ses appareils de répression et provocation »[189]. L'analyse de la physionomie urbaine de Rome se révèle donc fondamentale pour les exigences des

---

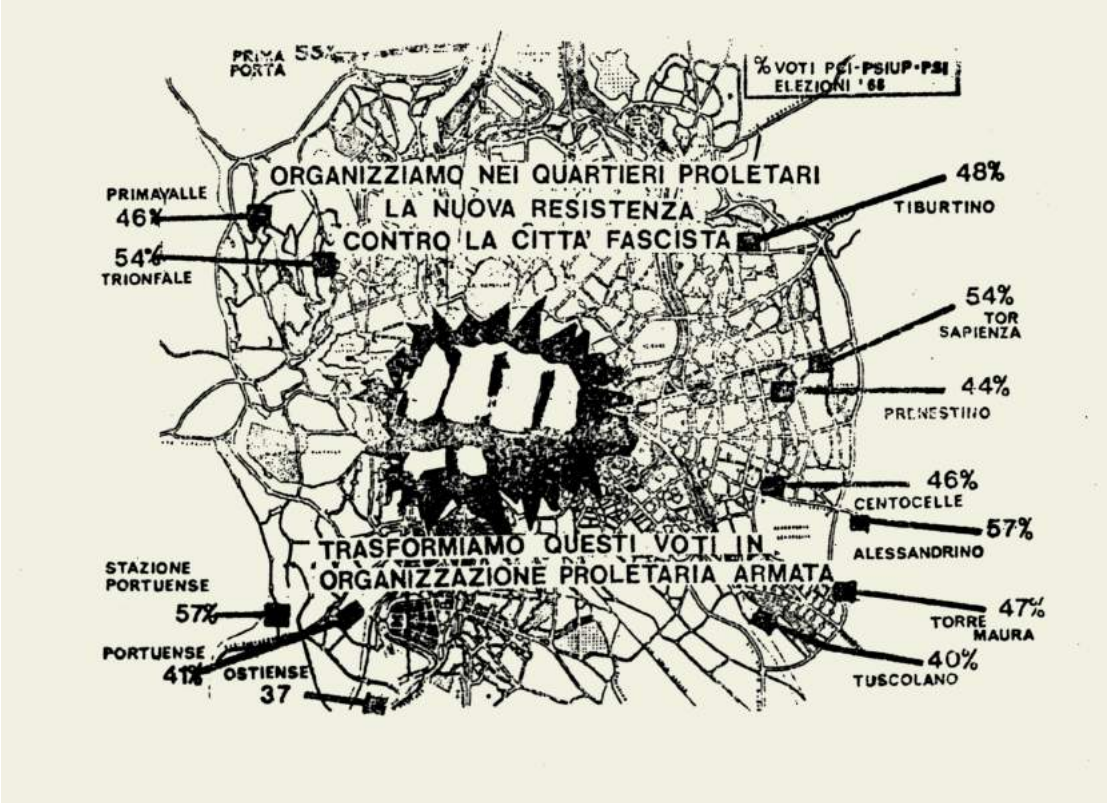
[186] Organismi di quartiere, *La disgregazione sociale come aspetto principale dell'oppressione borghese a Roma,* s.d., in « Fondo Memorie di Carta », Raoul Mordenti, d. 7, f. 18, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[187] *Cordones (foglio a cura del comitato di lotta per la casa Primavalle)*, suppl. à "Città Futura", V, n. 8, août 1973.

[188] Sur ce groupe, voir le chapitre 6 de ce travail.

[189] *Roma. Nella cintura rossa nasce il partito dell'insurrezione,* "Potere Operaio", n. 40-41, 29 mai-12 juin 1971. Voir aussi : *MAO – Movimento dell'Autonomia Operaia,* "I Volsci", n. 6, octobre 1978.

formations de *l'illégalité de masse* qui fondent justement leur projet subversif sur l'idée d'une « prise de la ville » à travers une « longue marche rouge ». Toutefois, la question de la « singularité métropolitaine » de la capitale interpelle aussi la partie du mouvement d'ultragauche liée au répertoire du « parti armé »[190] qui, agissant dans la clandestinité, est essentiellement désintéressée au contrôle du territoire. Pour le groupe « Br di Roma »[191], par exemple, les cibles de la violence armée sont ces personnes et ces appareils qui, continuant à perpétrer la marginalisation sociogéographique du prolétariat dans la capitale d'Italie, révèlent la vraie nature fasciste de l'État républicaine[192].



Tract diffusé par les "Br di Roma" en mars 1972 pour inviter les prolétaires romains des quartiers populaires à rejoindre la lutte armée.

On notera le symbolisme graphique fondé sur l'attaque frontale au « cœur fasciste de la ville », à réaliser par l'organisation d'une « nouvelle Résistance » dans les périphéries « rouges » de la capitale.

Source : Partito Comunista italiano – Federazione di Roma, *La violenza eversiva a Roma negli anni 1978-82 : dossier,* 1983

[190] Phénomène de subversion sociopolitique animé par des groupes armés opérant dans la clandestinité et caractérisé par l'utilisation de techniques paramilitaires voué à la désarticulation scientifique du pouvoir étatique, sans nécessairement passer par un moment insurrectionnel. Voir le chapitre 7 de ce travail.

[191] Petit groupe armé qui opère entre 1970 et 1972. Voir le chapitre 7 de ce travail.

[192] Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia (1969-1988),* Roma, Isodarco, pp. 188, 210 et 288.

Même pour les « Brigades Rouges » (BR) – le groupe armé le plus important des « années de plomb » – l'image et la structure urbaine de Rome se présentent comme des variables en mesure de conditionner le développement de la stratégie subversive. En effet, nées dans les espaces hyperindustrialisés du Nord, les BR doivent, dès 1974, préparer une descente – géographique et culturelle à la fois – à Rome, afin de porter finalement « l'attaque au cœur de l'État », déclenchant une nouvelle guerre civile dans le pays. Cependant, la capitale avec sa faible capacité à rassembler des masses ouvrières et son énorme population sous-prolétaire échappe, à priori, à tout modèle d'action brigadiste[193] : comme le rappelle le membre Prospero Gallinari, aux yeux des BR Rome ne représente que le siège symbolique du pouvoir politique, installé dans une ville arriérée et exotique[194]. Le processus de création de la section romaine des « Brigades Rouges » (« colonna romana ») – qui s'achève au tournant de 1977 – passe donc aussi par un difficile travail de réélaboration intellectuelle et opérationnelle de la « question romaine »[195].

En définitive, ce premier regard sur les racines de la violence politique qui a bouleversé Rome pendant la décennie post-68 a permis de comprendre le rôle fondamental qu'une structure urbaine si singulière, problématique et composite a joué dans l'imaginaire de la militance extraparlementaire romaine. Nous avons d'abord montré de quelle manière la spéculation immobilière, l'explosion démographique et la mauvaise administration ont hypothéqué un développement harmonieux de la capitale, tout en limitant gravement le processus d'industrialisation et en institutionnalisant la ghettoïsation des périphéries. Ensuite, on a reconstruit les modèles interprétatifs et les répertoires propagandistes que le principal parti d'opposition – le PCI – élabore au sujet de l'identité et de la fonction de Rome dans le cadre du système néocapitaliste italien. Enfin, nous avons mis en exergue le passage de ces postures idéologiques – stigmatisant la nature arriérée, dégradée et oppressive de la capitale – dans le champ des mouvements antagonistes, qui s'approprient sélectivement des analyses du parti

[193] Voir : Paola Tavella et Anna Laura Braghetti, *Il prigioniero*, Milano, Feltrinelli, 2003, p. 92.

[194] Prospero Galinari, *Un contadino nella metropoli,* cit., p. 109.

[195] En ce sens, l'attitude brigadiste tend à conforter la trajectoire universelle de la « question romaine » : la capitale ne se révèle encore une fois rien plus qu'un espace géographique dans lequel les lignes de fuite étatiques se déploient, à l'écart des processus historiques de transformations nationales. Plus de 50 ans auparavant, Antonio Gramsci affirmait en effet que "*l'État italien doit être décapité à Milan et non pas à Rome, car les appareils capitalistes du gouvernement réel du pays ne se trouvent pas à Rome, mais à Milan. […] à Rome, la dictature du prolétariat ne luttera pas contre la puissance économique de la bourgeoisie, mais uniquement contre le sabotage opéré par les bureaucrates",* in Antonio Gramsci, *La funzione storica delle città e il socialismo,* cit.

communiste romain pour définir théoriquement le contexte sociohistorique où ils se trouvent à opérer. Les prochains chapitres s'occuperont des conséquences matérielles de cette attitude : on verra, en effet, comment ce sentiment généralisé d'altérité urbaine va servir de base pour légitimer des formes de contestation violente contre la réalité de la ville, au sein desquelles vont grandir ces expériences radicales qui présideront finalement au choix de la lutte armée.

Chapitre 2

Un cadre politique polarisé : l'influence du Vatican, le syndrome anticommuniste et le paradigme antifasciste

La territorialisation des inégalités sociales déterminée par le processus de développement urbain que l'on vient de décrire se répercute aussi dans la dynamique politique de la capitale : la confrontation électorale, en ville, est le miroir de la structure composite et hypertrophique de la *ville éternelle.* Dans le cadre de l'identité complexe de Rome (capitale du pays et de la chrétienté), le double héritage de la mythologie néo-impériale fasciste et de la Résistance antinazie, la dégradation et la massification croissantes des périphéries populaires, l'intensification des luttes de quartier, le poids de la spéculation foncière dans l'économie urbaine, le contraste entre zones bourgeoises et prolétaires sont autant d'éléments affaiblissant la cohésion sociale de la ville. Contradictions qui sont aggravées par les enjeux symboliques et matériels du contrôle de la Mairie de Rome (« Campidoglio ») : pour un parti ou une coalition, administrer la *ville éternelle* signifie accéder, en effet, au budget de la plus grande commune d'Italie, tout en pouvant profiter politiquement d'un contact quotidien avec les sièges institutionnels de l'État, du Vatican et des représentations diplomatiques étrangères.

Cependant, bien qu'étroitement liée à la « singularité socio-urbaine » de la capitale, la conflictualité politique à Rome réplique à peu près le modèle national : un rude affrontement entre deux ailes « antisystèmes » – les néofascistes et les communistes – et un milieu catholico-centriste qui garantit la stabilité, en agissant comme le pilier de tout gouvernement par sa nature à la fois antifasciste et anticommuniste[1]. Si toutefois à l'échelle nationale, la *constitution matérielle* de la République[2] oblige constamment le pôle de droite (MSI) et de gauche (PCI) du spectre politique à une « opposition

[1] Sur la structure du système politique italien pendant ladite « Première République » (1948-1993), voir : Pietro Scoppola, *La repubblica dei partiti,* cit. ; Gianfranco Pasquino, *Il sistema politico italiano. Autorità, istituzioni, società,* Bologna, Bononia University Press, 2002.

[2] La *constitution matérielle* du régime républicain italien se base substantiellement sur une sorte d'armistice institutionnel, qui en excluant la possibilité d'accéder au gouvernement du pays pour les ailes antisystème, tente de garantir à la fois la stabilité extérieure (fidélité à l'alliance atlantique anti-communiste) et intérieure (garder le caractère antifasciste de la République) de l'Italie, sous la menace latente d'une relance de la guerre civile stoppée en 1945. Voir : Raffaele Romanelli (dir.), *Storia dello Stato italiano dall'Unità a oggi,* 1995, pp. 219-245 ; Simona Colarizi, *Storia dei partiti nell'Italia repubblicana,* Roma-Bari, Laterza, 1996.

irresponsable »[3] - indépendamment d'une éventuelle majorité électorale (ce que la littérature a défini comme *conventio ad excludendum*) - la création d'une administration locale guidée par un parti « antisystème »[4], se révèle tout à fait envisageable au niveau municipal. En effet, au sein de la dimension communale italienne les contraintes géopolitiques et constitutionnelles finissent par perdre de l'importance en regard du pouvoir économique ou du charisme personnel des candidats.

Deux exemples de l'intégration dans la propagande démocrate-chrétienne des « clauses ad excludendum », à l'égard des ailes néofascistes et communistes, actives au sein de la constitution matérielle de la République italienne.

Source : www.centrostudimalfatti.org

De ce fait, en tant que capitale de l'État, Rome dans l'après-guerre, concentre tous les attributs majeurs de la lutte politique nationale[5], moyennant, toutefois, certaines variations liées à la dynamique municipale italienne. La possibilité que les communistes et les néofascistes puissent contrôler la *ville éternelle* – en mettant ainsi

[3] D'après l'explication du politologue Giovanni Sartori : "*opposition irresponsable dans la signification littérale (et non pas morale) du mot, à savoir une opposition qui ne répond pas, qui ne s'attend pas à répondre de ses promesses […]. Une telle caractéristique est étroitement associée au mécanisme particulier d'alternance au gouvernement […]. D'un côté le parti de centre […] n'est pas soumis à rotation : étant le pivot de toute possible majorité de gouvernement, son destin est de gouverner toujours. De l'autre, les partis extrémistes – ceux qui s'opposent au système – sont exclus presque par définition de l'accès au gouvernement et sont du coup destinés à ne gouverner jamais*", in Giovanni Sartori, *Teoria dei partiti e caso italiano,* Milano, SugarCo, 1982, pp. 32 et 87.

[4] Par exemple, les villes de Bologne et Turin sont administrées à maintes reprises par le PCI, tandis que le parti monarchiste gouverne Naples pendant dix ans.

[5] A savoir la polarisation extrême, la grande influence politique du Vatican, la persistance du double clivage croisé antifascisme/anticommunisme, les conditionnements de l'étranger, la prédominance du législatif sur les autres pouvoirs étatiques, l'excessive centralisation administrative, le dirigisme et le clientélisme, la diabolisation constante de l'adversaire politique, la mobilisation perpétuelle de l'opinion publique. Voir : Enzo Santarelli, *Storia critica della Repubblica,* Milano, Feltrinelli, 1996 ; Matthijs Bogaards, *The Italian First Republic : « Degenerated Consociationalism » in a Polarised Party System,* "West European Politics", 28, n. 3, 2005, pp. 503-520.

en cause les fonctions de centre politique d'un pays atlantiste et d'épicentre de la chrétienté – nourrit les stéréotypes et les appréhensions les plus irrationnelles. Une agitation « viscérale » qui conduit l'hostilité naturelle opposant les familles idéologico-politiques italiennes à se radicaliser davantage sur le terreau romain. À l'image du modèle républicain, au centre de l'arène se placent deux vastes aires sociales farouchement antagonistes et aux velléités universalistes - un milieu catholico-modéré représenté par la DC et une aire de gauche ancrée sur le PCI – maintenues séparées par un diaphragme laïc-progressiste composé de formations mineures allant des libéraux aux socialistes[6]. Dans une position formellement plus éloignée se situent les nombreux nostalgiques de l'époque mussolinienne, réunis principalement sous l'égide du MSI et secondairement sous celle du parti monarchiste. Le paysage politique est donc structuré de manière bipolaire – les démocrates-chrétiens et les communistes –, mais reste très instable en raison de l'activisme et du nombre non négligeable des néofascistes[7].

I. *La construction des clivages politiques dans la ville à l'aube de la République : le « blanc », le « rouge », le « noir »*

Comme l'anticipait le premier chapitre de ce travail, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le prestige de l'autorité papale est tel que le Vatican peut rêver un processus de « ré-christianisation » intégrale de Rome, en mesure d'effacer les sombres temps de sécularisation arrivés avec la « brèche de Porta Pia »[8]. En s'adressant aux cardinaux de la Curie, Pie XII expose ce projet ambitieux déjà dans son discours du 25 décembre 1945, quand l'Italie est encore une monarchie soumise à une administration provisoire présidée par les États-Unis[9] :

---

[6] Du centre-droite à au centre-gauche du spectre politique : le parti libéral (PLI), le parti républicain (PRI), le parti social-démocrate (PSDI), le parti socialiste (PSI).

[7] Voir : Nicola Porro, *Il cemento e la ricotta. Per una sociologia del sistema politico romano (1946-1992),* Roma, Seam, 1993.

[8] Il s'agit de la brèche que l'armée italienne réalise le 20 septembre 1870 dans le mur d'Aurélien pour pénétrer dans la ville, abattre le pouvoir temporel du Pape sur Rome et en faire la nouvelle capitale du Royaume d'Italie. Voir : Antonio Di Pierro, *L'ultimo giorno del Papa Re : 20 settembre 1870. La breccia di Porta Pia,* Milano, Arnoldo Mondadori, 2008.

[9] Voir : David W. Elwood, *L'alleato nemico: la politica dell'occupazione anglo-americana in Italia 1943-1946,* Milano, Feltrinelli, 1977.

> Rome appariera finalement comme la ville éternelle, la ville universelle, la ville Caput mundi, l'Urbs par excellence, la ville dont tout le monde est citoyen ; la ville qui est le siège du Vicaire du Christ, envers laquelle se tournent les regards de tout le monde catholique ; l'Italie – terre bénie qui accueille Rome dans son ventre – n'en sortira pas diminuée : au contraire, en tant que partie de cette grandeur et de cette universalité, elle brillera aux yeux de tous les peuples[10].

La popularité liée à l'image de « protecteur » de la ville durant l'occupation nazie, est renforcée par la présence capillaire de l'Église dans le corps social : seule structure non fasciste tolérée par le régime dictatorial[11], l'Église catholique est de loin le sujet non étatique le plus solide et le mieux installé dans la nouvelle réalité démocratique du pays. Le Saint-Siège préside, en effet, à un réseau organisationnel remarquable qui, centré à Rome, s'occupe d'encadrer et de mobiliser les masses croyantes italiennes[12], avec une attention particulière adressée aux secteurs qui représentent un réservoir pour les classes dirigeantes du futur : les jeunes et les universitaires[13]. En même temps, la Curie papale peut compter sur un système informel de relation qui agglomère l'élite supérieure des notables romains autour d'un idéal de vie ancré dans le champ de la

---

[10] Cité par Francesco Margiotta Broglio, *Dalla Conciliazione al Giubileo 2000,* in Luigi Fiorani et Adriano Prosperi (dir.), *Storia d'Italia. Annali 16. Roma, la città del papa,* Torino, Einaudi, 2000, p. 1177. Pour une vision globale de l'action politique de Pie XII pendant la première décennie de l'Italie républicaine, voir : Giovanni Miccoli, *La Chiesa di Pio XII nella società italiana del dopoguerra,* in Francesco Barbagallo et al. (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana,* cit., pp. 537-613.

[11] Voir : Sandro Rogari, *Come la Chiesa si difese da Mussolini,* Firenze, Le Monnier, 1978 ; Renato Moro, *Azione cattolica, clero e laicato di fronte al fascismo,* in Francesco Malgeri, *I cattolici dal Fascismo alla Resistenza,* Roma, Il Poligono, pp. 88-377 ; Giovanni Sale, *La Chiesa di Mussolini : i rapporti tra fascismo e religione,* Milano, Rizzoli, 2011.

[12] Les deux structures majeures sont : l'Azione Cattolica (AC) réunissant universellement les citoyens et les Associazioni Cristiane Lavoratori Italiani (ACLI) qui s'occupent plus spécifiquement de l'assistance syndicale aux travailleurs. Voir : Agostino Giovagnoli, *Le organizzazioni di massa d'Azione Cattolica,* in Roberto Ruffilli (dir.), *Cultura politica e partiti nell'età della Costituente,* Bologna, Il Mulino, 1979, pp. 435-492; Mario Casella, *L'azione Cattolica alla caduta del fascismo : attività e progetti per il dopoguerra, 1942-'45,* Roma, Studium, 1984; Ernesto Preziosi, *Storia dell'Azione Cattolica: la presenza nella Chiesa e nella società italiana,* Soveria Mannelli, Rubettino, 2008; Domenico Rosati, *L'incudine e la Croce: mezzo secolo di Acli,* Torino, Sonda, 1994; Mariangela Maraviglia, *ACLI: cinquant'anni di presenza nella Chiesa e nella società italiana,* Cinisello Balsamo, San Paolo, 1996.

[13] Notamment à travers la « Gioventù Italiana di Azione Cattolica » (GIAC) et la Federazione Universitaria Cattolici Italiani (FUCI). Voir : Wladimiro Dorigo et Sandro Berti, *La Gioventù di Azione Cattolica,* "Il Veltro", VIII, n. 4, 1964, pp. 551-575 ; Francesco Piva, "*La gioventù cattolica in cammino…": memoria e storia del gruppo dirigente (1946-1954),* Milano, FrancoAngeli, 2003; Guido Anichini, *Cinquant'anni di vita della FUCI,* Roma, Studium, 1947; Renato Moro et Maria Cristina Giuntella, *Dalla Fuci degli anni '30 verso la nuova democrazia,* Roma, AVE, 1991. Pour ce qui du processus de formation de la future classe dirigeante catholique, voir : Guido Formigoni, *L'associazionismo cattolico e la formazione della classe politica in Italia,* in Giovanni Orsina et Gaetano Quagliariello (dir.), *La formazione della classe politica in Europa,* Manduria, Lacaita, 2000, pp. 269-290.

tradition religieuse et du conservatisme politique (« partito romano »). Étroitement lié à la rente foncière et aux investissements publics qui dominent l'économie de la ville, il s'agit d'un véritable

> lobby interne au monde ecclésial, très influent, et avec une inclination politique clérico-modérée. […] Les expressions de « parti » ou de « groupe » expriment très mal, de façon trop rigide, le système d'alliances et d'amitiés, la communauté d'idéaux et d'objectifs, très cohérent, mais aussi porteur de tempéraments et de facettes spécifiques : il s'agit d'un système volontaire de convergences, sans aucune discipline de base, encadré uniquement dans la mission d'agir pour « le bien de l'Église » et pour l'obéissance au Pape […]. Un dessein complexe, une sorte d'entente cordiale entre les catholiques, les bourgeois, les politiciens préfascistes et les classes moyennes[14].

Cependant, malgré ces vastes réseaux[15], le Vatican ne reste qu'une enclave, à savoir une institution confinée dans l'extraterritorialité, qui ne peut intervenir dans la situation italienne uniquement qu'à travers l'influence spirituelle, les indications indirectes et la propagande culturelle[16] : en ce sens, la section romaine de la « Démocratie-Chrétienne » se pose comme le point de médiation politique[17] qui opère la synthèse entre les volontés de la Curie, les nécessités des organisations catholiques de masse[18], les pressions exercées par le « partito romano » et les dynamiques de la bataille électorale en ville. Cette élaboration est mise en œuvre par une bureaucratie de parti qui, nonobstant une grande différentiation interne[19], se révèle extrêmement

---

[14] Andrea Riccardi, *Il "partito romano" nel secondo dopoguerra (1945-1954),* cit., pp. X-XI, XIII. Voir aussi : Carlo Falconi, *Il Pentagono vaticano. Il potere tempoarle nella Curia romana,* Milano, Kaos, 1958.

[15] Pour une idée statistique de cette organisation sociale, voir : Salvatore Lupo, *Partito e antipartito,* cit., pp. 40-54.

[16] Voir : Guido Verucci, *La Chiesa nella società contemporanea : dal primo dopoguerra al Concilio Vaticano II,* Roma-Bari, Laterza, 1988. Dans l'énorme arsenal propagandiste et communicationnelle de l'église catholique italienne, il faut certainement citer l'activité de l'hebdomadaire « Famiglia Cristiana », qui sous le slogan « ne pas parler de religion chrétienne mais parler de tout chrétiennement » parvient à rivaliser en termes de tirages, avec les journaux les plus importants du pays. Voir : Mario Marazziti, *Cultura di massa e valori cattolici : il modello di « Famiglia cristiana",* in Andrea Riccardi (dir.), *Pio XII*, Bari, Laterza, 1985, pp. 307-334.

[17] Voir : Agostino Giovagnoli, *Le premesse della ricostruzione. Tradizione e modernità della classe dirigente cattolica,* Milano, Nuovo Istituto Editoriale Italiano, 1982.

[18] Voir : Andrea Ciampani, *Ambienti e dinamiche dell'associazionismo giovanile cattolico in Italia nella formazione all'impegno politico (1944-1954),* in Giovanni Orsina et Gaetano Quagliariello (dir.), *La formazione della classe politica in Europa,* cit., pp. 313-320.

[19] Des traditionnalistes réactionnaires aux modernistes de gauche. Pour une vision de ces deux extrêmes, voir : Augusto Del Noce, *Genesi e significato della prima sinistra cattolica postfascista,* in

solide et capable de mélanger pugnacité idéologique, préparation intellectuelle et pragmatisme administratif[20] : c'est dans la gestion pragmatique du pouvoir civil, au sein d'un contexte extrêmement bouillonnant[21], que ces cadres tentent d'harmoniser la « foi » et la « politique »[22]. Pour eux, l'ennemi naturel et incontournable est incarné par le communisme, à la fois expression démoniaque d'un matérialisme athéiste[23] et rival aguerri dans la bataille pour l'hégémonie populaire, en raison notamment du prestige accumulé pendant la Résistance[24] : la perception de la « menace rouge » est si intense[25] que les démocrates-chrétiens – sans jamais toutefois céder aux pulsions les plus maccartistes[26] - finissent par abandonner toute hésitation à l'égard de l'adhésion au Pacte atlantique[27], en acceptant de se mettre à la tête du front anticommuniste italien[28], nonobstant la présence d'ex-fascistes en cherche d'une nouvelle légitimation[29]. Pratiquement, dans le cadre de la double discrimination contre les extrêmes[30], la DC opère le choix du moindre mal, en tenant les « noirs » plus

---

Giuseppe Rossini (dir.), *Modernismo, fascismo, comunismo,* Bologna, Il Mulino, 1972, pp. 415-504 ; Giovanni Tassani, *La cultura politica della destra cattolica,* Roma, Coines, 1976.

[20] Voir : Gianni Baget Bozzo, *Il partito cristiano al potere. La Dc di De Gasperi e Dossetti 1945-1954,* Firenze, Vallecchi, 1974 ; Ada Ferrari, *Dalla democrazia liberale alla democrazia cristiana, ovvero la "virtù del libero obbedire",* "Storia Contemporanea", 27, n. 6, 1996, pp. 931-954.

[21] Voir : Simona Colarizi, *La seconda guerra mondiale e la Repubblica,* Torino, Utet, 1984 ; Pier Giorgio Zunino, *La Repubblica e il suo passato. Il fascismo dopo il fascismo, il comunismo, la democrazia: le origini dell'Italia contemporanea,* Bologna, Il Mulino, 2003.

[22] Voir : Pietro Scoppola, *Dal neoguelfismo alla Democrazia cristiana,* Roma, Studium, 1957 ; Agostino Giovagnoli, *La cultura democristiana. Tra Chiesa cattolica e identità italiana,* Roma-Bari, Laterza, 1991.

[23] Le 1er juillet 1949 la « Congrégation pour la doctrine de la foi » déclare l'excommunication de l'idéologie communiste pour apostasie : ce décret reste en vigueur jusqu'au 27 novembre 1983. Voir : *Decretum,* 1er juillet 1949, "Acta Apostolicae Sedis", 1949, p. 334.

[24] Voir : Roberto Morozzo Della Rocca, *Unione Sovietica e questione comunista nell'opinione pubblica cattolica in Italia,* in Andrea Riccardi (dir.), *Pio XII,* cit., pp. 379-407 ; Guido Miccoli, *Cattolici e comunisti nel secondo dopoguerra: memoria storica, ideologia e lotta politica,* "Studi Storici", XXXVIII, 1997, pp. 951-991.

[25] Augusto Del Noce, *La potenza ideologica del marxismo e la possibilità del successo de comunismo in Italia,* in *Partiti e democrazia,* Atti del terzo convegno nazionale di studio della Democrazia cristiana, S. Pellegrino Terme 13-16 settmebre 1963, Roma, Cinque Lune, 1964 pp. 506-549 ; Marcello Flores, *Il mito dell'URSS nel secondo dopoguerra,* in Pier Paolo D'Attorre (dir.), *Nemici per la pelle. Sogno americano e mito sovietico nell'Italia contemporanea,* Milano, FrancoAngeli, 1991, pp. 491-507.

[26] Nonobstant l'excommunication de la part du Vatican et les pressions américaines, les gouvernements de la DC refuseront toujours de mettre hors-loi le PCI

[27] Voir : Guido Formigoni, *La Democrazia Cristiana e l'alleanza occidentale (1943-1953),* Bologna, Il Mulino, 1996. Voir aussi : Vea Capperucci, *Le correnti della Democrazia Cristiana di fronte all'America. Tra differenziazione culturale ed integrazione politica, 1944-1954,* in Piero Craveri et Gaetano Quagliariello (dir.), *L'antiamericanismo in Italia e in Europa nel secondo dopoguerra,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2002, pp. 249-289.

[28] Vroi : Roberto Pertici, *Il vario anticomunismo italiano (1936-1960) : lineamenti di una storia,* in Ernesto Galli della Loggia et Loreto Di Nucci (dir.), *Due nazioni,* cit., pp. 263-334 ; Damilo Breschi, *Le forme dell'anticomunismo alle origini della repubblica,* in Giancarlo Monina (dir.), *1945-1946. Le origini della Repubblica,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007, pp. 303-340.

[29] Voir : Giuseppe Parlato, *Fascisti senza Mussolini. Le origini del neofascismo in Italia 1943-1948,* Bologna, Il Mulino, 2006.

[30] Voir : Aurelio Lepre, *L'anticomunismo e l'antifascismo in Italia,* Bologna, Il Mulino, 1997.

« traitables » et fréquentables que les « rouges » : les démocrates-chrétiens pensent, en effet, pouvoir instrumentaliser les néofascistes en fonction de la croisade anticommuniste internationale[31], en jouant d'un côté sur ses faiblesses et sa culpabilité[32] et de l'autre sur les valeurs traditionalistes qui avaient déjà servi de base au compromis clérico-fasciste des « Accords du Latran »[33]. Il en résulte un regroupement centriste, mais orienté à droite, qui tente de faire appel au projet de « Rome ville sacrée » pour ériger une digue sociopolitique apte à repousser la déferlante de gauche[34] : pour ce faire, les démocrates-chrétiens de la ville s'engagent dans la construction d'un consensus de masse avec les armes du clientélisme et le contrôle des ressources publiques, pour assécher les soutiens potentiels du communisme à Rome[35]. Comme le remarque Marco De Nicolò,

> le projet de « ville sacrée » […] creuse le fossé entre la DC romaine et la DC nationale, peu encline à regarder trop à droite et généralement méfiante envers ce « partito romano » qui associe le projet de « ville sacrée » à d'autres intérêts économiques et financiers. La DC romaine exprime, en définitive, une identité indépendante : elle ne se caractérise pas comme une ramification locale mise sous le contrôle, ou au moins harmonisée, avec la direction centrale. La DC romaine apparaît plutôt comme un parti autonome, soutenu principalement par les classes moyennes de la ville. […] Si l'Église s'était engagée de facto dans la

---

[31] Pour ce qui est du processus international de récupération des secteurs « noires » en fonction de lutte anticommuniste, voir : Luc Van Dongen, *Un purgatoire très discret. La transition « helvétique » d'anciens nazis, fascistes et collaborateurs après 1945,* Paris, Perrin, 2008.

[32] Voir : Gianpasquale Santomassimo, *La memoria pubblica dell'antifascismo,* in Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta. Culture, nuovi soggetti, identità,* cit., pp. 137-171. Pour un regard critique, voir : Salvatore Lupo, *Antifascismo, anticomunismo e anti-antifascismo nell'Italia repubblicana,* in Alberto De Bernardi et Paolo Ferrari (dir.), *Antifascismo e identità europea,* Roma, Carocci, 2004, pp. 365-378.

[33] Voir : Pietro Scoppola, *La proposta politica di De Gasperi,* Bologna, Il Mulino, 1978 ; Roberto Sani, *La "Civiltà cattolica" e la politica italiana nel secondo dopoguerra italiano,* Milano, Vita e Pensiero, 2004.

[34] Comme l'on verra dans les paragraphes suivants, les perceptions collectives d'après-guerre seront confirmées par les premières élections de 1946 et 1947, dans lesquelles les partis de gauche réunis en cartel seront les plus votés.

[35] Voir : Andrea Riccardi, *Roma "città sacra"? Dalla Conciliazione all'operazione Sturzo,* Milano, Vita e Pensiero, 1979, pp. 340 et s. ; Stefania Boscato, *La Dc e la circoscrizione elettorale Roma-Viterbo-Latina-Frosinone,* in Silvana Casimirri (dir.), *Il ceto politico del Lazio nell'Italia repubblicana. Dinamiche della rappresentanza e costruzione del consenso (1946-1963),* Milano, FrancoAngeli, 2011, pp. 199-236. Sur le role du cliéntelisme dans le système républicain italien, voir : Luigi Graziano, *Clientelismo e sistema politico: il caso dell'Italia,* Milano, FrancoAngeli, 1979. Sur le contrôle des ressources publiques de la part de la DC, voir : Franco Cazzola (dir.), *Anatomia del potere Dc. Enti pubblici e centralità democristiana,* Bari, De Donato, 1978. Sur la situation d'instabilité sociale à Rome au lendemain de la guerre, voir : Ilenia Rossini, *Riottosi e ribelli. Conflitti sociali e violenze a Roma (1944-1948),* cit.

> réinsertion sociale de classes moyennes qui s'étaient impliquées avec le fascisme, à Rome cette « mission » est menée à grande échelle, s'appuyant sur les nombreuses couches sociales qui peuvent être attirées par le conservatisme et l'autorité religieuse[36].

Dans une perspective catholico-centriste des débuts de la guerre froide, la DC romaine remet donc en selle les néofascistes[37] qui, de façon inespérée, se voient offrir une voie de sortie au destin de stigmatisation d'après-guerre : stimulés par le nouvel environnement politique et déchargés de la pression judiciaire grâce à l'*amnistie Togliatti* (22 juin 1946)[38], les milieux « noirs » italiens qui se concentrent dans l'ancienne capitale-vitrine du « mussolinisme »[39], sortent de la clandestinité[40]. Cependant, le rôle « d'infanterie anticommuniste » au service de l'Occident que la stratégie démocrate-chrétienne attribue à l'extrême droite romaine n'est pas accepté de bonne grâce : se ranger dans le champ de « l'envahisseur ploutocratique américain »[41] pour attaquer un régime quand même admirable qui est substantiellement issu de la seule révolution réussie dans l'Europe du XXe siècle, tel

---

[36] Marco De Nicolò, *L'apparente refuso cronologico : Garibaldi contro la « città sacra ». Le prime elezioni a Roma nel secondo dopoguerra (1946-1948),* in Silvana Casimirri (dir.), *Il ceto politico del Lazio nell'Italia repubblicana,* cit.*,* p. 27.

[37] Voir : Mario G. Rossi, *Da Sturzo a De Gasperi. Profilo storico del cattolicesimo politico nel Novecento,* Roma, Editori Riuniti, 1985, pp. 194 et s.

[38] Il s'agit d'une mesure exceptionnelle promulgué par le ministre de la Justice, le leader communiste Palmiro Togliatti (qui élabore la norme sans rien dire à son parti), du gouvernement de transition (dirigé par le démocrate-chrétien Alcide De Gasperi) qui accompagne l'Italie dans la nouvelle dimension républicaine : pensée initialement comme un moyen pour pacifier le pays, en effaçant les conséquences judiciaires des violences politiques perpétrées pendant l'occupation militaire du territoire national, ce décret finira par tirer une croix sur les crimes fascistes et collaborationnistes. Voir : Mimmo Franzinelli, *L'Amnistia Togliatti. 22 giugno 1946 : colpo di spugna sui crimini fascisti,* Milano, Mondadori, 2006. Pour un regard comparé sur les processus d'épuration conséquents aux expériences dictatoriales, voir : Angela Di Gregorio, *Epurazioni e protezione della democrazia. Esperienze e modelli di « giustizia post-autoritaria »,* Milano, FrancoAngeli, 2012.

[39] Sur le pouvoir attractif de Rome au sein du système fasciste, voir : Alessandra Staderini, *La federazione romana del PNF: uno strumento al servizio del totalitarismo,* in Emilio Gentile (dir.), *Modernità totalitaria. Il fascismo italiano,* cit., pp. 131-158. Sur la situation d'après-guerre, voir : *Movimentata caccia ai neofascisti romani,* "La Stampa", 26 mai 1946 ; *Il pericolo del neofascismo in Italia,* "L'Unità", 23 novembre 1946.

[40] Les néofascistes italiens parviennent, en effet, à former un véritable parti au tournant de 1947. Voir : Giuseppe Parlato, *Dal clandestinismo alla legalità : il ruolo del referendum istituzionale nell'evoluzione del neofascismo italiano,* in Giancarlo Monina (dir.), *1945-1946,* cit.*,* pp. 141-168.

[41] Voir : Federico Robbe, *L'impossibile incontro : gli Stati Uniti e la destra italiana negli anni Cinquanta,* Milano, FrancoAngeli, 2012. Pour comprendre la haine que le monde fasciste romain avait introjecté au sujet de l'invasion américain de la ville, il suffit de relire les déclarations Mussolini au lendemain de l'occupation : "*La pensée qu'entre le Colisée et Place del Popolo les troupes bivouaquent, harcèle nos esprits et nous donne une souffrance grandissante. Les nègres sont passés sous les arcs et les rues qui ont été construites pour exalter la gloire ancienne et moderne de Rome […] Les Italiens comprennent pleinement la gravité de la situation et ils sont conscients de ce que Rome représente pour le monde et donc de ce qu'ils ont perdu*", in Benito Mussolini, *Roma o morte,* "Corrispondenza Repubblicana", 5 juin 1944.

que l'Union soviétique[42], n'est pas si évident pour un mouvement fondé sur l'anticapitalisme et l'antilibéralisme[43]. De plus, la mouvance « noire » n'oubliait pas que la Résistance contre le nazi-fascisme avait été un exercice pluriel – bien que supporté principalement par les résistants « rouges » - au sein duquel les forces catholiques et libéral-démocratiques ont joué un rôle décisif[44]. En vérité, au vu de la terrible défaite imposée par la coalition des « Alliés », le sentiment prédominant dans l'aire néofasciste semble être plutôt une attitude solipsiste, alimentée par un mélange de rage et de nostalgie[45] : de ce fait, amener les multiples composantes de l'extrême droite romaine – les ultranationalistes, les phalangistes, les traditionalistes, réactionnaires, les « fascistes de gauche », les « repubblichini »[46], les néonazis, les maccartistes, les « spiritualistes »[47], les « néo-squadristi »[48] - dans le sillage de l'atlantisme relève d'un énorme travail de médiation politique opéré par la fédération locale du MSI, dont les sections de quartier fonctionnent comme lieu de rencontre et de compromis[49]. Comme la « Démocratie chrétienne », aussi le « Mouvement social italien » est engagé dans l'harmonisation pragmatique des nombreuses sensibilités de

---

[42] Malgré les différences structurelles qui divisaient l'autoritarisme mussolinien et l'étatisme stalinien, l'Union soviétique a toujours suscité des sympathies au sein du monde fasciste italien, en raison de son origine révolutionnaire, de sa capacité de s'opposer à l'hégémonie capitaliste-bourgeoise en Europe, de ses programmes de régénération intégrale de l'esprit citoyen et national, de son dirigisme en matière d'économie. Au cœur du fascisme devenu régime survivait, en effet, une âme socialisante – issue d'une des racines majeures du mussolinisme, le syndicalisme révolutionnaire – qui voyait les idéologies « rouges » plus comme un allié potentiel dans la lutte anticapitaliste que comme un ennemi juré. Voir : Pietro Neglie, *Fratelli in camicia nera. Comunisti e fascisti dal corporativismo alla CGIL (1928-1948),* Bologna, Il Mulino 1996 ; Giuseppe Parlato, *La sinistra fascista. Storia di un progetto mancato,* Bologna, Il Mulino, 2000 ; Stefano Fabei, *I neri e i rossi: tentativi di conciliazione tra fascisti e socialisti nella Repubblica di Mussolini,* Milano, Mursia, 2011.

[43] Voir : Partito Nazionale Fascista, *Dizionario di Politica,* Roma, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, 1940 ; Giovanni Preziosi, *Giudaismo, bolscevismo, plutocrazia, massoneria,* Milano, Arnoldo Mondadori, 1941.

[44] Voir : Giuseppe Intersimone, *Cattolici nella Resistenza romana,* Roma, Cinque Lune, 1976.

[45] Voir : Wladimiro Dorigo, *Le tre anime del neofascismo italiano,* "Civitas", n. 5, mai 1953 ; Pier Giuseppe Murgia, *Ritorneremo! Storia e cronaca del fascismo dopo la Resistenza (1945-1950),* Milano, SugarCo, 1976.

[46] Les vétérans et les admirateurs de la République Sociale Italienne (RSI), l'État nazi-fasciste crée par l'armée allemande dans le nord de l'Italie (le centre-sud de la Péninsule était désormais contrôlé par les « alliés ») à la suite de l'implosion du régime mussolinien (25 juillet 1943) : organisé sur le modèle d'une république national-socialiste, le territoire de ce sujet étatique devient le champ de bataille de la guerre civile entre partisans et fascistes irréductibles qui ravage le pays jusqu'en 1945. Voir : Roberto Chiarini, *L'ultimo fascismo : storia e memoria della Repubblica di Salò,* Venezia, Marsilio, 2009.

[47] Les adeptes des théories de l'État organique, de l'Ordre Nouveau et du racisme spirituel. Comme l'on verra ensuite, la référence incontournable de cette subculture est la pensée philosophique de Julius Evola. Voir : Francesco Cassata, *A destra del fascismo. Profilo politico di Julius Evola,* Torino, Bollati Boringhieri, 2003.

[48] Il s'agit des secteurs « noirs » caractérisés par un faible niveau de préparation intellectuelle et par une propension marquée pour l'action directe et la confrontation physique avec les adversaires : à Rome, ils appartiennent notamment au monde de la boxe et des arts martiales.

[49] Voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa,* cit., p. 237.

son propre champ idéologique[50] : moyennant une stratégie double (« doppiopetto »), qui alterne la démagogie antisystème envers les milieux les plus extrémistes et un discours politicien destiné aux secteurs qui composent avec les institutions, les cadres romains du parti néofasciste arrivent à tracer une perspective d'action acceptable par tous. D'ailleurs, au fur et à mesure que le contexte politique se bipolarise, il devient de plus en plus clair que l'inscription dans le champ atlantiste représente la seule option évitant la marginalisation définitive. En fait, participer à la croisade anticommuniste signifie d'un côté profiter des ouvertures offertes par la DC – accédant ainsi indirectement au gouvernement de la ville – et de l'autre, obtenir une sorte d'immunité éthico-judiciaire dans l'expression de pulsions de révolte et lors de l'affrontement de rue avec les militants de gauche[51]. À la lumière de cela, l'idée de faire contre mauvaise fortune bon cœur, en se soumettant à l'hégémonie américaine dans l'attente de reconquérir le pouvoir perdu (ce que la propagande du parti définit comme la « nostalgie de l'avenir »[52]) - finit par pénétrer tous les milieux néofascistes de la capitale, y compris les intégristes, partisans d'Evola. Comme l'affirme ce maitre à penser de l'extrême droite, il s'agirait d'une forme de

> révolte intérieure contre le temps présent, contre le spectacle d'une Europe […] passée du rôle de protagoniste de la grande politique mondiale à celui d'objet des influences et des intérêts étrangers. L'heure est tellement grave qu'elle nous oblige à jongler entre les deux puissances majeures en lutte pour la domination du monde, l'Amérique et l'URSS, et finalement à accepter à contrecœur la tutelle américaine et "atlantiste" afin d'éviter le pire, à savoir l'asservissement complet au communisme[53].

La section romaine du MSI devient, de ce fait, un véritable pôle gravitationnel autour duquel évoluent les différentes mouvances extraparlementaires « noires » : la pression paracriminelle exercée par ces dernières sur l'activité quotidienne des

---

[50] Pour un profil sociopolitique du MSI, voir : Giuliana de' Medici, *Le origini del MSI. Dal clandestinismo al primo congresso (1943-1948),* Roma, Istituto Studi Corporativi, 1986 ; Piero Ignazi, *Il polo escluso. Profilo del Movimento Sociale Italiano,* bologna, Il Mulino, 1989 ; Giuseppe Parlato, *Il Movimento Sociale Italiano,* in Gerardo Nicolosi (dir.), *I partiti politici nell'Italia repubblicana,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006, pp. 365-380.

[51] Voir le pamphlet : Alighiero Tondi, *Vaticano e neofascismo,* Roma, Edizioni di Cultura Sociale, 1952.

[52] Voir : Luciano Cheles, *Nostalgia dell'avvenire : The New Propaganda of the Msi between Tradition and Innovation,* in Id. et al., *Neofascism in Europe,* London, Longman, 1993, pp. 43-65.

[53] Voir : Julius Evola, *Gli uomini e le rovine,* Roma, Edizioni dell'Ascia, 1953, p. 215.

communistes[54] – qui ont à Rome tous leurs sièges centraux[55] - est instrumentalisée comme moyen de pression dans la négociation avec les démocrates-chrétiens.

D'ailleurs, les spécificités de la ville favorisent la rencontre idéologique des catholiques et des néofascistes sur le terrain de l'anti-modernisme[56] et de la lutte contre l'idéologie marxiste. Une entente spontanée qui se consolide politiquement dans les couloirs de l'administration publique où l'ancien fonctionnariat du régime, profitant des limites de l'épuration d'après-guerre, se mêle aux nouvelles promotions républicaines issues principalement de la sphère démocrate-chrétienne[57]. Aux yeux des forces de gauche, la particularité de cette alliance droitière, qui viole les bases antifascistes sur lesquelles devrait se fonder la renaissance démocratique du pays[58], est une facette de la contre-révolution destinée à stopper le « vent du Nord », soit l'ensemble des aspirations résistantes à une régénération radicale du système national[59]. D'après les communistes, c'est à Rome que le « vent du Nord » se heurte

---

[54] Parmi les actions les plus éclatantes de l'immédiat après-guerre, il faut citer le raid réalisé par les FAR (Fasci di Azione Rivoluzionaria) le 28 avril 1946 pour commémorer le premier anniversaire de la mort de Mussolini (une bombe contre le siège centrale du PCI et une contre la rédaction du quotidien socialiste « L'Avanti ») et l'expédition contre la section PCI du quartier prolétaire de la « Garbatella » réalisée le 28 janvier 1950 par 200 jeunes néofascistes. Voir : Mario Tedeschi, *Fascisti dopo Mussolini,* Roma, Settimo Sigillo, 1950 ; Giulio Salierno, *Autobiografia di un picchiatore fascista,* Torino, Einaudi, 1976, p. 13.

[55] À Rome se situaient, en effet, les sièges nationaux des syndicats, des partis de gauche, ainsi que les représentations diplomatiques des pays adhérents au bloc soviétique.

[56] Au cœur ces deux mondes idéologiques existent toutefois des franges ultraminoritaires « de gauche » qui affichent une attitude moderniste.

[57] Sur la continuité entre le fonctionnariat fasciste et l'administration publique de la République, voir : Claudio Pavone, *The continuity of the State and the Legacy of Fascism,* in Jonathan Dunnage (dir.), *After the War : Violence, Justice, Continuity and Renewal in Italian Society,* Market Harborough, Troubadour Publishing, 1999, pp. 5-20. Sur la persistance de figures, lois, codes et praxis d'origine fasciste dans le nouveau système républicain, voir : Sabino Cassese, *La formazione dello Stato amministrativo,* in Id., *L'amministrazione pubblica in Italia,* Bologna, Il Mulino, 1974 ; Raffaele Romanelli (dir.), *Storia dello Stato italiano dall'Unità a oggi,* cit., pp. 219-227.

[58] La transition nationale de l'état de guerre civile et d'administration provisoire à la nouvelle réalité démocratique est présidée par l'ensemble des forces politiques qui avaient combattu la Résistance. Il s'agit des mêmes partis qui entre 1946 et 1947 rédigent la Constitution de la République, au sein de laquelle sont insérées des clauses pour empêcher la reconstitution et l'apologie du parti fasciste. Voir : Gianni Conti, Maurizio Pieretti, Roberto Ruffilli (dir.), *Cultura politica e partiti nell'età della Costituente,* Bologna, Il Mulino, 1979 ; Claudia Franceschini, Sandro Guerrieri, Giancarlo Monina (dir.), *Le idee costituzionali della Resistenza,* Roma, Presidenza del Consiglio dei Ministri 1997.

[59] « Vento del Nord » est une définition, attribuée au leader socialiste Pietro Nenni (voir : Pietro Nenni, *Vento del Nord*, cit.), par laquelle on fait référence à l'esprit de renouvellement intégral de l'histoire et de la structure sociopolitique italienne que les populations du Nord auraient développé durant la lutte de libération nationale : un sentiment de rupture totale avec le passé monarchique et fasciste qui avait conduit le pays dans le cauchemar de l'occupation nazie et de la guerre civile. La partie centre-méridionale de la Péninsule, au contraire, ayant connu une expérience d'invasion étrangère et de lutte partisane particulièrement fugace (les Allemands et ce qui restait des fascistes avaient décidé de reculer et de camper sur la « linea gotica ») participe d'une vision beaucoup plus modérée et conservatrice. Bien évidemment, le « Vento del Nord » est pleinement supporté par les socialo-communistes, tandis que les démocrates-chrétiens et les milieux de droite tentent de le freiner le plus possible. Voir : Ennio Di Nolfo, *Le paure e le speranze degli italiani (1943-1953),* Milano, Mondadori,

au byzantinisme d'origine méridionale, en finissant par perdre sa force[60] : du coup, dans la capitale, malgré leur prédominance numérique[61], les socialo-communistes[62] ne se sentent pas en mesure d'imposer le changement espéré[63]. Ni au niveau étatique, à cause de la mise en place du « rideau de fer » qui anéantit tout rêve de soviétisation du pays[64] ; ni à l'échelle citadine, où l'hégémonie clérico-fasciste semble assigner à la métropole les images de « ville sacrée » et de « Rome des Césars »[65]. La position de primauté que les communistes étaient arrivés à obtenir dans le Nord se basait principalement sur le leadership militaire acquis dans les batailles de la Résistance et sur la capacité à encadrer les masses ouvrières des territoires occupés[66] : à Rome, toutefois, la faiblesse du secteur industriel et le caractère hétéroclite de la Résistance[67] privent le PCI de ces deux armes fondamentales. Le parti communiste romain se retrouve alors à organiser sa structure militante sur une base populaire différente : les catégories inquiètes des artisans (notamment maçons et typographes) et des sous-prolétaires des « borgate », qui s'étaient distinguées par une propension naturelle à la révolte antinazie[68]. Il s'agit toutefois d'une situation inédite, car ces deux milieux ne représentent pas les interlocuteurs privilégiés du recrutement « rouge » à l'aube de la

---

1986 ; Aldo G. Ricci, *Aspettando la Repubblica : i governi della transizione 1943-1946,* Roma, Donzelli, 1996.

[60] Pour comprendre la perception en temps réel de ce conflit, voir l'article du jeune démocrate-chrétien Aldo Moro, *Vento del Nord, Vento del Sud,* "Studium", n. 5, 1945. Pour un regard historiographique, voir : Roberto Gualtieri, *La nascita della repubblica : dibattito politico e transizione istituzionale (1943-1946),* in Giancarlo Monina (dir.), *1945-1946,* cit., pp. 81-103. Voir aussi : Lucio D'Angelo, *I socialisti e la defascistizzazone mancata,* Milano, FrancoAngeli, 1997.

[61] Voir plus avant pour les données statistiques.

[62] Jusqu'en 1956 – date de l'invasion soviétique de la Hongrie – les socialistes et les communistes italiens forment ensemble un cartel frontiste : cependant le poids des premiers dans cette alliance devient rapidement minoritaire par rapport à celui des seconds.

[63] Voir : Partito Comunista Italiano – Centro di studi economici, *Ricostruire: resoconto del convegno economico del PCI (Roma, 21--23 agosto 1945),* Roma, L'Unità editrice, 1945.

[64] Voir : Pietro Di Loreto, *Togliatti e la "doppiezza". Il Pci tra la democrazia e insurrezione (1944-1949),* Bologna, Il Mulino, 1991 ; Silvio Pons, *L'impossibile egemonia. L'URSS, il PCI e le origini della guerra fredda, 1943-1948,* Roma, Carocci, 1999.

[65] Voir : Andrea Giardina, *Ritorno al futuro : la romanità fascista,* in Id. et André Vauchez (dir.), *Il mito di Roma,* cit.. Voir aussi : *Un milione di elettori: un milione di voti per la Repubblica, per la libertà, per il progesso. La Roma della Resistenza e del lavoro voterà per trentatré candidati del Partito Comunista, difensori della Repubblica della libertà e del progresso,* "L'Unità", 1er janvier 1946.

[66] Voir : Giorgio Amendola et al., *Il comunismo italiano nella seconda guerra mondiale,* Roma, Editori Riuniti, 1963 ; Luigi Longo, *I centri dirigenti del PCI nella Resistenza,* Roma, Editori Riuniti, 1974 ; Renzo Martinelli, *Storia del Partito comunista italiano. Il "Partito nuovo" dalla Liberazione al 18 aprile,* Torino, Einaudi, 1995 ; Edomondo Montali (dir.), *1944. L'anno della svolta. Lavoro e Resistenza: gli scioperi di marzo, la deportazione operaia e il Patto di Roma,* Roma, Ediesse, 2015.

[67] Parmi les composantes les plus importantes de la Résistance romaine, il y avait par exemple les trotskistes et les monarchistes. Voir : Enzo Piscitelli, *Storia della Resistenza romana,* Roma, Laterza, 1965 *;* Walter De Cesaris, *Il rastrellamento nazista del Quadraro e la resistenza popolare a Roma,* Roma, Odradek, 2004 ; Silverio Corvisieri, *Bandiera Rossa nella resistenza romana,* Roma, Odradek, 2005.

[68] Voir : *Il Partito comunista a Roma dalla formazione al 1976,* Roma, Salemi, 1984.

République. Malgré le rappel constant de la nouvelle identité universaliste du parti[69], la main-d'œuvre industrielle et les masses paysannes demeurent les clientèles prioritairement recherchées, selon les préceptes classiques du léninisme et du stalinisme[70]. Par conséquent, pour garantir la fidélité de ces différents groupes sociaux[71] la section romaine du parti communiste est obligée de suivre une stratégie originale, celle de la mobilisation permanente : en pratique, la militance « rouge » de la ville est constamment mobilisée par des appels à la « vigilance démocratique » contre les abus despotiques de la domination clérico-fasciste soutenue par les Américains. Les évocations de la barbarie nazie-fasciste dans la capitale[72] et de l'opulence vaticane malgré misère généralisée, sont incessamment au cœur du discours propagandiste pour maintenir au maximum le niveau de la tension sociale[73]. En définitive, les communistes romains font face aux faibles ressources de leur base militante, bien impuissante à l'égard de l'influence économique et culturelle des élites, moyennant un modèle d'arrière-garde, fondé sur des consignes éminemment défensives[74]. Alors que les démocrates-chrétiens perpétuent la figure de la « ville sacrée » pour agréger autour d'eux les forces traditionalistes et antimarxistes, les communistes diffusent le paradigme de la « Résistance populaire pour la défense et le

---

[69] À partir de 1944, le leader communiste Palmiro Togliatti s'engage dans la transformation en parti de masse du PCI qui jusque-là s'était caractérisé comme une formation élitaire et d'avant-garde. Voir : Donald Sassoon, *Togliatti e il partito di massa : il PCI dal 1944 al 1964,* Roma, Catselvecchi, 1980.

[70] Voir : Renzo Martinelli (dir.), *La politica del Partito comunista italiano nel periodo costituente. I verbali della direzione tra il V e il VI Congresso 1946-1948,* Roma, Editori Riuniti, 1992 ; Aldo Agosti, *Le stecche del busto. Togliatti, il PCI e gli intellettuali (1944-1947),* in Antonio Bechelloni, Christian Del Vento et Xavier Tabet (dir.), *La vie intellectuelle entre fascisme et République. 1940-1948,* "Laboratoire italien", n. 12, 2012.

[71] Les couches inférieures de la société romaine d'après-guerre sont, en effet, investies par l'activisme néofasciste (qui obtient quelques résultats grâce à la rhétorique démagogique et machiste) et surtout par la propagande démocrate-chrétienne qui mélange le visage rassurant de la tradition catholico-paternaliste et les flatteries modernes du consumérisme américain. Sur la position des communistes à l'égard du modèle néocapitaliste, voir : Stephen Gundle, *I comunisti italiani tra Hollywood e Mosca. La sfida della cultura di massa 1943-1991,* Milano, Giunti, 1995.

[72] "*Rome a eu sa part de martyre. Pour la première fois depuis des siècles, des centaines de ses fils ont été froidement exécutés par représailles […]. À Rome […] l'histoire terrible de cette guerre est marquée par l'héroïsme des patriotes et par la barbarie fasciste. Un documentaire fidèle de cette guerre devrait arriver à donner une vision sombre du sang et à reproduire la puanteur horrible des cadavres. Aucun documentaire toutefois ne pourrait reproduire la haine, la haine infinie allumée par les barbares dans le cœur de millions d'hommes et de femmes qui ont vu pour la première fois, avec stupeur et peur, tomber le masque et paraitre le visage terrible du fascisme*", in "L'Unità", *Barbarie e giustizia,* 24 mars 1945.

[73] Voir : *200 famiglie ricche a miliardi tentano l'assalto al Campidoglio: i nobili e gli industriali sono scesi direttamente in campo schierandosi nelle liste liberale, qualunquista e democristiana,* "L'Unità", 23 octobre 1946; *Vaticano, frati minori e gesuiti mobilitati nel traffico dello zucchero C.I.C.A.: storia documentata di tre miliardi di lire,* ivi, 30 mars 1948.

[74] Voir : *Una spedizione razzista contro gli ebrei respinta a furor di popolo a Roma: a questo porta il connubio della DC con i fascisti. 200 squadristi del MSI piombano nel ghetto gridando "A morte gli ebrei". Un gruppo di bambini aggredito. Manganelli d.c. e pugnali. La folla insegue i nazisti fino al loro covo,* "L'Unità", 15 avril 1948.

progrès de la démocratie »[75]. Comme leurs concurrents « blancs » et « noirs », les « rouges » évoluent sur une voie très étroite, coincée entre les aspirations de leur base militante (la liquidation des résidus fascistes et la préparation de l'insurrection) et les exigences du parlementarisme et de la pacification : en ce sens, la tentative communiste d'un parti simultanément « de lutte et de gouvernement »[76] est source de grande tension interne[77].

Ce contexte conflictuel est en outre aggravé par la création, au niveau national, de formations paramilitaires secrètes destinées à intervenir en cas d'invasion étrangère ou de coup d'État et, par conséquent, de rupture des « Accords de Yalta ». La mise en place de ces structures est une affaire qui implique aussi les deux champs majeurs de l'arène romaine : l'aire de centre droit qui participe au réseau des « partisans blancs »[78] et des cellules « stay-behind » italiennes[79] dans la perspective de réagir à une occupation soviétique potentielle soutenue par les communistes locaux[80] ; tout comme les milieux de gauche qui gardent une partie de l'appareil combattant prédisposé pendant la Résistance dans le but de reprendre éventuellement la lutte armée contre une résurgence du fascisme[81]. Son rôle de capitale politique situe nécessairement à Rome les quartiers généraux de ces petites armées clandestines[82] : de ce fait, dans la

---

[75] Voir : *Per la grandezza, la libertà e il benessere della Capitale. Romani, votate per il Blocco del Popolo contro chi vuole fame, fascismo e guerra!,* "L'Unità", 12 octobre 1947. Sur cette stratégie communiste d'arrière-garde apte à attirer les classes moyennes progressistes dans un bloc de résistance à la domination démocrate-chrètienne, voir : Salvatore Lupo, *Partito e antipartito,* cit*.,* pp. 68-70.

[76] Définition d'Enrico Berlinguer, secrétaire du PCI du 1972 au 1984. Voir : Gianni Cervetti, *Partito di governo e di lotta : relazione al Comitato centrale e alla Commissione centrale di controllo del PCI,* Roma, Editori Riuniti, 1977.

[77] Voir : Luciano Gruppi, *Togliatti e la via italiana al socialismo,* Roma, Editori Riuniti, 1976 ; Roberto Gualtieri (dir.), *Il PCI nell'Italia repubblicana: 1943-1991,* Roma, Carocci, 2001.

[78] Il s'agit des partisans antifascistes d'origine catholique autour desquels se réunissaient souvent d'autres groupes (socialistes, libéraux, actionnistes, républicains) qui n'acceptaient pas le leadership communiste. Bien qu'engagés dans le même champ, les rapports entre les partisans « rouges » et « blancs » se révèlent très difficiles et parfois meurtriers. Le cœur de cette organisation combattante à caractère antimarxiste fonctionne pour former dans l'après-guerre l'appareil paramilitaire secret de la Démocratie Chrétienne. Voir : Pietro Craveri, *Prove di guerra civile nella DC, "*Ventunesimo Secolo", V, juillet 2006, pp. 119 et s.

[79] Les troupes de ces structures « atlantistes » sont composée principalement par des militants « noirs ». Voir : Giacomo Pacini, *Le altre Gladio. La lotta segreta anticomunista in Italia 1943-1991,* Torino, Einaudi, 2014.

[80] Voir : Marco Clementi, *L'alleato Stalin. L'ombra sovietica sull'Italia di Togliatti e De Gasperi,* Milano, Rizzoli, 2011.

[81] Sur les structures cachées du PCI, voir : Gianni Donno, *La Gladio rossa del PCI (1945-1967),* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2001.

[82] L'importance de Rome est déterminée d'un côté par l'installation des centres directionnels de l'État, qui en cas d'invasion ou de putsch deviennent naturellement la cible fondamentale ; de l'autre par la présence des sièges des services secrets qui représentent le lien incontournable entre les armées clandestines, les appareils policiers et le système politique. Voir : Giuseppe De Lutiis, *Storia dei servizi segreti in Italia,* Roma, Editori Riuniti, 1984.

ville éternelle la compétition politique se déroule sur fond de menace armée et de guerre latente, nonobstant la mise en place du système démocratique[83].

II. *L'arrivée de la « guerre froide » à l'Hôtel de Ville (1946-1948)*

Les prémices de cette fragmentation qui déchirera le tissu social de Rome pendant toute la « Première République italienne » (1946-1993), se manifestent déjà quelques mois après la fin du conflit mondial : entre juin et novembre 1946, les Romains sont appelés, en effet, à voter pour la formation de la première administration municipale post-fasciste, pour l'Assemblée constituante et à choisir le cadre institutionnel du nouvel État démocratique (monarchie ou république). L'antagonisme farouche entre les démocrates-chrétiens et les socialo-communistes explose durant les campagnes qui précèdent ces élections, en passant de l'échelle nationale au niveau citadin : si dans les compétitions qui relèvent d'une importance nationale - telles que le referendum institutionnel ou les élections à la Constituante - la DC est le parti dominant[84], lors des confrontations communales, en revanche, qui l'emportent[85]. De ce fait, le rapprochement temporel des élections administratives et politiques, fait croître la pression sur la société romaine : bien que dans les gouvernements de transition, l'unanimisme antifasciste issu de la Résistance réunit encore formellement la DC et le PCI[86], le test démocratique du suffrage universel - évènement inédit dans l'histoire d'Italie – finit par concrétiser sur le plan politico-matériel, l'affrontement idéologique qui dans l'immédiat après-guerre, s'est exprimé presque uniquement dans la presse, notamment satirique[87]. Toutes les craintes populaires jusque-là exorcisées par les

---

[83] Il s'agit d'une tension permanente qui contribue à fomenter les craintes et les hostilités sans pour autant arriver à se concrétiser en un véritable affrontement armé, comme cela s'était passé au contraire dans l'Italie septentrionale pendant le premier après-guerre (1945-1947). Voir : Mirco Dondi, *La lunga liberazione. Giustizia e violenza nel dopoguerra italiano,* Roma, Editori Riuniti, 2004.

[84] La DC peut vanter, en effet, une réputation de parti équidistant des deux idéologies totalitaires, qui lui a permis d'obtenir la direction de la transition institutionnelle : dès le 10 décembre 1945, c'est le leader démocrate-chrétien Alcide De Gasperi à guider politiquement la reconstruction du pays.

[85] Au niveau local, où les exigences géopolitiques ne comptent pas, le visage rassurant de la DC perd d'importance et les partis de gauche peuvent exprimer tout leur potentiel propagandiste en tant que héraut du changement et de la modernité.

[86] Au sein d'un esprit de solidarité nationale, le parti communiste italien participe organiquement aux gouvernements démocrates-chrétiens jusqu'en 1947.

[87] Voir : Dario Pasquini, *Tra il serio e il faceto. I giornali satirici italiani del dopoguerra 1944-1963,* "Italia Contemporanea", n. 262, 2011, pp. 75-96. Voir aussi : Maurizio Cocco, *Le vespe qualunquiste e la satira politica,* "Diacronie", n. 11, 2012, disponibile dans: http://www.studistorici.com/2012/10/29/cocco_numero_11.

dessinateurs commencent pendant ce printemps 1946 à s'incarner dans des noms et des visages proches et réels : la rhétorique irénique qui avait caractérisé le début de la reconstruction nationale disparait sous la menace concrète ou supposée de l'ennemi. Comme le remarque Giuseppe Talamo, même à Rome :

> l'exigence d'ordre et de sécurité devient de jour en jour plus importante. La culture antifasciste, qui avait été déterminante dans les phases finales de la guerre […] est rapidement remplacée par une idéologie qui oppose à l'intérieur, comme au plan international, les communistes - avec les socialistes, leurs alliés - aux partis occidentalistes. Au sein de cette opposition, la droite, composée de partis monarchistes et de nostalgiques du régime fasciste (même de la dernière incarnation de Salò), tente […] de s'allier au centre démocrate-chrétien pour former un seul front anticommuniste[88].

Toutes les inquiétudes sous-jacentes à de grands choix historiques – tels que la possibilité d'abolir la monarchie qui a gouverné l'État dès l'unification territoriale ou la composition de l'Assemblée constituante – se concentrent sur la capitale : en ce sens, Rome devient la vitrine nationale des tensions politiques de l'Italie d'après-guerre[89], coincée entre l'appartenance obligée au camp américain[90] et les promesses émancipatrices du « soleil de l'avenir »[91]. De ce fait, en vue du referendum institutionnel du 2 juin 1946, la réputation des socialo-communistes commence rapidement à se dégrader aux yeux des forces centristes qui gouvernent pendant la période de transition : les milieux modérés de Rome semblent en effet intérioriser, petit

---

[88] Giuseppe Talamo, *Profilo politico,* in Luigi De Rosa (dir.), *Roma del Duemila. Storia di Roma dall'antichità a oggi,* Roma-Bari, Laterza, 2000, p. 14.

[89] Voir par exemple le choix de l'organe de presse du PCI, « L'Unità », qui pour la veille du referendum institutionnel met à la Une un appel à la population romaine. Voir : *Roma voterà domani per la Repubblica. Perchè nella repubblica democratica che sorgerà il due giugno si affermino i diritti dei lavoratori: votate per il Partito Comunista,* "L'Unità", 1er juin 1946.

[90] L'Italie avait été libérée par l'intervention anglo-américaine et déjà les Accords de Yalta avaient pris en compte l'extension de la sphère d'influence des États-Unis sur la Péninsule. D'autre part, la société italienne se montrait profondément reconnaissante et fascinée à l'égard des Américains, tandis que les premiers gouvernements d'après-guerre bénéficièrent des aides économiques du « Plan Marshall ». Voir : Federico Romero, *Gli Stati Uniti in Italia: il Piano Marshall e il Patto Atlantico,* in Francesco Barbagallo et al. (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana,* cit.*;* Mauro Campus, *L'Italia, gli Stati Uniti e il Piano Marshall, 1947-1951,* Roma-Bari, Laterza, 2008.

[91] Sur les tentations alternatives à l'adhésion occidentaliste, voir : Lucia Zani, *Il Mito del Piano Quinquennale sovietico e il « sogno americano »,* in Paolo Bertella Farnetti et al., *L'Urss, il mito, le masse,* Milano, FrancoAngeli, 1991. Pour une vision comparée du rôle des partis communistes dans le premier après-guerre en France et en Italie, voir : Gaetano Quagliariello, *La transizione alla democrazia in Italia e in Francia,* in Id. et Elena Aga Rossi (dir.), *L'altra faccia della luna. I rapporti tra Pci, Pcf e Unione Sovietica,* Bologna, Il Mulino, 1997.

à petit, la peur d'une manipulation soviétique derrière le « cartel rouge », pour préparer la « socialisation bolchevique » du pays. Pour eux, suivant un syllogisme assez automatique, l'option républicaine soutenue farouchement par les partis de gauche en tant parcours de rupture intégrale avec le passé, devient suspecte. D'autre part, la monarchie - outre à pouvoir naturellement compter dans la capitale sur un auditoire et une clientèle spécifiques – a entamé une opération de requalification de sa propre image publique, moyennant l'abdication de l'impopulaire Vittorio Emanuele III[92] en faveur du fils Umberto II, qui peut, en revanche, s'appuyer sur une réputation d'antinazi et de neutraliste[93]. De plus, dans le cadre du débat romain, l'autorité royale obtient le soutien du Vatican qui considère la monarchie comme dépositaire de l'âme christiano-occidentale du pays, tandis qu'à l'inverse, la République est l'expression du matérialisme athée et de la démagogie, et donc l'antichambre de la décadence marxiste[94]. Une hostilité totale que les socialo-communistes de la ville lui rendent bien basant leur propagande pour le referendum sur le symbole de la « Repubblica romana » (1849), exaltant la capacité populaire à renverser le pouvoir du « Pape roi », pour imposer Rome comme capitale incontournable de la nation italienne[95]. Le choix de cet épisode permet une double attaque anticléricale et antimonarchique[96]. La DC adopte une attitude peu confortable pour garantir, d'un côté, « l'esprit rénovateur de la libération » et de l'autre rassurer les classes bourgeoises : de ce fait, bien que formellement promoteurs de l'option républicaine – en accord avec les projets américains[97] - les démocrates-chrétiens installés à Rome (les locaux et les

[92] L'opinion publique accusait ce roi de faiblesse et d'incapacité politique : il avait en effet d'abord permis à Mussolini d'instaurer la dictature et ensuite avait abandonné furtivement la capitale lors de la signature de l'armistice (8 septembre 1943) sans tenter d'organiser une défense militaire de la ville. Voir : Paolo Monelli, *Roma 1943,* Torino, Einaudi, 1946.

[93] Le prince avait toujours été hostile au nazisme et n'avait jamais approuvé l'entrée en guerre. Voir : Mario Viana, *La monarchia e il fascismo,* Roma, L'Arnia, 1951 ; Giovanni Artieri, *Umberto II e la crisi della monarchia,* Milano, Mondadori, 1983.

[94] Voir : Francesco Traniello, *La Chiesa e la Repubblica,* in Id., *Città dell'uomo. Cattolici, partito e stato nella storia d'Italia,* Bologna, Il Mulino, 1990 ; Giovanni Sale, *Dalla monarchia alla repubblica: Santa Sede, cattolici italiani e referendum,* Milano, Jaca Book, 2003. Voir aussi : Francesco Barbagallo, *Dal '43 al '48. La formazione dell'Italia democratica,* Torino, Einaudi, 1996.

[95] Il s'agit d'une république issue des révoltes de 1848 qui s'instaure sur les territoires des États pontificaux et principalement à Rome : la « Repubblica romana » prive le Pape de ses pouvoirs temporaux et pendant ses 5 mois d'existence fonctionne comme laboratoire du « Risorgimento », en favorisant la rencontre des différentes instances nationalistes et la mise en place d'un système administratif extrêmement avancé (suffrage universel masculin, abolition de la peine de mort, liberté de culte). Voir : Marco Severini, *La Repubblica romana del 1849,* Venezia, Marsilio, 2001.

[96] Voir : *La Monarchia contro la nazione,* "L'Unità", 30 mai 1946 ; *Dopo 97 anni sventola sul Campidoglio la bandiera della Repubblica Romana,* ivi, 18 juin 1948.

[97] Il est intéressant de noter comme les communistes antiaméricains applaudissent aux indications prorépublicaines des États-Unis. Voir : *Duro colpo per Umberto il provocatore. Stone respinge la petizione monarchica per il rinvio del referendum e delle elezioni,* "L'Unità", 17 mai 1946 ; *Uno schiaffo di Truman a Umberto,* ivi, 1er juin 1946. Pour un regard historiographique, voir : Aldo A. Mola, *Declino*

fonctionnaires nationaux) dialoguent avec les milieux pro-monarchistes, pour parer à toute éventualité[98]. Malgré la volonté de tous les acteurs d'éviter la reprise de la guerre civile, arrivent d'ailleurs des signaux inquiétants avec la radicalisation drastique des manifestations[99] : « monarchistes » et « républicains » semblent même se diviser le territoire urbain comme deux gladiateurs qui se préparent au combat[100]. Les premiers, qui résident principalement dans le centre-ville, défilent quotidiennement entre « l'Autel de la Patrie » et le Palais du « Quirinale » (siège de la cour du roi) ; les seconds qui habitent dans les quartiers périphériques préfèrent se rassembler près du Ministère de l'Intérieur, symbole du nouvel ordre démocratique[101]. Ainsi, c'est alors que les fractures idéologiques s'impriment dans le tissu urbain de Rome[102]. Justement, au lendemain du referendum, la propagande des communistes romains insiste fortement sur la connotation prorépublicaine et progressiste des quartiers populaires, opposée à la nature conservatrice des zones résidentielles, en faisant de ces résultats électoraux une claire indication stratégique pour le futur[103]. En dépit de l'étroite majorité des votes en faveur de l'institution royale à Rome[104], les ultras monarchistes se retrouvent finalement dans l'impossibilité de triompher, car l'option « républicaine » a gagné à l'échelle nationale[105]. Pour les forces « rouges » de la « ville

---

e crollo della monarchia in Italia. I Savoia dall'Unità al referendum del 2 giugno 1946, Milano, Mondadori, 2008.

[98] Voir : *La sfinge di Trento. Ma De Gasperi è monarchico o è repubblicano?,* "L'Unità", 16 mai 1946.

[99] Un rôle décisif dans cette inquiétude fut certainement joué par les évènements de Naples, où les manifestations monarchistes s'étaient transformées en véritables moments insurrectionnels. Voir : *Teppaglia monarco-fascista assalta con bombe a mano una sezione del PCI a Napoli,* "L'Unità", 16 mai 1946.

[100] Voir : *Ogni tentativo di trasformare Roma in un centro di provocazione sarà sventato,* "L'Unità", 19 mai 1946. Voir aussi : *La campagna elettorale: atmosfera arroventata,* "La Stampa", 18 mai 1946.

[101] Voir : Gaetano Bonetta, *Dal regime fascista alla Repubblica,* in Id. et Giuseppe Talamo, *Roma nel Novecento. Da Giolitti alla Repubblica,* Bologna, Cappelli, 1987, p. 510 ; Stefano Cavazza, *Comunicazione di massa e simbologia politica nelle campagne elettorali del secondo dopoguerra,* in Pier Luigi Ballini et Maurizio Ridolfi (dir.), *Storia delle campagne elettorali in Italia,* Milano, Bruno Mondadori, 2002, pp. 197-203.

[102] La nature structurelle de ce phénomène a été analysée dans le chapitre 1.

[103] Voir : *Nei quartieri della città e nei paesi della provincia i partiti del popolo e della Repubblica si affermano,* "L'Unità", 4 juin 1946.

[104] À Rome, c'est l'option monarchique qui prévaut par 30 000 votes de différence. Voir : *Roma ha votato contro la reazione e il fascismo per difendere la sua libertà, la sua pace e il suo lavoro,* "L'Unità", 11 juin 1946. Voir aussi : *I risultati del referendum proclamati dalla Cassazione,* "La Stampa", 11 juin 1946.

[105] Les milieux promonarchistes pensent concrètement à une action de force, mais la pression conjointe de l'hostilité américaine à l'institution royale et de la loyauté des forces armées à l'option républicaine indiquée par le gouvernement en place poussent Umberto II à quitter le pays (13 juin) pour éviter une nouvelle guerre civile. À la décision du roi, contribue de manière décisive le « carnage de Naples », survenu le 12 juin 1946, lors d'une manifestation protestataire des monarchistes de la ville, rudement réprimée par les forces de l'ordre (9 morts et 150 blessés). Voir : *I torbidi di Napoli,* "La Stampa", 13 juin 1946 et *Umberto II ha lasciato l'Italia,* ivi, 14 juin 1946.

sacrée », il s'agit d'une victoire substantielle à capitaliser contre l'hégémonie traditionaliste du Vatican et contre le comportement sibyllin des démocrates-chrétiens. Comme l'affirme triomphalement le secrétaire de la fédération communiste de la capitale,

> les forces républicaines à Rome sont telles qu'elles peuvent garantir au peuple italien de faire de Rome la digne capitale de la République. Libérée du terrorisme spirituel et des occasions de corruption, même ces masses romaines qui ont voté pour la monarchie se révèlent maintenant prêtes à collaborer avec les partis démocratiques et républicains dans l'œuvre de reconstruction de notre pays. […] Le résultat des élections […] montre que les classes moyennes sont en train de glisser en direction de la gauche en général et du parti communiste en particulier […], tout en brisant ainsi la prétendue tradition droitière de ces milieux[106].

Au contraire, pour les autres composantes sociopolitiques de la ville, le résultat de cette bataille référendaire représente une sorte de choc, puisque la première campagne électorale d'après-guerre a montré toute l'habileté propagandiste et la solidité sociale du PCI : comme le rappelle Fabio Grassi Orsini, l'affirmation du militantisme communiste à l'aube de la République semble parfois engendrer une véritable « psychose de masse », qui produit un

> effet profond sur les classes moyennes rapidement instrumentalisées par la politique centriste, bien avant le déclenchement de la guerre froide. Une psychose déterminée […] par la peur envers un parti dont la structure est perçue comme une organisation militaire dirigée par un leadership révolutionnaire, en mesure de conquérir le consensus des masses et d'utiliser la force pour prévaloir sur les autres partis qui, à l'égard des communistes, paraissent de simples et fragiles organisations électorales (à l'exception de la DC, qui sera justement récompensée). Cette « même » supériorité du PCI, fondée sur la discipline, sur l'organisation, sur l'engagement – éléments de fierté et de force du parti – est une raison de préoccupation pour l'électorat bourgeois, ainsi que pour les couches ouvrières qui adhère au parti catholique[107].

---

[106] *Considerazioni sul 2 giugno. Il risultato delle elezioni garantisce al popolo che Roma è la degna capitale della Repubblica,* "L'Unità", 9 juin 1946.

[107] Fabio Grassi Orsini, *Questione dell'ordine pubblico e lotta politica in Italia,* in Giancarlo Monina (dir.), *1945-1946,* cit., p. 416.

Le fait de se découvrir comme la première force politique du pays permet initialement à la DC romaine de gérer cette inquiétude croissante, grâce notamment au maintien du leadership gouvernemental et à la prédominance numérique obtenue au sein de l'Assemblée constituante[108]. Cependant, au fur et à mesure que les élections administratives approchent (novembre 1946), cette capacité de rassurer les milieux modérés de la ville devient de moins en moins efficace : au contraire de la consultation nationale, où le rôle de garant de l'ordre et de la paix la rendait extrêmement populaire, la physionomie de la « Démocratie chrétienne » semble fragile à l'échelle locale. En effet, dans le cadre citadin, le poids spécifique du Vatican et du « partito romano » limite fortement les marges de manœuvre de la DC, qui se retrouve de ce fait, coincée dans une position ultra-traditionaliste. Avec une image trop proche des réactionnaires monarchistes[109] et droitière par rapport au centrisme national, les démocrates-chrétiens de la ville perdent, du coup, le charme de l'équilibre aux yeux des couches progressistes qui, par conséquent, se tournent en direction des propositions modernisatrices avancées par les socialo-communistes[110]. Dans ces conditions polarisées, le compromis qui tient ensemble les catholiques et les « rouges » dans le gouvernement national devient impraticable dans la capitale. Tout cela provoque enfin la création d'un vide instable au cœur du système urbain qui est rapidement rempli par les instances poujadistes du « Fronte dell'Uomo Qualunque » (UQ), étant donné que le modèle organisationnel des autres composantes du centrisme romain (libéraux, républicains) se révèle inapte à coopter des grandes masses d'électeurs[111].

---

[108] Au niveau national la DC est le premier parti avec 35,2% des votes, tandis que les socialistes ont 20,6% et les communistes 18,9%. Grâce à 6,7% des voix des libéraux et à 4,3% des républicains, le front des partis centristes conserve une marge de sécurité à l'égard des forces de gauche. Le secrétaire national de la DC, Alcide De Gasperi, est confirmé en effet dans sa place de Président du Conseil (il s'agit du premier gouvernement démocratiquement élu et à la fois du premier gouvernement de la République) le 14 juillet 1946. Dans le cadre de l'Assemblée constituante, la DC obtient 207 sièges, contre 115 des socialistes, 104 des communistes, 41 des libéraux, 23 des républicains. A l'échelle romaine, la DC écrase les adversaires avec 29,5% des votes qui représentent plus que le double du résultat des républicains (13,9%) et des communistes (13,3%), ainsi que le triple des socialistes (10 %). Les données sont disponibles sur le site du Ministère de l'Intérieur italien : www.elezionistorico.interno.it.

[109] Réunis dorénavant dans le « Parti national monarchiste » (PNM). Voir : Domenico De Napoli, *Il movimento monarchico in Italia dal 1946 al 1954,* Napoli, Loffredo, 1980 ; Andrea Ungari, *In nome del re: i monarchici italiani dal 1943 al 1948,* Firenze, Le Lettere, 2004.

[110] Par exemple le « Partito d'Azione » (PdAz), qui réunit un milieu allant des radicaux aux sociaux-démocrates, décide de participer aux élections à côté des socialo-communistes. Sur le PdAz, voir : Giovanni De Luna, *Storia del Partito d'Azione. 1942-1947,* Torino, Utet, 1982.

[111] Sur le « Fronte dell'Uomo Qualunque », mouvement poujadiste et farouchement anticommuniste fondé en 1945 par le journaliste libéral Guglielmo Giannini, voir : Sandro Setta, *L'uomo qualunque, 1944-1948,* Roma, Laterza, 1975 ; Carlo Maria Lomartire, *L'uomo qualunque. Guglielmo Giannini e l'antipolitica,* Milano, Rizzoli, 2008. Pour un panorama sur les modèles et les structures des partis italiens, au lendemain du conflit mondial, voir : Aldo G. Ricci et Pino Bongiorno, *La rinascita dei partiti in Italia, 1943-1948*, Roma, Nuova Cultura, 2009.

À la veille des premières élections administratives, le spectre politique romain affiche donc un pôle « rouge » très solide (réuni sous la dénomination de « Blocco del Popolo »), auquel s'oppose une réalité profondément fragmentée qui isole les démocrates-chrétiens entre les nostalgiques du roi, les néo-guelfes et les poujadistes. En ce sens, la possibilité que la capitale du pays sauvée par les Anglo-américains et revenue sous la tutelle bienveillante du pape[112] et d'un maire aristocrate et ultra-catholique[113] - puisse tomber dans les mains des militants prosoviétiques semble se concrétiser : les tensions et les querelles de la campagne préréférendaire se transforment du coup en une véritable propagande apocalyptique[114]. Le camp anticommuniste commence alors à utiliser une effigie de Giuseppe Garibaldi[115] - symbole électoral du « Blocco del Popolo » - dessinée comme l'icône renversée de Staline ; les journaux catholiques diffusent quotidiennement des appels pour le « salut de Rome », en rappelant que le vote implique aussi un choix existentiel « pour ou contre le Christ »[116] ; la DC romaine suit les consignes vaticanes, en affirmant publiquement qu'aucun accord ne sera possible avec la liste socialo-communiste, indépendamment des résultats électoraux, à cause de la nature du marxisme qui représenterait même une « menace pour la civilisation italienne »[117]. De façon spéculaire, le PCI local attaque très durement la convergence des démocrates-chrétiens dans un rassemblement réactionnaire composé de monarchistes et fascistes, et donc formellement hors la loi[118].

---

[112] L'évènement emblématique qui avait établi cette nouvelle union morale entre la ville et le Vatican est représenté certainement par la visite du Pape dans les quartiers populaires du quadrant sud-oriental dévastés par les bombardements aériens. Voir : Cesare De Simone, *Venti angeli sopra Roma : i bombardamenti aerei sulla città eterna,* Milano, Mursia, 1993. À partir de ce moment, face à la désintégration des autorités civiles – fascistes et monarchiques – l'Église catholique devenait le seul référent politique de la société romaine et de la nation entière, au moins pour ce qui était des rapports entre la capitale et le reste du pays. Voir : Andrea Riccardi, *La nazione cattolica,* "Italia contemporanea", n. 206, 1997, pp. 13-23.

[113] Il s'agit de Filippo Andrea VI Doria Pamphili Landi, nommé maire par les Alliés le 10 juin 1944.

[114] Voir : Rosario Forlenza, *Le elezioni amministrative della prima repubblica. Politica e propaganda locale nell'Italia del secondo dopoguerra (1946-1956),* Roma, Donzelli, 2008, p. 52.

[115] Héros majeur du « Risorgimento », Garibaldi incarne dans la tradition populaire italienne l'emblème de la révolution républicaine et de l'élan nationaliste. Pour ce qui est de l'usage politique de sa figure, voir : Mario Isnenghi, *Garibaldi fu ferito. Il mito, le favole,* Milano, Feltrinelli, 2010.

[116] Voir : *Roma,* "Il Popolo", 27 octobre 1946 ; *Un sacro dovere,* "L'Osservatore romano", 1er novembre 1946.

[117] Ces mêmes propos sont tenus par le secrétaire national Alcide De Gasperi le 3 novembre 1946, lors d'un meeting en « Place del Popolo ». Voir : Piero Craveri, *De Gasperi,* Bologna, Il Mulino, 2006, p. 271 ; Rosario Forlenza, *Le elezioni amministrative della prima repubblica,* cit., p. 53.

[118] Voir : *Dietro i falsi programmi sociali : industriali ed agrari della DC alleati con il blocco monarchico,* "L'Unità", 7 novembre 1946. Pour la position des socialistes, voir : Pietro Nenni, *Tempo di guerra fredda. Diari 1943-1956,* Milano, SugarCo, 1981, p. 199.

LES DESSINS SATIRIQUES QUE LA PROPAGANDE ANTICOMMUNISTE DIFFUSE À PARTIR DE 1946.

Il s'agit d'une caricature de Garibaldi qui, une fois renversée, se transforme en Staline. On veut montrer que le front socialo-communiste n'est qu'un cheval de Troie de l'impérialisme et de la dictature soviétique.

Source : Collection personnelle

Comme le 2 juin, Rome se retrouve chargée du rôle de laboratoire des équilibres nationaux, en raison de sa taille, de sa proximité aux centres de pouvoir de l'État et de son patrimoine symbolique : c'est dans la capitale, en effet, que la DC et le PCI expérimentent la rupture de la collaboration à l'œuvre pour gérer la transition vers la démocratie[119]. En ce sens, les résultats électoraux, bien que partiellement déformés par une baisse de la participation populaire[120], confirment le scénario explosif dans lequel la République se serait bientôt retrouvée, une fois épuisé l'effet de l'unanimisme antifasciste : le « Blocco del Popolo » passe de 24,8% pour l'Assemblée constituante à 36,9%, dépassant presque la « Démocratie chrétienne » qui chute de 29,5% à 20,3%, finissant même derrière le « Fronte dell'Uomo Qualunque » qui atteint 20,7%. Ce

[119] Voir : Renzo Martinelli, *Storia del Partito comunista italiano,* cit., pp. 146-149 ; Piero Craveri, *De Gasperi,* cit., p. 296.

[120] Par rapport au référendum, la participation passe de 77% à 57% : étant donné la grande discipline de la base socialo-communiste, ce sont les partis centristes qui perdent le gros des votes. L'absence d'une partie de femmes – généralement fidèles aux indications de l'Église catholique – semble avoir porté atteinte, notamment, à la performance de la DC. Pour un regard général, voir : Lucio Luzzatto, *Come si è votato nella tua città. Risultati delle elezioni politiche, amministrative e regionali per tutte le città italiane dal 1946 al 1956,* Milano-Roma, Edizioni Avanti!, 1957; Patrizia Gabrielli, *Il 1946, le donne, la Repubblica,* Roma, Donzelli, 2009.

cadre instable, où deux forces antagonistes, mais identiquement « antisystèmes » rassemblent la majorité des votes, est encore aggravé par l'affaiblissement de la présence centriste en ville, qui précipite sur le même niveau des monarchistes (7%), en fixant les républicains à 7,8% et les libéraux à 5%. L'échiquier politique en sort finalement trop fracturé et asymétrique pour permettre la formation d'une coalition majoritaire[121], et en même temps trop déséquilibrée vers la gauche pour freiner l'involution maccartiste d'une partie considérable de la société romaine : le poids des socialo-communistes est en effet assez grande pour rendre crédible le cauchemar d'une conquête « rouge » du « Campidoglio », toutefois insuffisant pour permettre de gouverner en solitaire, contre les vétos croisés des forces traditionalistes et modérées.

ÉLECTIONS MUNICIPALES (1946)		
RÉSULTATS	*SIÈGES*	*ADMINISTRATION*
Blocco del Popolo (PCI-PSIUP-PdAZ): 190'038 (36,9%) -	30	**Commissaire préfectoral (aucune coalition majoritaire n'arrive à se former)**
Fronte dell'Uomo Qualunque (UQ): 106'780 (20,7%) -	17	
Democrazia Cristiana (DC): 104'627 (20,3%) -	17	
Partito Repubblicano Italiano (PRI): 40'436 (7,8%) -	6	
Partito Nazionale Monarchico (PNM): 36'137 (7%) -	5	
Partito Liberale Italiano (PLI): 25'904 (5%) -	4	
Autres: 11'755 (2,28%)	1	

[121] L'indisponibilité de la DC à gouverner avec le « Blocco del Popolo » et la nature autoréférentielle du « Fronte dell'Uomo Qualunque », qui est à la fois viscéralement anticommuniste et contraire au moindre jeu politicien, rendent impraticables toutes les possibles configurations. Voir : Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit., p. 263.

Pendant « l'année sabbatique » imposée par la désignation d'un commissaire préfectoral qui administre la mairie dans l'attente d'organiser un nouveau tour d'élections (octobre 1947)[122], tous les acteurs ont le temps de tirer les enseignements des votes, à la lumière aussi de l'institutionnalisation irréversible de la fracture bipolaire en Italie, matérialisée par l'abandon socialo-communiste de la coalition gouvernementale (13 mai 1947)[123]. Effrayés par leur baisse de popularité et préoccupés par la concurrence des poujadistes et des néofascistes (le MSI nait en décembre 1946) sur le terrain de la bataille antisoviétique, les démocrates-chrétiens décident d'achever leur déplacement vers la droite afin d'attirer des votes en dehors de la sphère catholique grâce à la carte de l'atlantisme intégriste[124]. Au sein du « Blocco del Popolo », en revanche, la prédominance nette des communistes sur les autres composantes[125] pousse ce cartel à devenir encore plus intransigeant, radical et stalinien, en provoquant l'éloignement progressif des franges sociales-démocrates[126] : l'impossibilité de parvenir au contrôle de Rome, nonobstant le grand succès électoral, alimente en outre la tentation de radicaliser l'attitude antisystème pour briser le pouvoir résiduel du clérico-fascisme (atlantiste) en ville[127].

De ce fait, la déchirure du tissu urbain - entamée avec le referendum et les premières élections municipales – s'achève : l'espace d'une « troisième voie » permettant de poursuivre la bataille antimarxiste en dehors du sillage atlantiste, disparaît définitivement, en obligeant tous les milieux sociopolitiques non alignés à se disposer

---

[122] Voir : *Perché Roma è senza sindaco,* "L'Unità", 14 décembre 1946.

[123] À la suite de l'élection de Harry Truman comme Président des États-Unis, la DC et les socialo-communistes italiens entrent en conflit : le résultat sera la rupture de l'esprit de solidarité nationale et la sortie des partis de gauche des coalitions qui gouvernent le pays depuis la libération. Voir : Giuseppe Carlo Marino, *Guerra fredda e conflitto sociale in Italia, 1947-1953,* Caltanissetta, Sciascia, 1991.

[124] Voir : Giovanni Sale, *De Gasperi, Gli Usa e il Vaticano : all'inizio della guerra fredda,* Milano, Jaca Book, 2005. Les élections de 1946 montrent que la quasi-totalité de la base électorale démocrate-chrétienne appartient à l'AC : pour tenter de rattraper le gap à l'égard des socialo-communistes, la DC romaine comprend qu'il faut étendre la sphère d'influence en direction des classes moyennes externes au réseau catholique. Voir : Francesco Piva, "*La gioventù cattolica in cammino…",* cit.*,* pp. 86-107.

[125] Sur les 30 conseillers élus, 16 sont communistes, 5 sont socialistes, 3 sont du PdAz (le reste est composé par 2 militants du petit « Parti démo-laboriste » et par 4 « indépendants » progressistes).

[126] L'aile droite du parti socialiste se détache en janvier 1947 pour former le « Partito Socialista dei Lavoratori Italiani », PSLI (ensuite PSDI) qui exprime une idéologie centriste et une rapide conversion à l'atlantisme. Le PdAz, déchiré entre velléité de progrès social et peur d'une dérive staliniste, finit par imploser pendant le printemps 1947. Le « parti démo-laboristes » cesse d'exister à la fin de 1947 et la plupart de ses militants rejoignent le PSDI.

[127] Un exemple particulièrement évident de ce lien entre l'attitude antisystème et l'invective anticléricale est la manifestation du 20 septembre 1947 organisée pour protester contre la « vie chère », qui aboutit dans un cortège de célébrations de la « brèche de Porta Pia » et de la fin du pouvoir temporel du Pape. Voir : Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit.*,* 264.

dans le champ du « tuteur » américain[128]. C'est justement durant cet intervalle d'administration extraordinaire que le système politique romain se restructure autour de l'anticommunisme, à travers la constitution d'un véritable front qui récupère les survivances du « mussolinisme » et de la monarchie. Cette même période d'impasse institutionnelle et de grandes manœuvres de diabolisation commence à faire du PCI local le héraut d'une contre-société séparée, mais interne à la ville, qui base sa cohésion sur un sentiment de fierté solipsiste et sur une autoreprésentation de soi comme le seul et véritable « peuple »[129]. Les nouvelles élections municipales réaffirment ce clivage urbain : le « Blocco del Popolo » se confirme comme première liste de la capitale, même en perdant trois points (33,3%) à cause de la scission sociale-démocrate[130] ; la « Démocratie chrétienne » fait un incroyable bond en avant atteignant le 32,7% des votes[131], aux dépens notamment de l'UQ qui voit sa taille se réduire de moitié (10,5%) ; les partis centristes continuent leur processus de pulvérisation, en voyant les républicains descendre à 5,8%, et les libéraux à 1,8% ; au contraire des forces réactionnaires, qui profitant de la reconfiguration « atlantiste » du contexte sociopolitique tiennent le coup grâce au 5,2% des monarchistes et au 3,9% des néofascistes débutants. À la différence de 1946, la pression exercée par la « guerre froide » contribue, cette fois, à renforcer la position de la DC – aussi bien en termes absolus que par rapport aux poujadistes et aux libéraux – au point de permettre finalement la constitution d'une coalition majoritaire : en fait, le 5 novembre 1947, le démocrate-chrétien Salvatore Rebecchini est élu maire de Rome avec le soutien direct des libéraux et des poujadistes, et celui externe des néofascistes et des monarchistes.

---

[128] Voir : Enzo Collotti, *Collocazione internazionale dell'Italia dall'armistizio alle premesse dell'alleanza atlantica (1943-1947),* in *L'Italia dalla liberazione alla Repubblica,* Milano, Feltrinelli, 1977 ; Roberto Pertici, *Il vario anticomunismo italiano,* cit., pp. 298-299.

[129] Voir : *Aria in Campidoglio: il popolo partecipi alla soluzione di tutti i problemi cittadini,* "L'Unità", 25 septembre 1947; *Solo un comune democratico può combattere la disoccupazione: il Comune al popolo, vota Garibaldi,* ivi, 7 octobre 1947.

[130] Les sociaux-démocrates (PSLI) touchent en effet le 3,9%.

[131] Une certaine influence dans la réalisation de ce succès dérive certainement du choc provoqué par l'homicide du jeune militant démocrate-chrétien Gervasio Federici, tué par un groupe de communistes la veille des élections, à l'issue d'une bagarre explosée dans le quartier « Esquilino ». Voir : *Commosso saluto di Roma alla salma di Gervasio Federici,* "Il Messaggero", 15 octobre 1947 : pour ce qui est de la réaction officielle du parti communiste romain, voir : *Ignobile speculazione elettorale sulla salma di Gervasio Federici,* "L'Unità", 14 octobre 1947.

ÉLECTIONS MUNICIPALES 1947		
RÉSULTATS	*SIÈGES*	*ADMINISTRATION*
Blocco del Popolo (PCI-PSI-autres de gauche): 207'903 (33,34%)	28	**DC+PLI+UQ+ (MSI+PNM)**
- Democrazia Cristiana (DC): 203'916 (32,7%)	27	Maire: **Salvatore Rebecchini (DC)**
- Fronte dell'Uomo Qualunque (UQ): 65'559 (10,51%)	8	
- Partito Repubblicano Italiano (PRI): 36'645 (5,88%)	5	
- Partito Nazionale Monarchico (PNM): 32'776 (5,26%)	4	
- Movimento Sociale Italiano (MSI): 24'575 (3,94%)	3	
- Partito Socialista dei Lavoratori Italiani (PSLI): 24'342 (3,91%)	3	
- Partito Liberale Italiano (PLI): 11'572 (1,86%)	1	
- Autres: 16'223 (2,60%)	1	

Il s'agit évidemment d'une administration ultra-droitière et conservatrice, laquelle au nom de l'anticommunisme, efface toute trace de l'esprit de la Résistance, ramenant symboliquement la capitale au temps des « accords du Latran », lors l'équilibre du pouvoir en ville s'était consolidé sur la triarchie Saint-Siège/Gouverneur fasciste/Cour royale[132] : Rebecchini est, en effet, très lié à la clientèle vaticane - en tant qu'homme fort du « partito romano » - et maintient des relations étroites avec les élites aristocrates (monarchistes) et bourgeoises (tendanciellement fascisantes), grâce à sa profession

[132] L'article 26 des « accords du Latran » établit le « caractère sacré » de Rome et engage par conséquent l'administration fasciste de la ville à protéger ce statut spécial. Voir : Salvatore Bellomia, *Alla ricerca della capitale : il caso Roma,* Torino, Giappichelli, 2014, p. 5

d'ingénieur des constructions qui le met au centre du fondamental circuit économique de la spéculation foncière[133]. Pour la propagande communiste, il est simple et douloureux de dénoncer le scandale d'un « maire du Vatican allié des fascistes et des monarchistes »[134] : même en régime de grave infériorité numérique, les forces clérico-fascistes ont toujours été au cœur de Rome, tout en ressassant l'exceptionnalité historique de la « ville sacrée » comme marque distinctive de la capitale. En dépit de toute ambition initiale du « Blocco del Popolo », le souffle du « vent du Nord » - qui avait quand même permis aux socialo-communistes de devenir le premier sujet politique dans la métropole du Pape et du « Duce » - s'était coupé, ouvrant la voie à une marginalisation du PCI[135]. La frustration « rouge » est d'ailleurs accentuée par le succès de la campagne anticommuniste pour les élections politiques de l'année suivante : la consultation la plus importante de la « Première République » qui, survenant quelques mois après la promulgation de la Constitution, clôt la période transitoire de la dictature à la démocratie[136]. Entre menaces et tensions[137], la DC annonce le rendez-vous du 18 avril 1948 comme un véritable choc des civilisations entre Dieu et Staline, à savoir entre civilisation occidentale et barbarie orientale[138]. En jouant sur le fantôme de l'impérialisme soviétique qui est en train de s'imposer sur l'Europe orientale, la propagande « blanche » parvient à marginaliser le débat sur les questions nationales et à trainer la campagne électorale sur le plan de la géopolitique

---

[133] Voir : Alberto Caracciolo, *I sindaci di Roma,* Roma, Donzelli, 1993, pp. 59-61.

[134] Voir : *Rebecchini sindaco del Vaticano con i voti dei monarchici e dei fascisti,* "L'Unità", 6 novembre 1947.

[135] *Roma lotterà contro la giunta dei clericali, dei monarchici e dei fascisti. La Capitale della Repubblica raccoglierà la sfida,* "L'Unità", 4 novembre 1947.

[136] Voir : Robert Anthony Ventresca, *From Fascism to Democracy. Cultures and Politics in the Italian Elections of 1948,* Toronto, UTP, 2004 ; Edoardo Novelli, *Le elezioni del quarantotto: storia, strategie e immagini della prima campagna elettorale repubblicana,* Roma, Donzelli, 2008; Giovanni De Luna, *Il 18 aprile,* in Mario Isnenghi (dir.), *I luoghi della memoria: personaggi e date dell'Italia unita,* Roma-Bari, Laterza, 2010, pp. 319-331.

[137] Le secrétaire d'État américain avait prévenu le gouvernement italien qu'en cas de victoire des socialo-communistes (« Fronte Democratico Popolare »), les aides financières liées au Programme de Reconstruction européenne (ERP) auraient été interrompues, car la nature fondamentale du « Plan Marshall » restait la lutte au communisme à travers l'élimination de la pauvreté et l'activation d'un circuit consumériste. En même temps, les États-Unis avaient fait comprendre qu'ils n'auraient jamais accepté une sortie de l'Italie du champ atlantiste, en se déclarant disponibles à une intervention militaire le cas échéant. De façon plus obscure et incontrôlée, s'était diffusée à travers le pays, l'opinion qu'une victoire du « Fronte Democratico Popolare » aurait été suivie par une action putschiste, propédeutique à une invasion soviétique. Voir : David W. Elwood, *The 1948 Elections in Italy: a Cold War Propaganda Battle,* in Giovanni Tocci (dir.), *Ripensare il 1948: politica, economia, società, cultura,* Ancona, Il Lavoro editoriale, 2000, pp. 300-325; Stefano Cavazza, *Comunicazione di massa e simbologia politica nelle campagne elettorali del secondo dopoguerra,* cit., pp. 204-214.

[138] Voir : Rosaria Leonardi, *Il sacro come strumento politico : le elezioni del 1948, la Democrazia Cristiana e i manifesti elettorali,* "California Italian Studies", 5, n. 1, disponibile sur : http://escholarship.org/uc/item/5xc8172d.

internationale[139]. Sur ce terrain, les démocrates-chrétiens peuvent éluder les critiques liées aux difficultés de la reconstruction et mener une bataille purement émotionnelle, qui mélange le charme de l'opulence américaine, le cauchemar de l'occupation étrangère et la stigmatisation du péché mortel associé au matérialisme marxiste[140]. À l'inverse, déplacé dans une dimension éminemment idéologique, le message classique de rupture du statu quo proposé par les socialo-communistes (réunis dans le « Fronte Democratico Popolare ») finit par faire le jeu des adversaires, étant souvent interprété – notamment par les classes moyennes – comme une proposition aventuriste et déstabilisante, en mesure de rendre encore plus faible le pays face à l'ingérence des deux superpuissances en lutte[141].

Dans ce contexte marqué par la rencontre entre les spécificités de la ville et les pressions de l'affrontement bipolaire[142], Rome se retrouve, encore plus dans l'œil du cyclone en vue de ces élections décisives. C'est dans la capitale, en effet, que les démocrates-chrétiens dialoguent avec les Américains et la Curie papale, que les poujadistes et les libéraux organisent leur conversion à caractère « maccartiste »[143], que les monarchistes et les néofascistes se préparent à rentrer pleinement dans l'échiquier politique profitant de leur réputation farouchement antimarxiste et que les

---

[139] Voir : Silvio Pons, *Il fattore internazionale nella "leadership" di Togliatti (1944-1964),* "Ricerche di storia politica", n. 3, 2002 ; Piero Craveri, *De Gasperi e il ricorso necessario ai "vincoli esterni",* in Id. et Gaetano Quagliariello (dir.), *Atlantismo e Europeismo,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2003, pp. 567-586 ; Fabio Bettanin, *Stalin e l'Europa: la formazione dell'impero esterno sovietico (1941-1953),* Roma, Carocci, 2006.

[140] Les affiches démocrates-chrétiennes sont toujours consacrées à la stigmatisation de l'ennemi « rouge » (à travers des images de mort, de famine, d'invasion militaire, de dictature, d'injustice contre les « fils » de la « mère patrie ») ou à l'exaltation de l'amitié américaine (montrant notamment la grande quantité d'aides alimentaires, matérielles et économiques). Les évêques et les prêtres lancent quotidiennement des avertissements aux fidèles pour rappeler la nature démoniaque du marxisme, en mettant une pression particulière sur les femmes qui souvent sont mariées à des maris communistes. Voir : Mario Isnenghi, *Alle origini del 18 aprile: miti, riti, mass media,* in Id. et Silvio Lanaro (dir.), *La democrazia cristiana dal fascismo al 18 aprile,* Marsilio, Venezia, 1978, pp. 277-344; Luigi Gedda, *18 aprile 1948 : memorie inedite dell'artefice della sconfitta del Fronte popolare,* Milano, Mondadori, 1998.

[141] La propagande « rouge » utilise pendant cette campagne électorale des éléments autoréférentiels qui tentent de montrer une supériorité absolue, indépendamment des adversaires politiques. Ayant compris que la stratégie anticommuniste déplace l'affrontement sur le plan de la croisade religieuse et du dénigrement, le « Fronte Democratico Popolare » tente de réagir en utilisant les mêmes moyens rhétoriques (par exemple, en diffusant une caricature du leader démocrate-chrétien De Gasperi qui cache le visage du Truman), mais avec des résultats très modestes, l'image des Américains étant fort positive. Voir : Lamberto Mercuri, *18 aprile 1948 : la grande svolta elettorale,* 1991, pp. 91-95.

[142] Voir : Marco De Nicolò, *L'apparente refuso cronologico : Garibaldi contro la « città sacra »,* cit., pp. 28-36.

[143] Le parti libéral et le « Fronte dell'Uomo Qualunque » décident de fusionner dans le cartel « Blocco Nazionale » afin de concentrer leur poids électoral en faveur de l'option atlantiste. Voir : Fabio Grassi Orsini, *I liberali, De Gasperi e la "svolta" del maggio 1947,* "Ventunesimo secolo", 5, mars 2004 ; Giuseppe Brienza, *Identità cattolica e anticomunismo nell'Italia del dopoguerra: la figura e l'opera di mons. Roberto Ronca,* 2008, pp. 146-149.

leaders communistes entretiennent les contacts avec les émissaires soviétiques[144]. C'est à Rome, enfin, que s'organisent les « Comitati Civici », formidables armes propagandistes propres à la droite catholique proche de Pie XII, qui en exploitant l'énorme réseau ecclésial arrivent à mobiliser toutes les paroisses du pays pour le « salut de l'Église et de l'Italie »[145].

UNE COMPARAISON ENTRE LA PROPAGANDE DES DÉMOCRATES-CHRÉTIENS ET DES COMMUNISTES PENDANT LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE 1948.

On notera la grande efficacité des premières deux affiches qui associent la sensation de la mort, du sang, de l'esclavage et du viol de la famille à l'image du « Fronte Democratico Popolare ». Au contraire, les deux dernières affiches démontrent que la rhétorique communiste est bien plus habile dans l'autoreprésentation que dans le dénigrement de l'adversaire politique.

Source : www.centrostudimalfatti.org

[144] Voir : Robert Anthony Ventresca, *From Fascism to Democracy,* cit., pp. 227-232 ; Elena Aga-Rossi et Victor Zaslavsky, *Togliatti e Stalin : Il PCI e la politica estera staliniana negli archivi di Mosca,* Bologna, Il Mulino, 2007.

[145] Voir : Mario Casella, *18 aprile 1948: la mobilitazione delle organizzazioni cattoliche,* Galatina, Congedo, 1992; Francesco Piva, *« La gioventù cattolica in cammino… »,* cit., pp. 86-107.

Il n'est pas étonnant du coup que dans l'économie générale de la bagarre politique la figure de Rome devienne le symbole de la liberté nationale face au déploiement du « rideau de fer » : la veille des élections, en effet, le quotidien communiste « L'Unità » rappelle qu'en votant pour Garibaldi, on votera « pour Rome et pas pour Washington, pour la paix et contre la guerre, pour le travail et contre l'aumône »[146]. En renversant le syllogisme, la presse catholique dénonce que « d'un côté il y a Rome qui se lève pour la défense du Royaume de Dieu et de la civilisation chrétienne ; de l'autre, il y a la capitale de l'athéisme manifeste et militant qui a mobilisé ses forces pour la tenue et l'expansion du royaume de Satan. […] Donc une victoire du communisme […] comporterait la ruine de la civilisation chrétienne, dont l'Italie représente le cœur »[147].

UN EXEMPLE DE L'IMPORTANCE DE ROME DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE 1948.

Ce tract de propagande, diffusé par le MSI, montre une énorme et épouvantable « bête rouge », habillée grossièrement comme un soldat soviétique, qui est en train de détruire l'Autel de la Patrie, à savoir le monument symbole de la conquête de l'indépendance politique de la nation italienne et de l'achèvement du processus d'unification territoriale du pays, à la suite de l'intégration de Rome comme capitale de l'État.

Source : Collection personnelle

[146] *I progressi delle sinistre dal 2 giugno ad oggi,* "L'Unità", 18 avril 1948.

[147] Domenico Mondrone, *Colei che salverà l'Italia,* "Civiltà Cattolica", I, 1948. Ce concept est repris aussi par la propagande démocrate-chrétienne, qui diffuse des affiches avec le slogan : « Si vous voulez la victoire de Rome et de la civilisation, votez pour le *bouclier croisé* ». Voir : Andrea Riccardi, *Roma « città sacra » ?* cit., p. 340.

Les conséquences de cette surexposition de la capitale pendant la campagne électorale se révèlent toutefois opposées : le patrimoine culturel et symbolique de Rome (l'Empire romain, les États pontificaux, pour certains aspects, le régime fasciste) véhicule des idéaux éthiques proches de la sensibilité traditionaliste. Au contraire, aucune association automatique ne semble se déclencher entre l'image de la *ville éternelle* et les épopées ouvrières ou partisanes qui, en revanche, appartiennent à l'imaginaire de gauche. De ce fait, l'instrumentalisation de l'émoi collectif par la défense du nom et de l'histoire de Rome finit par profiter principalement à la propagande démocrate-chrétienne[148], non seulement pour ce qui est du débat politique national, mais aussi s'agissant de la consolidation de la position de force contre les milieux « rouges » de la capitale. Le supplément d'attention accordé à la ville ne fait qu'amplifier la prééminence du bloc anticommuniste, qui depuis les évènements de 1947 peut compter à Rome sur un triple pouvoir - la Présidence du Conseil, le ministère de l'Intérieur (auquel est demandée la répression éventuelle des manifestations politiques)[149] et la mairie – apte à conditionner en sa faveur le développement urbain de la campagne électorale[150]. En outre, l'involution démagogique de cette dernière permet à l'Église catholique de jouer la carte de la dévotion religieuse : le culte de la « Peregrinatio Mariae », à savoir le système de processions itinérantes de la statue de la Vierge, né en France en 1943[151], est transformé en parade politique à l'intérieur d'une plus grande opération médiatique qui dénonce l'arrivée d'une nouvelle « bataille de Lépante » contre les armées infidèles[152]. Accompagnée d'une scénographie

---

[148] Pendant le discours aux fidèles du 22 décembre 1946, Pie XII affirmait que "*du sol romain Pierre, encerclé par les menaces d'un pouvoir impérial perverti, lança le fier cri d'avertissement : « Résistez fort dans votre foi ». Sur ce même sol, nous répétons aujourd'hui, avec le double d'énergie, à vous, dont la Ville natale est maintenant le théâtre d'efforts incessants voués à réveiller renflammer la lutte entre les camps opposés : pour ou contre le Christ, pour son église ou contre son église*", disponible sur : http://w2.vatican.va/content/pius-Xii/it/speeches/1946/documents/hf_p-xii_spe_19461222_missione-roma.html.

[149] Le ministre de l'Intérieur est le démocrate-chrétien Mario Scelba, un farouche anticommuniste, fortement hostile aux manifestations protestataires (notamment les grèves et les cortèges ouvriers) susceptibles de véhiculer des messages propres aux revendications de la gauche. Voir : Pier Luigi Ballini, *Mario Scelba. Contributi per una biografia,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006. Voir aussi : Giovanni Tassani, *L'Italia difficile di Scelba,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006.

[150] Voir : *Il Fronte Democratico Popolare può esser fiero di Roma e del Lazio: 90940 voti guadagnati nel Lazio malgrado la pressione degli agenti americani e dell'A.C. che qui hanno il loro centro,* "L'Unità", 23 avril 1948.

[151] Voir : Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire, *Histoire religieuse de la France contemporaine : 1930-1988,* Toulouse, Privat, 1988, pp. 121-125. Ce culte arrive en Italie en 1946. Voir : Giuseppe Turinetti, *Madonna Pellegrina 1946-1951. Frammenti di cronaca e storia,* Cantalupa, Effatà, 2006.

[152] Sur cette bataille navale (7 octobre 1571) qui opposait la Sainte Ligue organisée par pape Pie V (Vénice, Espagne, Gênes, Malte, Savoie et États pontificaux) à la marine ottomane et qui représente un coup d'arrêt définitif à la progression musulmane vers l'Europe continentale, voir : Henri Pigaillem, *La bataille de Lépante (1571),* Paris, Economica, 2003. Dans la tradition populaire, cette victoire est attribuée à l'intercession de la Vierge. Comme l'on pouvait lire sur le numéro de décembre 1947 de

somptueuse, l'effigie de la Madone est transportée aux quatre coins de la ville, notamment dans les zones pauvres où réside le gros des femmes croyantes : profitant de la suggestion du crépuscule, les masses sont alors impliquées dans un moment émotionnel qui « confère à la militance anticommuniste une empreinte maternelle et rassurante »[153], grâce « aux symboles d'amour et douleur, de protection et indulgence qui sont propres à Marie »[154].

À l'issue de cette mobilisation, la « Démocratie chrétienne » obtient à Rome un résultat extraordinaire (51,1%) qui est le double du « Fronte Democratico Popolare » stoppé à 27,3% : le reste de l'offre politique de la ville semble insignifiant, à l'exception du MSI qui en raison du 5,6% se transforme en la troisième force de la capitale[155]. Coup sur coup, la conquête démocrate-chrétienne du « Campidoglio » et la lourde défaite de la gauche dans les élections nationales, éloignent définitivement le « spectre » du communisme à Rome : pendant toute la durée des années 1950, en effet, l'hégémonie traditionaliste sur la ville sera garantie par la capacité du centre catholique à garder une alliance, formelle ou informelle, avec la droite libérale et réactionnaire, dans le but de bloquer toute velléité d'un pôle « rouge » imposant, mais totalement isolé[156].

III. *La fonction de la « borgata » dans la construction de l'antagonisme communiste : la « vigilance légaliste » contre l'administration clérico-fasciste (1949-1959)*

Incapable de s'emparer du pouvoir communal nonobstant sa supériorité numérique, le parti communiste romain s'installe, dès 1948, dans la perspective d'une opposition dans la durée : conscient de devoir faire face à la domination démocrate-chrétienne

---

« Civiltà Cattolica » : "*La tentative définitivement écartée dans les eaux de Lépante grâce à une victoire unanimement attribuée à l'intercession de Marie, se représente aujourd'hui sous la forme agressive du communisme soviétique*". Voir : Pileria Pellegrino, *Madonna pellegrina : la campagna elettorale del 18 aprile in Italia e in Calabria,* Cosenza, Periferia, 1998.

[153] Stefano Cavazza, *Comunicazione di massa e simbologia politica nel secondo dopoguerra,* cit., p. 206.

[154] Anna Bravo, *La Madonna Pellegrina,* in Mario Isnenghi (dir.), *I luoghi della memoria,* cit., p. 529.

[155] Républicains (5,3%), Sociaux-démocrates (4,5%), Monarchistes (2,6%), « Blocco Nazionale » (2,4%).

[156] Sur la perception de cette barrière clérico-fasciste parmi les communistes romains, voir : *La marcia su Roma iniziata dall'Azione Cattolica,* "L'Unità", 20 mai 1948.

pendant plusieurs années, l'appareil citadin du PCI entame un processus de repli et de consolidation ancré sur les couches sociales qui se sont montrées les plus sensibles à la propagande « rouge », telles que les petites franges d'ouvriers industriels, les maçons, les manœuvres et les typographes[157]. En termes géographiques, cette mutation organisationnelle comporte une polarisation progressive de la structure militante, qui voit d'un côté un renforcement de l'appareil central et de l'autre la constitution de nouvelles cellules dans les marches périphériques en expansion. À la soixantaine de sections que la fédération communiste romaine compte déjà au lendemain des élections du 18 avril[158], commencent alors à s'ajouter les associations collatérales à caractère sportif (UISP) et mutualiste (« Consulte Popolari ») qui fonctionnent souvent comme agents du parti dans les zones plus éloignées et marginales. Comme l'a décrit le chapitre précédent, ce modèle tentaculaire et radial d'installation territoriale répond à la conformation socio-urbanistique de Rome dans l'après-guerre : sans les contraintes d'un plan d'urbanisme et entièrement absorbées par l'hébergement des grands évènements internationaux (le Jubilé de 1950, les Jeux olympiques de 1960), les Administrations démocrates-chrétiennes laissent libre cours aux processus et aux axes de développement fixés auparavant par l'intervention fasciste. En ce sens, la configuration sur un double niveau[159], adoptée par le parti communisme romain au cours des années 1950, sert d'un côté à contrer le pouvoir de la DC (à travers, notamment, les batailles au sein du Conseil communal pour l'adoption du PRG et pour l'industrialisation de la ville) et de l'autre à rester socialement proche de sa base militante dont l'installation géographique tend inexorablement à se déplacer de la ville historique aux périphéries grandissantes. Une migration urbaine des classes inférieures romaines vers la « ville basse », à savoir ce mélange de ghettos, habitats fascistes normalisés, bidonvilles abusifs et nouvelles cités totalement bétonnées que l'imaginaire « rouge » d'après-guerre inscrit dans la définition générique de « borgata »[160]. Le communisme romain choisit justement ces nouveaux appendices métropolitains comme refuge suite aux premières défaites politico-électorales. Face à

---

[157] Voir : *Quelli che lavorano non votano DC: netta vittoria comunista nelle elezioni della Teti,* "L'Unità", 20 mai 1948.

[158] Voir : Marco De Nicolò, *L'apparente refuso cronologico : Garibaldi contro la « città sacra »,* cit., p. 24.

[159] Un organisme directionnel central fortement bureaucratisé, associé à un vaste réseau d'antennes périphériques engagées plus sur le plan social que politique. Voir : Franco Ferrarotti, *Roma da capitale a periferia,* cit., pp.197-219.

[160] Voir : Corrado Antiochia, *Le borgate, i borghetti e la baracche,* "La critica sociologica", n. 7, 1968.

la réaffirmation d'une hégémonie droitière et traditionaliste en matière de gouvernement de la ville, les milieux « rouges » se tournent vers les marches territoriales encore formellement étrangères à l'organisme urbain, en les considérant comme la contradiction majeure du capitalisme romain[161]. L'économie de Rome fondée sur l'exploitation spéculative de la rente foncière, alimente, en effet, l'extension à outrance de la ceinture des banlieues, où l'entassement des couches inférieures de la société permet de maximiser le rapport entre des investissements financiers modestes et des revenues importantes. Cependant, cette dynamique concentre dans des zones homogènes les laissés-pour-compte du système en place, tels que les ouvriers sous-payés, les travailleurs précaires et les misérables. Dans la « borgata » des années 1950 se rencontrent en fait tous les milieux populaires insatisfaits, anciens et nouveaux : les prolétaires déportés par le régime fasciste, qui résident dans ces secteurs urbains d'avant la guerre ; les ouvrières et les petits artisans repoussés vers la périphérie par l'embourgeoisement progressif du centre-ville ; les immigrés sous-prolétaires qui sont forcés à camper aux marges de la capitale pour cause d'indigence[162]. Le parti communiste romain comprend subitement que la constitution de cette réalité socioterritoriale singulière peut représenter non seulement un réservoir[163], mais aussi un espace pour le déploiement social du message marxiste à Rome, même en l'absence d'un vaste tissu industriel. Autrement dit, sous l'angle de la lutte des classes, la « borgata » semble posséder tous les attributs nécessaires pour fournir une alternative acceptable à la pénurie de grandes usines. Au sein de cette ceinture urbaine d'habitat dégradé, il devient possible de proposer un discours émancipateur et socialisant en faisant appel au besoin matériel, à l'assistance mutualiste et aux sentiments de revanche de ces résidants[164]. De plus, si la composition sociale se révèle un facteur favorable, ce travail d'encadrement peut profiter aussi de l'absence dans ces lieux de la « Démocratie chrétienne » qui en raison du caractère clientéliste de son organisation, tend à éviter les zones dépourvues de notables : la présence catholique parmi les

---

[161] Voir : *L'Agro romano si va trasformando sotto il segno della speculazione edilizia,* "L'Unità", 4 décembre 1954 ; *Pionieri alle porte di Roma. Le "borgate abusive", una piaga della politica capitolina della DC,* ivi, 20 mars 1956.

[162] Voir : Gian-Giacomo Fusco, *Ai margini di Roma capitale,* cit., pp. 43-76.

[163] Parmi les habitants des « borgate », le PCI obtient toujours un surplus de votes à hauteur du 10-30%, par rapport à la moyenne citadine. Voir : Franco Ferrarotti, *Roma da capitale a periferia,* cit., pp. 200-203. Voir aussi : Emiliana Carnarda, *Pietralata: da campagna a isola di periferia,* Milano, FrancoAngeli, 2007, p. 71.

[164] Voir : Gabriele Di Giuseppe, *Partito comunista, Camera del lavoro e le periferie di Roma: 1944-1956,* mémoire de licence sous la direction de la Prof. Lidia Piccioni, Université de Rome "La Sapienza", a. a. 2001/2002.

« derniers » de la ville est laissée, en effet, aux représentants de l'Église préconciliaire dont l'attitude paternaliste et autoritaire ne fait qu'accentuer l'oppression qui règne sur la « borgata »[165]. La seule offre des structures ecclésiales – limitée à un assistanat basique en échange d'une adhésion aux préceptes religieux et anti-marxistes – ne suffit pas à compenser le drame d'une vie pénible, frustrante et marginalisée : c'est justement dans ce vide politique que le parti communiste romain s'inscrit, moyennant un répertoire spécifique et original. Face à une réalité urbaine composite, mais homogénéisée par la précarité et une colère latente, la rhétorique traditionnelle, anti-patronale et anticapitaliste, propre au conflit économique dans les usines, est remplacée par la réitération de l'esprit de la Résistance qui permet la mobilisation d'un vaste spectre social contre un ennemi despotique et réactionnaire. En promouvant l'image des administrations municipales comme un régime clérico-fasciste asservi à l'impérialisme américain et sourd aux besoins populaires, les communistes s'adressent simultanément aux vieux « borgatari », anciens résistants et particulièrement sensibles à l'invective antiautoritaire[166], et aux nouveaux qui recherchent de plus en plus dans le syndicat une protection contre les difficultés de la vie[167]. La cooptation de ces couches sociales dans le cadre d'une stratégie éminemment défensive sert à territorialiser un exercice d'opposition légaliste - qui fait appel aux principes antifascistes, laïques, égalitaires et progressistes de la Constitution républicaine - contre les desseins de restauration antidémocratique qui se seraient mis en place à Rome dès 1947[168]. En ce sens, la présence dans la « borgata » de l'Église catholique et même de quelques noyaux « noirs » est interprétée comme une dangereuse projection de ce pouvoir réactionnaire qu'il faut absolument annihiler pour empêcher que l'immense milieu sous-prolétaire romain puisse tomber dans les mains de la propagande traditionaliste. Le parti communiste, en effet, considère la foule de misérables qui continuent à remplir les banlieues de la capitale avec un mélange

---

[165] Voir : Corrado Antiochia, *Roma, una grande borgata,* Roma, Laterza, 1971 ; Andrea Riccardi, *La Chiesa a Roma dalla seconda guerra mondiale al postconcilio,* Bologna, Centro Editoriale Dehoniano, 1982. Sur les caractéristiques du travail social de l'Église catholique pendant les années 1950, voir : Luciano Pazzaglia (dir.), *Chiesa e progetto educativo nell'Italia del secondo dopoguerra (1945-1958),* Brescia, La Scuola, 1988 ; Guido Verucci, *La Chiesa nella società contemporanea. Dal primo dopoguerra al Vaticano II,* Roma-Bari, Laterza, 1988.

[166] Il s'agit de couches populaires qui avaient maturé un farouche antifascisme à la suite des décrets de déplacement forcé (du centre-ville aux « borgate ») que le régime mussolinien avait imposé pendant la restructuration de la capitale des années 1930. La participation à la lutte antinazie de ces milieux fût immédiate et spontanée. Voir : Walter De Cesaris, *La borgata ribelle,* cit.

[167] Notamment les travailleurs des services publics et les typographes.

[168] Voir : *Ecco cosa vi hanno dato Rebecchini e il MSI!,* "L'Unità", 22 mai 1952; *Esultante speranza di popolo nelle misere borgate di Roma,* ivi, 11 juin 1953.

d'enthousiasme et d'inquiétude[169] : d'un côté, il les considèrent comme une nouvelle frontière de la militance « rouge », à atteindre par un processus lent, mais inexorable d'alphabétisation idéologico-politique ; de l'autre - en accord avec la méfiance à l'égard du sous-prolétariat typique de la pensée marxiste[170] – il craint des tendances poujadistes qui pourraient en faire un véritable cheval de Troie pour la pénétration des idées de droite dans la « borgata ». Une question d'interprétation politique qui déstabilise le communisme romain, en révélant l'évidente difficulté de construire une identité de gauche nouvelle et inédite, adaptée à une réalité urbaine singulière telle que Rome. Au milieu des années 1950, cette tension intestine autour de l'évaluation du *lumpenprolétariat* tourne à la querelle publique, opposant l'optimisme paternaliste affiché par les dirigeants du parti à la lecture désenchantée et cynique d'une partie de la « base »[171]. Face à cette aporie relationnelle, qui ne sera jamais résolue, le communisme romain reste toujours à mi-chemin entre la répulsion et l'intégration. Le sous-prolétariat finit par être assimilé à un « corps étranger » qui nécessite toutefois une protection constante contre les flatteries du populisme réactionnaire et contre les instrumentalisations de la propagande traditionaliste. Quand, par exemple, le quotidien ultraconservateur « Il Popolo di Roma »[172] lance une campagne qui stigmatise la contigüité entre la militance « rouge » et la réalité criminogène des périphéries romaines, considérées comme

> une sorte de ceinture rouge, de banlieue sordide qui outre les malheureux, les victimes de la guerre, de l'occupation, des bombardements, héberge un monde équivoque et rempli d'aventuriers grossiers, de professionnels de la misère, de profiteurs des moments sombres. […] Une milice du pillage individuel et collectif ; une pépinière précieuse du communisme. […] Ce sont les habitants nomades et sales des différents villages, des camps de réfugiés, des palais occupés abusivement, qui trainent leur

---

[169] Voir : Franco Andreucci, *Falce e martello : identità e linguaggi dei comunisti italiani fra stalinismo e guerra fredda,* Bologna, Bononia, 2005.

[170] Dans l'analyse de Marx la définition du sous-prolétariat oscille entre la « putréfaction réactionnaire de classes expulsées du processus productif » (*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*) et « l'armée industrielle de réserve à disposition du patronat capitaliste » (*Grundrisse*). Voir : Raymond Huard, *Marx et Engels devant la marginalité : la découverte du lumpenprolétariat, "*Romantisme", 18, n. 59, 1988, pp. 5-17

[171] L'apogée de cet affrontement est incarné par les attaques rudes que le haut dirigeant communiste Giovanni Berlinguer porte contre les romans de deux intellectuels « rouges » (Giuseppe Patroni Griffi, *Ragazzo di Trastevere* et Pier Paolo Pasolini, *Ragazzi di vita*) parus en 1955 et concernant les conditions de vie dans les « borgate » de Rome. Voir : Giovanni Berlinguer, *Il vero il falso sulle borgate di Roma,* "L'Unità", 29 juillet 1955.

[172] Journal proche du milieu monarchiste.

> misère, leur rancune, leur désespoir - et parfois […] leur vice et leur attitude criminelle – d'une caverne à l'autre, voire d'un délit à l'autre[173] ;

La fédération communiste de la capitale réagit immédiatement et farouchement, en essayant de détourner l'attention publique de ces dégénérescences sous-prolétaires, pour mettre en avant le visage vertueux des « borgate » :

> les travailleurs romains, les ouvriers communistes et socialistes, les adversaires […] de l'aristocratie parasitaire et des spéculateurs romains. […] les victimes d'une politique qui part du fascisme et arrive à la Démocratie- chrétienne […]. Tout le reste qu'on dit sur les « borgate » n'est que la haine […] la peur […] parce que même le peuple de la « ceinture rouge » […] a pris conscience de ses droits : une conscience qui a muri sous le fascisme et durant la lutte de libération, à laquelle les « borgate » ont participé avec une cohésion exemplaire, qui aujourd'hui, grâce aux communistes, est devenue une force politique active[174].

C'est justement suivant cette problématisation de la marginalité urbaine que l'anticléricalisme et l'antifascisme deviennent les pierres angulaires de la « vigilance légaliste » mise en place dans la capitale à partir des zones les plus pauvres de Rome[175]. D'ailleurs, pendant la première décennie d'après-guerre, la dynamique politique de la ville permet facilement au PCI de se présenter comme le « défenseur de la souveraineté populaire », constamment menacée et humiliée par les dérives inconstitutionnelles présumées des administrations clérico-fascistes[176]. Deux moments, en particulier, contribuent à consolider ce modèle singulier d'antagonisme urbain, qui voit un parti fondamentalement antisystème se faire le héraut de la légalité démocratique et de l'esprit républicain à travers une mobilisation permanente de ses militants : « l'opération Sturzo » de 1952 et le renoncement de la mairie à célébrer l'anniversaire de la libération de Rome en 1959. Le premier épisode fait référence à la tentative vaticane de présider à la formation d'un énorme cartel électoral - réunissant dans une même liste anticommuniste les progressistes (PSDI, PRI), les modérés (DC, PLI) et les réactionnaires (MSI, PNM) – en vue du renouvellement du Conseil municipal : la

---

[173] *Cintura rossa,* "Il Popolo di Roma", 1er avril 1953.
[174] *Cintura rossa,* "L'Unità", 2 avril 1953.
[175] Voir : *Minacce, prepotenze, provocazioni clericali respinte dalla vigilanza della popolazione,* "L'Unità", 9 juin 1953.
[176] Voir : *I rioni popolari e le borgate festeggiano i Capi delle Amministrazioni democratiche,* "L'Unità", 7 avril 1951 ; *Donne romane votate il 25 maggio per la pace e la rinascita di Roma: non un solo voto di donna ai fascisti e ai d.c.!,* ivi, 22 mai 1952.

mission est tellement audacieuse et radicale que la Curie romaine décide de l'attribuer à une figure externe à la « Démocratie chrétienne » - Don Luigi Sturzo, poids lourd du monde catholique italien, mais formellement retiré de la scène politique depuis trente ans[177] - afin de garantir une plus grande marge de manœuvre pour la difficile recherche d'un accord. Après les cinq ans du mandat de Rebecchini, Pie XII est en effet terrorisé par l'idée que la DC puisse perdre le soutien indispensable des forces de droite, en se retrouvant trop faible pour empêcher que « Rome, centre de la chrétienté, ne devienne une filiale de Moscou, une servante obéissante du Kremlin »[178] : le climat sociopolitique s'est gravement durci par rapport à 1947[179] et aux yeux du Pape, l'orthodoxie centriste de De Gasperi parait insuffisante pour endiguer la déferlante « rouge ». À la différence du secrétaire national du parti, le Vatican juge désormais le tabou antifasciste dépassé à la lumière de l'institutionnalisation du rideau de fer et de l'adhésion du pays à l'alliance atlantiste : de plus, face à l'affaiblissement des partis laïques (PLI, PRI, PSDI), la droite, en pleine expansion, semble le seul interlocuteur valable pour la bataille anticommuniste[180]. Pire encore, les mesures adoptées par le gouvernement De Gasperi pour stopper préalablement une éventuelle victoire

---

[177] Le prêtre Luigi Sturzo est le fondateur du « Partito Popolare Italiano » (1919), le premier parti catholique de masse : nonobstant une collaboration avec le premier gouvernement Mussolini, Sturzo entre rapidement en conflit avec le fascisme et en 1924 ; il s'exile volontairement en Angleterre. Il rentre en Italie seulement à la suite du referendum institutionnel du 2 juin 1946 : sans jamais adhérer à la « Démocratie Chrétienne » (réincarnation moderne du « Partito Popolare Italiano »), Luigi Sturzo se réserve un rôle de vieux sage de la politique et de trait d'union entre la société catholique et les sphères vaticanes. La dernière décennie de sa vie (il meurt en 1959) se caractérise par une involution maccartiste progressive de sa pensée. Voir : Gabriele De Rosa, *Luigi Sturzo,* Torino, Utet, 1977.

[178] Phrase attribuée à Don Luigi Sturzo et cité par : Angelo Del Boca et Mario Giovana, *I figli del sole. Mezzo secolo di nazi-fascismo nel mondo,* Milano, Feltrinelli, 1965, p. 186.

[179] Sur le plan international, l'institutionnalisation de la guerre froide avec la création de l'OTAN (1949) a comporté une rapide montée de la tension bipolaire qui a trouvé un premier champ de bataille dans la compétition atomique (la première bombe soviétique à l'uranium est du 1951) et dans la « guerre de Corée » (1950-1953). Voir : Massimo De Leonardis, *Guerra fredda e interessi nazionali. L'Italia nella politica internazionale del secondo dopoguerra,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2014. Au niveau national, l'agitation sociale continuait à grandir à cause du comportement hyperrépressif de la police à l'égard des manifestations protestataires de gauche (le cas le plus éclatant est le massacre de 6 ouvrières grévistes des Fonderies de Modène, le 9 janvier 1950) et à cause de la querelle diplomatico-territoriale avec la Yougoslavie qui avait déjà provoqué l'exode de la communauté italienne résidant en Istrie et Dalmatie et qui mettait même en question la souveraineté de l'Italie sur la ville de Trieste (le contentieux trouve une première solution en 1953). Voir : Angelo D'Orsi, *Il potere repressivo. La polizia. Le forze dell'ordine italiano,* Milano, Feltrinelli, 1972 (l'appendice est consacré aux données statistiques de la répression policière contre les manifestants dans l'intervalle 1948-1952) ; Giancarlo Scarpari, *La Democrazia cristiana e le legi eccezionali 1950-1953,* Milano, Feltrinelli, 1977 *;* Domenico Maria Bruni, *I partiti politici e la questione giuliana,* in Giancarlo Monina (dir.), *1945-1946,* cit.*,* pp. 419-452.

[180] Le jugement du Vatican est certainement influencé par les résultats des élections administratives de 1951 qui s'étaient tenues dans le reste du pays et qui avaient montré une réduction des votes pour la DC (une perte de 9% par rapport aux consultations politiques de 1948, toutes les données locales confondues), associée à une bonne croissance des socialo-communistes (qui dépassaient de nouveau le seuil de 30%) et à un véritable exploit de la droite qui s'établissait au-dessus de la barre du 10%. Voir : Antonio Toldo, *Dati riassuntivi delle elezioni amministrative (27 maggio, 3 giugno e 10 giugno 1951),* "Aggiornamenti sociali", n. 7, juillet 1951.

« rouge », sont considérées par le Saint-Siège comme un instrument peu fiable et potentiellement contre-productif. À la croisade « maccartiste »[181], le leader national démocrate-chrétien préfère plutôt l'affrontement indirect à travers la modification du système électoral en sens ultra-majoritaire (loi n. 84 du 1951), pour accroitre l'isolement du front de gauche sans pour autant obliger la DC à abandonner sa réputation de sujet équidistant et démocratique[182]. Cette réforme législative élimine la représentation proportionnelle, pour accorder une prime de majorité (≥ 65% des sièges) à la coalition la plus forte. Selon De Gasperi, étant donné le solipsisme socialo-communiste, le seul acteur politique en mesure de profiter de ce renforcement artificiel est justement la « Démocratie chrétienne », qui grâce au soutien des autres partis centristes peut espérer conquérir une position de gouvernement sans se compromettre avec les milieux « noirs » ; au contraire, d'après les sphères vaticanes, l'institution d'une telle prime sans étendre préalablement à droite la coalition, finirait par introduire un levier dangereux que le « Blocco del Popolo » pourrait utiliser pour s'imposer définitivement au pouvoir. Le fait, donc, que « l'opération Sturzo » soit mise en place nonobstant l'opposition explicite du secrétaire national, et Président du Conseil à la fois[183], montre la nature exceptionnelle de Rome, amplificateur des tensions du pays et une fois encore laboratoire *sui generis*. Pour comprendre le mécontentement que la ville emmagasine alors, avant de la « capitaliser » dans l'après-68, il faut prendre en compte ce comportement particulier du militantisme local. La DC romaine qui diverge de la ligne modérée du sommet, au point de côtoyer publiquement les anciens adversaires monarchistes et néofascistes[184]. Un rassemblement nostalgique, justement, qui malgré les stigmates de la guerre et de la dictature peut compter de nouveau sur un

---

[181] De Gasperi pense, en effet, qu'une entente officielle avec les milieux réactionnaires vaincus par l'histoire ne profiterait qu'à la propagande « rouge », en fournissant du carburant pour la machine de la « vigilance constitutionnelle ». De plus, le leader démocrate-chrétien est bien conscient que le risque de rallumer un état de guerre civile est toujours présent dans le pays et une telle réhabilitation des instances fascistes aurait assurement porté le monde communiste sur le seuil de l'insurrection. Déjà en juillet 1948, la jeune République italienne avait failli retomber dans la situation de 1943-1945, quand un attentat quasi mortel contre Palmiro Togliatti avait provoqué une vague de révoltes populaires qui avaient été réprimées au prix de trente morts : seulement l'intervention directe de Togliatti (survécu par miracle) avait permis de pacifier la base communiste. Voir : Walter Tobagi, *La rivoluzione impossibile. L'attentato a Togliatti : violenza politica e reazione popolare,* Milano, Il Saggiatore, 1978.

[182] Voir : Marco Barbanti, *Funzioni strategiche dell'anticomunismo nell'età del centrismo,* "Italia contemporanea", n. 170, mars 1988, pp. 39-69.

[183] Voir : Augusto D'Angelo, *De Gasperi, la destra e « l'operazione Sturzo ». Voto amministrativo del 1952 e progetti di riforma elettorale,* Roma, Studium, 2002.

[184] À l'acmé de la diatribe entre le Vatican et De Gasperi, les promoteurs de « l'opération Sturzo » pensent former des listes autonomes de la DC, ancrées sur le réseau des « Comitati Civici » dirigés par Luigi Gedda, qui maccartiste auraient dû agglomérer autour d'un noyau de notables issus du « partito romano » un vaste spectre politique allant des républicaines aux monarchistes. Voir : Francesco Piva, *"La gioventù cattolica in cammino…",* cit., pp. 264-276.

réel appui populaire et sur un accès informel à la dynamique administrative de la ville[185]. Un milieu « rouge », enfin, qui interprète sa relégation, en dépit de son poids numérique, comme une « nouvelle résistance » contre un pouvoir illégitime et usurpateur[186]. C'est en ce sens, qu'il faut lire le choix de placer en tête à la liste socialo-communiste pour les élections municipales de 1952 une figure étrangère à la gauche proprement dite, le libéral radical Francesco Saverio Nitti, mais universellement reconnu comme un champion de l'antifascisme démocratique[187]. Les résultats de ce tour de consultation ne font d'ailleurs qu'accentuer davantage ce sentiment d'altérité[188] : si d'un côté, en effet, l'échec de « l'opération Sturzo » [189] est perçu comme une victoire de la « vigilance constitutionnelle » menée dans la capitale par la militance « rouge »[190], de l'autre la conquête de la prime de majorité agrandit énormément le pouvoir démocrate-chrétien sur l'administration de la ville[191], tout en limitant davantage la capacité de représentation politique des instances de gauche[192].

---

[185] Les forces monarchistes et néofascistes sont revigorées par l'agonie du « Fronte dell'Uomo Qualunque » survenue en 1949, récupérant une partie de ses voix.

[186] Pour réagir à ce répertoire communiste, les milieux traditionalistes italiens – auxquels appartenait aussi le gros de la DC romaine – élaborent une sorte d'antimite sombre de la Résistance. Voir : Roberto Chiarini, *Guareschi, la destra e l'antimito della Resistenza,* "Nuova Storia contemporanea", n. 2, 2000, pp. 27-57.

[187] Francesco Saverio Nitti est un des hommes politiques majeurs de la période libérale préfasciste : entré rapidement en conflit avec Mussolini, entre 1923 et 1945 il s'exile à Paris, où il devient un des protecteurs principaux de la grande communauté antifasciste qui se réfugie dans la *Ville lumière* pendant la dictature. Rentré en Italie une fois terminée la Deuxième Guerre mondiale, il est élu à l'Assemblée constituante : sur le plan politique, dans l'impossibilité de trouver un parti adapté à son idéologie libéral-radicale, il se réserve un rôle de défenseur de la légalité constitutionnelle et d'ennemi juré du néofascisme. Voir : *Nitti riafferma l'esigenza di una politica di unità nazionale : contro le minacce di fascismo e di repressioni antipopolari,* "L'Unità", 31 mai 1952.

[188] Comme l'affirme le secrétaire national communiste, "*certainement ils ne veulent que diviser le peuple afin que leurs privilèges survivent, ceux que Don Sturzo aurait voulu unir dans un seul bloc de croisés contre le communisme : défenseurs de la « ville sacrée » contre l'avancée tranquille, mais déterminée du peuple, avec ses revendications de justice et de souveraineté. En résistant et en combattant avec tenace pour ces revendications de justice, pour le bien du peuple, pour sa liberté et pour sa souveraineté, nous sommes sur le juste chemin*", in Palmiro Togliatti, *Roma è la capitale d'Italia,* cit.

[189] La tentative de Don Luigi Sturzo se révèle enfin irréalisable (trop de distance entre les progressistes et les réactionnaires) et grâce à la médiation de l'étoile montante de la DC, Giulio Andreotti, le Vatican se décide à accepter la ligne centriste proposée par De Gasperi.

[190] Voir : *Completo fallimento del fronte anticomunista proposto da Sturzo per incarico del Vaticano. Tutte le forze sane del Paese respingono le avventure clerico-fasciste,* "L'Unità", 24 avril 1952.

[191] Grâce à la prime de majorité, la DC obtient 39 sièges (pour l'approbation des actes législatifs, il suffit de 41 voix) et avec les 12 sièges des autres partis centristes, peut compter sur une position pratiquement inattaquable par le « Blocco del Popolo », limité à 16 sièges.

[192] Voir : *Alla Democrazia cristiana sono bastati 7315 voti per la conquista di ciascun seggio in Campidoglio: la vergognosa truffa della legge sugli apparentamenti,* "L'Unità", 28 mai 1952.

ÉLECTIONS MUNICIPALES 1952		
RÉSULTATS	*SIÈGES*	*ADMINISTRATION*
Blocco del Popolo (PCI-PSI): 306'803 (33,49%) -	**16**	**DC+PRI+PLI+PSDI**
Democrazia Cristiana (DC): 285'306 (31,14%) -	**39***	Maire: **Salvatore Rebecchini (DC)**
Movimento Sociale Italiano (MSI): 142'825 (15,59%) -	8	***= prime de majorité**
Partito Nazionale Monarchico (PNM): 53'842 (5,88%) -	3	
Partito Liberale Italiano (PLI): 39'379 (4,3%) -	6*	
Partito Socialista Democratico Italiano (PSDI): 29'895 (3,26%) -	4*	
Partito Repubblicano Italiano (PRI): 20'688 (2,26%) -	3*	
Ind. Sinistra: 5'717 (0,6%) -		
Fronte dell'Uomo Qualunque (UQ): 5'629 (0,6%) -		
Laburisti: 1'586 (0,2%)		
Autres: 18'987 (2,6%)		

Cette aggravation du rapport des forces au sein du conseil communal – le succès « noir » et la bonne tenue des monarchistes accroissent la portée de la cause traditionaliste en créant un front maccartiste (PNM+MSI+PLI+DC) qui atteint 60% des votes – détruit les dernières velléités gouvernementales du parti communiste

romain : malgré le succès immédiat dans les batailles légalistes et morales[193], le « clérico-fascisme » est devenu, aux yeux de la gauche, un moloch qui a pris le contrôle total du « Campidoglio »[194]. Comme l'a mis en exergue le chapitre précèdent, il est impossible d'intervenir désormais sur les décisions urbanistiques, les seules qui selon la vision « rouge » pourrait changer la physionomie prémoderne de Rome. De ce fait, les communistes campent sur la défensive en attendant des jours meilleurs et en essayant de garder au moins une certaine hégémonie parmi les couches populaires. Au niveau politique, en effet, le reste des années 1950 représentent pour le PCI de la capitale, une période terriblement difficile et de déclin : d'abord, l'abandon socialiste du cartel du « Blocco del Popolo » suite à la condamnation des « faits de Hongrie » de 1956[195], qui comporte un affaiblissement supplémentaire de la position de minorité politique des communistes[196]. Enfin, en 1959, l'humiliation avec le refus du nouveau maire démocrate-chrétien, Urbano Cioccetti, de commémorer institutionnellement la libération de Rome (4 juin 1944), pour satisfaire les requêtes du « Movimento sociale italiano » son allié. Il s'agit d'un évènement hautement significatif, qui outre le scandale pour la célébration manquée du quinzième anniversaire d'un moment fondateur de la démocratie républicaine (la fin de l'occupation nazie sur la capitale du pays), révèle l'achèvement du processus d'ostracisme civil qui a commencé à frapper la militance « rouge » dès 1946. Cette décision spectaculaire[197] traduit la volonté de

---

[193] La même dynamique se produit l'année suivante, lors des élections politiques, auxquelles le gouvernement De Gasperi a décidé d'étendre la réforme majoritaire, avec la seule différence de subordonner l'obtention de la prime au dépassement du seuil du 50%+1 des votes (loi n. 148 du 1953). Voir : Maria Serena Piretti, *La legge truffa. Il fallimento dell'ingegneria politica,* Bologna, Il Mulino, 2003. Même cette fois, le bloc socialo-communiste se retrouve à rechercher le soutien des milieux libéral-radicaux (voir : Roberto Colozza, *Partigiani in borghese. Unità popolare nell'Italia del dopoguerra,* Milano, FrancoAngeli, 2015) afin de construire une campagne électorale basée sur l'attentat à la légalité constitutionnelle que les partis au pouvoir seraient en train d'ourdir : l'échec incroyable de la coalition centriste, qui s'arrête au 49,2% sans arriver à accéder à la prime de majorité, est en ce sens instrumentalisé par la propagande « rouge » comme une victoire de la « vigilance démocratique ». Voir : *Il pacifico esercizio del voto degli elettori romani turbato da gravi illegalità e brogli dei clericali. La lotta contro i forchettoni e la legge truffa non è finita: votate per il PCI,* "L'Unità", 8 juin 1953; *Grande successo del partito comunista nella Capitale: 166.297 in 1.272 sezioni su 1.558 mentre il blocco d.c. tocca appena il 44%,* ivi, 9 juin 1953.

[194] Voir : *Scoraggiante squallore del nuovo programma esposto da Rebecchini al Consiglio comunale,* "L'Unità", 1er octobre 1952.

[195] Voir : *I nuovi rapporti tra Psi e Pci nella dichiarazione approvata dalle due direzioni,* "Avanti", 6 octobre 1956. Pour un regard historiographique, voir : Carlo Vallauri, *L'interpretazione del '56 e la "via italiana". Le posizioni dei socialisti,* "Classe", n. 16, 1978, pp. 94-104 ; Giovanni Sciroco, *Politique d'abord : il PSI, la guerra fredda e la politica internazionale 1948-1957,* Milano, Unicopli, 2010.

[196] Comme le montre le tableau statistique, les socialistes obtiennent 9 sièges aux élections municipales de 1956, qui seront utilisés pour développer une politique d'opposition alternative à la ligne communiste.

[197] La décision est tellement scandaleuse pour la société romaine de l'époque, que parmi les multiples pétitions demandant la démission du maire on retrouve aussi un document de censure rédigé par une

désacraliser la dernière liturgie symbolique-mémorielle qui continue à légitimer la présence des communistes parmi les pères fondateurs de la nouvelle patrie d'après-guerre[198].

La singularité de Rome joue certainement un rôle décisif dans la réalisation d'un acte qui n'a pas d'équivalent dans le panorama national et qui est lourdement stigmatisé même par la direction nationale de la « Démocratie chrétienne »[199]. Sans plus pouvoir se prévaloir de l'artifice de la prime de majorité[200], le système politique romain est de nouveau victime de sa polarisation extrême lors des élections de 1956. Devant la non-viabilité d'un « gouvernement minoritaire »[201], l'option clérico-fasciste est redevenue inévitable. La DC décide alors de retenter l'expérience de la première administration Rebecchini, en candidatant au poste de maire un homme étroitement lié au Vatican[202] qui aurait facilement trouvé l'appui externe des milieux conservateurs et réactionnaires : Cioccetti obtient effectivement les votes monarchistes et néofascistes, tout en réussissant à garder le soutien des libéraux et même des sociaux-démocrates, moyennant l'épouvantail « rouge » qui profiterait énormément d'un retour anticipé aux urnes[203].

---

cinquantaine de dirigeants des associations juvéniles démocrates-chrétiennes. Voir : Grazia Pagnotta, *Sindaci a Roma : il governo della capitale dal dopoguerra a oggi,* Roma, Donzelli, 2006, p. 46.

[198] Voir : Stephen Gundle, *The "civic religion" of the Resistance in post-war Italy,* "Modern Italy", 5, n. 2, novembre 2000.

[199] Voir : *Tupini che fu sindaco di Roma: "è una data da non dimenticare mai",* "La Stampa", 5 juin 1959; *Il Parlamento condanna Cioccetti celebrando la liberazione di Roma. Solenne manifestazione di unità antifascista e democratica,* "L'Unità", 5 juin 1959.

[200] Abolie par la loi n. 615 du 1954.

[201] Pendant une année et demie, Umberto Tupini (un démocrate-chrétien fidèle à ligne centriste de De Gasperi) tente de gouverner avec le soutien de seulement 32 votes sur 80, en rencontrant des difficultés énormes. Ayant la nécessité de contrôler pleinement l'administration de la ville, afin de compléter sans obstacle les travaux pour l'hébergement des Jeux olympiques de 1960, la DC décide de reconfigurer la situation : Tupini démissionne en décembre 1957 pour devenir le nouveau ministre du Sport, Tourisme et Spectacle (auquel est attribué la gestion générale des Jeux olympiques) et la recherche d'une majorité au sein du conseil communal est demandée à une figure plus proche des milieux de droite. Voir : Grazia Pagnotta, *Sindaci a Roma,* cit., pp. 40-43.

[202] Urbano Cioccetti fait partie, en effet, de la cour de Pie XII (« camerierato di cappa e spada ») et il a été vice-président de « l'Azione Cattolica ».

[203] Pour les réactions des communistes, voir : *L'elezione di Urbano Cioccetti aggrava la clericalizzazione della vita cittadina,* "L'Unità", 11 janvier 1958.

ÉLECTIONS MUNICIPALES 1956		
RÉSULTATS	*SIÈGES*	*ADMINISTRATION*
Democrazia Cristiana (DC): 324'013 (32,08%)	27	**DC+PLI+PSDI**
- Partito Comunista Italiano (PCI): 244'386 (24,16%)	20	Maire (1956-1958): **Umberto Tupini (DC),**
- Movimento Sociale Italiano (MSI): 122'741 (12,13%)	10	
- Partito Socialista Italiano (PSI): 107'473 (10,62%)	9	**Corrado Colasanti (DC)**
- Partito Nazionale Monarchico (PNM): 56'421 (5,6%)	4	
- Partito Socialista Democratico Italiano (PSDI): 45'931 (4,54%)	3	**DC+PLI+PSDI+ (MSI+PMP)**
- Partito Liberale Italiano (PLI): 42'966 (4,25%)	2	Maire (1958-1960): **Urbano Cioccetti (DC)**
- Partito Monarchico Popolare (PMP): 32'691 (3,2%)	1	
- Partito Repubblicano Italiano (PRI): 16'369 (1,62%)	1	
- Partito Radicale (PR): 12'360 (1,22%)		
- L'Uomo Qualunque (UQ): 4'955 (0,49%)		
- Autres: 1'217 (0,12%)		

Cependant, à différence de 1947, la taille atteinte par le MSI, lui permet maintenant de demander un prix pour sa contribution à la cause démocrate-chrétienne : à savoir que les institutions citadines renient l'héritage de la Résistance, forme de réhabilitation subreptice de l'expérience fasciste dans la capitale. De ce fait, l'annonce que le

nouveau maire ne célébrera pas le quinzième anniversaire de la victoire de la Résistance[204] marque probablement le point le plus bas du communisme romain, qui face à un tel dénigrement de sa mythologie – et du panthéon républicain – n'arrive à opposer qu'une simple campagne de manifestations démonstratives dans les zones populaires de la ville[205].

IV. *L'affirmation de la société de consommation à Rome et l'inquiétude croissante de la « base » communiste pendant le « boom »*

Au début des années 1960, le parti communiste romain peut se considérer effectivement en pleine crise. Tout d'abord, son poids au sein du Conseil communal s'est inexorablement dégradé pendant la première décennie d'après-guerre. Les batailles d'éthique constitutionnelle contre la réhabilitation politique du néofascisme ainsi que les luttes légalistes menées en opposition au développement sauvage et illicite de la ville ont été inefficaces. En même temps, le processus d'installation dans les périphéries de la capitale a commencé à montrer toutes ses limites, les couches sous-prolétaires se montrant réticentes. En définitive, à l'aube du « miracle économique », les communistes romains font un bilan amer : la physionomie structurelle de Rome n'est guère changée, en demeurant dans une dimension hypo-industrielle lourdement influencée par le pouvoir rétrograde du Vatican et par les intérêts de la spéculation immobilière ; les inégalités sociales ont continué à grandir et à se territorialiser suivant les dynamiques de gentrification du centre-ville et de ghettoïsation des banlieues issues de la période mussolinienne ; malgré la propagande infatigable et le travail d'assistance « mutualiste » des sections du parti, le reste des classes inférieures romaines sont toujours idéologiquement éloignées des quelques noyaux d'ouvriers politisés (notamment les « edili »). Affaibli par cet insuccès généralisé, le parti communiste romain a finalement manqué, pendant les années 1950, de la force nécessaire pour garder le soutien des milieux progressistes et pour

---

[204] Dans son discours, le maire Cioccetti justifie sa décision, en affirmant "*qu'aucune manifestation qui peut rallumer les haines ou rouvrir les plaies qui sont en train de se cicatriser, ne doit être promue par les institutions citadines*", in Antonio Cederna, *Mirabilia urbis : cronache romane, cit.*, p. 88.

[205] Voir : *La liberazione si celebrerà in tutti i quartieri cittadini. La coscienza antifascista insorge contro le offese di Cioccetti,* "L'Unità", 2 juin 1959 ; *Il commosso omaggio ai caduti nell'annuale della liberazione: la cittadinanza ricorda quello che il sindaco clerico-fascista ha dimenticato,* ivi, 5 juin 1959. Voir aussi, Grazia Pagnotta, *Sindaci a Roma,* cit*.,* pp. 44-46.

s'opposer à l'érection d'une barrière maccartiste autour de lui : cette tendance régressive se fait manifeste lors des élections municipales de 1960 et 1962[206], dont les résultats affichent un rapprochement inquiétant du MSI (jusqu'à un écart minimal de 7 points de pourcentage et de 6 sièges)[207] et décrètent à la fois l'entrée des anciens alliés socialistes dans la coalition gouvernementale orchestrée par la « Démocratie chrétienne »[208].

ÉLECTIONS MUNICIPALES 1960		
RÉSULTATS	*SIÈGES*	*ADMINISTRATION*
Democrazia Cristiana (DC): 397'069 (33,93%)	28	**DC+PLI (PSDI+PRI)**
- Partito Comunista Italiano (PCI): 269'838 (23,05%)	19	
- Movimento Sociale Italiano (MSI): 177'932 (15,20%)	12	Maire: **Urbano Cioccetti (DC)**
- Partito Socialista Italiano-Radicali (PSI): 153'928 (13,15%)	11	
- Partito Socialista Democratico Italiano (PSDI): 55'680 (4,76%)	3	
- Partito Liberale Italiano (PLI): 47'775 (4,08%)	3	
- Partito Democratico Italiano di Unità Monarchica (PDIUM): 31'663 (2,70%)	2	
- Partito Repubblicano Italiano (PRI): 17'741 (1,52%)	1	
- Partito Monarchico Popolare (PMP): 15'420 (1,32%)	1	
- Autres: 3'395 (0,29%)		

[206] Des élections de 1960 émerge une coalition minoritaire DC-PLI qui nonobstant le soutien externe des républicains et des sociaux-démocrates ne dure que quelques mois : le 29 avril 1961, le maire Cioccetti démissionne et dans l'impossibilité de repérer une majorité alternative au sein du Conseil communal, il faut convoquer des nouvelles élections. Voir : *Cioccetti annuncia le dimissioni della giunta clericale a Roma,* "L'Unità", 30 avril 1961.

[207] Comme le montrent les tableaux statistiques, le MSI atteint 15,20% en 1960 et 15,83% des votes en 1962, tandis que le PCI s'arrête à 23,05% en 1960 et à 22,81% en 1962. S'agissant des sièges, le ratio entre les communistes et les néofascistes est de 19 contre 12 en 1960 et de 19 contre 13 en 1962.

[208] Le 17 juillet 1962, le démocrate-chrétien Glauco Della Porta est élu maire de Rome avec les votes de son parti, des républicains, des sociaux-démocrates et des socialistes.

ÉLECTIONS MUNICIPALES
1962

RÉSULTATS	*SIÈGES*	*ADMINISTRATION*
Democrazia Cristiana (DC): 365'940 (29,21%)	24	**DC+PRI+PSDI+PSI**
- Partito Comunista Italiano (PCI): 285'771 (22,81%)	19	Maire: **Glauco Della Porta (DC),**
- Movimento Sociale Italiano (MSI): 198'248 (15,83%)	13	**Amerigo Petrucci (DC)**
- Partito Socialista Italiano (PSI): 158'199 (12,63%)	10	
- Partito Liberale Italiano (PLI): 103'606 (8,27%)	6	
- Partito Socialista Democratico Italiano (PSDI): 78'496 (6,27%)	5	
- Partito Democratico Italiano di Unità Monarchica (PDIUM): 35'498 (2,83%)	2	
- Partito Repubblicano Italiano (PRI): 16'943 (1,35%)	1	
- Partito Radicale (PR): 1'608 (0,13%)		
- Autres: 8'413 (0,67%)		

En fait, la constitution inédite d'une administration de « centre gauche »[209] établit en termes politiciens l'état de marginalisation dans lequel les communistes sont tombés : en remplaçant l'appui problématique de la droite par le soutien des franges progressistes, la DC se libère de l'habit clérico-fasciste qui avait représenté jusqu'en ce moment l'arme majeure pour la propagande « rouge ». De plus, la capacité d'arracher le PSI à la sphère de l'opposition anti-atlantiste et de le coopter dans le système de pouvoir, permet aux démocrates-chrétiens de faire oublier d'un seul coup les scandales dont ils avaient été protagonistes dès le début de l'époque républicaine, à travers une ouverture aux instances réformistes et modernisatrices proposées par la composante antimarxiste de la gauche romaine[210] : un lourd retour de bâton pour le PCI qui, au niveau de son image publique, passe pour le méchant du « Blocco del Popolo », son aile sectaire, irréductible et subversive[211], qui comme le reste des

[209] Le « centre gauche » est une formule gouvernementale, inaugurée au niveau municipal en 1962 et au niveau national en 1963, basée sur une alliance programmatique entre la DC et le PSI : il s'agit d'un tournant historique de la République, qui brise la séparation traditionnelle entre le monde catholique et les milieux socialistes. Réalisé au bout d'un processus long, contesté et controversé, le « centre gauche » incarne une sorte de solution obligée pour le système politique italien qui doit impérativement mettre à jour l'appareil institutionnel et administratif du pays, rendu désormais obsolète par les bouleversements socioéconomiques sous-jacents au « boom ». A la fin des années 1950, la « Démocratie Chrétienne » n'a plus la force pour gouverner en solitaire selon le modèle « centriste » et les évènements du juillet 1960 (révoltes populaires contre le « gouvernement Tambroni ») ont montré que l'option du soutien néofasciste n'est pas soutenable (voir : Philip E. Cooke, *Luglio 1960 : Tambroni e la repressione fallita,* Milano, Teti, 2000) ; en même temps, les socialistes ont muri l'exigence d'abandonner « l'opposition irresponsable », pour se soustraire à la pression écrasante des communistes et pour récupérer des financements vitaux pour la survivance du parti (après la perte du soutien soviétique causé par la rupture de 1956). La rencontre entre la DC et le permet alors à la première de consolider sa position de leadership gouvernemental sans plus devoir se compromettre avec les franges « noires » et au second de trouver finalement un rôle de protagoniste dans la dynamique politico-administrative du pays : de plus, dans le climat effervescent du « miracle économique », l'entrée des socialistes dans la coalition au pouvoir offre la possibilité de répondre aux revendications sociales croissantes à travers un programme ciblé de réformes modernisatrices qui devrait aussi assécher les sources de la polémique communiste. Voir : Camillo De Bernardis et Raffaele De Mucci (dir.), *Dalla resistenza all'alternativa democratica. I congressi del Psi dal 1946 al 1972,* Roma, Centro stampa e propaganda Federazione giovanile socialista, 1976 ; Valerio Evangelisti et Salvatore Sechi, *L'autonomia socialista e il centrosinistra,* in Giovanni Sabbatucci (dir.), *Storia del socialismo italiano*, Roma, Il Poligono, 1981 ; Pietro Di Loreto, *La difficile transizione. Dalla fine del centrismo al centro-sinistra 1950-1963,* Bologna, Il Mulino, 1993 ; Leopoldo Nuti, *Gli Stati Uniti e l'apertura a sinistra. Importanza e limiti della presenza americana in Italia,* Roma-Bari, Laterza, 1999.

[210] Sur les finalités de l'ouverture à gauche de la DC, voir : Gianni Baget Bozzo, *Il partito cattolico e l'apertura a sinistra,* Firenze, Vallecchi, 1977 ; Augusto D'Angelo, *Moro, i vescovi e l'apertura a sinistra,* Roma, Studium, 2005. Sur le programme réformiste du PSI au début des années 1960, voir : *Il programma del PSI per una nuova politica economica,* "Avanti!", 5 janvier 1962.

[211] Sur les épaules des communistes pèse aussi, en effet, l'affrontement bipolaire internationale et la diffusion d'une image belliciste de l'URSS et des mouvements marxistes en général : notamment parmi les classes moyennes – les couches bénéficiées davantage par le « boom économique » et donc en plus forte expansion – se développe au tournant des années 1960 la conviction que seul le maintien de la « préjudicielle anticommuniste » peut représenter une garantie contre les menaces de la guérilla urbaine et de l'expansionnisme « rouge ». En ce sens, la révolution cubaine (1959), l'érection du mur de Berlin (1961), l'achèvement de la lutte pour l'indépendance algérienne (1962), la crise des missiles à Cuba (1962) et l'assassinat de John F. Kennedy (1963), le début de la guerre au Vietnam (1964-1965) sont d'autant d'événements révélateurs des intentions réelles des communistes. Voir : Roberto Tucci, *Gravità*

formations extrémistes – telles que le parti néofasciste – est destiné à rester exclu de la gestion de la *res publica.* Le grand pilier de la rhétorique communiste, le message de rupture et de changement radical, est profondément affaibli. Dans le climat enthousiaste et technocratique du « boom économique », l'intégration du réformisme progressif des socialistes dans la pratique administrative semble incarner une solution parfaite pour arriver à transformer le système sans en compromettre l'identité capitaliste-bourgeoise[212]. Les communistes romains peinent terriblement à dissimuler leur préoccupation et leur difficulté à réagir : dans l'éditorial de « L'Unità » qui analyse la naissance de la coalition de « centre-gauche », le haut-dirigeant Paolo Bufalini[213] montre un embarras énorme dans l'évaluation du comportement socialiste : à la fois applaudi et contesté.

> Rome a finalement […] une administration de centre gauche, qui nait de la rupture de la DC avec la droite, y compris celle libérale […]. Il s'agit d'un fait nouveau d'énorme importance, qui arrive après une série ininterrompue de gouvernements clérico-fascistes […]. Nous nous réjouissons, car […] l'affirmation explicite et nette, contenue dans la déclaration politique des quatre partis du « centre gauche », que cette administration se fonde sur les valeurs de la Résistance, de la guerre de libération et de la Constitution républicaine, relève d'une réalité inédite pour le « Campidoglio » […]. Voilà notre jugement sur la nouvelle situation politique qui toutefois ne nous empêche pas de garder un esprit critique et méfiant envers les […] 40 conseillers de la majorité, parmi lesquels plusieurs sont hostiles au renouvellement démocratique de la ville […] pour cause de leur opposition préjudicielle et idéologique au communisme. L'a priori anticommuniste a toujours été un instrument de division contre les forces démocratiques et populaires, ainsi qu'un moyen de conservation sociale et politique. Aujourd'hui, dans ses formes traditionnelles (excommunications et croisades contre les « socialo-

---

ed urgenza del pericolo comunista in Italia, "La Civiltà Cattolica", 1-15 octobre 1960. Pour la position des communistes italiens à l'égard du contexte de la "guerre froide", voir : Silvio Pons, *L'Urss e il Pci nel sistema internazionale della guerra fredda,* in Roberto Gualtieri, *Il Pci nell'Italia repubblicana,* cit. Un impact particulier sur les esprits italiens de l'époque est exercé par le film de Gillo Pontecorvo, *La battaglia di Algeri* du 1962.

[212] Pour ce qui est de la formation de cette réputation socialiste au début des années 1960, voir : Valdo Spini, *I socialisti e la politica di Piano 1945-1964,* Firenze, Sansoni, 1982 ; Marialuisa-Lucia Sergio, *De Gasperi e la « questione socialista ». L'anticomunismo democratico e l'alternativa riformista,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2004, pp. 177-226.

[213] En 1962, Paolo Bufalini est secrétaire de la fédération provinciale du PCI, ainsi que conseiller communal et membre du Comité central du parti.

> communistes ») elle ne fonctionne plus, et par conséquent elle a été mise à jour selon le paradigme astucieux qui voudrait déclarer inadmissible l'apport des communistes aux décisions nécessaires au « progrès démocratique », pour cause d'une présumée conception « antidémocratique » des communistes au sujet « des moyens légitimes pour conquérir et administrer le pouvoir » […]. En vérité, le but et le résultat politique du « préjugé anticommuniste » sont toujours les mêmes : gêner et empêcher la réalisation d'une politique nouvelle ! Et dans cette arnaque, sont en train de tomber malheureusement aussi les camarades socialistes[214].

L'élément le plus fort qui ressort de cet article est le sentiment d'exclusion et de discrimination : presque l'impression d'être dépassés par les événements. Tous les points de référence qui avaient guidé l'action communiste à Rome semblent en effet s'évanouir un après l'autre : les monarchistes sont pratiquement disparus de la scène politique[215] ; les néofascistes ne servent plus de béquille pour le pouvoir démocrate-chrétien ; le Vatican a entamé un incroyable processus de renouvellement critique et de démocratisation interne[216] ; les socialistes ont cessé d'être des camarades de lutte. Quand, enfin, le leader historique du parti, Palmiro Togliatti, meurt à l'improviste pendant un séjour en Union soviétique[217], pour la contre-société « rouge » de la capitale son deuil marque la fin d'une époque, au bout du compte, exaltante[218] : dans une sorte

---

[214] Paolo Bufalini, *Il centro-sinistra in Campidoglio,* "L'Unità", 20 juillet 1962. Pour les rapports entre socialistes et communistes, voir : Alessandro Roveri, *Il socialismo tradito: la sinistra italiana negli anni della Guerra fredda*, Firenze, La Nuova Italia, 1995.

[215] La nostalgie de la monarchie avait été complètement dissipée par l'instauration de la société de consommation et par la consolidation des institutions républicaines : les électeurs monarchistes réorientent leur vote en faveur du MSI à partir des années 1960.

[216] 11 octobre 1962, le pape Jean XXIII décrète l'ouverture du concile Vatican II qui pendant trois ans – les conclusions arrivent le 7 décembre 1965 – réunit le clergé catholique afin d'adapter l'Église à la culture contemporaine et à la sécularisation sociale croissante : les documents le plus importants produits par ces travaux sont les « constitutions » *Lumen Gentium* (21 novembre 1964) - qui réorganise l'Église sur des bases communautaires (le « Peuple de Dieu »), tout en intégrant l'apport des laïques catholiques - et *Gaudium et Spes* (8 décembre 1965)*,* qui détermine l'ouverture de l'institution à la modernité à travers l'activation d'un dialogue avec les « hommes de bonne volonté » sur les thèmes de la paix, de la justice, de la liberté individuelle et de la science. Voir : Giuseppe Alberigo, *Breve storia del Concilio Vaticano II,* Bologna, Il Mulino, 2005. Pour les réactions des communistes, voir : Paola Bresso et Francesco Traniello, *Il Concilio Vaticano II nella stampa comunista italiana,* in *Le Deuxième Concile du Vatican (1959-1965),* Rome, EFR, 1989, pp. 405-441.

[217] Étant le leader communiste occidental le plus intégré dans l'orbite du PCUS, Palmiro Togliatti se rendait souvent en Union soviétique : il se trouve à Yalta pour passer des vacances estivales, en marge d'une série de réunions politiques vouées à recomposer la fracture sino-soviétique, quand il est touché par un ictus mortel le 21 août 1964. En son honneur, le Comité central soviétique renomme la ville Stavropol-sur-Volga, « Togliatti ».

[218] Pour ce qui est du caractère périodisant de ces funérailles, voir : Livio Karrer, *Una difficile traslazione. I funerali di Palmiro Togliatti e di Enrico Berlinguer,* "Dimensioni e problemi della ricerca storica", n. 2, 2011, pp. 109-144.

de catharsis communautaire, le 25 août 1964, Rome devient le théâtre d'une cérémonie océanique qui voit un million de militants accompagner le cercueil du secrétaire national, en essayant d'exorciser en même temps la crainte pour un futur incertain[219].

Désorientée par ces bouleversements et privée d'une partie de son potentiel propagandiste, la direction du parti commence à délaisser les formes périphériques de l'action militante : l'effort d'alphabétisation idéologique envers la population des « borgate » perd drastiquement de son importance au profit en faveur de campagnes protestataires aux retombées bien plus visibles et immédiates (telles que la « lutte pour le logement »[220]). Petit à petit les sections de quartier au cours des années 1960, ont une activité politique en déclin jusqu'à se transformer parfois en simples bistrots, tandis que les « formations » sont remplacées par une multiplication de meetings et de manifestations[221] : la présence communiste en ville se fait, par conséquent, plus ostentatoire et politicienne, mais moins profonde, tandis qu'entre l'appareil et la « base » du parti apparait une certaine divergence quant à l'interprétation de la « vigilance démocratique ». Alors que les dirigeants s'engagent de plus en plus dans la construction d'une image publique rassurante et constructive du PCI, les simples militants, au contraire, se lancent dans une agitation croissante qui les conduit souvent à se heurter avec les forces de l'ordre. De ce fait, les cortèges et les rassemblements imposants, mais disciplinés, typiques d'une force d'opposition pacifique et légaliste, cèdent le pas à des épisodes de violence spontanée ou facilement provoquée par la police[222]. Comme le montreront les chapitres suivants, les luttes sociales menées par le parti communiste romain - les grèves ouvrières, les révoltes étudiantes et les occupations d'immeubles – augmentent constamment en nombre et en virulence durant les années 1960[223].

---

[219] Voir : *Era un mare di popolo, la Roma che il funerale di Gramsci attraversò deserta; Eravamo un milione a dargli l'estremo addio. Una manifestazione di dolore e di forza senza precedenti; A migliaia hanno lasciato rioni e borgate: una immensa città silenziosa attorno alle strade del corteo,* "L'Unità", 26 aout 1964. Pour un regard sur la conceptualisation de la mort dans le monde communiste italien, voir : Fabio Giovannini, *La morte rossa. I marxisti e la morte,* Bari, Dedalo, 1984 ; Alessandro Castellato, *Riti di opposizione, riti di istituzione. Funerali comunisti nell'Italia degli anni Cinquanta,* "Studi Tanatologici", n. 5, 2006.

[220] Voir le chapitre 3 de ce travail.

[221] Voir : Federazione comunista di Roma, *I problemi di Roma e l'apporto del XII Congresso,* Roma, Mengarelli, 1969.

[222] Voir : *50.000 edili in lotta gridano "basta" alle provocazioni dei costruttori e della polizia,* "L'Unità", 9 octobre 1963 ; *Roma da 3 giorni grida "Via Ciombe!". Grandi manifestazioni nonostante le violenze poliziesche,* "L'Unità", 12 décembre 1964.

[223] Voir les chapitres 3, 4 et 5 de ce travail.

Le célèbre tableau “I funerali di Togliatti”, réalisé en 1972 par le peintre communiste Renato Guttuso, qui représente de façon frappante l’impact émotionnel et martyrologique exercé par la mort du secrétaire général sur le « monde rouge » de la capitale (incarné par l’image du Colisée) et du pays.

V. *L’expansion de la mouvance néofasciste à Rome dans les années du « miracle » : géographie et caractéristiques*

En particulier, c’est la jeunesse qui est en crise. Née après la fin de la dictature et élevée sans la conscience directe de la guerre, dans l’euphorie du « boom économique », cette nouvelle génération de militants est peu sensible au charisme des vieux leaders et se sent profondément gênée par leur comportement paternaliste et prudent[224]. Après avoir fait leur entrée fracassante dans le monde communiste romain

[224] Sur le concept de génération politique dans la société italienne d’après-guerre, voir : Gianfranco Bettin Lattes, *Sul concetto di generazione politica,* “Rivista italiana di scienza politica”, 1, 1999, pp. 23-53. Pour ce qui est de l’esprit du “miracle économique” parmi les jeunes, voir : Paolo Capuzzo, *Genere, generazione e consumi. L’Italia degli anni Sessanta,* Roma, Carocci, 2003 ; Luca Gorgolini, *Un mondo di giovani. Culture e consumi dopo il 1950,* in Paolo Sorcinelli (dir.), *Identikit del Novecento. Conflitti, trasformazioni sociali, stili di vita,* Roma, Donzelli, 2004, pp. 277-370. Sur le maximalisme de cette génération politique par rapport au leadership des adultes, voir : Diego Giacchetti, *Contestatori, capelloni, estremisti. I giovani degli anni Sessanta,* in Nicoletta Fasano et Mario Renosio (dir.), *I giovani e la politica : il lungo ’68,* Torino, EGA, 2002, pp. 47-97 ; Andrea Guiso, *Il « lungo ‘56 ». I rapporti tra partito “adulto” e gioventù comunista dalla destalinizzazione al Sessantotto: modello organizzativo, generazioni, cultura politica,* in Gaetano Quagliariello (dir.), *La politica dei giovani in Italia (1945-*

lors des affrontements de « Porta San Paolo » (1960), ces jeunes sont impatients de prendre directement en main les destins de la « révolution », en rallumant l'esprit combattif qui avait caractérisé le parti à la libération. En solidarité avec la vague anti-impérialiste qui se déroule au sud de la planète[225], ils sont disposés à se confronter physiquement – et non plus seulement en termes propagandistes - avec ceux qu'ils considèrent comme les sbires du néocapitalisme dans la capitale. Parmi eux, un rôle prééminent est attribué aux néofascistes qui au cours des années 1950 ont cessé de se voir comme victimes de l'épuration pour intervenir quotidiennement dans la vie sociopolitique romaine[226]. La croissance impressionnante du MSI qui a obtenu environ deux cent mille voix aux élections municipales de 1962 ne peut pas être expliquée uniquement par le climat maccartiste de la guerre froide ou par la réaffirmation de l'identité traditionaliste de Rome. Au contraire, cet essor dérive de la capacité de la multiforme mouvance néofasciste à s'inscrire dans la matérialité socio-urbanistique de la ville[227]. Les franges les plus enclines au discours politicien et à la spéculation philosophique – à savoir, celles qui font référence au mythe de « l'ordre nouveau » véhiculé par l'imaginaire mussolinien[228] - s'implantent profondément dans les quartiers résidentiels du nord (l'arc allant de « Delle Vittorie » jusqu'au « Trieste ») et du sud (notamment l'EUR), où résident les élites citadines, séduites par une vision hiérarchisée et antimarxiste de la dynamique sociale. Une présence moins stable, en revanche, est observable auprès des couches petites-bourgeoises et poujadistes – attachées aux aspects conservateurs et policiers du fascisme[229] - dans certaines zones péricentrales de l'est (« Nomentano », « Monte Sacro » et « Appio-Latino ») et de

---

1968), cit., pp. 69-113. Pour une reconstruction détaillée de la conflictualité juvénile à Rome, voir le chapitre 5 de ce travail.

[225] Notamment les guerres anticoloniales et les révolutions américaines.

[226] Voir : *Fermati venti neofascisti, altri caporioni ricercati. La risposta dei lavoratori,* "L'Unità", 10 janvier 1964.

[227] Pour appréhender la complexe articulation idéologique du néofascisme romain – qui englobe toutes les âmes de la mouvance « noire » italienne – voir : Giovanni Tassani, *Le culture della destra italiana tra dopoguerra e centrosinistra. Gentilianesimo, cattolicesimo ed evolismo a confronto e in concorrenza,* "Nuova storia contemporanea", VII, n. 2, mars-avril 2003. Pour un regard plus général sur le néofascisme italien, voir : Enzo Santarelli, *Fascismo e neofascismo,* Roma, Editori Riuniti, 1974 ; Furio Jesi, *Cultura di destra,* Milano, Garzanti, 1979 ; Franco Ferraresi, *Minacce alla democrazia: la Destra radicale e la strategia della tensione in Italia nel dopoguerra,* Milano, Feltrinelli, 1995; Adalberto Baldoni, *La destra in Italia,* Roma, Pantheon, 2000; Francesco Germinario, *Tradizione, Mito, Storia. La cultura politica delle destra radicale e i suoi teorici,* Roma, Carocci, 2014.

[228] Il s'agit d'un ensemble hétérogène de visions issues du passé proche – des hauts fonctionnaires du régime aux dirigeants de la RSI, des commis de l'État de la période libérale, fascinés par le l'autoritarisme aux intellectuels liés à l'idée de la transcendance politique et de la révolution passive - par la volonté commune d'intervenir pragmatiquement dans la vie républicaine et de contribuer à la lutte antimarxiste.

[229] Ce milieu prend racine dans le comportement opportuniste des couches qui avaient adhéré au fascisme par intérêt et pour éviter tout ennui.

l'ouest (surtout « Trionfale »), où se mélangent les classes moyennes et « l'aristocratie ouvrière » de la ville. Enfin, les ailes les plus agressives et bagarreuses – héritières de la tradition « squadriste »[230] - constituent des petits noyaux dans le tissu sous-prolétaire des « borgate », en profitant de l'insatisfaction propre aux conditions de vie des banlieues[231].

La distribution géographique de la mouvance néofasciste – dont l'enracinement diminue en passant des quartiers résidentiels aux quadrants populaires - s'adapte de façon spéculaire à la configuration urbaine propre aux communistes, qui au contraire situent leurs forteresses dans les périphéries pauvres, tout en négligeant les quadrants les plus riches de la capitale. Au cours des années 1960, en effet, l'évolution de l'affrontement idéologique entre les deux ailes extrêmes du tissu romain finit par recouvrir nettement la carte des inégalités sociales : de ce fait, les zones « hautes » deviennent aussi « noires », celles « basses » se font irréversiblement « rouges » et les zones péricentrales sont des marches de frontière intermédiaires. À la différence du monde démocrate-chrétien - dont l'organisation clientéliste et le contrôle des ressources municipales permettent d'assurer une emprise urbaine constante, indépendamment des contextes microlocaux[232] - cette politisation antagoniste des espaces urbains est fondamentale pour l'action publique d'une droite et d'une gauche incapables d'accéder au pouvoir politique. Du coup, au fur et à mesure que la prédominance centriste s'institutionnalise à Rome, la défense de ces territoires et la déstabilisation des « zones ennemies » se font de jour en jour plus importantes dans la pratique militante des « rouges » et des « noirs »[233].

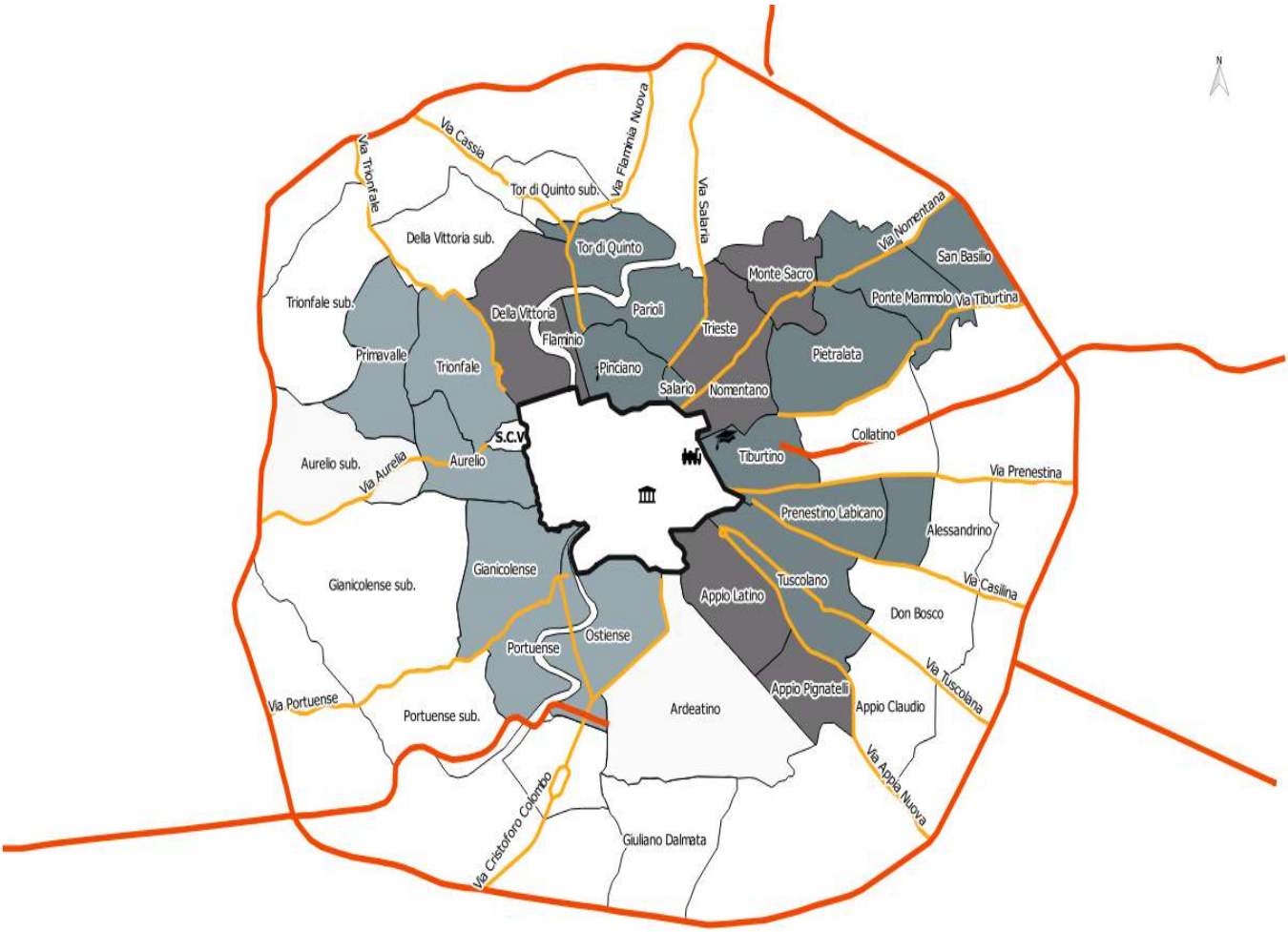
---

[230], les émeutiers et les révoltés qui voient dans la violence "squadriste" un moyen pour canaliser et rationaliser leur envie de contestation radicale et destructive, appartiennent habituellement à ce rassemblement.

[231] En moyenne, dans les « borgate » le MSI représente une force à hauteur du 7-8% des votes.

[232] Voir : Franco Ferrarotti, *Roma da capitale a periferia,* cit., pp. 253-270.

[233] Voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa,* cit., pp. 234-241. Pour un exemple, voir : *Le "roccaforti" dei missini stanno crollando: 1500 voti perduti al Latino-Metronio. Forti cali a Salario e Mazzini,* "L'Unità", 3 mai 1963.

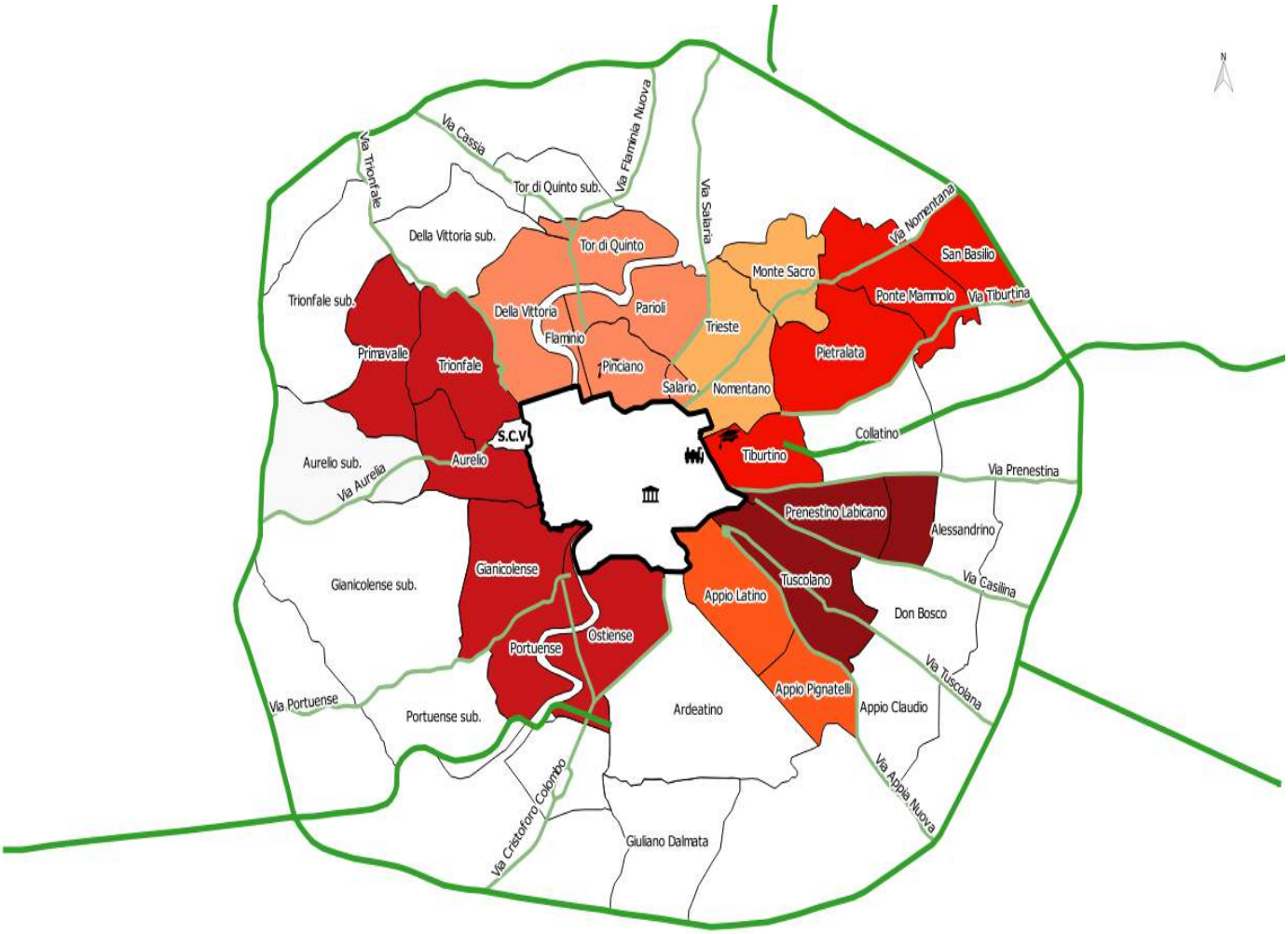


ÉLECTIONS POLITIQUES DE 1953

INCIDENCE TERRITORIALE DU « MSI »

[résultat agrégé du parti à Rome : 14,2%]

- ≈ 5% au-dessous de la moyenne urbaine
- en ligne avec la moyenne urbaine
- ≈ 5% au-dessus de la moyenne urbaine

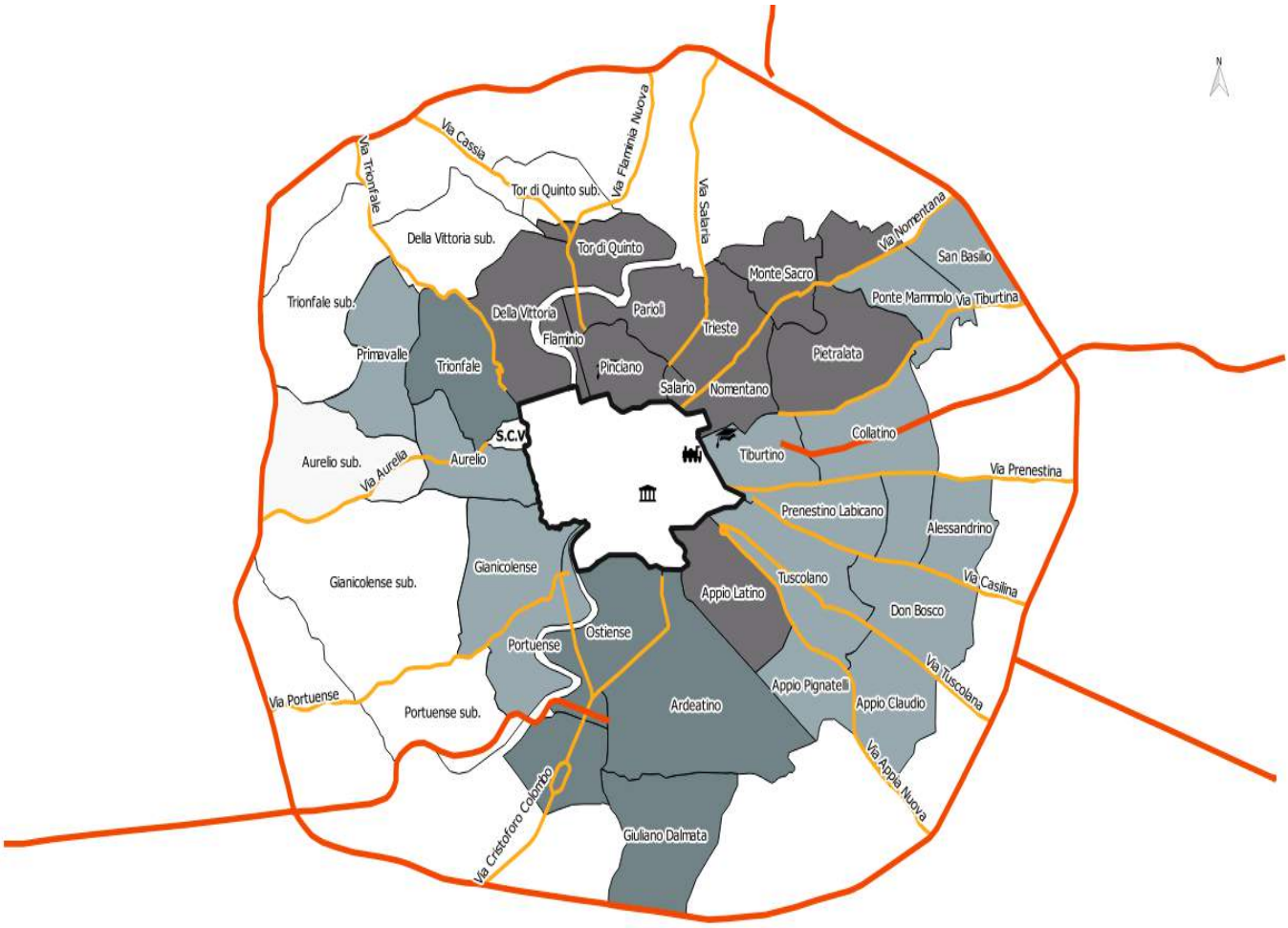


ÉLECTIONS POLITIQUES DE 1953

INCIDENCE TERRITORIALE DU « PCI »

[résultat agrégé du parti à Rome : 22,8%]

- ≈ 15% au-dessous de la moyenne urbaine
- ≈ 10% au-dessous de la moyenne urbaine
- ≈ 5% au-dessous de la moyenne urbaine
- ≈ 5% au-dessus de la moyenne urbaine
- ≈ 10% au-dessus de la moyenne urbaine
- ≈15% au-dessus de la moyenne urbaine

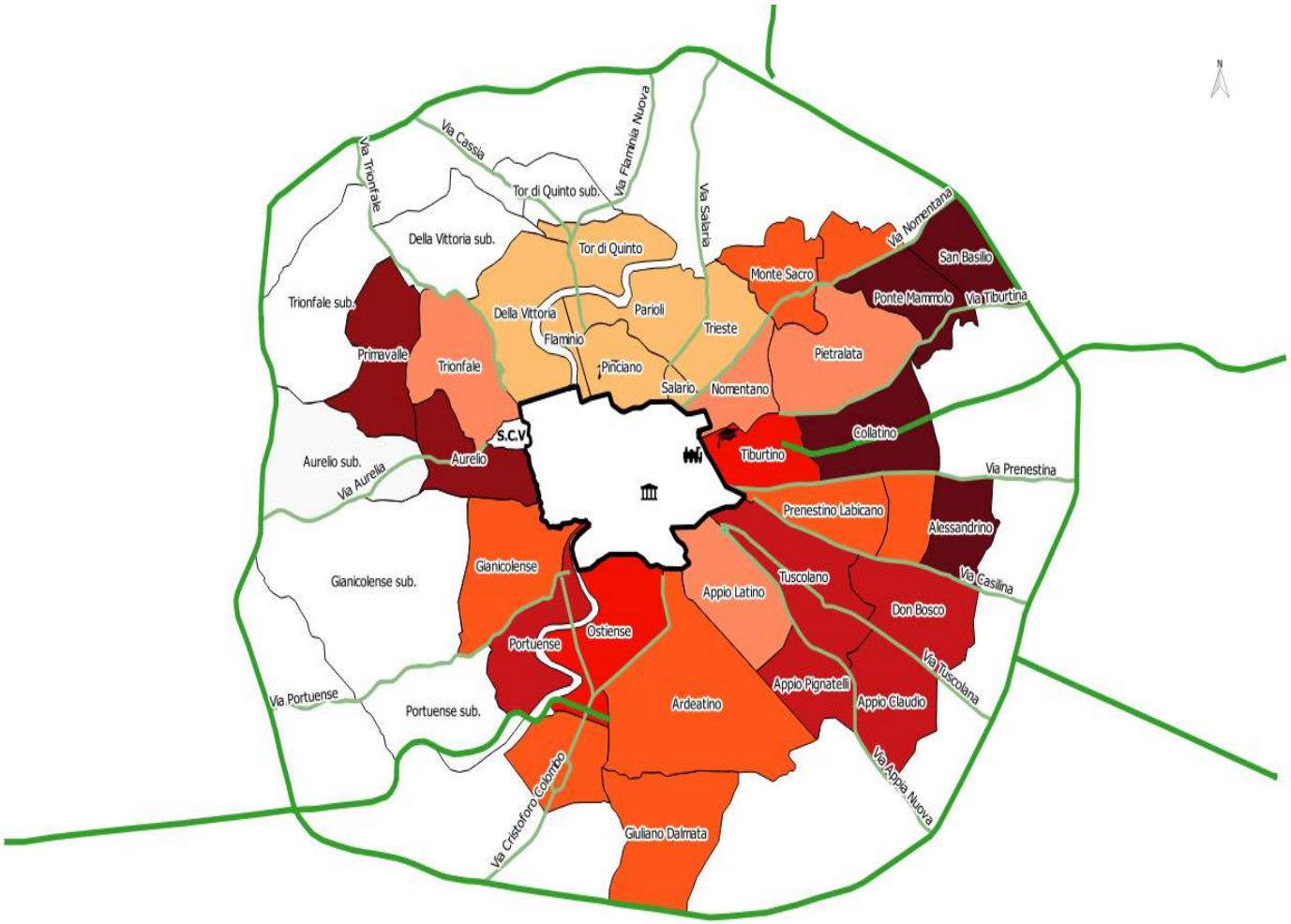


ÉLECTIONS ADMINISTRATIVES DE 1964

INCIDENCE TERRITORIALE DU « MSI »

[résultat agrégé du parti à Rome : 12%]

- ≈ 5% au-dessous de la moyenne urbaine
- en ligne avec la moyenne urbaine
- ≈ 5% au-dessus de la moyenne urbaine



ÉLECTIONS ADMINISTRATIVES DE 1964

INCIDENCE TERRITORIALE DU « PCI »

[résultat agrégé du parti à Rome : 27%]

- ≈ 15% au-dessous de la moyenne urbaine
- ≈ 10% au-dessous de la moyenne urbaine
- ≈ 5% au-dessous de la moyenne urbaine
- ≈ 5% au-dessus de la moyenne urbaine
- ≈ 10% au-dessus de la moyenne urbaine
- ≈ 15% au-dessus de la moyenne urbaine
- ≈ 20% au-dessus de la moyenne urbaine

élaboration de l'auteur à partir de données statistiques publiées sur la presse romaine de l'époque

L'agitation profonde qui affecte la jeunesse communiste à l'époque du « miracle économique » nait de la sensation que les murs de la citadelle « rouge » vont céder par l'avancée urbaine des forces capitaliste-bourgeoises, dont les néofascistes représenteraient les troupes d'assaut[234]. En particulier, l'impression d'une invasion « noire » de la capitale – voire d'une sorte de nouvelle « marche sur Rome » - s'alimente du constat de l'expansion du MSI et d'un essor des franges extraparlementaires qui lui gravitent autour[235]. En effet, dans un climat idéologique déjà exaspéré par le soulèvement contre le « gouvernement Tambroni » et la commémoration des vingt ans de la Résistance[236], le renforcement de ces formations « squadriste » - avec leurs slogans provocateurs et leur comportement bagarreur - finit par inquiéter fortement la « base » communiste[237]. D'ailleurs, comparée à la situation du premier après-guerre, la vitalité affichée au cours des années 1960 par les secteurs extraparlementaires du néofascisme romain est réellement extraordinaire. En fait, durant la première décennie républicaine, malgré la participation indirecte du MSI aux administrations Rebecchini, l'ultra-droite[238] est restée dans un état de marginalité et de clandestinité totale[239]. Seulement en 1956, ces composantes s'organisent au grand jour en un groupe autonome[240]. Se constitue ainsi « Ordine Nuovo » (ON), un rassemblement de jeunes - vétérans de la RSI, intellectuels, cadres politiques – issus du « Movimento Sociale »[241] qui s'inspire des préceptes réactionnaires, spiritualistes

---

[234] Voir : *La polizia protegge i missini,* "L'Unità", 10 janvier 1963.

[235] Comme on l'a dit auparavant, nonobstant la charge subversive et antiparlementaire de ces formations radicales, les sections du MSI continuaient à représenter un point de repère territorial et politique : de ce fait, souvent les militants de ces groupes outranciers continuaient à participer à la vie du parti.

[236] Voir : *L'antifascismo romano all'Eliseo,* "L'Unità", 5 juillet 1962 ; *Domani in pellegrinaggio alle Ardeatine. Comizio antifascista: Resistenza, cammino da proseguire,* ivi, 23 mars 1964. Pour le rôle de la mémoire antinazie sur les processus de mobilisation collective à Rome, voir : Alessandro Portelli, *Memoria e dimenticanza : dalla Liberazione ad oggi,* in IRSIFAR, *Roma tra fascismo e liberazione,* Milano, FrancoAngeli, 2004, pp. 19-33.

[237] Voir : *Negri insultati e passanti percossi a Roma da gruppi di giovani neofascisti,* "L'Unità", 19 novembre 1961 ; *Camicie nere e cimici fasciste in mostra davanti al Tribunale,* ivi, 19 avril 1962.

[238] Front armé révolutionnaire (FAR); « Legione Nera »; Cellules d'action Mussolini (SAM).

[239] En 1951, le groupe majeur de la droite extraparlementaire romaine – le FAR – est intégralement dissolu par un blitz judiciaire. Voir : *Un redattore di politica interna de « Il Tempo » arrestato con altri venti terroristi fascisti,* "L'Unità", 3 juin 1951.

[240] Pendant cette année, la mouvance néofasciste peut profiter, en effet, d'une élévation drastique du soutien atlantiste, marquée par la décision américaine d'activer la cellule clandestine italienne (« Gladio ») afférente au réseau européen *Stay behind.* Voir : Giovanni Maria Bellu et Giuseppe D'avanzo, *I giorni di Gladio,* Milano, Sperling&Kupfer, 1991, pp. 17-18 ; Giacomo Pacini, *Le organizzazioni paramilitari segrete nell'Italia repubblicana,* cit., p. 18-19.

[241] Sur les rapports entre le MSI et la jeunesse extraparlementaire le long des années 1950, voir : Nicola Rao, *La fiamma e la celtica,* cit., pp. 29-86 ; Antonio Carioti, *I ragazzi della fiamma. I giovani neofascisti e il progetto della grande destra 1952-1958,* Milano, Mursia, 2011.

et antimarxistes de Julius Evola[242]. Engagé dans la vulgarisation de cette philosophie complexe antimoderniste et ésotérique, ON se veut un berceau de formation pour « l'homme nouveau » qui sacrifiera sa vie pour reconstruire le monde après la « ruine opérée par le matérialisme communiste (Kali Yuga) »[243]. Bien que structuré comme un centre d'études, la spéculation intellectuelle y est associée à la pratique sociale qui s'exprime par un militantisme néofasciste public : sièges, rassemblements, meetings, campagne de propagande, incursions démonstratives et expéditions punitives[244]. De composition principalement nobiliaire et bourgeoise, ON s'installe dans les quartiers « hauts » de la capitale[245], tout en contribuant à les marquer de « noir », selon le processus de politisation territorial qu'on a décrit tout à l'heure. Profitant de la radicalisation de la confrontation bipolaire au tournant des années 1960 – qui comporte un renforcement occulte des liens avec les services secrets américains[246] – et d'une certaine hégémonie de la droite dans le monde étudiant (liée à la nature élitaire du système de l'éducation scolaire[247]), ce groupe extraparlementaire atteint rapidement une taille remarquable et une dimension nationale[248]. Bien inséré dans les sphères du réseau atlantiste international[249], assez sophistiqué sur le plan idéologique et toujours en relation directe avec l'aile droite du MSI, ON fonctionne comme pôle d'excellence de la militance « noire » à Rome. En raison de son attitude aristocrate et intégriste, la portée de son activité politique reste toutefois limitée aux zones riches et résidentielles de la ville, moyennant une stratégie visant à ériger une barrière urbaine face à la partie « rouge » de la capitale. Au risque de frustrer les pulsions croissantes de confrontation

---

[242] Voir : Anna Jellamo, *Julius Evola, il pensatore della tradizione,* in Franco Ferraresi (dir.), *La Destra radicale,* cit*.,* pp. 215-252.

[243] Le Kali Yuga est une catégorie propre à la tradition ayurvédique indienne qui désigne un cycle régressif et destructif de la civilisation. Pour cette conceptualisation, voir : Julius Evola, *Orientamenti,* "Imperium", mai-septembre 1950. Pour ce qui est de la distance entre la pensée originaire de Julius Evola et l'application pratique réalisée par les militants néofascistes, voir : Julius Evola, *Razzismo e altri orrori (compreso il ghibellinismo),* "L'Italiano", 5-6, 1959 ; Gianfranco de Turris, *Elogio e difesa di Julius Evola : il barone e i terroristi,* Roma, Edizioni Mediterranee, 1997.

[244] Voir : *Le forze democratiche impediranno ai fascisti di trasformare in rissa la campagna elettorale,* "L'Unità", 30 mars 1958.

[245] Le siège central est situé initialement à « Place di Pietra » (à côté du Panthéon au plein milieu du centre historique), pour être ensuite transféré en rue degli Scipioni (« quartier Prati »).

[246] Voir : Federico Robbe, *L'impossibile incontro,* cit., pp. 148-160. Pour comprendre le durcissement de la tension anticommuniste au cours des années 1950, voir : Mario Del Pero, *Anticomunismo d'assalto. Lettere di Indro Montanelli all'ambasciatrice Clare Boothe Luce,* "Italia contemporanea", 212, 1998, pp. 633-646.

[247] Sur ce point, voir le chapitre 5 de ce travail.

[248] Au tournant de 1960, ce groupe peut compter sur 3000 militants environ et sur plusieurs filiales (les plus importantes se situent dans le Vénète). Voir : Antonio Carioti, *I ragazzi della fiamma,* cit*.,* p. 251. Voir aussi : *Il Consiglio della Resistenza ammonisce: sia stroncata ogni minaccia fascista,* "L'Unità", 10 février 1961.

[249] ON est aussi en contact direct avec les groupes majeurs de l'extrême droite européenne : l'*OAS,* l'*Aginter Press* et le *Nouvel Ordre européen*

directe avec l'ennemi communiste, notamment au cœur du service d'ordre composé par les membres les plus jeunes[250]. De ce fait, en 1960, le responsable logistique d'ON (Stefano Delle Chiaie) se met à la tête d'une scission qui conduit à la naissance du groupe « Avanguardia Nazionale Giovanile » (ANG)[251]. À la recherche de son propre espace, ce nouveau rassemblement se structure en concurrence avec « Ordine Nuovo »[252] : tout d'abord, avec une base militante d'origine populaire - tendanciellement petite-bourgeoise - le rayon d'opération se déplace des zones résidentielles aux quadrants urbains « intermédiaires » qui jouxtent les banlieues prolétaires, telles que « Monteverde », « Appio-Tuscolano », « Aurelio », « Prenestino-Labicano », « Tiburtino » et « Nomentano »[253]. Deuxièmement, alors qu'au sein d'ON le niveau de la formation intellectuelle prévaut largement sur l'action violente, la quotidienneté d'ANG est vouée à la pratique paramilitaire. Enfin, aux liens d'« Ordine Nuovo » avec le service secret militaire (SIFAR), la formation de Delle Chiaie préfère l'appui moins institutionnalisé du « Bureau des affaires réservées » (UAARR), qui préside aux activités couvertes de la police politique italienne[254]. Particulièrement attractif pour les jeunes qui aspirent à une forme immédiate et virile de rébellion, ANG devient rapidement le sujet « noir » le plus virulent dans la capitale[255].

À ces deux composantes majeures du néofascisme extraparlementaire romain – les « évoliens » et les « néo-squadristi » - s'ajoutent en outre d'autres rassemblements : les franges modernistes (liées au modèle de l'économie corporative et aux visions émancipatrices du syndicalisme révolutionnaire[256]) autour de la revue « L'Orologio »,

---

[250] Le service d'ordre d'ON est assuré par des divisions internes qui prennent le nom de « Groupes armés révolutionnaires » (GAR).

[251] Pour les détails, voir : Stefano Delle Chiaie, Massimiliano Griner et Umberto Berlenghini, *L'Aquila e il condor,* cit., pp. 19-29.

[252] A l'exception de la localisation du siège central, placé lui aussi en plein centre-ville, en rue delle Muratte (« Rione Trevi »), tout près de la fontaine homonyme

[253] Voir : *Nuovi attentati fascisti contro due sedi del PCI. Stanotte a Latino-Metronio e Monteverde,* "L'Unità", 26 janvier 1967.

[254] Il s'agit d'une division interne au Ministère de l'Intérieur qui fonctionne substantiellement de service secret civil : doté d'une autonomie presque totale et renforcé par une participation directe à certains organismes clandestines du réseau *Stay behind* (à savoir, les comités destinés à l'échange d'informations et à l'harmonisation des pratiques de police politique en Europe occidentale), l'UAARR devient un acteur protagoniste – souvent en concurrence avec le SIFAR - de la dynamique sociopolitique italienne à travers l'infiltration et l'instrumentalisation des mouvements extraparlementaires anticommunistes. Voir : Giacomo Pacini, *Il cuore occulto del potere. Storia dell'ufficio affari riservati del Viminale,* Roma, Nutrimenti, 2010. Pour un regard global sur le système de l'*intelligence* italienne, voir : Giuseppe De Lutiis, *Storia dei servizi segreti in Italia,* cit.

[255] Voir : *Tiburtino III insorge contro i fascisti,* "L'Unità", 17 mai 1962.

[256] Pour ce filon constitutif de l'idéologie fasciste, voir : Ernst Nolte, *Il giovane Mussolini,* Milano, SugarCo, 1960 ; Zeev Sternhell, *The Birth of Fascist Ideology,* Princeton, PUP, 1989 ; Giuseppe Parlato, *La sinistra fascista,* cit.

fondée en 1963 par un vétéran de la RSI et des FAR, Luciano Lucci Chiarissi[257] ; les clérico-fascistes, de leur côté, revisitent la pensée de Jean Thiriart[258] et les classiques de l'occidentalisme, en créant au cours de l'année 1964 le « Mouvement Intégriste Romain » dont émergeront peu après les groupes « Europa Civiltà » et « Civiltà Cristiana »[259].

Cette germination de nouvel extrémisme – qui contribue à alimenter dans l'opinion publique romaine l'image d'une mouvance « noire » en plein essor – répond à deux processus différents: d'un côté, un phénomène social porte une partie de la génération du « miracle économique » à rechercher dans l'autoritarisme de droite une solution à l'inefficacité et à l'immobilisme du système républicain, sans pour autant renoncer à la tradition nationaliste[260] ; de l'autre par certains secteurs politiques veulent faire de lu radicalisme néofasciste une sorte d'armée contrerévolutionnaire en cas de dégénération du « centre gauche », considéré par plusieurs acteurs étatiques comme un véritable cheval de Troie de l'impérialisme soviétique[261]. À partir de 1964, en effet, les formations « noires » voient se renforcer un soutien externe hétérodoxe, visant à s'opposer à la « socialisation » présumée du système italien. Pendant le mois de mai, un parti d'inspiration néogaulliste et ultra-maccartiste (« Unione democratica per la Repubblica ») voit le jour[262] qui sous la direction prestigieuse d'un ancien comandant résistant et père fondateur de la République (Randolfo Pacciardi)[263], se met publiquement à la disposition des responsables des appareils de sécurité de l'État et

---

[257] Voir : Gaetano Rasi, *Luciano Lucci Chiarissi e il Gruppo dell'Orologio,* "Rivista di Studi Corporativi", XX, n. 1-3, janvier-juin 1990.

[258] Voir : Jean Thiriart, *un empire de 400 millions d'hommes,* Bruxelles, L'Europe, 1964.

[259] Voir : Giovanni Tassani, *La cultura politica della destra cattolica,* cit. ; Elena Calandri, *Il Mediterraneo e la difesa dell'Occidente, 1947-1956: eredità imperiali e logiche di guerra fredda,* Firenze, Manent, 1997.

[260] Voir : Giorgio Galli, *La Destra in Italia,* Milano, Gammalibri, *1983*. Voir aussi : Massimiliano Amato et Marcello Ravveduto, *Riformismo mancato. Società, consumi e politica nell'Italia del miracolo,* Roma, Castelvecchi, 2014.

[261] Une partie des institutions pense, en effet, que l'ouverture du gouvernement aux socialistes – alliés étroits des communistes jusqu'à quelques années auparavant –représente une erreur stratégique peut-
e fatale : le est considéré comme un agent infiltré au service de Moscou qui grâce à sa participation au pouvoir pourrait intervenir sur les lois, les décisions et les systèmes de sécurité de la République, afin de favoriser les plans révolutionnaires et putschistes du PCI. Voir : Umberto Gentiloni Silveri, *L'Italia e la nuova frontiera. Stati Uniti e centro-sinistra 1958-1965,* Bologna, Il Mulino, 1998 ; Francesco Bello, *Aldo Moro, il centrosinistra e i rapporti Italia-Usa (1959-1965),* "Nuova Storia Contemporanea", n. 5, 2011, pp. 99-114 ; Guido Panvini, *La destra eversiva,* in Giovanni Orsina (dir.), *Storia delle destre nell'Italia repubblicana,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2014. Voir aussi : Carlo Pinzani, *L'Italia nel mondo bipolare,* in Francesco Barbagallo et al., *Storia dell'Italia repubblicana,* cit., pp. 117-251.

[262] La conférence fondatrice a lieu le 10 mai 1964 dans le Cinéma « Adriano » de Rome.

[263] Protagoniste majeur de la lutte antifasciste et ministre de la Défense entre 1948 et 1953, Pacciardi est expulsé du PRI (dont il avait été même le secrétaire national) au tournant de 1964 pour avoir voté contre la formation du premier gouvernement de « centre gauche » (décembre 1963). Grâce à son appartenance maçonnique et à son expérience ministérielle, il est en contact étroit avec les commandants militaires de l'État.

des « combattants de la RSI, au nom d'une Italie nouvelle »[264]. Quelques mois plus tard, on assiste à la définition d'un plan putschiste d'urgence (« Piano Solo ») - préparé par le commandement des carabiniers sur indication du Président de la République (le démocrate-chrétien Antonio Segni) – qui prévoit la cooptation des milices néofascistes afin de stopper militairement l'action politique « rouge » dans le pays[265]. En 1965, à l'Institut « Pollio » de Rome – un centre d'histoire et de stratégie militaire rattaché à l'état-major de l'armée – est organisé un grand colloque sur « *la guerre révolutionnaire »* que le monde communiste serait en train de mener, moyennant, notamment, des techniques de pénétration sournoise dans le cœur des sociétés occidentales : en présence d'officiers, de fonctionnaires, d'agents, d'intellectuels et des leaders « noirs »[266], la discussion se concentre sur la nécessité de construire un système occulte de défense qui réunit secteurs militaires et civils dans un travail quotidien de monitorage, d'infiltration, deprovocation, de sabotage et de répression des mouvements « rouges »[267]. De ce congrès sort finalement une ligne opérationnelle qui préside à l'activation de la « stratégie de la tension » à Rome : la première action concrète a lieu en février 1966 et utilise le répertoire de la déstabilisation psychologique propre au modèle de la *fausse bannière*[268]. Réalisant les ordres de l'UAARR, des escadrons de militants néofascistes remplissent Rome d'affiches, signées par des groupes communistes fantomatiques, qui chantent les louanges de l'URSS et de Staline : cette opération - menée dans une période d'intense agitation sociale liée au vide politique provoqué par la chute du deuxième gouvernement de « centre gauche » (21 janvier 1966) et l'attente d'un nouveau tour d'élections

---

[264] Expression utilisée pendant un meeting à Bari (5 juillet 1964) pour expliquer le programme atlantiste et présidentialiste de ce parti. Voir : Angeo del Boca et Mario Giovana, *I figli del sole,* cit.*,* p. 220.

[265] Dévoilé au grand public en 1967 grâce à une enquête du journal progressiste « L'Espresso », mais connu en temps réel par une partie du système politique, le « Piano Solo » est préparé comme solution d'urgence à la crise qui a investi le premier gouvernement de « centre gauche » pendant l'été 1964 : ce plan putschiste veut intimider la composante socialiste – le secrétaire national, Pietro Nenni, décrit cette menace comme un « bruit de sabre » (le sabre est le symbole des carabiniers) - afin de la forcer à renoncer à ses projets réformistes (nationalisation des services publics, extension et démocratisation du parcours de l'éducation nationale, rationalisation de l'imposition fiscale, programmation urbanistique…), considérés trop avancés, déstabilisants et finalement favorables aux intérêts des communistes. Voir : Mimmo Franzinelli, *Il piano Solo. I servizi segreti, il centro-sinistra e il « golpe » del 1964,* Milano, Mondadori, 2014.

[266] Notamment Pino Rauti pour « Ordine Nuovo » et Stefano Delle Chiaie pour « Avanguardia Nazionale ».

[267] Sur les résultats de ce colloque, voir : Edgardo Beltrametti, *La guerra rivoluzionaria. Il terzo conflitto mondiale è già cominciato,* Roma, Volpe, 1965 ; Flavio Messalla, *Le mani rosse sulle Forze Armate,* Roma, Centro Studi e Documentazione sulla guerra psicologica, 1966.

[268] Répertoire de la guerre psychologique qui prévoit de mener des opérations en utilisant des marques de reconnaissance de l'ennemi, afin de le provoquer, de l'induire en erreur et d'en ternir la réputation publique.

administratives avaient déterminé dans la capitale – vise à fomenter les divisions à gauche, en insufflant l'idée qu'ils existent des franges clandestines outrancières à l'insu du PCI, et à mobiliser l'opinion publique contre le communisme, en l'effrayant avec des messages extrémistes[269].

VI. *La mutation structurelle du cadre sociopolitique dans l'après-miracle et la peur « rouge » d'une résurgence du fascisme*

Quand, peu après, la démocratie grecque – généralement considérée comme une sorte d'Italie miniature en raison de plusieurs similarités[270] - est étouffée par une intervention militaire à caractère néofasciste et ultra-atlantiste (le coup d'État des « colonels », 21 avril 1967), les peurs les plus profondes de la « base » communiste romaine sont plus vives que jamais[271] : à la lumière de ce qui s'est produit en Grèce, l'expansion de l'extrême droite dans la capitale est vue comme prélude putschiste[272]. La mise en corrélation des violences des néofascistes locaux[273] avec la découverte des activités anticonstitutionnelles des appareils étatiques de sécurité (fichage et espionnage illicite des personnalités majeures de la gauche ; subordination des intérêts nationaux aux directives de la C.I.A., prédisposition de plans putschistes sous indication de la Présidence de la République)[274], conduit à supposer une trame occulte reliant les projets de l'impérialisme américain, la conservation du pouvoir démocrate-chrétien et l'activisme croissant des milices « noires »[275]. Inévitablement, c'est à partir de la capitale – où se concentrent les représentations diplomatiques américaines, le

---

[269] Voir : Giacomo Pacini, *Il cuore occulto del potere,* cit., pp. 202-203.

[270] Comme l'Italie, la Grèce est un pays à forte polarisation politique avec un passé proche et inachevé de guerre civile : une nation instable qui, comme l'Italie, se retrouve en première ligne atlantiste à l'égard du bloc soviétique et du quadrant moyen-oriental. Même en termes du rapport entre la monarchie et la société civile, ainsi que de l'incidence de l'influence américaine sur les appareils de sécurités étatiques, la Grèce et l'Italie semblent participer d'une dynamique similaire : les relations entre les deux pays sont d'ailleurs très étroites, vu que la Péninsule représente le premier refuge pour les exilés grecs (le roi, les militants communistes, mais aussi les membres de l'extrême droite). Voir : Aldo De Jaco, *Colonnelli e Resistenza in Grecia,* Roma, Editori Riuniti, 1970.

[271] Voir : *Emozione in Italia,* "L'Unità", 22 avril 1967. Voir aussi : Paolo Soave, *Le proteste in Italia contro il regime militare greco (1967-1974),* "Ventunesimo Secolo", XIII, n. 34, juin 2014.

[272] Voir : *La Grecia è vicina,* "L'Unità", 23 avril 1967.

[273] Voir : *Libro bianco sul teppismo fascista,* "L'Unità", 3 mai 1966 ; *Criminale attentato di teppisti fascisti contro la sede del PCI,* ivi, 24 janvier 1967.

[274] Voir : Arrigo Boldrini, *I misteri del Sifar,* "L'Unità", 26 janvier 1967 ; Telesio Malaspina, *I misteri delle spie di stato,* "L'Espresso", 5 février 1967 ; *I fatti del luglio '64. Segreto di stato,* ivi, 10 décembre 1967.

[275] Voir : *Lezione della Grecia, monito per l'Italia,* "L'Unità", 16 décembre 1967.

commandement général des forces armées, le gouvernement de l'État, la direction nationale de la DC et le gros des formations néofascistes du pays – qu'une opération subversive et antidémocratique à la « grecque » serait organisée. Quelques mois après le « coup des colonels », un haut-dirigeant communiste, Giancarlo Pajetta[276], indique publiquement la situation romaine comme la pierre de touche « d'une campagne, initialement sournoise, mais toujours plus claire et violente, contre la démocratie et ses institutions »[277]. S'appuyant sur ces perceptions, l'idée que dans le cadre d'une situation internationale devenue explosive à cause de la guerre au Vietnam et du conflit arabo-israélien, la conservation de l'Italie dans le camp atlantiste nécessite une éradication violente de la présence communiste dans le pays, se fait de jour en jour plus forte[278]. Les éditoriaux de « L'Unità » en attestent :

> La Grèce n'est pas si loin […]. Le problème est aujourd'hui de savoir si l'Italie est immunisée à l'égard de la tentation de « mettre de l'ordre », en arrêtant pendant la nuit, par exemple […] deux mille […] dirigeants politiques et syndicaux (comme le prévoyait le « Piano Solo », ndr). Cependant, le fait de demander des garanties n'épuise pas les moyens que nous avons pour nous défendre. En fait, nous n'aurions pas attendu en juillet '64 (et nous n'attendrions même pas aujourd'hui) le « placet » de Moro, ou de quiconque d'autre, pour faire ce qu'il faut faire à la tête des masses populaires, afin de garantir la légalité constitutionnelle. L'Italie n'est pas la Grèce […] seulement, car il existe chez nous un mouvement de masse, populaire et unitaire, en mesure de contraster toutes ces tentations autoritaires[279].

Les scandales, les enquêtes judiciaires et les révélations journalistiques qui se suivent incessamment à partir de 1966 contribuent en effet à installer dans les milieux de gauche un véritable « syndrome du coup d'État », qui se construit autour d'une nouvelle lecture de la nature de la DC et de sa fonction de « garant de l'ordre italien » au sein de la guerre froide[280]. Par rapport à la première décennie républicaine, l'image

---

[276] Gian Carlo Pajetta est une des figures majeures du parti communiste romain et aussi de l'appareil national, au sein duquel il a le rôle de responsable des relations extérieures.

[277] Gian Carlo Pajetta, *La lezione di Roma,* "L'Unità", 25 janvier 1968.

[278] Voir : *L'Italia, la Grecia e il Vietnam,* "L'Unità", 29 avril 1967. Pour la position des États-Unis à l'égard de l'Italie au lendemain du "coup des colonels", voir : Mario Del Pero, *L'Italia e gli Stati Uniti : un legame rinnovato ?...,* in Federico Romero et Antonio Varsori (dir.), *Nazione, Interdipendenza, Integrazione,* Roma, Carocci, 2005, pp. 302-304.

[279] Maurizio Ferrara, *Dalla Grecia all'Italia,* "L'Unità", 14 décembre 1967.

[280] Voir : *Per quattro volte in 20 anni: dalla DC il tentativo di colpo di stato,* "L'Unità", 2 juin 1967; *Era già pronto un "messaggio alla nazione". Il governo non smentisce le nostre rivelazioni e cerca di*

d'un parti éminemment traditionaliste et clérical qui dans le but de préserver l'hégémonie catholique sur la société est disposé à s'allier avec les pires représentants de la droite réactionnaire, est remplacée par la vision d'un acteur évolué et sophistiqué du front néocapitaliste international qui à travers son contrôle politique sur les institutions, participe à la « stratégie de la tension » afin de maintenir l'Italie dans le circuit politico-économique occidental[281]. Finalement un parti qui a su s'adapter à la société de consommation, tout en conservant sa position de pivot entre le contexte atlantiste et la dimension nationale : d'après cette interprétation, la « Démocratie chrétienne » aurait fini par pénétrer le système républicain au point de se faire « régime » et de se substituer à l'autoritarisme mussolinien dans la défense ultime des intérêts de la bourgeoisie[282]. Comme l'affirme l'intellectuel communiste Pier Paolo Pasolini en 1962, « la bourgeoisie italienne qui a exprimé le fascisme est la même qui exprime aujourd'hui la Démocratie chrétienne »[283].

Enrico Galli della Loggia a bien reconstruit ce processus d'actualisation politico-culturelle qui investit le paradigme antifasciste au cours des années 1960[284]. Dans le climat de progrès économique et de consolidation des mécanismes parlementaires propre à cette période, le « mussolinisme » ne représente plus une véritable menace aux yeux des militants « rouges ». Plutôt, notamment pour les plus jeunes, le risque réel d'un nouveau despotisme totalitaire semble provenir maintenant du comportement corrompu, bigot et paternaliste des responsables démocrates-chrétiens[285]. En ce sens, au sein de l'imaginaire communiste, la DC finit par être vue comme un fascisme réincarné, moins idéologique et sanglant, mais plus astucieux et pragmatique, qui base sa force sur la capacité d'intégrer en l'occurrence les anciens répertoires « squadristes »

---

nascondere la verità mentre si hanno nuove conferme sui piani per il colpo di stato nel luglio 1964, ivi, 13 janvier 1968. Voir aussi : Virgilio Ilari, *Le Forze Armate tra politica e potere, 1943-1976,* Firenza, Vallecchi, 1978, p. 121.

[281] Pour appréhender ce changement de perception dans le monde communiste, voir : Aris Accornero, *La DC e i padroni,* "L'Unità", 16 mai 1967. Nous avons déjà décrit dans le premier chapitre de ce travail l'interprétation que le PCI donne du « capitalisme romain ».

[282] Voir : *L'elettorato democristiano,* "L'Unità", 8 juin 1966.

[283] Voir : Pier Paolo Pasolini, *Nulla può andare perduto,* "Vie Nuove", n. 30, 26 juillet 1962.

[284] Enrico Galli della Loggia, *La perpetuazione del fascismo e della sua minaccia come elemento strutturale della lotta politica nell'Italia repubblicana,* in Id. et Loreto Di Nucci (dir.), *Due nazioni, cit.,* pp. 248-253

[285] Une des premières conceptualisations de cette nouvelle forme de totalitarisme à caractère démocrate-chrétien se trouve dans la revue néomarxiste « Passato e presente » (voir : Mariamargherita Scotti, *« Passato e presente » (1958-1960). Tra i fatti d'Ungheria e l'elaborazione del centrosinistra,* "Passato e presente", XXII, n. 62, 2004, pp. 57-84): l'éditorial de l'été 1960 repère, en effet, le fascisme moderne dans "*la fourberie insolente des politiciens, dans la corruption des administrateurs, dans la bassesse bigote de la censure, dans l'arrogance patronale dans les usines, dans l'avilissement de l'école, du piston en lieu du « droit au travail », de la rhétorique nationaliste utilisée pour cacher les plaies sociales*", in "Passato e Presente", n. 16-17, juillet-octobre 1960.

- à travers l'instrumentalisation de la droite extraparlementaire dans le cadre de la « stratégie de la tension » – dans une praxis vouée au consumérisme et au conformisme. Un « système », en continuant à utiliser le vocabulaire de Pasolini, qui serait « en train de pourrir dans un bien-être composé d'égoïsme, de stupidité, d'inculture, de potins, de moralisme, de coercition, de conformisme : contribuer sous quelconque forme à cette dégénérescence, c'est aujourd'hui le fascisme. Le fascisme est défaillance morale, complicité avec la manipulation artificielle des idées, voire avec le néocapitalisme qui est en train de former son nouveau pouvoir »[286].

Ce remodelage de l'image démocrate-chrétienne aux yeux des communistes romains, répond aussi à la nécessité d'adapter les catégories tiers-internationalistes aux transformations structurelles imposées par le « boom » : l'élaboration de la théorie d'un fascisme régénéré s'inscrit, en effet, dans la tentative de comprendre l'évolution du système sociopolitique italien à l'heure de la société de consommation[287]. La première composante en pleine mutation pendant cette période est justement le milieu catholique, qui en raison des résultats du Concile Vatican II voit s'affaiblir drastiquement l'ingérence du Saint-Siège dans la vie politique du pays[288] : à partir de 1965, la curie ecclésiale décide en effet de faire un pas en arrière sur les thèmes de l'infaillibilité du Pape et de la diabolisation du communisme, tout en acceptant de commencer à s'ouvrir aux instances et aux défis de la modernité[289]. De ce fait, la « Démocratie chrétienne » - évidemment moins conditionnée dans l'élaboration de sa stratégie, dans le choix de ses alliés et dans la construction de son propre message propagandiste[290] – peut dorénavant se détacher librement de l'aire traditionaliste-conservatrice afin de rechercher une image publique plus adaptée au rôle de leader gouvernemental d'un pays en plein essor[291]. S'appuyant sur cette autonomie inattendue, la classe dirigeante du parti tente alors de se consolider au pouvoir, en

---

[286] Pier Paolo Pasolini, *Fascisti: padri e figli,* "Vie Nuove", n. 36, 6 septembre 1962.

[287] Pour ce qui est des transformations de l'imaginaire communiste face à la modernisation culturelle du pays, voir : Stephen Gundle, *I comunisti italiani tra Hollywood e Mosca,* cit., pp. 156-235 ; Antonio Cardini, *Il miracolo economico italiano,* cit., p. 229 et s.

[288] Voir : Alberto Melloni, *L'Altra Roma. Politica e S. Sede durante il Concilio Vaticano II (1959-1965),* Bologna, Il Mulino, 2000.

[289] Voir : Émile Poulat, *La modernité à l'heure de Vatican II,* in *Le Deuxième Concile du Vatican,* cit., pp. 809-826.

[290] Voir : Democrazia Cristiana, *I cattolici italiani nei tempi nuovi della cristianità: atti del convegno di studi della Democrazia cristiana. Lucca, 28-30 aprile 1967,* Roma, Cinque Lune, 1967 ; Alfonso Prandi, *Chiesa e politica. La gerarchia e l'impegno politico dei cattolici italiani,* Bologna, Il Mulino, 1968.

[291] Voir : Pietro Scoppola, *La Repubblica dei partiti,* cit., pp. 290-338. Pour ce qui est de la dialectique entre le système institutionnel et le processus de modernisation national, voir : Pier Luigi Ballini, Sandro Guerrieri, Antonio Varsori (dir.), *Le istituzioni repubblicane dal centrismo al centro-sinistra, 1953-1968,* Roma, Carocci, 2006.

réalignant la proposition politique démocrate-chrétienne aux exigences matérialistes de la société de masse[292] : du coup, l'idée d'un capitalisme déployé dans le respect des valeurs catholiques finit par remplacer l'obéissance fidéiste dans le magistère de l'Église en tant que premier facteur de cooptation et d'agrégation militante[293]. En conséquence de ce changement stratégique, comme le rappelle l'historien Guido Formigoni, la DC doit restructurer sa propre base, en abandonnant la représentation directe des fidèles pratiquants pour étendre son électorat à tous les citoyens modérés interpellés par l'appel au « vote utile »[294]. Il s'agit d'une transition fort complexe qui, malgré plusieurs formes de dissidence interne[295], permet toutefois à la « Démocratie chrétienne » de ré-déterminer les frontières de l'espace centriste – le seul territoire politique qui garantit la gouvernabilité au sein d'un système si polarisé – autour d'un message technocratique et désidéologisé (la « programmation »[296]) très attractif pour le monde progressiste[297]. Suite à la rupture du « Fronte del Popolo », les socialistes sont sous le charme de cette nouvelle perspective administrative à caractère réformiste[298]. En l'espace de quelques années, le PSI passe en effet de l'opposition intransigeante à la participation organique aux coalitions gouvernementales présidées par la DC, en poursuivant un chemin « d'embourgeoisement » qui aboutit finalement dans la fusion avec le PSDI (1966)[299], dont le leader (Giuseppe Saragat) était devenu

---

[292] Voir : Sergio Cotta, *La sfida tecnologica,* Bologna, Il Mulino, 1968.

[293] Voir : Vera Capperucci, *Il partito dei cattolici. Dall'Italia degasperiana alle correnti democristiane,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2010.

[294] Guido Formigoni, *La Democrazia Cristiana,* in Gerardo Nicolosi (dir.), *I partiti politici nell'Italia repubblicana,* cit., pp. 78-80. Voir aussi : Giovanni Tassani, *La formazione della classe politica nella Dc,* in in Giovanni Orsina et Gaetano Quagliariello (dir.), *La formazione della classe politica in Europa,* cit., pp. 535-551.

[295] Des couches droitières qui, en interprétant ce tournant comme une dangereuse concession moderniste au processus de sécularisation, rejettent les propositions les plus avancées de la nouvelle doctrine catholique (telle que l'encyclique à caractère tiers-mondiste, *Populorum progressio* du 26 mars 1967) et finissent parfois par détourner leur vote en faveur des forces conservatrices (notamment le PLI) dans le but de contrebalancer les ouvertures vers le monde socialiste ; aux franges plus progressistes et œcuméniques qui commencent à voir positivement les batailles communistes, en les considérant comme un antidote à l'idéologie impérialiste qui serait en train de phagocyter le parti. Voir : Alessandro Santagata, *I cattolici italiani nei tempi nuovi della cristianità. La DC e la ricezione politica del Vaticano II: alle origini del Sessantotto cattolico,* "Mondo Contemporaneo", 3, 2013, pp. 39-71.

[296] Voir : Manin Carabba, *Un ventennio di programmazione 1954-1974,* Roma, Laterza, 1977.

[297] Voir : Agostino Giovagnoli, *Il partito italiano. La Democrazia cristiana dal 1942 al 1992,* Roma-Bari, Laterza, 1996, pp. 215 et s.. Voir aussi : Joseph La Palombara, *Italy: The Politics of Planning,* New York, Syracuse University Press, 1966.

[298] Voir : Valdo Spini, *Il dibattito sulla programmazione all'inizio degli anni '60,* in Gaetano Arfé et al., *Trent'anni di politica socialista, 1946-1976,* Roma, Edizioni Mondoperaio, 1977 ; Elio D'Auria, *Gli anni della « difficile alternativa ». Storia della politica italiana 1956-1976,* Napoli, Edizioni Scientifiche italiane, 1983.

[299] Le nouveau sujet politique prend le nom de « Partito socialista unificato », PSU.

Président de la République en 1964[300]. Bien que présentée simplement comme l'inexorable « réunion sous le même toit de toute la famille socialiste »[301], la naissance du PSU relève au contraire d'une petite révolution, qui amène un milieu initialement anticapitaliste et antiaméricain – qui a été d'ailleurs largement financée par Moscou jusqu'en 1956 – à s'unir avec un rassemblement tellement proche de l'idéologie atlantiste, que la propagande « rouge » des années 1950 avait étiqueté comme « social-fascisme »[302]. Pour en prendre la mesure, il suffit de relire un article du tabloïd populaire « Epoca », qui encore au début de 1964 jugeait la possible fusion entre le PSI et le PSDI comme un évènement choquant et fondamentalement irréalisable, en raison de la stigmatisation réciproque qui avait caractérisé historiquement leur relation[303]. Rien d'étonnant à ce que cette conversion du PSI ait été accompagnée par une scission de ses franges maximalistes : c'est dans cet esprit de contestation que voit le jour le « Partito socialista di unità proletaria » (PSIUP), dont la principale ambition politique n'est pas l'accès au gouvernement, mais plutôt l'organisation en mouvement des revendications et des protestations populaires[304]. Partisan de la théorie du « totalitarisme démocrate-chrétien »[305], très sensible aux luttes anti-impérialistes et aux guerres d'indépendance coloniale qui ravagent les périphéries de la planète[306], profondément attentif aux problématiques de la vie métropolitaine dans le contexte occidental[307], le répertoire du PSIUP pose une limite à l'expansion de ce nouveau

---

[300] Pour ce qui est de ce parcours politique, voir : Oreste Lizzadri, *Il socialismo italiano dal frontismo al centro-sinistra,* Roma, Lerici, 1969. Sur la difficile acceptation dans le PCI de la candidature d'un social-démocrate à la Présidence de la République, voir : Guido Crainz, *Il paese mancato,* cit., p. 170. Pour un regard sur la présidence de Saragat, voir : Ugo Indrio, *La presidenza Saragat, cronaca politica di un settennio,* Milano, Mondadori, 1971.

[301] Voir : *La ritrovata unità dei socialisti solennemente proclamata ieri a Roma,* "La Stampa", 2 novembre 1966.

[302] Voir : *Il social-traditore Saragat chiede il licenziamento di trecentomila operai,* "L'Unità", 14 juillet 1948 ; *Liste apparentate dal PSDI al MSI?,* ivi, 17 janvier 1954. Pour ce qui est de la position du PSDI à l'égard du PSI, voir : Giuseppe Faravelli, *Democratura. Il PSDI e la difesa del margine di sicurezza della democrazia,* Genova, Industrie Grafiche Italiane Stucchi, 1953. Au tournant des années 2000, les recherches de la Commission parlementaire d'enquête sur les causes du terrorisme en Italie (ladite « Commissione Stragi ») ont mis en exergue le soutien occulte que les États-Unis réservaient au PSDI en fonction anticommuniste pendant la guerre froide. Voir : Giovanni Fasanella, Claudio Sestrieri, Giovanni Pellegrino, *Segreto di Stato,* cit., pp. 61-62.

[303] *Riunificazione in vista tra PSI e PSDI ?,* "Epoca", 5 janvier 1964.

[304] Voir : Piero Ardenti, *L'impegno del PSIUP. Esperienze e battaglie del nuovo partito socialista, a un anno dalla fondazione,* "Rinascita", 28 janvier 1965. Voir aussi : Lelio Basso, *A New Socialist Party,* "International Socialist Journal", 2, n. 166, avril 1964. Pour une reconstruction historiographique, voir : Learco Andalò, Davide Bigalli et Paolo Nerozzi (dir.), *Il Psiup : la costituzione e la parabola di un partito (1964-1972),* Bologna, Bradypus, 2015.

[305] Voir : Lelio Basso, *Due totalitarismi: fascismo e democrazia cristiana,* Milano, Garzanti, 1951. Sur le leader du PSIUP, Lelio Basso, voir : Roberto Colozza, *Lelio Basso. Una biografia politica (1948-1958),* Roma, Ediesse, 2010.

[306] Voir : *Vietnam genocidio,* "Mondo Nuovo", 17 décembre 1967.

[307] Voir : *Il Pilastro del neocapitalismo,* "L'Astrolabio", n. 43, 30 octobre 1966.

« pôle centriste » - allant du conservatisme libéral au progressisme socialiste - qui s'est constitué dans l'après-miracle autour du leadership catholique renouvelé[308]. En fait, l'action contestataire de ces « socialo-prolétaires » – à la recherche d'un espace et dotés d'un appareil idéologique ample et moderne – parvient souvent à surclasser le travail des communistes dans l'exercice de « l'opposition irresponsable » et notamment de la « vigilance démocratique »[309]. Pendant la deuxième partie de la décennie 1960, en matière de polémique antisystème, le PSIUP trouve le moyen de s'approprier de la scène médiatique, tout en anticipant ou en influençant les intentions d'un PCI[310] qui pour sa part est encore en cours de reconstruction suite au choc de la mort de Togliatti[311]. L'irruption d'un concurrent nouveau dans le champ de la lutte anticapitaliste témoigne de la dernière mutation qui transforme la structure sociopolitique italienne durant ces années[312]. Même la « subculture communiste », parallèlement à celles catholique et socialiste, subit un processus de « technocratisation » et d'intégration[313]. Comme le remarque Guido Crainz « dans le rapport entre les votes et les inscrits communistes, il se produit une fracture : le consensus électoral monte incessamment, mais la baisse des membres du parti chute avec la même intensité […]. Les inscrits qui représentaient la moitié environ des électeurs du PCI en 1946, deviennent à peu près un sixième en 1968 »[314]. Cela signifie que, dans un panorama socioéconomique caractérisé par la tertiarisation du travail[315], le parti « rouge » par excellence compense la perte de militants traditionnels avec une

[308] Voir : Lelio Basso, *Non formule nuove, ma nuova politica,* "Mondo Nuovo", 30 janvier 1966.

[309] Voir : Aldo Agosti, *Il partito provvisorio. Storia del Psiup nel lungo Sessantotto italiano,* Roma-Bari, Laterza, 2013.

[310] Pour avoir une idée de ce dépassement, il suffit de voir la polémique qui se déploie sur les tribunes de la revue communiste "Rinascita" entre le haut-dirigeant du PCI Giancarlo Pajetta et l'intellectuel socialo-prolétaire Luciano della Mea, autour du comportement à tenir pendant les manifestations en faveur du peuple vietnamien : le militant du PSIUP défend la possibilité d'arriver à affronter physiquement avec les forces de l'ordre afin de lutter contre les symboles de l'impérialisme américain, tandis que le politicien communiste stigmatise cette forme de contestation comme un intolérable phénomène de provocation aventuriste. Voir : *A proposito di una manifestazione,* "Rinascita", 12 juin 1965.

[311] Sur la période de transition que le PCI traverse suite à la mort de Palmiro Togliatti, sous la direction de Luigi Longo, voir : Alexander Höbel, *Il PCI di Luigi Longo (1964-1969),* cit.

[312] Voir : Giuseppe Vacca, *Politica e teoria nel marxismo italiano 1959-1969,* Bari, De Donato, 1972. Pour une lecture démocrate-chrétienne de cette transformation, voir : Giuseppe De Rosa, "*Crisi ideologica" e "revisionismo" nel PCI?,* "La Civiltà Cattolica", I, 1er janvier 1966.

[313] Voir : Paolo Farneti, *I partiti politici e il sistema di potere,* in Valerio Castronovo (dir.), *L'Italia contemporanea 1945-1975,* Torino, Einaudi, 1976, pp. 83-85.

[314] Guido Crainz, *Il paese mancato,* cit., p. 159.

[315] Voir : Filippo Barbano, *Struttura e classi sociali: gli studi e le ricerche (1955-1975),* Torino, Valentino, 1975; Piero Spanò, *Ceti medi e capitalismo: la terziarizzazione degradata in Italia,* Bologna, Il Mulino, 1977.

ouverture du discours politique aux classes moyennes[316]. Cette mutation identitaire, l'incapacité communiste à imposer une hégémonie absolue sur la gauche italienne, va de pair avec l'apparition d'instances radicales qui rejettent la déférence au Kremlin, ainsi que la stratégie de la « voie italienne au socialisme »[317]. Incapable de saisir la portée réelle du consumérisme néocapitaliste - au-delà d'une stigmatisation malcommode du modèle américain[318] - et déstabilisé par la résolution manquée (probablement impossible) de l'antithèse entre « lutte pour la démocratie » et « lutte pour le socialisme réel », le PCI expose fatalement son côté gauche aux attaques de l'extérieur : non seulement le PSIUP, mais aussi les trotskistes, les guévariens et les maoïstes, commencent à trouver la force de proposer une ligne d'antagonisme alternative à la discipline légaliste[319]. Les messages véhiculés par ces sujets extrémistes – telles que la solidarité tiers-mondiste, la révolte antiautoritaire et la satisfaction de nouveaux besoins sociaux – se basent, en effet, sur une récupération de la centralité de la « violence révolutionnaire », qui obtient un certain auditoire notamment parmi les militants communistes les plus jeunes[320]. C'est justement dans le but de stopper cette pénétration d'idées radicales, que dès 1965 les appareils culturels du PCI s'engagent dans une bataille « exégétique » vouée à réaffirmer une conception pacifique et progressive de la « prise du pouvoir » et de la « dictature du prolétariat »[321] : la cible privilégiée de cette intervention propagandiste devient inévitablement la pensée d'Antonio Gramsci, dont les concepts « d'avant-garde » et

---

[316] Voir : Marcello Fedele, *La dinamica elettorale del Pci*, in Massimo Ilardi et Aris Accornero (dir.), *Il partito comunista italiano. Strutture e storia dell'organizzazione 1921-1979,* Milano, Feltrinelli, 1982, pp. 293-312.

[317] Il s'agit de la stratégie politique élaborée par Palmiro Togliatti en 1943, qui renonce à l'option insurrectionnelle et qui prévoit l'instauration du socialisme réel en Italie seulement au bout d'une longue marche électorale, moyennant la construction d'un consensus de masse à l'égard des idéaux communistes, obtenue à travers une participation pacifique et légaliste à la vie de la démocratie parlementaire. Voir : Luciano Gruppi (dir.), *Teoria e politica della via italiana al socialismo,* Roma, Editori Riuniti, 1979

[318] Voir : Istituto Gramsci, *Tendenze del capitalismo italiano,* Roma, Editori Riuniti, 1962. Sur le jugement vacillant et souvent contradictoire que la communauté communiste italienne adresse à la société de consommation, voir : Ermanno Taviani, *Il Pci nella prosperità capitalistica,* in Roberto Gualtieri (dir.), *Il Pci nell'Italia repubblicana,* cit., pp. 317 et s.. Voir aussi : Stephen Gundle, *I comunisti italiani tra Hollywood e Mosca,* cit.

[319] Voir : *Quattordici denunciati in stato d'arresto a Milano,* "L'Unità", 24 mai 1965. Pour un regard général, voir : Franco Ottaviano, *La rivoluzione nel labirinto,* cit.

[320] Sur ces lignes alternatives, voir : Lucio Libertini, *Capitalismo moderno e movimento operaio,* 1965 ; *Propositi di programma politico della federazione dei gruppi marxisti-leninisti d'Italia,* "Rivoluzione proletaria", I, n. 1, septembre 1966 ; Livio Maitan et Sirio Di Giuliomaria (dir.), *La costruzione del partito rivoluzionario,* Milano, Nuove Edizioni Internazionali, 1967. Sur la réaction des couches juvéniles communistes à ces sollicitations, voir : Ottavio Cecchi, *Appassionato dialogo fra il segretario del Pci e gli studenti di Pisa. Togliatti alla Normale,* "L'Unità", 5 mars 1964 ; Achille Occhetto, *Gli inquieti anni '60,* in Enrico Berlinguer et al., *Il ruolo dei giovani comunisti. Breve storia della Fgci,* Firenze, Guaraldi, 1976, pp. 77-87.

[321] Voir : Rossana Rossanda, *Unità politica e scelte culturali,* "Rinascita", 28 aout 1965.

« d'hégémonie » peuvent potentiellement transmettre des interprétations dangereuses à caractère violent et subversif[322]. Alors, comme s'efforce de le préciser le directeur des « écoles du parti »[323], Luciano Gruppi :

> dans le cadre de la « voie italienne au socialisme », nous luttons donc pour réduire au maximum, voire pour éliminer totalement l'élément de la « violence », au moins s'agissant de la signification que Lénine attribuait à ce terme dans une autre condition historique. Cela signifie que nous voyons la lutte s'exprimer au sein de la légalité démocratique et de ses conquêtes […], notre conception voit la violence se traduire dans la « coercition » propre à la légalité démocratique. […] Nous croyons que dans la situation historique actuelle, la lutte de la classe ouvrière et de ses alliés peut présider à un développement démocratique-socialiste, réalisé dans le respect absolu des libertés démocratiques[324].

En raison de ces transformations structurelles, la « base » du PCI se retrouve donc soumise à une une double pression déchirante : d'un côté la sociale-démocratisation, de l'autre le sectarisme. Les dirigeants du parti se montrent naturellement très préoccupés par l'apparition de ces « phénomènes d'intégration [néocapitaliste, ndr] liés non seulement au « centre gauche », mais aussi à l'industrie culturelle, voire à la subordination de la culture aux lois du profit », auxquels « s'opposent des phénomènes, diffusés notamment parmi les jeunes, d'extrémisme idéologique »[325]. Au sein d'un comité central pour la première fois privé de Togliatti, le débat autour des moyens pour sortir de cette spirale centrifuge se fait étrangement conflictuel, au point de voir apparaitre des propositions audacieuses et parfois hérétiques, telles que l'hypothèse de former « un grand parti unique du mouvement ouvrier dans lequel puissent s'inscrire les communistes, les socialistes et tous les hommes […] qui représentent dignement la continuation de la bataille libérale entamée par Piero Gobetti »[326] ou la possibilité

---

[322] Sur l'interprétation de Gramsci opérée par les franges de l'ultragauche italienne au cours des années 1960, voir : Roberto Massari (dir.), *All'opposizione nel PCI con Trotsky e Gramsci,* Roma, Massari, 1969.

[323] Pour ce qui est de l'importance des "écoles de parti" dans la formation de la militance communiste italienne, voir : Anne Marijnen, *connaitre le monde pour le transformer : la formation des cadres du PCI, 1945-1956,* in Giovanni Orsina et Gaetano Quagliariello (dir.), *La formazione della classe politica in Europa,* cit.. Pour une lecture du cas français, voir : Danielle Tartakowsky, *Un instrument de culture politique : les premières écoles centrales du Parti communiste français,* "Le Mouvement social", n. 91, avril-juin 1975, pp. 79-108.

[324] Luciano Gruppi, *Egemonia o dittatura del proletariato?,* "L'Unità", 26 septembre 1965.

[325] Relation de Paolo Bufalini à la commission culturelle du PCI (24-25 mai 1966), in « Archivio Partito Comunista Italiano », *mf 530*, 1966, Institut Gramsci de Rome.

[326] Giorgio Amendola, *Il socialismo in Occidente,* "Rinascita", 7 novembre 1964.

d'abandonner l'orthodoxie tiers-internationaliste et la discipline staliniste pour s'ouvrir humblement au « réservoir richissime de forces intellectuelles qui […] se multiplient au-dehors des partis politiques […], notamment les masses de jeunes ouvriers, paysans, étudiants »[327]. Il s'agit d'un bouillonnement très profond qui marque un véritable tournant dans l'histoire du communisme italien, auquel toutefois le nouveau secrétariat du parti réagit de manière autocratique, en se réfugiant dans le formalisme bureaucratique et dans le « centralisme démocratique » pour étouffer toute voix critique[328] : les conclusions conservatrices du XIe congrès national du PCI (janvier 1966) représentent, en ce sens, une occasion ratée comme réponse de la force majeure de la gauche italienne aux changements radicaux de l'après-miracle[329]. La décision de se renfermer sur soi-même, tout en refusant le dialogue interne, en réprimant les velléités d'expérimentation de la fédération juvénile (FGCI)[330], conduit en effet à la perte de contact entre le leadership communiste et les avant-gardes d'une société civile en pleine renaissance[331]. En définitive, c'est dans ce choix d'arrière-garde qu'on repère un moment originaire du processus de fracturation du monde marxiste italien qui contribuera dans la décennie suivante à alimenter le déploiement d'une contestation armée à travers le pays[332].

---

[327] Intervention de Pietro Ingrao au Comité central (26 octobre 1965), in « Archivio Partito Comunista Italiano », *mf 29*, 1966, Institut Gramsci de Rome.

[328] Voir : Guido Crainz, *Il paese mancato,* cit.*,* p. 165.

[329] Voir : Gregorio Sorgonà, *La svolta incompiuta: il gruppo dirigente del PCI dall'VIII all'XI congresso (1956-1965),* Roma, Aracne, 2011. Pour la dissidence interne, voir : Lucio Magri, *Il PCI degli anni '60,* "Il Manifesto", n. 10-11, octobre-novembre 1970.

[330] Les dirigeants de la FGCI sont soumis à une sorte de « normalisation » d'en haut, tandis que l'organe de presse de la fédération juvénile (« La Città Futura ») est même supprimé. D'ailleurs, la crise de la FGCI est attestée par une hémorragie inexorable d'inscrits (des 500'000 du 1954 aux 125'000 de 1968). Voir : Gianmario Leoni, *I giovani comunisti e « il partito ». La Fgci dal 1956 al 1968,* "Italia contemporanea", 267, 2012, pp. 183-210. Voir aussi : Luca Pavolini, *I giovani non sono "una difficoltà",* "Rinascita", 3 mars 1967 ; Luciana Castellina, *Il soffio di una Nuova Generazione,* "Il Manifesto", 19 juin 1999.

[331] Voir : Franco Alberoni, *Movimenti e istituzioni nell'Italia tra il 1960 e il 1970,* in Luciano Graziano et Sydeny Tarrow, *La crisi italiana,* cit.*,* pp. 233-269 ; Marco Revelli, *Movimenti sociali e spazio politico,* Francesco Barbagallo et al., *Storia dell'Italia repubblicana*, cit., pp. 385-476 ; Rocco Cerrato et Simona Urso (dir.), *Il lungo decennio. L'Italia prima del 68,* cit. ; Alberto De Bernardi, *Il movimento giovanile degli anni Sessanta e il sistema politico,* in Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta. Culture, nuovi soggetti, identità,* cit.*,* pp. 175-185 ; Matteoli Barbetti, *Il pacifismo nelle culture giovanili nell'Italia degli anni Sessanta (1964-1968),* in Patrizia Dogliani (dir.), *Giovani e generazioni nel mondo contemporaneo. La ricerca storica in Italia,* Bologna, Cleub, 2009, pp. 1-9 ; Silvia Casilio, *Una generazione d'emergenza. L'Italia della controcultura (1965-1969),* Milano, Mondadori, 2013.

[332] Voir : Donald L. M. Blackmer, *Continuità e mutamento nel comunismo italiano nel dopoguerra,* in Id. et Sydney Tarrow (dir.), *Il comunismo in Italia e in Francia,* Milano, Etas Kompass, 1976, pp. 15-55 ; Diego Giacchetti, *I partiti della nuova sinistra: origini, sviluppo, epilogo,* in Francesco Billi (dir.), *Gli anni della rivolta. 1960-1980: prima, durante e dopo il '68,* Milano, Edizioni Punto Rosso, 2001, pp. 85-102; Sergio Dalmasso, *Sinistra storica e nuova sinistra,* in Nicola Fasano et Mario Renosio (dir.), *I giovani e la politica: il lungo '68,* cit., pp. 98-117.

VII. *68 et la crise de l'antifascisme démocratique*

Le dernier numéro de « La Città Futura », la revue de la jeunesse communiste supprimée par le PCI au lendemain du XIe congrès national[333], affiche une photographie à la Une fort emblématique qui semble anticiper tous les conflits qui bouleverseront la capitale à partir de l'explosion soixante-huitarde : un portrait de Paolo Rossi - l'étudiant progressiste qui perd la vie en avril 1966 pendant des affrontements entre militants de droite et de gauche - au nom duquel a lieu la première occupation générale de l'Université « La Sapienza » de Rome[334]. Au-delà de l'hommage incontournable pour un collègue et compagnon décédé tragiquement, ce qui frappe dans la lecture des commentaires est l'attention exclusive réservée à l'attitude antifasciste de cet étudiant qui éclipse certaines caractéristiques habituellement stigmatisées, telle que sa foi catholique et son adhésion au socialisme réformiste : nonobstant son lien idéal avec l'esprit du « centre gauche », Paolo Rossi est exalté comme une figure héroïque, voire un martyre de la nouvelle Résistance qui serait en train de se mettre en place à Rome. Le journal met au centre de ses articles, l'oraison funèbre du professeur Walter Binni - ancien résistant de « rouge » - qui invite à « saluer Paolo Rossi, non seulement par une nostalgie profonde, mais plutôt par un engagement viril » : à savoir, en combattant

> L'horrible volonté destructive de ces groupes d'action squadriste qui agissent libres et encouragés dans l'Université de Rome […]. Vandales […] qui tentent à travers […] la violence de compenser leur incapacité à vivre dans la dimension et dans la mesure des hommes, qui n'ont rien compris de la vie, de l'histoire, de la civilisation, de l'humanité dont ils refusent et brisent les fondements les plus profonds […]. Trop grande est la distance entre la Constitution issue de la Résistance et la mentalité et les pratiques des responsables des services de sécurité, souvent

[333] Voir : Achille Occhetto, *L'ultimo numero della città futura,* "La Città Futura", n. 17, juin-juillet 1966.

[334] Pour une reconstruction détaillée de la mort de Paolo Rossi et des événements conséquents, voir le chapitre 5 de ce travail.

> inadaptées ou même contraires à leur mission constitutionnelle. Trop longtemps, on a accepté de demeurer au sein de cette « disproportion »[335].

L'élaboration du deuil opérée par ces jeunes communistes laisse entrevoir, donc, un sentiment de rage irrépressible et une exigence morale de révolte qui ne semble plus pouvoir être satisfaite par le simple exercice de la « vigilance légaliste » : à leurs yeux, face à l'agressivité croissante des militants « noirs » et à l'incapacité étatique de garantir l'ordre public, les appels au respect de la Constitution et les démonstrations en faveur de la démocratie se transforment en rituels vides et inutiles. Pendant les semaines suivant la mort de Paolo Rossi, commence, en effet, à émerger parmi les étudiants « rouges » un comportement contestataire qui dépasse substantiellement les répertoires de « l'antifascisme démocratique » jusque-là proposés par le PCI[336] : la lutte contre les forces de la droite romaine du coup s'émancipe des considérations politiciennes, tout en se caractérisant de plus en plus par une attitude bagarreuse et physique[337]. Cela signifie que le parti communiste n'a plus l'autorité pour gérer le désarroi qui s'est accumulé dans la « base » militante de l'après-miracle : d'ailleurs, comme on vient de l'expliquer, la « violence » représente un facteur intolérable d'incompatibilité pour un parti aux ambitions gouvernementales, qui lutte « non seulement pour la défense du Parlement et des institutions représentatives, mais bien pour une exaltation de leurs pouvoirs d'intervention et de contrôle »[338].

---

[335] En effet, les passages les plus aguerris sont cités en dernière page de « La Città Futura ». Pour le texte intégral, voir : Walter Binni, *Omaggio a un compagno caduto,* "Mondoperaio", n. 4, 1966.

[336] Voir : *Cordoglio e comune impegno antifascista: tutta Roma oggi ai funerali dello studente ucciso,* "L'Unità", 30 avril 1966.

[337] Voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa,* cit., pp. 13-17.

[338] *Progetto di Tesi per l'XI Congresso del PCI,* "L'Unità", 7 novembre 1965.

ÉLECTIONS MUNICIPALES 1966		
RÉSULTATS	*SIÈGES*	*ADMINISTRATION*
Democrazia Cristiana (DC): 437'138 (30,77%)	26	**DC+PRI+PSDI+PSI**
- Partito Comunista Italiano (PCI): 359'434 (25,30%)	21	Maire: **Amerigo Petrucci (DC), Rinaldo Santini (DC), Clelio Darida (DC)**
- Partito Liberale Italiano (PLI): 151'829 (10,69%)	9	
- Partito Socialista Democratico Italiano (PSDI): 136'164 (9,59%)	8	
- Movimento Sociale Italiano - Destra Nazionale (MSI-DN): 131'971 (9,29%)	7	
- Partito Socialista Italiano (PSI): 108'239 (7,62%)	6	
- Partito Democratico Italiano di Unità Monarchica (PDIUM): 32'838 (2,31%)	1	
- Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria (PSIUP): 29'637 (2,09%)	1	
- Partito Repubblicano Italiano (PRI): 24'301 (1,71%)	1	
- Autres: 8'956 (0,63%)		

Une velléité que les élections municipales du 12 juin 1966 semblent du reste encourager : après une longue période de régression, le PCI recommence à monter (une augmentation du 3% des votes par rapport à 1962), tandis que la force de ses adversaires majeurs est globalement diminuée, en raison des pertes socialistes (-5%)

et néofascistes (-6%), non compensées par une croissance limitée de la DC (+1,5%)[339]. En analysant ces résultats, la fédération communiste romaine conclut que la formule du « centre gauche » a déjà épuisé son propre potentiel – dont témoignerait la chute grave du PSI – et que, à la lumière aussi du déclin des milieux réactionnaires[340], la position de la « Démocratie chrétienne » est destinée à devenir, de jour en jour, moins sure et moins stable[341]. Persuadé, par conséquent, que dans le futur proche la nouvelle situation historique permettra de tenter un assaut décisif au « Campidoglio », le PCI romain accentue davantage son engagement légaliste – dans le but de rassurer l'opinion publique au sujet de sa « fiabilité démocratique » - et son ouverture aux instances des classes moyennes, afin d'étendre au maximum le réservoir d'électeurs[342]. Dans ces conditions le paradigme antifasciste n'est qu'un rappel idéal aux valeurs émancipatrices de la lutte de libération, dans le cadre d'une stratégie plus large vouée à réduire l'*a priori anticommuniste,* au nom de la collaboration passée pendant la Résistance et l'immédiat après-guerre[343].

Explicitée en 1966, l'irritation de la jeunesse « rouge » de la capitale envers cette manière politicienne de s'opposer au prétendu « totalitarisme néocapitaliste » monte incessamment au cours de 1967 – s'alimentant notamment des mobilisations pour le Vietnam et pour le « guévarisme »[344] - jusqu'à éclater sous la poussée de la vague soixante-huitarde et de l'émoi pour la répression du « Printemps de Prague »[345]. En fait, après un dernier moment d'unanimisme - la décision du « Mouvement étudiant romain » de faire campagne pour le PCI à l'occasion des élections politiques (mai 1968)[346] – une partie notable des nouvelles générations militantes abandonne la « maison rouge » et s'organise sous forme de rassemblement extraparlementaire (le « Mouvement »)[347]. Dès lors, une fracture irréversible se produit à gauche du milieu

---

[339] Voir : *L'elettorato ha rifiutato l'anticomunismo,* "L'Unità", 15 juin 1966.

[340] Outre la régression néofasciste, les commentateurs communistes évoquent les répercussions qui ont investi le « partito romano » au lendemain de Vatican II.

[341] Voir : *Sul voto del 12-13 giugno. Il giudizio della Federazione comunista romana,* "L'Unità", 15 juin 1966.

[342] Voir : *Dalle borgate e dai quartieri una spinta democratica per uscire dalla crisi che paralizza il Campidoglio. Decentramento subito,* "L'Unità", 10 décembre 1967.

[343] Voir : Guido Crainz, *La legittimazione della Resistenza. Dalla crisi del centrismo alla vigilia del '68,* "Problemi del socialismo", n. 7, janvier-avril 1986.

[344] Voir : *Dal Brancaccio un combattivo corteo unitario : onore a « Che » e solidarietà antimperialista con la lotta dei popoli dell'America latina, "*L'Unità", 18 octobre 1967 ; *Roma ha detto no a Johnson. Migliaia hanno gridato per le strade : « Vattene, Natale non è il tuo giorno »,* ivi, 24 décembre 1967.

[345] Voir le chapitre 5 de ce travail.

[346] Voir : *Operai ed elezioni,* "Potere operaio", 10 mai 1968 ; *Un'intervista di un dirigente del movimento studentesco a « Vie nuove » : perchè scheda rossa,* "L'Unità", 10 mai 1968.

[347] Voir le chapitre 6 de ce travail.

communiste romain, avec la constitution d'un sujet politique nouveau[348]. Une dissidence qui est progressivement consolidée par une réaction de fierté à la condamnation des hauts dirigeants du parti[349] et par la propagation de l'esprit soixante-huitard au-dehors des enceintes universitaires (« Autunno Caldo »[350]). Cet ensemble de ressortissants de gauche aux inclinations extrémiste élabore rapidement un nouveau répertoire de lutte (« antifascisme militant ») qui rompt définitivement avec la tradition légaliste propre au PCI[351].

VIII. *Le déploiement social de « l'antifascisme militant » : l'affirmation de la violence comme facteur structurel du discours politique romain*

« Antifascisme militant » désigne un comportement maximaliste associé à une lecture intégriste et radicale du rôle que la Résistance a eu dans l'histoire d'Italie[352] : il s'agit plus précisément d'un modèle d'action qui tente de récupérer l'esprit partisan du temps de guerre afin de relancer un processus révolutionnaire que la « voie italienne au socialisme » aurait trahi et étouffé[353]. En fait, aux yeux de ces dissidents, une fois terminée la bataille antinazie, le parti communiste aurait imposé le désarmement du « peuple rouge » au nom d'une soi-disant « révolution progressive à travers la démocratie bourgeoise »[354] : dans le but de légitimer cette stratégie pacifiste et

---

[348] L'emblème de cette fracture historique est certainement représenté par la formation du groupe politique « Il Manifesto », issu de l'aile gauche du PCI expulsée du parti au tournant de 1970 sous l'accusation de « violation du centralisme démocratique » : c'est la première fois dans l'histoire du communisme italien qu'une composante entière du parti se détache. Voir : *Ancora un lavoro collettivo, "*Il Manifesto", n. 7, décembre 1969.

[349] Une des plus dures attaques à l'égard de cette forme d'émancipation ultragauchiste arrive en juin 1968, voir : Giorgio Amendola, *Necessità della lotta su due fronti, "*Rinascita", 7 juin 1968.

[350] Le terme « Autunno Caldo » indique le phénomène de fusion entre la mobilisation étudiante et la conflictualité ouvrière qui se produit en Italie au cours de 1969. Voir : Bruno Trentin, *Autunno caldo: il secondo biennio rosso 1968-1969,* Roma, Editori Riuniti, 1999; Diego Giachetti, *L'Autunno caldo,* Roma, Ediesse, 2013. Pour une comparaison entre « Autunno Caldo » italien et mai 68 en France, voir : Michele Salvati et Alfredo Gigliobianco, *Il maggio francese e l'autunno caldo italiano,* cit.. Pour une reconstruction de « l'Autunno Caldo » à Rome, voir le chapitre 4 de ce travail.

[351] Voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa,* cit.*, ,*pp. 107-138.

[352] Pour une reconstruction détaillée de la nature et des caractéristiques de la Résistance en Italie, voir : Claudio Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza,* Torino, Bollati Boringhieri, 1991.

[353] Voir : Philippe Cooke, *The Resistance continues : a social movement in the 1970s,* "Modern Italy", 5, n. 2, 2000, pp. 161-173.

[354] Ce moment charnière de l'histoire du communisme italien – à savoir la décision du PCI d'accepter le cadre et les règles de la démocratie parlementaire, tout en obligeant ses militants à se désarmer – est magistralement racontée par les scènes finales du film "Novecento – Atto II" (Bernardo Bertolucci, 1976). Pour ce qui est du point de vue du parti communiste et de sa narration de la Résistance à l'aube de 68, voir : Giorgio Amendola, *Comunismo, antifascismo e Resistenza,* Roma, Editori Riuniti, 1967.

parlementariste, la mémoire même de la Résistance aurait été fossilisée dans un cérémoniel purement rhétorique et formel, qui véhiculerait une image à la fois erronée et dépassée. Erronée, car les commémorations officielles s'efforcent de magnifier une dimension unanimiste au sein de la lutte de libération, dont la proposition dans le cadre de la contemporanéité républicaine comporterait une inacceptable compromission avec les forces néocapitalistes. Dépassée, puisqu'à réitérer le souvenir institutionnalisé de ce moment historique, la figure de l'ennemi à abattre resterait fixée sur le profil d'un « mussolinisme » à l'allure folklorique, sans rapport avec la complexité technologique de la société de consommation[355]. Dans cette perspective ultragauchiste, le PCI aurait donc érigé une mythologie révisionniste de la Résistance qui, en remplaçant l'héritage de la lutte armée insurrectionnelle avec les appels à la « vigilance légaliste », fonctionnerait comme pilier propagandiste pour une conduite sociale-démocrate en matière d'action politique[356]. Comme le remarque Giovanni De Luna :

> au nom de la « Résistance rouge » on s'oppose à la « Résistance tricolore » […]. L'emphase patriotique, l'accentuation du rôle des partis et de leur unité, la dimension commémorative qui caractérisait l'antifascisme « officiel » furent jugées comme des positions instrumentales liées aux stratégies politiques du PCI et à sa recherche obstinée de légitimation politique[357].

En effet, cette forme de liturgie consensuelle permettrait au parti communiste de justifier l'attitude toujours plus conciliante et collaborative à l'égard des gouvernements démocrates-chrétiens comme un chemin naturel et nécessaire de l'évolution républicaine. Finalement, dans la vision du « Mouvement » il existerait un lien direct entre la proposition de « l'antifascisme démocratique » et la lente, mais inexorable inscription du PCI dans le système étatique bourgeois[358] : une tendance à l'intégration qui d'ailleurs était réellement en cours, comme l'a bien démontré la

---

[355] Voir : Enrico Galli della Loggia, *La perpetuazione del fascismo e della sua minaccia,* cit., pp. 254-257.

[356] Voir : Federazione romana del PCI, *Mobilitazione unitaria e vigilanza democratica e di massa per isolare il Congresso del Msi,* janvier 1973, in « Fondo Mariuccia Salvati », Antifascismo-Roma 1969-1975, d. 2, f. 8, Fondation Lelio et Lisli Basso (Issoco) de Rome.

[357] Giovani De Luna, *Le ragioni di un decennio,* cit., p. 73. Sur ce conflit mémoriel au sujet de la Résistance, voir aussi : Filippo Focardi, *La guerra della memoria : la Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 a oggi,* Roma-Bari, Laterza, 2005, pp. 41-56.

[358] Voir : *É il momento di fare i conti,* "Lotta Continua", 17 janvier 1970 ; *Le giornate d'aprile,* "Rosso contro la repressione", n. 15, mars-avril 1975. Pour la littérature historiographique, voir : Alexander Höbel, *Il Pci di Longo e il '68 studentesco,* "Studi Storici", n. 2, 2004, pp. 435-443. Voir aussi : Sergio Dalmasso, *Il caso Manifesto e il PCI degli anni '60,* Torino, Cric, 1989.

littérature politologique et historiographique[359]. C'est à partir de ces considérations que la déconstruction publique du mythe de la Résistance devient une prémisse idéologique fondamentale pour élaborer un modèle d'antifascisme alternatif, adapté à la menace d'un totalitarisme nouveau (le centrisme technocratique protégé informellement par le « squadrisme » noir)[360] et en mesure de reprendre le parcours interrompu de la révolution socialiste commencée par les résistants « rouges »[361]. En ce sens, afin de « compléter le travail resté inachevé en 1945 »[362], la gauche extraparlementaire commence à promouvoir l'idée d'une « Nouvelle Résistance » : la pratique antifasciste cesse d'être un élément symbolique occasionnel à l'intérieur d'un plus grand répertoire de fidélisation politico-électoral, pour devenir un exercice de violence quotidienne voué à annuler le pouvoir de l'ennemi néocapitaliste à partir de l'élimination de ses « sbires noirs ». Sur les pages de « Lotta Continua », le journal militant héraut de « l'antifascisme militant »[363], il est expliqué clairement que :

> la République italienne – « démocratique et antifasciste » - née de la Résistance, a été toujours très peu démocratique, même s'agissant de sa constitution, qui s'est révélée comme une simple couverture d'une dictature bourgeoise impitoyable. Pendant le passage du fascisme à la démocratie, les structures productives du capitalisme et les institutions

---

[359] *"Une sorte de dégel par petites lois […] : à savoir une inscription partielle dans le processus de la production législative (entre 1963 et 1968, le PCI vote plus du 70% des lois élaborées au sein des commissions parlementaires). Il s'agit d'une « intégration négative » […] ou subalterne, qui ne peut que laisser des traces profondes, en alimentant l'image de « l'inscription » du PCI dans le système de pouvoir en place*.", in Guido Crainz, *Il paese mancato*, cit., p. 170.

[360] Une description parfaite de ce raisonnement se retrouve dans une tribune de l'historien et ancien résistant Claudio Pavone, qui en juillet 1968 affirmait : *"Encore aujourd'hui, l'insulte la plus grave qu'on peut adresser à quelqu'un c'est l'attribut de « fasciste ». C'est une dénomination qui est allée bien au-delà des simples « Chemises noires » et qui du coup ne s'utilise plus seulement pour le passé, mais bien pour désigner de nos jours de nouvelles formes du fascisme. Il faut remarquer que plusieurs hommes qui ont participé à la Résistance, même à gauche, peuvent aujourd'hui se comporter – et ils le font – comme des fascistes, sans pour autant cesser de parler de « l'héritage de la Résistance » ou de la « leçon de la Résistance » […]. Si donc les jeunes veulent détruire la Résistance en tant qu'alibi politique, c'est une bonne chose*.", in Claudio Pavone, *I giovani e la Resistenza, "*Resistenza", XXII, n. 7, juillet 1968.

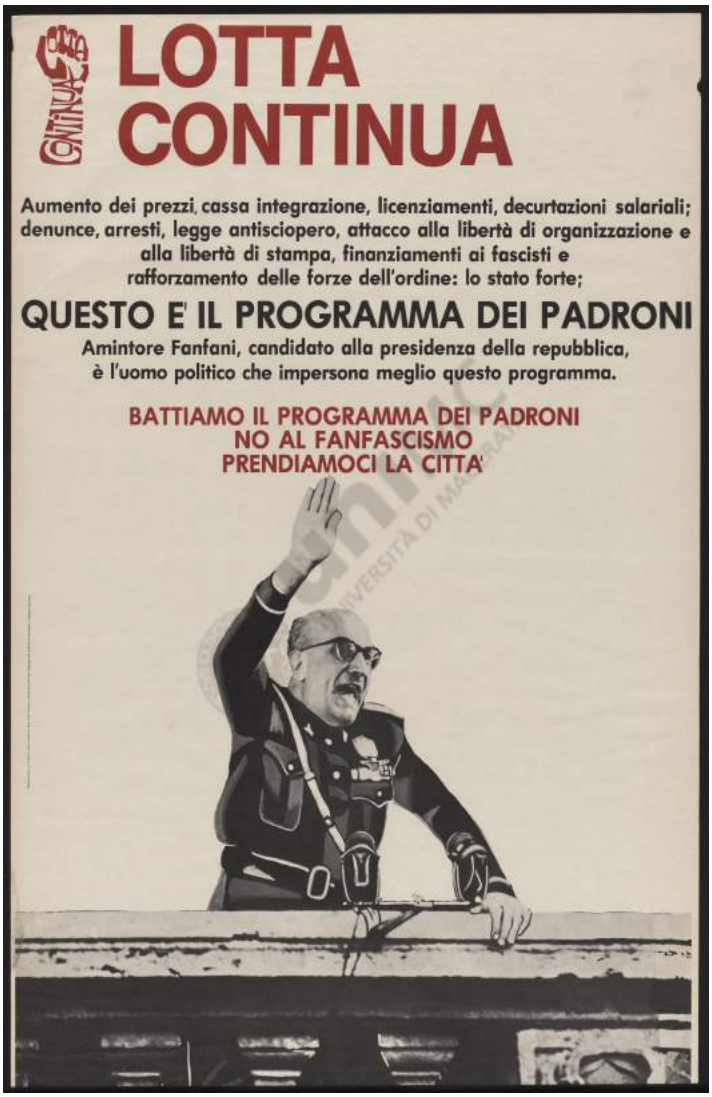
[361] Voir : *S. Lorenzo 19 luglio '71. La Resistenza continua nella lotta di classe,* in « Fondo Memorie di carta », Raoul Mordenti, d. 8, f. 21, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome. Une des lectures incontournables de l'ultragauche post-soixante-huitarde est justement les mémoires du héros partisan Giovanni Pesce, éditées en 1967. Voir : Giovanni Pesce, *Senza Tregua. La guerra dei GAP,* Milano, Feltrinelli, 1967.

[362] *Organizziamo la Nuova Resistenza,* "Foglio di lotta di Sinistra Proletaria", janvier 1971.

[363] Le groupe extraparlementaire « Lotta Continua », le plus grand en termes d'adhérents, base sa proposition subversive sur la lutte au « fanfascismo » (néologisme dérivant de la fusion des termes « Fanfani » – un des leaders de la DC - et « fascisme »), qui serait l'expression républicaine de la dictature mussolinienne, dont les appareils répressifs et la méthodologie autoritaire auraient intégralement survécu à la chute du régime et à la guerre civile : d'après la vision de « Lotta Continua », la DC n'est que la réincarnation moderne du parti fasciste, à savoir la nouvelle forme politique adoptée par l'exploitation bourgeoise à l'époque de la société de consommation. Voir : *Lotta al fanfascismo per la libertà, "*Lotta Continua", 16 novembre 1971.

répressives de l'État sont restées essentiellement intègres. […] Le 25 avril (1945, ndr) pouvait représenter le début d'un processus révolutionnaire, mais il en a incarné, au contraire, sa fin. […] Depuis ce moment, l'histoire de la lutte des classes en Italie a coïncidé substantiellement avec le désarmement progressif du mouvement partisan […], le désarmement politique et idéologique des masses, imposé par les dirigeants du PCI dans la perspective d'une collaboration avec le « capitalisme national » […] et au nom du chemin légaliste et parlementaire propre à la « voie italienne au socialisme ». […] Cependant, il y a aujourd'hui une force au sein de laquelle les anciens résistants, et tous les véritables antifascistes peuvent retrouver un rôle précis et non seulement symbolique, tout en remettant en œuvre leur expérience et leur prestige. Cette force est le mouvement de masse qui pendant ces années a grandi spontanément dans les usines, dans les écoles et dans les quartiers prolétaires : c'est l'antifascisme militant qui n'attaque pas seulement le fascisme en chemise noire, mais aussi, et surtout le fascisme d'État, voire la répression déchainée par la DC […] à tous les niveaux. C'est la force qui aujourd'hui se fait voir dans les places de toutes les villes d'Italie en retirant la parole aux fascistes protégés par les escadronnes policiers envoyés par Rumor (politicien démocrate-chrétien, ministre de l'Intérieur à l'époque, ndr) : il s'agit de l'embryon d'une milice prolétaire capable d'empêcher aux patrons de répéter l'expérience de 1922, peut-être à travers une simple « optimisation » des institutions de la République démocratique[364].

[364] *Compagni partigiani tornate al vostro posto,* "Lotta Continua", 23 avril 1972.



Deux exemples iconographiques de « l'antifascisme militant », élaborés par « Lotta Continua », basés sur l'image du pouvoir démocrate-chrétien comme continuation de la dictature fasciste.

Source : www.manifestipolitici.it

Porteur d'une praxis hérétique par rapport à l'orthodoxie du PCI dans un pays où la « question autoritaire » est toujours au centre du discours public[365], « l'antifascisme militant » s'impose facilement comme la dimension obligée de toute instance contestataire qui traverse la gauche italienne dans l'après-68[366]. Rejeter « l'antifascisme démocratique » en faveur de « l'antifascisme militant » signifie, pour certains, réagir à l'échec de « l'Autunno Caldo » à la répression duquel aurait contribué

[365] Voir : Umberto Eco, *Ur-fascism,* "The New York Review of Books", 22 juin 1995.

[366] Une puissance mobilitative capable d'affecter même les sujets ultragauchistes les plus modernistes, tels que les « ouvriéristes », qui théoriquement ne considérèrent pas la Résistance comme un modèle révolutionnaire valable pour la société de consommation. Pour une histoire et une description de ce milieu extraparlementaire, voir le chapitre 6 de ce travail.

de manière décisive l'attitude légaliste et attentiste du PCI[367]. Pour d'autres, cela veut dire répondre à la violence bestiale du « terrorisme d'État » - la « stratégie de la tension » est entrée dans son apogée le 12 décembre 1969 à travers les 17 morts du « massacre de Piazza Fontana »[368] - par juste « autodéfense populaire », dans un contexte de défiance absolue à l'égard des institutions républicaines. Pour les autres, il s'agit de participer à la vague anti-impérialiste internationale, en commençant par combattre le capital même dans le riche Occident, sans plus déléguer cette mission à la politique communiste de « l'opposition irresponsable ». Parfois l'adoption de ce répertoire extrémiste relève simplement d'une forme de révolte contre la société des pères issue de la Résistance, jugée comme étant désormais corrompue et embourgeoisée. Pour le gros de la jeunesse « rouge », toutefois, c'est le concours simultané de tous ces sentiments qui détermine finalement le choix de « l'antifascisme militant »[369].

Au sein de ce paradigme idéologique, les membres du « Mouvement » trouvent en effet une vision du monde nette et dichotomique, qui indique un « ennemi absolu », dont la disparition physique ouvrirait la voie à un processus révolutionnaire : en se reliant directement à l'épopée de la lutte contre l'occupation nazie et en dressant l'Italie républicaine comme une évolution moderne de l'ancienne dictature mussolinienne, « l'antifascisme militant » fournit un chapeau éthique pour légitimer l'emploi de la violence dans les situations de conflit sociopolitique propre à la vie démocratique. C'est justement à travers cette forme particulière de pratique antagoniste que les pulsions subversives des milieux extraparlementaires « rouges » trouvent le moyen de se matérialiser et de mettre en place, du coup, une campagne armée qui finira dans le trou noir des « années de plomb »[370].

---

[367] Sur 68 et ses séquelles à Rome, voir les chapitres 4 et 5 de ce travail.

[368] Le 12 décembre 1969, un attentat à la bombe contre la « Banque de l'Agriculture » provoque à Milan la mort de 17 personnes, alors que d'autres explosifs font simultanément une dizaine de blessés dans la capitale : de ce massacre sont immédiatement accusés les milieux anarchistes de Rome et de Milan, tandis que l'ensemble de la mouvance extraparlementaire « rouge » se retrouve stigmatisée par des campagnes de presse et réprimée et par des opérations de police. En 1977 seulement, l'autorité judiciaire arrive à prouver la responsabilité d'une formation néonazie (afférente à « Ordine Nuovo »), ainsi que l'implication dans cette affaire de certains appareils étatiques. À partir de ce carnage, la « stratégie de la tension » évolue vers un niveau supérieur de radicalité, en abandonnant la dimension symbolique des attentats contre le patrimoine en faveur d'une stratégie meurtrière. Voir : Mirco Dondi, *L'eco del boato,* cit., pp. 139 et s.

[369] Nanni Balestrini et Primo Moroni (dir.), *L'orda d'oro,* cit., pp. 349-355.

[370] Voir : Luigi Manconi, *Il nemico assoluto. Antifascismo e contropotere nella fase aurorale del terrorismo di sinistra,* in Raimondo Catanzaro (dir.), *La politica della violenza,* cit., pp. 47-91 ; Marie-Anne Matard-Bonucci, *Des usages de l'antifascisme et de la résistance par les Brigades rouges,* cit.

IX. *Le double chemin de la gauche romaine : la conquête légaliste du « Campidoglio » et la diffusion de la violence extraparlementaire (1969-1975)*

Malgré la mémoire controversée de la Résistance locale et l'absence de contrôle exercé par le PCI sur la lutte de libération, « l'antifascisme militant » prend fortement racine dans la capitale[371]. Même en l'absence d'un « imaginaire partisan » collectivement reconnue – comme dans les territoires qui ont participé pleinement à la guerre civile au-delà de la ligne gothique – Rome devient immédiatement un des épicentres nationaux de cette pratique violente. C'est la tradition administrative clérico-fasciste associée au poids de l'ultradroite qui est le support de la radicalité du « Mouvement » romain. À la différence du nord du pays, où les « vétérans antifascistes » forment un tissu compact et influent de la vie politique, à Rome seulement la mouvance « noire » a maintenu une présence publique dans l'après-guerre malgré l'instauration du système démocratique parlementaire. En fait, quand autour de 1970, « l'antifascisme militant » s'impose dans la réalité de la ville, la droite romaine affiche une force bien supérieure à celle du reste des métropoles italiennes : le MSI a rapidement récupéré de la défaillance de 1966 et peut, alors, vanter un soutien à hauteur du 17% des voix[372], tandis que les groupes extraparlementaires ont profité des craintes et des déceptions engendrées par « l'Autunno Caldo » pour accroitre leurs rangs et radicaliser leurs répertoires. En interceptant le reflux des jeunes qui n'ont pas accepté la « politisation rouge » de l'expérience soixante-huitarde, les formations néofascistes majeures ont pu élever davantage leur potentiel offensif déjà haut :

[371] La Résistance à Rome s'était caractérisée par une inclination spontanéiste et par une composition hétéroclite : à la différence des territoires septentrionaux, dans la capitale la composante communiste ne parvient pas à imposer son hégémonie directionnelle, les rassemblements monarchistes, socialistes, libéro-radicaux, catholiques, anarchistes et, notamment, trotskistes conservant un rôle opérationnel décisif pour la lutte contre l'occupation nazie. Dépourvues d'une coordination générale sur le plan militaire et conditionnées par le statut exceptionnel de la ville, les actions de la Résistance romaine se déroulent de façon irrégulière et contradictoire - entre massacres, gestes d'héroïsme, improvisations, désertions, fautes grossières – sans pour autant connaitre les horreurs de la guerre civile. La décision de la Wehrmacht d'abandonner Rome, pour camper plus à Nord la ligne de défense contre les Alliés, permet en effet de libérer la ville déjà en juin 1944. Voir : IRSIFAR, *Roma durante l'occupazione nazifascista : percorsi di ricerca,* Milano, FrancoAngeli, 2009 ; Valerio Gentili, *Roma combattente,* Roma, Castelvecchi, 2010. Pour ce qui est de l'aile communiste, voir : Mario Fiorentini, *Sette mesi di guerriglia urbana. La Resistenza dei GAP a Roma,* Roma, Odradek, 2015. Pour la composante trotskiste, voir : Silverio Corvisieri, *Bandiera Rossa nella resistenza romana,* cit.

[372] 16,2% aux élections municipales de 1971 ; 17,4% aux élections politiques de 1972. La moyenne nationale du parti à cette époque reste autour de 9%.

désormais capable d'intervenir dans toute situation d'affrontement anticommuniste, les « évoliens » (réunis dès 1969 dans le « Mouvement politique Ordine Nuovo », MPON) et les « néo-squadristes » (à partir de 1970, organisés sous la dénomination de « Avanguardia Nazionale », AN) déploient une puissante action de répression et de démobilisation sociale. Ils agissent en qualité de provocateurs et d'émeutiers dans les manifestations protestataires ; de cogneurs et d'intimidateurs à l'égard des occupants abusifs de logements ; de « jaunes » pour saborder les grèves ; d'escorte armée pendant les meetings des dirigeants du MSI ; d'auxiliaires paramilitaires dans les manœuvres terroristes et putschistes propres à la « stratégie de la tension »[373]. À son apogée, la galaxie « noire » romaine possède aussi les ressources pour tenter de concurrencer le « Mouvement » sur le terrain de la propagande populiste, grâce notamment à l'activité de certains groupes hétéroclites (les nazis-maoïstes de « Lotta di Popolo » et les modernistes de « L'Orologio »)[374] qui proposent une troisième voie révolutionnaire opposée simultanément au néocapitalisme et au socialisme réel. De plus, la relation opérationnelle entre le MSI et les franges extraparlementaires s'est faite plus étroite et systématique depuis l'élection du nouveau secrétaire, Giorgio Almirante. En effet, sous la direction de ce dernier - entamée en juin 1969 - le parti néofasciste a décidé de jouer le tout pour le tout à travers une stratégie double (dit « doppiopetto ») : d'un côté le soutien occulte à la « violence de rue » anticommuniste – afin de garantir aux instances d'extrême droite le maximum d'opérationnalité sur le territoire romain – et de l'autre une posture de « défenseur institutionnel de l'ordre public »[375]. Il s'agit d'un mécanisme articulé qui permet aux milices « noires » d'obtenir une couverture politique, ainsi qu'un appui logistique, pour leur action subversive, et au MSI de canaliser l'inquiétude des jeunes néofascistes contre les ennemis du parti, tout en instrumentalisant la conflictualité montante pour imposer électoralement l'exigence d'une solution réactionnaire à la crise sociale[376].

Revigoré par ce processus de croissance et d'optimisation, le « virage au noir » de certains secteurs urbains de la capitale atteint son paroxysme au début des années 1970,

---

[373] Pour ce qui est de la phénomènologie de ces situations de conflit violent, voir les prochains chapitres. En tant que siège du gouvernement national, Rome devient automatiquement la cible de tout projet putschiste, tel que ledit « Golpe Borghese » tenté pendant la nuit entre le 7 et le 8 décembre 1970. Voir : Camillo Arcuri, *Colpo di Stato,* Milano, BUR, 2004.

[374] Voir : Loredana Guerrieri, *Il paradosso della destra di sinistra. La destra italiana fra contestazione, rivoluzione e nazional-europeismo, "*Ventunesimo secolo", XIII, n. 34, juin 2014. Pour un regard plus détaillé de ces groupes afférents à la gauche néofasciste, voir le chapitre 6 de ce travail.

[375] Voir : Gianni Scipione Rossi, *Alternativa e doppiopetto. Il MSI dalla contestazione alla destra nazionale (1968-73),* Roma, Istituto Studi Corporativi, 1992.

[376] Voir : Nicola Rao, *La Fiamma e la celtica,* cit.*,* pp. 167-171.

détermine la création de véritables « zones interdites » aux militants de gauche[377]. La mouvance néofasciste à Rome s'exprime donc par une présence matérielle et géographique qui dépasse de loin la simple dimension symbolique qu'elle a dans les villes septentrionales[378]. C'est dans l'opposition pratique et quotidienne à cette réalité urbaine singulière que « l'antifascisme militant » trouve justement dans la capitale un espace social de légitimation[379]. La persistance, en ville, de cette sorte « d'armée noire » - dotée de bases, de forteresses, de frontières, d'uniformes, d'un appareil politique et communicationnel, de propres mythes et symboles – permet au « Mouvement » de se reconnecter idéalement à la résistance romaine contre l'occupation nazi-fasciste et du coup de compenser la faiblesse de la tradition partisane locale. À savoir s'approprier un modèle de lutte armée spontanéiste, populaire, irrégulier et finalement réfractaire au contrôle du parti communiste[380]. En contestant au PCI le monopole de la mythologie combattante, l'exercice de « l'antifascisme militant » sert aussi à pénétrer dans les « borgate », là où les masses prolétaires indispensables pour organiser la révolution cultivent toujours une mémoire héroïque de la bataille pour la libération[381]. Protagonistes majeurs de la guerre – en tant que victimes principales des bombardements aériens et berceaux de la guérilla partisane - les quartiers populaires de la capitale ont conservé fièrement, dans la période républicaine, une hostilité bagarreuse envers toute expression droitière et autoritaire : alimentée durant les années 1950 par l'attitude brutalement répressive de la police lors des manifestations protestataires, cette tension antagoniste resurgit pleinement quand les groupes « noirs » commencent à attaquer les multiples mouvements de revendication socioéconomique (logement, travail, services publics…) qui émergent à Rome dans l'après-miracle[382]. Moyennant, du coup, un répertoire voué à « intimider

---

[377] Voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa,* cit., p. 240.

[378] À Turin les groupes néofascistes étaient numériquement insignifiants ; à Milan, les « noirs » étaient nombreux, mais ils agissaient principalement en régime de clandestinité : le seul secteur urbain qu'ils étaient arrivés à coloniser publiquement était la place « San Babila » (en plein centre-ville, tout près du « Duomo » et du théâtre « La Scala »), où les jeunes d'extrême droite avaient l'habitude de se retrouver. Voir : Nicola Rao, *Il sangue e la celtica,* cit*.,* pp. 219-233.

[379] Voir : Potere Operaio, *Le manifestazioni del 4/5/6 febbraio, il problema dei fascisti, una risposta militante al contrattacco padronale,* 14 fevrier 1971, in « Fondo Memorie di Carta », Stefano Lepri, d. 66, f. 2, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

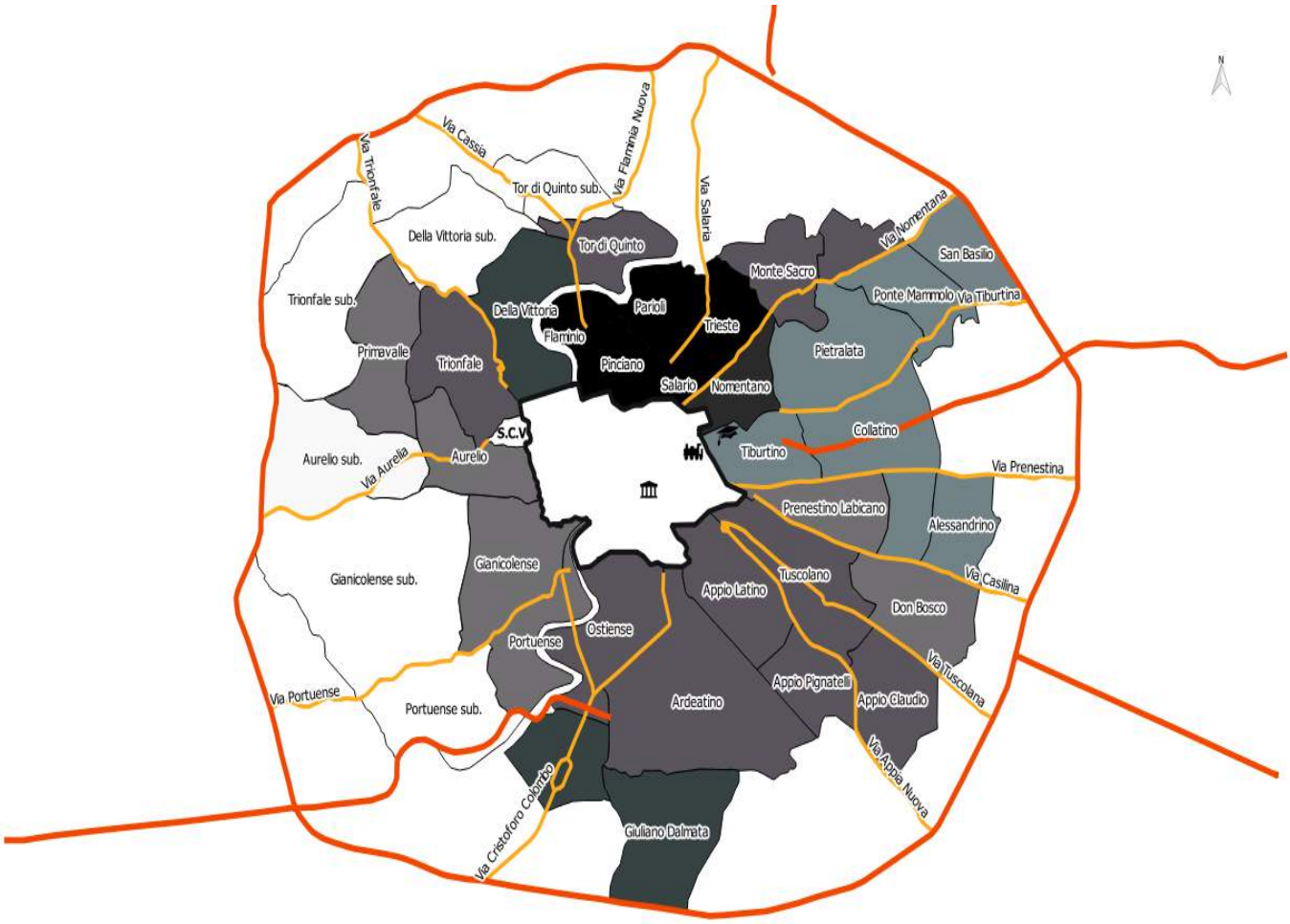
[380] Voir : Gabriele Ranzato, *Roma,* in Enzo Collotti et al. (dir.), *Dizionario della Resistenza. Storia e geografia della liberazione,* Torino, Einaudi, 2000, pp. 412-421.

[381] Voir : Comitato antimperialista antifascista, *Non ci sarà un'altra marcia su Roma, il fascismo non passerà!,* 4 fevrier 1971, in « Fondo Pubblica Sicurezza», Catégorie G : 1944-1986, d. 314, f. G. 5/12:110, Archives Centrales de l'État (Rome). Voir aussi : Alessandro Portelli, *Memoria e dimenticanza: dalla Liberzione ad oggi,* in IRSIFAR, *Roma tra fascismo e liberazione,* cit., pp. 19-33; Emiliana Camarda, *Pietralata: da campagna a isola di perfieria,* cit*.,* p. 68.

[382] Tous ces fronts de conflictualité sociale seront affrontés dans la partie 2 de ce travail.

et détruire les bandes fascistes », véritable « armée mercenaire au service des patrons », dans le cadre d'une opération de « nettoyage des quartiers »[383], le milieu extraparlementaire romain interpelle le cœur des « borgate », dont la majorité de la population se sent, de jour en jour, plus négligée par l'action légaliste du parti communiste. Ce dernier reste, en vérité, la force hégémonique dans la « ceinture » métropolitaine de Rome, au point de voir augmenter constamment son consensus électoral pendant la période en question. Mais l'interruption du travail d'alphabétisation sociale, survenu au tournant des années 1960, avait induit une mutation progressive de la relation entre le parti et les habitants des périphéries. En effet, la participation active à la vie des sections avait fondamentalement laissé la place à un rapport instrumental et pseudo-clientéliste, basé sur l'assistance syndicale et mutualiste que les organismes collatéraux du PCI (UNIA, UISP, mais aussi la CGIL) étaient en mesure d'offrir relativement aux problématiques locatives et professionnelles : la présence du parti dans les « borgate » s'était de ce fait transformée en une représentation indirecte de l'électorat populaire et de ses doléances[384].

[383] *Roma contro i fascisti,* "Potere Operaio del Lunedì", II, n. 26-38, 28 janvier 1973.
[384] Voir : Franco Ferrarotti, *Roma da capitale a periferia,* cit., p. 185 et s..

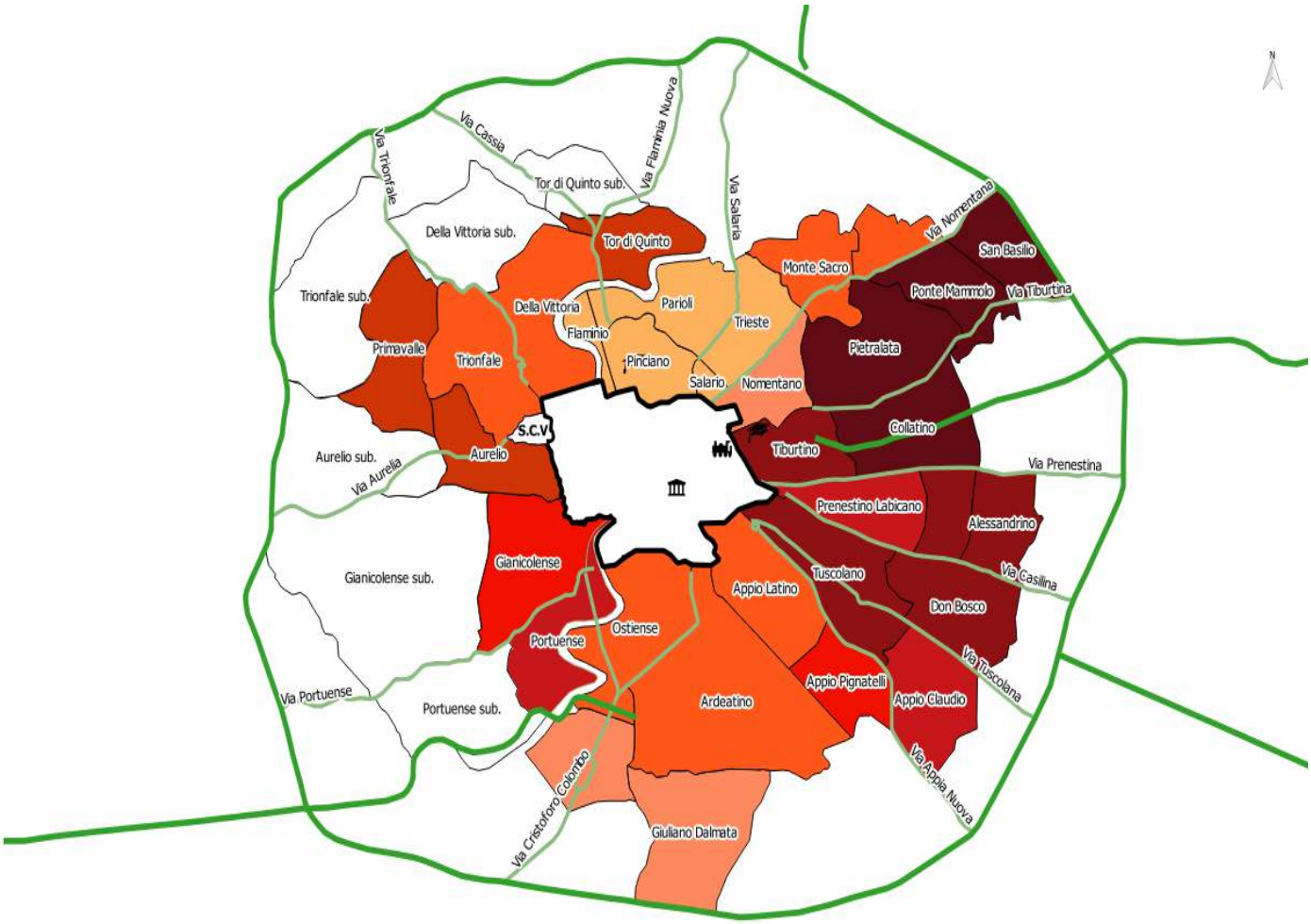


ÉLECTIONS POLITIQUES DE 1972

INCIDENCE TERRITORIALE DU « MSI »

[résultat agrégé du parti à Rome : 8,9%]

- en ligne avec la moyenne de la ville
- ≈ 5% au-dessus de la moyenne de la ville
- ≈ 10% au-dessus de la moyenne de la ville
- ≈ 15% au-dessus de la moyenne de la ville
- ≈ 20% au-dessus de la moyenne de la ville
- ≈ 25% au-dessus de la moyenne de la ville



ÉLECTIONS ADMINISTRATIVES DE 1972

INCIDENCE TERRITORIALE DU « PCI »

[résultat agrégé du parti : 27,1%]

- ≈ 15% au-dessous de la moyenne urbaine
- ≈ 10% au-dessous de la moyenne urbaine
- ≈ 5% au-dessous de la moyenne urbaine
- ≈ 10% au-dessus de la moyenne urbaine
- ≈ 15% au-dessus de la moyenne urbaine
- ≈ 20% au-dessus de la moyenne urbaine
- ≈ 25% au-dessus de la moyenne urbaine

élaboration de l'auteur à partir de données statistiques publiées sur la presse romaine de l'époque

D'autre part, la crise croissante du système de pouvoir démocrate-chrétien semble conforter cette stratégie utilitariste du parti communiste romain[385]. Incapable de répondre à la contestation sociale multiforme qui investit la capitale dans l'après-68, la coalition de « centre gauche » est sortie gravement minée du dernier mandat : au point qu'en vue du renouvellement du conseil communal, les « partis laïques » (socialistes, républicaines, sociaux-démocrates)[386] décident d'abandonner ce cartel politique, en laissant la DC sans la moindre marge de manœuvre. Dans l'impossibilité de rééditer l'alliance « clérico-fasciste », devenue désormais anachronique dans le cadre sécularisé de la société de consommation, isolé et affecté par les critiques[387], l'ancien leader centriste finit par essuyer une débâcle lors des élections administratives de 1971, qui se révèlent marquées par le vote de protestation : le MSI grimpe en effet de 9% à 16%, tandis que les communistes – la force majeure de l'opposition – se rapprochent à moins de 3 points de la majorité relative. Avec seulement 24 sièges sur 80, le nouveau maire démocrate-chrétien (Clelio Darida) est ainsi obligé de gouverner en régime de minorité, devant même démissionner deux fois (1972 et 1974) à cause des censures de ses multiples adversaires[388]. Tous les éléments paraissent donc propices pour faire finalement du PCI le guide de la nouvelle ère politique, une fois tournée la page démocrate-chrétienne sur le « Campidoglio »[389]. En effet au tournant de 1975, la position de Darida devient tellement faible, que pour la première fois, la DC accepte une participation – à caractère technique[390] - des communistes à l'administration de la capitale[391]. Il s'agit, bien évidemment, d'un tournant historique qui - en mettant un terme à la « quarantaine rouge » établie trente ans auparavant, à l'aube de la République – permet au PCI de couronner d'un premier succès sa propre ligne légaliste. Après des décennies de marginalisation et malgré une situation sociale en grave dégradation – qui sous la pression des révoltes de quartier, de la stagflation

---

[385] À ce propos, voir le numéro spécial que « Rinascita » consacre à la situation romaine, quelques jours avant les élections administratives de 1971. Voir : *Quale capitale per l'Italia ?,* "Rinascita", n.s. (Speciale elezioni/Roma), n. 19, 19 mai 1971.

[386] Les socialistes et les sociaux-démocrates avaient annulé leur fusion (PSU) au lendemain des élections politiques de 1968, en raison de mauvais résultats. Voir : Giovanni Sabbatucci, *Il trasformismo come sistema : saggio sulla storia politica dell'Italia unita,* Roma-Bari, Laterza, 2003, pp. 88-89

[387] Voir : Grazia Pagnotta, *Sindaci a Roma,* cit., pp. 63-64.

[388] L'attention de la presse communiste envers cette crise démocrate-chrétienne est naturellement énorme. Voir : *Scontri e manovre nel centrosinistra in piena crisi,* "L'Unità", 20 septembre 1974 ; *Un monocolore dc in un clima di marasma politico,* ivi, 27 novembre 1974.

[389] Ce souhait avait été publiquement exprimé à la veille des élections de 1971 par le haut dirigeant Pietro Ingrao. Voir : Pietro Ingrao, *Un'altra Roma per un altro Stato,* cit.

[390] Cet accord prévoit le soutien des communistes au sujet de certaines mesures liées notamment à la normalisation des habitats abusifs et à la promotion des activités industrielles.

[391] Voir : *Il PCI propone un'intesa istituzionale per superare lo scoglio del bilancio,* "L'Unità", 12 juillet 1975.

et du terrorisme prêterait facilement le flanc à des solutions droitières[392] - la propagande communiste peut se vanter d'avoir enfin brisé la dernière barrière qui encore protégeait le centre directionnel du système bourgeois[393].

ÉLECTIONS MUNICIPALES 1971		
RÉSULTATS	*SIÈGES*	*ADMINISTRATION*
Democrazia Cristiana (DC): 449'286 (28,32%)	24	**DC (à partir de 1974, soutien externe de tous les partis, à l'exclusion du MSI)**
Partito Comunista Italiano (PCI): 403'119 (25,41%)	21	
Movimento Sociale Italiano - Destra Nazionale (MSI-DN): 257'481 (16,23%)	13	
Partito Socialista Democratico Italiano (PSDI): 165'823 (10,45%)	8	Maire: **Clelio Darida (DC)**
Partito Socialista Italiano (PSI): 131'758 (8,30%)	7	
Partito Repubblicano Italiano (PRI): 66'608 (4,20%)	3	
Partito Liberale Italiano (PLI): 61'738 (3,89%)	3	
Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria (PSIUP): 21'813 (1,37%)	1	
Partito Democratico Italiano di Unità Monarchica (PDIUM): 17'849 (1,13%)		
Autres: 11'132 (0,70%)		

Au contraire, pour le « Mouvement » cet abandon de « l'opposition irresponsable » ne représente guère une victoire, mais plutôt un pas ultérieur - et probablement

[392] Voir : *Debellare il terrorismo e la violenza fascista,* "L'Unità", 24 avril 1975. L'involution du cadre social à Rome au tournant de 1975 est dramatiquement marquée par la mort du jeune Fabrizio Ceruso (assassiné le 8 septembre 1974 pendant des affrontements liés à la « lutte pour le logement » dans le quartier « San Basilio » : voir le chapitre 3 de ce travail) et par l'attentat contre le dissident chilien Bernardo Leighton (opéré le 6 octobre 1975 par des mercenaires « noirs » probablement associés au « Clan des Marseillais ». Voir : *Attentato a Roma. E' grave un leader del Cile in esilio,* "La Stampa", 7 octobre 1975).

[393] Voir : *La Capitale e i comunisti,* "L'Unità", 26 juin 1975.

irréversible - vers la cooptation du PCI dans les mécanismes de la social-démocratie néocapitaliste[394]. D'ailleurs, face à la dégradation croissante de conditions de vie dans les périphéries métropolitaines, les groupes d'extrême gauche ont beau jeu, dans la stigmatisation de la « voie italienne au socialisme » : en étiquetant l'attitude légaliste du PCI comme une forme de « révisionnisme » idéologique qui au lieu de garantir l'émancipation du prolétariat romain, finit pour se mettre au service de l'exploitation bourgeoise, le « Mouvement » arrive à canaliser une inquiétude latente de la « base » communiste romaine[395]. Une angoisse profonde que la formation extraparlementaire « Avanguardia Operaia » inscrit dans « la contradiction irrésoluble entre le mouvement de masse pour la lutte contre le système et la nécessité du PCI – en tant que parti réformiste – de devenir le « directeur responsable » de ce mouvement : une direction qui implique la possibilité de réprimer la lutte dans le cas où son évolution révolutionnaire pourrait mettre en question la « crédibilité démocratique » que le PCI a acquise auprès des classes moyennes et de la bourgeoisie en sa totalité »[396].

Du coup, en focalisant l'attention sur la dynamique territoriale de la gauche romaine dans l'après-68, il ressort nettement que les deux répertoires antagonistes de « l'antifascisme démocratique » et de « l'antifascisme militant » avancent parallèlement, atteignant simultanément leur apogée au milieu de la décennie 1970 : en effet, ce sont les mêmes « borgate » et les mêmes quartiers populaires qui d'un côté gonflent électoralement le PCI jusqu'à à légitimer ses ambitions gouvernementales, tout en transformant ce parti ultralégaliste en première force politique de la ville (34,8% des votes aux élections régionales de 1975)[397] ; et de l'autre s'offre comme le

---

[394] Dans le journal d'un groupuscule ultragauchiste actif dans la périphérie sudoriéntale de la ville, on pouvait lire que "*le PCI est dominé par la conviction de pouvoir transformer l'ordre capitaliste sans entrer en conflit avec les maitres de ce système. Finalement, cela signifie tromper la conscience ouvrière par l'illusion que le conflit insoluble entre le prolétariat et la bourgeoisie peut être endigué et résolu dans le cadre institutionnel de la démocratie bourgeoise, tout en prônant l'idée que l'élimination du conflit est en mesure de favoriser une vague et misérable conversion de la société au socialisme*", in Comitato politico Montespaccato, *Conquistiamo la rossa primavera*, n. 5, s.d., in « Fondo Memorie di Carta », Ferruccio Cesaretti, d. 69, f. 10, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[395] "*L'ennemi majeur de toutes les masses populaires d'Italie est le gouvernement de la Démocratie chrétienne : à savoir les gens comme Tambroni, Moro, Fanfani, Colombo et tous leurs alliés réformistes. Les gouvernements démocrate-chrétiens exploitent, volent et tuent les travailleurs au nom d'Agnelli, de Pirelli et de tous les capitalistes, tout en obtenant le support du parti révisionniste par excellence, le PCI.*", in Unione dei Comunisti Italiani – sezione di Roma*, La casa è un diritto per chi lavora!,* 11 novembre 1970, in « Fondo Memorie di Carta », Raoul Mordenti, d. 6, f. 16, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[396] Avanguardia Operaia, *Situazione politica a Roma e i nostri compiti* : *Conferenza di organizzazione nella sezione romana di AO,* juin 1975, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 78, f. 49, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[397] Voir : Gian Giacomo Fusco, *Ai margini di Roma capitale,* cit., p. 90. À cet essor électoral contribue aussi l'extension du droit de vote aux jeunes qui ont au moins 18 ans (auparavant, la limite était fixée à

quartier général d'une campagne armée à caractère subversif, qui commence sous forme de vandalisme aux dépens des sections du MSI et s'achève dans l'institutionnalisation de l'homicide volontaire contre les « noirs » (assassinat de l'étudiant néofasciste Mikis Mantakas, le 28 février 1975)[398]. Cela signifie que la simple possibilité de faire basculer à gauche le destin administratif de la capitale se révèle être insuffisant pour répondre à la rage et aux revendications qui s'étaient accumulées dans la « ceinture rouge » de Rome : l'impossibilité de résoudre sur la courte période les graves distorsions du système urbain, malgré la crise démocrate-chrétienne et l'affirmation sociopolitique du PCI, fait survivre au fond de la vie de la périphérie une exigence de rupture et de révolte qui trouve dans « l'antifascisme militant » une sorte de soupape de sécurité, à travers la canalisation de la haine contre des cibles proches et matérielles. Rien d'étonnant, de ce fait, que la course à la conquête politique du « Campidoglio » ait été accompagnée par une progression inexorable de la violence (de la première « jambisation » en 1972 au premier homicide intentionnel de 1975, en passant par le premier attentat aux résultats meurtriers réalisé en 1973)[399], et que ce parcours de radicalisation se soit produit principalement au sein de « l'antifascisme militant ».

X. *La dégradation de « l'antifascisme militant » comme premier vecteur de l'action subversive et l'achèvement de l'intégration institutionnelle du PCI (1976-1982)*

À la suite d'un confinement à l'opposition de presque trente ans, le 9 août 1976, le PCI arrive finalement à prendre en main le gouvernement de Rome : grâce à une performance électorale inégalée (35,5%, soit environ sept cent mille votes) et à une coalition avec le PSI et le PSDI, Giulio Carlo Argan devient le premier maire non démocrate-chrétien de la capitale[400]. La propagande communiste tente immédiatement de capitaliser ce succès local dans la plus grande compétition pour le gouvernement

---

21 ans) et qui sont principalement orientés à gauche. Voir : Patrizia Dogliani, *Storia dei giovani,* Milano, Bruno Mondadori, 2013, pp. 183-187.

[398] Voir les chapitres 5 et 6 de ce travail.

[399] Pour le rôle de ces épisodes dans le processus d'inscription de la violence politique à Rome, voir la partie 3 de ce travail

[400] Voir : *Giulio Carlo Argan sindaco di Roma: fase nuova nella vita della Capitale,* "L'Unità", 10 août 1976.

du pays : administrer une métropole si composite, problématique et singulière pendant la période la plus convulsée de l'histoire républicaine représente, en effet, un véritable banc d'essai pour montrer au pays entier la fiabilité démocratique et les capacités directionnelles du parti[401]. Du reste, comme pendant la transition de la monarchie à la république, l'importance, la spécificité et la taille de la *ville éternelle* se prêtent bien à faire de Rome un laboratoire de la dynamique nationale[402].

ÉLECTIONS MUNICIPALES 1976		
RÉSULTATS	*SIÈGES*	*ADMINISTRATION*
Partito Comunista Italiano (PCI): 676'207 (35,48%)	30	**PCI+PSI+PSDI**
- Democrazia Cristiana (DC): 630'922 (33,10%)	27	Maire: **Giulio Carlo Argan (PCI), Luigi Petroselli (PCI)**
- Movimento Sociale Italiano - Destra Nazionale (MSI-DN): 201'344 (10,56%)	8	
- Partito Socialista Italiano (PSI): 145'793 (7,65%)	6	
- Partito Repubblicano Italiano (PRI): 78'384 (4,11%)	3	
- Partito Socialista Democratico Italiano (PSDI): 70'211 (3,68%)	3	
- Partito Radicale (PR): 37'404 (1,98%)	1	
- Partito Liberale Italiano (PLI): 32'821 (1,72%)	1	
- Democrazia Proletaria (DP): 31'395 (1,65%)	1	
- Autres: 1'759 (0,09%)		

[401] Voir : *Le nuove giunte strumento per rispondere alle esigenze della capitale,* "L'Unità", 12 ocotbre 1976.

[402] Voir : *Il segno di un'Italia diversa,* "L'Unità", 10 aout 1976.

La conquête « rouge » du « Campidoglio » s'est réalisée, en effet, dans le cadre d'un respect intégriste des lois, tandis que la formation de la junte communale guidée par le maire Argan est passée par les canaux traditionnels des négociations et des accords politiciens : du coup, plus rien de subversif ni de liberticide ne semble pouvoir être encore attribué à un parti qui démontre avoir accepté pleinement l'esprit du système occidental[403]. En ce sens, le fait d'avoir trouvé une entente formelle avec les milieux socialistes et la capacité à obtenir une légitimation à gouverner de la part de la DC servent à concrétiser les propositions pluralistes et consensuelles que le nouveau leadership communiste a explicitées dès 1973[404]. Les conditions qui ont présidé à la victoire du PCI dans la capitale constituent, en fait, l'exemple le plus brillant[405] de ce que le secrétaire général Enrico Berlinguer définit comme *compromesso storico* (« compromis historique ») au sein du projet « eurocommuniste » : à savoir, un effort d'émancipation par rapport à la ligne soviétique, qui devrait d'abord déterminer une normalisation des relations politico-institutionnelles avec les autres forces populaires italiennes non marxistes – notamment les catholiques – et enfin éliminer définitivement l'*a priori anticommuniste* dans la constitution matérielle du pays[406].

---

[403] Sur le débat concernant l'intégration du parti communiste italien dans le système occidental, voir : Gaetano Scardocchia, *La questione comunista,* "La Stampa", 20 juin 1976.

[404] Voir : Giuseppe Vacca, *Tra compromesso e solidarietà,* Roma, Editori Riuniti, 1987 ; Paolo Ferrari, *In cammino verso Occidente. Berlinguer, il PCI e la comunità europea negli anni '70*, Bologna, Clueb, 2007.

[405] Grâce au résultat extraordinaire des élections municipales de 1975 et 1976, le PCI se retrouve en effet en situation d'administrer (directement ou en coalition avec les socialistes) les cinq villes majeures du pays : Rome, Milan, Turin, Naples et Genes. Dans ce cadre, la conquête de la capitale représente le fer de lance de cet exploit. Voir : *Il PCI avanza nelle province e nei comuni*, "L'Unità", 18 juin 1975.

[406] Avec la définition de *compromesso storico*, lancée pendant l'automne 1973 à travers une série d'articles sur « Rinascita », Enrico Berlinguer indique une évolution de la « voie italienne au socialisme » qui devrait porter à une légitimation réciproque, sur la base des valeurs antifascistes et progressistes de la constitution, entre les composantes majeures du système sociopolitique républicain : les catholiques, les socialistes et les communistes. D'après la vision du nouveau secrétaire du PCI, ce rapprochement vertueux devrait permettre de dépasser la *conventio ad excludendum* qui, en obligeant un tiers de la population à rester aux marges du gouvernement du pays dans une période si tourmentée comme l'après-68, expose la démocratie italienne à une dangereuse dérive autoritaire : en analysant les événements chiliens (où un coup d'État militariste et ultra-atlantiste avait mis un terme à la première expérience gouvernementale d'un parti communiste en Occident), Berlinguer affirme que sans une acceptation publique et une collaboration morale avec les autres forces populaires italiennes, le PCI n'aura jamais la possibilité d'arriver au pouvoir, même en cas de majorité absolue aux élections. Voir : Enrico Berlinguer, *Riflessioni dopo i fatti del Cile,* "Rinascita", n. 38-39-40, septembre-octobre 1973. Pour un regard historiographique, voir : Giuseppe Chiarante, *Con Togliatti e con Berlinguer. Dal tramonto del centrismo al compromesso storico, 1958-1975,* Roma, Carocci, 2007. La réalisation de ce parcours à caractère consociatif passe naturellement par une prise de distance à l'égard de l'Union soviétique, notamment pour ce qui est de la mise en question des équilibres de Yalta et de l'interprétation de la « démocratie bourgeoise » : en ce sens, à partir de 1975, le PCI participe avec ses homologues français, anglais et espagnols à l'élaboration d'une nouvelle ligne stratégique (« eurocommunisme ») qui voudrait redéfinir la poursuite du « socialisme réel » dans le cadre d'une pleine participation sociopolitique au système parlementaire des sociétés occidentales. Voir : Massimo Salvadori, *Eurocomunismo e socialismo sovietico : problemi attuali del PCI e del movimento operaio,* Torino, Einaudi, 1978.

Véritable carte de visite de la candidature du PCI au gouvernement national[407], la création de l'administration Argan impose toutefois une clarification immédiate et une prise de position ferme au sein du milieu « rouge » de la capitale : la coexistence ambigüe de l'engagement légaliste à côté de la pratique de « l'antifascisme militant », qui pourtant s'était révélée fondamentale pour diffuser en ville les idées de gauche dans l'après-68, n'est plus soutenable. Jusqu'à ce moment en effet, des raisons d'ordre tactique avaient porté le parti à tolérer, dans les faits, la montée des épisodes de désobéissance civile et des offensives contre les « noirs », nonobstant la stigmatisation formelle et médiatique de ces actes. Au bout du compte, l'exercice de ces répertoires hétérodoxes servait à contrer la pénétration de l'extrême droite dans les périphéries populaires, où les communistes obtenaient le gros de leurs votes. En même temps, un certain degré de collusion entre la « base » militante des « borgate » et le « Mouvement », permettait au PCI de maintenir des contacts souterrains avec ces milieux dissidents. Cependant, comme l'a bien remarqué Ermanno Taviani, la transition de « l'opposition irresponsable » à l'aire du pouvoir institutionnel avait fait dissoudre cette zone grise, en rendant politiquement inacceptable toute manifestation de violence. Pour un PCI devenu partie intégrante du système, la perturbation de l'activité administrative et de l'ordre public perdait alors toute valeur instrumentale et n'était plus qu'une dangereuse entrave à l'avancée d'une « voie italienne au socialisme » arrivée à quelques pas de son but final[408]. Au tournant de 1976, les communistes romains commencent alors à circonscrire leur espace vital : la contigüité résiduelle avec le monde extraparlementaire est brutalement étouffée, moyennant un durcissement du contrôle disciplinaire sur les sections de quartier et notamment une redéfinition des limites et des cibles de « l'antifascisme démocratique »[409]. Cela

[407] La formation d'une administration « rouge » dans la capitale (9 août 1976) joue un rôle symbolique fondamental pour les ambitions du PCI : en fait, juste une semaine auparavant (29 juillet 1976), le parti communiste avait brisé un des plus grands tabous de la tradition républicaine, en acceptant de soutenir de l'extérieur le nouveau gouvernement national présidé par le démocrate-chrétien Giulio Andreotti (resté dans l'histoire comme « gouvernement de la solidarité nationale »). L'activation de cet accord informel avait été signalée le 5 juillet 1976, par la désignation inédite d'un communiste, Pietro Ingrao, à la Présidence de la Chambre des députés. Voir : Giovanni Trovati, *Compromesso strisciante tra la dc e i comunisti ?,* "La Stampa", 18 juin; *Aperta con un significativo atto unitario la settima legislatura: il compagno Ingrao presidente della Camera,* "L'Unità", 6 juillet 1976; *Iniziativa e impegno sui problemi del Paese nella nuova e più avanzata fase politica: Berlinguer alla Camera sul governo monocolore e sul significato dell'astensione del PCI,* ivi, 11 août 1976.

[408] Ermanno Taviani, *PCI, estremismo di sinistra e terrorismo,* in Gabriele De Rosa et Giancarlo Monina (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta: sistema politico e istituzioni,* cit., p. 257 et s.

[409] Voir : *Crisi (e pericolosità) dell'estremismo. L'escalation avventurista del gruppo "Lotta Continua",* "L'Unità", 22 fevriér 1976 ; *Incontro con Bufalini all'università di Roma sulle prospettive indicate dai comunisti,* ivi, 8 juin 1976.

signifie que pour s'adapter à la nouvelle condition politique, le PCI remodèle les catégories « d'allié » et « d'adversaire » propre à ce paradigme. Il arrive par conséquent qu'en raison de ses récentes ouvertures progressistes – qui l'ont portée, après les désastres de l'*annus horribilis* 1974, à rejeter toute compromission avec l'extrême droite et à instaurer un dialogue constructif avec les forces de gauche[410] – la DC cesse d'être considérée comme l'expression du totalitarisme moderne et est réhabilitée dans le rôle de « cotuteur de la République » contre les menaces apportées par la subversion armée[411]. Au contraire, dans l'imaginaire communiste l'usage croissant de la violence[412] fait basculer le « Mouvement » dans la sphère des « ennemis de l'État », où résident depuis toujours les extrémistes « noirs »[413]. C'est justement à partir de 1976-1977, à savoir dès le commencement de la période la plus conflictuelle de l'histoire républicaine (les « années de plomb »), que la rhétorique du PCI commence à réunir sous le même attribut méprisant de « fascisme squadriste » autant les formations d'ultradroite que celles d'ultragauche[414].

On peut noter finalement que l'achèvement du long parcours d'intégration politico-institutionnel poursuivi par le parti communiste depuis la fin de la guerre mondiale a déterminé une contre-offensive idéologique et propagandiste à l'égard des franges radicales néomarxistes. Si au lendemain de la vague soixante-huitarde, c'est le « Mouvement » qui se forge une identité originale à travers la démystification de « l'antifascisme démocratique » et la promotion d'un répertoire concurrent tel que

---

[410] Pour la « Démocratie chrétienne », 1974 représente, en effet, une année terrible : l'économie est entrée dans une spirale gravissime de stagflation (infliction : +20% ; PIB : -2,2%) ; le terrorisme « noir » a touché son apogée avec les massacres de « Place della Loggia » à Brescia (8 morts) et du train « Italicus » (12 morts) ; le referendum populaire sur l'abrogation du divorce dans le droit italien est largement gagné par le front progressiste et anticatholique du « non » (59,3% des votes). Pour réagir à cette crise multiforme, qui témoigne de la nécessité de réformes structurelles, la DC modifie en profondeur sa propre stratégie, en coupant drastiquement les rapports avec la droite réactionnaire et en tournant le regard vers les forces progressistes du spectre politique. Voir : Guido Crainz, *Il Paese mancato*, cit., pp. 481-505.

[411] Voir : *Documento della direzione del PCI dopo i gravi fatti dell'Università di Roma: unità e iniziativa di massa contro lo squadrismo, per rinsaldare il legame fra giovani e democrazia*, "L'Unità", 20 février 1977; *Unità di popolo per sventare le minacce eversive,* ivi, 29 juin 1977. Sur la redéfinition de "l'antifascisme démocratique" comme espace d'entente entre la DC et le PCI, voir : Andrea Rapini, *Antifascismo e cittadinanza repubblicana. Giovani, identità e memorie nell'Italia repubblicana,* Bologna, Bononia, 2005, pp. 195-199.

[412] Comme le décriront bien les chapitres 6 et 7 de ce travail, autour de 1977 la violence politique "rouge" fait un bond en avant, en raison, notamment, de la radicalisation expérimentée par les « Brigades Rouges » (leur premier homicide politique prémédité est réalisé le 8 juin 1976) et par les ailes extrêmes du « Mouvement », qui mettront en place une véritable campagne d'insurrections urbaines pendant l'hiver-printemps 1977.

[413] Voir : Marica Tolomelli, *Italia anni '70 : nemico di Stato vs. Stato nemico* "Storicamente", 2005, n. 9, disponibile sur : 10.1473/stor376.

[414] Voir : Sergio Criscuoli, *Per lunghe ore il centro è rimasto sconvolto dagli scontri scatenati da bande squadriste,* "L'Unità", 6 mars 1977.

« l'antifascisme militant », pendant les « années de plomb » c'est le PCI qui passe à l'attaque en détournant la signification de l'insulte « fasciste » jusqu'à inclure la figure du militant extraparlementaire « rouge », dans le but de réduire la présomption révolutionnaire de ce dernier à une simple violence criminelle. Comme l'affirme un éditorial de « L'Unità », cette relance de « l'antifascisme démocratique » passe par la constatation que désormais les groupes ultragauchistes « déploient une action parallèle et simultanée à celle des fascistes. Il ne s'agit pas de deux réalités opposées : au contraire, c'est une logique commune qui les pousse, à savoir la haine contre les institutions démocratiques et la volonté de subvertir la République à travers le terrorisme et la guérilla. […] La condamnation de la part du mouvement ouvrier et de toute la jeunesse démocratique et antifasciste est manifeste, explicite, déclarée. […] Il est impératif d'empêcher que Rome devienne le théâtre de virées sanglantes opérées par ceux qui veulent à tout prix bloquer ou détourner la difficile lutte pour la renaissance du pays. Comme toujours la défense de la démocratie est confiée à la vigilance unitaire, à la fermeté de ceux […] qui veulent faire avancer la République sur le chemin du progrès civil »[415].

Incroyablement efficace sur le plan de l'opinion publique, le succès de cette campagne du PCI ne peut pas, cependant, être attribuée uniquement à l'habilité propagandiste du parti et à la croissance de la peur collective face à l'explosion de la violence politique en ville et dans le pays : en fait, la crise soudaine de « l'antifascisme militant » relève aussi et surtout d'un plus large processus d'après-miracle qui, au milieu des années 1970, conduit à une certaine uniformisation des comportements et des habitudes sociales[416]. Il s'agit d'un phénomène anthropologique et culturel très puissant qui affecte même les extrêmes du spectre politique, en produisant un court-circuit au sein du système traditionnel de codes et de représentations réglant l'affrontement entre les « rouges » et les « noirs ». Encore une fois, comme pendant le *boom économique*, le premier à saisir ces transformations structurelles profondes et à leur donner une visibilité médiatique est Pier Paolo Pasolini, lequel à travers une série d'éditoriaux sur le « Corriere della Sera » (10 juin 1974 - 1er février 1975) inaugure une polémique provocatrice[417] autour de la solution de continuité qui serait intervenue

[415] *Nemici della Repubblica,* "L'Unità", 3 février 1977.

[416] Voir : Nicola Tranfaglia (dir.), *Crisi sociale e mutamento dei valori: l'Italia negli anni sessanta e settanta,* Torino, Tirrenia, 1989.

[417] Pour les réactions incandescentes aux provocations de Pasolini, voir : Maurizio Ferrara, *I pasticci dell'esteta : politica e società secondo Pasolini*, "L'Unità", 12 juin 1974 ; Walter Siti e Silvia De Laude, *Pier Paolo Pasolini: Saggi sulla politica e sulla società*, Milano, Mondadori, 1999, pp. 1763-1765.

« il y a encore une dizaine d'années : quand le régime démocrate-chrétien était encore la pure et simple continuité du régime fasciste »[418] :

> Le contexte social est changé : il s'est uniformisé. Une seule matrice génère tous les Italiens, désormais. Du coup, il n'y a plus aucune différence remarquable […] entre un italien fasciste et un antifasciste. Ils sont culturellement, psychologiquement et – ce qui est encore plus impressionnant – physiquement interchangeables. Dans le comportement quotidien, dans l'expression, dans l'aspect il n'y a plus rien qui distingue […] un fasciste d'un antifasciste. […] Cela vaut pour les fascistes et les antifascistes communs. Pour les extrémistes, l'uniformisation est encore plus intense[419].

Dans le cadre de cette désintégration des attributs de reconnaissance publique, c'est notamment l'image du militant de droite qui voit inexorablement s'évanouir ses marques distinctives au fur et à mesure que la sécularisation et l'hédonisme viennent remplacer la tradition clérico-patriarcale :

> Aujourd'hui, on pourrait […] parler pendant des heures avec un jeune fasciste « dynamiteur » sans se rendre compte de sa foi politique. Alors que seulement dix ans auparavant, il aurait suffi un mot, juste un regard, pour le distinguer et le reconnaitre. Ces derniers dix ans d'histoire italienne - qui ont conduit les italiens à voter pour le « non » lors du referendum - ont généré aussi […] ces fascistes nouveaux dont la culture est identique à celle de ceux qui ont voté « non » au referendum[420].

Au tournant de 1976, la mouvance « noire » de Rome est effectivement en proie à de puissantes convulsions identitaires qui semblent remodeler la physionomie de l'extrême droite avec les traits du « Mouvement »[421] : les grandes organisations extraparlementaires (ON et AN), une fois épuisée la protection occulte de la « stratégie de la tension », ont disparu sous les coups de la répression judiciaire[422], tandis que la

---

[418] Pier Paolo Pasolini, *Il vuoto del potere in Italia,* "Corriere della Sera", 1er fèvrier 1975.
[419] Id., *Gli italiani non sono più quelli,* "Corriere della Sera", 10 juin 1974.
[420] *Ibidem*
[421] Voir : Giovanni Tassani, *Vista da sinistra. Ricognizioni sulla nuova destra,* Firenze, Arnaud, 1986.
[422] Les opérations hétérodoxes de la « stratégie de la tension » se terminent au début de 1975, quand les grandes transformations internationales et nationales (de la chute des derniers régimes autoritaires en Europe occidentale à l'inauguration du *compromesso storico*) ont rendu non plus fonctionnel et soutenable ce répertoire. Avec cette interruption, les organismes néofascistes qui s'étaient lourdement impliqués dans la croisade anticommuniste perdent d'emblée le soutien et la protection occulte qui avait, jusque-là, garanti une immunité *de facto* : abandonnés par les réseaux atlantistes et par les couches

philosophie ultraditionnaliste et rétrograde d'un MSI en grave hémorragie électorale[423] est devenue désormais antithétique avec les attentes de la jeunesse néofasciste. Privés de tout point de référence (le gros des dirigeants extrémistes est parti en cavale pour échapper à l'arrestation) et persuadés que l'adhésion à l'atlantisme a représenté une aberration inacceptable par rapport aux idéaux « mussoliniens », ces nouvelles générations « noires » filles de la modernité consumériste s'engagent alors dans la recherche d'un néofascisme adapté aux temps[424] : tout d'abord, ils coupent les rapports de dépendance avec le parti et de déférence envers les forces de l'ordre, moyennant des formes retentissantes de contestation semblables à celles exprimées par le « Mouvement » aux dépens du PCI et de l'État[425] ; en deuxième lieu, ils s'émancipent des pulsions maccartistes et du mythe de « la loi et de l'ordre » afin de restructurer la stratégie d'action sur le modèle anticonformiste de la « troisième voie » et de la « révolution nationale populaire »[426] ; enfin, ils s'approprient une série de thématiques et de répertoires de la « koinè rouge » - telles que la recherche du bonheur, l'écologisme, le communautarisme, les radios libres, la défense des couches inférieures de la société, la lutte contre le clientélisme et la corruption, l'anti-impérialisme – dans le but de créer une alternative au néomarxisme pour la résolution définitive des « plaies de la République » et pour l'élimination de l'exploitation capitaliste[427]. Comme le note le jeune journaliste Stenio Solinas, proche de cette nouvelle vague néofasciste[428], il s'agit d'une « jeunesse décidément révolutionnaire, qui se trouve mal à l'aise avec le binôme ordre-légalité ; qui en veut plus au système

---

maccartistes du système politique italien, les groupes « noirs » se retrouvent ainsi à la merci de la magistrature, qui n'hésite pas à les dissoudre sous l'accusation de « reconstitution du parti fasciste ». Voir : *Ordine nero e Ordine nuovo alla sbarra,* "La Stampa", 22 avril 1976 ; *Condannati 31 squadristi di « Avanguardia Nazionale »,* "L'Unità", 6 aout 1976.

[423] Au niveau municipal, le MSI passe de 16,2% (257 000 votes) de 1971 à 10,5% (201 000 votes) de 1976, en descendant à 8,6% (148 000 votes) en 1981.

[424] Voir : Nicola Rao, *Il sangue e la celtica,* cit., p. 383 et s.

[425] Voir : Nicola Rao, *Il Piombo e la celtica,* cit., pp. 62-65. Pour une reconstruction détaillée, voir la partie 3 de ce travail.

[426] Les jeunes néofascistes romains se réorganisent autour des instances plus subversives, éclectiques et modernistes que la galaxie « noire » avait exprimé pendant l'après-guerre : le nazi-maoïsme (le groupe « Lotta di Popolo » s'était autodissout en 1973, mais une partie de ses militants s'était réunie sous le sigle « Lotta Popolare » déjà en 1975) et la lutte spiritualiste contre les « impérialismes matérialistes » (américain et soviétique). Voir : Nicola Rao, *La fiamma e la celtica,* cit., pp. 267-270.

[427] Une énorme influence sur cette « nouvelle droite » est exercée par la doctrine de la « désintégration du système », élaborée par Franco Freda en 1969 qui préconise une alliance tactique entre l'extrémisme « noir » et l'extrémisme « rouge » pour abattre l'État bourgeois et faire ainsi triompher la révolution populaire. Voir : Franco Freda, *La disintegrazione del sistema,* Padova, Ar, 1969.

[428] Les formations majeures de cette "nouvelle droite" sont : « Costruiamo l'Azione » (Cl'A), « Terza Posizione » (TP) et les « Nuclei Armati Rivoluzionari » (NAR). Voir : Giovanni Tassani et al. (dir.), *Al di là della destra e della sinistra. Atti del convegno "Costanti ed evoluzioni di un patrimonio culturale",* Roma, LEDE, 1982 ; Marco Revelli, *I nuovi proscritti: appunti su alcuni temi culturali della Nuova Destra*, «Rivista di Storia contemporanea», n. 1, janvier 1983.

qu'au communisme ; qui rêve de faire un nettoyage général […]. Ce sont des gens qui suivent l'enseignement de Codreanu et d'Evola, à savoir les codes d'honneur anciens et le gout de l'intransigeance ; il s'agit de gens qui estiment Drieu La Rochelle en raison d'un suicide perpétré pour honorer une *signature* et Pound pour la capacité de mépriser le monde à travers le silence »[429]. Bien évidemment, cette évolution radicale de l'extrême droite romaine - qui arrive à mettre en question certaines valeurs emblématiques du monde « noir », tout en adoptant les consignes majeures de la pensée de gauche – déstabilise fortement un paradigme fondé sur un schéma cognitif dichotomique, monolithique et immuable, comme « l'antifascisme militant ».

D'autre part autour de 1976, indépendamment de ces pressions de l'extérieur - la contre-offensive de la propagande communiste et la reconfiguration identitaire de l'extrême droite - ce répertoire radical est déjà dans une grave impasse « intestine »[430]. Les mêmes milieux qui avaient propulsé la naissance de « l'antifascisme militant » – notamment les groupes « Lotta Continua » et « Avanguardia Operaia » - se sentent désormais menacés et désorientés par l'intensification des épisodes sanglants, qui semblent s'autoalimenter en perdant tout contact avec la dynamique du système néocapitaliste[431]. Aux yeux de ces formations, une telle radicalisation de la violence antifasciste risque de précipiter tout le « Mouvement » dans une spirale de terrorisme aveugle et sectaire, juste quand les conditions structurelles de la domination bourgeoise sont devenues moins oppressives et réactionnaires[432]. L'attitude outrancière qui avait servi à résister à l'avancée socioélectorale de l'extrême droite, ainsi qu'à contraster les projets putschistes de la « stratégie de la tension » au lendemain de « l'Autunno Caldo », ne se justifierait plus dans le cadre du *compromesso storico*. En raison de cette mutation historique, la pratique de « l'antifascisme militant » devrait, en revanche, aller dans le sens du « glissement à gauche » du corps

---

[429] Stenio Solinas, *Dove va la destra giovane*, "Roma", 21 juin 1977. Voir aussi : Giano Accame, *Fascismo immenso e rosso,* Roma, Settimo Sigillo, 1990.

[430] Les actions contre les « noirs » avaient atteint l'acmé au milieu des années 1970, en franchissant les seuils de l'assaut armé et de l'homicide volontaire : à la suite des massacres de Brescia (28 mai 1974) et du train « Italicus » (4 août 1974), qui avaient provoqué un émoi profond dans la société italienne, la « chasse » aux néofascistes explose à Rome dans une campagne de raids armés contre les sièges et les propriétés des militants « noirs ». En décembre 1974, cette pratique expérimente un bond en avant, lors un meeting du MSI dans le quartier « Monteverde » est interrompu par une véritable invasion paramilitaire « rouge », qui provoque une fusillade avec les néofascistes et les forces de l'ordre. Le 28 février 1975, deux extrémistes de gauche tuent le militant « noir » Mikis Mantakas pendant des affrontements de rue. Voir les chapitres 5, 6 et 7 de ce travail.

[431] Voir : Anna Bravo, *Noi e la violenza. Trent'anni per pensarci,* "Genesis", III, n. 1, 2004, pp. 17-56.

[432] Voir : *Antifascismo e lotta di classe,* "Quaderni di Unità proletaria", 1974.

social[433] et profiter de la nouvelle ambiance politique (nationale et internationale)[434] pour promouvoir, une fois pour toutes, l'épuration de la mouvance « noire ». En ce sens, l'entrée du PCI dans le processus gouvernemental, au sein d'une plus vaste mobilisation populaire à caractère progressiste, représenterait une opportunité unique pour tenter de transformer un aspect sectoriel, tel que la neutralisation « pragmatique » des néofascistes, dans un résultat systémique, comme la mise hors loi définitive du MSI et de tout ce qui gravite à sa droite[435].

À cette première forme de mise en question – basée sur la nécessité de bloquer l'escalade de la violence pour trouver finalement un débouché institutionnel à la bataille antifasciste – s'ajoute la critique incendiaire apportée par le *parti armé* naissant : d'après les groupes clandestins qui le composent, « l'antifascisme militant » ne serait plus fonctionnel au développement du projet révolutionnaire néomarxiste. Bien qu'initialement décisif pour faire grandir les instances antiétatiques dans le cadre de la lutte à la « stratégie de la tension », ce répertoire aurait fini par dégénérer, en devenant un facteur de régression : en détournant la totalité des ressources offensives dans une bataille périphérique contre les prétoriens et les mercenaires du système, « l'antifascisme militant » comporterait en effet un gaspillage du potentiel subversif du « Mouvement », qui finalement se révélerait incapable d'affecter le « cœur » de l'appareil néocapitaliste, incarné par les forces de l'ordre et par la « Démocratie chrétienne ». Comme l'affirment les « Brigades rouges » en 1975

> c'est la DC qu'il faut combattre et vaincre, car elle est […] le parti organique de la bourgeoisie, de la classe dominante […] le centre politique et organisationnel de la réaction et du terrorisme. C'est le moteur de la contre-révolution global et de la forme du fascisme moderne : le fascisme impérialiste. […] Le problème des avant-gardes

[433] « Glissement » témoigné par la croissance électorale du PCI, par la régression simultanée du MSI et par la victoire du « non » lors du referendum sur l'abrogation du divorce.

[434] En particulier, la « révolution des œillets » au Portugal (25 avril 1974), la chute de la « dictature des colonels » en Grèce (24 juillet 1974), les changements dans la politique étrangère des États-Unis causés par la démission de Richard Nixon (8 aout 1974), la normalisation des rapports entre les pays de l'Europe occidentale et l'URSS (« Accords d'Helsinki », 1er aout 1975) et l'entrée du PCI dans l'aire gouvernementale italienne (10 août 1976).

[435] Voir : *Appello unitario di Avanguardia operaia, Pdup e Lotta Continua per il Msi fuorilegge, contro il fermo di polizia e le crociate democristiane: le tre organizzazioni invitano a mobilitarsi contro i fascisti,* "Quotidiano dei lavoratori", 25 janvier 1975. Voir aussi : Ferruccio Parri, *Che cosa significa finirla con il fascismo,* "L'Astrolabio", 31 mai 1974.

> révolutionnaire est justement d'arriver à comprendre ce système, tout en frappant ses liaisons, ses collusions et ses projets[436].

De plus, outre à manquer complètement le « véritable » ennemi, la pratique de « l'antifascisme militant » serait hautement contre-productive sur le plan de la propagande de masse, puisque son exercice offrirait des prétextes formidables pour l'affirmation publique du *compromesso storico* : se mélanger avec « l'écume noire » dans un combat de rue fait perdre de vue la cible réelle de l'action subversive (l'État) et finit pour conforter l'image d'une république innocente assiégée par une horde d'extrémistes criminels dans laquelle resterait accrochée aussi la figure du « Mouvement »[437]. Cette erreur stratégique permettrait du coup à la DC et au PCI de ressasser leur hégémonie sur les classes populaires, moyennant la répulsion naturelle que la « violence squadriste » engendre dans le gros de la société, pour se présenter enfin comme les défenseurs de la liberté démocratique.

> Il ne faut jamais se faire tromper par les professions de foi « démocratique et antifasciste » […], car il s'agit d'un escamotage tactique voué à maintenir en vie une fausse dialectique entre « fascisme » et « antifascisme », qui permet à la DC d'engouffrer des votes en faisant croire que contre le péril « fasciste » vaille mieux une « démocratie réformée » (à savoir l'État impérialiste). […] La fonction du PCI est donc celle d'intégrer dans le « système démocratique » toutes les instances antagonistes du prolétariat, en les désamorçant à travers le réformisme. […] Et c'est cette ligne qui, en congelant les forces prolétaires, retarde et entrave la prise de conscience générale de la nécessité de la guerre, juste quand la situation est devenue extrêmement favorable pour les forces révolutionnaires[438].

---

[436] Brigate Rosse, *Comunicato dell'assalto alla sede di Iniziativa Democratica,* 15 mai 1975. Disponible sur : http://www.bibliotecamarxista.org/brigate%20rosse/1975/ass%20iniz%20dem.htm.

[437] "*La désertion du marxisme et du léninisme […] est […] de faire ressortir la contradiction fondamentale sous forme de contradiction entre « démocratiques » et « antidémocratiques » : parmi les premiers il y a tous ceux qui opèrent au sein de l'aire constitutionnelle, tous les autres – peu importe si fascistes, révolutionnaires ou ouvriers […] – étant confinés dans le second groupe*", in Brigate Rosse, *Risoluzione Strategica - aprile 1975,* 1975, disponible sur : http://www.bibliotecamarxista.org/brigate%20rosse/1975/ds%2075.htm.

[438] *Ibidem*

Du coup, surclassé en termes d'image publique par la relance de « l'antifascisme démocratique » dans le cadre de la « solidarité nationale »[439] ; désamorcé dans ses fondamentaux interprétatifs par les mutations et les fractures de la mouvance « noire » ; rejeté par les notables vieux (les groupes extraparlementaires) et nouveaux (le *parti armé*) de la scène ultragauchiste pour des raisons d'opportunité politique ou d'inefficacité subversive, le paradigme de « l'antifascisme militant » finit par perdre sa centralité dans le développement du projet révolutionnaire « rouge ». L'action combinée de tous ces facteurs induit, en effet, une évolution de la figure de l'extrême droite dans l'imaginaire ultragauchiste de la capitale : comme il ressort des documents de l'«Autonomia operaia organizzata »[440] - la composante qui devient hégémonique pendant la seconde moitié de la décennie 1970[441] - les « noirs » sont donc privés du rôle de « troupe putschiste » participant à la « stratégie de la tension », pour être transformés en simples francs-tireurs laissés sur le chemin du « Mouvement » par un système néocapitaliste en cours de restructuration.

> Les masses, les nouvelles générations ont démontré être capables de repérer le fascisme. Certainement pas où ils veulent le montrer, mais surtout ailleurs : dans la police, dans toutes les structures des appareils étatiques, dans le réformisme, dans le terrorisme de la social-démocratie et des multinationales[442].

Cela ne signifie pas que le néofascisme cesse d'incarner une menace pour la sécurité des militants « rouges », ainsi qu'une source d'interférence dans la construction d'un contre-pouvoir armé, mais plutôt que la priorité de l'action subversive passe de la bataille contre les armées « noires » à la lutte contre la DC et les institutions républicaines. En ce sens, les offensives contre l'extrême droite ne représentent plus l'avant-poste de la révolution naissante, tout en restant pourtant fondamentales pour maintenir dégagée sa voie.

> Nous savons très bien que les fascistes ne sont pas un problème isolé et que leur argent et leurs protections viennent des gouvernements et des

---

[439] Voir : Arturi Gismondi, *Alle soglie della potere: storia e cronaca della solidarietà nazionale, 1976-1979,* Milano, SugarCo, 1986; Gianpasquale Santomassimo, *La memoria pubblica dell'antifascismo,* in Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta,* cit., pp. 164-171.

[440] Voir : Comitati autonomi operai di Roma (dir.), *Autonomia operaia,* Roma, Savelli, 1976.

[441] Voir les prochains chapitres de ce travail.

[442] *Le giornate d'aprile, "*Rosso contro la repressione", n. 15, mars-avril 1975.

> capitalistes démocrates-chrétiens : on ne peut pas parler des fascistes sans penser au Sid [services secrets italiens, ndr], à la police, à la magistrature. Les fascistes ne sont qu'une des armes utilisées par le système pour attaquer les luttes et les organisations du prolétariat[443].

Pendant cette période, « l'antifascisme militant » voit changer alors son statut et sa fonction, sans pour autant réduire la virulence et la radicalité de ses attaques : la violence contre les néofascistes romains s'abaisse, en effet, au rang d'instrument opérationnel pour le contrôle du territoire, à l'intérieur d'une plus vaste dynamique antagoniste orientée à l'affrontement avec l'État. Comme le montreront les chapitres suivants, le déploiement des « années de plomb » (1975-1982) à Rome se réalisera justement le long de cette double dimension idéologico-politique, qui fournira la légitimation morale pour l'exercice et le développement de la lutte armée : une longue série d'attentats et de représailles - souvent meurtriers - contre les représentants de l'extrême droite, justifiés comme opérations d'arrière-garde indispensables pour préserver les espaces opérationnels de la « révolution ». Une révolution qui, pour sa part, doit avancer à travers une progression d'actes subversifs (de l'homicide politique à l'insurrection) visant le pouvoir en place, constitué par le « compromis historique » entre la DC et le parti communiste[444].

---

[443] *Dopo i fatti, le indicazioni,* "Rivolta di classe", février 1975.

[444] Le PCI continue à soutenir le gouvernement national démocrate-chrétien jusqu'en 1979 ; tandis qu'au niveau municipal de Rome, le parti communiste arrive à maintenir le contrôle de la Mairie, en gagnant aussi les élections de 1981 avec 36% des voix.

2ème Partie

La radicalisation des antagonismes urbains dans l'après-boom économique

Chapitre 3

Les réactions à la « métropolisation » sauvage de Rome : l'auto-organisation de quartier et la « lutte pour le logement »

Le tableau qu'on vient de dresser a permis de mettre en exergue les fondamentaux conflictuels de la société romaine d'après-guerre. La reconstruction historique des différents facteurs de division (question industrielle, statut identitaire de la capitale, influence du Vatican, polarisation extrême du spectre politique, persistance d'une activité néofasciste, hypertrophie de la ville et dégradation des conditions de vie, territorialisation des inégalités sociales) a d'abord fait ressortir un système urbain fracturé par deux clivages majeurs, d'ordre urbanistique et idéologique. Ensuite, l'analyse des dynamiques sociopolitiques a montré le rôle décisif du PCI – notamment pendant les deux premières décennies républicaines - dans l'agrégation des multiples instances d'opposition au pouvoir démocrate-chrétien en place. Enfin, on a vu comment ces répertoires de protestation – à caractère légaliste et réformiste - proposés par le parti communiste romain, ont été mis en question à partir des années 1960 par les pratiques de l'ultragauche naissante, vouées au contraire à transformer toute contestation urbaine en situation subversive. En définitive, la première partie de cette recherche a repéré dans la spécificité historique de la ville, les variables et les interactions qui ont créé un terrain favorable pour l'inscription de la violence politique dans la réalité romaine.

Cependant, la compréhension du processus de radicalisation post-soixante-huitarde qui porte au déploiement de la « stratégie de la tension » et à l'explosion des « années de plomb » dans la capitale, resterait très partielle sans la prise en compte des bouleversements engendrés par le « boom économique ». En fait, ce sont les grandes transformations structurelles[1] liées à l'essor national de 1958-1963 qui conduisent une société déjà traditionnellement inquiète vers son point de rupture : du fait d'une modernisation fondamentalement brutale et dérégulée, le tissu romain n'arrive pas, en effet, à harmoniser les nouveaux besoins propres à la société de consommation, avec

[1] Voir : Camera di commercio industria e agricoltura, *Lineamenti economici e prospettive di sviluppo della provincia di Roma,* Roma, s.e., 1964 ; Camera di commercio industria artigianato e agricoltura di Roma, *Economia Romana,* Roma, Pinto, 1970.

un système de pouvoir économico-politique qui reste autoritaire et arriéré[2]. Cela signifie que l'émergence d'exigences nouvelles en matière de logement, de scolarisation, de politisation, de loisirs et d'activité professionnelle finit par aggraver le niveau de la conflictualité urbaine ; la répartition de la richesse ainsi que les conditions d'accès aux biens et aux services, continuant à être marqués par un esprit de caste[3]. L'incapacité des administrations publiques et des corps intermédiaires à satisfaire ces nouvelles attentes populaires, au dépit de la très forte croissance économique, active ainsi un front supplémentaire de luttes – autour du pouvoir d'achat, des droits civils et du soutien en faveur des couches les plus démunies. Cela s'ajoute aux facteurs préexistants d'antagonisme social[4]. Comme l'affirme un document du « Comité populaire de lutte pour le logement du quartier Primavalle » :

> Il est juste que nous commencions à améliorer notre condition dès maintenant ; il est juste que les sous volés par les retenues de notre fiche de paye soient utilisés pour nous donner des choses qui nous aident à vivre bien. Prenons tout ce qui nous appartient à juste titre, sans pour autant abandonner la lutte pour le logement : l'ouvrier continue à lutter pour la hausse salariale même s'il est conscient que le patron peut compter sur la totalité du pouvoir de l'État. […] Nous devons démontrer que les ouvriers et les masses savent combattre l'oppression, tout en se réappropriant ce qu'ils ont construit et valorisé avec leur propre sueur ; tout en refusant l'école bourgeoise et sa culture inutile, afin de la transformer dans un moyen utile pour leurs fils. […] Il s'agit d'une lutte nouvelle, qui est déjà en train de gagner : il faut la faire connaître à tous les ouvriers romains […] afin qu'elle devienne un patrimoine général à employer dans la bataille contre l'oppression et l'exploitation des prolétaires[5].

---

[2] Sur la dégradation de la cohésion sociale en Italie au cours des années 1970, voir : Franco De Felice, *Nazione e crisi: le linee di frattura*, in Francesco Barbagallo et al. (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana, cit.,* pp. 3-131.

[3] Voir : Franco Martinelli, *Roma nuova. Borgate spontanee e insediamenti pubblici: dalla marginalità alle domande dei servizi,* Milano, FrancoAngeli, 1986; Marco Grispigni, *Tra protagonismo sociale, antagonismo e collaborazione istituzionale: l'esperienza dei comitati di quartiere*, in CRIPES (dir.), *Società civile e istituzioni nel Lazio: nuovi bisogni, movimenti, partecipazione, rappresentanze*, Roma, Kairos, 1990, pp. 3-24.

[4] Voir : Paola Rispoli (dir.), *I consigli di zona: una cerniera che manca. Convegno provinciale della FLM di Roma su "Strutture unitarie di base e territoriali",* Milano-Roma, Sapere, 1974 ; Maurizio Marcelloni et al. (dir.), *Lotte sociali e crisi della società industriale: l'esperienza italiana,* Roma, Savelli, 1981.

[5] Comitato di lotta per la casa di Primavalle, *Bollettino,* 18 mai 1973, cité dans Andreina Daolio (a cura di), *Le lotte per la casa in Italia*, cit., pp. 266-269.

Les clivages structuraux de la ville en sortent creusés davantage, contribuant de ce fait à créer, au début de 1970, les conditions pour légitimer l'usage de la violence comme élément de résolution des conflits[6]. En ce sens, l'auto-organisation de quartier et la « lutte pour le logement », les piquets de grève et l'opposition à la « vie chère », les manifestations antisystèmes et le refus des normes éducatives traditionnelles, incarnent pour plusieurs militants d'ultragauche de véritables moments d'initiation à la pratique subversive. En effet, comme il sera décrit par la suite, la plupart des futurs combattants armés de la capitale ont leur première expérience de confrontation tangible avec « l'ennemi bourgeois », au sein de ces situations protestataires : c'est, justement, pendant ces moments de révolte urbaine que la jeunesse extrémiste romaine se heurte concrètement à la force écrasante des appareils policiers, et qu'une partie de ces contestataires réprimés décide d'accepter intégralement une pratique de lutte armée, en la considérant comme le seul moyen en mesure de défier le « monopole de la violence légitime »[7] détenu par l'État[8].

I. *Les racines du « problème locatif » à Rome*

Parmi ces nouveaux facteurs de conflictualité urbaine, les plus importants et profonds sont la « lutte pour le logement » et l'auto-organisation de quartier[9]. Il s'agit d'un cycle de protestation populaire qui date de la fin des années 1960, engendré par l'explosion de la « question urbaine » à Rome : des tensions historiques liées à la territorialisation des inégalités sociales et au gigantisme spéculatif de la ville[10]. À

---

[6] Voir : Luigi Ferrajoli, *Terrorismo e stato della crisi,* "La questione criminale", I, janvier-avril 1979, pp. 55-72.

[7] Pour le fondement de ce concept juridique, voir : Max Weber, *Le Savant et le politique*, Paris, Plon, 1959 [1919] ; Norbert Elias, *Sur le processus de civilisation,* Paris, Calmann-Lévy, 1975 [1935].

[8] Voir : Raimondo Catanzaro et Luigi Manconi, *Storie di lotta armata,* cit., pp. 221-281 et 409-470. En même temps, l'élévation du niveau d'affrontement avec les appareils étatiques pousse d'autres militants à abandonner la lutte. Un exemple emblématique est incarné par Billy Bilancioni, membre de la section romaine de « PotOp » : "*Je me rappelle de certaines occupations d'immeubles, pendant lesquelles on faisait des réunions avec les résidents, des discussions infinies pour les convaincre qu'organiser des luttes dures aurait finalement payé. Cependant, moi, j'étais de moins en moins sûr. […] je me demandais si j'étais disposé à mourir, ou pire à tuer, pour la révolution. Ma réponse fut qu'il n'y avait pas les conditions objectives, que probablement nous étions en train de perdre la possibilité de faire la révolution, car d'un côté il n'y avait pas assez de classe ouvrière avec nous et de l'autre il y avait une violence étatique imbattable*.", in Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti,* cit., p. 200.

[9] Voir : Luciano Villani, *Neanche le otto lire. Lotte territoriali a Roma (1972-1975),* "Zapruder", n. 32, 2013, pp. 22-39.

[10] Voir : Anne-Marie Seronde-Babonaux, *La configuration sociospatiale de Rome, un modèle original, "*Géographie sociale", 10, 1990, pp. 101-110.

l'origine de la transformation de ce mécontentement latent en colère, il y a un processus multiforme de dégradation matérielle et symbolique du contexte romain[11] : un état d'agitation généralisé – alimenté dans l'après-miracle économique par le constat de l'échec de la « programmation urbanistique »[12] et par l'élévation du seuil d'acceptabilité sociale de la pauvreté[13] - qui s'installe sur l'insatisfaction populaire née de la détérioration incessante des conditions de vie métropolitaine (notamment, la pénurie de logements à loyer modéré et l'augmentation quotidienne des prix)[14]. On assiste, donc, à une disparition des espaces de dialogue politique en matière d'urbanisme entre les classes inférieures et l'administration de la ville. Jusque-là, un espoir de changement avait limité la conflictualité traditionnelle dans les quartiers pauvres et dans les « borgate » à des petites protestations occasionnelles[15]. Au cours de « la relance » d'après-guerre, en effet, les attentes d'un plan national pour le logement social (la loi n° 167, favorisant la construction de cités pour les couches défavorisées, est de 1962) et l'affirmation de la société de consommation avaient contribué à pacifier les tensions de la capitale. Inversement, quand dans le contexte de récession des années 1970, les dispositifs législatifs et réglementaires s'avèrent inadéquats à la taille et à la complexité de la ville, le mécontentement diffus débouche sur une forme de désobéissance civile[16].

Rome vit le *boom économique* italien de manière paroxystique : la population urbaine croît de 60 000 habitants par an, avec une « densité » supérieure à 40

---

[11] Voir : Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit., pp. 304-318.

[12] La « programmation urbanistique » désigne un modèle technocratique de planification du développement métropolitain qui sert de « paradigme législatif » en matière d'aménagement du territoire pour les premiers gouvernements italiens d'après-guerre. Malgré l'emploi de grandes ressources financières, politiques et administratives, les indications et les normes de la « programmation urbanistique » resteront généralement inappliquées. Voir : Gian Franco Elia, *Struttura di potere e organizzazione dello spazio, "*Giustizia e Società", 4, 1966 ; Gianni Beltrame, *La crisi dell'urbanistica nella crisi dello stato e della programmazione,* "CSO", n. 2, 1983.

[13] Voir : Alberto Melucci, *L'invenzione del presente: movimenti, identità, bisogni individuali,* Bologna, Il Mulino, 1982; Mario Deaglio et Giuseppe De Rita, *Il punto sull'Italia: popolazione, lavoro, economia, produzione, finanza, inflazione, risparmio, consumi, sanità, famiglia, istruzione,* Milano, Mondadori, 1983.

[14] Voir : Anne-Marie Seronde Babonaux, *Rome, croissance d'une capitale,* cit*.,* pp. 326-392 ; Alberto Clementi et Francesco Perego (dir.), *La metropoli « spontanea ». Il caso di Roma,* cit*.,* pp. 37-130 ; Colette Vallat, *Rome et ses borgate,* cit., pp. 117-155

[15] Pour un exemple de cette conflictualité discontinue, voir le film de Luigi Zampa, *L'Onorevole Angelina* (1947), basé sur les « luttes pour le logement » dans le quartier périphérique de « Pietralata », au lendemain de la guerre. Voir aussi : *I senza tetto chiedono che prima delle ferie estive sia discussa in Consiglio la relazione sulla casa,* "L'Unità", 12 juillet 1954 ; *Roma contro l'aumento degli affitti,* ivi, 10 novembre 1954 ; *Disciplina delle aree fabbricabili e piano edilizio indispensabili per risolvere il problema della casa,* ivi, 26 novembre 1960.

[16] Voir : Franco Ferrarotti, *Requiem per la città,* "La Critica sociologica", n. 31, 1974.

hab./km[217]. Bien que cet énorme afflux démographique soit composé principalement de couches prolétaires et sous-prolétaires, le marché immobilier de la capitale – malgré son hyperactivité - ne réserve qu'une partie minoritaire de ses ressources à la construction de logements à loyer modéré (pas plus de 15 000 pièces par an)[18]. La combinaison de ces deux tendances divergentes produit une dynamique néfaste : d'un côté, ce pic d'immigration massive continue à stimuler la « fièvre de la construction » romaine, de l'autre l'offre immobilière (surtout résidentielle) ne répond guère à la demande sociale[19]. D'ailleurs, les autorités municipales se montrent pratiquement impuissantes : bridées à la fois par la spéculation immobilière, par la démagogie des élites, par l'inexistence d'une dialectique entre majorité et opposition et par le vide législatif national en matière de droit des sols (qui sera comblé seulement en 1968 par la loi réglant le « ius aedificandi »[20]), les administrations romaines ne sont jamais parvenues à mettre en pratique un véritable programme urbanistique[21]. En fait, malgré une décennie épuisante de querelles et de renvois, le plan d'aménagement de la ville (PRG) finalement approuvé en 1962 se révèle tout de suite comme un compromis dépassé et peu soucieux d'intégrer dans un *unicum* métropolitain les différents quadrants de la ville[22] : du coup, son application reste très partielle et limitée, Rome continuant à croitre de façon spontanée, illicite et sauvage[23]. Dans ces conditions, les

---

[17] Voir : Antonio Cortese, *Lo sviluppo demografico di Roma con particolare riferimento al processo di redistribuzione della sua popolazione all'interno del territorio comunale,* "Popolazione e storia", 9, n. 1, 2008, pp. 79-97.

[18] Initialement, les habitations à loyer modéré sont réalisées directement par l'État dans le cadre du « Piano INA-CASA » (1949-1963), voir : Istituto Luigi Sturzo, *Fanfani e la casa : gli anni Cinquanta e il modello di welfare-state. Il piano INA-Casa,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2002. Ensuite – en raison des lois n.167 de 1962, n.865 de 1971 et n.457 de 1978 – la construction est demandée aux collectivités locales, aux coopératives et aux entreprises privées qui accèdent aux financements de la Caisse publique GESCAL (1963-1973). La GESCAL (Gestione Case per i Lavoratori) s'alimente prélevant des quotas (0,35%) sur le salaire des travailleurs, aux familles desquels sont théoriquement destinés ces maisons à bâtir. Sur l'échec substantiel de ces dispositifs législatifs pour répondre à la demande d'habitat populaire en Italie, voir : Giovanni Ferracuti et Maurizio Marcelloni, *La casa : mercato e programmazione,* Torino, Einaudi, 1982 ; Leonardo Benevolo, *Il tracollo dell'urbanistica italiana,* Roma-Bari, Laterza, 2010. Sur le cas romain, voir : *Lo spreco edilizio : la questione delle abitazioni a Roma, "*L'altra Roma: documenti e analisi per il diritto alla città", n. 3, avril 1976; Vincenzo Spada*, L'applicazione della 167 a Roma: analisi di 12 piani di zona nelle varie fasi applicative,* in Filippo Ciccone, *Città pubblica e qualità urbana. Bilancio e prospettive dei piani per l'edilizia economica e popolare dopo 25 anni di esperienze,* Roma, Sapere, 1987, pp. 109-175.

[19] Voir : Mario De Grassi, *La situazione abitativa a Roma,* Roma, Dei, 1979.

[20] Voir : Giuseppe Campos Venuti, Michele Martuscelli, Stefano Rodotà, *Urbanistica incostituzionale,* cit.; Vezio De Lucia, *Se questa è una città,* Roma, Donzelli, 2006, pp. 15-70.

[21] Voir : Istituto Nazionale di Urbanistica, *Documenti e valutazioni sulla gestione urbanistica di Roma,* Roma, INU, 1975 ; Achille M. Ippolito et Mauro Pagnotta, *Roma costruita. Le vicende, le problematiche e le realizzazioni dell'architettura a Roma dal 1946 al 1981,* Roma, Palombi, 1982.

[22] Le PRG est amendé déjà en 1965, puis encore en 1967 et en 1974.

[23] Voir : Domenico Cecchini, *Un piano mai esistito: appunti sulla gestione del PRG di Roma,* "Urbanistica", n. 84, 1986.

constructions abusives (lotissements illégaux et bidonvilles, à hauteur de 40 000 pièces par an) deviennent la solution obligée pour les besoins locatifs insatisfaits. À la fin des années 1960, Rome se retrouve ainsi dans une situation explosive : soixante-dix mille familles pauvres forcées à s'installer dans les « borghetti », nonobstant la présence en ville d'un énorme parc de logements vides (30 000 appartements environ), mais économiquement inaccessibles[24]. Pour une ville qui a entamé un processus de modernisation, inauguré avec l'organisation des Jeux olympiques de 1960[25], l'émergence de cette plaie urbaine représente évidemment une question qui dépasse la simple échelle territoriale, pour mettre en question tout le « système » de la capitale : comme le met en exergue le sociologue Franco Ferrarotti, « la bataille pour le logement n'est pas seulement une lutte pour un remaniement du territoire et pour une redistribution du produit social, mais elle affecte aussi certains mécanismes essentiels du système capitaliste italien »[26]. Le processus de « métropolisation » de Rome superpose, en effet, modernisation et consumérisme à poches de misère extrême et véritables taudis. En ce sens, l'explosion du « problème locatif » au lendemain du *miracle économique* témoigne de l'ambivalence du statut de Rome à mi-chemin entre métropole hyper-technologique et mégalopole du tiers-monde :

> Rome représente un paradoxe extraordinaire : […] lieu sacré pour la rhétorique et pour les monuments, mais un tiers de ses habitants vit dans les « borghetti » et dans les baraques improvisées qui n'ont rien à envier aux favelas sud-américaines ; un pôle d'attraction pour les immigrés les plus pauvres à la recherche d'un travail, mais incapable d'offrir de véritables emplois productifs […]. Miroir de l'Italie, Rome actuelle n'est plus l'Urbe papale, artisane et précapitaliste, mais elle n'est pas encore le centre d'une culture industrielle : la ville vit, tout comme l'Italie, dans les limbes […] suspendue entre le monde paysan et la société industrielle dont pour l'instant Rome n'a acquis que les signes extérieurs de la modernité[27].

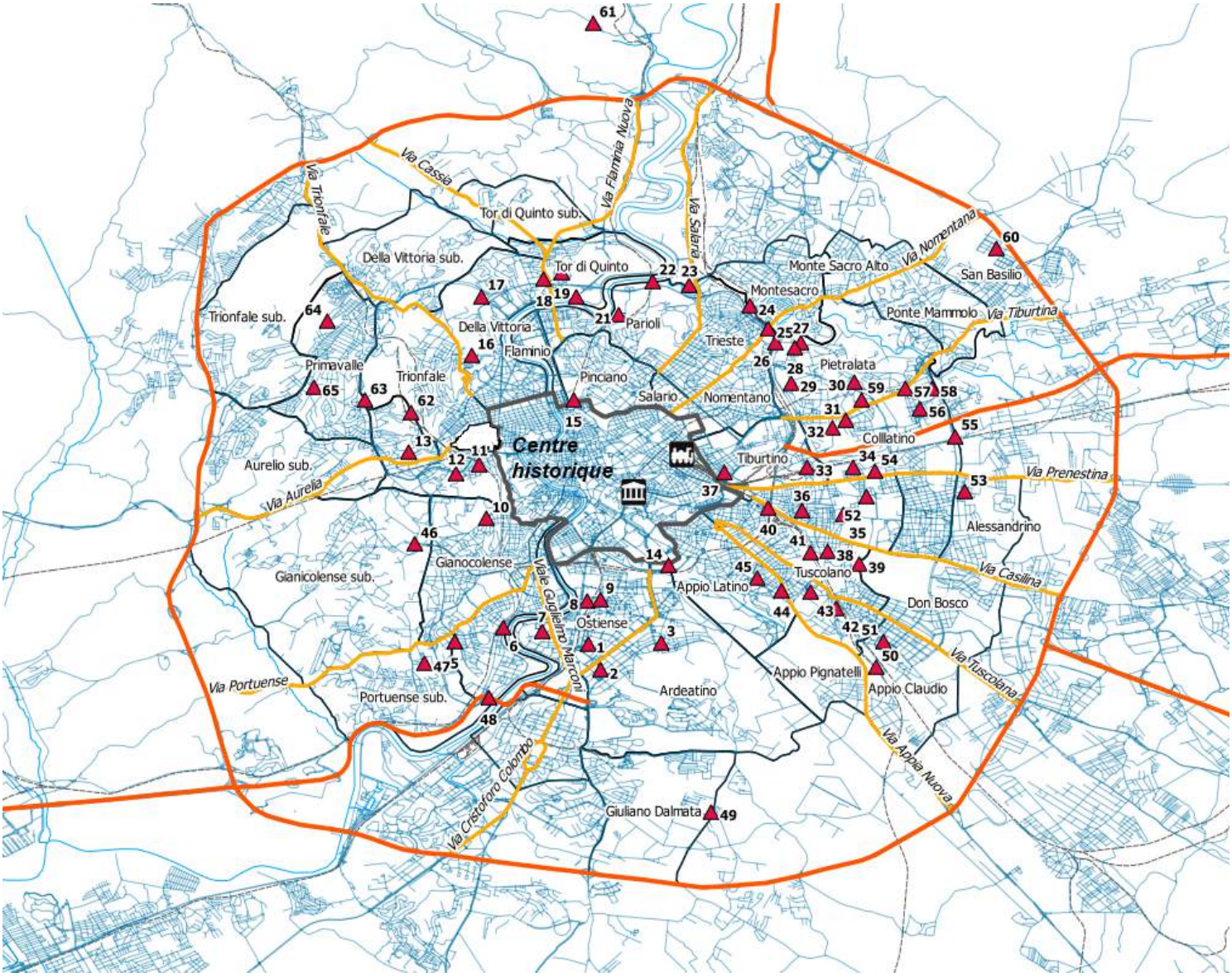
---

[24] Voir : Anne-Marie Seronde Babonaux, *Rome, croissance d'une capitale,* cit.*,* pp. 339-392 ; Colette Vallat, *Rome et ses borgate,* cit.*,* pp. 60-135.

[25] Voir : Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit.*,* pp. 290-295 ; IRSIFAR, *Le Olimpiadi del "miracolo" cinquant'anni dopo,* Milano, FrancoAngeli, 2011.

[26] Franco Ferrarotti, *Roma da capitale a periferia,* cit., p. 17.

[27] Id., *Roma,* in Id. (dir.), *Violenza in città,* cit., p. 156.



LOCALISATION DES « BORGHETTI » DE ROME AUTOUR DE 1970

Gare Centrale « Roma Termini »

Colisée

1. *Borghetto delle Statue*
2. *Borghetto di via Pico della Mirandola*
3. *Villaggio Tor Marancio*
4. *Borghetto dei Casermoni*
5. *Borghetto di Vicolo dell'Imbrecciata*
6. *Borghetto di via della Magliana*
7. *Borghetto di Via della Vasca Navale*
8. *Borghetto di Via Libetta*
9. *Borghetto della Garbatella*
10. *Borghetto di Via Vitellia*
33. *Borghetto Malabarba*
34. *Borghetto Prenestino*
35. *Borghetto di Via Pavoni*
36. *Borghetto di Via Posidonio*
37. *Borghetto di Via dei Lucani*
38. *Borghetto Acquedotto Alessandrino*
39. *Borghetto di Via degli Angeli*
40. *Borghetto di Via Casilina Vecchia*
41. *Borghetto di Via del Mandrione*
42. *Borghetto Acquedotto Felice*

11. *Borghetto di Via Monti del Gallo*
12. *Borghetto di Vicolo del Gelsomino*
13. *Borghetto di Via Baldo degli Ubaldi*
14. *Borghetto dell'Arco di Traiano*
15. *Borghetto di Via Flaminia*
16. *Borghetto di Viale Parco Mellini*
17. *Borghetto Farneto*
18. *Borghetto di Via dei Fabi*
19. *Borghetto di Via Bevagna*
20. *Borghetto di Viale Tor di Quinto*
21. *Borghetto Stazione dell'Acqua Acetosa*
22. *Borghetto del Lungotevere Acqua Acetosa*
23. *Borghetto di Via del Foro Italico*
24. *Borghetto Fosso di Sant'Agnese*
25. *Borghetto di Viale Etiopia*
26. *Borghetto Fosso di Pietralata*
27. *Borghetto di Via di Pietralata*
28. *Borghetto La Mentorella*
29. *Borghetto di Via dei Monti di Pietralata*
30. *Borghetto di Via Casale Fainelli*
31. *Borghetto di Via di Casal Bruciato*
32. *Borghetto di Via Galla Placidia*
43. *Borghetto di Via Genzano*
44. *Borghetto di Via dei Cessati Spiriti*
45. *Borghetto Latino*
46. *Borghetto di Vicolo Silvestri*
47. *Borghetto di Via Gavorrano*
48. *Borghetto Ponte Magliano*
49. *Borghetto di Via della Cecchignola*
50. *Borghetto di Via Rapolla*
51. *Borghetto Acquedotto Claudio*
52. *Borghetto Gordiani*
53. *Borghetto Alessandrino*
54. *Borghetto di Villa Gordiani*
55. *Borghetto di Via Collatina Vecchia*
56. *Borghetto di Via Grotta di Gregna*
57. *Borghetto di Via S. Maria del Soccorso*
58. *Casette Tiburtino III*
59. *Borghetto di Via Aristeo*
60. *Borghetto Torraccia*
61. *Borghetto di Prima Porta*
62. *Borghetto di Valle Aurelia*
63. *Borghetto Pineta Sacchetti*
64. *Borghetto di Via Sciamanna*
65. *Casette Primavalle*

élaboration de l'auteur basée sur les données fournies par la presse et la littérature scientifique

II. *Le début de la « lutte pour le logement » à Rome : l'action syndicaliste du PCI (1963-1968)*

Pour la politique d'opposition menée par le parti communiste romain – axée, comme nous l'avons montré dans les chapitres précédents, sur un projet de refondation structurelle de la capitale du pays – la thématique du « mal-logement » dans son imbrication avec le développement économico-urbanistique est une arme propagandiste formidable contre le pouvoir démocrate-chrétien en ville. Rien d'étonnant, de ce fait, à ce que le PCI ait tenté de s'emparer politiquement de la question dès les premiers signaux de la crise : après avoir perdu, au cours des années 1950, les batailles concernant le PRG et l'industrialisation massive de Rome, le

leadership communiste voit dans la pénurie d'habitations à loyer modéré, la possibilité de relancer sa propre offensive sur le statu quo. S'appuyant sur le réseau des « Consulte popolari » (CCCP), qui souvent constituent la seule institution active dans les périphéries dégradées[28], le PCI arrive rapidement à canaliser les forces contestataires dans un grand mouvement de revendication : au point que le 26 septembre 1963, « L'Unità » peut décréter le commencement officiel de la « lutte pour le logement » à Rome.

> Des protestations stériles à l'action politique de masse : […] partout on voit se répandre l'exigence de faire quelque chose pour enrayer la puissante attaque patronale contre le niveau de vie des travailleurs […]. Les « consulte » ont envoyé un appel à tous les citoyens, aux commissions internes, aux syndicats, aux associations démocratiques, aux personnalités politiques pour les impliquer dans la construction d'un grand mouvement unitaire en mesure d'obtenir : la réglementation immédiate des loyers afin d'en réduire le coût général ; l'approbation d'ici la fin de l'année d'une nouvelle loi urbanistique afin de soustraire les terrains constructibles à la spéculation et pour affirmer le principe de la propriété publique des sols urbains ; la réalisation immédiate par la Mairie de toutes les mesures nécessaires pour appliquer la loi n 167 et pour rendre disponibles par conséquent les 4 000 hectares destinés à la construction de quartiers populaires […] ; la programmation d'un plan étatique pour le logement social […]. Le problème du logement prend à Rome une allure angoissante : actuellement 19 500 familles vivent dans des taudis […] ; 69 000 sont en régime de cohabitation ; 450 logements HLM sont illicitement occupés par 2 000 personnes […]. Il s'agit d'une véritable armée de 300-400 000 citoyens qui ne gagnent pas assez pour payer le loyer d'une habitation correcte […]. Ceux qui en revanche ont un logement décent risquent de le perdre à cause de l'augmentation sauvage des loyers[29].

Afin de maximiser la visibilité et la portée de la mobilisation, sans toutefois provoquer une tension excessive - qui pourrait favoriser des comportements illégaux et des épisodes de violence - le parti communiste décide d'inscrire ce nouveau front

---

[28] Voir : *La Consulta popolare tra i lotti di Primavalle : la borgata dove regna la miseria più squallida,* "L'Unità", 13 mai 1952.

[29] *Iniziative di lotta,* "L'Unità", 26 septembre 1963.

protestataire dans le sillage des manifestations-pétition[30] : d'ailleurs au tournant de 1960, comme on l'a vu auparavant, le meeting s'impose comme le principal moyen de cooptation sociale pour la gauche romaine, en raison notamment de l'interruption du travail d'alphabétisation populaire, que les sections de quartier n'arrivent plus à réaliser[31]. En ce sens, la pratique de la « manifestation » sert à garder un rapport privilégié avec le prolétariat romain malgré le déclin de l'activité du parti dans les périphéries, en remplaçant « l'éducation au marxisme » par les émotions du rassemblement de masse. De plus, dans le cadre nouveau de l'après-miracle, marqué par une mutation structurelle de toutes les dynamiques militantes (appauvrissement de l'activité quotidienne des sections, instrumentalisation du consensus électoral, technocratisation de la vision politique, crise des attributs de l'appartenance idéologique)[32], une telle méthode de lutte se révèle particulièrement fructueuse pour agrandir la « base communiste » en direction des classes moyennes sans perdre contact avec les interlocuteurs traditionnels. Il s'agit, en effet, d'une véritable liturgie urbaine associée au militantisme « rouge »[33] qui permet, d'un côté, de marquer politiquement la manifestation et de l'autre – grâce à l'expérience de décennies de pratique syndicale – d'assurer un contrôle discipliné de la participation de masse, en ressassant ainsi l'image d'un parti légaliste qui ne dépasse jamais les limites constitutionnelles. À travers des meetings imposants, mais pacifiques - organisés dans les quartiers où le « problème locatif » est plus grave[34] - le PCI peut continuer à se faire le héraut des « sans voix », tout en ouvrant un canal de communication, en matière de protection sociale, avec les couches petites-bourgeoises de la capitale. D'autre part, certaines revendications sectorielles de la « lutte pour le logement », notamment la bataille contre la hausse des prix d'achat et des loyers[35], répondent aux attentes de ces

---

[30] Définition élaborée par l'historienne Danielle Tartakowsky pour indiquer la typologie de rassemblement public destiné à porter un message à un interlocuteur, d'habitude étatique. La manifestation-pétition représente une de quatre formes que la contestation de rue peut prendre : la manifestation-procession, la manifestation-pétition, la manifestation-insurrection, la levée de masse. Voir : Danielle Tartakowsky, *Le Pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France,* Paris, Aubier, 1998. Pensées originairement pour le cas français, ces catégories reflètent cependant le comportement général de toutes les sociétés occidentales et se révèlent par conséquent utilisables aussi pour reconstruire la dynamique italienne d'après-guerre. Voir : Olivier Filleule et Danielle Tartakowsky, *La manifestation,* Paris, Presse de Sciences Po, 2004.

[31] Voir le chapitre 2 de ce travail.

[32] Pour un regard général, voir : Maurizio Pisati, *Voto di classe : posizione sociale e preferenze politiche in Italia,* Bologna, Il Mulino, 2010.

[33] Voir : Danielle Tartakowsky, *Le Pouvoir est dans la rue,* cit., p. 191.

[34] Voir : *Forte manifestazione al Tiburtino. Occupati i terreni della "167",* "L'Unità", 19 ottobre 1964 ; *Vogliono una casa. Traffico bloccato in via Milano,* ivi, 30 décembre 1964.

[35] Voir : *Fermate i fitti, case per tutti,* "L'Unità", *3* octobre 1963 ; *Contro il decreto governativo per lo sblocco dei fitti. Gli artigiani: "no" all'aumento delle pigioni,* ivi, 18 juillet 1967.

catégories professionnelles – telles que les commerçants, les employés et les artisans – qui ont été les plus sollicitées et flattées par l'idéologie matérialiste du *boom économique*[36].

l'Unità / martedì 3 ottobre 1963

«Via» alla lotta per la casa!

Oggi alle 18 in piazza Mastai la protesta contro gli aumenti dei fitti proclamata dalle Consulte

Nel cuore di Trastevere, questo pomeriggio alle 18 si dà il «via» alla nuova, grande battaglia per la casa e contro il caro-affitti. E' la prima protesta in piazza, dopo una lunga serie di iniziative nei quartieri e nelle fabbriche contro l'ondata degli aumenti dei fitti. L'iniziativa è del Centro delle Consulte popolari, i dirigenti del quale, Aldo Tozzetti e Virgilio Melandri, parleranno durante il comizio, che sarà presieduto dall'avvocato Lombardi.

Come vincere il caro-affitti

Sfratti

Affitti

Legge 167

Aree

Fra le folle alle Consulte popolari

Nella stalla in 22 e pagano l'affitto

Bisogna scegliere

Da 28 a 35 mila lire — «Se non accettate l'aumento, la presente deve valere come disdetta...»

Page de « L'Unita' » qui convoque la première manifestation-pétition de la « lutte pour le logement » à Rome (3 octobre 1963).

l'Unità / martedì 18 luglio 1967

CONTRO IL DECRETO GOVERNATIVO PER LO SBLOCCO DEI FITTI

GIOVEDÌ LA PROTESTA IN PIAZZA CAMPO DE' FIORI

Vogliono costringerci a chiudere?

Gli artigiani: «no» all'aumento delle pigioni

Gli artigiani romani sono vivamente preoccupati per le conseguenze negative che avrà il recente Decreto Legge sui fitti. Così inizia la Lettera pervenuta, sottoscritta da centinaia di artigiani in pochissimi giorni, conseguita sull'odierna assemblea della categoria. Ma dire che sono preoccupati è una espressione riduttiva del Parlamento. Le novità create e quelle che si vanno paventando non vanno inquadrate in modo generale, ma certamente si riferiscono a tutte le categorie.

Un exemple (« L'Unita' », 18 juillet 1967) de l'attention réservée par le PCI aux revendications de la petite bourgeoisie romaine au sujet de la bataille contre la hausse des loyers.

[36] Voir : Carlo Carboni, *I ceti medi in Italia tra sviluppo e crisi,* Roma-Bari, Laterza, 1981.

L'action des communistes romains se présente, en définitive, comme une forme de représentation indirecte, visant à convertir les demandes des groupes sociaux différemment touchés par le «problème locatif» – des classes moyennes installées dans les quartiers populaires au sous-prolétariat confiné dans les bidonvilles – en une plate-forme syndicale : c'est dans ce sens qui il faut interpréter la décision du parti de favoriser la création, en mai 1964, d'un corps intermédiaire *ad hoc,* l'UNIA (union nationale des locataires cessionnaires), dont le fonctionnaire communiste Aldo Tozzetti est élu secrétaire[37]. Directement lié au monde des « Consulte popolari » - le siège de l'UNIA est fixé auprès du quartier général des CCCP – cet appareil nouveau est pensé pour répondre de manière spécialisée aux questions techniques de la « lutte pour le logement ». En fait, comme le remarque l'historien Francesco Sirleto, « avec la naissance de l'Unia, le mouvement pour le *logement* […] augmente la gamme de ses compétences et de ses secteurs d'intervention : non plus seulement l'urgence incarnée par les baraques et les sans domicile fixe, mais aussi les problèmes des locataires des logements privés […] le mouvement pour le *logement* devient ainsi adulte »[38].

Malgré un succès remarquable - consacré par l'obtention, au tournant de 1965, d'un plan communal pour l'habitat populaire[39], ainsi que d'une prorogation du « blocage des loyers »[40] - la tactique communiste finit toutefois dans une impasse, en encourageant des espoirs qui ne peuvent être exaucés à court terme : le PCI incite, en effet, les citoyens défavorisés de Rome à se mobiliser pour conquérir le droit à un logement décent et économiquement soutenable, mais, étant à l'opposition au niveau central comme au « Campidoglio », ce parti n'a aucun pouvoir d'intervention sur le marché immobilier de la capitale. Du coup la simple gestion en termes syndicaux d'une

---

[37] Voir : *Una proposta di legge per regolamentare i fitti,* "L'Unità", 11 mai 1964.

[38] Francesco Sirleto, *Le lotte per il diritto della casa a Roma: l'impegno del Consiglio Comunale per l'eliminazione delle baracche dal territorio della città di Roma,* Roma, Associazione culturale Aldo Tozzetti, 1998, p. 43.

[39] Sous pression du « mouvement pour le logement », le Conseil communal de Rome approuve le 26 février 1964 un plan de secteur qui, conformément à la loi n. 167, prévoit la construction en dix ans de 800 000 pièces destinées à l'habitat populaire. Voir : *« 167 » : votato il piano. Pronti nuovi terreni per 700mila abitanti,* "L'Unità", 27 février 1964.

[40] Le « blocage de loyers » est une mesure législative qui décrète l'impossibilité de laisser la détermination de tarifs au libre marché : activé pendant la guerre, le « blocage » avait été prorogé à maintes reprises, avec des libéralisations et des dérogations partielles, pendant les deux décennies suivantes. La fin de ce régime spécial était prévue pour le 31 décembre 1964 : à la suite d'une grande bataille médiatique et politique, le « mouvement pour le logement » guidé par l'UNIA obtient la prorogation du « blocage » au nom de la défense du pouvoir d'achat de couches urbaines défavorisées. Voir : *Approvata la legge sul blocco dei fitti,* "L'Unità", 24 décembre 1964.

situation si critique se révèle souvent insuffisante aux yeux de familles dans l'urgence de trouver un toit[41]. De ce fait, certains habitants des « borghetti », énervés par l'attente d'une solution qui ne semble pas se profiler à l'horizon, décident d'occuper des appartements vides et se placent dans une situation d'illégalité manifeste : c'est le cas, par exemple, du 28 mai 1964, lorsque 700 familles occupent les immeubles HLM du quartier « Tufello » (nord-est de la ville) que la Commune de Rome tarde à attribuer. Après quelques hésitations, le PCI accepte de soutenir cette action[42], mais quand la police intervient rudement pour appliquer l'arrêté d'expulsion en droit (30 mai 1964), l'impuissance de la méthode communiste est patente[43] : en fait, dans le cadre d'une stratégie essentiellement électoraliste qui conçoit les occupations illicites comme de simples démonstrations à employer dans une négociation politicienne avec le pouvoir administratif, il n'y a aucun espace pour la « désobéissance civile » proprement dite. Du coup, l'engagement déterminé de milliers de citoyens enragés se révèle inutile face à la violence légitime de l'État[44]. Comme l'admet aussi le journal « L'Unità » au lendemain des évènements : « l'opération exemplaire de la police est achevée. On est revenus au statu quo : l'ordre a été rétabli, en repoussant dans les baraques des centaines de familles »[45].

PAG. 4 / roma

La coperta per tetto

La protesta dei baraccati

Emergenza per la casa

Il compagno Cavallo propone al ministero dei LL.PP. e al Comune una riunione per coordinare gli interventi

Non hanno ritrovato nemmeno la baracca

Il padrone del terreno la ha fatta bruciare, la ha fatta radere al suolo con i «bulldozer»

[41] Il suffit de rappeler qu'en 1964, à l'appel pour l'assignation de 800 appartements (HLM) répondent bien 29 000 familles.

[42] Voir : *Tufello: Settecento famiglie occupano gli appartamenti dell'I.C.P.: sperano di ottenere finalmente una casa,* "L'Unità", 29 mai 1964.

[43] Voir : *Tufello: polizia contro i baraccati. Con l'ariete all'assalto delle palazzine occupate,* "L'Unità", 31 mai 1964.

[44] Voir : Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit., p. 311.

[45] *Emergenza per la casa,* "L'Unità", 31 mai 1964.

l'Unità / domenica 31 maggio 1964 PAG. 3 / cr

TUFELLO: polizia contro i baraccati

CON L'ARIETE ALL'ASSALTO DELLE PALAZZINE OCCUPATE

L'operazione guidata dal «commando» speciale che operò in piazza Santi Apostoli contro gli edili — Malmenato il compagno Cianca — Minacciato di denuncia il consigliere Tozzetti

LA ROMA DEGLI ANNI 60

Deux pages de « L'Unita' » (31 mai 1964) qui racontent, avec un sentiment de déception et de découragement, la fin de l'occupation des Immeubles HLM situés dans le quartier « Tufello » : on notera la narration basée sur l'antithèse entre les terribles conditions de vie dans les « bidonvilles » et le comportement sourd et autoritaire des forces de l'ordre qui n'hésitent pas à matraquer les occupants, selon des modèles de répression « fasciste ».

Dès lors, au fur et à mesure que la crise urbanistique de Rome s'aggrave au cours des années 1960[46], cette dynamique (occupation spontanée, légitimée après coup par le PCI et ponctuellement réprimée par les forces de l'ordre, sans que les contestataires n'obtiennent une amélioration concrète de leur niveau de vie) tend à devenir de plus en plus routinière[47]. Si la stratégie communiste est efficace sur le plan médiatique et politique, elle n'a guère d'effets sur la situation matérielle du « mal-logement ». Ce constat amer comporte inévitablement la diffusion d'une dissidence interne au mouvement de lutte qui s'alimente d'une critique croissante contre la direction de la

[46] Un autre élément qui contribue à accentuer la crise est représenté par l'activation en 1964 d'une campagne de démolition des bidonvilles installés sur des terrains voués à des projets immobiliers. Voir : Gian Giacomo Fusco, *Ai margini di Roma capitale,* cit., pp. 83-84.

[47] Voir : *Solo una notte in case vere poi ricacciati nelle baracche. Torre Spaccata: drammatica occupazione di 154 appartamenti,* "L'Unità", 12 juin 1966.

part des « Consulte popolari » et de l'UNIA[48]. De plus en plus déstabilisée par l'émergence de cette « fronde » intestine, l'hégémonie communiste en matière de « lutte pour le logement » s'épuise définitivement au tournant de 1969, quand deux variables extérieures font exploser la tension : tout d'abord, la décision gouvernementale de réduire drastiquement l'éventail des bénéficiaires du « blocage des loyers » (à partir du 1er janvier 1968)[49] ; ensuite, l'apparition de répertoires radicaux à caractère ultragauchiste – issus de la vague soixante-huitarde – qui s'imposent rapidement au sein de la mouvance protestataire de la capitale grâce au charme de *l'action directe*[50]. C'est en effet l'exaspération d'un « problème locatif » que le système politique romain n'a pas su affronter[51], qui permet aux nouvelles instances extraparlementaires de contourner la ligne légaliste du PCI et de fomenter la contestation populaire vers des formes outrancières d'antagonisme urbain.

III. *L'explosion sociale de la « lutte pour le logement » entre les démonstrations du PCI et les barricades de l'extrême gauche (1969-1972)*

Dans ce contexte, le travail de médiation institutionnelle habituellement orchestré par le parti communiste romain finit par être publiquement mis en question : en août 1969, un groupe de militants de base (communistes, socialistes maximalistes, catholiques de gauche), d'étudiants politisés et de banlieusards réunis sous le sigle CAB (Comité d'Agitation des « Borgate »), décide d'organiser, en pleine autonomie, l'occupation – en faveur des habitants du « Borghetto Acquedotto Felice »[52] - de 400 appartements que l'IACP (le principal institut étatique pour les habitations à loyer modéré) a littéralement abandonnés. Il s'agit d'une initiative spectaculaire qui

---

[48] Voir : Alessandro Coppola, *Le borgate romane tra '45 e '89: esclusione sociale, movimenti urbani e poteri locali,* in Marco Cremaschi, *Tracce di quartieri: il legame sociale nella città che cambia,* Milano, FrancoAngeli, 2008, p. 169.

[49] Voir : *Fitti: si temono aumenti del 20-30%. Dal 1° gennaio scatta lo sblocco delle locazioni,* "L'Unità", 15 décembre 1967 ; *Quasi seicentomila alloggi sbloccati il 1° gennaio 1968,* "La Stampa", 28 décembre 1967.

[50] Sur les tensions qui traversent le PCI au tournant de 1970, voir : Massimo De Minicis, *The Red Threat. La modernizzazione e il Partito Comunista in Italia (1970-1974),* Roma, Edizioni Nuova Cultura, 2012.

[51] Voir : *Per gli alti affitti situazione esplosiva,* "L'Unità", 18 juin 1969.

[52] Il s'agit d'une de bidonvilles majeurs de la capitale (760 familles environ) : construit le long de l'*Aqueduc Felice* (réalisé en 1585 par ordre de Sixte V) et privé de tout service (électricité, gaz, eau courante), ce « borghetto » s'étend entre les quartiers « Tuscolano » et « Don Bosco ».

concurrence le parti communiste quant à la direction de la « lutte pour le logement » dans la capitale. Il inaugure aussi une véritable césure dans la méthode de l'UNIA[53] : la bataille du CAB rompt, en effet, avec la tradition « rouge », fondée sur un compartimentage des espaces et des temps de la protestation (d'abord l'acte démonstratif au sein des périphéries, ensuite la négociation politicienne dans les « Palais » du centre-ville)[54]. À la différence du PCI qui sépare la dimension médiatique de la manifestation-pétition et la gestion opérationnelle des multiples conflits de quartier, le CAB fusionne les deux aspects dans un grand moment de « scandale » urbain : pour la première fois, les différents niveaux de la « lutte pour le logement » - la symbolique, la confrontation, les finalités – se ressemblent en un point unique de la ville. Le choix d'ignorer les appartements disponibles dans la « borgata » pour porter le combat au cœur de la cité (« Rione Celio », tout près du Colisée), en squattant et en requalifiant des bâtiments HLM destinés à être transformés en complexes résidentiels et hôteliers, relève justement de la volonté de maximiser la visibilité de la bataille, en ciblant la spéculation immobilière : en ce sens, l'occupation des immeubles du « Celio » est une expérience directement politique, qui sans tutelle extérieure gère - par l'institution de l'assemblée populaire - une opération de contre-pouvoir territorial pour bloquer les processus de « gentrification », tout en menant une politique sociale par la création d'une école et d'une permanence sanitaire. Comme le remarque l'urbaniste militant Maurizio Marcelloni

> Le bon bourgeois avait entendu parler des « borghetti » et des habitants des baraques seulement à travers les journaux : d'habitude leurs luttes restaient éloignées, puisqu'elles se déployaient dans les zones périphériques de la ville. Cette occupation, au contraire, veut rendre patentes les situations de mal-logement, en obligeant le citoyen bourgeois à passer tous les jours – à pied ou en voiture – sous les bâtiments squattés, dont les façades sont toujours remplies d'affiches, slogans et drapeaux rouges. […] Ce qui fait vraiment peur est l'émergence d'une structure autonome qui, en tant que telle, se révèle peu contrôlable. Au fond, même les partis de gauche avaient fait appel

[53] Sur cette méthode, voir : Aldo Tozzetti, *La casa e non solo: lotte popolari a Roma e in Italia dal dopoguerra a oggi,* Roma, Editori Riuniti, 1989.

[54] La séparation entre le moment symbolique de la manifestation de masse et sa conversion en termes politiques réalisée par l'avant-garde éclairée du parti est d'ailleurs le pilier fondamental de la « voie italienne au socialisme ». Voir : Leonardo Paggi et Massimo D'Angelillo, *I comunisti italiani e il riformismo. Un confronto con le socialdemocrazie europee,* Torino, Einaudi, 1986 ; Franco Andreucci, *Falce e martello,* cit.*,* p. 55 et s..

> dans le passé […] à ces formes de lutte, mais toujours en termes de « démonstration » pour déplacer enfin le débat et l'affrontement dans les palais de la Mairie. Cette fois, en revanche, il y avait un mouvement de masse, d'ailleurs croissant, qui s'appropriait carrément des appartements[55].

Le succès incroyable et inattendu de cette action – qui arrive à obtenir de l'administration municipale un dispositif d'urgence pour réquisitionner des logements vides à usage des squatters du « Celio »[56] - inquiète profondément le milieu communiste romain : quelques semaines de « ligne dure » semblent payer beaucoup mieux que des années de stratégie politicienne[57]. Coincé entre la solidarité envers le mouvement contestataire et la nécessité de maintenir l'affrontement dans le sillage légaliste, l'UNIA se retrouve, du coup, à courir après le CAB[58] : quand ce groupe relance la bataille, élevant un peu plus le niveau de l'offensive – les nouvelles occupations se caractérisent, en effet, par une résistance outrancière aux expulsions policières[59] - le PCI est alors obligé à repenser sa propre stratégie pour tenter de stopper le processus de radicalisation qui est en train de grandir au sein de la « lutte pour le logement » romaine.

La première étape de ce changement de rythme se réalise le 2 octobre 1969, quand l'UNIA invite les habitants du « Borghetto Latino » (quartier « Appio-Latino ») à s'approprier 560 vieux appartements localisés pas loin de la gare Centrale « Roma Termini » (« Rione Esquilino »)[60] : contrairement au passé, cette fois ce ne sont pas les immeubles HLM qui sont visés, mais plutôt certaines propriétés privées laissées volontairement vacantes pour des fins spéculatives. Ces bâtiments appartiennent, en effet, aux plus grandes sociétés immobilières de la ville et leur occupation représente un acte doublement significatif, qui affecte la source majeure du système néocapitaliste local (la rente immobilière), tout en étendant la « lutte pour le logement » aux biens particuliers. Il s'agit d'un tel bond en avant pour les ambitions du mouvement

---

[55] Maurizio Marcelloni, *Roma: momenti della lotta per la casa,* in Andreina Daolio (dir.), *Le lotte per la casa in Italia. Milano, Torino, Roma, Napoli,* cit., pp. 88-90.

[56] Voir : *La giunta decide : daremo le case,* "l'Unità", 30 août 1969.

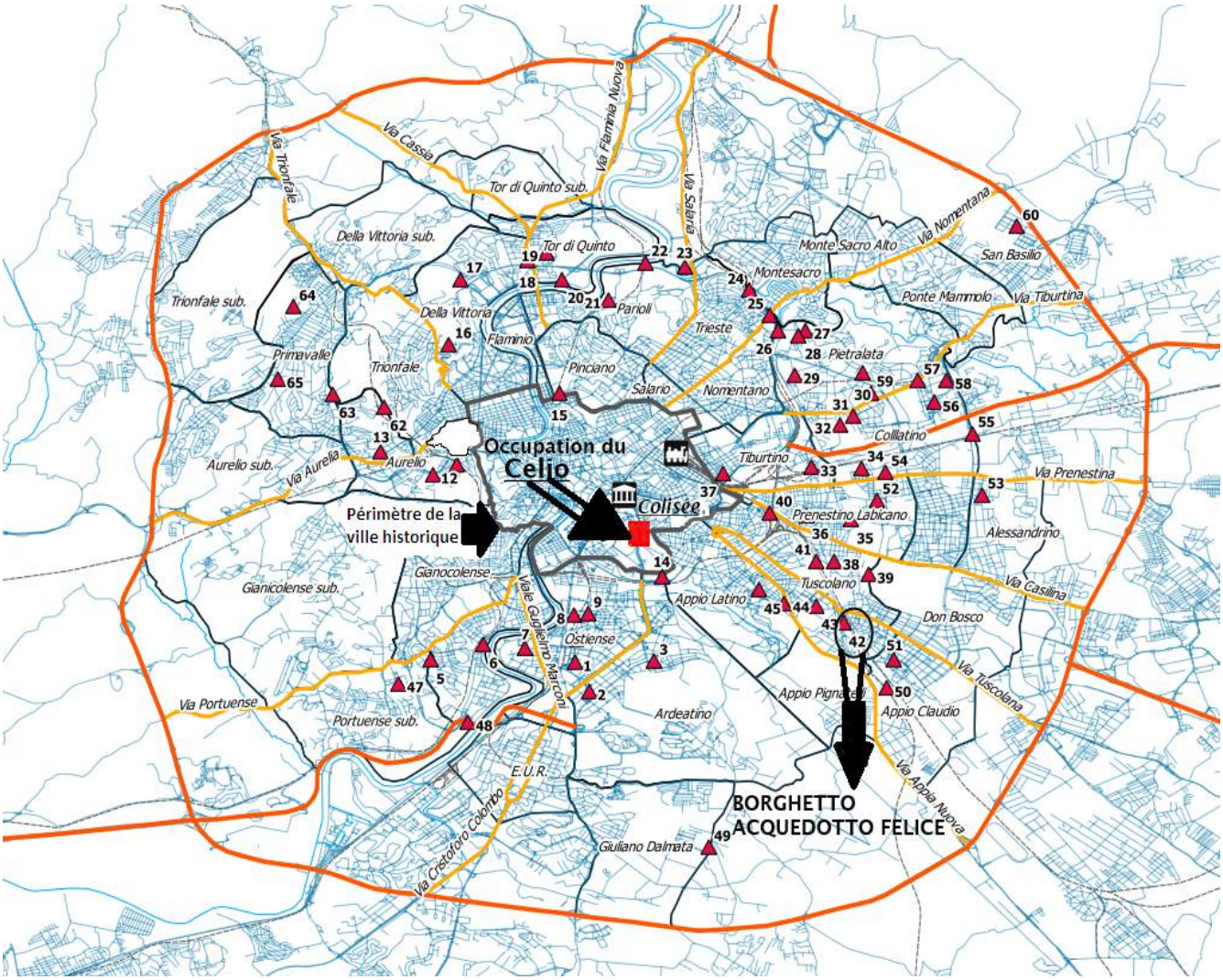
[57] Voir : Franco Ferrarotti et Marcello Lelli, *La lotta per la casa a Roma e il nuovo ruolo dei "borgatari",* "La Critica Sociologica", 11, 1969.

[58] Voir : *Case: non si può più attendere. Migliaia di famiglie reclamano un'abitazione e non vogliono sottostare al ricatto del caro-affitti e degli sfratti,* "L'Unità", 9 septembre 1969.

[59] C'est le cas, par exemple, du squat de certains immeubles situés dans le quartier « Ostiense » (zone péricentrale au sud-ouest de la ville) qui dure plusieurs semaines, nonobstant les blitz récurrents de forces de l'ordre. Voir : *Il Comune ai baraccati : sgombrate da via Pigafetta,* "L'Unità", 14 octobre 1969.

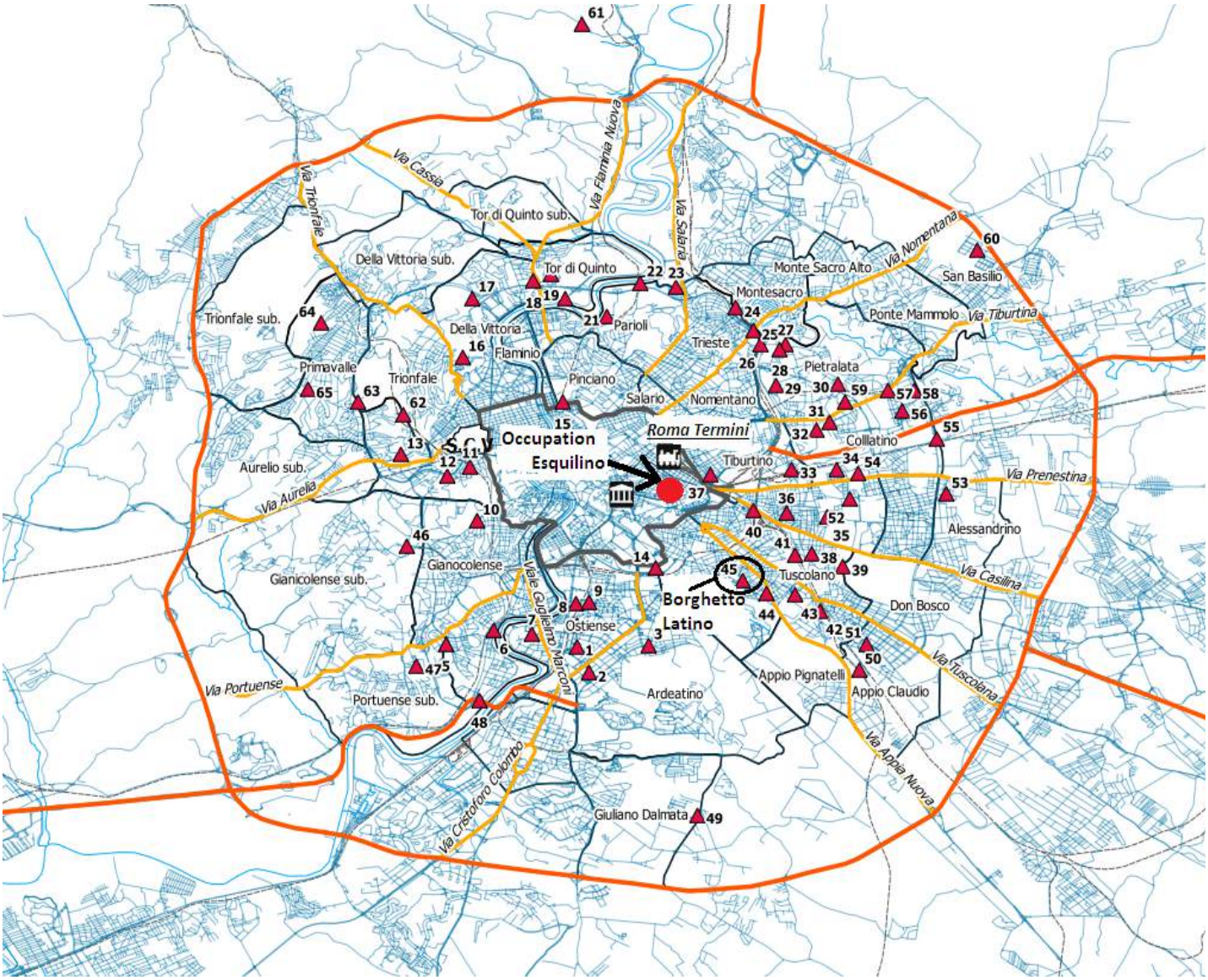
[60] Voir : *Da 36 ore occupati tre palazzi nel centro di Roma,* "L'Unità", 5 octobre 1969.

protestataire que les palais squattés de « l'Esquilino » deviennent subitement le symbole et l'épicentre de la bataille contre le « problème locatif » à Rome[61] : afin d'affirmer l'importance de cette « conquête » et pour provoquer l'impossibilité de tout pas en arrière, les habitants du « Borghetto Latino » en arrivent même à bruler leurs anciennes baraques[62].



[61] Les palais de « l'Esquilino » deviennent, en effet, une étape incontournable pour les différentes délégations de la société civile romaine engagées dans la « lutte pour le logement ». Fin janvier, un collectif d'artistes de gauche (parmi lesquelles Renato Guttuso) y organise une grande exposition de peinture comme geste de solidarité. Voir : *La mostra non è che l'inizio…, "*L'Unità", 31 janvier 1970.

[62] Voir : *Roma a una svolta per la lotta per la casa: bruciano le baracche per non tornarci,* "L'Unità", 18 octobre 1969.



élaboration cartographique de l'auteur

C'est justement autour du message véhiculé par l'occupation de « l'Esquilino » que le parti communiste romain s'effort de reconstruire son leadership politico-moral, gravement menacé par l'activisme du CAB : la récupération du patrimoine que le secteur privé tient au-dehors du marché immobilier se révèle être une tactique particulièrement fructueuse pour satisfaire le difficile équilibre opérationnel de l'UNIA, constamment déchiré entre mobilisation et légalisme. En termes de réputation, de taille et de retombées éthico-juridiques, les grandes entreprises de construction incarnent une cible bien plus simple à atteindre que les organismes HLM[63]. Tout d'abord, elles sont largement perçues par la population comme la cause

[63] Voir : *300 famiglie occupano altri palazzi in centro,* "L'Unità", 20 novembre 1969.

principale du mauvais développement urbanistique de la capitale. Ensuite la part d'appartements vides est bien supérieure à celle possédée par l'État. Enfin, le squat de ces nombreux bâtiments ne pose pas les questions morales qui, au contraire, sont toujours soulevées par l'occupation d'immeubles publics : comme le défi frontal de l'autorité propriétaire ou le risque d'activer une compétition entre les familles déjà insérées dans les listes pour l'assignation d'un logement HLM et le reste des sans-abri. En définitive, l'ouverture de ce nouveau front de lutte, qui canalise l'agitation croissante du prolétariat romain contre le « détestable » pouvoir patronal des sociétés immobilières, permet au PCI de reprendre en main la direction du mouvement – temporairement usurpée par le CAB - et de retrouver, par conséquent, sa place historique de "tribun des pauvres" face à l'administration municipale.

D'ailleurs, les derniers mois de la décennie 1960, l'ambiance sociale semble devenir très favorable pour les combats syndicalistes des communistes : au début de l'automne, les forces de l'ordre reçoivent la consigne de retarder le plus possible les procédures d'expulsion afin de ne pas attiser davantage le feu de la contestation, permettant, du coup, au gros des « occupations » romaines de survivre et de continuer à représenter pour l'UNIA une puissante arme de négociation avec le pouvoir démocrate-chrétien[64]. En ce sens, rien d'étonnant à ce que la grève générale du 19 novembre 1969 réclamant une « nouvelle politique pour le logement social » (décrétée par la CGIL, mais pleinement soutenue par les sigles socialistes et catholiques) ait une réussite éclatante dans la capitale[65]. L'exploit de cette manifestation au niveau national[66] témoigne de l'importance de la « lutte pour le logement » - véritable pilier de l'action communiste à Rome – au sein de la dynamique post-soixante-huitarde italienne[67] : dans le cadre de la mobilisation du monde ouvrier - qui se range aux côtés du mouvement étudiant durant 1969 (« Autunno Caldo ») - ce front de conflictualité

---

[64] Voir : *Cabras: niente polizia contro gli occupanti,* "L'Unità", 26 novembre 1969. Jusqu'au printemps 1970, il y aura une seule opération d'expulsion policière, réalisée le 23 novembre 1969 aux dépens de occupants de deux immeubles privés situés en centre-ville, dans le « Rione Monti ». Voir : *La polizia carica e sgombera i baraccati,* ivi, 24 novembre 1969.

[65] Voir : *Mai visto a Roma uno sciopero così. Una indimenticabile manifestazione unitaria dei lavoratori e dei giovani della Capitale,* "L'Unità", 20 novembre 1969. Même dans le reste du pays, cette grève générale se révèle particulièrement intense et bouillonnante : à Milan, pendant les affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre, un jeune policier trouve la mort. Voir : *La commozione di Milano per il grave fatto di sangue,* "La Stampa", 20 novembre 1969.

[66] Voir : *Allo sciopero generale hanno aderito oltre quindici milioni di lavoratori,* "La Stampa", 20 novembre 1969.

[67] Voir : Giorgio Ciucci et Mario Maineri Elia, *Posizioni del movimento operaio organizzato sul problema della casa,* "Contropiano", n. 1, 1971 ; Bruno Roscani, *Classe operaia e politica della casa,* "Politica ed economia", n. 1, 1971 Giovanni Cavalera, Ugo Intini, Emanuel Tortoreto, *Italiani senza casa. Indagine politica ed economica,* Milano, Nuova Mercurio, 1971.

urbaine finit par fonctionner comme trait d'union entre les dimensions économico-productives et socio territoriale[68].

l'Unità / giovedì 20 novembre 1969 PAG. 3 / attualità e commenti

Una indimenticabile manifestazione unitaria dei lavoratori e dei giovani della Capitale

MAI VISTO A ROMA UNO SCIOPERO COSI'

Fabbriche e cantieri fermi, tram e bus bloccati per 24 ore, scuole deserte - Chiusi tutti i negozi al centro e in periferia - Grandioso corteo di decine di migliaia di lavoratori
Il Grand Hotel abbandonato dal personale: è la prima volta in 76 anni - Assemblea di magistrati e avvocati a Palazzo di Giustizia - Bloccati gli aeroporti e per 4 ore la stazione Termini - Le rabbiose provocazioni dei teppisti fascisti - La combattiva assemblea nell'Università - Manifestazioni in tutti i centri della provincia - Il comizio unitario a SS. Apostoli

La capitale paralizzata dallo sciopero. Così si presentava, ieri mattina, la centralissima via Condotti.

Piazza SS. Apostoli: il comizio unitario dei sindacati.

CONTRO L'AUTORITARISMO

PIU' TASSE AGLI EVASORI
PIU' CASE AI LAVORATORI

Le ragioni della lotta. Un cartello illustra le rivendicazioni dei lavoratori.

Assemblea di studenti ed operai al piazzale della Minerva, nella città universitaria.

Page de « L'Unità' » du 20 novembre 1969 qui raconte de façon enthousiaste la participation « océanique » à la grève générale pour le « droit au logement ».

En fait, les travailleurs qui s'opposent à l'intensification des rythmes de travail et à l'érosion du pouvoir d'achat sont souvent les mêmes habitants qui se rebellent face à l'indigence des baraques et à la hausse des loyers dans les quartiers populaires : la situation de l'habitat populaire (logement, services, sécurité, pollution) et les

[68] La connexion opérationnelle entre le conflit ouvrier et la "lutte pour le logement" devient évidente le 3 juillet 1969, quand la plus grande communauté ouvrière d'Italie – à savoir, les soixante mille travailleurs de la FIAT de Turin – décrète la grève permanente pour protester contre la dégradation de conditions de vie (augmentation de loyers et procédures d'expulsion en droit dans les quartiers populaires) et, à la fois, de travail (élévation de rythmes et d'horaires, réduction du salaire net, autoritarisme du patronat et de chefs d'atelier) : pour la première fois dans l'histoire républicaine, une grande manifestation ouvrière réclame des améliorations qui dépassent la simple « qualité » du travail, pour impliquer la globalité des conditions de vie dans les villes en cours de « métropolisation ». Cette grève, caractérisée par des affrontements violents avec les forces de l'ordre, est considérée par la littérature historiographique comme le commencement idéal de « l'Autunno Caldo » en Italie. Voir : Diego Giachetti, *Il giorno più lungo. La rivolta di Corso Traiano (Torino, 3 luglio 1969),* Pisa, BFS, 1997.

conditions professionnelles (horaires, normes de sécurité, heures supplémentaires, protection syndicale, paye, régime de retraite) sont alors de plus en plus perçues comme les deux faces d'une même pièce, dans la mesure où le néocapitalisme semble avoir fusionné en un seul circuit d'exploitation « l'atelier » et le « quartier »[69]. Comme le rappelle un tract issu de la réalité turinoise :

> Alors que les ouvriers italiens tentent par la lutte d'obtenir des salaires plus hauts, au-dehors de l'usine les conditions de vie des travailleurs se dégradent inexorablement : les loyers augmentent constamment ; se rendre au boulot devient de jour en jour plus onéreux et plus fatigant ; on est forcé de vivre dans des cités dortoirs. Malgré la croissance des luttes ouvrières, les travailleurs – isolés et désorganisés au-dehors de l'usine – n'étaient pas jusqu'à présent en mesure de résister au pouvoir écrasant des patrons : cependant, la bataille pour les « loyers » […] qui est en train de se développer à travers le pays démontre qu'une nouvelle phase de la lutte va s'ouvrir […]. Les travailleurs commencent, en effet, à s'organiser même au-dehors de l'usine pour combattre partout les patrons, pour défendre dans la ville […] les augmentations obtenues grâce aux luttes salariales[70].

À Rome, cette interconnexion entre le logement et le poste de travail se fait encore plus étroite et organique, étant opérée - en l'absence de grandes usines - par le milieu des « edili » qui sont simultanément la plus grande composante ouvrière de la ville, les habitants typiques de la périphérie dégradée et les protagonistes directs du litige portant sur les maisons : à bien regarder, en effet, l'économie citadine fondée sur la rente foncière et l'industrie du bâtiment conduit les maçons et les manœuvres romaines à subir plus gravement le « problème locatif » par rapport aux travailleurs installés dans les territoires industrialisés de l'Italie septentrionale[71]. Cela signifie que pour les « edili » de la capitale, la distorsion extrême du marché immobilier et le caractère spéculatif de l'urbanisation affecte le niveau de vie non seulement sur le plan de l'habitat, mais aussi pour la rémunération et la qualité du travail[72]. Il faut remarquer, d'ailleurs, qu'au début de 1970, notamment en raison d'une série de transformations

---

[69] Voir : Maurizio Marcelloni, *Qualche riflessione su dieci anni di lotte sociali in Italia*, in Id. et al., *Lotte sociali e crisi della società industriale,* cit*.,* pp. 28-30.

[70] Operai Studenti e Comitati di inquilini, *La lotta sugli affitti a Nichelino,* 12 juin 1969, polycopié disponible en ligne sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/operai/nichelino.htm.

[71] Voir : Riccardo Bedrone (dir.), *Edili senza lavoro, operai senza casa,* Torino, Einaudi 1975.

[72] *Finisce il boom, aumenta lo sfruttamento,* "Avanguardia edile", n.u., mai 1968.

structurelles et législatives[73], l'offre d'emploi dans le secteur de la construction commence à régresser drastiquement : l'imbrication entre l'érosion des profits et la montée des contraintes bureaucratiques qui investit l'industrie du bâtiment de la capitale dans l'après-miracle, freine l'ouverture de nouveaux chantiers et précarise, plus en général, la situation de travailleurs locaux[74]. En ce sens, la bataille des « edili » vouée à une « politique de relance » en faveur de l'habitat populaire répond à la double exigence d'obtenir un toit à des coûts soutenables, tout en stimulant la reprise de l'emploi à travers l'intervention financière des pouvoirs publics. Or, cette prégnance des « edili » dans la promotion de la « lutte pour le logement » comme avant-garde de « l'Autunno Caldo », profite principalement à la composante communiste du système romain : il s'agit, en effet, d'une classe sociale étroitement liée à la dynamique des « borgate » et à la vie du PCI[75], lequel arrive facilement à inscrire la mobilisation catégorielle des ouvriers du bâtiment dans une plus large stratégie de réaffirmation politique[76]. À partir de cette position hégémonique retrouvée, le parti communiste romain s'efforce de faire avancer – à côté des revendications des sans-abri – aussi les « instances » plus proprement petites-bourgeoises, liées au logement cher : en fait, fin janvier 1970, l'UNIA inaugure une nouvelle campagne contestataire, ancrée sur la pratique de l'autoréduction. Instrumentalisant la toute récente loi n. 833/1969, qui fixe un seuil maximal pour la réévaluation des loyers après la fin du « blocage », 500 familles installées dans les appartements de l'IPT (Institut de prévoyance du Ministère des Finances) situés à « Cinecittà » (quartier « Don Bosco ») sont invitées retenir le 30% du loyer, considéré comme surplus illicite[77]. En l'espace d'un an, les foyers impliqués sont devenus 13 000 (toujours locataires dans des complexes de propriété publique)[78].

---

[73] La fin du *boom économique* ; l'interruption de la politique keynésienne en matière de logement social, décrétée par l'épuisement du « Piano INA-CASA » en 1963 ; la systématisation définitive du PRG de Rome (1967), l'entrée en vigueur de la loi sur le *ius aedificandi* (1968) ; l'activation d'un processus de robotisation dans le travail qui permet d'augmenter la productivité, tout en diminuant les unités de main-d'œuvre.

[74] Pour une analyse détaillée, voir le chapitre 4 de ce travail.

[75] Voir : Nicola Porro, *Il cemento e la ricotta,* cit., p. 17. Pour une vision générale de l'étroite relation entre les ouvriers de l'industrie du bâtiment et le parti communiste romain, voir : Adolfo Pepe et al. (dir.), *Movimento operaio e organizzazione sindacale a Roma (1860-1960),* Roma, Editrice Sindacale Italiana, 1976. Pour l'histoire du mouvement des « edili » à Rome, voir : Giaime Moser et Silvano Olezzante, *Storia degli edili a Roma (1860-1995),* Roma, Ediesse, 1996.

[76] Voir : *Con gli edili per una nuova politica della casa. Solidarietà dei comunisti con gli oltre 60.000 operai dei cantieri da oggi in lotta,* "L'Unità", 12 septembre 1969.

[77] Voir : *Anche all'INA gli inquilini si riducono i fitti,* "L'Unità", 20 février 1970.

[78] Voir : *Migliaia di famiglie difendono l'autoriduzione degli affitti, "*L'Unità", 3 septembre 1970.

Pour sa part, le CAB, malgré sa contribution décisive dans le processus d'émancipation de la « lutte pour le logement » à Rome, se découvre incapable de réagir à l'évolution imposée par le parti communiste. Le choix tactique d'occuper seulement les grands immeubles privés depuis longtemps abandonnés et de limiter à « l'auto-réduction » le conflit dans les structures publiques, a permis en effet à l'UNIA de trouver un plan de confrontation avec le pouvoir institutionnel qui inhibe l'usage de la violence policière, tout en maximisant, du coup, le potentiel de négociation associé à la protestation[79] : au contraire, le répertoire outrancier du CAB, marqué par l'esprit du « tout de suite maintenant » et par le rejet de la médiation politicienne, finit inexorablement par faire précipiter les manifestations de désobéissance civile dans des épisodes de répression, comme c'est le cas des squats de « Val Melaina » (périphérie septentrionale de la capitale) qui sont brutalement évacués par les forces de l'ordre entre le 11 et le 12 mars 1970[80]. Le fait que suite à cette énième expulsion, les contestataires n'aient plus d'autres instruments qu'un « sit-in » devant le « Campidoglio », témoigne parfaitement de l'état d'impuissance dans lequel le CAB est désormais tombé : l'opération du « Celio » s'est révélée enfin comme un exploit unique et non plus répétable. Un sentiment de douleur qui ressort bien même des documents de propagande :

> pour la première fois, après l'expulsion nous ne sommes plus rentrés dans nos baraques, mais nous avons plutôt déplacé l'occupation au cœur de Rome, devant le « Campidoglio » : pas pour « implorer » un logement, mais pour montrer au maire et à la ville entière la mesure de notre combativité. Nous avons toujours refusé, en effet, le système des meetings démagogiques, des délégations « guidées » vers la Mairie, des accords politiciens voués à obtenir la compréhension « bienveillante » de l'administration ou les promesses de quelques interventions extraordinaires ou quelques « miettes » que la Municipalité arrive à récupérer. […] nous savons bien que la lutte pour le logement ne peut pas être gagnée à travers le combat de quelques centaines de familles […]. La lutte pour le logement est une lutte générale de la classe

[79] Voir : *La lotta per la casa ad una svolta. Roma: l'occupazione del complesso INADEL sblocca la resistenza degli enti pubblici,* "L'Unità", 27 mars 1970.

[80] Pour continuer la lutte, les expulsés se rassemblent le 15 mars devant le « Campidoglio » et réalisent une veille de protestation. Une trace audio des évènements liés à l'occupation, à l'évacuation et à la manifestation contre la Mairie se trouve dans les archives du « Circolo Gianni Bosio », un institut romain consacré à l'histoire orale : les enregistrements sont disponibles en ligne sur http://www.circologiannibosio.it/archivio/risultatisemplice.php?stringa=Occupazione%20case.

> ouvrière : pendant les prochaines occupations, avec nous, avec les habitants de baraques, ceux qui devront lutter seront les « edili », dont l'exploitation continue à permettre la construction de ces bâtiments, les étudiants universitaires et tous les travailleurs qui payent des loyers anormaux. Dès demain, nous devons agir pour étendre et généraliser la lutte[81].

D'après certains commentateurs, l'impasse soudaine et la perte d'efficacité que le CAB essuie au début de 1970 relève notamment d'une faiblesse fondamentale de son modèle organisationnel : le « fétiche » du sous-prolétariat comme agent exclusif du conflit urbain, sert l'idée dogmatique que la seule rage accumulée dans les bidonvilles de la capitale, correctement focalisée, sera suffisante à abattre le système de la spéculation immobilière et à résoudre le « problème locatif ». Une attitude qui d'un côté néglige coupablement l'inadéquation de ces franges sociales à diriger une telle transformation structurelle, et de l'autre surestime la portée déstabilisante du « scandale urbain » propre à la révolte des « misérables ». Comme le met en exergue Maurizio Marcelloni :

> les limites du CAB […] consistaient essentiellement […] à baser tout sur les « borghetti » et sur l'instrument de l'occupation opéré par les habitants des baraques : il s'agissait en vérité d'une arme à double tranchant. D'un côté, cette attitude représentait un avantage, puisque le prolétariat des « borghetti » était à Rome le seul agent social en mesure d'élever la lutte à un tel niveau, voire de faire littéralement exploser le problème locatif ; de l'autre […] ce même agent social n'avait aucune possibilité de rassembler autour de soi – en se proposant comme l'avant-garde d'une véritable stratégie d'attaque à la ville capitaliste – un bloc social alternatif, à savoir de constituer un mouvement organisé proprement dit[82].

Cette attention exclusive réservée à l'*action directe* des couches sous-prolétaires porte, en effet, le CAB à perdre le contact avec les mobilisations concomitantes des « edili » et de la petite bourgeoisie, dont les revendications, étant liées plus à une perspective d'amélioration que de refondation intégrale de la réalité métropolitaine, se concilient mal avec l'intransigeance « convulsée » des citoyens sans-abri. Pour le reste,

---

[81] CAB et Comitato degli occupanti, *Compagni,* "Servire il Popolo", 4 avril 1970.
[82] Maurizio Marcelloni, *Roma: momenti della lotta per la casa,* cit., p. 93.

à la crise opérationnelle du CAB - qui conduira le groupe d'abord dans une spirale d'isolement et enfin à la dissolution - contribue assurément l'émergence du militantisme extraparlementaire : une déstabilisation particulière est exercée par « l'Unione dei Comunisti Italiani (Marxisti-Leninisti) »[83], une formation maoïste nombreuse, mais fragile qui voit dans le le CAB un formidable moyen, capable de soustraire à l'emprise légaliste du PCI la « lutte pour le logement », pour la transformer en une opération éminemment insurrectionnelle[84]. En ce sens, la tentative toujours plus récurrente de s'infiltrer dans les occupations et dans les manifestations afin d'attiser les esprits et de pousser la confrontation sur le plan de la bataille antisystème, finit par compromettre les programmes et l'espace de manœuvre du CAB, qui à cause de son fonctionnement basé sur la collégialité des décisions et le spontanéisme de l'action se révèle très perméable aux pressions externes[85]. Quand, au milieu de 1970, le CAB implose définitivement, le PCI semble donc se libérer d'une double préoccupation en une seule fois : la concurrence interne pour le leadership sur le mouvement protestataire et la pénétration de franges extrémistes dans le circuit de la « lutte pour le logement »[86]. À partir du 20 septembre 1970, lorsqu'une éclatante contre-célébration des squatters de « l'Esquilino » gâche les parades institutionnelles pour le centenaire de la « prise de Rome »[87], l'UNIA peut effectivement recommencer à orchestrer sans interférence ses batailles à caractère démonstratif[88].

Cependant, cette sorte de premier règlement de comptes au sein de la gauche romaine n'a guère changé la donne relative au « problème locatif » dans la capitale : l'imbrication entre la croissance démographique, la pénurie d'appartements à loyers modérés et l'incapacité de l'administration à agir, continue à alimenter l'agitation des couches inférieures de la société. Nonobstant un certain contrôle sur la mobilisation des masses urbaines et un poids politico-électoral croissant, le travail de représentation syndicaliste mené par les communistes romains - en minorité au sein du conseil

---

[83] Il s'agit du premier et plus nombreux sujet ultragauchiste issu de la vague soixante-huitarde. Voir le chapitre 6 de ce travail.

[84] Voir : *Ora basta. Uniti per lottare: le case le costruiscono i lavoratori, le case devono essere dei lavoratori,* "Servire il Popolo", 28 février 1970.

[85] Voir : *Avanza a Roma il movimento per l'occupazione delle case,* "Servire il Popolo", 21 mars 1970.

[86] Privée de la présence du CAB, « l'Unione » perd, en effet, la possibilité d'intervenir concrètement sur « la lutte pour le logement » : cette interruption contribue de manière décisive à accélérer le déclin préexistant de ce groupe qui déjà au début de 1971 disparait de la scène sociopolitique romaine. Voir le chapitre 6 de ce travail.

[87] Voir : *Oggi non taglieranno questi nastri,* "L'Unità", 20 septembre 1970.

[88] Voir : *Primo giorno nelle case occupate: "requisire subito gli alloggi vuoti". Duemila persone negli appartamenti di via Cavour, via Lanza e alla Magliana,* "L'Unità", 7 novembre 1970.

communal - n'a nullement fait évoluer la situation dramatique des périphéries populaires : le manque d'une voie de sortie à cette crise maintient par conséquent le PCI dans une position extrêmement vulnérable, bien que momentanément dominante. D'ailleurs, la disparition du CAB et la marginalisation de « l'Unione » sont rapidement compensées par l'apparition d'un Nouveau monde extraparlementaire, qui achève sa propre installation à Rome justement vers 1971 : une galaxie de groupes ultragauchistes, qui s'est débarrassée de toute déférence envers la « maison rouge » et des dernières tendances « hippies »[89], est prête en effet à se lancer dans le plus grand front de conflictualité que la capitale a à offrir. Dans une ville caractérisée par un tissu industriel fragmenté et modeste, la classe ouvrière « taylorisée » ne peut évidemment représenter le pilier exclusif d'un projet révolutionnaire : en revanche, au sein du mouvement contestataire lié au « problème locatif » les formations extrémistes romaines peuvent rencontrer une dynamique sociale qui mobilise les masses prolétaires autour de mots d'ordre fondamentalement anticapitalistes et subversifs, telles que l'antagonisme anti-patronal, la désobéissance, l'exigence d'une appropriation violente des biens fondamentaux. Dans le but d'abattre les institutions bourgeoises à Rome, s'emparer de la « lutte pour le logement » aux dépenses du PCI devient par conséquent un impératif absolu. Cependant, on l'a vu, s'éloigner des préceptes marxistes-léninistes pour refonder l'hypothèse révolutionnaire sur des milieux sociaux étrangers à la koinè industrialiste n'est pas une opération simple : certes, suite à l'épuisement sans gloire de « l'Autunno Caldo »[90], les groupes plus brillants ont déjà commencé à élaborer un nouveau répertoire stratégique pour dépasser les limites de la dimension ouvriériste ; mais intégrer les sous-prolétaires, les chômeurs et les femmes au ménage dans l'avant-garde militante relève encore d'un défi très audacieux. Deux sigles en particulier, s'impliquent dans la difficile construction d'un modèle idéologico-comportemental permettant d'exporter aussi aux « quartiers » romains le travail insurrectionnel entamé dans les « usines » du Nord. « Lotta Continua » a lancé en septembre 1970 une ligne stratégique – marquée par le

[89] Voir le chapitre 6 de ce travail.

[90] L'énorme mobilisation ouvrière de 1969, qui avait permis aux groupes extraparlementaires d'alimenter un véritable esprit de révolte parmi certaines franges radicales de travailleurs « taylorisés » (notamment dans les grandes usines de Milan et de Turin), se conclut, en effet, par une affirmation de forces réformistes et légalistes : entre le 7 et le 23 décembre 1969, toutes les catégories en lutte acceptent l'invitation des syndicats de stopper la protestation et de signer le renouvellement de conventions collectives, en échange d'une série d'améliorations salariales et environnementales. Ces signatures, désamorçant la conflictualité ouvrière qui est à la base du projet révolutionnaire, représentent une véritable défaite pour l'extrême gauche. Pour creuser la question, voir le chapitre 4 de ce travail.

slogan « Prenons la ville ! » - vouée à récupérer la charge de malaise et de mécontentement propre aux périphéries métropolitaines pour continuer aux dehors des postes de travail la bataille contre l'exploitation économique du néocapitalisme :

> Qu'a signifié pour la classe ouvrière, dans les grandes luttes de ces dernières années, le mot d'ordre « prendre l'usine » ? Non pas, bien sûr, « gérer » ou bien « contrôler » la production, ni « participer » à la direction ou aux bénéfices des usines ; mais renverser la gestion capitaliste de l'usine, transformer l'unité objective de la production salariée en unité subjective, politique, dans la lutte contre la production. L'usine est devenue le lieu où, à travers les débrayages, les assemblées, les défilés, l'unité de classe des ouvriers s'est recomposée et organisée. De même, « prendre la ville » veut dire en finir avec la désagrégation du prolétariat, avec le contrôle exercé sur les masses par la solitude, l'exploitation économique, l'idéologie bourgeoise ; pour produire leur contraire, l'unité prolétarienne complète, non plus seulement contre la production capitaliste, mais pour le droit de tous à une vie sociale communiste libérée du besoin, saine et heureuse. […] Tout ce qui existe est le fruit du travail prolétarien et est retourné contre le prolétariat ; le problème, c'est de se le réapproprier dans la lutte et, en premier lieu, de se réapproprier l'identité de classe, c'est-à-dire de découvrir collectivement, à partir des besoins des masses les plus exploitées, les mécanismes de division et de sélection qui agissent sur le terrain social ; de tracer, sur la base de la lutte, des lignes de démarcation entre les oppresseurs, leurs complices et les prolétaires[91].

Dans le cadre de ce programme opérationnel, la « lutte pour le logement » prend une importance fondamentale :

> Lutter pour le logement, contre toute forme de délégation réformiste, par l'initiative directe des masses signifie connaître par son nom et son prénom son ennemi, des grandes sociétés immobilières aux sociétés publiques de construction, des grands spéculateurs privés aux usuriers des hôtels, des foyers, liés à l'industrie et à l'administration publique. Cela signifie connaître et résoudre les contradictions au sein du prolétariat, entre ceux qui vivent dans des baraques et ceux qui habitent

[91] *Prendiamoci la città,* "Lotta Continua", 12 novembre 1970.

> les maisons populaires, entre les locataires des maisons privées et les propriétaires d'un ou de deux appartements, entre les « hôtes » des pensions prolétariennes et ceux des foyers d'étudiants[92].

Peu avant, le groupe « Potere Operaio » avait invité à étendre le combat prolétaire outre les ateliers, voire « d'implanter la lutte révolutionnaire dans le cœur des métropoles capitalistes » afin de donner une vie supplémentaire à « l'Autunno Caldo » : en ce sens, les écoles, les structures sanitaires, les modes de transport et surtout l'habitat devraient devenir une composante organique du champ de bataille de la guerre à la bourgeoisie[93].

L'occasion pour défier l'hégémonie communiste et intervenir concrètement sur le « problème locatif » à Rome arrive quand une conjoncture défavorable porte à un niveau inégalé la colère du peuple des « borgate » : pendant le printemps 1971, en effet, la combinaison entre les préoccupations pour l'érosion des revenus – causée par une hausse soudaine de l'inflation[94] et l'imposition fiscale[95] – et le sentiment d'exacerbation provoqué par le énième échec règlementaire en matière de logement social (incarné finalement par la loi inefficace n 865/71)[96] radicalise drastiquement le prolétariat romain. Profitant de cette agitation extraordinaire, la mouvance ultragauchiste romaine tente alors de répliquer dans la capitale le succès des « faits de rue Mac Mahon » à Milan[97] : le 26 mars 1971, LC et PotOp, promeuvent le squat de

---

[92] *Ibidem*

[93] *La lotta rivoluzionaria piantata nel cuore delle metropoli del capitale,* "Potere operaio", 16-23 mai 1970.

[94] En 1971 l'index FOI - qui mesure le taux de l'inflation par rapport au panier de consommation de classes populaires italiennes - a triplé par rapport à 1969 (de 1,7% à 4,9%), tandis que dans la même période le PIB réel du pays accuse une forte décroissance (de 26 milliards de lires à 2,5 milliards de lires), atteignant même des valeurs négatives en 1970.

[95] Pour freiner cette récession économique, le gouvernement en poste décide le 26 octobre 1970 de promulguer un paquet de mesures économiques et fiscales (resté dans l'histoire comme « Decretone Colombo ») qui comporte l'augmentation simultanée du prix de l'essence, de tarifs téléphoniques et de la plupart de impôts.

[96] Il s'agit de la tentative de combler les lacunes de la loi n. 167 de 1962 : malgré deux années de discussions parlementaires et trois différents projets préliminaires (n. 980/69, n. 981/69 et n. 3199/71), la loi n. 865 promulguée en octobre 1971 se révèle essentiellement inadéquate pour intervenir sur le besoin de logement social qui traverse le pays. Voir : Enzo Forcella, *La svolta per la casa,* "Il Giorno", 1er août 1971.

[97] En janvier 1971, une sentence déclare légitimes *de facto* les occupations de maisons populaires (situés en rue Mac Mahon à Milan) organisées par les groupes extraparlementaires « Lotta Continua » et « Sinistra Proletaria ». Comme le remarque le journaliste Gino Mazzoldi, les juges rejettent l'accusation de violation de propriété, en justifiant l'occupation en tant qu'exercice d'un "droit au logement" que les squatters auraient obtenu à travers les cotisations GESCAL (retenues sur le salaire voué à financier la construction d'immeubles HLM destinés aux mêmes travailleurs). Voir : Gino Mazzoldi, *Due condanne al processo degli sfrattati: tutti assolti dall'accusa di occupazione,* "La Stampa", 18 février 1971. « Lotta Continua » fait immédiatement de cette occupation, réalisée nonobstant la forte opposition du PCI, un modèle opérationnel de lutte prolétaire : *"LES VINGT-CINQ FAMILLES QUI LE 23 JANVIER ONT OCCUPÉ LES IMMEUBLES DE RUE MAC MAHON A MILAN,*

deux bâtiments communaux dans la zone de « Casalbruciato » au sein du quartier « Collatino ». Quand, quatre jours après, les forces de l'ordre se présentent pour évacuer les locaux, les 350 familles d'occupants – qui viennent des territoires parmi les plus pauvres et dégradés de la capitale, tels que « San Basilio » et le « borghetto Alessandrino » - décident, en assemblée, d'aller à l'affrontement et de rejeter l'offre de médiation avancée par l'UNIA. La bataille urbaine, la première engendrée par la « lutte pour le logement » à Rome, devient ainsi inévitable : 3'000 agents, barricades, cocktails Molotov, femmes formant des boucliers humains, provoquent l'extension à tout le quartier du cordon de police. Expulsés de « Casalbruciato », LC et PotOp réactivent la bataille à « Centocelle », avec 50 familles : de nouveau, les évènements conduisent à la violence, portant en plus à l'arrestation d'un militant extrémiste trouvé en possession de 4 « cherry-bombes », 7 cocktails Molotov et plusieurs bâtons. Durant les heurts, des contestataires tentent de se réfugier dans les sections locales du PCI, se voyant toutefois repoussés : pour les formations ultragauchistes, il s'agit de la preuve que l'imposition d'une ligne dure peut servir à soustraire les masses populaires de l'emprise communiste. Comme l'affirment triomphalement les organes de presse militants :

> Les occupations de Casalbruciato et de Centocelle démontrent tout d'abord que […] cette initiative est cent fois plus forte, globale, massive que n'importe quelle lutte organisée par le PCI et l'UNIA. […] Voilà pourquoi les bureaucrates du PCI et de l'UNIA ont été rudement chassés par les occupants à Casalbruciato, et pourquoi à Centocelle ils ont dû s'arrêter à la première barricade[98].

En ce sens, de manière presque syllogistique, la seule perspective d'une élévation continuelle du niveau de la confrontation physique avec les forces de l'ordre semble assurer aux groupes extraparlementaires la rupture du rapport organique entre le

---

ONT FINALEMENT GAGNÉ : GRÂCE A LA LUTTE SINE DIE, ILS ONT OBTENU, TOUS, UN LOGEMENT. Or, les bureaucrates du PCI doivent se taire : ils véhiculaient l'image de squatters comme des désespérés – incapables, par conséquent, de décider de leur vie – qui étaient instrumentalisés et poussés à de actes irresponsables par Lotta Continua […]. Au contraire, les familles, toutes ensemble ont continué la lutte avec la conviction de n'être PAS ISOLÉES, CAR LES OUVRIERS ET LES ÉTUDIANTS ONT TOUJOURS ÉTÉ À LEURS COTES", in *Mac Mahon: i proletari hanno vinto,* "Lotta Continua", 17 février 1971.

[98] *Nei quartieri per il comunismo: una fase decisiva dello scontro di classe a Roma,* "Lotta Continua", n. 7, 23 avril 1971. Dans le même esprit, le journal de « PotOp » remarque qu'est « nécessaire de battre ceux qui proposent une défaite immédiate, à savoir la délégation aux organismes de représentation en échange de la fin de la lutte. En ce sens, Tozzetti et les autres saboteurs du PCI ont été durement chassé », *Proletari, arricchitevi!,* "Potere Operaio", avril-mai 1971.

mouvement protestataire et la gauche légaliste. Un polycopié diffusé par la formation « Il Manifesto » au lendemain des affrontements de « Centocelle » explique bien le caractère décisif de cette transformation potentielle dans le cadre d'un projet révolutionnaire néomarxiste :

> Hier, la violence policière a attaqué encore une fois les avant-gardes révolutionnaires et les travailleurs habitants des baraques qui avaient occupé 210 appartements à Centocelle, dans le cadre de la lutte pour le logement et les loyers : […] des centaines de camarades matraqués et des dizaines d'arrestations avec l'intention évidente d'étouffer les pointes du mouvement et de décourager les travailleurs à continuer une lutte qui – basée sur les intérêts réels de la classe ouvrière – pourrait affecter les centres du pouvoir capitaliste juste quand le patronat est en train de réorganiser le système à travers la politique des « réformes » […]. CE DESSEIN DES PATRONS DOIT ÊTRE ABATTU AVEC UNE LUTTE DE CLASSE ANTIRÉFORMISTE ET ANTICAPITALISTE POUR CRÉER UNE PERSPECTIVE AUTHENTIQUEMENT RÉVOLUTIONNAIRE. Une lutte, menée principalement par le travailleur, voué à la construction de ces instruments de gestion et de direction indispensables pour étendre et généraliser le front politique qui s'oppose au système[99].

Une idée très ambitieuse qui, d'ailleurs, peut trouver une certaine confirmation dans les nouvelles exaltantes provenant de l'autre métropole nationale, Milan où la bataille de 40 familles sans-abri guidées par « Lotta Continua » s'est transformée au début de juin en une véritable épopée[100] : les occupants, nonobstant une brutale procédure d'expulsion endeuillée par la mort d'un enfant, arrivent, en effet, à obtenir un toit grâce à une résistance à outrance soutenue par une énorme mobilisation de la société civile (notamment la solidarité du département universitaire d'Architecture)[101]. Rien

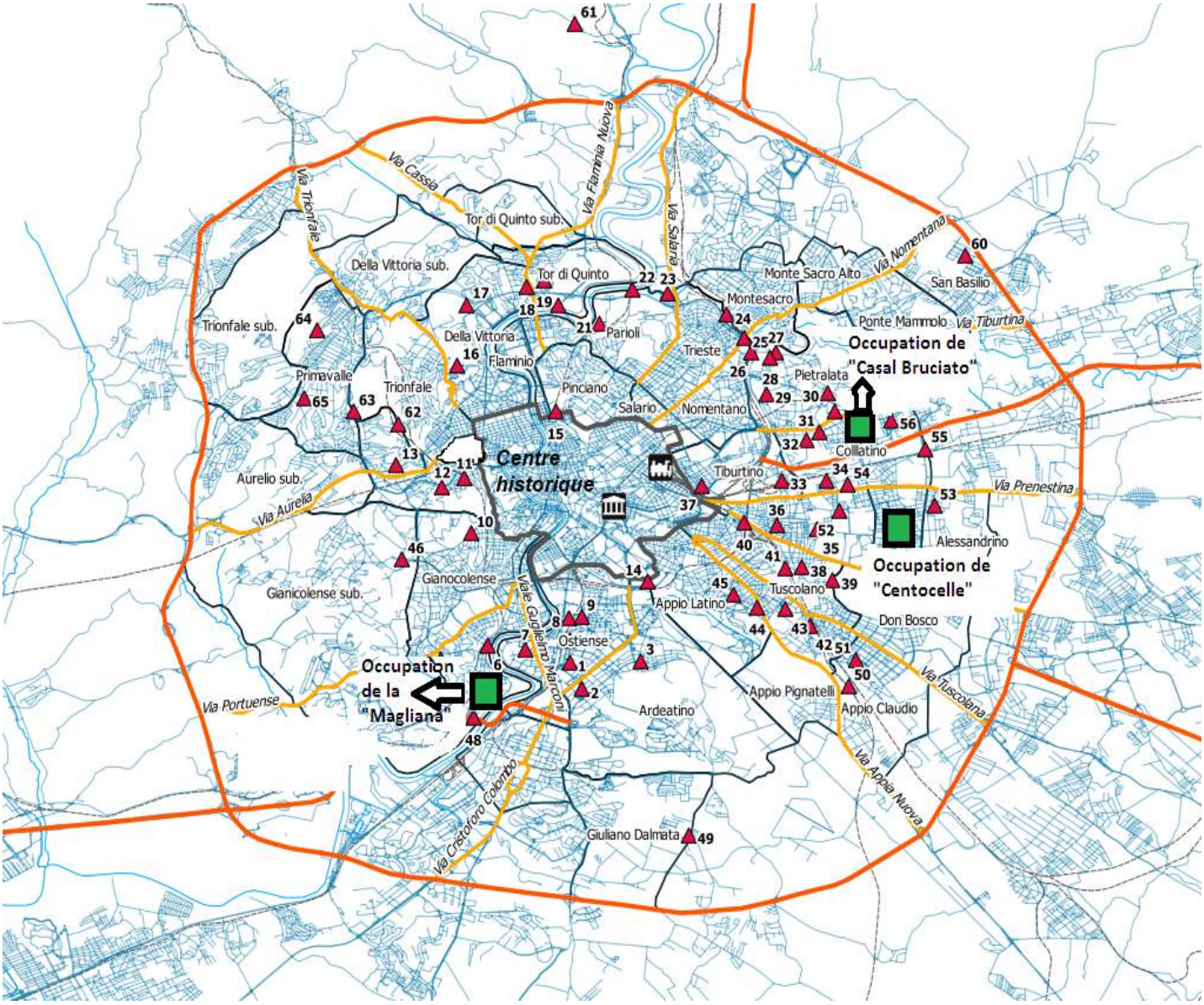
---

[99] Il Manifesto, *Lavoratori di Centocelle,* 5 avril 1971, in « Fondo Memorie di Carta », Paolo Palazzi, d. 3, f. 11, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[100] Voir : *Nelle case occupate di via Tibaldi. La volontà dei proletari di vivere e di essere felici contro l'organizzazione capitalistica dello sfruttamento e della morte,* "Lotta Continua", 11 juin 1971.

[101] Pendant la procédure d'expulsion, la fumée des gaz lacrymogènes provoque une détresse respiratoire fatale à un enfant de 7 mois déjà cardiaque (voir : *Tragica morte di un bimbo coinvolto nello sgombero di una casa occupata. Milano: aveva appena sette mesi ed era figlio di baraccati,* "L'Unità", 9 juin 1971). Les occupants expulsés sont accueillis dans les salles du département universitaire d'Architecture, qui a son tour sera violemment évacué par les forces de l'ordre. Au bout d'une tension montante, le 12 juin 1971, un cortège de 40 000 citoyens traverse Milan pour réclamer un toit en faveur des 40 familles : sous la pression populaire, la Mairie décide alors de résoudre la question, en repérant

d'étonnant à ce qu'à partir de cette période, l'engagement de la galaxie de l'ultragauche romaine se focalise principalement sur l'exaspération de la « lutte pour le logement » : déjà au milieu du mois de juin 1971, la défense des occupations expérimente de nouveaux répertoires, tels que l'incendie des voitures garées (à la « Magliana », dans le quartier « Portuense ») et le barrage routier (à « Borgata Gordiani », dans le quartier « Prenestino-Labicano »)[102].



élaboration cartographique de l'auteur

les logements nécessaires. Voir : *Milano : dure polemiche e tensione dopo gli incidenti ad Architettura,* "La Stampa", 12 juin 1971 ; *Una vittoria politica,* "Lotta Continua", 26 juin 1971.

[102] Voir : Maurizio Marcelloni, *Roma : momenti di lotta per la casa,* cit., p. 100.

Confrontée à cet hyperactivisme de l'aire extraparlementaire, l'UNIA tente de réagir en faisant peser tout son appareil organisationnel : la nuit du 29 octobre 1971, 10 000 habitants des bidonvilles sont invités à s'installer dans 3 000 appartements, éparpillés aux quatre coins de Rome (quartiers « Prenestino-Centocelle »[103], « Pietralata »[104], « Monte Sacro »[105], « Ostiense »[106] et zones « Torre Spaccata »[107], « Gare Centrale »[108], « Magliana »[109]). Il s'agit de la plus grande opération démonstrative dans l'histoire de la « lutte pour le logement » : réalisée en concomitance avec la promulgation de la loi n 865, afin de profiter d'une visibilité médiatique accrue, cette initiative voudrait s'appuyer sur la portée exceptionnelle de la mobilisation pour forcer pacifiquement la main à l'administration municipale. En fait, pour retirer les occupations l'UNIA demande le bloc semestriel de toutes les procédures d'expulsions en droit, la réquisition de six-mille appartements vides à attribuer aux habitants de baraques, la réduction des loyers des immeubles publics, le déblocage des 370 milliards de lires que la Mairie de Rome a depuis longtemps destinées à la construction de logements sociaux en ville. Quand deux jours après, les forces de l'ordre se présentent devant les bâtiments squattés, les occupants décident de ne pas résister, en préférant plutôt se diriger en masse vers le « Campidoglio », où se tient une séance consacrée justement au « problème locatif » à Rome : sous la pression de la foule, la majorité du conseil communal accepte formellement toutes les revendications avancées par l'UNIA. Une double victoire pour le parti communiste romain, qui semble avoir, d'un seul coup, mis en échec et les ennemis démocrates-chrétiens qui administrent la capitale et les groupes extraparlementaires qui attaquent continuellement la stratégie légaliste appliquée à la « lutte pour le logement ». « L'Unità » du 6 novembre affirme triomphalement que :

> finalement […], les forces réactionnaires et celles intéressées à diviser les masses ouvrières, se sont rendues compte que les « borgate » romaines ne peuvent pas être utilisées comme des « Vendées » d'où déclencher une lutte antidémocratique […]. Voilà pourquoi les habitants

[103] Les occupants viennent des « borghetti » *Tiburtino III*, *Prenestino, Molfetta, Alessandrino* et *Gordiani.*

[104] Habitants des bidonvilles locaux.

[105] Habitants des borghetti *Fosso di Sant'Agnese*, *Viale Etiopia*, *Nomentano* et *Circonvallazione Salaria.*

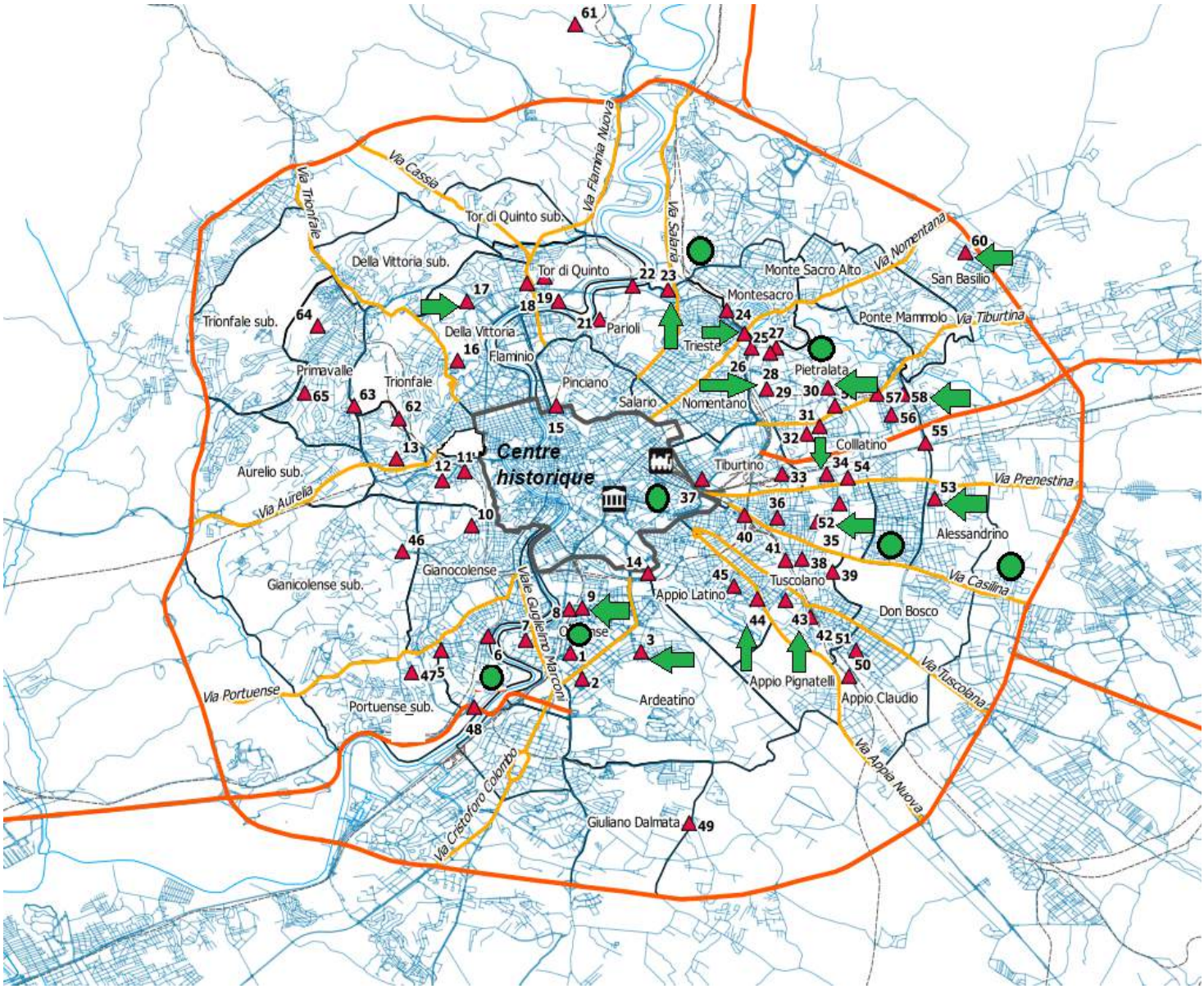
[106] Habitants défavorisés de zones « Tormarancio » et « Garbatella ».

[107] Habitants de « Borghetti » *Acquedotto Felice* et *Torraccia.*

[108] Habitants de dernières maisons populaires du centre historique.

[109] Habitants défavorisés provenant de rue *della Farnesina*, de rue *Anzio* et de rue *Cessati Spiriti*.

des baraques, les sans-abri, les travailleurs doivent se serrer autour des organisations unitaires, tout en repoussant les provocateurs fascistes et ceux qui opèrent pour semer le désordre[110].



LA GRANDE OPÉRATION DÉMONSTRATIVE RÉALISÉE PAR L'UNIA LE 29 OCTOBRE 1971

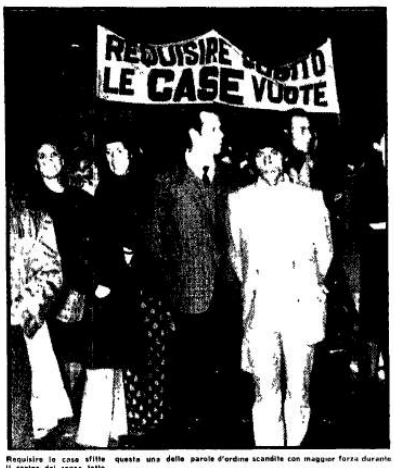
Bâtiments occupés	***Bidonvilles de provenance des squatters***

élaboration cartographique de l'auteur

[110] *Primo grande successo della lotta unitaria per la casa e l'equo fitto: 6.000 alloggi entro Natale,* "L'Unità", 6 novembre 1971.

PAG. 10 / roma-regione — l'Unità / sabato 6 novembre 1971

Primo grande successo della lotta unitaria per la casa e l'equo fitto



Requisire le case sfitte questa una delle parole d'ordine scandite con maggior forza durante il corteo dei senza tetto

6.000 alloggi entro Natale

La Giunta comunale costretta all'impegno di reperire entro quel termine gli appartamenti Interventi per la sospensione degli sfratti e la riduzione degli affitti - Comizio e corteo lungo via dei Fori - Discorsi di Petroselli, Crescenzi, Maffioletti e Tozzetti - Il dibattito in Campidoglio

La lotta dei senza tetto, degli inquilini che vivono in case fatiscenti, dei lavoratori che devono pagare fitti che raggiungono percentuali fino al 10-40 per cento dello stipendio, ha ieri ottenuto una prima grande vittoria, strappando l'impegno al Comune a reperire entro Natale seimila appartamenti da assegnare a coloro che più ne hanno bisogno. La notizia contenuta in una relazione dell'assessore Bubbico svolta in consiglio comunale proprio mentre fuori nella piazza del Campidoglio bagnata ed inquilini gridavano la loro protesta è stata accolta con grande soddisfazione, ma anche con la decisione di continuare la lotta dalle migliaia di partecipanti all'UNIA ed alla quale avevano dato la loro adesione anche il PCI il PSI ed il PSIUP. Non è tutto

Convegno delle borgate delle zone nord ed est

Si apre oggi il convegno sulle borgate delle zone nord ed est della città organizzato dal sindacato dell'Urbe ne Latino)

I lavori del convegno cominceranno alle 17 in via del la Guastalla al 1 chilometro, presso il bar Balas sa. Alla manifestazione hanno aderito consiglieri comunali di circoscrizione e rappresentanti delle tre organizzazioni sindacali unitarie

La lotta unitaria dei lavoratori degli inquilini dei mercati dei partiti di sinistra ha costretto la Giunta capitolina ad assumere anche gravi impegni sull'avvio della legge sulla casa l'applicazione dei diritti (367 la sospensione degli sfratti e la riduzione degli affitti che partiranno nel prossimo del consiglio comunale già da accordo.

Migliaia e migliaia di romani hanno preso parte ieri pomeriggio alla protesta indetta dall'UNIA l'organizzazione che sta portando avanti la coraggiosa battaglia per cancellare le baracche dalla volto della capitale italiana e per assicurare una casa a un fitto equo a tutti i lavoratori. A fianco dell'UNIA erano schierati i partiti di sinistra PCI PSI PSIUP vi sono confluite anche le tre organizzazioni sindacali CGIL CISL e UIL, le tre sindacati edili i UDI le organizzazioni democratiche di massa. Un vasto movimento unitario che va crescendo e montando ogni giorni

La manifestazione ha preso l'avvio alle 15 sulla piazza pianeggiante il Colosseo dove era stato allestito un palco per gli oratori. Luigi Petroselli Otello Crescenzi Roberto Maffioletti e Aldo Tozzetti segretario dell'UNIA

Petroselli ha detto che l'ultima occupazione di case avvenuta a Roma parla un linguaggio chiaro. È stato un movimento senza precedenti che ha tutto compendere al governo e alle forze politiche che bisogna ora passare ai fatti. La battaglia unitaria di questi giorni alla quale i comunisti hanno dato e danno tutto il loro appoggio — ha messo anche in evidenza aspetti significativi che si inquadrano nella lotta per la riforma per cambiare le cose a Roma e nel resto del paese. I seimila temporaneamente — ha proseguito Petroselli — hanno finalmente scoperto che alla battaglia per la casa a Roma non partecipano solo i senzatetto e i baraccati ma anche i lavoratori costretti a pagare fitti di rapina. Latto fatto significativo è che le forze reazionarie e quelle interessate a dividere le masse operaie vi sono accorse che le borgate romane non sono vandee da utilizzare per la lotta antidemocratica o punti di appoggio per dividere i lavoratori. Al contrario il popolo delle borgate ha dimostrato di essere solidamente legato al movimento unitario alla battaglia per le riforme per la difesa e lo sviluppo della democrazia

La lotta di questi giorni — ha detto ancora Petroselli — ha fatto ecc alle memorabili giornate di battaglia per la casa dei mesi scorsi ed è giunta alle soglie di un'altra vittoria. Il Campidoglio e il governo dovranno assegnare altri 5 mila alloggi ai senzatetto ai baraccati a coloro che vivono in coabitazione

Un'altra immagine della grande manifestazione per la casa e l'equo fitto

Article de « L'Unità' » (6 novembre 1971) qui annonce triomphalement le « premier grand succès » de la « lutte pour le Logement » à Rome : l'engagement de l'administration municipale pour doter d'un logement décent six-mille familles romaines est décrit comme le résultat de la ligne légaliste employée pendant l'imposante opération du 29 octobre.

Cependant, malgré le climat d'enthousiasme, aucune de ces promesses ne sera honorée et l'imposante occupation des « dix-mille » se révèle comme un échec : l'épreuve de force de l'UNIA, vouée surtout à ressasser une ligne réformiste et non violente en matière de « lutte pour le logement », finit paradoxalement par conforter les thèses outrancières des formations extrémistes. Face à un résultat tellement décevant, *l'action directe* réclamée par la militance ultragauchiste prend l'allure d'une (voire la seule et unique) solution gagnante[111]. En fait, au-delà des sollicitations des « avant-gardes politiques », la tendance à agir de manière autonome pour s'approprier immédiatement un appartement ou pour améliorer les conditions de l'habitat commence à se faire jour parmi le peuple de la « Rome d'en bas » : au début de 1972, le mouvement contestataire commence en effet à systématiser des formes d'auto-

[111] Comme l'affirme un polycopié rédigé par « PotOp » et adressé aux communautés prolétaires de la périphérie orientale romaine : "*LES REFORMES, ILS PEUVENT LES FAIRE QUAND ILS VEULENT, MAIS NOUS NE SOMMES PAS DISPOSES A LES PAYER. Sans attendre, donc, que les patrons et l'État nous octroient quelques miettes de réforme [...] nous sommes à même de satisfaire immédiatement nos besoins et de résoudre nos problèmes : à travers l'organisation prolétaire au sein du quartier pour prendre ce dont nous nécessitons, pour ne plus payer ce que nous ne voulons pas payer*", in Potere Operaio, *Compagni della zona Casilina,* 24 octobre 1970, in « Fondo Memorie di Carta », Massimo Pasquini, d. 1, f. 1, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

organisation qui visent à atténuer le « problème locatif » dans les quartiers les plus problématiques de la ville. Un peu partout - au nord (« Val Melaina », « Tufello », « San Basilio »), à l'est (« Portonaccio »), à l'ouest (« Primavalle », « Monteverde ») et au sud (« Trullo », « Magliana ») - la conflictualité endémique des périphéries évolue en communautarisme, moyennant l'institutionnalisation de certains comportements extra-légaux comme l'autoréduction des loyers et des charges, la création et l'entretien de services sociaux propres au quartier (école et permanence sanitaire), les batailles contre les nocivités et les abus[112]. À ces phénomènes macroscopiques, s'ajoute l'activisme croissant des « dissidents catholiques » romains qui, dans l'après-68, ont commencé à considérer la « lutte pour le logement » comme la première urgence de la ville. En ce sens, l'intervention pour soulager les conditions de vie dans les bidonvilles et pour soutenir les revendications de ses habitants s'inscrirait dans la réalisation pratique de l'esprit du Concile Vatican II. Les chefs de file de ce mouvement sont les prêtres proches de la « théorie de libération »[113] et de la « méthode de Barbiana »[114] qui se plongent dans la réalité quotidienne des périphéries afin de rendre assistance, dignité et espoir aux « misérables » de la capitale. Les exemples majeurs de cette attitude sont représentés par l'œuvre de Don Roberto Sardelli qui s'installe dans la baraque n. 725 du « borghetto Acquedotto Felice » et se met à la tête des luttes pour l'accès à l'eau courante et à l'éducation primaire – et de Don Gérard Lutte qui habite dans les taudis de la communauté de « Prato Rotondo » (quartier « Monte Sacro ») et qui continue à être le référent de ces gens même après leur déplacement dans les maisons populaires de la « Magliana »[115].

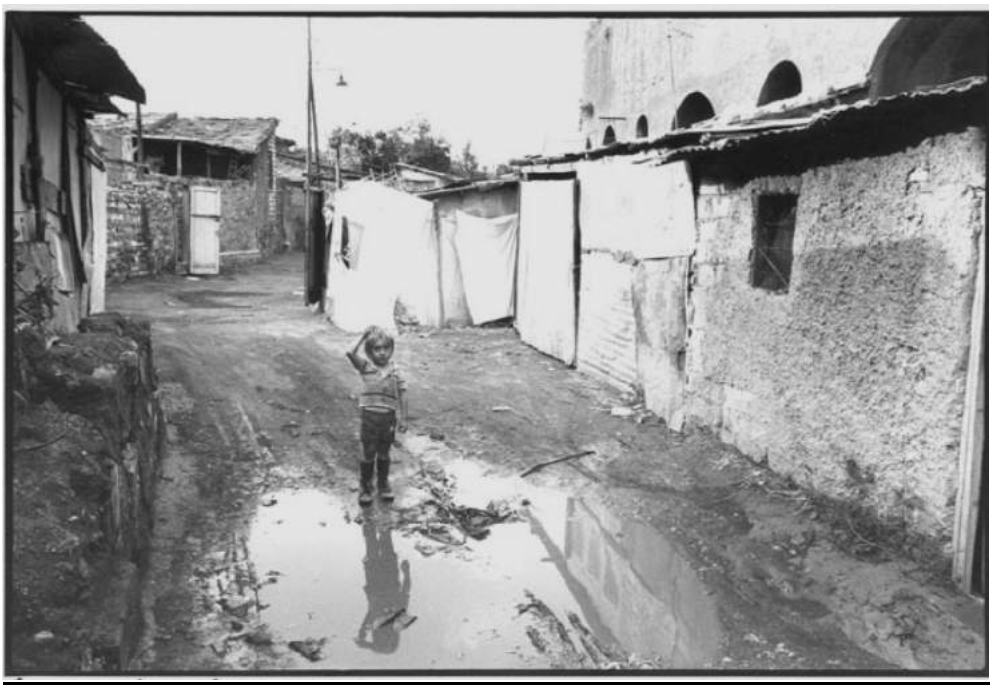
---

[112] Voir : Nicoletta Stame, *Occupazioni di case e lotte sociali a Roma,* "Quaderni Piacentini", juin 1974, p. 62.

[113] La « théorie de la libération » est un courant théologique qui prévoit un engagement sociopolitique totalisant : élaborée pendant les années 1960 dans le cadre de dictatures militaristes de l'Amérique latine, ce mouvement proactif et profondément anticapitaliste veut « libérer » les pauvres de leur condition d'oppression et de misère, mettant explicitement l'Église du côté de luttes populaires d'émancipation. Voir : Paul Gauthier, *Les Pauvres, Jésus et l'Église*, Paris, éditions universitaires, 1963 ; Gustavo Gutiérrez Merino, *La libération par la foi : boire à son propre puits ou l'itinéraire spirituel d'un peuple*, Paris, Cerf, 1985 ; Convegno europeo delle comunità di base, *Teologie della liberazione in dialogo. II Convegno europeo delle comunità di base. La riflessione delle CdB a confronto con la teologia della liberazione e la teologia europea,* Torino, Tempi di fraternità, 1986 ; Alfredo Vitiello, *Marxismo e teologia della liberazione. Sottosviluppo, sfruttamento, pauperismo e rivoluzione in America Latina,* Napoli, D'Auria, 1990.

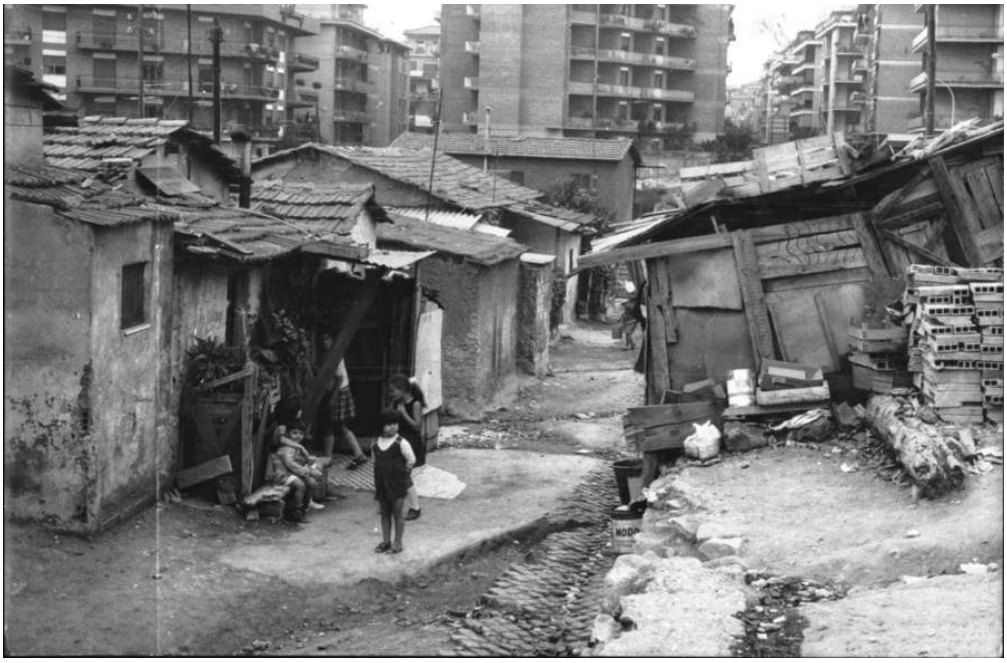
[114] Il s'agit d'une méthode pédagogique systématisée par Don Lorenzo Milani à travers son école expérimentale située à Barbiana (Toscane) : actif entre 1954 et 1967, ce modèle éducatif prévoit une formation antiautoritaire et anticapitaliste destinée à la jeunesse démunie. Voir : Scuola di Barbiana, *Lettere a una professoressa,* Firenze, Libreria editrice fiorentina, 1967.

[115] Voir : Roberto Sardelli, *Vita di borgata. Storia di una nuova umanità tra le baracche dell'Acquedotto Felice a Roma,* Calimera, Kurumuny, 2013 ; Gérard Lutte, *Dalla borgata di Prato Rotondo al quartiere popolare della Magliana*, « La Critica Sociologica », n. 41, 1977, pp. 11-29.



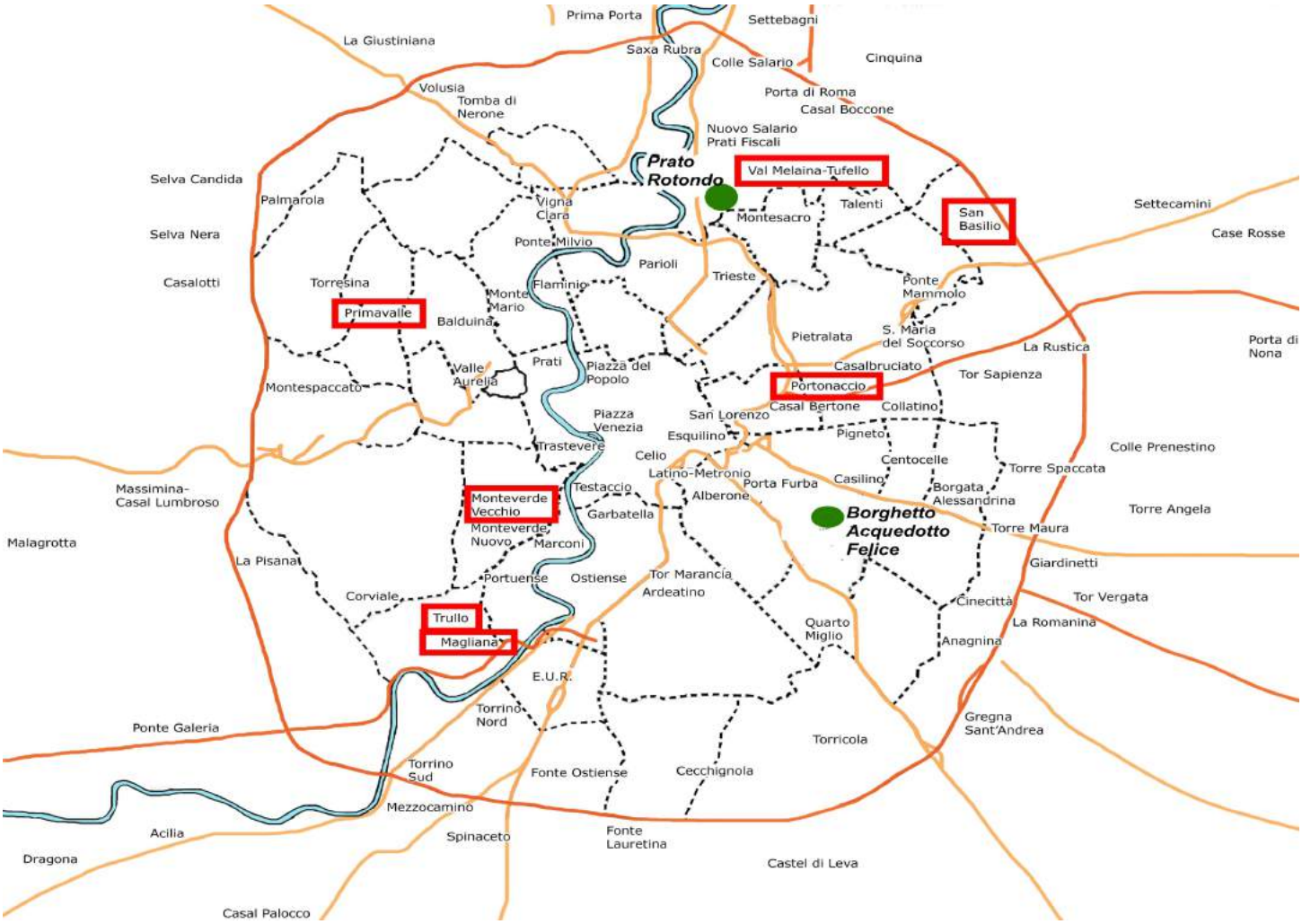
Les conditions de l'habitat dans le « Borghetto Acquedotto Felice » en 1970.

Source : catalogue du photographe Tano D'Amico



La Bidonville de « Prato Rotondo » autour de 1970.

Source : Archives photographiques de « L'Unità »



LOCALISATION DES PRINCIPALES EXPÉRIENCES D'AUTO-ORGANISATION POPULAIRE (1972-1973)

élaboration cartographique de l'auteur

IV. *L'apogée de la « lutte pour le logement » (1973-1974)*

D'ailleurs, la détérioration constante du contexte économique est telle que, fin 1973, l'Italie entre définitivement en récession, favorisant une élévation supplémentaire du niveau de la contestation populaire : l'explosion de l'inflation, la dévaluation de la lire, la montée du chômage et l'avancement du « déblocage des loyers »[116] qui se réalisent pendant cette période ne peuvent que renforcer, en effet, la

[116] Le taux d'inflation dépasse 10% (10,9%) en 1973 et grimpe jusqu'à une moyenne de 20% pour le 1974 (19,4%) ; pendant la même période, la lire subit une dévaluation de 15% et le niveau du chômage touche pour la première fois dans l'histoire le seuil de 6% par rapport à la population active. De plus, le marché de loyers est investi par une nouvelle étape du processus de libéralisation entamé à la fin des

disponibilité déjà remarquable des couches les plus pauvres à la révolte[117]. Une situation grave et dégradée qui conduit les différentes communautés de la capitale à se doter d'organismes territoriaux[118] divisés selon la finalité et la composition en « comités de quartier »[119] et « comités de lutte »[120], pour promouvoir une opposition systématique à la vie chère : en raison de son impact prépondérant sur le budget familial, ces appareils placent immédiatement la résolution du « problème locatif » au centre de leurs batailles, en s'appropriant des formes d'auto-organisation qui avaient commencé à surgir à travers la ville. Il s'agit d'une pratique de désobéissance civile qui devient structurelle et qui souvent met en question la légitimité même du système républicain, selon le principe que « les auto-réductions des loyers, les squats des logements, les occupations des sols afin d'y bâtir des appartements pour les travailleurs, l'opposition à la gentrification du centre-ville, sont des moyens pour attaquer le capital »[121]. Comme le précise un document collectif élaboré en 1973 par les « comités de lutte » majeurs :

> Pendant ces mois, le niveau de vie des travailleurs a gravement empiré : face à des augmentations salariales très modestes, il y a le chômage, l'inflation et le logement cher. Du coup, tout ce que les travailleurs gagnent, vaut moins de jour en jour, tandis que groupes de privilégiés et d'escrocs deviennent toujours plus riches. CEPENDANT, DANS PLUSIEURS QUARTIERS POPULAIRES, LES TRAVAILLEURS SE SONT REBELLES : ILS SE SONT REFUSÉS À SUBIR ENCORE LES CHANTAGES ET L'OPPRESSION DES PATRONS ET DE LEUR GOUVERNEMENT. LES TRAVAILLEURS ONT DÉMONTRÉ SAVOIR SE MOBILISER, S'ORGANISER EN PROPRE,

---

années 1960. Voir : Giulio Mazzocchi, *Sacrificio, impegno di tutti per combattere l'inflazione,* "La Stampa", 2 août 1973 ; *In vigore le nuove norme sui fitti,* "L'Unità", 11 août 1974 ; *Disoccupati saliti del 14% in 3 mesi,* "La Stampa", 25 septembre 1974.

[117] Voir : *Si sviluppa la lotta al caro-vita,* "L'Unità", 23 juillet 1973 ; *Le decisioni del governo sotto la spinta della lotta popolare: varate alcune insufficienti misure per il blocco dei prezzi e dei fitti,* ivi, 25 juillet 1973; *Nuovi episodi sul fronte della lotta al carovita,* "La Stampa", 27 août 1973

[118] Voir : Raffaele De Mucci, *La politica dei cittadini: forme e strumenti di partecipazione politica nei sistemi urbani,* Milano, FrancoAngeli, 1985; Marco Grispigni, *Tra protagonismo sociale, antagonismo e collaborazione istituzionale: l'esperienza dei comitati di quartiere*, cit.

[119] Les « Comités de quartier » sont des organismes transversaux, parfois ouverts aux apports extérieurs et actifs dans plusieurs domaines en même temps : la finalité est de s'occuper, en définitive, de la globalité du niveau de vie dans le quartier.

[120] Les « Comités de lutte » sont de structures très homogènes et difficilement perméables s'agissant de la composition interne : ces appareils populaires travaillent de façon exclusive sur une seule question à la fois.

[121] *Controllo operaio sul territorio,* "Cordones – Foglio a cura del Comitato di lotta per la casa di Primavalle", suppl. à "Città futura", août 1973.

ÉLABORER LES FORMES DE LUTTE APTES À FRAPPER DIRECTEMENT LEURS ENNEMIS : ILS ONT FORME LES COMITÉS DE QUARTIER ET LES COMITÉS DE LUTTE[122].

Parmi ces expériences, deux cas en particulier semblent incarner un embryon de contre-pouvoir territorial, qui se constitue pour affirmer « l'irréductibilité des besoins sociaux » face aux dynamiques du consumérisme néocapitaliste[123]. D'un côté, la situation de la « Magliana » - une banlieue entièrement abusive, à composition prolétaire et petite-bourgeoise – où une assemblée populaire a pris en main la gestion économico-politique du quartier[124] : ici, la capacité d'agir collectivement et de coordonner les différents fronts de lutte, permet d'appliquer une auto-réduction du 75% des loyers, d'exercer une résistance active contre les expulsions en droit, de promouvoir de nouvelles occupations ; mais aussi de dénoncer publiquement la conduite illicite des constructeurs et des techniciens communaux, de mettre en place des services récréatifs et culturels (école, parc de jeux), de faire suspendre tous les permis de construction destinés à bétonner les derniers espaces verts de la zone[125]. De l'autre, le contexte de « San Basilio » (un quartier éminemment prolétaire et gravement dégradé), dont la population a su reprendre l'action initiale de groupes extraparlementaires, tels que « Il Manifesto » et « Lotta Continua », qui avait permis en 1971 de réaliser une école, une permanence sanitaire et d'agrandir la couverture du réseau du transport public : les habitants locaux sont spontanément engagés, en effet, dans un travail de requalification urbaine, d'autoréglementation des conflits et des problèmes, de réduction des loyers, qui arrive souvent à une baisse du 90% par rapport au coût initial[126].

Tout ce bouillonnement social, déployé malgré les vaines tentatives de cooptation menées par le SUNIA[127], alimente bien évidemment la confiance et les ambitions de

---

[122] Comitati di lotta dei quartieri popolari (Magliana, Portonaccio, Primavalle, Valmelaina, Trionfale, Pietralata, Quarticciolo), *Contro lo sfruttamento e l'oppressione nei quartieri popolari per l'occupazione e la difesa del salario,* 1973, in « Fondo Memorie di Carta », Giuseppe Musci, d. 143, f. 1, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[123] Voir : Luciano Villani, *Neanche le otto lire,* cit*.,* pp. 25-26.

[124] Voir : Comitato di quartiere della Magliana, *La Magliana: vita e lotte di un quartiere proletario,* Milano, Fletrinelli, 1977.

[125] Voir : Marco Spada, *Il potere periferico: la Magliana, un quartiere in lotta per una nuova città,* Cosenza, Lerici, 1976.

[126] Voir : Gian Giacomo Fusco, *Ai margini di Roma capitale,* cit*.,* pp. 109-115.

[127] Nouvelle dénomination adoptée par l'UNIA à partir de 1972 : ce changement formel signale une accentuation ultérieure du caractère syndicaliste de cet organisme, qui est définitivement placé sous le contrôle de la CGIL.

l'extrême gauche romaine qui après avoir expérimenté des convulsions internes[128] n'attend qu'une nouvelle occasion pour relancer son offensive. Comme le remarque le journal de « Lotta Continua » :

> Le squat des immeubles, l'auto-réduction, l'occupation de terrains pour les transformer en jardins publics, la bataille contre le déplacement dans les nouveaux quartiers-ghettos, le refus de payer les factures et les impôts, sont des formes de lutte qui sont en train de devenir un patrimoine du prolétariat romain : derrière ce comportement il se niche le dépassement de l'attitude légaliste des révisionnistes, la désillusion envers les négociations politiciennes entre la Mairie et l'UNIA, le rejet de la division entre les prolétaires – voire entre habitants des baraques et les autres, entre travailleurs et chômeurs, entre Romains et immigrés – sur laquelle les autorités basent leur contrôle sur la conflictualité sociale à Rome[129].

Au sein de ce processus où se configure la défaillance des politiques réformistes dans le cadre de l'épuisement du *boom économique*[130]*,* la colère et le désespoir des citoyens soumis au « problème locatif » s'élèvent au point d'entrer en contact organique avec les instances subversives des formations extrémistes[131]. De ce fait, les besoins matériels accomplis par les pratiques d'autodétermination des comités territoriaux[132] rencontrent la velléité idéologique de transformer les bâtiments occupés en forteresses prolétaires d'une insurrection censée être imminente[133]. Le résultat de cette interaction croissante est la politisation de la pratique sociale : en ce sens, vers 1974, les épisodes d'occupation et d'auto-réduction cessent de représenter une réaction ponctuelle au malaise urbain, pour devenir une campagne généralisée du prolétariat

---

[128] Plusieurs groupes extraparlementaires étaient entrés en crise à partir de 1972 : certains avaient finalement disparu, tels que « Potere Operaio » (1973) ; d'autres avaient décidé d'abandonner l'aire extraparlementaire pour accepter le système électoral (« Il Manifesto »). Parmi les majeurs, seulement « Lotta Continua » et « Avanguardia Operaia » avaient tenu le coup. Voir le chapitre 6 de ce travail.

[129] *Le lotte per la casa a Roma,* suppl. de "Lotta Continua", 13 avril 1973, p. 30.

[130] Sur ce processus qui s'achève au tournant de 1974, voir les observations brillantes de Guido Crainz (Id., *Il Paese mancato,* cit*.,* pp. 411-443).

[131] Voir : Nicoletta Stame, *Occupazioni di case e lotte sociali a Roma,* cit., p. 66. Voir aussi : *Gli operai romani si riconoscono nella lotta dei lavoratori che occupano,* "Lotta Continua", 21 novembre 1973. Pour une interprétation historiographique, voir : Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* p. 312-313.

[132] Voir : Franco Ferraresi et Antonio Tosi, *Crisi della città e politica urbana,* in Sydney Tarrow et al. (dir.), *La crisi italiana,* cit*.,* pp. 559-582.

[133] Voir : Bianca Bottero, *Le lotte urbane oggi,* "Quaderni Piacentini", juillet 1973, p. 175.

romain contre la « ville néocapitaliste »[134]. Comme le remarque la sociologue militante Nicoletta Stame (proche du milieu des « comités de lutte ») :

> à partir de ce moment, on agit sous la consigne bien plus générale, et plus significative pour tous, d'un « loyer prolétaire, égal au 10% du salaire », voire d'un loyer propre aux logements HLM. Ce sont les nouveaux objectifs indiqués par les masses à travers les principales expériences de quartier[135].

Cela signifie que le mouvement populaire romain commence à modeler la « lutte pour le logement » sur les mots d'ordre de la contestation extraparlementaire, en finissant par se sentir partie intégrante d'une bataille plus générale menée contre les « sacrifices » demandés par le gouvernement et les syndicats afin de freiner les effets récessifs du choc pétrolier et de la stagflation (la « trêve sociale »)[136].

ROMA: comincia dalla casa
la lotta contro il carovita

400 famiglie continuano l'occupazione alla Magliana e a San Basilio: vogliono un affitto non superiore al 10 per cento del salario

Magliana

San Basilio

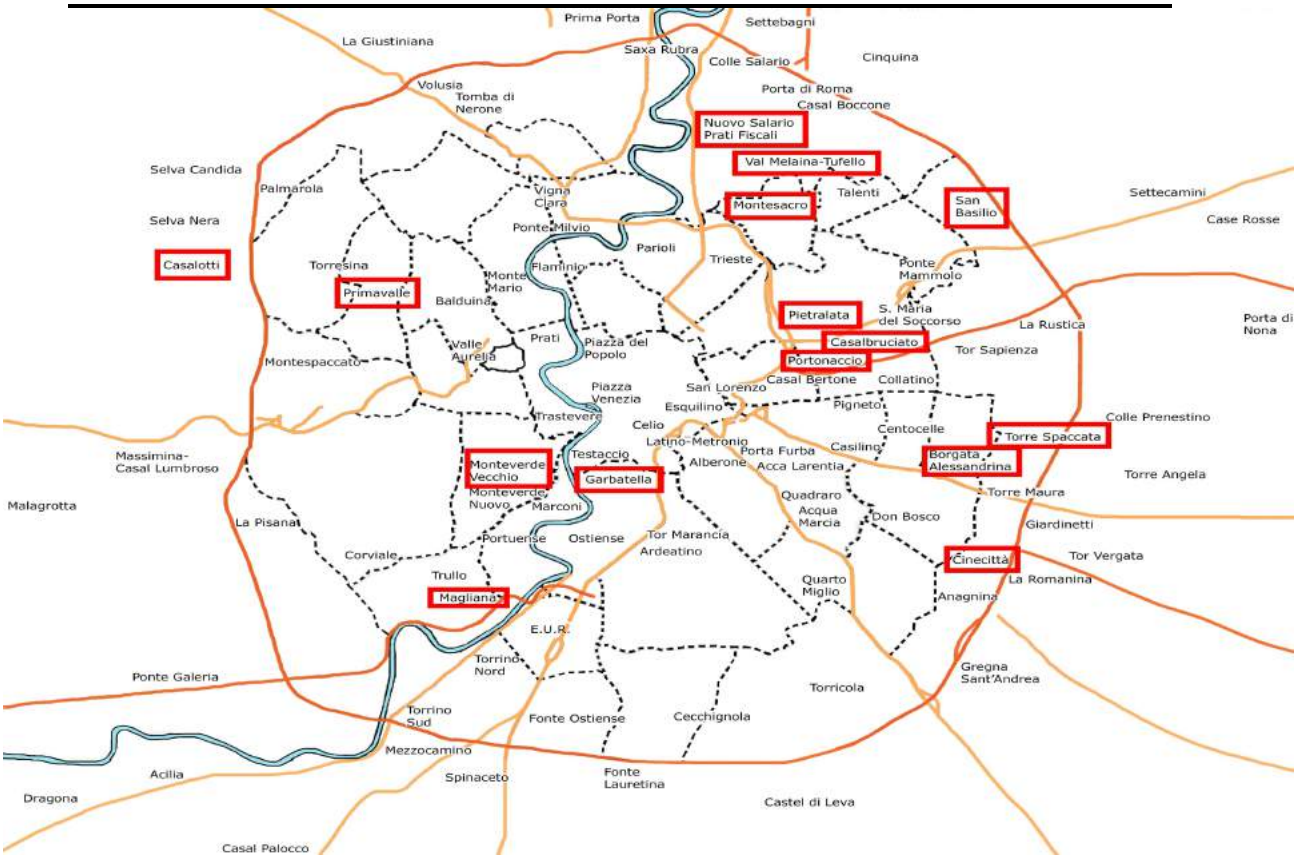
Page du journal « Lotta Continua » (16 novembre 1973) témoignant de la proximité que le monde extraparlementaire et les comités d'auto-organisation de quartier - liés à la « lutte pour logement » et à l'opposition à la vie chère – ont atteint en 1974. On notera, la centralité des expériences de « San Basilio » et de la « Magliana » dans l'imaginaire subversif de l'ultragauche romaine.

[134] Pour une idée de cette politisation de luttes urbaines dans les périphéries romaines, voir le documentaire d'Anna Lajolo, Guido Lombardi, Alfredo Leonardi, *Quartieri popolari di Roma,* 1972-1973.

[135] Nicoletta Stame, *Occupazioni di case e lotte sociali,* cit., p. 68. L'idée de fixer le "juste" loyer à hauteur du 10% du salaire est issue de l'expérience de la "Magliana" : dans les immeubles HLM de ce quartier – dont une partie de appartements a été attribuée aux « occupants du Celio » - le loyer effectivement payé est de 2500 lires par pièce. En raison d'un salaire ouvrier moyen d'environ 100 000 lires/mois, le coût d'un appartement de 4 pièces (à l'époque, le taux de fécondité est de 2,3 enfants par femme) arrive à peu près au 10% du budget familial. Sur ces calculs, voir : *Roma : più di 400 famiglie proletarie in lotta chiedono CASE PER TUTTI I LAVORATORI E UN AFFITTO PROPORZIONATO AL SALARIO,* "Lotta Continua", 14 novembre 1973.

[136] L'expression « trêve sociale » désigne l'attitude conciliante envers le patronat et le gouvernement que les syndicats italiens adoptent pendant la grave crise économique de 1973-1974 (liée notamment au premier choc pétrolier) : il s'agit de la tentative d'échanger de « sacrifices » de la part de travailleurs avec de politiques de protection de l'emploi. Voir : *CGIL: la forza dei lavoratori per uscire dalla crisi,* "L'Unità", 1er mai 1973; Giancarlo Fossi, *Una « tregua » sindacale fino alla metà di giugno,* "La Stampa", 18 mai 1974.

Dans le cadre de cette conjoncture extraordinaire, les comités territoriaux trouvent les ressources pour porter le combat à son apogée, en déployant une énorme vague d'occupations, encore plus grande que l'opération démonstrative réalisée par l'UNIA en 1971 : la déferlante s'abat naturellement sur les zones les plus chaudes et aguerries de la ville. Au début de novembre 1973, plusieurs bâtiments populaires (publics et privés) depuis longtemps inutilisés sont squattés à « San Basilio » et à la « Magliana » : le fait que les propriétaires des immeubles se voient refuser les mesures d'expulsion en droit, à cause de l'émergence d'une jurisprudence alternative pour ces types d'infractions[137], rassure les autres communautés urbaines en lutte, sur la possibilité d'obtenir finalement un toit. Du coup, entre janvier et mars 1974, au moins 3331 appartements sont occupés illicitement, tantôt dans les zones péricentrales, tantôt dans les périphéries extrêmes[138].



LES PRINCIPALES OCCUPATIONS RÉALISÉES ENTRE NOVEMBRE 1973 ET MARS 1974.

élaboration cartographique de l'auteur

[137] Certains juges progressistes commencent vers la fin de 1973 à rejeter les requêtes d'expulsion, dans les cas de logements inutilisés depuis longtemps, en considérant ce type d'occupations comme l'expression d'une distorsion structurelle du secteur immobilier qui demande, par conséquent, une intervention du pouvoir législatif plutôt que de mesures policières. Voir : *Illegalità delle lotte, fonte del diritto, "*Rosso", n. 15, 1975.

[138] Questura di Roma, *Comitato Unitario per la Casa – Accertamenti,* 11 mars 1974, in « Fondo Pubblica Sicurezza », Catégorie G : 1944-1986, d. 319, f. G. 5/12:198, Archives centrales de l'état (Rome).

Chacun de leur côté et selon leur pouvoir respectif d'instrumentalisation, les différents groupes ultragauchistes s'activent pour inscrire toute cette énergie contestataire dans leur praxis d'attaque particulière contre le système démocrate-bourgeois : « Lotta Continua » tente de prendre la tête du mouvement populaire à travers une « fédération informelle » des « comités de lutte » ; « Avanguardia Operaia » essaye d'arriver au même résultat, en constituant le « Comité unitaire pour le logement » qui s'adresse à l'ensemble des « comités de quartier » ; en revanche, la galaxie des collectifs « autonomes » (AutOp) et « syndicalistes révolutionnaires » (OPR) - qui a pris la place politique libérée par la dissolution de PotOp[139] – décide de se concentrer sur les organismes territoriaux caractérisés par une présence ouvrière prédominante (comme c'est le cas dans les quartiers orientaux). Bien que farouchement concurrents , et donc incapable de faire cause commune[140], ces multiples formes de pression du monde extraparlementaire contribuent quand même à déterminer une radicalisation des comportements associée à la « lutte pour le logement » dans la capitale : l'affrontement avec les forces de l'ordre est d'ailleurs inévitable, puisque l'essentiel de ces trois mille occupations – impliquant notamment des immeubles neufs et prêts à entrer sur le marché immobilier - est destiné à être évacué[141]. La peur des sociétés de construction exacerbe davantage le conflit. Elles craignent, en effet, de perdre le contrôle sur leurs biens (souvent bâtis illicitement) et finissent par mettre en œuvre toute une série de représailles hétérodoxes : recrutement de milices privées pour protéger les structures, enrôlement d'émeutiers néofascistes

---

[139] Voir le chapitre 6 de ce travail.

[140] Les lignes opérationnelles de la mouvance extraparlementaire sont profondément diversifiées et fondamentalement divergentes. LC et l'OPR poursuivent une stratégie de consolidation d'occupations déjà effectuées, en cherchant d'impliquer la totalité du quartier dans un effort de soutien et de solidarité (le but est de permettre aux contestataires de rester dans les appartements squattés). Cependant, alors que « Lotta Continua » accepte le heurt avec les forces de l'ordre, la « Organizzazione Proletaria Romana » préfère éviter l'affrontement pour continuer la lutte à travers des formes plus médiatiques, telles que l'équipement de tentes devant les bâtiments évacués ou « l'invasion » d'églises. Au contraire, AO et les « collectifs autonomes » se concentrent sur l'activation continuelle de nouvelles occupations, sans se préoccuper excessivement de la capacité d'obtenir concrètement un toit pour les squatters (le but est de faire du *mouvement pour le logement* une activité de soutien pour les luttes ouvrières) : si toutefois « Avanguardia Operaia » évite généralement la bagarre physique et abandonne les immeubles occupés sans combattre, AutOp recherche habituellement le combat frontal avec les appareils étatiques, en le considérant comme une étape décisive pour la construction du contre-pouvoir prolétaire et du processus révolutionnaire. Pour la stratégie de « Lotta Continua », voir : *Dal programma del Comitato di lotta: unire i proletari occupanti agli edili,* "Lotta Continua", 17 février 1974. Pour « Avanguardia Operaia », voir : Avanguardia Operaia, *L'occupazione delle case a Roma: un esempio per il proletariato,* 17 février 1974, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 112, f. 187, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome. Pour l'OPR, voir : Aldo Musci, *Venti anni di lotte per la casa a Roma*, in Cripes (dir.), *Società civile e istituzioni nel Lazio,* cit., pp. 27-54. Pour « AutOp », voir : *Casa: centralità della lotta, continuità del movimento*, "Rivolta di classe", n. 2, 1975.

[141] La jurisprudence contraire aux expulsions en droit s'applique, en effet, seulement pour les occupations d'immeubles substantiellement abandonnés.

pour provoquer et déranger les squatters, usage du « lock-out » des chantiers pour intimider les « edili » et les dissuader à participer à la contestation[142]. Par conséquent, les conditions sont propices à une escalade de violence : déjà au milieu de janvier 1974, la tension est montée au point d'engendrer des raids et des rétorsions. Dans la zone du « Nuovo Salario », par exemple, un groupe de militants extraparlementaires « équipés » (casques, barres, cocktails Molotov) se heurte aux défenseurs (maçons, émeutiers et surveillants) d'un grand chantier, au prix de quelques coups de feu, de plusieurs voitures cassées et de rudes corps-à-corps[143]. Le 3 février, à la « Garbatella », une cellule néofasciste réalise une attaque armée contre la section locale du « Comitato Unitario per la casa »[144] ; le 4 et le 5 février, encore au « Nuovo Salario », des affrontements pendant une tentative d'évacuation provoquent au total neuf blessés parmi les occupants[145] ; le 7 février, un commando « noir » opère un blitz contre certains bâtiments squattés, engendrant l'explosion d'une petite bataille urbaine[146] ; le 13 du même mois, à « Casal Bruciato » 2 policiers sont blessés par des cocktails Molotov, tandis qu'à « Portonaccio », les forces de l'ordre chargent violemment les occupants[147] ; le 28, à « Pietralata » et à « Casal Bruciato », des cortèges de squatters entrent en collision avec la police : 18 contestataires (femmes notamment) sont arrêtés[148] ; pendant la première semaine de mars, les forces de l'ordre mènent une imposante campagne d'expulsions, à l'aide de véhicules blindés et gaz lacrymogènes[149], qui permet d'évacuer 2946 appartements et qui porte à la dénonciation de 563 personnes (dont 48 arrêtés)[150].

---

[142] Voir : Luciano Villani, *Neanche le otto lire,* cit., pp. 31-32.
[143] Voir : Nicoletta Stame, *Occupazioni di case e lotte sociali a Roma,* cit., p. 72.
[144] Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia,* cit., p. 366.
[145] Voir : *Sgomberate, rioccupate e di nuovo sgomberate le case al Nuovo Salario*, "Il Manifesto", 5 febbraio 1974.
[146] Voir : *Case occupate: avventurismo e torbide manovre,* "L'Unità", 8 febbraio 1974.
[147] Voir : *Roma : continua la mobilitazione a Portonaccio,* "Lotta Continua", 14 février 1974.
[148] Voir : *Roma : sgomberate le case a Portonaccio e a Casal Bruciato,* "Lotta Continua", 1er mars 1974.
[149] Voir : *Stato d'assedio nei quartieri di Roma: centinaia di famiglie sgomberate,* "Lotta Continua", 3 mars 1974.
[150] Voir : Questura di Roma, *Comitato Unitario per la Casa – Accertamenti,* cit.

Images d'une des rudes évacuations policières effectuées au cours de l'année 1974 à « Casal Bruciato ».

Source : catalogue du photographe Tano D'Amico

Face à cette exacerbation des répertoires de protestation, la position du SUNIA – qui entre-temps a abandonné aussi la tactique démonstrative des occupations symboliques - se fait indubitablement malcommode : son activité de médiation représentative[151] - réduite désormais à manifestations-pétitions pour réclamer des mesures d'urgence en faveur des bidonvilles, assistance syndicale pour les locataires cessionnaires des immeubles HLM, promotion médiatique de projets de réforme destinés à régler le marché des loyers (« equo canone » [152]) – se révèle trop limitée et peu attractive par rapport aux attentes d'un mouvement populaire en plein essor. Préoccupé par la tournure des évènements, notamment par la diffusion d'un esprit de révolte parmi les couches prolétaires de la ville, le parti communiste romain s'engage alors dans une intense campagne contre-propagandiste, qui à travers la démystification des « provocateurs extraparlementaires » tente de stigmatiser cette manière outrancière de conduire la « lutte pour le logement »[153] :

> l'occupation aveugle d'immeubles vides – outre qu'elle ne résout pas le problème de dizaines de milliers de familles qui réclament des logements décents et pas chers – […] entrave l'actuation d'une réforme intégrale des politiques pour le logement. Les consignes et les initiatives des « groupes » (bien connus pour leur irresponsabilité), d'un côté exacerbent les situations et créent des divisions même entre les travailleurs, de l'autre imposent des objectifs illusoires et erronés qui, en définitive, éloignent la solution concrète des problèmes, tout en favorisant matériellement les intérêts de la rente foncière et de la spéculation privée[154].

L'inquiétude et la gêne sont telles que les invectives journalistiques de « L'Unità » finissent souvent par déraper, en arrivant à assimiler certaines catégories d'occupants avec les émeutiers mercenaires, au sein d'un improbable complot déstabilisateur ourdi contre la politique légaliste du PCI[155] : la cible principale de ces attaques est

---

[151] Voir : *Si sviluppa il movimento unitario di lotta: assemblea in Campidoglio per la casa e i servizi,* "L'Unità", 26 mars 1974.

[152] Il s'agit d'un projet de loi qui propose la prédétermination (par l'État) du prix de loyers sur la base de paramètres liés à la typologie, à la valeur et à la localisation de l'immeuble. Ce système sera adopté en 1978 par la loi n. 392.

[153] Pour une idée de la réaction dialectique des groupes extraparlementaires, voir : Avanguardia Operaia, *L'occupazione delle case a Roma,* cit.

[154] *Piattaforma del SUNIA per case a basso fitto,* "L'Unità", 7 février 1974.

[155] Voir : *Provocazioni e incidenti a via dei Prati Fiscali,* "L'Unità", 6 février 1974 ; Giovanni Berlinguer, *Mentre cresce il movimento unitario di lotta. Questione CASA: la speculazione isolata punta sui diversivi,* ivi, 3 mars 1974.

représentée par ces gens sans-abri qui, incités par les militants extrémistes, squattent les appartements HLM déjà assignés à d'autres familles défavorisées, et compromettent, du coup, les droits acquis de ces dernières. En fait, dans la vision légaliste et paternaliste du parti communiste, seule la préservation d'un ordre de priorité (basé sur le respect des listes de classement) dans l'obtention d'une maison populaire peut empêcher que la mobilisation prolétaire légitime se transforme en une inacceptable « guerre entre pauvres ». Une discrimination que la mouvance ultragauchiste rejette vigoureusement, en la jugeant réactionnaire et vouée d'abord à casser le front des occupations sauvages et enfin à saboter le processus prérévolutionnaire qui serait en train de se développer au cœur de la « lutte pour le logement » :

> Les protagonistes du mouvement sont les milliers de familles qui, pendant ces mois, ont réalisé les occupations des appartements vides (désormais les prolétaires squatteurs sont plus de 10 000), qui ont rempli de cortèges les rues de Rome, qui se sont réuni autour du loyer au 10% du salaire, de la réquisition des immeubles inutilisés, de la suspension des expulsions en droit, de la revendication d'un plan étatique pour le logement social. Personne ne pourra empêcher ces gens de manifester aujourd'hui, même pas ceux qui ont jusqu'à présent entaché la lutte sans jamais poser l'attention sur le programme avancé ou sur les objectifs concrets. Les « appels à la vigilance » […] parus sur l'Unità […] sont simplement la tentative de séparer les travailleurs en lutte, tout en empêchant, aussi physiquement, qu'ils se rencontrent et discutent des finalités et des formes de la bataille : il s'agit de menaces lancées par ceux qui, en se voyant couper l'herbe sous le pied, craignent la confrontation avec les masses et veulent l'exorciser par l'intimidation typique des services d'ordre[156].

Bien que secondaire, cette querelle spécifique se révèle enfin décisive pour donner une continuité au parcours de radicalisation qui marque la réaction populaire à la persistance du « problème locatif » en ville. Suite à la grande campagne d'expulsions effectuée en mars 1974, les occupations de la « Magliana » et de « San Basilio » restent les seules en cours : les communautés urbaines de ces quartiers ont été épargnées par la répression policière en raison de l'exceptionnalité du contentieux qui, comme il a

[156] *ROMA, oggi manifestazione per la casa, contro il carovita*, "Lotta Continua", 19 février 1974.

été signalé plus haut, rentre dans la sphère d'une jurisprudence plus souple et conciliante. À la « Magliana », les sociétés propriétaires n'arrivent pas à obtenir l'évacuation des immeubles squattés, car leur contrôle sur ces bâtiments a été aliéné par une saisie conservatoire préexistante. À « San Basilio », les forces de l'ordre n'interviennent pas, car les logements HLM occupés sont au centre d'une véritable « affaire politico-administrative » qui implique plusieurs niveaux institutionnels. En fait, après de négociations infructueuses, le Conseil régional du Latium a pris en charge la tentative de résoudre « diplomatiquement » la bataille opposant les 147 familles de la zone installées illicitement dès novembre 1973 dans les maisons populaires de l'IACP et les bénéficiaires officiels (issus d'autres quadrants dégradés de Rome) de la liste d'attribution rédigée en février 1974. Le « Comité de lutte » qui a organisé le squat utilise brillamment comme cause de justification le « droit préférentiel », dont les citoyens nécessiteux du quartier pourraient se prévaloir afin d'accéder aux habitations à loyer modéré bâties sur leurs territoires et encore inutilisées[157]. Au contraire, les cessionnaires *in pectore* s'appuient sur la reconnaissance du « droit légal » à prendre possession des lieux et rappellent que l'accessibilité au logement social doit être garantie à la totalité de la population romaine, indépendamment des localisations spécifiques des complexes immobiliers[158]. L'engagement extraordinaire de la Région relève exaspérer la population dans une situation socioéconomique parmi les plus graves de la capitale : comme le remarque Luciano Villani, « San Basilio » affiche toutes les marques distinctives d'une cité-ghetto (densité de population très élevée, composée notamment par une classe ouvrière précarisée et par des couches sous-prolétaires ; pauvreté endémique ; absence d'appareils productifs ; infrastructures délabrées ; position périphérique extrême) qui détermine ses équilibres et ses dynamiques internes sur la base d'une rencontre originale entre le « code d'honneur banlieusard », un esprit de révolte irrépressible et une forte orientation gauchiste[159] :

> Cette « borgata », située à la pointe orientale de l'avenue Tiburtina, ressemblait plus à un grand village qu'un quartier urbain. Ces confins géographiques […] établissaient de véritables barrières à l'égard de la métropole. Habité presque exclusivement par des couches ouvrières et

[157] Le « Comité de lutte » est très efficace, au point d'arriver à obtenir le raccordement aux réseaux publics (gaz, électricité, eau) pour les bâtiments squattés.

[158] Voir le recours administratif adressé à la préfecture de police de Rome : *Ricorso del 14 giugno 1974,* in « Ministero dell'Interno-Gabinetto 1971-1975 », d. 299, Archives Centrales de l'État.

[159] Sur la spécificité de « San Basilio », voir : Ubaldo Gervasoni, *San Basilio : nascita, lotte e declino di una borgata romana*, 1986.

> sous-prolétaires, « San Basilio » était devenu bientôt une sorte de citadelle rouge. Les meetings de personnalités politiques étrangères à la gauche se transformaient souvent en occasion de bagarre […]. Ici, « Lotta Continua » avait inauguré sa première section – à rue Filottrano, dans le bloc 21 – en 1970. Ici, au lieu de l'auto-réduction, avait commencé spontanément une « grève » de loyers, qui impliquait le gros de familles. […] Il faut ajouter, de plus, que cette tendance à casser la loi se produisait au sein d'un contexte qui voyait un dépassement du seuil entre le licite, et l'illicite causé par les formes de l'existence quotidienne. Bandes criminelles et activités extra-légales représentaient deux faces d'une même pièce pour plusieurs « borgate » de Rome. […] Les expressions de l'antagonisme politique des années 1970 se rencontraient ainsi avec une conflictualité permanente, éminemment sociale […] issue de la façon même de vivre et d'instaurer les relations avec l'extérieur, voire de l'isolement profond et de la forte cohésion interne qui en dérivait. […] Dans ces lieux […], on apprenait rapidement à honorer une « loi de la borgata » qui, à certains égards, semblait valoir plus de la loi des institutions[160].

Ces caractéristiques particulières font de « San Basilio » une véritable « pierre de touche » de la confrontation « rouge » dans la capitale : une réalité urbaine qui, malgré sa marginalisation dramatique, est devenue l'avant-poste de la « lutte pour le logement » à Rome et peut servir de champ de bataille pour le rapport de force entre le PCI et les groupes ultragauchistes. En fait, selon la ligne stratégique qui arrivera finalement à s'imposer, ce quartier si problématique, bouillonnant et indiscipliné peut se transformer : soit en un laboratoire pour les projets de requalification urbaine avancés par les communistes, soit en une sorte « base rouge » autogouvernée, premier « soviet » de la révolution naissante, rêvé par les militants extraparlementaires.

[160] Luciano Villani. *Neanche le otto lire,* cit.*,* pp. 33-35.

TROIS PHOTOGRAPHIES QUI RACONTENT DE LA SPÉCIFICITÉ PROBLÉMATIQUE DE « SAN BASILIO ».

Une vue aérienne qui montre la ghettoïsation et la massification de l'habitat ;
un cortège du « Comité de Lutte » qui avance sous le slogan du « Loyer prolétaire » ;
une patrouille de police qui pénètre avec circonspection dans le quartier rempli de peintures murales à caractère néomarxiste et antagoniste.

Source : Catalogue du photographe Tano D'Amico et du journal « L'Unità »

Pour ces raisons, à « San Basilio », l'hostilité qui divise les deux concurrents de la gauche romaine s'exprime à son plus haut niveau : le parti communiste (à travers le SUNIA) soutient évidemment les « cessionnaires » au nom du principe de légalité et accuse les formations extrémistes de fomenter l'autodestruction du mouvement pour le logement[161]. Ces dernières, fidèles au paradigme de l'*action directe*, appuient - en revanche - les squatters, tout en dénonçant les listes d'attribution comme une opération

[161] Voir : *Presto potranno abitare nelle loro case i 145 assegnatari IACP di San Basilio?,* "L'Unità", 8 août 1974.

de simple provocation anti-prolétaire[162]. Sous ces prémisses, quand après 10 mois d'occupation les autorités décident de mettre un terme à l'impasse, en ordonnant l'évacuation des immeubles, le PCI se range aux côtés des forces de l'ordre, tandis que les groupes d'ultragauche se préparent à aider la résistance du « Comité de lutte ». Comme le rappelle un futur dirigeant des « Brigades Rouges », membre en 1974 d'un « collectif autonome » qui participe à la « défense de l'occupation »,

> pour nous […] le problème était la résolution immédiate de ces besoins et donc il fallait dépasser la norme des attributions pour faire prévaloir la règle de besoins. Il s'ensuit que nous allons là-bas pour défendre ces bâtiments et nous nous trouvons confrontés à la police et au parti communiste[163].

L'ambiance se révèle tout de suite plus incandescente et plus préoccupante par rapport au cadre désormais habituel des émeutes urbaines post-soixante-huitardes[164] : déjà à la vue de premiers véhicules de la police (5 septembre 1974), le quartier est traversé, en effet, par des réactions hystériques, telles que la constitution de barrages routiers et l'allumage de feux[165]. En ce sens, rien d'étonnant à ce que pendant la nuit, « San Basilio » soit rempli de barricades, érigées par le « Comité de lutte » et des militants extraparlementaires de la zone. Au petit matin du 6 septembre, la police isole le quartier et tente d'opérer les procédures d'expulsions moyennant 150 agents : c'est le prélude à une bataille de cinq heures, pendant laquelle on assiste à l'usage de matraques, de cocktails Molotov, de gaz lacrymogènes, et aussi à l'incendie de bus et de voitures. La trêve arrive seulement dans l'après-midi, suite à l'évacuation d'un premier bâtiment. Pendant cette sorte d'armistice, les deux opposants se disputent la victoire, tout en se reprochant réciproquement un comportement criminel : à « L'Unità » qui préconise avec optimisme l'achèvement de l'évacuation pour le lendemain[166], le journal « Lotta Continua » réplique que « l'opération de police » ourdie par les « seigneurs de la ville » a été stoppée par la « réaction prolétaire et l'unité militante du quartier » et que par conséquent « à Rome s'est ouvert un front de lutte

---

[162] Voir : *ROMA. "Siamo forti, siamo tanti, siamo tutti occupanti": 20.000 proletari in Campidoglio,* "Lotta Continua", 21 février 1974.

[163] Raimondo Catanzaro et Luigi Manconi (dir.), *Storie di lotta armata*, cit., p. 433.

[164] Voir : Massimo Sestili, *Sotto un cielo di piombo. La lotta per la casa in una borgata romana. San Basilio settembre 1974,* "Historia Magistra", I, n. 1, 2009, pp. 63-81.

[165] Voir : *San Basilio, grida e fiamme sul balcone,* "Il Messaggero", 6 septembre 1974.

[166] *Scontri davanti alle case IACP a S. Basilio,* "L'Unità", 7 septembre 1974.

qui peut devenir explosif »[167]. En effet, la nouvelle d'une communauté urbaine qui, presque en bloc, a osé défier frontalement l'autorité étatique réjouit l'extrême gauche romaine : le jour d'après, une masse de militants provenant d'autres zones de la ville (des jeunes « autonomes », notamment) se rend à « San Basilio » pour intégrer la « résistance » et les forces de l'ordre se retrouvent dans l'impossibilité de reprendre la campagne d'évacuation pour cause d'infériorité numérique. Dimanche 8 septembre, pour 1500 agents (police et carabiniers) la consigne est de compléter les expulsions à tout prix : l'accrochage entre les agents et les contestataires alimente douze heures de guérilla urbaine, inaugurée par le geste particulièrement dramatique d'une femme au ménage qui tire un coup de fusil sur le commissaire en chef, en le blessant légèrement. À la fin de l'après-midi, un petit peloton de policiers reste isolé, après avoir épuisé sa réserve de gaz lacrymogène : ayant intercepté la communication radio pour la demande de renforts, un groupe d'extraparlementaires se lance à l'attaque. Lors des affrontements, des coups de feu (calibre 7,65, compatible avec les armements de la police) tirés à hauteur d'homme touchent Fabrizio Ceruso, membre d'un petit collectif afférent à « AutOp », qui décède[168]. L'horreur pour la mort de ce jeune de 19 ans fait précipiter la situation, en projetant la rage populaire dans une dimension de virulence même supérieure aux espoirs « insurrectionnels » des militants extrémistes. Une fois la nuit tombée, tous les réverbères du quartier sont arrachés et profitant de l'obscurité, les contestataires effectuent un raid armé contre les forces de l'ordre qui se trouvent obligées à battre en retraite : quand l'offensive se termine, l'encerclement de véhicules militaires a été défait, tandis que 10 policiers sont blessés, dont 4 par balle. La gravité de ces évènements pousse enfin les autorités politiques à offrir une porte de sortie : la « Région Latium » met à disposition 150 appartements de propriété publique - situés dans les immeubles de « Casal Bruciato », déjà impliqués dans la vague d'occupations de l'hiver 1973-1974 – avec un loyer réduit qui se rapproche du seuil symbolique fixé à 10% du salaire moyen. En l'espace de quelques jours, les squatters acceptent la proposition et abandonnent les bâtiments IACP : bien que marquée par le sang et la violence, la bataille de « San Basilio » se conclut par une victoire généralisée, qui

[167] *La durezza della risposta proletaria costringe lo IACP a scendere a patti,* "Lotta Continua", 7 septembre 1974.

[168] Voir : Antonio Caprarica, *Un giovane ucciso negli scontri nel quartiere romano San Basilio*, "L'Unità", 9 settembre 1974.

permet à toutes les familles concernées (les cessionnaires et les occupants) d'obtenir un toit[169].

MOMENTS DES AFFRONTEMENTS DE « SAN BASILIO ».

[169] Voir : Gianfranco Franci, *Baraccati: le richieste dopo la guerriglia,* "La Stampa", 10 septembre 1974; *S. Basilio: i proletari uniti rifiutano di vendere la lotta. La polizia abbandona il quartiere!,* "Lotta Continua", 12 septembre 1974; *Manifestazione per la casa a S. Basilio,* "L'Unità", 13 septembre 1974.

Ces photographies montrent bien l'ambiance de guerre qui traverse un quartier de périphérie transformé en champ de bataille.

Source : Tano D'Amico, *San Basilio. Cronaca di una lotta,* in "Ombre Rosse", n. 7, décembre 1974

V. *Les conséquences sociopolitiques des évènements de « San Basilio »*

Aux commentateurs plus éclairés, cet épisode tragique semble tout de suite indiquer le point de rupture du modèle de développement romain, voire du parcours entrepris dans l'après-guerre par le « centre directionnel » du pays. Le lendemain de l'homicide, un éditorial du principal quotidien italien, le « Corriere della Sera », remarque que

> jamais comme cette fois la frontière entre le juste et le licite, voire entre la loi qui doit forcément s'appliquer et l'injustice qui ne peut que rendre insupportable la légalité, est paru incertaine. […] En ce sens, San Basilio devient malheureusement un symbole : la pointe extrême de la misère désespérée et de l'exclusion qui porte à perdre le sens de la légitimité ; qui reflète, à l'apogée de la tension, les maux de notre pays, tout en dévoilant leur nature explosive. Certes, la loi doit être toujours respectée, l'ordre civil doit être toujours assuré, mais nous sommes quand même désorientés et nous devenons incertains : c'est la pire de crises. Il s'agit d'une tragédie nationale[170].

Une analyse amère et inquiète que le journaliste Andrea Barbato continue dans les pages de « La Stampa », mettant en exergue comment les « faits de San Basilio » éclairent la dangereuse fracture qui se serait creusée entre l'État et la base populaire du pays :

> il s'agit du champ de bataille d'une guerre absurde ; les pauvres contre les pauvres divisés par la bureaucratie en deux catégories concurrentes : les « cessionnaires » et les « abusifs ». Mais c'est notamment le champ de bataille d'une guerre encore plus injuste et absurde : celle de l'État contre une partie de ses citoyens, de la force de loi contre les gens nécessiteux. […] Il y a un tissu urbain désormais compromis, sans normes, sans solidité ouvrière et industrielle, remplie de ressentiment. Rome est aujourd'hui l'exemple d'échec urbanistique et administratif le plus éclatant de l'histoire : presque une étude de cas pour ceux qui veulent se documenter sur l'imbrication entre incapacité et corruption, entre l'inaction politique et les intérêts privés. […] À San Basilio aujourd'hui il n'y avait que les pauvres qui se disputaient quelque chose :

---

[170] *Le radici del dramma,* "Corriere della Sera", 9 septembre 1974.

> les expulsés, les contestataires, les habitants de la « borgata » ; tous les autres, à savoir les vrais responsables, n'y étaient pas[171].

Le sociologue Franco Ferrarotti achève le raisonnement, en pointant dans ces trajectoires de polarisation sociale un énorme potentiel subversif, en mesure d'entrainer Rome (et l'Italie entière) vers une spirale autodestructrice :

> les évènements de San Basilio confirment que la tension sociale en Italie a atteint un niveau extraordinairement élevé, littéralement explosif. Nous sommes, de ce fait, confronté au problème de la capacité de représentation des institutions représentatives. […]. Le prolétariat invisible qui, aujourd'hui, habite dans les « borgate » dégradées et se retrouve inséré dans un marché du travail marginalisé […] est à la recherche des termes de son identité et de sa présence historique. San Basilio est donc un symptôme[172].

Ces interprétations à chaud se révèlent d'ailleurs assez clairvoyantes. Les évènements de « San Basilio » représentent, en effet, un tournant décisif dans le processus d'inscription de la violence politique à Rome (et inéluctablement dans la nation italienne dont elle est la capitale) : en termes symboliques et matériels, les tumultes sanglants de ces jours de septembre 1974 se posent comme l'un de plus importants moments de passage entre l'exercice quasi instinctif de la conflictualité sociale propre à la première période post-soixante-huitarde et l'élaboration planifiée de la lutte armée qui est à la base des « années de plomb » (1975-1982)[173]. Comme l'expliquera dans les détails le sixième chapitre, la combinaison inédite et inégalée des conditions dans lesquelles a été perpétré l'homicide de Fabrizio Ceruso marque les esprits de la jeunesse ultragauchiste au point de détourner certains parcours de militance extraparlementaire vers l'affrontement paramilitaire avec le pouvoir étatique[174]. D'abord, le fait d'avoir expérimenté pour la première fois un rapprochement avec les masses prolétaires, tout en marquant une distance

---

[171] Andrea Barbato, *Guerriglia tra poveri per avere una casa. Incompetenza e corruzione,* "La Stampa", 10 septembre 1974.

[172] Franco Ferrarotti, *San Basilio e dintorni,* "La Critica sociologica", 30, juin- septembre 1974.

[173] Voir : Silvia Casilio, *Il cielo è caduto sulla terra,* cit., p. 113-114. Voir aussi : Luigi Ferrajoli, *La questione criminale,* cit., pp. 55-72.

[174] Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit., pp. 485-489. Sur la dialectique entre plan émotionnel et mobilisation armée dans l'après-68 italien, voir : Raimondo Catanzaro, *Ideologie, movimenti, terrorismi,* cit.; Lorenzo Bosi et Donatella Della Porta, *Percorsi di micro mobilitazione verso la lotta armata,* in Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata. La politica della violenza nella sinistra radicale degli anni Settanta,* cit., pp. 327-340.

« identitaire » à l'égard de « serfs du capital » et de « révisionnistes du PCI »[175], et en contestant le « monopole de la violence légitime » en alignant leur « puissance de feu » sur celle des forces de l'ordre[176]. Enfin, la création d'un véritable mythe martyrologique autour du jeune décédé pour défendre les « revendications du peuple opprimé »[177], qui conduit les franges les plus aguerries à penser que l'heure de la révolution va sonner. L'incroyable impact de la bataille de « San Basilio » sur les consciences de l'extrême gauche italienne est attesté par la lettre que la cofondatrice des « Brigades Rouges » (Mara Cagol), totalement étrangère au contexte romain, écrit à ses parents pendant l'automne 1974 pour justifier son choix de radicalisation :

> Ce que je fais est juste et sacro-saint : l'histoire me donne raison, tout comme elle l'avait donnée à la Résistance en 1945. Or, vous pourriez me demander s'il faut arriver à ces extrêmes : bien, je vous assure qu'il n'y a pas d'autres moyens. Ce régime policier se base sur la force des armes et tous ceux qui veulent le combattre doivent se mettre sur le même plan. En ces jours, ils ont tué par un coup de pistolet un jeune, comme si de rien n'était, qui avait le seul tort de réclamer un logement où habiter avec sa famille. Tout cela s'est passé à Rome, où les bidonvilles construits avec des cartons et du fer-blanc rouillé se heurtent aux résidences fastueuses de l'EUR[178].

Cependant, si d'un côté l'émoi pour la mort de Fabrizio Ceruso favorise une radicalisation du militantisme extraparlementaire engagé dans les batailles de quartier, de l'autre la mobilisation sociale qui alimente la « lutte pour le logement » à Rome semble trouver dans cette tragédie un coup d'arrêt : le niveau de virulence atteint à « San Basilio » oblige, en effet, à une reconsidération générale des finalités d'un mouvement populaire né pour obtenir des améliorations matérielles immédiates et non pour affronter militairement le pouvoir étatique. Le durcissement de la répression policière, l'entrée en collision avec le PCI, à savoir le seul parti capable d'opposer au pouvoir démocrate-chrétien un plan de réformes structurelles en matière d'habitat

---

[175] Voir : Avanguardia Operaia, *Dopo San Basilio rilanciamo l'occupazione delle case,* 15 septembre 1974, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 81, f. 58, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[176] Voir : Raimondo Catanzaro et Luigi Manconi (dir.), *Storie di lotta armata*, cit*.,* p. 433.

[177] *Assassini. Il diritto alla casa pagato con la vita: il governo anticipa con l'assassinio e l'invasione poliziesca lo scontro sociale dell'autunno. Ma i proletari si battono, e possono vincere,* "Lotta Continua", 10 septembre 1974.

[178] Margherita Cagol, *Lettera ai genitori,* automne 1974, in Maria Rita Prette (dir.), *Sguardi Ritrovati,* Roma, Sensibii alla foglie, 1995, p. 71.

populaire, le risque de perdre la sympathie de ces classes petites-bourgeoises qui à leur manière avaient jusque-là soutenu la protestation, les craintes croissantes concernant la sécurité personnelle de contestataires, sont autant de facteurs qui commencent à paraitre incompatibles avec les exigences et les revendications des « mal-logés ». La preuve qu'une exacerbation poussée des répertoires de lutte peut finalement compromettre le but originaire de la mobilisation (un logement décent à loyer modéré) se manifeste déjà quelques semaines après. En novembre 1974 - sous la direction du « Comitato Proletario Tiburtino », proche de l'aire « autonome » - 180 familles occupent les bâtiments inutilisés de l'ENASARCO[179] à « Casal Bruciato ». Le 22 janvier 1975, la police tente vainement une première évacuation, qui tourne à l'échec à cause des barricades de squatters, soutenus par les militants ultragauchistes. Quand en guise de représailles, l'administration municipale décide d'assigner les appartements occupés aux habitants du « Borghetto Prenestino » (24 janvier), le schéma de « San Basilio » se reproduit intégralement : les « cessionnaires », les forces de l'ordre et le parti communiste contre les squatters et les extraparlementaires. À partir du 28, une brigade de 400 policiers tente, à maintes reprises, de procéder à l'expulsion, tandis que les néofascistes de la zone profitent de la bagarre pour attaquer les militants « rouges » par des les raids armés. Pendant dix mois, malgré une résistance violente et obstinée, les immeubles sont plusieurs fois évacués et réoccupés, jusqu'à ce que les familles en lutte s'épuisent et restent finalement sans un toit[180]. La raison principale de cet insuccès s'inscrit justement dans la militarisation des affrontements qui désormais l'emporte sur la recherche d'une solution pragmatique pour les besoins insatisfaits des occupants[181]. Leur bataille a fini par être facilement instrumentalisée et détournée en termes propagandistes, par leurs adversaires. En fait, « L'Unità » a beau jeu de stigmatiser et d'isoler socialement la guérilla, en l'étiquetant comme « attentat à la coexistence civile en ville » :

> À quelques mois du drame de San Basilio […], il y a des gens qui tentent de relancer une « guerre entre pauvres ». Des gens qui écrivent avec un cynisme aberrant « qu'il faut arriver à la négociation avant d'arriver au mort ». C'est la logique d'une protestation arriérée et aventuriste -

[179] L'ENASARCO est un organisme public qui sert de caisse de sécurité sociale pour la catégorie de agents commerciaux.

[180] Voir : *Tutti i licenziati in fabbrica e senza contropartita!,* "Senza Tregua", 14 novembre 1975.

[181] Voir : *Tafferugli a Casalbruciato attorno alle case occupate,* "L'Unità", 14 mai 1975 ; *Roma: 2000 poliziotti contro gli occupanti di Casalbruciato,* "Lotta Continua", 14 mai 1975.

> construite en concurrence directe, voire en opposition explicite avec le mouvement syndical et populaire de lutte – qui reste totalement étrangère à la communauté du quartier. C'est la logique de « l'affrontement pour l'affrontement[182].

Ce même destin décourageant touche aussi les autres expériences – propulsées par les « collectifs autonomes » ou par les sections de « Lotta Continua » - qui s'appuient sur des répertoires particulièrement agressifs, tels que les squats de « Portonaccio », « Laurentino », « Primavalle », « Tor Pignattara », « Pineta Sacchetti » et « Casalbertone »[183]. Au contraire, les situations caractérisées par une plus faible ingérence extraparlementaire arrachent quelques résultats concrets et stables, comme, par exemple, à la « Magliana », où les occupants arrivent d'abord à éviter l'intervention des forces de l'ordre et ensuite à être admis dans les listes d'attribution HLM (1977), grâce à un sage équilibre entre coups de force et concessions[184]. Il s'agit toutefois d'un cas exceptionnel qui confirme la règle générale d'un mouvement contestataire qui reste durement affecté par la radicalisation des relations sociopolitiques survenues au milieu des années 1970 : la « lutte pour le logement » qui avait connu à Rome un renforcement et une expansion continuelle le long de la première décennie post-miracle économique (1964-1974), commence, en effet, à régresser à partir de 1975, au point de se réduire à phénomène sporadique dès 1978[185].

---

[182] *Provocatorio attentato alla convivenza civile e democratica del quartiere e della città. La minaccia di una "guerra tra poveri" dalle occupazioni a Casal Bruciato,* "L'Unità", 1er février 1975. Voir aussi : *Gli operai della Tiburtina-Prenestina contro le occupazioni a Casalbruciato,* ivi, 5 février 1975.

[183] Voir : *Protesta per gli sgomberi delle famiglie di via Calderini,* "L'Unità", 19 octobre 1975 ; *I proletari romani festeggiano l'anno santo occupando tre palazzine abusive, assediando circoscrizione e Campidoglio,* "Lotta Continua", 28 décembre 1975 ; *Fuori le donne che hanno occupato, dentro i costruttori e tutto il padronato,* ivi, 1 mars 1976.

[184] Voir : *Se non li espropria il Comune, i padroni li espropriamo noi,* "Lotta Continua", 2 février 1975 ; *Una delegazione di occupanti della Magliana ricevuta da Ferrara e Palleschi,* "L'Unità", 22 janvier 1976 ; *I proletari della Magliana decisi a difendere fino in fondo la loro lotta,* "Lotta Continua", 12 février 1976

[185] Voir : *Occupazioni e sgomberi : un vicolo cieco la linea dura scelta dalle immobiliari,* "L'Unità", 3 septembre 1978 ; *Non saranno sgomberate le case di Casalbertone. L'accordo con la società proprietaria dello stabile di piazza De Cristoforis raggiunto ieri al ministero,* ivi, 20 novembre 1980.

L'INCIDENCE GÉO-TERRITORIALE DES EXPÉRIENCES MAJEURES DE LA « LUTTE POUR LE LOGEMENT » À ROME ENTRE 1969 ET 1982

élaboration cartographique de l'auteur

Engendré par les répercussions négatives liées à l'homicide de Fabrizio Ceruso[186], ce déclin est ultérieurement alimenté par une série de transformations systémiques qui investissent le tissu urbain de la capitale dans le reste de la décennie 1970. L'élément majeur qui contribue à faire baisser la conflictualité propre au « problème locatif » est d'ordre politico-administratif : la montée au pouvoir municipal du PCI (1976) détermine un retournement total dans la gestion urbanistique des périphéries romaines, qui pour la première fois dans l'histoire républicaine sont soumises à une opération

[186] Sur l'angoisse et la panique que la mort violente d'un jeune militant répand au sein du mouvement de lutte pour le logement, voir : Mario Scialoja, *Quanti morti costa un appartamento?,* "L'Espresso", 15 septembre 1974.

sérieuse d'aménagement et de requalification. À travers une campagne souvent contradictoire, mais au final efficace – composée d'amnisties, de régularisations, de démolitions, de nouvelles constructions, de restructurations et de sévères injonctions – les maires communistes parviennent à normaliser le gros de l'habitat populaire en ville et à rendre moins pénible la vie de couches défavorisées[187]. Pour atteindre ce but, les administrations « rouges » de la capitale peuvent, d'ailleurs, se prévaloir d'une aide inattendue : en dépit de tout modèle prévisionnel – lesquels préconisaient une croissance démographique inexorable jusqu'au seuil de 5-6 millions d'habitants[188] - le flux d'immigration vers Rome s'épuise au début de 1980, déterminant une stabilisation de la population résidante et, par conséquent, un rééquilibrage progressif de la demande et de l'offre du marché immobilier romain[189].

VI. *Le poids de la « lutte pour le logement » dans l'imaginaire de groupes armés*

Le rôle périodisant de la bataille de « San Basilio » pour les processus d'inscription de la violence politique à Rome est évident : cette guérilla sanglante intervient, en effet, après une énorme mobilisation sociale, au sein de laquelle ont mûri certains projets qui n'interprètent plus la « lutte pour le logement » comme une fin en soi, mais plutôt comme première étape d'une révolution anticapitaliste. L'homicide de Fabrizio Ceruso - emblème de la rupture soudaine du pacte implicite reliant le « monopole de la violence légitime » détenu par l'État et l'exercice de libertés civiques en temps de paix - avec son impact émotionnel dramatique met au jour cette aporie fondamentale entre les revendications sectorielles et les instances subversives. Au lendemain de ce tragique, 8 septembre 1974, les trajectoires du mouvement social et de la militance antisystème sont appelées à diverger : au-delà du niveau de violence représenté par l'affrontement paramilitaire avec les forces de l'ordre, la « lutte pour le logement » n'a

---

[187] Voir : *Iniziata a Tiburtino III la demolizione dei lotti: ha preso finalmente il via la prima fase del risanamento delle borgate,* "L'Unità", 27 août 1976; *Scompare il borghetto a due passi dal centro,* ivi, 2 mars 1979; *Scompare il borghetto Latino: per le famiglie una casa vera,* ivi, 22 mai 1981. Pour une vision statistique, voir : Anna Maria Leone (dir.), *Il recupero degli insediamenti abusivi,* Roma, Comune di Roma – USPR, 1981 ; Gioacchino Mario Belli et al. (dir.), *Indagine sulla struttura urbana e sociale dei nuclei edilizi spontanei. Le zone "O" di P.R.G. a Roma,* Roma, Comune di Roma – Ufficio Risanamento Borgate, 1983.

[188] Le PRG de 1962 avait été élaboré, en effet, pour une ville de 5 millions d'habitants.

[189] Voir : Luigi De Rosa (dir.), *Roma del Duemila,* cit.*,* pp. 132-218.

plus de ressources à offrir pour la construction du projet insurrectionnel des milieux extrémistes de la capitale. En définitive, ce front particulier de conflictualité urbaine a épuisé sa fonction historique de berceau de la pratique antagoniste à Rome : comme l'affirme en 1975 le journal majeur de « l'autonomie » romaine, la « révolte de San Basilio » reste un « simple épisode » du « mouvement pour le logement », qui malgré son caractère fascinant ne doit pas être « mythifié »[190]. L'historien Luciano Villani reconstruit cette césure, en remarquant justement que

> la tension sociale active dans les « borgate » - expression plus d'une situation socio-environnementale spécifique que d'une conscience révolutionnaire définitivement acquise – s'affaiblit peu après. Intégrées dans la ville et essentiellement normalisées en termes urbanistiques, les « borgate », en subissant les transformations plus générales qui investissent la société civile sur le plan des orientations idéologiques et des cultures politiques, perdent à la fois leur condition dégradée et le sens de la communauté. […] la qualité de relations sociales s'appauvrit au point de mettre en question ces valeurs de solidarité qui avaient attiré de centaines de militants au cours des années 1960 et 1970[191].

Cependant, en dépit de cette relativisation, la « lutte pour le logement » continue à représenter tout au long des « années de plomb » une référence importante pour l'ultragauche romaine, y compris certaines formations liées au « parti armé », dont le régime de clandestinité est en principe incompatible avec les manifestations de masse[192]. En fait, le gros des « combattants révolutionnaires » qui tentent de renverser la « République démocrate-bourgeoise » vers la fin des années 1970 s'est formé dans le contexte des batailles de quartier et maintient une prédilection particulière pour ces typologies de lutte : de plus, le lien avec les besoins du peuple, tel que le logement, permet de mieux justifier moralement le recours à la violence extrême, en s'appuyant médiatiquement sur le célèbre modèle égalitariste de Tupamaros. Dans la situation sous-industrialisée de Rome, la réponse aux exigences du prolétariat urbain représente, en effet, un sujet de propagande bien plus tangible que la critique de l'exploitation tayloriste et de l'aliénation de « l'ouvrier-masse », qui circule dans les réalités métropolitaines de l'Italie septentrionale. L'intégration de la mythologie

---

[190] *Casa: centralità della lotta, continuità del movimento*, cit.
[191] Luciano Villani, *Neanche le otto lire,* cit.*,* p. 38.
[192] Sur la spécificité du « parti armé » et sur les différences à l'égard du reste de l'ultragauche, voir les chapitres 6 et 7 de ce travail.

« antagoniste » issue de la « lutte pour le logement » (le « Mal » incarné par les sociétés immobilières, les spéculateurs, les constructeurs, les politiciens et les syndicalistes connivents, les patrouilles policières) dans les objectifs de la guérilla paramilitaire contre le pouvoir étatique est décisive dans l'activité quotidienne de groupes armés de la capitale.

Afin d'appréhender l'importance et la persistance de ce paradigme conceptuel, il suffit d'observer les stratégies de communication et les choix opérationnels de la section romaine des « Brigades Rouges ». Nées et développées au sein du conflit *capital productif/travail à la chaine* propre à la dynamique socioéconomique de territoires du Nord, les BR sont forcées de récupérer le bagage « hellerien »[193] des batailles de quartier - idéologiquement étranger à la koinè industrialiste – pendant leur effort d'implantation dans le tissu de la capitale[194]. Les mémoires militantes consacrent une grande attention à la reconstruction de cette expérience inédite d'hybridation, qui oblige les leaders brigadistes d'origine septentrionale à transformer leur ligne purement marxiste-léniniste au contact de la tradition ultragauchiste romaine[195], en acceptant finalement d'accompagner « l'attaque au cœur de l'État » par des actions hétérodoxes, telles que la distribution de tracts à caractère antiautoritaire dans les « borgate »[196], les raids de vandalisme et de sabotage aux dépens des institutions présentes dans les périphéries populaires[197], les « vendettas » contre les notables du quartier[198]. En ce sens, la « lutte pour le logement » sert de matrice fondamentale pour établir un canal de communication avec la réalité extraparlementaire romaine : il s'agit donc d'un « code universel », voire d'un patrimoine symbolique auquel la militance révolutionnaire de la capitale revient surtout dans les phases les plus problématiques :

---

[193] Pour ce qui est de la « théorie de besoins » (qui repère dans l'exigence humaine de satisfaire ses « besoins radicaux » l'origine primaire de l'antithèse entre subjectivité prolétaire et pouvoir capitaliste) proposée par la philosophe postmarxiste Agnes Heller, voir : Agnes Heller, *La teoria dei bisogni in Marx,* Milano, Feltrinelli, 1974. Pour ce qui est de la force de ce modèle idéologique sur l'ultragauche romaine, voir : Furio Di Paola, *Marx, la Heller e nostri bisogni, "*Ombre Rosse" , juillet 1975, pp. 9-24 ; *Una corrispondenza da Roma,* "Rosso", janvier 1978; *MAO-Movimento dell'Autonomia Operaia,* "I Volsci", n. 6, octobre 1978; Paolo Virno, *I sognatori di una vita riuscita, "*Metropoli", n. 1, juin 1979.

[194] Voir le chapitre 1 et 7 de ce travail.

[195] Voir : Mario Moretti, Carla Mosca, Rossana Rossanda, *Brigate rosse: una storia italiana*, cit. 92 ; Prospero Gallinari, *Un contadino nella metropoli,* cit., pp. 109-110 et 168-169.

[196] Voir : *Da un'auto in pieno giorno le Br diffondono messaggi e volantini a Casalbruciato,* "L'Unità", 17 mai 1979 ; *Volantini Br nelle strade di San Basilio: trovati anche in un lotto del Quarticciolo,* ivi, 19 avril 1980.

[197] Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia,* cit., p. 458 et 805; Maurizio Calvi et al., *Le date del terrore,* cit*.,* pp. 180-181.

[198] Voir : Silvana Mazzocchi, *Roma: nuovo feroce attentato delle Br a consigliere regionale democristiano,* "La Stampa", 3 novembre 1977*;* Raimondo Bultrini, *A Roma attentato terroristico nel popolare rione di San Basilio: brigatisti sparano a un segretario Dc. Da mesi le provocazioni nel quartiere,* "L'Unità", 18 mai 1980.

quand, par exemple, au début de 1979, la « colonna romana » des BR connait sa première crise de dissidence interne, c'est à travers une opération étroitement liée au « problème locatif » que les dirigeants du groupe tentent de reconstituer le front. L'attentat meurtrier contre Italo Schettini (29 mars 1979), à la fois fonctionnaire de la DC et grand propriétaire immobilier, se veut en effet comme geste de réconciliation générale sur le terrain d'un imaginaire mythique[199] : le ressentiment populaire qui entoure cette figure – connu dans les « borgate » comme « Jack l'Oppresseur » pour son attitude vexatoire à l'égard de locataires les plus pauvres[200] – est instrumentalisé pour redécouvrir le plus petit commun dénominateur de l'aire antagoniste romaine[201].

L'altra notte nei pressi di via Po

Giovane aggredito al Salario da un fascista armato

Renato Sebastiani avrebbe riconosciuto lo squadrista - Le indagini del commissariato

Minacciato con la pistola e picchiato da uno squadrista fascista un giovane compagno della sezione Salario. Il grave episodio è avvenuto l'altra sera intorno a mezzanotte in via Salario, nei pressi dell'incrocio con via Po. Nell'aggressione Renato Sebastiani, di 20 anni, ha riportato una ferita allo zigomo destro. All'ospedale Policlinico, dove si è recato prima di sporgere denuncia presso il commissariato Vescovio, i sanitari gli hanno applicato due punti di sutura.

Questa in sintesi la dinamica dell'aggressione. Renato stava percorrendo via Salaria quando si è trovato sbarrata la strada dallo squadrista che con la pistola spianata lo ha insultato e colpito al volto con una testata. Subito dopo si è allontanato.

Come abbiamo detto Renato Sebastiani si è fatto prima medicare al Policlinico, poi ha sporto denuncia presso il commissariato Vescovio. L'aggressore è un noto squadrista della zona più volte visto davanti al liceo Giulio Cesare di Corso Trieste

Bruciata (dalle BR?) l'auto di un agente PS

L'auto di proprietà di un agente di pubblica sicurezza è stata completamente distrutta da un incendio appiccato nella tarda serata di ieri da sconosciuti. La vettura parcheggiata in piazza Pitagora nel quartiere Portonaccio appartiene all'agente Paolo Mosiello, in servizio presso il commissariato San Lorenzo.

Poco dopo, con una telefonata al quotidiano «Il Messaggero», l'attentato è stato rivendicato. Una voce di uomo ha detto di parlare a nome delle «Brigate Rosse»

Clamoroso esposto di un gruppo di abitanti dell'Alessandrino

«Schettini è socialmente pericoloso Perchè non lo mandate al confino?»

Dopo aver ricordato le innumerevoli «malefatte» dell'ex consigliere dc, il documento afferma che si è sempre salvato grazie ad insabbiamenti di indagini

L'avvocato Italo Schettini, ex consigliere provinciale dc, bancarottiere e perseguitore degli inquilini dei suoi innumerevoli appartamenti è un individuo «pericoloso al delitto» e deve essere quindi inviato al confino. Questa clamorosa, e bizzarra, richiesta è contenuta in una istanza presentata al procuratore della Repubblica da un folto gruppo di cittadini del quartiere Alessandrino, molti dei quali hanno la «disgrazia» di avere lo stesso Schettini per padrone di casa.

Nell'esposto si chiede anche che l'intero patrimonio dei noti avvocato sia sottoposto ad amministrazione controllata «allo scopo di impedire una persecuzione contro gli inquilini che dura ormai da 10 anni con decine e centinaia di atroci più incredibili tristi di un giorno nel pagamento del canone, nascita di un figlio, esposizione di una bandiera rossa al balcone, ecc.)».

Non sappiamo se gli estensori dell'esposto vogliano solamente sensibilizzare, come è prevedibile, un «caso» clamoroso o si attendano effettivamente l'apertura di un procedimento contro Schettini. Dopo aver avanzato notevoli dubbi sulla costituzionalità della legge sul confino, il documento afferma che non è concepibile che tali norme vengano applicate contro terroristi e criminali «comuni» e «non tocchino mai delinquenti in guanti bianchi».

Vengono quindi elencati i numerosi procedimenti penali a carico di Schettini, mettendo in evidenza come troppo spesso le inchieste relative restino per anni in qualche cassetto finchè un'amnistia o la prescrizione non permettono all'avvocato di scampare definitivamente una condanna.

Dopo aver ricordato che tutti questi procedimenti (bancarotta fraudolenta, simulazione di reato e calunnia, malversazione, concorso in interesse privato in atti d'ufficio, abusivismo edilizio, false comunicazioni sociali, ecc) hanno in comune l'elemento della frode, viene citato, per tutti, un episodio che ha suscitato recentemente proteste e polemiche.

Si tratta, come si ricorderà, di un processo per bancarotta fraudolenta. Dopo aver subito una condanna a 3 anni e mezzo in Tribunale, Schettini si è visto annullare in appello tutta la sentenza solo per un errore, discutibilissimo, puramente formale. Tornati di nuovo in aula, si è rinviati a trovare un altro pezzo di carta «abbigliato» e tutto è stato nuovamente bloccato. E intanto la prescrizione è quasi arrivata.

Per questi motivi gli inquilini del quartiere Alessandrino hanno anche chiesto l'intervento del presidente della Repubblica perchè, come capo del Consiglio superiore della magistratura, batta su questi episodi.

L'occasione di questa clamorosa iniziativa, ai cinismi nell'istanza, è determinata dall'ennesima manovra di Schettini che, per non sottostare alle norme dell'equo canone, cerca di sfruttare i suoi inquilini per rifiutare gli appartamenti e per non ufficio» o come depositi.

Nella foto accanto al titolo: Italo Schettini

Approvata in commissione al Senato la legge per l'ateneo di Tor Vergata

La commissione pubblica istruzione del Senato ha approvato ieri in sede referente l'istituzione a Tor Vergata della seconda università di Roma. Lo stesso disegno di legge provede l'istituzione delle università di Viterbo e Cassino.

Il testo dei provvedimento, che differisce notevolmente da quello proposto dal governo, è stato concordato in un comitato ristretto, che nel corso dei suoi lavori ha largamente accolto le proposte dei senatori comunisti.

Il ritardo con il quale lo proposta è stata approvata è dipeso largamente da una serie di immotivati irrigidimenti governativi, che che hanno spesso bloccato l'iter parlamentare del provvedimento; soltanto una modifica di queste atteggiamento, intervenuta negli ultimi tempi, ha permesso di sbloccare la situazione.

La decisione per le università di Roma e del Lazio apre ora la possibilità di un più rapido esame delle altre proposte di statizzazione e di istituzione di nuove università.

Article paru sur « L'Unità' » le 10 novembre 1978 qui montre bien le niveau d'impopularité entourant la figure du « spéculateur démocrate-chrétien » Italo Schettini.

---

[199] Le tract de revendication affirme que "*le 29/3/79, à 8h25, un commando armé des Brigades rouges a exécuté, près de son bureau au 6 de rue Ticino, Italo Schettini, mieux connu comme « Jack l'Oppresseur » […] son vrai rôle était celui de régisseur d'une partie remarquable du pouvoir démocrate-chrétien dans les quartiers populaires, à travers l'administration et la possession de grandes sociétés immobilières"*. Voir : *Le Br hanno rivendicato con un documento l'uccisione del consigliere della dc a Roma,* "La Stampa", 31 mars 1979.

[200] Voir : *Condannato per bancarotta fraudolenta il consigliere provinciale Dc Schettini,* "L'Unità", 10 juillet 1976 ; *Gli errori di procedura non cancellano i reati del dc Italo Schettini,* ivi, 4 mai 1978 ; *Viene giù a colpi di piccone il palazzone abusivo di Schettini. L'arcinoto speculatore lo aveva costruito, nel cuore dell'Alessandrino, con una licenza scaduta da anni*, ivi, 29 juin 1978 ; *Schettini è socialmente pericoloso: perché non lo mandate al confino?,* ivi, 10 novembre 1978.

[201] À ce propos, il est intéressant de noter que même « L'Unità » peine à dresser un portrait positif de Schettini, malgré son statut de « victime du terrorisme ». Voir : *Chi era Italo Schettini: più palazzinaro che uomo politico,* "L'Unità", 30 mars 1979.

Une fonction « totémique », celle de la « lutte pour le logement », qui pousse la section romaine des BR à déroger de son modèle habituel de propagande – basé sur la transmission aux organes de presse nationaux de documents prolixes et complexes – et à déployer un « matraquage publicitaire » insolite, revendiquant l'assassinat comme un geste de « justice prolétaire », dans les quartiers habituellement soumis aux spéculations et aux prévarications d'Italo Schettini.

E' accaduto ieri sera, poco dopo le 19, davanti ad un affollato supermercato della via Casilina

Messaggio delle BR da un'auto abbandonata all'Alessandrino

Da un altoparlante una voce registrata ha rivendicato l'assassinio di Schettini - Del commando facevano parte due giovani e una ragazza - Lo stesso testo in un volantino che è stato trovato in mattinata al Policlinico

Per rivendicare l'assassinio del consigliere provinciale dc Schettini, per lanciare un altro criminale proclama di guerra, le Brigate rosse hanno cercato ieri la sortita ecl mercato». In mattinata hanno fatto trovare un messaggio nella cucina centrale del Policlinico, poi, in serata, hanno tentato di distribuire ci chettino tra i clienti di un supermercato all'Alessandrino. L'impresa non è riuscita. Allo tentativo della gente (ci sono state subito numerose telefonate a polizia e carabinieri) i tre del commando, due giovani e una ragazza, sono fuggiti. Sul posto, all'altezza del numero civico 986 della via Casilina, hanno però lasciato una macchina rubata, attrezzata per diffon dere ad alto volume il testo del comunicato inciso su un cassone magnetofonici.

Quest'ultimo episodio — che ha provocato un po' di panico tra i numerosi clienti che a quell'ora affollavano l'interno del supermercato — è avvenuto poco dopo le 19. I tre brigatisti sono arrivati a bordo di una «Bianchina» grigia, risultata rubata nella stessa mattinata di ieri. Hanno avuto il tempo di distribuire poche copie del volantino che rivendicava l'assassinio di Schettini e lanciava minacce contro altri esponenti dc, di staccare a mano un manifesto con lo stesso testo criminale, e poi si sono dileguati fra la folla. Sulla «Bianchina», intanto, due altri terroristi diffondevano ad alto volume, ma in modo del tutto incomprensibile, il proclama delle «BR», letto da una voce maschile molto rauca.

L'intervento di poliziotti e carabinieri non si è fatto attendere. Prima di aprire la macchina c'è stata una rapida ispezione degli artificieri. Dentro l'utilitaria (targata Roma 11 58820 sono stati trovati numerosi fili per autoradio, materiale elettrico, copia del volantino e, naturalmente, il registratore a batteria, il messaggio, pieno di deliranti farneticazioni e politica», si rivendicava l'assassinio di Schettini come momento della «strategia di lotta armata per il comunismo», che ha come obiettivo «l'eliminazione fisica dei rappresentanti della borghesia e dei suoi lacchè». Tra l'altro vi si lanciavano minacce di sterminio nullioso contro altri esponenti dc.

Lo stesso testo, come abbiamo detto, era stato fatto trovare in mattinata nei locali della centrale del Policlinico.

I due episodi suscitano perplessità e interrogativi.

Nel Policlinico, ormai, si commentano insistentemente voci di forme quello dell'obiettivo a delinquere senza il basilare controllo. Eppure al momento la presenza degli agenti dell'ordine è una regola quotidiana. Possibile che ancora una volta nessuno sia intervenuto, anche al solo scopo di identificare i «portatori» di criminali e assassini? Quello dei controlli fe della difesa delle garanzie democratiche) all'interno del Policlinico è un problema urgente. Si tratta anche di restituire alla loro specifica funzionalità corridoi, aule, parcheggi. La sala di Patologia generale del professor Bferini, ad esempio è armai da tempo destinata soltanto alle «riunioni» dei «collettivi». Interventi dello stesso comitato direttivo del nosocomio e degli organi da cui dipendono locali e attrezzature paiono più che mai necessari. Ne va della stessa libertà dei lavoratori — contrattare il subire le provocazioni e gli arbitrii di una minoranza violenta e arrogante — di tracce della tranquillità e dell'efficienza dei servizi di cui i degenti hanno diritto.

Assaltato un commissariato di PS

Violenze di «autonomi» a Primavalle

Bottiglie incendiarie lanciate anche contro un'auto dei vigili urbani: ferita una guardia

Nella mattinata incidenti a Campo de' Fiori, nel pomeriggio un crescendo di violenze a Primavalle, culminate con un criminale assalto al commissariato, contro il quale è stato lanciato anche un ordigno esplosivo. Così, nel modo che gli è proprio, gli «autonomi» hanno commemorato il terzo anniversario della morte del giovane Mario Salvi, ucciso da un agente di custodia vicino al ministero di Grazia e Giustizia.

La serie di provocazioni sono iniziate ieri mattina attorno alle 11. Poco più di duecento giovani dell'area dell'«autonomia» si sono radunati in piazza Farnese e hanno formato un corteo. Nessuna richiesta di autorizzazione per la manifestazione. accolto con un fitto lancio di contenitori incendiari e sassi l'arrivo dei carpani di pattuglia, che li inseguivano.

Un altro focolaio di incendi si è acceso, poco più in là, in piazza Giureconsulti. Qui un commando ha lanciato un grappolo di «molotov» contro un'auto dei vigili urbani. La «128» è andata completamente distrutta dalle fiamme e la guardia è rimasta ferita.

Il raid è proseguito anche nelle piccole strade di Primavalle. In una traversa di piazza Capecelatro un autobus dell'Atac è stato fermato, tutti i passeggeri sono stati fatti scendere, poi il gruppo di teppisti ha piazzato la vettura di traverso per impedire l'accesso ai mezzi della polizia.

l'Unità / sabato 19 maggio 1979

Distribuiti volantini che rivendicano l'uccisione di Schettini

In un mercato a Primavalle nuova incursione delle Br

Due donne e un uomo componevano il commando L'altoparlante, messo in una « 500 », non ha funzionato

Un nuovo *raid* propagandistico è stato compiuto ieri mattina da un gruppo di brigatisti rossi. Due donne e un uomo hanno abbandonato, nei pressi del mercato di Primavalle, una «cinquecento» su cui era installato un impianto di amplificazione. Prima di fuggire hanno gettato manciate di volantini in cui l'organizzazione criminale rivendica l'uccisione del consigliere provinciale dc Italo Schettini.

La nuova «sortita» delle BR — a due giorni di distanza da quella analoga compiuta a Casalbruciato — è avvenuta poco dopo le 11,30, in via Giuseppe Mezzofanti. I terroristi hanno abbandonato la vettura con sopra gli altoparlanti all'angolo della strada. E' stato azionato l'impianto ma, evidentemente, qualcosa non ha funzionato perché il «messaggio» parlato non è stato ascoltato da nessuno. I tre, allora, hanno cominciato a gettare in aria i volantini che contenevano la rivendicazione dell'uccisione del consigliere provinciale democristiano. Correndo tra i banchi del mercato, i tre sono quindi riusciti a dileguarsi a piedi.

Sul momento le testimonianze raccolte sul posto non sembrano di grande aiuto

Deux Articles de « L'Unita' » qui portent sur l'activité de propagande - relative à l'homicide d'Italo Schettini - menée par les BR dans les quartiers populaires où plus forte était la haine contre ce grand propriétaire immobilier.

Rien d'étonnant, alors, à ce que l'exécution d'Italo Schettini, malgré le trouble engendré par un acte homicide dans le cadre de la « lutte pour le logement », soit l'opération globalement moins contestée de l'histoire brigadiste à Rome. Même le SUNIA admet dans un communiqué de presse

> qu'il y a le risque que cette exécution brutale puisse rallier le consensus de désespérés, de tous ceux qui vainement – et pendant trop longtemps – ont attendu l'affirmation de la justice, tout en sachant avoir raison : des gens qui en revanche se sont heurtés à un pouvoir aveugle, à une magistrature complaisante, à des administrateurs qui ont serré les rangs autour du « propriétaire immobilier ». L'arrogance du pouvoir a dépassé toutes les limites. Les sentiments d'impuissance et la colère de citoyens peuvent, de ce fait, arriver à légitimer le geste de la vengeance, à savoir le principe de la justice populaire. C'est une voie assez dangereuse[202].

De même, le quotidien « Lotta Continua » - devenu à la fin des années 1970 le porte-parole de l'ultragauche qui a renoncé à la pratique de la violence[203] – est forcé à s'engager dans un travail de démystification, afin d'empêcher que cette typologie d'attentat soit intériorisée par les milieux prolétaires de la ville comme un exemple vertueux d'émancipation sociopolitique :

> C'est justement car nous n'adhérons pas à ce projet de sanctification de ce notable, que nous rejetons de manière radicale l'idée que le « problème locatif » puisse se résoudre par le meurtre. Aujourd'hui, un groupe de « justiciers » qui proposent l'homicide politique comme une solution pour les problèmes quotidiens […] a remis en question des années de lutte de masse […]. De nouveau, avec ces coups de pistolet – dont la seule perspective est l'extermination (combien de pelotons d'exécution serviront pour tuer tous les « Schettini » d'Italie ?) – on enlève […] aux prolétaires la possibilité de lutter et on voudrait ainsi les forcer à rester simples spectateurs[204].

---

[202] *L'agguato mortale al consigliere dc,* "L'Unità", 30 mars 1979.

[203] Comme le reconstruit en détail le chapitre 6 de ce travail, le projet révolutionnaire de « Lotta Continua » entre en agonie au cours de 1975 : le groupe extraparlementaire, en tant qu'organisation, se dissout au milieu de l'année 1976, mais son journal continue les publications jusqu'en 1982, en devenant le référent médiatique de milieux d'extrême gauche qui ambitionnent de pratiquer une opposition au système sans plus recourir à la violence (selon le slogan « Ni avec l'État, ni avec les BR »).

[204] *Un ras di borgata, "*Lotta Continua", 30 mars 1979.

La séduction d'une action paramilitaire inscrite dans le sillage de la « lutte pour le logement » affecte, néanmoins, les autres composantes du radicalisme « rouge » de la capitale ; celles qui continuent à opérer dans une perspective "insurrectionnelle" alternative à la méthode brigadiste. Comme l'intellectuel « autonome », Paolo Virno, le note, malgré la distance qui sépare sa vision communautariste de la praxis clandestine propre au *parti armé*, « l'assassinat de Schettini », en introduisant « un critère de mesure de l'efficacité de l'action armée, à savoir l'élément essentiel qui marque un projet politico-militaire métropolitain », est susceptible d'indiquer le chemin à suivre pour transformer finalement la traditionnelle « autodétermination de quartier » en un véritable contre-pouvoir territorial : « une mesure donnée […] par le renforcement du mouvement pour le logement et par le découragement des expulsions ; plus en général, par les conquêtes matérielles […] obtenues par les couches prolétaires à l'aide de la guérilla »[205].

Capable d'influencer l'ensemble de l'extrême gauche romaine, le patrimoine idéologique de la « lutte pour le logement » est employé aussi pour chercher refuge contre l'hégémonie brigadiste dans la capitale[206] : en fait, c'est dans le front le plus traditionnel de la conflictualité romaine que les franges révolutionnaires dissidentes - confrontés à l'échec de leurs parcours de militance au lendemain de la « campagne du printemps », soit l'enlèvement de Moro, qui avait établi la supériorité brigadiste en matière de guerre contre l'État[207] - tentent une ultime régénération en se replongeant dans leur ancien berceau anticapitaliste[208]. À cet effet, elles fondent en 1979 le « Movimento Comunista Rivoluzionario » (MCR), dont l'action subversive fait levier sur le « problème locatif ». Comme le résume clairement un des fondateurs :

> Cette expérience […] est menée par certains militants clandestins qui venaient de casser avec les Br, qui s'associent avec des gens comme moi,

---

[205] Paolo Virno, *Piazza Nicosia: cominciamo a discuterne,* "Metropoli", n. 1, 1er juin 1979.

[206] À l'affirmation des BR dans le panorama subversif de Rome avait contribué aussi la crise de formations engagées dans *l'illégalité de masse*: durant la deuxième moitié des années 1970, la militance qui se reconnaissait dans ce répertoire de lutte antisystème se retrouve, en effet, progressivement privée de structures organisationnelles, pour cause de la conversion légaliste de groupes majeurs (« Lotta Continua », « Avanguardia Operaia ») et de la rude répression judiciaire qui investit la galaxie « autonome » à partir du 7 avril 1979. Voir le chapitre 6 de ce travail.

[207] Il s'agit de l'apogée de l'offensive « brigadiste » contre l'État : réalisée pendant le printemps 1978, cette campagne est entrée dans l'histoire notamment pour l'enlèvement sanglant (massacre de son escorte, 16 mars) et l'homicide d'Aldo Moro (9 mai 1978), le politicien majeur du panorama italien de l'époque. Voir les chapitres 6 et 7 de ce travail.

[208] Sur les bases idéologiques qui président à ce parcours à rebours, voir : Movimento Comunista Rivoluzionario, *Passato, presente, futuro,* janvier 1979, in Maria Rita Prette (dir.), *Le parole scritte,* cit., pp. 376-390.

> issus de l'Autonomie proprement dite ou d'autres expériences du mouvement romain […]. C'est de la rencontre de ces différents « refus » […] que se forme le Movimento Comunista Rivoluzionario […] le projet étant de revitaliser les éléments du mouvement populaire qui s'étaient perdus. Notre projet, en définitive, était de promouvoir de nouveau les occupations de logements, de reparcourir le chemin des besoins[209].

Convaincu que la stratégie militariste de BR, vouée à engendrer un état de guerre civile, est destinée à écraser le processus révolutionnaire pour cause d'aventurisme, le MCR pense, en revanche, qu'il faut « reconduire l'énorme puissance » démontrée pendant la « campagne du printemps » au sein de la lutte quotidienne du prolétariat : cela signifie « se mettre à enseigner au mouvement révolutionnaire les étapes à suivre pour rejoindre ce niveau de puissance » et « en même temps apprendre du mouvement révolutionnaire la manière de reconquérir l'ancienne *relation organique* avec les luttes et les contradictions » qui a été coupablement « réduite à simple appendice de l'élévation du combat au niveau maximal »[210]. En ce sens, il est impératif de focaliser l'exercice de la violence sur le « problème locatif », car « de cette question proviennent historiquement l'antagonisme de classe et une irrépressible propension à la lutte »[211]. Pour ce faire, le groupe organise des attaques incendiaires contre les biens et voitures de constructeurs, des blitz armés dans les sièges de sociétés immobilières, la mise au pilori et des « jambisations » de spéculateurs[212] : au début de 1980, un tract vante triomphalement dans les « borgate » les premiers résultats de ces attentats.

> L'usage intelligent et ciblé de la force, voué plus à obtenir des résultats concrets qu'à punir les infâmes, peut gagner sur l'obstination ridicule et vaine des propriétaires immobiliers. […] Il s'agit d'une vérité devenue évidente à M. Marcucci qui s'est "persuadé" de louer – au lieu de vendre, comme il l'espérait – les appartements situés rue delle Medaglie d'Oro; à M. Masi, patron de la S.A.I.R […] qui a accepté […] un loyer populaire pour ses appartements du quartier Appio. Aussi à M. Settimio Imperi, qui n'étant plus "en mesure de se tenir sur ses jambes" a dû changer son attitude envers les occupants[213].

---

[209] Raimondo Catanzaro et Luigi Manconi (dir.), *Storie di lotta armata,* cit.*,* p. 269.
[210] Movimento Comunista Rivoluzionario, *Fase: passato, presente, futuro,* cit..
[211] Movimento Comunista Rivoluzionario, *Dato che il fucile lo intendete…,* janvier 1980, in Maria Rita Prette (dir.), *Le parole scritte,* cit.*,* pp. 391-392.
[212] Voir : Raimondo Catanzaro et Luigi Manconi (dir.), *Storie di lotta armata,* cit.*,* pp. 271-274.
[213] Movimento Comunista Rivoluzionario, *Dato che il fucile lo intendete…,* cit..

Malgré ces petites « conquêtes », cependant, l'expérience du MCR se termine juste quelques mois plus tard, sous les coups de l'imposante opération policière qui conduira en l'espace d'une année à la désarticulation quasi complète de la mouvance subversive à Rome[214].

Le fait que le dernier soubresaut du militantisme révolutionnaire se réalise dans le cadre de la « lutte pour le logement » - en retournant ainsi au point de départ de la « bataille de San Basilio » qui avait déclenché le cycle de radicalisation à Rome – témoigne encore une fois de la centralité que ce front de conflictualité urbaine a tenu au sein du processus d'inscription de la violence politique dans la capitale d'Italie au cours de « années de plomb »[215].

[214] Entre 1980 et 1982, le gros des membres et tous les leaders des différents groupes armés sont arrêtés : en particulier, le chef des « Brigades Rouges », et commandant de la « colonna romana », Mario Moretti, est capturé le 4 avril 1981. Voir : *Preso Mario Moretti capo delle Br. Con lui catturati Senzani e Fenzi?,* "La Stampa", 5 avril 1981.

[215] En tant que facteur structurel de la conflictualité urbaine, la « lutte pour le logement » survit naturellement à la disparition de groupes armés et à l'épuisement de la mythologie révolutionnaire : déjà en 1981, le mouvement populaire recommence, en effet, à s'agiter et à occuper les immeubles inutilisés. Voir : *Requisire le case Caltagirone : famiglie sfrattate hanno occupato i palazzi di via Cortina d'Ampezzo,* "L'Unità", 26 février 1981.

Chapitre 4

L'impact de la modernisation économique : les luttes sur les lieux de travail et l'opposition à la vie chère

Comme on vient de le voir, une composante fondamentale des expériences « d'autodétermination de quartier » est la réaction collective à l'augmentation constante et sévère des coûts du logement (loyer, charges …) : il s'agit de l'expression majeure d'une bataille plus générale que les couches inférieures de la société romaine déploient contre la « vie chère ». L'intensification de la conflictualité sociale au lendemain du *boom* est l'effet du contexte économique et productif propre à la capitale.

En phase avec le climat d'agitation populaire né lors de la première récession post-miracle (1963-1964), les luttes à caractère économique - pour la hausse du salaire net, pour l'amélioration des conditions de travail et contre l'érosion du pouvoir d'achat - envahissent, vers la fin des années 1960, les secteurs professionnels (ateliers, usines, magasins, bureaux, hôpitaux, services publics) et le circuit de la consommation de la ville (grand et petit commerce, loisirs et mobilité). Au sein de cette rude confrontation nationale opposant classe ouvrière, employés, entrepreneurs et administration étatique, Rome développe des répertoires contestataires tout à fait originaux et spécifiques : si dans les autres métropoles du pays les tensions se concentrent sur le monde industriel, dans la capitale le conflit dans les usines (très importants sur le plan symbolique, mais numériquement secondaire) est dépassé par les batailles bien plus imposantes dans les chantiers et dans la fonction publique[1].

Cette explosion protestataire interrompt une période de calme depuis 1947, date de formation de la première administration municipale d'après-guerre : la nécessité de remettre rapidement en marche l'économie urbaine et l'aspiration à intégrer la société de consommation tout en échappant à la pauvreté (à savoir, participer au « rêve américain »)[2] avaient contribué à limiter les revendications des salariés et des syndicats

[1] La population active de Rome présente, en effet, une composition unique dans le panorama national : au début de années 1970, on compte environ 220 000 ouvriers (dont 70 000 « edili »), 250 000 employés dans le secteur public, 50 000 travailleurs de la distribution, 100 000 chômeurs, 300 000 précaires et intermittents. Voir : Comune di Roma - Ufficio di statistica e Censimento, *Censimento generale dell'industria e del commercio (25 ottobre 1971),* Roma, Comune di Roma, 1971 ; Cgil et Camera del lavoro di Roma e provincia, *Crisi, sistema produttivo, mercato del lavoro a Roma,* Roma, Nuova grafica artigiana, 1977.

[2] Outre le volume de Pier Paolo D'Attorre [Id. (dir.), *Nemici per la pelle : sogno americano e mito sovietico nell'Italia contemporanea,* 1991], voir : Stephen Gundle, *L'americanizzazione del quotidiano :*

pendant les deux premières décennies républicaines. Ces conditions particulières avaient permis au patronat romain de garder un certain contrôle autoritaire sur la main d'œuvre et de limiter le coût du travail durant les années 1950. D'ailleurs, la chute du fascisme et l'occupation nazie (1943-1944) avaient fortement fragilisé le marché de l'emploi de la capitale : l'affectation des matières premières au Nord du pays, où la *Wehrmacht* avait établi sa ligne principale de fortifications, avait imposé en effet le blocage de la production pour l'industrie de l'armement installée à Rome. La seule fermeture de « l'Istituto Poligrafico » et de la « Breda », les deux principales usines vouées à l'effort de guerre, par le régime mussolinien provoquèrent la disparition brutale de 14 500 postes. Pour une ville qui souffre d'un déficit historique dans le secteur secondaire, ce fut alors une perte grave et irrémédiable à court terme[3]. De ce fait, au retour en temps de paix, la précarité s'imposa comme un facteur structurel et potentiellement incendiaire de la réalité romaine[4]. Le bulletin de la « Confédération générale italienne du travail » (CGIL) du printemps 1946 en fournit une vision éclairante :

> Ces politiques économiques improvisées touchent toutes les catégories : les marginaux produits par la guerre, les jeunes qui dans leur vie n'ont été que soldats, les vétérans, les chômeurs « obligés », à savoir les ouvriers de l'industrie – notamment du bâtiment – presque totalement bloquée ; mais aussi les milliers d'employés des différentes branches étatiques que le fascisme avait formées et multipliées pour alimenter le système autarcique[5].

---

*televisione e consumismo nell'Italia degli anni '50, "*Quaderni Storici", 62, 1986, pp. 561-594 ; Alessandro Portelli, *The transatlantic Jeremiad : American Mass Culture and Counterculture and Opposition Culture in Italy*, in Rob Kroes et al. (dir.), *Cultural Transmissions and Receptions : American Mass Culture in Europe,* Amsterdam, VU University Press, 1993, pp. 125-138 ; Federico Romero, *Americanization and National Identity: The Case of Postwar Italy,* in Luciano Tosi (dir.), *Europe, Its Borders and the Others,* Napoli, Edizioni Scientifiche Italiane, 2000, pp. 263-277 ; Luciano Segreto, *Changing a Low Consumption Society. The Impact of US Advertising Methods and Techniques in Italy,* in Matthias Kipping et Nick Tiratsoo (dir.), *L'américanisation en Europe au XXe siècle : entreprises, culture, politique,* Lille, Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest Université Charles de Gaule -Lille 3, 2002, pp. 75-91.

[3] Voir : Massimo Ilardi, *La situazione delle industrie a Roma,* "Quaderno Irsifar", n. 2, 1971. Voir aussi : *La zona industriale di Roma e del Lazio,* "Roma economica", III, avril 1950 ; Piero Della Seta, *Il Lazio e le altre regioni nei risultati del censimento industriale,* "Rassegna del Lazio", n. 89, 1955. Le premier chapitre de ce travail a bien expliqué que la ville ne parvint pas dans l'après-guerre à se doter d'un véritable complexe industriel en mesure de faire de Rome une « capitale économico-productive », et pas seulement "symbolico-administrative".

[4] Voir : Ilenia Rossini, *Riottosi e ribelli,* cit.

[5] CGIL, *Notiziario economico sindacale,* n. 3-4, 1946.

La gravité de cette situation devient manifeste le 9 octobre 1946, quand 45 000 « edili » - accompagnés de quelques centaines de chômeurs et de « réfugiés juliens dalmates »[6] - descendent dans la rue pour protester contre le possible démantèlement des chantiers « a regia » du génie civil[7] : de petits groupes se détachent du cortège et - armés de pierres et bâtons - donnent l'assaut au Ministère de l'Intérieur (situé dans le palais du « Viminale »)[8]. Les forces de l'ordre réagissent violemment, déclenchant une bagarre qui fait 4 morts (dont 3 manifestants) et 141 blessés[9]. Pendant plusieurs jours, la capitale d'Italie tombe dans un état d'agitation profonde qui fait craindre une relance des hostilités conclues deux ans auparavant : à quelques semaines des premières élections administratives organisées sous le nouveau régime républicain (adopté en juin 1946), les partis au gouvernement se retrouvent, ainsi, soumis à une énorme pression. Plus encore que la « Démocratie chrétienne », dont le secrétaire national est en même temps en charge de la Présidence du Conseil et du Ministère de l'Intérieur, c'est au parti communiste que revient la difficile mission d'harmoniser, au sein de la « voie italienne au socialisme », la solidarité aux travailleurs et la tenue du processus de normalisation démocratique du pays. Afin d'étouffer la soif de vengeance et de stopper une éventuelle dérive insurrectionnelle, l'Unità dénonce des risques de guerre civile auprès du pouvoir démocrate-chrétien comme des prolétaires romains. Le haut dirigeant Pietro Ingrao consacre, en effet, deux éditoriaux entre le 10 et le 11 octobre expliquant que « le sang et la faim du peuple ne sont pas une plaisanterie »[10] :

> Les événements du « Viminale » dérivent principalement de la grave situation sociale, du désespoir des masses découragées et appauvries qui se heurtent dramatiquement aux profits fantastiques et aux jeux millionnaires. […] La démocratie italienne ne peut et ne doit pas oublier

---

[6] Citoyens italiens ressortissants de l'Istrie et de la Dalmatie, territoires que l'Italie n'arrivait plus à contrôler à cause de la guerre et qui avaient été militairement occupés par la Yougoslavie titiste depuis 1945. Sur la question de la définition de la frontière orientale italienne et sur les terribles violences « ethniques » passées entre Italiens et Yougoslaves, voir : Raoul Pupo, *Guerra e dopoguerra al confine orientale d'Italia,* Udine, Del Bianco, 1999 et Id., *Il lungo esodo. Istria : le persecuzioni, le foibe, l'esilio,* Milano, Rizzoli, 2005.

[7] Travaux promus par des entreprises locales mais financés par le Génie civil national, destinés à fournir de l'emploi aux chômeurs de la ville : le système « a regia » prévoit une modalité de paiement à forfait (estimation des dépenses) indépendamment de la quantité, de la qualité et de l'utilité de l'œuvre. Voir : Umberto Nobile, *Gli appalti a regia: un miliardo al mese per non ricostruire,* "L'Unità", 12 octobre 1946.

[8] Sur les raisons de cet escalade de violence, voir *I disordini di Roma. Alla ricerca delle responsabilità,* "La Stampa", 11 octobre 1946, qui fait l'état des lieux des hypothèses.

[9] Voir : *Giornata di tumulti a Roma per il licenziamento di 30 mila operai,* "La Stampa" du 10 octobre 1946.

[10] Pietro Ingrao, *Colpire a fondo,* "L'Unità", 10 octobre 1946.

> que le fascisme n'a pas été le produit dégénéré de quelques criminels, mais plutôt une tactique ponctuelle de ces forces sociales qui voulaient défendre à tout prix leurs privilèges injustifiés. La démocratie italienne ne peut oublier l'imbrication des forces, les raisons économiques, la complicité et les alliances qui ont porté le fascisme dans notre pays. […] Contre les armes de la provocation, la démocratie doit employer ses propres armes, qui sont fortes, efficaces et justes : il faut désarmer de la conspiration fasciste. Il faut détruire la puissance économique des parasites qui l'alimentent. La démocratie doit se mettre au travail sans hésitation pour éliminer la misère et le désespoir créés par les forces fascistes et sur lesquelles ces dernières tentent effrontément, aujourd'hui, de fonder leur sanglante opération de provocation[11].

Cet effort de gestion de la colère sociale ne se déploie pas seulement en termes médiatiques, mais aussi, et surtout, sur le plan matériel de la quotidienneté, moyennant notamment une action ramifiée qui laisse espérer la prorogation indéfinie des chantiers « a regia » à travers les sections de quartier et les filiales syndicales[12] : d'autre part, l'argument de la « reprise du travail » se révélait extrêmement persuasif dans le cadre misérable de la « Rome d'en bas ». Passé, de ce fait, le premier émoi, la rage populaire s'efface au profit du deuil pour les victimes des affrontements : en ce sens, les funérailles des trois « edili » (le 12 octobre) sont une véritable catharsis pour le monde ouvrier la capitale[13]. Dès lors, choqué par la mémoire sanglante des « faits du Viminale » et opprimé par la pauvreté persistante[14], le mouvement des travailleurs romains commence à se replier sur lui-même : l'expulsion de l'aire gouvernementale et l'entrée dans la dimension de « l'opposition irresponsable » du PCI, en mai 1947, représentent, en ce sens, un facteur supplémentaire de découragement, déterminé par l'affaiblissement du pouvoir de négociation dans le rapport de force avec l'État[15]. Les épisodes de protestation collective deviennent de plus en plus sporadiques[16], jusqu'à disparaître au début de 1948 : le dernier tressaillement de cette crise d'après-guerre

---

[11] Pietro Ingrao, *Collusione di forze,* "L'Unità", 11 octobre 1946.

[12] Voir : *Le richieste al governo della Camera del Lavoro,* "L'Unità", 12 octobre 1946.

[13] Voir : *Il grande cuore di Roma intorno alle bare dei lavoratori caduti,* "L'Unità", 13 octobre 1946.

[14] En effet, il faudra attendre 1950 pour que le PIB national retrouve le niveau de 1940 et 1949 pour que l'inflation commence finalement à baisser. Voir : Aurelio Iannucci et Luigi Pieraccioni, *La distribuzione provinciale dei redditi nel 1938 e confronto col 1952,* "Sintesi economica", 4, vol. 6, 1954, pp. 36-43.

[15] *I lavoratori protestano contro il ministero della discordia. Disciplinati ma decisi coloro che sudano il pane*, "L'Unità", 1er juin 1947.

[16] Voir : Gaetano Congi, *L'altra Roma. Classe operaia e sviluppo industriale nella Capitale,* Bari, De Donato, 1977, pp. 36-37.

survient, en effet, pendant la première semaine de décembre 1947. Le 4 de ce mois, plusieurs communautés des « borgate » s'associent impulsivement à la révolte explosée dans la zone des « Castelli Romani » (municipalités à l'est de la capitale) pour cause de terribles conditions de vie qui touchent ces territoires (pénurie de nourriture, chômage généralisé, indigence, incapacité d'affronter économiquement un hiver particulièrement rigoureux)[17]. Nonobstant la virulence limitée des manifestations qui se tiennent à Rome, la police reçoit l'ordre de réprimer à tout prix les derniers feux de la contestation : le Ministère de l'Intérieur craint, en effet, une fusion possible entre ce mouvement spontané et les organismes de la classe ouvrière qui participent aussi à une agitation syndicale réclamant des investissements gouvernementaux contre le chômage[18]. Durant l'après-midi du 5 décembre, un peloton évacue à coups de pistolet un groupe de citoyens qui s'est rassemblé de façon menaçante sous le commissariat de la « borgata Primavalle » : Giuseppe Tanas, 24 ans, est touché à la tête et meurt quelques heures plus tard[19]. Le fait qu'à la différence du massacre du « Viminale », cette fois, la nouvelle de l'homicide ne soit pas accompagnée d'une pulsion de vengeance populaire témoigne de l'évolution qui a investi les répertoires protestataires des travailleurs romains[20] et qui est en train de porter le coup final à ce cycle de conflictualité urbaine. Les capacités de lutte semblent, en effet, s'être désormais évanouies sous la pression de la rude répression policière et de l'institutionnalisation de la « fracture bipolaire » dans la capitale. En ce sens, la discipline pacifique qui caractérise la grève générale du 11 décembre 1947, organisée par les partis de gauche pour stigmatiser la politique d'austérité du gouvernement démocrate-chrétien[21] annonce l'immobilisme ouvrier typique des années 1950[22].

---

[17] Voir : *La Capitale e i Castelli Romani scendono in lotta contro la fame,* "L'Unità", 5 décembre 1947.

[18] Sur cette peur, voir : *Scontro tra polizia e dimostranti nelle strade periferiche di Roma,* "La Stampa", 6 décembre 1947.

[19] Voir : *La periferia di Roma in lotta. La Capitale bloccata per due ore,* "L'Unità", 7 décembre 1947.

[20] Voir : *Il grande cuore di Roma sarà vicino alla salma di Giuseppe Tanas caduto per la libertà e il lavoro,* "L'Unità", 7 décembre 1947.

[21] Les partis de gauche considéraient cette politique d'austérité comme une violation de l'art. 4 de la Constitution, dont l'approbation était imminente (22 décembre 1947), qui décrétait le « droit au travail » pour tous les citoyens italiens.

[22] Voir : *Provocazioni e violenze a Roma non riescono a piegare i lavoratori,* "L'Unità", 12 décembre 1947.

DIREZIONE E AMMINISTRAZIONE - ROMA

l'Unità

ORGANO DEL PARTITO COMUNISTA ITALIANO

Lavoratori romani, la vostra unità vi darà la vittoria!

ANNO XXIV (Nuova serie) N. 291 ★ GIOVEDI 11 DICEMBRE 1947 Una copia L. 15 - Arretrata L. 18

IL GOVERNO DEI RICCHI E' SORDO AL GRIDO DEL POPOLO CHE SOFFRE

Roma scende in sciopero generale per far trionfare il suo diritto al lavoro

Alle 15 di ieri il Governo respingeva le richieste della C.d.L. - Lo sciopero a Roma e provincia è iniziato a mezzanotte - La decisione accolta all'unanimità dalle C.I. e dai Comitati sindacali

Per i 70.000 disoccupati

Il "no„ del Governo De Gasperi ha trovato pronti i lavoratori

Otto giorni di trattative

La Une de « L'Unità' » qui invoque une participation de masse de la population romaine à la grève générale du 11 décembre 1947 : il s'agira de l'acte ultime du conflit du travail lié à la crise socioéconomique d'après-guerre.

I. *La décennie de l'immobilisme et le lent réveil de la conflictualité du travail en 1960*

Ce cadre étant posé, le clivage opposant le patronat et les salariés romains perd sa dimension hautement conflictuelle à partir de 1948, avec la mise en place définitive du système républicain proatlantiste[23] : dès lors, les luttes à caractère économique deviennent essentiellement pacifiques, institutionnalisées et les différentes revendications corporatives ne se fondent que très rarement dans un front contestataire unique et articulé. À l'exception de la « grève de l'industrie » (automne 1953) - qui mobilise (toujours pacifiquement) pendant quelques semaines les catégories des « travaux pénibles » autour d'une demande de revalorisation salariale contre l'érosion du pouvoir d'achat[24] - la décennie pendant laquelle se prépare le « miracle économique italien » (1948 - 1958) reste marquée par la prédominance de pratiques vouées à discipliner, quasi militairement, la main-d'œuvre, comprimant au maximum, en même temps, son coût[25]. Les bases de cette politique « patronale » sont clairement affirmées en 1947 dans le bulletin interne de « l'Union des industriels du Latium » :

[23] Voir le chapitre 2 de ce travail.

[24] Après une longue période de crise économique entamée pendant la guerre, le ralentissement du rythme de l'inflation au début des années 1950 avait aggravé l'érosion du pouvoir d'achat des salariés. Voir : *La risposta degli industriali,* "La Stampa", 22 septembre 1953 ; *Nuove vittorie aziendali coronano l'imponente sciopero dei lavoratori, "*L'Unità", 25 septembre 1953.

[25] Voir : Rinaldo Santini, *Disoccupazione e sviluppo industriale,* "Roma economica", n. 12, 1952 ; Gaetano Congi, *L'altra Roma*, cit., pp. 35-37 ; Grazia Pagnotta, *Roma industriale,* cit., pp. 237-250.

> Les agitations qui depuis quelque temps, et tous les jours, explosent dans les usines de Rome et de sa province […] à travers l'interruption du travail, et […] une véritable forme de non-collaboration, ne sont pas justifiées. Ces agitations sournoises […] dérangent gravement le cycle de la production en termes économiques, détruisent l'organisation disciplinaire et technique des entreprises avec des conséquences intolérables[26].

La situation commence à changer seulement à l'apogée du *boom,* quand la sécularisation[27] et les transformations survenues dans la structure économico-productive de la ville[28] du fait du processus brutal de modernisation[29], ne permettent plus un tel autoritarisme patronal : la reconstruction d'après-guerre a été largement achevée, la faim et la misère ne sont plus à l'ordre du jour, la massification de la culture et le consumérisme sont en train de supplanter les normes traditionnelles basées sur l'obéissance dogmatique et sur une hiérarchisation sociale rigide[30]. À la lumière de cette évolution culturelle et matérielle, le mouvement des travailleurs romains trouve la force de relancer son action revendicative au commencement de 1960[31] : le signal d'un changement irréversible se voit par la décision de repenser intégralement la stratégie syndicale[32]. Des répertoires de confrontation plus agressifs et flexibles sont

---

[26] Unione degli Industriali del Lazio, *Notiziario,* n. 14, 1947. Sur l'attitude et la nature du patronat romain entre la fin de la guerre et le *boom économique,* voir : Pia Toscano (dir.), *Imprenditori a Roma nel secondo dopoguerra*, cit*.,* pp. 31-60 ; Grazia Pagnotta, *Roma industriale,* cit*.,* pp. 141-178.

[27] Voir le chapitre 5 de ce travail.

[28] D'après les données statistiques de l'ISTAT, au niveau national, le taux de chômage commence à baisser progressivement dès 1953, passant de 10% de la population active à 4,2% en 1960 puis 2,5% en 1963 ; l'inflation ne dépasse jamais 5% sur base annuelle entre 1952 et 1960 (atteignant même un taux négatif en 1959) ; le PIB augmente en moyenne de 6,2% par an entre 1950 et 1960. Pour le cas romain, qui reste sur la même ligne, voir : Camera di Commercio, Industria e agricoltura di Roma, *Indici della vita economica della Provincia di Roma 1952 – 1957*, Roma, Pinto, 1958.

[29] Voir : Luigi Pieraccioni, *Alcuni aspetti dello sviluppo economico della provincia di Roma negli anni '50,* « Roma economica », n. 1, 1962.

[30] Voir : Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit*.,* pp. 278-295. Voir aussi : Raffaele La Capria, *La "bella confusione" della Roma anni cinquanta,* in Gianni Borgna et Antonio Debenedetti, *Dal Piacere alla Dolce Vita: Roma 1889-1960. Una capitale allo specchio,* Milano, Mondadori, 2010, pp. 224-226. Pour creuser la question, voir le chapitre 5 de ce travail. Pour un regard national, voir : Luca Gorgolini, *L'Italia in movimento. Storia sociale degli anni Cinquanta,* cit.

[31] Entre février et mars 1959, la conflictualité ouvrière reprend vigueur : une série de petites grèves, de cortèges et de meetings sont mises en place pour réclamer une augmentation de l'allocation de chômage, des mesures extraordinaires pour stopper la vague de licenciements qui est en train d'affecter les secteurs moins technologisés et un plan d'investissements étatiques pour la création de travail industriel. Voir : *Oggi giornata di lotta e di protesta dei lavoratori di Roma e della provincia,* "L'Unità", 4 février 1959 ; *Martedì per dodici ore sciopero nell'industria,* "Avanti!", 20 février 1959.

[32] Voir : Toto Lombardo et Giuseppe Sircana, *La CGIL a Roma. I congressi della camera del lavoro 1945-1981 : relazioni, mozioni, organi dirigenti,* Roma, Ediesse, 1983, p. 215. Pour une lecture globale de l'évolution syndicale à Rome pendant les premières décennies républicaines, voir : Camera confederale del lavoro di Roma (dir.), *Analisi delle strutture produttive a Roma e nel Lazio. Problemi di impostazione di lotta del movimento sindacale,* Roma, Editrice Sindacale Italiana, 1976.

mis en œuvre (notamment, la « Contrattazione articolata »[33]), tandis que l'industrie lourde est placée au centre du combat en raison de son importance fondamentale pour l'essor italien[34]. Malgré l'exiguïté de ce type d'établissements dans la réalité de la capitale, ce choix tactique relève de la volonté de maximiser le potentiel de la bataille syndicale, mettant en synchronie Rome avec l'Italie septentrionale, qui historiquement « bat la mesure » de la contestation à caractère économique dans le pays[35]. En fait, c'est à partir des usines métallurgistes du Nord qu'en septembre 1960, dans le droit fil de l'esprit d'émancipation populaire déclenché par le « soulèvement contre le gouvernement Tambroni »[36], s'ouvre l'agitation la plus grave de la jeune République italienne : partant de la considération que dans ce secteur industriel l'augmentation des salaires (7% en moyenne) n'a pas été proportionnelle à celle de la productivité (43%) et du chiffre d'affaires (38%)[37], l'ensemble des confédérations nationales de la catégorie impose l'interruption de la production pour réclamer une adéquation de la rémunération et une réduction de l'horaire de travail[38]. À Rome, en l'absence d'un véritable complexe métallurgiste[39], ce sont principalement les grandes manufactures électrotechniques (FATME ; VOXSON ; AUTOVOX, VISIOLA,…) qui mobilisent plus de 5 000 ouvriers[40]. La plus grande usine de la ville, la FATME – avec ses 2 300 travailleurs et sa structure organisationnelle ultramoderne – devient rapidement le

---

[33] Il s'agit d'une modalité de négociation censée permettre la division du front patronal, tout en obtenant de meilleures conditions contractuelles : la « contrattazione articolata » est vouée, en effet, à transférer la réglementation de certains aspects (travail à la pièce, primes de rendement, évaluations) de la dimension systémique (convention collective nationale) au niveau particulier de l'entreprise. Voir : Enzo Bartocci, *Alle origini della contrattazione articolata,* Roma, Editrice Sindacale Italiana, 1979 ; Luisa Corazza, *Il nuovo conflitto collettivo: clausole di tregua, conciliazione e arbitrato nel declino dello sciopero,* Milano, FrancoAngeli, 2012.

[34] Voir : Giovanni Bruno, *Le imprese industriali nel processo di sviluppo (1953-1975),* in Francesco Barbagallo et al. (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana,* cit*.,* pp. 353-418.

[35] Voir : Cesco Chinello, *Sindacato, Pci, movimenti negli anni Sessanta: Porto Marghera, Venezia 1955-1970,* Milano, FrancoAngeli, 1996; Claudia Magnanini, *Ricostruzione e miracolo economico. Dal sindacato unitario al sindacato di classe nella capitale dell'industria,* Milano, FrancoAngeli, 2006. Pour une vision générale, voir : Luciano Cafagna, *Dualismo e sviluppo nella storia d'Italia,* Venezia, Marsilio, 1989 ; Stefano Musso (dir.), *Tra fabbrica e società. Mondi operai nell'Italia del Novecento,* Milano, Feltrinelli, 1997.

[36] Comme décrit dans le chapitre 1 de ce travail, la révolte populaire (qui provoque 5 morts parmi les contestataires, tués par les forces de l'ordre) contre la formation d'un gouvernement démocrate-chrétien soutenu par les votes du parti postfasciste MSI, date de juillet 1960. Pour ce qui est du passage aux usines de la tension accumulée dans la rue, voir : Voir : Paolo Bolzani, *Le lotte di fabbrica dal « luglio 60 » al centro sinistra,* "Classe", n. 16, novembre 1978, pp. 51-86.

[37] Voir : Guido Crainz, *Storia del miracolo economico,* cit*.,* p. 195.

[38] *Astensioni dal lavoro proclamate per i petrolieri e il gruppo CLEDCA,* "L'Unità", 11 décembre 1960 ; *Duecentomila operai in sciopero a Milano,* "La Stampa", 28 décembre 1960.

[39] Sur la marginalité du secteur métallurgiste à Rome, voir : Grazia Pagnotta, *Roma industriale,* cit*.,* pp. 241-250.

[40] Voir : *Domani la manifestazione a Piazza del Duomo. Cortei di lavoratori eri al centro di Roma,* "L'Unità", 24 décembre 1960 ; *Per i lavoratori della Fatme il Natale deve ancora venire: sono in lotta da tre mesi gli elettromeccanici romani,* ivi, 25 decembre 1960.

symbole du réveil du mouvement ouvrier romain et le trait d'union entre la capitale politique et le cœur économique du pays[41] : comme l'affirme le haut dirigeant du PCI, Giovanni Berlinguer,

> cette année syndicale a commencé le 2 janvier, par une des 114 journées de lutte de la FATME, l'usine qui a relié idéalement et matériellement le Milan ouvrier à la Rome ouvrière, les électrotechniciens du Nord à la capitale où la classe ouvrière, bien que moins nombreuse, est toutefois présente, aguerrie et combative[42].

Cette reprise de la conflictualité coïncide avec l'apparition, à Rome, d'une nouvelle génération de travailleurs - nés quand le régime fasciste était déjà à l'agonie - qui n'ont pas vécu consciemment ni la dictature, ni la tragédie de la guerre, ni la pauvreté de la reconstruction, mais qui ont grandi dans une période de richesse croissante. Des jeunes qui continuent à exprimer dans les ateliers cette hostilité envers l'autoritarisme et cette exigence d'émancipation, déjà manifestée pendant la révolte de « Porta San Paolo » de juillet 1960[43] : par rapport à leurs parents, ils sont donc plus instruits et plus hédonistes, mais surtout moins disponibles au compromis dans les relations avec le patronat[44]. Ils représentent, en définitive, l'émergence au sein de la classe ouvrière romaine d'une composante outrancière qui casse avec la méthode protestataire traditionnelle et qui met, du coup, en question la direction du mouvement[45]. Il s'agit d'un facteur de discontinuité systémique à caractère national et aux effets potentiellement explosifs, que les appareils « rouges » notent en temps réel. Déjà pendant le Vème congrès national de la CGIL (avril 1960), les délégués avaient dénoncé alarmés, « les nouvelles générations de travailleurs trop éloignées de l'esprit

---

[41] Voir : *La "celere" scagliata ieri alla FATME contro gli elettromeccanici in sciopero,* "L'Unità", 15 décembre 1960 ; *Accordo per gli arretrati raggiunto alla Fatme : interessa 2000 lavoratori,* ivi, 14 mars 1961.

[42] Giovanni Berlinguer, *Si estende la lotta operaia contro appalti e sottosalario,* "L'Unità", 23 janvier 1961.

[43] Voir le chapitre 1 de ce travail.

[44] L'intellectuel Arturo Carlo Jemolo résume ainsi l'apparition de cette nouvelle attitude au sein de classe ouvrière italienne : "*ne plus devoir craindre le licenciement et ne plus devoir quémander le recrutement […]. Dans une période de richesse croissante, ces exigences de justice, le fait de relever la tête par ceux qui l'avaient toujours tenue basse représentait une véritable avancée morale.",* in Arturo Carlo Jemolo, *Questa Repubblica: dalla contestazione all'assassinio di Aldo Moro,* Firenze, Le Monnier, 1978, pp. 296-297.

[45] Voir : Guido Crainz, *Storia del miracolo economico,* cit*.,* pp. 188-209. Sur le rapport entre ces jeunes et le parti communiste, voir : Stephene Gundle, *I comunisti italiani,* cit*.,* pp. 235-275. Pour une lecture en temps réel, voir : Grazia Cherchi et Alberto Bellocchio, *Appunti per un bilancio delle recenti manifestazioni di piazza,* "Quaderni piacentini", 6, 1962.

et de l'activité du syndicat »[46]. D'ailleurs, en revenant au cas romain, le poids de l'inquiétude juvénile dans l'alimentation d'un nouveau cycle de contestation ouvrière en ville est brossé en termes assez problématiques par « L'Unità » dès le début des grèves :

> Sur le trottoir en face de l'usine, se sont amassés tous les grévistes et nous avons vu des jeunes et des filles : la nouvelle lymphe qui vient d'entrer dans le cycle de la production des manufactures modernes et, avec tous ses mérites et ses défauts, dans les luttes syndicales. À savoir, les mérites exprimés par le jeune cœur des luttes ouvrières : la force, l'enthousiasme, le courage, l'esprit combatif, la générosité. Mais aussi les défauts : le manque d'expérience, les peurs injustifiées et un peu de rage temporaire, incontrôlée, engendrés principalement par la constatation qu'une partie de leurs collègues – opprimée par leurs mêmes problèmes et également exploitée par les rythmes intenses de la production – ont cédé au patron, ont renoncé à la lutte […]. Il s'agit donc d'endiguer l'élan combatif des jeunes dans la juste direction […] tout en continuant à rappeler que l'unité […] peut être atteinte seulement à travers le débat, l'activité syndicale, sans pour cela perdre l'élan ou l'intensité de la lutte[47].

Le PCI est évidemment préoccupé de ne pas se laisser dépasser par la tournure des évènements, à la veille d'un rendez-vous crucial tel que la renégociation des conventions nationales du travail (1962)[48]. Progressivement, les agitations finissent par sortir des confins des usines privées, en s'invitant aussi dans les établissements gérés par le pouvoir public : la centrale laitière, l'ATAC (transport public urbain), la SRE (énergie), le « Poligrafico dello Stato » (Hôtel des monnaies), la TETI (téléphonie), la STEFER (transport public extra-urbain), la ROMANA GAS (gaz), l'ALITALIA (transport aérien)[49]. Souvent, ce sont les petites sociétés privées adjudicataires qui travaillent avec ces entreprises d'État qui servent de relais à la lutte[50]. Fin 1961, à ces mobilisations s'ajoutent aussi les fonctionnaires communaux,

---

[46] V° Congresso nazionale della CGIL, *Temi,* Milan, 2-7 avril 1960.

[47] Renzo Romani, *La lotta dei 100.000 elettromeccanici esplode alla FATME e nei colossi milanesi,* "L'Unità", 18 octobre 1960.

[48] Voir : *Oggi il ministro riceve a Roma i sindacalisti e gli industriali,* "La Stampa", 27 juin 1962.

[49] Voir : *Totale lo sciopero all'ATAC e alla STEFER. Cortei e assemblee dei lavoratori in lotta,* "L'Unità", 12 février 1961 ; *Oggi in sciopero Pantanella e appalti TETI. All'Alitalia: aerei a terra da cinque giorni,* ivi, 17 mars 1961.

[50] Voir : *Un corteo di duemila operai attraversa le vie del centro: sciopero negli appalti Sre, Teti, Acea e Romana,* "L'Unità", 6 avril 1961.

les employés de la grande distribution, une partie des cheminots[51] ; en mars de l'année suivante, les « edili ». Sous la pression simultanée de toutes ces situations de lutte, 1962 marque un pic de conflictualité ouvrière exceptionnelle qui restera inégalé jusqu'à « l'Autunno Caldo »[52]. Au moment où la protestation implique la composante majeure du marché du travail romain[53] - l'industrie du bâtiment - la tension atteint son paroxysme. Alors que la FATME incite, par des piquets et des cortèges particulièrement agressifs[54], le front des « ateliers industriels » à la conclusion de la mobilisation (déterminée par le renouvellement des conventions nationales)[55], la plus grande catégorie professionnelle de la ville engage un rude bras de fer avec l'ACER (Association des Constructeurs romains) qui durera 18 mois[56]. Le 9 octobre 1963, après une longue succession de grèves et de rétorsions[57], vingt-mille maçons environ s'amassent au Colisée pour protester contre le « lock-out » des chantiers, décrété comme *extrema ratio*, par le patronat.

PAG. 4 / roma

l'Unità / mardi 8 octobre 1963

Per la casa e contro la serrata dei costruttori

MARTEDI' SCIOPERO GENERALE

Domani comizio al Colosseo

Un corteo fino a piazza S.S. Apostoli - Sintomi di frattura tra i costruttori, ma lo sciopero investirà tutti i cantieri - Sviluppi della lotta

Cacciati dalla polizia

LATTE

Il Comune non sa

Page de « L'Unita' » (8 octobre 1963) qui annonce la grève générale des travailleurs romains pour soutenir la manifestation des « edili » contre le « lock-out » des chantiers : on notera l'accent mis sur la « lutte pour le logement » comme facteur d'agrégation ouvrière.

[51] Voir : *Cinquantamila lavoratori scendono oggi in sciopero*, "L'Unità", 12 decembre 1961.

[52] Les heures de grèves en 1962 (181 000 000) représentent le deuxième pic de l'histoire républicaine (le premier se produit en 1969 : 302 000 000 heures). Voir : Sergio Turone, *Storia del sindacato in Italia dal 1943 ad oggi,* cit., p. 291 et s.

[53] D'après les données statistiques des recensements industriels, les maçons romains sont 49 902 unités en 1961 et 67 405 en 1971. Voir : ISTAT, *4° Censimento generale dell'industria e del commercio: 16 octobre 1961*, Roma, Failli, 1962; Id., *5° Censimento generale dell'industria e del commercio: 25 octobre 1971*, Roma, Failli, 1972.

[54] Voir : *Pistole in pugno la PS alla FATME,* "L'Unità", 18 octobre 1962 ; *Tutta la Fatme a piazza Venezia: corteo operaio nelle vie del centro,* ivi, 24 octobre 1962.

[55] Le 8 février 1963, une imposante grève nationale du secteur industriel fait céder le patronat italien, qui accepte finalement de signer une convention avec de fortes améliorations sur le plan du salaire et des conditions de travail. Voir : *Oggi sciopero nelle industrie di tutta Italia,* "L'Unità", 8 février 1963 ; *I miglioramenti economici e normativi nel nuovo contratto dei metalmeccanici,* "La Stampa", 19 février 1963.

[56] Voir : *La protesta dei 15.000 edili. Dimostrazione sotto le finestre dei padroni,* "L'Unità", 17 novembre 1962 ; *Trentamila edili assediano a Roma la sede dei costruttori. Grandioso corteo nelle strade del centro cittadino,* ivi, 1er décembre 1962 ; *Per ore gli edili hanno manifestato contro il ricatto dei costruttori*, ivi, 11 mai 1963.

[57] Voir : *Inaudita decisione dei costruttori romani. "Tagliati" i salari degli edili! Domani sciopero,* "L'Unità", 9 mai 1963 ; *70.000 edili rispondono ai costruttori bloccando i cantieri,* ivi, 10 mai 1963.

La durée du combat, la surenchère émotionnelle déterminée par la jonction avec les débuts de la « lutte pour le logement » et la décision des syndicats d'accompagner la manifestation par une grève générale de la ville, rendent encore plus incandescent ce énième rassemblement des « edili » : en quelque sorte, toute la charge accumulée pendant ces deux années de contestation ouvrière à Rome, semble cette fois prête à se décharger en un seul coup. Même sur « L'Unità » du 9 octobre, malgré la grande attention aux mots et le rappel constant au légalisme, on peut lire que « des millions de travailleurs à Rome et dans toute l'Italie sont prêts à rejoindre les edili romains pour annihiler le lock-out et les velléités anti-ouvrières du patronat »[58]. Après le meeting du « Colisée », les ouvriers se dirigent en cortège vers le siège de l'ACER - située au cœur de la cité historique, en place « SS. Apostoli » - qui est toutefois protégée par deux mille entre policiers et carabiniers : à cause d'obscures provocations - vraisemblablement ourdies par certains appareils étatiques de sécurité afin de compromettre l'image légaliste des communistes romains[59] - la situation dégénère et les heurts deviennent inévitables. Le bilan des affrontements est de 150 blessés parmi les forces de l'ordre[60] et de 400 arrestations parmi les manifestants (dont 37 poursuivis en justice)[61]. Pour appréhender la portée et l'intensité de cette bataille urbaine, il suffit d'analyser la chronique du quotidien « La Stampa » :

> Des centaines de blessés et de contusionnés, autant d'arrestations, trois bus gravement endommagés et plusieurs voitures renversées, des

[58] *Ore 14: tutti al Colosseo,* "L'Unità", 9 octobre 1963.

[59] À milieu des années 1990, des commissions parlementaires qui enquêtaient sur les activités subversives de la cellule « stay-behind » italienne (nommée GLADIO) et de la loge maçonnique P2, ont partiellement prouvé que la bataille de « Piazza SS. Apostoli » avait été intentionnellement provoquée par la « division REI » du Sifar (services secrets italiens) dans la finalité de compromettre l'image légaliste et démocratique du parti communiste italien, en plein accord avec les directrices atlantistes de l'époque. Voir : Commissione parlamentare d'inchiesta sulla loggia massonica P2, *Audizione del generale Nicola Falde,* VIII legislatura, 19 octobre 1982, disponible sur : https://www.senato.it/service/PDF/PDFServer/BGT/909754.pdf. ; Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi, *71 seduta,* X Legislatura, 13 décembre 1990, disponible sur : https://www.senato.it/service/PDF/PDFServer/BGT/301450.pdf. Une nouvelle évidence est émergée pendant le dernier procès pour le "massacre de Piazza della Loggia" (un attentat à la bombe qui provoque 8 morts à Brescia, le 28 mai 1974) grâce à la « déclassification » d'un document réservé (*Aspetti dell'azione anticomunista in Italia e suggerimenti per attuare una politica anticomunista*) élaboré le 12 septembre 1963 justement par la « division REI », aujourd'hui disponible sur : http://issuu.com/isgrec/docs/settembre1963?e=0/1405673#search.

[60] Impossible de compter les ouvriers blessés : en fait, ils ne se rendaient pas aux hôpitaux pour éviter d'être identifiés et arrêtés.

[61] Pour ce qui est de la version officielle du gouvernement, voir : Vittorio Gorresio, *Il Ministro Rumor al Senato parla dei gravi incidenti,* « La Stampa », 10 octobre 1963 ; pour la version du PCI, voir : *La Polizia aggredisce gli edili : battaglia nel centro di Roma. Gravissima provocazione contro un possente corteo di lavoratori in sciopero,* "L'Unità", 10 octobre 1963.

dizaines de mètres carrés de pavé arrachés, quelques vitrines brisées. […] Alors que des pierres étaient lancées contre le siège de l'Acer, aux abords de la place de graves évènements se déroulent : certains groupes de contestataires renversent les voitures garées pour les transformer en barricades. Les policiers et les carabiniers interviennent massivement, à pied et sur les jeeps : des centaines de révoltés se répandent alors dans les ruelles adjacentes pour retourner armés de pavés arrachés à la route, qu'ils jettent contre les forces de l'ordre. D'autres détruisent les chaises des bars pour se doter de bâtons […]. La bagarre ne semble pas vouloir s'arrêter. Les sirènes des jeeps se confondent avec celles des ambulances qui, à toute vitesse, courent vers les hôpitaux. Il y a des gens qui s'en vont le visage ensanglanté et les vêtements mouillés par les canons à eau. Le chaos est effrayant et seulement après la lancée de dizaines de bombes lacrymogènes les affrontements qui entretemps sont arrivés jusqu'à place Venezia et rue IV Novembre, ont cessé[62].

LA DÉVASTATION PROVOQUÉE PAR LES AFFRONTEMENTS ENTRE POLICE ET MANIFESTANTS

[62] *Disordini con numerosi feriti a Roma dopo la protesta degli edili in sciopero. Due ore di caos in piazza Santi Apostoli e in piazza Venezia,* "La Stampa", 10 octobre 1963.

Source : Archives photographiques de « L'Unità »

Suite à cette flambée de violence, aux retombées lourdes autant sur le plan politique que judiciaire[63], l'agitation ouvrière en ville commence finalement à régresser : déjà le 10 octobre, l'ACER retire la décision du lock-out[64] et en l'espace de deux mois les représentants des « edili » romains acceptent d'interrompre la bataille, en signant une nouvelle convention nationale de catégorie, comme l'avaient fait précédemment les autres secteurs en lutte[65]. L'épilogue de ce cycle de contestation met en exergue le rôle d'avant-garde militante que les « edili » tiennent au sein du mouvement ouvrier romain d'après-guerre : comme ils s'étaient faits porteurs de la révolte populaire contre la misère et le chômage au lendemain du conflit mondial, ces travailleurs se retrouvent en première ligne même quand les couches inférieures de la société romaine cherchent à imposer une redistribution de la richesse accumulée pendant le « miracle ». Comme le remarque finement l'historien Guido Crainz, la mobilisation aguerrie de 1961-1963

[63] Le PCI s'engage pendant plusieurs semaines dans la dénonciation des provocations et des violences policières, à travers d'incessantes questions parlementaires et la promotion d'enquêtes ministérielles. Voir : *Rumor costretto a censurare il rapporto della PS,* "L'Unità", 10 octobre 1963 ; *La violenza contro gli edili al Senato. Mammuccari: il governo ha scelto i padroni,* ivi, 11 octobre 1963. En même temps, le procès contre les ouvriers arrêtés se transforme en une véritable affaire d'État. Voir : *In seguito ai gravi incidenti di Roma processati per direttissima 505 imputati,* "La Stampa", 11 octobre 1963 ; *Tutti condannati i 33 imputati al processo degli edili a Roma,* ivi, 19 novembre 1963 ; *Scioperano gli edili a Roma contro l'iniqua sentenza,* "L'Unità", 20 novembre 1963; *Segni elogia la sentenza influendo sull'appello. Gesto senza precedenti che viola l'indipendenza della Magistratura,* ivi, 23 novembre 1963.

[64] Voir : *L'Acer ritira la serrata,* "L'Unità", 10 octobre 1963.

[65] *Le nuove paghe per gli edili in vigore dal primo gennaio,* "La Stampa", 31 décembre 1963.

incarne, en effet, la requête pressante d'adapter le pouvoir d'achat et le statut social des masses salariées à la modernité consumériste dont leur travail mal-payé et surexploité fut la condition de possibilité :

> À la base du radicalisme de ces agitations, nous avons trouvé des éléments récurrents : les conditions du travail, les discriminations, l'absence de droits, la disproportion entre les profits des entreprises et les salaires. Nous avons trouvé aussi bien la persistance de relations de travail très arriérés qu'une grande contradiction : d'un côté la production de la richesse et les possibilités offertes par le boom, de l'autre les conditions réelles du gros des travailleurs et les coûts qu'eux-mêmes paient au « miracle ». Au fond de ce radicalisme […], il n'est pas difficile d'entrevoir, en définitive, un sentiment de justice frustrée : une sorte « d'économie morale » qui ne se modèle plus sur les codes culturels précédents […], mais sur les règles de la nouvelle société en formation. Le refus de « l'éthique du sacrifice » se lie au rejet des formes traditionnelles de subordination et des anciennes distinctions sociales hiérarchisées[66].

En ce sens, il devient évident que la virulence de l'action des « edili » est directement proportionnelle au positionnement de cette nombreuse catégorie professionnelle par rapport à la dynamique du développement à Rome. Les ouvriers du bâtiment sont, en effet, les travailleurs qui ont le moins profité de l'essor économique : entre 1951 et 1961, le secteur de la construction a affiché une hausse de la productivité et du chiffre d'affaires inférieure à toutes les autres branches du système productif romain[67]. En plus dans ce même intervalle, en dépit de la « fièvre de la construction » qui traverse la capitale, le secteur des « edili » perd 15% de sa population active. Les conditions, enfin, ne sont guère changées : le travail à la pièce, l'absence de sécurité, la nocivité, la précarité demeurent comme des marques distinctives de la vie dans les chantiers. L'explosion de rage des maçons romains - qui désobéissent en place « SS. Apostoli » aux consignes légalistes dictées par le syndicat - exprime, alors, une réaction quasi instinctive contre une modernisation perçue comme asymétrique et injuste : il s'agit de l'arrivée à Rome d'une déferlante antisystème, activée de manière retentissante par les « journées de piazza Statuto »

[66] Guido Crainz, *Storia del miracolo economico,* cit.*,* p. 208.
[67] Voir : Gaetano Congi, *L'altra Roma,* cit., p. 56.

(juillet 1962)[68] et alimentée par le processus de renouvellement de la classe ouvrière italienne dans le cadre composite de la taylorisation du travail industriel, de l'épuisement du *boom* et de l'affirmation de la société de consommation[69]. Comme le fait noter le sociologue du travail Gaetano Congi :

> L'émergence du "nouveau" dans la classe ouvrière romaine […] est le point d'arrivée […] d'une composition de la classe qui s'est lourdement modifiée et qui affiche des comportements politiques et syndicaux nouveaux, dès le début des années 1960 […]: la grande participation des jeunes et des femmes non seulement pour ce qui est des revendications générales, mais aussi s'agissant de la volonté manifeste de satisfaire leurs propres revendications particulières[70].

II. *La croissance de la conflictualité à caractère socioéconomique pendant les restructurations productives des années 1960*

Les « faits de Piazza SS. Apostoli » font, en effet, pendant à la première crise systémique de l'après-guerre italien : dès 1963, après une quinzaine d'années de croissance constante, certains indicateurs fondamentaux commencent à s'inverser. Les investissements fixes chutent avec un taux négatif de 8% par an, tandis que le niveau de chômage recommence à monter (+ 1,1% en 1965) : le *boom* est désormais terminé et le pays entre officiellement en récession au cours de l'année 1964[71]. L'imbrication

---

[68] Du 7 au 9 juillet 1962, une authentique guérilla urbaine opposant des ouvriers de la FIAT en grève (pour la plupart des jeunes d'origine méridionale) et forces de l'ordre se déploie à place Statuto à Turin : le bilan final des affrontements est de 1215 plaintes, 90 arrestations et quelques centaines de blessés plus de 1000 manifestants seront enfin arrêtés. Voir : *Piazza Statuto : dodici ore di tumulti, 291 giovani fermati, 70 agenti feriti,* "La Stampa", 9 juillet 1962 ; *Cariche poliziesche e incidenti a Torino fino a tarda notte,* "L'Unità", 10 juillet 1962. Sur la portée de ces événements violents, qui sont restés dans l'histoire comme le moment de rupture de la « paix sociale » dans le domaine des relations du travail de l'Italie républicaine, voir : *Sui fatti di Piazza Statuto,* "Il programma comunista", n. 14, 17 juillet 1962 ; Umberto Segre, *Piazza Statuto e altro,* "Il Ponte", juillet 1962 ; Dario Lanzardo, *La rivolta di Piazza Statuto: Torino, luglio 1962,* Milano, Feltrinelli, 1979; Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit*.,* pp. 199-203.

[69] Le jugement grossier que le PCI donne des évènements de place Statuto témoigne de la difficulté du parti a appréhender les transformations en cours. Voir : Diego Novelli, "*L'Operazione Piazza Statuto" : riveliamo il retroscena della provocazione. 1500 lire ed un pacchetto di sigarette: chi ha pagato?* "L'Unità", 13 juillet 1962.

[70] Gaetano Congi, *L'altra Roma,* cit., p. 72.

[71] Voir : Silvio Lanaro, *Storia dell'Italia repubblicana,* cit*.,* pp. 239-269 ; Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit*.,* pp. 6-64. Pour une lecture d'histoire économique, voir : Augusto Graziani, *L'economia*

entre les concessions salariales liées au récent renouvellement des conventions collectives et cette interruption soudaine de l'élan économique affecte fortement le fragile complexe industriel de la capitale, qui n'avait pas su réellement profiter des ressources fournies par le « miracle » pour moderniser et rationaliser son système productif[72]. Le premier signal négatif arrive déjà le 15 avril 1964, quand une des usines de pointe de la réalité romaine, la « LEO-ICAR »[73] est forcée à se restructurer, en renvoyant 345 ouvriers sur un total de 525. Le lendemain, les travailleurs (femmes, principalement[74]) occupent l'établissement et organisent un piquet de grève qui dure jusqu'au 25 mai[75]. L'involution se fait manifeste vers la fin de l'année, à travers une vague de licenciements qui touche presque tout le secteur secondaire de la capitale[76] : en particulier, l'industrie textile, mécanique et pétrolière. Les rudes batailles que le personnel de la MILATEX[77], de la FIORENTINI[78] et surtout de la ROMANA GAS[79] livrées pour tenter de s'opposer à ces programmes de réduction de l'emploi, deviennent, en ce sens, le symbole de la renaissance d'un conflit du travail qu'on croyait apaisé grâce aux accords de 1962-1963. Bien que totalement incapables de stopper les mesures patronales[80], ces agitations montrent l'émergence d'une nouvelle dynamique au sein du tissu économique romain dont la portée semble bien supérieure à la simple négociation entre la main d'œuvre et l'entreprise. Pour la première fois dans l'histoire républicaine, en effet, les revendications ouvrières sont confrontées à une croissance tendancielle du taux de chômage[81] : cela signifie que la lutte pour

---

italiana (1945-1970), Bologna, Il Mulino, 1972 ; Rolf Petri, *Storia economia d'Italia: dalla grande guerra al miracolo economico 1918-1963,* Bologna, Il Mulino, 2008.

[72] Voir : Pia Toscano, *Imprenditori a Roma,* cit*.,* pp. 31-56; Grazia Pagnotta, *Roma industriale,* cit*.,* pp. 250-252.

[73] Usine créée en 1945 par impulsion de Sir Fleming, destinée à la production de la pénicilline : la crise de l'entreprise dérive notamment de la réduction drastique des financements publics, décidée par l'État en raison de l'évolution de la recherche médicale en matière d'antibiotique.

[74] Voir : *Le donne della "Leo",* "L'Unità", 8 mai 1964 ; *I giorni più belli della Leo occupata,* ivi, 18 mai 1964.

[75] Voir : *Leo: sono usciti al suono della sirena sotto una pioggia di fiori rossi,* "L'Unità", 25 mai 1964.

[76] Voir : *Disoccupazione tecnologica e offensiva del padronato. Ecco la crisi in cifre,* "L'Unità", 7 octobre 1964

[77] Voir : *Ancora non risolta la vertenza Milatex,* "L'Unità", 7 mars 1965.

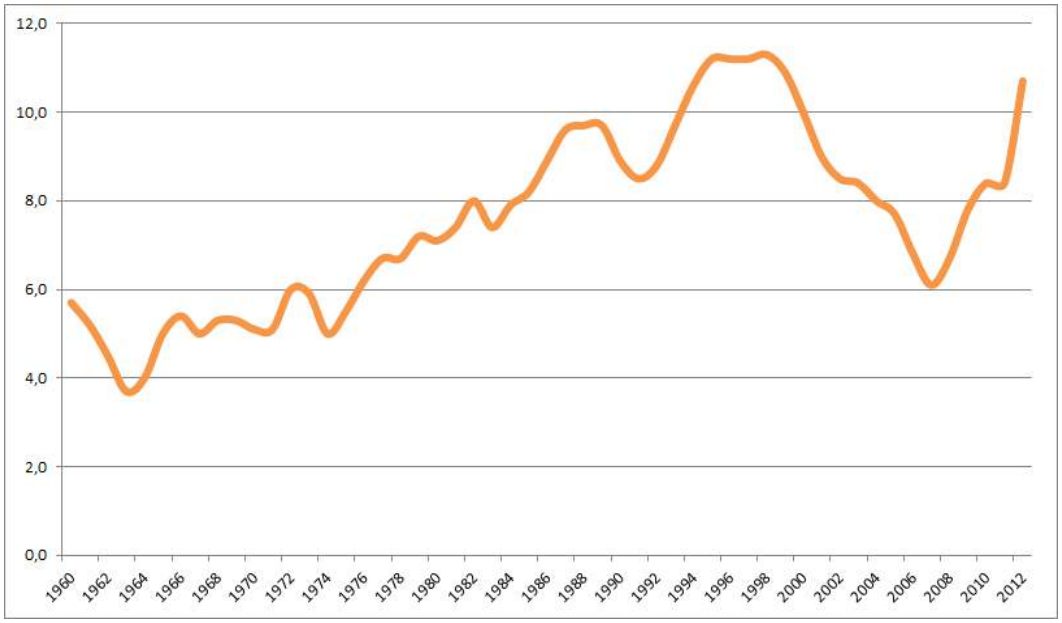
[78] Voir : *Fiorentini sospende cinque "rei" di sciopero,* "L'Unità", 21 février 1965.

[79] Voir : *La polizia occupa la Romana Gas per spezzare lo sciopero,* "L'Unità", 3 avril 1965 ; *Uscita la polizia continua la lotta dei lavoratori per il contratto,* ivi, 9 avril 1965.

[80] Tous les licenciements dans le secteur privé deviendront effectifs au cours de l'année 1965, tandis qu'à la ROMANA GAS la direction résistera aux revendications ouvrières recourant aussi aux « jaunes » et aux briseurs de grève. Voir : *Corteo operaio aggredito dalla "celere",* "L'Unità", 24 avril 1965 ; *Dove sono finite le ragazze della Leo e della Milatex?,* ivi, 9 mai 1965; *Milatex e Fiorentini: centinaia "a spasso",* ivi, 22 mai 1965.

[81] Voir : George Herbert Hildebrand, *Growth and Structure in the Economy of Modern Italy,* Cambridge, Harvard University Press1965, pp. 156-174.

l'amélioration des conditions de travail se double du risque de précarité que la modernité consumériste aurait dû éliminer[82].



ÉVOLUTION HISTORIQUE DU TAUX DE CHÔMAGE ITALIEN DE 1960 À NOS JOURS

Élaboration de l'auteur basée sur les données statistiques fournies par l'ISTAT

Le fait que ces petites crises aient immédiatement suscité un grand sentiment de solidarité au-dehors de l'usine, même parmi les milieux urbains qui n'ont aucun point de contact avec le monde des manufactures, démontre que la perspective du chômage a le pouvoir de réunir la globalité des salariés romains. Dès le milieu des années 1960, le processus de massification conduit les différentes « instances » de protestation à s'unir dans un seul mouvement social réclamant un « droit effectif » au travail[83]. Les divisions internes au marché de l'emploi – corporations professionnelles, distances territoriales, formes de contractualisation – sont de ce fait progressivement dépassées et chaque combat sectoriel contre la restructuration productive peut devenir le champ de bataille pour la lutte générale du mouvement. Les protagonistes de cet effort

[82] Sur l'émergence impétueuse du fantôme du chômage, au lendemain du "miracle économique" dans l'imaginaire du mouvement ouvrier et plus en général de la gauche italienne, voir : *Mobilitati tutti i giovani contro lo spettro della disoccupazione,* "L'Unità", 6 février 1965. Pour un regard sur le cas romain, voir : *Novella al congresso della C.d.L. di Roma. Occupazione e salari una sola battaglia,* ivi, 17 mars 1965 ; *Per i pendolari disoccupati non esiste neanche la speranza di "arrangiarsi",* ivi, 31 mai 1965.

[83] Voir : *Per salvare Milatex e Fiorentini: con gli operai in piazza intellettuali e democratici,* "L'Unità", 24 decembre 1964; *Occupazione, salari e riforme: dieci categorie in lotta,* ivi, 7 avril 1965.

d'interconnexion sont inéluctablement les « edili »[84] - qui essaient par tous les moyens possibles, de former un « front social » contre la précarisation du travail qui les affecte de plus en plus[85] - et les étudiants[86], qui dès 1963 ont commencé à mettre en question leur fonction de futur « rouage de l'engrenage néocapitaliste »[87].

Dans ce contexte, la nouvelle échéance des conventions collectives prévue pour 1966 provoque une « remobilisation » intensive des masses romaines, qui à la différence de 1962 affiche cette fois-ci une participation plus diversifiée, mais plus unitaire[88]. De l'hiver à l'été 1966, une succession ininterrompue de conflits se déploie sur les lieux de travail de la capitale : la bataille commence le 18 janvier avec la grève nationale des métallurgistes du secteur public[89]. Le 22 janvier, c'est le tour des « edili » qui interrompent le travail pendant 24 heures dans la province de Rome, suivis le 1er février par la grève du pôle industriel de Pomezia. Le 10, une nouvelle grève des maçons (12 heures) ; le 16, la grève nationale des métallurgistes (secteur public et privé), réitérée le 16 mars, le 20 et le 27 mai. Les boulangers arrêtent le travail trois fois entre avril et juin, tandis que l'industrie du ciment (2000 ouvriers) en registre une grève de 48 heures le 28 et 29 avril. Entre avril et octobre, les agitations touchent le secteur public (fonctionnaires des ministères, travailleurs du transport public, de l'éducation, de la Poste, de la sécurité sociale). Les « edili » continuent la lutte le 8 et le 29 mars (grève nationale), le 13 avril (grève de 12 heures), le 11-12 (grève de 48 heures), le 26 (grève de 24 heures) et le 31 mai (grève de 12 heures), du 23 au 25 juin et du 5 au 7 juillet (grève nationale de 72 heures)[90]. À la fin de l'année, lorsque les

---

[84] Voir : *La bandiera degli edili ha sventolato sulla Leo,* "L'Unità", 7 mai 1964 ; *La imponente marcia dei lavoratori attravrso il centro: "Lavoro per gli edili e una casa per tutti",* ivi, 12 mars 1965.

[85] Voir : *Edili pronti alla lotta. La crisi c'è, ma li fanno lavorare anche di notte,* "L'Unità", 17 janvier 1965.

[86] Voir : *Studenti e operai solidali con la Leo,* "L'Unità", 22 avril 1964 ; *Fiorentini. Gli studenti in fabbrica,* ivi, 21 décembre 1964.

[87] Voir : Francesco Rosso, *La crisi dell'Università in Italia è di uomini, metodi, programmi,* "La Stampa", 11 mars 1964 ; *Nuovo rapporto tra scuola e mondo del lavoro,* "L'Unità", 20 mars 1965. Sur la mobilisation des étudiants à Rome, voir le chapitre 5 de ce travail.

[88] Voir : Gaetano Congi, *L'altra Roma.* cit., p. 79. La classe ouvrière romaine participe, en effet, d'une tendance nationale. Comme le remarque en temps réel l'intellectuel "rouge" Mario Tronti : "*millions d'ouvriers en lutte: voilà l'année 66. […] cette formidable unification réelle de la classe ouvrière italienne qui […] s'étend et se creuse dans les structures productives du capital, par un processus de croissance horizontal, qui touche désormais les confins extérieurs de la main d'oeuvre industrielle. […] Un processus de massification de la lutte est en cours",* in Mario Tronti, *Situazione di classe: fronte unico contro la socialdemocrazia,* "Classe Operaia", III, n. 1, mai 1966.

[89] Voir : *Oggi scioperano i metalmeccanici delle aziende a partecipazione statale*, "La Stampa", 18 janvier 1966.

[90] Pour toutes ces agitations, voir : *Cementieri: riprende la battaglia,* "L'Unità", 19 avril 1966; *La confindustria esige una tregua nelle lotte: NO DEI TRE SINDACATI,* ivi, 24 avril 1966; *Sblocco dei contratti nell'industria o sciopero generale,* ivi, 30 avril 1966; *Sciopero unitario dei "viaggianti" martedì e mercoledì. Niente posta su treni per 48 ore,* ivi, 8 mai 1966 ; *Da oggi per 72 ore in sciopero*

nouvelles conventions sont signées, la province de Rome a accumulé 13 400 000 heures de grève dans le secteur industriel, de la construction et des services, ainsi que 1 400 000 heures dans le secteur public[91]. Dans cette marée d'actions contestataires, le phénomène le plus intéressant est toutefois le cortège du 28 avril 1966 : une manifestation des « edili » romains qui se termine au cœur de l'Université « La Sapienza » comme geste de soutien et d'adhésion à la lutte des étudiants antifascistes, au lendemain de la mort tragique de Paolo Rossi (le 26 avril 1966)[92]. Il s'agit de la première rencontre publique entre les deux acteurs sociaux qui, chacun de leur côté pendant les mois précédents, ont agi de promoteurs de la lutte : ce rapprochement entre les avant-gardes romaines du mouvement ouvrier et de la jeunesse engagée, sur le terrain de l'opposition au système de la production néocapitaliste, témoigne d'une idéologisation croissante des conflits à caractère économique[93]. Ce sera justement cette interconnexion grandissante entre salariés et étudiants à conduire ce nouveau cycle de contestation ouvrière à son paroxysme pendant « l'Autunno Caldo » de 1969. En 1967, malgré le renouvellement des conventions collectives, la restructuration de certaines grandes entreprises[94] suscite, en effet, de nouvelles agitations qui accompagnent la première occupation universitaire pré-soixante-huitarde[95] : cette alliance s'institutionnalise au printemps 1968 à travers les « comités étudiants-ouvriers », des organismes informels et instables, mais très actifs, qui voudraient résoudre l'antithèse entre la « direction intellectuelle » et la « base militante » propre à l'organisation traditionnelle du mouvement social[96].

---

edili e cementieri, ivi, 5 juillet 1966 ; *Edili e fornaciai: 72 ore di sciopero,* ivi, 22 juin 1966; *Sciopero per 10 giorni. Gli ospedali senza medici,* ivi, 30 octobre 1966.

[91] Voir : Gaetano Congi, *L'altra Roma,* cit., p. 78.

[92] Un étudiant socialiste, Paolo Rossi (20 ans), avait perdu la vie pendant des affrontements entre groupes universitaires de droite et de gauche : la mort de ce jeune était immédiatement devenu un symbole de la lutte antifasciste relancée par les nouvelles générations romaines à l'heure de la modernité républicaine. Voir : *Imponente protesta antifascista per l'assassinio dello studente romano,* "Paese Sera", 28 avril 1966 ; *Possente risposta antifascista all'assassinio dello studente,* "L'Unità", 29 avril 1966. Pour creuser la portée de cet évenement dans le cadre de l'histoire de la violence politique à Rome, voir le chapitre 5 de ce travail.

[93] L'exemple des « edili » est immédiatement suivi par les autres catégories en lutte, voir : *Fermi in segno di lutto Atac, fabbriche, cantieri e aziende. Appello della CdL per onorare la memoria di Paolo Rossi,* "L'Unità", 30 avril 1966.

[94] Le secteur le plus affecté et l'industrie textile : GATTI, MILATEX, LUCIANI et LORD BRUMMELL. Voir : Tullio Pighetti, *Tessili e abbigliamento, sviluppare l'occupazione,* "Impegno sindacale", n. 13, 1967. Les entreprises routieres (ZEPPIERI, ATAC, STEFER), l'usine chimique B.D.P. et la manufacture métallurgiste STIFER, seront aussi gravement touché. Voir : *Una settimana di lotte operaie: in difesa del posto di lavoro per i salari e le libertà*, "L'Unità", 8 octobre 1967; *Zeppieri costringe i dipendenti a un nuovo sciopero,* ivi, 15 novembre 1967; *Pomezia: Rappresaglia alla Stifer,* "La Sinistra", anno III, n. 3, 27 janvier1968

[95] Voir : *Roma: sono pronti a ripetere l'esperienza dell'occupazione*, "L'Unità", 2 février 1967.

[96] Voir : *Operai e studenti uniti nella lotta*, "La Sinistra", III, n. 12, 30 mars 1968 ; Gli studenti in lotta, *No alla scuola dei padroni! Unità degli operai e degli studenti in lotta*, mars 1968, tract produit

PAG. 6 / roma — l'Unità / sabato 2 marzo 1968

Assemblee, telegrammi, mozioni, odg condannano l'intervento della polizia all'Università

SDEGNO PER LE VIOLENZE POLIZIESCHE

La C. d. L. solidale con gli studenti invita i lavoratori alla protesta

Agli studenti in lotta attestazioni di solidarietà da tutti i luoghi di lavoro – Oggi scioperano i ricercatori del Consiglio nazionale delle ricerche e i dipendenti dell'Istituto di neuropsichiatria – Un appello degli scienziati della Casaccia – Il sindacato nazionale scuola CGIL chiede le dimissioni di Gui e D'Avack – Un o.d.g degli studenti del « Righi »

In tutta la città il servizio sospeso

I taxisti protestano a Fiumicino

Chiedono di poter lavorare anche all'aeroporto

Stamane la Vostok arriva a Roma

Pages de « L'Unità' » du 2 mars 1968 qui donne un exemple clair de la fusion naissante entre mobilisations étudiantes et agitations ouvrières à Rome.

Ce projet s'inscrit dans l'ancien paradigme du syndicalisme d'*action directe*[97], qui depuis quelques années a été récupéré comme arme critique contre le « paternalisme » du parti communiste par les franges de la dissidence « rouge » italienne : groupes d'intellectuels hérétiques (évoluant notamment autour des revues « Quaderni Rossi » et « Classe Operaia »)[98] et membres du courant « social-prolétaire » de la CGIL[99], porteurs d'une ligne politique hostile à la hiérarchie interne et aux « corps intermédiaires » représentants de la classe ouvrière[100]. Un des facteurs qui favorise l'osmose entre « l'atelier » et « l'Université » au début de 68 est, en effet, l'idée que l'organisation rigide et bureaucratisée des structures liées au PCI est une entrave, plutôt qu'un atout, pour un mouvement populaire qui a atteint un tel niveau d'intensité

par le mouvement étudiant romain disponible sur: http://www.nelvento.net/archivio/68/ms/roma/giulia.htm.

[97] Voir : Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe,* Paris, Éditions du Seuil1971.

[98] Il s'agit des deux revues majeures de la dissidence communiste des années 1960 : la première (1961-1966) est dirigée par Raniero Panzieri et se caractérise comme une publication d'élaboration théorique ; la seconde (1964-1967) est guidée par Mario Tronti et affiche une attitude beaucoup plus pragmatique, axée sur la réalisation des « enquêtes ouvrières » (analyse de la situation interne de l'usine menée directement par les travailleurs politisés). Voir : Giuseppe Trotta et Fabio Milana, *L'operaismo degli anni Sessanta. Da «Quaderni rossi» a «classe operaia»,* Roma, DeriveApprodi, 2008.

[99] Voir : Donato Antoniello, Luciano Vasapollo, *Eppure il vento soffia ancora. Capitale e movimento dei lavoratori in Italia dal dopoguerra ad oggi*, Milano, Jaca Book, 2006 ; Fabrizio Loreto, *L'anima bella del sindacato : storia della sinistra sindacale,* Roma, Ediesse, 2010.

[100] Voir : Agostino Marianetti, *Rinnovarsi per andare avanti,* "Impegno sindacale", n. 1, 1966.

et de participation[101]. Comme l'explique bien un maçon de la capitale, engagé dans un de ces « comités » :

> Nous ne voulons pas un syndicat qui se présente dans les chantiers seulement à l'heure des cotisations : nous ne voulons non plus que nos luttes soient déléguées à l'extérieur. L'organisation doit partir du lieu de travail à travers la constitution de "vraies" commissions internes ou de comités de base […] à chaque fois qu'il y a la nécessité d'activer la lutte[102].

III. *L'apogée de la mobilisation de masse et l'explosion de la tension (1968-1969)*

Cette déclaration sort sur « Avanguardia edile », le journal fondé pendant le printemps 1968 par le « conseil de liaison avec la classe ouvrière » du mouvement étudiant romain, qui représente la première tentative de « fusion intercatégorielle » dans le cadre du conflit di travail à Rome : en raison de la spécificité historique de la capitale, rien d'étonnant à ce que cette expérience soit réalisée sur l'axe « industrie du bâtiment-université », en dépit des difficultés logistiques déterminées par l'éloignement croissant des chantiers, qui désormais demeurent dans les périphéries extrêmes d'une métropole en expansion incessante. Les étudiants romains arrivent jusqu'aux derniers appendices de l'agglomération urbaine (Spinaceto, Ex-Purfina, Magliana, Val Melaina, Monte Sacro Alto,…)[103] pour dynamiser la révolte spontanée des « edili » :

> Les nègres américains se rebellent ; les ouvriers de la Fiat […] se rebellent ; se rebellent aussi les travailleurs des chantiers qui représentent à Rome la force fondamentale de la classe ouvrière. Les étudiants sont

---

[101] Voir : FGS romana del PSIUP, *Note sulla situazione industriale e sulle possibilità di lavoro verso la classe operaia di Roma e provincia",* printemps 1968, in « Fondo Cazzaniga », OLC, d. 88, Institut Gramsci de Rome.

[102] *Il Centro-Sinistra : 5 anni di inganni, "*Avanguardia edile: giornale degli edili di Spinaceto a cura del Movimento Studentesco Romano", mai 1968.

[103] Voir : Movimento Studentesco Romano, *Interventi nei cantieri edili,* automne 1968 in « Fondo Memorie di Carta », Massimo Pasquini, d. 1, f. 1, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

> arrivés dans les chantiers non pas pour se substituer au mouvement ouvrier dans la sélection des buts et des revendications, mais pour donner une contribution à la réussite de la lutte des ouvriers et pour discuter avec eux des expériences respectives […]. On est alors parvenus à ce lien entre les étudiants et les ouvriers […] en considérant que l'analyse de la situation de la classe ouvrière opérée d'un seul point de vue n'est plus suffisante […] tout comme ne sont plus suffisantes les enquêtes réalisées dans les lieux de travail ou la participation sporadique aux piquets et aux grèves. L'unité entre les étudiants et les ouvriers se compose de toutes ces choses, mais il s'agit surtout de la capacité de s'organiser par une action commune avec des finalités communes[104].

D'ailleurs ce sont toujours les travailleurs du bâtiment qui « battent la mesure » du mouvement ouvrier à Rome : en fait, la relance d'une contestation généralisée dans la capitale est activée encore une fois par une agitation des « edili ». Le énième accident mortel sur un chantier (la vingt-et-unième en l'espace de quatre mois) est à l'origine d'une succession serrée de grèves, à partir de 22 avril 1968, vouée à obtenir le respect effectif des plans de sécurité[105]. L'exemple est suivi en juin par les salariés de la « Salivetto » (produits mécaniques) qui décrètent le piquet de grève, par ceux du « Poligrafico dello Stato » (Hôtel des monnaies) qui se décident à la grève perlée, par les 320 ouvriers de la « Apollon » qui occupent l'usine typographique suite à l'annonce de fermeture lancée par le propriétaire, comme ça se passe à « Manziana » (haute couture) et à la « Pischiutta » (société adjudicatrice des commandes de la « Romana GAS »)[106]. À l'arrivée de l'été, la vague protestataire s'étend aux principaux établissements textiles (SAMO, SORELLE FONTANA, LORD BRUMMELL, POZZO, LEADER,…), métallurgistes (FIORENTINI, OMI, ROMANAZZI,…), pétrochimiques et pharmaceutiques (BDP, LEO-ICAR, ENI, FINA, SOLVAY, PALMOLIVE, SQUIBB, PIRELLI, CLEDCA,…), électrotechniques (FATME, AUTOVOX, VOXSON, ROTOCOLOR, TECNICOLOR,…), alimentaires (PANTANELLA, COCA-COLA, CAMPARI, MORETTI, P&G,…), impliquant aussi

---

[104] *Perché questo giornale,* "Avanguardia edile: giornale degli edili di Spinaceto a cura del Movimento Studentesco Romano", mai 1968.

[105] *Ventun edili morti in quattro mesi. Tutti i cantieri bloccati per più umane condizioni di lavoro: 60.000 in sciopero ieri a Roma,* "L'Unità", 23 avril 1968.

[106] Voir : *Occupata l'Apollon. Grave episodio alla Salivetto: l'industriale investe con l'auto gli operai che protestavano,* "L'Unità", 5 juin 1968; *Poligrafico: oggi protesta al ministero,* ivi, 7 juin 1968; *A 16 anni occupano la fabbrica. Le ragazze di Manziana: da 6 giorni lottano contro i licenziamenti,* ivi, 25 juin 1968; *Apollon e Pischiutta: più solidarietà attorno alle fabbriche occupate,* ivi, 28 juin 1968.

le fonctionnariat semi-public des ministères[107]. Ce faisceau imposant de tensions aboutit à une grève générale (11 juillet) qui bloque pendant 24 heures toutes les activités productives de la ville[108].

PAG. 4 / economia e lavoro — l'Unità / venerdì 12 luglio 1968

Hanno scioperato perchè Roma non sia più la capitale della disoccupazione

LAVORATRICI LORD BRUMMELL

BASTA

MIGLIAIA IN CORTEO: «Basta con i licenziamenti!»

E' stato il primo sciopero unitario dopo venti anni - Entusiasmo e commozione - Altissime percentuali di astensione nelle grandi come nelle piccole fabbriche - Deserte anche le aziende dove da tempo la parola sciopero veniva solo mormorata In testa al corteo le giovanissime operaie di Marzilana e gli operai dell'Apollon e di Pischiutta, i tre stabilimenti occupati da settimane - Gli edili dell'ex Pirrfina hanno lasciato la protesta mercoledì, dopo un omicidio bianco in cantiere

PARASTATALI

Ieri sospesi gli scioperi dopo l'incontro con Bosco

Page de « L'Unita' » qui raconte de la réussite de la grève générale à Rome, réalisée le 11 juillet 1968. Les principales marques distinctives de cette agitation - telles que le caractère intersectoriel, la centralité de la mobilisation des travailleuses et des « edili », le haut niveau d'adhésion - sont bien indiquées dans le sous-titre.

Au-delà de la portée numérique, l'élément nouveau signalé par cette vague protestataire est représenté par l'achèvement des deux processus socio-organisationnels déclenchés au lendemain du « miracle économique » : la généralisation intersectorielle des mobilisations (privé et public, classes moyennes et prolétariat), ainsi que la politisation de l'action syndicale[109]. On assiste, en effet, à la création d'un « front unique d'agitation » qui mélange en un même mouvement hétéroclite les multiples catégories professionnelles de la ville, ouvertes désormais à l'influence antisystème du maximalisme étudiant. Un exemple emblématique de cette dynamique se retrouve déjà dans la grève nationale du 7 mars 1968 – pour une réforme

[107] Pour une vision générale de toutes ces agitations, voir : *Fabbriche e campagne per lo sciopero,* "L'Unità", 28 juin 1968 ; *Dai metallurgici ai portuali "sì" allo sciopero generale,* ivi, 29 juin 1968.

[108] Voir : *Possente protesta di 250'000 lavoratori romani: il lavoro si è fermato per 24 ore in tutti i settori dell'industria e nelle aziende agricole,* "L'Unità", 12 juillet 1968

[109] Voir : Elio Fossa, *Partito e Sindacato nella fabbrica: incipiente concorrenza?,* "L'Unità", 2 juillet 1968. Pour un regard général, voir : Sergio Fois, *Sindacati e sistema politico,* Milano, Giuffré, 1978.

de la sécurité sociale – qui voit parmi les intervenants au meeting final, la présence inédite du « délégué universitaire » Franco Piperno (bientôt leader du groupe révolutionnaire « Potere Operaio »), lequel se retrouve à parler devant la quasi-totalité du monde du travail romain[110]. Avec ces prémisses, la contestation continue, d'un côté, à impliquer de nouveaux sujets (employés de la Poste, du transport public, des banques, des hôpitaux, de l'ENEL ; cheminots, pompiers, journalistes, acteurs, petits commerçants, techniciens, retraités…) et de l'autre à radicaliser la portée des conflits (occupations outrancières, bagarres, provocations, interruptions multiples de la production et du service…)[111]. L'agitation monte tellement en intensité que le 26 septembre et le 5 décembre 1968[112], deux nouvelles grèves générales – atteignant des niveaux « gigantesques » et inégalés de participation - paralysent littéralement la métropole[113]. En lisant la chronique de « La Stampa » - quotidien modéré basé à Turin, peu enclin à glorifier les succès des contestations sociales – il est possible de comprendre l'ampleur exceptionnelle de la protestation :

> comme jamais depuis ces vingt dernières années, la paralysie du Latium a été totale. La grève générale, décrétée par les syndicats pour protester contre la crise et le chômage, a bloqué toute activité. La vie de la capitale a été stoppée pendant 24 heures, plus d'un million d'employés et d'ouvriers ont suspendu le travail, en provoquant de grandes complications à la population. Aucune exception : les tramways, les bus, le métro, les chemins de fer et le réseau extra-urbain n'ont pas bougé, tandis que les écoles et les instituts de formation n'ont même pas ouvert les portes. Fermés les établissements industriels à Rome et dans la province ; suspendus les travaux agricoles ; baissés les rideaux des magasins du centre et de la périphérie ; le courrier n'a pas été distribué[114].

---

[110] Voir : *Risposta di massa all'appello della CGIL a Roma,* "L'Unità", 8 mars 1968.

[111] Voir : *Ieri nessun spettacolo per lo sciopero,* "La Stampa", 18 septembre 1968 ; *Per costringere il governo a rendere giustizia agli anziani. A fianco dei pensionati: domani milioni di lavoratori in sciopero,* "L'Unità", 13 novembre 1968; *Compatto inizio dello sciopero unitario in tutta Italia. Bloccata la macchina dello Stato,* ivi, 19 novembre 1968.

[112] Voir : *Roma verso un nuovo sciopero generale,* "L'Unità", 25 septembre 1968 ; *Roma: cinquantamila studenti occupano l'Università. In tutto il Lazio domani il lavoro si ferma per 24 ore,* ivi, 4 décembre 1968.

[113] Définition proposée par le "Rome Daily American" (petit quotidien destiné principalement à la communauté anglophone et proatlantiste de la ville) du 6 décembre 1968. Voir aussi : *Le ventiquattro ore di Roma in lotta. Ecco il volto di una capitale paralizzata per una giornata,* "L'Unità", 6 decembre 1968.

[114] Voir : *Il Lazio paralizzato da uno sciopero generale,* "La Stampa", 6 décembre 1968.

Dans le cadre de cette atmosphère bouillonnante, les tendances les plus radicales trouvent le moyen d'accroitre leur empreinte : au début de 1969, les potentialités d'une « grève totale à outrance »[115] et d'une « direction ouvrière » de la société[116] commencent en fait à être débattues couramment sur les lieux de travail, alimentant davantage les velléités révolutionnaires de la jeunesse politisée de la capitale, dont les avant-gardes militantes affirment :

> en Italie, nous assistons à l'explosion d'un affrontement de classe, un conflit pas seulement syndical, mais aussi politique. Les ouvriers veulent des salaires meilleurs, mais ils veulent aussi le pouvoir. Les partis révisionnistes traditionnels parlent toujours de "réformes", de planification démocratique, d'améliorations de la société capitaliste. Nous savons toutefois que le capitalisme ne peut pas être meilleur de ce qu'il est déjà, que le patronat et l'exploitation doivent être éliminés plutôt qu'être réformés. Il s'agit d'une vérité acceptée par la plupart des travailleurs italiens, à savoir une volonté qui est à la base des luttes de ces mois[117].

D'ailleurs, la tournure des évènements semble confirmer la perception d'un système allant vers son point de rupture : les « comités étudiants-ouvriers » interprètent, en effet, la décision parlementaire d'approuver (22 octobre 1968) une loi amnistiant rétroactivement les délits commis pendant les manifestations et les agitations, comme une reconnaissance de la légitimité substantielle de la contestation sociale en cours[118]. En même temps, sur fond de détérioration, les conditions structurelles de la réalité romaine aggravent un peu plus la tension populaire et accroissent la demande de

---

[115] Un polycopié élaboré en septembre 1968 par un comité populaire de soutien aux batailles des travailleurs romains, affirme en effet "*QU'IL FAUT METTRE LES PATRONS ET LE GOUVERNEMENT FACE À UN ULTIMATUM: soit les faire céder en matière de concessions et de respect des contrats soit les soumettre aux conséquences d'une GRÈVE À OUTRANCE,*" in Comitato di sostegno alla lotta operaia, *Osare lottare: osare battere i padroni e il governo,* septembre 1968, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 69, f. 10, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[116] Comme l'explique un tract du groupe afférent à la dissidence trotskiste - composé par intellectuels, étudiants et travailleurs spécialisés: "*Le Pouvoir Ouvrier signifie l'auto-organisation dans les usines et dans les chantiers, à travers la création immédiate de comités ouvriers; voire la direction ouvrière des luttes, la direction ouvrière de la société",* in I compagni di Unità Operaia, *Occorre riprendere la lotta con maggiore forza,* octobre 1968, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 69, f. 10, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[117] I compagni di Unità Operaia, *Preparare lo sciopero generale a Roma e provincia,* 25 octobre 1968, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 69, f. 11, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[118] Voir : *Voto definitivo all'amnistia per studenti e per lavoratori,* "La Stampa", 23 octobre 1968.

changement[119]. Deux expériences, en particulier, contribuent au durcissement de la lutte : les occupations de l'APOLLON et la création du C.U.B. de la FATME.

La bataille à l'APOLLON prend rapidement une place centrale dans le discours public et dans l'imaginaire de la société romaine, à cause des intentions spéculatives des propriétaires de l'usine[120] et grâce à la solidarité agissante des plus importants artistes militants de l'époque[121]. La durée exceptionnelle du conflit (11 mois et deux cycles d'occupation)[122], le comportement méprisant et provocateur du patron[123] et la réalisation d'un film documentaire de grand succès sur les affrontements et sur la vie des ouvriers font de l'APOLLON l'exemple idéal typique de la lutte des classes à Rome[124]. Il s'agit en fait de la construction d'un paradigme marxiste (les prolétaires qui s'opposent en bloc à l'exploitation du capitaliste bourgeois) adapté à la singularité sous-industrialisée de la capitale (la communauté des travailleurs est petite – 320 unités – et ressemble à une grande famille), qui permet finalement au mouvement ouvrier local de s'aligner sur la dynamique internationale, guidée durant ces mois par les révoltes et les occupations françaises[125]. En raison de cette valeur morale,

---

[119] Sur la distorsion croissante du système socioéconomique romain vers la fin des années 1960, voir : Arturo Barone, *Roma città depressa,* "La Stampa", 6 décembre 1968.

[120] Le projet était de fermer l'usine à Rome, la déplacer à Pomezia (qui demeurait dans la zone destinataire des financements de la « Cassa del Mezzogiorno ») sans toutefois la remettre effectivement en activité (en prédisposant une sorte de « faillite volontaire ») : l'opération aurait rapporté 5 milliards de lire (sous forme d'aides étatiques à l'industrialisation des territoires défavorisés) à la propriété, qui se serait en même temps libéré des coûts de production. De plus, un profit supplémentaire serait dérivé de la vente des sols où demeuraient les vieux hangars : il s'agit en effet de terrains situés au début de l'avenue Tiburtina, juste derrière la gare centrale, qui suite à l'expansion de la ville ont pris une valeur économico-immobilière énorme. Voir : *Chi tira le fila dell'affare Apollon? Dietro la chiusura dello stabilimento manovre di speculatori,* "L'Unità", 14 juin 1968 ; *Speculazioni sull'Apollon e fantomatiche aggressioni,* ivi, 22 octobre 1969.

[121] Notamment les acteurs Duilio Del Prete et Gian Maria Volonté, les réalisateurs Paolo Pietrangeli et Ugo Gregoretti, la chansonnière Giovanna Marini.

[122] Voir : *Da sei mesi nello stabilimento occupato. Operai, studenti, attori, uomini di cultura affiancano i lavoratori dell'Apollon di Roma,* "L'Unità", 28 novembre 1968 ; *Vittoria all'Apollon: dopo undici mesi di lotta drammatica,* ivi, 1 mai 1969.

[123] Outre à employer à maintes reprises des émeutiers néofascistes et des briseurs de grève, la direction avait d'abord signé (22 juillet 1968) et ensuite annulé (septembre 1968) une nouvelle convention avec les syndicats. Voir : *Lasciano vittoriosi L'Apollon. Giornata di festa ieri per i lavoratori dello stabilimento difeso con l'occupazione,* « L'Unità », 24 juillet 1968 ; Segreterie provinciali di CGIL-CISL-UIL, *I lavoratori hanno rioccupato l'APOLLON,* polycopié, 18 septembre 1968, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 69, f. 10, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[124] Voir : *Mille torce e pugni in alto a mezzanotte in via Veneto. Capodanno di lotta a Roma attorno agli operai dell'Apollon,* "L'Unità", 2 janvier 1969 ; *Tutti in piazza con gli operai dell'Apollon,* ivi, 5 avril 1969.

[125] Voir : *Si estende a tutta la Francia la possente azione operaia. Il movimento operaio e studentesco assume proporzioni di una ampiezza senza precedenti,* "L'Unità", 18 mai 1968 ; *Lasciapassare per l'Unità nella Renault città chiusa : il nostro inviato a colloquio con gli operai in lotta da due settimane,* ivi, 31 mai 1968. Pour une vision comparée du comportement des syndicats italiens et français face aux crises des années 1960-1970, voir : Peter Lange, George Ross, Maurizio Vannicelli, *Sindacato, cambiamenti e crisi: in Francia e in Italia,* Milano, FrancoAngeli, 1988.

pratiquement toute mobilisation ouvrière entre 1968 et 1971, se refera à l'exemple de l'APOLLON pour se légitimer et pour obtenir de la solidarité. Les souvenirs de Ugo Gregoretti – réalisateur du docu-film « Apollon, una fabbrica occupata » (1969) – rendent parfaitement compte du poids décisif que cette bataille a eu pour le mouvement ouvrier romain :

> Le jour du dernier plan et du dernier montage n'était pas né simplement un film, mais plutôt une arme […]. Le fait est que "Apollon", plus que la simple narration d'une lutte, de sa contemplation ou de sa glorification, a été un moyen utilisé pour la lutte, tout comme les bannières, les panneaux, les manifestations publiques, les sit-in que les ouvriers réalisaient tous les jours devant Palazzo Chigi[126].

Si l'APOLLON représente, en ce sens, un véritable mythe didactique à caractère universel, la FATME incarne au contraire la forme de conflictualité anticapitaliste la plus avancée en ville. Cette usine est la seule avec une concentration importante d'ouvriers (3000 environ autour de 1970) encadrés selon les techniques tayloristes modernes[127]. Entamé à la fin de juin 1968, le combat se focalise sur l'élimination du « travail à la pièce », qui constitue l'essentiel de la fiche de paie : les modalités de protestation vont de la grève du zèle à l'occupation des ateliers, en passant par la grève perlée et le barrage routier autour de l'établissement. L'adhésion des travailleurs est totale et durable grâce aussi au soutien des étudiants universitaires, qui ont commencé pendant cette période à s'intéresser au prolétariat industriel, après avoir constaté l'inefficacité de l'effort d'insertion parmi les « edili » comme tremplin du projet révolutionnaire à Rome. Malgré l'inquiétude endémique et le poids numérique qui fait des ouvriers du bâtiment la catégorie professionnelle la plus importante de la capitale, certaines caractéristiques structurelles empêchent, en effet, à ce milieu socioéconomique de devenir le chef de file de la lutte contre le système bourgeois : opprimés par la nature saisonnière et la précarité du travail, toujours plus éloignés de la vie urbaine à cause du déplacement en périphérie des grands chantiers, déchirés en leur sein par la concurrence croissante des maçons intérimaires (désyndicalisés) provenant des campagnes, soumis à une inexorable contraction du personnel liée au ralentissement du marché immobilier et par la mécanisation progressive des techniques

---

[126] Giuseppe Sircana (dir.), *A partire dall'Apollon: testimonianza e riflessioni su cultura, cinema e mondo del lavoro a quarant'anni dall'autunno caldo,* Roma, Ediesse, 2010, pp. 84-86.

[127] Voir : Patrizia Farroni, *Roma e la classe operaia: Fatme 1912-1969. La multinazionale Ericsson nella capitale: sindacato e strategie aziendali,* Roma, Meta, 2002.

de la construction, les « edili » romains paraissent finalement inadaptés à guider l'offensive contre la modernité néocapitaliste. La déception du « conseil de liaison avec la classe ouvrière » est lisible dans un document élaboré au lendemain de la grève générale du 11 juillet 1968 :

> l'inconsistance des relations déjà établies avec les autres chantiers de la zone a limité fortement l'idée de généraliser la lutte […] dépassant la simple dimension syndicale […]. De ce fait, l'intervention n'est pas parvenue à s'émanciper du vieux modèle d'action […] ni à entrer dans la nouvelle dimension que les camarades avaient décidé d'atteindre[128].

Confrontées à cet échec, les aires plus actives du mouvement étudiant se tournent alors en direction des travailleurs à la chaine, considérés comme les seuls acteurs qui peuvent se prévaloir d'une certaine tradition de lutte : c'est à la suite de ce remaniement stratégique que les jeunes « intellectuels engagés » entrent en contact organique avec la principale, en termes de prestige et de taille, force de travail industriel de la capitale[129]. Moyennant des mots d'ordre très attractifs pour une communauté en lutte – tels que la ligne dure contre le patronat, la réduction des horaires de travail et l'égalitarisme salarial – la propagande des étudiants parvient rapidement à impliquer un groupe d'ouvriers qui ambitionne de pousser les syndicats, notamment la Fiom-CGIL communiste, sur des positions radicalisées. Pendant l'automne 1968, l'interaction toujours plus étroite entre ces deux franges radicales donne ainsi naissance au premier C.U.B. (comité unitaire de base) de Rome[130] : une structure qui incarne une sorte d'institutionnalisation des « comités étudiants-ouvriers » et qui, en ce sens, s'inscrit dans le sillage du maximalisme anticapitaliste. Comme le remarque l'expert de relations industrielles et syndicales, Alberto Merolla

> il s'agit d'une première agrégation d'avant-gardes qui décident d'aller jusqu'au bout avec la critique de la conception traditionnelle du syndicat et qui veulent développer des thématiques liées à la lutte anticapitaliste, telles qu'élaborées par le mouvement étudiant et par les groupes

[128] Movimento Studentesco Romano, *Interventi nei cantieri edili,* 1968, in « Fondo Memorie di Carta », Massimo Pasquini, d. 1, f. 1, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[129] Voir : Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti,* cit.*,* p. 54.

[130] Les C.U.B. représentent un phénomène assez répandu dans le mouvement du 68 italien : les premières expériences se réalisent au cours de l'été 1968 à Milan (dans les usines « Pirelli » et « Borletti ») et à Trente (« Michelin »). Le C.U.B.-FATME se forme juste quelques semaines plus tard. Voir : *I comitati unitari di base : origini, sviluppi, prospettive,* "I quaderni di Avanguardia Operaia", n. 6, 1973.

> politiques de la gauche extraparlementaire. Au sein de cette formation prévaut une ligne idéologique spécifique qui, malgré son déploiement inachevé, marque toute l'activité du CUB. Une ligne qui évolue autour du journal ouvrier *La Classe* et remonte aux analyses proposées par les *Quaderni Rossi* et par les travaux sur le capital de M. Tronti[131].

L'auteur fait référence à l'interprétation « ouvriériste » de la pensée marxiste-léniniste, qui est véhiculée à Rome par la fraction du mouvement étudiant gravitant autour du leadership de Franco Piperno[132]. Sa théorie se fonde sur l'idée que la révolution communiste dans un contexte occidental peut se réaliser uniquement par une action directe de la classe ouvrière industrielle, tout en se libérant des conditionnements « révisionnistes et bourgeois » propres à la médiation des partis et des syndicats. Il s'agit de rejeter tout court le « travail en-soi » afin d'interrompre les dynamiques d'exploitation et la création de plus-value qui est à la base du pouvoir néocapitaliste[133]. Dans le cadre de cette vision, le C.U.B.-FATME tente d'opérer de façon articulée : sur le plan général, par une prise de contact avec les épicentres nationaux de la contestation ouvrière en Italie (FIAT à Turin, PIRELLI à Milan, le complexe pétrochimique à Porto Marghera,…)[134] ; au niveau urbain, par la promotion du modèle organisationnel des « comités de base » dans les autres usines de la capitale ; à l'échelle d'entreprise, par l'application du maximum de pression sur les négociations avec le patronat. En ce sens, la capacité de forcer les syndicats à maintenir une ligne intransigeante dans la plus importante manufacture de la ville, associée au prestige obtenu par l'instauration d'un dialogue public avec les énormes situations conflictuelles du Nord hyperindustriel, font rapidement du C.U.B.-FATME l'avant-poste de l'émancipation ouvrière à Rome[135] : à savoir, l'antenne locale d'un processus

---

[131] Giuseppe Bianchi et al. (dir.), *I CUB: comitati unitari di base. Ricerca su nuove esperienze di lotta operaia: Pirelli-Borletti-Fatme,* Roma, Coines, 1971*,* p. 111.

[132] Une note des services de renseignements italiens, qui tentent de surveiller dans l'après-68 les groupuscules d'extrême gauche, témoigne de la prégnance de la ligne ouvriériste dans le C.U.B.-FATME : "*le succès remporté par « l'intervention ouvrière » à la Fatme et à la Voxson a porté le groupe dirigé par le jeune Franco Piperno à prendre un positionnement de pointe dans le mouvement étudiant romain",* in « Archivio Commissione Stragi », Fascicolo: Franco Piperno, Appunto anonimo dell'8 febbraio 1969, prot. N. 224/6037, 22 février 1969, Centro di documentazione "Cultura della legalità democratica" de la Région Toscane (Florence).

[133] Voir le chapitre 6 de ce travail.

[134] "*Le but est de généraliser des informations concernant l'affrontement social qui traverse le pays, notamment dans les grandes usines métallurgistes et chimiques du Nord. La Fiat, la Pirelli et Porto Marghera deviennent aux yeux des étudiants les symboles d'un nouveau cycle de luttes ouvrières qui comporte inévitablement une rupture violente et totale de la paix sociale,* in Giuseppe Bianchi et al. (dir.), *I CUB: comitati unitari di base,* cit*.,* p. 111.

[135] Voir : Roberto Massari, *Gli scioperi operai dopo il '68,* Milano, Jaca Book, 1974, pp. 111-112 ; Gaetano Congi, *L'altra Roma,* cit*.,* p. 84.

d'affirmation sociale des masses travailleuses italiennes, au lendemain de l'installation de la société de consommation dans le pays. Comme le remarque alors l'intellectuel communiste Alberto Asor Rosa :

> S'il est vrai que la classe ouvrière italienne exprime aujourd'hui un élément nouveau et significatif, tel que la tendance à unir la force matérielle des luttes avec leur portée politique générale, alors il est évident que les comités unitaires de base et les assemblées ne peuvent pas être considérés comme des expressions de "démocratie ouvrière", voire la simple réalisation d'une exigence de représentation plus directe (bien que cet aspect est présent). Cependant, il ne s'agit même pas d'affirmation de "pouvoir ouvrier" à l'état pur […]: s'il y a quelque chose qui attire l'œil dans ces dynamiques d'organisation ouvrière, c'est leur étroite imbrication avec les conditions économiques, matérielles, spécifiques de la lutte[136].

S'appuyant donc sur l'impact émotionnel engendré par l'occupation de l'APOLLON et sur la bataille d'avant-garde menée par le C.U.B.-FATME, la tension continue à monter[137], jusqu'à atteindre un niveau de mobilisation populaire qui reste inégalé encore de nos jours. Une nouvelle grève générale (s'opposant cette fois-ci au système des « zones salariales »[138]) bouleverse le 12 février 1969 la capitale et sa province : les villes de l'agglomération romaine (Pomezia, Civitavecchia, Colleferro, Tivoli, Anzio,…), sièges principaux de l'industrie lourde, affichent des taux de participation proches du 100%. À Colleferro, en particulier, les agitations impliquent l'ensemble de la commune. Quelques jours auparavant, en fait, la SNIA (secteur chimique) a d'abord licencié les 4 syndicalistes les plus actifs et a ensuite imposé le lock-out aux 1100 ouvriers de l'usine : en signe de solidarité avec les travailleurs, toute activité en ville est suspendue pendant 24 heures. Quelques jours après, les employés de « l'Istituto Luce » (cinématographie), de la « Aeternum » (ustensiles de cuisine), de

---

[136] Alberto Asor Rosa, *Il medio periodo nella lotta di classe in Italia,* "Contropiano", n. 1, janvier-avril 1969, pp. 5-6.

[137] L'intensité est telle d'arriver à intéresser les commentateurs d'outre-alpes. Voir par exemple : Jacques Nobécourt, *L'agitation ne semble pas préluder à une crise nationale,* « Le Monde », 2 février 1969

[138] Système entré en vigueur en 1954 qui prévoit une différentiation géographique des salaires : le pays est divisé en 14 zones salariales (réduites à 7 en 1961) réglées sur la base du coût de la vie locale. La différence entre la première (plus rémunératrice) et la dernière zone se situait entre 20% et 30% du salaire. Voir : Andrea Ginzburg et al., *Un nuovo autunno caldo nel mezzogiorno ? Note in margine al dibattito sui differenziali salariali territoriali,* "Politica economica", XIV, n. 3, decembre 1998, pp. 377-410.

l'« Uesisa » (typographie) et de la Mairie entrent aussi en lutte. Le 19 février, les ouvriers de la FATME élèvent le niveau du conflit, associant un barrage routier sur les avenues « Anagnina » et « Tuscolana » (deux des artères de la ville) à une grève perlée. Simultanément, les syndicats du secteur industriel interrompent la production en soutien de l'APOLLON[139]. Au début de mars, la déferlante « rouge » investit les établissements romains de la FIAT (Magliana, Viale Manzoni, Grottarossa) : la FIOM-CGIL devient, pour la première fois, la force majoritaire au détriment des syndicats « jaunes » traditionnellement dominants. Dans la même période, les attaques des émeutiers néofascistes contre les piquets de grève commencent à se multiplier, en devenant dorénavant un pendant incontournable des occupations ouvrières[140]. Le 11 mars, la FATME décrète le lock-out et fait évacuer l'usine par la police, signalant ainsi que la confrontation entre direction d'entreprise et main-d'œuvre est désormais arrivée à son propre point de rupture : comme le fait noter Alberto Merolla, « il ne s'agit pas d'une mesure liée aux difficultés économiques ou du marché, mais plutôt à la situation ingouvernable de l'usine »[141]. Une crise d'autorité patronale qui s'aiguise encore une fois, lorsque la protestation des travailleurs se déplace dans la rue où le personnel de la FATME trouve la solidarité concrète du peuple romain : une vague de cortèges spontanés et de grèves de soutien, accompagnée de campagnes de presse, oblige, en effet, les institutions municipales et étatiques à intervenir[142]. Pressée d'en haut et d'en bas, la direction de l'usine cède le 15 mars : les ateliers sont rouverts, le « travail à la pièce » et les horaires sont fortement réduits, tandis que le salaire est considérablement augmenté[143].

---

[139] Voir : *L'Agnanina bloccata da 2000 operai,* "L'Unità", 20 fevrier 1969.

[140] Voir : Potere Operaio, *Le manifestazioni del 4/5/6 febbraio. Il problema dei fascisti, una risposta militante al contrattacco padronale,* cit.; *Provocazione fascista all'OMI,* "L'Unità", 14 decembre 1972.

[141] Giuseppe Bianchi et al. (dir.), *I CUB: comitati unitari di base,* cit., p. 116.

[142] Voir : *Il Comune condanna la serrata: si prepara la risposta operaia,* "L'Unità", 15 mars 1969.

[143] Voir : *Vittoria operaia alla Fatme. Dopo quaranta giorni di lotta decisa ed unitaria l'azienda ha dovuto cedere,* "L'Unità", 16 mars 1969.

F.A.T.M.E. - S.p.A.

AVVISO

Stamane, mentre presso l'Unione degli Industriali del Lazio, convocata dalla Unione medesima, si stava svolgendo una riunione con i Sindacati dei Lavoratori per tentare di dirimere la vertenza in corso, ancora una volta è stata indetta una astensione dal lavoro, articolata in sospensioni di mezz'ora ciascuna.

Tale gesto che è di eccezionale gravità anche nei confronti delle Organizzazioni Sindacali che stavano esaminando la vertenza, pone in essere lo sciopero a singhiozzo, punibile come atto illecito dalle norme del codice penale.

LA DIREZIONE AZIENDALE

- per l'impossibilità di garantire il funzionamento degli impianti e la incolumità delle persone, messi in pericolo dall'intensificarsi delle azioni di violenza ad opera di elementi irresponsabili;
- a seguito dell'abbandono dei posti di lavoro da parte dei dirigenti e dei funzionari direttivi, che hanno ritenuto compromessa la loro incolumità personale e la loro libertà di lavoro;
- nella impossibilità di sopportare ulteriormente i danni provocati al ciclo produttivo;

SI VEDE COSTRETTA

a sospendere l'attività dello Stabilimento.

NESSUNO POTRA' ACCEDERE

allo Stabilimento senza rendersi responsabile di violazione di domicilio.

L'attività dello Stabilimento verrà ripresa non appena potrà essere assicurato un minimo di ordine e di legalità.

LA DIREZIONE

Roma, 11/3/1969

La Circulaire officielle décrétant le lock-out de la FATME (11/03/1969).

Une image emblématique de la bataille à la FATME : on notera l'usage des slogans propre aux agitations françaises de Mai 68 comme marque distinctive d'une lutte moderne.

Source : Archives photographiques de « L'Unità »

La gauche romaine crie victoire, tout en considérant cet évènement comme le début exemplaire d'une controffensive par rapport aux restructurations de l'après-miracle : le PCI, en particulier, se précipite pour revendiquer le mérite pour ce qui est assurément la conquête majeure obtenue par le mouvement ouvrier de la capitale dans l'histoire républicaine. Un résultat exceptionnel qui aux yeux du leadership communiste sert aussi à rappeler la fonction fondamentale du syndicat traditionnel pour la gestion des conflits du travail, face aux velléités autonomistes et outrancières du C.U.B. :

> Ce résultat est parmi les plus avancés obtenu par les métallurgistes en 1968-1969 et appelé à devenir un nouveau point de référence pour l'action revendicative des travailleurs de Rome et du reste d'Italie : aussi bien pour la portée des améliorations économiques que pour les conquêtes en termes de pouvoir […]. Une lutte donc qui détermine les prémisses pour un bond en avant de la présence du syndicat dans l'usine et de la construction d'une démocratie de base en son sein. […] Au cours de cette bataille, les travailleurs de la FATME et le syndicat ont vécu une expérience grande et complexe, alimentée par les instances et les finalités nouvelles que les ouvriers ont su exprimer, par le nouveau rapport instauré entre les travailleurs et les dirigeants syndicaux, par la contribution stimulante – au-delà des divergences de substance – apportée vigoureusement par le mouvement étudiant[144].

En vérité, malgré ces déclarations enthousiastes et conciliantes du secrétaire national de la FIOM-CGIL qui venait de signer les nouveaux accords, l'affrontement à l'intérieur de la FATME demeure rude et drastique : déjà, le 18 mars, la direction de l'entreprise dénonce à l'autorité judiciaire huit ouvriers, en les accusant d'être les responsables de la dérive violente de la lutte. Le C.U.B. réagit en prônant une radicalisation ultérieure du combat :

> Ouvriers, techniciens, employés, à la FATME le patron, forcé à céder sur le plan économique […] a fait intervenir l'appareil répressif de l'État dans le but de décapiter l'organisation de base de l'usine. […] Le patron tente ainsi d'isoler par des mesures répressives le noyau le plus aguerri de l'usine : en définitive, il espère de recréer ce climat de peur et

[144] *Più potere ai lavoratori,* "L'Unità", 16 mars 1969.

> d'intimidation – qu'il appelle "ordre" – nécessaire pour imposer une élévation de l'exploitation, tout en récupérant ce qu'il a perdu dans la lutte. […] On ne peut pas se défendre de l'attaque patronale à travers les avocats et les questions parlementaires, mais uniquement par la vigilance ouvrière, la relance de la lutte et l'unification des organismes de base des ouvriers et des étudiants. […] Nous mettons en garde le patron : LES TEMPS SONT CHANGÉS ET LES OUVRIERS NE SE FONT PLUS IMPRESSIONNER. SI LE PATRON FAIT APPEL AU GOUVERNEMENT DES PATRONS, NOUS FERONS APPEL A DES FORMES DE LUTTE TOUJOURS PLUS DURES, DANS ET EN DEHORS DE L'USINE[145].

De plus, la nouvelle de la « victoire » à la FATME produit une véritable vague d'émulation auprès de tous les autres établissements qui expérimentent des conflits liés au « travail à la pièce » et à la « prime de productivité »[146] : à partir de la troisième semaine de mars, dans les usines les plus nombreuses commencent à se former de nouveaux C.U.B. qui se mettent immédiatement à contester les délégués syndicaux, afin d'endurcir les positions des ouvriers dans les relations d'entreprise[147]. Le bulletin annuel de l'Union des industriels du Latium, qui sort habituellement au printemps, se montre profondément préoccupé par la diffusion de ces comportements sauvages :

> Les imposantes actions revendicatives – qui échappent presque toujours au contrôle des organisations syndicales et qui sont attisées et radicalisées par des groupes "spontanés" de travailleurs ou par des éléments étrangers à l'entreprise – ont déterminé des situations de tension jamais survenues auparavant : par conséquent, les entreprises ont été forcées de faire des concessions non seulement d'ordre salarial, mais aussi concernant des règlementations à caractère économique (travail à la pièce, primes, processus nuisibles…) et en matière de relations industrielles[148].

---

[145] Il comitato di base FATME, *Operai, tecnici, impiegati,* mars 1969, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 69, f. 13, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[146] Notamment les usines électrotechniques (AUTOVOX et VOXSON), métallurgistes et typographiques (SACET, OMI, CONTRAVES, ALCE, COMET), chimiques (PALMOLIVE, MANTOVANI), textiles (SORELLE FONTANA), alimentaires (COCA-COLA) et tous le complexe de l'industrie lourde de Pomezia.

[147] Voir : *SACET: rotte le trattative,* "L'Unità", 15 avril 1969; *Autovox, Voxson e Coca Cola: successi delle lotte operaie. Piegata l'intransigenza padronale nei tre importanti complessi,* ivi, 13 mai 1969.

[148] Unione degli Industriali del Lazio, *L'industria di Roma e del Lazio: problemi e prospettive 1968-1969,* Roma, UIR, avril 1969. Sur le comportement général du patronat italien dans ces années, voir :

À cette dynamique déjà incandescente, s'ajoute la vague d'indignation populaire déclenchée par les « faits de Battipaglia », une petite ville de la Campanie qui le 9 avril 1969 est devenue le théâtre d'un des plus graves épisodes de répression policière contre une manifestation de masse (2 morts et 200 blessés)[149] : de ce fait, le 11 avril, une énième grève générale - décrétée pour demander le désarmement des forces de l'ordre pendant les manifestations publiques liées au conflit du travail - contribue à mobiliser et à serrer encore plus le mouvement ouvrier romain[150] face à un système étatique perçu comme oppressif et soumis exclusivement aux intérêts financiers du capital[151].

Profitant aussi de cet élan, la lutte à l'APOLLON s'achève par une victoire des occupants le 30 avril : dans le but de résoudre un conflit désormais gangrené, l'État accepte en effet de reprendre l'usine, en garantissant l'emploi[152]. En concomitance parfaite avec la « fête du Travail », les deux batailles symboliques de l'autodétermination ouvrière à Rome (APOLLON et FATME) peuvent donc se déclarer gagnantes : cette réussite semble confirmer que la radicalisation du combat amène à des résultats rapides et concrets[153]. En ce sens, l'ensemble des C.U.B. de la ville sort, à l'occasion du 1er Mai, un document collectif qui fait état du haut niveau d'auto-organisation et de combativité atteint par le mouvement ouvrier de la capitale.

Ada Collidà et al., *La politica del padronato italiano. Dalla ricostruzione all'autunno caldo,* Bari, De Donato, 1972.

[149] Le 9 avril 1969, suite à la nouvelle que les deux plus grandes usines de la ville (traitement du tabac et du sucre) vont bientôt fermer, de massives manifestations sont organisées à Battipaglia (province de Salerne, en Campanie). Les affrontements avec la police dégénèrent rapidement en moments de guérilla urbaine : afin d'évacuer la rue, les forces de l'ordre décident de tirer sur la foule, provoquant la mort d'un jeune ouvrier de 19 ans et d'une enseignante qui assistait aux événements depuis sa fenêtre, outre à 200 blessés. Voir : *I luttuosi disordini di Battipaglia. Durante l'assedio di ieri al Municipio : la giovane professoressa e lo studenti uccisi da pallottole di rivoltella, "*La Stampa", 10 avril 1969. Pour une reconstruiction historiographique, voir : Guido Crainz, *Il Paese mancato*, cit.*,* pp. 336-337.

[150] Voir : *I lavoratori e i democratici oggi a San Giovanni. Si fermano fabbriche, uffici e mezzi di trasporto. Alle 15 la manifestazione di protesta promossa dalla Camera del Lavoro per l'eccidio di Battipaglia,* "L'Unità", 11 avril 1969.

[151] Voir : *Dalle fabbriche, dalle scuole, dai campi: Basta con gli eccidi. La grave posizione assunta dal governo,* "L'Unità", 11 avril 1969.

[152] *Vittoria all'Apollon: dopo undici mesi di lotta drammatica,* "L'Unità", 1er mai 1969.

[153] Dans un tract élaboré au cours de mars 1969 par le mouvement étudiant en faveur des travailleurs en lutte de l'usine O.M.I., on peut retrouver toute la puissance propagandiste émanant de la victoire à la FATME : "*Voilà comment les ouvriers de la FATME ont fait. Ils ont lutté à travers une organisation autonome et ils ont gagné contre le patron. Et même maintentant, que huit d'entre eux ont été touchés par la répression, les ouvriers de la FATME ne laissent jamais que la simple heure ou le jour de grève décrété par les leaders syndicaux deviennent la seule réponse ouvrière à la tentative patronale de récupérer par la force ce que les luttes ont arraché",* in Movimento Studentesco, *Operai della O.M.I.,* mars 1969, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 69, f. 13, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

> Pendant ces premiers mois de 1969, des luttes puissantes ont été réalisées – dont certaines sont encore en cours (Fatme, Sacet, Voxon, Autovox) – qui ont vu pour la première fois une participation cohésive de tous les ouvriers. D'ailleurs, le mouvement étudiant, en menant sa propre lutte contre l'école de classe, est venu sur le même terrain d'affrontement avec l'organisation sociale capitaliste. De ce fait, de nouveaux organismes de base étudiants-ouvriers sont nés et ils ont, comme à la FATME, guidé la lutte […].
>
> LES AXES DE LA LUTTE SONT DÉSORMAIS ÉVIDENTS : augmentations élevées du salaire, égaux pour tous ; réduction immédiate de l'horaire de travail à 40 heures ; égalisation immédiate entre les ouvriers et les employés.
>
> Voilà les questions de la condition des travailleurs autour desquelles s'est exprimée l'autonomie ouvrière, voire l'intérêt particulier d'une classe qui refuse ce faisant toute médiation, toute tentative syndicale de lier les buts de la lutte ouvrière aux exigences du développement capitaliste. […] Ouvriers, techniciens, paysans et étudiants ont démontré par les luttes dans les usines, dans les écoles, par l'insurrection de Battipaglia, que chaque solution parlementariste, chaque médiation institutionnelle n'est pas seulement utopique, mais favorise objectivement la violence patronale.
>
> Le niveau actuel des luttes demande désormais des formes organisationnelles nouvelles, autonomes, en mesure de recueillir toute la haine des exploités et de la canaliser contre l'État des patrons[154].

Ces mots menaçants des C.U.B. romains nous aident à comprendre comment le niveau de la contestation pendant l'année 1968-1969 a créé une dimension inédite, faisant voler en éclats les stratifications et les limites structurelles du marché du travail : aucune barrière interne (secteurs publics et privés, qualifications, travailleurs productifs et employés administratifs) ne semble plus pouvoir stopper l'expansion d'une mouvance[155] qui est désormais entrée en contact organique avec les autres filons

---

[154] I comitati di base delle fabbriche, *I° maggio rosso: Lotta e organizzazione,* 1er mai 1969, in « Fondo Memorie di Carta », Massimo Pasquini, d. 3, f. 10, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[155] "*Les grandes luttes ouvrières pour le renouvellement des conventions commenceront en septembre, mais à Rome on assiste à un prélude : d'ici quelques semaines, les edili entreront en agitation et déjà maintenant des milliers de travailleurs protestent par des interruptions du service, des cortèges, des occupations, des assemblées permanentes. L'élément nouveau de ces luttes […] est la participation massive et inédite des employés à côté des ouvriers. La perspective de ces actions syndicales […] voit les travailleurs se battre pour des buts très avancés (nouvelles relations d'entreprise, démocratisation des structures, meilleures conditions de travail). Le cadre est vaste […]. Mais il devient plus grand de*

de conflictualité urbaine (luttes de quartiers, révoltes estudiantines…) qui bouleversent Rome[156]. Comme l'a compris le journaliste Enzo Forcella, le « cœur » de la vague protestataire ne se niche plus dans le domaine de l'économie, mais plutôt dans la sphère sociale :

> Nous avons eu le boom économique et nous avons eu sa consolidation […]. Tous les deux ont été durement payés par les masses ouvrières et maintenant ces dernières demandent de "faire les comptes": non seulement en termes d'augmentations salariales, et donc de plus juste distribution de la richesse, mais surtout en termes de "droits humains", voire de conditions générales de vie, dedans et dehors l'usine. Autrement dit, en termes de "pouvoir"[157].

Lorsque cette immense mobilisation populaire entre dans la période d'échéance des conventions nationales (signées en 1966), les franges antagonistes qui s'étaient développées en son sein trouvent finalement les moyens pour se confronter avec les appareils de la gauche orthodoxe, évoluant autour du PCI, pour l'hégémonie sur le mouvement ouvrier romain : en effet, pendant les tractatives pour le renouvellement de ces accords généraux, même pour les syndicats traditionnels il était habituel d'élever le niveau de la protestation, afin de maximiser le pouvoir de négociation des travailleurs. Cette pratique comporte naturellement une hausse généralisée de la « tension ouvrière » - matérialisée par des millions d'heures de grève[158] -qui profite surtout à la propagande et aux répertoires radicaux des franges extrémistes. De ce fait, au cours du dernier trimestre 1969 - ledit « Autunno Caldo » - une véritable bataille interne au monde « rouge » de la capitale se déroule : d'un côté, il s'agit d'unifier

---

jour en jour". in *Migliaia di operai e impiegati in lotta. Scioperi, occupazioni, assemblee permenenti in numerose fabbriche ed enti pubblici,* "L'Unità", 4 juillet 1969.

[156] Voir : *Più alti salari, meno ore di lavoro, diritti sindacali, casa, prezzi, salute,* "L'Unità", 10 octobre 1969. Pour une vision au niveau national de ce phénomène de fusion, voir les mots du secrétaire général de la FIOM-CGIL exprimés publiquement le 4 octobre 1969 : "*les buts généraux qu'aujourd'hui réunissent des millions de travailleurs : le blocage des loyers et des baux dans l'attente de la réforme urbanistique, l'élimination de l'impôt sur le revenu pour les salaires ouvriers, la réforme du système sanitaire, le désarmement de la police. Il est toutefois possible d'intervenir aussi sur les problèmes de l'éducation, en adoptant des initiatives qui – à travers l'unité entre les travailleurs et les étudiants - feront entrer dans les écoles la culture des ouvriers et pas seulement la culture des patrons",* in Bruno Ugolini, *Trentin i soldi li vogliamo tutti e subito,* "L'Unità", 4 octobre 1969.

[157] Enzo Forcella, *Il primo tempo dell'autunno caldo,* "Il Giorno", 12 septembre 1969. Sur les défis activés par la société de consommation en matière de "condition ouvrière", s'était déjà focalisé avant l'explosion de 68 un colloque des ACLI (organisme majeur du catholicisme social italien). Voir : Associazioni Cristiane dei Lavoratori Italiani, *Società del benessere e condizione operaia. Atti del convegno di studio delle A.C.L.I. a Vallombrosa (27-31 agosto 1967),* Roma, ACLI, 1968.

[158] Voir : ISTAT, *Sommario di statistiche storiche 1861-2010,* Roma, ISTAT, 2011, p. 517.

toutes les catégories de la classe ouvrière dans le but d'exproprier radicalement la richesse capitaliste ; de l'autre, on vise la recherche d'améliorations graduelles - et adaptées au moment historique - des conditions matérielles des travailleurs.

Les tensions se manifestent à partir de septembre, lors du début des agitations en vue du renouvellement des conventions collectives : l'exigence de s'accréditer comme référent unique auprès des travailleurs pousse, en effet, les syndicats traditionnels et les groupes ultragauchistes à souligner de façon ostentatoire leurs divergences. Déjà, au premier jour de grève nationale des métallurgistes, catégorie historiquement à la tête des cycles de protestation ouvrière dans l'Italie républicaine, le secrétaire général de la FIOM-CGIL Bruno Trentin décide d'attaquer en premier par le biais d'une tribune sur « L'Unità » :

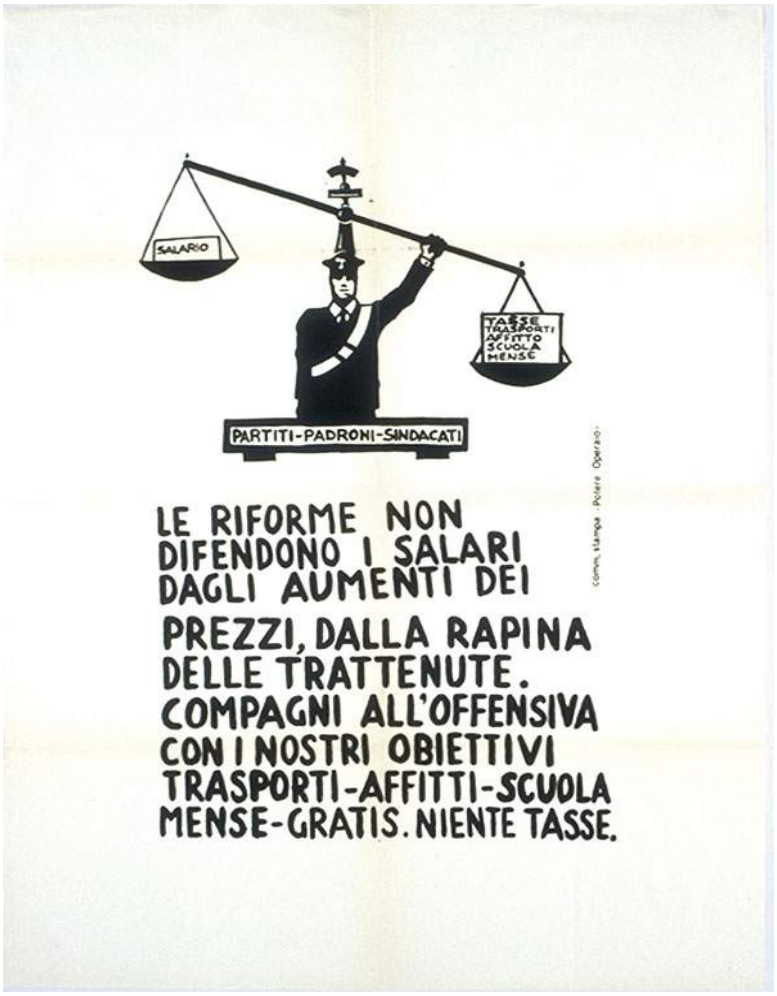
> De notre côté, nous savons très bien quelles responsabilités reposent sur les syndicats : la réaffirmation des revendications salariales et règlementaires décidées par la majorité active des travailleurs […] et la sauvegarde des conquêtes de pouvoir que la classe ouvrière a su arracher dans chaque usine par les luttes de ces dernières années. Un tel engagement demande une grande conscience de masse et aussi une discipline de classe, en mesure de gagner autant contre les flatteries patronales vouées à diviser le front des travailleurs que contre la tentative mesquine de désagrégation menée par ces groupes qui, afin de survivre, sont poussés à agir sur le même terrain utilisé par le patron, à savoir le corporatisme et la division de classe […]. Voilà pourquoi nous combattrons, en la stigmatisant telle qu'elle est, la rencontre objective entre certains groupes "externes" et la politique patronale[159].

Une des réactions plus rapides et explicites arrive quelques jours après, de la part de « PotOp », la formation extraparlementaire naissante qui semble avoir profité mieux de l'expérience des « comités étudiants-ouvriers ». En fait, l'éditorial paru sur le premier numéro de son nouveau journal affirme que :

> La lutte ouvrière de masse est désormais démarrée. Des millions d'ouvriers métallurgistes, chimiques, du bâtiment, ont trouvé finalement le terrain pour lancer sur les patrons, l'État et les syndicats, la force politique de la classe, qui s'appuie solidement […] sur deux éléments :

[159] Bruno Trentin, *Rafforzare l'unità di classe,* "L'Unità", 11 septembre 1969.

unité et autonomie. Unité autour des objectifs généraux, tels que l'augmentation drastique du salaire et la volonté de diriger, en toute indépendance, ses propres luttes. C'est sur ce terrain que se creuse la fracture radicale entre la classe ouvrière comme force politique, et le syndicat comme institution. […] la classe ouvrière italienne a aujourd'hui encore tous ces atouts à jouer […] avec trois buts bien déterminés : détruire les plateformes syndicales, empêcher les négociations, rejeter le contrat que les syndicats tenteront de signer dès que l'occasion se présentera. […] voilà la réponse ouvrière qu'il faut construire et organiser pendant ce cycle de lutte […] la seule réponse valable contre la ligne syndicale de contrôle politique sur le mouvement de lutte en sa totalité[160].



Tract de « PotOp » (Automne 1969) qui montre bien la perception extraparlementaire du syndicat comme appareil au service de la répression patronale menée contre les luttes socioéconomiques.

Source : www.manifestipolitici.it

[160] *Vertenza contrattuale e lotta continua,* "Potere Operaio", n. 1, 18-25 septembre 1969.

Dans la spécificité romaine, ce conflit interne à la gauche ultragauchiste se déploie évidemment surtout dans les lieux de travail à haute valeur symbolique pour la ville : les chantiers, le secteur électrotechnique, les petites et moyennes entreprises de la zone industrielle « Tiburtina ». Exemplaires, en ce sens, les cas de « Colle Cesarano », de la FATME et de la convention des « edili », qui montrent trois différents niveaux et situations de cette dynamique centrifuge. La bataille qui se déroule à la clinique « Colle Cesarano »[161], située dans la périphérie orientale de la capitale, à petite échelle : un groupuscule extrémiste débutant (le PCd'I[162]) tente de fomenter la résistance d'une communauté exiguë de personnel paramédical (93 personnes) contre la médiation opérée conjointement par les syndicats communiste (CGIL) et catholique (CISL). Étant donné la petite taille de l'entreprise et le caractère spécialisé du travail, le combat n'a aucune incidence matérielle sur la globalité du système romain et l'objet du litige se révèle éminemment démonstratif : il s'agit d'obtenir une victoire morale, en imposant à l'adversaire sa propre vision concernant la juste méthode à suivre (négociation vs intransigeance) pour faire avancer l'émancipation du mouvement ouvrier dans la capitale. Derrière l'attitude réformiste et pragmatique des syndicats - qui s'engagent dans une résolution rapide et pacifique au nom de la reprise du service – se niche l'idée que l'amélioration des conditions prolétaires ne peut se réaliser qu'à travers l'élévation progressive de la qualité du travail dans le cadre de la société de consommation : en ce sens, face à la menace d'une fermeture définitive de l'activité, la simple préservation de l'emploi est perçue comme une conquête, bien qu'au prix d'un lourd compromis avec le patron[163]. Au contraire, pour les militants maoïstes accepter de signer un accord, en interrompant du coup l'expérience de l'occupation, signifie trahir l'enseignement de l'APOLLON en faveur d'une pacification contre nature avec le pouvoir néocapitaliste qui pour sa part n'ambitionne rien d'autre que d'étouffer toute revendication ouvrière :

---

[161] Dans la zone industrielle située autour de l'avenue « Tiburtina », une clinique privée spécialisée dans le traitement des pathologies neurologiques est occupée depuis fin juillet 1969 : les 93 salariés ont mis en place une « grève à l'inverse », assurant gratuitement et volontairement le fonctionnement de la structure, pour s'opposer à la fermeture de l'activité décidée par les propriétaires de l'établissement. Voir : *Colle Cesarano : la lotta di tipo nuovo dei 93 operai. La clinica occupata da oltre un mese,* "L'Unità", 8 septembre 1969.

[162] Il s'agit d'une petite formation afférente à l'univers maoïste. Voir le chapitre 6 de ce travail.

[163] Voir : *Aggressione poliziesca contro gli infermieri,* "L'Unità", 25 septembre 1969 ; *TIVOLI: solidarietà del Comune con di lavoratori di Colle Cesarano,* ivi, 29 octobre 1969; *La befana dell'Unità agli operai in lotta,* ivi, 4 janvier 1970.

> les clérico-révisionnistes préparent la tombe pour les travailleurs, dans le but de les isoler de plus en plus, en étouffant leur lutte active. Il est impossible de ne pas reconnaitre dans cette ligne politique des syndicats, le dessein révisionniste du PCI et de ses alliés, voué à fragmenter les luttes et à les enfermer dans l'enclos de la dimension sectorielle. Ainsi divisés, les travailleurs seraient forcés de céder, voire d'accepter la logique de la peur. […] Colle Cesarano se trouve, tout comme l'Apollon, dans la zone industrielle de la Tiburtina, au cœur […] d'un nouveau quartier résidentiel et directionnel, prévu par le plan régional du Latium […]. LA BOURGEOISIE VEUT FAIRE DE ROME UNE VILLE SANS OUVRIER […]. Les dirigeants clérico-révisionnistes ont été démasqués devant les travailleurs […], car toute la zone est au centre d'une gigantesque spéculation qui prévoit l'élimination des établissements industriels et la dispersion des forces plus combatives et nombreuses de la capitale[164].

En revanche, dans un contexte plus vaste et non soumis au risque de la cessation d'activité, l'altercation avec les syndicats se joue directement sur la question des « limites » de la contestation : à la FATME, « PotOp » mène à travers le C.U.B. une campagne percutante axée sur l'exigence de passer de la « résistance » à l'offensive ouvrière, tout en rejetant les freins et les contrôles des corps intermédiaires. Bien au-delà d'une simple stratégie outrancière, c'est l'usage de la violence comme moyen légitime de la lutte qui est mis sur la table des discussions :

> Oui : violence ouvrière offensive. C'est la fin des mystifications moralistes typiques des intellectuels gauchistes, des catholiques démocratiques, des opportunistes, sur la police qui aurait agressé les ouvriers. Ça suffit avec ces choses, laissons-nous les écrire à l'Unità. La police n'attaque personne : elle défend seulement le statu quo, à savoir l'organisation productive et sociale du capital. C'est nous qui attaquons ; ce sont les ouvriers qui attaquent : que ce soit bien clair[165].

Une activité propagandiste que la FIOM-CGIL, vu la prééminence de cette usine dans l'imaginaire et dans la structure du mouvement ouvrier romain, considère comme particulièrement dangereuse : au point que pour la première fois le secrétaire national

---

[164] *Tre mesi di lotta a Colle Cesarano,* "Il Partito", 29 octobre 1969.
[165] "Potere Operaio", n. 5, 16-22 octobre 1969.

Bruno Trentin décide d'entrer à la FATME (30 octobre 1969) pour rencontrer les ouvriers directement sur leurs lieux de travail et de faire jouer son charisme[166].

Cependant, si le heurt entre la gauche légaliste et la mouvance extraparlementaire se construit à partir d'une joute démonstrative dans les réalités professionnelles les plus petites (« Colle Cesarano ») et passe par l'élaboration de comportements protestataires divergents dans les avant-postes productifs de la capitale (FATME), c'est encore une fois l'industrie du bâtiment qui détermine les transformations structurelles de la dynamique romaine. Les « edili » sont, en effet, la première catégorie qui cesse l'agitation et signe le renouvellement de la convention nationale (8 novembre 1969)[167] : quand la composante majeure de la force de travail romaine accepte l'accord négocié avec le patronat et abandonne le front de la plus grande contestation ouvrière de l'histoire républicaine, il devient évident que la bagarre opposant les réformistes et les extrémistes va tourner en faveur des syndicats traditionnels[168]. En ce sens, la conclusion précoce du conflit dans les chantiers finit par établir la « ligne de démarcation opérationnelle » que les franges radicales de la capitale ne sont pas en mesure de franchir, malgré le bouillonnement profond qui traverse le monde du travail : définitivement repoussés par le milieu des maçons[169], les militants maximalistes comprennent en fait qu'il sera impossible de porter sur le terrain de l'antagonisme intransigeant le mouvement ouvrier dans sa totalité. Le rêve d'une révolte de masse, voire d'une grève générale à caractère insurrectionnel, s'évanouit, laissant la place à une perspective plus prosaïque liée à la sauvegarde d'au moins quelques foyers de contestation. C'est justement en réaction à la frustration déclenchée par la signature de ce « contrat-poubelle » - d'après la définition méprisante inventée par ses opposants[170] – que l'attitude des extraparlementaires envers les syndicats évolue de la concurrence farouche à la rupture totale : expression de ce tournant, le

---

[166] "*Pour la première fois, le secrétaire national de la FIOM [...] est entré dans l'usine et donc dans la grande cantine où s'est tenue l'assemblée générale, exceptionnelle en termes de combativité et de chaleur. Il s'agit d'un épisode qui dans cette phase aiguë de la lutte syndicale représente un moment nouveau et significatif d'unité ouvrière.",* in "L'Unità", *Assemblea con Trentin all'interno della Fatme,* 31 octobre 1969.

[167] Cette nouvelle convention intègre le 60% des revendications initiales et prévoit la réduction de l'horaire de travail à 40 heures en l'espace de trois ans.

[168] Voir : *Gli edili hanno vinto,* "L'Unità", 9 novembre 1969.

[169] Une information de la Préfecture de police de Rome, datée du 22 novembre 1969, remarque en effet que la conclusion du conflit dans les chantiers a déterminé l'interruption des relations entre les "edili" et les formations ultragauchistes de la capitale. Voir : Questura di Roma, *Gruppi della sinistra rivoluzionaria: attività,* 22 novembre 1969, in «Fondo Pubblica Sicurezza», Catégoria G : 1944-1986, d. 328, f. G. 5/35:97, Archives Centrales de l'État (Rome)

[170] Voir : *Compagni, ecco il primo bidone!,* "Potere Operaio", 13-20 novembre 1969.

document collectif, produit par l'ensemble des C.U.B. de l'agglomération romaine, qui le 13 novembre 1969 affirme :

> Chers camarades ouvriers, il est très clair qu'on a assisté à la création d'un précédent pour la défaite de la lutte ouvrière sur les conventions. Lama, le secrétaire général de la CGIL, a déclaré que le contrat des edili – dans ses parties concernant les aspects économiques et les droits - constitue la base aussi pour les métallurgistes et les chimiques. On a donc commencé par la catégorie la plus faible et la moins organisée. […] Voilà pourquoi nous disons : PAS DE NÉGOCIATION ; TOUT ET TOUT DE SUITE […]. Le patron et les syndicats se trompent s'ils pensent pouvoir réaliser avec les métallurgistes la même arnaque qu'avec les edili[171].

Deux semaines après, c'est « PotOp » qui se charge d'institutionnaliser la fracture, profitant d'un débat public tenu le 26 novembre à l'Université de Rome à la présence d'étudiants, travailleurs de l'OMI et de la FATME, militants d'ultragauche, fonctionnaires du PCI et dirigeants de la FIOM-CGIL : le compte-rendu du meeting paru le lendemain sur « L'Unità » nous permet de connaitre la teneur des échanges :

> La première attaque violente au syndicat […] arrive à travers l'intervention d'un membre de « Potere Operaio ». Ce groupe - qui a tenté dès le début d'imposer son hégémonie sur l'assemblée ou, du moins, de se présenter comme le représentant effectif des étudiants – a commencé immédiatement à lancer son invective : « notre union avec les ouvriers ne passe pas à travers le syndicat, mais contre le syndicat »[172].

Dès lors, le clivage et l'hostilité ne font que grandir, s'alimentant d'interprétations antithétiques relativement à chaque évènement lié au conflit du travail et aux relations d'entreprise : même l'approbation parlementaire, au début de décembre, du « statut des travailleurs »[173] - une Charte réglant les droits fondamentaux des salariés – n'arrive pas à rapprocher les deux âmes de la gauche. Alors que le parti communiste juge ce code comme la « matérialisation du nouveau pouvoir obtenu par la main-d'œuvre italienne » et comme « l'acte d'entrée de la Constitution dans les lieux de travail »[174],

---

[171] Coordinamento Operaio di Roma e di Pomezia, *Operai di Roma e di Pomezia,* 13 novembre 1969, in « Fondo Memorie di Carta », Massimo Pasquini, d. 3, f. 10, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[172] *Incontro operai studenti all'Università di Roma,* "L'Unità", 27 novembre 1969.

[173] Voir : *Lo Statuto dei lavoratori approvato ieri dal Senato,* "L'Unità", 12 décembre 1969.

[174] Voir : *IL PCI: TUTTI I DIRITTI entrino nelle fabbriche,* "L'Unità", 5 décembre 1969.

les sujets extraparlementaires ne le considèrent que comme un miroir aux alouettes, voué à brider l'émancipation du mouvement ouvrier : une véritable arnaque qui n'élève pas les droits des travailleurs, mais plutôt les droits des syndicats, auxquels serait assignée la mission de maintenir les revendications dans le cadre du développement néocapitaliste[175].

> Nous pensons que le syndicat est un engrenage du système de patrons : une partie organique qu'il faut donc combattre comme il faut combattre les patrons. […] Plus la lutte de classe grandit et se radicalise, plus il devient évident que les ouvriers sont d'une part et les syndicats de l'autre. […] Le syndicat devient vraiment la frontière entre ce qui est légal et ce qui ne l'est pas, entre la liberté que le capital a décidé d'accorder à l'ouvrier et celle qu'il est vigoureusement déterminé à nier. […] C'est-à-dire que face à un prolétariat divisé et engagé en batailles syndicales individuelles, le PCI se présente comme l'agent de la synthèse : à savoir, le facteur qui traduit la lutte en programme, qui lui donne un débouché, tout en garantissant que ces luttes respecteront les limites du développement capitaliste. De ce fait, ce projet marche sur le fil du rasoir et dès maintenant notre programme est de le faire tomber, de détruire sa signification et ses espoirs de réussite, avant même qu'il soit mis en œuvre[176].

Illustration explicative qui accompagne l'article contre l'institution syndicale, paru sur « Lotta Continua » le 6 décembre 1969.

[175] Voir : *Lo Statuto dei diritti dei lavoratori: il regalo di Natale della borghesia,* "Lotta Continua", 6 décembre 1969.

[176] *Tra servi e padroni: la funzione del sindacato nella società capitalistica,* "Lotta Continua", n. 3, 6 décembre 1969.

D'ailleurs, la rancune des formations extrémistes se renforce de façon directement proportionnelle à la régression progressive de la mobilisation ouvrière, causée par la décision des autres catégories en lutte d'accepter, l'une après l'autre entre le 7 et le 22 décembre 1969, les propositions patronales pour des conventions collectives améliorées[177] :à la veille de Noël, « l'Autunno Caldo » - la plus vaste vague protestataire dès l'instauration de la démocratie républicaine – se conclue en effet par une résorption généralisée de la conflictualité socioéconomique et par une réaffirmation incontestable du rôle du syndicat qui peut se prévaloir d'avoir obtenu un paquet extraordinaire de concessions et d'avantages[178]. Confrontée à l'incapacité de créer un consensus de masse autour de soi - échec que « L'Unità » n'hésite pas à souligner[179] - et choquée par le « massacre de Piazza Fontana » (12 décembre 1969), la mouvance ultragauchiste finit par se donner un autre but[180] : compenser la baisse d'incidence et de visibilité à travers une radicalisation des répertoires antagonistes et une extension de la pratique militante au dehors des lieux de travail[181]. Comme le résument les titres à la Une du journal « Potere Operaio », à partir de 1970, les finalités deviennent la rupture unilatérale de la « trêve », imposée par le renouvellement des conventions collectives, et l'effort de ne pas disperser le bagage d'expériences antisystèmes acquises lors de la « guérilla d'usine »[182].

---

[177] Entre le 7 et le 22 décembre, les autres catégories en lutte signent le renouvellement de leurs conventions collectives nationales, acceptant des améliorations similaires à celles obtenues par les « edili » (40 heures par semaine, augmentation salariale, expansion des droits syndicaux) et mettant fin à leur agitation. Voir : *CHIMICI E FARMACEUTICI : il nuovo contratto segna una svolta nelle lotte per iù avanzate conquiste,* "L'Unità", 9 décembre 1969 ; *METALLURGICI : una grande vittoria dopo quattro mesi di aspra battaglia. L'intesa di massima definitia al termine di un duro « confronto » con la Confindustria,* ivi, 22 décembre 1969

[178] Sur les transformations structurelles et législatives induites par les mobilisations de « l'Autunno Caldo », voir : Peter Nichols, *Italy loses Latin Mass in week of reforms,* "The Times", 1er décembre 1969. Pour ce qui est de l'évolution du syndicat face à la crise et aux restructurations des années 1960-1970, voir : Alberto Bonifazi et Gianni Salvarani, *Dalla parte dei lavoratori: dall'autunno caldo verso l'unità organica (1968-1975),* Milano, FrancoAngeli, 1976. Sur le comportement des élites italiennes pendant « l'Autunno Caldo », dans le cadre d'une analyse comparée avec les dynamiques de Mai 68 en France, voir : Michele Salvati et Alfredo Gigliobianco, *Il maggio francese e l'autunno caldo italiano: la risposta di due borghesie,* cit.

[179] Par exemple, la page économique de "L'Unità" du 24 décembre 1969 est intégralement consacrée à la victoire du syndicalisme traditionnel sur les instances de l'autonomie ouvrière. Voir les titres : *Passi avanti per l'unità sindacale ; Fatme : è stata la più grande lotta dal 1946 ; Fallimento degli scioperi proclamati dagli autonomi ; Fiat Mirafiori: "sì" plebiscitario al contratto; Ministero degli Interni: Gli autonomi aderiscono al sindacato della CGIL.*

[180] Voir : *Quale teoria e quanta? Il problema dello studio dell'organizzazione rivoluzionaria,* "Lotta Continua", 17 janvier 1970.

[181] Voir : *Organizzazione di fabbrica e organizzazione generale,* "Lotta Continua", 31 janvier 1970.

[182] Voir : *Compagni, non rispettiamo la tregua!* et *1960-1970. Dalla Guerriglia di fabbrica alla lotta per il potere ,* "Potere Operaio", n. 11, 11-19 décembre 1969.

POTERE OPERAIO

numero 11 anno I - 1969 11-19 Dicembre 1969 in edicola il giovedì sped. abb. post. gr. II - 70 la copia lire 100

Compagni, non rispettiamo la tregua!

Da domani ci chiederanno di rispettare gli accordi. Ma gli accordi non li hanno firmati gli operai: questi contratti hanno dimostrato che la classe operaia può chiedere molto di più. Le esigenze operaie non hanno limite

1960-1970 Dalla guerriglia di fabbrica alla lotta per il potere

---

PAG. 4 / economia e lavoro — l'Unità / mercoledì 24 dicembre 1969

Una intervista con il compagno Trentin segretario generale della FILLEA-CGIL

Passi avanti per l'unità sindacale

Il significato delle recenti iniziative dei tre sindacati che rappresentano più di un milione di lavoratori dell'edilizia — Un processo graduale ma rapido e costruttivo

Dalla Fiat alle piccole fabbriche i metalmeccanici in assemblea approvano il contratto

L'assemblea tra gli operai e Trentin davanti l'ingresso alla FATME

Fatme: «È stata la più grande lotta dal 1946»

Per due ore operai e impiegati discutono con Trentin - «Per la prima volta abbiamo raggiunto l'80% di quello che i lavoratori si erano prefissi» - Un nuovo capitolo nella storia operaia della grande fabbrica

Francesco Rospini

Braccianti e salariati mantengano lo stato di agitazione

PER IL RINNOVO DEI PATTI SI DISCUTE DA DUE GIORNI

Riunioni a ritmo serrato per la soluzione della vertenza che interessa 1.500.000 lavoratori della terra - Il problema del collocamento - La questione della previdenza

Comunicato dei sindacati confederali dei ferrovieri

Fallimento degli scioperi proclamati dagli autonomi

Le leggi alla Camera

Documento dell'Alleanza sui fitti agrari

Ministero degli Interni

Gli «autonomi» aderiscono al sindacato della CGIL

Risultato della lotta

Contratti rinnovati per 4 milioni di lavoratori

FIAT Mirafiori: «sì» plebiscitario al contratto

Trattative in corso per i marittimi della Tirrenia

Nuovi scioperi di postali e mugnai

Nuovo contratto per i dipendenti della CIT

ora acciaio
MOBILI PER UFFICI
Visitate le sue grandi Mostre e Fabbrica:
ROMA - XX Settembre 122-B - Tel. 462.192 - 474.679
POMEZIA - Pontine km. 27,5 - Tel. 910.253 - 910.307

Page de « L'Unità' », du 24 décembre 1969, intégralement consacrée à la victoire du syndicalisme traditionnel sur les instances extrémistes, à l'issue de « l'Autunno Caldo ».

IV. *L'évolution de la conflictualité socioéconomique au lendemain de « l'Autunno Caldo » entre radicalisation sectaire et territorialisation dans les quartiers populaires (1970-1973)*

Étant donnée la « défaite » essuyée au bout de « l'Autunno Caldo », les franges de la gauche révolutionnaire romaine se concentrent dans les années suivantes sur la rationalisation de leurs ressources (militantes et logistiques), afin de maximiser les possibilités de relancer l'offensive contre leu système économique néocapitaliste[183]. En ce sens entre 1970 et 1973, à l'inverse de la période soixante-huitarde qui était caractérisée par une diffusion « épidémique » des C.U.B. et des assemblées, on assiste à une optimisation de la présence extraparlementaire dans les lieux de travail de la capitale : en l'absence des moyens pour mobiliser l'entièreté de la classe ouvrière, les attentions et les efforts s'adressent, de plus en plus, aux grandes usines, aux centres d'excellence technologique et au secteur étatique, tout en abandonnant les réalités jugées comme dysfonctionnelles (trop petites, trop fragmentées, trop périphériques). La mouvance radicale décide, en définitive, de s'engager exclusivement dans les situations qui garantissent un certain nombre de travailleurs et un niveau minimal de visibilité publique : une myriade de cellules et de comités politiques – gravitant autour des différentes formations concurrentes qui sont émergées de la dissolution du mouvement soixante-huitard[184] – remplacent alors les organismes ouvriers étudiants[185]. Sur ces bases, un cadre très articulé est mis en œuvre dans l'intervalle en question : « Lotta continua » s'implante très bien dans l'atelier textile « Gibi », dans l'entreprise alimentaire « Toseroni », dans l'usine électrotechnique « Voxson », dans les compagnies aériennes « Itavia » et « Alitalia », dans les chantiers de la « Garbatella » et de « Val Melaina », dans les chaines de la grande distribution « GM » et « Eurosupermarket », dans les compagnies de téléphone « SIP » et « Sirti », dans la société des chemins de fer « FF.SS. », dans l'Institut de la sécurité sociale « INPS », dans la caisse de prévoyance « Enasarco », dans l'Institut assurance maladie «Inam »,

[183] Pour une vision générale de ce qui se passe dans le mouvement ouvrier italien au lendemain de « l'Autunno Caldo », voir : Massimo Cacciari, *Dopo l'Autunno caldo. Ristrutturazione e analisi di classe,* Padova, Marsilio, 1973.

[184] Voir le chapitre 6 de ce travail.

[185] Sur l'évolution de la dialectique étudiants-travailleurs dans l'après-68 italien, voir : Sydney Tarrow, *Democracy and Desorder. Protest and Politics in Italy 1965-1975,* cit.; Robert Lumley, *Dal '68 agli anni di piombo: studenti e operai nella crisi italiana,* cit.

dans les grandes casernes de l'armée « Cecchignola » et « Cesano » (plus de 30 000 militaires).

Le groupe du « Manifesto » est actif principalement au Centre hospitalier universitaire « Policlinico », dans les chantiers situés au « Casilino » (quartier « Prenestino-Labicano »), à « Tor de Cenci » (périphérie sud), à « Monte Sacro » et dans le « Conseil de Zone » (CdZ)[186] du secteur « Appio-Tuscolano » (sud-est). Au sein de ce dernier, on observe l'influence d'Avanguardia Operaia », présent aussi dans le CdZ de la zone « Tiburtina », dans les chantiers de « Val Melaina » et « Tufello », dans l'usine de pneus « Pirelli » (Tivoli) ; dans la régie des transports urbains « ATAC », dans les « FF.SS. », dans la Poste « PT », dans l'Hôtel de monnaies « Poligrafico dello Stato »[187].

En revanche, « Potere Operaio » ne parvient pas à pénétrer la catégorie des « edili », malgré de multiples tentatives – stimulées aussi par la présence dans le groupe de plusieurs maçons résidants au quartier « Primavalle » - de récupérer les relations organiques qui avaient été brièvement établies par le mouvement étudiant au milieu de 1968[188]. La force de « PotOp » demeure, en revanche, dans le complexe de l'industrie lourde, au cœur duquel ce groupe représente, de loin, l'opposant majeur aux syndicats (notamment à la FATME, à l'AUTOVOX, à la VOXSON, à la SACET, à l'ATAC).

La galaxie de « l'autonomie ouvrière » situe ses forteresses dans les entreprises publiques « ENEL » et « Policlinico », mais se montre aussi agissante parmi certaines catégories professionnelles à haute spécialisation (Départements universitaires de Physique et de Lettres, SIP, ALITALIA, FF.SS., FIAT, SELENIA, CONTRAVES, …).

---

[186] Organisme collégial réunissant les « Conseils d'usine » (assemblée de travailleurs élus parmi la totalité des employés de l'entreprise qui fonctionne comme l'instance de base de la représentation syndicale) d'un quadrant déterminé de la ville : il s'agit de structures pensées comme articulation entre les sites productifs et le tissu socioéconomique du quartier. Voir : Paola Rispoli (dir.), *I consigli di zona,* cit.

[187] Pour ce qui est de la présence de « AO » dans le monde du travail romain, voir : Avanguardia Operaia - Sezione Romana, *Il nostro intervento nelle fabbriche e nei servizi,* bulletin interne, juillet 1975, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 78, f. 49, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[188] Comme l'affirme un article de paru en octobre 1970 : "*Faire le choix des edili ne signifie pas concentrer toute l'action dans les chantiers : au contraire, cela veut dire retrouver les edili dans les quartiers où ils se concentrent, dans les gares des navetteurs, etc., pour donner ainsi à l'intervention dans les chantiers une dimension plus générale. En définitive, les edili expriment assez bien la condition globale du prolétariat romain, pour ce qui est du logement, des transports, du revenu ; de plus ils présentent aussi l'agrégation ouverte, voire de rue, et une tradition anti-institutionnelle propre à leur typologie de lutte. Ils incarnent, enfin, une représentation parfaite du rapport de production, de la condition de l'ouvrier salarié, de la concentration de masse, bien que temporaire, dans les chantiers.",* in *"*Potere Operaio", *Roma: attacco proletario alle istituzioni,* n. 31, 15-22 octobre 1970.

Enfin, les groupuscules marxistes-léninistes et maoïstes (« Viva il Comunismo », « Unità Operaia », « Nuclei Comunisti Rivoluzionari », « Unione dei Comunisti Italiani M-L », « PCd'I »…) opèrent surtout dans les petites et moyennes entreprises des zones « Tiburtina » et « Prenestina », se faisant noter à la FIORENTINI, à la ROMANAZZI, à la VOXSON, à la CONTRAVES, à la SELENIA.

L'exemple le plus significatif de ce processus de réorganisation est représenté, assurément, par le cas du pôle de Pomezia-Aprilia[189] : le district industriel surgi aux portes de Rome pendant les années 1960 grâce aux financements de la « Cassa del Mezzogiorno » et profitant d'une main-d'œuvre déqualifiée arrachée aux campagnes de « l'agro romano », qui semblait avoir finalement déterminé une concentration ouvrière (15 000 travailleurs) apte à accueillir une propagande révolutionnaire moderne et avancée. En fait, avant l'explosion soixante-huitarde, les militants ultragauchistes de la capitale avaient tenté de pénétrer dans ce microcosme ouvrier (FEAL SUD, SQUIBB, METALFER, STIFER, METALSUD, P&G, GIMAC, LITTON, IME, VEGUASTAMPA,…), constituant notamment des réseaux de coordination voués à promouvoir des campagnes propagandistes homogènes et diffuses[190]. Ainsi, il semble naturel que le pôle de Pomezia-Aprilia ait été considéré comme le lieu idéal d'où réactiver une mobilisation massive de la classe ouvrière romaine, au lendemain de « l'Autunno Caldo » : au cours de 1970-1971, les groupes extraparlementaires misent, en effet, le gros de leurs énergies et de leurs espoirs sur le potentiel antagoniste de cette communauté productive, qui se différencie beaucoup de la main-d'œuvre implantée dans la ville de Rome. Comme l'affirme un article de la formation néo-léniniste « Viva il Comunismo »,

> face à l'attaque de la bourgeoisie, voire à la tentative patronale de diviser la classe ouvrière au sein de la même usine, la seule réaction possible pour la classe ouvrière c'est l'unité entre les ouvriers des différentes usines dans le but de porter la mobilisation politique dans la rue et dans les quartiers populaires. C'est seulement ainsi que la lutte dans l'usine peut reprendre vigueur. Il faut être conscients qu'aujourd'hui un

[189] Voir le chapitre 1 de ce travail.

[190] Entre 1967 et 1969, ce réseau s'autodéfinit par le sigle "Potere Operaio di Pomezia" : dès la fin de « l'Autunno Caldo », ce système d'organisation informelle commence à signer ses documents propagandistes comme "Coordinamento Operaio di Roma e di Pomezia". Il existait aussi une sorte de sous-organisme qui gérait les relations au sein du secteur métallurgiste, nommé "Coordinamento delle fabbriche metalmeccaniche di Roma e di Pomezia". Cette activité dure jusqu'en 1976. En première ligne dans cette intervention, il y a le groupe « PotOp », voir : Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti,* cit.*,* pp. 54-55.

> affrontement décisif est en cours : soit une réaction politique toujours plus dure, soit une réponse de la classe ouvrière en mesure d'élever la lutte à un niveau plus haut. Voilà la ligne selon laquelle opèrent les marxistes-léninistes s'agissant de l'intervention dans les usines de Pomezia, dont les résultats constituent une indication pour le développement ultérieur de l'initiative politique[191].

Cependant, les conditions structurelles du district industriel se révèlent hostiles à ce projet d'installation et de relance de l'action contestataire : les établissements sont nombreux, mais trop petits et diversifiés[192], la force de travail est imposante, mais excessivement hétérogène et fondamentalement réfractaire à l'engagement politique[193], l'intégration des centres de production dans le tissu local est trop faible et précaire, à cause de la nature spéculative et des dynamiques d'assistanat qui alimentent l'existence de ce pôle industriel[194]. Après deux ans d'efforts, le bilan témoigne d'un échec total[195] : de ce fait, au milieu de 1972, la militance radicale romaine décide de quitter définitivement ces territoires et ces milieux de province, pour réorienter ses forces sur les situations de conflictualité socioéconomique encore « chaudes » dans la métropole.

---

[191] *Lotte a Pomezia e combattività operaia,* "Viva il Comunismo", n. 3, 1971.

[192] "*Les usines installées dans ce territoire sont généralement petites : peu nombreuses, les entreprises moyennes, et très rares celles qui dépassent les mille unités",* in Unità Operaia, *Esperienze nella piccola e media industria nel territorio di Pomezia. Analisi, struttura, insediamento industriale,* s.l., s.d., in « Fondo Memorie di Carta », Paolo Palazzi, d. 2, f. 6, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[193] "*Les composantes fondamentales de la classe ouvrière de cette zone sont les suivantes: a) jeunes ouvriers immigrés […] sans aucun, ou presque, lien avec les partis et les syndicats; b) ouvriers provenant des quartiers et des "borgate" romaines, de la zone des "castelli" et des monts Lepini avec une certaine tradition communiste et syndicale; c) chômeurs, apprentis et ouvriers d'atelier très petits : à savoir, jeunes qui se débrouillent à qui mieux mieux et qui affichent des caractéristiques similaires à celles des jeunes prolétaires d'origine méridionale. Leur rage et leur isolement […] sont parfois instrumentalisés par la propagande des fascistes; d) ouvriers-paysans ou ex-paysans, ex-artisans, immigrés tunisiens ou libyens, traditionnellement liés aux rapports de clientèle ou aux pratiques démagogiques",* in Lotta Continua, *Analisi politica della situazione di classe e della sua organizzazione nella zona industriale a sud di Roma e nella provincia di Latina,* s.l., s.d., in « Fondo Memorie di Carta », Paolo Palazzi, d. 3, f. 10, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[194] "*Une croissance fictive payée par tous les moyens possibles chaque jour par dix mille ouvriers […]. La ville est seulement une agglomération d'appartements-dortoirs,* in Dario Natoli, *Chi paga a Pomezia. Come si vive e si lavora nlla cittadella dell'industrializzazione romana,* "L'Unità", 28 mai 1971.

[195] "*Dans ce cadre, les lacunes politiques des partis et des forces extraparlementaires […] constituent un facteur objectif favorisant la réalisation de l'emprise patronale […]. Le déficit d'analyse et d'intervention politiques rend d'ailleurs inévitables tant les tendances corporatrices typiques des entreprises plus solides, que le poujadisme et la résignation dans les autres établissements, tout comme l'impossibilité de mobiliser la classe autour de finalités communes. Voici la morale de l'échec de cette lutte",* in Unità Operaia, *Esperienze nella piccola e media industria nel territorio di Pomezia,* cit.

Parmi ces dernières, la FATME semble une place de choix : en mai 1970, la cellule de « Potere Operaio » (qui a abandonné le C.U.B.) se met à la tête d'une nouvelle bataille (grèves, piquets, occupations, cortèges internes), cette fois-ci consacrée à l'abolition des « coefficients salariaux »[196]. La réaction de la direction, qui n'accepte pas l'idée d'une reprise du combat juste quelques mois après la signature de la convention collective, est particulièrement drastique : n'arrivant pas à calmer la situation par le licenciement (début juin) du leader de l'agitation, l'ouvrier et dirigeant de « PotOp » Amedeo Timperi[197], elle punit la main d'œuvre en totalité par un lock-out de l'établissement (qui durera finalement du 5 juillet au 21 août 1970)[198]. Privé d'une structure territoriale pour continuer le combat politique au dehors de l'usine, du fait de ses faibles effectifs, « PotOp » ne trouve pas le moyen de faire réintégrer Timperi, ni d'attirer la solidarité de la population du quartier[199] : cette incapacité à contrattaquer face à de telles mesures draconiennes et le détachement des autres communautés ouvrières de la ville, illustrent la différence entre « l'Autunno Caldo » et son après[200]. La contestation est retournée dans une dimension sectorielle et corporative, la main-d'œuvre n'est plus disponible à jouer constamment le tout pour le tout, la militance extraparlementaire a désormais perdu le rôle d'avant-garde dans les relations d'entreprises, au profit du syndicat traditionnel[201] : seulement

---

[196] Voir : *Licenziamenti alla FATME. La risposta padronale alla lotta per le categorie,* "L'Unità", 11 juin 1970.

[197] "*Le licenciement de Timperi représente une tentative pour prévenir et bloquer cette organisation de la rage de tous les exploités autour de la classe ouvrière […] il faut faire comprendre au patron que ne cédons pas […] : que nous allons occuper l'usine justement pour concrétiser son cauchemar, pour faire comprendre, du coup, à tous les autres ouvriers que les patrons peuvent être abattus seulement en les attaquant et pour démontrer que nous avons la force pour le faire",* in Potere Operaio e Centro d'Iniziativa Comunista del "Manifesto", *Operai delle fabbriche romane,* polycopié, 30 juin 1970, in « Fondo Memorie di Carta », Paolo Palazzi, d. 3, f. 10, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[198] Voir : *Serrata alla FATME di Roma. Oggi la risposta operaia,* "L'Unità", 7 juillet 1970.

[199] Comme l'admettra deux ans plus tard, le même groupe extraparlementaire en rappelant le « cas Timperi » : "*l'isolement de l'usine pèse énormément, car Potere Operaio n'est pas encore installé dans les quartiers prolétaires et les autres entreprises n'arrivent à être impliquées […]. Durant les négociations, le patron cède sur les questions matérielles, mais pas sur le plan politique : Timperi ne sera pas réintégré. C'est donc l'organisation des ouvriers, et en particulier la fonction d'alternative au syndicat, qui est affectée. Il s'agit d'un élément qui permettra dans les mois suivants au patron de transgresser les accords et de se renforcer en embauchant plusieurs jeunes fascistes",* in "Potere Operaio del Lunedì", *La Fatme dal '68 ad oggi,* n. 4, 13 mars 1972

[200] Voir : Gaetano Congi, *L'Altra Roma,* cit*.,* pp. 88-89.

[201] L'expulsion de Timperi et ses conséquences sur la dynamique du mouvement ouvrier romain sont indirectement entrés dans l'imaginaire italien comme concrétisation de la défaite du maximalisme extraparlementaire au lendemain de « l'Autunno Caldo »: la figure de Timperi et les batailles à la FATME du printemps 1970 ont inspiré, en effet, le chef-d'oeuvre cinématographique *La Classe ouvrière va au paradis* (de Elio Petri, avec Gian Maria Volonté comme acteur protagoniste, Palme d'or au Festival de Cannes 1972). Il est intéressant de noter que l'idée de ce film – emblème de la lutte des classes dans la modernité industrialiste typique du Nord de l'Italie – prend racine en vérité dans la réalité sous-industrialisée de Rome. Voir les mémoires du scénariste principal du film : Ugo Pirro, *Il cinema della nostra vita,* Milano, Lindau, 2001, pp. 83-84.

l'intervention directe de la FIOM-CGIL permet en effet de résoudre le conflit, d'abord en stimulant un mouvement de soutien de la part des autres catégories professionnelles[202] et ensuite en obtenant un accord avec la direction générale qui prévoit la concession de quelques améliorations et la fin du lock-out[203]. Comme le remarque Gaetano Congi :

> la lutte subit une inversion drastique : c'est le corps du mouvement qui s'impose sur les avant-gardes, tandis que la négociation pour la reprise de l'activité productive et la fin du lock-out reviennent au syndicat […]. La thématique du "salaire garanti" comme élément unificateur face à la signification politique de la restructuration cède la place à la défense de l'occupation, tout en déterminant une fragmentation et un repositionnement sur la défensive de tout le mouvement[204].

C'est sur la base de ce renforcement impétueux du modèle réformiste dans les lieux de travail que se réalise concrètement le processus de rationalisation des répertoires d'ultragauche à Rome : d'un côté, en se lançant dans la construction d'une organisation territoriale dans le quartier où résident les salariés de l'entreprise, en mesure de rééquilibrer à travers des ressources externes le rapport de force avec les syndicats et le patronat ; de l'autre, en radicalisant la portée des actes protestataires, afin de récupérer par une élévation de la violence la visibilité perdue à cause de la démobilisation ouvrière. En ce sens, le comportement et les choix opérés par « Potere Operaio » en réaction au « cas Timperi »[205] peuvent être considérés comme un exemple emblématique et très avancé : déjà quelques semaines après la réouverture de la FATME, ce groupe révolutionnaire commence à inaugurer ses premières sections dans les zones prolétaires de l'est (« Tuscolano », « Centocelle », « Tiburtino ») qui hébergent le gros de l'industrie lourde de la ville. À partir de ces filiales locales, « PotOp » tente de relier, par l'opposition à la vie chère, ce qui reste de la conflictualité du travail avec les structures naissantes « d'auto-organisation de quartier »[206] : il s'agit,

---

[202] Voir : *60.000 edili in sciopero. Domani tutti i lavoratori attorno alla FATME,* "L'Unità", 14 juillet 1970 ; *Riaprire subito la FATME chiedono sindacati e partiti. Si amplia la solidarietà attorno agli operai in lotta contro le prepotenze padronali,* ivi, 29 juillet 1970 ; *Alle 18 l'incontro operaio alla FATME. Manifestazione dei lavoratori delle fabbriche in lotta davanti allo stabilimento di via Anagnina,* ivi, 15 août 1970.

[203] Voir : *Vittoria alla Fatme,* "L'Unità", 21 août 1970 ; *Dalla Fatme un insegnamento di lotta. Ieri i primi a tornare nei reparti sono stati gli addetti alla manutenzione,* ivi, 22 août 1970.

[204] Gaetano Congi, *L'Altra Roma,* cit., p. 89.

[205] Amedeo Timperi, grâce aussi à la popularité acquise, trouve un nouveau poste de travail à l'ATAC.

[206] Voir : *Centocelle: i padroni non si riprenderanno quello che abbiamo ottenuto,* "Potere Operaio", n. 32, 24-31 octobre 1970.

en définitive, de protéger par la force les conquêtes salariales même au dehors de l'usine, en empêchant que le coût élevé des loyers, des tarifs et des impôts puissent annuler toute amélioration récente du pouvoir d'achat des travailleurs[207]. Les raisons et les finalités de cette nouvelle ligne stratégique sont d'ailleurs parfaitement expliquées dans un article paru à mi-octobre 1970 :

> Si l'intervention à l'échelle de quartier est demandée par une série de considérations politiques générales et par le moment historique, à Rome il s'agit d'une nécessité absolue qui vient avant tout et qui dérive de la structure urbaine. Dans la composition de classe de Rome, les ouvriers à la chaine ne peuvent pas représenter l'axe principal, voire le pilier de la lutte prolétaire, à cause de leur exiguïté numérique (bien qu'ils restent pour nous, comme il est évident, le sujet de référence politique). Cet isolement politique et matériel finit par conditionner la nature même des luttes des ouvriers romains, alimentant parfois parmi les travailleurs une conception « syndicale » de la lutte, ou ralentissant le développement du combat dans les situations les plus arriérées. […] Le but est de se poser […] le problème de l'attaque prolétaire contre le pouvoir social du capital. Il n'est plus possible, en effet, de mener la lutte uniquement dans sa forme d'attaque au profit à travers le salaire : au contraire, maintenant la lutte doit s'adresser directement contre la force immédiate affichée par le pouvoir, à savoir la richesse sociale (voire le profit accumulé). Il ne s'agit pas seulement de répondre à la tentative patronale de reprendre ce que les ouvriers ont conquis dans l'usine : c'est beaucoup plus. Nous voulons construire une attaque directe au capital qui implique toute la masse prolétaire[208].

Ce processus de territorialisation de la lutte est initialement favorisé par la promulgation du « Decretone Colombo » - un paquet de mesures économiques et fiscales (augmentation du prix de l'essence, des tarifs téléphoniques, de la plupart des

---

[207] "*Si les patrons, voire le gouvernement des patrons, augmentent le coût de la vie, commençons-nous à ne plus payer les loyers, les impôts, les billets des transports ? Nous avons la force pour le faire, si nous nous organisons tous ensemble, quartier par quartier […]. Nous voulons tout, car tout nous appartient. Nous voulons un nouveau pouvoir, le pouvoir ouvrier, le pouvoir des prolétaires"*, in "Potere Operaio", *Roma. Voce del proletario – radio clandestina degli operai e dei proletari in lotta ha trasmesso nei quartieri proletari di Roma sabato 30 ottobre alle 20,42 sulla frequenza audio del telegiornale, il seguente messaggio,* n. 33, 7-14 novembre 1970.

[208] *Roma: attacco proletario alle istituzioni,* "Potere Operaio", n. 31, 15-22 octobre 1970.

impôts) vouées à compenser la hausse de l'inflation et de la dette publique[209] - qui au début de 1971 suscite un vaste sentiment d'indignation populaire[210], subitement instrumentalisé par la propagande extrémiste.

> La lutte contre le decretone a englobé toutes les étapes du travail politique dans les usines, dans le territoire, dans les écoles : la sortie de la lutte au-dehors des usines, la conquête du terrain social, avec des finalités directement opposées à l'arnaque des réformes et opposées aux instruments de représailles des patrons[211].

Parallèlement à cette extension socioterritoriale de la « défense du pouvoir d'achat » (refus de payer les transports utilisés pour se rendre au travail, appropriation et redistribution directe des biens primaires, lien des grèves avec les luttes pour le logement…)[212], la réaction de « PotOp » à la marginalisation dans la vie de l'usine passe par l'adoption de répertoires antagonistes bien plus destructifs et sanglants. Suite aux concessions supplémentaires de l'été 1970, qui s'ajoutent à celles insérées dans les conventions collectives du décembre 1969, la propriété de la FATME décide de prendre des contre-mesures hétérodoxes afin de prévenir une énième vague de revendications : des dizaines de travailleurs « jaunes », expressément recrutés, sont placés à la tête des ateliers les plus bouillonnants, tandis que des pelotons d'émeutiers néofascistes sont ponctuellement payés pour « casser » les piquets de grève et intimider les ouvriers les plus actifs[213]. En interceptant le malaise et la rage que cette politique patronale engendre fatalement dans la main-d'œuvre, la cellule de « Potere Operaio » promeut une campagne d'épuration violente – composée notamment de mise au pilori et d'incendie des voitures aux dépens des « jaunes » et des « noirs » - qui est bien

---

[209] Voir : Alberto Ronchey, *Le tasse della follia,* "La Stampa", 25 octobre 1970 ; *Il gettito fiscale dopo il "decretone". Aumentate le imposte del 13,4% in un mese,* "L'Unità", 5 novembre 1970.

[210] Voir : *Fermo discorso del presidente del Consiglio. Colombo: "I lavoratori pagano l'ostruzionismo per il decretone",* "La Stampa", 23 novembre 1970. Voir aussi : Michele Salvati, *Occasioni mancate. Economia e politica in Italia dagli anni '60,* Roma-Bari, Laterza, 2000, p. 38-39 .

[211] *Un esempio della organizzazione complessiva che vogliamo costruire dalla fabbrica al territorio,* "Potere Operaio", n. 32, 24-32 octobre 1970.

[212] Pour un descriptif de ces actions, voir : *Voxson : il tempo che passiamo sul tram è tempo di lavoro,* "Potere Operaio", n. 32, 24-31 octobre 1970 ; *Roma : lotta d'attacco per la difesa del salario,* ivi, n. 33, 7-14 novembre 1970. Pour un exemple alternatif, portant sur une autre formation extraparlementaire et sur un autre secteur professionnel, voir le cas du C.U.B. de la Poste (lié principalement à « AO ») qui met en connexion le conflit dans l'entreprise avec la « lutte pour le logement » : C.U.B.-P.T., *Rilanciamo la lotta per la casa,* polycopié, 17 janvier 1971, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 97, f. 143, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[213] Voir : *FATME: volevano incendiare la sede sindacale. La violenza fascista e i disegni repressivi del padrone svedese,* "L'Unità", 7 février 1971; *Fatme: scioperi contro i fascisti nella fabbrica,* ivi, 10 avril 1971. Voir aussi : Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti,* cit., p. 236.

acceptée par la base ouvrière, nonobstant l'affaiblissement de ce groupe extraparlementaire au sein de la FATME[214]. C'est la radicalisation de l'action contestataire, légitimée comme « justice prolétaire » dans une ambiance de travail oppressif et autoritaire, qui permet justement à « PotOp » de ne pas disparaitre complètement du panorama de cette usine. Le premier point d'arrivée de ce parcours d'exacerbation de la pratique anti-patronale est l'introduction des armes à feu et le passage de l'acte démonstratif à l'attentat contre les personnes. Le 3 avril 1972, un commando de deux militants « ouvriéristes » (qui quelques années plus tard iront intégrer la section romaine des « Brigades rouges »)[215] effectue la « jambisation » du chef d'atelier Salvatore Uras, profondément détesté en raison de son attitude vexatoire[216]. Les mémoires du chef du service d'ordre de « Potere Operaio », Valerio Morucci (lui aussi devenu ensuite un dirigeant des BR), restituent bien le processus de légitimation morale qui préside à ce bond en avant du niveau de la violence politique à Rome :

> Un jour, nos ouvriers nous donnèrent les numéros d'immatriculation de certains chefs d'atelier particulièrement tyranniques. Ces voitures furent brûlées. Les ouvriers jubilaient en voyant qu'il y avait quelqu'un qui faisait payer aux petits chefs, leurs brimades pendant le travail. Après quelque temps, les ouvriers nous informent qu'il y a un chef d'atelier extrêmement autoritaire, dont l'incendie de la voiture n'a pas fait changer d'attitude. Il s'agissait d'un gros fasciste qui notifiait continuellement des sanctions disciplinaires et harcelait sexuellement les ouvrières […]. Je fus convoqué par le responsable de la cellule interne à l'usine et j'obtins la permission pour passer à l'action : on avait décidé de lui tirer dans les jambes. Si on pense aujourd'hui à ce qui serait arrivé par la suite, une « jambisation » pourrait sembler comme une bagatelle ; mais il faut se rappeler qu'à ce moment-là même les Brigades rouges se limitaient à incendier les camions dans les cours des usines à Milan et à mettre au pilori les cadres fascistes. Personne n'avait jamais utilisé les armes à feu. […] Le premier chef d'atelier « jambisé » de l'histoire italienne : un

[214] Voir : *FATME: grave provocazione ispirata dai padroni. Dura lezione degli operai a una squadraccia fascista,* "L'Unità", 8 avril 1971.

[215] Voir les chapitres 6 et 7 de ce travail.

[216] Voir le jugement en premier ressort de la Cour d'assises de Rome (16 juillet 1996, confirmé en Cassation le 13 avril 2000) - procès "Moro-V" - qui reconstruit la carrière criminelle de l'ex-brigadiste Germano Maccari, à savoir l'auteur matériel de la "jambisation" de Salvatore Uras. Disponible en ligne sur : http://www.antoniomarini.com/wp-content/uploads/2015/07/moro-quinques-1-grado-completa.doc.

> record. Qui n'aurait pas voulu « jambiser » ce chef, fils de pute ? Ces salauds commençaient à paniquer, et lui, il était un tel salaud qu'il ne pouvait pas être sanctifié même après avoir subi un attentat de la part d'une victime enragée[217].

Il est intéressant de noter que cette nouvelle frontière nationale de la conflictualité ouvrière s'établit paradoxalement dans la métropole « administrative » et « sous-industrialisée » par excellence : c'est au cœur de la dynamique romaine, en effet, que pour la première fois dans l'histoire de l'Italie républicaine les agitations à caractère socioéconomique se projettent dans une dimension paramilitaire et potentiellement létale[218].

V. *L'institutionnalisation de la pratique illégale et la diffusion de la violence armée à l'heure de la stagflation (1974-1977)*

Au milieu de la décennie 1970, la conflictualité socioéconomique dans la capitale a donc franchi le seuil de la violence armée contre les êtres humains. En même temps, l'opposition dure à la vie chère s'est désormais consolidée sur le territoire métropolitain débordant des lieux de travail aux quartiers populaires. Or, suite à ce premier tournant radicalisant, on assiste pendant l'intervalle 1974-1977 a une accélération de cette dérive initiale vers l'illégalité: cela signifie que la contestation s'intensifie et s'articule davantage, associant nouveaux répertoires – tels que les attaques à la bombe, les enlèvements, l'insubordination, l'autoréduction des billets de spectacle, les « courses prolétaires », les « marchés rouges » - aux pratiques déjà expérimentées de la « jambisation » et de l'imposition des transports gratuits pour le trajet « domicile-travail »[219].

Deux facteurs conjoncturels contribuent, de manière décisive, à cet endurcissement de la confrontation anti-patronale et anticapitaliste : tout d'abord, la grave récession économico-financière déclenchée par le premier choc pétrolier (fin 1973)[220] qui précipite aussi la capitale dans une spirale inédite de stagflation et de mesures

---

[217] Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane,* cit.*,* pp. 78-79.
[218] Voir : Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti,* cit., p. 235.
[219] Voir par exemple : *Vogliamo viaggiare gratis e veloci,* "Lotta Continua", n. 7, 23 avril 1971.
[220] Voir : W.J. Levy, *Implications of World Oil Austerity,* New York, Mimeo, 1974 ; Francesco Petrini, *La crisi energetica del 1973. Le multinazionali del petrolio e la fine dell'età dell'oro (nero),* "Contemporanea", 15, n. 3, 2012, pp. 445-473.

d'austérité[221]. En conséquence de cette crise longue et sévère, la structure productive de Rome subit une reconfiguration profonde[222]: le secteur privé – historiquement sous-dimensionné et fragmenté – se voit ultérieurement réduit sous les coups d'une nouvelle division (nationale et internationale) du travail et de l'absence d'une véritable politique industrielle[223]; la catégorie fondamentale des « edili » est drastiquement comprimée par la fin de la « fièvre de la construction » et par les innovations technologiques qui permettent de diminuer la main-d'œuvre nécessaire[224] ; l'emploi public, au contraire, se développe énormément sous la poussée d'une dépense publique hors contrôle et de la pratique clientéliste[225]. Aussi, les extrémistes romains perdent-ils progressivement la possibilité d'intervenir dans les multiples chantiers et usines (même le mythique « Apollon » fermera en 1975) qui l'un après l'autre cessent définitivement leur activité dans un cadre général marqué par la hausse tendancielle du chômage et de l'inflation[226], ainsi que par une chute progressive des heures de grève[227]. Une dynamique lourdement récessive qui pousse la militance d'ultragauche à s'appuyer encore plus fortement sur les processus de territorialisation et de radicalisation qui avaient été entamés à la suite de « l'Autunno Caldo » pour tenter de donner une continuité à la lutte nonobstant l'empirement de la situation générale : cela signifie mener à leur paroxysme les pratiques d'autovalorisation du pouvoir d'achat dans les quartiers populaires et focaliser les efforts subversifs sur le domaine de l'emploi

---

[221] Voir : *L'incerta prospettiva economica impone scelte radicalmente nuove,* "L'Unità", 19 août 1974 ; *Il 1975 si apre tra l'inflazione e la recessione,* "La Stampa", 30 décembre 1974. En 1975, pour la première fois dans l'histoire républicaine, le PIB italien subit une contraction (-2,2%) : nonobstant cette régression qui habituellement porte à une période de déflation, le taux d'inflation explose à une moyenne annuelle de 20% entre 1974 et 1976. La première conséquence de ce cycle de stagflation est la croissance drastique du niveau national de chômage (+ 2% dans l'intervalle 1975-1977). Voir : *Il vulcano si chiama disoccupazione,* "La Stampa", 26 septembre 1977.

[222] Voir : *Nel nostro Paese la recessione colpisce la generalità dei settori produttivi,* "L'Unità", 16 février 1975.

[223] Voir : *La Technospes in lotta contro 67 licenziamenti,* "L'Unità", 24 juillet 1974. Pour ce qui est de la crise du modèle fordiste en Italie à l'heure du choc pétrolier, voir : Luciano Vasapollo, *Storia di un capitalismo piccolo piccolo: lo Stato italiano e i capitani d'impresa dal '45 a oggi,* Milano, Jaca Book, 2007*,* pp. 255-261. Voir aussi : Marco Revelli, *Ascesa e crisi del fordismo,* "Parolechiave", n. 32, 2004, pp. 25-41 ; Pietro Causarano, *La fabbrica fordista e il conflitto industriale,* in Stefano Musso (dir.), *Storia del lavoro in Italia. Il NOVECENTO : 1945-2000,* 2015, pp. 59-101.

[224] Voir : *Cinquecento licenziamenti fra crisi e speculazione,* "L'Unità", 6 octobre 1974.

[225] Voir : Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit.*,* pp. 424-438. Voir aussi : Marcello Colitti, *Lo sviluppo del settore pubblico dal dopoguerra ad oggi,* "Economia pubblica", n. 5-6, 1975, pp. 3-22 ; Giorgio Galli et Alessandra Nannei, *Il capitalismo assistenziale. Ascesa e declino del sistema economico italiano (1960-1975),* Milano, SugarCo, 1976 ; Giorgio Sapelli, *Lo stato italiano come "imprenditore politico",* "Storia Contemporanea", 2, 1990, pp. 243-296.

[226] Voir : *Difficoltà nell'approvigionamento per la pasta, il latte e il gasolio. Si scaricano sui consumatori le conseguenze delle manovre per aumentare i prezzi,* "L'Unità", 30 novembre 1973.

[227] D'après les données statistiques de l'ISTAT, le montant des heures de grève se réduit de 400% entre 1974 et 1978, revenant dans cette dernière année au niveau de 1960.

public, qui reste le dernier grand fournisseur de travail à Rome, ainsi que le seul secteur dans lequel le licenciement et la faillite sont substantiellement impossible[228]s.

L'autre élément qui joue un rôle décisif est le changement interne du mouvement révolutionnaire romain : à partir de 1974, les grands groupes extraparlementaires (AO, PotOp, LC) et la galaxie marxiste-léniniste (trotskistes, maoïstes…) issus de la vague soixante-huitarde laissent graduellement la place[229] au réseau de « l'autonomie ouvrière »[230] et aux formations clandestines de lutte armée, qui affichent une propension à la violence bien plus accentuée par rapport à leurs prédécesseurs[231].

Dans ce contexte, la phénoménologie romaine du conflit du travail et de l'opposition à la vie chère se réorganise sur deux niveaux asymétriques, voire selon un mécanisme à géométrie variable : un front plus solide, vaste et avancé qui s'inscrit dans les structures étatiques dotées d'une force de travail imposante (« Policlinico », « Poligrafico dello Stato », SIP, ENEL, ALITALIA, FF.SS.), où l'impossibilité d'être licenciés ou de voir l'entreprise faire faillite permet encore de déployer des campagnes outrancières et d'envergure[232] ; à côté de foyers de lutte résiduels qui tentent de résister dans certaines entreprises privées du secteur métallurgiste et électrotechnique, pour

---

[228] Nonobstant que les normes prévoient théoriquement la possibilité de licencier un employé public, l'évolution de la jurisprudence italienne – en répondant aux indications transmises par le système politique et par l'appareil administratif de l'État – a fini par déterminer l'intangibilité *de facto* de cette catégorie de travailleurs. Ce régime préférentiel (mélange d'assistanat paternaliste et de mauvaise organisation de la machine bureaucratique) alimente, dès l'instauration de la République, une polémique incandescente dans l'opinion publique italienne, agitant notamment les couches professionnelles soumises aux règles de l'économie de marché. Voir : Maurizio Ricci, *Il tabù degli statali: "licenziare si può, ma nessuno lo fa più", "*la Repubblica", 26 avril 1989; Giuseppe Musmarra, *Licenziare gli statali, la politica ha capito che elettoralmente conviene,* "Huffington Post", 2 janvier 2015; Veronica De Romanis, *Togliere i privilegi ai dipendenti pubblici non è solo giusto, aiuta la crescita,* "Il Foglio", 16 juin 2016.

[229] Comme le reconstruira dans les détails le chapitre 6, 1974 peut être considéré comme une césure dans l'histoire du mouvement extraparlementaire romain : déjà au début de cette année, en effet, on assiste à l'explosion de la galaxie marxiste-léniniste et à la disparition de groupes tels que « Il Manifesto » et « PotOp » ; simultanément, les autres deux grands groupes issus de 68, « Lotta Continua » et « Avanguardia Operaia », commencent dès lors à expérimenter des lacérations internes croissantes qui les porteront à la dissolution en 1976. Voir : Silverio Corvisieri, *I senzamao: dove va la sinistra rivoluzionaria?;* cit.; Luigi Bobbio, *Storia di Lotta Continua,* cit.*,* pp. 138-144.

[230] Ensemble composite d'assemblées et de collectifs « acéphales » qui tentent de pratiquer, et de défendre par la force, un contre-pouvoir communiste sur base territoriale (quartier ou cité) – conçu comme l'expression moderne et occidentale du « soviet » - tout en s'inspirant aux théories post-marxistes d'Agnes Heller, à une relecture de la pensée gramscienne et à une récupération pratique des répertoires syndicaliste-révolutionnaires. Voir le chapitre 6 de ce travail.

[231] Voir : *Un « collettivo » votato alla violenza,* "Corriere della Sera", 2 mars 1975 ; *Realismo della prassi rivoluzionaria,* "Rivolta di classe", III, n. 1, 15 octobre 1976.

[232] Pour ce qui est du droit du travail dans la fonction publique dans l'Italie de ces années, voir : *Sindacati e pubblico impiego, "*Rassegna sindacale", n. 47-48, juin 1974 ; Saverio Caruso, *Burocrazia e capitale in Italia : struttura e ideologia,* Verona, Bertani, 1974. Pour la vision du PCI, voir : Massimo Prisco, *Radiografia dello Statale,* "Rinascita", 7 mai 1971. Pour une lecture interne à la mouvance extrémiste, voir : *Struttura dei sindacati, autonomia operaia ed esperienza di lotta a Roma,* "Quotidiano dei lavoratori", 12 janvier 1975 ; *L'attacco reazionario del governo e le ambiguità sindacali,* "Lotta Continua", 20 février 1975.

des raisons plus symboliques que matérielles, liées notamment au mythe marxiste de la classe ouvrière industrielle[233]. Il s'agit toutefois d'une forme de combat en régression évidente, au point que même la célèbre et indomptable main-d'œuvre de la FATME disparaisse peu à peu du panorama contestataire de la capitale[234] : un destin similaire à celui des travailleurs des autres usines, encore en agitation permanente, telles que la ROMANAZZI, la FIORENTINI, la SELENIA, la BRUNO ou la COMET[235]. Seuls les établissements de la VOXSON et de l'AUTOVOX continuent à exprimer, au cours des années 1970, un niveau remarquable d'antagonisme et une capacité de transférer dans la réalité de quartier (où résident les ouvriers en lutte) une partie de ses « instances » protestataires[236]. Fabricantes d'un produit largement demandé comme les autoradios, ces entreprises ressentent très peu des effets de la crise et par conséquent l'action anti-patronale peut être réalisée dans ces lieux sans la menace directe de la perte du poste de travail. En particulier, à l'AUTOVOX - la plus grande des deux en raison de ses 2500 salariés - cette ambiance favorable permet la constitution d'un « comité ouvrier » (proche de « l'autonomie ») qui, grâce aussi à sa composition éminemment féminine, se révèle capable de connecter le combat interne à l'usine (grèves sauvages, piquets, barrages routiers, assemblées extraordinaires) avec les batailles externes pour le logement (participation aux occupations de « Casal Bruciato » en 1975) et pour l'élargissement des droits civils (campagne pour l'institutionnalisation du divorce durant 1974)[237]. Bien que les actions survenues à la VOXSON et à l'AUTOVOX n'atteignent jamais l'intensité connue à la FATME, l'importance de ces deux expériences dérive de leur vitalité extraordinaire malgré la situation économique, la pire depuis l'après-guerre, et surtout de la politisation qui fait

---

[233] Voir : *Giornata di lotta dei metalmeccanici a sostegno della vertenza Romanazzi*, "L'Unità", 21 mai 1977 ; *Contro i nuovi pesanti attacchi all'occupazione: fermi domani i 20 mila tessili. Sottoscrizione per la Romanazzi,* ivi, 21 juin 1977.

[234] Voir : *Diminuiscono gli occupati alla FATME attraverso i "licenziamenti bianchi",* "L'Unità", 4 septembre 1975.

[235] Voir : *"Qui si mangia pane e politica tutti i giorni". Il voto roso delle donne proletarie: parlano le operaie della "Bruno" una piccola fabbrica tessile di Roa, occupata contro i licenziamenti,* "Lotta Continua", 22-23 juin 1975; *Denunciati "per sciopero" 40 operai della Romanazzi. Nuova rappresagli antisindacale allo stabilimento della Tiburtina,* "L'Unità", 13 novembre 1976 ; *La Selenia e la FATME si sottraggono agli impegni per la Comet,* ivi, 18 décembre 1976.

[236] Voir : *Affollata assemblea all'Autovox. Lavoratori e forze democratiche contro gli attacchi all'occupazione,* "L'Unità", 21 décembre 1974 ; *Voxson, Magliana, Casalbruciato: cresce la forza del proletariato,* suppl. à "Lotta Continua", 20 février 1975; *Sarà presidiata ad agosto l'Autovox. I 2300 lavoratori dello stabilimento in lotta contro la minaccia all'occupazione,* "L'Unità", 24 juillet 1976 ; *Dai lavoratori dell'Autovox appello alla mobilitazione,* ivi, 6 octobre 1977 ; *Tra i lavoratori in assemblea nella fabbrica sempre in crisi,* ivi, 28 octobre 1977.

[237] Voir : *Autovox : 800 operaie per la difesa del divorzio,* "L'Unità", 5 mai 1974 ; *A Roma corteo operaio a fianco dell'Autovox,* "Quotidiano dei lavoratori", 11 octobre 1975 ; Emilio Mentasti, *Senza Tregua: storia dei Comitati Comunisti per il Potere Operaio (1975-1976),* cit., pp. 168-169.

écho aux critiques du « compromis historique » entre le PCI et la DC. Si, en effet, le conflit opposant la main-d'œuvre et le patronat se fait rude et farouche pour cause des spéculations financières et des plans de reconfiguration multinationale qui investissent ces deux établissements (d'ailleurs industriellement solides)[238], les termes de la confrontation s'inscrivent pleinement dans le sillage de l'invective antisystème : ce qui ressort déjà de la simple lecture des documents du « Comité ouvrier AUTOVOX », dans lesquels l'analyse déborde régulièrement de la situation de l'usine à la stigmatisation du nouveau rôle « gouvernemental » acquis par le parti communiste :

> Il y a aussi des raisons à caractère politique générales, confirmées par les attaques toujours plus virulentes que les cellules du PCI effectuent contre les camarades de plusieurs usines […]. Isoler, discréditer les camarades de gauche peut servir à éviter que, notamment à l'approche des élections, les travailleurs se rappellent du rôle du PCI dans la crise économique : du soutien accordé aux gouvernements […] à travers une trêve sociale en échange d'investissements et de réformes que l'avancement de la crise a déjà pulvérisés, jusqu'à la proposition d'un nouveau modèle de développement à réaliser par les sacrifices des travailleurs, en passant par la proposition du compromis historique, au nom duquel on est arrivé à accepter les lois sur l'ordre public, à savoir le projet le plus autoritaire proposé jusqu'à présent par la DC […] pour la répression du mouvement ouvrier et de ses avant-gardes. Le but principal des avant-gardes des

[238] Au début des années 1970, la Voxson et l'Autovox sont parmi les leaders mondiaux du secteur électrotechnique, notamment en matière d'autoradios et de téléviseurs : nonobstant ce succès, les directions respectives décident en 1971 de vendre l'entreprise à des sociétés multinationales étrangères. De ce fait, la Voxson devient une filiale du label discographique anglais EMI, tandis que l'AUTOVOX est intégrée dans le réseau du géant américain MOTOROLA. Dès lors, en raison principalement de la concurrence débutante des produits japonais, les deux usines romaines commencent à être profondément reconfigurées (réduction du personnel, chômage technique, élimination de lignes productives, intensification des rythmes et des charges de travail, réductions des droits syndicaux…) afin d'optimiser la structure générale du complexe multinational d'appartenance. L'intense opposition ouvrière à ces plans conduit le patronat à employer des mesures drastiques, allant du recrutement des "jeunes" et des néofascistes aux licenciements punitifs. Voir : *Autovox: licenziati trentotto operai per rappresaglia,* "L'Unità", 5 octobre 1975; *Tutti i licenziati in fabbrica e senza contropartita!,* "Senza Tregua", 14 novembre 1975; *Voxson: mille operai in cassa integrazione. Pesante attacco all'occupato lanciato dalla direzione aziendale,* "L'Unità", 28 avril 1977. Ce processus de redimensionnement forcé s'aggrave davantage pour la VOXSON en 1975, quand EMI cède ses actions à Amedeo Ortolani, un riche rejeton romain totalement affilié à la loge maçonnique P2, qui utilisera jusqu'en 1981 cette entreprise uniquement comme couverture pour des louches affaires financières. Voir : *Vita, soldi e potere di un re dei massoni,* "la Repubblica", 21 juin 1989. Pour ce qui de l'AUTOVOX, la MOTOROLA commence à l'abandonner à son destin en1977, quand pour survivre, l'usine est obligée d'hypothéquer le hangar et toutes les machines : en 1980, la MOTOROLA passe la propriété de l'AUTOVOX à une petite société financière suisse. Voir : *L'agonia dell'Autovox, cinquant'anni di fatti e misfatti romani,* "Corriere della Sera", 10 avril 1996.

> usines est, en ce moment, empêcher que cette restructuration patronale soit donc réalisée[239].

La réputation de « bastion rouge » que ces deux forces de travail alimentent à travers leur dynamique tumultueuse le long des années 1970 se fixe tellement dans l'imaginaire collectif romain, que la VOXSON et l'AUTOVOX finissent par devenir la cible de tous ces acteurs qui utilisent la « provocation armée » comme stratégie d'action. En fait, le 10 juin 1975, le « Clan des Marseillais »[240] participe à une opération louche qui, parmi ses nombreuses finalités, prévoit aussi le dépassement d'un moment extrêmement critique pour la VOXSON : proche de la banqueroute suite aux restructurations de l'EMI et coincé par la contestation incessante des travailleurs, le nouveau propriétaire de l'usine (Amedeo Maria Ortolani) commissionne aux gangsters franco-italiens son propre faux-kidnapping[241], dans le but de créer artificiellement un état d'urgence nécessaire pour obtenir des subventions publiques. La combine sera découverte seulement vingt ans plus tard grâce aux révélations d'un « boss »[242], mais sur le moment cette machination atteint effectivement le résultat espéré[243], jouant notamment sur l'indignation provoquée par une connexion potentielle entre l'agitation interne à l'usine des avant-gardes « rouges » et une telle action criminelle.

---

[239] Comitato operaio Autovox et Coordinamento delle fabbriche metalmeccaniche di Roma e Pomezia, *All'Autovox di Roma pesante attacco contro la sinistra,* "Quotidiano dei lavoratori", 29 mai 1975. Sur ce point, voir aussi : *Roma: la faccia di governo del PCI,* "Lotta Continua", 13 novembre 1975.

[240] Bande de gangsters franco-italiens provenant de Marseille qui s'installe et opère à Rome entre 1973 et 1976 : fascinés par les idéaux néonazis et très disponibles au mercenariat, ses membres agissent souvent sous le mandat de sujets occultes liés à la loge P2, aux services secrets et aux appareils atlantistes. Voir : Pasquale Ragone, *La stagione delle belve. La vera storia del clan dei marsigliesi,* Roma, Castelvecchi, 2014.

[241] Voir : Mario Guarino, *Poteri segreti e criminalità: l'intreccio inconfessabile tra 'ndrangheta, massoneria e apparati dello Stato,* Bari, Dedalo, 2004, pp. 41-42.

[242] Voir : Otello Lupacchini, *Banda della Magliana: alleanza tra mafiosi, terroristi, spioni, politici, prelati,...,* Roma, Koiné, 2004, pp. 208-209.

[243] Voir : *Di chi è la Voxson?, "*L'Unità", 1er août 1975; *Alla Voxson non bastano autoradio e sovvenzioni,* ivi, 30 août 1977.

Sospensioni dal lavoro e assemblee in tutti gli stabilimenti

«Sequestro Voxson»: gli operai romani dicono basta alle criminali provocazioni

I rapitori non si sono ancora fatti vivi con la famiglia Ortolani - Disperato appello della moglie - La polizia cerca due francesi: sarebbero gli stessi della sanguinosa rapina di piazza dei Caprettari - Misteriosa la vendita della «Mercedes» usata dai banditi

Una prova decisiva

Poche ore prima che Amedeo Ortolani fosse rapito a pochi passi da casa si era appreso quest'ora, tra mallo cinque, l'operazione di polizia che aveva condotto alla scoperta di ben sette covi (i «Nap», all'arresto di sei presunti «nappisti», al rinvenimento di una stupefacente quantità di esplosivi, di documenti, di indizi dettagliati su crimini compiuti e progettati. L'efficienza messa in mostra dalla questura romana aveva addirittura indotto il capo della polizia a manifestare di persona il proprio compiacimento ai dirigenti di San Vitale. Ma è probabile che le parole gli siano rimaste tronche proprio mentre il dottor Semicinni entrava nell'ufficio del questore Macera, giungeva la notizia del nuovo sequestro.

Chiunque siano i responsabili del gesto delittuoso (agenti alla mafia o mascherati sotto sigle di comodo) resta, in ogni caso, la singolare coincidenza dell'impresa banditesca con la stretta della consultazione elettorale, con l'evidente risultato di concorrere a suscitare tensione, preoccupazione, paura in un momento delicato della vita del Paese.

Colpisce tuttavia, ancora una volta, la baldanza, per non dire la sfrontatezza di questi criminali: il frastornamento dei carabinieri — utilizzato per il rapimento — assume quasi il sapore di una beffa.

Che cosa proporrà ora il senatore Fanfani, la cui forsennata campagna sul tema dell'ordine pubblico si rivela, ad un tutto chiarezza, strumentale? Un'altra «leggina speciale» che garantisca maggiori il diritto ai banditi di trucidare i carabinieri? Il punto è che una questione così grave, e minacciosa per le stesse istituzioni democratiche, non può certo essere affrontata con l'occhio puntato a operazioni manovre elettorali.

Di fronte all'irresponsabilità di simili espedienti e alle carenze dei corpi dello Stato, sta invece la serietà e il rigore di quegli è impronlato la reazione dei lavoratori romani, della città tutta. L'immediata protesta espressa dai dipendenti della Voxson e dai sindacati, lo sciopero attuato ieri in tutte le fabbriche metalmeccaniche della capitale non indicano solo che la classe operaia respinge e condanna nel modo più netto questi delittuose, chiunque ne siano gli autori. Rendono soprattutto testimonianza del fatto che nella forza dei lavoratori e delle masse popolari risiede la garanzia fondamentale contro ogni attentato alla convivenza civile e serena, per una società nuova e democratica da cui sia bandita ogni forma di sopruso e di violenza.

Poco più di un anno fa, alla vigilia della grande prova del referendum per il divorzio, la fatta Genova a sindacalisti contro la gravissima provocazione attuata dal sequestro del giudice Sossi. Oggi a Roma, come allora a Genova, la vigilanza del movimento popolare non consentirà alla lunga catena di isolarsi di pressulare contro il Paese.

I rapitori continuano a tacere. A ventiquattro ore dal sequestro del presidente della «Voxson», Amedeo Ortolani, nessuna richiesta è stata ancora avanzata. I familiari dell'industriale aspettano che qualcuno si faccia vivo per porre loro condizioni in cambio della liberazione dell'ostaggio, ma l'attesa finora è stata inutile. Ieri sera la moglie di Amedeo Ortolani, Fiorella Pinciarelli, ha dato all'agenzia giornalistica «Ansa» un accorato appello ai banditi, col quale implora loro di dare un più preciso segnale del congiunto.

Perma, intanto, è stata ieri mattina la protesta dei metalmeccanici romani, che hanno sciopenato compatti contro questa gravissima azione delinquenziale che — come hanno sottolineato fin dall'altro ieri le organizzazioni sindacali CGIL-CISL-UIL — rappresenta un ulteriore tentativo di creare caos, disordine e tensione proprio mentre gli italiani sono chiamati ad esprimere le loro scelte con il voto. In tutti gli stabilimenti metalmeccanici il lavoro è fermato per quindici minuti, e gli operai si sono riuniti per condannare la criminale provocazione.

Alla «Voxson», l'azienda di cui Ortolani è presidente, il lavoro è stato sospeso per mezz'ora, e si è svolta una combattiva assemblea di protesta. I lavoratori hanno pronunciato dure parole di sdegno contro i criminali che hanno organizzato ed eseguito il sequestro, i quali — è stato detto — devono essere individuati e messi in condizione di non nuocere da chi ha il compito di tutelare la sicurezza dei cittadini.

L'amministratore delegato della «Voxson», Domenico Tumbinelli, ha dichiarato ieri mattina alla stampa: «A nome del consiglio di amministrazione desidero rinnovare sentitamente le organizzazioni sindacali e tutti i lavoratori che hanno voluto manifestare la loro solidarietà al dottor Amedeo Mario Ortolani».

Le indagini svolte dalla polizia e dai carabinieri finora hanno consentito soltanto di raccogliere alcuni indizi. Come è noto l'unica traccia che i rapitori si sono lasciati alle spalle dopo l'impresa criminale, è una «Mercedes» blu-violaceo abbandonata in un prato di periferia vicino a via dell'Acqua Acetosa. All'interno gli agenti hanno trovato una siringa piena di narcotico, un mitra «Mab», una bocetta di etere etilico, e una giacca blu che però non apparterrebbe ad Amedeo Ortolani. Gli investigatori sono certi che l'industriale sia stato narcotizzato dentro la «Mercedes» e poi, forse con una variazione al programma non prevista, trasportato con un'altra auto.

Il proprietario delle «Mercedes», Edilio Sperati, un pregiudicato romano, è stato subito fermato dalla polizia ma ha sostenuto di essere estraneo alla vicenda dicendo di avere venduto la vettura ad un francese. Quest'ultimo personaggio, del quale non è stato reso noto il nome, dopo un giorno di ricerche risulta introvabile. Gli inquirenti vedono in lui uno dei criminali che hanno partecipato al rapimento, ma almeno stesso tempo cercano di chiarire meglio la vicenda dell'auto.

La «Mercedes», infatti, ha sul parabrezza ancora l'autorizzazione provvisoria di circolazione che chi acquista una automobile nuova riceve prima di avere il libretto di circolazione con cui pagare il «bollo». La vettura, però, non è stata comprata da Edilio Sperati più di quindici giorni fa, ed appare quanto mai singolare che a così poco tempo dall'acquisto egli l'abbia già rivenduta. Il passaggio di proprietà di un paria il pregiudicato romano, inoltre, è dimostrato soltanto da una scrittura privata, la cui autenticità dev'essere accertata.

Per quanto riguarda le ricerche dei francesi sembra che la polizia e i carabinieri stiano ricercando Jacques Bernard Berenguer ed il complice Albert Bergamelli, entrambi trentaseienni, già braccati da tempo perché identificati come i responsabili della tragica rapina nell'ufficio postale di piazza dei Caprettari, a Roma, durante la quale rimase uccisa l'assente di PS Giuseppe Marcheselia. Secondo alcune indiscrezioni sembra che il proprietario della «Mercedes» abbia fatto proprio il nome di uno dei due pregiudicati francesi. Sempre secondo notizie non confermate dalle fonti ufficiali (gli investigatori preferiscono tenere le indagini coperte dal riserbo) le foto di Berenguer e di Beltramelli sarebbero state fatte osservare ai testimoni del rapimento del presidente della «Voxson» i quali li avrebbero riconosciuti.

Tornando all'appello della moglie dell'industriale, infine, esso è stato diffuso ieri sera ad un cronista dell'ANSA e suona così: «Sono la moglie di Amedeo Ortolani che con gli occhi rossi dal pianto e dall'angoscia mi rivolge a voi che ieri mattina sotto casa avete rapito mio marito. Mi rivolgo direttamente a voi nella certezza che possiate comprendere il mio stato d'animo; vi supplico e vi imploro: mettetevi immediatamente in contatto con noi».

Sergio Criscuoli

Jacques René Berenguer ed Albert Bergamelli, i due francesi già ricercati per l'assassinio dell'agente Marcheselia ed ora sospettati di avere partecipato al sequestro di Ortolani

Pubblicata da «Panorama» lettera di ringraziamento di Sindona a Fanfani

MILANO, 11

Il settimanale «Panorama» nel suo numero che uscirà domani, nelle edicole, pubblica un documento che viene presentato come una conferma dei rapporti intercorsi fra l'avventuriero della finanza Michele Sindona, l'uomo del crack di 400 miliardi, e l'attuale segretario della DC. È una lettera indirizzata all'«Onorevole Fanfani all'EUR, in data 2 aprile 1974. Il finanziere inseguito da due mandati di cattura per falso in bilancio e bancarotta fraudolenta, — latitante a New York — ringrazia il segretario DC: «Grazie signor presidente — dice la lettera — per il suo intervento in riferimento al noto istituto di credito. Con riconoscenza, suo Michele Sindona».

La data della lettera è immediatamente successiva alla nomina di Mario Barone, amico di Sindona, a consigliere delegato del Banco di Roma. Come è noto il Banco di Roma intervenne in aiuto di Sindona prestandogli cento milioni di dollari (oltre 8 miliardi di lire) nel momento di grave difficoltà che, con la Franklin Bank di New York stava investendo le sue banche italiane: Banca Unione e Privata Finanziaria fuse in seguito nella Banca Privata Italiana e quarto piano della Banca Privata Italia in vi è da credere, se vi è stata richiesta deliberatamente come una sorta di «avvertimento».

Come si ricorderà, nell'ottobre del '74, a scandalo avvenuto, uno stretto collaboratore di Sindona (che qualcuno ritiene sia Mario Barone), anch'egli latitante) in una intervista a «Panorama» parlò di un versamento di due miliardi a favore della DC «contro l'impegno da parte di alcuni esponenti della DC di far promuovere amministratore delegato del Banco di Roma, l'allora direttore centrale Mario Barone...».

Sempre secondo «Panorama», «la nomina di Barone doveva rendere più facile la stretta a Sindona (come in effetti avvenne) per ottenere un prestito di emergenza di 100 milioni di dollari dal Banco di Roma, indispensabile per dar vigore al suo impero scricchiolante». La nomina avvenne il 29 marzo 1974.

Scrive ancora «Panorama»: «Passarono pochi giorni e Sindona poté i due miliardi. Come ha confessato Silvano Pomelli, factotum di Sindona, ai magistrati milanesi Ovilio Urosci e Guido Viola, che indagano sul crack, il pagamento avvenne in contanti a Roma, nella sede della DC».

Raffaello Scarpitti, consulente amministrativo di Fanfani ha più lardi parlato di un «prestito concesso da Sindona al partito». Fanfani non ha mai finora detto se quei due miliardi avuti in «prestito» siano mai stati restituiti.

Tafferugli a Sanremo per un comizio missino

SANREMO, 11

Violenti tafferugli sono avvenuti questa sera a Sanremo in seguito ad un comizio del senatore missino Michele Patriarca. Ci sono stati scontri, lanci di pietre e i carabinieri hanno sequestrato candelotti lacrimogeni. Il bilancio degli incidenti è di tre feriti, di cui uno — un passante — grave.

I tafferugli, iniziati nel tardo pomeriggio, non hanno avuto conseguenze più gravi anche per la fitta pioggia che per tutto il giorno è caduta su Sanremo. Dopo qualche scaramuccia iniziale, alcuni esponenti di gruppi extraparlamentari hanno tentato di penetrare all'interno del mercato del fiori dove si svolgeva il comizio del senatore Patriarca.

È stato a questo punto che sono iniziati gli scontri, con alcuni neofascisti che venivano dall'interno del mercato. I carabinieri hanno lanciato diversi candelotti lacrimogeni che hanno sollevato una nube di fumo nella quale gli scontri e i lanci di pietre sono proseguiti.

Nei tafferugli ci sono stati tre feriti. Uno di questi è un passante Giovanni Mastrorca di 41 anni; ha riportato una ampia lesione al timpano e la frattura di una mandibola. La prognosi è riservata.

110 candelotti di dinamite rinvenuti in una centrale elettrica

L'AQUILA, 11.

La Guardia di Finanza de L'Aquila ha rinvenuto questo pomeriggio, presso una costruzione di collegamento dell'Enel al valico delle Capannelle, sul Gran Sasso, 110 candelotti di dinamite in innescati di plastica e stiffiel. In prossimità del luogo del ritrovamento si trovano numerosi elettrodotti tra i quali 2 a 220 mila volta.

Article de « L'Unita' » (12 juin 1975) qui stigmatise l'association potentielle entre l'action criminelle de l'enlèvement et les agitations ouvrières au sein de la Voxson.

Comme preuve de cette perception collective, il suffit de regarder aux réactions opposées des deux âmes de la gauche romaine, pendant les 11 jours de l'enlèvement[244] : alors que les groupes antisystèmes, inquiétés par la nature obscure du kidnapping et par ses retombées négatives en matière de « propagande contre-révolutionnaire », ne disent pas un mot sur cette affaire et calment temporairement leur activisme dans l'usine[245] ; les syndicats et le parti communiste tentent, en revanche, d'ériger nerveusement un cordon sanitaire autour de la main-d'œuvre de la VOXSON, afin

[244] Voir : *Il Presidente della "Voxson" è ritornato libero. Scoperta la banda internazionale del sequestro,* "La Stampa", 22 juin 1975.

[245] Outre l'absence de documents produits par le réseau "autonome", il est intéressant de noter que même le quotidien militant "Lotta Continua" – d'habitude particulièrement attentif à la chronique romaine – ne consacre aucun espace à cet événement.

d'empêcher qu'il puisse se légitimer une quelconque association directe entre lutte ouvrière et pratique de la violence armée[246] :

> Le sérieux et la rigueur ont caractérisé la réaction des travailleurs romains et de la ville entière. La protestation des salariés de la Voxson et des syndicats, la grève réalisée hier dans toutes les usines métallurgistes de la capitale, démontre non seulement que la classe ouvrière rejette et condamne vigoureusement ces actions criminelles - quels qu'en soient les responsables –, mais surtout que dans la force des travailleurs et des masses populaires se niche la garantie fondamentale contre tout attentat à la coexistence civile et pacifique, et pour une nouvelle société démocratique étrangère à toute forme d'oppression et de violence[247].

Au contraire, l'image « d'épicentre » de la contestation ouvrière à Rome porte l'AUTOVOX dans le collimateur de la nouvelle génération néofasciste qui, on l'a vu, achève son propre parcours de radicalisation terroriste en 1977 : ces jeunes extrémistes « noirs » inaugurent, en effet, leur campagne sanglante par une « trilogie » d'attentats contre des représentants du monde « rouge » de la capitale. Après avoir tué deux activistes d'ultragauche (Elena Pacinelli, 19 ans, le 29 septembre 1977 et Walter Rossi, 20 ans, le 30 septembre 1977)[248], la fureur des néofascistes vise Patrizia D'Agostini, une ouvrière communiste et déléguée syndicale de pointe à l'AUTOVOX : le 3 octobre 1977, jour des funérailles de Walter Rossi, un commando lui tire dessus en bas de chez elle, en la blessant gravement[249]. À la différence de l'affaire « Ortolani », qui avait essentiellement freiné l'offensive des milieux les plus aguerris à la Voxson, cette fois la provocation arrivée de l'extérieur dévoile la différence d'attitude des avant-gardes extrémistes à l'égard de la violence armée : au silence embarrassé de l'été 1975, qui avait laissé la voie libre aux appels légalistes du PCI, se substitue maintenant la demande de représailles et l'invitation à accepter l'affrontement frontal avec les « serfs du système néocapitaliste »[250]. Une trace emblématique de ce changement d'attitude,

---

[246] Voir : *Rapito il presidente della Voxson. Gli operai fermi per protestare,* "La Stampa", 11 juin 1975.

[247] *Una prova decisiva,* "L'Unità", 12 juin 1975.

[248] Voir : *Assassinato un compagno a Roma dai fascisti,* "Lotta Continua", 1er octobre 1977. Voir les chapitres 6 et 7 de ce travail.

[249] Voir : Sergio Criscuoli, *Agguato a Roma mentre si recava in fabbrica. Feriscono un'operaia comunista. Un colpo le ha sfiorato la testa,* "L'Unità", 4 octobre 1977.

[250] Voir : *A Roma i fascisti sparano ancora per uccidere. Ferita un'operaia comunista dell'Autovox. Il covo di via Noto deve essere chiuso,* "Lotta Continua", 4 octobre 1977.

se trouve dans l'édition du 4 octobre 1977 de « Lotta Continua », quotidien porteur d'une ligne quasi-parlementariste et donc bien plus modérée de celle de« l'autonomie ouvrière » à laquelle est liée le « Comité ouvrier AUTOVOX » - qui se borne à signaler de façon marginale le communiqué de presse élaboré par la fédération provinciale du PCI[251] : le reste du journal est consacré à la célébration de la « foule infinie de jeunes camarades, de délégations ouvrières qui ont donné l'assaut aux sièges fascistes », incarnant un véritable « tournant qui est en train de transformer les conditions fondamentales de la lutte en Italie »[252].

Or, il devient évident que l'impact médiatique de l'attentat contre l'ouvrière D'Agostini se retrouve suralimenté par la conjoncture qui l'associe à un évènement littéralement fondamental de l'histoire romaine, tel que l'homicide de Walter Rossi[253] : en vérité, l'agression néofasciste n'induit aucune rétorsion ou vendetta de la part du « Comité ouvrier AUTOVOX » ni ne provoque une radicalisation supplémentaire de la confrontation anti-patronale au sein de l'usine. En fait, comme l'on disait au début de ce paragraphe, la valeur de la conflictualité interne aux établissements privés relève d'une dimension plus symbolique que matérielle, tout au contraire de la dynamique qui s'instaure dans le secteur public. Parmi les cheminots romains, par exemple, les instances extrémistes continuent à se développer malgré l'apparition de la stagflation et de l'austérité : du C.U.B.-FS - qui opère jusqu'en 1973, évoluant ensuite en une galaxie d'organismes syndicaux de base (RdB) hostiles aux grandes confédérations traditionnelles – s'émancipe le « Comité politique » (CPF). Il s'agit d'une cellule liée à la composante « trade-unioniste » de « l'autonomie » qui milite pour un projet révolutionnaire fondé sur l'arme de la « grève générale »[254].

---

[251] "*L'attentat contre Patrizia D'Agostini, ouvrière de l'Autovox, inscrite au PCI, n'est qu'un autre acte criminel d'un dessein précis, qui a mis Rome dans le collimateur pour saboter la vie démocratique […], en essayant d'exaspérer les travailleurs et de faire évoluer l'indignation et la protestation en violence et réaction aveugle",* in "Lotta Continua", *Il PCI,* 4 octobre 1977.

[252] *Una nuova generazione di comunisti alla testa di una grande giornata antifascista a Roma,* "Lotta Continua", 4 octobre 1977.

[253] Voir : *I Centomila di Roma*, "Lotta Continua", 4 octobre 1977. Voir les chapitres 6 et 7 de ce travail.

[254] Voir : *Imponiamo lo sciopero generale, "*Compagno Ferroviere", suppl. à "Lotta Continua", 17-18 octobre 1976

domenica 17-lunedì 18 ottobre 1976 — LOTTA CONTINUA - 3

COMPAGNO FERROVIERE

15 - 19 ottobre — numero straordinario per lo sciopero — prezzo politico

I ferrovieri sono a fianco della classe operaia contro la "stangata" di Andreotti, contro il blocco della scala mobile; cresce la volontà di scioperare: Domenica e Lunedì assemblee, Martedì 19 e Mercoledì 20 dalle 21

Giornata nazionale di lotta

Imponiamo lo sciopero generale

COMPAGNI OPERAI,

I ferrovieri stanno per rientrare in lotta per il salario, contro il governo Andreotti. E' una lotta giusta, una lotta che può e deve essere di tutti, che va sostenuta ed appoggiata. Come nell'agosto del 1975, i treni si fermeranno e molti saranno i disagi per i lavoratori che devono viaggiare. Noi possiamo fare altrimenti, non è giusto fare altrimenti. Non possiamo, perché da troppo tempo che il governo democristiano tassa la nostra categoria, riducendo fino al limite della sopportazione le condizioni di vita e di lavoro, ci costringe ad un salario di fame (una manovale prende meno di 200.000 lire), ad abitare in case fatiscenti o a lasciare le famiglie al sud per chi trovano nei grandi centri industriali del nord. Peggiorando le nostre condizioni e ai contempo aumentando le tariffe ferroviarie, il governo cerca di finanziare il «fondo» per la riconversione produttiva, che comprende il licenziamento, la chiusura delle fabbriche che non sono «competitive», per questo la nostra lotta è direttamente collegata alle vostre. Non è giusto fare altrimenti del blocco dei treni, perché bloccarli è la forma di lotta più dura che abbiamo, un modo di lottare che ci è proprio e che i sindacati tentano di toglierci per venire poi a dire che non c'è la forza per imporre al governo degli obiettivi consistenti. Obiettivi che sono gli stessi della classe operaia: riduzione generale di orario, forti aumenti salariali, occupazione. Noi diciamo che questi obiettivi non sono «corporativi» come dicono i sindacati uniti, ma che scioperare per il salario è giusto, perché significa impedire ai padroni di fare la ristrutturazione, cioè una lezione a chi ha dimenticato gli interessi dei lavoratori, per fare pagare la crisi a chi non ha mai pagato. I sindacati dicono che lo sciopero dei ferrovieri per il salario è diretto dalla FISAFS, il sindacato autonomo della ferrovia. Non è vero: i ferrovieri hanno usato lo sciopero della FISAFS per aprire la loro lotta, una lotta di classe, perché è un anno che i sindacati uniti non indicono un'ora di sciopero, rifiutano di promuovere lotte, di accettare le decisioni delle assemblee. Lo sciopero per il salario non è della FISAFS ma di tutti i ferrovieri: in numerose città, a Pisa come a Napoli, a Milano a Mestre come a Roma e Firenze sono nati organismi di base, collettivi di delegati, che dirigono queste lotte e si preparano a scadenze autonome in questi giorni. Noi sappiamo che per vincere contro Andreotti, per il salario, occorre la lotta generale di tutta la classe operaia, fino ad imporre lo sciopero generale ed oltre. Ed è per questo che siamo davanti alla fabbriche, a rompere l'isolamento in cui siamo stati tenuti per troppo tempo, dentro alla lotta comune. Viva gli operai e i ferrovieri uniti nella lotta.

Viva lo sciopero per il salario, viva la lotta contro Andreotti.

A Roma il comitato politico indice sciopero e chiama alla estensione generale della lotta

Lo scontro sul salario e sugli altri aspetti della condizione dei ferrovieri ha visto la controopposizione netta, a partire dall'agosto del '75 tra le manifestate esigenze della base e la linea sindacale tesa a rinviarle. Tendenziale. In questo spazio si è inserita la FISAFS che raccogliendo gli obiettivi salariali dei ferrovieri e utilizzando l'autonomia dei sindacati unitari «», ha cercato di mettersi alla testa del malcontento dei ferrovieri per corporativarsi più spazio per inserirsi nella gestione dell'Azienda.

Ma la FISAFS che ha demagogicamente ripreso delle giuste esigenze come la 130.000 lire, esprime con un'adesione maggiore di quella dei sindacati «unitari» al piano di ristrutturazione e privatizzazione dell'azienda, la volontà effettiva di non portare avanti fino in fondo gli obiettivi salariali.

I ferrovieri che hanno partecipato allo sciopero del 13 settembre lo hanno fatto non per un'adesione alla sua linea, ma per esprimere la volontà di battersi per i propri bisogni e per esprimere allora l'esigenza di realizzare una lotta alternativa a tutti i vertici sindacali, organizzata a livello nazionale che porti avanti con conseguenza i propri interessi di classe. Per questo è assolutamente necessario, da subito, realizzare momenti parziali alternativi di lotta e di aggregazione per essere punto di riferimento per l'estensione della lotta e dell'organizzazione a livello nazionale.

In questa direzione si inserisce lo sciopero di mercoledì che il Comitato Politico dei ferrovieri di Roma, ha proclamato con invito ad estenderlo a tutte le realtà presenti nella rete per preparare attraverso la lotta degli obiettivi salariali e complessivi della condizione dei ferrovieri l'Assemblea nazionale come momento di confronto e di chiarimento politico per lo sviluppo dell'autonomia di classe nelle ferrovie.

COMITATO POLITICO FERROVIERI - ROMA

Con questi obiettivi alla lotta per il contratto

Gli obiettivi dei ferrovieri, i nostri obiettivi, sono ormai chiari. Li abbiamo discussi in decine e decine di assemblee, a Palermo come a Milano, a Torino come a Napoli. Solo i sindacati unitari fanno finta di non aver capito: hanno presentato piattaforme diverse, ma nessuna contiene ed esprime le nostre richieste. La SFI-CGIL ha fatto addirittura una assemblea nazionale per discutere della piattaforma per il rinnovo contrattuale, ma non ha ascoltato la voce dei ferrovieri, non ha ascoltato i compagni delle officine di Santa Maria La Bruna di Napoli, non ha ascoltato i ferrovieri di Firenze, di Milano, di Viareggio, di Lucca: niente è cambiato da questo la segreteria aveva proposto. Chiedono 35.000 lire di aumento, (che varranno per tutti i tre anni del contratto!), chiedono la mobilità, la ristrutturazione, gli investimenti e non nuova occupazione. Anche la FISAFS, al di là delle centomila lire di aumento che rivendichino come obiettivo dei ferrovieri, chiede più lotta, parecchi dei bilanci, privatizzazione. Non è questo che i ferrovieri chiedono.

NOI VOGLIAMO

1) Maggiore occupazione attraverso la riduzione di orario, la copertura totale delle piante organiche.
2) Forti aumenti di salario e in paga base e uguali per tutti.
3) Scatti di anzianità uguali per tutti.
4) Abolizione dello stato giuridico fascista, retroattivo, e sostituzione con lo statuto dei lavoratori (con la conseguente abolizione della qualifica di manovale, e della qualificazione).
5) Sette ore andata e ritorno garantite per il FdM e il PV con l'abolizione della trasferta e la trasformazione del dormitorio in case albergo.
6) Mensa a prezzo politico per tutti.
7) Abolizione delle competenze accessorie, quelle incentivanti, e loro introduzione in paga base (tranne le notturne e le festive).
8) Revoca dei provvedimenti economici del governo Andreotti (benzina tariffe, scala mobile ecc.).
9) Abolizione della disponibilità e dell'arresto preventivo.
10) Esaurimento immediato delle richieste di trasferimento.

Con questi obiettivi alla lotta dura contro il governo.

Il significato di questo giornale

«Compagno ferroviere» è un giornale fatto da ferrovieri comunisti, da avanguardie di lotta, da delegati coscienti. Usciamo con un numero straordinario per parlare degli scioperi che i ferrovieri si apprestano a fare contro la stangata di Andreotti e per il salario, per impedire che i ferrovieri e la loro lotta siano isolati dal resto del movimento operaio. I sindacati unitari dalla ferrovia cercano di nascondere, in nome della presenza nella lotta, del sindacato autonomo FISAFS, la realtà di una lotta che è invece di classe. Durante queste giornate «Compagno Ferroviere» sarà distribuito anche davanti alle fabbriche, perché tutta la classe operaia conosca le ragioni dei ferrovieri, e perché i compagni nelle ferrovie si uniscano sempre più alla classe operaia.

Scioperare per il salario è giusto

COMPAGNI FERROVIERI,

è giunto il momento di rompere ogni indugio, di superare ogni divisione, ed entrare in lotta. E' giusto perché ci è stato che SFI, SAUFI e SIUF non hanno tenuto in nessun conto le richieste che sono di tutti i ferrovieri, approvate in decine e decine di assemblee: forti aumenti salariali, riduzione di orario a 36 ore a parità salario. E' giusto perché ai è stato con tutta la chiarezza necessaria come la categoria sia pronta a decisa alla lotta dura come questa sia l'unica strada per impedire che i sindacati — che hanno iniziato gli incontri con il governo — avvallano le esigenze dei ferrovieri per 35.000 lire di aumento, che non coprono nemmeno il passato aumento del costo della vita e tantomeno quello dei prossimi tre anni. E' questo costo della vita è destinato ad aumentare vertiginosamente: il governo Andreotti, approfittando della astensione e della collaborazione del PCI, sta portando avanti le quasi quanti la più grossa rapina contro i lavoratori. Aumentata la benzina a 500 lire, bloccata la scala mobile, distrutte le trattative intraaziendali, il governo si prepara ad aumentare tutte le tariffe (della luce, dei telefoni, della ferrovia, dei trasporti urbani), a sbloccare i fitti delle case. E i sindacati non vogliono fare lo sciopero generale! Non vogliono lottare per non «mettere in difficoltà il governo». Ma la classe operaia non si è «astenuta» e non permetterà che questa stangata non trovi una dura risposta, non permetterà che passi. Ed è possibile impedirlo. Noi abbiamo la possibilità di impedirlo. Domenica alle 21 inizia lo sciopero indetto dalla FISAFS: noi non abbiamo timore di dire che scioperare per il salario è giusto, come non abbiamo timore di dire che la FISAFS è un sindacato che cerca di strumentalizzare da destra il sacrosanto malcontento.

Il 13 settembre molti di noi hanno scioperato, era giusto farlo perché era necessario scuotere tutta la categoria, trasformare il malcontento in lotta. Domenica molte situazioni torneranno a scioperare, ma non basta più. Dobbiamo trasformare la lotta in organizzazione, iniziare a scioperare autonomamente, sganciare alla FISAFS la direzione di come e quanto lottare. Perché la FISAFS è d'accordo con la ristrutturazione delle ferrovie, perché è d'accordo con la mobilità, è d'accordo con l'azienda, e lo ha dimostrato con l'ultimo incontro con il governo, è d'accordo con gli aumenti salariali solo a parole mentre poi fatti prepara la rivendita delle centomila lire. E non solo per questo. **Dobbiamo avere tutti chiaro che per vincere bisogna essere uniti, al sud come al nord, a tutto il movimento operaio**, quel movimento operaio che contro la stangata del governo e la politica dei sindacati unitari, blocca le stazioni, occupa le autostrade, scioperà nelle fabbriche e impedisce ai sindacati di svilire la lotta: dobbiamo avere tutti chiaro che per vincere è necessaria la lotta generale, lo sciopero generale. Ed è per questo che durante lo sciopero della FISAFS, che come quello del 13 settembre sarà lo sciopero dei ferrovieri e non il loro, è necessario fare riunioni assemblee, eleggere delegati, formare comitati di lotta per poter prosegure autonomamente lo sciopero formare delegazioni per prendere contatto con gli operai e fermare insieme. A **Roma** il Comitato Politico dei ferrovieri, nato nella lotta, ha indetto sciopero di 24 ore dalle 21 di martedì, mentre a **Napoli, Bari, Mestre, Milano, Viareggio, Pisa, Bologna, Firenze** e in altre città si preparano iniziative analoghe.

La giornata di mercoledì deve essere una **giornata nazionale di lotta**. Dovunque i delegati, i consigli coscienti, i collettivi, la avanguardia di lotta, tutti i ferrovieri comunisti si devono impegnare a sviluppare la lotta e la discussione di massa, lavorare affinché mercoledì si sviluppi la più ampia mobilitazione: questo è il modo per rispettare la FISAFS, per espellerla dalle lotte, per fare un po' di salire nei sindacati unitari, di rispondere ad Andreotti e la sua «stangata», per creare l'unità necessaria alle categorie.

In decine di città ci si prepara alla lotta dura contro il governo

A Napoli due giorni fa Degli Esposti segretario della SFI, si è presentato a S. Maria La Bruna — l'officina più grande delle FS — La reazione iniziale è stato costretto a farla lui — tra i fischi degli operai che si parlano di scioperi — perché di segretario provinciale è stato imperito di parlare. Gli elettricisti hanno portato dietro il palco una lavagna per «scrivere» con chiarezza di quanto era l'aumento salariale. Per lunedì si prepara la mobilitazione nei capoluoghi. A Pisa il coordinamento cittadino di lotta ha dichiarato uno sciopero di 24 ore per domenica con volantinaggio alle fabbriche e assemblee; così anche a La Spezia è stato dichiarato sciopero per domenica, mentre a Firenze, lo sciopero è indetto per martedì alle 21. A Milano si assicura il coinvolgimento totale anche in alcuni settori, mentre per mercoledì si prepara la presenza dei ferrovieri allo sciopero generale provinciale. A Palermo si preparano le assemblee per lunedì e la mobilitazione contro la «stangata» e del governo Andreotti. A San Dona il consiglio dei delegati di SI si prepara a scioperare contro la «precettabile» e per l'occupazione unica. Anche a Viareggio si stanno preparando iniziative per lunedì o mercoledì.

Avanti verso la lotta generale, mercoledì giornata nazionale di lotta!

Le numéro extraordinaire du bulletin « Compagno Ferroviere » rédigé par le CPF de Rome à l'occasion de la grève d'octobre 1976.

En dépit de sa petite taille, le CPF peut compter sur un facteur d'amplification extraordinaire pour déployer son effort antagoniste : l'effet perturbateur comporté par l'interruption totale d'un service d'utilité publique tel que le transport ferroviaire. En effet, agissant sur le district de Rome, ce « Comité politique » a la possibilité de paralyser le trafic national coupant la circulation nord-sud – comme en août 1975,

octobre 1976, automne 1977 et à l'été 1978[255] – s'insérant simplement dans les mobilisations sauvages proclamées par les RdB en concurrence avec les syndicats orthodoxes[256]. Le même mécanisme se produit à l'ALITALIA, la compagnie aérienne nationale, à travers une pression déstabilisatrice qui se propage du « Comité politique Alitalia » (CPA) au reste de la force de travail, en passant par les organismes de base (ANPAC) qui s'opposent à la ligne réformiste des syndicats[257]. La grande efficacité de ce modèle d'action politique est d'ailleurs reconnue aussi par le parti communiste, qui ne peut qu'admettre la force atteinte par les « autonomes » dans le domaine des transports publics[258]. D'autres petits « comités politiques » se mettent en place à la SIP, à l'ATAC, à l'INPS, à l'ENI-AGIP et parmi certaines catégories municipales (notamment éboueurs), même si leur potentiel est gravement limité par l'impossibilité de secouer le système général à partir d'une simple grève, comme c'est le cas dans les branches ferroviaires et aériennes. Bien que très diversifiées en termes de ressources, d'influence et de répertoires tactiques[259], toutes ces cellules extrémistes se sentent parties d'une réalité économico-professionnelle commune, marquée par un rapport direct avec l'État et par l'impossibilité du licenciement : une situation privilégiée qui pourrait théoriquement permettre de réorganiser sur un pilier solide et non soumis à la récession économique le mouvement extraparlementaire dans sa totalité. Pour ce faire, ces comités tentent de se fédérer dans une « coordination de lutte »[260] qui s'exprime dès 1975 dans les revues « Filo Rosso »[261] et « Collegamenti per l'organizzazione diretta di classe »[262]. Le projet stratégique prévoit la constitution d'un front homogène

---

[255] Voir : *Ferrovieri: dopo lo sciopero di lunedì. Si indurisce lo scontro nelle ferrovie,* "L'Unità", 21 octobre 1977 ; *Scattato ieri il programma di agitazioni degli "autonomi" della Fisafs. I dsagi del primo giorno su un treno in ritardo,* "L'Unità", 17 décembre 1977

[256] Pendant leur travail d'opposition, les RdB brisent le tabou de la « grève intégrale », voire du blocage total de la circulation des trains entre le Nord et le Sud du pays : précédemment, les syndicats traditionnels avaient toujours évité ce moyen de lutte, car l'interruption du trafic ferroviaire était considérée par la loi italienne comme un délit pénal. Voir : *Da Roma-Termini partiti 124 treni: denunciata la natura eversiva dell'azione,* "L'Unità", 19 août 1975.

[257] Voir : *L'ANPAC esaspera la situazione negli scali: la gravissima decisione dell'assocazione piloti,* "L'Unità", 19 août 1975; *Contro l'inflazione: decreto operaio,* "Filo Rosso", n. 3, juin 1976.

[258] "*Les services, notamment les transports, sont avec l'emploi public les points de force du syndicalisme autonome : non pas […] en raison de sa composition numérique […], mais plutôt pour la vulnérabilité spécifique des secteurs en question. En fait, et nous en avons déjà expérimenté les effets pendant ces deux dernières années pour cause d'agitation des cheminots et des pilotes ; peu d'hommes suffisent à paralyser ou à "casser" les délicats mécanismes organisationnels et techniques qui président aux transports ferroviaires et aériens.",* in "L'Unità", *Uno sguardo nel bosco dei sindacati autonomi: perché nei trasporti hanno trovato terreno di coltura,* 11 octobre 1977.

[259] Voir : *C.P.A e programma politico dell'autonomia operaia,* "Filo Rosso", n. 3, juin 1976.

[260] Cette coordination formera la base pour la création de la *Commissione fabbrica e quartiere*, une des articulations majeures du « Mouvement '77 » à Rome. Voir le chapitre 6 de ce travail.

[261] Voir : *Le forme della lotta,* "Filo Rosso", n. 1, 1975.

[262] Voir : *Roma: proletari senza fabbrica,* "Collegamenti per l'organizzazione diretta di classe", n. 2, août 1977.

de noyaux antisystème dans les entreprises publiques, qui devrait servir d'avant-poste pour le soutien des énergies résiduelles encore actives dans le secteur privé de la capitale (« edili », FATME, VOXSON, AUTOVOX)[263] : grâce à l'installation de ce réseau articulé, les comités politiques opèrent, d'un côté, pour empêcher une normalisation de la conflictualité interne aux usines romaines et, de l'autre, pour rendre structurellement instables les entreprises gérées par l'État, juste quand le parti communiste est finalement arrivé à intégrer le pouvoir républicain, prenant la tête du gouvernement de la capitale[264]. Il s'agit, en ce sens, de porter le germe de la subversion anticapitaliste dans le cœur de l'appareil administratif bourgeois, dont le PCI est devenu une composante organique, tout en maintenant allumé le flambeau de la contestation ouvrière dans la société romaine[265]. Ce n'est pas par hasard, en effet, que « l'Unità » stigmatise vigoureusement toute action promue par la « coordination de lutte », en l'étiquetant d'attaque « fasciste » et de « provocation criminelle »[266].

Cependant, pour les communistes romains qui viennent de conquérir le « Campidoglio » après trente ans d'*opposition*, l'activité de ces franges radicales ne représente qu'une partie secondaire du « problème ultragauchiste » : les courants « autonomes » qui s'inspirent de l'idéologie « hellérienne »[267] sont bien plus menaçants et puissants. Une galaxie de collectifs et d'assemblées territoriales gravitant autour d'une sorte de « grand conseil » guidé par un leadership triparti (« Comité politique ENEL », « Collectif travailleurs étudiants POLICLINICO », « Collectif du département de Physique ») : cette capacité d'intégrer dans une organisation commune les avant-gardes des travailleurs et les organismes de quartier représente justement la force de ce milieu extraparlementaire (« AutOp »), qui à la différence des autres acteurs

---

[263] "*Un processus révolutionnaire issu de la constitution d'organismes d'action directe usine par usine et ensuite leur fédération vouée à prendre le contrôle total de la production : une nouvelle république des soviets",* in "Collegamenti per l'organizzazione diretta di classe", n. 1, mars 1977.

[264] Voir : *Roma: appunti sul movimento,* "Collegamenti per l'organizzazione diretta di classe", n. 2, août 1977.

[265] Voir : Collettivo politico ferrovieri - Collettivo politico Atac - Collettivo politico Alitalia, *Proposta di dibattito per la costruzione di un centro romano dell'opposizione operaia e proletaria,* juillet 1977, in « Fondo Memorie di Carta », Antonio Ceccotti, d. 7, f. 1, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[266] "*Il n'échappe à personne que ces actions, évidemment synchronisées avec celles des syndicats autonomes des pilotes, des éboueurs, des douaniers […], s'inscrivent désormais dans un dessein clairement subversif et fasciste,* in "L'Unità", *Da Roma-Termini partiti 124 treni: denunciata la natura eversiva dell'azione,* 19 août 1975: Voir aussi: *Chi tira le fila dei cosiddetti sindacati autonomi?,* ivi, 13 juin 1975; *L'ANPAC continua nella sua azione irresponsabile,* ivi, 10 juillet 1976; *Ma chi punta al caos nei trasporti?,* ivi, 6 decembre 1977; *A Roma lo sciopero degli autonomi ha colpito soprattutto i pendolari,* ivi, 23 août 1978; *Gli autonomi: oggi lo sciopero sui treni, le navi e i traghetti,* ivi, 10 octobre 1978; *I netturbini "autonomi" sospendono lo sciopero,* ivi, 14 decembre 1978.

[267] Ce réseau se forme le 27 janvier 1974. Voir le chapitre 6 de ce travail.

révolutionnaires peut territorialiser immédiatement la défense du salaire contre la vie chère, sans attendre que l'affrontement anti-patronal ait atteint son propre point de rupture. En fait, les autres groupes antagonistes romains impliquent le tissu du quartier seulement comme soutien auxiliaire à la lutte ouvrière et uniquement quand le conflit a épuisé les ressources internes aux lieux de travail. Au contraire, « AutOp » est à même de contrôler assez fermement les parcelles de territoire urbain qui entourent les sites productifs et les bureaux où ses militants se sont imposés. Cela signifie l'instauration d'une relation mutuelle entre le lieu de travail en lutte et les quartiers d'appartenance, qui s'exprime à travers un soutien réciproque et un effort partagé d'émancipation communautaire. Les agitations à l'ENEL[268] profitent d'une vaste solidarité populaire et s'accompagnent dans les zones prolétaires (« Portuense », « Trullo », « Garbatella », « Val Melaina », « Donna Olimpia », « San Basilio », « Tiburtino ») d'une campagne d'autoréduction des tarifs de l'électricité, défendue avec des piquets effectués par les résidents et des raccordements abusifs réalisés par les techniciens-militants[269]. Les batailles menées à la SIP (toujours basées sur de fortes améliorations salariales, des réductions drastiques des horaires de travail et une augmentation du pouvoir décisionnel des employés) sont propulsées par une série de connexions abusives, d'endommagement des commutateurs et de contestations des factures, de la part des habitants de « Val Melaina », « Tufello » et « Donna Olimpia »[270]. La lutte au sein du POLICLINICO pour l'application de la méritocratie dans le système de la carrière et pour la démocratisation de l'accès au service sanitaire, voit l'intervention massive « d'autonomes » venus des quatre coins de la ville et s'institutionnalise à l'extérieur de l'hôpital grâce à la création de permanences gratuites à « San Lorenzo »[271].

C'est justement dans cette partie du quartier « Tiburtino », au 6 de rue dei Volsci, qui se situe le centre directionnel de « AutOp » : la localisation dérive da la valeur

---

[268] Dénonciation de concours truqués et de détournements de fonds ; lutte pour l'abolition des catégories salariales et pour la réduction de l'horaire de travail.

[269] Il s'agit d'une autoréduction du tarif de 45 à 8 lires par Kwh, à savoir le coût industriel de l'électricité à l'époque, décrétée au nom du slogan « Nous payons l'électricité 8 lires par Kwh, tout comme le patron Agnelli ». Sur cette campagne à Rome, voir : Luciano Villani, *Neanche le otto lire,* cit*.,* pp. 26-27.

[270] Voir : *Val Melaina: l'autoriduzione e l'organizzazione proletaria vincono,* "Rivolta di classe", n. 3, 1975.

[271] Voir : Comitati Autonomi Operai, *Policlinico: una lotta che dà fastidio a molti,* 25 novembre 1974, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 99, f. 145, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

hautement symbolique de ce quadrant pour le monde « rouge » de la capitale[272], qui met en connexion une des rares et plus anciennes zones industrielles de la ville (le district à l'est de la gare centrale)[273] avec la plus grande Université d'Europe (160 000 étudiants en 1975/1976)[274]. Ces caractéristiques structurelles donnent la possibilité, d'interagir directement et quotidiennement avec le gros de la classe ouvrière romaine (cheminots, salariés des usines de la zone « Tiburtina-Prenestina », infirmiers du POLICLINICO,…) et avec les étudiants « engagés » qui, outre à fréquenter les cours, résident souvent aux abords du campus : tout cela semble faire de « San Lorenzo » un « arrondissement prolétaire » autosuffisant, en mesure, pour la première fois, dans l'histoire de l'antagonisme politique romain, de déterminer « un bond qualitatif en avant qui établit dans le quartier la garantie du salaire en dehors des murs de l'usine […], un projet territorial rapporté à la capacité de créer un contre-pouvoir »[275]. « San Lorenzo » devient, en ce sens, le modèle de la revitalisation et de l'optimisation des batailles contre la vie chère qui avaient été comprimées par la récession économique de 1973-1974. Cela signifie s'inscrire dans le sillage des anciennes méthodes de défense du pouvoir d'achat de la classe ouvrière – tel que la gratuité des tarifs du transport public pour se rendre au travail[276] - en promouvant un effort d'autovalorisation consumériste du prolétariat urbain : parmi lesquels, il faut citer, assurément, l'imposition d'un barème pour les billets des bus dans la périphérie occidentale de Rome[277] et l'installation itinérante des « marchés rouges »[278] dans les quartiers populaires de la ville, réalisés par « Lotta Continua ». De ce fait, les actions de « AutOp » introduisent dans la capitale des codes de comportement illégal, voué à mettre en crise le contrôle étatique sur l'accès aux services publics, en pratiquant une

---

[272] Déjà le groupe "Lotta Continua" avait placé en 1971 son siège général dans cette zone, afin de profiter de ces conditions particulières. Voir : *Le nostre sezioni a Roma,* "Lotta Continua", 4 juin 1976.

[273] Voir le chapitre 1 de ce travail.

[274] Voir : *Per l'università romana è già arrivato il 1980. Raggiunti con un quinquiennio d'anticipo i 160.000 iscritti,* "L'Unità", 24 août 1975.

[275] *Documento di convocazione del Convegno delle Assemblee, dei Comitati e degli Organismi autonomi di fabbrica e di territorio,* mars 1973, in Comitati autonomi operai di Roma, *Autonomia operaia,* 1976, p. 84.

[276] Voir : *Roma: No al pagamento dei trasporti,* "Potere Operaio", n. 32, 24-31 octobre 1970

[277] Voir : *Proposta di lotta per i trasporti dell'area metropolitana di Roma: contributi e proposta del Comitato di Lotta Aurelia,* "Bollettino Commissione nazionale operaia Lotta Continua", n. 1, octobre 1975.

[278] Marchés abusifs dans lesquels les biens se vendent à « prix politiques », avec la double intention de fournir les classes démunies et de faire baisser le taux général des prix. Voir : *Carovita : grande successo dei « mercatini rossi », "*Lotta Continua", 18 avril 1976 ; *La carne a 3'000 al Kg è possibile: decine di "mercatini rossi" in Italia,* ivi, 25-26 avril 1976.

appropriation violente des biens[279]. Tout d'abord, les « tarifs politiques » déjà mentionnés pour l'utilisation du téléphone et de l'électricité[280], obtenus à travers la désobéissance civile et le sabotage : dans le cas de la lutte contre la SIP, qui en riposte à l'autoréduction des factures coupe la connexion aux clients insolvables, les répertoires de contre-attaque comportent l'assaut de masse aux filiales locales de la compagnie, la restauration abusive du raccordement et la destruction des commutateurs qui président à la ligne installée dans les quartiers les plus riches, dans les palais institutionnels et dans les usines[281]. Ensuite, la fourniture aux couches défavorisées de denrées alimentaires par l'imposition de prix plafonds dans les supermarchés : dès février 1975 commencent à Rome les « courses prolétaires » (une dizaine jusqu'à la fin de la décennie) qui prévoient le remplissage d'un caddie par famille au coût d'une somme forfaitaire (presque toujours 5000 lires)[282]. Enfin, la jouissance de produits culturels et de loisirs moyennant la violation du droit de propriété : le 13 novembre 1975, deux groupes d'une soixantaine de jeunes prennent d'assaut - armés de bâtons - les grands magasins du quartier « Monte Sacro » et une boutique d'objets musicaux au quartier « Trionfale », prélevant vêtements, fourrures et disques, tout en blessant 4 employés. Ce sera la première « expropriation juvénile » réalisée à Rome (une quinzaine au total, dont une partie composée d'entrées gratuites à concerts et cinémas)[283].

---

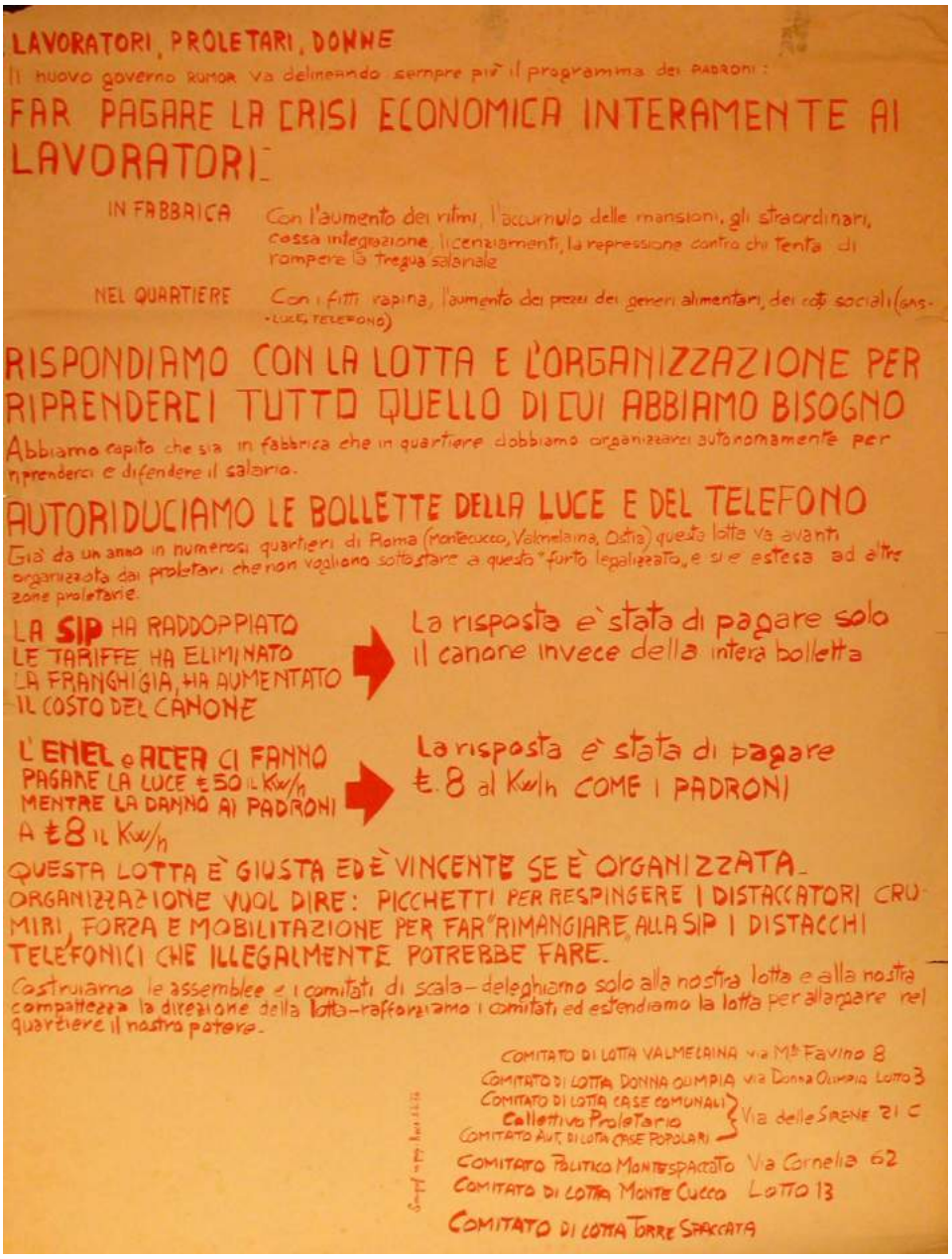
[279] Pour un descriptif de ces répertoires, voir : *Mentre licenzia gli operai, questo governo continua a saccheggiare le tasche dei proletari con il carovita. Nello sviluppo delle lotte sociali avanza una formidabile risposta alla gestione padronale della crisi,* "Lotta Continua", 18-19 janvier 1976.

[280] Voir : *Luce, acqua, gas: paghiamoli in un'unica bolletta, 5% del salario operaio,* "Rivolta di classe", n. 3, 1975.

[281] Voir : *Gravi incidenti davanti alla sede SIP del Tufello,* "L'Unità", 15 octobre 1975 ; *Rimasti muti oltre 1300 telefoni dopo i nuovi attentati alla SIP,* ivi, 12 decembre 1975.

[282] Voir : Lanfranco Caminiti et Sergio Bianchi (dir.), *Gli autonomi. Le storie, le lotte, le teorie,* cit., p. 353.

[283] Voir : *Sessanta teppisti divisi in due gruppi hanno rapinato abiti, pellicce e dischi,* "L'Unità", 14 novembre 1975 ; *Quaranta teppisti assaltano la Standa di via Tiburtina,* "L'Unità", 15 octobre 1976 ; Maria R. Calderoni, "*Spesa proletaria" per studenti-bene,* "L'Unità", 17 marzo 1977 ; Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia,* cit*.,* pp. 489-543-568.


LAVORATORI, PROLETARI, DONNE

Il nuovo governo RUMOR va delineando sempre più il programma dei PADRONI:

FAR PAGARE LA CRISI ECONOMICA INTERAMENTE AI LAVORATORI

IN FABBRICA Con l'aumento dei ritmi, l'accumulo delle mansioni, gli straordinari, cassa integrazione, licenziamenti, la repressione contro chi tenta di rompere la tregua salariale

NEL QUARTIERE Con i fitti rapina, l'aumento dei prezzi dei generi alimentari, dei costi sociali (GAS-LUCE, TELEFONO)

RISPONDIAMO CON LA LOTTA E L'ORGANIZZAZIONE PER RIPRENDERCI TUTTO QUELLO DI CUI ABBIAMO BISOGNO

Abbiamo capito che sia in fabbrica che in quartiere dobbiamo organizzarci autonomamente per riprenderci e difendere il salario.

AUTORIDUCIAMO LE BOLLETTE DELLA LUCE E DEL TELEFONO

Già da un anno in numerosi quartieri di Roma (montecucco, Valmelaina, Ostia) questa lotta va avanti organizzata dai proletari che non vogliono sottostare a questo "furto legalizzato" e si è estesa ad altre zone proletarie.

LA SIP HA RADDOPPIATO LE TARIFFE, HA ELIMINATO LA FRANCHIGIA, HA AUMENTATO IL COSTO DEL CANONE → La risposta è stata di pagare solo il canone invece della intera bolletta

L'ENEL e ACEA CI FANNO PAGARE LA LUCE £50 il Kw/h MENTRE LA DANNO AI PADRONI A £8 il Kw/h → La risposta è stata di pagare £.8 al Kw/h COME I PADRONI

QUESTA LOTTA È GIUSTA ED È VINCENTE SE È ORGANIZZATA. ORGANIZZAZIONE VUOL DIRE: PICCHETTI PER RESPINGERE I DISTACCATORI CRUMIRI, FORZA E MOBILITAZIONE PER FAR "RIMANGIARE" ALLA SIP I DISTACCHI TELEFONICI CHE ILLEGALMENTE POTREBBE FARE.

Costruiamo le assemblee e i comitati di scala – deleghiamo solo alla nostra lotta e alla nostra compattezza la direzione della lotta – rafforziamo i comitati ed estendiamo la lotta per allargare nel quartiere il nostro potere.

COMITATO DI LOTTA VALMELAINA via Mte Favino 8
COMITATO DI LOTTA DONNA OLIMPIA via Donna Olimpia Lotto 3
COMITATO DI LOTTA CASE COMUNALI
Collettivo Proletario } Via delle SIRENE 21 C
COMITATO AUT. DI LOTTA CASE POPOLARI
COMITATO POLITICO MONTESPACCATO Via Cornelia 62
COMITATO DI LOTTA MONTE CUCCO LOTTO 13
COMITATO DI LOTTA TORRE SPACCATA

Polycopié (avril 1974) des organismes de quartier, membres de « AutOp », qui donne une idée de la capacité de territorialiser le conflit économique et un exemple précis des répertoires utilisés pour s'opposer à la « vie chère ».

Source : Collection personnelle

Bien évidemment, les communistes interprètent toute cette révolte multiforme comme une dégénération criminogène de la frustration populaire, susceptible de corrompre le long parcours d'émancipation que les classes inférieures romaines ont entrepris dès l'après-guerre sous l'égide du parti. En raison de sa fonction de raccord entre pratiques de territoire et radicalisation de la contestation, dans la zone-clé « San Lorenzo », la propagande du PCI identifie le « Collectif travailleur étudiant POLICLINICO » comme la source primaire du développement de l'*illégalité de masse*

dans la capitale[284]. Les heurts dans l'hôpital - bagarres, grèves sauvages, piquets, affrontements avec la police, arrestations répétées[285] - déclenché sans cesse par les « autonomes », voient en effet la participation enthousiaste des jeunes du quartier universitaire, qui avec leur intervention contribuent à transformer le « POLICLINICO » en une petite caserne antisystème, à partir de laquelle l'offensive subversive au territoire urbain peut être ponctuellement relancée[286]. La puissance et la capacité déstabilisatrice atteinte par ce collectif sont telles que « L'Unità » ose faire de son leader, Daniele Pifano, le symbole de la dérive fasciste qu'aurait envahi le pays, en lui consacrant bien un article à la Une :

> À Rome opère un groupe de violents et d'émeutiers, auquel participent aussi des éléments proches des Brigades rouges et des délinquants de droit commun : il s'agit du Collectif de « rue dei Volsci ». Ça fait des années qu'ils « tabassent » les dissidents, qu'ils dévastent l'université et le Policlinico, qu'ils organisent les incursions à travers les rues de la capitale, cassant les vitrines, brûlant les voitures, lançant des cocktails Molotov. […] Ils sont parmi les responsables majeurs du climat de peur qui vient de s'imposer à Rome : ils ont fourni aux fascistes l'alibi pour relever la tête, ils ont détruit plusieurs jeunes, ils poussent volontairement la situation vers la droite. Ils sont, en définitive, un groupe classique de provocateurs. […] Une seule chose ne peut toutefois être acceptée : que Pifano et ses acolytes soient considérés comme un groupe de « révolutionnaires » victimes de la répression […]. Essayez-vous d'imaginer quelle liberté il y aura pour nous, les Italiens – même de gauche – qui n'adhèrent pas à la pensée de Pifano, si ce dernier arrive au

---

[284] Voir : *Cinque anni di provocazioni e violenze al Policlinico. L'area della autonomia a Roma: l'esordio dei "collettivi" nella maggiore struttura sanitaria della Capitale,* "L'Unità", 20 mai 1977.

[285] Voir : *Tensione al Policlinico: evitare le provocazioni,* "L'Unità", 20 avril 1974; *Interviene la PS nel Policlinico,* ivi, 26 septembre 1974; *Provocazione di estremisti al Policlinico,* ivi, 17 novembre 1974; *Acuta tensione e provocazioni al Policlinico,* ivi, 26 octobre 1974; *Gravi incidenti al Policlinico: durante una provocatoria manifestazione di aderenti al "collettivo",* ivi, 22 novembre 1974; *Aperto il processo contro 61 aderenti al "collettivo autonomo" del Policlinico,* ivi, 19 janvier 1978; *Incidenti al Policlinico di Roma: fra polizia e "autonomi" che da settimane cercano di paralizzare l'ospedale,* ivi, 24 octobre 1978.

[286] Pour ce qui est des intentions du « Collectif travailleurs-étudiants POLICLINICO », voir : *Documento del Comitato autonomo del Policlinico,* « Rosso », n. 11, juin 1974 ; Comitati Autonomi Operai, *Policlinico: una lotta che dà fastidio a molti!*, 25 novembre 1974, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 99, f. 145, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

pouvoir dans ce pays? Probablement nous serons tués ou au moins « tabassés » [287].

Quotidiano / Anno LV / N. 17 ★ Sabato 21 gennaio 1978 / L. 200

l'Unità

ORGANO DEL PARTITO COMUNISTA ITALIANO

Tutti i compagni impegnati domani nella grande diffusione

Per il nuovo governo

Si avvia la trattativa

Cautela della Direzione dc - Gli esperti dei sei partiti consegnano ai segretari un rendiconto dei problemi economici discussi - Ampia convergenza - Manifestazioni del PCI in tutto il Paese

Fallito assalto alle Murate a Firenze

Giovane agente ucciso da terroristi in fuga

Un altro ferito alle gambe - Avevano sorpreso due del commando in strada mentre altri tre erano già nel carcere per far evadere i complici - Sparatoria fra i passanti in piena Santa Croce - Bombe a mano lanciate dai criminali

L'assise a Roma dal 29 marzo

Accentuate divisioni nel CC socialista che convoca il congresso

Voto su 4 mozioni contrapposte - Prevale quella di Craxi e Signorile - De Martino: tratteremo per giungere al governo di emergenza

A Bologna da parte di un gruppo di autonomi

Aggressione squadristica a un redattore dell'Unità

Romano Zanarini assalito a colpi di spranga mentre attendeva di partecipare ad una conferenza stampa - Ferito anche il compagno Ghezzi, docente e consigliere comunale - Provocazioni e violenze

Se comandasse Pifano

OGGI

interno di famiglia

Si aggrava la crisi fra i due stati indocinesi

Severo monito vietnamita ai governanti della Cambogia

Denunciati attacchi alla frontiera - Accuse di Pechino all'URSS

La Une de « L'Unità' » (21 janvier 1978) avec l'éditorial contre Daniele Pifano.

[287] *Se comandasse Pifano,* "L'Unità", 21 janvier 1978. Pour ce qui est du jugement du "collectif" sur le parti communiste romain, voir : *L'arresto del compagno Pifano: un compromesso esemplare fra riformisti e padroni,* "Controinformazione", n. 5-6, novembre 1974.

Cet éditorial rude et incendiaire se conclut par une dernière accusation aux dépenses du « collectif » : à savoir la responsabilité d'avoir favorisé l'introduction, en promouvant un climat d'illégalité et de violence diffuse, d'éléments de provocation terroriste au sein du mouvement ouvrier romain[288]. Le journaliste communiste fait référence à la vague d'attentats paramilitaires qui est parue dans l'ombre de la bataille sociale pour la défense du salaire et du pouvoir d'achat : dès 1975, en effet, une partie croissante des ressortissants romains d'ultragauche (« orphelins » des groupes extraparlementaires en voie de disparition et « dissidents autonomes ») commence à rechercher des formes d'attaque plus dures, et spectaculaires, en mesure de répondre à la dégradation rapide des conditions opérationnelles en ville, alimentée par la crise des organismes post-soixante-huitards, l'accentuation de la répression policière[289] et l'aggravation de la stagflation. Dans ce sens, les militants les plus inquiets finissent par emprunter le chemin de la lutte armée clandestine, en la considérant comme la seule méthode efficace pour affecter les détenteurs et les structures technologiques du pouvoir économique à l'heure de la reconfiguration postfordiste[290]. De nouvelles formations révolutionnaires, organisées selon le modèle du *parti armé*, s'insèrent d'emblée dans le front d'opposition à la « vie chère », moyennant des répertoires sanglants qui signalent clairement l'élévation du niveau de la violence politique dans la capitale, au milieu de la décennie 1970.

Le premier épisode se produit le 4 novembre 1975, quand le LAPP (Lutte armée pour le pouvoir prolétaire)[291] décide d'intervenir dans la vague de sabotages et d'endommagements des commutateurs téléphoniques[292] : un commando de trois personnes – déguisé en faux policiers – arrive à rentrer dans le siège commercial de la SIP situé à l'EUR et à placer 4 bombes, qui explosent seulement une fois que tout le personnel présent a été évacué[293]. Au soir de la même journée, un dispositif fumigène

---

[288] L'éditorialiste parle de "*menaces à la démocratie, voire de menaces à la possibilité que le mouvement ouvrier puisse avancer davantage".*

[289] Déterminée par l'augmentation des pouvoirs de répression attribués aux forces de l'ordre (loi « Reale », n. 152 du 22 mai 1975). Voir les chapitres 6 et 7 de ce travail.

[290] Voir : Raimondo Catanzaro et Luigi Manconi (dir.), *Storie di lotta armata,* cit.*,* pp. 261 et 264. Voir les chapitres 6 et 7 de ce travail.

[291] Groupe constitué par l'union d'anciens composants du service d'ordre de « Potere Operaio » et de militants issus de la galaxie « autonome ». Voir les chapitres 6 et 7 de ce travail.

[292] Comme le rappelle le leader de ce groupe, Valerio Morucci, dans ces mémoires : "*les quartiers prolétaires de Rome étaient en agitation permanente pour la réduction des factures et presque tous les jours il y avait des manifestations de femmes au ménage avec leurs enfants devant les filiales de l'ENEL et de la SIP. […] Nous avions un camarade qui travaillait à la SIP et qui nous donna la description d'une centrale téléphonique […] qui se trouvait au deuxième étage de l'établissement de rue Cristoforo Colombo",* in Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane,* cit.*,* pp. 183-184.

[293] D'après la chronique journalistique du lendemain : "*L'explosion fracassante est arrivée 6 minutes après l'évacuation, lorsque tous les employés avaient déjà quitté l'établissement. Tous les vitrages des*

est activé à côté de la rédaction centrale du quotidien « Il Messaggero » : les forces de l'ordre accourues sur le lieu y trouvent un tract de revendication éclairant :

> Notre but n'a jamais été la destruction aveugle : au contraire, nous voulons affecter la fonction d'attaque au revenu ouvrier que la SIP, l'ENEL et les industriels du bâtiment sont en train d'exercer ; tout cela en préservant les services qui représentent des biens arrachés par la lutte[294].

La teneur de ce message, accompagné d'ailleurs le jour d'après par une campagne d'affiches collées aux murs des quartiers populaires de la ville, témoigne du rôle décisif que la vaste conflictualité socioéconomique joue dans le processus de légitimation de la pratique armée à Rome : il ressort, à l'évidence, que le bond en avant de la radicalité, incarné par la réalisation d'une opération paramilitaire, est justifié finalement comme un acte d'autodéfense populaire aligné à l'effort de réappropriation violente déjà quotidiennement exercé par le prolétariat romain. D'autre part, son caractère luddiste et non sanglant rend, somme toute, acceptable cette action de guérilla aux yeux des masses urbaines en lutte : en fait, au-delà des incontournables stigmatisations du PCI[295] et de quelques doutes sur la « paternité » réelle de l'attentat exprimés par les composantes modérées du mouvement extraparlementaire[296], le LAPP se sent assez conforté par la réaction des quartiers pour continuer dans sa stratégie[297]. Sous la nouvelle dénomination de « Formations Communistes Armées » (FCA), prise à la suite d'une scission interne qui a porté la partie sortante à former un nouveau groupe (UCC)[298], les militants dirigés par Valerio

---

fenêtres au premier étage ont volé en éclats et peu après une dense colonne de fumée est sortie […]. Tous les bureaux du premier étage ont été dévastés, les murs de la salle qui hébergeait les commutateurs téléphoniques ont été abattus : presque toutes les connexions et tous les raccordements ont été détruits. Partout, il y avait une odeur acide très forte", in "L'Unità", *Tre falsi agenti hanno fatto saltare una centrale della Sip: metodi terroristici,* 5 novembre 1975. Voir aussi : *Travestiti da agenti a Roma fanno saltare un centralino SIP,* "Corriere della Sera", 5 novembre 1975.

[294] Lotta armata per il potere proletario, *Comunicato numero uno,* Rome, 4 novembre 1975, cité dans G. Pa., *Metodi terroristici,* "L'Unità", 5 novembre 1975.

[295] "*Nous sommes confrontés à des méthodes terroristes, dont l'usage est typique des ennemis de la démocratie, ainsi que du mouvement ouvrier et populaire",* in "L'Unità", *Metodi terroristici,* cit. 5 novembre 1975.

[296] Voir : *Esplosione alla Sip. La sceneggiatura è quella classica,* "Il Manifesto", 5 novembre 1975 ; *Attentato alla SIP (24 ore dopo una vittoria del movimento dell'autoriduzione),* "Lotta Continua", 5 novembre 1975.

[297] Voir : Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane,* cit., pp. 192-193.

[298] Une querelle interne, portant sur le choix politique des cibles à attaquer, avait poussé une partie des membres à abandonner le LAPP pour aller former – avec des ressortissants de la galaxie marxiste-léniniste désormais en décomposition – un nouveau groupe, les « Unités Communistes Combattantes » (UCC). Ce qui reste du L.A.P.P. prend la nouvelle dénomination de FCA. Voir : Emilio Mentasti, *Senza Tregua,* cit., p. 168. Pour une reconstruction complète, voir le chapitre 7 de ce travail.

Morucci organisent alors la « jambisation » du président de l'Union Nationale des Pétroliers Italiens, le marquis Giovanni Theodoli. Intercepté le 21 avril 1976 en plein centre-ville à bord de sa Mercedes, le président se retrouve sous le feu d'une mitraillette « Skorpio » : l'industriel est touché bien 14 fois aux jambes (6 balles ne seront extraites chirurgicalement à l'hôpital), mais il survit par miracle[299]. Cette fois, l'attaque se veut des représailles spectaculaires contre l'augmentation du prix de l'essence qui représenterait une énième compression du pouvoir d'achat de la classe ouvrière : à nouveau, l'élévation du niveau de la violence – par rapport au raid à la centrale de la SIP, on est passé du vandalisme matériel à l'attentat contre les personnes – recherche une « rationalisation » dans la protection des conditions salariales du prolétariat, opprimées par l'avidité du néocapitalisme[300]. En même temps, cependant, le fait d'être arrivé au seuil de l'homicide politique - tout en visant une figure symbolique de l'élite italienne, très éloignée de la réalité romaine – dévoile les limites du parcours de radicalisation associé aux revendications socioéconomiques : l'affrontement antipatronal perd définitivement le contact avec le contexte territorial et la dynamique d'entreprise, pour se transformer inexorablement en une « guerre contre l'État »[301]. Peu après la « jambisation » de Theodoli, en effet, la trajectoire militariste poursuivie par le clan de Morucci pousse les FCA à s'autodissoudre afin de repérer une nouvelle forme organisationnelle, apte à attaquer frontalement les appareils du pouvoir républicain : cette dimension sera identifiée dans la section romaine (« colonna romana ») des « Brigades rouges », qui se constitue justement au tournant de 1977 sous le slogan « porter l'attaque au cœur de l'État »[302]. De façon spéculaire, les militants scissionnistes qui ont fondé les « Unités Communistes Combattants » (UCC) exactement pour maintenir la lutte armée dans le cadre de l'opposition à la « vie chère » s'engagent à frapper uniquement des personnalités facilement reconnaissables par les communautés prolétaires de la capitale.

Le 14 juin 1976, les UCC kidnappent le grossiste de viande Giuseppe Ambrosio : pour libérer l'otage, la formation demande pour la journée du 16 juin la distribution de

---

[299] Voir : Silvana Mazzocchi, *Crivellato di proiettili il marchese Theodoli. Attentato al presidente dei petrolieri: è grave,* "La Stampa", 22 avril 1976; *Un commando dell'ultrasinistra rivendica a Roma l'attentato contro il presidente dei petrolieri,* "Corriere della Sera", 22 avril 1976.

[300] Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane*, cit., pp. 213-214. Pour la réaction du PCI, voir : *Dietro la giungla delle sigle sempre gli stessi attentatori,* "L'Unità", 23 avril 1976.

[301] Pour des considérations intéressantes dans ce sens, voir : *Trama preordinata,* "L'Unità", 22 avril 1976.

[302] Voir le chapitre 7 de ce travail.

71 tonnes de viande (au prix politique de 1500 lires par kg) dans les quartiers populaires et les « borgate » de Rome[303]. Il est accusé d'être parmi

> les pires responsables […] de la rapine quotidienne perpétrée aux dépens du prolétariat, à travers le commerce d'un bien fondamental tel que la viande. Une rapine, planifiée par l'État avec la participation directe des organismes du secteur, qui pendant la dernière année a activé des mécanismes d'augmentation des prix, afin de porter une attaque politique, sans égal dans l'après-guerre, contre les besoins prolétaires : en même temps, ces augmentations des prix, associées à une reconfiguration et une concentration financière du marché européen de la viande, ont servi pour reconstituer de grandes marges bénéficiaires. […] Voilà pourquoi, dans le cadre de la construction des instruments politico-militaires aptes à imposer la volonté du Pouvoir Prolétaire sur la société entière, il est impératif que le mouvement révolutionnaire et ses avant-gardes attaquent et détruisent les institutions, ainsi que les figures anti-ouvrières. […] M. Ambrosio est un représentant typique d'une couche capitaliste parasitaire et, en tant que tel, il doit être condamné à mort par le Mouvement révolutionnaire[304].

Conçue comme l'opération de redistribution de richesse la plus importante de l'histoire républicaine – inspirée par la pratique des « décrets ouvriers » promulgués par les soviets russes afin de satisfaire les besoins primaires de la population[305] – l'enlèvement de Giuseppe Ambrosio se conclut toutefois par un échec total : le jour prévu pour la distribution de la viande, un géomètre-arpenteur tombe par hasard sur la « prison » pendant une inspection d'un bâtiment abandonné. L'otage est immédiatement libéré par la police et, du coup, la vente à prix politique est bloquée[306]. Une préparation grossière et une certaine ingénuité - qui suscitent les critiques internes

---

[303] Voir : *Ricatto a Settantuno macellai per il grossista sequestrato: le condizioni per il rilascio dettate dai criminali in un volantino alle organizzazioni di categoria,* "L'Unità", 15 juin 1976.

[304] Unità Comuniste Combattenti, *Operazione per la vendita delle carni. Comunicato n. 1,* Rome, 14 juin 1976, Progetto Memoria, *Le parole scritte,* cit., pp. 248-249.

[305] La liste de ces décrets avait été publiée en édition italienne déjà au cours de 1918 (Voir : *I decreti dei Soviet: raccolta di documenti e di atti ufficiali del governo dei Soviet di Russia,* New York, Libreria editrice dei lavoratori industriali del mondo, 1918), mais ils avaient été redécouverts par l'extrême gauche italienne en 1974, grâce à la traduction des études de Maurice Brinton. Voir : Maurice Brinton, *17-21: I bolscevichi e il controllo operaio. Lo Stato e la controrivoluzione,* Milano, Jaca Book, 1974.

[306] Voir : Liliana Madeo, *Roma: liberato Ambrosio e scoperto il covo. La polizia ha sequestrato i 710 quintali di carne,* "La Stampa", 16 juin 1976.

du monde ultragauchiste romain[307] et qui jettent de l'huile sur le feu des thèses conspirationnistes avancées par le PCI[308] - sabordent donc les velléités à la « Tupamaros » des UCC, pourtant indicatives de l'état de tension sociale désormais atteint dans ce front particulier de conflictualité urbaine[309]. À la lumière de ces erreurs, le groupe révolutionnaire remanie ses plans et ses tactiques, dans le but de contribuer armes à la main à l'offensive anti-patronale dans la capitale : le 29 mars 1977, le directeur du « Poligrafico dello Stato », Vittorio Morgera est « jambisé », tandis qu'un commando prend d'assaut, dévaste et incendie le siège de la « Fédération régionale des petites et moyennes entreprises » (FederLazio)[310]. L'action est vouée à dénoncer et à combattre la « massification du travail au noir » organisée par ces sociétés : les UCC pensent, en fait, que les programmes de formation professionnelle réalisés par le « Poligrafico » dans les prisons, ainsi que l'introduction des calculateurs électroniques dans les petites réalités productives de la ville ne sont rien que de nouveaux instruments de contrôle et d'exploitation sur la classe ouvrière romaine[311]. L'association d'un attentat sanglant contre un haut dirigeant public – à la tête d'un établissement historiquement bouillonnante, telle que le « Poligrafico » - avec un raid destructeur qui vise idéalement la globalité du patronat romain, fait indiscutablement de cette opération l'apogée de la conflictualité du travail à Rome : l'exercice de la pratique armée (« jambisations », blitz, enlèvements, attentat à la bombe) dans le cadre d'une *illégalité de masse* (autoréductions, raccordements abusifs, sabotages, endommagements, « courses prolétaires », « marchés rouges », « expropriations juvéniles ») désormais institutionnalisée dans les quartiers populaires représente, en effet, la pointe la plus avancée de la « territorialisation de la lutte ouvrière » dans la capitale. Ce signifie qu'au cours de 1976-1977, les batailles pour la défense du salaire et du pouvoir d'achat épuisent leur potentiel subversif et cessent, du coup, d'être un facteur de mobilisation et de radicalisation : dès lors, tous les militants qui se sont

---

[307] Voir : Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane,* cit.*,* p. 202 ; Raimondo Catanzaro et Luigi Manconi (dir.), *Storie di lotta armata,* cit.*,* p. 203.

[308] Voir : *Entra per un sopralluogo e trova la prigione di Giuseppe Ambrosio: dubbi e interrogativi sul sequestro del grossista di carni compiuto da una banda di delinquenti,* "L'Unità", 16 juin 1976.

[309] Voir : *Rapimenti: è la volta del pollame e delle uova,* "Lotta Continua", 17 juin 1976.

[310] Voir : *Il direttore del Poligrafico ferito sotto casa in un agguato: nella serata lo stesso gruppo terroristico ha assaltato la sede della Federlazio,* "L'Unità", 30 mars 1977.

[311] Voir : Giuseppe Fedi, *Sono le "unità comuniste" responsabili degli attentati,* "La Stampa", 31 mars 1977. Dans la même ligne d'action, les UCC attaqueront le 10 juin 1977 le centre informatique de l'Université de Rome, voir : Fabrizio Carbone, *Un commando di donne distrugge il computer all'università di Roma,* "La Stampa", 11 juin 1977.

formés un esprit révolutionnaire au sein de ces agitations, sont obligés à se déplacer sur un nouveau terrain d'affrontement avec le système néocapitaliste.

VI. *La régression de la conflictualité socioéconomique face à l'affirmation de la « guerre contre l'État », lors de l'acmé des « années de plomb » (1978-1982)*

Sur la base de ce qui précède, on peut constater que le double attentat contre Vittorio Morgera et contre la « FederLazio » établit un tournant périodisant dans le processus d'inscription de la violence politique à Rome : dans les années suivantes, les attaques destinées à frapper les symboles et les figures du pouvoir économique de la capitale régressent inexorablement en termes de virulence comme de fréquence. En fait, entre 1978 et 1982, seulement deux actions dépassent le niveau du simple vandalisme. Le 13 janvier 1978, quand deux militants blessent (5 balles aux jambes) le directeur des relations extérieures de la SIP, Raffaele De Rosa[312] et le 7 mai 1980, lors un petit commando effectue la « jambisation » de Pericle Pirri, directeur du pôle emploi régional[313] : dans les deux cas, la paternité est à la « colonna romana » des BR qui réalise des opérations auxiliaires dans le cadre de campagnes paramilitaires à caractère national. Il ne s'agit plus, à bien regarder, de la construction d'un contre-pouvoir socioéconomique dans les quartiers pauvres de Rome, mais plutôt d'une activité collatérale et occasionnelle vouée à supporter localement certaines étapes, qui de façon conjoncturelle se concentrent sur la question du « travail », de la plus générale lutte armée contre l'État menée par les « Brigades rouges »[314]. Cette régression drastique de la conflictualité anti-patronale et des pratiques d'opposition outrancière à la « vie chère », face au déploiement d'une véritable offensive contre les institutions

---

[312] Voir : *Colpito alle gambe dirigente della Sip,* "L'Unità", 14 janvier 1978.

[313] Voir : *Questa mattina a Roma : gambizzato direttore ufficio del lavoro,* "La Stampa", 7 mai 1980.

[314] L'attentat contre Raffaele De Rosa fait partie d'une grande opération vouée à frapper la capacité de contrôle du pouvoir néocapitaliste dans certaines réalités fondamentales du marché du travail italien. Les quatre « colonnes » principales des BR opèrent en séquence, « jambisant » quatre hauts dirigeants : 10 janvier 1978, Gustavo Ghirotto (chef d'atelier FIAT à Turin) ; 13 janvier, Raffaele De Rosa (dirigeant SIP à Rome) ; 18 janvier, Filippo Peschiera (professeur universitaire de droit du travail, directeur d'un centre de haute formation professionnelle et politicien de la DC à Gènes) ; 24 janvier, Nicola De Toma (fonctionnaire SIT-SIEMENS à Milan). L'attentat contre Pericle Pirri est inclus, en revanche, dans une campagne de déstabilisation à l'approche des élections régionales du 8-9 juin 1980. Voir : Giorgio Galli, *Piombo Rosso,* cit*.,* p. 133-171.

républicaines, se relie directement aux changements structurels qui investissent la société romaine au tournant de 1980.

À partir de 1978, en effet, tous les secteurs du marché du travail romain entrent dans une dimension encore plus haute de précarisation et de contraction financière qui, nonobstant la fin de la stagflation, provoque une nouvelle crise systémique[315]. En Italie, l'inertie du « boom » qui avait déterminé la croissance productive des années 1960 et la modernisation technologique des années 1970 s'est désormais épuisée : pendant l'intervalle historique 1978-1982, le taux de chômage passe de 7% à 10% (le chômage juvénile de 22% à 28%), l'inflation maintient une moyenne annuelle du 16,4%, le PIB se limite à une croissance annuelle du 0,8%[316]. L'aggravation des conditions socioéconomiques est tellement aiguë que le PCI et les syndicats se rendent officiellement disponibles à atténuer leur attitude anti-patronale afin de ne pas contribuer à l'asphyxie du système (ladite « svolta dell'EUR »)[317]. Le 24 janvier 1978, le secrétaire général de la CGIL, Luciano Lama, accorde au journaliste Eugenio Scalfari du quotidien progressiste « la Repubblica » une interview qui fait crier au scandale une partie de la gauche italienne pour les propos tenus sur l'acceptation des règles du marché libre[318] :

> Nous ne pouvons plus obliger les entreprises à maintenir un nombre d'employés qui excède leurs possibilités productives ni nous pouvons continuer à exiger que le chômage technique assiste en permanence les travailleurs en surnombre. […] Nous sommes convaincus qu'imposer aux entreprises des quotas de main-d'œuvre excédante soit une politique suicide. L'économie italienne est en train de succomber pour cause de cette attitude. Voilà pourquoi – bien que nul ne se rend compte comme nous des difficultés de la situation – nous considérons que les entreprises, une fois que leur état de crise est certifié, ont le droit de licencier[319].

Il s'agit de l'anticipation de la motion unitaire, élaborée le 14 février 1978 par la conférence nationale réunissant les trois syndicats majeurs (CGIL, CISL, UIL), qui demande au gouvernement un changement radical dans les relations du travail,

---

[315] Silvio Lanaro, *Storia dell'Italia repubblicana,* cit., pp. 469-476.

[316] Élaboration effectuée sur les statistiques officielles de l'ISTAT. Voir : Filippo Barbano, *Mutamenti nella struttura di classe e crisi,* in Sidney Tarrow et al., *La crisi italiana,* cit., pp. 180-191.

[317] Voir : Marino Regini, *I dilemmi del sindacato: conflitto e partecipazione negli anni Settanta e Ottanta,* Bologna, Il Mulino, 1981, pp. 52 et s..

[318] Voir : *Nel sindacato vivace confronto sulla svolta: dopo l'intervista di Lama a Repubblica,* "L'Unità", 25 janvier 1978.

[319] *Lavoratori stringete la cinghia,* "la Repubblica", 24 janvier 1978

proposant un échange paritaire entre blocage des revendications salariales et investissements pour soutenir l'occupation[320]. Dans ce contexte déclinant, Rome ne fait pas exception. Le démantèlement progressif du complexe industriel de la ville - des petites usines de la zone « Tiburtina » aux grands producteurs mécaniques comme la « FIORENTINI », tout en passant par la myriade d'entreprises délocalisées à Pomezia-Aprilia[321] – est seulement partiellement ralenti par l'utilisation massive de la « cassa integrazione »[322] (notamment dans les établissements majeurs : AUTOVOX, VOXSON, FATME)[323]. Le secteur public, pour sa part, a atteint son seuil de saturation occupationnel à la moitié de la décennie 1970, sans pour autant perdre sa vocation clientéliste : cela détermine une double distorsion dans le marché du travail, qui d'un côté alimente des cycles de « recrutement par dérogation » en dépit des exigences et des budgets des administrations[324] de l'autre créée une petite armée de « travailleurs semi-publics » qui jouissent d'emplois fictifs[325]. La conséquence majeure de cette contraction généralisée est la résorption quasi totale de la conflictualité ouvrière : confrontées à la dégradation accélérée de leurs perspectives économiques, les catégories professionnelles romaines commencent en fait à se renfermer sur elles-mêmes, se concentrant exclusivement sur le maintien du poste de travail. De manière spéculaire, les jeunes chômeurs réduisent de plus en plus leurs expectatives et prétentions au fur et à mesure que la période d'inactivité se prolonge. Finalement, les groupes extrémistes de la capitale se retrouvent privés des deux éléments qui, jusque-là, avaient permis de tenir très élevée la tension autour de la question de l'émancipation

---

[320] Voir : Stefano Cingolani, *Compatto sì dei delegati alla strategia sindacale,* "L'Unità", 15 février 1978 ; Bruno Ugolini, *La parola è ora alle forze politiche,* ivi, 15 février 1978. Pour une lecture critique, voir : *Lama e Macario si mettono l'elmetto: "siamo in ecnomia di guerra". Continuano i licenziamenti, la cassa integrazione, gli arresti di disoccupati,* "Lotta Continua", 16 février 1978.

[321] Voir : *E' passata alla GEPI la fabbrica Fiorentini,* "L'Unità", 22 novembre 1975 ; *Un altro stabilimento chiuso a Pomezia: per 350 operai in pericolo il posto,* "L'Unità", 31 mars 1978; *Zona Tiburtina, un progetto per gli anni 80,* ivi, 7 avril 1981; *Adesso i "conquistadores" vogliono levare le tende: Latina non conviene più,* ivi, 3 juin 1982.

[322] Caisse de chômage – alimentée en partie par l'État et en partie par des cotisations des travailleurs – qui procure un salaire minimal aux ouvriers pendant les périodes de suspension de l'activité productive : la possibilité d'activer la « cassa integrazione » plusieurs fois durant l'année permet à l'usine d'éviter – dans l'attente d'une reprise des commandes - le licenciement de la main-d'œuvre devenue excédent par rapport à la demande du marché.

[323] Voir : *Metà Fatme in cassa integrazione: e fra sei mesi coche cosa accadrà?,* "L'Unità", 20 juin 1980; *Anche per l'Autovox risanamento vuol dire soltanto licenziamenti,* ivi, 18 decembre 1980; *Voxson, Mistral, Fatme e tante, tante altre: sugli striscioni i nomi della crisi,* ivi, 27 mars 1982; *Vogliono liquidare la Fatme: noi non staremo a guardare,* ivi, 8 mai 1982.

[324] Voir : *Ottantacinquemila assunzioni con il marchio preelettorale?,* "L'Unità", 22 avril 1979; Gian Carlo Fossi, *Blocco e deroghe nelle assunzioni creano il caos negli uffici pubblici,* "La Stampa", 26 octobre 1983.

[325] *Varato il piano che darà lavoro a seimila giovani,* "L'Unità", 9 février 1978 ; *Giovani e lavoro: sta per ripartire il "movimento"? Roma: la 285 ha ormai i giorni contati. Che fare poi?,* ivi, 6 février 1980; *Se l'impiegato "migra" lo Stato non funziona,* "La Stampa", 21 decembre 1980.

des travailleurs salariés : les grèves et la rébellion juvénile. Dans cette période, en effet, notamment après l'événement-clé de la célèbre « marche des quarante-mille » (14 octobre 1980)[326], organiser et défendre une grève à Rome devient extrêmement compliqué et impopulaire, même parmi les ouvriers : au point que, par exemple, les travailleurs de la « glorieuse » FATME refusent de participer à la grève générale du 1er avril 1982[327]. Parallèlement, la longue mobilisation juvénile prolongeant les années 1960 s'abîme définitivement dans le tourbillon du *Settantasette.* Les rêves de révolution portés par les jeunes générations débouchent sur de la frustration et des formes très violentes de contestation[328]. L'incapacité de ce mouvement – ou probablement l'impossibilité, en raison de sa nature hétéroclite et son énorme taille -

---

[326] Le 9 octobre 1979 - suite à l'homicide politique du responsable de la planification stratégique de l'entreprise (Carlo Ghiglieno, 21 septembre 1979), perpétré par le groupe clandestin « Prima Linea » - la FIAT renvoie 61 ouvriers pour comportement violent et collusion avec le terrorisme (plus tard, les accusations se révèleront fausses et instrumentales) ; le 5 septembre 1980, l'entreprise annonce la mise en « cassa integrazione » pour 24 000 employés (dont 22 000 ouvriers) ; le 11 septembre, la propriété déclare l'exigence de réduire de 14 500 unités sa propre main-d'œuvre. Confrontée à la dure réaction des syndicats et du PCI – qui gouverne la ville depuis 1975 - la Fiat renonce à licencier (27 septembre), mais active quand même une « cassa integrazione » de 18 mois pour les 24 000 employés. Poussés par l'aile radicale de la base ouvrière, les syndicats décident de continuer la mobilisation, considérant cette disposition comme injustifiée et punitive : début octobre, l'usine est intégralement bloquée à cause des grèves sauvages et des piquets. Cependant, le 14 octobre 1980, une assemblée des dirigeants et des fonctionnaires de la FIAT décide d'organiser un cortège à travers Turin pour demander la fin des piquets et la reprise des négociations : des dizaines de milliers de personnes (par habitude on parle de 40 000) intègrent ce cortège qui avance les slogans *« Nous voulons les négociations et pas la mort de la FIAT »* et *« Le travail se défend à travers le travail ».* Cette marche silencieuse représente le signal d'un tournant historique : pour la première fois depuis la reconstruction d'après-guerre, la classe ouvrière de la plus grande et importante usine du pays perd son unité, tout en se divisant selon des critères corporatifs. Aux fonctionnaires de la FIAT s'ajoutent en fait aussi les ouvriers des catégories inférieures, laissant seuls dans le combat les ouvriers plus anciens et spécialisés : le maintien du poste prévaut sur les luttes pour l'amélioration des conditions de travail. Face à cette manifestation, les syndicats cèdent et signent immédiatement un accord avec la FIAT (17 octobre) acceptant en gros la restructuration massive de l'entreprise : la quasi-totalité des 24 000 « cassa-integrati » sera enfin licenciée pendant les années 1980, et plus en général la main-d'œuvre de la FIAT passera de 212 000 (en 1980) à 129 000 unités en 1986. L'ensemble des relations et des conflits du travail en Italie se réorientera dès lors en direction d'un renforcement du patronat et d'une précarisation de la classe ouvrière. Comme le met en exergue l'historien Marco Revelli ces "*quarante mille, en l'espace d'une heure, ont effacé par leur silence les trente-trois jours de bruit ouvrier. […] Ils sont les gagnants : dès lors, ils incarneront "l'esprit du monde". Ils représentent la "nouvelle", le "novum" qu'un système des médias désormais ennuyé par la répétitivité ouvrière attend avec impatience"*, in Marco Revelli, *Lavorare in Fiat,* Milano, Garzanti, 1989, p. 115. Voir aussi : Guido Crainz, *Il paese mancato,* cit., pp. 585-586.

[327] *Durissime accuse al sindacato. Drammatica scelta della Fatme: "non faremo questo sciopero",* "L'Unità", 31 mars 1982; *Il caso-Fatme: voi che cosa ne pensate?,* ivi, 1er avril 1982. Pour un exemple de cette même difficulté dans le secteur public, voir : *Quaranta giorno lottando contro tutti,* "Metropoli", n. 1, 1 juin 1979.

[328] Voir : Sergio Bianchi et Lanfranco Caminiti (dir.), *Settantasette: la rivoluzione che viene,* Roma, DeriveApprodi, 2004; Stefano Cappellini, *Rose e pistole: 1977, cronache di un anno vissuto con rabbia,* Milano, Sperling & Kupfer, 2009. Voir les chapitres 6 et 7 de ce travail.

à se doter d'une véritable organisation et d'une stratégie claire après l'épreuve de force du 12 mars 1977[329], aboutit à sa dissociation du mouvement ouvrier romain et enfin à sa décomposition. Comme le montrera en détail le sixième chapitre, de plus en plus déchirés entre les multiples « instances » concurrentes (légalisme communiste, illégalité de masse, guérilla clandestine, hédonisme dépolitisé) qui traversent la gauche romaine dans l'après-68[330], les militants finissent par abjurer rudement tout « totem rouge », y compris la « mythique » classe ouvrière[331]. La consomption du dernier lien organique entre la révolte juvénile et le monde du travail intervient le 2 décembre 1977 quand la partie majoritaire du mouvement décide de ne pas adhérer à une grande manifestation unitaire qui avait mobilisé la quasi-totalité de la population ouvrière de la ville. Comme le remarque de façon clairvoyante la journaliste Silvana Mazzocchi sur « La Stampa » :

> Hier à Rome, ayant décidé de ne pas s'unir aux deux cent mille qui ont participé à la manifestation ouvrière, l'autonomie a démontré préférer la rupture à la confrontation politique. […] La position de la partie du "mouvement" qui a adhéré à la manifestation syndicale est très claire : "il faut se confronter avec les masses pour réaliser une fusion entre les jeunes et la classe ouvrière organisée". C'est justement sur ce point que s'est produite la fracture majeure, une fracture qui est largement considérée comme irrémédiable. Les autonomes répètent que "la

[329] Manifestation de masse (entre cinquante et cent mille personnes, selon les différentes sources), organisée par le réseau de l'autonomie, qui se déroule dans le centre de Rome, samedi 12 mars 1977. La manifestation est prévue depuis longtemps, mais la mort du militant de LC Francesco Lorusso (tué par la police, le 11 mars pendant une manifestation à Bologne) créé une tension exceptionnelle : une partie remarquable des participants est armée et le cortège se transforme rapidement en un exercice « blanquiste » de guérilla urbaine et de confrontation avec les capacités policières de l'État. Voir : *Tutto il centro di Roma sconvolto per ore da assalti di gruppi terroristici armati,* "L'Unità", 13 mars 1977 ; Fabrizio Carbone, *Guerriglia a Roma,* "La Stampa", 13 mars 1977. Pour une lecture historiographique, voir : Giorgio Galli, *Piombo Rosso,* cit.*,* pp. 89-99. Voir le chapitre 6.

[330] Pour la dimension émotionnelle de ce bouleversement juvénile, voir le roman : Lucia Guarano, *La guerra è finita. Tra movimento studentesco e lotta armata: il '77,* Roma, Round Robin, 2015.

[331] Le début de cette rupture historique se produit le 17 février 1977 à l'Université de Rome, quand les jeunes militants extraparlementaires se heurtent au service d'ordre de la CGIL (assuré par les ouvriers métallurgistes et les "edili") pendant une allocution du secrétaire général Luciano Lama, entré à "La Sapienza" avec la conviction de pouvoir calmer la contestation juvénile grâce au prestige de son rôle institutionnel. Tout au contraire, juste après quelques mots, le syndicaliste est obligé de s'enfuir, car les "autonomes" romains ont rapidement pris le dessus sur le service d'ordre, arrivant jusqu'à détruire la tribune. Voir : *Venuta per spezzare la lotta, la prepotenza del Pci cacciata dall'Università. Cossiga ordina di sgomberare, ma il movimento è più forte,* "Lotta Continua", 19 février 1977. Voir le chapitre 6 de ce travail.

> révolution est désormais un objectif seulement de ceux qui n'ont rien, même pas un poste de travail !"[332].

En effet, tombée dans un isolement absolu, la mobilisation de la jeunesse romaine dégénère en une spirale involutive qui conduit rapidement à la dispersion des militants, certains renonçant à l'illégalité, d'autres rejoignant le *parti armé*[333], d'autres enfin se[334] réfugiant dans l'héroïne qui commence à se répandre socialement justement au cours de l'année 1978[335].

En décrétant qu'il convient de frapper l'État en priorité, [336] la question économico-salariale ne peut plus représenter une source d'antagonisme pour la lutte subversive[337] bien que certains lieux de travail historiquement « chauds » - tels que les établissements du secteur public (ATAC, FF.SS., SIP, hôpitaux) – hébergent des cellules du principal groupe clandestin de la capitale[338]. Déjà au début de janvier 1978, les franges « autonomes » liées au modèle syndicaliste-révolutionnaire déplorent la disparition substantielle de la conflictualité du travail comme champ de bataille antisystème :

> Le 2 décembre a représenté pour nous la fin d'une phase du Mouvement. Ce jour a signifié une défaite de toutes les composantes du Mouvement. […] La défaite […] s'inscrit totalement dans l'incapacité d'harmoniser organiquement les propres expériences antagonistes avec les instances protestataires qui commencent à émerger brutalement dans les situations ouvrières où la restructuration est plus forte et massive. […] Mais pourquoi les ouvriers n'ont-ils pas établi en masse et spontanément un rapport avec le Mouvement en lutte ? À Rome, seulement certaines couches d'avant-gardes internes aux usines et aux bureaux ont vécu

---

[332] Silvana Mazzocchi, *Nel "movimento" degli studenti: perché gli autonomi sono rimasti isolati?,* "La Stampa", 4 decembre 1977.

[333] Voir : Maurizio Fiasco, *Roma : la violenza eversiva nel quinquennio 1978-1982,* cit.

[334] Voir : William Gambetta, *Democrazia Porletaria. La nuova sinistra tra piazze e palazzi,* Milano, Punto Rosso, 2010.

[335] L'arrivée de l'héroïne est tellement dévastatrice pour la militance ultragauchiste romaine, qu'une série des groupes armés la considèrent comme l'arme la plus moderne et sophistiquée du pouvoir néocapitaliste. La formation « Guerriglia Comunista » affirme, par exemple, que "*l'héroïne est un des facteurs majeurs de l'attaque patronale au prolétariat. Il s'agit du poison utilisé aujourd'hui contre les prolétaires afin de les empêcher d'entrer naturellement dans l'armée communiste révolutionnaire* ", in Guerriglia comunista, *Comunicato Eroina 2,* 14 decembre 1978. Voir les chapitres 6 et 7 de travail.

[336] Il faut rappeler que les UCC, la formation clandestine qui s'était engagée davantage dans la question économico-salariale du prolétariat urbain disparut pendant l'été 1977. Voir le chapitre 7 de ce travail.

[337] Voir : *Così si è discusso alla Fatme di Roma sulla violenza,* "L'Unità", 19 janvier 1978.

[338] Voir : Marco Clementi, *Storia delle Brigate Rosse,* cit., pp. 289-313.

> directement l'expérience de ce cycle de lutte, nonobstant les mesures anti-ouvrières du gouvernement et l'accélération des licenciements qui ont été effectués pendant ces derniers mois : la réponse ne peut pas se limiter de manière simpliste à la capacité du syndicat de tenir divisées les composantes sociales en lutte […]. Le vrai problème se relie essentiellement à la composition actuelle de la classe […] L'élimination constante de la main-d'œuvre dans les usines grandes et moyennes, à travers les retraites anticipées, l'augmentation du travail saisonnier, le blocage des remplacements […]. Il s'agit d'un côté d'une mobilité interne qui agit comme sélection politique des ouvriers déplacés, voire comme fracture permanente de la communauté ouvrière (équipes, ateliers) et comme contre-mesure aux comportements de résistance et de refus du travail salarié (absentéisme, autoréduction des rythmes). De l'autre, c'est une mobilité externe […] qui s'appuie de plus en plus sur une force de travail juvénile recrutée à travers des nouveaux canaux qui institutionnalisent le travail au noir. […] Cette nouvelle organisation du travail (Fatme, Aéroports de Rome, usines mécaniques, exc.) veut arracher aux ouvriers le terrain de la lutte dans les ateliers, qui a représenté le parcours des luttes contre la restructuration entre 1973 et 1976. En ce sens, les innovations technologiques de ces dernières années […] sont vouées à libérer progressivement le cycle productif de l'entrave des luttes ouvrières, tout en délimitant rigidement le travail aux simples fonctions de contrôle et responsabilité envers l'activité des machines[339].

Disparue donc pendant la (meurtrière) phase finale des « années de plomb », la question économico-salariale retrouvera toutefois sa centralité dans la praxis subversive au milieu des années 1980, une fois que la possibilité de mener une « guerre contre l'État » ne représentera plus une perspective réaliste et valable pour la militance extraparlementaire de la capitale. En fait, dans le cadre d'une sorte de parcours à rebours vers les origines du combat anticapitaliste à Rome, ce qui survit à la répression policière du *parti armé* - un noyau de la « colonna romana » qui se réorganise sous la dénomination de « Brigades rouges – Parti communiste combattant » (BR-PCC)[340] -

---

[339] Collettivo Politico Alitalia e Aeroporti Romani – Comitato Politico Atac – Comitato Politico Ferrovieri – Nucleo di Iniziativa di quartiere Zona-Nord, *La Rivoluzione sta dietro una porta? Cerchiamo di aprire quella giusta!,* 18 janvier 1978, disponible en ligne sur: http://web.tiscalinet.it/visavis/5d.pdf.

[340] Nouvelle dénomination prise par les « Brigades Rouges » après les scissions des premières années 1980, qui avaient porté à la naissance des « BR – colonna Walter Alasia » (active entre 1980 et 1981) et des « BR – Partito Guerriglia » (1981-1982). Les BR–PCC restent en activité jusqu'en 1988 (la dernière

tente désespérément, en fait, de tenir en vie son expérience de lutte armée repartant de l'intervention dans les conflits du travail. C'est dans ce projet d'arrière-garde que s'inscriront la « jambisation » de Gino Giugni (1983)[341], ainsi que les homicides politique de Ezio Tarantelli (1985)[342] et de Massimo D'Antona (1999)[343].

action sera l'homicide à Forlì du sénateur démocrate-chrétien Roberto Ruffilli). Les militants les plus jeunes de ce groupe, qui échappent à la répression policière des années 1980, forment à la fin des années 1990 les « Nuove Brigate Rosse – PCC », responsables des homicides des professeurs Massimo D'Antona (1999) et Marco Biagi (2002). Voir : Giorgio Galli, *Piombo Rosso,* cit.*,* pp. 197 et s.

[341] Professeur universitaire de droit du travail et sénateur socialiste, il est le principal rédacteur du « Statuto dei lavoratori » (1970). Il sera blessé par les BR-PCC à Rome le 3 mai 1983. Voir : *Agguato br a Roma : ferito Gino Giugni, "*La Stampa", 4 mai 1983.

[342] Professeur d'économie politique, dirigeant de la « Banca d'Italia » et consultant économique du syndicat catholique CISL, il est le promoteur d'un projet de réglementation de la « scala mobile » (index entre taux d'inflation et niveau moyen des salaires). Il est tué par les BR-PCC à Rome le 27 mars 1985. Voir : *L'assassinio di Ezio tarantelli rivendicato con un farneticante comunicato,* "La Stampa", 1er avril 1985.

[343] Professeur de droit du travail et consultant du Ministère du Travail, il est promoteur d'un système de réforme relatif aux relations et aux conflits du travail. Il est tué à Rome par les « Nuove BR-PCC » le 20 mai 1999. Voir : *Documenti Br ai sindacati sull'assassinio D'Antona,* "La Stampa", 7 juillet 1999.

Chapitre 5

Les luttes étudiantes et les manifestations antisystème. La rébellion juvénile entre crise du « paternalisme » et « chômage intellectuel »

Le dernier théâtre de conflictualité urbaine qui se radicalise dans l'après-boom concerne la la jeunesse romaine, à travers la multiplication des luttes étudiantes et des manifestations antisystèmes. Au cours des années 1960, en concomitance avec les premiers signaux de récession économique, une tension directement liée au processus de massification scolaire et de sécularisation accélérée de la société se répand dans les établissements d'enseignement de la capitale. Il s'agit d'une agitation puissante, fortement idéologisée, à vocation universaliste qui pousse le mouvement étudiant à dépasser les confins des écoles secondaires et des facultés afin d'intervenir dans le quotidien de la métropole. Axées sur la création d'une contre-culture en mesure de « révolutionner » le pouvoir néo-capitaliste et de résoudre les « maux » de la modernité consumériste, les luttes de ces jeunes Romains dans les deux décennies qui suivent le « miracle économique », traduisent à l'échelle urbaine, les tensions et contradictions du système politique national[1].

La scolarisation massive des couches populaires et l'explosion de la population étudiante qui en résulte représentent une des marques distinctives – à côté de la diffusion des électroménagers, des voitures et des loisirs – de l'affirmation de la société de masse à Rome, tout comme dans le reste du pays[2]. Jusqu'à ces années, les classes inférieures italiennes étaient en général exclues des études supérieures, traditionnellement réservées aux familles aisées[3]. Dès la naissance du Royaume d'Italie et pendant toute l'époque libérale (1861-1923), la scolarisation des pauvres se

[1] Voir le chapitre 2 de ce travail.

[2] Voir : Gian Paolo Ceserani, *La vita facilitata*, Milano, Mondadori, 1977 ; Marina D'Amato (dir.), *La Distanza sociale. Roma: vicini da lontano,* Milano, FrancoAngeli, 2009, pp. 88-96.

[3] Voir : Giuseppe Ricuperati, *La scuola nell'Italia unita,* in Ruggiero Romano et Corrado Vivanti (dir.), *Storia d'Italia,* Torino, Einaudi, 1973, pp. 1693-1736; Tina Tomasi et Luciana Bellatalaia (dir.), *L'università italiana nell'età liberale (1861-1923),* Napoli, Liguori, 1988; Silvana Casmirri (dir.), *Le élites italiane prima e dopo l'unità: formazione e vita civile,* Marino di Minturno, Caramanica, 2000; Patrizia Morelli, *Una cultura classica per la formazione delle élites: l'insegnamento del latino nei ginnasi post-unitari attraverso l'inchiesta Scialoja sull'istruzione secondaria,* Macerata, EUM, 2009. Pour une comparaison entre la situation italienne et le reste d'Europe, voir : Ilaria Porciani (dir.), *L'Università fra Otto e Novecento : i modelli europei e il caso italiano,* Napoli, Jovene, 1994 ; Patrizia Dogliani (dir.), *L'Europa a scuola. Percorsi dell'istruzione tra Ottocento e Novecento,* Roma, Carocci, 2002.

réalise très lentement [4] : fixé à 78% de la population nationale en 1861, le taux d'analphabétisme dépasse encore le seuil de 40% en 1911[5]. Sous la dictature fasciste (1925-1943) – qui investit lourdement sur l'Enseignement en le considérant comme le principal moyen de former « l'homme nouveau »[6] - la situation s'améliore partiellement, sans pour autant arriver à renverser la tendance structurelle[7]. Dans l'après-guerre, malgré la démocratisation du système national grâce à l'établissement d'un régime républicain, le contexte général reste marqué par un degré d'alphabétisation très faible[8] et par une conception hiérarchisée de la scolarisation, toujours fondée sur la « réforme Gentile » de 1923[9] : un système qui prévoit une obligation théorique de huit ans (de 6 à 14), amenant le gros des jeunes à intégrer

[4] Voir : Gaetano Bonetta, *Storia della scuola e delle istituzioni educative. Scuola e processi formativi in Italia dal XVIII al XX secolo*, Milano, Giunti, 1997 ; Angelo Gaudio, *Legislazione e organizzazione della scuola, lotta contro l'analfabetismo,* in Claudio Pavone (dir.), *Storia d'Italia nel secolo ventesimo : strumenti e fonti,* Roma, Istituto Poligrafico dello Stato, 2006, pp. 355-373.

[5] Voir : Direzione generale della statistica, *Quinto Censimento generale della popolazione del Regno,* Roma, Tipografia delle Mantellate, 10 juin 1911 ; *Suffragio universale e analfabetismo: appunti statistici,* "Nuova Antologia*"*, 237, 1911, pp. 330-338.

[6] Voir : Nino Sammartano, *Il fascismo e la scuola,* "Critica fascista", n. 22, 15 novembre 1927. Pour un regard historiographique sur la construction de "l'homme nouveau" fasciste par l'éducation scolaire, voir : Luca La Rovere, *"Rifare gli italiani": l'esperimento di creazione dell'«uomo nuovo» nel regime fascista, "*Annali di storia dell'educazione e delle istituzioni scolastiche*"*, n. 9, 2002, pp. 51-78; Luciano Pazzaglia, *La formazione dell'uomo nuovo nella strategia pedagogica del fascismo*, in *Chiesa, cultura e educazione in Italia tra le due guerre,* Brescia, La Scuola, 2003, pp. 106-107. Sur le concept général de "l'homme nouveau", voir : Emilio Gentile, *"L'uomo nuovo" del fascismo. Riflessioni su un esperimento totalitario di rivoluzione antropologica*, in Id., *Fascismo. Storia e interpretazione*, Roma-Bari, Laterza, 2002, pp. 235-264.

[7] Le taux national d'analphabétisme avait baissé jusqu'à 21% de la population déjà en 1931 (pour l'Italie méridionale, le taux était toutefois de 39%) ; entre 1927 et 1940, les inscriptions avaient augmenté de 40% pour ce qui était des écoles primaires, de 300% s'agissant des écoles secondaires et de 350% relativement aux universités. En dépit de ces progressions, les niveaux de l'enseignement supérieur n'impliquaient annuellement plus que le 1,8% (écoles secondaires) et le 0,25% (universités) de la population totale. Voir : Istituto Centrale di Statistica, *VII Censimento generale della popolazione,* Roma, Failli, 21 avril 1931 ; ISTAT, *Serie storiche: iscritti a scuola o all'università per livello di istruzione, sesso e anno scolastico o accademico* (*1861-2010),* 2011, disponible sur : http://seriestoriche.istat.it/; ISTAT, *Serie storiche: popolazione residente e bilancio demografico ai confini dell'epoca* (*1862-1947),* 2011, http://seriestoriche.istat.it/. S'agissant de la littérature, voir : Giuseppe Ricuperati, *La scuola italiana durante il fascismo,* Bologna, Consorzio provinciale di pubblica lettura, 1975 ; Ugo Piscopo, *La scuola del regime,* Napoli, Guida, 2006.

[8] Le taux descend à 13% (28% dans les régions méridionales) en 1951. Un des facteurs qui contribuera à réduire l'analphabétisme en Italie à partir des années 1960 sera l'émission télévisée *Non è mai troppo tardi : corso di istruzione popolare per il recupero dell'adulto analfabeta,* animé par le « maestro » Alberto Manzi. Les 484 épisodes réalisés (entre 1960 et 1968) prouvent de l'énorme succès de cette émission. Voir : Roberto Farné, *Buona maestra TV. La RAI e l'educazione da "Non è mai troppo tardi" a "Quark",* Roma, Carocci, 2003.

[9] "Regio decreto" n. 1054 du 6 mai 1923. Il s'agit d'une réforme de l'enseignement scolaire italien, élaborée principalement par le philosophe Giovanni Gentile en qualité de ministre de l'Éducation nationale sous le premier gouvernement de Benito Mussolini. Voir : Giuseppe Spadafora (dir.), *Giovanni Gentile: la pedagogia, la scuola,* Roma, Armando, 1997.

directement le marché du travail, tout en laissant ouverte la voie des études supérieures seulement pour une élite restreinte de citoyens[10].

I. *Le processus de massification d'un système archaïque*

En fait, les inscriptions aux niveaux non obligatoires de formation avaient commencé à se massifier au début des années 1960[11], grâce à l'amélioration constante du niveau de vie et à la diffusion croissante au sein des couches populaires, d'une mentalité progressiste. Ce processus [12] fut accompagné d'une exigence contemporaine d'élévation du « statut social »[13] parmi les classes inférieures italiennes[14] : la « conquête » d'un diplôme pouvait devenir le passeport pour abandonner définitivement la fatigue des activités manuelles et rejoindre finalement le confort des professions bourgeoises[15]. De ce fait, les pères qui avaient vécu la famine et la guerre, mais qui désormais ne devaient plus s'inquiéter pour les besoins fondamentaux de la famille[16], poussaient, de plus en plus, les fils à continuer leurs études dans l'espoir d'activer ainsi une mobilité intergénérationnelle ascendante[17]. La scolarisation

---

[10] L'esprit sous-jacent à ce modèle d'éducation ressort clairement des mots du philosophe sicilien : "*Les études supérieures affichent une nature aristocratique, au sens littéral du terme : les études des meilleures, "aristoi", […] qui ne peuvent qu'être réservés au peu de gens dont l'intelligence, le patrimoine ou le dévouement des familles, permet de se consacrer au culte des idéaux humains les plus hauts. En vérité, les études ne peuvent jamais se baisser ; à la limite c'est le peuple qui doit s'élever*.", in Giovanni Gentile, *Scuola e Filosofia: concetti fondamentali e saggi di pedagogia sulla scuola Media,* Palermo, Sandron, 1908, p. 24.

[11] Les données statistiques de l'ISTAT montrent qu'en 1961 les inscriptions aux écoles secondaires étaient passées à 5% de la population nationale, celles aux universités étaient arrivées à 0,5% ; en 1965 ces deux barèmes étaient montés respectivement jusqu'à 6% et 0,8%. En 1970, les pourcentages étaient de 7,5% et de 1,2%.

[12] Paramètre sociologique qui indique les ressources matérielles dont les individus peuvent disposer.

[13] Paramètre sociologique qui indique le positionnement et le prestige des individus dans la hiérarchie sociale.

[14] Pour ce qui est de la dialectique entre « condition » et « statut » dans la société italienne à l'époque du « miracle économique », voir : Marco Brazzoduro et Fiamma Mignella Calvosa, *Collocazione sociale e azione soggettiva della nuova classe media urbana,* in Paolo Guidicini et al. (dir.), *Città e società in trasformazione,* Milano, FrancoAngeli, 1985; Giulio Sapelli, *L'Italia inafferrabile : conflitti, sviluppo, dissociazione dagli anni Cinquanta a oggi,* Padova, Marsilio, 1989 ; Silvio Lanaro, *Storia dell'Italia repubblicana,* cit.*,* pp. 269-275.

[15] Voir : Antonio Schizzerotto, *Il ruolo dell'istruzione nei processi di mobilità sociale,* "Polis", n. 1, 1988, pp. 83-124.

[16] Voir : Gerardo Ragone, *Consumi e stili di vita delle famiglie italiane dal dopoguerra a oggi,* Bari, De Donato, 1985 ; Cesare Colombo et Alberto Terzi (dir.), *Tra sogno e bisogno: 306 fotografie sull'evoluzione dei consumi in Italia 1940-1986,* Milano, Longanesi, 1986.

[17] Voir : Joseph Lopreato, *La mobilità sociale in Italia,* "Rassegna italiana di sociologia", n. 4, 1975, pp. 565-599 ; Ugo Trivellato, *L'evoluzione della scolarizzazione e delle disuguaglianze sociali nella partecipazione all'istruzione in Italia (1953-1973),* Firenze, Facoltà di scienze statistiche, demografiche ed attuariali – Università di Firenze, 1978 ; Antonio Cobalti et Antonio Schizzerotto, *La mobilità sociale in Italia,* Bologna, Il Mulino, 1997.

avancée avait pris, donc, dans l'imaginaire populaire d'après-guerre, l'aspect d'une « rédemption historique » en mesure de briser la cage de « l'hérédité sociale »[18].

À la veille du *boom économique*, ce désir d'autovalorisation d'en bas – qu'une chanson de lutte du mouvement étudiant romain (« Contessa », 1966)[19], devenue ensuite « l'hymne » de toute la vague soixante-huitarde italienne, résumait magistralement par les vers *« anche l'operaio vuole il figlio dottore »* - correspondait d'ailleurs aux nouvelles exigences du marché du travail. La modernisation de l'appareil productif et de la structure administrative qui était en train de se réaliser dans le pays nécessitait, en effet, d'une spécialisation croissante de la main-d'œuvre, possible uniquement par une « démocratisation » de l'accès aux formations techniques et universitaires[20]. Sous la pression de ces deux instances, la « réforme de l'éducation nationale » devient un thème central du débat parlementaire, puisqu'au-delà de leurs profondes antinomies, tous les partis semblent avoir compris l'exigence de rééquilibrer les interconnexions entre formation et production à la lumière des nouveaux rythmes de la société italienne. Comme l'affirme précisément le leader du PRI (centre) le 17 octobre 1957 durant une séance consacrée à la question scolaire :

> De quelle manière voulons-nous aborder le problème de la formation des jeunes ; comment pourrons-nous, avec les instruments actuels, fournir de la main-d'oeuvre qualifiée aux industries en voie de développement […]? Comment ferons-nous pour rééquilibrer le Nord et le Sud, si à un

---

[18] Définition sociologique qui indique la transmission quasi intégrale des attributs sociaux de « condition » et de « statut » d'une génération à l'autre : les destins sociaux d'un individu seraient fortement déterminés par ses origines de classe. Voir : Gosta Esping-Andersen et Josep Mestres, *Ineguaglianza delle opportunità ed eredità sociale, "*Stato e Mercato", n. 67, avril 2003, pp. 123-152. Dans l'histoire de l'Italie ce phénomène s'est révélé tenace et persistant. Voir : Federico Chessa, *La trasmissione ereditaria delle professioni,* Palermo, Gelka, 1992 ; Massimo Paci, *I mutamenti della stratificazione sociale,* in Francesco Barbagallo et al. (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana,* cit., 1995, pp. 699-776; Nicola Rossi et Francesca Fabbri, *Caste, non classi : una società immobile*, "Il Mulino", n. 369, 1997, pp. 110-116.

[19] Chanson de l'étudiant universitaire (futur chansonnier, metteur en scène et documentariste) Paolo Pietrangeli – fils du réalisateur Antonio Pietrangeli – composée à la fin du printemps 1966 en l'honneur de Paolo Rossi mort le 27 avril pendant les affrontements entre militants opposés à l'Université de Rome. Autour de 1970, Pietrangeli devient une des voix majeures de la musique militante d'extrême gauche [voir : *Valle Giulia* (1968), *Mio Caro Padrone domani ti sparo* (1969), *Karlmarstrasse* (1974)] grâce notamment à ses textes incendiaires.

[20] Voir : Centro di analisi di opinione pubblica e di mercato, *Laurea e occupazione: inchiesta nazionale sui problemi dell'Università italiana nei riflessi del lavoro e dell'economia,* Milano, FrancoAngeli, 1959; *Università e industria,* "La Stampa", 29 juin 1960; Vincenzo Bellisario, *A favore dell'accesso alle Università dei giovani provenienti dagli Istituti Tecnici, discorso pronunciato al Senato della Repubblica nella seduta dell'11 luglio 1961*, Roma, Tipografia del Senato, 1961; Massimo Paci, *Mercato del lavoro e classi sociali in Italia: ricerche sulla composizione del proletariato,* Bologna, Il Mulino, 1973; Ugo Trivellato et Lorenzo Bernardi, *La scuola delle tute blu: scuola, formazione professionale e mercato del lavoro,* Padova, Marsilio, 1974.

> moment donné l'Italie septentrionale qui est plus avancée et dispose de ces cadres et d'ouvriers qualifiés et de techniciens tandis que l'Italie méridionale restera dans un état arriéré effrayant ? […] N'êtes-vous pas d'accord qu'affronter d'abord et radicalement le problème de l'école signifie jeter les bases pour une régénération profonde de la vie économique, sociale et morale de notre pays ?[21]

Malgré cette prise de conscience de la classe politique de l'époque, la distance excessive entre les visions, les valeurs et les planifications des différentes composantes idéologiques - rigidement divisées s'agissant du rôle de la religion catholique, du rapport entre disciplines techniques et humanistes, du financement des établissements privés, de la fonction de l'apprentissage[22] – retarde pendant plusieurs années le travail de réorganisation générale du système scolaire[23]. Il faut attendre le 1er janvier 1963 pour l'entrée en vigueur de la loi n. 1859 décrétant la naissance d'une nouvelle structure de l'enseignement (avec la réforme de la « scuola media unica »)[24], axée sur l'extension réelle de l'obligation scolaire jusqu'à 14 ans[25], sur l'abolition des cours « d'avviamento al lavoro »[26], sur l'augmentation massive de la diffusion territoriale des établissements et sur l'accès universel aux enseignements secondaires supérieurs (« scuole superiori »), tels que les lycées, les instituts techniques, industriels et

---

[21] Intervention de Ugo La Malfa à la Chambre des députés, *Discussione a seguito dello Stato di previsione della spesa del Ministero della Pubblica Istruzione per l'esercizio finanziario 1957-58,* 17 octobre 1957, disponible sur : http://legislature.camera.it/_dati/leg02/lavori/stencomm/06/Leg/Serie010/1957/1129/stenografico.pdf.

[22] Les deux pôles opposés de cette bataille idéologico-politique sont représentés par la position du parti communiste (voir : Mario Alicata, *La riforma della scuola,* Roma, Editori Riuniti, 1956) et celle de la Démocratie Chrétienne (voir : Guido Gonella, *La riforma della scuola,* Roma, Società Nuova, 1958).

[23] Malgré l'incapacité de produire une réforme générale du système pendant les années 1950, il faut rappeler que le ministère de l'Éducation nationale – dirigé par le démocrate-chrétien Giuseppe Ermini – arrive à modifier en 1955 les programmes didactiques de l'école primaire (lesdits « programmi Ermini »), en les remodelant selon une vision procatholique. Voir : décret n. 503 du Président de la République italienne, 14 juin 1955. Il faut citer aussi le « Plan décennal pour l'école » (entré dans l'histoire comme « Piano Fanfani della scuola ») lancé en 1958 par le nouveau ministre de l'Éducation nationale Aldo Moro et destiné à augmenter le nombre des établissements scolaires sur le territoire national. Voir : Giovanni Gozzer, *Sviluppo della scuola e piano decennale,* Roma, UCIIM,1959.

[24] Après 5 ans d'école primaire (« scuola elementare », de 6 à 10 ans), ce dispositif législatif prévoit 3 ans d'école secondaire inférieure (« scuola media » de 11 à 13 ans) obligatoire pour tous les étudiants.

[25] Les mauvaises conditions économiques de la plupart des familles et la diffusion limitée (surtout dans les campagnes) des établissements des écoles secondaires avaient causé, en effet, pendant toutes les années 1950, un décrochage scolaire massif qui portait plus de la moitié des élèves italiens à abandonner les études avec l'achèvement de la seule école primaire. Voir : *Analfabetismo e miseria,* "La Stampa", 20 juillet 1957 ; Paolo Serini, *Italiani senza scuole,* "La Stampa", 24 juillet 1957 ; *3'871 comuni senza la scuola media,* "L'Unità", 29 septembre 1962. Pour ce qui est de la situation à Rome, voir : *Novantamila giovani su trecentomila non studiano e non hanno un lavoro,* ivi, 14 avril 1958.

[26] Écoles post-primaires – créées en 1928 par la loi n. 577 – vouées à donner une formation basique pour les travaux manuels et non qualifiés.

commerciaux[27]. Née d'un compromis technocratique entre DC et PSI[28], cette intervention législative reste, en vérité, encore trop partielle et largement contestée[29] : bridée par les « vetos croisés » des partis[30] et par un fonctionnariat ministériel dépendant des directives « gentiliennes »[31], la loi n. 1859 se révèle bientôt insuffisante et anachronique par rapport à la demande sociale, notamment des nouvelles générations d'après-guerre, qui s'attaquent beaucoup plus à la qualité (fin de l'autoritarisme, participation des étudiants dans la direction des établissements, mise à jour de la didactique, imposition de l'égalitarisme des opportunités indépendamment des différences de classe des élèves) qu'à la « logistique interne » du système éducatif[32]. Un véritable sentiment d'inquiétude et un souhait d'émancipation traversent la jeunesse étudiante italienne dès le premier après-guerre, comme le notent les commentateurs les plus brillants. En ce sens, en regardant au monde universitaire de Rome, l'intellectuel communiste Carlo Salinari remarquait en mars 1953 que :

> Un mouvement nouveau est en train de surgir parmi les jeunes : il s'exprime encore sous formes diversifiées et contradictoires. […] D'après nous, trois contradictions majeures traversent la jeunesse étudiante : entre le désir de connaissance typique des jeunes […] et les entraves idéologiques et culturelles imposées par la situation actuelle

---

[27] Jusqu'alors, l'accès aux écoles secondaires supérieures était permis seulement à ceux qui sortaient de la « scuola media inferiore », tandis que pour les ressortissants des cours « d'avviamento al lavoro » la possibilité de continuer les études était limitée aux instituts techniques et subordonnée à un concours d'admission. Voir : Gruppo Comunista del Senato, *La riforma della scuola media al Senato: testi e documenti. Presentazione, Relazione introduttiva al disegno di legge n. 359, Relazione introduttiva al disegno di legge n. 904, Relazione di maggioranza Moneti (359-904-A), Relazione di minoranza Donini, Luporini e Granata (359-904-A bis), Interventi e dichiarazione di voto dei senatori comunisti: testo comparato delle 4 leggi*, Roma, Bardi, 1962; Giuseppe Ricuperati et Giorgio Canestri, *La scuola in Italia dalla legge Casati a oggi,* Torino, Loescher, 1976.

[28] Voir : Serena Sani, *La politica scolastica del centro-sinistra (1962-1968),* Perugia, Morlacchi, 2000. Cet accord rentrait dans un plan d'intentions (création de la « scuola media unica », nationalisation du secteur de l'énergie, loi sur le « ius aedificandi », réformes fiscales) que la DC s'engageait à réaliser en échange du soutien parlementaire du PSI, dans le cadre de la première coalition de « centre gauche » (voir le chapitre 2 de ce travail).

[29] Voir par exemple : *Dove va la scuola media unificata? 50'000 ragazzi allo sbaraglio,* "L'Unità", 23 novembre 1962 ; Ettore Masina, *Solo uno scolaro su due arriva alla licenza elementare,* "Il Giorno", 7 avril 1965. Voir aussi : Marzio Barbagli et Marcello Dei (dir.), *Le vestali della scuola media,* Bologna, Il Mulino, 1969 ; Lucia Tumiati, *Una scuola da bruciare,* Padova, Marsilio, 1972 ; Giovanni Gozzer, *Rapporto sulla secondaria. La riforma degli istituti secondari superiori nel dibattito politico e culturale dal 1950 al 1973,* Roma, Coines, 1973.

[30] Voir : Emanuele Rossi, *Le promesse mancate della programmazione durante il centro-sinistra: dinamiche politiche e sociali (1958-1964),* thèse de doctorat sous la direction de M. Adolfo Pepe, Université de Teramo, 2009.

[31] Voir : Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit.*,* pp. 77-83.

[32] Voir : Santina Mobiglia, *La scuola: l'onda lunga della contestazione,* in Pier Paolo Poggio (dir.), *Il Sessantotto: l'evento e la storia,* Brescia, Annali della Fondazione Micheletti, 1990. L'exemple le plus emblématique de ce malaise social est représenté par les activités de Don Lorenzo Milani (1954-1967) en matière d'alphabétisation et de formation des plus démunis.

> […]; en deuxième lieu, entre l'exigence d'une patrie et la corruption déterminée par les deux extrêmes du nationalisme et du cosmopolitisme; enfin, la contradiction entre les capacités potentielles, techniques, artistiques et culturelles des étudiants, et des jeunes en général, et la qualité des instituts destinés à en permettre la réalisation dans l'intérêt des individus et du pays. Mais, une autre contradiction les englobe toutes : celle qui oppose les exigences des classes dominantes aux aspirations des intellectuels […]. La classe dirigeante italienne affiche l'exigence fondamentale de sa propre conservation […]. et y sacrifie tout, même les idéaux qu'elle avait autrefois imprimés sur son drapeau : la patrie, l'indépendance, la liberté, le progrès. Dans cette activité aveugle de conservation, voire dans cette dégradation de notre pays vers un état demi-colonial, la bourgeoisie n'a pas besoin d'intellectuels, mais plutôt d'employés, de fonctionnaires, de serviteurs fidèles. […] C'est dans cette contradiction fondamentale que s'enracinent ce sentiment généralisé de révolte et cette anxiété de renouvellement[33].

L'explosion de ces contradictions interviendra une décennie plus tard, lorsque la réforme de la « scuola media unica » sera totalement opérationnelle. Mais les prémisses de la contestation étudiante apparaissent déjà dès les années 1950, sous forme d'actions démonstratives et provocatrices à l'occasion de grandes manifestations populaires.

II. *Le rôle de l'extrême droite dans l'activation des protestations étudiantes à Rome (1952-1964)*

Le premier épisode d'une virulence remarquable se passe le 24 mars 1952, dans le cadre des manifestations nationalistes et anti-yougoslaves réclamant la « restitution » de la ville de Trieste[34] : quelques milliers d'étudiants des établissements secondaires

[33] Carlo Salinari, *Le nuove esigenze della gioventù universitaria,* "L'Unità", 28 mars 1953.

[34] Cette ville était sous contrôle des armées anglo-américaines depuis la fin de la guerre, car elle faisait l'objet d'un contentieux international entre Yougoslavie et Italie : Trieste avait été le symbole de l'irrédentisme italien (la ville avait été annexée à l'état italien seulement en 1919) et par conséquent avait toujours été à l'origine des violents conflits qui touchaient les confins orientaux du pays. En plus, dans l'après-guerre elle était devenue la ville de frontière entre les deux blocs du rideau de fer et, donc, un des premiers points de confrontations de la guerre froide. Comme le rappelle le politicien démocrate-chrétien Paolo Emilio Taviani dans son journal intime : "*Trieste est un symbole pour l'Italie. Pendant deux générations « Trente et Trieste » ont été considérées comme l'équivalent de la Patrie […]. Pour*

(« lycéens »), après avoir déclaré la « grève scolaire », rejoignent le cortège qui traverse Rome. La foule des jeunes se révèle, toutefois, de plus en plus turbulente au point de se heurter aux forces de l'ordre. Les affrontements qui s'ensuivent sont brutaux : les étudiants utilisent pierres, bâtons et mêmes des briques lancées des fenêtres du lycée « Pilo Albertelli » (« Rione Esquilino ») ; les unités de la police emploient les matraques, les crosses des mitraillettes et les menottes à chaines. À la fin de cette journée de guérilla urbaine, une soixantaine de « lycéens » est arrêtée et deux policiers (dont le futur chef adjoint de la sécurité nationale, Emilio Santillo[35]) sont gravement blessés[36].

Ce lien entre l'explosion de rage des étudiants et les mobilisations pour Trieste montre bien comme dans la première période républicaine la composition élitaire de la population scolaire, favorise une connotation « droitière » de la lutte[37] : la « restitution » de Trieste étant à la fois un cheval de bataille de la rhétorique nationaliste et néofasciste[38], ainsi qu'une question épineuse pour les socialo-communistes italiens qui se retrouvent coincés entre une « solidarité rouge » envers Tito et un « patriotisme partisan » vis-à-vis de leurs concitoyens[39]. Une position

---

Trente et Trieste 600'000 jeunes de toute classe sociale, de toute idéologie – guelfes et gibelins – de toute région, de toute ville, de tout village, sont morts entre 1915 et 1918. Cette donnée explique parfaitement – mieux de toute autre considération – la sensibilité de tous les Italiens à l'égard de Trieste", in Paolo Emilio Taviani, *I giorni di Trieste. Diario 1953-1954,* Bologna, Il Mulino, 1998, pp. 28-29. En octobre 1954 le contentieux trouve une solution (extrêmement contestée en Italie) grâce au « Mémorandum de Londres » : l'État italien accepte la « perte » des territoires istriens et dalmates en échange du maintien de Trieste. Voir : Marina Cattaruzza, *L'Italia e il confine orientale 1866-2006,* Bologna, Il Mulino, 2007 ; Franco Ceccotti et Bruno Pizzamei, *Storia del confine orientale italiano 1797-2007: cartografia, documenti, immagini, demografia,* Trieste, IRSML, 2007.

[35] Le Commissaire Santillo deviendra dans les deux décennies suivantes l'homme de pointe de la lutte au terrorisme (avec le colonel des carabiniers Carlo Alberto Dalla Chiesa) : il sera, en effet, « préfet » de Reggio Calabria pendant la longue révolte de la ville (juillet 1970 – février 1971) et notamment chef de la Brigade Antiterrorisme (1974-1978). Voir : Giuseppe De Lutiis, *I servizi segreti in Italia: dal fascismo alla Seconda Repubblica,* Roma, Editori Riuniti, 1998, pp. 198-465; Paolo Emilio Taviani, *Politica a memoria d'uomo,* Bologna, Il Mulino, 2002, pp. 380-390; Vladimiro Satta, *Odissea nel Caso Moro : viaggio controcorrente attraverso la documentazione della Commissione Stragi,* Roma, Edup, 2003, pp. 196-395.

[36] Parmi les étudiants il y avait une quarantaine de blessés. Voir : *Gli studenti chiedono la fine dell'occupazione straniera a Trieste,* "L'Unità", 25 mars 1952 ; *Tafferugli e zuffe a Roma tra 15mila dimostranti e la polizia,* "La Stampa", 25 mars 1952.

[37] Voir : *Manifestazione neofascista di studenti medi a Roma,* "La Stampa", 10 février 1953.

[38] Voir : Domenico Maria Bruni, *I partiti politici e la questione giuliana,* in Giancarlo Monina (dir.), *1945-1946: le origini della Repubblica,* cit., pp. 419-452

[39] Les forces politiques de gauche, et principalement le PCI, sont confrontées à un véritable nœud gordien : défendre « l'italianité » de territoires qui portaient une nette marque fasciste (le régime avait fait de ces nouveaux territoires de frontière un laboratoire géopolitique pour la création de l'homme nouveau, voir : Anna Maria Vinci, *Sentinelle della patria : il fascismo al confine orientale 1918-1941,* 2011) - laissant ainsi prévaloir les sentiments patriotiques issus d'une guerre de Résistance (qui avait vu les communistes au premier rang) née pour chasser les envahisseurs étrangers – ou accepter les revendications d'un pays, la Yougoslavie, qui, malgré la rupture avec l'URSS (1948), était tout de même à la tête d'une expérience de « socialisme réel ». Voir : Diego De Castro, *La questione di Trieste: l'azione politica e diplomatica italiana dal 1943 al 1954,* 1981; Leonid Gibjanskj, *Mosca, Il PCI e la questione*

particulièrement difficile qui devient encore plus fragile l'année suivante, quand un sombre attentat à la bombe contre un meeting du MSI (8 mars 1953)[40] marque une élévation supplémentaire de la tension sociale autour des destins de la ville frioulane[41] : profitant, en effet, du moment de désorientation de la gauche romaine causé par la mort de Staline (5 mars 1953)[42], les forces chauvinistes, incitées par les néofascistes, tentent d'instrumentaliser l'inquiétude des « lycéens » dans un sens plus strictement anticommuniste, organisant deux journées de « grève scolaire » dans les établissements secondaires de la capitale pour réagir à la « menace soviétique ». La chronique de « La Stampa » donne une idée précise de la stratégie « noire » et de la dégradation rapide de la situation :

> La bombe explosée hier à Trieste dans un meeting bondé de néofascistes […] a eu des retombées à Rome : des groupes d'étudiants ont déserté les écoles secondaires et les Universités pour marcher dans la ville sous le slogan "Vive Trieste et mort à Tito". Soudaine, mais très bien organisée, cette manifestation a pris immédiatement une caractérisation fasciste marquée. Le fait que la plupart des jeunes, environ un millier, appartenait au Mouvement Social Italien est attesté par les hymnes chantés, les cris, les badges, les panneaux et même par la présence de certains notables néofascistes […]. La foule […] rassemblée […] dans le centre-ville […], a arraché 11 perches de trolleybus, a sali des voitures, des murs, des vitrines et des portails par des écrits à la craie. Ensuite […], le cortège a remonté rue IV novembre, où se situe l'établissement typographique Uesisa qui imprime les journaux communistes et socialistes […]. Les jeunes du MSI ont commencé alors à siffler et à lancer des insultes. Il était dix heures et quart, juste pendant les vingt minutes d'interruption du travail décrétées par le personnel de l'établissement pour

---

di Trieste (1943-1948), in Silvio Pons et Francesca Gori (dir.), *Dagli archivi di Mosca, L'URSS, il Cominform e il PCI 1943-1951*, 1998; Patrick Karlsen, *Frontiera Rossa: il Pci, il confine orientale e il contesto internazionale (1945-1954),* 2010.

[40] Une bombe explose dans un meeting politique organisé par le MSI (pour protester contre la visite officielle en Angleterre que Tito allait faire afin de plaider la cause yougoslave dans le contentieux sur Trieste), causant 24 blessés. Seulement dans les jours suivants, les enquêtes policières vérifient que la bombe a été lancée par les mêmes néofascistes qui tentaient d'attaquer les forces de l'ordre disposées autour du rassemblement. Voir : *Dopo un comizio di De Marsanich: Ventiquattro feriti a Trieste per lo scoppio d'una bomba,* "La Stampa", 9 mars 1953.

[41] Voir : *Replica a Tito,* "La Stampa", 9 mars 1953. Une idée de ce pic de tension peut être tirée du ciné-journal – réalisé par la société « Incom Italian Newsreel » - *The Trieste Events,* disponible en ligne sur : http://www.youtube.com/watch?v=cBXNB39HNpw.

[42] Toutes les pages de "L'Unità" du 6 mars 1953 sont consacrées à cet évènement historique : le titre à la Une est emblématique. Voir : *Stalin è morto : gloria eterna all'uomo che più di tutti ha fatto per la liberazione e per il progresso dell'umanità,* "L'Unità", 6 mars 1953.

> commémorer les funérailles de Joseph Staline à Moscou : rapidement, l'affrontement entre néofascistes et communistes s'est déclenché […] et du coup une véritable bataille est commencée. […] Tables d'un bar contigu, chaises, hampes, bâtons, pierres, coups de poigne, de griffe et de pied : tout servait pour combattre. Des vitrines d'une bijouterie et d'une cordonnerie volèrent en éclats, tandis que des fenêtres du Palais Uesisa tombaient sur les têtes des contestataires toutes sortes d'objets : encriers, cendriers, vases, abat-jour, tiroirs, presse-papier, poubelles et injures brulantes. Sans aucune rhétorique, nous pouvons affirmer que le sang coulait. Plusieurs têtes étaient cassées, plusieurs visages saignaient. […] Le bilan final : une vingtaine de blessés […] et plusieurs dizaines de personnes arrêtées.[43].

Pour éviter de laisser libre cours à la propagande de droite dans les écoles, les forces socialo-communistes sont alors forcées à jouer la carte de l'obéissance disciplinée aux règlements scolaires, désavouant, pour une fois, le traditionnel soutien accordé aux mobilisations revendicatives de la population. Le parti communiste romain se retrouve ainsi sur la défensive et ne peut que demander aux « lycéens » d'ignorer la grève, tout en la stigmatisant en tant que « provocation criminelle »[44]. Sur « L'Unità » du 10 mars, le haut dirigeant communiste Aldo Natoli essaie de minimiser les évènements :

> Nous ne confondons pas les étudiants romains (qui ont une haute tradition antifasciste, aussi bien dans l'université que dans les écoles secondaires […]) avec le groupe de voyous, en partie inscrits au MSI, guidé par certains dirigeants de ce dernier (payés par le Viminale [ministère de l'Intérieur, ndr] et par place del Gesù [siège de la DC, ndr]), qui ont induit hier quelques centaines d'étudiants inconscients à manifester par les rues de Rome sous prétexte de Trieste, afin de créer une diversion anticommuniste[45].

---

[43] *Dopo la bomba explosa a Trieste: Selvaggia zuffa a Roma tra neofascisti e comunisti,* "La Stampa", 10 mars 1953. Voir aussi : *Un centinaio di fermi a Roma per nuove manifestazioni di studenti,* ivi, 10 mars 1953 (éd. du soir).

[44] "*La plupart des "lycéens" et des étudiants universitaires, en comprenant que derrière le nom de Trieste – cher à tous les Italiens – se cachent les manœuvres louches des ennemis de l'Italie, a refusé de se faire instrument de la provocation dans les mains du gouvernement et des notables du Mouvement social. […] Dans plusieurs écoles, telles que le lycée "Tasso" et l'Institut technique-commercial "Leonardo Da Vinci", la soi-disant grève n'a pas eu lieu […]. Seulement une petite minorité, dirigée par la police et par une clique d'émeutiers bien connus, a traversé de façon désordonnée les rues du centre-ville, tout en recourant parfois à des gestes de violence contre de simples citoyens*"., in "L'Unità", *La provocazione missina respinta dagli stessi studenti indignati,* 11 mars 1953.

[45] Aldo Natoli, *Studenti, attenzione ai teppisti!,* "L'Unità", 10 mars 1953.

La marginalisation que les milieux « rouges » connaissent pendant la crise de Trieste reste une marque distinctive de la dynamique scolaire romaine encore pendant une décennie : à chaque fois qu'un incident international ou un anniversaire national fournit un prétexte pour manifester, les forces conservatrices et réactionnaires trouvent le moyen de canaliser l'inquiétude des étudiants contre les symboles de la gauche et en particulier contre le parti communiste : comme ce sera le cas à l'occasion des protestations pour l'intervention soviétique en Hongrie (octobre 1956)[46]. La prédominance des instances et des éléments néofascistes est d'ailleurs matérialisée dès 1954 à travers la fondation d'une association de « lycéens » (« Giovane Italia »), directement liée au MSI[47], qui devient rapidement l'organisation majeure dans les établissements secondaires de la capitale.

Scontri a Roma fra polizia e dimostranti che tentano l'assalto alla sede del P.C.I.

La manifestazione degli studenti per le vittime dell'Ungheria si inasprisce con l'intervento di elementi del MSI - 24 feriti e numerosi denunciati, fra cui un deputato

Roma, 30 ottobre.

Ventiquattro feriti — tra cui numerosi agenti di P.S. e carabinieri — e trenta fermi, nonché una denuncia all'autorità giudiziaria a carico del deputato missino Pino Romualdi e di altri esponenti del MSI per «attività sediziosa» costituiscono il bilancio dei violenti tafferugli verificatisi stamane nel corso delle dimostrazioni studentesche in favore dei patrioti ungheresi.

Come ieri, anche questa mattina gli studenti romani avevano disertato le lezioni e già verso le 8 un primo gruppo di manifestanti — due o trecento ragazzi — avevano cominciato a percorrere il corso, recando alcune bandiere tricolori, un grande drappo bianco con la scritta «Fratelli di Ungheria, siamo con voi!» e una piccola forca con appeso un fantoccio con la stella rossa sul berretto.

Nel volgere di un'ora circa il gruppo si infoltiva sempre più, fino a raggiungere le due o tremila unità: studenti di altri istituti si univano al corteo, e passando sotto gli edifici di enti pubblici e privati chiedevano a gran voce l'esposizione del tricolore.

Dopo avere percorso le principali vie del centro e dopo avere inscenato una manifestazione di simpatia davanti al palazzo dell'Ambasciata americana, la massa dei dimostranti — dispersa con la persuasione dalla polizia — si radunava di lì a poco in piazza Venezia. Qui, all'imbocco di via delle Botteghe Oscure, dove si trova la sede centrale del PCI, la polizia aveva predisposto un imponente sbarramento di camionette e di idranti, con trecento agenti di P.S. e alcuni reparti di carabinieri.

In un primo tempo gli studenti si limitavano a rendere omaggio al Milite Ignoto, ma subito dopo la breve cerimonia improvvisata si dirigevano in via IV Novembre e, giunti davanti alla sede dell'Unità, frantumavano a sassate alcune vetrine, mentre altri davano alle fiamme numerose copie del quotidiano comunista.

La colonna dei dimostranti — in cui, secondo la denuncia, si erano infiltrati alcuni agitatori missini capeggiati da esponenti del partito — ritornava quindi in piazza Venezia, dove avvenivano i primi scontri con la polizia e la manifestazione di solidarietà con le vittime dell'Ungheria si mutava in gazzarra e si compivano atti di vandalismo. Gli agitatori missini, fra i quali secondo la denuncia era il Romualdi, eccitavano gli animi.

Il grosso della colonna tentava di forzare il blocco delle forze dell'ordine posto all'inizio di via delle Botteghe Oscure, ma non essendovi riuscito, ripiegava sulla scalinata dell'Altare della Patria, da dove iniziava una fitta sassaiola contro gli agenti schierati in basso. La polizia si vedeva costretta perciò a caricare i dimostranti e a cercare di sloggiarli dalla scalinata del Milite Ignoto.

Una drammatica fotografia dei violenti scontri di Roma. Tre giovani dimostranti infieriscono contro un agente di polizia, caduto a terra durante la lotta. (Telefoto)

di parte civile (ed ancora oggi nel suo breve intervento finale) aveva chiaramente espresso che i querelanti non chiedevano altro che il riconoscimento dell'offesa ricevuta dai due imputati, i quali avevano scritto che degli infortuni avvenuti nello stabilimento erano responsabili gli ingegneri Marcoz e Anselmetti.

I difensori (Battaglia e Spagnolo) si sono battuti per dimostrare dapprima che negli articoli incriminati non esisteva il dolo ma che se offesa

Article de « La Stampa » (31 octobre 1956) qui décrit les affrontements entre lycéens et forces de l'ordre à Rome,tout en mettant en exergue le rôle central des émeutiers néofascistes.

[46] Voir : *Scontri a Roma fra polizia e dimostranti che tentano l'assalto alla sede del PCI,* "La Stampa", 31 octobre 1956 ; *Anche ieri i fascisti hanno capeggiato i cortei studenteschi: funzionari di P.S. malmenati a Piazza Venezia, dodici facinorosi denunciati a piede libero,* "L'Unità", 31 octobre 1956.

[47] Voir : Antonio Carioti, *I ragazzi della fiamma,* cit.

Encore fin 1961, le congrès national des lycéens communistes enregistre une grande quantité d'interventions au ton défaitiste et résigné, quant à la possibilité de renverser ce rapport de force largement défavorable. Comme le note un compte-rendu paru sur « L'Unità » :

> En analysant l'état de l'école et l'ambiance morale, culturelle et politique dominante, ne sont pas manquées des notes exagérément pessimistes. […] Certaines voix […] ont insisté beaucoup sur le "poujadisme" qui serait particulièrement répandu parmi les professeurs et les étudiants, et qui s'exprimerait à travers l'adhésion d'une grande partie des élèves à l'association fasciste "Giovane Italia"[48].

Dans l'université – où la population étudiante est presque totalement issue des classes sociales supérieures - la prééminence des « instances de droite » est encore plus marquée, de sorte que les communistes doutent sérieusement de pouvoir y faire pénétrer leurs idées : en effet, au lendemain du conflit mondial, « La Sapienza » de Rome présente une claire empreinte postfasciste - visible dans l'architecture, dans les facultés et dans les codes de conduite - qui contribue à déterminer une ambiance bourgeoise et carnavalesque (« goliardia universitaria »)[49]. Bien que situé aux marges de la zone populaire de « San Lorenzo », le campus a été construit par le régime « mussolinien » comme une citadelle close[50], et par conséquent l'Université, en raison aussi de sa composition élitaire, n'a jamais activé une relation organique avec le tissu urbain des quartiers environnants : cet enfermement sociogéographique a favorisé la préservation, dans la nouvelle réalité républicaine, des attitudes traditionalistes et autoritaires de l'enseignement dont l'esprit « fascisant » était survécu à la faible épuration du premier après-guerre[51]. En fait, le processus de renouvellement démocratique des facultés romaines s'était limité à la réintégration de deux professeurs (Gaetano De Sanctis et Giorgio Levi Della Vida) qui avaient été expulsés en 1931,

---

[48] *I giovani comunisti e la scuola: studenti medi a convegno,* "L'Unità", 7 novembre 1961.

[49] Les pratiques "goliardiche" faisaient partie de la vie universitaire depuis la fin du XIXe siècle et pendant la période fasciste elles avaient trouvé une véritable institutionnalisation : il s'agissait de répertoires et de rituels voués à intégrer moments de transgression, d'initiation et d'ironie dans la rigide routine des études. Voir : Franco Cristofori, *Bacco Tabacco e Venere: usi, costumi, vita, tradizioni, scherzi e mattane della goliardia italiana*, Milano, SugarCo, 1976; Beppe Bergamaschi. *Storia della goliardia, dal Medioevo ad oggi*, Montelupo, MIR, 2001.

[50] Voir : Nicola Spano, *L'Università di Roma,* Roma, Università La Sapienza, 1935 ; Ida Mitrano, *La Sapienza 1932-1935. Arte, architettura e storia,* Roma, Università La Sapienza, 2008.

[51] Voir : Hans Woller, *I conti con il fascismo. L'epurazione in Italia 1943-1948*, Bologna, Il Mulino, 2008 ; Giovanni Montroni, *La continuità necessaria : università e professori dal fascismo alla Repubblica,* Firenze, Le Monnier, 2016.

suite à leur refus de prêter serment d'allégeance au régime mussolinien[52] et à révoquer les prérogatives autoritaires du ministre de l'Éducation nationale[53] : du reste, le gros des règlements et le personnel d'époque fasciste n'avaient pas été éliminés[54].

Ce cadre étant posé, au premier colloque d'après-guerre organisé par la FGCI (Fédération juvénile du parti communiste italien) sur la situation universitaire, les discussions révèlent un sentiment collectif de découragement et de perplexité : pour une partie considérable des intervenants, l'Université n'est qu'une « zone morte » ou à la limite « une réserve de chasse » pour les partis conservateurs et réactionnaires, comme le remarque, non sans polémique, le journaliste Ruggero Zangrandi[55] sur « L'Unità » du 28 février 1950 :

> les universitaires ne sont pas une catégorie négligeable : c'est franchement étonnant l'acquiescement affiché par certains milieux du parti dans l'acceptation du cliché qui voudrait cette jeunesse comme une réserve de chasse des partis de droite et d'extrême droite ou, en tout cas, comme une zone morte caractérisée par un poujadisme politique total […]. L'erreur […] est justement de considérer avec un pessimisme excessif et avec une sorte de passivité résignée les difficultés objectives d'une intervention communiste parmi les universitaires. […] C'est ce manque de confiance en soi et dans le monde extérieur […] qui pousse autant de jeunes vers les manifestations typiques de leur crise : […] de l'indifférence arrogante vers les problèmes collectifs au néofascisme qui

---

[52] Voir : Helmut Goetz, *Il giuramento rifiutato: i docenti universitari e il regime fascista*, Firenze, La Nuova Italia, 2000; Giorgio Boatti, *Preferirei di no: le storie dei dodici professori che si opposero a Mussolini,* Torino, Einaudi, 2001.

[53] Par les « decreti luogotenenziali » n. 272/1944 et n. 238/1945.

[54] La composition des facultés italiennes commence à changer seulement dès les années 1960 en raison de la transition générationnelle et de l'introduction de nouvelles disciplines (tels que la sociologie, la psychologie…). Voir : Andrea Giorgi et Leonardo Mineo (dir.), *La geografia universitaria nell'Italia repubblicana : nuove università e nuove facoltà,* actes du colloque tenu à Trente le 12-14 décembre 2012, 2013, disponible sur : http://events.unitn.it/sites/events.unitn.it/files/download/50anni/50Anni_GeografiaUniversitaria_web.pdf.

[55] Figure complexe du XXe siècle italien : jeune militant fasciste, il commence à s'éloigner du « mussolinisme » en concomitance avec le rapprochement de l'Italie à l'Allemagne nazie, arrivant en 1939 à fonder le « Parti Socialiste Révolutionnaire » clandestin. Emprisonné en Italie et en Allemagne, il intègre le PCI dans l'après-guerre. Journaliste pour « L'Unità » et « Paese Sera », il devient célèbre grâce au volume *Il lungo viaggio : contributo alla storia di una generazione* (1948) qui affronte le drame de la première génération fasciste (les Italiens nés entre la Première Guerre mondiale et le début des années 1920) et de son parcours cathartique à travers la propagande fasciste, la dictature et l'horreur de la guerre. Il se suicide en 1970. Voir : Aldo Grandi, *Fuori dal coro. Ruggero Zangrandi: una biografia,* Milano, Baldini & Castoldi, 1994.

> généralement n'est qu'une révolte anarchique, violente, anti-légaliste vers l'ordre établi, tel qu'il est aujourd'hui[56].

En raison de cette faiblesse, tout comme dans les écoles secondaires de la capitale, l'initiative des mobilisations et des conflits dans l'Université romaine demeure durant toutes les années 1950 entre les mains des néofascistes[57], obligeant souvent les forces de gauche à prendre le côté des défenseurs de l'ordre public[58]. Cet hyperactivisme des étudiants de droite se reflète dans la composition de l'ORUR (Organisation des Représentations Universitaires romaines) qui présente une polarisation politique accrue par rapport aux équilibres nationaux exprimés au sein de l'UNURI (Union Nationale des Représentations Universitaires Italiennes)[59]. À la fin de la première décennie d'après-guerre, en effet, le FUAN (rassemblement néofasciste) est désormais devenu l'acteur le plus actif au sein de « La Sapienza », tandis que les associations centristes (hégémons au niveau national) perdent de jour en jour leur emprise sur la population étudiante[60], en raison de la montée progressive – attribuable en partie à une réaction sociale antifasciste[61] - du regroupement de gauche. Suivant cette ascension, asymétrique, mais contemporaine, des deux aires extrêmes du spectre politique universitaire, « La Sapienza » se transforme rapidement dans un théâtre de rude

---

[56] Ruggero Zangrandi, *Le università non sono "zona morta",* "L'Unità", 28 février 1950.

[57] Voir : *Teppismo all'Università,* "L'Unità", 14 mai 1954 ; *Risse all'Università di Roma causate da studenti del MSI,* "La Stampa", 30 janvier 1955 ; *Gazzarre per le vie di Roma inscenate da studenti missini,* ivi, 30 janvier 1958

[58] Voir : *Tremila studenti romani alla manifestazione di ieri,* "L'Unità", 30 janvier 1958 ; *Giornata di lotta di studenti e lavoratori per l'Algeria libera e contro il fascismo*, ivi, 30 novembre 1960 ; *Cacciati i teppisti fascisti dall'Ateneo di Roma. Studenti e professori inneggiano alla Resistenza,* ivi, 10 décembre 1960.

[59] Organisme national de représentation étudiante (né en 1948) qui fonctionne comme une assemblée parlementaire, réunissant les délégués des différentes associations universitaires locales, toutes étroitement liées au système politique italien d'après-guerre : « INTESA » (centre catholique), « UGI » (milieu social-démocrate et progressiste), « AGI » (centre droit libéral), « CUDI » (pôle socialo-communiste), « FUAN » (droite néofasciste). Entre 1948 et le début des années 1960, la direction de l'UNURI est solidement entre les mains de l'INTESA, tandis que l'UGI agit de principale force d'opposition. Le FUAN se limite à quelques « sièges » et le CUDI - malgré sa croissance constante - ne représente qu'une force minoritaire. Voir : Franco Catalano, *I movimenti studenteschi e la scuola in Italia: 1938-1968,* Milano, Il Saggiatore, 1969; Gaetano Quagliariello, *La politica dei giovani in Italia: 1945-1968,* cit..

[60] Les groupes centristes, notamment la FUCI (Fédération universitaire catholique italienne), se présentaient dans le contexte universitaire romain d'après-guerre comme le référent naturel et incontournable de la représentation étudiante, vu que les associations catholiques avaient été les seuls organismes à éviter la dissolution sous le régime fasciste. Voir : Gabriella Marcucci Fanello, *Storia della FUCI*, Roma, Studium, 1971 ; Maria Cristina Giuntella. *La FUCI tra modernismo, partito popolare e fascismo*, Roma, Studium, 2000 ; Tiziano Torresi, *L'altra giovinezza. Gli universitari cattolici dal 1935 al 1940*, Assisi, Cittadella, 2010.

[61] Réaction sociale liée aux séquelles des « affrontements de Porta San Paolo » (juillet 1960). Sur cette césure historique, voir le chapitre 2 de ce travail.

confrontation idéologique[62] entre néofascistes et communistes[63]. Profitant de la prédominance acquise (qui trouve une entente politique assidue avec l'association libérale AGI, née en 1958[64]), les étudiants d'extrême droite se font, de plus en plus, agressifs au début de 1960, finissant souvent par attaquer physiquement les universitaires réfractaires à la ligne du FUAN-Caravella[65].

LA STAMPA — Mercoledì 30 Novembre 1960 — 7

Studenti missini aggrediscono in massa gli universitari democratici

Grave episodio di violenza provocato dai neofascisti a Roma

Occupano un'aula per impedire la riunione indetta dall'associazione democratica Violenti scontri, interventi della polizia, un consigliere del msi tra i 40 fermati

(Nostro servizio particolare)

Roma, 29 novembre.

Un grave episodio di violenza è avvenuto oggi all'Università di Roma presso la sede dell'Orur, la sezione romana della rappresentativa universitaria italiana. Autori dei gesti facinorosi sono alcune decine di giovani neofascisti, non tutti studenti, alcuni dei quali già noti per avere partecipato alle imprese vandaliche della scorsa settimana. La polizia ha operato una quarantina di fermi, quasi tutti di neofascisti; fra questi (che saranno rilasciati in nottata e denunciati a piede libero) vi è un consigliere comunale missino, Franco Petronio. Si lamentano alcuni contusi e qualche ferito leggero.

I fatti hanno tratto origine da una assemblea degli studenti romani indetta per protestare contro le aggressioni subite dalla sede della rappresentativa universitaria venerdì scorso. L'assemblea doveva avere inizio alle 16, ma già qualche tempo prima l'aula della riunione era stipata di giovani che apertamente dichiaravano di voler provocare incidenti; gli studenti democratici, arrivati all'ora fissata, non erano riusciti ad entrare nell'aula. I dirigenti dell'associazione studentesca si riunivano allora fuori e decidevano di chiedere che l'aula venisse sgomberata dagli elementi turbolenti. A questo punto i neofascisti cominciavano a intonare inni squadristici e ad inveire violentemente, servendosi di sedie, gli studenti democratici. Si trattava, evidentemente, di un'azione preordinata in tutti i particolari. La zuffa è divampata immediatamente: i neofascisti, tutti armati di bastoni, ricavati dalle gambe delle sedie, si accanivano contro studenti isolati, profittando del fatto che nell'aula della riunione erano in maggioranza.

A questo punto la polizia è intervenuta severamente e l'aula è stata fatta sgomberare a viva forza. Gli scontri riprendevano però violenti nei cortili dell'Università. Le studentesse che cingono le aiuole venivano divelte, cominciava una vera e propria caccia all'uomo contro i pochi studenti democratici che erano riusciti a introdursi nell'aula, che erano stati espulsi dalla polizia e che ora si trovavano in minoranza, esposti alle aggressioni fasciste.

Solo a fatica i disordini sono stati sedati. Particolare da segnalare: i più aggressivi tra i neofascisti sono noti per la loro assidua partecipazione a tutte le manifestazioni di violenza che si verificano nella capitale. Tra gli altri, vi è un certo «Gianfrido, detto «Er Gatto», che a suo tempo per questi elementi turbolenti. A questo punto i neofascisti cominciavano a intonare inni squadristici e ad inveire violentemente, servendosi di sedie, gli studenti democratici. Si trattava, evidentemente, di un'azione preordinata in tutti i particolari. La zuffa è divampata immediatamente: i neofascisti, tutti armati di bastoni, ricavati dalle gambe delle sedie, si accanivano contro studenti isolati, profittando del fatto che nell'aula della riunione erano in maggioranza.

A questo punto la polizia è intervenuta severamente e l'aula è stata fatta sgomberare a viva forza. Gli scontri riprendevano però violenti nei cortili dell'Università. Le studentesse che cingono le aiuole venivano divelte, cominciava una vera e propria caccia all'uomo contro i pochi studenti democratici che erano riusciti a introdursi nell'aula, che erano stati espulsi dalla polizia e che ora si trovavano in minoranza, esposti alle aggressioni fasciste.

Solo a fatica i disordini sono stati sedati. Particolare da segnalare: i più aggressivi tra i neofascisti sono noti per la loro assidua partecipazione a tutte le manifestazioni di violenza che si verificano nella capitale. Tra gli altri, vi è un certo «Gianfrido, detto «Er Gatto», che a suo tempo per questi elementi turbolenti. Altri dirigenti vengono poi accusati di aver provocato incidenti; gli studenti democratici, arrivati all'ora fissata, non erano riusciti ad entrare nell'aula. I dirigenti dell'associazione studentesca si riunivano allora fuori e decidevano di chiedere che l'aula venisse sgomberata dagli

caractérisé la représentation étudiante à l'aube de la République[66]. Un nouvel équilibre de centre gauche – précurseur des formules politiques du « centro-sinistra » et du « compromesso storico »[67] - se forme alors au sein de « La Sapienza », trouvant d'ailleurs une consécration nationale à travers la progressive intégration (1957-1962) du CUDI dans l'UGI[68], et la signature d'un accord entre INTESA et UGI (1960)[69]. Au plein milieu de ce repositionnement de forces, les élections universitaires de mai septembre 1960 montrent déjà les prodromes des futurs bouleversements soixante-huitards, avec un premier déclin de la droite associé à la hausse (inédite) du regroupement communiste au rang de balance du système[70].

ÉLECTIONS – UNURI (mai 1960)		**ÉLECTIONS – ORUR** (septembre 1960)	
INTESA	27,5% des voix	INTESA	30 sièges
AGI	22%	AGI	25
FUAN	20%	FUAN	22
UGI	14%	Goliardi autonomi	15
Goliardi autonomi	13%	UGI	13

Comme il est bien évident, dans les deux cas (renouvellement de l'Assemblée nationale et de celle locale) la liste des communistes est devenue décisive pour permettre à la coalition de centre-gauche de dépasser l'axe droitier FUAN-AGI : cela

[66] Voir : Gaetano Quagliariello, *Studenti e politica : dalla crisi della goliardia prefascista al primo congresso nazionale universitario, 1925-1946,* in Id., *Storia della goliardia politica nel dopoguerra, 1943-1968*, Manduria, Lacaita, 1989.

[67] Voir chapitre 2 de ce travail.

[68] En 1957, suite à la crise interne au bloc socialo-communiste provoquée par les « faits d'Hongrie », les socialistes abandonnent le CUDI et passent à l'UGI. L'aile de droite de l'UGI, représentée par les étudiants libéraux et timidement progressistes, trouvant inacceptable l'entrée des socialistes, quitte ce regroupement et fonde l'AGI, qui devient immédiatement un interlocuteur politique du FUAN. Les communistes restés seuls continuent leur travail dans l'université à travers la FGCI et la liste électorale nommée « Goliardi Autonomi » jusqu'en 1962, quand ils décident eux aussi d'intégrer l'UGI qui (sous l'influence de la nouvelle composante socialiste) avait entretemps affiché une attitude de plus en plus orientée à gauche. Dès 1962, l'UGI romaine utilise la dénomination "Goliardi Autonomi". Sur ce dernier point, voir : Giorgio Frasca Polara, *Rottura dell'U.G.I. col neo-capitalismo,* "L'Unità", 28 février 1960 ; *Le elezioni universitarie: l'azione dei goliardi autonomi,* ivi, 7 mai 1962. Pour une vision globale de la représentation universitaire d'après-guerre, voir : Carlo Oliva et Aloisio Rendi, *Il movimento studentesco e le sue lotte,* Milano, Feltrinelli, 1969, pp. 241-252.

[69] Voir : *Stabiliti nuovi rapporti tra i goliardi e i cattolici,* "L'Unità", 10 avril 1957 ; *Unità tra cattolici e goliardi al governo degli universitari,* "L'Unità" 3 mai 1960.

[70] Voir : *Le elezioni all'università: affermazione della lista dei "goliardi autonomi",* "L'Unità", 5 mai 1960; *Grande vittoria all'Università: i goliardi autonomi nell'ORUR,* ivi, 22 septembre 1960.

signifie que malgré le désenchantement initial, le PCI commence à représenter un point de repère, notamment en termes de pratique antifasciste, pour la jeunesse universitaire de la capitale.

Dans la même période, un processus similaire de recomposition antifasciste s'active aussi dans les écoles secondaires, comme l'indique la série de revendications fortement progressistes (défense et développement de l'éducation publique, liberté d'enseignement, droit à l'étude et présalaire, accès universel à toutes les facultés universitaires) lancée lors du 1er congrès national des associations des « lycéens » (25 avril 1962)[71].

Au début des années 1960, donc, les dynamiques internes de l'Université et des Lycées romains évoluent : comme l'on disait au commencement du chapitre, ce changement est fonction des transformations socioculturelles induites par le *boom économique* italien et par la nature trop contradictoire des réformes législatives en matière de scolarisation. L'augmentation constante de la population étudiante (200 000 inscrits par an dans les écoles secondaires, 30 000 dans les universités, issues principalement des couches inférieures)[72] contribue, en effet, à exaspérer les fragilités du système éducatif dont les infrastructures et les méthodologies didactiques ne répondent guère aux expectatives « positivistes » des nouvelles générations d'après-guerre. Ces jeunes Italiens nés une fois la paix restaurée, et éduqués sur fond de société de consommation, se retrouvent dans une organisation scolaire massifiée qu'ils jugent comme « aristocratique » et hostile à leurs « aspirations, impatiences, inquiétudes »[73]. Ils repèrent, par conséquent, dans la formation secondaire et universitaire la dimension fondamentale d'un modèle de vie hypocrite, prédéterminé et marchand, auquel toutefois ils n'arrivent pas à trouver sur le moment une alternative valide[74]. Cet « excédent de l'idée sur la possibilité de la justice » - pour citer le grand philosophe Immannuel Kant[75] - à savoir l'incapacité des étudiants à concrétiser dans un projet

---

[71] *Al Convegno degli studenti medi: chiesto il riconoscimento degli organi rappresentativi,* "L'Unità", 26 avril 1962.

[72] La loi n. 685 du 21 juillet 1961 agrandit davantage la base étudiante universitaire, décrétant la possibilité pour les étudiants des instituts techniques, industriels, maritimes, commerciaux, linguistiques et pédagogiques d'accéder aux facultés universitaires appartenant à la même spécialité de leur diplôme. Précédemment, l'inscription à l'Université était permise uniquement aux étudiants provenant des lycées.

[73] *Studenti medi a convegno,* "L'Unità", 7 novembre 1961. Pour des considérations similaires internes au monde universitaire, voir : Aldo Gandolfi, *Riforma della scuola e democrazia industriale,* Relation au XI° congrès national de l'UGI, Palerme, 27 février 1960.

[74] Voir : Umberto Eco, *Apocalittici e integrati,* Milano, Bompiani, 1964 ; Ugoberto Alfassio Grimaldi et Italo Bertoni, *I giovani degli anni Sessanta,* Bari, Laterza, 1964 ; Herbert Marcuse, *One-Dimensional Man: Studies in the ideology of Advanced Industrial Society,* Boston, Beacon Press, 1964.

[75] Sur cette catégorie de la philosophie de Immanuel Kant et sur son utilisation dans les études postérieures, voir : Giuseppe Duso (dir.), *Il potere : per la storia della filosofia politica moderna,* Roma,

politique leur propre insatisfaction, produit une situation schizophrénique qui alterne consumérisme fanatique et rébellion anticonformiste. Comme le résume bien Guido Crainz :

> Les jeunes […] participent avec enthousiasme aux nouvelles opportunités offertes par le boom, qui contribuent à remodeler les besoins et les valeurs, voire à bouleverser les coutumes matérielles et les imaginaires collectifs. […] Dans ce contexte, les jeunes se montrent incertains et presque déchirés entre deux pôles : d'un côté les règles toujours moins acceptables de la société préexistante, avec ses contraintes et ses tabous, ses hiérarchies et ses hypocrisies ; de l'autre, les nouveaux modèles d'un consumérisme sans limites […]. Une tension qui produit des espaces énormes, au sein desquels une nouvelle et confuse koinè commence à se former : une sorte de "langue commune", de sentiment collectif qui arrive à garder son extension justement grâce à son indétermination et à son ambiguïté[76].

Dans ce creuset historique, qui mélange dynamiques internes à la masse scolaire et grands processus sociaux de sécularisation intergénérationnelle, se situe l'explosion des luttes étudiantes à Rome. Les mobilisations débutent en février 1963, avec l'occupation du Département d'Architecture[77], à la suite du énième renvoi de la « réforme de l'Université » qui devait, par contre, voir le jour parallèlement à la loi n. 1859 sur la « scuola media unica »[78]. Les étudiants romains optent pour le squat, s'inspirant à l'exemple de leurs collègues milanais[79], en considérant ce répertoire comme le seul moyen capable de paralyser l'activité universitaire, tout en maximisant la visibilité médiatique de la contestation : mais plus important encore, l'occupation

---

Carocci, 1999 ; Massimiliano Tomba, *La vera politica. Kant e Benjamin : la possibilità della giustizia,* Macerata, Quolibet, 2006.

[76] Guido Crainz, *Il Paese mancato, cit.,* p. 198. Pour un regard détaillé, voir : Simonetta Piccone Stella, *La Prima Generazione: ragazze e ragazzi nel miracolo economico italiano,* 1993. Pour une vision de cette problématique juvénile dans le monde communiste italien, voir : Stephen Gundle, *I comunisti italiani tra Hollywood e Mosca,* cit.

[77] Voir : *Occupate ieri le facoltà di architettura,* "L'Unità", 15 février 1963 ; *Chiedono un maggiore potere dalla facoltà occupata,* ivi, 22 mars 1963 ; *Architettura: "corsi liberi" nella facoltà occupata,* ivi, 2 avril 1963.

[78] Voir : Carlo Oliva et Aloisio Rendi, *Il movimento studentesco e le sue lotte,* cit., pp. 13-15 ; Giuseppe Ricuperati, *La politica scolastica dal centrosinistra alla contestazione studentesca,* "Studi Storici", XXXI, n. 1, 1990, pp. 235-260.

[79] Voir : *Dormono con i sacchi a pelo in aula,* "La Stampa", 7 février 1963. La contestation s'étendra rapidement à d'autres universités italiennes, voir : *Forte protesta degli studenti di Torino,* "L'Unità", 6 mars 1963 ; *Firenze: gli studenti occupano la facoltà di lettere,* ivi, 6 avril 1963; Carlo Oliva et Aloisio Rendi, *Il movimento studentesco e le sue lotte,* cit., pp. 13-15.

permet de créer un front de lutte totalement centré sur les jeunes, qui de ce fait peuvent finalement affirmer leur existence en tant que composante autonome de la société et pas seulement comme un appendice des adultes[80]. L'agitation s'institutionnalise rapidement, trouvant une cohésion interne remarquable grâce à la nécessité de se défendre contre les blitz des émeutiers « noirs » qui tentent de casser une occupation jugée comme « gauchiste » : il est fondamental de remarquer que ces attaques ne proviennent pas du FUAN-Caravella – qui, malgré tout, partage avec les autres associations étudiantes le même désir de révolte anti-institutionnelle –, mais du « Regroupement juvénile des étudiants et des travailleurs » du MSI, dirigé d'ailleurs par un ancien président du FUAN (Giulio Caradonna)[81]. La décision de court-circuiter l'organisme représentatif et de prendre directement en charge la question, démontre qu'à l'extérieur de l'Université, la droite romaine commence à se former l'opinion d'un « virage au rouge » de la dynamique étudiante en ville. Une perception qui est effectivement renforcée par les manifestations de protestation contre la condamnation à mort du militant antifranquiste Julián Grimau[82], auxquelles participe activement un mélange d'étudiants universitaires et de lycéens guidés par les « occupants » d'Architecture : en particulier, le cortège du 17 avril 1963 dégénère en une bagarre sauvage avec les forces de l'ordre protégeant l'ambassade espagnole[83]. Une indication supplémentaire de cette crise de l'activité néofasciste à « La Sapienza » arrive lors des nouvelles élections pour l'assemblée des universitaires romains (ORUR), tenues au cours de décembre 1963, qui voient le FUAN-Caravella perdre d'un seul coup la moitié des sièges, en se retrouvant dépassé par la liste socialo-communiste (« Goliardi Autonomi »)[84]. Les résultats du vote provoquent une petite révolution, puisque pour la première fois les étudiants libéraux (AGIR) « pèsent » plus de leurs alliés « noirs » et surtout les catholicos-centristes (INTESA) ne peuvent plus se prévaloir de la position de leaders.

---

[80] Voir : Angelo Aquaro et Michele Serra, *1964: l'invenzione dei giovani,* "la Repubblica", 29 decembre 2013.

[81] Voir : *Rapporto del Prefetto di Roma*, 27 mars 1963, in « Gabinetto - Ministero dell'Interno », d. 264, f. 15584/69, Archives Centrales de l'État (Rome).

[82] Haut dirigeant du parti communiste espagnole en exile : arrêté en 1962 par la police politique franquiste, il sera malmené, torturé, jeté par une fenêtre et enfin exécuté le 20 avril 1963. Voir : *Julian Grimau : el hombre, el crimen, la protesta,* 1963 ; Pablo Puertas, *Spagna ; antifranchismo e lotta di classe: 1936-1975,* 1975; Valentina Fernandez Vargas, *La resistencia interior en la Espana de Franco,* Madrid, Istmo, 1981.

[83] Voir : *Gli studenti manifestano a Roma per la libertà di Grimau*, "L'Unità", 18 avril 1963 ; *Basta con l'appoggio italiano a Franco!,* ivi, 23 avril 1963.

[84] Voir : *Elezioni universitarie : assegnati così i seggi all'ORUR,* " L'Unità", 21 decembre 1963.

ÉLECTIONS – ORUR *(décembre 1963)*	
AGIR	14 sièges
Goliardi autonomi	14
INTESA	14
FUAN-Caravella	11
MUIR *(étudiants non romains*)	7

Tout cela comporte un retournement des rapports de force qui finit par isoler complètement la mouvance étudiante néofasciste : en fait, pour profiter au maximum de cet essor électoral et entrer dans le gouvernement du parlement universitaire romain, l'AGIR s'éloigne du FUAN-Caravella, en sachant que seulement une attitude plus progressiste aurait permis de trouver un accord avec les militants de centre et de gauche. D'ailleurs, la proximité politique avec les milieux « noirs » est devenue extrêmement épineuse depuis que des personnes externes à l'Université, plus ou moins liées au MSI, ont pris l'habitude d'opérer des raids dans la cité de « La Sapienza » : en effet, les blitz effectués par le « Regroupement juvénile des étudiants et des travailleurs » n'ont été que les prodromes des actions du groupe d'extrême droite ANG (« Avanguardia Nazionale Giovanile ») qui entame, dès janvier 1964, une campagne offensive pour compenser la prétendue faiblesse de la lutte anticommuniste menée par le FUAN-Caravella[85].

Justement au début de cette année, de nouvelles journées de lutte réclamant la « démocratisation de l'université »[86], décrétées par la nouvelle direction de l'UNURI[87]

[85] Sur « Avanguardia Nazionale Giovanile » voir le chapitre 2 de ce travail. Cette hausse du niveau d'agressivité anticommuniste en 1964 est imputable aux craintes de « soviétisation » de l'État que l'entrée du PSI dans le gouvernement national (« coalition de centre gauche ») suscite dans les milieux atlantistes italiens. Une peur qui touche aussi le sommet de la République, au point d'impliquer le Président Antonio Segni dans un obscur « plan de salut nationale » (« Piano Solo ») préparé par le commandant des Carabiniers et prévu pour l'été 1964. Sur le lien entre ANG et Carabiniers, voir : Commissione Parlamentare d'inchiesta sul terrorismo e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi, *Stragi e terrorismo in Italia dal dopoguerra al 1974. Relazione del Gruppo Democratici di Sinistra-L'Ulivo,* Rome, s.e., 22 juin 2000, p. 119. À ce propos, le leader du PSI parlera de « cliquètement de sabres », se référant à l'opposition que les carabiniers (traditionnellement armés de sabres) auraient pratiquée contre la formation d'un gouvernement fortement progressiste et orienté à gauche. Voir : Mimmo Franzinelli, *Il Piano Solo,* Milano, Mondadori, 2009.

[86] Voir : *Le università ferme per la giornata di agitazione,* "L'Unità", 24 janvier 1964 ; *Autogoverno dell'università,* "Rinascita", 1er février 1964 ; *Gli studenti vogliono una nuova Università,* "L'Unità", 7 février 1964.

[87] Pendant 1963 (officiellement pendant le Xème congrès national) la direction de l'UNURI entre en crise : l'INTESA n'a plus la force pour imposer une politique centriste (active dès 1948) et l'UGI se déclare disponible à poursuivre « l'entente cordiale » signée en 1960 seulement à condition que l'activité

en soutien de l'occupation en cours à Pise[88], marquent l'élévation du niveau de la contestation. À partir de janvier, « La Sapienza » est cycliquement secouée par des « blitz protestataires » dont les Départements d'Architecture et de Lettres sont les épicentres[89]. Il s'agit d'une bataille tenace qui soude les différentes aspirations de la masse étudiante (mais aussi des chercheurs précaires) dans un seul front d'opposition à l'aristocratie académique (Recteur, Doyens), considérée comme la forteresse de la tradition autoritaire : déchirés entre l'exigence de stigmatiser toute initiative qui implique les « rouges » et la nécessité de ne pas perdre le contact avec les évolutions du monde universitaire, les seuls jeunes à rester exclus de cette mobilisation sont finalement les membres du FUAN-Caravella. C'est face à cette impasse que l'ANG commence à intervenir : le 20 janvier 1964, quelques dizaines de militants « avanguardisti » squattent du jour au lendemain le siège de l'ORUR, provoquant une journée de lourds affrontements avec les étudiants de tous les autres regroupements (des libéraux aux communistes)[90]. Les adhérents au FUAN-Caravella se voient ainsi dépassés en termes d'initiative et d'agressivité, tout en se retrouvant obligés à participer à une bagarre qui les rend encore plus impopulaires parmi la masse étudiante[91]. La fracture se creuse encore à l'occasion de la « fête de la Libération » (25 avril) : passant de nouveau sur la tête du FUAN-Caravella, ANG fait irruption pendant la cérémonie de célébration, qui se tient dans la cité universitaire, au cri de *« Le 25 avril, est née une putain, qui a pris le nom de République italienne »*. Chassés rudement de l'Université par les autres étudiants (12 blessés), les « avanguardisti » se vengent le même soir attaquant la « casa dello studente » (foyer universitaire) et matraquant les résidents, dont un des dirigeants communistes de l'UGI[92]. La conséquence principale

---

de gouvernement s'ouvre dorénavant aux instances des communistes en fonction antifasciste. Voir : *Congresso UNURI : nuove basi per l'unità studentesca,* "L'Unità", 11 avril 1963.

[88] Le 13 janvier 1964, un « comité d'agitation étudiants-professeurs » organise l'occupation *sine die* de « La Sapienza » de Pise : il s'agit de la première occupation « totale » et « structurée » d'une Université italienne en époque républicaine. Voir : *L'agitazione dei giovani per la riforma degli studi: forse gli studenti terminano oggi l'occupazione dell'università di Pisa,* "La Stampa", 14 janvier 1964; Alessandro Cardulli, *Continua la lotta all'ateneo di Pisa: delegazioni di tutta Italia solidali con gli studenti,* "L'Unità", 20 janvier 1964.

[89] Sur ce caractère hyperconflictuel des facultés d'Architecture et de Lettres, lié principalement à l'autoperception des étudiants qui se sentent investis d'une mission de régénération nationale (un nouvel urbanisme et une nouvelle pédagogie pour les Italiens nouveaux) dans le cadre de la modernité naissante crée par le *miracle économique*, voir : Carlo Oliva et Aloisio Rendi, *Il movimento studentesco e le sue lotte,* cit., pp. 118-126. Voir aussi : Renato Nicolini, *Gui e le destre contro le facoltà di Architettura,* "Rinascita", 5 mars 1964.

[90] Voir : *Gli studenti cacciano i fascisti dall'Università,* "L'Unità", 21 janvier 1964.

[91] Pour une autre situation similaire, voir : *Presidiano l'ateneo: fascisti cacciati dall'ateneo,* "L'Unità", 29 février 1964.

[92] Voir : *Università: cacciati i fascisti,* "L'Unità", 25 avril 1964. Voir aussi : Mario Caprara et Gianluca Semprini, *Destra estrema e criminale,* Roma, Newton Compton, 2009, p. 27.

de cette vague d'intimidations et de provocations est l'institutionnalisation de la convergence antifasciste entre les forces modérées et de gauche du spectre universitaire romain : déjà le 26 avril 1964 se forme, en fait, le « Comité unitaire antifasciste de l'Université de Rome », destiné à identifier, bloquer et dénoncer les néofascistes responsables de violences dans le périmètre de « La Sapienza »[93].

III. *Le durcissement de la tension dans le monde étudiant romain et le choc émotionnel pour la mort de Paolo Rossi (1965-1966)*

L'apogée de ce premier cycle de contestation est atteint en 1965, avec la réaction au projet de loi n. 2314 (ledit « piano Gui ») issu d'un long travail de médiation parlementaire[94] : il s'agit d'un plan de réaménagement du système universitaire jugé par les étudiants comme trop conservateur et comme hostile à une véritable démocratisation des facultés. La déception pour la mauvaise qualité d'une réforme si longuement attendue projette alors les multiples protestations universitaires locales – du nord au sud de la Péninsule – dans une dimension de contestation permanente et coordonnée à l'échelle nationale[95]. Dans ce contexte, « La Sapienza » est impliquée de l'automne 1964 à l'été 1965 dans une succession rapprochée d'occupations, d'assemblées autoconvoquées et de manifestations[96]. L'expérience d'une agitation obstinée, alimentée exclusivement par la passion et l'engagement de jeunes Romains, devient rapidement un modèle même pour les étudiants des écoles secondaires : acceptant idéalement l'invitation envoyée par leurs collègues universitaires[97], les

---

[93] Voir : *Università: Comitato unitario antifascista. Costituito per porre fine al teppismo,* "L'Unità", 26 avril 1964.

[94] Ce projet de loi devrait représenter la concrétisation des résultats de la « Commission parlementaire d'enquête sur le système scolaire » (présidé par l'ancien ministre de l'Éducation nationale, Giuseppe Ermini) crée par la loi n. 1073 du 24 juillet 1962 : en réalité, les propositions du « piano Gui » se révèlent beaucoup plus limitées et édulcorées par rapport aux conclusions de la Commission. Voir : Istituto per la documentazione e gli studi legislativi, *Per il rinnovamento dell'università italiana,* Milano, Giuffré, 1965 ; Franco Catalano, *I movimenti studenteschi e la scuola in Italia,* cit., pp. 388-400 ; Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit., p. 209. Voir aussi : Paolo Glorioso, *Inchiesta sugli atenei: I padroni dell'Università,* "L'Espresso", 21 mars 1965; Lino Jannuzzi, *L'Università che non funziona: 200 baroni in cattedra,* ivi, 15 mai 1966.

[95] Voir : *Gli studenti hanno risposto "no al piano Gui",* "L'Unità", 5 décembre 1964 ; *Professori e studenti criticano il piano Gui,* "La Stampa", 7 décembre 1964 ; *Oggi in sciopero gli studenti universitari,* "Il Giorno", 17 mars 1965 ; *Oggi nelle università sciopero per la riforma,* "La Stampa", 25 mai 1965.

[96] Voir : *Studenti e professori universitari per la democrazia nella scuola: forte protesta unitaria contro il piano Gui,* "L'Unità", 17 novembre 1964; *Docenti e universitari contro il piano Gui,* ivi, 30 octobre 1964; *Università in sciopero,* ivi, 11 mars 1965.

[97] Voir : Riccardo Terzi, *I nodi politici dell'Università,* "La nuova generazione", 6 février 1965.

« lycéens » activent, en effet, leur propre cycle de lutte, comme le remarque Alberto Sensini sur le « Corriere della Sera » :

> Grèves, protestations, renvois, agitations : les écoles italiennes ont gagné le centre de la scène depuis quelques mois […]: les jeunes de 16-17 ans ont commencé d'emblée à manifester leurs opinions sur les proviseurs et sur les professeurs, sur les programmes et sur les structures de l'éducation[98].

l'Unità / venerdì 17 marzo 1967

Un movimento che sta maturando a stretto contatto con i problemi della società

3 la smorfia

IDEE

castelnuovo 66

QUERCIA del "TASSO"

Le inquietudini e l'impegno dei giovani nelle pagine di 300 giornali d'istituto

Una tiratura complessiva di oltre centocinquantamila copie — Contro la « li*(Gui)*dazione della riforma » — I Circoli e le associazioni — Gli interventi « amministrativi » delle autorità

Cronache clamorose del movimento studentesco medio, quali quelle della Zanzara lo scorso anno e di Viareggio più recentemente, non fanno cogliere spesso all'opinione pubblica più sprovveduta (e i grandi giornali d'informazione fanno di tutto per mantenere i lettori nello stato di « sprovveduti ») la realtà complessa da cui singoli fatti sono nati.

In effetti il movimento studentesco si va maturando, e, a nostro avviso, per alcune precise ragioni: in primo luogo, lo sviluppo democratico che sta vivendo e di cui sente sempre più l'esigenza la società italiana: la manifesta insufficienza di una classe dirigente che non riesce a proporre, non diciamo ad attuare, una qualsiasi riforma del settore secondario superiore della scuola; il fatto che i giovani di oggi sono « più grandi » della scuola di oggi, e da uno stato generico di insoddisfazione e di protesta o anche di passività passano facilmente ad una maggiore consapevolezza, ad un più preciso impegno per completare la propria preparazione culturale nella scuola ed anche *contro* la scuola, ove sia necessario.

Il ministro Gui si è affrettato a diramare circolari riservate, di cui l'*Unità* ha già avuto occasione di occuparsi, col fine di ricordare ai provveditori, capi di istituto, docenti, il loro ruolo di gendarmeria, lamentando soprattutto il fatto che alla vivacità del movimento studentesco contribuiscano in primo luogo gli studenti più intelligenti e più preparati: appunto i « più grandi » che, grazie alla propria maturità, sanno avanzare proposte concrete ed suscitare sbocchi positivi alla situazione, nel senso della riforma e di iniziative immediate nella scuola.

La formula organizzativa che questa nuova maturità dei giovani — correlata appunto alla situazione critica della scuola media superiore — ha assunto, sono stati i *circoli di istituto* ed i giornali scolastici, e più associazioni cittadine e giornali studenteschi, e infine — ne parliamo qui come esigenza emersa con sempre più forza fra gli studenti — associazioni a livello regionale e nazionale.

Abbiamo raccolto, con una rapida e quindi non completa indagine, circa trecento « testate » di questi giornali (di Istituto o di Associazioni cittadine) con una tiratura complessiva di più di 150 000 copie e ne abbiamo scorso le pagine: come prima impressione si coglie una certa non omogeneità del materiale; una riflessione più attenta fa emergere alcune caratteristiche ed alcune tendenze.

Un centinaio di questi giornali sono di istituti tecnico professionali; più di trenta di licei scientifici; molti sono i giornali studenteschi non di istituto, poche iniziative si hanno da parte di licei classici, di istituti magistrali, di licei artistici.

La prevalenza degli istituti tecnico professionali (sia industriali che commerciali, ma anche nautici ed agrari) non ci sorprende, né è, a nostro avviso, casuale. Già la vivacità dell'azione e la tematica delle associazioni degli studenti serali, potevano aver segnalato quali fossero le molle operanti nel movimento studentesco. Ciò che manca è il confronto con la realtà sociale circostante, ed il rifiuto conseguente della situazione di scuola e della cultura che nei singoli settori scolastici (liceale, tecnico, professionale, serale) viene impartita, ed il rifiuto della meccanica stessa di questo apprendimento unilaterale che relega lo studente unicamente in una funzione passiva. Anche gli studenti del liceo classico soffrono della unilateralità culturale a cui vengono costretti, ma la loro posizione maggiormente privilegiata (essi sono infatti assegnati ad avere una preparazione dopo all'Università) rende immediatamente possibile un atteggiamento quanto meno critico, od astrattamente elitario, o di rifiuto totale della scuola. Gli studenti tecnici, invece, che, anche se in modo disorganico, già si pongono i problemi della professione e della società, hanno più ragioni e più elementi per passare ad un impegno critico, realistico, concretamente operante.

La massiccia presenza di giornali studenteschi non di istituto è solo in parte (ed in piccolissima parte) dovuta ad un processo di integrazione del movimento studentesco e di individuazione quindi nel seno di

Un aspetto delle forti manifestazioni degli studenti medi di Viareggio, contro i quali è intervenuta brutalmente la polizia, nel febbraio scorso. Nelle foto sopra il titolo: **le « testate » di alcuni giornali studenteschi**

Article de « L'Unita' » (17 mars 1967) qui analyse la croissance du mouvement contestataire des « Studenti Medi », par le biais de la multiplication extraordinaire des journaux étudiants.

[98] Alberto Sensini, *Dire precisi "no",* "Corriere della Sera", 7 avril 1965.

Ce conflit se caractérise par la revendication d'espaces de libre expression et par la dénonciation de la décadence des infrastructures scolaires[99]. Bien que moins virulentes qu'ailleurs[100], les batailles dans les établissements secondaires de la capitale se révèleront tout de même fondamentales pour la construction d'un milieu « antagoniste » au sein de l'Université et, du coup, pour préparer l'explosion soixante-huitarde à Rome : déjà « initiés » à l'affrontement politique depuis leurs 15-16 ans, ces « lycéens » arriveront à « La Sapienza », dans la seconde partie de la décennie 1960, avec une radicalité idéologique et une expérience de lutte accrue et bien plus solide par rapport aux promotions précédentes.

En fait, malgré les différences d'âge et de perspective, il y a un fil rouge implicite qui lie l'inquiétude de ces deux catégories de jeunes (« lycéens » et étudiants universitaires)[101] : la révolte contre le paternalisme dominant dans la société italienne[102], dont les attributs d'obéissance inconditionnée et d'autorité sacralisée semblent désormais insupportables dans un pays en cours de modernisation sauvage[103]. En ce sens, les phénomènes de la « sécularisation » de la famille, du consumérisme, de l'instauration de l'équilibre international de la terreur, des

---

[99] Voir : *Volevano fare vero sport: in parlamento il caso delle studentesse sospese,* "Il Corriere della sera", 1er avril 1965; *Bulawayo: migliaia in piazza,* "L'Unità", 18 novembre 1965; *Da Roma a Milano: si acuiscono i casi scolastici,* "Il Giorno", 24 mars 1966; *Capelli lunghi e maniche corte: rispedito a casa il liceale romano,* ivi, 10 octobre 1967. Sur les répertoires et les finalités communicationnelles de ces protestations, voir : *Gli studenti giudicano la scuola italiana e il " Piano Gui": Non vogliamo questo liceo!,* "L'Unità", 23 octobre 1964; *La scuola malata: dieci studenti raccontano e tracciano diagnosi. Dai banchi alla famiglia, dalla politica al futuro,* "L'Espresso", 8 octobre 1967. Pour une lecture historiographique, voir : Marco Grispigni et Paola Ghione (dir.), *Giovani prima della rivolta,* cit., pp. 55-72.

[100] Les épisodes les plus éclatants se passent, en effet, dans le nord du pays. L'événement majeur est le « cas de la Zanzara » (février 1966) : quatre étudiants du prestigieux lycée Parini de Milan sont jugés – sur la base d'une loi fasciste du 1933 - pour « infraction à la morale » suite à la publication sur le journal étudiant d'une enquête sur le rôle de la femme dans la société contemporaine. Ce procès devient immédiatement une affaire nationale opposant médiatiquement conservateurs et progressistes. Voir : Guido Nozzoli et Pier Maria Paoletti, *La Zanzara : cronache e documenti di uno scandalo,* Milano, Feltrinelli, 1966 ; Silvia Casilio, *Chi di penna ferisce nudo finisce! Il caso de "La Zanzara" e la condizione femminile nell'Italia degli anni Sessanta,* in Valentine Lomellini et Antonio Varsori (dir.), *Dal Sessantotto al crollo del Muro: i movimenti di protesta a cavallo tra i due blocchi,* Milano, FrancoAngeli, 2013, pp. 21-40.

[101] Voir : Maurizio Ferrara, *I pensieri difficili dei giovani del miracolo: per i "teddy boys" le manette non servono,* "L'Unità", 24 février 1962; *Sui giovani "bruciati",* "La Stampa", 24 octobre 1962.

[102] Sur le caractère paternaliste de la société italienne du XXe siècle, voir : Franco Ferrarotti, *Paternalismo e potere,* Roma, Istituto di studi sul lavoro, 1961 ; Giuseppe Maranini, *Storia del potere in Italia,* Firenze, Vallecchi, 1967; Enzo Golino, *Cultura e mutamento sociale,* Milano, Edizioni di Comunità, 1969; Maria Luisa Boccia, *Il patriarca, la donna, il giovane: la stagione dei movimenti nella crisi italiana,* in Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni settanta: culture, nuovi soggetti, identità,* cit., pp. 253-282.

[103] Sur le caractère international de ce phénomène de divergence entre les nouvelles générations d'après-guerre et les valeurs traditionnelles de la société occidentale, voir : Gene Fieldman et Max Gartenberg (dir.), *The beat generation and the angry young men,* New York, Citadel Press, 1958 ; Kostas Myrsiades (dir.), *The beat generation : critical essays,* New York, Peter Lang, 2002 ; Anne Muxel (dir.), *La politique au fil de l'âge,* Paris, Presse de Sciences Po, 2011, pp. 250-307.

convulsions des deux subcultures majeures du pays (la catholique et la communiste)[104], sont tous interprétés comme des indicateurs d'une évolution historique de la société, comportant l'érosion inexorable du « pouvoir des pères » et la transmission aux fils de la « responsabilité morale » de guider la nouvelle époque. Une exigence d'autodétermination et d'affirmation communautaire qui est parfaitement condensée dans les mots d'un maitre à penser de la « dissidence générationnelle », le pédagogue catholique Don Lorenzo Milani :

> Il faut avoir le courage de dire aux jeunes qu'ils sont tous souverains et, donc, que dorénavant l'obéissance n'est plus une vertu, mais plutôt la plus sournoise des tentations : personne ne peut penser utiliser l'obéissance comme un alibi devant les hommes et devant Dieu, car chaque jeune est responsable de tout. C'est seulement à cette condition que l'humanité pourra affirmer d'avoir remporté pendant ce siècle un progrès moral parallèle et proportionné à son progrès technique[105].

Le ministère de l'Éducation nationale se montre assez préoccupé par ce bouillonnement juvénile, au point de rédiger une circulaire (n. 24 du 16 janvier 1967)[106] ordonnant aux proviseurs de punir durement tous les gestes d'insubordination ou de protestation des « lycéens », afin d'étouffer dans l'œuf les attitudes antisystèmes qui pourraient fusionner avec la croissante agitation universitaire. Après une année d'armistice, en effet, pendant laquelle l'UNURI avait tenté de capitaliser les occupations de 1963-1964 sur la table des négociations avec le ministère[107], l'ambiance dans « La Sapienza » a commencé à se réchauffer dangereusement : les dernières élections pour l'ORUR (avril 1965) ont déterminé une involution inattendue

---

[104] Comme on l'a vu au chapitre 2 de ce travail, aussi bien le monde catholique que communiste traversent, pendant les années 1960, une phase de reconstitution radicale et de réalignement avec les processus de modernisation en cours : de 1962 à 1965, les catholiques affrontent le Concile Vatican II, tandis que les communistes – qui venaient déjà de la déstalinisation (1956) et du guévarisme (1959) - sont soumis au « bombardement du quartier général » réclamé par la Révolution Culturelle chinoise (1966). Sur ces points, voir : Alberto Melloni (dir.), *Storia del Concilio Vaticano II,* cit.; Roderick MacFarquhar et Michael Schoenhals, *La dernière révolution de Mao. Histoire de la Révolution culturelle (1966-1976)*, Paris, Gallimard, 2009. Pour un regard sur la situation italienne, voir : Mario Cuminetti, *Il dissenso cattolico in Italia: 1965-1980,* Milano, BUR, 1983; Pietro Scoppola, *La Repubblica dei partiti,* cit., pp. 275-380 ; Roberto Niccolai, *Quando la Cina era vicina: la rivoluzione culturale e la sinistra extraparlamentare italiana negli anni '60 e '70,* Pisa, BFS, 1998; Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit., pp. 155-186.

[105] Don Lorenzo Milani, *L'obbedienza non è più una virtù,* Firenze, Libreria editrice fiorentina, 1965, p. 21. Voir aussi : Cosimo Varriale, *Soggettività e politica: teorie e problemi di psicologia politica,* Napoli, Liguori, 1988, pp. 93-99.

[106] Pour ce qui est du texte de cette circulaire, voir : *Il bastone e la carota,* "L'Unità", 24 janvier 1967.

[107] Carlo Oliva et Aloisio Rendi, *Il movimento studentesco e le sue lotte,* cit., p. 16.

de la dynamique idéologico-politique, caractérisée par la formation d'une « junte universitaire » fondée sur la renaissance de la coalition entre les libéraux (AGIR) et les néofascistes (FUAN-Caravella)[108]. Malgré leur prééminence dans la récente mobilisation contre le « Piano Gui » et contre les violences « noires », les centristes de l'INTESA et les socialo-communistes des « Goliardi autonomi » se retrouvent à l'opposition, principalement à cause de la volte-face de l'AGIR, qui craint de voir un renforcement excessif des instances progressistes dans l'Université[109]. Réactionnaire et privé d'un véritable programme, ce gouvernement de droite se révèle incapable de répondre aux attentes de la population étudiante romaine : une victoire de la gauche lors des élections suivantes (avril 1966) devient, du coup, très vraisemblable[110]. Il s'agirait d'une première historique qui confirmerait les peurs d'une « dérive rouge » de la situation universitaire, en raison aussi de l'inexorable affirmation de la composante communiste au sein des « Goliardi autonomi »[111] : le trouble des milieux conservateurs et modérés face à un essor potentiel de la liste liée au PCI est témoigné par le grand succès d'une nouvelle association farouchement anticommuniste - « Primula Goliardica » (PG) - inspiré au mouvement gaulliste italien (« Unione democratica per la Nuova Repubblica ») né au cours de 1964[112]. Un groupe étudiant qui attire rapidement un grand nombre de ressortissants néofascistes et libéraux, grâce à son mélange de nationalisme et de modernisme, en mesure d'offrir idéalement une alternative « futuriste » à la propagande charmante des « rouges »[113] :

> casser les barrières de ce système qui tente toujours de nous tenir artificiellement divisés, sur la base de rancœurs qui ne nous appartiennent pas, voire d'idéologies dépassées et instrumentalisées dans le cadre de la spéculation électorale […]. Nous proposons une alternative

---

[108] Voir : *I primi risultati delle elezioni all'università, "*L'Unità", 12 avril 1965.

[109] Voir : *Unità contro la giunta A.G.I.R.: documento dei Goliardi Autonomi,* "L'Unità", 23 mai 1965.

[110] Voir : *Domani gli universitari alle urne : una prova di maturità per 60mila studenti,* "L'Unità", 17 avril 1966.

[111] Ce processus de glissement à gauche de la section romaine de l'UGI est signalé par la réaction de la fédération juvénile socialiste de la capitale qui décide de se rendre indépendante, en formant une liste scissionniste (AUR) pour les élections universitaires de 1966.

[112] Voir : Randolfo Pacciardi, *La Repubblica presidenziale spiegata al popolo,* Roma, Nuova Repubblica, 1972 ; Roberto Chiarini, *La fortuna del gollismo in Italia. Le suggestioni di una "Seconda Repubblica",* "Storia Contemporanea", XXV, n. 2, 1994, pp. 173-220. Sur l'impact de ce mouvement dans la réalité romaine, voir le chapitre 2 de ce travail.

[113] "Primula Goliardica" se présente comme un groupe hétéroclite qui réunit autour d'un noyau "gaulliste anticommuniste" toute une série de franges (néofascistes, libéraux, même des anarchistes) liées les unes aux autres uniquement par un esprit maccartiste. Voir : Giovanni Orsina et Gaetano Quagliariello (dir.), *La crisi del sistema politico italiano e il Sessantotto,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2005, pp. 255-258 ; Marco De Troia, *Fronte della gioventù: una militanza difficile tra partito e società civile,* Roma, Settimo Sigillo, 2001, pp. 14-22.

> générationnelle à ce système, tout en recréant une unité effective des Italiens poursuivant des finalités politiques concrètes et modernes. Avançons-nous avec les nouvelles générations contre les vestiges du XIXe siècle, contre la corruption, contre les ennemis de la liberté[114].

De plus, une contribution supplémentaire à la hausse de la tension dans l'Université dérive de la concomitance avec les élections municipales (12 juin 1966) qui - s'agissant de la première consultation populaire suivant deux évènements historiques et controversés, tels que la récession économique d'après-boom et la formation de la coalition gouvernementale de « centre gauche » - sont porteuses cette fois d'une charge capable d'aigrir gravement la confrontation politique en ville[115]. Au vu de la relation étroite entre les associations universitaires et les partis, les élections pour le renouvellement de l'ORUR – qui anticipent juste de quelques semaines le vote pour le « Campidoglio » - finissent par intérioriser toutes les pressions de l'extérieur, au point de se transformer dans une sorte de petit test préliminaire sur le rapport de force en jeu[116].

Suite à une campagne électorale incandescente (achevée le 18 avril), la situation commence à dégénérer au lendemain de la « fête de la Libération » (26 avril), dont la commémoration est formellement interdite dans la cité universitaire, à cause des lourds affrontements de l'année précédente, déclenchés par des groupes « noirs » qui avaient empêché le déroulement de toute célébration[117]. Le recteur de « La Sapienza », un ancien professeur d'économie « corporative » sous le régime « mussolinien », veut éviter que les questions restées en suspens entre étudiants de droite et de gauche puissent être réglées dans un tel climat : cependant, cette mesure administrative ne fait que jeter de l'huile sur le feu, en impliquant la direction de l'Université dans la querelle sur le respect effectif de la nature antifasciste des institutions républicaines. Le 27 avril, jour du décompte électoral, « Primula Goliardica » dénonce des fraudes et se met à assiéger le bureau de vote, après avoir appelé la police : à l'arrivée des forces de l'ordre, la situation dégénère définitivement dans un crescendo d'accusations et d'agressions réciproques. La cité universitaire se transforme alors en une arène divisée

---

[114] *Impegno giovanile fuori dal sistema per l'Italia del popolo,* "La Folla", III, n. 3, 16 janvier 1966.

[115] Sur le débat public autour des élections de 1966, voir : Arturo Carlo Jemolo : *La situazione politica italiana : non siamo al '19, "*La Stampa", 9 juin 1966. Voir aussi : *Indette le elezioni per il Campidoglio e per la provincia. 12 Giugno: una nuova avanzata del PCI !,* "L'Unità", 20 mars 1966.

[116] Voir à ce propos : *Le elezioni universitarie : propaganda di parte con i soldi dell'ORUR,* "L'Unità", 20 avril 1966 ; *Continuano le polemiche : Le elezioni universitarie,* ivi, 24 avril 1966.

[117] Voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa,* cit.*,* pp. 11-12.

en deux : d'un côté les étudiants de droite, guidés par le FUAN-Caravella, amassés autour du Département de Droit ; de l'autre le Département de Lettres, forteresse des jeunes de gauche qui s'appuient sur la capacité organisationnelle des « Goliardi autonomi ». Dans la conviction que « donner une leçon au rouge » la veille du 28 avril représente une façon parfaite de venger idéalement l'assassinat de Benito Mussolini (réalisé, en effet, le 28 avril 1945), les néofascistes décident de prendre d'assaut le quartier général des adversaires : même avec le soutien des militants de PG, les « noirs » sont en infériorité numérique, mais ils peuvent néanmoins se prévaloir d'une solide habitude de la violence - alimentée, par la passion pour les techniques de la lutte corps-à-corps - et de la présence de certaines figures d'émeutiers renommés pour leur force légendaire, tels que les frères Di Luia[118]. L'accrochage se produit sur l'escalier principal du Département de Lettres : dans des circonstances restées toujours controversées[119], le jeune Paolo Rossi de 19 ans tombe du haut des marches. Il meurt à l'hôpital pendant la nuit. Dès lors, les élections universitaires perdent leur intérêt et la routine codifiée de l'Université romaine vole en éclats[120]. Personnalité emblématique de la modernité naissante - en mesure de faire coexister en lui la foi catholique, l'adhésion à la fédération juvénile socialiste et la candidature parmi les rangs des « Goliardi autonomi » - Paolo Rossi est immédiatement et unanimement considéré comme la première victime de la conflictualité néofasciste dans l'histoire républicaine d'Italie[121]. Malgré la tentative frénétique de prouver le caractère accidentel et infortuné de l'incident, opérée par la droite romaine[122], cette mort choque

[118] Le futur dirigeant de la section romaine de « Potere Operaio », Massimo D'Alessandro, rappelle ses premières années universitaires au milieu des années 1960 en soulignant la peur engendrée par un des frères Di Luia : "*Les fascistes étaient armés, dangereux et largement protégés par la police. Au contraire, nous n'étions que des jeunes gens. Je me rappelle encore la terreur provoquée par la possibilité que Serafino Di Luia – un bastonneur célèbre – puisse nous attaquer*.", in Aldo Grandi, *Insurrezione armata,* cit., 2005, p. 114.

[119] Pour ce qui est de la version des étudiants de droite, voir : Fronte universitario di azione nazionale, *Verità per un collega morto. Libro bianco del FUAN sulla settimana rossa all'Università,* Roma, s.e., 1966. Pour ce qui est de la reconstruction des milieux de gauche, voir : Lino Jannuzzi, *Le cinque giornate dell'Università, "*L'Espresso", 8 mai 1966 ; Comitato Universitario Romano, *28 aprile 1966-1967,* n.u., mai 1967. Pour un regard historiographique, voir : Marica Tolomelli et Jan Kurz, *Gli studenti tra azione e mobilitazione,* in Carmelo Adagio et al. (dir.), *Il lungo decennio: l'Italia prima del '68,* cit., pp. 61-65; Nicola Rao, *La fiamma e la celtica,* cit., pp. 121-123.

[120] Voir : *Tutta l'università in ansia ha vegliato le ultime ore dello studente,* "L'Unità", 28 avril 1966 ; *Sdegno e commozione per la morte dello studente romano,* "La Stampa", 29 avril 1966 ; Nicola Adelfi, *Un ragazzo di vent'anni,* "La Stampa", 30 avril 1966.

[121] Voir : Paola Ghione et Marco Grispigni, *Giovani prima della rivolta,* cit., p. 126 ; Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa,* cit., p. 12.

[122] Voir : *Morte accidentale e nessuna percossa. Il referto ufficiale,* "Il Secolo d'Italia", 30 avril 1966.

profondément une opinion publique[123] qui croyait épuisée toute potentialité meurtrière du fascisme après l'instauration de la République parlementaire[124]. Les funérailles de cet étudiant (29 avril)[125] deviennent en ce sens un rite de passage pour le gros de la jeunesse universitaire romaine qui se sent finalement investie d'un rôle actif dans la construction d'une démocratie antifasciste, en prenant le relais des luttes que leurs parents avaient entreprises dans la Résistance et lors de la « bataille de Porta San Paolo »[126]. La martyrologie qui découle de la mort de Paolo Rossi[127] établit donc une césure périodisante, en marquant le début de la politisation de la contestation étudiante dans le pays, et principalement à Rome. Les historiens Marica Tolomelli et Jan Kurz affirment à ce propos, que

> la mort de Paolo Rossi, les initiatives qui s'ensuivent et, parallèlement, la relance en termes plus critiques de questions protestataires préexistantes : l'interaction entre tous ces facteurs avait favorisé, en effet, l'activation d'un processus de définition et de renforcement de l'identité collective, voire de l'aspect essentiel dans la formation et dans le développement de tout mouvement social. […] la mort d'un étudiant avait fini par accélérer ou libérer […] un potentiel de contestation et d'insatisfaction que jusque-là était resté latent et incapable de se systématiser[128].

Pour comprendre pleinement la singularité de la contestation soixante-huitarde à Rome, il faut impérativement remonter, en effet, à l'émoi collectif alimenté par l'histoire de Paolo Rossi, afin de retracer les multiples dimensions d'antagonisme sociopolitique et de rejet de la représentation des corps intermédiaires qui se

---

[123] Voir : *Proteste in tutta Italia per lo studente morto a causa dei disordini neofascisti,* "La Stampa", 29 avril 1966 ; Gian Carlo Pajetta, *Il segno della bestialità,* "Rinascita", 30 avril 1966 ; Alessandro Galante Garrone, *Soltanto teppismo, non forza politica,* "La Stampa", 1 mai 1966.

[124] Voir : Luciano Paolicchi, *Deve essere l'ultimo,* "l'Avanti!", 29 avril 1966; *Possente risposta antifascista all'assassinio dello studente,* "L'Unità", 29 avril 1966; *Taviani indica le colpe dei neo-fascisti e annuncia: la violenza sarà stroncata,* "La Stampa", 30 avril 1966.

[125] Voir : *Presenti tutti i partiti antifascisti,* "L'Unità", 30 avril 1966 ; Lamberto Furno, *Roma commossa ai funerali dello studente ha risposto con senso civile alla violenza,* "La Stampa", 1er mai 1966.

[126] Voir : *Ai funerali di Paolo Rossi l'Italia del 25 aprile e del Luglio '60,* "L'Unità", 1er mai 1966. Voir aussi : Paola Ghione et Marco Grispigni, *Giovani prima della rivolta,* cit., p. 121 ; Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa*, cit., p. 14.

[127] Voir : *L'Università in lotta grida alto: "Paolo vive!",* "L'Unità", 1er mai 1966. Pour un état des lieux de la production éditoriale et artistique liée au mythe de Paolo Rossi, voir : Paola Ghione et Marco Grispigni, *Giovani prima della rivolta,* cit., pp. 129-131.

[128] Marica Tolomelli et Jan Kurz, *Gli studenti tra azione e mobilitazione,* cit., p. 61.

déclenchent à partir de cet évènement et qui seront à la base de « l'année des étudiants »[129].

A migliaia sono giunti da tutta Italia e dai quartieri di Roma

Passione unitaria intorno alla salma del martire

L'orazione funebre del prof. Walter Binni all'Università di fronte a migliaia di studenti, lavoratori, cittadini

Perchè è morto Paolo Rossi

Le qualità morali e intellettuali, l'impegno politico e sociale del giovane Caduto – Ferma ed implacabile requisitoria sulle gravissime responsabilità del rettore prof. Giuseppe Papi

PARRI E LONGO ACCOLTI AL GRIDO «RESISTENZA!»

PAOLO ROSSI DEVE ESSERE L'ULTIMA VITTIMA DELLA VIOLENZA FASCISTA

Deux pages de "L'Unita'" (1er mai 1966) qui montrent bien le début de la martyrologie liée à la figure de Paolo Rossi.

À l'annonce du décès[130], un mouvement spontané d'étudiants et de professeurs occupe « La Sapienza » et demande la démission du recteur, Ugo Papi, considéré comme moralement responsable de la mort de Paolo Rossi en raison de sa tolérance à l'égard de l'activisme néofasciste[131] : pour soutenir cette requête et en même temps pour chercher à reprendre le contrôle des événements, l'UNURI décrète deux journées

[129] Voir : Nanni Balestrini et Primo Moroni, *L'orda d'oro: 1968-1977. La grande ondata rivoluzionaria e creativa, politica e esistenziale,* cit., pp. 201-219 ; Piero Bernocchi, *Per una critica del '68 : considerazioni per l'oggi e il domani,* Bolsena, Massari, 1998, p. 132 ; Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit., pp. 213-215 ; Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa,* cit., pp. 10-20. Ce lien direct entre les "évènements de 1966" et la nature de '68 est symboliquement témoigné par la déjà citée chanson « Contessa », composée en l'honneur de Paolo Rossi et devenue ensuite l'hymne de la contestation soixante-huitarde. Voir : Cesare Bermani, *Una storia cantata 1962-1997: trentacinque anni di attività del Nuovo canzoniere Italiano-Istituto Ernesto de Martino,* Milano, Mazzotta, 1997, pp. 112-113.

[130] La nouvelle arrive jusqu'en France, voir : *Un mort,* "Le Monde", 29 avril 1966.

[131] Le mouvement accuse le recteur de connivence avec les néofascistes, en raison de son passé « mussolinien ». La position d'Ugo Papi se fait encore plus difficile dans les jours suivants, pour son choix douteux de ne pas participer aux funérailles et surtout d'avoir fait recours à la police pour évacuer les occupants. Voir : *Via Papi e i fascisti!: il futuro dell'Università è già cominciato,* "L'Unità", 29 avril 1966; *Un comitato di professori e studenti dirige la lotta all'Ateneo di Roma,* ivi, 3 mai 1966. Voir aussi : Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit., p. 213-214.

de grève nationale[132]. En effet, pour la première fois dans l'histoire républicaine, une occupation universitaire s'auto-organise au dehors des canaux officiels (partis politiques et associations de représentation étudiante)[133], en marquant le moment de passage d'une saison à l'autre de la mobilisation étudiante à Rome[134].

Dans ce nouveau cycle de protestation qui concerne toute la cité universitaire et non plus seulement certains départements (Architecture, Lettres,…), quatre évolutions peuvent être signalées : a) la marginalisation définitive de la composante étudiante de droite ; b) la pulvérisation des instances réformistes et gradualistes, notamment des positions liées aux milieux socialistes ; c) l'abandon de la représentation étudiante en faveur de l'action directe de masse; d) l'enterrement du « Piano Gui ». Dès le lendemain des heurts sur les escaliers du département de Lettres, les conditions de vie des étudiants d'extrême droite se font extrêmement difficiles, comme le rappelle le Président national du FUAN de l'époque : « l'ambiance pour nous devient très lourde. Moi-même, j'ai dû passer mes derniers examens universitaires au premier matin, escorté par la police, uniquement sur rendez-vous avec les professeurs[135]. L'esprit antifasciste qui pendant la première moitié des années 1960 s'est consolidé sur le plan de la défense des espaces démocratiques au sein de la cité universitaire – le « Comité unitaire antifasciste » l'incarnant tout particulièrement – passe rapidement à une attitude offensive et intolérante[136]. Le gros de la masse étudiante, se mettant derrière les avant-gardes communistes qui peuvent compter, le cas échéant, sur le soutien des « edili » et des « ouvriers typographes »[137], se montre de plus en plus disponible à affronter « physiquement » les néofascistes. De ce fait, une disproportion croissante des rapports de force commence à se révéler au sein de la communauté universitaire romaine[138]. Bien que déformés par une exigence d'autoabsolution, les souvenirs de

---

[132] Voir : *Proclamati due giorni di sciopero in tutte le Università,* "L'Unità", 1 mai 1966 ; *Ferme le università: si allarga in tutto il paese il possente movimento unitario,* ivi, 3 mai 1966.

[133] Voir : *E' stata l'occupazione dei 30 e dei 110 e lode,* "Paese Sera", 4 mai 1966.

[134] Carlo Oliva et Aloisio Rendi, *Il movimento studentesco e le sue lotte,* cit., p. 16.

[135] Interview de Nicola Rao à Cesare Mantovani, *La fiamma e la celtica*, cit*.,* p. 122.

[136] Sur ce changement d'attitude, voir : Luigi Salvatorelli, *La lezione del 1921-1922 : tollerare la violenza è un grave pericolo,* "La Stampa", 4 mai 1966.

[137] Sur la pratique antifasciste de ces deux catégories de travailleurs romains, voir : Domenico Scacchi, Giuseppe Sircana, Lidia Piccioni (dir.), *Operai e tipografi a Roma (1870-1970),* Milano, FrancoAngeli, 1984.

[138] Voir : *Isolati nella coscienza del Paese gli assassini di Paolo Rossi e i responsabili dell'intollerabile clima antidemocratico all'Università di Roma,* "L'Unità", 3 mai 1966.

l'ancien « avanguardista » Mario Michele Merlino[139], donnent tout de même l'idée du processus[140] qui s'est mis en marche, suite à la mort de Paolo Rossi :

> Nous sommes à l'entrée de l'Université […] soixante personnes environ. […] Un groupe d'étudiants de gauche qui se dirige à la cérémonie funéraire passe par là et nous reconnaît. […] Ces camarades […] donnent immédiatement l'alarme […], pour se faire aider, ils vont chercher les edili qui sont en train de manifester aux alentours du Colisée. À un moment donné […] nous voyons arriver de loin […] une déferlante humaine qui dégage un grondement : « Assassins, Assassins ! » J'ai l'impression que tout le sol de l'Université tremble pour le nombre de personnes qui est en train de le piétiner. […] L'affrontement est tellement violent, que je me suis réfugié dans les toilettes pour me regarder dans le miroir : j'étais convaincu d'avoir fait mes cheveux blancs à cause de la peur[141].

Cette radicalisation brutale de l'antagonisme lié au clivage antifasciste produit une recomposition politique, idéologique et associative au profit des extrêmes du spectre : le résultat est, d'un côté, la constitution d'un rassemblement des « parias », à travers la soudure des différentes âmes de la droite (ex ANG[142], FUAN-Caravella, PG, Groupe de « L'Orologio »[143]) ; et de l'autre, l'affirmation des communistes comme leaders incontestés du front de gauche. Dans un moment historique qui a transformé les élections universitaires en un petit laboratoire des dynamiques citadines et

---

[139] Sur l'obscure figure de Mario Merlino, qui se retrouvera lourdement impliquée dans les processus pour le massacre de « Piazza Fontana » (Milan, 12 décembre 1969), voir : Giorgio Boatti, *Piazza Fontana*, cit., p. 123 et s.; Massimiliano Griner, *Piazza Fontana e il mito della strategia della tensione*, Milano, Lindau, 2011, p. 66 et s.;Mario Caprara e Gianluca Semprini, *Neri!*, Roma, Newton Compton, 2011, pp. 244-255.

[140] Ce sentiment se retrouve clairement dans la chronique du journaliste Nicola Adelfi : "*Maintenant, la grande majorité des Romains souhaite que son Université cesse d'être un sanctuaire pour les fascistes. Dix ans de violences de tout ordre, d'intimidations squadriste, dans un climat mafieux alimenté par les menaces, les rouées de coups et les blessures […] Aujourd'hui tout cela est terminé ; et Rome en sa totalité espère qu'il s'agit d'une fin définitive et irrévocable*.", in Nicola Adelfi, *La città più fascista d'Italia,* "La Stampa", 4 mai 1966.

[141] Interview de Nicola Rao à Mario Michele Merlino, *Il sangue e la celtica,* cit., pp. 67-69.

[142] ANG s'était autodissoute en 1965, mais les militants avaient été invités à continuer l'activité politique en s'adressant principalement au FUAN-Caravella, voir : Stefano Delle Chiaie, Massimiliano Griner, Umberto Berlenghini, *L'aquila e il condor,* cit., pp. 54-57.

[143] « L'Orologio » incarne l'âme populiste et moderniste de l'extrême droite (« Fascismo di sinistra »). Sur ce groupe, assez hétérodoxe en vérité, voir : Loredana Guerrieri, *La giovane destra neofascista italiana e il '68 : il gruppo de "L'Orologio",* "Storicamente", 5, 2009, http://www.storicamente.org/07_dossier/sessantotto-guerrieri.htm. Pour une vision globale de la complexité de l'extrême droite italienne, voir : Arianna Streccioni, *A destra della destra : dentro e fuori l'MSI, dai Far a Terza Posizione,* cit.

nationales[144], les tensions se déplacent rapidement de l'université au Parlement[145], tout en passant par « l'agora » de la capitale[146]. Du coup, l'occupation de « La Sapienza » devient le banc d'essai pour tester le potentiel des deux pôles exclus de la politique italienne[147] : si le leadership du PCI incite publiquement « nos jeunes, qui doivent continuer à affronter les fascistes, à résister à la police, à stigmatiser les juges, les recteurs et les journalistes réactionnaires »[148] *;* les milieux néofascistes répondent qu'il est absolument nécessaire d'évacuer les occupants[149] afin «d'empêcher que tout le système ne tombe sous l'égide de la faucille et du marteau »[150].

DEUX MOMENTS DE L'AGRESSION NÉOFASCISTE, 3 MAI 1966,
CONTRE LES OCCUPANTS DE « LA SAPIENZA ».

Dans l'image de droite, on reconnait l'ancien Président du Fuan-Caravella, Giulio Caradonna ; au centre de la photographie de gauche, on voit le député Raffaele Delfino.

Sources : "La Stampa", 4 mai 1966

---

[144] Voir : Mario Tedeschi, *Elezioni col morto,* "Il Borghese", XVII, 5 mai 1966 ; Renzo Trivelli, *Il voto della capitale,* "Rinascita", 21 mai 1966.

[145] Pour ce qui est des affrontements entre députés de gauche et de droite causés par la mort de Paolo Rossi, voir : *L'indignation politique à l'université provoque des incidents au Parlement italien,* "Le Monde", 30 avril 1966 ; *La Camera discute gli incidenti dell'Università di Roma. Repliche dei ministri Gui e Taviani. I comunisti nelle università,* "La Civiltà Cattolica", 117, 11-24 mai 1966, pp. 490-495 ; Nicola Rao, *Il sangue e la celtica,* cit., pp. 65-67.

[146] Voir : Gianfranco Ferretti et Gianfranco Pala, *Il problema dell'Università,* "La Rivista trimestrale", V, mars-juin 1966, pp. 155-158 ; Gian Luigi Degli Esposti, *I fatti dell'Università di Roma,* "Il Mulino", juin 1966.

[147] Voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa,* cit., pp. 16-17.

[148] Gian Carlo Pajetta, *Il segno della bestialità,* "Rinascita", 30 avril 1966.

[149] Un groupe d'étudiants néofascistes, dirigés par trois députés du MSI (Giulio Caradonna, ancien président du FUAN-Caravella, Franz Turchi et Raffaele Delfino), tente effectivement d'évacuer (sans y arriver) violemment les occupants, le 3 mai 1966. Voir : *Tre deputati del msi guidano un attacco contro l'Università,* "La Stampa", 4 mai 1966.

[150] *Lo Stato in pezzi,* "Il Secolo d'Italia", 5 mai 1966.

En définitive, les vrais perdants de ces remobilisations sont les composantes modérées[151], du centre droit libéral jusqu'au centre gauche socialiste. Ces derniers, en particulier, se retrouvent à payer lourdement des erreurs stratégiques commises au cours de 1966, aussi bien sur le plan universitaire que dans la dimension politico-moral[152]. Les étudiants socialistes romains purgent, en effet, le mauvais choix de créer une liste scissionniste (AUR) par rapport aux « Goliardi Autonomi » - juste avant que cette association ne devienne hégémonique au sein de l'Université - en concomitance avec la décision du PSI de renouveler les coalitions gouvernementales de « centre gauche », nonobstant les échecs des expériences précédentes[153]. Si Paolo Rossi – en raison de son âge (20 ans, tout comme la République italienne) et de l'idéologie (un croisement entre foi catholique et militance progressiste) - incarnait parfaitement l'esprit du « centre gauche »[154], alors sa mort sonne pour le socialisme italien comme une métaphore de la défaite politique imminente. Une impression de dégénérescence éthique et d'impasse opérationnelle, symbolisée par l'incapacité étatique d'assurer la sécurité personnelle d'un jeune citoyen en train d'exercer ses droits de participation et d'expression, en dépit de toute promesse de modernisation et de démocratisation lancée lors de l'entrée des socialistes dans l'aire gouvernementale[155]. À ce propos, le

---

[151] Voir, par exemple, la réaction préoccupée de la droite catholique à cette polarisation du spectre sociopolitique universitaire : "*L'occupation des départements universitaires de Rome fait partie du plan d'introduction "d'éléments de tension interne à ce système" – à savoir, le système démocratique – que les communistes n'acceptent pas et qu'ils voudraient renverser. La mort du pauvre étudiant Paolo Rossi est servie seulement à fournir un prétexte pour l'entrée en action, alors que l'antifascisme a été instrumentalisé pour couvrir des manœuvres subversives et antidémocratiques, vouées à prendre l'Université et à la plier aux volontés du PCI […]. C'est extrêmement grave que des hommes et de jeunes sincèrement démocratiques – et notamment des hommes et des jeunes catholiques – aient soutenu la tactique communiste des "fronts unitaires" formellement destinés à combattre le fascisme, mais pratiquement utilisés pour affirmer le communisme. Les catholiques et les démocratiques doivent être toujours contre le fascisme et ses méthodes d'abus et de violence, mais en même temps ils doivent se rappeler qu'on ne peut pas lutter contre le fascisme et la violence en s'alliant avec un mouvement qui – identiquement au fascisme – est fondé sur la dictature et utilise la violence comme méthode d'action. Les catholiques et les démocratiques doivent toujours rejeter l'invitation à former des "fronts unitaires" […]: les communistes en Italie doivent être isolés*", in "La Civiltà Cattolica", *La Camera discute gli incidenti dell'Università di Roma. Repliche dei ministri Gui e Taviani. I comunisti nelle università,* n. 2783, 4 juin 1966, p. 495.

[152] Voir : Eugenio Scalfari, *Un crisantemo sul letamaio,* "L'Espresso", 8 mai 1966.

[153] Sur la crise qui accompagne la décision socialiste de renouveler l'engagement dans la formule de "centre gauche", voir : Ignazio Faso, *Cronaca di una crisi di governo: la formazione del terzo Governo Moro,* "Il Politico", 31, n. 2, 1966, pp. 276-292; Luigi Volpe, *Considerazioni in margine alla formazione del III Governo Moro*, "Rassegna di diritto pubblico", 22, 1967, pp. 174-196; Carlo Tramontana, *Il centro-sinistra: 1962-1975. Evoluzione costituzionale e politiche legislative,* Torino, Giappichelli, 1995, pp. 60-61.

[154] Voir : Carlo Saringi, *Era un socialista, un giovane di oggi,* "L'Avanti", 29 avril 1966.

[155] En fait, les échecs majeurs des programmes de "centre gauche" s'étaient produits en matière de modernisation des forces de l'ordre et de lutte contre le phénomène néofasciste. Voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa,* cit*.,* p. 14.

journaliste Eugenio Scalfari invente une formule restée dans l'histoire pour décrire la perception des étudiants romains à l'égard du chagrin des politiciens, des appels des doyens et des commémorations institutionnelles pour la mort de Paolo Rossi : « un chrysanthème jeté sur le fumier ».

VALLETTA/AGNELLI CHE SUCCEDE ALLA FIAT

L'Espresso

ANNO XII N. 19 — ROMA 8 MAGGIO 1966 - LIRE 150

I brogli elettorali, la violenza fascista, il rettore, l'occupazione delle facoltà, la morte di Paolo Rossi

UN CRISANTEMO SUL LETAMAIO

Lundi 2 mai, le recteur Ugo Papi cède et démissionne : les partis de gauche crient à la victoire[156] et imposent la fin de l'occupation aux associations étudiantes[157], qui entretemps avaient partiellement regagné la tête du mouvement, grâce à leur expérience en matière de négociation et de propagande. Les « squatters » obéissent à contrecœur et abandonnent pacifiquement « La Sapienza »: ils ont obtenu la promesse d'une réforme du système universitaire alternative au « Piano Gui »[158], mais l'interruption impérative[159] de la protestation les laisse profondément déçus et

[156] Voir notamment : *Papi se n'è dovuto andare : prima grande vittoria dell'unità antifascista all'Università di Roma*, "L'Unità", 3 mai 1966.

[157] Voir : Pietro Ingrao, *Lotta all'Università,* "Rinascita", 7 mai 1966.

[158] Voir : *Conclusa l'occupazione delle facoltà: l'Università chiede fermezza antifascista e riforma democratica,* "L'Unità", 4 mai 1966.

[159] Pour ce qui est de la position du PCI sur la fin de l'occupation, voir la relation de Paolo Bufalini à la commission culturelle du PCI (24-25 mai 1966), in « Archivio Partito Comunista Italiano », *mf 530*, 1966, p. 2618, Institut Gramsci de Rome. S'agissant de la position de l'UNURI, voir : Comitato Universitario Romano, *Prospettive, "*28 Aprile 1966-1967", avril 1967, in « Fondo Memorie di Carta », Raoul Mordenti, d. 1, f. 117, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

insatisfaits. En effet, pendant les six jours d'occupation, ces universitaires ont expérimenté pour la première fois dans leur vie un moment de lutte directe et de prise de responsabilité sans tutelles[160] : ils ont constitué une communauté générationnel qui a affirmé sa propre existence sociale et médiatique, en s'émancipant des barrières idéologiques imposées par l'appartenance à groupes différents, en renversant les rapports d'autorité traditionnelle (à l'égard des professeurs et plus en général des adultes), en prenant le contrôle physique d'une cité universitaire qui jusqu'à ce moment a représenté uniquement le lieu de la discipline et de la soumission, en se libérant de la peur de la violence « noire » et de la déférence inconditionnée envers les forces de l'ordre[161]. Les mémoires des protagonistes confirment ce caractère fondateur et innovateur de la contestation déclenchée par la mort de Paolo Rossi :

> D'emblée, un mouvement protestataire énorme et inattendu, explosa […] nous osâmes ce qui jusqu'au jour d'avant, était considéré non seulement impossible, mais bien impensable. […] Nous chassâmes le recteur, depuis toujours proche de la droite ; et pour la première fois, nous affrontâmes frontalement les fascistes […]. Des journées inoubliables, marquées par une grande amitié et solidarité collective, comme il se réalise seulement pendant la naissance d'un mouvement de masse[162].

En ce sens, rien d'étonnant à ce que l'ordre supérieur d'interrompre une « si grandiose occupation », en échange du limogeage du recteur et de quelques vagues promesses de réforme, parait à la plupart des étudiants en lutte comme un « diktat » frustrant et contraire aux besoins réels de la génération du « miracle économique ». Durant l'évacuation de la cité universitaire, « plusieurs pleuraient comme s'ils assistaient à des funérailles. Nous criâmes et protestâmes contre une décision jugée comme une trahison perpétrée à notre détriment par les partis politiques : dès lors, la fracture déjà grande *entre nous et eux* se fit irrémédiable »[163]. Malgré l'adhésion aux consignes, la conclusion contestée de l'occupation fut l'acte ultime du processus de dégradation des rapports entre la base universitaire romaine et les corps intermédiaires

---

[160] Le tournant est tellement évident d'arriver à intéresser le prestigieux hebdomadaire anglais « The Economist », voir : *A new time for students,* "The Economist", 7 mai 1966.

[161] Voir : Marica Tolomelli et Jan Kurz, *Gli studenti tra azione e mobilitazione,* cit., pp. 62-66.

[162] Angelo Bolaffi et Erri De Luca (dir.), *Come noi fantasmi,* Milano, Bompiani, 1998, pp. 53-54. Voir aussi : *L'occupazione di lettere: Silvana Mazzocchi, Facoltà di Lettere, anno III. Dal taccuino di una studentessa,* "Rinascita", 7 mai 1966.

[163] Angelo Bolaffi et Erri De Luca (dir.), *Come noi fantasmi,* cit., p. 54. Sur ce sentiment, voir aussi : Giorgio Morpurgo, *Cronaca dell'occupazione dell'Università di Roma,* "Quaderni Piacentini", 28, septembre 1966.

de représentation politico-associative : après le baptême du feu qui en fit des protagonistes directs de la pratique antifasciste, ces étudiants commencent à ne se reconnaitre plus dans les répertoires éminemment défensifs et rhétoriques de la gauche parlementaire. Comme le remarquent les intellectuels Carlo Oliva et Aloisio Rendi, très proches de la mouvance protestataire, avec la décision de mettre un terme à l'agitation,

> se dévoilait encore une fois la vraie nature de la gauche officielle, capable de répondre aux agressions seulement à travers d'émouvants discours de déploration, sous forme d'une victimisation satisfaite (au lieu de tracer une véritable ligne de lutte […]). À cette attitude s'ajoutait l'incapacité de mener une bataille contestataire solide […]. Le grand cortège de notables et de militants qui porta Paolo Rossi dans sa tombe […], coïncidait avec la fin de certaines traditions de complaisance de la gauche[164].

Il s'agit d'une crise intégrale des formes de la participation politique des étudiants de gauche, qui se répand des fédérations juvéniles des partis « rouges » - emmenant par exemple, comme on l'a décrit au chapitre 2, l'énorme FGCI (200 000 inscrits environ) à supprimer son organe de presse « La Città futura » en juin 1966[165] - jusqu'aux associations universitaires qui tombent dans une spirale autodestructive. Déjà pendant l'automne 1966, l'UGI national sort, en effet, un document qui dénonce « un vide et un détachement énorme entre les actions pratiques et les intentions politiques des associations universitaires et le réel mouvement de base »[166]. Un désalignement qui, à Rome, se matérialise fin décembre, durant le congrès des « Goliardi autonomi », quand la plate-forme de la Présidence est rejetée par un vote de censure de l'Assemblée générale, qui considère ce programme comme trop modéré et trop « politicien »[167]. Un sort similaire touche l'INTESA dont le directoire est forcé de constater, un an après la fin de l'occupation, la persistance d'un sentiment de rage et

---

[164] Carlo Oliva et Aloisio Rendi, *Il movimento studentesco e le sue lotte,* cit.*,* p. 16. Voir aussi : *Si chiude nel teppismo il capitolo neofascista,* "Mondo Nuovo", n. 19, 8 mai 1966. "Mondo Nuovo" est le journal du PSIUP.

[165] Voir : Achille Occhetto, *L'ultimo numero della città futura,* "La città futura", n. 17, juin 1966. Sur la crise des fédérations juvéniles des partis, au début de 1970, voir : Pierpaolo Benedetti (dir.), *I giovani e la politica : comportamento politico-elettorale, associazionismo tradizionale, movimenti collettivi non tradizionali,* Milano, FrancoAngeli, 1974.

[166] Unione Goliardica Italiana, *Temi e proposte per la conferenza di organizzazione,* septembre 1966, in « Fondo Memorie di Carta », Guido Crainz, d. 24, l'Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[167] Voir : *Sul convegno dei G.A.: risoluzione degli universitari comunisti,* "L'Unità", 20 décembre 1966.

d'inquiétude parmi les militants catholiques, « de plus en plus convaincus d'avoir essuyé une terrible défaite politique, d'avoir été vaincus, repoussés, dispersés et humiliés »[168]. La « décomposition » du tissu associatif universitaire traditionnel est également accentuée par la démission du gouvernement de l'UNURI (14 janvier 1967)[169], qui sera d'ici à sa dissolution définitive (9 décembre 1968)[170] dirigée par des présidences ad intérim chargées uniquement des affaires courantes.

IV. *La constitution du Mouvement étudiant romain à travers les mobilisations anti-impérialistes de 1967*

Privé donc d'un guide institutionnel et à la recherche frénétique d'une nouvelle configuration de « démocratie directe »[171], la mobilisation universitaire propulsée par la mort de Paolo Rossi, commence à s'étendre dans toutes les directions : de ce fait, aux batailles « historiques » contre le « Piano Gui » et pour la modernisation de l'Université[172], s'ajoute la solidarité et la protestation anti-impérialiste[173] :

> Avec 1967 […] les avant-postes de la lutte se déplacent de la dimension interne à l'Université vers une conception de solidarité plus vaste, qui sera bientôt théorisée en termes d'identification avec la condition d'exploitation, notamment des combattants anti-impérialistes et anticolonialistes […]. En Allemagne, l'homicide de l'étudiant Ohnesorg - à Berlin le 2 juin – et la structuration sur des bases violemment contestataires d'un mouvement étudiant qui jusque-là s'était caractérisée par une présence éminemment symbolique ; aux États-Unis, "l'été chaud" des quartiers noirs et la radicalisation de la contestation des blacks (Carmichael et "Rap" Brown). Le 10 octobre, "Che" Guevara est assassiné par les troupes antiguérilla boliviennes, devenant immédiatement le mythe d'une contestation élitaire intransigeante, indifférente à toute hypothèse d'alliance tactique et à toute évaluation sur

---

[168] Intesa, *s.t.*, 27 avril 1967, in « Fondo Memorie di Carta », Raoul Mordenti, d. 2, f. 3, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[169] Voir : *Dimissionaria la giunta dell'UNURI*, "L'Unità", 15 janvier 1967.

[170] Voir : *Sciolta l'UNURI,* "L'Unità", 10 décembre 1968

[171] Voir : *Roma: sono pronti a ripetere l'esperienza dell'occupazione,* "L'Unità", 2 février 1967.

[172] Voir : *Gli Atenei in lotta per la riforma democratica: contro gli indirizzi conservatori di Gui e del governo,* "L'Unità", 3 février 1967.

[173] Voir : *Forti manifestazioni negli Atenei: l'Università contro Franco,* "L'Unità", 4 février 1967.

> la “maturité du moment historique”. Le 21 octobre, les pacifistes américains organisent la “Marche sur le Pentagone”. L’année académique 1967-1968 s’inaugure dans ce contexte moral : sur le front intérieur, il y a toujours la menace de la loi Gui que le ministre n’a jamais modifiée nonobstant une année d’agitations des associations universitaires[174].

À Rome, ces deux lignes de tension (interne et externe à l’Université) s’expriment à travers l’agitation chronique du Département d’Architecture et la multiplication des manifestations contre l’agression américaine au Vietnam. Cette faculté a souvent représenté pour la capitale le front le plus avancé de la contestation universitaire dans l’après-miracle économique, pour des raisons spécifiques d’ordre didactique et géographique. À l’origine de la « nervosité » des étudiants romains en Architecture se situe, en effet, l’anachronisme d’un programme d’enseignement totalement inapproprié aux défis de la modernité néo-capitaliste : un parcours de formation toujours fixé à une méthodologie préindustrielle et éminemment spéculative qui n’a, par conséquent, jamais intégré des disciplines désormais fondamentales telles que « l’urbanisme » et « l’histoire de l’Architecture moderne »[175]. La lutte incessante de ces jeunes dérive alors de l’exigence de remettre en connexion la sensibilité artistique et l’aménagement du territoire au sein de la société de consommation, en réconciliant, en définitive, l’esthétique et la programmation[176]. Dans cette perspective déjà tendue, l’imposition du « Piano Gui » - perçu comme rétrograde et despotique – contribue à catalyser les énergies les plus profondes de l’insatisfaction étudiante, tout en faisant de ce Département un foyer urbain de rébellion juvénile. Cette turbulence est favorisée, d’ailleurs, par la situation isolée du pôle universitaire (situé à « Valle Giulia », zone chic du centre historique), qui permet aux futurs architectes de se soustraire facilement au contrôle des associations représentatives et des autorités académiques, basées en revanche à « La Sapienza » (zone populaire « San Lorenzo »).

Pour comprendre pleinement la préoccupation que cette faculté engendre dans le système universitaire romain, il suffit de regarder ce qui se passe au printemps 1967 : afin d’empêcher que la conflictualité endémique du Département d’Architecture

---

[174] Carlo Oliva et Aloisio Rendi, *Il movimento studentesco e le sue lotte,* cit.*,* p. 17 et 19-20.

[175] Sur l’état arriéré des facultés d’Architecture italienne et sur la conflictualité que cette situation alimente au cours des années 1960, voir : Camilla Cederna*, Sono stanchi di copiare il Partenone,* “L’Espresso”, 14 février 1965 ; *Quelli di architettura aspettano il tuffo nella realtà,* “Il Giorno”, 21 juin 1966 ; Giancarlo De Carlo, *La Piramide rovesciata,* Bari, De Donato, 1968.

[176] Voir : Guido Crainz, *Il Paese mancato*, cit.*,* pp. 208-212.

puisse se renforcer en s'appropriant les plus récents répertoires de contestation étudiante nés dans les universités septentrionales[177], le Recteur décrète (14 mai 1967) la fermeture de tout le domaine de « Valle Giulia ». Ce qui fait peur à la Présidence sont surtout les « Tesi della Sapienza de Pise » et les documents sortis par « l'Assemblée générale de l'Université de Trente » : les premières demandent aux étudiants universitaires (définis comme « main-d'œuvre en cours de formation ») de prendre position contre le système capitaliste, tout en liant leur lutte contre les autorités académiques (« les patrons de l'Université ») à celles des ouvriers[178]; les secondes réclament la création d'une « université critique » – marquée par un esprit libertaire et anti-impérialiste – en mesure de former des citoyens indépendants et moralement agissants[179]. Quand les franges les plus actives de la faculté – ignorant volontairement le décret rectoral - tentent d'entrer dans les bâtiments pour y organiser une assemblée préparatoire à l'occupation, ils trouvent la police : l'évacuation sera brutale[180]. Pour la première fois à Rome, les forces de l'ordre utilisent de rudes mesures pour « prévenir l'agitation » : elles opèrent sur la base d'une circulaire (n. 15584/93) envoyée le 1er juillet 1966 (en riposte à la mort de Paolo Rossi) par le Ministère de l'Intérieur qui modifie radicalement l'équilibre coutumier entre Recteur, étudiants et police. Jusqu'à ce moment, en effet, les forces de l'ordre intervenaient uniquement sur demande officielle du Rectorat et en fonction de pacification, tandis que la circulaire en question ordonnait que dorénavant :

> à la première nouvelle d'une occupation – ou d'une tentative d'organisation – de la part d'associations ou de groupes d'étudiants, le Préfet doit immédiatement se mettre en contact avec le Recteur pour lui communiquer que la police sera activée pour empêcher la mise en place de l'occupation, ou pour évacuer les occupants dans le cas d'une situation déjà constituée[181].

---

[177] Plusieurs universités italiennes ont été occupées pendant l'hiver-printemps 1967 : Pise (8 février), Turin (9 février), Naples (10 février), Trente (12 mars) Venise (12 mai). Voir : Rossana Rossanda, *L'anno degli studenti,* Bari, De Donato, 1968.

[178] Voir : *Le Tesi della « Sapienza »,* "Il Mulino", n. 5, mai-juin 1967, pp. 375-391.

[179] Voir : Movimento studentesco (dir.), *Documenti della rivolta universitaria,* Bari, Laterza, 1968, pp. 13-87.

[180] Voir : *Roma: intervento notturno alla facoltà di Architettura,* "L'Unità", 16 mai 1967; *Riprese a Roma le lezioni alla facoltà di Architettura,* "La Stampa", 18 mai 1967.

[181] Ministero dell'Interno – Gabinetto del Ministro, *Occupazione di Facoltà da parte di studenti,* Riservatissima n. 15584/93, 1er juillet 1966, in « Ministero dell'Interno-Gabinetto », d. 350, f. 15584/10, Archives Centrales de l'État (Rome).

Une rupture de la traditionnelle « autonomie universitaire » qui scandalise le parti communiste[182] et qui est interprétée par les franges « dures » de la jeunesse romaine comme la confirmation de la nature fondamentalement réactionnaire des institutions républicaines[183]. À ce propos, la FGCI ose parler « d'attentat à la démocratie » :

> Il s'agit d'une répression autoritaire contre l'autogouvernement universitaire et contre la nouvelle démocratie des assemblées de département : une répression qui tend à se généraliser dans toutes les universités et dans toutes les facultés où les étudiants sont engagés dans les luttes pour la réforme du système. La responsabilité n'est pas seulement des forces policières – qui sont pénétrées arbitrairement dans l'Université –, mais aussi des autorités rectorales qui ont utilisé la violence policière comme l'arme ultime de conservation de leur propre pouvoir et de réaction aux propositions alternatives issues du travail, des élaborations et de la tension idéale et politique des nouveaux collectifs démocratiques étudiants qui affirment "l'Université c'est nous !". Même le gouvernement est coupable, car sa décision de rejeter les demandes de réforme et de démocratisation avancées pendant ces années par tout le monde universitaire l'a porté à se ranger du côté des forces conservatrices, en mettant la répression directe et violente contre le mouvement étudiant au profit du (petit, mais puissant) groupe d'intérêts dominant[184].

L'impression d'une intensification de la répression étatique provoque une réaction automatique dans le mouvement étudiant naissant, lequel élève le niveau d'agressivité de sa contestation : les premiers bénéficiaires de ce bond en avant sont les milieux extrémistes qui évoluent à gauche du PCI (socialo-prolétaires, maoïstes, néo-léninistes, « bordighisti », ouvriéristes, guévaristes, trotskistes)[185] et qui affichent une

---

[182] Voir : *Gravissima provocazione all'Università di Roma: scatenata la polizia contro gli studenti di Architettura,* "L'Unità", 17 mai 1967.

[183] Voir : Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit., p. 218 ; Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa,* cit., pp. 15-16. Sur les paradigmes de délégitimation populaires des institutions républicaines, voir : Franco De Felice, *Doppia lealtà e Doppio Stato,* "Studi Storici", XXX, n. 3, juillet-septembre 1989, pp. 493-563 ; Claudio Pavone, *Alle origini della Repubblica: scritti su fascismo, antifascismo e continuità dello Stato,* cit.; Ernesto Galli della Loggia et Loreto Di Nucci (dir.), *Due Nazioni,* cit..

[184] Segreteria Nazionale della FGCI, *Attentato alla democrazia,* "L'Unità", 17 mai 1967.

[185] Sur la présence et l'activité de ces groupes extrémistes, voir : *Per le lotte degli anni Sessanta: un salto politico da preparare,* "Classe Operaia", III, mars 1967; Edoarda Masi, *Note sulla Rivoluzione culturale cinese,* "Quaderni Piacentini", n. 30, avril 1967, pp. 2-22. Voir aussi les chapitres 2 et 6 de ce travail.

grande familiarité avec l'idéologie de la « violence libératrice »[186]. Ces groupuscules commencent donc en 1967 à trouver des espaces croissants de visibilité au sein de la jeunesse romaine, grâce à leur vocabulaire subversif et à leur iconographie tiers-mondiste : le rappel obsédant à la lutte contre l'impérialisme américain, la promotion des manuels de guérilla, la divulgation d'images tirées des théâtres de guerre latino-américaine, asiatiques ou moyen-orientaux, la mythification des combattants indigènes associée au dénigrement des armées nord-occidentales se fait de jour en jour plus présente sur la presse militante[187], en finissant par se fixer dans l'imaginaire[188]. De ce fait, pour ces nouvelles générations d'après-guerre – qui partagent, en vérité, une mobilisation propre à toutes les jeunesses occidentales - la révolution cubaine et surtout la résistance des Viêt-Cong deviennent l'emblème de l'héroïsme moderne (les petits David « rouges » qui défont le Goliath « impérialiste ») et l'exemple majeur de « l'autodétermination populaire » sous la chape de la guerre froide. Deux mythologies parallèles qui arrivent enfin à fusionner, en trouvant justement, au cours de 1967, une synthèse « sacrée » dans un des derniers messages publics lancés par Ernesto « Che » Guevara avant d'être assassiné :

> Il y a une pénible réalité : le Vietnam, cette nation qui incarne les aspirations, les espérances de victoire de tout un monde oublié, est tragiquement seul. La solidarité du monde progressiste avec le peuple du Vietnam ressemble à l'ironie amère qui signifiait l'encouragement de la

---

[186] La meilleure définition de ce concept cher à la gauche marxiste est probablement celle donnée par Trotsky : "*Ne pas croire à la violence c'est tout comme ne pas croire à la pesanteur. Toute la vie est bâtie sur des formes diverses de violence, sur l'opposition d'une violence à une autre, et répudier la violence libératrice, c'est encourager la violence des oppresseurs qui gouvernent actuellement le monde*", in Léon Trotsky, *Où va l'Angleterre,* Paris, Lib. de l'Humanité, 1926, p. 77.

[187] Voir : Vo Nguyen Giap, *Guerra di popolo. I punti deboli di un nemico potente,* "Quaderni Socialisti", II, n. 1, 30 mars 1966 ; Juan Posadas, *I problemi della clandestinità in questa fase del corso mondiale della rivoluzione socialista. L'imperialismo è il clandestino perché è assediato dalla rivoluzione socialista mondiale,* Milano, Edizioni Rivista Marxista Europea, 1967; *Feltrinelli: "Castro mi ha detto",* "La Sinistra", II, n. 7, juillet 1967; Comitato centrale del Partito comunista di Cuba, *Accettiamo le nostre responsabilità rivoluzionarie,* Milano, Feltrinelli, 1967; Régis Debray, *Rivoluzione nella rivoluzione,* Milano, Feltrinelli, 1967; Fabricio Ojeda, *Verso il potere rivoluzionario,* Milano, Feltrinelli, 1967, Voir aussi: Enrica Collotti Pischel, *Nel '68: quando l'Oriente era rosso,* in Aldo Agosti, Luisa Passerini, Nicola Tranfaglia (dir.), *La cultura e i luoghi del '68,* Milano, FrancoAngeli, 1991, pp. 70-99; Daniela Saresella, *La vocazione terzomondista del mondo cattolico degli anni Sessanta e il giudizio sulla politica internazionale statunitense,* in Piero Craveri et Gaetano Quagliariello (dir.), *L'antiamericanismo in Italia e in Europa nel secondo dopoguerra,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2004, pp. 291-308.

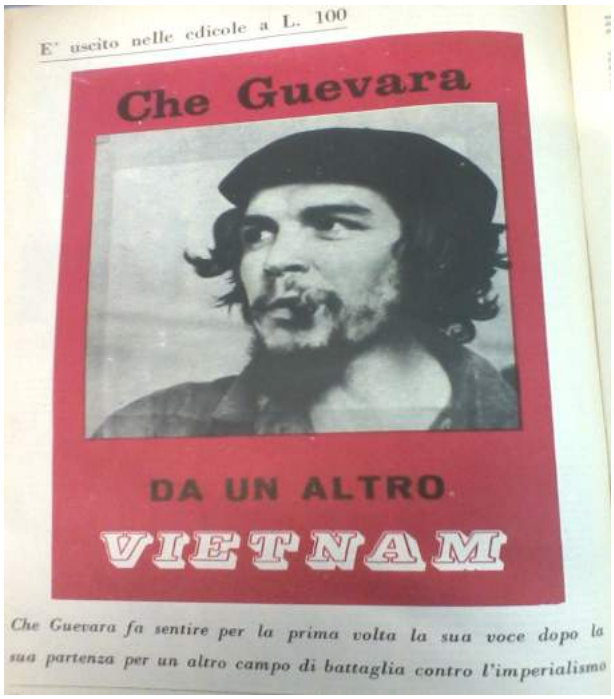
[188] L'empreinte du tiers-mondisme et de l'anti-impérialisme était si forte d'arriver à conditionner aussi quelques milieux droitiers ou traditionalistes. Voir : *Vietnam meridionale. Grave situazione militare e politica,* "Civiltà Cattolica", 116, 3 avril 1965, pp. 98-101 ; Giano Accame, *Guerra santa e vittoria maledetta,* « Il Borghese », XVIII, n. 25, 22 juin 1967 ; *Chiesa e Terzo mondo in un messaggio di vescovi,* "Aggiornamenti sociali", XVIII, n. 9-10, 1967.

plèbe pour les gladiateurs du cirque romain. Il ne s'agit pas de souhaiter le succès à la victime de l'agression, mais de partager son sort, de l'accompagner dans la mort ou dans la victoire. Comme nous pourrions regarder l'avenir proche et lumineux, si deux, trois, plusieurs Vietnam fleurissaient sur la surface du globe, avec leur part de morts et d'immenses tragédies, avec leur héroïsme quotidien, avec leurs coups répétés assénés à l'impérialisme, avec pour celui-ci l'obligation de disperser ses forces, sous les assauts de la haine croissante des peuples du monde ! Qu'importe où nous surprendra la mort ; qu'elle soit la bienvenue pourvu que notre cri de guerre soit entendu, qu'une main se tende pour empoigner nos armes, et que d'autres hommes se lèvent pour entonner les chants funèbres dans le crépitement des mitrailleuses et des nouveaux cris de guerre et de victoire[189].

Images des imposantes manifestations anti-impérialistes qui traversent Rome en 1967.

Source : Archives photographiques de « L'Unità »

[189] Ernesto "Che" Guevara, *Message à la Conférence tricontinentale,* "OSPAAAL", 16 avril 1967, disponible sur : https://www.marxists.org/francais/guevara/works/1967/00/tricontinentale.htm.



Exemple du processus de mythification anti-impérialiste, déterminé par la rencontre entre le symbolisme guévarien et la solidarité pour la résistance vietnamienne, paru au milieu de l'année 1967 sur « La Sinistra » : une revue d'extrême gauche très proche du Mouvement étudiant romain.

Le « Vietnam » et le « Che » se transforment en allégories de la détresse existentielle et de l'exigence de libération qui touchent les jeunes Italiens à la fin du *boom économique*[190]. Comme le remarque l'historienne Simona Colarizi :

> aux yeux des plus jeunes, le Vietnam prend aussi une signification existentielle, emblème de l'oppression qui coexiste avec les instances de libération du microcosme individuel. Cette intériorité déchirée est le miroir fidèle du macrocosme planétaire, bouleversé par le conflit éternel entre dominateurs-oppresseurs et dominés qui luttent pour la liberté : une thématique qui ressort de façon éclatante du film culte de Jean-Luc Godard, "Loin du Vietnam". Le Vietnam en tant qu'instance morale, donc : tout comme Cuba et les pays latino-américains où le "Che" va s'immoler au nom de la libération des opprimés. Dans le rôle de dominateurs-oppresseurs, les États-Unis perdent tout le charme exercé

[190] Voir : *Il Vietnam e noi,* "La Sinistra", II, n. 7, juillet 1967.

> sur au moins trois générations d'Italiens qui regardaient l'Amérique comme la terre promise de la liberté et de l'égalité[191].

Les organisations de gauche s'aperçoivent, en temps réel, de l'impact et de l'importance extraordinaire exprimées par la question anti-impérialiste[192] : le PCI, en particulier, pense pouvoir faire des mobilisations tiers-mondistes, un facteur de régénération militante, en mesure de rapprocher les bouillonnantes franges juvéniles à la « ligne » du parti, sur la base d'une relance de l'ancienne bataille anticolonialiste[193]. Dans cette perspective, les membres de la FGCI – rebaptisés expressément comme la « génération du Vietnam »[194] - sont de plus en plus stimulés à manifester publiquement contre la politique étrangère américaine, avec une virulence et un extrémisme inhabituels pour une formation farouchement légaliste en politique intérieure[195]. Sur le plan international, en effet, le parti communiste peut déployer un discours maximaliste et intransigeant sans devoir se préoccuper des retombées matérielles liées à ses propos, tout en créant ainsi de nouveaux points de contact avec une jeunesse « rouge » toujours plus sensibles aux attitudes outrancières. Plus qu'ailleurs cependant, le lancement de cette campagne anti-impérialiste produit des tensions et des fractures surtout au sein de la fédération romaine[196], laquelle, comme on l'a vu auparavant, se retrouve dans cette période en plein déclin d'organisation territoriale et de recrutement[197]. Les nouvelles promotions de la gauche romaine, déjà profondément critique envers la stratégie modérée et « politicienne » du PCI, ont de grandes difficultés à accepter cette double voie, qui voudrait harmoniser le réformisme parlementaire à domicile avec la lutte armée dans le Sud du monde. Comme le dénonce un document du groupe « Classe e Partito », un noyau d'étudiants romains qui s'inspirent de la pensée « ouvriériste »,

---

[191] Simona Colarizi, *Storia del Novecento italiano: cent'anni di entusiasmo, di paure, di speranza,* Milano, Rizzoli, 2011, p. 409.

[192] Voir : *Un messaggio di Ho Chi Minh al popolo italiano. Consegnato ad Hanoi al compagno Lelio Basso,* "L'Unità", 5 avril 1967 ; *Una guerra di tutti,* "Mondo Nuovo", n. 15, 9 avril 1967.

[193] *In migliaia a Palazzo Chigi manifestano per la pace e la libertà del Vietnam,* "L'Unità", 1 avril 1967 ; *La guerriglia all'attacco: si parla di Che Guevara,* ivi, 4 avril 1967; Claudio Petruccioli, *Sul Vietnam ci si unisce,* "Rinascita", 28 avril 1967.

[194] Voir : Claudio Petruccioli, *La generazione del Vietnam,* "Rinascita", 9 juillet 1966.

[195] Sur la divergence entre la modération en politique intérieure et la radicalité en politique extérieure du PCI, voir : Andrea Guiso, *La colomba e la spada: lotta per la pace e antiamericanismo nella politica del Partito comunista italiano,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006.

[196] Voir : Sezione Stampa e propaganda della Federazione romana del PCI, *Roma per il Vietnam,* Roma, Chiovini, 1968.

[197] Voir : Partito Comunista Italiano - Federazione Comunista Romana, *I problemi di Roma e l'apporto del XII Congresso,* cit.

> le parti recherche les jeunes, mais après les avoir trouvés, il réalise ne pas pouvoir leur imposer sa politique. Les jeunes ne se contentent pas de servir de caisse de résonance pour les délires du Parlement, ni du Conseil communal de Rome. Voilà la contradiction dans laquelle se débat le parti. […] On ne peut pas être réformiste à la maison et révolutionnaire à l'étranger[198].

En ce sens, l'opération propagandiste orchestrée par la direction du parti ne fait qu'élever la pression centrifuge à l'intérieur du monde communiste romain[199] : de ce fait, la fracture parue dans le tissu universitaire (opposant « base » et « représentation » étudiante) au lendemain de la mort de Paolo Rossi, se creuse, dépassant les limites de « La Sapienza » et envahissant l'exercice des manifestations de rue dans la capitale. À partir d'un teach-in[200] à « La Sapienza » (22 mai), le mouvement universitaire commence à s'agréger avec les milieux les plus agités du reste de la jeunesse romaine, dans le but de poursuivre un projet alternatif de lutte anticapitaliste, fondé sur les indications « hérétiques » de provenance maoïste (« Grande révolution culturelle ») et castriste (« Troisième voie cubaine »)[201]. Selon les raisonnements ayant cours au sein de cette mouvance naissante :

> "Vietnam comme Cuba", "Non à la guerre, oui à la guérilla", "Viêt-Cong gagnera !", "Sortons-nous de l'OTAN", avec les acclamations continuelles pour Hô Chi Minh et aussi pour Che Guevara, démontrent que les jeunes sont désormais en train de s'émanciper des faux antagonismes […] et qu'ils sont en train de reconstruire des formes d'internationalisme actif qui rejettent à la fois les visions de la Troisième

---

[198] Classe e Partito, *Il Vietnam a Roma,* mai 1967, in « Fondo Cazzaniga », OLC, d. 37, Institut Gramsci de Rome. Pour une vision du côté du PCI, voir les préoccupations affichées par le secrétaire national de la fédération juvénile communiste relativement à l'impatience nerveuse des nouvelles générations : Assise nazionale dei giovani comunisti*, I giovani liberi nella scuola nel lavoro nella vita protagonisti della politica costruiscono una nuova società,* Roma, Spada, 1967, pp. 3-25.

[199] Voir : Gian Carlo Pajetta, *I giovani non sono una "difficoltà" ma sono un problema,* "Rinascita", 10 mars 1967. Voir aussi : *L'Ambasciata Usa a Roma assediata da migliaia di dimostranti: 1500 "Marines" sono affluiti da Napoli per difenderla,* "L'Unità", 20 mai 1967.

[200] Séminaire universitaire ouvert aux externes qui ne prévoit pas limites de temps ou d'interventions : il s'agit d'une modalité de discussion et d'organisation, élaborée dans les Universités américaines, propre au mouvement d'opposition à la guerre au Vietnam. Voir : Fred Halstead, *OUT NOW! A participant's account of the American movement against the Vietnam war,* New York, Monad Press, 1978. Sur ce teach-in, voir : *All'Università lezione di pace,* "L'Unità", 23 mai 1967.

[201] Pour ce qui est de l'impact de ces deux modèles communistes sur l'imaginaire italien, voir le documentaire politique *Rivoluzione a Cuba,* réalisé en 1966 par Luciano Malaspina et le film de Marco Bellocchio, *La Cina è vicina* de 1967. Au niveau de la littérature historiographique, voir : Roberto Niccolai, *Quando la Cina era vicina,* cit.; Onofrio Pappagallo, *Il PCI e la rivoluzione cubana : la " via latino-americana al socialismo" tra Mosca e Pechino (1959-1965),* Roma, Carocci, 2009; Sylvain Dreyer, *Révolutions !: Textes et films engagés - Cuba, Vietnam, Palestine,* Paris, Armans Colin, 2013.

> Internationale et les conceptions des "voies nationales" et du "polycentrisme" […]. En matière des formes de lutte qui concerneront toujours plus fortement les manifestations de rue […], il se produira un conflit avec ceux qui voudraient dialoguer politiquement avec la social-démocratie, laquelle nonobstant ses déclarations de pacifisme s'activera surtout pour défendre la "paix publique" moyennant les canons à eau et les camionnettes de police[202].

À la recherche d'une nouvelle dimension – en mesure de tenir ensemble la solidarité tiers-mondiste et les ambitions de révolution nationale – ces milieux universitaires commencent alors à récupérer les enseignements originaires du marxisme-léninisme, mettant à profit le bouillonnement intellectuel alimenté par le cinquantenaire de la révolution bolchévique[203]. Dans cette perspective, le rejet de la démocratie parlementaire, la reprise de la lutte de Résistance, le sectarisme, la stigmatisation des « faux révolutionnaires », la radicalisation de l'antagonisme de classe, la sacralisation eschatologique de la violence, retrouvent la centralité stratégique que le PCI avait niée dès l'instauration de la République[204]. Les avant-gardes du mouvement étudiant romain repèrent ainsi dans le concept de guérilla, le trait d'union entre la bataille anti-impérialiste et la lutte des classes en Occident :

> qu'est-ce qu'il est beau de crier "non à la guerre, oui à la guérilla" : mais quelle est sa signification à Rome ? […] La lutte contre l'impérialisme en Italie s'exprime comme lutte des classes. Notre but n'est pas la libération nationale, mais plutôt la lutte contre le profit capitaliste. Les bases de notre guérilla sont les centres de production[205].

---

[202] Nino Briganti, *Manifestazioni antimperialiste: Il Vietnam e Noi,* "La Sinistra", anno II, n. 7, luglio 1967.

[203] Sur l'élaboration néomarxiste en Italie pendant les années 1960 et 1970, voir : Istituto Gramsci, *Il marxismo italiano negli anni Sessanta e la formazione teorico-politica delle nuove generazioni,* Roma, Editori Riuniti, 1972 ; Franco Ottaviano, *La rivoluzione nel labirinto. Sinistra e sinistrismo dal 1956 agli anni Ottanta,* cit.

[204] Pour ce qui est du cadre idéologique de la mouvance d'ultragauche, voir : Federazione dei gruppi marxisti-leninisti d'Italia, *Propositi di programma politico della Federazione dei gruppi marxisti-leninisti d'Italia,* "Rivoluzione proletaria", I, n. 1, septembre 1966. S'agissant de la position du Parti communiste italien, voir : Palmiro Togliatti, *La via nazionale al socialismo,* Roma, Editori Riuniti, 1964. Sur le plan de la littérature scientifique, voir : Rosa Alcara, *La formazione e i primi anni del Partito Comunista Italiano nella storiografia marxista,* Milano, Jaca Book, 1970; Piero Craveri, *Perché il partito comunista non poté mai diventare forza egemone del sistema politico italiano,* in Gerardo Nicolosi (dir.), *I partiti politici nell'Italia repubblicana,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006, pp. 117-134; Guido Panvini, *La nuova sinistra,* in Marco Gervasoni (dir.), *Storia delle sinistre nell'Italia repubblicana,* Cosenza, Marco, 2010, pp. 213-240.

[205] Classe e Partito, *Il Vietnam a Roma,* cit. Voir aussi : Marco Revelli, *Movimenti sociali e spazio politico,* in Francesco Barbagallo et al. (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana,* cit., pp. 385-476.

Ces spéculations juvéniles sur la lutte armée préoccupent fortement le parti communiste, qui réagit immédiatement par le biais d'un article incendiaire de Romano Ledda, probablement le dirigeant communiste à plus grande réputation internationaliste :

> On croit qu'en chantant les louanges de la lutte armée, il devient possible de se déplacer encore plus à gauche […]. Chez nous, la lutte armée devient automatiquement guérilla […] et cette réduction de la lutte armée à guérilla n'est pas arbitraire. Il relève au contraire d'une question fondamentale : une vision démiurgique de la lutte armée, qui en soi-même quand sa seule existence "physiologique" est assurée par des avant-gardes très limitées – serait en mesure de casser des situations difficiles et complexes, face auxquelles le mouvement politique se révèlerait impuissant. […] On oublie toujours, toutefois, de se demander si l'action armée par elle-même produit naturellement des miracles révolutionnaires. Franchement, au vu de l'expérience pratique, la réponse est non ! […] La lutte armée n'est qu'un moment, une phase qui peut n'être pas nécessaire dans le cadre d'un mouvement ou d'un processus révolutionnaire, qui reste tout d'abord une affaire fondamentalement politique[206].

En termes pratiques, ce clivage croissant entre le PCI et le mouvement étudiant romain se réalise par une sorte de « normalisation » des champs d'activité respectifs : à l'occasion du 16e congrès national de l'UGI (28 mai – 1er juin 1967)[207], les franges d'ultragauchiste arrivent à renverser la Présidence des « Goliardi autonomi », en prenant le contrôle de cette association universitaire, dont le nouveau « cours extrémiste » trouve un allié inattendu dans l'INTESA qui, dans la même période, a connu une incroyable évolution maximaliste, propulsée par la « dissidence postconciliaire » dans la jeunesse catholique romaine[208]. Parallèlement, huit groupes

---

[206] Romano Ledda, *Lotta armata e guerriglia,* "L'Unità", 5 juin 1967.

[207] Pour une reconstruction détaillée de ce congrès particulièrement « convulsé », qui se caractérise par des rudes querelles s'agissant notamment de la question anti-impérialiste et de l'adoption éventuelle des « Tesi della Sapienza », voir : Paolo Flores d'Arcais, *I giovani della nuova sinistra,* "La Sinistra", anno II, n. 7, luglio 1967. Pour ce qui est du point de vue du PCI, voir : Elisabetta Bonucci, *Congresso UGI : ha vinto la linea unitaria,* "L'Unità", 2 juin 1967.

[208] Sur ce bouleversement politique au sein de l'Université de Rome, voir l'interview au futur dirigeant de « PotOp », Jaroslav Novak, in Aldo Grandi, *Insurrezione armata,* cit., p. 240. Voir aussi la documentation contenue dans les archives personnelles de Raoul Mordenti (à l'époque président de la section romaine de l'INTESA), aujourd'hui conservées auprès du « Fondo Memorie di Carta » de l'Institut pour l'étude de la Résistance de Rome. Sur la préoccupation que cette radicalisation généralisée

extraparlementaires « rouges » – des socialo-prolétaires jusqu'aux trotskistes, en passant par les « ouvriéristes » – fondent le *Centre Anti-impérialiste « Che » Guevara* (novembre 1967), dont le « manifeste » déclare l'intention d'abandonner les répertoires démonstratifs pour se consacrer à l'action directe protorévolutionnaire[209]. Le fait que tous les membres du *Centre* sont des étudiants témoigne d'une première forme d'institutionnalisation sociale au-delà des confins de « La Sapienza » qui permet de lancer le « mouvement » dans la bagarre de rue sans plus passer par l'intermédiation du parti communiste[210]. En décembre 1967, les « Goliardi autonomi » dominent les élections pour le renouvellement de l'ORUR et pour la première fois se présentent comme la force majeure au sein de l'Université[211] : les associations de droite sont en régression drastique[212] et l'ouvriériste Sandro Gigliotti, appartenant au groupe radical « Classe e Partito », animé par des poids lourds du néo-marxisme romain, tels que Franco Piperno et Alberto Asor Rosa[213], se fait élire président de l'organisme de représentation étudiante.

UNIVERSITA': pieno successo delle liste democratiche

E' finito il dominio delle destre

I Goliardi Autonomi al primo posto

Appello dell'UDI per una raccolta

Vestiti e giocattoli ai bimbi del Vietnam

Avanzata in seggi e percentuale — I risultati della consultazione riba-discono la volontà dei giovani a battersi per una università democratica

Article triomphaliste de « L'Unita' » (17 décembre 1967) qui annonce la victoire historique de l'associationnisme socialo-communiste dans les élections universitaires de « La Sapienza », au détriment de la traditionnelle hégémonie des forces de droite.

de l'associationnisme universitaire romain provoque dans le PCI, voir : Claudio Petruccioli, *Un nuovo sindacato universitario,* "Rinascita", 9 juin 1967.

[209] L'assemblée de fondation se tient dans le « Teatro dei Satiri », en plein centre historique (tout près de « Campo dei Fiori » et place Farnese). Voir l'interview au futur dirigeant de « PotOp », Paolo Zappelloni, in Aldo Grandi, *Insurrezione armata,* cit., p. 402. Voir aussi : Carlo Oliva et Aloisio Rendi, *il movimento studentesco e le sue lotte,* cit., pp. 74-75 ; Oreste Scalzone, *Biennio rosso '68-'69 : figure e passaggi di una stagione rivoluzionaria,* Milano, SugarCo, 1988, pp. 127-129.

[210] Voir, par exemple, le succès des manifestations contre la visite officielle du Président américain Lyndon B. Johnson, organisées principalement par le *Centro antimperialista.* Voir : *Non ha osato attraversare Roma. « Johnson non ti vogliamo » : migliaia di lavoratori e giovani romani manifestano sino a notte in tutto il centro della città,* "L'Unità", 24 décembre 1967.

[211] Les "Goliardi Autonomi" obtiennent 13 sièges, l'INTESA 10, le FUAN-Caravella 9, l'AGI 8, PG 6, AUR (sociale-démocrates) 5. Voir : *Sinistre al primo posto nell'Università di Roma,* "L'Unità", 18 décembre 1967.

[212] Le chant du cygne pour l'associationnisme de droite est représenté par les mobilisations de janvier 1967, organisées par l'AGIR et le FUAN-Caravella dans le département d'Architecture pour protester contre le recrutement du professeur « rouge » Paolo Portoghesi. Voir : *Roma Università*, 1967-1970, in « Ministero dell'Interno-Gabinetto », d. 354, f. 15584/69, Archives Centrales de l'État (Rome).

[213] Franco Piperno, comme on l'a déjà vu, deviendra un des leaders du groupe révolutionnaire « Pot.op ». ; Alberto Asor Rosa, professeur de littérature italienne, est un des plus célèbres représentants de la jeune intelligentsia marxiste qui tente de conditionner la politique du PCI en termes antisoviétiques et maximalistes.

Pour sa part, la fédération romaine du PCI – en dépit d'une façade généralement positive[214] - commence à réprimer la fronde interne, au début de 1968 : le secrétaire de la F.G.C.I. romaine est contraint à la démission, plusieurs responsables de zone sont suspendus et le jeune fonctionnaire Franco Russo (cofondateur du *Centre anti-impérialiste*) est expulsé[215]. Ce sera justement ce petit noyau d'épurés – auquel s'ajoutent certains dissidents célèbres, tels que les jeunes trotskistes Augusto Illuminati et Silvio Paolicchi (« radiés » déjà en 1966[216]) - qui ira fournir les compétences organisationnelles pour la « gestion politique autonome » de la mobilisation soixante-huitarde à Rome[217].

V. *L'année des étudiants : l'explosion de 68 à Rome*

Le prétexte pour mettre feu aux poudres est fourni par la reprise du débat parlementaire lié au « Piano Gui » (5 décembre 1967)[218] : le 2 février 1968, les « Goliardi Autonomi » convoquent une assemblée au Département de Lettres et Philosophie pour débattre avec le reste du mouvement étudiant autour de la situation de « La Sapienza » en relation avec les protestations qui se déploient depuis quelques mois dans les autres universités du pays (notamment Trente, Pise, Milan, Florence et

---

[214] "*L'évènement pour l'Université de Rome est d'une importance inégalée […]. La domination des droites a été finalement vaincue et maintenant un nouveau chapitre de l'histoire de cette Université va s'ouvrir.*", in "L'Unità", *Sinistre al primo posto nell'Università di Roma,* 18 décembre 1967.

[215] Voir : *Il Partito: Espulsione,* "L'Unità", 19 janvier 1968; *Espulso dal PCI Franco Russo,* "La Sinistra", anno III, n. 3, 27 gennaio 1968.

[216] Voir : *Paolicchi e Illuminati radiati dal PCI, "*Bandiera Rossa", n. 7, juillet 1966.

[217] Pour ce qui est de la littérature sur 68 à Rome, produite par le mouvement étudiant, voir : Oreste Scalzone, *Sull'occupazione della Facoltà di Lettere dell'Università di Roma,* "Quindici", 8, avril 1968, p. 6; *Il movimento studentesco a Roma : esperienze e obiettivi,* " Quaderni Piacentini ", 34, mai 1968, pp. 101-125; Roberto Antonelli et Alberto Abruzzese, *Le lotte studentesche a Roma,* "Problemi del socialismo", X, 30, mai 1968, pp. 510-520; Filippo Viola, *Alcune esperienze di autonomia politica e di democrazia diretta nella lotta del movimento studentesco a Roma,* "Critica Sociologica", 5, printemps 1968, pp. 12-22; *Roma, lotta di massa degli studenti medi,* "Quindici", 14, décembre 1968, pp. 16-17; s'agissant des travaux historiographiques, voir : Donatella Della Porta, *Movimenti collettivi e sistema politico in Italia: 1960-1995,* cit., pp. 21-51; Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit., pp. 304-310; Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit., pp. 231-277; Loredana Guerrieri, *Il sogno di una rivoluzione: la protesta della "altra" gioventù. La giovane destra neofascista italiana dal movimento del '68 agli anni Settanta,* in Valentine Lomellini et Antonio Varsori (dir.), *Dal Sessantotto al crollo del Muro: i movimenti di protesta a cavallo tra i due blocchi,* cit., pp. 41-56. Pour une vision globale de la vague soixante-huitarde en Italie, voir : Marcello Flores et Alberto De Bernardi, *Il Sessantotto,* Bologna, Il Mulino, 1998.

[218] Voir le compte-rendu sténographique des sessions parlementaires de décembre 1967, disponible sur: http://legislature.camera.it/frameset.asp?content=%2Faltre_sezionism%2F9766%2F9774%2Fdocumentotesto.asp%3F. Voir aussi : *Gli studenti contro Gui, "*L'Espresso", 17 décembre 1967.

Turin)[219]. Ce rassemblement du mouvement étudiant semble débuter sous les meilleurs auspices, vu que ce même jour les élèves du prestigieux *Centre expérimental de cinématographie* obtiennent – après des semaines de lutte – la démission du directeur Nicola De Pirro (considéré comme un bureaucrate fascisant) et sa substitution avec le cinéaste engagé Roberto Rossellini[220].

L'assemblée étudiante décrète l'occupation *sine die* et institue cinq commissions d'études (autoritarisme académique et social, documentation sur les autres occupations, rapports entre « Piano Gui » et « Piano Pieraccini »[221], droit à l'éducation, crise de la représentation étudiante) destinées à produire les actes officiels de la contestation[222]. Cinq départements sont occupés en permanence (Architecture, Lettres, Physique, Médecine, Pédagogie), tandis que Droit et Statistique se limitent à la grève[223]. Pendant les premiers jours, le mouvement étudiant romain suit le modèle protestataire de Trente et Turin, en organisant des « contre-cours » universitaires et en s'attaquant prioritairement à l'autoritarisme académique[224]. Le 6 février, le Recteur menace d'utiliser les forces de l'ordre pour évacuer les manifestants : les contestataires réagissent étendant l'occupation aux Départements de Droit, de Sciences politiques et d'Économie. Le 8 février, les différentes assemblées de faculté commencent à approuver les documents élaborés par les commissions d'étude[225] : ces textes révèlent

---

[219] Toutes ces différentes situations de contestation avaient apporté quelques contributions au discours soixante-huitard italien. Trente avait incarné le premier exemple de contre-université auto-organisée (« Università negativa »), voir : Movimento per una università negativa, *Manifesto per una università negativa,* Verona, Zendrini, 1967. Pise et Florence avaient représenté les premiers affrontements violents entre mouvement étudiant et répression policière, voir : Fausto De Luca, *Taviani : le forze dell'ordine difendono lo Stato democratico,* "La Stampa", 2 mars 1968 ; Agostino Viviani, *Gli studenti ieri, oggi e domani. Gustizia e legalità,* Milano, Feltrinelli, 1968, pp. 58-69. Milan montrait la pleine participation de la jeunesse catholique à la contestation, voir : UNURI, *Documenti delle occupazioni : L'Università Cattolica del S.C. di Milano*, avril 1968, in « Fondo Memorie di Carta », Guido Crainz, d. 1, f. 1, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome. Turin, enfin, avait produit une analyse puissante et inédite de la condition universitaire (« Carta rivendicativa per la ristrutturazione delle facoltà umanistiche ») qui présentait l'étudiant comme un sujet opprimé par l'autoritarisme académique et destiné à garder ce sentiment de subordination sociale après leurs études, voir : *Cronaca dell'occupazione dell'Università di Torino, "*Quaderni Piacentini", 33, février 1968, pp. 40-41. Pour une vision globale, voir, Movimento Studentesco, *Documenti della rivolta universitaria,* cit.

[220] Nicola De Pirro était un ancien hiérarque fasciste (participant aussi à la « Marche sur Rome ») qui dirigeait le *Centre expérimental de cinématographie* depuis 1950. Voir : Ernesto Laura, *Il CSC tra tradizione e riforma*, "Bianco e nero", n. s., 1976.

[221] Plan de programmation économique pour le quinquennat 1965-1969 (mais approuvé seulement en juillet 1967), proposé par le socialiste Giovanni Pieraccini, ministre du Budget. Voir : Giovanni Pieraccini, *Il piano : una nuova strategia per lo sviluppo del Paese,* Roma, Tipografia Olimpica, 1967.

[222] Pour une idée du climat dans l'assemblée, voir : *Perché occupiamo l'Università,* "L'Unità", 3 février 1968.

[223] Voir : *Sono cinque le facoltà occupate,* "L'Unità", 4 février 1968.

[224] Voir : Commissione di studio sull'autoritarismo accademico e sociale della Facoltà di Lettere, *Analisi del rapporto tra docente e discente,* "Carte Segrete", 6, avril-juin 1968, pp. 134-146.

[225] Voir : *Documento sul Potere Studentesco approvato dall'Assemblea della Facoltà di Magistero* et *Documento presentato all'Assemblea della facoltà di Lettere e Filosofia l'8 febbraio 1968 per*

une première évolution au sein du mouvement étudiant qui - soumis à la pression de la répression policière (seuls quelques jours nous séparent de la brutale l'évacuation de l'Université de Florence)[226], ainsi qu'à la fatigue des piquets de grève – a fini par se resserrer autour de ses composantes plus structurées et radicales. Cette réorganisation comporte automatiquement une marginalisation des instances plus allégoriques et libertaires - dont le groupe des « uccelli »[227] est le représentant le plus connu – intéressées éminemment à l'émancipation de la condition étudiante[228], en faveur de la tendance néomarxiste qui, en revanche, interprète la mobilisation universitaire comme un nouveau facteur de la lutte anticapitaliste prérévolutionnaire[229]. Comme l'affirme, en effet, un document de l'assemblée de Lettres :

> L'Université ne peut pas être considérée comme un centre autonome de pouvoir […], car elle est un appareil du pouvoir du système capitaliste […]. Par conséquent, nous proposons au mouvement étudiant de rejeter toute méthode de lutte à caractère syndical revendicatif limitée à la dimension universitaire […]. Cette ébauche d'analyse et ces premières indications de lutte […] dressent le combat universitaire comme une attaque au processus d'accumulation capitaliste, lié à la lutte des classes menée par la classe ouvrière.[230].

Le parti communiste romain se rend bien compte de l'ampleur de la contestation et de la nécessité d'intervenir subitement sur cette agitation juvénile : d'abord pour empêcher la consolidation d'un mouvement de masse susceptible de défier de gauche

---

l'individuazione dei temi e delle prospettive nell'attuale lotta del movimento studentesco, in Movimento Studentesco, *Università: l'ipotesi rivoluzionaria,* Padova, Marsilio, 1968, pp. 245-250.

[226] Voir : *Universitari ed agenti contusi in scontri per le vie di Firenze,* "La Stampa", 31 janvier 1968 ; *Migliaia di studenti in corteo aggrediti dalla polizia a Firenze,* "L'Unità", 31 janvier 1968.

[227] Les "Uccelli" incarnent l'aile créative du mouvement étudiant romain : ils participent aux assemblées se perchant sur les bancs avec des parapluies ouverts (afin de se protéger de la « tempête de mots » provoquée par le débat) , tout en se refusant de parler (ils se limitent à gazouiller).

[228] Sur la dimension culturelle de la mobilisation soixante-huitarde italienne, voir : Silvia Casilio, *Controcultura e politica nel Sessantotto italiano : una generazione di cosmopoliti senza radici,* "Storicamente", 5, 2009, disponibile sur http://www.storicamente.org/07_dossier/sessantotto-casilio.htm.

[229] Voir : Marco Grispigni, *Generazione, politica e violenza: il Sessantotto a Roma,* "Italia contemporanea", n. 175, 1989, pp. 97-101. Voir aussi : Sandro Viola, *Trenta e lode a Mao Tse Tung,* "L'Espresso", 3 mars 1968.

[230] Movimento Studentesco, *Documento presentato all'Assemblea della facoltà di Lettere e Filosofia l'8 febbraio 1968 per l'individuazione dei temi e delle prospettive nell'attuale lotta del movimento studentesco,* in Movimento Studentesco, *Università: l'ipotesi rivoluzionaria,* cit., pp. 247-249. Cette réorientation politique est immédiatement perçue par le PCI, voir : *Università : nuove forme di lotta, "*L'Unità", 9 février 1968.

sa ligne orthodoxe ; mais aussi pour étendre l'influence du parti sur les nouvelles générations bourgeoises qui composent le gros de la population étudiante[231]. Dans cette perspective, le 9 février le parti inaugure la « section universitaire du PCI »[232] qui devrait fonctionner comme rempart contre la progressive institutionnalisation du « mouvement » : en effet, une fois approuvés les premiers documents des commissions d'études, les assemblées de faculté sont rapidement remplacées par une organisation verticale composée d'un « Directoire », de quatre « Conseils délibérants » et d'un « super-comité » réunissant les commissions d'étude[233]. En définitive, à travers cette *section* le parti communiste ambitionne de canaliser la rage étudiante dans un front unitaire - avec toutes les autres forces réformistes de la société - d'opposition légaliste au pouvoir démocrate-chrétien. Il s'agit toutefois d'un projet utopique, étant donné la rancune à l'égard du PCI exprimée par le mouvement étudiant romain depuis les événements du printemps 1966[234]. En fait, au-delà des différences idéologiques, souvent inconciliables, la volonté de porter jusqu'au bout la lutte sans plus céder aux « fausses promesses » de la gauche parlementaire et des professeurs progressistes – comme fut le cas après la démission du Recteur Ugo Papi – représente désormais un véritable dogme pour ces occupants[235]. Comme le remarque brillamment le journaliste Giampaolo Bultrini, la réconciliation entre le mouvement étudiant romain et le PCI reste impossible, car même si ces jeunes universitaires se révèlent une agglomération chaotique de « marxistes sans drapeau », ils sont tous fondamentalement réunis par le « refus de ressembler aux hommes qui les avaient déçus en 1966 »[236].

---

[231] Sur la position du PCI aux égards du mouvement étudiant, pendant la vague soixante-huitarde, voir : Sezione culturale del Pci, *I comunisti e la scuola: atti del convegno di Roma, 6-7 aprile 1968,* Roma, La Moderna, 1968; Romano Luperini, *Il PCI e il movimento studentesco,* Milano, Jaca Book, 1969 ; Alexander Hobel, *Il PCI di Longo e il '68 studentesco,* "Studi Storici", 45, n. 2, avril-juin 2004, pp. 419-459. Pour ce qui est de la volonté du PCI d'empêcher la formation de mouvements d'ultragauche, voir : Ermanno Taviani, *PCI, estremismo di sinistra e terrorismo,* cit.. S'agissant du rapport entre PCI et jeunesse bourgeoise, voir : Gianfranco Camboni, *PCI e movimento degli studenti: 1968-1973. Ceti medi e strategie delle riforme,* Bari, De Donato, 1975.

[232] Voir : *Si è inaugurata la sezione dell'Università,* "L'Unità", 10 février 1968.

[233] Le Directoire, qui organise et dirige la lutte, est composé par huit membres. Les quatre Conseils (*« fuori sede » et « studenti-lavoratori », collegamento con la classe operaia, studenti medi, intersede per il collegamento e il coordinamento tra le sedi in lotta*), fournis d'autonomie décisionnelle, s'occupent de trouver les solutions pratiques aux problèmes liés à l'occupation et de gérer les relations extérieures du mouvement. Le super-comité coordonne l'activité des commissions d'étude destinées à élaborer les analyses de la situation courante. Voir : Carlo Oliva et Aloisio Rendi, *Il movimento studentesco e le sue lotte,* cit., pp. 78-79.

[234] Voir : Carlo Casalegno, *Il distacco dei giovani,* "Panorama", 98, 29 février 1968.

[235] Voir dans ce sens la motion qui décrète l'occupation du Département de Pédagogie : "*l'Assemblée est […] totalement indépendante des politiques particulières de groupes ou associations […], partis ou corporations, qui pourraient, de toute manière, instrumentaliser notre lutte politique, comme cela a été le cas dans les situations précédentes, telles que l'occupation de l'Université de Rome en 1966*", in Movimento Studentesco, *Documenti della rivolta universitaria,* cit., p. 374.

[236] Giampaolo Bultrini, *Professori addio,* "L'Espresso", 11 février 1968.

La situation commence à s'aggraver le 16 février, quand la cité universitaire (à l'exception du Département d'Architecture, géographiquement déplacé) est d'abord évacuée et ensuite mise sous surveillance militaire par la police : le mouvement étudiant se retrouve d'un seul coup privé de son « théâtre » (les départements) et de son « arsenal de lutte » (l'occupation, les piquets, les contre-cours, les assemblées). Il maintient toutefois ses organismes décisionnels (les Conseils). Chassé de l'Université, le « mouvement » se défait définitivement de ses derniers attributs carnavalesques qui n'ont plus raison d'être au dehors du *locus* académique[237], pour prendre une position intégralement politique dans la société romaine, décrite dans la littérature militante comme un

> ultime et effectif bond en avant, qui porte l'étudiant à se qualifier en tant que militant révolutionnaire, tout en niant sa fonction sociale et en inscrivant sa propre contestation dans des domaines qui ne le touchent pas directement, voire qui n'appartiennent pas au contexte de sa condition sociale. Cette entrée dans les autres conditions sociales et dans les autres niveaux de l'oppression, ne sert pas seulement à trouver des champs de bataille communs, mais aussi, et surtout à identifier des dimensions fonctionnelles organiques à une volonté subversive commune[238].

D'ailleurs, en sortant de « La Sapienza », la contestation universitaire peut agrandir son impact et son potentiel, s'appuyant sur les autres fronts de conflictualité, non directement liés au monde des étudiants, qui traversent les nouvelles générations romaines[239]. Conforté par ce renforcement « social », le « mouvement » tente

---

[237] Suite à la marginalisation initiale survenue au bout de la première semaine d'occupation, les manifestations créatives diminuent jusqu'à disparaitre totalement à l'arrivée du printemps. La dernière – et la plus éclatante – action allégorique est réalisée par le groupe des « Uccelli », au lendemain de l'évacuation de la cité universitaire : le 19 février 1968, en effet, trois étudiants et le déjà cité professeur d'Architecture, Paolo Portoghesi, occupent pendant deux jours le dôme de l'église « Sant'Ivo alla Sapienza ». Voir : *Roma Università*, 1967-1970, in « Ministero dell'Interno-Gabinetto », d. 354, f. 15584/69, Archives Centrales de l'État (Rome). L'opération est fortement médiatisée et son éco arrive aussi en France, voir : *L'agitation des étudiants de Rome prend des formes spectaculaires,* "Le Monde", 21 février 1968.

[238] *Il movimento studentesco a Roma : esperienze e obiettivi,* cit.*,* pp. 107-108.

[239] Voir à ce propos, l'article à la Une d'Alberto Ronchey, qui décrit minutieusement les différents fronts de crise juvénile en cours d'agrégation à Rome : "*Soixante mille étudiants, trois-cents professeurs : voilà la première crise de l'Université de Rome […]. La deuxième crise implique les hommes. Auparavant, le professeur était le roi, maintenant le « roi est nu » […]. La troisième crise dérive de l'enseignement autoritaire, élusif ou muet sur les questions qui interpellent les étudiants […]. La quatrième crise se lie à la communication de masse, qui nous rapproche à tout événement international : de la révolte à l'Université de Berkeley aux soulèvements de Berlin Ouest, des gardes rouges de Canton au Vietnam […]. La cinquième crise […] concerne la rupture du « langage » entre les générations […].*

reconquérir son quartier général : le 23 février, un cortège imposant parti du centre-ville (« Piazza di Spagna ») arrive au prix de quelques affrontements avec les forces de l'ordre à réoccuper les Départements de Lettres, de Physique et de Sciences politiques[240]. Le lendemain, la police reçoit l'ordre de quitter la cité universitaire et les étudiants en profitent pour étendre l'occupation à la faculté de Mathématique et de Chimique. Le 28, c'est le tour de l'Académie des Beaux-Arts. L'armistice toutefois ne dure que quelques jours : le 29 la police fait irruption dans tous les pôles universitaires – y compris le Département d'Architecture qui avait été épargné par la première campagne d'évacuation - chasse brutalement les étudiants présents et remet sous surveillance « La Sapienza » dans sa totalité. Le « mouvement » réagit en organisant un cortège de protestation spectaculaire, voué à mettre sous pression médiatique les autorités académiques et les administrations publiques. La manifestation est violemment chargée par les forces de l'ordre, mais de façon inédite certains militants osent accepter l'affrontement frontal[241]. Il s'agit de militants néofascistes qui profitent de leur préparation paramilitaire pour se légitimer comme avant-gardes d'assaut au sein de la mouvance étudiante, qu'ils tentaient d'ailleurs de réintégrer depuis deux semaines[242]. L'explosion soixante-huitarde a pris, en effet, à contre-pied les jeunes d'extrême droite qui se sont retrouvés coincés entre désir de « chevaucher » la contestation (voire de retrouver de l'espace après deux ans de marginalisation continuelle) et la crainte de contribuer à la diffusion des idées néomarxistes dans la capitale[243]. Après un immobilisme initial, les étudiants « noirs » avaient finalement décidé de participer aux mobilisations, préférant la solidarité générationnelle à l'appartenance idéologique[244]. Leur première action formelle est le soutien à l'occupation du Département de Droit pendant la dernière semaine de février[245].

La sixième crise affecte les partis, le Parlement, les rapports entre l'État et la société civile […] : les nouvelles générations ne voient aucun projet de société future.", in Alberto Ronchey, *Offrire una alternativa agli errori degli studenti,* "La Stampa", 18 février 1968.

[240] Voir : *Nelle strade della Capitale la protesta degli studenti* et *Sono tornati nella loro Università,* "L'Unità", 24 février 1968. La presse française continue à s'intéresser à l'évolution du mouvement étudiant romain. Voir : *Violents incidents à l'Université de Rome,* "Le Monde", 26 février 1968.

[241] 26 étudiants et 7 policiers blessés, 75 arrestations. Voir : *Roma Università*, 1967-1970, in « Ministero dell'Interno-Gabinetto », d. 354, f. 15584/69, Archives Centrales de l'État (Rome).

[242] Voir : Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea,* cit., pp. 306-307. Voir aussi : Loredana Guerrieri, *La giovane destra neofascista italiana e il '68. Il gruppo de « L'Orologio »*, "Storicamente", 5, 2009, http://www.storicamente.org/07_dossier/sessantotto-guerrieri.htm.

[243] Voir : Adalberto Baldoni et Sandro Provvisionato, *Anni di piombo,* cit., pp. 10-11.

[244] Voir : Cesare Mantovani, *Università in rivolta,* "Il Secolo d'Italia", 13 février 1968 ; Romano Vulpitta, *Università e tromboni,* "L'Orologio", 4, 29 février 1968.

[245] La réapparition des néofascistes dans les mobilisations universitaires est immédiatement signalée par la presse de gauche, qui parle d'une dangereuse provocation. Voir : *Respinti i teppisti fascisti a Roma, "*L'Unità", 29 février 1968.

Malgré le véto antifasciste qui s'était imposé dans le milieu universitaire romain suite à la mort de Paolo Rossi, le « mouvement » tolère dans l'ensemble cette réapparition soudaine des instances de droite, en jugeant tout apport nouveau dans cette phase historique comme un facteur fondamental de consolidation de la révolte.

a) Les affrontements de « Valle Giulia » et le dédouanement de la violence

Le 1er mars 1968, les étudiants essaient de répliquer l'opération de « reconquête » des lieux universitaires, formant un cortège qui partant de « Piazza di Spagna » se dirige cette fois à « Valle Giulia ». Le but est, à la fois, symbolique et matériel : montrer aux forces de l'ordre que la répression ne stoppera pas les protestations et reprendre le contrôle de la Faculté d'Architecture, épicentre historique de la lutte étudiante à Rome. Arrivés devant les immeubles, les manifestants se rendent immédiatement compte de leur supériorité numérique - 3000 étudiants contre une centaine de policiers – et stimulés par les militants « noirs » qui attaquent en premiers, ils vont à l'affrontement frontal[246]. Au début, les forces de l'ordre sont obligées à se tenir sur la défensive, tout en subissant la honte d'être brutalisés par les jeunes : véhicules brulés, agents tabassés et privés de leurs armes, trois-cents étudiants qui arrivent à pénétrer dans le département d'Architecture. Seulement deux heures après, grâce aux renforts, la police peut passer à la contre-attaque et une fois repris le contrôle de la situation, elle se livre à des représailles violentes. Le bilan officiel se monte à 177 blessés parmi les forces de l'ordre, 54 parmi les étudiants et 234 arrestations[247]. Pour le « mouvement » qui - nonobstant l'incapacité à réoccuper le Département d'Architecture - a fait l'expérience de pouvoir affronter sans peur le « bras armé » de l'État, tout en obtenant une incroyable attention médiatique, la bataille de « Valle Giulia » représente le moment de la consécration historique sur la scène romaine et nationale[248] : comme le déclame une ballade du chansonnier militant Paolo Pietrangeli, ce jour-là les étudiants ont

[246] Ces militants d'extrême droite appartiennent aux groupes suivants : FUAN-Caravella, PG, ex-ANG, Europa Civiltà. Parmi eux, il faut citer la présence de quelques poids lourds de la scène néofasciste romaine et nationale, tels que Mario Michele Merlino, Stefano Delle Chiaie, Adriano Tilgher, Ugo Gaudenzi Asinelli. Voir : *A Valle Giulia,* Roma, Publicondor, 1990.

[247] Voir : Vittorio Vidotto, *Roma contemporanea*, cit., p. 307. Voir aussi : Giampaolo Bultrini et Mario Scialoja, *Valle Giulia,* "L'Espresso", 10 mars 1968.

[248] Voir : Marco Grispigni, *Generazione, politica e violenza: il Sessantotto a Roma,* cit., p. 103. La Bataille de "Valle Giulia" fait la Une de toute la presse nationale et devient l'objet d'une longue et animée discussion parlementaire. Voir le compte-rendu sténographique de la session parlementaire du 1er mars 1968, disponible sur : http://legislature.camera.it/_dati/leg04/lavori/stenografici/sed0834/sed0834.pdf. Pour un regard historiographique, voir : Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit., pp. 260-263

trouvé le courage de ne plus fuir la police[249]. La teneur exceptionnelle des évènements de « Valle Giulia » marque lourdement l'opinion publique italienne[250], et aussi les commentateurs français qui, malgré les énormes différences entre les deux capitales, entrevoient dans la dynamique romaine une anticipation potentielle des évolutions d'un mouvement étudiant parisien, également marqué par l'anti-impérialisme et par une exigence de démocratisation de la vie universitaire[251].

LE COMMENCEMENT DES AFFRONTEMENTS DE « VALLE GIULIA ».

Les étudiants qui font face aux forces police, en ordre dispersé, sont les militants d'extrême droite qui vont activer la bagarre.

[249] *"Undici e un quarto avanti a architettura/non c'era ancor ragion d'aver paura/ed eravamo veramente in tanti/e i poliziotti in faccia agli studenti/«No alla scuola dei padroni!/Via il governo, dimissioni!»/Hanno impugnato i manganelli/ed han picchiato come fanno sempre loro/ma all'improvviso è poi successo/un fatto nuovo, un fatto nuovo, un/fatto nuovo:/non siam scappati più, non siam scappati più! […] Le camionette, i celerini/ci hanno dispersi, presi in molti e poi picchiati/ma sia ben chiaro che si sapeva/che non è vero, no, non è finita là […]",* in Paolo Pietrangeli, *Valle Giulia,* 1969.

[250] Voir : *Bestiale aggressione contro gli studenti a Roma,* "L'Unità", 1er mars 1968 ; *Violenta battaglia nel centro di Roma fra studenti e polizia: centinaia di feriti,* "La Stampa", 2 mars 1968. Le fait que la "bataille" a été intégralement filmée contribue fortement à la construction et la diffusion du mythe de « Valle Giulia ». Ce film est disponible aujourd'hui en version restaurée dans le documentaire *Morire di politica : violenza e opposti estremismi nell'Italia degli anni '70,* réalisé en 2012 par l'émission « La Storia siamo noi » de la Télévision publique italienne, voir : http://www.lastoriasiamonoi.rai.it/puntate/morire-di-politica/587/default.aspx.

[251] Voir : Jacques Nobécourt, *A Roma des violents incidents entre les étudiants et la police font cent quatre-vingt blessés,* "Le Monde", 2 mars 1968. L'explosion de la contestation étudiante à Paris arrive, en effet, trois semaines plus tard : l'événement-clé du saccage du siège de l'American Express à Paris se passe le 20 mars 1968 et deux jours après se forme dans l'Université de Nanterre le "Mouvement du 22 mars" qui représentera un des facteurs déclencheurs de la révolte de mai 68. Voir : Jean-Pierre Duteuil, *Les groupes politiques d'extrême gauche à Nanterre, "*Matériaux pour l'histoire de notre temps", 11, n.1, 1988, pp. 110-115.

Une photographie emblématique qui montre bien l'énorme supériorité numérique des étudiants par rapport aux policiers.

Trois moments de la bataille de « Valle Giulia ». On notera la destruction des véhicules de la police.

Sources : Archives photographiques de « L'Unità »

Dans un article paru sur « Le Monde » quelques jours après les incidents, Jacques Nobécourt met l'accent sur la dérive violente qui pourrait investir le « mouvement » romain en réaction à la rude répression policière expérimentée à « Valle Giulia »[252] : la portée des heurts et les sentiments contradictoires déclenchés par le résultat stérile d'une manifestation pourtant exaltante déterminent en effet une radicalisation immédiate des choix et des attitudes des étudiants en lutte[253]. La bataille urbaine qui s'est produite devant le Département d'Architecture a profité notamment à la propagande des franges néomarxistes qui ont pu la présenter comme un acte proto-insurrectionnel, conséquence des propositions antisystèmes contenues dans les documents approuvés par les assemblées universitaires début février. En particulier, ces secteurs d'ultragauche ont beau jeu de faire passer dans le gros du « mouvement » l'idée de l'inévitabilité de la confrontation directe avec les appareils étatiques, et donc d'affirmer l'exigence de professionnaliser les techniques d'engagement afin d'opposer une résistance plus efficace[254]. Dans les deux semaines suivantes, du coup, les attentions et les discours des étudiants – qui ont d'ailleurs décidé lors du premier meeting de l'aprèsValle Giulia, de remplacer le terme « collègue » avec le bien plus politisé « camarade »[255] - se focalisent sur la militarisation des comportements et des répertoires. D'après le raisonnement prédominant, il serait désormais venu le temps de « faire de l'Italie un nouveau Vietnam »[256], puisque « pour éliminer la violence du système capitaliste il faut impérativement lui opposer une violence supérieure, à savoir une violence de masse »[257]. Cependant, « la violence est aujourd'hui un moment défensif de la lutte […], car dans les pays à capitalisme avancés, la révolution ne peut pas se limiter à la simple insurrection »[258], mais nécessite d'une « organisation composée par des militants très bien préparés autant sur le plan théorique […] que sur la base d'une expérience continuelle de lutte »[259].

Pour ce faire, les organes de presse militante liés à la contestation étudiante commencent à divulguer explicitement les pratiques d'autodéfense violente à utiliser contre les appareils de sécurité. Comme l'affirme la revue « La Sinistra », le

---

[252] Voir : Jacques Nobécourt, *La violence de la répression policière provoque des nouvelles manifestations,* "Le Monde", 4 mars 1968.

[253] Voir : *Tavola rotonda sui ribelli di oggi e i goliardi di ieri,* "L'Astrolabio", 9, 3 mars 1968.

[254] Voir : Marco Grispigni, *Generazione, politica e violenza: il Sessantotto a Roma,* cit., pp. 102-103.

[255] Un extrait sonore de ce meeting est disponible dans la récolte : Mario Scialoja (dir.), *Il '68 : voci e storia di quell'anno incredibile,* "L'Espresso", vol. 1, 1980, 00 :07 :21 – 00 :08 :37.

[256] Giangiacomo Feltrinelli, *In Italia come in Vietnam,* "La Sinistra", 9, 9 mars 1968.

[257] *La violenza dell'imperialismo*, "Il Potere operaio", 10, 13 mars 1968.

[258] *Contro la violenza, violenza !, "*La Sinistra", n. 10, 16 mars 1968.

[259] Vincenzo Calò et al., *Stato e Scuola di classe, "*Valle Giulia", numéro unique, 15 mars 1968.

« mouvement » doit toujours évaluer le moment, le lieu et les modalités plus favorables pour aller à l'affrontement : au vu de la disparité de forces en jeu, il faut rester agiles, flexibles et prêts constamment à ériger des barricades. Dans cette perspective, les étudiants n'utiliseront jamais des armes à feu, mais plutôt des « instruments simples et efficaces, qu'on peut acheter facilement ou fabriquer artisanalement »[260], tels que les pierres, les bâtons, les billes de fer, les clous à trois pointes, les chaines et les cocktails Molotov.

LA SINISTRA

Anno III — Numero 10 NUOVA SERIE SETTIMANALE 16 marzo 1968 — L. 100

Verso l'organizzazione politica degli studenti

COSÌ IN PIAZZA

Miccia (cordoncino da veneziana)

Straccio imbevuto di grasso

Benzina (dal distributore)

Sabbia o polvere di sapone

3 // AUTODIFESA VIOLENTA

La Une de la revue militante « La Sinistra » (numéro du 16 mars 1968) qui explique comment réaliser un cocktail Molotov.

[260] *Contro la violenza, violenza !,* cit.. Pour ce qui est de l'influence internationale sur ce processus de militarisation de la militance « rouge », voir : Victor Serge, *Il problema dell'illegalità: semplici consigli ai militanti,* "Quaderni Piacentini", 33, février-avril 1968.

Sur la base de ces informations et de ces réflexions, le mouvement étudiant romain systématise un code de comportement : composé de 11 points et des trois annexes, ce manuel publié au printemps invite à s'équiper adéquatement (casque, foulard rouge, lunettes), à tenir serrés les rangs, à identifier et à épurer les agents infiltrés et les provocateurs, à se barricader tout en évitant les encerclements, à empêcher à tout prix les arrestations, à noter les noms des policiers qui se délivrent à des actes particulièrement brutaux[261]. Une autre indication fondamentale de ce code se concentre sur l'exigence de déplacer les heurts en direction du centre-ville, puisque le « scandale médiatique » d'une protestation violente portée sous les « Palais du pouvoir » est considéré, à l'heure de la communication de masse, comme une arme formidable pour déstabiliser l'autorité en poste : en même temps, la translation physique du combat permet de libérer la cité universitaire, le quartier général naturel de la contestation étudiante, de la présence obsédante des forces de l'ordre. « La Sapienza » se situe, en effet, dans une zone péricentrale de la ville et en l'espace de quelques kilomètres, les cortèges du « mouvement » sont capables de rejoindre facilement tous les lieux symboliques du système républicain : les Ministères, le Parlement, la Présidence du Conseil et le « Campidoglio ».

b) La « normalisation rouge » du Mouvement étudiant :
l'épuration des composantes « noires » suite à la bataille du 16 mars 1968

Les étudiants ont parfaitement compris, d'ailleurs, d'être aussi des votants débutants en raison de leur âge, et de pouvoir donc mettre de la pression supplémentaire sur les partis qui ambitionnent d'étendre leur base, surtout en prévision des élections politiques du 19 mai 1968[262]. L'explosion de la contestation à quelques mois du renouvellement du gouvernement national, oblige en effet les forces politiques à prendre publiquement une position : si les forces centristes se tiennent sur la défensive, en se retranchent derrière la relance désespérée du « Piano Gui » et en lançant des appels pour la restauration de la légalité dans les facultés, les partis à l'opposition affichent, en revanche, des intentions bien plus nettes et radicales. Le PCI

[261] Voir : Movimento Studentesco di Roma, *Norme elementari per l'autodifesa nel corso di comizi, cortei, ecc.* et *Repressione poliziesca e diritto all'autodifesa,* "Carte Segrete", 6, avril-juin 1968.

[262] Sur les différentes positions des partis politiques face à l'explosion de la contestation étudiante, voir le compte-rendu sténographique de la session parlementaire du 1er mars 1968, disponible sur : http://legislature.camera.it/_dati/leg04/lavori/stenografici/sed0834/sed0834.pdf.

et le PSIUP décident de jouer sur le message de rupture, en demandant le retrait de la police de « La Sapienza », l'annulation des arrestations et l'acceptation des principales revendications étudiantes à travers un nouveau projet de réforme universitaire[263]. Au contraire, le MSI opte pour la stratégie de la « loi et de l'ordre », en soutenant, malgré la toute récente participation des jeunes néofascistes à la bataille de « Valle Giulia », le travail répressif de la police contre un « mouvement » trop marqué par les idéaux marxistes et par le rejet inconditionné de la tradition[264]. Ce choix opérationnel ouvre inexorablement un conflit interne entre la direction du « Movimento sociale italiano » et les étudiants d'extrême droite, qui se retrouvent d'emblée désavoués et stigmatisés par le secrétaire d'un parti qui jusqu'à ce moment avait représenté un point de repère absolu[265]. Au bout d'une querelle incandescente et, déclenchée par la consigne au FUAN-Caravella d'abandonner le « mouvement », une partie des militants « noirs » constitue, le 11 mars 1968, le groupe universitaire indépendant « Nuova Caravella », qui entend continuer à agir dans la vague protestataire[266]. Quant au lendemain, le Sénat académique décide de rouvrir l'Université, après avoir invité la police à se retirer, ce nouveau rassemblement néofasciste – auquel se rangent les franges « modernistes » de la droite juvénile romaine (« L'Orologio », « Primula Goliardica »)[267] – participe activement à la réoccupation de « La Sapienza »[268], en prenant le contrôle du Département d'économie et commerce et notamment de la faculté de Droit. Par contre, les milieux « rouges », qui depuis le 9 mars peuvent se prévaloir de l'apport d'un gros contingent de « lycéens »[269] - situent leur quartier général dans le Département de

---

[263] Voir : *I comunisti sono con gli studenti in lotta,* "L'Unità", 2 mars 1968 ; Giuseppe Loteta, *Ore 11: inizia la battaglia,* "L'Astrolabio", 10, 10 mars 1968. Sur la tentative des partis de gauche de reprendre un contact organique avec le mouvement étudiant, voir : Eugenio Scalfari, *Gli studenti e la sinistra,* "L'Espresso", 3 mars 1968.

[264] Voir : *Gli studenti nazionali insorgono contro il totale caos per tutelare la libertà di studio e l'ordine negli atenei. Fuori la teppa dall'università!,* "Il Secolo d'Italia", 25 février 1968; *Il piano di Botteghe Oscure per gettare nel marasma la Capitale,* ivi, 2 mars 1968; *Anarchia all'Università,* ivi, 3 mars 1968.

[265] "*à propos des manifestations de vandalisme qui ont commencé récemment dans le cadre des agitations syndicales et étudiantes, nous voulons rappeler dans un souci de vérité politique, avoir les premiers soutenu, alimenté et enfin partagé les revendications légitimes des différentes catégories sociales […]. Cependant, nous nions et rejetons toute participation au dessein des professionnels du chaos et des émeutes. […] à tous ceux qui pourraient encore avoir des perplexités sur ce point, nous disons franchement qu'ils n'ont pas compris du tout qu'est-ce que signifie militer au MSI. »,* in Arturo Michelini, *Con il M.s.i. per un ordine nazionale e sociale,* "Il Secolo d'Italia", 7 mars 1968.

[266] Les fondateurs du groupe sont 3 ex-ANG : Cesare Ferri, Adriano Tilgher e Guido Paglia. Voir : Nicola Rao, *La fiamma e la celtica,* cit., pp. 132-134.

[267] Les clérico-fascistes de « Europa Civiltà » et ce qui reste du FUAN-Caravella abandonnent, par contre, le Mouvement, suivant le rappel à l'ordre lancé par le MSI.

[268] Voir : *Gli studenti tornano nella loro Università, "*L'Unità", 12 mars 1968 ; *Migliaia di universitari romani riprendono possesso dell'Ateneo,* La "Sinistra", 10, 16 mars 1968.

[269] La participation d'un groupe politisé de « lycéens » romains à la lutte des universitaires est définie lors d'une réunion avec 5000 participants tenue au Palais du Sport le 9 mars 1968.

Lettres, dont les salles hébergent du 13 au 16 mars le congrès national des mouvements étudiants actifs dans le pays[270]. L'attention internationale réservée à ce meeting est énorme, comme le signale la conférence introductive tenue par deux néomarxistes Américaines, Paul Sweezy et Leo Huberman, rédacteurs de la célèbre « Monthly Review ». C'est au cours de ce congrès que le « mouvement » romain commence à traduire en « projet politique » les impressions et les tendances engendrées par les évènements de « Valle Giulia » : des longues discussions ressortent finalement trois courants, trois lignes concurrentes – divisées sur la base du rapport à tenir à l'égard de la classe ouvrière et du parti communiste – qui toutefois s'inscrivent toutes dans le sillage de la subversion anticapitaliste et de la révolution de gauche[271]. Ce cadre étant posé, la présence de la composante « noire » dans le « mouvement » romain se fait à nouveau très précaire et épineuse. Au point que le même jour de l'ouverture du congrès, l'organe de presse du MSI ose préconiser une solution drastique et imminente pour cette situation « contre nature » :

---

[270] Voir : Annamaria Rodari, *I termini del dibattito nel movimento studentesco,* "L'Unità", 13 mars 1968.

[271] Le premier courant considère le mouvement étudiant comme un sujet sociopolitique en expansion qui devrait s'occuper exclusivement des problématiques propres à l'Université et de la formation d'une contre-culture anticapitaliste : au dehors des facultés, le « mouvement » se présenterait comme un corps social émancipé en mesure de trouver une association critique avec les autres forces de l'opposition antigouvernementale, telles que les partis de gauche et les syndicats. Voir : *Mozione conclusiva del convegno sulle lotte studentesche,* in Movimento studentesco (dir.), *Documenti della rivolta universitaria,* cit., p. 74. Le modèle d'inspiration est les formes de contestations expérimentées à l'Université de Berkeley. Déjà en 1966, l'éditeur italien Einaudi avait traduit l'ouvrage totémique du Free Speech Movement, voir : Hal Draper, *La rivolta di Berkeley : il movimento studentesco negli Stati Uniti,* Torino, Einaudi, 1966.

En revanche, la deuxième tendance considère l'Université comme un berceau pour le futur « fonctionnariat révolutionnaire » : le mouvement devrait abandonner toute connotation syndicale corporative et s'engager dans la formation d'une « avant-garde politique composée par un noyau homogène d'étudiants et d'ouvriers ». Intégrée ainsi aux pointes avancées de la conflictualité ouvrière, la lutte étudiante trouverait l'ampleur nécessaire à conditionner en un sens antagoniste les partis de gauche, jugés toujours indispensables en raison de leur hégémonie persistante sur les masses populaires. Voir : Luigi Bobbio et Guido Viale, *La strategia del movimento,* "Problemi del socialismo", 28-29, avril 1968, p. 334. La référence dans ce cas est à la SDS allemande guidée par Rudi Dutschke, voir : Giorgio Backhaus, *Genesi e caratteri della sinistra rivoluzionaria in Germania,* "Quaderni Piacentini", 34, mai-juillet 1968, pp. 19-67 ; Francesco Dal Co, *Riscoperta del marxismo e problematica di classe nel movimento studentesco tedesco: Rudi Dutschke,* "Contropiano", 2, mai 1968.

La troisième mouvance, enfin, interprète le mouvement étudiant comme une composante de la classe ouvrière opprimée par le pouvoir capitaliste : en ce sens, le « mouvement » devrait sortir complètement de l'Université – qui reste une structure de la bourgeoisie vouée au contrôle et à la reproduction de l'exploitation sociale– pour se fondre en masse dans le prolétariat. Il faudrait de ce fait constituer une armée révolutionnaire populaire au sein de laquelle le contact entre ouvriers et étudiants atteint son point maximal de fusion. Tout organisme de représentation (partis, syndicats, conseils délibérants) est rejeté à cause de sa nature intrinsèquement autoritaire, intellectualiste et révisionniste. Voir : *Il movimento studentesco a Roma: esperienze e obiettivi,* cit., p. 125; Vincenzo Calò et al., *Il movimento studentesco di fronte ad una alternativa, "*Valle Giulia"*,* numéro unique, 15 mars 1968. L'idéaltype renvoie aux « gardes rouges » de la révolution culturelle chinoise, voir : Id., *Stato e Scuola di classe,* ivi.

> l'univers juvénile qui participe à la contestation est composé par des maoïstes et de guévariens, des prosoviétiques […], voire par les incontournables mercenaires de la révolution opportuniste […] et par les milles idiots utiles qui s'engagent grossièrement à gauche uniquement par peur de perdre l'instant fugitif et de se retrouver toujours du côté des perdants […]. Mais il y a encore une chance. Nous avons confiance dans les jeunes aux idées claires, qui ne se laissent pas détourner par cette chimère du mouvement étudiant, qui représente la continuité idéale avec leurs pères et leurs frères ainés, lesquels n'ont jamais suivi un drapeau rouge, mais ont toujours suivi le "Tricolore" [drapeau national, ndr][272].

En effet, le 16 mars 1968, immédiatement après la conclusion du meeting, un commando de 200 néofascistes (tout le service d'ordre de la fédération romaine du MSI) – dirigé par le « numéro 2 » du parti Giorgio Almirante, par le député et premier président du FUAN Giulio Caradonna, ainsi que par le secrétaire national juvénile Massimo Anderson - attaque le Département de Lettres afin de « libérer l'Université des chiffons rouges qui l'infestent »[273]. Les étudiants de droite, tenus à l'écart de ce blitz, réagissent par instinct et selon les différentes sensibilités : les membres de « Europa Civiltà » et une partie du FUAN s'agrègent aux assaillants, les militants de la « Nuova Caravella », les ex-ANG et les reliquats du FUAN décident de rester neutres, « Primula Goliardica » » aide les occupants de Lettres. Malgré l'effet-surprise, les étudiants de gauche arrivent à repousser la charge et – soutenus aussi par des groupes de travailleurs communistes accourus du tout proche « San Lorenzo » - obligent les agresseurs à se réfugier auprès du Département de Droit : à la vue des premiers tabassages opérés par les « rouges », le gros des néofascistes jusque-là restés neutres laisse prévaloir la solidarité idéologique et se réunisse aux nouveaux assiégés. Ces derniers pour se défendre commencent à jeter par les fenêtres des chaises et des bancs, dont l'un tombe sur le futur cofondateur de « PotOp » Oreste Scalzone, en le blessant à la colonne vertébrale[274]. Cette bataille cesse seulement à l'arrivée de la

---

[272] Sandro Tribuzi, *Stracci rossi e figli di papà* , "Il Secolo d'Italia", 13 mars 1968.

[273] *Basta con gli stracci rossi, il Tricolore all'Università: la gioventù nazionale combatte il dominio comunista negli atenei,* "Il Secolo d'Italia", 17 mars 1968:

[274] Cet évènement a été filmé, tout comme les autres phases de la bataille : aujourd'hui disponible dans le déjà cité documentaire télévisé *Morire di politica : violenza e opposti estremismi nell'Italia degli anni '70, http://www.lastoriasiamonoi.rai.it/puntate/morire-di-politica/587/default.aspx*.

police : le bilan final se compose de 150 arrestations (dont 52 renvoyés devant la justice) et 60 blessés[275].

Le commando néofasciste réuni devant le Département de Droit. Sur la droite, avec moustache et chapeau, Giorgio Almirante.

L'attaque du commando néofasciste contre le Département de Lettres.

[275] Voir : *Après les violents incidents de la faculté de droit cinquante-deux personnes sont inculpées,* "Le Monde", 19 mars 1968. Voir aussi : Adalberto Baldoni, *Noi rivoluzionari,* cit., pp. 31-34.

Le début de l'assaut au Département de Droit, où se sont réfugiés les néofascistes.

La défense désespérée des néofascistes.

Les blessés et l'intervention des forces de l'ordre**.**

Source : Archives photographiques de « L'Unità »

Malgré la défaite sur le plan de la confrontation physique, ce blitz du MSI arrive quand même à conditionner la structure et les relations extérieures de la contestation étudiante à Rome[276]. Se mettant à la tête d'un « contre-mouvement » de restauration, le MSI joue, en effet, la carte de l'alternative national-conservatrice face à une mobilisation qui semble glisser inexorablement dans le champ du néo-marxisme[277]. D'un côté, le parti ressasse sa fonction de « gardien de l'ordre social », tout en se reproposant comme bastion de l'anticommunisme en Italie à quelques semaines des élections politiques[278]. De l'autre, le raid à l'Université reporte chez les étudiants la conscience antifasciste au niveau de 1966 et détermine par conséquent l'expulsion définitive de la jeunesse d'extrême droite des rangs du « mouvement »[279]. En fait, au dépit de leur désir de « révolte contre le monde moderne »[280], les étudiants « noirs » se retrouvent d'emblée isolés et chassés, donc privés de la possibilité de continuer à participer de la vague soixante-huitarde romaine : il ne leur reste que la soumission au vouloir du parti ou l'activation d'un improbable parcours « hérétique »[281]. Dès lors pour ces militants, commence une longue période de crise à caractère identitaire et

---

[276] À ce propos, il est intéressant de noter l'influence de la dynamique étudiante sur l'opinion publique romaine et le débat politique dans la capitale, à travers l'analyse des différentes interprétations des évènements qui ressortent des titres à la Une des quotidiens majeurs: le quotidien néofasciste "Il Secolo d'Italia", malgré l'échec de l'opération de "libération", crie à la victoire contre la menace "rouge" qui infeste l'Université romaine et parle d'une "rude leçon donnée aux subversifs", voir : *La gioventù nazionale combatte il dominio comunista negli Atenei. Dura Lezione ai sovversivi durante tre ore di scontri,* "Il Secolo d'Italia", 17 mars 1968. Le principal journal de la capitale, le modéré "Il Messaggero", raconte en revanche d'un accrochage sanglant entre extrémismes opposés, qui démontrerait la dégénérescence violente et subversive d'un mouvement étudiant désormais hors contrôle. Voir : *Sanguinosi scontri all'Università. A Roma fra elementi estremisti di destra e di sinistra,* "Il Messaggero", 17 mars 1968. L'organe de presse communiste, au contraire, décrit une agression criminelle perpétrée par les voyous fascistes qui a été repoussée par le "jeune esprit de renouvellement social" propre au mouvement étudiant. Voir : *Teppa fascista contro gli studenti. Impetuosa la risposta dei giovani,* "L'Unità", 17 mars 1968.

[277] Voir : Gianni Scipione Rossi, *Alternativa e doppiopetto. Il MSI dalla contestazione alla destra nazionale (1968-73),* cit.

[278] Il s'agit du début d'une stratégie politique, déployée notamment pendant les années 1970, vouée à la formation d'une alliance anticommuniste de droite, axée sur le MSI, et en mesure d'attirer l'attention de la DC. Voir : Piero Ignazi, *Il Polo escluso : profilo storico del Movimento sociale italiano,* cit., pp. 116 et s.

[279] Voir : Nicola Rao, *La Fiamma e la Celtica,* cit., pp. 127-132. Voir aussi l'interview du journaliste Pino Casamassina à Franco Piperno, contenue dans le livre : *68, l'anno che ritorna,* Milano, Rizzoli, 2008, pp. 121-122.

[280] Cette expression fait partie de la pensée philosophique de Julius Evola, dont le « spiritualisme héroïque » marquait fortement les milieux étudiants d'extrême droite pendant les premières décennies républicaines. Evola avait d'ailleurs été l'auteur du statut (« Carta della Gioventù ») de la « Giovane Italia » en 1954. Sur la dialectique entre la pensée d'Evola, la jeunesse « noire » et '68, voir : Julius Evola, *La gioventù, i beats e gli anarchici destra*, in : Id., *L'arco e la clava*, Milano, All'insegna del Pesce d'oro, 1968 ; Stelio Roman, *Perché la protesta diventi rivoluzione,* "Noi Europa", III, 3, juillet 1968 ; Francesco Germinario, *Evola davanti al '68,* "Annali dell'Istituto Gramsci Emilia-Romagna", II, 2-3, 1998-1999, pp. 99-112. Voir aussi : Orazio Ferrara, *Quei ragazzi tricolori : i movimenti a destra e dintorni da Giovane ad avanguardia nazionale,* Udine, Aviani & Aviani, 2011.

[281] Voir : Alessandro Gasparetti, *La destra e il '68. La partecipazione degli studenti alla contestazione universitaria: la reazione conservatrice e missina,* Roma, Settimo Sigillo, 2006.

associatif, qui ouvrira pour plusieurs d'entre eux la voie à la pratique extraparlementaire armée des années 1970[282]. Le 31 mars 1968, le FUAN-Caravella est dissout par le MSI pour l'impossibilité de discipliner les adhérents[283], lesquels finiront pour confluer l'année suivante – avec tout le groupe de « Primula Goliardica » et quelques anciens membres de la « Jeune Europe »[284] - dans une nouvelle formation d'inspiration « nazi-maoïste », nommée « Organizzazione Lotta di Popolo » (OLP)[285]. La « Nuova Caravella », en revanche, deviendra la base pour refonder en 1970 la formation ANG, rebaptisée « Avanguardia Nazionale » (AN)[286]. « Europa Civiltà », enfin, se transformera en 1969 dans une agence de formation idéologique et paramilitaire, étroitement liée aux couches radicales des forces armées et à la structure putschiste « Fronte Nazionale », fondée le 13 septembre 1968 par l'ancien commandant de la « X Mas », Junio Valerio Borghese[287].

De ce fait au début de la nouvelle décennie, l'extrême droite universitaire, après avoir agonisé aux marges du « mouvement » romain grâce à quelques groupuscules résiduels (« Fronte Delta », « Movimento studentesco di Giurisprudenza », « L'Orologio ») liés à la faculté de Droit[288], sera confinée dans une niche sociale à caractère réactionnaire et antimoderniste. À ce propos, un des intellectuels les plus brillants de la galaxie noire italienne, Adriano Romualdi, parlera d'une véritable défaite historique : d'après son analyse, la perte de contact entre la droite et la contestation étudiante aurait représenté une grave erreur stratégique, à partir de

---

[282] Voir : Marco Tarchi, *L'impossibile identità: il neofascismo italiano tra destra e sinistra,* "Trasgressioni", n. 2, 1989.

[283] Voir : *Università e crisi del sistema,* "Corrispondenza Repubblicana", III, n. 16, 10 avril 1968.

[284] Sur ce groupe à caractère paneuropéen et fasciné par les mouvements de libération nationale au Tiers-monde, voir : Yannick Saveur, *Jean Thiriart et le national-communautarisme européen,* Paris, Institut d'études politiques, 1978.

[285] La doctrine nazi-maoïste tentait de fusionner un nationalisme antisioniste avec une attitude tiers-mondiste et anti-impérialiste, moyennant une réactualisation de l'âme socialisante et moderniste du fascisme. L'appellation dérive de l'habitude d'utiliser les slogans provocateurs : « Vive Hitler, Vive Mao ! » ou « Vive la dictature fasciste du prolétariat ». Voir : Adalberto Baldoni, *Il crollo dei miti. Utopie, ideologie, estremismi. Dalla fine del "miracolo economico" alla crisi dell Prima Repubblica,* cit., pp. 85-86.

[286] Voir : Nicola Rao, *La Fiamma e la Celtica,* cit., pp. 131-138.

[287] Voir : Sergio Zavoli, *La notte della Repubblica,* cit., p. 24; Ugo Maria Tassinari, *Fascisteria: i protagonisti, i movimenti e i misteri dell'eversione neri in Italia (1965-2000),* Roma, Castelvecchi, 2001, pp. 65-72; Adalberto Baldoni et Sandro Provvisionato, *Anni di piombo,* cit., pp. 16-17. Sur le « Fronte Nazionale », voir : Franco Ferraresi, *La destra radicale,* cit., pp. 57-61. La « X MAS » était un farouche bataillon de la marine italienne qui avait adhéré à la République sociale italienne et qui agissait d'escadron anti-partisan. Voir : Ricciotti Lazzero, *La Decima MAS,* Milano, Rizzoli, 1984 ; Daniele Lembo, *La guerra nel dopoguerra in Italia : le operazioni di stay behind della Decima Mas nell'Italia occupata, in guerra e nel dopoguerra,* Copiano, MARO, 2007.

[288] Sur les motivations de ces groupuscules, voir : Il Saggiatore, *Le ali dei giovani,* "L'Orologio", 31 mars 1968. Pour ce qui est de l'évolution de la représentation universitaire liée au MSI après les évènements du 16 avril, voir : Giuseppe Tagliente et Stefano Mensurati, *Il Fuan: trent'anni di presenza politica nell'Università,* Roma, Atheneum, 1982.

laquelle la propagande gauchiste aurait eu le champ libre pour corrompre la jeunesse d'après-guerre :

> Accablée par le poids du poujadisme bourgeois et chauviniste - par le moralisme imbécile d'une attitude "assurément nationale, assurément catholique, assurément antimarxiste" – la droite n'a plus un mot d'ordre à donner à la jeunesse. […] Dans une époque d'agitation croissante parmi les jeunes, la droite disait "restez calmes" ; dans une époque d'offensives et de conflits idéologiques, la droite ne se préoccupait pas, car les pourcentages du FUAN dans les "parlements universitaires" demeuraient stables. […] Quand les drapeaux rouges ont été hissés dans ces mêmes universités qui avaient constitué jusqu'à quelques années auparavant les forteresses de la droite nationale, plusieurs ont regardé à droite dans l'attente d'un signe : mais le signe n'est jamais arrivé. Plus que le courage – et les jeunes étaient prêts – ont manqué l'initiative et les idées. […] Cette soi-disant classe dirigeante juvénile […] n'avait pas d'arguments face à l'extraordinaire offensive idéologique de la gauche : elle en a été tout simplement anéantie […] On ne peut pas s'étonner donc si par réaction naissait le phénomène des nazi-maoïstes. […] La plupart d'entre eux n'étaient que des dandys à la page, mais même ceux qui espéraient sincèrement de créer un nouveau front révolutionnaire sont disparus dans la marée de drapeaux rouges des leurs "alliés". Leur pensée incertaine a été rapidement englobée par la rhétorique marxiste. Le nazi-maoïsme a créé des doutes, dont seulement le communisme a pu profiter. […] Tout cela démontre qu'une vision de droite révolutionnaire et antibourgeoise aurait pu, au moins, désorienter les contestataires et la contestation aurait pu donc être arrachée à la gauche, simplement ayant à disposition un répertoire moins conventionnel et moins dépassé[289].

[289] Adriano Romualdi, *Contestazione controluce,* "Ordine Nuovo", 1, mars-avril 1970.

c) L'apogée du « Mouvement » à l'heure de mai 68 :
la prise de contact avec la classe ouvrière, la négociation électorale avec le PCI,
la soudure avec l'agitation des « lycéens »

À l'autre bout du spectre idéologique, les affrontements du 16 mars déterminent, en revanche, un renforcement général de la cohésion interne : face à l'émergence d'un ennemi nouveau (le conservatisme politique allié à la répression étatique)[290], le « mouvement » avait serré les rangs, tout en testant ses capacités d'autodéfense. En ce sens, la victoire contre les « noirs » avait servi de tremplin pour relancer les ambitions d'affirmation sociale des étudiants universitaires[291] dont la lutte avait désormais fusionné avec la conflictualité des lycéens. En fait, juste après la conclusion du congrès national, les élèves du prestigieux lycée « Mamiani » (situé dans le quartier chic « Della Vittoria ») occupent l'établissement suivant les répertoires élaborés à « La Sapienza » : piquets, création de commissions d'études, production de documents de revendication[292]. L'expérience ne dure qu'un jour, mais marque tout de même l'expansion de la vague soixante-huitarde aux écoles secondaires de la ville[293], qui dès lors deviennent des sources inépuisables de bouillonnement social et de confrontation antifasciste[294]. En effet, moins d'une semaine après, grâce à une activité assidue de réoccupation et de désobéissance, ces « lycéens » obtiennent du Proviseur l'institutionnalisation du « droit d'assemblée »[295]. Dorénavant, ce droit deviendra la revendication de base de toute bataille menée dans les écoles secondaires de Rome.

Le « mouvement » n'avance pas seulement à l'intérieur du monde juvénile romain : les étudiants sont de plus en plus présents dans les situations de conflit ouvrier[296] - à partir des chantiers - et interviennent même sur le plan politico-électoral, avec

---

[290] Voir dans ce sens les articles d'un des plus importants journalistes italiens : Indro Montanelli, *Gli altri giovani,* "Corriere della Sera", 6 mars 1968.

[291] Le mouvement décide, en effet, de réduire les occupations afin de faire repartir l'activité didactique selon les préceptes de la « contre-université ». Voir : *Prima conquista studentesca : ripresi gli esami alla « pari »,* "L'Unità", 19 mars 1968 ; *Les étudiants de Rome renoncent provisoirement à occuper l'Université,* "Le Monde", 22 mars 1968.

[292] Sur le rôle de ce lycée dans la contestation étudiante romaine, voir : Paola Ghione et Mauro Morbidelli, *Rosso di lusso. I primi anni della contestazione nel liceo Mamiani,* Roma, Bulzoni, 1991.

[293] Voir : *La Celere caccia i ragazzi dal Mamiani: a calci e pugni sessanta liceali trascinati nelle celle di S. Vitale,* "L'Unità", 17 mars 1968.

[294] Si au niveau universitaire, les forces droitières avaient été marginalisées, dans le monde des écoles secondaires la présence néofasciste restait très élevée.

[295] Voir : *Il Preside costretto a riaprire il Mamiani: oggi riprendono le lezioni, i ragazzi possono riunirsi,* "L'Unità", 22 mars 1968.

[296] Pour ce qui est du commencement de l'intervention étudiante auprès des ouvriers romains, voir : Roberto Massari, *Operai e studenti uniti nella lotta,* cit.. Pour une critique interne à cette stratégie, voir : *Il movimento studentesco a Roma : esperienze e obiettivi,* cit., pp. 122-125. Voir le chapitre 4 de ce travail.

référence particulière au PCI[297]. D'ailleurs, le contexte international semble suivre le même chemin entrepris par ces jeunes romains[298] : pendant une semaine (8-14 mars), les étudiants polonais affrontent rudement la police, tout comme les Espagnols (10-15 mars)[299] ; le 17 mars à Londres une manifestation en faveur du Vietnam du Sud devant l'ambassade américaine aboutit à une journée de guérilla urbaine (200 arrestations et 86 blessés)[300] ; le 20 mars, 300 universitaires parisiens saccagent le siège de l'American Express et deux jours après, une assemblée générale à la faculté de Nanterre constitue le « Mouvement du 22 mars » qui élève immédiatement le niveau de conflictualité de la contestation étudiante française[301] ; le 23 mars, la Tchécoslovaquie entame son programme de réformes qui entrera dans l'histoire comme le « Printemps de Prague »[302] ; le 28 mars, les protestations contre la guerre au Vietnam conduisent les étudiants universitaires japonais à l'affrontement avec les forces de l'ordre qui protègent la flotte américaine[303] ; ce même jour, Martin Luther King se met à la tête de la « révolte noire de Memphis »[304] ; le 29 mars, un jeune brésilien est tué pendant la campagne de répression policière contre la contestation étudiante qui secoue le pays[305].

En avril, le mouvement étudiant de Rome - qui est donc en pleine ascension[306] - commence à se battre au dehors du périmètre universitaire : le 5 avril, un cortège protestataire lié à l'homicide de M. L. King se heurte à la police devant l'ambassade

---

[297] Voir : Oreste Scalzone, *Biennio rosso,* cit., p. 444. L'augmentation du conditionnement imposé au PCI par le mouvement étudiant est bien visible dans les organes de presse du parti. Voir : Paolo Bufalini, *Il partito e gli studenti,* "Rinascita", 1 mars 1968 ; Ottavio Cecchi, *Gli studenti di fronte ai partiti e agli operai,* "Rinascita", 15 mars 1968. Pour un regard neutre, voir : Jacques Nobécourt, *Désarroi des autorités de Rome - politiques, universitaires ou religieuses - devant les revendications des étudiants,* "Le Monde", 12 avril 1968.

[298] Voir : *La colère des étudiants,* "Le Monde", 18 mars 1968. Pour une lecture scientifique, voir : Geneviève Dreyfus-Armand et al. (dir.), *Les années 68 : le temps de la contestation,* Paris-Bruxelles, Complexe, 2000.

[299] Voir : *La polizia in Polonia scioglie con la forza i cortei di studenti,* "La Stampa", 14 mars 1968 ; *Spagna: duri scontri tra studenti e polizia. Serrate contro gli scioperi operai,* "L'Unità", 30 mars 1968.

[300] Voir : *Migliaia di londinesi attaccano l'ambasciata degli Stati Uniti,* "L'Unità", 18 mars 1968.

[301] Voir : *L'inquieta avanguardia degli studenti francesi,* "L'Unità", 20 mars 1968 ; *Les six jeunes interpellés sont remis en liberté,* "Le Monde", 25 mars 1968. Voir aussi : Jean-Pierre Duteuil, *Nanterre 1965-66-67-68 : vers le Mouvement du 22 mars,* Mauleon, Acratie, 1988.

[302] Voir : François Fejtő, *Le Printemps tchécoslovaque 1968*, Paris-Bruxelles, Complexe, 1999.

[303] Voir : Alain Bouc, *Tokyo: violentes bagarres (cent blessés),* "Le Monde", 30 mars 1968.

[304] Voir : *Une manifestation organisée par le pasteur King dégénère en émeute à Memphis,* "Le Monde", 30 mars 1968.

[305] Voir : *Les obsèques du lycéen tué par la police tournent à la manifestation contre le régime,* "Le Monde", 1er avril 1968.

[306] L'importance atteinte par le mouvement romain est signalée par l'organisation dans la capitale d'Italie du congrès international des étudiants en lutte. Voir : *Congrès international des étudiants à Rome,* "Le Monde", 13 avril 1968.

des États-Unis, causant une dizaine de blessés et d'arrestations[307]. Le 12 avril, l'attentat contre Rudi Dutschke[308] mobilise de nouveau le « mouvement », qui se déverse dans le centre-ville afin de défouler sa rage et de rassembler les fronts plus avancés de la contestation juvénile en Italie : pour ce faire quelques centaines d'étudiants s'attaquent aux symboles majeurs de la société de consommation occidentale, les voitures, en vandalisant les concessionnaires italiennes et allemandes[309].

À la fin du mois, le « mouvement » essuie ses premières défaites. Le 20 avril 1968, une manifestation contre l'activité du « Centre ABC » (Institut militaire d'expérimentation en matière d'armes chimiques et bactériologiques) situé à côté de « La Sapienza » tourne à la déroute : les forces de l'ordre attaquent les premières et arrivent à disperser rapidement les étudiants, qui se réfugient dans le Département de Physique[310]. Le 25 avril, la police politique accuse huit étudiants universitaires d'avoir réalisé, le 22 avril, un attentat incendiaire contre le dépôt romain de la « Boston Chemicals » (multinationale qui produit le Napalm utilisé au Vietnam) : deux d'entre eux, l'étudiant en Architecture Antonio Russo et le chercheur en Physique déjà cité Franco Piperno, sont arrêtés[311]. Pour protester contre la « répression policière », le 27 avril, le « mouvement » organise un cortège imposant qui partant de la cité universitaire se conclut devant la Cour suprême (dans le Centre historique, à côté du Vatican). Sous les slogans « Nous sommes contre cette légalité » et « Pouvoir Ouvrier », les étudiants et une délégation des « edili » sont rassemblés à Piazza Cavour (en face du Palais de Justice) quand les forces de l'ordre attaquent sans motivation

---

[307] Voir : *Corteo dall'Università all'Ambasciata Usa: centinaia di studenti manifestano contro l'assassinio di Luther King,* "L'Unità", 6 avril 1968.

[308] Le 11 avril 1968, un militant néonazi fortement influencé par la propagande anti-mouvement de l'éditeur Springer, tire trois fois sur Rudi Dutschke, leader de la SDS, en le blessant gravement : le mouvement étudiant allemand réagit violemment, arrivant à dévaster le siège de la maison d'édition (sur le toit du bâtiment les étudiants hissent le « drapeau rouge ») et se heurtant plusieurs fois les armes à la main avec la police (deux morts à Munich). Voir : *l'attentat contre Rudi Dutschke provoque de violentes manifestations d'étudiants,* Le Monde, 13 avril 1968 ; *Gli studenti in rivolta da Berlino a Monaco,* "L'Unità", 13 avril 1968.

[309] La « voiture » représentait la possibilité d'attaquer à la fois le système capitaliste italien et allemand, tous deux fondés sur l'industrie automobilistique. En plus, le jour d'avant, la police avait matraqué les grévistes de la Fiat et mis en état d'arrestation un membre du mouvement étudiant de Turin. Voir : *Forte corteo di giovani in centro : « la mano che ha sparato a Dutschke è la stessa che ha ucciso M.L. King",* "L'Unità", 13 avril 1968.

[310] Voir : *Brutale aggressione poliziesca contro i giovani che protestano davanti al centro nucleare dell'Università,* "L'Unità", 21 avril 1968.

[311] Voir : *Contro la repressione poliziesca: domani a Roma la protesta degli studenti,* "L'Unità", 26 avril 1968.

apparente[312] : la bagarre provoque 165 arrestations, 6 interpellations en justice et une cinquantaine de blessés[313].

Images de l'attaque policière contre la manifestation étudiante à « Piazza Cavour », le 27 avril 1968.

Source : Archives photographiques de « L'Unità »

[312] Un groupe d'avocats qui avaient assisté à la charge des fenêtres du Palais de Justice présente une dénonciation contre le comportement de la police. Ce document est cité dans Carlo Oliva et Aloisio Rendi, *Il movimento studentesco e le sue lotte,* cit.*,* p. 182. Voir aussi : *Rome : cinquante blessés,* "Le Monde", 30 avril 1968.

[313] Voir : Gianfranco Franci, *Scontri tra polizia e studenti a Roma: feriti trentasei agenti e 14 civili,* "La Stampa", 28 avril 1968. Voir aussi : *Gli studenti aggrediti dalla polizia a tradimento,* "L'Unità", 28 avril 1968.

Parmi les 6 jeunes dénoncés, il y a seulement un étudiant universitaire (d'ailleurs de nationalité iranienne) et bien trois « lycéens »[314] inscrits aux lycées « Mamiani », « Castelnuovo »[315] et « Lucrezio Caro »[316] : en signe de protestation, les étudiants de ce dernier courent occuper leur établissement scolaire. Les forces de l'ordre réagissent subitement, en évacuant brutalement ce bâtiment[317], ainsi qu'en mettant sous surveillance préventive les instituts plus turbulents de la ville, pendant plusieurs jours[318]. Une série fortuite d'évènements judiciaires - l'activation de la procédure de comparution immédiate pour les 6 interpellés, la libération pour vice de forme de Franco Piperno, la diffusion des rumeurs d'abus aux égards de Antonio Russo[319] – porte le « mouvement » à se réunir le 30 avril afin de réfléchir sur les réelles perspectives de lutte qui viennent de se déterminer. Au bout d'un débat agité, les étudiants concluent que : a) l'État est passé à la contre-attaque sur le plan militaire et judiciaire[320] ; b) à cause de ça, dorénavant toute manifestation du mouvement - même la plus petite et démonstrative - devra prévoir des protocoles d'autodéfense violente ; c) la maitrise des médias est désormais fondamentale pour conduire une bataille révolutionnaire dans un pays occidental[321]. Les étudiants ont en effet sous les yeux l'énorme potentiel de conditionnement que les moyens de communication produisent dans la naissante société de consommation[322] : le « mouvement » romain ne compte qu'un millier de militants, mais grâce à l'amplification médiatique il gagne souvent le centre de l'attention collective[323]. La continuation du parcours de lutte entrepris passe

---

[314] Les autres deux sont un avocat militant et un petit négociant.

[315] Situé dans le quartier chic « Trionfale ».

[316] Situé dans le quartier chic « Parioli ».

[317] *Selvaggia aggressione nel liceo Lucrezio Caro,* "L'Unità", 29 avril 1968.

[318] Voir : *I questurini al posto dei bidelli,* "L'Unità", 30 avril 1968.

[319] Voir : *Sotto accusa la polizia per la denuncia di Parri: confermate le sevizie subite dal giovane Antonio Russo nei locali della questura di Roma,* "L'Unità", 3 mai 1968.

[320] Le gros du Mouvement interprète l'agression de « Piazza Cavour » comme une vengeance de la police pour les faits de « Valle Giulia ». Voir : *Governo e DC responsabili delle violenze a Roma : sempre più numerose le testimonianze sul carattere premeditato dell'agguato teso dalla polizia contro gli studenti,* "L'Unità", 29 avril 1968

[321] Voir : Mario Scialoja (dir.), *Il '68 : voci e storia di quell'anno incredibile,* vol. 6, cit., 00 :00 :01 – 00 :07 :16.

[322] Voir : Jürgen Habermas. *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1962 ; Marshall MacLuhan et Quentin Fiore, *The Medium is the Message : an Inventory of Effects,* London, Penguin Group1967. Pour ce qui est de la littérature postérieure, voir : Edward S. Herman et Noam Chomsky, *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*, New York, Pantheon Books, 1988 ; Bernard Miège, *La société conquise par la communication,* Grenoble, PUG, 1996.

[323] Pratiquement toute manifestation du « mouvement » romain est filmée – sous forme de ciné-journal - par le jeune réalisateur Silvano Agosti, qui confie les musiques à Nicola Piovani (futur prix oscar pour la bande originale de « La vie est belle »). Ces films sont actuellement disponibles sur : http://senato.archivioluce.it/senato-luce/ricerca/libera/esito.html?query=cinegiornale+agosti+n.+1.
Pour ce qui est de la dimension médiatique de la vague soixante-huitarde à Rome et en Italie, voir :

donc par la préservation d'une image positive et séduisante du « mouvement » auprès de l'opinion publique[324] : dans le cadre d'une vision éminemment médiatique, l'espace urbain se transforme du coup en scène théâtrale où les attributs de bien, mal et justice sont déterminés par les commentateurs (à savoir, les producteurs du message). L'appréhension de cette vérité arrive seulement au lendemain des faits de « Piazza Cavour », lorsque malgré l'enregistrement vidéo des évènements qui disculpe les étudiants, le « mouvement » se retrouve fortement stigmatisé et condamné. La presse conservatrice et modérée fait passer en fait l'image d'une « manifestation séditieuse. Le groupe des étudiants, auxquels avec les incontournables activistes chinois s'étaient mélangés plusieurs voyous et ouvriers communistes, a entrepris la voie de la violence. […] à Piazza Cavour, ils ont agressé les premiers les policiers »[325]. Ces étudiants « subversifs, goujats, vandales, sales et drogués »[326] pensent absurdement « d'interpréter la démocratie par des actes de banditisme. Contre ce nouveau fascisme gâché […] de désordre, l'État doit réagir avec tous les moyens à disposition »[327]. La magistrature, enfin, après avoir refusé de visionner le film, condamne effectivement 4 des 6 interpellés à des peines sévères (entre 8 et 10 mois de prison) à la suite d'un procès ultrarapide[328].

Par conséquent, au début du mois de mai, le « mouvement » décide d'augmenter son engagement dans l'activité de propagande et d'affirmation sociale, en s'assurant tout de suite des espaces de communication dans l'arène publique : déjà pendant les célébrations pour le 1er mai, les étudiants – après avoir rudement contesté le secrétaire romain de la CGIL (le socialiste Agostino Marianelli) - obtient de faire parler un leur représentant (Franco Russo) à la foule ouvrière :

> Camarades, la répression aveugle qui a frappé dans ces jours les luttes étudiantes et ouvrières, ne fait que confirmer le visage autoritaire et réactionnaire de l'État bourgeois. Notre bataille contre l'école des patrons ne pouvait pas rester enfermée dans les facultés universitaires ! Notre lutte s'est immédiatement reliée avec les exclus de l'école : l'école

---

Peppino Ortoleva, *Il collettivo con la macchina da presa: fonti audiovisive per la storia del '68,* in Pier Paolo Poggio (dir.), *Il Sessantotto: l'evento e la storia,* cit.

[324] Pour ce qui est de la dialectique entre violence politique et médias, voir : Jean Baudrillard, *Les stratégies fatales,* Paris, Le livre de poche, 1983. Pour un focus sur le cas italien, voir : Franco Ferrarotti, *La violenza paga se ha un « teatro »,* "Corriere della Sera", 9 novembre 1978.

[325] Ainsi sur "Il Giornale d'Italia" du 28 avril 1968

[326] Ainsi sur "Il Tempo" du 28 avril 1968

[327] Ainsi sur "Il Messaggero" du 28 avril 1968

[328] *Hanno atteso sino a tarda notte la sentenza per i loro compagni,* "L'Unità", 7 mai 1968.

> de classe est telle, en effet, car l'accès n'est pas universel ; l'école est de classe, car sa mission publique est d'enseigner à certains de commander, et à d'autres d'obéir. Les étudiants ont alors exprimé leur charge de révolte contre ce système d'oppression, sans permettre aux corps intermédiaires de désamorcer les instances de base. Cette conscience politique générale a été atteinte pendant les affrontements qui se sont récemment passés, à partir de la bataille de "Valle Giulia". Les luttes des ouvriers et des étudiants contre les patrons doivent trouver une fusion dans la lutte contre le gouvernement, et plus en général contre la structure du pouvoir.[329].

Le 3 mai, le secrétaire national du PCI Luigi Longo publie un communiqué qui certifie l'établissement d'un accord informel avec le leadership étudiant en vue des élections politiques[330] : ouverture du parti communiste à certaines thématiques du « mouvement » en échange de soutien électoral[331]. Il s'agit de la tentative d'amplifier la portée sociale du message soixante-huitarde, tout en jouant la carte de la « progression révolutionnaire » dans le cadre d'une nouvelle étape tactique (de la plus grande stratégie antisystème du « mouvement »), qui prévoit d'accepter un compromis avec l'adversaire révisionniste (PCI) afin d'entrer en contact avec son énorme base militante. Comme le résume Oreste Scalzone (un des leaders étudiants qui avait rencontré Luigi Longo pour négocier cet accord)[332] :

> Sortir de l'isoloir et déposer dans l'urne un bulletin blanc signifie à nos jours faire une déclaration d'équivalence entre tous les partis, en termes absolus et pas en relation à une stratégie extraparlementaire et révolutionnaire. Ce signifie ne pas prendre en compte le caractère de

---

[329] Voir le ciné-journal n. 4, disponible sur : http://senato.archivioluce.it/senato-luce/scheda/video/IL3000082601/1/Cinegiornale-Agosti-Ndeg-4.html.

[330] Le secrétaire Longo affirme dans ce document : "*il faut reconnaitre que (le mouvement étudiant) a secoué la situation politique italienne, avec un aspect positif pour ce qui est de son caractère subversif à l'égard du système social national. […] La question est donc celle de trouver le lien politique et pratique entre les revendications étudiantes […] et les problématiques du mouvement ouvrier et populaire anticapitaliste. La question est celle des rapports et de l'unité d'action entre toutes les forces qui objectivement s'opposent au système* […] *notamment le rapport avec le Parti communiste, en tant que représentation et direction du gros de la classe ouvrière italienne […],* in Luigi Longo, *Il movimento studentesco nella lotta anticapitalistica*", "Rinascita – Il Contemporaneo", 3 mai 1968.

[331] Sur ce point, voir : Giuseppe Vacca, *Politica e teoria del marxismo italiano,* in Istituto Gramsci, *Il marxismo italiano negli anni Sessanta e la formazione teorico-politica delle nuove generazioni,* cit., pp. 136-137. Pour ce qui est des rapports entre PCI et mouvement étudiant pendant la vague soixante-huitarde, voir : Alexander Höbel, *Il Pci di Longo e il '68 studentesco*, cit., pp. 439-441.

[332] Pour le procès-verbal de cette réunion, voir : *Incontro di Longo con i compagni Jacoviello, Bandiera, Olivetti, Moretti, De Sanctis, D'Agostini, Scalzone (19 aprile [1968])***,** in « Archivio del Partito Comunista Italiano », Archivio Longo, *mf.* 441, pp. 5099-5131, Institut Gramsci de Rome.

> classe qui objectivement, et malgré tout, diversifie les partis entre eux. La révolution, donc, ne se réalise pas à travers un bulletin blanc. Vive Mao, il faut l'écrire dans la lutte et pas sur le bulletin[333].

Outre à la soudure avec la conflictualité des « lycéens » et à la restauration d'une dialectique politique avec le parti majeur de la gauche romaine, les étudiants de la capitale arrivent, au début de l'été, à intensifier drastiquement leur travail d'intervention dans les chantiers et dans les « borgate »[334] : malgré les récentes défaites subies et les troubles internes croissants causés notamment par les divergences entre militants ouvriéristes et maoïstes[335], le « mouvement » est de ce fait à l'apogée de son parcours. Au point que quand la contestation étudiante française éclate avec la proto-insurrection du Quartier Latin (6-7 mai 1968)[336], les dirigeants romains - persuadés d'être à l'aube d'une nouvelle « Prise de la Bastille », à savoir du début de la Révolution dans l'Occident capitaliste[337] - se déplacent en masse vers Paris[338]. Les évènements français - en raison notamment de leur ampleur sociale, de leur impact communicatif et de leur localisation dans un pays hyperdéveloppé[339] - conditionnent rapidement et profondément l'imaginaire des militants romains qui les interprètent

---

[333] Oreste Scalzone, *Studenti, partiti ed elezioni politiche*, 1968.

[334] Voir les chapitres 3 et 4 de ce travail. Pour une idée de la méthodologie propagandiste des étudiants dans les « borgate », voir : Mario Scialoja (dir.), *Il '68 : voci e storia di quell'anno incredibile,* vol. 5, cit., 00 :04 :55 – 00 :08 :43.

[335] Au sein du « mouvement », les maoïstes prônaient l'abstentionnisme électoral, tandis que les ouvriéristes animaient une campagne pour le « vote utile » en faveur du PCI

[336] Voir : "*Les violentes échauffourées du Quartier latin ont parfois pris l'allure d'un combat de rue : quatre cent vingt-deux arrestations, dont trente et une maintenues, près de six cents étudiants et policiers blessés*", in "Le Monde", 8 mai 1968. Pour ce qui est de la lecture opérée par la presse italienne, voir : Sandro Volta, *Battaglia sulle barricate a Parigi tra polizia e studenti : 300 feriti, "*La Stampa", 7 mai 1968.

[337] Sur le lien entre les événements de mai 68 et la diffusion d'une attente révolutionnaire en Occident, voir : Alain Touraine, *Le Communisme utopique : le mouvement de mai 1968*, Paris, Ed. du Seuil, 1968 ; Pierre Hempel, *mai 68 et la question de la révolution (1968-1988)*, Pris, La Boulangerie, 1988 ; Michael Seidman, *The imaginary Revolution : Parisian Students and Workers in 1968,* New York, Berghahn Books, 2004. Pour un regard militant, voir : Edgar Morin, Claude Lefort, Jean-Marc Coudray, *mai 1968 : la brèche. Premières réflexions sur les événements*, Paris, Fayard, 1968 ; Philippe Gavi, Jean-Paul Sartre, Pierre Victor, *On a raison de se révolter,* Paris, Gallimard, 1974.

[338] La présence d'étudiants italiens dans les mobilisations parisiennes se révèle dans l'occupation de la « Maison de l'Italie » (Cité universitaire internationale), ainsi que dans l'animation de certains piquets de grève. Voir : Alberto Jacoviello, *Ho assistito alla battaglia fra studenti e polizia,* "L'Unità", 12 juin 1968 ; Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti,* cit., pp. 42-47. D'ailleurs, la dialectique entre les mouvements italien et français est extrêmement intense, voir : Orestre Scalzone, *Sur l'occupation de la Faculté des lettres à l'Université de Rome* et Claudio Petruccioli, *L'assemblée et la délégation. Contribution à l'analyse du mouvement étudiant,* "Les Temps Modernes", n. 264, mai-juin 1968 ; Rossana Rossanda, *Les étudiants comme sujet politique* et Lucio Magri, « *L'État et la révolution » aujourd'hui,* "Les Temps Modernes", n. 266, août-septembre 1968.

[339] Voir : René Mouriaux et al. (dir.), *1968, exploration du mai français : actes du Colloque Acteurs et terrains du mouvement social de mai-juin 1968,* Paris, L'Harmattan, 1992 ; Michelle Zancarini-Fournel, *Le moment 68 : une histoire contestée,* Paris, Seuil, 2008.

comme un premier moment de crise de l'hégémonie bourgeoise sur le continent[340]. Comme le remarque brillamment Lelio Basso (président du PSIUP), qui résume les sensations des étudiants italiens :

> Il n'y a aucun doute que Paris a connu dans ces jours un évènement révolutionnaire, car tout le corps social était entré en agitation (non seulement l'université et les usines, mais aussi le théâtre, la télévision, le journalisme, le monde de l'art et en partie les campagnes), mais également, car le ciment qui réunissait toutes les catégories sociales en lutte était la contestation du principe d'autorité et du pouvoir […]. En premier lieu, la théorie selon laquelle dans le monde capitaliste l'intégration et la dépolitisation ont rendu désormais impossible tout mouvement révolutionnaire a été démentie : les contradictions capitalistes sont toujours actives, notamment celle opposant la force de travail et les rapports de production, à savoir la lutte des forces productives pour le pouvoir. En deuxième lieu, même la théorie selon laquelle ce sont toujours les campagnes qui doivent assiéger la ville est dépassée par le fait qu'encore une fois, l'élan révolutionnaire est arrivé d'une grande ville industrielle. Enfin, il est évident que les partis de la gauche traditionnelle (non seulement en France, mais dans l'Occident en sa totalité) sont encore prisonniers de modèles qui rendent très difficile la compréhension de ce qui se passe dans le monde capitaliste moderne[341].

D'abord exalté par ces considérations, le « mouvement » reste toutefois profondément déçu par le retour en force du gaullisme à la fin de mai[342]. À l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale (30 mai), l'ensemble de la gauche romaine commence à se préoccuper sérieusement d'une possible dérive autoritaire qui pourrait aussi fonctionner comme modèle pour les gouvernants italiens[343].

---

[340] Pour ce qui est de l'influence des évènements français sur la vague soixante-huitarde en Italie, voir : *Quando si muove la Francia: nelle strade di Parigi si può decidere il futuro dell'Europa,* "L'Espresso", 2 juin 1968; André Gorz, *Maggio e dopo,* "Problemi del socialismo", 32-33, juillet-août 1968 ; Lucio Magri, *Considerazioni sui fatti di maggio,* 1968 ; Silvana Mazzocchi, *La Comune di maggio: storia, documenti e testimonianze della insurrezione degli studenti e operai, Parigi 1968,* 1968; *Francia: un anno dopo,* "Città Futura", 1, n. 3-4, avril-mai 1969; Antonio Benci, *Immaginazione senza potere : il lungo viaggio nel Maggio francese in Italia,* 2011.

[341] Lelio Basso, *I proletari in colletto bianco,* "L'Astrolabio", n. 24, 16 juin 1968.

[342] Voir : *Les urnes contre les barricades,* "Le Nouvel Observateur", n. 189, 26 juin – 2 juillet 1968 ; François Audigier (dir.), *mai 68 en débats*, "Parlement(s) : Revue d'histoire politique", n. 9, 2008.

[343] Voir : Alberto Jacoviello, *La prova di forza,* "L'Unità", 31 mai 1968. Cette frénésie se transformera en panique au lendemain des élections politiques en France, voir : Eugenio Scalfari, *L'ondata nera di*

MANIFESTIAMO IN TUTTE LE FORME LA NOSTRA SOLIDARIETA' E LA NOSTRA VOLONTA' DEMOCRATICA

Oggi alle ore 19 tutti all'Esedra al comizio unitario del PCI e del PSIUP

Parleranno i compagni VECCHIETTI E NATTA

l'Unità

ORGANO DEL PARTITO COMUNISTA ITALIANO

Di fronte al possente movimento unitario il generale reagisce con un estremo tentativo di salvare il regime in crisi

De Gaulle sfida la Francia

Prime ferme risposte dei comunisti e della sinistra

Il generale scioglie l'Assemblea, parla di elezioni ma agita lo spettro della guerra civile — Mobilitazione delle destre nella Capitale Reparti militari circondano Parigi — Una dura dichiarazione di Mitterrand e una presa di posizione del partito di Mendes France

I sindacati invitano i lavoratori a intensificare la lotta

La prova di forza

Dichiarazione dell'Ufficio politico del PCF

OGGI

delitti perfetti

La Une de « L'Unita' » du 31 mai 1968 qui montre bien l'attention angoissée réservée par les communistes italiens à la situation française.

Le 31 mai, le « mouvement » décide de participer à la manifestation antigaulliste organisée par le PCI et le PSIUP[344] : sous le slogan « Rome comme Paris », les étudiants arrivent à entraîner un millier de travailleurs vers Place Farnèse, siège de l'Ambassade de France en Italie. Quelques centaines de carabiniers et policiers en tenue antiémeutes sont présents et se lancent sur les manifestants quand ces derniers enflamment un pantin évoquant de Gaulle. Contrairement aux faits de « Piazza Cavour », cette fois-ci le « mouvement » est bien préparé à l'affrontement, pouvant en plus profiter de la structure urbaine favorable de la zone (un labyrinthe de ruelles et d'étals de marché) pour mettre finalement en pratique les techniques de petite guérilla urbaine décrites dans les manuels d'autodéfense violente et exemplifiées par les

---

De Gaulle : dopo la rivoluzione mancata del 29 maggio, la sinistra francese guarda con paura all'avvenire, "L'Espresso", 30 juin 1968.

[344] Voir : *Tutti all'Esedra: manifestazione per la Francia in lotta,* "L'Unità", 31 mai 1968.

incidents parisiens. Pendant plusieurs heures, forces de l'ordre et étudiants se disputent ce morceau de territoire métropolitain : les premiers tentant de répéter l'efficace répression du 27 avril, les secondes pensant reproduire une nouvelle « Valle Giulia » au dehors des confins universitaires. Une idée de ce qui se passe est restituée dans le compte-rendu paru sur la revue « L'Astrolabio », liée à la gauche sociale prolétaire du PSIUP :

> Un groupe d'agents avance sous le slogan " due, tre, molte Piazza Cavour", tout en poursuivant les ouvriers et les étudiants qui disparaissent rapidement dans les ruelles qui entourent Campo de' Fiori. Ailleurs, des étudiants obligent une vingtaine de policiers à jeter par terre la matraque et à lever les mains. Dans certaines ruelles, on voit bruler des voitures qui ont été utilisées pour ériger des barricades, derrière lesquelles des manifestants se préparent à tenir la position […]. La bataille, incroyablement dynamique, a duré environ trois heures. Pour les spectateurs qui regardaient du haut, il s'agissait d'un passage continuel de poursuivants et de poursuivis, qui de temps en temps se rencontraient et s'échangeaient les rôles[345].

Le bilan final est de 25 blessés, 11 voitures brulées, 54 arrestations et 4 comparutions en justice[346]. Comme le note l'historien Marco Grispigni, les heurts de « Piazza Farnese » marquent une étape majeure du parcours de la conflictualité étudiante vers l'affrontement de rue et la violence offensive[347]. Pendant ces trois heures de bataille métropolitaine, en effet, les jeunes militants romains ont expérimenté une sorte d'initiation à l'esprit d'une véritable insurrection : s'appropriant, d'un côté, des répertoires « barricadiers » élaborés pendant les mythiques révoltes françaises de mai 68 ; de l'autre, la contestation étudiante de sa dimension corporative pour l'intégrer dans une lutte éminemment politique et générale[348]. D'ailleurs, les confins de l'Université ne semblent plus adaptés ni suffisants, à héberger un « mouvement » si avancé[349], comme témoigné par les

---

[345] Daniela Boensch, *Lo scontro a Campo dei Fiori,* "L'Astrolabio", 23, 9 juin 1968, pp. 17-18.

[346] Voir : *Violenti scontri davanti all'ambasciata di Francia,* "L'Unità", 1 juin 1968.

[347] Voir : Marco Grispigni, *Generazione, politica e violenza: il Sessantotto a Roma,* cit., p. 103.

[348] Sur l'importation en Italie des répertoires de lutte élaborés en France et sur l'émancipation politique de la contestation étudiante, voir : *Scontri tra polizia e manifestanti che sfasciano le vetrine dei negozi,* "La Stampa", 2 juin 1968 ; Claudio Risé, *La battaglia di via Solferino, "*L'Espresso", 16 juin 1968.

[349] La conclusion de la IVe législature parlementaire (4 juin 1968) avait comporté aussi l'enterrement définitif de la Loi n. 2314 (« Piano Gui ») qui avait été à l'origine de la mobilisation universitaire.

séquelles des accrochages de Place Farnese. Terminés les affrontements, les étudiants se réfugient en fait à « La Sapienza » avec l'intention de l'occuper encore une fois, se retrouvant toutefois confrontés à la réaction instantanée des forces de l'ordre qui encerclent la cité universitaire. Après deux jours de provocations réciproques, un commando de néofascistes – décidé à étouffer « l'épidémie barricadière française » qui serait en train d'infecter la jeunesse romaine[350] - attaque les occupants à coup de pierres et de bâtons. L'inévitable bagarre (10 blessés et 53 étudiants inculpés) fournit le prétexte à la police pour pénétrer dans le périmètre universitaire et évacuer tout le monde[351].

d) La crise organisationnelle et l'échec du projet politique du « Mouvement » romain

L'incapacité de reprendre « La Sapienza » dans les semaines suivantes et la privation conséquente de son propre berceau urbain – dans un contexte qui voit aussi l'involution des rapports instaurés avec la classe ouvrière citadine[352] et l'aggravation constante de la répression judiciaire[353] - met en exergue la crise naissante d'un « mouvement » qui est désormais devenu trop grand pour s'alimenter exclusivement de la dynamique universitaire. Le processus tempétueux de développement qui en l'espace de quelques mois avait projeté une protestation sectorielle (l'opposition au « Piano Gui ») dans le champ de la « révolution rouge », dépasse son propre point de rupture au lendemain de la manifestation antigaulliste de 31 mai 1968, tout en provoquant de ce moment une perte progressive de soutien et d'énergie. La vague soixante-huitarde romaine, en effet, commence à régresser en parfaite coïncidence

---

[350] Sur la réaction de l'extrême droite italienne aux évènements de mai 68 en France, voir : Guido Panvini, *Ordine Nero, guerriglia rossa,* cit., p. 34-36. Pour un regard comparé, voir : Pierre Milza, *L'Europe en chemise noire : les extrêmes droites européennes de 1945 à aujourd'hui,* Paris, Flammarion, 2004, pp. 115-138. Sur les sensations internes au monde d'ultragauche italien à la fin de mai 68, voir : *Il maggio francese apre una fase nuova della rivoluzione in Europa,* "Bandiera Rossa", XIX, n. 11, 1er juin 1968.

[351] Voir : *Università: l'aggressione preparata dai teppisti ha riaperto la strada ai poliziotti,* "L'Unità", 4 juin 1968; *A Roma, la polizia sgombera l'ateneo,* "La Stampa", 4 juin 1968.

[352] Sur l'échec du travail du « Conseil de liaison avec la classe ouvrière » du mouvement étudiant romain, voir : Carlo Oliva et Aloisio Rendi, *Il movimento studentesco e le sue lotte,* cit., pp. 81-82. Voir aussi le chapitre 4 de ce travail.

[353] Le 11 juin le Tribunal de Rome condamne deux étudiants à des peines sévères (de 9 mois à 1 an) pour les heurts de « Piazza Farnese ». En juillet, 4 dirigeants du « mouvement » sont touchés par des mesures judiciaires : les déjà cités Antonio Russo et Franco Piperno écopent d'une interdiction de séjour à Rome, tandis que Franco Russo et Oreste Scalzone sont dénoncés pour occupation illicite des propriétés universitaires. Voir : *Dura condanna contro due giovani di Campo de' Fiori,* "L'Unità", 12 juin 1968 ; *Dirigente studentesco arrestato due volte per lo stesso reato,* ivi, 11 juillet 1968.

avec la résorption de la contestation étudiante en France[354] : déjà le 7 juin – jour de l'intervention policière contre l'occupation de la Renault à Flins[355] - l'entente cordiale avec le PCI vole en éclats, à cause d'un article incendiaire publié par le leader de l'aile droite du parti (Giorgio Amendola), dans lequel, en prenant modèle sur la tournure des évènements en France, le politicien accuse les étudiants italiens de « gauchisme anarchiste » et « d'extrémisme infantile »[356]. Cette double défaite simultanée (la fin du rêve d'une insurrection en France et la rupture inattendue de l'accord avec le PCI) interrompt soudainement la construction du projet politique du « mouvement », qui d'un seul coup perd la possibilité faire avancer ces instances, aussi bien sur le plan symbolique (la participation à une « révolution au cœur de l'Occident capitaliste ») qu'à l'échelle de la société romaine, dans laquelle le parti communiste se prévaut désormais d'une influence remarquable[357]. L'attaque de Giorgio Amendola établit d'ailleurs le début d'un processus de durcissement à l'égard des positions radicales, qui se manifeste dans le PCI une fois passées les élections politiques : il s'agit d'une rédétermination comportementale à caractère légaliste – dont les raisons politiques ont été déjà décrites dans le deuxième chapitre – qui passe par la fermeture progressive des canaux de communication avec les milieux extraparlementaires, comportant naturellement l'isolement croissant d'un « mouvement » qui ne peut espérer de trouver d'autres interlocuteurs politiques[358]. En fait, à la différence de la dynamique française, au sein de laquelle les étudiants pouvaient compter sur le soutien généralisé de l'intelligentsia nationale[359], en Italie la plupart des intellectuels – notamment de gauche

---

[354] Pour un regard comparé, voir : Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil : l'après 68 en France et en Italie,* cit.

[355] Voir : *Sérieux accrochages à Flins où les ouvriers de Renault tentent de réoccuper l'usine avec le concours des étudiants venus de Paris,* "Le Monde", 8 juin 1968

[356] "*Je crois […] qu'il est inutile d'ignorer les points d'opposition […] tout en continuant à dresser dans nos journaux un tableau acritique du mouvement étudiant […]. Il est nécessaire de rappeler et de valoriser, face à ce retour d'extrémisme infantile et de vieilles positions anarchistes, le patrimoine que nous avons accumulé pendant des décennies de dures expériences […]. Déjà Lénine avait averti de ne pas jouer avec l'insurrection […]. Nous n'avons besoin faire la cour aux jeunes […]. Les jeunes, il faut les respecter dans une seule manière, en établissant avec eux un rapport critique, non vicié par attitudes paternalistes ou flatteuses qui cachent grossièrement le désir d'obtenir facilement une grande popularité*", in Giorgio Amendola, *Necessità della lotta su due fronti,* "Rinascita", 7 juin 1968.

[357] Sur la croissance électorale constante du parti communiste à Rome, entre les années 1960 et 1970, voir le chapitre 2 de ce travail.

[358] Pour ce qui est de la progression de ce repositionnement du PCI dans le cadre romain, voir : *L'impegno dei comunisti,* "L'Unità", 9 décembre 1970 ; *Gruppi di teppisti feriscono 5 giovani e malmenano professori all'Università,* "L'Unità", 6 février 1976.

[359] Pour ce qui est de la dialectique forte et durable entre mouvement étudiant français et intellectuels, voir : Bernard Brillant, Intellectuels *: les ombres changeantes de mai 68,* "Vingtième Siècle", n. 98, 2008, pp. 89-99. Voir aussi : Marco Di Maggio, *les intellectuels et la stratégie communiste : une crise d'hégémonie (1958-1981),* Paris, Ed. sociales, 2013.

– stigmatise la révolte soixante-huitarde[360]. Ces maitres à penser italiens mettent en question la nature révolutionnaire de la contestation, qui au-delà d'une certaine dose d'anticonformisme juvénile ne serait qu'une expression moderne du « maximalisme petit-bourgeois »[361], pilier historique du « fascisme de gauche » en Italie[362]. L'extraction sociale du gros des étudiants en lutte (classes moyennes) et leur idéologisation hâtive révélerait un esprit corporatif et égoïste, finalement anti-prolétaire et despotique[363]. Dans cette perspective, le « mouvement » resterait limité à une bataille interne à la bourgeoisie italienne : les nouvelles générations qui tentent de remplacer les adultes au sein du système de domination capitaliste, moyennant le spectre de la révolte populaire. Les intellectuels qui évoluent autour du parti communiste, en particulier, semblent partager la croisade lancée par Georges Marchais au lendemain de la fermeture de la Sorbonne :

> Les thèses et l'activité de ces révolutionnaires pourraient prêter à rire. D'autant qu'il s'agit, en général, de fils de grands bourgeois - méprisants à l'égard des étudiants d'origine ouvrière - qui rapidement mettront en veilleuse leur flamme révolutionnaire pour aller diriger les entreprises de papa et y exploiter les travailleurs dans les meilleures traditions du capitalisme[364].

En ce sens, la relation hostile que le militant romain entreprend avec les principaux artistes engagés, devient l'emblème médiatique de la systématisation à la sauce italienne de ce sentiment anti-mouvement : l'évènement-clé de ce rejet idéologico-

---

[360] Voir : Nicola Chiaromonte, *La rivolta conformista: scritti sui giovani e il 68,* Forlì, Una Città, 2009.

[361] Sur les origines du concept de "maximalisme petit-bourgeois" en Italie, voir : *Massimalismo piccolo-borghese,* "L'Unità", 17 juin 1925. Pour ce qui est de sa persistance dans le système italien, voir : Bruno Bongiovanni, *Ma il massimalismo non è solo a sinistra,* "L'Unità", 13 mai 2001. Sur l'emploi de cette catégorie dans le monde de gauche italien, durant les années 1970, voir : Ermanno Taviani, *PCI, estremismo di sinistra e terrorismo,* cit., pp. 234-248 ; Fabrizio Loreto, *Il sindacalismo confederale nei due bienni rossi,* in Paul Ginsborg (dir.), *I due bienni rossi del Novecento 1919-20 e 1968-69: studi e interpretazioni a confronto,* Roma, Ediesse, pp. 170-171.

[362] Pareillement en Allemagne, où le célèbre sociologue Jürgen Habermas accusait la SDS d'être un mouvement de fascistes de gauche, voir : *Dutschke a Praga,* Bari, De Donato, 1968, pp. 7-21.

[363] Cette aporie est mise en exergue même par les commentateurs plus proches à la mouvance étudiante, voir : Rossana Rossanda, *L'anno degli studenti*, cit., pp. 5-22 ; Franco Fortini, *Il dissenso e l'autorità,* "Quaderni Piacentini", n. 34, mai-juillet 1968, pp. 91-100.

[364] Georges Marchais, *De faux révolutionnaires à démasquer,* "L'Humanité", 3 mai 1968. Sur la circulation des interprétations du mouvement étudiant entre PCF et PCI, voir : Giulia Strippoli, *Le PCF et le PCI face au mouvement étudiant de 1968, "*Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique", n. 11-113, 2010, pp. 99-112.

moral de la mobilisation soixante-huitarde survient le 16 juin 1968[365] - après quelques disputes occasionnelles, dont la plus célèbre est la querelle entre étudiants romains et le romancier Alberto Moravia, entrée dans l'histoire grâce au slogan « Mao si, Moravia no ! »[366] - à l'occasion d'une table ronde organisée par la revue progressiste « L'Espresso ». On y discute d'une poésie de Pier Paolo Pasolini dédié à la « bataille de Valle Giulia » qui attaque frontalement les étudiants, en les définissant comme une (inconsciente) branche petite-bourgeoise de l'oppression néo-capitaliste[367] :

> Avete facce di figli di papà / Buona razza non mente. / Avete lo stesso occhio cattivo. / Siete paurosi, incerti, disperati / (benissimo) ma sapete anche come essere / prepotenti, ricattatori e sicuri: / prerogative piccoloborghesi, amici. / Quando ieri a Valle Giulia avete fatto a botte / coi poliziotti, / io simpatizzavo coi poliziotti! / Perché i poliziotti sono figli di poveri. / Vengono da periferie, contadine o urbane che siano. […] I ragazzi poliziotti / che voi per sacro teppismo (di eletta tradizione risorgimentale) / di figli di papà, avete bastonato, / appartengono all'altra classe sociale. / A Valle Giulia, ieri, si è cosi avuto un frammento / di lotta di classe: e voi, amici (benché dalla parte / della ragione) eravate i ricchi, / mentre i poliziotti (che erano dalla parte / del torto) / erano i poveri[368].

Pendant le débat, Pasolini insiste, affirmant l'impossibilité d'une intégration positive entre mouvement étudiant et classe ouvrière, en raison de l'antinomie irrémédiable qui opposerait bourgeoisie et prolétariat :

> alors que l'occupation d'une usine de la part de l'ouvrier représente un acte révolutionnaire; l'occupation d'une université de la part de l'étudiant représente seulement la guerre civile. Il ne faut jamais oublier

---

[365] D'ailleurs, le même jour de l'évacuation de la Sorbonne qui conclut pratiquement la contestation étudiante française, voir : *Quatorze manifestants ont été placés sous mandat de dépôt,* "Le Monde", 17 juin 1968.

[366] Les étudiants romains accusent Moravia d'être un « intellectuel organique au système » à cause de son contrat d'éditorialiste avec le quotidien conservateur « Corriere della Sera » et surtout de ces considérations critiques sur la Révolution Culturelle chinoise parues à la fin de 1967 dans le volume *La rivoluzione culturale in Cina.* L'artiste réagit stigmatisant le « mouvement » romain comme un sous-produit de la bourgeoisie bureaucratique italienne. Voir : Partito Marxista-Leninista Italiano, *Viva la grande rivolta del Sessantotto : n celebrazione del XX anniversario del più grande avvenimento della storia della lotta di classe del dopoguerra in Italia,* "Il Bolscevico", 1989, pp. 36-37.

[367] La teneur des considérations de cette poésie déclenche une polémique incandescente dans les milieux rouges italiens. Voir à ce propos, les rudes échanges entre Pier Paolo Pasolini et Franco Fortini : Franco Fortini, *Contro gli studenti,* 1968, in Id., *Questioni di frontiera,* Torino, Einaudi, 1977.

[368] Pier Paolo Pasolini, *Vi odio cari studenti (Il Pci ai giovani!),* "L'Espresso", 16 juin 1968.

> cette distinction. Voilà pourquoi, je rappelle aux étudiants : "Attention, entre vous et les ouvriers, aucune entente n'est possible […]". Ça signifie que la bourgeoisie fait les barricades contre elle-même, que les "fils à papa" se révoltent contre les "papas". Le but des étudiants n'est plus la révolution, mais la guerre civile : mais, je le répète, la guerre civile n'est qu'une guerre sainte que la bourgeoisie combat contre elle-même[369].

Les représentants du « mouvement » réagissent durement et après avoir taxé Pasolini de « conservatisme populiste », abandonnent la table, en marquant idéalement la rupture d'une dialectique intergénérationnelle entre vieux et nouveaux intellectuels[370].

À l'arrivée de l'automne, le processus de régression s'achève : ghettoïsé politiquement par le PCI, réprimé physiquement par le système judiciaire, critiqué idéologiquement par l'intelligentsia de gauche[371], le « mouvement » romain finit par se replier sur lui-même. L'action contestataire perd de sa cohésion et se désarticule en une série hétérogène d'agitations de faculté, tandis que les courants politiques internes se structurent en groupes compétitifs et autoréférentiels[372]. En fait, en octobre 1968, la « base » étudiante - principalement orientée vers le « maoïsme des gardes rouges » - se rassemble dans « l'Unione dei marxisti leninisti d'Italia »[373] qui se dote immédiatement de ses propres commissions et conseils[374]. En même temps, la direction du « mouvement » commence à subir une polarisation de ses composantes majeures : les trotskistes et les ouvriéristes[375]. Les secteurs plus modérés, enfin, tentent dans cette période une difficile réconciliation avec le PCI, sous l'hypothèse d'une réorganisation en sens autonomiste de la FGCI[376].

---

[369] Le procès-verbal de la table ronde est disponible sur : http://www.pasolini.net/saggistica_tavolarotondaEspresso.htm.

[370] Sur le rôle des intellectuels italiens pendant les premières décennies républicaines, voir : Simonetta Piccone Stella, *Intellettuali e capitale nella società italiana del dopoguerra,* Bari, De Donato, 1972 ; Piero Lucia, *Intellettuali italiani del secondo dopoguerra,* Napoli, Guida, 2003. Voir aussi la chanson *Gli intellettuali* de Giorgio Gaber publiée en 1972.

[371] Voir : Paolo Sylos Labini, *La Campana critica,* "L'Astrolabio", n. 9, 3 mars 1968, pp. 20-22 ; Silvio Lanaro, *Storia dell'Italia repubblicana,* cit., p. 367.

[372] Voir le chapitre 6 de ce travail.

[373] Un autre groupe maoïste, plut petit, se forme sous le nom emblématique de « Valle Giulia – Stella Rossa ».

[374] Voir : Carlo Oliva et Aloisio Rendi, *Il movimento studentesco e le sue lotte,* cit., pp. 84-86.

[375] Voir les actes du Congrès national des mouvements étudiants, tenu à l'Université « Ca' Foscari » de Venise du 2 au 7 septembre 1968, publiés sur le n. 10 (octobre 1968) de la « Monthly Review ». Pour un regard historiographique, voir : Giacomo Parrinello, *La sinistra rivoluzionaria italiana dopo il Sessantotto: esperienze, orizzonti, linguaggi,* "Storicamente", n. 4, 2008, disponibile sur: http://www.storicamente.org/05_studi_ricerche/parrinello.htm.

[376] Voir : *Movimento operaio e movimento studentesco. Convegno organizzato da PCI-FGCI. Ariccia, 29-30 novembre-1° dicembre 1968*, suppl. a "Nuova generazione", n. 24, 1968. Voir aussi :

Le seul front d'agitation étudiante qui résiste est celui des « lycéens », grâce notamment à la constitution d'un réseau de « comités unitaires de base », reliant les avant-gardes militantes de chaque école en lutte aux « conseils » universitaires encore actifs[377]. En pleine crise opérationnelle, la mouvance universitaire reverse donc toutes ses ressources résiduelles dans la promotion du combat dans les écoles secondaires de la capitale[378]. Ces dernières, en effet, au dépit de l'explosion soixante-huitarde, étaient restées ancrées à une pédagogie autoritaire et sourde à toute revendication étudiante[379] : l'incapacité du système politique à comprendre les nouvelles exigences juvéniles et le pédantisme bureaucratique des proviseurs alimentait de fait la rage des « lycéens », qui désormais avaient intériorisé le discours d'émancipation élaboré par leurs ainés universitaires[380]. Le « 68 » romain se conclut, en ce sens, par une ultime flambée de contestation étudiante, alimentée, notamment, par les lycéens. Le 26 septembre 1968, le Département de Pédagogie de « La Sapienza » héberge le colloque national des écoles secondaires en lutte, dont la motion finale porte sur la nécessité d'obtenir à tout prix l'institutionnalisation du « droit d'assemblée » pendant les heures de classe, la mise à égalité des instituts professionnels et technico-commerciaux et l'abolition du code disciplinaire[381]. Les protestations commencent le 1er octobre : l'intensité, amplifiée par le climat d'émoi collectif lié au « massacre de Tlatelolco » [382], est telle que les appareils de sécurité activent subitement des contre-mesures. Le 3 octobre, la magistrature de Rome incrimine un groupe de lycéens du « Lucrezio Caro » pour la participation à la manifestation de « Piazza Cavour » (du 27 avril) ; le 17 octobre, le proviseur du « Liceo Mamiani » - épicentre historique de ce front de lutte

---

L'Unità tra operai e studenti garanzia di sviluppo della lotta per il socialismo, "L'Unità", 30 novembre 1968.

[377] Voir : Carlo Oliva et Aloisio Rendi, *Il movimento studentesco e le sue lotte,* cit*.,* p. 86.

[378] Voir : Commissione delle Facoltà tecnico-scientifiche del Movimento studentesco di Roma, *Scuola e sviluppo capitalistico*, "Linea di Massa", 1968.

[379] Voir : Paolo Meucci, *Via le basette, via i capelli lunghi, grembiule per le ragazze nelle scuole: etichetta e formalismo contro la protesta,* "Il Giorno", 18 octobre 1968.

[380] Voir : Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit*.,* pp. 271-277.

[381] Voir : *Il convegno degli studenti medi a Roma: "A scuola ci insegnano soltanto ad ubbidire",* "L'Unità", 28 septembre 1968.

[382] Le 2 octobre 1968, dix jours avant l'ouverture des Jeux Olympiques, l'armée mexicaine attaque le mouvement étudiant qui s'était rassemblé dans la « Place des Trois Cultures » à Tlatelolco : les soldats encerclent les manifestants à l'aide des chars de combat et commencent à tirer sur la foule, en assassinant de 200 à 300 étudiants. Voir : Kate Doyle, *The Tlatelolco Massacre: Declassified U.S. Documents on Mexico and the Events of 1968*, "National Security Archive Electronic Briefing Book", n. 10, octobre 2003, disponible sur: http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB99/index.htm. En Italie, cet événement prend une importance particulière en raison du fait que la journaliste Oriana Fallaci reste gravement blessée pendant la fusillade, voir : Oriana Fallaci, *Niente e così sia*, Milano, Rizzoli, 1969.

à Rome[383] - suspend les trois étudiants les plus impliqués dans les agitations[384]. Le « mouvement » réagit d'abord en organisant l'occupation de l'établissement scolaire et ensuite en animant une série de teach-in (consacrés à la « répression policière ») dans les autres lycées de la ville et dans les Départements d'Économie et d'Architecture[385]. L'action des « lycéens » s'agrandit et atteint son apogée à la fin de l'automne[386] : le 14 novembre, ils se projettent au dehors des écoles et se lancent dans les manifestations de la grève générale pour le « droit à la retraite ». Au prix d'un rude affrontement avec les carabiniers (4 arrestations), les étudiants arrivent même à entrainer une partie des travailleurs en cortège au Département « occupé » de Pédagogie, afin de les faire participer à un meeting « révolutionnaire »[387]. Le 3 décembre, l'assemblée des « comités unitaires de base » réunie à « Architecture » décide une journée de blocage total de l'activité didactique pour protester contre la « circulaire Scaglia »[388] : 30 000 étudiants – surexcités en plus par le tout récent « massacre de Avola »[389] - se concentrent au Colisée afin d'affirmer que « le Mouvement romain a désormais remplacé la bataille contre les recteurs et les proviseurs avec la lutte à la totalité de l'organisation capitaliste ainsi qu'à la structure de l'État »[390]. Le matin du 10 décembre, le comité de base du « Mamiami » occupe de nouveau le lycée : un professeur et un concierge qui tentent de s'opposer, restent blessés. Deux jours après, les forces de l'ordre évacuent brutalement l'établissement, tandis que le Proviseur suspend 175 étudiants et décrète la fermeture sine die[391]. Le « mouvement » contre-attaque en activant des occupations de solidarité (notamment

---

[383] Voir : *Combattivo fermento nei licei: "Vogliamo libertà d'assemblea!",* "L'Unità", 17 octobre 1968.

[384] Voir : *Il Preside si appella al ministro: "Sono cento i ragazzi da punire",* "L'Unità", 18 octobre 1968.

[385] Voir. *Si riaccende la protesta degli studenti attorno ai ragazzi espulsi dal Mamiani,* "L'Unità", 20 octobre 1968.

[386] Voir : Franco Antonicelli, *Studenti medi,* "L'Unità", 3 décembre 1968 ; *Roma, lotta di massa degli studenti medi,* "Quindici", n. 14, décembre 1968, pp. 16-17.

[387] Voir : Ugo Baduel, *Una massa di giovani ieri a Santi Apostoli,* "L'Unità", 15 novembre 1968.

[388] Circulaire ministérielle qui concède le droit d'assemblée, en le limitant toutefois aux horaires extrascolaires. Voir : Paolo Meucci, *Il ministro approva le assemblee,* "Il Giorno", 26 novembre 1968.

[389] Le 2 décembre 1968 à Avola (Sicile) une manifestation de journaliers agricoles tourne à la tragédie : 2 paysans tués et 5 gravement blessés à cause de l'intervention armée de la police. Voir : *Non basta il compianto più sincero : le uccisioni non sono una fatalità,* "La Stampa", 4 décembre 1968.

[390] "*Voilà le mouvement étudiant – qui a gagné contre les manœuvres réformistes des proviseurs et les menaces, les chantages de la répression […] – ne lutte plus contre les proviseurs et les recteurs, mais contre l'organisation capitaliste dans sa totalité et contre la structure de l'État. […] Les comités de base sont la structure fondamentale du mouvement étudiant en tant qu'organisation politique révolutionnaire ; car non seulement ils président à l'auto-organisation des luttes étudiantes, mais ils constituent un réseau politique qui opère pour former un front général anticapitaliste*", in Il Movimento Studentesco, tract, 3 décembre 1968, disponible sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/ms/roma/roma.htm.

[391] Voir : *Invadono il "Mamiani" occupato questurini aizzati dal Preside,* "L'Unità", 12 décembre 1968 ; *Centinaia di giovani sospesi al Mamiani,* ivi, 14 décembre 1968.

au Département de Lettres et à l'Institut technique « Giovanni XXIII ») et en constituant un piquet devant le lycée qui comportera l'arrestation de 14 étudiants[392].

Les énergies et les ressources des jeunes contestataires romains sont, toutefois, au bout du rouleau. Pour stopper cette montée drastique de la tension, une petite initiative très intelligente du nouveau ministre de l'Éducation nationale, Fiorentino Sullo sera suffisante : le 18 décembre, après s'être rendu au « Mamiani » pour écouter les revendications étudiantes, le ministre fait révoquer toute mesure disciplinaire, concède le « droit d'assemblée » pendant les heures de classe et s'engage pour la mise à égalité des écoles secondaires[393]. Cette intervention concrète freine rapidement la mobilisation des « lycéens », qui se calment, considérant d'avoir obtenu une première victoire : de ce fait, la dernière source de conflictualité interne au mouvement étudiant romain est désamorcée. Le 68 à Rome est terminé[394].

VI. *La désagrégation du mouvement étudiant romain et le saut vers l'extrémisme armé (1969-1976)*

À Rome, comme d'ailleurs dans les autres réalités métropolitaines d'Italie, la fin de la vague soixante-huitarde ne comporte, toutefois, aucune résorption de la conflictualité étudiante : en effet, ce qui détermine réellement le passage à l'après-68 italien se retrouve plutôt dans la diminution numérique de la mobilisation, ainsi que dans la dissolution du paradigme unitaire de la lutte[395]. À partir de 1969, le « mouvement » romain se réorganise, tout en compensant la baisse de la participation juvénile par une intensification de l'engagement militant : ce qui reste de l'ancien front compact des étudiants se fragmente définitivement en une série de groupes extraparlementaires qui institutionnalisent les lignes précédentes de division internes

---

[392] Voir : *Mamiani: "Respingiamo il diktat del preside poliziotto,* "L'Unità", 15 décembre 1968.

[393] Voir : *Condonate le sospensioni al "Mamiani": Sullo convoca i Provveditori agli studi,* "La Stampa", 19 décembre 1968; Paolo Meucci, *Ribadito da Sullo il diritto all'assemblea,* "Il Giorno", 17 janvier 1969.

[394] Voir : Gaetano Tumiati, *Quel famoso "Mamiani",* "La Stampa", 21 décembre 1968.

[395] Voir : Sydney Tarrow, *Democrazia e disordine. Movimenti di protesta e politica in Italia, 1965 – 1975,* cit.; Henner Hess, *La rivolta ambigua*, cit. ; Marco Scavino, *La piazza e la forza. I percorsi verso la lotta armata dal Sessantotto alla metà degli anni Settanta,* in Simone Neri Serneri, (dir.), *Verso la lotta armata*, cit., pp. 117-206.

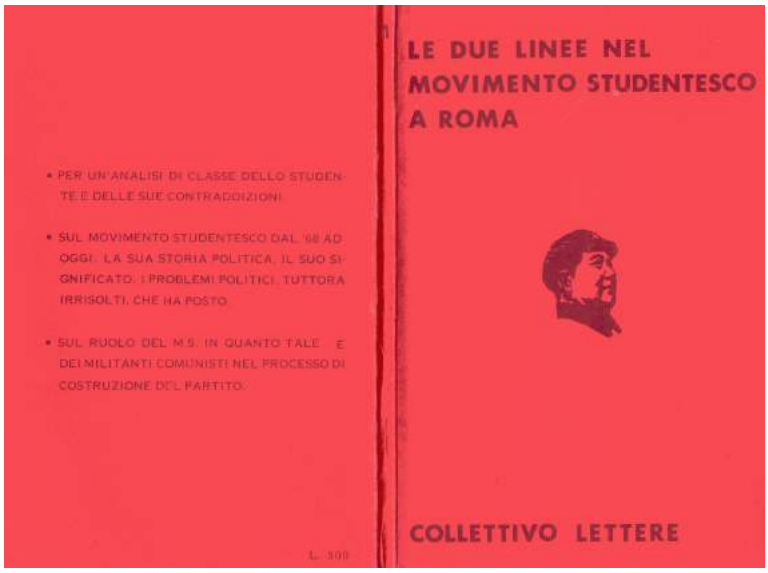
au « mouvement »[396]. Les trotskistes se réunissent sous le drapeau de « Unità Operaia », des « Nuclei Comunisti Rivoluzionari », des « Gruppi Comunisti Rivoluzionari » et de « Viva il Comunismo » ; les ouvriéristes forment « Potere Operaio », « Lotta Continua » et « Sinistra Leninista » (plus tard entrée dans « Avanguardia Operaia ») ; les maoïstes se rassemblent dans la déjà cité « Unione dei marxisti-leninisti d'Italia » et dans la « Lega rivoluzionaria della scuola » ; les communistes, les socialo-prolétaires et les catholiques dissidents se proposent, en revanche, comme interlocuteurs critiques des partis de gauche, notamment à travers la création d'un réseau de « Collectifs étudiants » géré initialement par « Il Manifesto ». Tous ces groupes veulent perpétuer et développer le patrimoine antagoniste soixante-huitard (répertoires, stratégies, liaisons, mythologies) au-delà de son cycle de vie, moyennant la transmission de cette conflictualité étudiante dans un plus grand projet révolutionnaire à caractère néomarxiste[397]. Comme l'affirme, au tout début de la nouvelle décennie, un document des « collectifs étudiants » portant sur les ambitions de la stratégie militante :

> Tandis que le mouvement étudiant relance la lutte révolutionnaire – en passant de la contestation de l'école de classe à l'attaque contre toutes les institutions de l'État bourgeois – des couches grandissantes de travailleurs se heurtent non seulement avec les conséquences du développement capitaliste, mais avec la même division capitaliste du travail. De ce fait, une nouvelle unité de classe, non médiée […] par les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, se profile[398].

[396] Pour une idée de la dissension opposant les différents groupes post soixante-huitards romains, voir : Comitato Comunista Marxista-Leninista, *Dicembre 1970 : cronaca politica delle lotte a Roma,* in « Fondo Memorie di Carta », Stefano Lepri, d. 66, f. 1, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[397] Voir : Walter Tobagi, *Storia del Movimento Studentesco e dei marxisti-leninisti in Italia,* Milano, SugarCo, 1970. Pour une reconstruction détaillée, voir le chapitre 6 de ce travail.

[398] Assemblea dei rappresentanti dei circoli e dei collettivi, *Costituzione di un centro di iniziativa comunista a Roma,* 22-23 avril 1970, in « Fondo Memorie di Carta », Raul Mordenti, d. 7, f. 19, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome. Pour ce qui est des autres composantes idéologiques, voir : Unione dei Comunisti Italiani (marxisti-leninisti), *La casa è un diritto per chi lavora! Avanti nella lotta contro il governo responsabile della miseria e dello sfruttamento!,* 11 novembre 1970, « Fondo Memorie di Carta », Raul Mordenti, d. 6, f. 16, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome; I compagni di Unità Operaia, *Occorre riprendere la lotta con maggiore forza,* in « Fondo Memorie di Carta », Ferruccio Cesaretti, d. 69, f. 10, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome; Lotta continua, *I padroni attaccano con la crisi e la repressione. Rispondiamo con l'unità di tutti i proletari*, suppl. a "Lotta Continua", 26 mai 1971.



Un Document produit par le « Collectif du Département de Lettres », qui tente de relancer en 1971 un projet unitaire de mobilisation étudiante face au processus de fragmentation qui a investi le « Mouvement » dès 1969.

Source : "Fondo Memorie di carta", Raoul Mordenti, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome

Du reste -parce qu'il visait à rejoindre d'autres conflits sociaux, tels que les agitations ouvrières et la « lutte pour le logement » - un tel tournant opérationnel paraissait comme un parcours indispensable aux yeux des jeunes militants romains[399] : de fait, la longue bataille pour la création d'une « contre-université » n'avait produit qu'une très légère réforme limitée aux critères d'accès[400], tandis que la véritable affirmation sociale du « mouvement » s'était avéré seulement à travers les manifestations antisystèmes et les affrontements de rue[401]. Un sentiment de confrontation globale qui par ailleurs s'était ultérieurement intensifié à la suite de

[399] "*Nous avons compris de pouvoir transformer la crise en une DÉFAITE POUR LES PATRONS. À Rome, NOUS POUVONS AUJOURD'HUI le faire surtout dans les quartiers populaires et dans les borgate. Nous nous organisons ensemble - ouvriers, chômeurs, étudiants, camarades – pour PRENDRE TOUT CE QU'IL NOUS FAUT : les logements, les transports publics, les choses à manger*", in Potere Operaio-Lotta Continua, *Sabato 1° maggio ore 10,30: Tutti al Quarticciolo!,* « Fondo Memorie di Carta », Paolo Palazzi, d. 3, f. 11, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.. Voir aussi : Viva il Comunismo, *Compagni, studenti,* 18 décembre 1971, « Fondo Memorie di Carta », Ferruccio Cesaretti, d. 23, f. 1, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[400] Loi n. 910 du 11 décembre 1969 qui rend universel l'accès universitaire indépendamment du parcours de formation suivi dans les écoles secondaires.

[401] Voir : Il Collettivo generale del Movimento Studentesco, *Il movimento studentesco romano,* septembre 1970, « Fondo Memorie di Carta », Raul Mordenti, d. 6, f. 16, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

l'attentat de « Piazza Fontana » (Milan, 12 décembre 1969), première étape de la stratégie de la tension en Italie[402].

Dans cette perspective à l'arrivée des années 1970, « La Sapienza » redevient un espace essentiellement pacifié, l'activisme étudiant s'étant désormais déplacé au dehors des facultés. Cependant, même si la violence se fait sporadique[403] et cesse de concerner l'Université, elle continue à exercer une fonction d'agrégation urbaine pour les multiples âmes de l'ultragauche romaine. Grâce à sa position géographique – située à mi-chemin entre le centre-ville et les périphéries hyperpeuplées de l'est prolétaire – et à la réputation « d'agora citadine » construite pendant les mobilisations soixante-huitardes, « La Sapienza » évolue en un port franc pour l'ensemble de l'ultragauche romaine. Dans une première phase (1969-1973), la cité universitaire sert en effet d'accueil pour les meetings de coordination intergroupe, de siège pour les colloques de la mouvance révolutionnaire locale, de centrale antifasciste et anti-impérialiste, de point de rencontre et de refuge à l'occasion des manifestations[404]. Ensuite, une fois les groupes extraparlementaires entrés en crise (1974-1976), l'Université se transforme en une articulation territoriale de l'activité subversive des nouveaux milieux antagonistes de la capitale : en fait, comme bien décrit dans les chapitres précédents, grâce notamment à la force du collectif du Département de Physique, les formations « autonomes » romaines arrivent à faire de « La Sapienza » un des trois bastions (avec le siège de « Via dei Volsci » dans le quartier « San Lorenzo » et le « Policlinico ») de leur quartier général en ville[405].

Cette inscription de la conflictualité universitaire dans un plus vaste antagonisme révolutionnaire passe par l'épuisement d'une série de dynamiques qui avaient jusque-là alimenté la contestation soixante-huitarde à Rome[406]. En premier lieu, l'achèvement du cycle émotionnel lié à la martyrologie étudiante : si la mort de Paolo Rossi (27 avril 1966) avait déclenché la mobilisation du « mouvement », la mort de Domenico

---

[402] Voir : *Migliaia in corteo fino all'Università: per la verità sulle bombe del 12 dicembre '69, contro il fermo di polizia,* "L'Unità", 13 décembre 1972.

[403] Dans l'après-68 les tensions se concentrent autour du Département de Droit dans lequel opèrent notamment les nazis-maoïstes de « Lotta di Popolo ». Voir : *Una base per bande fasciste all'Università : perchè l'estrema destra gioca le sue carte nella facoltà di Giurisprudenza,* "L'Unità", 4 mars 1973.

[404] Voir : *Assemblea contro il fascismo: A Scienze Politiche, in risposta all'eggressione dell'altro giorno,* "L'Unità", 20 décembre 1972; *Appassionata manifestazione attorno ai giovani sud-americani,* ivi, 18 octobre 1973; Aldo Grandi, *Insurrezione armata,* cit., pp.407-409.

[405] Voir : *"Collettivo di Fisica": un gruppo provocatorio nato nella crisi dell'ateneo,* "L'Unità", 28 décembre 1975; *Arrestata nella facoltà di Fisica una studentessa del "Collettivo",* ivi, 9 mars 1976.

[406] Sur les retombées des multiples dimensions de 68 à travers les années 1970, voir : Augusto Illuminati, *Percorsi del '68 : il lato oscuro della forza,* Roma, DeriveApprodi, 2007. Voir aussi : Isabelle Sommier, *La legittimazione della violenza. Ideologie e tattiche della sinistra extraparlamentare,* Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata,* cit., pp. 265-284.

Congedo (27 février 1969) en marque la conclusion. Les deux tragédies se rassemblent incroyablement : des journées de profonde agitation[407] – caractérisées par un crescendo d'affrontements entre militants « noirs » et « rouges »[408] - se terminent par la chute fatale d'un jeune étudiant universitaire qui évolue occasionnellement aux marges du « mouvement ». Domenico Congedo tombe d'une fenêtre du département occupé de Pédagogie, en essayant d'échapper au siège organisé par un groupe de néofasciste afin de « libérer » la faculté[409]. Paradoxalement toutefois, tout ce qui avait été propulsé deux ans auparavant au nom de Paolo Rossi (solidarité, résistance intransigeante, martyrologie) est rapidement démantelé par l'oubli substantiel qui entoure le décès de Domenico Congedo. Comme le rappelle l'historienne Francesca Socrate :

> Congedo était une victime, un martyre potentiel du panthéon soixante-huitard. Par contre […], la réaction du mouvement fut un processus d'oubli rapide et inexorable. La mort de Congedo, en effet, laissa très peu de traces dans le mouvement étudiant […] destiné à se dissoudre en l'espace de quelques jours. […] Pour sa mort, aucun cortège […]: seulement quelques tracts. […] Le mouvement […] avait renoncé dès le début à commémorer Congedo […], tout en l'expulsant de son "discours" […], car ce mécanisme spontané d'appartenance à la communauté étudiante qui pendant une petite phase avait marqué "l'annus mirabilis" était désormais entré en crise. La participation occasionnelle à l'occupation d'une faculté ou la connaissance de quelques membres du mouvement n'était plus suffisante. Il ne suffisait plus être connu et reconnu […] pour appartenir à la communauté "étroite et heureuse" dont avait parlé Adorno. Au moment de sa mort, cette

[407] Le 4 janvier 1969, le « mouvement » romain avait organisé une journée de guérilla urbaine (vandalisation des filiales romaines de l'American Express, des boutiques chics du centre-ville et de la rédaction du quotidien droitier « Il Giornale d'Italia ») pour solidarité avec Soriano Ceccanti, étudiant du mouvement de Pise resté paralysé à cause de l'intervention armée de la police pendant une manifestation à Viareggio. Voir : *Proteste di giovani in centro – Decine di assemblee popolari,* "L'Unità", 5 janvier 1969 ; *Gli studenti protestano in varie zone della città*, "Il Messaggero", 5 janvier 1969 ; *In tutto il centro proteste dei giovani*, "Paese sera", 5 janvier 1969.

[408] Le 22 janvier 1969, un commando de néofascistes se heurte au piquet qui surveille le Département de Sciences Politiques ; le 17 et le 19 février, des groupes noirs attaquent l'occupation du Département de Pédagogie ; ce même jour, une bombe explose devant le Département de Génétique (occupé). Voir : *Roma Università*, 1967-1970, in « Ministero dell'Interno-Gabinetto », d. 354, f. 15584/69, Archives Centrales de l'État.

[409] Voir : *Tragica morte di uno studente precipitato dalla facoltà di Magistero,* "Il Tempo", 28 février 1969 ; *Una bandiera rossa sull'Ateneo per il compagno di lotta,* "L'Unità", 1er mars 1969.

> communauté ne l'avait pas accepté et démontrait ainsi, probablement, ne plus exister [410].

Ce changement d'attitude révèle la mutation irréversible, voire la maturation des instances internes au « mouvement » romain, qui ont désormais intégré le scandale de la violence et de la mort : dans ce sens, la disparition silencieuse de Domenico Congedo accompagne symboliquement la sortie de scène de la « question universitaire » en tant que facteur primaire de la conflictualité étudiante. En fait, pendant l'hiver 1969, le « mouvement » expérimente fugitivement sa dernière bataille pour la réforme du système académique, juste avant de se désarticuler définitivement à la fin de mars, sous la pression d'une confrontation idéologique de plus en plus violente[411].

Dans cet intervalle, une nouvelle occupation de « La Sapienza », entamée en janvier 1969[412] et organisée initialement pour protester contre le « Plan Sullo »[413], se vide rapidement de sa signification sectorielle (profitant aussi de la démission de ce ministre progressiste, le 24 mars 1969)[414] pour devenir la place forte de l'offensive antagoniste d'un « mouvement » proche à se diviser en groupes révolutionnaires concurrents. En ce sens, l'Université cesse de représenter la cible de la contestation étudiante pour servir dorénavant de lieu de rencontre et de départ pour les campagnes itinérantes de la contestation juvénile, qui occasionnellement arrive à impliquer franges d'ouvriers et de chômeurs dans le cadre de grandes manifestations antisystèmes. Une mutation fonctionnelle qui se fait évidente justement au lendemain de la mort de Domenico Congedo, quand la rhétorique et les choix tactiques des étudiants révèlent un désintérêt inédit pour les évènements strictement « universitaires », y compris le décès d'un collègue imputable indirectement aux blitz néofascistes. Dans un polycopié du 28

---

[410] Francesca Socrate, *Una morte dimenticata e la fine del Sessantotto*, "Dimensioni e problemi della ricerca storica", n. 1, 2007, pp. 174-175.

[411] Voir : Potere Operaio, *Proposte per l'organizzazione del movimento studentesco,* été 1969, Fondo Gianfranco Travaglini, d. 3, f. 13, Institut Parri de Bologne.

[412] Voir : *Roma Università*, 1967-1970, in « Ministero dell'Interno-Gabinetto », d. 354, f. 15584/69, Archives Centrales de l'État (Rome).

[413] Nouveau projet de réforme universitaire proposé par le ministre de l'Éducation nationale Fiorentino Sullo. Voir : *Il nuovo progetto Sullo per la riforma dell'Università,* "La Stampa", 20 février 1969.

[414] Voir : Antonio Gambino*, Sullo: perché mi sono dimesso*, "L'Espresso", 30 mars 1969. Le démocrate-chrétien Fiorentino Sullo a toujours affiché pendant sa carrière politique une attitude fortement progressiste et moderniste, qui souvent entrait en conflit avec la ligne générale de son parti : de ce fait, ses positions et ses propositions, généralement basées sur une planification technocratique, se révélaient trop avancées par rapport aux exigences dominantes au sein de la "Démocratie Chrétienne". Notamment en deux occasions, lors de la présentation de ses projets de loi en matière urbanistique (1962) et universitaire (1969), il fut publiquement désavoué par son parti et finalement obligé à démissionner.

février 1969, utilisé comme ordre du jour pour la première assemblée générale après les incidents, Domenico Congedo est cité superficiellement comme « une victime de la répression étatique, soutenue par les escadrons néofascistes », tandis que tout le reste du document porte sur la « nature révolutionnaire du mouvement » et sur son droit à utiliser tous les moyens possibles contre un « pouvoir qui a mobilisé la globalité de son appareil militaire et propagandiste »[415]. En termes comportementaux, la défense de l'occupation de la cité universitaire, face à l'imminente tentative d'évacuation de la part des forces de l'ordre, est incroyablement abandonnée : les étudiants romains jugent en effet plus important concentrer dorénavant les ressources militantes dans la continuation des opérations de déstabilisation contre la visite officielle de Richard Nixon à Rome[416], commencées déjà le jour d'avant selon des répertoires très virulents :

> Pendant cinq heures, Rome a été le théâtre de heurtes très violents entre policiers, ouvriers, étudiants : le bilan est dramatique […]. Un cadre douloureux et impressionnant : pendant des heures, le centre-ville a été bloqué, paralysé, militarisé ; les magasins sont restés fermés, les dommages ont été lourds. Pendant des heures, l'air dans le centre-ville a été irrespirable à cause des dizaines de bombes lacrymogènes lancées par la police et à cause du feu qui a investi plusieurs voitures dans les zones où les affrontements ont atteint le maximum d'intensité[417].

Quand l'année suivante (26 mai 1970), la jeunesse gauchiste romaine réagit à la tenue du Congrès de l'OTAN dans la capitale, déclenchant une sorte d'insurrection urbaine dans la zone prolétaire de la « Garbatella »[418], la définition d'un nouveau parcours – intégralement inscrit dans le sillage de la « guérilla » antisystème – pour les membres du mouvement étudiant en voie de dissolution semble définitivement achevée.

Pour cela, la pratique antagoniste des étudiants romains se caractérisera, dès lors, par une progressive radicalisation des répertoires de lutte, qui comportera l'adoption

---

[415] « Fondo Memorie di Carta », Raoul Mordenti, d. 4, f. 10, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[416] Voir : Francesca Socrate, *Una morte dimenticata e la fine del Sessantotto*, *cit.,* pp. 168-176.

[417] Kino Marzullo, *Roma in stato d'assedio: ora per ora la drammatica giornata di lotta antimperialista,* "L'Unità", 28 février 1969. Voir aussi : *Nuovi gravi disordini a Roma: assalto contro una tipografia,* "La Stampa", 1er mars 1969; Alfonso Madeo, *Nuovi disordini a Roma mentre parte il Presidente americano*, "Corriere della Sera", 1er mars 1969.

[418] Voir : *Gli incidenti a Roma per le cariche della polizia contro gli studenti,* "L'Unità", 27 mai 1970 ; *I gravi disordini a Roma dopo il comizio anti-Nato,* "La Stampa", 27 mai 1970. Cet événement et son rôle au sein du parcours d'accès à la lutte armée dans la réalité romaine, seront abordés en détail dans les chapitres 6 et 7 de ce travail.

des barres de fer et des pistolets à côté des cocktails Molotov et des pierres[419]. Une contribution fondamentale à ce processus de militarisation à travers les années 1970 – causé comme on le disait plus haut par la tentative de perpétuer le patrimoine soixante-huitard nonobstant la régression numérique de la mobilisation juvénile – est apportée par le durcissement du contexte sociopolitique au sein duquel l'ultragauche romaine se retrouve à agir[420]. Trois facteurs, en particulier, conduisent une partie considérable des étudiants engagés vers des formes d'action sectaires et outrancières[421] : la nouvelle stratégie « gouvernementaliste » du parti communiste (« compromesso storico »)[422], qui porte le PCI à soutenir toutes les mesures extraordinaires pour la restauration de l'ordre public ; l'agrandissement des pouvoirs de répression policière décrété justement par la « loi Reale » (n. 152) du 22 mai 1975[423] ; enfin, l'explosion du phénomène néofasciste en ville à remorque de la « stratégie de la tension »[424]. En fait, c'est notamment le retour en force du FUAN - qui après la crise de '68 et les scissions « hérétiques » de 1969-1970 avait retrouvé son ancien rôle de bastion anticommuniste au cœur des milieux universitaires romains – à catalyser les pulsions violentes les plus extrêmes et profondes[425].

VII. *1975, le baptême du feu : les homicides de Mikis Mantakas, de Mario Zicchieri et de Pietro Bruno*

À l'issue de cette escalade se situe l'affaire de « Via Ottaviano », 28 février 1975, qui inaugure *de facto* la période des « années de plomb » à Rome[426]. Ce jour-là, dans

---

[419] Voir : Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti,* cit*.,* pp. 168-176 ; Prospero Gallinari, *Un contadino nella metropoli,* cit*.,* pp. 168-169.

[420] Sur la perception de ce durcissement, voir : Potere operaio di Roma, *Operai, studenti uniti contro lo Stato*, suppl. à "Potere operaio", III, n. 43, septembre-octobre 1971 ; Massimo Massimi, *Autoriduciamoci il golpe,* "Puntocritico: "Periodico del Collettivo politico di Giurisprudenza", n. 1, novembre 1974.

[421] Voir : *Gravi incidenti nel centro della città,* "L'Unità", 5 mars 1974.

[422] Voir le chapitre 2 de ce travail.

[423] Notamment, l'extension à 96 heures de la détention provisoire en absence d'un chef d'accusation et la possibilité pour les forces de l'ordre d'utiliser les armes pour empêcher préventivement la réalisation d'un crime potentiel.

[424] Voir : Alberto Rapisarda, *Roma: duecentomila in corteo dimostrano contro il fascismo,* "La Stampa", 29 novembre 1971; *Un anno di violenze fasciste,* "L'Unità", 14 janvier 1973.

[425] Voir : *Roma contro i fascisti,* "Potere Operaio del Lunedì", III, n. 26-38, 28 janvier 1973 ; *Un lungo e difficile intervento operatorio per salvare la vita ai due giovani feriti dallo squadrista del FUAN,* "L'Unità", 10 mai 1973 ; *Incursione fascista ad Architettura,* ivi, 20 février 1974.

[426] Voir : Francesco Grignetti, *Mantakas : la morte che scatenò gli Anni di piombo,* "La Stampa", 28 février 2005.

la zone résidentielle du « Rione Prati », de graves affrontements entre jeunes gauchistes (principalement des « autonomes », anciens de PotOp) et groupes « noirs » réunis autour du FUAN provoquent la mort de Mikis Mantakas, étudiant néofasciste en médecine d'origine grecque[427]. Les militants extrémistes se disputent, les armes à la main, le contrôle du territoire devant la Cour d'assises, afin de s'assurer l'accès au procès pour le « massacre de Primavalle » (16 avril 1973), dont le principal accusé est l'étudiant « ouvriériste » Achille Lollo[428] :

> Pendant les multiples corps-à-corps, des dizaines de personnes sont blessées. Des coups de pistolet (calibre 7,65) ont été tirés devant le Tribunal. Moyennant des lance-pierres et des billes, les vitres situées aux deux premiers étages de la section pénale et du tribunal de première instance ont été cassées. Une voiture de la police a été incendiée : dedans, il y avait un officier et deux agents qui sont arrivés à se sauver […]. Après la charge de la police et la lancée des gaz lacrymogènes, les groupes se sont déplacés de Piazzale Clodio aux ruelles contiguës, tout en continuant à se donner la chasse[429].

Une fois terminée l'audience, les néofascistes mal en point tentent de se réfugier auprès de la plus proche section du MSI rue Ottaviano : ici, la bataille se transforme en siège. À maintes reprises, les « noirs » essaient de briser l'encerclement en opérant des sorties avec des barres de fer et des lance-fusées, tandis que les « rouges » répliquent en utilisant cocktails Molotov et pistolets. Enfin le drame : deux étudiants « ouvriéristes » d'Architecture, Alvaro Lojacono et Fabrizio Panzieri, tirent sur le commando néofasciste, et tuent d'un coup à la tête, Mikis Mantakas. En tant que victime d'homicide volontaire pour raisons politiques, Mantakas devient immédiatement un martyre du néofascisme romain[430] et à son nom se développera la spirale de vendettas réciproques caractérisant les « années de plomb » dans la

---

[427] Un autre néofasciste (Fabio Rolli) et 4 militants « rouges » sont aussi blessés. Pour une reconstruction détaillée, voir : Luca Telese, *Cuori neri*, cit., pp. 214-262.

[428] Lors de cet attentat, deux adolescents, fils du secrétaire de la section MSI du quartier « Primavalle », meurent brulés. Sur l'importance de cet attentat pour la radicalisation de la violence politique à Rome, voir : Collettivo Potere Operaio, *Primavalle, incendio a porte chiuse,* cit. ; "Controinformazione", *Da Primavalle a via Ottaviano,* Roma, Edizioni di Controinformazione, 1975 ; Luca Telese, *Cuori neri,* cit.*,* pp. 63-119 ; Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti,* cit.*,* pp. 291-295. Ces aspects seront abordés dans les chapitres 6 et 7 de ce travail.

[429] Fabrizio Carbone, *Scontri a fuoco fra estremisti: un fascista ucciso, molti feriti. Roma: esplode la tensione per il processo di Primavalle,* "La Stampa", 1er mars 1975.

[430] Voir : Pierluigi Zavaroni, *Caduti e memoria nella lotta politica,* cit.*,* pp. 133-136.

capitale[431] : le 16 octobre 1975, au sein de la plus importante section citadine du FUAN - située en rue Siena, juste sur une ligne de démarcation urbaine délimitant la « zone rouge » du « Policlinico » et la « zone noire » de place Bologna à l'intérieur du quartier « Nomentano »[432] - nait en effet le « Circolo Michele Mantakas »[433]. Dans cette section se formeront les « Nuclei Armati Rivoluzionari » (N.A.R.), groupe majeur de la seconde génération néofasciste romaine, qui contribuera fortement à ensanglanter l'histoire de la capitale vers la fin de la décennie 1970[434]. Le 28 février 1976, l'étudiant gauchiste (militant de « Avanguardia Operaia ») Francesco Cardini est tabassé et gravement poignardé pendant la journée de guérilla urbaine que les néofascistes ont organisée pour le premier anniversaire de l'homicide Mantakas[435] : c'est le début d'une récurrence macabre, qui verra les militants « noirs » de la capitale déclencher des chasses armées contre les « rouges » de la ville, à chaque anniversaire[436].

L'exercice de l'antifascisme militant se révèle encore plus décisif pour élever la virulence des « lycéens » dans l'après-68[437] : le fait qu'au contraire du monde universitaire, les écoles secondaires continuent à représenter toujours un milieu de recrutement et d'action politique pour l'extrême droite romaine, comporte en effet une radicalisation violente des appartenances idéologiques[438]. Dans les lycées et les instituts de la capitale, la vague soixante-huitarde, au dépit de sa connotation gauchiste, n'était pas arrivée à anéantir ou à marginaliser les instances néofascistes, qui déjà au tournant de 1970 s'étaient réorganisées en formations très agressives, telles que le « Fronte d'Azione Studentesca » (FAS) et le « Fronte della Gioventù » (FdG)[439]. La

---

[431] Voir : *Violenze dei fascisti a Roma,* "La Stampa", 2 mars 1975 ; *Quarto giorno di violenze dei gruppi fascisti a Roma,* ivi, 4 mars 1975 ; *Almirante: saremo costretti a difenderci da soli,* "Corriere della Sera", 4 mars 1975.

[432] Voir le chapitre 6 de ce travail.

[433] Voir : « Fondo Pubblica Sicurezza », Categoria G : 1944-1986, d. 309, f. G. 5/9:283, Archives Centrales de l'état (Rome). Un autre « Circolo Michele Mantakas » sera inauguré à la fin del 1975 en plein centre-ville (rue 4 Fontane) à côté de la direction nationale du MSI. Une section « Mantakas » sera créée pendant l'été 1976 à la « Magliana » (quartier « Portuense ») : un des dirigeants, Angelo Pistolesi, sera assassiné le 28 décembre 1977 par un commando d'extrême gauche, voir : *Ucciso a Roma l'autista del raid di Saccucci,* "L'Unità", 29 décembre 1977.

[434] Voir le chapitre 7 de ce travail.

[435] Voir : *Nell'anniversario dell'uccisione del giovane greco Mantakas*: *Aggressioni e provocazioni fasciste. Accoltellato uno studente, è grave,* "L'Unità", 29 février 1976.

[436] Voir : *Catena di attentati fascisti a Roma, "*Lotta Continua", 1er mars 1978.

[437] Voir : Luigi Manconi, *Il nemico assoluto. Antifascismo e contropotere nella fase aurorale del terrorismo di sinistra,* cit., pp. 47-91.

[438] Voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa,* cit., pp. 240-241.

[439] Le FAS est étroitement lié au groupe le plus important de l'extrême droite italienne, « Ordine Nuovo ». Le FdG, en revanche, nait de la fusion entre deux associations juvéniles du MSI : la « Giovane Italia » et le « Raggruppamento giovanile studenti e lavoratori ». Voir : Marco De Troia, *Fronte della Gioventù. Una militanza difficile tra partito e società civile,* cit.; Federico Gennaccari, *Italia tricolore,* cit.; Alessandro Amorese, *Fronte della Gioventù: la destra che sognava la rivoluzione,* San Casciano, Eclettica, 2013.

persistance de la militance « noire » dans les écoles romaines nonobstant l'affirmation généralisée en ville d'une koinè juvénile néomarxiste[440] est due à une combinaison de facteurs. Géographiques : la distribution en un maillage serré des établissements sur le territoire urbain ; socio-économiques : la composition interclassiste de la population étudiante ; anthropologiques : l'esprit de contradiction des adolescents ; pédagogiques : une didactique rétrograde et autoritaire.

Étant donnée la géographie politique inégale et discontinue de la ville, les écoles se retrouvent souvent à l'intersection de zones ennemies, tout en finissant par réunir des jeunes à extractions sociales et à inclinations idéologiques opposées : cette situation permet aux multiples cellules de quartier de l'extrême droite romaine d'intervenir de près sur cette minorité d'élèves qui pour cause de tradition familiale, d'anticonformisme et de rébellion juvénile n'accepte pas d'adhérer au modèle gauchiste régnant[441]. La majorité des « lycéens », héritiers de la sécularisation d'après miracle économique et engagés dans l'apprentissage des préceptes léninistes, considèrent cette socialisation politique à caractère fascisant comme une pulsion réactionnaire et bestiale ; à savoir, un instrument contre-révolutionnaire au service de la répression[442]. En ce sens, pour ces jeunes la fréquentation scolaire fonctionne comme pratique d'initiation au militantisme extrémiste, selon un schéma antinomique qui oppose l'antifascisme militant à la croisade anticommuniste[443].

---

[440] Voir : *Si accentuano in tutto il paese le manifestazioni degli studenti: litigio fra "cinesi" ed estremisti di destra al "Mamiani" di Roma,* "La Stampa", 14 février 1969.

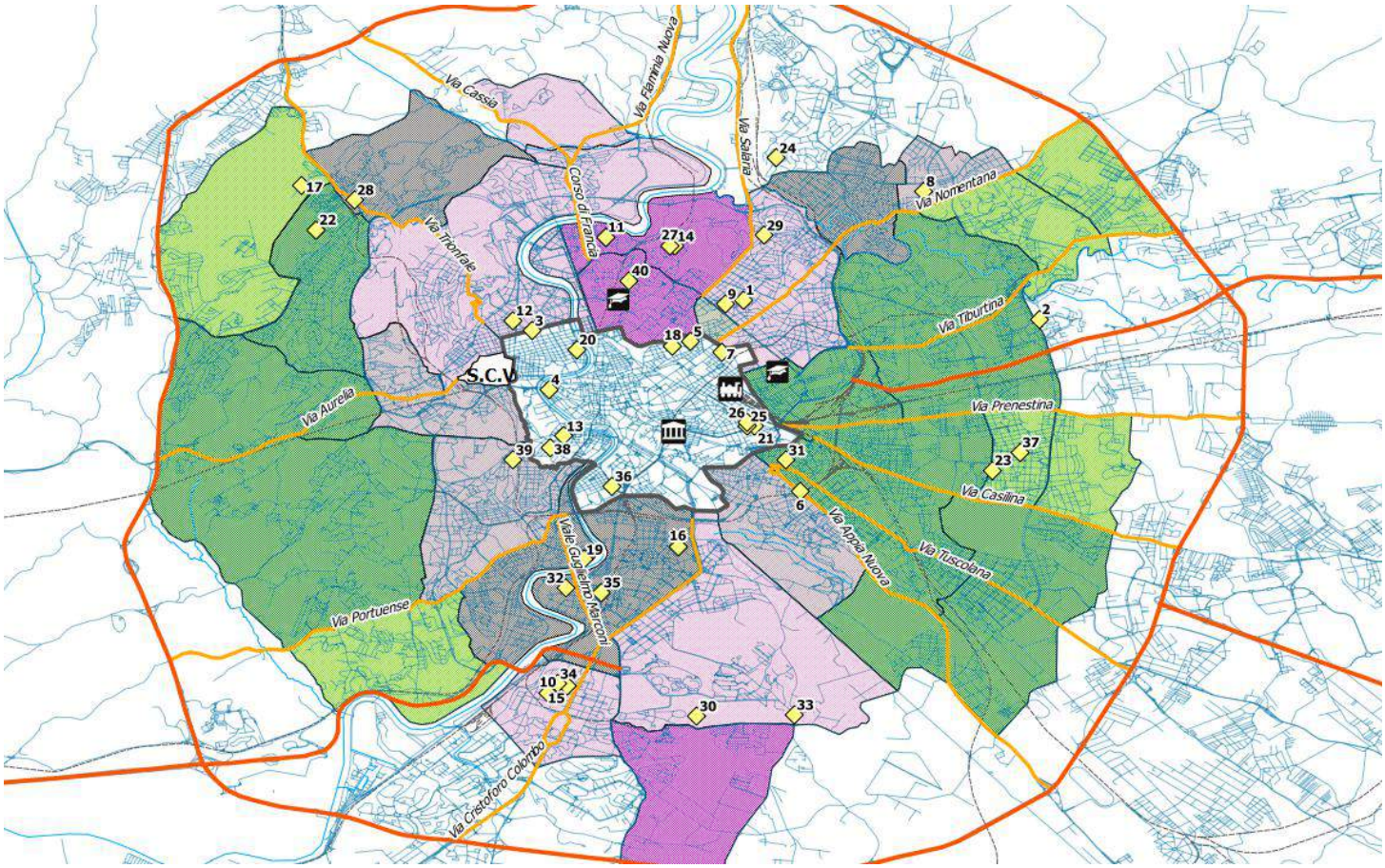
[441] Voir : Guido Petter, *Aspetti psicologici della violenza eversiva,* in Carlo Ceolin (dir.), *Università, cultura, terrorismo,* cit., pp. 94-102

[442] Voir : Luigi Manconi et Raimondo Catanzaro (dir.), *Storie di lotta armata, cit.,* pp. 422-425. Importante la réflexion critique que Pier Paolo Pasolini consacre à la dialectique entre l'attitude antifasciste et la socialisation politique des jeunes : *En réalité, nous avons traité les fascistes (je parle notamment des jeunes) de façon raciste : c'est-à-dire, que nous avons hâtivement et cruellement décidé de croire qu'ils étaient génétiquement destinés à être fascistes […]. Et inutile de se cacher : nous tous étions conscients […] que le choix de devenir fasciste, opéré par ces jeunes, était totalement arbitraire ; il ne s'agissait que d'un geste immotivé et irrationnel : il aurait suffi, probablement, un seul mot pour l'empêcher. Mais personne d'entre nous n'a jamais parlé avec eux […]. Nous les avons subitement acceptés comme représentants incontournables du Mal : et probablement ils n'étaient que des adolescents et des adolescentes de dix-huit ans, qui ne savaient rien de rien et qui se sont jetés dans cette horrible aventure uniquement par désespoir,* Pier Paolo Pasolini, *Il Potere senza volto,* "Corriere della Sera", 24 juin 1974.

[443] Pour l'extrême droite, voir : Fronte della Gioventù, *Studenti, basta con la violenza marxista,* 9 mars 1973, « Fondo Memorie di Carta », Giuseppe Musci, d. 143, f. 3, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome. Voir aussi les bulletins *Boia chi molla: foglio di battaglia dei nazionalrivoluzionari del B. Croce* et Nucleo del liceo classico statale "Virgilio", *Avanguardia nazionale: bollettino interno,* « Fondo Memorie di Carta », Cogidas, d. 10, f. 3, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome. S'agissant de l'extrême gauche, voir : Movimento studentesco del Tasso, *Compagni, studenti: contro il fascismo e le manovre reazionarie della borghesia,* in « Fondo Movimento Studentesco di Roma », Movimento Studentesco, n. 28, Institut Gramsci de Rome; Corrente Marxista-Leninista del Movimento degli studenti medi, *Compagni studenti,* in « Fondo Movimento Studentesco di Roma », Movimento

Les épicentres urbains de cette violence grandissante se situent éminemment dans les lycées (« Giulio Cesare », « Benedetto Croce », « Mamiani », « Virgilio », « Tasso », « Augusto », « Plinio Seniore », « Orazio », « Mameli », « Benedetto da Norcia », « Avogadro », « Vivona », « Lucrezio Caro », «Tacito », « Giulio Romano », « Azzarita », « Cannizzaro »,« Socrate », « Pasteur », « Righi », « Keplero », « Dante Alighieri », « Paolo Sarpi », « Castelnuovo », « Francesco d'Assisi », « Archimede », « Newton », « Kennedy », « Manara ») et dans certains instituts techniques (« Galileo Galilei », « Botticelli », « Genovesi », « Fermi », « Mattei », « Aeronautico », « Duca D'Aosta », « De Amicis », « Cinematografico », « Garibaldi», « Alberti », « Armellini»).

Studentesco, n. 29, Institut Gramsci de Rome; Comitati Unitari Romani, *Documento sulla violenza fascista. Le aggressioni nelle scuola romane 1973/1974,* 1974.



1. Giulio Cesare	11. Lucrezio Caro	21. Paolo Sarpi	31. Duca D'Aosta
2. Benedetto Croce	12. Tacito	22. Castelnuovo	32. Cinematografico
3. Mamiani	13. Giulio Romano	23. F. D'Assisi-Botticelli	33. Garibaldi
4. Virgilio	14. Azzarita	24. Archimede	34. Alberti
5. Tasso	15. Cannizzaro	25. Newton	35. Armellini
6. Augusto	16. Socrate	26. Galileo Galilei	36. De Amicis
7. Plinio Seniore	17. Pasteur	27. Genovesi	37. Benedetto Da Norcia
8. Orazio	18. Righi	28. Fermi	38. Kennedy
9. Avogadro	19. Keplero	29. Mattei	39. Manara
10. Vivona	20. Dante Alighieri	30. Aeronautico	40. Mameli

- Quartiers hauts bourgeois
- Quartiers bourgeois
- Quartiers petits-bourgeois
- Quartiers indéterminés
- Quartiers populaires
- Quartiers pauvres

- Gare Centrale « Termini »
- Colisée
- Université

Élaboration de l'auteur obtenue en superposant la localisation géographique des établissements scolaires et la typologie socio-économique des quartiers de Rome, au cours des années 1970.

Source : Anne-Marie Seronde Babonaux, *De l'Urbs à la ville,* cit.

En effet, la croissance tempétueuse de cette tension antagoniste finit pour propulser la confrontation au-delà des confins des écoles, tout en déterminant de points de contact avec les batailles sociales (opposition à la vie chère, « lutte pour le logement ») qui se déploient à travers les zones populaires de Rome : dans le cadre d'un processus réciproque de territorialisation, l'agitation des « lycéens » et l'institutionnalisation des pratiques « d'autodétermination de quartier » atteignent au tournant de 1972 une portée suffisante à permettre des phénomènes de coopération opérationnelle[444]. En ce sens, au nom d'une exigence commune d'émancipation antisystème, les écoles deviennent une partie organique de l'effort antiautoritaire et antifasciste des « comités de quartier », tandis que l'activité politique des élèves gauchistes déborde de plus en plus du simple horaire scolaire : cette soudure alimente d'un côté les velléités des collectifs étudiants qui se retrouvent soutenus physiquement par des couches extérieures, et de l'autre, conduit progressivement ces jeunes militants vers un engagement totalisant. La formation extraparlementaire qui arrive le mieux à profiter de cette interconnexion entre « l'école » et le « quartier » est assurément « Lotta Continua », qui peut se prévaloir d'un nombre élevé de sections territoriales, d'une grande capacité organisationnelle et d'une certaine hégémonie idéologique en matière « d'antifascisme militant »[445]. De façon spéculaire, toutefois, cette intégration du monde scolaire dans la dynamique socio-urbaine de la capitale, fournit aussi à l'extrême droite des nouvelles possibilités d'attaque et de pénétration, notamment dans les périphéries : des groupes comme « Avanguardia Nazionale » et surtout « Lotta Popolare »[446] utilisent, en effet, leurs « cellules » étudiantes pour renforcer une « présence territoriale » souvent précaire.

Suivant ces axes de développement, la contestation des « lycéens » romains se fait de plus en plus brutale et serrée : les agressions et les bagarres à coups de bâtons, de barres de fer, de chaines, parfois de couteaux, entre étudiants néofascistes et gauchistes deviennent quasi-quotidiens, tandis que les manifestations organisées par les « Comitati Unitari della Scuola » [447] afin de réclamer la modernisation des structures

---

[444] Voir : *Roma : reazione proletaria a un intervento fascista,* "Lotta Continua", 13 juin 1972.

[445] *Scuola e lotta di classe nel 1973/1974,* Roma, Edizioni di Lotta Conitnua, *1974*. Voir le chapitre 2 et 6 de ce travail.

[446] Lotta Popolare nait en décembre 1974 comme mouvement interne au MSI et attire immédiatement les étudiants du FdG pour son travail dans les périphéries sous-prolétaires et pour son attention aux problématiques juvéniles. Voir : Nicola Rao, *La Fiamma e la Celtica,* cit., p. 236.

[447] Les « Comitati Unitari della Scuola » sont des organismes collégiaux, héritage des assemblées de 68, qui opèrent comme syndicat de base des « lycéens », voir : *Trentamila in corteo fino al Ministero: Massiccia manifestazione dei comitati unitari degli studenti,* "L'Unità", 25 janvier 1974.

scolaires tournent systématiquement à l'affrontement avec les forces de l'ordre. Une escalade d'hostilité et de violence qui, de façon similaire à l'évolution affichée par le front universitaire, aboutit à l'horreur des « années de plomb » au cours de 1975. Entre le 23 et le 26 mars 1974, une série de blitz armés menés d'abord par des militants d'extrême droite dans les lycées « Benedetto Croce », « Mamiani » et « Virgilio », et suivis par des représailles contre la section du FdG situé en rue de Sommacampagna (« Rione Casto Pretorio ») et la section MSI du quartier « Collatino », provoquent six blessés[448]. Le 25 avril, pendant une journée de rudes affrontements entre néofascistes et gauchistes – dans le cadre de la campagne référendaire sur le divorce et de l'anniversaire de la Libération– les sections PCI et MSI de rue Gattamelata (« Prenestino Labicano ») sont dévastées et un étudiant « noir » est gravement touché à la tête par une hache[449]. Le 26 octobre 1974, des centaines de jeunes néomarxistes participent aux mobilisations antifascistes déclenchées par l'homicide de l'ouvrier Sergio Agrada[450] en finissant par se heurter à la police et aux groupes d'extrême droite : l'utilisation de cocktails Molotov « renforcés aux éclats de métal » et des armes à feu contre les forces de l'ordre marque le nouveau niveau de radicalisation atteint[451]. Le 27 novembre et le 5 décembre 1974, deux lycéens (« Augusto ») sont gravement blessés à coups de pistolets[452]. Enfin, le 29 octobre 1975, dans un quartier populaire extrêmement chaud (« Prenestino Labicano ») où l'ultra-droite a tout récemment intensifié son installation grâce notamment au recrutement dans les écoles[453], un commando armé d'un fusil à chevrotines foudroie Mario Zicchieri, élève de l'Institut « De Amicis » et militant de la section locale de « Lotta Popolare »[454]. Tout comme la mort de Mantakas pour les universitaires du FUAN, ainsi l'assassinat de Zicchieri

---

[448] Voir : *Roma : i fascisti sparano al Croce ferendo 4 compagni,* "Lotta Continua", 24 mars 1974 ; *Roma: nuove aggressioni fasciste al Croce,* ivi, 27 mars 1974; *Giovane ferita al "Virgilio" dai fascisti armati di spranghe,* "L'Unità", 27 mars 1974; Carlo Schaerf et al. (dir.), *Vent'anni di violenza politica in Italia,* cit., p. 379.

[449] Voir : *Due feriti e alcuni contusi durante i disordini: incidenti a Roma tra fascisti e gruppi extraparlamentari,* "La Stampa", 26 avril 1974; Carlo Schaerf et al. (dir.), *Vent'anni di violenza politica in Italia, cit.,* p. 385.

[450] Tué par un militant d'Avanguardia Nazionale à Lamezia Terme en Calabre le 20 octobre 1974.

[451] Voir : *Roma : incidenti fra dimostranti e polizia. Spari, bombe molotov, cariche, 4 arresti durante le manifestazioni per il delitto fascista di Lamezia*, "La Stampa", 27 octobre 1974. Pour une lecture militante de ces événements, voir : Comitato di Quartiere Appio Tuscolano, *I Fatti di sabato all'Alberone: i fascisti di via Noto sparano su un corteo studentesco,* 29 octobre 1974, « Fondo Memorie di Carta », Raul Mordenti, d. 11, f. 38, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[452] Voir : *Nuove aggressioni : ieri ferito da 2 revolverate uno studente di 19 anni,* "Lotta Continua", 28 novembre 1974 ; *Un altro studente romano ferito a colpi di pistola dai fascisti,* "L'Unità", 6 décembre 1974.

[453] Voir : Luca Telese, *Cuori neri,* cit., pp. 334-336.

[454] Voir : *E' esplosa la violenza criminale: l'uccisione del missino,* "La Stampa", 30 octobre 1975.

projette les étudiants du « Fronte della Gioventù » dans une spirale meurtrière déguisée en vengeance pour ses propres héros[455] : au point que déjà au soir du lendemain, les néofascistes tentent leur première vendetta, en cherchant à tuer un militant de « Lotta Continua » (Emilio Petruccelli), mais en finissant pour une tragique erreur d'identité par assassiner un chômeur apolitique, Antonio Corrado[456]. Moins d'un mois après, la mort touche le côté « rouge » des « lycéens » : le 22 novembre, un petit groupe de jeunes se détache d'un cortège qui manifeste en faveur du MPLA angolais[457] pour faire une action démonstrative contre l'Ambassade du Zaïre[458], qui est militairement surveillée par les carabiniers. Ces derniers, à l'arrivée des premiers cocktails Molotov, perdent la tête et tirent quinze fois sur les manifestants, en blessant trois personnes et en assassinant Pietro Bruno, étudiant de l'Institut « Armellini » et militant de « Lotta Continua »[459]. Les milieux gauchistes de la capitale interprètent immédiatement cet homicide comme un avertissement mafieux que l'État lance à toute forme de contestation et de mobilisation sociale en ville, juste après l'adoption de la « loi Reale »[460]. Comme l'on pouvait lire sur le quotidien « Lotta Continua » le lendemain de l'homicide :

> Il faut comprendre dans quel sillage s'inscrit l'homicide de Rome. C'est à Rome, en effet, l'épicentre de l'affrontement entre l'appareil répressif de l'État et les forces de l'alternative au régime. […] Rome incarne la mesure de l'agonie du régime démocrate-chrétien, et à la fois incarne le terrain privilégié de son désir de revanche. […] Sur Rome se concentrent depuis longtemps, et toujours plus, la subversion fasciste et le terrorisme "squadriste" lié aux corps réactionnaires de l'État, notamment Avanguardia Nazionale. […] Voilà le contexte dans lequel s'inscrit cette attaque frontale contre la gauche révolutionnaire […]. À Rome, donc, il se développe un affrontement politique qui affecte directement les destins du gouvernement démocrate-chrétien. […] Un gouvernement qui

---

[455] Voir : Luca Telese, *Cuori neri,* cit.*,* pp. 355-361.

[456] Voir : Fabrizio Carbone, *Giovane assassinato a Roma : è forse vittima di un errore,* "La Stampa", 31 octobre 1975.

[457] Mouvement populaire de libération de l'Angola : parti marxiste-léniniste angolais dont le combat porte à la proclamation de l'indépendance du Portugal le 11 novembre 1975. Voir : Olivier Postel-Vinay, *Le M.P.L.A. : une inspiration marxiste,* "Le Monde", 12 novembre 1975.

[458] Le Zaïre était un farouche adversaire du M.P.L.A., voir : Olivier Postel-Vinay, *Le F.N.L.A. : l'allié du Zaïre,* "Le Monde", 12 novembre 1975.

[459] Voir : *Morto il giovane colpito dai CC negli scontri di sabato a Roma,* "L'Unità", 24 novembre 1975 ; *Morte di Bruno: inchiesta sui CC,* "La Stampa", 24 novembre 1975.

[460] Voir : *Armati non solo di pistola,* "Il Manifesto", 25 novembre 1975.

> a voulu soutenir par des lois fascistes l'incitation à tuer pour ses troupes armées[461].

En ce sens, le martyrologe qui entoure la figure de Pietro Bruno contribue de façon décisive à déterminer un rejet total de la légitimité de l'autorité républicaine auprès de la composante plus radicale des étudiants gauchistes, tout en ouvrant, en définitive, pour eux la voie de la lutte armée. Comme prophétiquement remarqué par « L'Unità » à l'occasion des funérailles :

> Dans la protestation juvénile, il y a le ricochet d'une crise qui nait des racines et des structures de cette société […]. Il suffit de penser à la crise et au chaos de l'école, à l'aliénation des villes, aux messages […] de violence, à la difficulté de trouver un travail, à la précarité de la vie quotidienne. Tout cela pèse, non seulement pour ce qui est de l'activation de la contestation et de la rébellion, mais aussi s'agissant de la teneur exaspérée et des manifestations d'intolérance extrême : l'extrémisme, justement, dont nous connaissons et dénonçons l'impuissance et le danger. […] nous nous apercevons […] qu'entre le mouvement ouvrier et le PCI d'un côté et les couches juvéniles de l'autre, il persiste une fracture ; tout comme il reste un rapport problématique, de méfiance, à l'égard des institutions démocratiques et à l'égard de la démocratie en tant que telle, comme si la démocratie pouvait être une ennemie[462].

PAGHERETE TUTTO

Pietro Bruno, militante comunista e internazionalista: lo ha assassinato chi vuole restare padrone di Roma e dell'Italia, e sa che la gente non lo sopporta più

Come hanno ucciso Pietro

Prima testimonianza: "Io insultavano, lo hanno terrorizzato con la pistola"

Seconda testimonianza: "potevo essere la seconda vittima"

Terza testimonianza: "il commissario Lo Cocco ha spostato i bossoli"

Il comunicato di Lotta Continua

Page de « Lotta Continua » du 25 novembre 1975 consacrée à Pietro Bruno. On notera la promesse de vengeance contenue dans le titre et la mise au pilori d'un des agents impliqués dans l'homicide.

[461] *Che cosa si vuole ancora,* "Lotta Continua", 25 novembre 1975.
[462] Claudio Petruccioli, *Giovani, « militanza » e politica,* "L'Unità", 27 novembre 1975.

VIII. *La destruction du mythe soixante-huitard : la révolte nihiliste de 1977 et le dérapage des franges étudiantes radicales dans la lutte armée (1977-1982)*

Dans ce même article, Claudio Petruccioli – directeur adjoint de « L'Unità » et ancien secrétaire national de la FGCI pendant 68 – attire l'attention sur la particulière typologie de militantisme récemment pratiqué par la jeunesse extrémiste romaine : il s'agirait d'une dangereuse forme d'engagement « totalisant », dépourvu toutefois du moindre signe de réalisme politique. Au fond, Petruccioli tente de mettre en exergue l'inquiétude nihiliste et luddiste qui serait en train de contaminer la première génération d'étudiants post-soixante-huitards : pour eux, l'action politique ne consisterait plus à « relier rationnellement l'objet de la révolution aux conditions historiques dans lesquelles opèrent les sujets qui la proposent », mais plutôt à rejeter intégralement et violemment le temps présent sans aucune projection dans l'avenir. Cette analyse dresse le contour d'une crise profonde qui affecte la même structure organisationnelle de la mouvance extraparlementaire, dont les « groupes » encore actifs – tels que « Lotta Continua » et « Avanguardia Operaia » - ne semblent plus en mesure de répondre aux exigences d'une jeunesse toujours plus angoissée et violente : l'idée de la « progression révolutionnaire » le long d'un chemin de contestation antisystème ouvert par l'explosion soixante-huitarde et « perpétué » par ces « petits partis gauchistes » après la fin de la mobilisation de masse, a désormais perdu toute attractivité aux yeux des étudiants romains. Comme le remarquent a posteriori les anciens militants Primo Moroni et Nanni Balestrini, dans un livre qui se veut historiographique :

> La nouvelle promotion du mouvement qui arrive sur la scène politique au tournant de 1975 stigmatise et démystifie lourdement les clichés idéologiques, les modèles, les rites et les mythes de la tradition de la troisième Internationale auxquels se réfèrent les couches politiques des groupes extraparlementaires issus de 1968-1969. […] La crise du militantisme qui affecte transversalement toutes les formations extraparlementaires détermine l'éloignement par rapport à une certaine interprétation de la réalité sociale, coincée dans les schémas rigides d'analyses idéologiques fixées dans les structures élitaires et bureaucratiques des différentes formations. Dans le cadre de ce

> processus d'émancipation, des sujets avec des expériences militantes – souvent très jeunes et pourtant hautement politisés – se plongent dans les tensions d'une dynamique juvénile bouleversée par les effets de l'énorme transformation sociale induite par les luttes entamées en 1968[463].

En fait, déjà durant l'été 1975, le sociologue Francesco Alberoni[464] osait prédire pour 1978 une nouvelle explosion de contestation étudiante provoquée cette fois-ci par un mécanisme pervers qui « d'un seul coup frustre et déçoit les individus pendant leur jeunesse, qui détruit la richesse sociale, qui réduit le potentiel créatif et libérateur de la connaissance en misère, qui menace enfin d'abattre le système tout entier ». La cheville ouvrière de ce processus destructeur se nicherait dans l'Université, désormais devenue une véritable « aire de stationnement pour chômeurs intellectuels qui avancent tant bien que mal à travers bourses d'études et subventions, avant d'entrer définitivement dans la précarité professionnelle » et qui donc ne fait qu'alimenter « rage et méfiance radicale »[465]. Quelques mois plus tard, le journaliste Gabriele Invernizzi renchérit tout en envisageant à court terme « une vague de colère générationnelle, la plus terrible de l'après-guerre »[466].

Bref, aux commentateurs les plus attentifs, la remise en question du message régénérateur et optimiste de 68 sous les coups de la violence armée, de l'immobilisme gouvernemental et de la stagflation économique, paraissait très évident[467] : l'ambition étudiante de se mettre à la tête d'un projet de contre-société – basé sur le renouvellement intégral des institutions de la famille (en tant que milieu d'endoctrinement des valeurs dominantes) et de l'école (comme parcours de sélection basée sur l'insertion professionnelle) - s'était en effet définitivement enlisée dans le sable mouvant de la gérontocratie et du chômage galopant[468]. Face au million de jeunes

---

[463] Primo Moroni et Nanni Balestrini (dir.), *L'orda d'oro 1968-1977,* cit., pp. 504 et 508-509.

[464] Expert de mouvements collectifs et de théories de l'ordre social, professeur de sociologie à l'Université de Trente, Alberoni avait été rapporteur de mémoires de toute une génération d'étudiants d'où sortiront ensuite certains des protagonistes majeurs des groupes révolutionnaires post-soixante-huitardes, tels que Marco Boato et Mauro Rostagno (cofondateurs de « Lotta Continua ») et Mara Cagol (une des leaders des « Brigades Rouges »).

[465] Francesco Alberoni, *Scoppierà nel 1978 la contestazione n. 2,* "Corriere della Sera", 6 juillet 1975.

[466] Gabriele Invernizzi, *Da grande farò l'arrabbiato,* "L'Espresso", 4 janvier 1976.

[467] Pour ce qui est de l'impact de ces phénomènes sur le monde ultragauchiste, voir : Comitato Politico Enel – Comitati Autonomi Operai, *Crisi dell'energia e ristrutturazione,* janvier 1974 ; *Il ballo sindacale, la DC e la malattia mortale,* "Rosso", n. 13, dècembre 1974 ; *Squadrismo a Roma: il ministro Gui rende piena confessione,* "Lotta Continua", 6 mars 1975.

[468] Voir : Gianfranco Bottazzi, *Dai figli dei fiori all'autonomia. I giovani nella crisi fra marginalità ed estremismo*, Bari, De Donato, 1978 ; Paolo Bassi et Antonio Pilati, *I giovani e la crisi degli anni Settanta,* Roma, Editori Riunit, 1978.

très instruits toujours exclus du marché du travail[469] et à la tenue extraordinaire de « l'hérédité sociale » nonobstant la modernisation du pays[470], l'utopie soixante-huitarde s'effondre, tout en laissant un vide idéologique qui sera rapidement rempli par les mots d'ordre du « tout et tout de suite »[471] et surtout du « refus de travail »[472]. Comme l'affirme pendant l'automne 1976, un bulletin satirique romain, lié à la mouvance « autonome » dans laquelle s'est jeté le gros des ressortissants des groupes extraparlementaires en voie de dissolution :

> propagande blanche dans les ghettos noirs. Ils parlent d'une conscience civile plus avancée et ils disent que l'absentéisme est un signe d'immaturité culturelle et un déficit de participation. Mais nous ne voulons pas participer à une société dans laquelle toute la vie des masses est transformée en travail, sous la menace du salaire ! La seule manière de construire une culture à nous et de vivre notre vie […] est d'être absents[473].

Ayant perdu tout espoir d'arriver à imposer un visage humain à la société de consommation, confrontés à l'improductivité croissante de la formation avancée et réduits à une irrémédiable précarité[474], les étudiants se replient donc sur eux-mêmes, en réorientant la charge de violence accumulée durant une décennie de luttes pour la satisfaction inconditionnelle des exigences et des désirs juvéniles[475].

---

[469] Voir : Gianni Borgna, *I giovani,* in Antonio Gambino et al., *Dal '68 ad oggi: come siamo e come eravamo,* 1979, pp. 395-397.

[470] On rappelle ce concept, déjà expliqué dans le chapitre 2 de ce travail. Il s'agit d'une définition sociologique qui indique la transmission quasi intégrale des attributs sociaux de « condition » et de « statut » d'une génération à l'autre : les destins sociaux d'un individu seraient fortement déterminés par ses origines de classe. Voir : Filippo Barbano, *Mutamenti nella struttura di classe e crisi*, in Sydney Tarrow (dir.), *La Crisi Italiana*, cit., pp. 180-222 ; Antonio Schizzerotto et Antonio Cobalti, *La mobilità sociale in Italia,* cit.

[471] Voir : *Il comunismo è giovane e nuovo, è la totalità della liberazione,* "Rosso", suppl. au n.15, mai 1975.

[472] Voir : *Il rifiuto del lavoro,* "Rosso", II, n. 10, mai 1974.

[473] *Essere assenti, "*Zut : foglio di agitazione dadaista", octobre 1976.

[474] Voir : Lucia Annunziata et Roberto Moscati, *Lavorare stanca*, Roma, Savelli, 1978.

[475] Pour la systématisation de ce nouveau sentiment, voir : Romano Alquati (dir.), *L'Università e la formazione: l'incorporamento del sapere sociale nel lavoro vivo,* "Aut Aut", n. 154, juillet-août 1976.

Deux pages (octobre 1975 et octobre 1976) de la revue « Rosso », consacrées aux thèmes du « refus du travail » et de la « satisfaction violente et immédiate des besoins juvéniles ».

De ce fait, la drogue, les objets à la mode, l'hédonisme, le spiritualisme, la bataille écologiste, le féminisme, le « salaire garanti », le sabotage et l'insubordination, l'élimination de toute forme de contrôle social, la familiarité quotidienne avec les armes à feu, le rejet de la médiation et de la représentation politique deviennent les nouveaux paramètres de la conflictualité étudiante d'extrême gauche. Sur une affiche restée célèbre qui couvrait Rome à la fin de 1976 et qui voulait parler au nom de la jeunesse romaine, on pouvait lire que :

> Nous sommes en train de mourir …. trop de contrôle, bien sûr : famille, école, coutumes, État … MAIS MAINTENANT ÇA SUFFIT … nous avons décidé d'occuper les espaces pour nous organiser, pour lutter, pour nous s'amuser, pour mettre en question le problème de vivre dans une façon différente : non pas pour construire le communisme à huis clos, mais pour briser l'isolement, pour renforcer l'autonomie. Autonomie des luttes, des formes de vie, de la sexualité, d'une nouvelle manière de coexister. C'est la transformation de nos rapports interpersonnels en rapports communistes[476].

[476] Citation tirée de Sergio Bianchi et Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli autonomi,* cit., p. 353.

Libérés de la direction et de la planification imposée par les groupes extraparlementaires, l'antagonisme étudiant retrouve alors une dimension de spontanéité et d'expérimentation, dont les caractéristiques remontent à l'aube de 68 seulement pour ce qui est de ses expressions carnavalesques et libertaires[477], vu que par contre les méthodes contestataires sont tirées directement du climat de « brutalisation » qui connote les « années de plomb »[478]. Ce qui tient ensemble ces deux aspects apparemment antithétiques est la volonté commune de mettre au centre de l'action politique les « besoins radicaux de l'homme », à travers une abjuration de l'idéologie marxiste du travail[479] : à savoir, saborder le « nomos » de l'organisation communautaire occidentale en prétendant de pouvoir dorénavant pratiquer les moments de « l'appropriation » et de la « distribution » des biens et des services, sans plus passer par l'étape de leur « production »[480]. Dès la fin de 1975, les milieux étudiants romains s'engagent dans une nouvelle forme d'agitation juvénile – caractérisée par une dialectique complexe entre créativité et violence – qui s'agrège autour de la mise en question des dogmes de la culture politique communiste en Italie[481] : la défense à tout prix du poste de travail, la centralité de la classe ouvrière dans le discours politique, le légalisme et la discipline de la lutte. Les jeunes y opposent respectivement le « refus du travail », le polycentrisme des couches « exclues » et des nouvelles fonctions post-tayloristes, « l'illégalité de masse » et la pratique armée[482]. Dans cette perspective, les frictions passées avec le PCI – qui pour défendre ces trois axiomes de la récession économique avait d'ailleurs accepté un programme impopulaire d'austérité (« politica dei sacrifici »)[483] - ne pouvaient qu'aboutir à une

---

[477] L'expression la plus célèbre de la créativité étudiante des années 1970 sera représentée par le mouvement, à mi-chemin entre dadaïsme et situationnisme - des « Indiani Metropolitani ». Voir : Pablo Echaurren. *La casa del desiderio. '77: indiani metropolitani e altri strani*, S. Cesario, Manni2005.

[478] Voir : *Le giornate d'Aprile, "*Rosso", n. 15, mars-avril 1975

[479] Voir : Agnes Heller, *Théorie des besoins chez Marx,* cit.. Pour une vision de l'impact de la théorie des besoins sur la mouvance néomarxiste italienne, voir : Pier Aldo Rovatti, Roberta Tomassini, Amedeo Vigorelli, *Bisogni e teoria marxista,* Milano, Mazzotta, 1976 ; Luigi Manconi et al., *Bisogni, crisi della militanza, organizzazione proletaria, "*Quaderni di Ombre Rosse", n. 1, 1977

[480] Sur le concept de « nomos », voir : Carl Schmitt, *Der Nomos der Erde im Völkerrecht des Jus Publicum Europaeum,* 1950. Sur la dialectique entre pratique de l'appropriation violente et rejet du moment de la production à l'intérieur de l'extrême gauche romaine, voir : *Per noi è appropriazione,* "Rosso", n. 4, 29 novembre 1975.

[481] Maurizio Fiasco, *Roma: la violenza eversiva nel quinquennio 1978-1982. Il fallimento del passaggio dal terrorismo alla guerriglia,* cit.,. pp. 118-119.

[482] Voir : *Dall'area dell'autonomia operaia e proletaria al movimento dell'autonomia operaia*, "Rosso", n. 10-11, juin 1976 ; *Autonomia operaia e autonomia dei proletari,"*Neg/azione", 1976. Pour une lecture historiographique, voir : Evandro Botto, *Il neomarxismo,* Roma, Studium, 1976 ; Roberta Tomassini, *Ideologia, intellettuali, organizzazione: note sul "neomarxismo" degli anni Sessanta,* Bari, Dedalo, 1977.

[483] Voir : *Una politica di scelte rigorose e di duro impegno per avviare una generale trasformazione della società: il rapporto del compagno Enrico Berlinguer al CC e alla CCC,* "L'Unità", 19 octobre

collision frontale[484]. En fait, aux yeux des collectifs scolaires et universitaires liés à « l'autonomie » romaine :

> Avec les nouveaux niveaux de l'offensive prolétaire, face à la croissante capacité d'organisation de la classe ouvrière, "l'imbécillité parlementaire" du PCI s'est progressivement transformée en un dessein politique répressif fonctionnel au projet étatique de restauration bourgeoise. Cependant […], le niveau d'offensive et d'autonomie atteint dans tout le pays indique quelle résistance à l'État, la classe ouvrière est désormais en mesure de mettre en œuvre. […] Autoréductions et appropriations […] altérité et lutte pour la libération sont les domaines dans lesquels est grandi la violence des exploités qui s'oppose à la légalité étatique et qui impose par la "critique des armes" la nouvelle légalité : celle des besoins sociaux des masses, celle du communisme[485].

Tandis que selon le PCI, les positions politiques des étudiants extraparlementaires révéleraient une attitude totalement aberrante et essentiellement anticommuniste, au point d'arriver à les considérer comme une « seconde société » malsaine, voire une tumeur au sein de la nation :

> Il n'y a aucun doute qu'un des aspects les plus inquiétants de la situation juvénile actuelle (et étudiante) est représenté par la diffusion d'une nouvelle forme d'anticommunisme, assez différente du traditionnel – autant de droite que de gauche. […] nous devons nous demander ce que nous avons fait pour cette seconde société qui a grandie à côté de la première […] sans avoir de débouché et sans un enracinement réel dans la première société. […] Nous avons fait le choix […] de défendre une typologie de société en transformation au cœur de laquelle il y a la classe ouvrière organisée. Reste le danger aujourd'hui que tout ce qui ne rentre pas dans ce type de société – à savoir : marginalité, chômage, chômage

1976. Pour une mesure de l'impopularité du programme d'austérité accepté par le PCI, voir : *Il PCI di fronte al piano : come farlo digerire ? "*Lotta Continua", 30 septembre 1976 ; Giovanni Trovati, *I due volti del PCI,* "La Stampa", 21 octobre 1976.

[484] Voir : Eugenio Scalfari, *Il Pci e gli studenti,* "la Repubblica", 23 février 1977 ; Maria Grazia Meriggi, *Due società. Una classe operaia,* "Aut Aut", n. 161, septembre-octobre 1977.

[485] Collettivi Politici Operai – Coordinamento Collettivi Autonomi Studenteschi – Collettivi Autonomi Universitari, *Quale Resistenza?,* avril 1975, disponibile sur: http://www.nelvento.net/archivio/68/autonomia/antifascismo.htm

> juvénile, désagrégation – peut se retourner contre elle comme un fléau destructif[486].

En regardant la tournure des évènements de l'extérieur, on avait l'impression que la jeunesse étudiante de la capitale avait épuisé toutes ses ressources nerveuses à presque dix ans de 68 : ce qui était commencé une décennie auparavant comme un acte vertueux de désobéissance contre l'autorité des adultes était en train de se transformer par désespoir dans une sorte de parricide social, culturel et générationnel. Pour citer les vers du chanteur Fabrizio De André, qui déjà en 1973 avait deviné cette dégénérescence de la révolte soixante-huitarde[487] :

> Così son diventato mio padre
> ucciso in un sogno precedente
> il tribunale mi ha dato fiducia
> assoluzione e delitto lo stesso movente[488]

En plus, l'altérité de cette prétendue « seconde société » allait bien au-delà du monde de gauche, arrivant à affecter aussi les composantes juvéniles du néofascisme romain, qui entre 1976 et 1977 se préparaient à rompre le cordon ombilical avec le MSI, à savoir, à perpétrer leur propre « parricide ». En effet, les nouvelles générations « noires » opérant dans la capitale – principalement rassemblées autour de la section FUAN située rue Siena (quartier « Nomentano ») - montrent une exigence d'hédonisme, un besoin de nouveauté et une propension à la solution armée, qui les met automatiquement en opposition frontale avec les préceptes de la droite : la loyauté au parti, la déférence à l'égard des forces de l'ordre, l'anti-modernisme, l'esprit maccarthyste, le putschisme, les codes d'honneur[489]. D'après la description du jeune journaliste Stenio Solinas, proche de cette nouvelle vague néofasciste :

---

[486] Alberto Asor Rosa, *Forme nuove di anticomunismo: riflessioni su alcuni orientamenti connessi all'emarginazione giovanile,* "L'Unità", 20 février 1977. Voir aussi : Giorgio Amendola, *Il discorso sulla violenza: per una posizione chiara contro le provocazioni,* ivi, 11 mai 1976.

[487] Voir : Domenico Guzzo*, « Storia di un impiegato » de Fabrizio de André. L'impossible révolution d'un petit-bourgeois entre le « Joli mois de mai » et les années de plomb,* "Dissidences", n. 10, 2011, pp. 71-84.

[488] Fabrizio De André, *La canzone del padre,* "Storia di un Impiegato", IP, 1973.

[489] Voir : Giuseppe Bessarione, *Lambro/Hobbit. La cultura giovanile di destra. In Italia e in Europa*, Roma, Arcana, 1979 ; Franco Ferraresi, *La Destra radicale,* cit. ; Giorgio Cingolani, *La destra in armi: neofascisti italiani tra ribellismo ed eversione (1977-1982),* Roma, Editori Riuniti, 1995; Arianna Streccioni, *A destra della destra: dentro e fuori l'Msi, dai Far a Terza Posizione,* cit.; Marco Tarchi, *La rivoluzione impossibile. Dai Campi Hobbit alla Nuova Destra*, Firenze, Vallecchi 2010.

> une jeunesse carrément révolutionnaire qui est mal à l'aise avec la formule ordre et légalité ; qui en veut plus au système qu'au communisme ; qui rêve d'un nettoyage radical, tout en sachant qu'enfin toute révolution sera trahie […] dans le rejet d'une époque et d'une mentalité, d'un régime et d'un système, ces jeunes sont bien plus proche des franges extrémistes "rouges" […] de ce qu'ils imaginent : dans les autres, il y a le même sentiment d'impuissance, la même perception de marginalisation, la même conscience de la ghettoïsation […]. Le monde juvénile est une poudrière et les pyromanes peuvent arriver de tous les côtés[490].

Une similarité de comportement désacralisant envers les institutions, les traditions et les coutumes établies qui ne comportera jamais, toutefois, un dépassement de la barrière idéologique divisant historiquement le « rouge » et le « noir » : l'antifascisme militant et les représailles antimarxistes demeureront, en effet, comme pratiques structurelles pour ces nouvelles promotions de l'extrémisme étudiant dans la capitale[491].

De ce profond bouillonnement social émerge enfin le *Settantesette*[492] : une marée ultra-contestataire, alimentée par employés, techniciens, jeunes ouvriers de la petite industrie, travailleurs à temps partiel, précaires, chômeurs, marginaux, féministes, « lycéens » et surtout étudiants universitaires, qui ont lancé la mobilisation avec les

---

[490] Stenio Solinas, *Dove va la destra giovane*, "Roma", 21 juin 1977. Voir aussi : *Missini attaccano polizia e cc seminando disordine nel centro,* "L'Unità", 24 octobre 1976.

[491] Voir : *Due attentati in un mese alla "Gandhi", presidiato l'istituto tecnico Bordoni,* "L'Unità", 24 avril 1976 ; *Assalto fascista all'istituto "Fermi": feriti a colpi di pistola due studenti,* "L'Unità", 16 décembre 1976. Pour une interprétation critique des formes de la conflictualité juvénile dans l'histoire d'Italie, voir : Patrizia Dogliani (dir.), *Giovani e generazioni nel mondo contemporaneo: la ricerca storica in Italia,* Bologna, Cleub, 2009.

[492] Sur le mouvement *Settansette*, voir : Gad Lerner, Luigi Manconi, Marino Sinibaldi, *Uno strano movimento di strani studenti: composizione, politica e cultura dei non garantiti,* Milano, Feltrinelli, 1978; Piero Craveri, *La repubblica dal 1958 al 1992,* cit., pp. 720-723 ; Claudio Del Bello (dir.), *Una sparatoria tranquilla: per una storia orale del '77,* Roma, Odradek, 1997; Sergio Bianchi et Lanfranco Caminiti (dir.), *mouvement de 1977: la rivoluzione che viene,* cit.; Marco Grispigni, *1977,* Roma, Manifestolibri, 2006; Lucia Annunziata, *1977: l'ultima foto di famiglia,* Torino, Einaudi, 2007; Concetto Vecchio, *Ali di piombo: il 1977, trent'anni dopo,* Milano, BUR, 2007; Stefano Cappellini, *Rose e pistole: 1977, cronache di un anno vissuto con rabbia,* cit.. Sur les matériaux du mouvement, voir : Collettivo redazionale « La Nostra Assemblea » (dir.), *Le radici di una rivolta. Il movimento studentesco a Roma: interpretazioni, fatti e documenti (febbraio-aprile 1977),* Milano, Feltrinelli, 1977; Gerardo Orsini et Peppino Ortoleva (dir.), *Alto là! Chi va là? Sentinelle o disfattisti?,* Roma, Edizioni cooperativa giornalisti di Lotta Continua, 1977; Franco Berardi, *Dell'innocenza: interpretazione del '77,* Bologna, Agalev, 1977; Alberto Asor Rosa, *Le due società,* Torino, Einaudi, 1977; Lea Melandri, *Ascetismo rosso,* "Aut Aut", n. 161 septembre-octobre 1977; Enrico Berlinguer (apocryphe: Pierfranco Ghisleni), *Lettere agli eretici: epistolario con i dirigenti della nuova sinistra italiana,* Torino, Einaudi, 1977.

protestations contre la « circulaire Malfatti »[493] L'épicentre national du *mouvement de 1977* est l'Université de Rome, utilisée comme une soi-disant « zone libérée » de l'oppression néo-capitaliste où les différentes couches urbaines de la jeunesse « exclue » peuvent réaliser des nouvelles expériences culturelles, mettre en place des formes inédites d'agrégation et de socialité, développer analyses et stratégies de lutte finalisées à la satisfaction de leurs besoins[494].

Une des peintures murales restées célèbres du Mouvement '77 à Rome.
Les « baronie » sont les oligarchies universitaires qui gèrent de façon clientéliste les ressources et les postes de travail disponibles dans les Facultés.

Comme le note bien l'historienne Silvia Casilio, l'occupation massive de « La Sapienza » relève de l'achèvement d'un cycle historique de la conflictualité étudiante, qui après avoir abandonné l'Université pendant 68 pour aller rencontrer le « social », y revenait en 1977 afin de dissoudre l'institution académique dans la nouvelle dimension prolétarienne atteinte par la jeunesse italienne[495]. Au fond, il s'agirait d'un

[493] Circulaire (3 décembre 1976) du ministre de l'Éducation nationale, Franco Maria Malfatti, qui annulait la possibilité d'insérer dans les plans d'études plus d'un enseignement par aire disciplinaire. Cette mesure sera immédiatement interprétée par les étudiants comme le début d'une restauration autoritaire vouée à reporter l'Université à l'époque pré-soixante-huitarde. Voir : Luigi Manconi et Marino Sinibaldi, *Un movimento di strani studenti*, *"*Ombre Rosse*"*, n. 20, 1977, pp. 3-27.

[494] Voir : Comitato di Occupazione, *Donne, lavoratori, studenti,* tract n. 11, 18 février 1977 et Università Rossa, *Per un movimento anticapitalistico ed autonomo degli studenti,* tract n. 13, 26 février 1977, disponibiles sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/settesette/volantini11-20.htm. Voir aussi : *I non garantiti: il movimento del '77 nelle università,* 1977; Carlo Rivolta, *Antifascismo e disoccupazione i motivi della protesta giovanile,* "la Repubblica", 6 février 1977.

[495] Voir : Silvia Casilio, *Lavorare con lentezza. "Garantiti" e non "garantiti" nell'Italia degli anni Settanta,* "Bollettino '900", n. 1-2, juin-décembre 2009, http://www.boll900.it/numeri/2009-i/Casilio.html. Comme le chantait Fabrizio De André - encore une fois, un des meilleurs commentateurs des con époque : *Intellettuali d'oggi/idioti di domani/ridatemi il cervello/che basta alle mie mani,/profeti molto acrobati/della rivoluzione/oggi farò da me/senza lezione*, Fabrizio De André, *Il Bombarolo,*

sentiment de revanche juvénile qui voudrait se défaire de toute « avant-garde éclairée » et de toute attente eschatologique.

> Notre lutte, à la différence de 68, ne se limite pas à attaquer la culture, les valeurs et l'idéologie de la bourgeoisie en crise ; ne se limite pas à frapper le pouvoir des « baroni » ou l'autoritarisme […]. Ni, notre lutte se contente de dénoncer les lacunes effrayantes en matière de structures scolaires et de recherche postuniversitaire, ou la déqualification des diplômes. La lutte qui aujourd'hui réunit le front des étudiants, des milliers de chômeurs intellectuels, des précaires, met directement en question l'utilité même de l'existence de l'Université. En tant qu'étudiants, nous n'attendons plus rien de l'école ; en tant que chômeurs, nous sommes conscients que notre « chômage spécialisé » s'inscrit dans un choix historiquement obligé du capitalisme italien[496].

Produit de la crise involutive des années 1970, le *mouvement de 1977* se veut, en effet, comme la négation absolue de l'expérience soixante-huitarde[497]. Un tract affirme en fait que « 68 est donc finalement terminé, puisque maintenant le prolétariat italien a commencé à gagner réellement, sans félicitations de l'adversaire, tout en déversant sûr ce dernier sa haine la plus terrible »[498]. Comme ressort bien des mémoires des protagonistes, par rapport à 68, la violence a remplacé la communication politique, la dystopie a pris la place de la « futurition » positiviste, l'action directe a remplacé l'évaluation rationnelle :

> Le renoncement, la fin de toute promesse de transformation : voilà l'ambiance. Quand la catastrophe arrive, quand il y a la peste […] une espèce d'euphorie carnavalesque et inconsidérée se répand. Le 77 à Rome était surtout ça […]. Il y avait les jardins de l'Université – le mois de mars le plus chaud de l'histoire – il y avait le soleil et les pâquerettes : nous étions tous là dans les prés […]. Parmi nous, il y avait une partie qui passait tout son temps sur la pelouse et il y avait une partie qui tirait

---

"Storia di un Impiegato", IP, 1973. Sur le rapport avec le monde intellectuel, voir : Fabrizio Calvi (dir.), *Italie 77. Le « Mouvement », les intellectuels*, Paris, Seuil, 1977.

[496] Università Rossa, *Per un movimento anticapitalistico ed autonomo degli studenti,* cit.

[497] Voir : Umberto Eco, *Anno nove,* "Il Corriere della Sera", 25 février 1977. Pour une interprétation opposée, voir : Raul Mordenti, *Frammento di un discorso politico. Il '68, il '77, l'89,* Sommacampagna, Cierre 1989.

[498] Autonomia Operaia, *Giù la testa, coglione!,* tract n. 12, 18 février 1977, disponible sur: http://www.nelvento.net/archivio/68/settesette/volantini11-20.htm.

> seulement : mais il y avait aussi, une partie qui restait à mi-chemin entre les deux choses[499].

C'est justement la pratique armée – condensée dans la devise « Vous paierez tout, vous paierez cher »[500] et dans la mythologie du P38[501]- qui représente la marque distinctive de cette mouvance : au point que même les composantes créatives et libertaires de la contestation étudiante moyennent couramment cet instrument de lutte. Un fanzine des « Indiani Metropolitani » - qui à travers cette dénomination voulaient revendiquer leur statut de peuple indigène confiné dans les réserves urbaines – crie que :

> nous voulons prendre toute la ville, car nous voulons transformer nos réserves – à savoir, les quartiers-ghettos – en foyers subversifs que personne ne pourra fermer, puisque mettre hors la loi un peuple entier est impossible. La marginalisation dans laquelle vous nous avez coincés est devenue notre force révolutionnaire : c'est la clé de voute de notre révolte !!! […] nous acceptons […] la déclaration de guerre […] : nous avons déterré la hache depuis plusieurs lunes.[502]

Le *mouvement de 1977*, comme une étoile filante qui s'effondre, implose en l'espace de quelques mois de façon éclatante et autodestructrice : né en février 1977, le mouvement décline déjà début avril, sa disparition définitive survenant pendant l'automne de la même année[503].

Le 1er février 1977, deux commandos néofascistes provenant du « Circolo Michele Mantakas - FUAN » (rue Siena) pénètrent furtivement dans la cité universitaire avec l'intention de la « libérer » de la présence du « comité de lutte contre la circulaire Malfatti » composé entièrement par des étudiants gauchistes. Armés de bâtons, de chaines, de lance-fusées, de pétards, de cocktails Molotov et de pistolets, ils attaquent d'abord le Département de Droit – où se tient une assemblée de féministes – et ensuite

---

[499] Luisa Passerini, *Autoritratto di gruppo,* cit., p. 187.

[500] Voir : Collettivo "Resa dei Conti", *Ai baroni, padroni… Pagherete caro, Pagherete tutto,* tract, 13 mars 1977, disponibile sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/autonomia/baroni.htm.

[501] Le Walther P38 était le pistolet principalement utilisé par ces jeunes extrémistes. Pour une évaluation statistique de l'explosion de la violence pendant 1977, voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Vent'anni di violenza politica in Italia (1969-1988)*, cit., pp. 579-656.

[502] Gli Indiani Metropolitani di Roma-nord, *Gli Indiani Metropolitani scrivono al ministro Kossiga,* fanzine, septembre 1977, disponibile sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/autonomia/kossiga.htm. Voir aussi : Gli Indiani metropolitani in dis/aggregazione, *Oask?!,* fanzine, mars 1977, disponibile sur: http://www.nelvento.net/archivio/68/indiani/indians.htm.

[503] Voir : Corrado Augias, *Università 1977 : i cento giorni della grande violenza, "*la Repubblica", 17 mai 1977.

le Rectorat et les Départements de Statistique, de Sciences politiques et de Lettres. Repoussés par la masse des étudiants « rouges » et préoccupés de l'arrivée de la police, les néofascistes battent en retraite, tout en tirant et en lançant des pierres : à la fin, sur le terrain, on recense quatre blessés dont un – l'étudiant de Lettres Guido Bellachioma – est touché à la tête par une balle[504]. Alors que Bellachioma lutte encore entre la vie et la mort, un millier d'étudiants gauchistes après avoir défilé devant les sections FUAN et MSI les plus proches de l'Université[505], décrètent l'occupation sine die du Département de Lettres. Au petit matin du 2 février, le Parlement suspend la circulaire Malfatti sans obtenir, toutefois, une diminution de l'agitation : ce même jour, un cortège massif - sorti de « La Sapienza » pour rendre hommage à Bellachioma hospitalisé au « Policlinico » - décide de rejoindre le Département de Pédagogie (situé à Place de la République et donc géographiquement déplacé par rapport à la cité universitaire), tout récemment occupé. Pendant le trajet, un groupe se détache pour attaquer la section « Fronte della Gioventù » de la rue contiguë Sommacampagna, considérée comme une des bases principales du néofascisme romain – sous le slogan « Sommacampagna è bruciata, la nostra vendetta è appena cominciata » : une fois terminé l'assaut, quand ces étudiants arrivent à rejoindre la queue de la manifestation à la hauteur de Place Indipendenza, ils se heurtent à deux agents en civil de la police politique, opérant incognito, qui commencent à tirer à hauteur d'homme. La fusillade qui s'ensuit provoque cinq blessés : le policier Domenico Arboletti (le plus grave), les étudiants Paolo Tommasini et Leonardo « Daddo » Fortuna (qui seront immédiatement arrêtés), un agent municipal et un chauffeur[506]. À la suite de cet événement, la situation à Rome va se détériorer rapidement et gravement, comme l'avait deviné le journaliste Eugenio Scalfari qui a pu assister en personne à la « bataille de Place Indipendenza » :

> Nous avons vu les policiers opérant incognito mener une chasse à l'homme et tirer des rafles aveugles ; nous avons vu les personnes blessées perdre tout leur sang sur le trottoir : un d'entre eux, resté par terre, a été tabassé par un agent qui, de son côté, venait de secourir un

[504] Les autres blessées sont deux policières touchées à la tête par des pierres et l'étudiant Paolo Mangone touché au pied par une balle. Voir : *Un assalto di fascisti all'Università. Feriti due studenti : uno grave,* "La Stampa", 2 février 1977 ; *I fascisti sparano all'università di Roma. 2 compagni feriti, uno gravissimo,* "Lotta Continua", 2 février 1977.

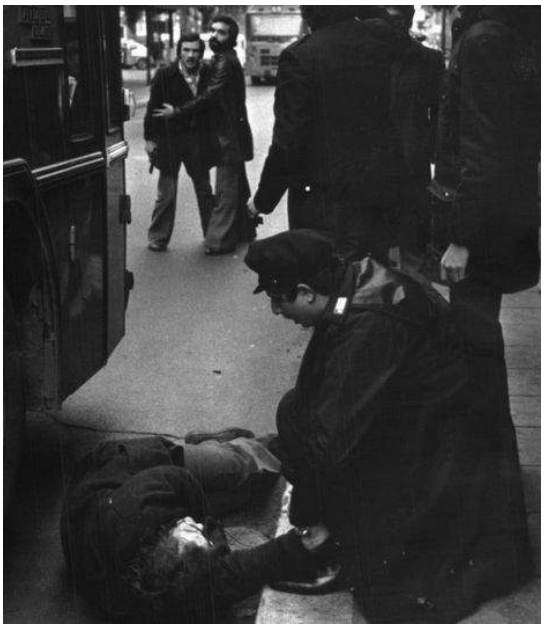
[505] La première située en rue Pavia, l'autre en rue Livorno : tous les deux dans le quartier « Nomentano ».

[506] Voir : *Mattinata di fuoco al centro di Roma*, "la Repubblica", 3 février 1977 ; Fabrizio Carbone, *L'ultrasinistra attacca sede msi: agente grave, due giovani feriti,* "La Stampa", 3 février 1977. Voir aussi : *De graves incidents à Rome ont mis aux prises forces de l'ordre et extrémistes de gauche et de droite,* "Le Monde", 4 février 1977.

collègue agonisant à quelques mètres de distance. Ces épisodes sont terribles en tant que tels, mais encore plus terrible est le processus qu'ils ont déclenché et qui menace de se déverser à travers les rues de Rome dans les prochains jours[507].

Les étudiants Paolo Tommasini (blessé) et Leonardo « Daddo » Fortuna (armé) au début de la fusillade.

[507] Eugenio Scalfari, *Spetta ai giovani isolare la violenza,* "la Repubblica", 3 février 1977



Tommassini et Fortuna Blessés au moment de l'arrestation.

L'Agent Arboletti touché à la tête, à côté de la voiture utilisée pour opérer incognito.

Source : Archives photographiques de Tano D'Amico et de « L'Unità »

En fait, l'impressionnant crescendo de violences qui investit la ville jusqu'au printemps poussera les ailes extrêmes du *Settantesette* dans les bras de la lutte armée[508]. Le monde étudiant romain se retrouvera naturellement au centre de ce tourbillon[509], vu que le parcours de radicalisation se déroulera autour du prétendu

[508] Voir : Fabio Giovannini, *1977 : Scontro nella metropoli*, "Democrazia e diritto", n. 4-5, 1989, pp. 99-107.

[509] Impossible de dresser la liste d'attaques et de représailles pluriquotidiennes qui impliquent les milieux étudiants romains entre février et avril 1977. On se limite ici à rappeler les plus graves : la fusillade (plus de 200 cartouches seront retrouvés par la police) du 10 février entre les néofascistes de la section « Assarotti » (zone résidentielle de « Monte Mario ») et les élèves gauchistes de l'Institut technique « Fermi » ; l'attentat « noir » contre deux lycéens « rouges » du Mamiani (un blessé grave) du 28 février ; les affrontements armés entre forces de l'ordre et étudiants gauchistes à l'occasion de la condamnation de Fabrizio Panzieri pour l'homicide Mantakas (5 mars) ; l'attentat incendiaire opéré par

clivage entre la « première société adulte et protégée » et la « seconde juvénile et précaire ».

Cette double journée de sang a fait, en effet, ressortir toute la distance et l'hostilité entre deux conceptions de la militance politique et de la légitimité de l'usage de la force : deux modèles qui se révèlent enfin inconciliables bien au-delà de la distinction traditionnelle opposant le réformisme et le maximalisme[510]. D'une part, la défense farouche de l'ordre public en tant que cadre indispensable pour l'exercice de la démocratie représentative, de l'autre l'institutionnalisation de la pratique armée comme pilier primaire de l'émancipation prolétaire et de la satisfaction des besoins de l'homme. Ces deux paradigmes s'alimentent par opposition réciproque, tout en contribuant à exaspérer les comportements de tous les acteurs en jeu. D'abord, les appareils de sûreté de l'État qui sous la direction du ministre de l'Intérieur, le démocrate-chrétien Francesco Cossiga (surnommé « Ko卐iga » par les jeunes contestataires) inaugurent des nouvelles « méthodes de contre-insurrection » allant des équipes spéciales avec permis de tuer aux agents provocateurs infiltrés, en passant par le durcissement des mesures restrictives de la liberté de manifestation[511]. Ensuite, le PCI - incapable de comprendre la rage destructrice de la jeunesse[512] et de plus en plus engagé dans une stratégie d'accès au gouvernement[513] décide se ranger dans le camp de l'intransigeance et de la répression policière. En ce sens, déjà le 3 février 1977

---

les néofascistes contre le Lycée « Avogadro » (17 mars). Pour les détails et les autres actions, voir : Claudio Del Bello (dir.), *Una sparatoria tranquilla,* cit.*;* Concetto Vecchio, *Ali di piombo,* cit. ; Stefano Cappellini, *Rose e pistole,* cit..

[510] Voir : Mino Monicelli, *L'ultrasinistra in Italia 1968-1978*, cit., pp. 102-104.

[511] Voir : Luca Falciola, *Gli apparati di polizia di fronte al movimento del 1977: organizzazione e dinamiche interne*, "Ricerche di storia politica", n. 2, 2013, pp. 161-182. Voir aussi : Mario Caligiuri, *Cossiga e l'intelligence,* 2011. Sur la position de la « Démocratie Chrétienne » vis-à-vis au *mouvement de 1977*, voir : Giovanni Maria Ceci, *Giovani o mostri ? La Democrazia cristiana e il « movimento del '77 »,* in Valentine Lomellini et Antonio Varsori (dir.), *Dal Sessantotto al crollo del Muro,* cit.*,* pp. 83-110.

[512] Voir : Relation de Massimo D'Alema à la Direction du PCI du 5 mars 1977, in « Archivio Partito Comunista Italiano », Direzione 1977, *mf 296*, p. 0785, Institut Gramsci de Rome. Voir aussi : Walter Vitali, *I comunisti e il movimento del '77,* in Achille Occhetto et al., *Dialogo sul movimento: i comunisti e l'università dopo i fatti del marzo '77,* Bari, De Donato, 1978, pp. 65-70.

[513] Le 10 août 1976 - dans le cadre d'une situation extrêmement difficile caractérisée par l'apparition du « parti armé » (homicides des juges Coco et Occorsio), par des révélations de corruption politique (scandale « Lockheed ») et par la récession économique - se forme le troisième gouvernement présidé par le démocrate-chrétien Giulio Andreotti : pour la première fois dans l'histoire républicaine, le PCI (qui a atteint son apogée électoral avec 34,4% des votes) obtient de pouvoir participer au processus décisionnel et législatif (Pietro Ingrao devient le premier Président communiste de la chambre des députés) en échange de son abstention lors du vote de confiance (habituellement, le PCI votait toujours pour une motion de censure contre le gouvernement naissant). Voir : Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit.*,* pp. 521-554. Pour une vision globale de ce tournant historique du système politique italien, voir : Alberto Martinelli et Gianfranco Pasquino (dir.), *La politica nell'Italia che cambia,* Milano, Feltrinelli, 1978.

« L'Unità » publie à la Une, une déclaration officielle du « responsable de la section des problèmes de l'État » Ugo Pecchioli qui ne laisse aucun doute d'interprétation :

> Nous nous trouvons devant à des groupes "squadristes" armés qui tentent de déclencher une nouvelle phase de la stratégie de la tension. Le raid des fascistes à l'Université et les violences des provocateurs soi-disant "autonomes" sont deux côtés de la même réalité. Tous les deux misent sur la violence et sur le terrorisme. Ils utilisent les armes, ils opèrent pour activer des foyers de guérilla. Ils ont la même matrice fasciste et les mêmes finalités. Il faut que les appareils destinés à garantir la sécurité des institutions et des citoyens – la police et la magistrature – fassent leur devoir, en réprimant ces bandes. Il faut commencer à fermer leurs sièges[514].

Enfin, la masse extraparlementaire du *mouvement de 1977* qui, sous la pression de la double menace répressive (néofascisme et forces de l'ordre) et de la digue morale érigée par le PCI, connait un renforcement péremptoire de ses ailes militaristes, au détriment des composantes moins radicales, telles que les milieux féministes et les tendances « politiciennes »[515].

Soumise à cette tension grandissante et multiforme, la conflictualité étudiante atteint son apogée le 17 février 1977. Le 15 février, en coïncidence avec l'extension des occupations aux écoles secondaires de la ville, la CGIL annonce que son secrétaire national (Luciano Lama) tiendra deux jours après un meeting à l'Université : l'intention sous-jacente est celle d'endiguer la dérive extrémiste et destructive de la mobilisation juvénile, reposant sur le prestige personnel de ce syndicaliste et ancien partisan. Dans ces mémoires, Lama précise qu'il avait décidé d'aller à « La Sapienza » pour « faire un discours direct aux étudiants : s'ils étaient vraiment intéressés au travail, alors ils devaient rester pacifiquement à l'intérieur du mouvement ouvrier organisé.

---

[514] *Una dichiarazione di Pecchioli,* "L'Unità", 3 février 1977. Voir aussi : *Intervento del Pci sulla crisi studentesca,* "la Repubblica", 20 février 1977.

[515] Sur la marginalisation des ces composantes au sein du *mouvement de 1977,* voir : Un gruppo di compagne femministe dell'occupazione, *Compagne,* tract n. 15, 23 février 1977 ; Comitato di Lettere, Filosofia e Lingue, *Posizione del Comitato di Lettere, Filosofia e Lingue in merito i lavori e alle conclusioni dell'Assemblea nazionale del movimento,* tract n. 16, 3 mars 1977, disponibile sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/settesette/volantini11-20.htm. Ces deux milieux extraparlementaires seront enfin définitivement expulsés au milieu de mars 1977, voir : Collettivo Femminista di Lettere e Filosofia, *Care Compagne,* tract n. 34, 15 mars 1977 ; Alcuni compagni di Lettere (L'Altra Roma), *Per l'Autonomia,* tract n. 35, 15 mars 1977, disponibile sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/settesette/volantini31-40.htm.

Aucune alternative n'était possible »[516]. Les contestataires réagissent à cette information à travers un communiqué affirmant que « si M. Lama pense à pouvoir venir à l'Université pour mener une opération de police, le Mouvement sera à même de lui répondre de façon adéquate »[517]. Le matin du 17, le service d'ordre du PCI qui est chargé de l'organisation et de la sécurité du meeting, trouve tous les murs extérieurs de « La Sapienza » couverts de slogans moqueurs : « I Lama stanno nel Tibet! », « Sacrificarsi non basta, bisogna immolarsi! », « Lama o non L'ama? ». Ce n'est que le prélude à ce qui a été préparé à l'intérieur de la cité universitaire : les « Indiani Metropolitani » - le rassemblement des militants « créatifs », moins liés à la « praxis néo-léniniste » - ont réalisé une énorme marionnette représentant le secrétaire sur un échafaud qui expose la « mort de la lutte des classes ». Dans une ambiance lourde et surréelle, Lama arrive escorté d'un millier d'ouvriers et de quelques centaines de jeunes de la FGCI, et commence à parler du haut d'un camion adapté à estrade : les militants extraparlementaires le contestent dès le début à travers un crescendo de formules vexantes (« Lama è mio e me lo gestisco io ! », « E' ora, è ora, miseria a chi lavora », « Sacrifici, Sacrifici », « Luciano fatte 'na pera », « In Cile i carri armati, in Italia i sindacati », « Ti prego Lama non andare via, vogliamo ancora tanta polizia ») et d'actes provocateurs, tels que la lancée de ballons remplis de peinture. Le service d'ordre décide alors de réprimer la protestation en utilisant des extincteurs afin de disperser les « Indiani Metropolitani » : mais quand la charge finit par toucher l'aile dure du mouvement, les autonomes, la bagarre devient inévitable. En criant « Via, via la nova polizia » et moyennant pierres, bâtons, barres, billes de fer, clés anglaises, ces derniers mettent en déroute le service d'ordre du PCI, tout en obligeant Lama à s'échapper juste avant que l'estrade ne soit détruite. Bilan final : une trentaine de blessés et la mise à sac de la zone[518]. Pendant l'après-midi, la police évacue brutalement toute la cité universitaire et les membres du *mouvement de 1977* sont obligés à se réfugier auprès des Départements détachés (architecture, économie, pédagogie)[519].

---

[516] Ferdinando Adornato et Gad Lerner, *Il movimento del '77, Quell'urlo lungo un anno*, "L'Espresso ", 18 janvier 1987.

[517] Claudio Del Bello (dir.), *Una sparatoria tranquilla*, cit*.,* p. 308.

[518] Voir : *La rabbia studentesca esplode all'Università di Roma: il comizio di Lama scatena gravi incidenti tra gli "autonomi" e i comunisti,* "la Repubblica", 19 février 1977; Liliana Madeo, *Il disastro lasciato dagli occupanti,* "La Stampa", 19 février 1977.

[519] Voir : Robert Solé, *La police a investi l'université de Rome,* "Le Monde", 19 février 1977

Les deux composantes majeures du mouvement de 1977 qui assistent au meeting de Luciano Lama. Les « Autonomes » faisant le geste du pistolet « P38 ».

Les deux composantes majeures du mouvement de 1977 qui assistent au meeting de Luciano Lama. Sous le fantoche, les « Indiani Metropolitani ».

Le début de la bagarre. Le service d'ordre charge l'échafaud des « Indiani Metropolitani ».

La dévastation provoquée par les affrontements**.**

L’intervention de la police. On notera le slogan « Rage », gravé sur le mur.

Source : Archives photographiques de Tano D’Amico et de « L’Unità »

Jamais auparavant la confrontation interne au monde communiste italien n'était arrivée à la collision physique ; jamais auparavant les divergences entre parti et milieu extraparlementaire n'avaient abouti à un « blocage total » ; jamais auparavant la rébellion juvénile n'avait osé détruire jusqu'au dernier totem de ses propres origines. Comme le remarque, inquiet, le journaliste Gaetano Scardocchia, « Luciano Lama […] est entré dans l'Université avec l'illusion que le prestige œcuménique du syndicat aurait pu encore une fois exorciser même la contestation la plus virulente et inconsidérée. Il en est sorti une heure plus tard, dans le cadre d'un sauve-qui-peut généralisé, pourchassé par des crachats, des invectives et des barres de fer »[520]. Avec les événements du 17 février, les militants du PCI répudient définitivement ces jeunes enragés[521], comme le rappelle lui-même, le secrétaire de la CGIL :

> Ce fut le résultat de cette manifestation qui fit comprendre à tout le monde, aussi à mon parti, quel était le vrai danger incarné par ce mouvement. Le mouvement de 1977 était une mouvance désespérée. […] Ils n'avaient pas d'objectifs réalistes pour changer leurs propres vies. À la différence de 68, cet antiréalisme ne signifiait pas utopie, élan, désir du monde, valeurs, foi, même sous le signe de la radicalité. Il y avait seulement esprit sombre et violence. Avec ce mouvement, aucun dialogue n'était possible[522].

De façon spéculaire, ces étudiants gauchistes avaient, ce jour-là, achevé leur propre parricide générationnel. D'après les souvenirs d'un « autonome » :

> Un moment de psychose collective. […] Je suis sûr qu'il y a eu quelques cas père-fils rangés sur les deux côtés opposés […]. Ce qui s'est passé peut-être interprété comme un affrontement générationnel […]. En définitive, t'étais finalement arrivé à te battre avec ton père : finalement, mais aussi dramatiquement. L'impact psychologique a été très fort, car il ne s'agissait pas d'un simple accrochage entre lignes politiques différentes : derrière, il y avait des problèmes bien plus grands, par exemple la figure du PCI, à savoir la figure du père de l'idéologie qui devrait théoriquement te protéger et qui au contraire te trahit. […] Le

---

[520] Gaetano Scardocchia, *Minuto per minuto, il comizio di Lama e la violenta battaglia all'Università,* "La Stampa", 19 février 1977.

[521] Voir : *Gli "autonomi": una lunga storia di violenze squadristiche* et Aldo Tortorella, *Saper vedere il pericolo,* "L'Unità", 19 février 1977.

[522] Ferdinando Adornato et Gad Lerner (dir.), *Il movimento del '77,* cit.

> syndicat et le PCI nous attaquaient, tout comme la police et les fascistes. Dans ce moment, il était devenu évident qu'il y avait une fracture irrémédiable entre eux et nous[523].

Pour les étudiants romains d'extrême gauche qui participent à ces incidents, il s'agit donc d'un véritable choc émotionnel, voire d'un moment d'initiation qui projette plusieurs d'entre eux dans une plus haute et vaste dimension d'antagonisme armé[524]. Face au durcissement de la répression par les forces politiques au pouvoir[525], ainsi qu'à la perte du quartier général universitaire, les franges outrancières devenues prédominantes décident d'accepter l'affrontement direct avec le « système », sous le slogan : « Ils nous ont chassés de l'Université, maintenant nous nous prenons la ville entière ! »[526]Pour ce faire, les étudiants plus radicaux tentent de mettre à distance leur statut d'intellectuel pour se rapprocher du reste des « citoyens exclus » en lutte : chômeurs, précaires, journaliers, femmes opprimées, petits criminels, mais aussi ouvriers et employés soumis à programmes de restructuration productive[527]. En ce sens, les écoles et l'Université cessent dorénavant d'être considérées comme des milieux d'avant-garde et de direction pour se transformer en simples lieux urbains de l'exercice subversif. Comme l'affirme en effet un communiqué du mouvement : « notre condition est la condition de tous ces prolétaires, obligés par la crise à accepter l'exploitation, le travail au noir, le chômage. Nous ne nous reconnaissons plus en tant qu'étudiants : nous sommes tout simplement une partie du prolétariat »[528]. Privés de « l'agora » universitaire, les jeunes du *mouvement de 1977* trouvent dans l'appareil territorial des « comités autonomes » - le seul réseau extraparlementaire encore actif à Rome, suite à la dissolution des derniers « groupes » post-soixante-huitards – les

---

[523] Nanni Balestrini et Primo Moroni, *L'orda d'oro,* cit*.,* pp. 536-540. Voir, en ce sens, les incidents qui impliquent les étudiants "autonomes" du lycée "Francesco D'Assisi"et les militants de la section PCI du quartier Centocelle le 19 février : ces accrochages sont directement liés aux séquelles de "l'expulsion de Lama". Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Vent'anni di violenza politica in Italia,* cit*.,* p. 588.

[524] Fabrizio De André saisit ce sentiment dans les vers suivants : *Ed ero già vecchio quando vicino a Roma a Little Big Horn/ capelli corti generale ci parlò all'università/ dei fratelli tutte blu che seppellirono le asce/ ma non fumammo con lui non era venuto in pace,* Fabrizio De André, *Coda di lupo,* "Rimini", Ricordi, 1978.

[525] Le lendemain de « l'expulsion de Lama », le ministre Cossiga annonce un ultérieur durcissement de la répression policière. Voir : Miriam Mafai, *Cossiga annuncia nuove misure di polizia,* "la Repubblica", 22 février 1977. Voir aussi : Sandro Viola, *Quest'Italia ricorda il 1919,* ivi, 26 février 1977.

[526] Voir : Nanni Balestrini et Primo Moroni, *L'orda d'oro,* cit., p. 546.

[527] Voir : Roberta Tomassini, *Studenti e composizione di classe,* Milano, Aut-aut, 1977. Pour une lecture interne à l'aire de l'autonomie, voir : Antonio Negri, *Proletari e Stato : per una discussione su autonomia operaia e compromesso storico,* Milano, Feltrinelli, 1977.

[528] Il Movimento di lotta dell'Università, *Dal movimento autonomo degli studenti, dei disoccupati, a tutti i lavoratori, le donne, i giovani proletari,* tract n. 24, 8 mars 1977, disponibile sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/settesette/volantini21-30.htm.

structures indispensables pour continuer à organiser la contestation : dans ce cadre, au cours de la deuxième partie de février des « commissions de quartier » - réunissant étudiants et agitateurs extraparlementaires – sont mises informellement en places dans les zones populaires de la capitale, où la galaxie « autonome » est déjà installée[529]. Cette nouvelle disposition comporte naturellement une plus étroite participation des étudiants gauchistes aux pratiques propre à *l'illégalité de masse* (notamment les « expropriations juvéniles » et les sabotages)[530], tout en consolidant davantage leur familiarité avec les méthodes de la subversion et de la révolte armée. Ces nouvelles promotions de militants « rouges » se retrouvent ainsi plongées dans une routine quotidienne aux velléités proto-insurrectionnelles, au sein de laquelle murissent aussi des expériences de contre-pouvoir et surtout de petite guérilla urbaine : comme ce sera le cas des affrontements de samedi[531] 5 mars 1977, quand un meeting non autorisé des « autonomes » romains – organisé devant la cité universitaire pour protester contre la condamnation de leur collègue Fabrizio Panzieri, accusé de l'homicide de l'étudiant néofasciste Mikis Mantakas – se transforme en un rude accrochage avec les forces de l'ordre, pendant lequel deux agents sont touchés par balles[532]. L'augmentation de la virulence et l'élévation du niveau paramilitaire du *mouvement de 1977* se manifeste de façon éclatante dans la « bataille » du samedi suivant, 12 mars 1977[533], qui est resté dans l'histoire pour sa portée numérique et pour sa puissance dévastatrice (la « terrible beauté », d'après la définition donnée par Franco Piperno)[534]. Comme le décrira précisément le sixième chapitre de ce travail, une masse énorme de jeunes armés[535],

---

[529] Voir : Il Movimento di lotta dell'Università, *Dal movimento autonomo degli studenti, dei disoccupati, a tutti i lavoratori, le donne, i giovani proletari,* 8 mars 1977, disponible sur : www.nelvento.net/archivio/68/settantasette/volantini21-30.htm.

[530] Voir le chapitre 4 de ce travail.

[531] La mouvance extraparlementaire romaine décide dans cette période de fixer le samedi comme date consacré aux manifestations antisystèmes en ville : ce choix dérive de l'exigence de maximiser la participation des militants, profitant du premier jour non ouvrable avant la "pause incontournable" du dimanche. Voir : Comitato di lotta dei lavoratori precari dell'Università di Roma, *Tutti i sabato a Roma,* 11 mars 1977, disponible sur : www.nelvento.net/archivio/68/settantasette/volantini21-30.htm.

[532] Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Vent'anni di violenza politica in Italia*, cit., p. 590. Pour une reconstruction détaillée, voir le chapitre 6 de ce travail.

[533] Les motivations à la base de cette manifestation sont emblématiques de la structure et des finalités du *mouvement de 1977:* comme l'affirme le document qui convoque le rassemblement, "*Contre l'État de la crise et de l'austérité, constituons-nous les organismes du pouvoir prolétaire dans les usines et dans les quartiers; relançons-nous les pratiques de l'appropriation et l'imposition des prix politiques sur le territoire; à partir des lieux de travail à l'Université, utilisons-nous nos connaissances pour créer des nouvelles formes d'activité humaine étrangère au travail salarié et aux institutions capitalistes; liberté pour Daddo et Paolo; liberté pour Panzieri; liberté pour tous les militants communistes et les combattants révolutionnaires, détenus de guerre de l'ennemi de classe*", in Comitati Comunisti, *Organizziamo per il 12 marzo una grande manifestazione proletaria nazionale!,* 11 mars 1977, disponible sur: www.nelvento.net/archivio/68/settantasette/volantini21-30.htm.

[534] Voir : Franco Piperno, *Dal terrorismo alla guerriglia,* "Pre-print", n. 1-4, dècembre 1978.

[535] Entre dix et trente mille, sur presque cent mille manifestants selon les différentes estimes.

parmi lesquels les étudiants romains représentent la composante majeure, ravage la capitale à travers « fusillade, incendies, pillages assauts, barricades »[536], établissant le point le plus haut de l'activité antisystème du militantisme extraparlementaire à Rome[537].

Encore une fois, donc, les étudiants romains ont réagi à la fermeture de leurs espaces de sociabilité, de réunion et d'expression, en transformant la rue en une nouvelle « faculté révolutionnaire »[538] : mais à la différence de 68, en 1977 le contexte extérieur pour ces jeunes est désormais précipité dans une spirale régressive et nihiliste. La pulvérisation de tous les mythes (l'Union soviétique, la Chine, le Vietnam, Cuba) et le rejet des guides historiques (le PCI, mais aussi les groupes extraparlementaires), la militarisation de l'ordre public[539] rendent finalement ces étudiants gauchistes « orphelins » de passé et de futur[540]. Comme le dira un bilan de fin d'année proposé par le quotidien « Lotta Continua », qui tente de faire le point sur les convulsions du militantisme néomarxiste :

> Nous n'avons plus rien, chers camarades. Nous sommes orphelins. C'est tellement difficile de s'orienter, de vérifier, de sortir de la mythologie pour nous rencontrer et avancer ensemble. Notre monde s'est réduit. L'horizon est plus court. C'est un mal. Le Vietnam juste dix ans auparavant : les drapeaux Viêt-Cong aux manifestations, à Rome comme à Berlin. La Palestine, la Chine, le Portugal. Mais aussi la dictature du prolétariat. Alt ! La dictature de qui, avec qui, comment, quoi ? Marx et le marxisme. […] Vive, quoi ? Vivre. Vivre n'est pas assez[541].

Leur charge de frustration et de rage devient par conséquent autoréférentielle et incapable de poursuivre un véritable plan d'action, ne trouvant alors que trois

---

[536] Voir : Fabrizio Carbone e Liliana Madeo, *Guerriglia a Roma,* "La Stampa", 13 mars 1977 ; *Tutto il centro di Roma sconvolto per ore da assalti di gruppi teppistici armati,* "L'Unità", 13 mars 1977.

[537] Voir aussi : Primo Moroni et Nanni Balestrini, *L'orda d'oro,* cit.*,* pp. 544-553.

[538] Voir : Commissione Controinformazione del movimento di lotta, *Comunicato stampa della commissione controinformazione del movimento di lotta dell'Università,* tract n. 20, 5 mars 1977, disponibile sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/settesette/volantini11-20.htm.

[539] Le 8 août 1977, la loi n. 533 élargit les pouvoirs répressifs de la police.

[540] Voir : Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit.*,* pp. 555-566 ; Ermanno Taviani, *Il terrorismo rosso, la violenza e la crisi della cultura politica del PCI,* in Angelo Ventrone (dir.), *I dannati della rivoluzione,* cit., pp. 101-126. Sur la réception en Italie de la crise de l'internationalisme communiste, voir : *Dietro il golpe di Pechino*, "L'Espresso", 24 octobre 1976 ; Giorgio Bocca, *Il Vietnam esiste ancora?,* ivi, 5 décembre 1976; Lisa Foa, *Che cosa è andato storto nel nostro internazionalismo?,* "Ombre Rosse", n. 26, décembre 1978.

[541] *Glossarietto di un anno assai strano,* "Lotta Continua", 31 décembre 1977.

débouchés : le refuge dans la réalité parallèle promise par l'héroïne, la tentation de mettre un terme à l'angoisse existentielle à travers le suicide ou la poursuite du parcours de radicalisation politique, souvent jusqu'à l'entrée dans les formations clandestines du *parti armé*[542]. Le début de la fin survient le 21 avril 1977, quand les contestataires tentent, pour la dernière fois, d'occuper la cité universitaire en riposte à l'approbation de la énième réforme académique[543]. La décision des étudiants de n'opposer aucune résistance à l'évacuation policière qui suit pour déplacer la confrontation dans les quartiers contigus est significative des transformations des modalités de mobilisation de la jeunesse gauchiste romaine. La Sapienza n'est plus qu'une simple parcelle du champ de bataille métropolitain, sans valeur symbolique spécifique, sacrifiée à une stratégie qui considère désormais l'attaque contre les appareils étatiques comme bien plus importante que les revendications estudiantines. La chronique journalistique des évènements fait bien ressortir ce tournant, qui a « conduit la contestation dans la dimension de la guérilla »[544] :

> l'ordre d'évacuation arrive à 14 heures […] les policiers emploient quarante-cinq minutes pour faire sortir tous les occupants des différentes facultés […]. Un millier de jeunes se rassemble devant l'entrée de l'Université […]. Une heure et demie de guérilla, menée dans le cadre d'une tactique déjà expérimentée : les jeunes attaquent la police, puis ils se dispersent en donnant l'impression que tout est terminé : mais peu après, ils se représentent - en apparaissant aux côtés ou derrière ou en face aux policiers - et lancent pierres, billes, bombes ; ils tirent des coups d'armes à feu et enfin ils disparaissent à nouveau. […] Certains jeunes bloquent deux bus […] afin de construire une barricade ; ensuite, cachés derrière ces deux véhicules, ils répondent aux gaz lacrymogènes des policiers et des carabiniers. […] des groupes de combattants […] jettent des cocktails Molotov et s'enfuient : des agents les poursuivent. Un ou deux jeunes se détachent du groupe en fuite, se tournent et tirent avec des pistolets : deux balles touchent à la poitrine la recrue Settimio

---

[542] Pour ce qui est de la question de l'héroïne, voir : Giancarlo Arnao, *Rapporto sulle droghe,* Milano, Feltrinelli, 1976 ; Dori Zamboni, *Giovani tra droga e speranza: fatti vissuti,* Roma, Città Nuova, 1977. S'agissant de la dialectique entre suicide et lutte armée, voir : *Care compagne, cari compagni : lettere a Lotta Continua. La storia del 77 in 350 lettere,* Roma, Edizioni di Lotta Continua, 1978 ; Walter Tobagi, *Ricordando senza rabbia il 68 lontano,* "Corriere della Sera", 2 février 1978. Sur l'adhésion au "parti armé", voire les chapitres 6 et 7 de ce travail.

[543] Il s'agit cette fois de la « réforme Malfatti ». Voir : *Riforma Universitaria,* "La Stampa", 16 avril 1977.

[544] Voir : *Da contestazione a guerriglia: un anno di Università a Roma,* "La Stampa", 22 avril 1977.

> Passamonti, 22 ans […] Une autre balle rejoint la recrue Antonio Merenda et se plante dans son crâne, en pénétrant à travers le palais. Les deux jeunes tombent un après l'autre : le premier à rue Stintino, le second à rue Marracini. […] Pour la première fois, les combattants ont signé leur action. Dans le point exact où Passamonti a été tuée, un inconnu a contourné à l'aide d'un spray la tache de sang en écrivant à l'intérieur "Ici, un carruba a été descendu, le camarade Lo Russo a été vengé". Enfin, le dessein de la faucille et du marteau. "Carruba" est la définition méprisante utilisée pour indiquer les agents de police. Lo Russo est le jeune mort pendant les accrochages de Bologne[545].

Une barricade érigée par les étudiants romains pendant les affrontements du 21 avril 1977.

[545] Giuseppe Fedi, *Roma: agente ucciso negli scontri dopo lo sgombero dell'Università,* "La Stampa", 22 avril 1977.

L'intervention des forces de l'ordre.

La police sous attaque qui réagit en tirant à hauteur d'homme.

La journaliste américaine Patricia Barnie blessée par une balle perdue.

Les agents Passamonti e Merenda touchés.

L'agent Settimio Passamonti transporté en vain à l'hôpital.

Source : Archives photographiques de « L'Unità »

Comme l'homicide de Mikis Mantakas avait dédouané l'exercice de la pratique armée pour les franges gauchistes de la mouvance étudiante romaine, ainsi l'assassinat d'un policier (l'autre agent survivra par miracle) marque l'extension de la violence meurtrière à des cibles extrascolaires. En ce sens, déjà, le choix de revendiquer l'homicide d'un policier à Rome comme une rétorsion draconienne pour la mort d'un étudiant (Francesco Lorusso) tué par les forces de l'ordre à Bologne (11 mars 1977)[546], témoigne de la dissolution du *mouvement de 1977* en tant que rassemblement sectoriel à caractère revendicatif et ouvre idéalement la voie de la « guerre à l'État républicain » pour ses ressortissants plus inquiets et radicalisés. En effet, le résultat sanglant de cette journée n'est pas vécu par eux, comme un évènement extraordinaire, mais plutôt comme un « rite de passage » à l'âge adulte de la subversion anticapitaliste : au point qu'à partir des jours consécutifs à l'attentat, un des slogans préférés dans les cortèges de l'ultragauche romaine devient : « Il Movimento non si tocca, Settimio Passamonti t'abbiam sparato in bocca ! »[547]. Confrontée à cette militarisation intégrale de l'action contestataire, conséquence directe de la pulvérisation de toute instance strictement universitaire, la galaxie composite du *mouvement de 1977* ne peut qu'imploser faute de perspective et d'identité : comme le remarque un document de l'aile « politicienne » - qui venait d'être expulsé définitivement (2 mai 1977) à cause de ses positions « trop attentistes »[548] - pour faire sortir le mouvement de cette spirale autodestructrice activée par les faits du 21 avril, il faudrait procéder à rebours :

> Cela ne signifie pas du tout abandonner le champ de bataille de l'Université : au contraire, il s'agit de récupérer et de valoriser l'Université non seulement comme espace physique, mais aussi comme lieu de connexion pour les masses en lutte. Il faut, en ce sens, une installation effective dans les facultés et un élargissement des couches étudiantes et juvéniles impliquées. En définitive, le but est de transformer

---

[546] Francesco Lorusso, étudiant universitaire et militant de « Lotta Continua », est tué par les carabiniers le 11 mars 1997 à Bologne pendant des affrontements qui opposent forces de l'ordre et militants gauchistes. Voir : Piero Cerati, *Università : gravi scontri a Bologna, uno studente ucciso dai carabinieri,*. "La Stampa", 12 mars 1977.

[547] Voir : Vittorio Vidotto, *Violenza politica e rituali della violenza,* in Angelo Ventrone (dir.), *I dannati della rivoluzione: violenza politica e storia d'Italia negli anni Sessanta e Settanta,* cit*.,* pp. 41-60. Voir aussi : Giovanni Maria Ceci, *Giovani o mostri ? La Democrazia cristiana e il « movimento del '77 »,* cit*.,* p. 102.

[548] Le 2 mai 1977, un mouvement déjà agonisant expulse les composantes « politiciennes », expression de « Democrazia Proletaria » (qui réunissait les ressortissants de « Lotta Continua » et de « Avanguardia Operaia ») et le « Gruppo degli 11 » lié au Collectif de Lettres. Voir : Gruppo degli 11, *Perché 50'000 compagni ritornino nel movimento,* 3 mai 1977, disponibile sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/autonomia/lettere.htm

> progressivement le siège capitaliste à l'Université « rouge » en un « siège prolétaire » à la ville capitaliste[549].

Le contexte romain n'offre plus, toutefois, les conditions nécessaires pour tenter une telle conversion : si d'un côté le niveau d'antagonisme atteint porte le gros des jeunes à rechercher des « solutions drastiques » qui attaquent désormais les fondamentaux de la coexistence démocratique ; de l'autre, par une combinaison de facteurs exogènes les bases du militantisme extraparlementaire. Tout d'abord la diffusion massive de l'héroïne parmi les nouvelles générations de la capitale, qui comporte souvent « l'élimination physique » des sujets qui l'utilisent : il s'agit d'un véritable fléau, dont la portée – comme l'expliqueront en détail les chapitres 6 et 7 – pousse les formations subversives à intervenir violemment contre les dealers, jugés comme des agents infiltrés au service de la contre-révolution[550]. Ensuite, l'attrait croissant de la loi n. 285 du 1er juin 1977 favorisant « l'emploi juvénile » à travers la création de postes de travail « en déficit budgétaire » dans les administrations publiques et dans les grandes entreprises privées[551] : une mesure législative pensée expressément pour étouffer une des sources majeures de la révolte du *mouvement de 1977,* telle que le « chômage intellectuel » qui à Rome concerne des dizaines de milliers de diplômés[552]. L'apparition de ce nombre imposant d'emplois, généralement fictifs, désamorce en effet la tension contestataire de plusieurs jeunes militants qui voient, pour la première fois dans leur vie, s'ouvrir un avenir professionnel et économique, en mesure de donner un sens à leur parcours éducatif[553]. Enfin, la mise en place d'une campagne radicale de répression judiciaire contre les « collectifs autonomes » à partir de l'automne 1977, qui détruit les derniers lieux d'agrégation et de coordination à disposition de l'extrémisme étudiant[554]. La crise comportementale qui investit la jeunesse gauchiste romaine au lendemain de l'homicide Passamonti est témoignée aussi par l'évolution de la dernière grande mobilisation des

---

[549] Gruppo degli 11, *Perché 50'000 compagni ritornino nel movimento,* 3 mai 1977, disponibile sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/autonomia/lettere.htm.

[550] Voir : Guerriglia comunista, *Comunicato Eroina,* cit.

[551] Voir : *Anche nell'artigianato lavoro per i giovani,* "L'Unità", 23 juin 1977 ; *Regione: impegno per superare i limiti della legge nazionale,* ivi, 25 juin 1977.

[552] D'après les données statistiques ISTAT, le taux de chômage concernait en 1977 plus de deux millions de jeunes Italiens.

[553] Voir : Salvatore Mazzamuto (dir.), *I giovani e il lavoro: sindacati, movimento giovanile, istituzioni e Legge 285,* Bari, De Donato, 1978.

[554] Voir : *A Roma e a Torino con l'accusa di costituzione di "bande armate" chiuse tre sedi di "Autonomia operaia",* "L'Unità", 8 novembre 1977 ; *La vendetta del questore,* "Lotta Continua", 8 novembre 1977 ; Arminio Savioli, *Dossier del PCI su terrorismo e violenze a Roma,* "L'Unità" 17 décembre 1977.

« lycéens », entamée à la fin de février 1978 : les protestations, réclamant le « 6 politique » (garantie inconditionnée de la « mention passable »), s'épuisent rapidement sans obtenir le moindre résultat, tout en laissant les seuls militants « autonomes » à bruler la frustration pour cet échec dans une flambée de guérilla urbaine (25 février 1978), qui dévaste aveuglement les zones entourant les écoles[555]. Dès lors, même la conflictualité interne aux établissements secondaires de la capitale perd sa connotation catégorielle, dépassée par l'explosion de la lutte armée à Rome.

Dans ce contexte, la pulvérisation de tout repère et la perte de contact avec les « corps intermédiaires » de la gauche (le parti, les groupes, le mouvement), oblige la fraction juvénile qui ne veut pas abandonner le chemin du maximalisme à se déverser comme une « avalanche sauvage » dans les formations clandestines et ultra-radicales du *parti armé*, les seuls organismes de l'ultragauche encore actifs[556]. A posteriori, le ministre de l'Intérieur de l'époque, l'ennemi juré du *mouvement de 1977,* Francesco Cossiga, admettra le rôle décisif joué par cette forme drastique de répression policière dans l'alimentation d'une dérive paramilitaire et parfois terroriste de la violence politique à Rome :

> J'ai un scrupule. J'ai écrasé définitivement l'autonomie, en envoyant les véhicules blindés à défoncer les portails de l'Université de Rome et à la réoccuper après l'expulsion de Lama […]. Mais la fermeture de ce milieu de défoulement a jeté plusieurs personnes dans les bras des Brigades Rouges et de Prima Linea[557].

Les BR, en particulier, qui viennent d'implanter en 1977 une section dans la capitale, deviendront les bénéficiaires principales de cet exode : trois poids lourds de la « colonna romana » (Emilia Libera, Bruno Seghetti et Antonio Savasta) proviennent en fait des rangs du *mouvement de 1977*[558]. Mais aussi à l'extrême droite les « formations combattantes », notamment le N.A.R. naissant, se renforcent de recrues

---

[555] Voir : *Aggressioni, violenze e bus incendiati: raid di "autonomi" nei quartieri della città dopo il fallimento dello sciopero nelle scuole per il "6 garantito",* "L'Unità", 26 février 1978. Pour une analyse interne à l'ultragauche romaine, voir : *Cariche sin dall'inizio: 33 arresti,* "Lotta Cotinua", 26 février 1978.

[556] Voir : Giorgio Bocca, *Noi terroristi: 12 anni di lotta armata ricostruiti e discussi con i protagonisti,* Milano, Garzanti, 1985, p. 186. Voir aussi : Massimo D'Alema, *La lotta aperta nella scuola: la miseria ideale di chi distrugge,* "L'Unità", 1er mars 1978.

[557] Interview de Aldo Cazzullo, *Non rimanderei i blindati in piazza. Molti autonomi finirono nelle Br,* "Corriere della Sera", 25 janvier 2007.

[558] Voir : Giovanni Bianconi, *Mi dichiaro prigioniero politico: storia delle Brigate Rosse,* cit.; Luigi Manconi et Raimondo Catanzaro (dir.), *Storie di lotta armata,* cit., pp. 409 et s..

juvéniles arrivées au néofascisme radical par esprit de contradiction[559]. D'ailleurs l'intégration au début de 1978 des franges extrémistes grandies au sein du mouvement étudiant romain dans les structures opérationnelles de la « guerre contre l'État », porte progressivement les écoles et les Départements universitaires à fonctionner de cellules urbaines pour le recrutement et la propagande des groupes clandestins armés[560] : une dynamique qui déterminera la constitution d'un petit réservoir d'aspirants combattants révolutionnaires, qui finiront par s'impliquer, en qualité d'organisateurs ou d'exécuteurs, dans les plus graves épisodes des « années de plomb »[561].

[559] Voir : Giorgio Cingolani, *La Destra in armi,* cit.; Adalberto Baldoni et Sandro Provvisionato, *Anni di piombo,* cit., pp. 243 et s. ; Sergio Zavoli, *La notte della Repubblica,* cit.

[560] Voir : *Volantini BR ritrovati al magistrale "Meucci",* "L'Unità", 18 mai 1979 ; *Affollata assemblea di protesta subito dopo l'atroce delitto: l'immediata risposta dell'Università,* ivi, 13 février 1980; *Bomba fascista al liceo "Gramsci" di Primavalle: l'ennesimo atto terroristico contro la scuola firmato dai Nar,* ivi, 19 avril 1980.

[561] Voir : Piero Bernocchi, *Dal '77 in poi,* Bolsena, Massari, 1997. Voir aussi : Giovanni Bianconi, *Mambro: lì decisi di cominciare con la lotta armata,* "Corriere della sera", 8 janvier 2008.

3ème Partie

L'institutionnalisation de la violence politique d'extrême gauche à Rome.

Les répertoires d'action et la géographie urbaine des groupes subversifs (1970-1982)

Chapitre 6

L'illégalité de masse dans la capitale. Les groupes extraparlementaires et « l'autonomie »

Les parties précédentes ont reconstruit le rôle fondamental joué par la mobilisation soixante-huitarde dans le processus de fusion des nombreux conflits structurels qui affectaient la réalité romaine d'après-guerre. Au niveau de l'organisation sociale, en effet, l'apparition d'une nouvelle génération de militants – rompus à la pratique collégiale, imprégnés d'esprit de contradiction et porteurs d'une attitude émancipatrice - se révèle être le principal agent d'agrégation de ces différentes instances protestataires. En particulier, dans le chapitre consacré à l'explosion de la conflictualité juvénile, il a été montré comment le mouvement étudiant romain avait fait appel aux analyses préexistantes sur les « maux de la capitale », élaborées pendant deux décennies par le PCI, pour tenter de repérer la corrélation fondamentale qui réunirait les multiples – et en apparence indépendants - moments de la crise sociale en ville. De ce fait, dans le cadre d'un modèle interprétatif universaliste, qui se teint*e* rapidement de néo-marxisme radical, le paradigme de la domination néocapitaliste finit par s'imposer comme le facteur responsable de l'ensemble des problèmes de la ville. Du coup, les phénomènes de l'industrialisation manquée, de la persistance de la « question romaine » à travers le pouvoir politico-financier du Vatican, de la violence néofasciste, de la distorsion du marché immobilier, de la spéculation foncière, de la dégradation de l'environnement urbain, de l'explosion du coût de la vie, de la précarisation du travail, de l'autoritarisme des classes dirigeantes, sont tous considérés comme des manifestations finales – directes ou indirectes – de l'exploitation bourgeoise sur le prolétariat urbain. D'ailleurs, cette lecture « économiciste »[1] permet à ces jeunes militants de réaffirmer, en dépit de ses singularités, la participation de Rome à la modernité occidentale et, par conséquent, de relier la lutte étudiante romaine avec ses homologues américaines, françaises et allemandes. Au sein d'une telle vision, le positionnement périphérique de la capitale italienne dans l'échiquier du pouvoir impérialiste serait compensé par sa centralité géopolitique, fondamentale pour les

[1] Pour ce qui est de l'économisme appliqué aux sciences sociales – approche qui antépose le fait économique aux faits sociaux et politiques dans l'explication des événements historiques - voir : Hervé Sciardet, *Économisme et classes sociales,* "Mouvements", n. 26, 2003, pp. 55-61 ; Karl Polanyi, *Le sophisme économiciste, "Revue* du Mauss", n. 29, 2007, pp. 63-79.

équilibres de la confrontation bipolaire[2]. Le maintien de situations prémodernes au cœur de la structure urbaine de Rome – telles que la ghettoïsation des zones prolétaires ou le la faiblesse de l'industrialisation – relèverait alors d'une fonction de contrôle patronal utile aussi aux intérêts du capital international : protéger, d'un côté, les appareils décisionnels de l'État bourgeois proaméricain – notamment à l'égard du parti communiste le plus grand de l'Europe occidentale - et de l'autre garantir des bases socio-économiques pour l'accumulation de profit à travers la pratique spéculative sur les sols constructibles.

À la lumière de cette théorisation, la mise en œuvre d'une stratégie gagnante en termes de libération de l'oppression capitaliste ne peut que partir de l'organisation de la conflictualité urbaine « diffuse » dans une praxis « unitaire » à finalité subversive : c'est en ce sens qu'il faut interpréter la volonté des étudiants de sortir des enceintes universitaires pour aller à la rencontre des ouvriers (surtout des « edili ») et des luttes de quartier (principalement la « lutte pour le logement »). Il s'agit, comme il ressort bien des chapitres dédiés à ces deux fronts de contestation, d'un projet qui vise à la formation d'un vaste mouvement populaire de travailleurs dirigé par une élite de révolutionnaires professionnalisés. En fait, l'étude de ce travail propagandiste et organisationnel opéré en dehors de l'université a mis en exergue la complexe adaptation idéologique qui conditionnait l'effort des étudiants au sein de la spécificité romaine : la distance structurelle qui sépare Rome du modèle hypermoderniste occidental oblige, en effet, les militants locaux à repenser les répertoires majeurs de la koinè néomarxiste marquant la culture juvénile italienne à cette époque. Confronté à l'exiguïté de la classe ouvrière industrielle – catégorie centrale de toute hypothèse subversive appliquée aux contextes de capitalisme avancé, en raison de sa prééminence dans le processus de production tayloriste, de sa syndicalisation élevée et de sa charge anti-patronale – le mouvement étudiant romain cherche à constituer, en revanche, un bloc social antagoniste se basant principalement sur le sous-prolétariat local. Cette situation - assez inédite pour la conception du monde marxiste- comporte l'exigence d'élaborer une nouvelle pédagogie politique capable d'introduire une conscience de classe au sein d'un milieu fragmenté et à vocation poujadiste, afin de le rendre idéologiquement compatible avec le reste des secteurs prolétaires exploités par le système bourgeois. En définitive, sur la base de ces caractéristiques, le cadre urbain de

[2] Comme l'a montré le chapitre 2 de ce travail, cette importance géopolitique est déterminée par le rôle de frontière - au sein du camp atlantiste - que l'Italie exerce face au Pacte de Varsovie, à est, et au monde moyen-oriental, à sud.

Rome finit pour imposer une physionomie singulière à la mouvance extraparlementaire (le « Mouvement ») qui prend racine depuis la mobilisation soixante-huitarde.

À la différence de ce qui se passe dans les autres métropoles italiennes, l'interlocuteur privilégié du « Mouvement » romain n'est pas « l'usine », mais le « quartier », en tant que berceau de la source majeure de conflictualité urbaine (la « lutte pour le logement ») et lieu de résidence d'un vaste milieu populaire allant des « edili » au *lumpenprolétariat*. En raison de cette prééminence du « territoire » sur la « classe », le « Mouvement » de Rome trouve alors une ampleur et une hétérogénéité inégalées dans le reste du pays : la variété socio-idéologique est telle qu'elle arrive à institutionnaliser des courants internes qui se heurtent rudement au sujet de la « direction » et de la « maturité révolutionnaire » de la base militante.

En fait, des facteurs plus strictement politiques influent sur ce processus, contribuant à définir par contraste l'identité antagoniste du « Mouvement ». Tout d'abord, la rupture définitive de la dialectique entretenue avec le PCI - après l'alliance éphémère réalisée en occasion des élections de mai 1968[3] – causée par des divergences inconciliables relatives à la praxis (attitude réformiste contre perspective révolutionnaire) et à l'action sociale (bataille pour l'hégémonie sur les couches populaires). L'hostilité et la stigmatisation réciproques qui s'ensuivent portent le « Mouvement » romain à abjurer le rôle totémique du parti et par conséquent à remarquer une connotation antithétique aux préceptes du légalisme de plus en plus adopté par la gauche parlementaire au tournant des années 1970. En deuxième lieu, la rude action répressive des forces de l'ordre à l'égard des occupations et des manifestations antisystèmes induit le « Mouvement » à une militarisation accélérée de ses règles d'engagement et de ses répertoires d'autodéfense. Enfin, l'incapacité du système gouvernemental d'être à l'écoute des revendications juvéniles renforce dans les militants extraparlementaires l'idée que seule une lutte radicale et à outrance pourrait avoir des espoirs de réussite. L'intensité de ce sentiment d'altérité se fait évidente lors de la crise de participation qui détermine la fin de la mobilisation soixante-huitarde proprement dite à Rome : la régression numérique qui touche le « Mouvement » au tournant de 1969 ne s'accompagne pas, en effet, d'une résorption du niveau de conflictualité, mais tout simplement d'une réorganisation de l'activisme autour des multiples leaderships internes qui s'étaient imposés pendant les mois les

[3] Voir : *La scheda rossa dei giovani*, "L'Unità", 23 mai 1968 ; *Dai giovani la spinta più forte alla vittoria*, ivi, 29 mai 1968.

plus chauds de la contestation. De ce fait, à la structure unitaire et horizontale se substitue progressivement une articulation de groupes hiérarchisés qui institutionnalisent les différents courants idéologiques du « Mouvement » et qui tentent de rationaliser les énergies résiduelles de la mobilisation malgré le reflux du militantisme de masse[4].

I. *Le processus d'installation des groupes extraparlementaires et le début de l'illégalité de masse à Rome (1969-1973)*

À Rome la première frange idéologique qui arrive à se doter d'une organisation autonome est celle maoïste : le 4 octobre 1968, quand la mobilisation soixante-huitarde est encore active, se forme sous la direction d'Aldo Brandirali[5] « l'Unione dei comunisti italiani (marxisti-leninisti) ». Il s'agit d'un groupe nombreux et sectaire qui tire ses dirigeants des rangs plus « intellectuels » du « Mouvement » romain – notamment les figures de Luca Meldolesi et de Nicoletta Stame – et qui demande un militantisme fondamentaliste sans aucune distinction entre le « personnel » et le « politique »[6]. En effet « L'Unione » se veut une cellule italienne des « gardes rouges » chinois, engagés au sein de la « Révolution culturelle » dans la construction d'une conduite de vie intégralement communiste et dépourvue de toute superstructure : dans ce cadre, aux jeunes militants est imposée une fidélité absolue au principe du centralisme démocratique, la subordination au charisme du guide suprême (« noyau d'acier »)[7], la dévolution du gros du salaire à l'organisation, la déconnexion totale à l'égard des règles et des coutumes du reste de la société[8], le cloisonnement en structures sectorielles d'activité (jeunes, femmes, anciens partisans, propagande,

---

[4] Sur les modalités et les débats internes de ce processus de réorganisation, voir : Rossana Rossanda, *Elogio dei gruppettari* et Romano Màdera, *Il seme gruppuscolare e l'humus del movimento,* in *Dal movimento ai gruppi,* "Il Manifesto", suppl. n. 10, octobre 1988. Pour un regard historiographique, voir : Sidney Tarrow, *Democrazia e disordine: movimenti di protesta e politica in Italia dal 1965 al 1975,* cit.*;* Robert Lumley, *Dal '68 agli anni di piombo: studenti e operai nella crisi italiana,* cit., pp. 11-191; Giacomo Parrinello, *La sinistra rivoluzionaria italiana dopo il Sessantotto: esperienze, orizzonti, linguaggi,* cit.

[5] D'origine prolétaire et antifasciste, Brandirali n'était pas un étudiant, mais un ancien dirigeant national de la Fédération des jeunes communistes du PCI (1962-1967).

[6] Voir : Roberto Niccolai, *Quando la Cina era vicina*, cit., pp. 105-126 ; Stefano Ferrante, *La Cina non era vicina: Servire il Popolo e il maoismo all'italiana*, Milano, Sperling & Kupfer, 2008.

[7] Le leader Aldo Brandirali portait le titre de « grand et juste camarade le secrétaire national ».

[8] Par exemple, les militants de "L'Unione" s'épousaient entre eux avec un rituel accompli par la guide suprême.

émigrés…). De composition éminemment bourgeoise, ce groupe représente le rassemblement principal de la galaxie néo-léniniste prochinoise en Italie[9] : son succès en termes d'adhésions[10], sa forte présence dans les deux métropoles majeures du pays[11], sa capacité communicative et organisationnelle lors des manifestations antisystèmes, son lien idéal avec la nouvelle frontière de l'anti-impérialisme – à savoir la Chine alliée du Vietnam du Sud – en font le premier exemple de formation révolutionnaire post-soixante-huitarde. Plus précisément, ayant émergé dans la phase régressive de la mobilisation étudiante à Rome, « L'Unione » incarne une sorte de trait d'union entre 68 et son après, voire la matérialisation d'un parcours de développement potentiellement destiné à perpétuer la lutte au-delà de la régression participative de masse. Dans le cadre du débat sur le « Que faire ? » qui anime le crépuscule de la mobilisation soixante-huitarde à Rome, « L'Unione » trace le chemin en direction de la hiérarchisation du militantisme et de la radicalisation des répertoires d'action[12]. Comme l'affirme clairement l'éditorial du premier numéro de sa revue, « Servire il Popolo » :

> Le parti marxiste-léniniste est au service du peuple : c'est le parti du prolétariat qui porte au peuple les propositions révolutionnaires du prolétariat pour la solution de ses problèmes. […] Cela signifie porter à ses éléments conscients la « ligne de masse » - composée d'idées, structures et indications correctes – afin de la faire diffuser au peuple entier et de lui permettre – grâce à son immense créativité – de réaliser la transformation de la société selon les préceptes de la ligne révolutionnaire prolétaire[13].

---

[9] La première formation néo-léniniste italienne se forme à Padoue en 1962 ("Viva Lenin"). En 1966 à Livourne naît le Partito Comunista d'Italia (m-l) – PCd'I (m-l) - suivi peu après par le Partito comunista rivoluzionario d'Italia (m-l). Le monde du marxisme-léninisme prochinois est caractérisé en Italie par une instabilité très élevée qui porte à une série ininterrompue de scissions et du coup à une faiblesse généralisé en termes d'importance sociale. Cependant, pendant la crise de 1968 entre PCUS (Parti communiste de l'Union Soviétique) et le PCC (Parti communiste chinois), le Partito Comunista d'Italia (m-l) devient le référent officiel en Italie du gouvernement maoïste. Voir : Sandro Bordone, *Il contrasto sino-sovietico e la polemica tra PCI e PCC,* "Il Politico", XLVI, n. 2, 1979, pp. 282-315. Pour ce qui est du début de cette mouvance néo-léniniste à Rome, voir : Federazione Giovanile Comunista Romana, *Mozione approvata dal congresso del circolo Campo Marzio il 9 ottobre 1962,* "Ritorniamo a Lenin!", novembre 1962.

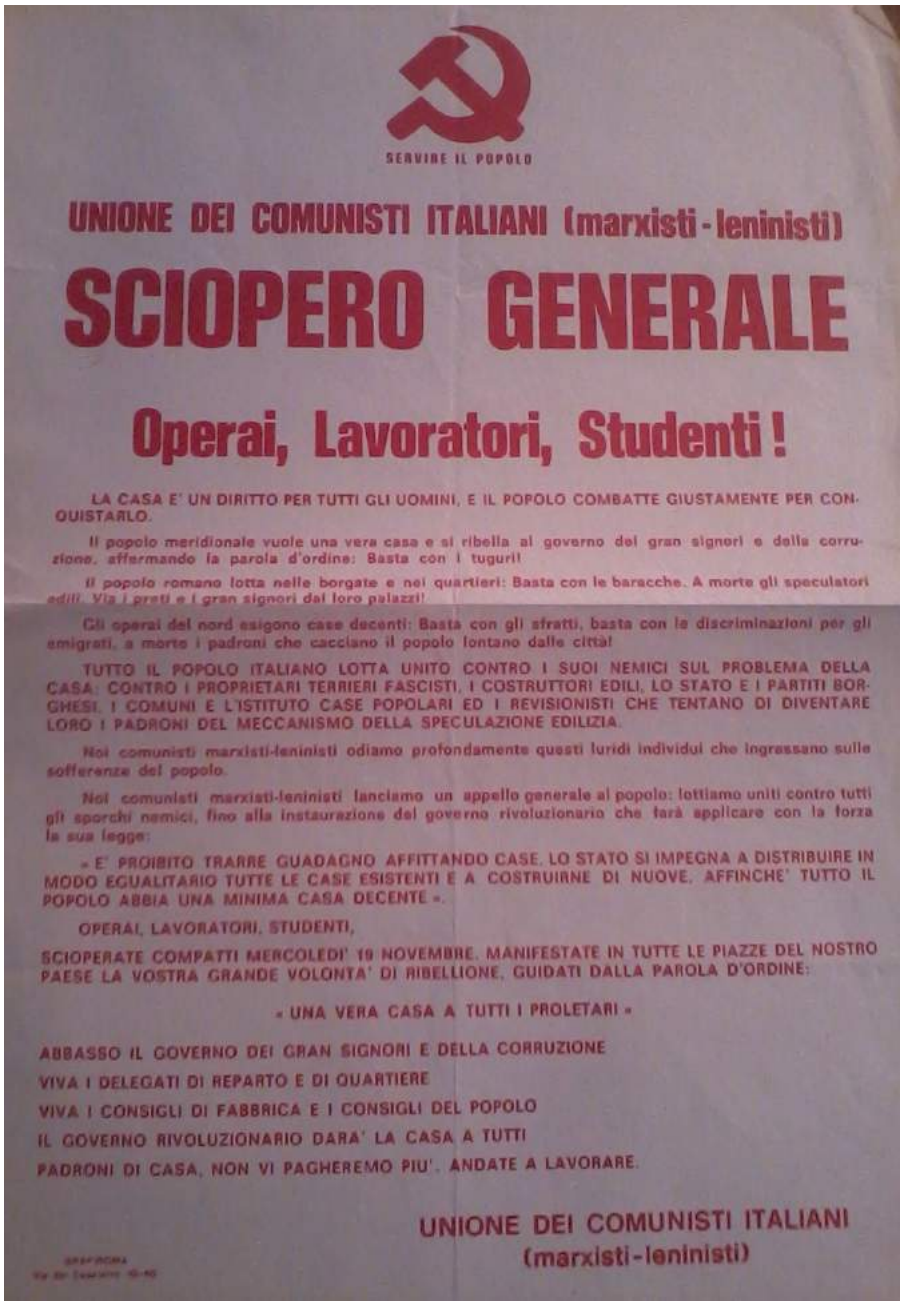
[10] À son apogée le groupe compte environ 2'000 membres.

[11] "L'Unione" peut compter à Milan sur l'activisme intégriste des ressortissants du Collectif « Falce e Martello » qui avait était fondé en 1967 par le même Aldo Brandirali.

[12] Voir : *Gli studenti e il movimento di massa,* "Servire il Popolo", n. 1, octobre 1968.

[13] Aldo Brandirali, *Impegnata a "Servire il Popolo"*, ivi.

L'attention réservée par le maoïsme aux concepts de « peuple » et de « masse » - au lieu de la plus orthodoxe, en termes marxiste, classe ouvrière – permet d'ailleurs à « L'Unione » de s'inscrire facilement dans la spécificité romaine, s'appuyant principalement sur la conflictualité de quartier et sur la « lutte pour le logement »[14].



SERVIRE IL POPOLO

UNIONE DEI COMUNISTI ITALIANI (marxisti-leninisti)

SCIOPERO GENERALE

Operai, Lavoratori, Studenti!

LA CASA E' UN DIRITTO PER TUTTI GLI UOMINI, E IL POPOLO COMBATTE GIUSTAMENTE PER CONQUISTARLO.

Il popolo meridionale vuole una vera casa e si ribella al governo dei gran signori e della corruzione, affermando la parola d'ordine: Basta con i tuguri!

Il popolo romano lotta nelle borgate e nei quartieri: Basta con le baracche. A morte gli speculatori edili. Via i preti e i gran signori dai loro palazzi!

Gli operai del nord esigono case decenti: Basta con gli sfratti, basta con le discriminazioni per gli emigrati, a morte i padroni che cacciano il popolo lontano dalle città!

TUTTO IL POPOLO ITALIANO LOTTA UNITO CONTRO I SUOI NEMICI SUL PROBLEMA DELLA CASA: CONTRO I PROPRIETARI TERRIERI FASCISTI, I COSTRUTTORI EDILI, LO STATO E I PARTITI BORGHESI, I COMUNI E L'ISTITUTO CASE POPOLARI ED I REVISIONISTI CHE TENTANO DI DIVENTARE LORO I PADRONI DEL MECCANISMO DELLA SPECULAZIONE EDILIZIA.

Noi comunisti marxisti-leninisti odiamo profondamente questi luridi individui che ingrassano sulle sofferenze del popolo.

Noi comunisti marxisti-leninisti lanciamo un appello generale al popolo: lottiamo uniti contro tutti gli sporchi nemici, fino alla instaurazione del governo rivoluzionario che farà applicare con la forza la sua legge:

« E' PROIBITO TRARRE GUADAGNO AFFITTANDO CASE. LO STATO SI IMPEGNA A DISTRIBUIRE IN MODO EGUALITARIO TUTTE LE CASE ESISTENTI E A COSTRUIRNE DI NUOVE, AFFINCHE' TUTTO IL POPOLO ABBIA UNA MINIMA CASA DECENTE ».

OPERAI, LAVORATORI, STUDENTI,

SCIOPERATE COMPATTI MERCOLEDI' 19 NOVEMBRE. MANIFESTATE IN TUTTE LE PIAZZE DEL NOSTRO PAESE LA VOSTRA GRANDE VOLONTA' DI RIBELLIONE, GUIDATI DALLA PAROLA D'ORDINE:

« UNA VERA CASA A TUTTI I PROLETARI »

ABBASSO IL GOVERNO DEI GRAN SIGNORI E DELLA CORRUZIONE

VIVA I DELEGATI DI REPARTO E DI QUARTIERE

VIVA I CONSIGLI DI FABBRICA E I CONSIGLI DEL POPOLO

IL GOVERNO RIVOLUZIONARIO DARA' LA CASA A TUTTI

PADRONI DI CASA, NON VI PAGHEREMO PIU'. ANDATE A LAVORARE.

UNIONE DEI COMUNISTI ITALIANI
(marxisti-leninisti)

Affiche de « l'Unione » qui invite tous les fronts de conflictualité urbaine à participer à la grève générale pour le « droit au logement » du 19 novembre 1969 : outre à l'usage d'une rhétorique manifestement radicale et subversive, le texte montre bien l'investissement du groupe sur cette forme de lutte de quartier, notamment par l'appropriation du paradigme de la « spéculation anti-prolétaire », élaboré précédemment par le parti communiste.

Source : Fondazione Gramsci - Rome

[14] Voir le chapitre 3 de ce travail.

« L'Unione » trouve, en effet, dans les territoires urbains de l'est - les plus pauvres et surchargés - sa propre base d'opérations : le siège central du groupe est situé rue Prenestina 78, dans le quartier « Prenestino-Labicano », tandis que les filiales sont placées à « San Basilio »[15], à « Tor Bella Monaca » [16] et à la « Borghesiana »[17].

Une photographie, prise pendant le cortège du 1er Mai à Rome, qui donne l'idée de la discipline organisationnelle et du modèle de propagande de « L'Unione ».

Source : « L'Unità » du 1er mai 1969

Au début de 1969, le groupe s'est déjà imposé dans la réalité ultragauchiste romaine : les centaines de militants de « L'Unione » participent aux manifestations du « Mouvement » avec une chorégraphie imposante et un service d'ordre très efficace ; en même temps, ils contribuent de manière décisive à donner une publicité à l'activité du CAB, ainsi qu'à stimuler la lutte des « edili »[18]. Cependant, cette formation maoïste

[15] Au 33 de rue Fossombrone

[16] Ancienne « Borgata » fasciste, déclarée par le PRG de 1962 comme zone d'expansion urbaine à caractère populaire : le surpeuplement, le manque de services et la déconnexion à l'égard du reste de la ville en faisaient un des territoires les plus dégradés de Rome. La filiale était située au 14 de rue Tito Monaci.

[17] Extrême périphérie orientale de la ville, située entre la rue Prenestina et la rue Casilina, caractérisée par une pratique abusive effrénée. La filiale se trouvait au 53 de rue Giarre.

[18] Voir : *Contro il governo e lo sfruttamento delle abitazioni*, "Servire il Popolo", cit.; *Avanza a Roma il movimento per l'occupazione delle case*, ivi, cit.

demeure dans une dimension essentiellement intellectuelle qui tend à laisser la tâche d'agir entre les mains du « Mouvement », tout en se réservant le rôle de guide spirituelle et d'avant-garde éclairée[19]. Ce manque d'action directe, associé à une réélaboration doctrinale incessante (inévitablement accompagnée par des épurations et des scissions)[20], constitue en effet la faiblesse principale du groupe et, par conséquent, devient le noyau de la critique que les autres âmes idéologiques du « Mouvement » adressent de façon croissante à « L'Unione »[21]. Le dogmatisme et le paternalisme du maoïsme romain[22] se heurtent au volontarisme d'une partie remarquable de la jeunesse militante locale qui aspire, en revanche, à une identification totale entre la théorie et la pratique révolutionnaire. Dans ce sens, au fur et à mesure que la mobilisation soixante-huitarde se retire, le modèle de parti vertical proposé par « L'Unione » perd inexorablement so*n* attractivité : aux yeux du reste du « Mouvement », sans une participation massive de la population au climat de la contestation, la rigidité puritaine, l'orgueil intellectuel et la rhétorique jargonnant des maoïstes se révèlent finalement inefficaces pour préparer la victoire du communisme en Italie[23]. Comme le rappelle l'ancien militant soixante-huitard Stefano Lepri[24], en se référant aux motivations qui éloignaient progressivement les jeunes d'une possible adhésion à « L'Unione » : « ils paraissaient enfermés dans un langage pauvre et obtus […]. Ils utilisaient trop de schématisations, trop de rituels et donnaient clairement l'impression d'un groupe sclérosé »[25]. De ce fait, tout au long de 1969, des rangs du « Mouvement » commencent à émerger de nouvelles organisations qui proposent une militance plus

[19] "*À présent, l'alternative concrète pour les révolutionnaires est la participation à la constitution de comités de « borgata », de comités d'occupation et du CAB : ces structures doivent ensuite se transformer en organisations de masse dirigées par le parti*", in "Servire il Popolo", Continua la lotta per la casa a Roma, cit.

[20] Déjà au printemps 1969 le leader Brandirali expulse le numéro 2 (Luca Meldolesi) pour cause de "déviationnisme".

[21] Le polémiste Massimo Fini, dans un célèbre reportage qui provoqua de rudes polémiques dans la galaxie ultragauchiste italienne, décrit ainsi l'activité de « L'Unione » : "*Leur travail se limite à la propagande, puisque pour eux, le parti marxiste-léniniste est la vérité, et la vérité ne nécessite rien d'autre que d'être diffusée. […] Ils sont verbalement hyperviolents, mais pratiquement inoffensifs quand il faudrait passer à l'action : ils habitent sur une autre planète, à savoir la planète de Mao",* in Massimo Fini, *L'extra-mappa,* in "Linus", n. 9, octobre 1973, p. 62.

[22] Les autres organisations majeures du maoïsme romain sont la section locale du PCd'I (m-l), située au 55 de Place Vittorio (quartier « Esquilino ») et le « Fronte rivoluzionario marxista-leninista Stella Rossa » (22, rue Celimontana, « rione Celio »).

[23] Pour ce qui est de ces caractéristiques, voir : Unione dei comunisti italiani (marxisti-leninisti), *La situazione attuale e i nostri compiti: circolare emanata dalla seconda sessione del Comitato centrale del 17 ottobre 1969*, "Servire il Popolo", 18 octobre 1969.

[24] Futur dirigeant de « PotOp » à Rome, il deviendra un des "repentis" qui témoignera contre les leaders du groupe (Toni Negri, Oreste Scalzone, Franco Piperno) accusés d'être le cerveau du « parti armé » en Italie, lors du célèbre procès « 7 avril ». Pour ce qui est de ce cas judiciaire, voir : Giovanni Palombarini, *7 Aprile : il processo e la storia,* Padova, Il Poligrafico, 1982.

[25] Aldo Grandi, *Insurrezione armata*, cit., p. 188.

dynamique et immédiate[26] : parmi les plus importants se signalent le groupe ouvriériste – dirigé par Franco Piperno et Oreste Scalzone - qui prendra plus tard le nom de « Potere Operaio » (PotOp) ; ainsi que les formations de la dissidence trotskiste[27] « Unità Operaia »[28] (UO) et « Nuclei Comunisti Rivoluzionari »[29] (NCR). Bien que caractérisée par une dialectique rude et litigieuse, cette deuxième génération de groupes extraparlementaires affiche une commune tension anti-institutionnelle qui les porte initialement à rejeter la structuration en parti politique. Par contraste absolu au modèle de « L'Unione », ces nouvelles formations opèrent d'en bas et dans le vif des moments de conflictualité urbaine, à travers l'organisation de petits « pelotons d'intervention » voués à durcir et à coordonner la lutte. La différence à l'égard de l'attitude maoïste se manifeste aussi par le choix du contexte social sur lequel agir politiquement : expressions du côté moderniste de la pensée marxiste, les milieux ouvriéristes et trotskistes tendent en effet à se concentrer sur la classe ouvrière plutôt que sur le sous-prolétariat, d'autant plus que la systématisation de ces rassemblements extraparlementaires se passe dans le climat de « l'Autunno Caldo » 1969[30]. De ce fait, les premières actions de ces groupes se produisent exclusivement dans le domaine des conflits du travail et de la bataille anti-patronale. Les ouvriéristes – suivant l'inclination intellectuelle de leurs leaders (physiciens et ingénieurs intéressés par le post-taylorisme industriel) – s'attaquent aux usines plus grandes et technologiquement avancées de la ville, telles que la FATME, la VOXSON, l'AUTOVOX et le pôle de Pomezia-Aprilia[31]. Les trotskistes, en revanche, tentent de jouer la carte de la grève générale en essayant d'unir dans un seul front contestataire les différentes situations d'agitation ouvrière[32]. À la différence de « L'Unione », qui conçoit de façon déterministe le rapport entre le parti marxiste-léniniste et la progression révolutionnaire, ces nouvelles composantes considèrent la question de l'organisation

[26] Comme « L'Unione » avait recruté notamment dans la base du « Mouvement », au contraire les rassemblements ouvriéristes et trotskistes se composent surtout de ses secteurs directionnels.

[27] Il s'agit de jeunes intellectuels qui abandonnent la section italienne de la IVe Internationale (dont les formations principales sont les « Gruppi Comunisti Rivoluzionari », GCR et le « Partito Comunista Rivoluzionario ») au tournant de 1969 pour tenter une régénération du trotskisme à la lumière de la modernisation néocapitaliste, de la société de consommation et de l'affirmation du modèle maoïste au sein du communisme international.

[28] Un des leaders majeurs de ce groupe est Augusto Illuminati.

[29] Dirigé par Franco Russo et Paolo Flores D'Arcais.

[30] Voir : Michele Salvati et Alfredo Gigliobianco, *Il maggio francese e l'autunno caldo italiano: la risposta di due borghesie*, cit.

[31] Voir : *Appunto anonimo dell'8 febbraio 1969,* Archivio Commissione Stragi, d. 271 "Franco Piperno", cit.

[32] Voir : I Compagni di "Unità Operaia", *Preparare lo sciopero generale a Roma e provincia*, cit.; Nuclei Comunisti Rivoluzionari, *Studenti, Compagni,* cit.

politique comme une variable non prédéterminée de la stratégie subversive[33]. La structure tertiaire et composite de la ville les induit, en effet, à penser que le moment historique n'est pas mûr pour proposer *hic et nunc* à Rome le « parti de la classe ouvrière » : au contraire, l'exiguïté et la fragmentation de ce secteur social leur semblent plus adaptées à l'installation d'un réseau de cellules militantes (sorte de conseils) susceptibles de garantir en perspective une implantation solide dans les usines. De là, le jour de l'insurrection devra être préparé à travers un travail quotidien de propagande, sollicitation et démonstration en mesure d'élever le niveau d'antagonisme des travailleurs jusqu'à la mise en crise du cycle économique, pilier de l'exploitation néocapitaliste[34]. Seulement à ce moment, les conditions sociopolitiques seront propices pour la constitution d'une structure d'avant-garde destinée à guider le reste du prolétariat – accroché à l'exemple de la classe ouvrière - vers la « prise du Palais d'hiver ». En ce sens, ayant négligé la dimension de quartier, le processus de territorialisation de ces groupes se révèle très lent et limité, au point que l'ouverture de sièges périphériques ne commencera qu'au tournant de 1971 : « PotOp » opère à Rome plus d'une année durant avec une seule base – d'abord située dans le « Rione Celio » et enfin localisée en rue Tasso (« Rione Esquilino ») – tout comme les trotskistes qui dirigent leur campagne exclusivement à partir de « San Lorenzo »[35].

a) Le point de non-retour : le « massacre d'État » du 12 décembre 1969

Malgré cette inscription pénible et incomplète dans le tissu urbain de Rome – aggravée d'ailleurs par le reflux de la mobilisation ouvrière associé à la conclusion de « l'Autunno Caldo » - le système des « conseils » résiste beaucoup mieux que le modèle organisationnel maoïste aux graves bouleversements qui marquent l'arrivée des années 1970. Le long cycle d'agitation sociale, entamé en 1967 par les étudiants et continué jusqu'à la fin de la décennie par les ouvriers, s'écrase en effet contre les 17 morts du « carnage de Piazza Fontana » (Milan, 12 décembre 1969)[36] : la portée sanglante et la brutalité indiscriminée de cet attentat non revendiqué déterminent une fracture émotionnelle dans la conscience collective du pays, qui à son tour porte au

[33] Voir : Franco Piperno, *Cominciamo a dire Lenin,* "Potere Operaio", 2-9 octobre 1969.
[34] Voir : *Vertenza contrattuale e lotta continua*, "Potere Operaio", cit.; "I Compagni di "Unità Operaia", *Occorre riprendere la lotta con maggiore forza*, cit.
[35] 30, Piazza dei Sanniti: siège de "Unità Operaia" et 45, rue dei Piceni, base des "Nuclei Comunisti Rivoluzionari".
[36] Voir : Giorgio Boatti, *Piazza Fontana. 12 dicembre 1969: il giorno dell'innocenza perduta*, cit.

blocage soudain des processus de démocratisation et de progrès civil sous-jacents à la vague soixante-huitarde[37]. Le « massacre de la banque de l'agriculture » - avec son cortège de mystères, scandales et de collusions qui impliquent plusieurs appareils de l'État - incarne dans ce sens un véritable tournant de l'histoire de l'Italie républicaine, qui ouvre la voie à un alourdissement drastique de la confrontation politique ainsi qu'à une radicalisation de la tension sociale[38] : en définitive, cet attentat entraîne la mise en crise du rapport de légitimation institutionnelle reliant le gouvernement et la société civile[39]. Ce 12 décembre 1969 une série d'explosions d'accompagnement touchent aussi la capitale, à l'autel de la Patrie et au siège central de la « Banque Nationale du travail »[40] : l'extrême gauche romaine en tire immédiatement l'impression d'être confrontée à une stratégie paramilitaire orchestrée probablement par les mêmes appareils de sécurité de l'État, ayant l'intention de mettre un terme définitif à la contestation sociale. Comme le rappelle l'ancien militant de PotOp Michele Grandolfo, après quelques heures des attentats, le groupe romain avait déjà sa propre version des faits :

> c'était la réaction de l'État aux luttes ouvrières et tout cela représentait la tentative de déplacer le conflit au dehors des usines. L'État ne se manifestait pas par le contrôle social du territoire : il le faisait à travers un acte de terreur. Il était évident que nous étions alors confrontés à la question du « Que faire ? » relativement à l'organisation politique externe au milieu ouvrier[41].

---

[37] Comme le note en temps réel, le journaliste Indro Montanelli : "*l'épisode de piazza Fontana a […] interpellé la conscience des Italiens plus qu'aucun autre événement de l'histoire d'après-guerre*", in Indro Montanelli, *Qualcosa di nuovo*, "Corriere della Sera", 6 janvier 1970. Voir : Maurizio Dianese et Gianfranco Bettin, *La strage. Piazza Fontana: verità e memoria*, Milano, Feltrinelli, 1999; John Foot, *La strage e la città: Milano e Piazza Fontana 1969-1999*, in Anna Lisa Tota (dir.), *La memoria contesa: studi sulla comunicazione sociale del passato*, cit., pp. 199-215; Lia Luchetti, *Piazza Fontana 12 dicembre 69: la memoria pubblica della strage*, thèse de doctorat sous la direction de Giovanni Ciofalo et Anna Lisa Tota, Université "La Sapienza" de Rome, 2013.

[38] Pour ce qui est des réactions des militants ultragauchistes, voir : Collettivo di Controinformazione, *La strage di Stato : controinchiesta,* cit.. S'agissant de la gauche parlementaire : Camilla Cederna, *Pinelli : una finestra sulla strage,* Milano, Il Saggiatore, 1971. Pour un regard historiographique, voir : Marco Scavino, *La strage è di stato. Gli anni Settanta, la violenza politica e il caso italiano,* cit.. Voir aussi : Andrea Rapini, *La strage di piazza Fontana nella storia d'Italia,* in Fabrizio Billi (dir.), *Gli anni della rivolta: 1960-1980,* cit., pp. 191-205.

[39] Voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa*, cit., p. 87.

[40] Une quinzaine de personnes sont blessées. Voir : *Simultanei attentati a Roma*, "Corriere della Sera", 13 décembre 1969 ; *Strage a Milano: 13 morti, 91 feriti. Tre bombe anche a Roma: 16 feriti*, "La Stampa", 13 décembre 1969; *Poteva essere un'altra strage*, "L'Unità", 13 décembre 1969.

[41] Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti*, cit., p. 112.

En effet, l'apparition dévastatrice des bombes pendant les phases conclusives de la plus grande mobilisation populaire depuis l'après-guerre[42] avait transformé d'un coup le cadre sociopolitique de la nation et naturellement de sa capitale. L'attention collective – jusque-là concentrée sur le difficile renouvellement des conventions du travail[43] - avait été intégralement détournée vers les questions de la sécurité démocratique et de la cohésion sociale : le phénomène avait été si intense et rapide qu'il en arrive à conditionner même la composante la plus grande et intransigeante de la contestation ouvrière – le secteur de la métallurgie – qui après des semaines de refus s'était enfin pliée à la signature du contrat proposé par le patronat (21-23 décembre 1969)[44]. Pour les groupes ultragauchistes, il s'agissait clairement d'une défaite puisqu'avec la conclusion de la « vertenza » ils perdaient à la fois le théâtre et le public de leur action propagandiste en faveur des syndicats traditionnels[45]. En même temps, le déplacement de la tension d'une dimension sectorielle et historiquement bouillonnante au plus vaste contexte de la confrontation directe avec l'autorité étatique dévoilait la fragilité structurelle des formations extraparlementaires qui se révélaient toujours dépourvues d'une véritable implantation sociale au dehors des usines. De plus, en dépit du projet terroriste, la société civile italienne avait réagi avec une dignité incroyable aux attentats, en rejetant toute tentation militariste – telle que la solution putschiste à la grecque – et en se battant civilement pour la recherche de la vérité au-delà de l'improbable « thèse anarchiste » suivie longtemps par les enquêteurs[46]. Le

[42] Comme déjà démontré par le chapitre 4 de ce travail, en tant que capitale politique, Rome est l'épicentre symbolique de cette énorme mobilisation transversale : juste quelques semaines avant les attentats, la *ville éternelle* « héberge », en effet, les deux manifestations les plus imposantes de l'histoire républicaine : pour le «droit au logement » le 19 novembre et pour l'amélioration de la convention du travail de l'industrie lourde le 28 novembre 1969, c'est le tour de la manifestation nationale des ouvriers de l'industrie lourde. Voir : *Mai visto a Roma uno sciopero così,* "L'Unità", cit. ; *Un corteo lungo cinque chilometri,* ivi, 29 novembre 1969.

[43] Cette pression médiatique et sociale était incarnée par la polémique sur le "contratto bidone". Avant les attentats de Milan et Rome, les propositions du patronat italien avaient en effet déjà commencé à briser le front de la contestation ouvrière : le 7 novembre les « edili » avait signé le renouvellement et avait donc cessé les protestations, suivi le 7 décembre par les salariés du secteur chimique et les dépendants de l'industrie métallurgique d'État (8 décembre). Voir le chapitre 4 de ce travail.

[44] Voir : *Chiusa la vertenza che interessa oltre un milione di lavoratori. Metalmeccanici: dalle fabbriche approvazione unanime all'accordo*, "La Stampa", 24 décembre 1969. Voir aussi : Gino Giugni, *L'autunno caldo sindacale*, "Il Mulino", n. 1, 1970.

[45] Cette "victoire" est immédiatement remarquée par le quotidien du PCI: "*nous n'avons qu'à répéter notre jugement sur l'aberration profonde et la nocivité des positions extrémistes et aventuristes, dogmatiquement soutenues par certains groupes. Il est toutefois évident que ces mêmes positions ont été isolées, vaincues, pulvérisées lors des récentes batailles* ouvrières", in Giorgio Napolitano, *Questo Natale*, "L'Unità", 24 décembre 1969. Voir : Sergio Turone, *Sindacato e classi sociali: fra autunno caldo e compromesso storico*, cit. Voir aussi le chapitre 4 de ce travail.

[46] Emblématique, en ce sens, est la participation gigantesque et silencieuse aux funérailles des victimes qui impressionna tous les commentateurs de l'époque. Voir : *Trecentomila ai funerali delle 14 vittime : Imponente prova di civiltà a Milano,* "La Stampa", 16 décembre 1969 ; *Un monito e un impegno da Milano: centinaia di migliaia di operai, di lavoratori e di studenti hanno espresso il loro cordoglio*

mécanisme de la « stratégie de la tension » n'avait donc pas fonctionné[47] et les forces de l'opposition parlementaire s'étaient ainsi retrouvées avec entre les mains un patrimoine moral énorme à employer pour la remémoration du front antifasciste et de la défense des valeurs constitutionnelles.

Face au succès de la mobilisation démocratique alimentée par la gauche légaliste[48], à l'essoufflement des luttes ouvrières, au bond en avant de la violence politique[49] et de la répression policière[50], les groupes extrémistes réagissent de façon différente selon l'appartenance idéologique et le degré de bureaucratisation interne. La difficulté à réorganiser leur nomenclature rigide et l'intangibilité du « principe de l'action de masse » poussent les maoïstes et les trotskistes orthodoxes à récupérer une entente cordiale avec le PCI : plus orientés à l'élaboration théorique qu'à l'affrontement physique, ces formations craignent, en effet, en restant isolées, de ne pas pouvoir résister à la répression étatique entamée avec l'attentat de « Piazza Fontana » et décident, par conséquent, de faire bloc temporairement avec la gauche légaliste[51]. Sur le fond, il s'agit d'un choix forcé et contraire aux fondements subversifs de la militance extraparlementaire, qui finit inexorablement pour marginaliser ces groupes au sein de la galaxie ultragauchiste romaine : déjà au commencement de 1970 « L'Unione » perd la moitié de ses adhérents[52], tandis que le milieu romain lié à la IVe Internationale voit accélérer pendant cette année son processus de déchirement et de fragmentation[53]. En

---

facendo ala ai commossi funerali delle quattordici vittime del barbaro attentato dinamitardo, "L'Unità", 16 décembre 1969. Pour ce qui est de la bataille pour la vérité, il faut citer les multiples campagnes et manifestations en faveur de la libération de l'anarchiste Pietro Valpreda, injustement accusé de l'attentat (il devra attendre 1984 pour être officiellement acquitté) : *Caso Valpreda : appello del PCI al presidente della Repubblica,* "L'Unità", 16 septembre 1972 ; *Valpreda come simbolo,* "La Stampa", 26 mars 1974.

[47] D'après les enquêtes effectuées en préparation du dernier procès judiciaire sur l'affaire de « Piazza Fontana », cette réaction de l'opinion publique aurait même induit le président du gouvernement de l'époque, le démocrate-chrétien Mariano Rumor, à retirer sa disponibilité initiale à la déclarer l'état d'urgence. Voir : Marcella Bianco, *Il legame tra piazza Fontana e il golpe Borghese nelle recenti indagini giudiziarie,* "Studi Storici", janvier-février 2000, pp. 37-60.

[48] Voir : *Unità per sventare le manovre contro la democrazia*, "L'Unità", 15 mars 1970.

[49] Ce bond représentait l'explosion d'une instabilité latente qui s'était manifestée tout au long de 1969 à travers menaces, alarmes, sabotages et attentats ratés : l'impression sociale déterminée par le « massacre de Piazza Fontana » est donc amplifiée par cet amas préexistant de peurs et d'inquiétudes. Voir : Carlo Gregoretti, *Fabbrica della paura, "*L'Espresso", 20 juillet 1969 ; *Tre bombe a Roma,* "L'Unità", 25 novembre 1969.

[50] Les appareils de sécurité de l'État avaient réagi au carnage de Milan en activant une campagne indiscriminée d'arrestations et d'emprisonnement à l'égard des militants d'extrême gauche, qui avaient provoqué aussi une victime le 15 décembre 1969 (l'anarchiste Giuseppe Pinelli), décédée en circonstances obscures pendant un interrogatoire irrégulier. Voir : *Un giallo misterioso nell'inchiesta di Milano,* "La Stampa", 16 décembre 1969.

[51] Pour les trotskistes, voir : *Partire dalle grandi conquiste del '69 per avanzare nella lotta per un governo di sinistra,* "Lotta operaia", IX, n. 269, 6 janvier 1970. S'agissant des maoïstes, voir : *Sulla via dell'insurrezione,* Milano, Edizioni Servire il Popolo, 1970.

[52] Voir : *Scissione nell'UCI : occupate le sedi*, "L'Unità", 28 janvier 1970.

[53] Voir : Intervento dei compagni Franco, Giorgio, Giulio, Sirio, del gruppo di Roma, *L'adattamento all'ambiente: malattia infantile del trotskismo italiano,* "Bollettino interno", n. 5, 20 juin 1971.

revanche, la structure minimale associée à la vocation élitiste[54] permet aux ouvriéristes de se repositionner beaucoup plus facilement dans la nouvelle réalité post-soixante-huitarde, malgré leur méfiance idéologique envers les dynamiques extérieures au monde de l'usine. En raison de la spécificité hypo-industrielle de la ville, c'est justement la section romaine de PotOp – créé en tant que groupe national en janvier 1970 – qui se fait héraut d'un projet de réorganisation urbaine en mesure de perpétuer dans la dimension de quartier le discours révolutionnaire interrompu à cause de la fin de « l'Autunno Caldo » (passer, d'après la rhétorique militante, des ateliers à « l'usine sociale »). Ce repositionnement passe, en effet, par une réélaboration audacieuse du « refus du travail », concept qui est à la base de la théorie ouvriériste et qui ne s'appliquait, jusque là, qu'au rejet de la productivité tayloriste[55]. Sous la direction de Franco Piperno, les militants romains évoluent vers une interprétation plus large qui condamne la fatigue aberrante inhérente au travail en régime capitaliste préconisant une société communiste libérée de l'exigence même du travail[56]. Dans ce sens, le « refus du travail » devient un impératif moral, à savoir une attitude de l'esprit qui peut bien opérer au dehors du contexte industriel. Comme le note brillamment le journaliste Aldo Grandi, « le bond était sans aucun doute énorme. Pendant « l'Autunno Caldo », le mot d'ordre du « refus du travail » s'était déjà incarné dans la revendication d'un salaire déconnecté de la productivité ; cette fois, pourtant, il s'agissait d'une demande bien plus radicale : un salaire intégralement dissocié d'un rendement quelconque, à savoir une rémunération garantie a priori, indépendamment de l'existence ou non d'un rapport de travail »[57]. Moyennant ce tournant doctrinal, la section romaine de « PotOp » sort des usines - sans les abandonner - pour entamer au cours de 1970 un processus d'installation territoriale qui vise à intégrer les couches sous-prolétaires dans

[54] Voir : *Compagni non rispettiamo la tregua!*, "Potere Operaio", cit.

[55] L'idéologue majeur de l'ouvriérisme théorisait ainsi ce concept : "*Les formes modernes de la lutte ouvrière dans les pays à capitalisme avancé affichent spontanément le mot d'ordre de la bataille contre le travail, en tant que seul moyen en mesure de frapper le capital. […] Travail = exploitation : voilà la précondition logique et en même temps le résultat historique de la civilisation capitaliste. Toute hypothèse régressive est désormais impossible. L'ouvrier n'a rien à faire avec la dignité du travail et il préfère laisser au patron l'orgueil de la production*", in Mario Tronti, *Operai e capitale*, Torino, Einaudi, 1966, p. 263. Le « refus du travail » représente, en effet, le point de rupture entre la pensée ouvriériste et la tradition du PCI qui en revanche considérait le travail comme la dimension unique à l'intérieur de laquelle faire développer la révolution prolétaire. Voir : Alberto Cecchi (dir.), *Storia del Partito comunista italiano attarverso i congressi : dal dopoguerra a oggi*, Roma, Newton Compton, 1977, pp. 199-201.

[56] Cette interprétation avait été théorisée par Toni Negri – leader de la section du Vénète de PotOp – lors du Congrès de fondation du groupe (Florence, 9-11 janvier 1970). Voir *: Intervento di Toni Negri al Convegno nazionale di organizzazione. Firenze 9-11 gennaio 1970*, "Linea di massa. Documenti della lotta di classe", n. 4, 1970.

[57] Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti*, cit., p. 120.

une bataille insurrectionnelle pour la réappropriation violente de la richesse[58] : en suivant la transmission au quartier de la conflictualité ouvrière, des cellules de « PotOp » commencent alors à surgir dans les zones les plus chargées et démunies de la ville. La mise en place de ces « collectifs territoriaux » se révèle particulièrement efficace dans les situations urbaines qui, en réunissant grandes concentrations productives et habitat dégradé, présentent un mélange d'antagonisme ouvrier et d'insatisfaction sociale. D'abord dans la périphérie sud-orientale, autour de « Cinecittà », des taudis coexistent[59] avec une urbanisation intensive[60] et la FATME, épicentre de l'activisme de ce groupe extraparlementaire à Rome. Ensuite, les agglomérations prolétaires historiques (du quartier « Tiburtino » au « Prenestino-Centocelle ») coincées entre la gare Centrale[61] et la zone industrielle de « Tor Sapienza »[62]. Enfin, l'ancienne « borgata » de « Primavalle », territoire nord-occidental parmi les plus pauvres et insalubre de la ville, où figurent un nombre élevé de chantiers et de « edili ». En définitive, « PotOp » décide de réagir à la crise de mobilisation ainsi qu'à la réduction des espaces d'action politique, en créant des cellules de quartier ancrées dans les bastions de la conflictualité ouvrière en ville[63]. Le sens de cette opération spéciale pour Rome est clairement expliqué dans un article du printemps 1971 :

> Les cellules territoriales – produits d'un tournant organisationnel opéré par notre groupe – sont forcement caractérisés, s'agissant de leur structure interne, par […] la présence – à côté des ouvriers et des maçons - de couches remarquables de demi-prolétariat et sous-prolétariat, de travailleurs des services, de marginaux, de précaires […]. Les cellules […] se confrontent […] avec la crise qui à Rome s'incarne notamment

[58] Voir : *Dalla fabbrica alla scuola al territorio: costruiamo l'offensiva sul reddito*, "Potere Operaio", n. 30, 8-15 octobre 1970.

[59] Il s'agit de la grande agglomération de « borgate » et « borghetti » qui partait du « Quadraro » (quartier « Tuscolano ») et qui arrivait à la campagne de « l'agro romano » suivant les anciennes rues des aqueducs. Voir les chapitres 1 et 3 e ce travail.

[60] Notamment la réalisation du quartier « Don Bosco » et la construction d'énormes bâtiments entre les avenues Tuscolana et Appia. Voir le chapitre 1 de ce travail.

[61] À côté de la gare Centrale « Roma Termini » se situait le dépôt d'autobus de la société de transports publics (ATAC), au sein de laquelle « PotOp » avait un important groupe d'intervention.

[62] Au sein de cette zone industrielle, « PotOp » pouvait compter sur la cellule installée à la Voxson, deuxième usine de la ville (1800 employées).

[63] Au sein de ce travail de réorganisation, « PotOp » tente aussi une aventure éphémère : la mise en place d'une fusion avec « Il Manifesto », groupe incarnant la composante la plus à gauche du PCI (trois élus au Parlement, dont l'ancien secrétaire régional du Latium et chef du groupe communiste au « Campidoglio », Aldo Natoli) qui avait été expulsé du parti en décembre 1969 pour avoir publiquement condamné l'invasion soviétique de Prague. L'opération se révéla impossible à cause de l'excessive distance idéologique entre les deux groupes, notamment à propos de la violence et des temps du processus révolutionnaire. Voir : *Il nostro punto di vista,* "Potere Operaio", *n.* 37, 5-19 mars 1971.

> dans les multiples fermeture*s* de chantiers et de petites usines, dans l'augmentation drastique du coût de la vie, dans l'intensification des provocations néofascistes contre les luttes ouvrières et de quartier, dans le durcissement progressif du « problème locatif » pour un million de Romains. […] Voilà pourquoi la consigne du « salaire politique » […] en tant que pratique de l'organisation générale de la classe ; seulement ainsi le salaire peut devenir une arme pour le pouvoir ouvrier, qui n'est pas uniquement […] le pouvoir de bloquer le développement économique, mais notamment le pouvoir de détruire la société capitaliste, de se réapproprier la richesse […][64].

Cependant, l'impact du « massacre d'État » - d'après la définition établie par la célèbre contre-enquête d'extrême gauche[65] – ne s'était pas limité à réorienter la stratégie des ouvriéristes romains, mais avait aussi contribué à l'importation de nouvelles instances extraparlementaires élaborées dans les métropoles du Nord : le spontanéisme de « Lotta Continua » (LC) basé principalement à Turin et le néo-léninisme de « Avanguardia Operaia » (AO) expression de la réalité milanaise. Ces deux organisations étaient, en effet, sorties renforcées du climat de peur et de perturbation qui avait suivi l'attentat : LC avait su se faire héraut de la première et plus percutante campagne accusatoire contre le dessein néogaulliste décelé derrière l'acte terroriste[66] ; AO en revanche avait profité de sa réputation d'organisation rigoureusement disciplinée selon les préceptes bolcheviques pour attirer les diasporas de militants en cherche d'identité après le choc[67]. En plein essor, ces formations avaient alors trouvé la force et l'opportunité d'installer des sections dans la capitale de

---

[64] *Roma: nella cintura rossa nasce il partito dell'insurrezione*, "Potere Operaio", n. 40-41, 29 mai-12 juin 1971.

[65] Collettivo di Controinformazione, *La strage di Stato : controinchiesta,* cit. Pour ce qui est du développement du travail de contre-information au sein de l'extrême gauche italienne, voir : Aldo Giannuli, *Bombe a inchiostro,* cit.

[66] "*La campagne répressive lancée par la droite a cédé le pas à la campagne anti-répressive de la gauche, alimentée par le PCI et les syndicats, mais aussi par les groupuscules minoritaires désorientés d'abord par les luttes et ensuite par la répression. Les fascistes sont muselés à nouveau, aux masses on promet des amnisties et des grâces qui offrent l'occasion au Président de se montrer comme bienveillant à l'égard des sujets. […] De ce fait, le « dessein répressif » inauguré bruyamment par les bombes a révélé en l'espace d'un mois sa portée réelle : une simple velléité pour la droite, un expédient plutôt qu'un programme pour les réformistes bourgeois, une occasion pour acquérir du prestige face aux masses pour les opportunistes du PCI et des syndicats : à chacun son dû*", in Lotta Continua, *Bombe, governo e pace sociale*, 14 février 1970. Voir aussi : *E' il momento di fare i conti*, ivi, janvier 1970 ; *Come tenere viva la paura*, 31 janvier 1970.

[67] AO s'alimente, en effet, des ressortissants des GCR et de « L'Unione » fascinés par la pratique néo-léniniste comme solution à la crise de mobilisation et comme seule stratégie en mesure de garantir la victoire révolutionnaire en condition d'infériorité militaire. Voir : *Crisi e ricomposizione dei gruppi di sinistra* et *L'UCI, l'unione senza una ragione,* "Avanguardia Operaia", n. 4-5, mars-avril 1970.

l'État qu'elles déclaraient vouloir abattre, tout en impliquant les jeunes engagés qui n'avaient pas encore adhéré aux groupes existants.

Interlocuteurs de « L C. » à Rome se révèlent être les franges les plus créatives et anarchisantes du « Mouvement », fascinées par l'approche « immédiatiste » et l'attention à la marginalité urbaine d'une formation qui était considéré par ses propres fondateurs comme « un état d'esprit plutôt qu'un mouvement politique »[68] : le noyau romain se forme, en effet, autour de l'ancien groupuscule soixante-huitard des « Uccelli » et des « Groupes d'agitation ouvriers étudiants » (GAOS), rassemblements informels de jeunes agitateurs qui s'intéressent aux luttes de quartiers[69]. Le processus de territorialisation dans la capitale reproduit les caractéristiques de cette base militante, composées principalement d'un mélange d'étudiants et de travailleurs précaires : les premières sections qui surgissent entre 1970 et 1971 - sans lien direct avec les situations de conflits ouvriers - sont placées justement au cœur des zones les plus difficiles et dégradées de la ville (« San Basilio », « Trullo », « Alessandrino », « Primavalle »)[70] ainsi que dans le quartier « rouge et universitaire » par excellence, « San Lorenzo »[71].

AO, en revanche, s'appuie à Rome sur une génération de militants plus âgés et intégrés dans le marché du travail : ex-dirigeants trotskistes[72], anciens membres de « L'Unione », techniciens et employés publics (notamment membres des CUB du secteur ferroviaire, postal et chimique)[73]. En effet, malgré sa fondation en mars 1970, la section romaine d'Avanguardia Operaia commence à prendre une taille appréciable seulement l'année suivante, après avoir fusionné avec « Sinistra Leninista » (novembre 1970)[74] - groupe local qui avait un certain poids dans les milieux étudiants de la ville – et après avoir absorbé les restes de « Unità Operaia » en cours de dissolution. Composée donc surtout d'intellectuels, d'étudiants et de travailleurs spécialisés, « AO » entame son processus d'installation à Rome sans passer par

[68] Voir : *Lotta continua è spontaneista?,* "Lotta Continua", n. 1, 15 janvier 1971; Guido Viale, *Il sessantotto tra rivoluzione e restaurazione*, Milano, Mazzotta, 1978, p. 214.

[69] Sur la formation de la section romaine de LC, voir l'interview du journaliste Claudio Sabelli Fioretti à Erri De Luca (responsable du service d'ordre du groupe) réalisée le 9 septembre 2004 et aujourd'hui disponible sur : interviste.sabellifioretti.it/ ?cat=105.

[70] La section de « San Basilio » (nord-est) se trouvait en rue Filottrano ; celle du « Trullo » (sud-ouest) en rue Giovanni Porzio ; la section « Alessandrino » (est) en rue delle Viole, tandis que la section de « Primavalle » (nord-ouest) se situait en rue S. Igino Papa.

[71] Le premier siège est en rue dei Marsi.

[72] Le plus célèbre est Silverio Corvisieri.

[73] Voir : *La crisi della sinistra rivoluzionaria a Roma,* "Avanguardia Operaia", n. 6, juin 1970.

[74] Voir : *Avanguardia Operaia e Sinistra Leninista si fondono,* suppl. à "Avanguardia Operaia", n. 9, octobre 1970.

l'échelle du quartier : toute l'activité du groupe, dépourvu de siège central[75], est exercée à travers trois « commissions » actives uniquement sur les lieux de travail et de formation (« écoles secondaires », « Pirelli »[76], « services »)[77]. L'arrivée d'« Avanguardia Operaia » à Rome – à savoir d'un groupe néo-léniniste lié éminemment à la modernité industrielle milanaise – signale le malaise de la dissidence trotskiste romaine, qui peine énormément à s'adapter au changement de rythme imposé par le « massacre d'État ». Coincés entre deux modèles antithétiques, mais pareillement attractifs – le rapprochement avec le PCI, justifié par la nécessité de faire front commun contre le néofascisme, et la radicalisation à caractère minoritaire – les post-trotskistes n'arrivent pas à repérer une nouvelle dimension opérationnelle en mesure de faire concurrence aux autres formations néomarxistes. Il s'agit d'une véritable crise identitaire qui porte une grande partie des militants à abandonner leurs formations d'appartenance et, comme on vient de le voir, à rejoindre au cours de 1970 la naissante « Avanguardia Operaia ». De ce fait, « Unità Operaia » finit rapidement par se désarticuler en deux tronçons : le premier – qui maintien la sigle – fait retour à la IVe Internationale, tandis que le deuxième – sous la dénomination de « Comitato Comunisti romani marxisti-leninisti – Viva il Comunismo »[78] - entame un parcours autonome à la découverte du maoïsme. Les « NCR », en revanche, réagissent à la crise en activant une alliance informelle avec la cellule romaine de « Lotta Comunista », groupuscule anarchisant qui avait lui aussi son siège à « San Lorenzo »[79]. En définitive, la totalité de la mouvance post-trotskiste à Rome se retrouve fortement redimensionnée et affaiblie lors du commencement de la nouvelle décennie.

---

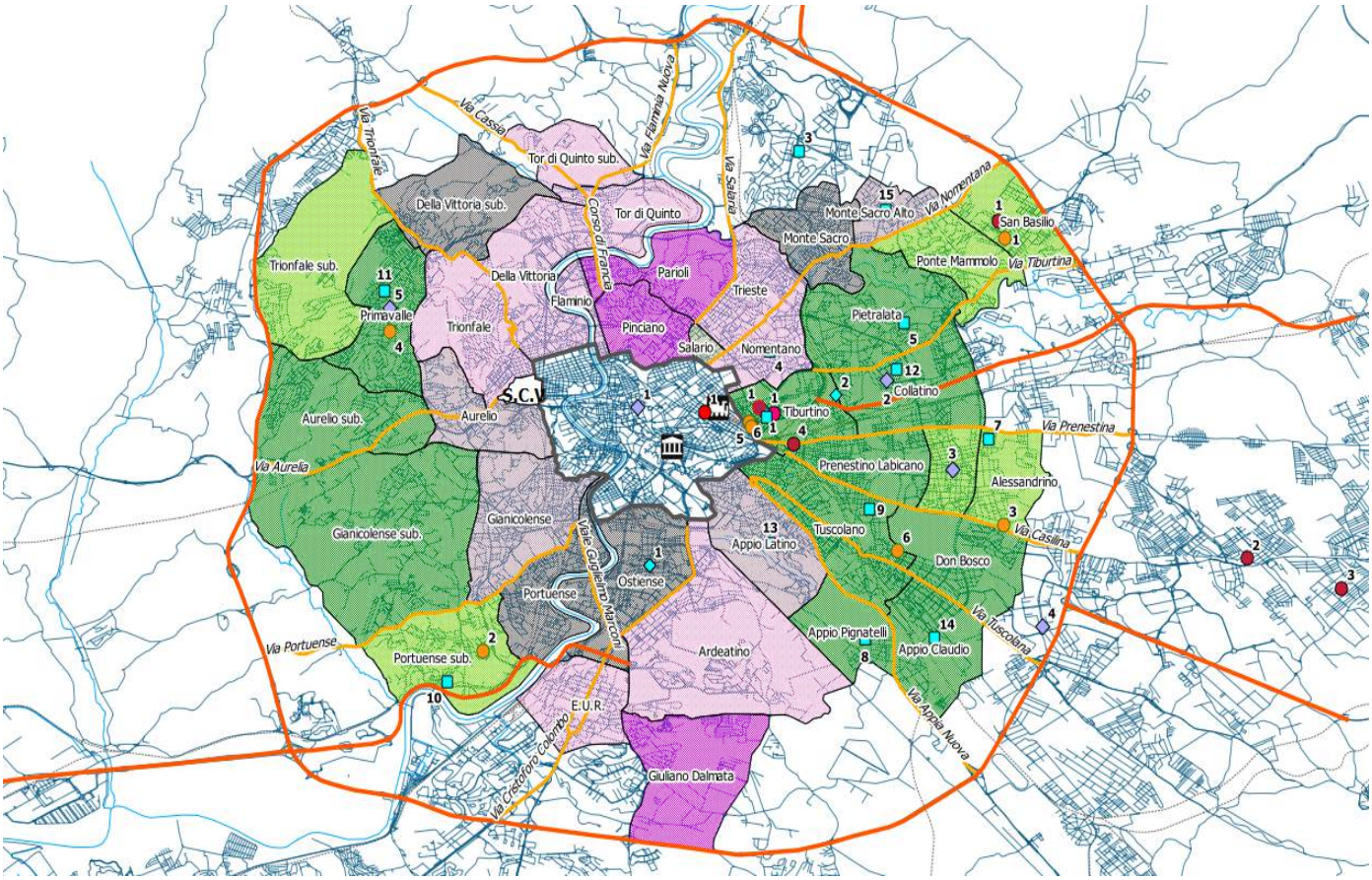
[75] AO se réunit en deux sections : « Garbatella » et « Tiburtino ».

[76] En vérité, l'usine de la Pirelli (pneus) était située à Tivoli, 40 km à est de la capitale : cependant, le fait qu'une partie de la main d'œuvre résidait dans la périphérie de Rome et que cet établissement était un des rares exemples d'organisation industrielle tayloriste dans le Latium, avaient toujours attiré les attentions de l'extrême gauche romaine. La présence de « AO » au sein de cette usine est déterminée par le travail d'intervention précédemment réalisé par les militants de « Unità Operaia ».

[77] Voir : Avanguardia Operaia – Sezione di Roma, *Bollettino Interno,* juin 1971, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 82, f. 59, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[78] Dirigé par Augusto Illuminati.

[79] Au 13-14 de rue dei Dalmati. Cette formation qui a son épicentre national à Gênes représente probablement l'expérience politico-idéologique la plus hétéroclite de l'extrême gauche italienne d'après-guerre, en raison de son mélange d'anarchisme, de communisme libertaire et de trotskisme associés à la pensée de Gramsci et de Bordiga. Voir : Guido La Barbera, *Lotta Comunista : il gruppo originario 1943-1952,* Milano, Edizioni di Lotta Comunista, 2012.



Sièges des groupes (1970-1973)	Typologie des quartiers
Avanguardia Operaia	Haute bourgeoise
Lotta Continua	Bourgeoise
Gruppi Comunisti Rivoluzionari	Petite-bourgeoise
Lotta Comunista	Indéfinie
Nuclei Comunisti Rivoluzionari	Populaire
Viva il Comunismo	Ouvrière
Unità Operaia	Gare Centrale « Termini »
Potere Operaio	Colisée
Unione dei Comunisti Italiani	

Élaboration de l'auteur

b) La territorialisation de l'*illégalité de masse*

De ce fait, la restructuration des groupes extraparlementaires romains déclenchée par les événements de « Piazza Fontana » s'achève en 1971 : par rapport à la première situation post soixante-huitarde - caractérisée par l'influence maoïste ainsi que par une approche intellectualiste concernant le rapport entre parti et mouvement populaire - ce sont les instances antibureaucratiques vouées à l'action directe qui marquent maintenant le milieu révolutionnaire de la capitale[80]. Les groupes « PotOp », LC et – bien que de façon moins efficace - AO, deviennent en effet les principaux promoteurs de *l'illégalité de masse* : un phénomène de subversion sociopolitique basé sur la création de moments de contre-légalité territoriale – où la légitimité institutionnelle a été annihilée, le cas échéant par la violence, à partir desquels préparer l'insurrection décisive contre l'État capitaliste. La référence historique de ce répertoire d'action remonte au mythe de la révolution russe de 1917, considérée comme la seule expérience en mesure d'imposer la dictature du prolétariat au sein de la modernité occidentale[81]. De fait, ce qui fascine l'ultragauche romaine est la capacité du bolchevisme à maximiser le potentiel subversif d'une minorité radicale, à travers la constitution d'une fédération de conseils politico-territoriaux qui encerclent le « Palais d'hiver » du pouvoir bourgeois, tout en l'isolant de ses appareils de contrôle policier[82]. L'*illégalité de masse* se caractérise alors par un acte de désobéissance à l'autorité civile accompagné d'un exercice d'autodétermination qui désigne l'expropriation d'une

[80] Sur la distance entre ces deux phases, il est intéressant de lire les analyses élaborées par les groupes majeurs (« PotOp », LC et AO), qui tentent de systématiser ce clivage en termes de doctrine politique, en se concentrant sur la dialectique entre parti et mouvement de lutte : selon le modèle maoïste, il s'agit d'un rapport vertical et extérieur qui se limite à la propagande et à la formation ; pour les « groupes » en revanche, le parti agit dans le mouvement en tant que simple structure organisationnelle du processus de lutte. Voir : *Avanguardia Operaia e Sinistra Leninista si fondono, cit.;* Potere Operaio – Coordinamento internazionale segreteria di Zurigo, *Tesi sull'Europa*, 5 mars 1973, in Corte d'Assise di Roma, proc. n. 1067/79 contro Antonio Negri et al., 30 mars 1981 ; Lotta Continua, *Le tesi, le relazioni politiche, lo statuto,* Roma, Edizioni Lotta Continua, 1975, pp. 153-154.

[81] Une certaine influence avait été exercée aussi par le centenaire de la « Commune de Paris » (1971). Voir : *La Comune di Parigi,* "Avanguardia Operaia", n. 16, mai 1971.

[82] Comme le montrent les multiples citations du jeune Lénine – notamment de sa période en exil (1900-1905) – qui accompagnent souvent les documents des groupes de la capitale. Emblématiques, en ce sens, se révèlent les passages tirés du pamphlet *Que faire ?* (1902) par la section romaine de « AO » : *Petit groupe compact, nous suivons une voie escarpée et difficile, nous tenant fortement par la main. De toutes parts nous sommes entourés d'ennemis, et il nous faut marcher presque constamment sous leur feu. Nous nous sommes unis en vertu d'une décision librement consentie, précisément afin de combattre l'ennemi et de ne pas tomber dans le marais d'à côté, dont les hôtes, dès le début, nous ont blâmés d'avoir constitué un groupe à part, et préféré la voie de la lutte à la voie de la conciliation,* in *Avanguardia Operaia e Sinistra Leninista si fondono,* cit.. Voir aussi : *Lenin 1971 sulla lotta armata,* "Potere Operaio", 17 avril – 1er mai 1971 ; Lotta Continua, *Le tesi, le relazioni politiche, lo statuto,* cit., p. 155.

parcelle de la ville en faveur du peuple en lutte[83]. Il s'agit d'une pratique multidimensionnelle qui s'applique dans le même temps à plusieurs typologies de lieux urbains : le quartier, l'usine, le bureau, la place et ses rues d'accès, l'Université et les écoles. D'après les mots de la propagande ouvriériste :

> le travail politique est axé sur toute une série de situations qui vont […] des chantiers à la propagande générale sur les avenues et à l'intérieur des « borgate », en passant naturellement par les usines. Tous ces moments, toutefois, reviennent au territoire, en tant que niveau plus haut d'organisation prolétaire, ainsi que comme possibilité de faire payer au système […] chaque phase de l'intervention réalisée à travers les luttes pour le logement, pour les transports gratuits et contre la vie chère[84].

Pour les groupes les plus forts et territorialisés, cette intervention dans les conflits urbains devient une véritable campagne de « libération » des espaces urbains de la domination néocapitaliste. « PotOp » lance en mai 1970 le programme : « implanter la lutte révolutionnaire au cœur de la métropole capitaliste »[85], suivi en automne par L C. qui invite les couches sociales opprimées à *«* prendre la ville », à savoir :

> les logements, les écoles, les transports, les crèches. Il faut que les places et les rues deviennent les lieux où nous nous reconnaissons, où nous créons notre unité, où nous discutons, décidons et luttons. Il faut commencer à vivre différemment : en apprenant à mépriser nos ennemis et en même temps à solidariser avec nos camarades[86].

---

[83] Pour les groupes extraparlementaires romains l'*illégalité de masse* représente, en effet, la forme plus directe et efficace pour commencer à renverser le pouvoir constitué (le droit protégé par la « police ») et le remplacer avec le nouveau « pouvoir constituant » du prolétariat (la « révolution ») : cette mise en question du « monopole étatique de la violence légitime » par le biais de l'antinomie *police/révolution* porte le sociologue Franco Ferrarotti à interpréter la phénoménologie de la violence politique à Rome avec la catégorie de la *Gewalt,* systématisée philosophiquement par Walter Benjamin : *au fond de chaque légitimité formelle émerge un acte d'illégitimité substantielle, un drame de violence. Romulus tue Rémus. La fondation même de la ville est tachée de sang. La leçon de Machiavelli est toute ici. La légitimité n'est pas un état de nature ; c'est un processus, une idée limite, jamais complètement acquise. La violence est donc enracinée dans les bases théoriques et la structure de la société organisée,* Franco Ferrarotti, *Lo scandalo della violenza,* "IDOC", VIII, n. 9-10, octobre-novembre 1977. Voir aussi : Adriano Vinale, *Potere destituente e società (democratica (capitalistica),* "La Rosa di Nessuno", n. 3, 2008, pp. 17-23.

[84] *Roma. Nella cintura rossa nasce il partito dell'insurrezione*,"Potere Operaio", cit.

[85] *La lotta rivoluzionaria piantata nel cuore delle metropoli del capitale*, "Potere Operaio", 16-23 mai 1970.

[86] *Prendiamoci la città,* "Lotta Continua", 11 décembre 1970. Ce slogan reprend la rhétorique de stigmatisation contre l'impérialisme urbain qui avait été élaborée par les Black Panthers aux États-Unis et les Bogside voulunteers en Irlande du Nord.

D'ailleurs, parvenir à regrouper les différents fronts de revendications sociales vers un même exercice d'*illégalité de masse* signifie aussi inverser la tendance à la fragmentation géographique et à la marginalisation urbaine qui affecte les milieux populaires de la Rome. En effet, comme l'anticipaient les premiers chapitres de ce travail, ce phénomène caractérisant historiquement le développement irrégulier et hypertrophique de la capitale a toujours représenté une entrave aux ambitions de la gauche romaine : d'abord du parti communiste, qui avait mis vingt ans pour élaborer une stratégie politique capable d'imposer une hégémonie réelle dans les périphéries grandissantes et composites de la ville ; ensuite de la mouvance ultragauchiste, qui trouve dans la « désagrégation sociale » du prolétariat romain la limite majeure à son projet de subversion urbaine[87]. Dans ce sens, au sein de l'invitation à « prendre la ville *»,* se niche la volonté de concurrencer la propagande légaliste du PCI avec un message d'émancipation radicale, destiné - grâce à sa signification universelle - à dépasser les multiples fractures de la périphérie : « PotOp » parle alors d'une « pratique violente de réappropriation territoriale qui réunit dans un seul exercice de pouvoir ouvrier les différentes composantes de quartier »[88], tandis que LC imagine de

> renverser en leur contraire la désagrégation prolétaire, le contrôle sur les masses exercé par la solitude, le chantage économique, l'idéologie bourgeoise : à savoir, l'unité prolétaire non plus seulement contre la production capitaliste, mais aussi pour le droit collectif à une vie communiste, libérée du besoin, saine et capable de rendre heureux[89].

Plus précisément, entre la praxis quotidienne de la désobéissance civile et le but idéal de la conquête de la ville, les formations extrémistes repèrent un stade intermédiaire dans la création des « zones rouges ». Comme on l'a dit, il s'agit de secteurs du territoire métropolitain où le mouvement ultragauchiste tente d'institutionnaliser un travail d'*illégalité de masse*, moyennant une désarticulation progressive des capacités de contrôle et d'influence du pouvoir néocapitaliste. En aucun cas, toutefois, la constitution d'une « zone » ne peut signifier

[87] Encore en 1973, « AO » affichait de graves préoccupations liées à la dispersion du prolétariat romain : "*Le tissu social est fortement désagrégé. Le prolétariat est bien plus nombreux et aguerri que l'observation superficielle pourrait* suggérer *; toutefois, il a d'énormes difficultés à se* reconnaître*, à s'organiser, à agréger autour de soi toutes les autres forces sociales potentiellement alliées*", in Avanguardia Operaia, *Contributi per un'analisi della lotta di classe a Roma*, cit.

[88] *Roma. Nella cintura rossa nasce il partito dell'insurrezione*, "Potere Operaio, cit.

[89] *Prendiamoci la città*, "Lotta Continua", 12 novembre 1970.

> comme en Chine, au Vietnam et dans les autres pays où la révolution a gagné ou presque, la soustraction de territoire au contrôle militaire de l'ennemi et la création simultanée d'un pouvoir alternatif. […] La constitution d'une « base rouge » au sein de la société capitaliste ne veut pas dire donc l'élimination de toute interférence du pouvoir ma plutôt sa réduction inexorable jusqu'à son essence structurelle, dépourvue de ses capacités de contrôle politique, idéologique et économique : à savoir la dégradation jusqu'à un tel état de faiblesse qui obligera les patrons à exercer leur pouvoir sous forme d'explicite et brutale occupation militaire contre la force organisée de tous les prolétaires unis[90].

La « zone rouge », donc, incarne le plus haut niveau de confrontation physique avec les appareils étatiques, que peut atteindre une avant-garde subversive inscrite dans un contexte occidental et atlantiste : une sorte de tranchée de première ligne idéalisée, au sein de laquelle forger une « milice prolétaire territoriale, une organisation d'ouvriers et prolétaires révolutionnaires en mesure de diriger l'offensive de classe à Rome »[91]. En définitive, la « zone » représente le premier but tactique d'une stratégie révolutionnaire qui vise à la prise du pouvoir politique à travers la territorialisation de l'*illégalité de masse*.

Si déjà au cours de 1971, « Potere Operaio » et « Lotta Continua » imposent une présence ramifiée dans le tissu des quartiers populaires de la capitale, afin de poursuivre ce nouveau modèle d'action urbaine, « Avanguardia Operaia », au contraire, a les plus grandes difficultés : son interprétation particulière du léninisme l'amène, en effet, à privilégier son attention vers les conflits du travail ouvrier, tout en continuant à négliger « l'activité sociale dans la rue » parmi les couches sous-prolétaires qui caractérisent les périphéries romaines. Une sous-estimation de la valeur de la pratique territoriale, qui aboutit en une crise de croissance et de recrutement[92], obligeant « Avanguardia Operaia » à se lancer au tournant de 1973 dans une opération audacieuse - et quelque peu hérétique [93] – d'adaptation organisationnelle à la

[90] *Prendiamoci la città,* "Lotta Continua", 11 juin 1971.
[91] *Roma. Nella cintura rossa nasce il partito dell'insurrezione*, "Potere Operaio", cit.
[92] Voir : Avanguardia Operaia – Sezione di Roma, *Bollettino Interno,* juin 1971, cit.
[93] Il s'agit en effet d'une opération politique propre à la section romaine, qui sort largement des préceptes néo-léninistes et industrialistes professés par la direction nationale du groupe, basée à Milan.

singularité de Rome [94]. Comme l'affirme le document qui décrète ce tournant structurel :

> À Rome, il y a quelques concentrations d'ouvriers et de travailleurs qui […] sont souvent à l'origine de moments de lutte et d'organisation politique très avancées : toutefois, il manque une centrale de référence – comme la FIAT à Turin – en mesure d'agréger le mouvement et de déterminer ses rythmes de lutte. Par conséquent, il n'est pas possible, pour une organisation révolutionnaire qui opère selon la méthodologie marxiste-léniniste, de privilégier de manière absolue l'intervention dans les usines […] ou dans les chantiers ou encore dans les « services » […]. Rome ne présente aucune « clé de voûte » du système. […] Il ne faut pas s'étonner alors si les prolétaires, les prolétaires intermittents, les demi-prolétaires, les petits-bourgeois appauvris tendent à se retrouver, à s'exprimer politiquement et à s'unifier à l'échelle de quartier et non pas de ville. […] la section romaine de l'organisation communiste Avanguardia Operaia est en train de développer un travail d'analyse et d'intervention politique qui, en partant de l'évaluation de la structure socio-économique et de la lutte des classes à Rome, repère dans les « borgate » et dans les quartiers populaires les lieux où se manifeste une tendance spontanée à l'unification des avant-gardes et à leur installation au cœur du prolétariat [95].

Concrètement, l'intégration de la sphère territoriale dans la praxis de « AO » se réalise à travers l'instrumentalisation des « collectifs communistes de quartier » : organismes auto-organisés recueillant, dans les zones urbaines les plus pauvres et dégradées de la ville, les franges de militants ultragauchistes qui n'acceptent pas de se faire encadrer dans les groupes existants. Dès la fin de 1972, « Avanguardia Operaia » approche les collectifs majeurs (« Valmelaina-Tufello » [96], « Nomentano », « Pietralata », « San Lorenzo » [97], « Tiburtino IV » [98], « Quarticciolo » [99], «IV

[94] Avanguardia Operaia - Sezione di Roma, *Bollettino interno,* 16 novembre 1972, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 82, f. 59, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[95] Voir : Avanguardia Operaia, *Contributi per un'analisi della lotta di classe a Roma*, cit.

[96] Quartier Monte Sacro

[97] Quartier Tiburtino

[98] Quartier Tiburtino

[99] Quartier Alessandrino

Miglio» [100], «Torpignattara» [101], «Primavalle», «Magliana» [102], «Alberone» [103], «Statuario» [104], «Talenti» [105]) en leur proposant une aide matérielle en termes de coordination, de diffusion et de défense de leurs batailles - notamment « lutte pour le logement » et « antifascisme militant » - sans pour autant demander en retour une adhésion formelle au groupe. Le but de « AO » est de conditionner l'évolution de ces organismes de quartier en les orientant vers l'idéologie néo-léniniste, afin de les transformer de l'extérieur en des « écoles de communisme, voire des rassemblements de camarades qui – une fois rejetée toute tentation opportuniste ou aventuriste – opèrent pour refonder le parti révolutionnaire du prolétariat »[106].

c) La dialectique entre pratique territoriale et violence politique

Au vu de ces éléments, il devient évident que la structure urbaine atypique e Rome a exercé une pression décisive sur le processus de formation et d'organisation du militantisme extraparlementaire dans la capitale. La nature composite, fragmentée et expansive de la ville - associées à l'exiguïté de la classe ouvrière industrielle face aux autres composantes populaires, telles que le fonctionnariat public et le sous-prolétariat – empêche en effet les groupes ultragauchistes romains de prédisposer une stratégie subversive à caractère unitaire, impliquant l'entièreté du périmètre métropolitain et visant directement le pouvoir étatique. De plus, la dispersion territoriale du prolétariat romain – ladite « désagrégation » - persuade les formations extrémistes de l'impossibilité de réaliser à court terme un programme insurrectionnel (la « prise de la ville »). Du coup, à tous les militants révolutionnaires opérant à Rome – même les adeptes du paradigme moderniste de la centralité ouvrière – s'impose la nécessité de s'attaquer à la « question urbaine », afin de repérer les quelques « zones » où le niveau de tension déterminé par les conditions de vie, le tissu économique et la composition sociale permettent de commencer à pratiquer l'*illégalité de masse*.

En fait, les trois groupes extraparlementaires qui deviennent prédominants dans le milieu ultragauchiste romain au commencement des années 1970, partagent une

[100] Quartier Appio-Pignatelli
[101] Quartier Prenestino-Labicano
[102] Banlieue Portuense
[103] Quartier Appio-Latino
[104] Quartier Appio Claudio
[105] Quartier Monte Sacro Alto
[106] Avanguardia Operaia, *Contributi per un'analisi della lotta di classe a Roma*, cit.

organisation territoriale commune indépendamment de leurs profondes différences idéologico-stratégiques : pour tous, les « zones rouges » - repérées dans les quartiers populaires les plus difficiles et marginalisés - représentent la base obligée de l'activité politique. C'est à l'intérieur de ces parcelles urbaines – entourant asymétriquement un centre-ville bourgeois et résidentiel – que les formations subversives tentent d'établir un contrôle du territoire en mesure d'assurer à la fois des moyens de développement (propagande, recrutement, visibilité des succès matériels de la lutte, dépôts logistiques, sièges décisionnels) et de défense (résistance à la répression policière et aux attaques néofascistes). La finalité de cet exercice d'*illégalité de masse* est l'institutionnalisation dans la « zone » d'un régime de révolte permanente qui, à son tour, devrait présider à trois processus de nature préinsurrectionnelle : la réduction du pouvoir capitaliste-bourgeois à sa contradiction essentielle de militarisme et parasitisme ; l'annihilation de l'hégémonie légaliste et réformiste du PCI sur les milieux populaires ; l'armement progressif du prolétariat en vue de la confrontation directe avec les appareils de sécurité de l'État et le reste des forces réactionnaires (notamment les néofascistes). Le projet proprement révolutionnaire – la « conquête du Palais d'hiver » pour AO[107], « l'affrontement général » selon LC[108], « l'insurrection » d'après « PotOp »[109] - pourra entamer seulement une fois atteinte cette situation dans la totalité des « zones rouges » de la ville.

La violence, en tant que négation du monopole de la force légitime, est donc un élément structurel de la territorialisation de l'*illégalité de masse* à Rome : toutefois, l'intensité et la radicalité de son usage diffèrent d'un groupe à l'autre, selon l'interprétation du moment historique et la vision de la figure de l'État. Au sein de ce spectre de la violence politique, « Avanguardia Operaia » incarne le pôle modéré : en effet, malgré l'acceptation exceptionnelle de la pratique territoriale, la section romaine de AO demeure dans le cadre de l'orthodoxie marxiste-léniniste s'agissant du parcours conduisant à la crise finale du capitalisme. Pour réussir, le déchaînement de la guerre civile ne peut pas se produire avant d'avoir achevé la constitution du parti révolutionnaire de l'avant-garde prolétaire : jusqu'à ce moment très éloigné dans le temps, la mission politique à Rome doit se limiter à introduire dans les « zones rouges » la lumière de la conscience de classe, tout en s'opposant aux doctrines du PCI

[107] *Febbraio 1917: dallo sciopero di massa all'insurrezione armata*, "Avanguardia Operaia", n. 18, novembre 1972.
[108] Voir la documentation préparatoire au Troisième Congrès national de LC (1-3 avril 1972, Rimini), in Giuseppe Vettori, *La sinistra extraprlamentare in Italia,* cit., pp. 250-260.
[109] *Preparare l'insurrezione,* "Potere Operaio", n. 49, juin 1972.

et des autres formations ultragauchistes[110]. Du coup, pendant cette phase, le recours à la violence se justifie exclusivement en cas d'autodéfense lors des occupations et des manifestations, ainsi que dans les opérations ponctuelles « d'antifascisme militant » : l'idée que la réalité romaine ne permet pas encore d'élever le niveau d'affrontement contre l'État est corroborée par l'absence de service d'ordre et le choix de ne pas utiliser les armes à feu [111]. À l'opposé, « PotOp » tend obstinément à faire coïncider l'organisation politique sur le territoire urbain avec la lutte armée, en considérant cette dernière comme la seule forme de praxis en mesure de faire pénétrer dans les masses l'essence de la révolution communiste. Aux yeux des ouvriéristes, la transmission de l'agitation ouvrière au sein du prolétariat a définitivement ouvert une brèche dans le système néocapitaliste, qui – acculé à la défensive – a recouru à ses mesures d'urgence : la répression policière et la précarisation du travail. Afin d'empêcher à la crise socio-économique d'étouffer la révolte, il faut alors maximiser la portée de l'antagonisme prolétaire contre la domination bourgeoise dans les périphéries de la ville. Les « cellules territoriales de PotOp » se veulent, par conséquent, une « structure politique qui évoque le parti armé », utilisant des moyens « qui vont bien au-delà de la simple lutte pour la réappropriation de la richesse, jusqu'à l'exercice d'une capacité de violence apte à frapper les fonctionnaires et les centrales du pouvoir des patrons »[112]. En ce sens, la « zone » devient la « base rouge d'où commence la guerre civile contre le travail ; le siège d'où partent et se réfugient les militants révolutionnaires »[113]. Suivant cette conception stratégique, « PotOp » emploie une violence éminemment offensive - qui pousse constamment à la radicalisation de la tension et à l'affrontement physique avec les adversaires, indépendamment des rapports de force en jeu - moyennant un arsenal allant des bâtons jusqu'aux pistolets, passant par les cocktails Molotov[114]. « Lotta Continua », enfin, exprime une attitude

---

[110] "*La tactique à utiliser dans une ville comme Rome est bien évidente. La zone n'est pas un fait physique, mais plutôt le lieu où les ouvriers de certaines usines, les étudiants de certaines écoles, les prolétaires qui vivent la même pénible condition […] entrent en relation. La zone est surtout un moyen pour réagir à la désagrégation sociale et à la dispersion du prolétariat. Il s'agit donc de réaliser un travail complexe voué à fusionner – au niveau de l'élévation de la conscience de classe, de l'organisation politique générale et des organismes de base – l'intervention dans les usines, dans les écoles et dans le quartier. Le but final est d'arriver à constituer des sections territoriales composées par cellules, organismes de base et noyaux internes […], voire de disposer d'une articulation de courroies de transmission du léninisme. Le problème, enfin, n'est pas de réaliser formellement les zones, mais de les faire travailler selon les préceptes léninistes*", in Avanguardia Operaia, *Contributi per un'analisi della lotta di classe a Roma*, cit.

[111] Voir : Avanguardia Operaia – Sezione di Roma, *Bolletino interno,* 16 novembre 1972, cit.

[112] *Roma: nella cintura rossa nasce il partito dell'insurrezione*, "Potere Operaio, cit.

[113] *Dal ghetto alla base rossa. Dalla base rossa al partito*, "Potere Operaio", n. 49, juin 1972.

[114] " *Les multiples problèmes tactiques et stratégiques, politiques et techniques, imposés par une action militaire sur le territoire métropolitain nous intéressent. […] comment la classe ouvrière réagit à*

moyenne qui mêle l'invitation à la confrontation directe avec les forces étatiques et l'exigence de consolider progressivement les structures territoriales. Ce groupe spontanéiste accepte, en effet, l'idée que la contestation post-soixante-huitarde a atteint la machine néocapitaliste, sans affaiblir l'État : au contraire, selon LC, le patronat a subitement contre-attaqué, en activant une brutale campagne de fascisation de la société[115]. Bien qu'immédiatement disponible à l'usage de la violence – puisque « la lutte armée commence avec la défense d'un locataire menacé d'expulsion en droit et s'achève dans la lutte populaire, contre l'impérialisme »[116] - « Lotta Continua » estime que le différentiel militaire entre « mouvement » et appareils policiers est encore trop marqué pour accepter une bataille en terrain ouvert. À court terme, alors, il faut rationaliser les ressources matérielles et renforcer la cohésion prolétaire dans la périphérie du système, où ses capacités répressives sont plus limitées, pour créer des conjonctures microterritoriales à l'intérieur desquelles l'affrontement peut se faire gagnant. Dans ce sens, la « zone rouge » doit fonctionner « d'arrière-pays politique et organisationnel pour le développement futur de la lutte armée. […] C'est justement à partir de ce point que le problème de l'autodéfense prolétaire aboutit au problème de la destruction de l'appareil répressif de l'État et de l'impérialisme »[117]. Les répertoires d'action de L C. sont, par conséquent, voués à faire évoluer graduellement vers l'offensive subversive la violence politique à Rome : à cet effet, le groupe romain constitue un service d'ordre massif – dirigé par Erri De Luca – qui se sert aussi de pelotons d'urgence et d'équipes de renfort pour intervenir dans les situations de conflit à plus haute valeur antagoniste.

d) La première radicalisation de la violence politique entre contrôle du territoire et exposition de l'*illégalité de masse* (1970-1973)

Après avoir dressé les caractéristiques structurelles du « Mouvement » qui a hérité les ambitions révolutionnaires de la mobilisation soixante-huitarde, notre

une occupation d'usine ratée en sortant sur le territoire métropolitain avec l'intention de le prendre nous intéresse. […] ils nous intéressent les cadres politiques qui entrainent la classe ouvrière à la réappropriation révolutionnaire de la métropole", in Potere Operaio, *Preparare l'insurrezione*, cit.. Voir aussi : *La rivoluzione non è un pranzo di gala : organizzazione e violenza*, ivi, n. 38-39, 17 avril-1er mai 1971.

[115] Voir : *Lottare per la libertà,* "Lotta Continua", 16 novembre 1971.

[116] *Prendiamoci la città,* "Lotta Continua", 12 novembre 1970, cit.. Voir aussi : *Legalità borghese e violenza rivoluzionaria,* "Lotta Continua", 18 avril 1970.

[117] *Prendiamoci la città,* "Lotta Continua", 11 juin 1971.

reconstruction peut maintenant se pencher sur le parcours de radicalisation qui investit les groupes extraparlementaires majeurs au cours des années 1970. Comme on vient de le voir, le circuit de l'*illégalité de masse* – première étape de la stratégie subversive de l'ultragauche romaine - s'alimente d'un exercice de violence appliquée à des zones bien déterminées du territoire urbain : l'activité des formations extrémistes prend racine principalement dans les périphéries dégradées et surchargées, à travers l'installation de cellules de quartier qui tentent de tirer la conflictualité socio-économique (« lutte pour le logement », pour les services publics, pour le travail et contre la vie chère) vers l'insubordination et la révolte permanente. Le reste de la ville – à savoir ses parties bourgeoises, monumentales et résidentielles – n'est pas directement concerné par ce phénomène de subversion : le projet insurrectionnel se base, en effet, sur l'exaspération de la dichotomie urbaine *centre-périphérie,* moyennant la création d'une ceinture de zones prolétaires qui assiègent le « cœur économico-politique » de la métropole néocapitaliste. Il s'agit d'un choix opérationnel étroitement lié à la nature composite et sous-industrialisée de la capitale : l'intention des avant-gardes militantes est en fait d'arriver à renverser la dynamique structurelle de la ville, qui a toujours empêché la formation de concentrations ouvrières en continuant, au contraire, à disperser le prolétariat – au fur et à mesure que Rome grandissait – dans l'immense campagne de « l'agro romano ». L'idée est donc celle de bloquer le processus historique de désagrégation sociale afin de passer de la « ville contre l'homme »[118] à la « prise de la ville ». Pour faire cela, une certaine capacité de contrôle du territoire au sein de la « zone » s'impose comme tâche prioritaire de l'action politique, tout en sachant que la supériorité militaire des forces de l'ordre, l'influence du PCI et la concurrence interne au « Mouvement » empêchent d'atteindre le niveau d'émancipation totale propre à un « Soviet ». La force territoriale des groupes extraparlementaires diffère selon la typologie du tissu urbain, les patrimoines idéologiques et la quantité des sources de conflictualité. L'épicentre de la pression ultragauchiste se situe dans le quart oriental, entre les avenues « Tiburtina » et « Appia » : LC[119] et « PotOp » [120] peuvent compter sur 3 sections, AO à travers sa cellule « Tiburtino » entretient des relations privilégiées avec 8 collectifs communistes

[118] Ce slogan était le titre d'une étude très influent portant sur la structure urbaine de Rome, réalisé par deux économistes marxistes en 1970. Voir : Carmela D'Apice et Giovanni Mazzetti, *Roma : la città contro l'uomo. Le baracche e gli altri problemi urbani nella loro dimensione storica e attuale,* Roma, Schirru, 1970.

[119] "Alessandrino", "San Lorenzo", "Quadraro-Cinecittà".

[120] "Tiburtino", "Centocelle", "Cinecittà".

de quartier[121], tandis que les post-trotskistes maintiennent à « San Lorenzo » leurs sièges centraux. Comme l'ont montré les chapitres précédents, dans ces territoires la combinaison entre une farouche tradition antifasciste, la présence proche de la majorité de la classe ouvrière romaine et du quartier universitaire, la détérioration drastique des conditions de vie provoquée par la surpopulation et la désindustrialisation favorisent une agitation sociale que la propagande révolutionnaire sait capter[122]. L'empreinte des groupes extraparlementaires est remarquable, mais moins intense dans le reste des périphéries urbaines, en raison notamment de la plus faible concentration de facteurs de tension et d'une plus grande fragmentation sociogéographique : dans les pointes extrêmes de nord-est [123], nord-ouest [124] et sud-ouest [125], les trois formations ultragauchistes basent en effet leur travail presque exclusivement sur la « lutte pour le logement » et sur « l'antifascisme militant » en raison de la contiguïté de quartiers « noirs » localisés dans la bande « péricentrale » allant de l'avenue « Nomentana » à la « Portuense ».

Toutefois, dans une perspective maximaliste, le « Mouvement » ne peut pas se limiter à construire ses bases dans la périphérie du système urbain, la dimension médiatique étant un élément décisif pour acheminer le peuple sur la route de la révolution communiste. À côté d'un effort pour contrôler le territoire dans les « zones », les groupes extrémistes s'attèlent à rendre visible la subversion et à porter du coup, à l'attention des « patrons » la menace de l'insurrection prolétaire. L'intervention dans les manifestations anti-impérialistes et dans les cortèges contre le gouvernement, qui se déroulent habituellement à travers le centre-ville, se révèle

---

[121] « Pietralata », « San Lorenzo », « Tiburtino IV », « Quarticciolo », « IV Miglio », « Torpignattara », « Alberone », « Statuario ».

[122] Destinés depuis la période libérale à accueillir les couches inférieures de la société, les quartiers et les banlieues de l'est de la ville avaient incarné l'âme plus aguerrie de la Résistance romaine durant l'occupation nazie (voir : Walter De Cesaris. *La borgata ribelle. Il rastrellamento nazista del Quadraro e la Resistenza popolare a Roma,* Roma, Odradek, 2004). Porteurs donc d'un esprit antifasciste marqué, ces territoires s'étaient structurés pendant les premières décennies d'après-guerre comme le pôle industriel de la ville (grâce notamment au réseau de manufactures qui étaient émergées à côté de la gare centrale et à la constitution de la zone industrielle de « Tor Sapienza ») : voir le chapitre 1 de ce travail. À partir des années 1960, ce quadrant urbain avait d'abord expérimenté une véritable explosion démographique, accompagnée par la montée drastique des pratiques spéculatives et abusives, et ensuite avait été soumis à un processus accéléré de désindustrialisation : de ce fait, la conflictualité sociale – alimentée par les batailles ouvrières et par la « lutte pour le logement », mais aussi par l'activisme contestataire des universitaires – avait pris un caractère endémique et indomptable : voir les chapitres 3, 4 et 5 de ce travail.

[123] Collectif communiste de « Val Melaina-Tufello » pour AO, sections « Tufello », « Tor Lupara » et « San Basilio » pour LC

[124] Collectif communiste de « Primavalle » pour AO, section « Primavalle » pour LC, section territoriale de « Primavalle » pour « PotOp »

[125] Collectif communiste de « Magliana » et cellule « Garbatella » pour AO, sections « Garbatella » et « Trullo » pour LC

comme le moyen le plus efficace pour parvenir à ce but. D'ailleurs, la plupart des dirigeants extraparlementaires romains se sont formés dans les luttes étudiantes de 68 : la participation aux rassemblements antisystème représente donc pour eux un répertoire acquis permettant l'exposition ponctuelle de l'*illégalité de masse* au cœur de la ville. En effet, la phénoménologie de la violence politique à Rome entre 1970 et 1973 s'exprime pleinement dans la dialectique entre ces deux exigences de la stratégie subversive du « Mouvement », à savoir le contrôle du territoire dans les périphéries et l'exposition de l'*illégalité de masse* dans le centre.

e) L'exposition de l'*illégalité de masse* dans le centre-ville

Une première phase de développement de la violence s'achève en 1970, quand – en l'absence de section de quartier – l'action politique extrémiste se concentre sur les revendications existentielles et le refus de l'autorité. Au lendemain du choc émotionnel provoqué par l'attentat de « Piazza Fontana », les groupes en formation sont entièrement absorbés par les luttes de la jeunesse étudiante romaine qui, à ce moment, représente le front de conflictualité sociale le plus avancé[126]. Dans un crescendo d'agitation collective, le baptême du feu pour le « Mouvement » arrive le 26 mai 1970, en marge des protestations contre le meeting de l'OTAN qui devait établir la nouvelle stratégie militaire occidentale à l'égard du monde communiste[127]. Cette réunion - qui avait été organisée dans le Palais des Congrès de l'EUR, un de quartiers plus riches et « noirs » de la ville – se déroule dans une ambiance extrêmement tendue[128], électrisée par la toute récente déclaration de Mao qui, à la suite du coup d'État en Cambodge[129], invitait les « peuples du monde » à se réunir « pour abattre les agresseurs américains et tous leurs laquais ! »[130]. Stimulé aussi par l'énorme attention médiatique qui entoure l'événement, le « Mouvement » se mobilise pour ne pas laisser le champ libre à la

[126] Voir le chapitre 5 de ce travail.

[127] Voir : Michele Tito, *Oggi si apre a Roma il Consiglio Atlantico*, "La Stampa", 26 mai 1970 ; *Gli Usa decisi ad impedire ogni autonomia all'Europa*, "L'Unità*", 26 mai 1970.*

[128] Voir : *L'EUR in stato d'assedio per Consiglio Atlantico*, "L'Unità", 27 mai 1970.

[129] Le 17 mars 1970, le chef de la sécurité nationale Lon Nol s'était autoproclamé, avec le soutien des États-Unis, Président de la République khmère du Cambodge : sa dictature se caractérisait par la brutale répression des mouvements communistes indochinois. Voir : Justin J. Corfield, *Khmers Stand Up! : A History of the Cambodian Government 1970-1975*, Clayton, Centre of Southeast Asian Studies – Monash University, 1994. Pour l'impact de l'élargissement de la guerre vietnamienne au Cambodge au sein de l'extrême gauche italienne, voir : *La lotta del proletariato indocinese fa esplodere le contraddizioni di classe dell'imperialismo negli Usa e in Europa,* "Lotta Continua", 14 mai 1970.

[130] Mao Zedong, *Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et tous leurs laquais !* déclaration du 20 mai 1970.

gauche légaliste, qui se retrouve en centre-ville à place San Giovanni – lieu traditionnel des manifestations syndicales à Rome [131] – avec les leaders communistes de l'opposition antidictatoriale en Grèce et en Espagne (Theodorakis et Carrillo)[132]. Guidés par « PotOp », les militants décident, en revanche, de se rassembler dans un lieu à la fois proche du meeting et hautement représentatif de la Résistance romaine : la zone « San Paolo » dans le quartier « Ostiense », théâtre des épisodes de l'ultime défense contre l'occupation nazie (1943) et de la révolte populaire contre le « gouvernement Tambroni » (1960)[133]. Pour les groupes, ce choix logistique implique la volonté de se démarquer nettement des répertoires pacifistes et déclamatoires du PCI, à travers une organisation qui permette de déranger physiquement le déroulement du meeting et en même temps de relier idéalement la lutte anti-impérialiste avec la tradition antifasciste du prolétariat romain. En réalité, le périmètre de sécurité autour du Palais des Congrès est tellement vaste que le rassemblement ultragauchiste est tenu à une distance de trois kilomètres, coincé dans un parc : de plus, les forces de l'ordre, ayant à l'esprit l'expérience soixante-huitarde, n'ont aucune intention de laisser le temps à l'aile dure ouvriériste de provoquer la bagarre. Après quelques minutes du début du plaidoyer d'Oreste Scalzone, les carabiniers chargent les manifestants afin de les disperser : ces derniers cherchent à se réfugier dans les bâtiments de la « Garbatella » - située un peu plus au nord – où ils trouvent une brigade policière qui les attendait et qui cerne immédiatement la zone[134]. La mise en œuvre rapide d'un rude encerclement voué à débusquer les fuyards, active toutefois chez les résidents – pour la plupart assez politisés à gauche[135] – un sentiment de solidarité avec les recherchés : isolée militairement, la « Garbatella » se transforme alors en un champ de bataille qui oppose d'un côté les forces de l'ordre et de l'autre les militants ultragauchistes soutenus par les habitants du quartier. Pendant toute la journée, les charges, le jet de gaz lacrymogène, les matraquages, l'explosion des canons à eau alternent avec les cocktails Molotov, les barricades improvisées, les jets de pierres et d'objets lourds par

[131] Ce parcours urbain – souvent utilisé seulement partiellement – allait de place San Giovanni (« Rione Monti ») à place de la République (« Rione Castro Pretorio »), en passant par le Colisée et place Venezia (« Rione Trevi »).

[132] *A San Giovanni domani il grande raduno antimperialista: Roma popolare e antifascista manifesta per la pace e contro la Nato*, "L'Unità", 26 mai 1970.

[133] Voir les chapitres 1 et 2 de ce travail.

[134] Aux manifestants en fuite, s'ajoutent aussi les militants qui avaient adhéré à l'initiative de "Il Manifesto" et qui s'étaient rassemblés à place Bartolomeo Romano, située à l'entrée de la « Garbatella ».

[135] Comme l'a montré le chapitre 1 de ce travail, la « Garbatella » rentre dans la première zone industrielle créée à Rome depuis l'annexion de la ville au Royaume d'Italie : cette zone a toujours affiché donc une composition ouvrière et prolétaire fortement orientée à gauche. Au moment de la guérilla urbaine, la « Garbatella » héberge la plus forte section citadine du Psiup.

les fenêtres : les forces de l'ordre n'ont pas le droit d'entrer dans les appartements ou dans les magasins et les militants profitent de l'accueil des résidents pour se cacher, se soigner, et pour prolonger la bataille jusqu'au rêve d'une victoire inespérée. Cependant, à l'apogée de la tension, les carabiniers forcent la main et pénètrent dans les deux immeubles où sont réfugiés les contestataires (la section locale du PCI et le centre culturel) : finalement, 70 personnes sont arrêtées et 15 gravement blessées[136]. Peu après, les agents reçoivent l'ordre de se retirer et par conséquent *de lever le siège*, en laissant libres les assiégés.

LA BATAILLE DE LA « GARBATELLA »

Le service d'ordre du « Mouvement » dans le parc Schuster à « San Paolo ».

[136] *La protesta dei comunisti romani contro l'attacco brutale e premeditato*, "L'Unità", 27 mai 1970 ; *Drammatico bilancio dell'aggressione: ricoverato in osservazione uno dei feriti*, "Paese Sera", 27 mai 1970; *I gravi disordini a Roma dopo il comizio anti-Nato*, "La Stampa", 27 mai 1970.

L’opération d’encerclement de la zone « Garbatella ».

Le début de la guérilla urbaine.

L’irruption des carabiniers dans les locaux
où s’étaient réfugiés les contestataires.

Les arrestations des militants d'extrême gauche.

Source : « L'Unità » et « La Stampa » du 27 mai 1970

La guérilla urbaine de la « Garbatella » incarne, pour le milieu extraparlementaire romain, un moment d'initiation à la pratique subversive contre le pouvoir étatique, tout comme « Valle Giulia » avait représenté le déclencheur de l'explosion soixante-huitarde des étudiants. Pour la première fois, en effet, le « Mouvement » est arrivé à se confronter physiquement avec les appareils militaires du système au dehors des grandes mobilisations sectorielles (notamment, luttes universitaires et ouvrières) et au sein d'une dimension intégralement politique. De plus, l'obtention d'un tel support de la part d'une des communautés « rouges » les plus importantes de la ville, sans passer par l'intercession du PCI, stimule, chez ces militants, la sensation d'être au commencement d'une aventure insurrectionnelle et conforte par conséquent certains parcours individuels d'adhésion à l'antagonisme radical [137]. Les mémoires des protagonistes sont très explicites. Comme Erri De Luca :

> le nouvel ordre public semble être maintenant cette insurrection soudaine de gens qui ne nous connaissent pas, qui ne savent même pas pourquoi nous avon*s* porté la guerre dans leurs maisons, mais

[137] Sur les processus de mobilisation et d'adhésion à la lutte armée dans la société italienne d'après-guerre, voir : Raimondo Catanzaro (dir.), *Ideologie, movimenti, terrorismi,* cit. ; Lorenzo Bosi et Donatella Della Porta, *Percorsi di micromobilitazione verso la lotta armata,* in Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata, cit.,* pp. 227-240.

> qui décident d'emblée et unanimement que nous avons raison et que les agents ont tort. Ces gens créent leur propre ordre public se rangeant à côté de notre jeunesse et nous rendent heureux. Car la félicité pour nous est justement un quartier insurgé à l'improviste autour de nous »[138].

La participation inattendue et spontanée des habitants de la « Garbatella » à l'affrontement avec les forces de l'ordre offre d'ailleurs la préfiguration d'une zone d'illégalité de masse *ante litteram*[139] : l'identification entre territoire et mouvement, voire entre peuple et avant-gardes, qui se réalise pendant cette journée de lutte semble alimenter, en effet, un discours de légitimation de la violence en tant qu'instrument de la révolution[140]. Comme le remarque un autre contestataire :

> Les affrontements avec la police durent plusieurs heures et cela signale la possibilité que la question de la violence ne se pose plus uniquement en termes d'autodéfense, mais aussi en qualité de méthode, voire de moyen libérateur. […] C'est-à-dire que depuis lors un espace pour proposer une stratégie offensive est ouvert […]. Il n'y a plus seulement le droit sacro-saint à la résistance, mais aussi l'émersion d'un concept de violence légitime : […] une forme dure et violente et en même temps une technique pour saisir certains espaces, certaines choses[141].

Les deux témoignages cités ci-dessus proviennent des composantes spontanéiste et collectiviste du « Mouvement » : la perception que la situation romaine est mûre pour soutenir le passage d'un usage défensif de la violence à un niveau offensif est donc bien présente même au dehors de l'aile dure ouvriériste. Du coup, il n'est pas étonnant que « PotOp » ait tenté, dans les mois suivants, de capitaliser cet état d'esprit du « Mouvement », en relançant à chaque occasion possible le défi subversif à l'autorité étatique, à travers aussi la constitution d'un service d'ordre extrêmement agressif confié à Valerio Morucci. De ce fait, à partir de l'automne[142] 1970 et jusqu'au

---

[138] Erri De Luca, *Il contrario di uno,* Milano, Feltrinelli, 2005*,* p. 53.

[139] Un document rédigé au nom du "Mouvement" le lendemain des affrontements affirmait que "*la lutte d'hier, l'unité entre étudiants, ouvriers, population du quartier a prouvé qu'il n'y a aucune distinction entre les intérêts des masses des travailleurs et la lutte politique contre l'Internationale des patrons*", in Assemblea Generale del Movimento, *Compagni*, 27 mai 1970 in « Fondo Memorie di Carta », Raoul Mordenti, d. 6, f. 16, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[140] Sur les origines de ce débat interne à l'extrême gauche italienne, voir : *Se il nemico ci attacca è un bene, non un male,* "Lotta Continua", 29 novembre 1969.

[141] Luigi Manconi et Raimondo Catanzaro (dir.), *Storie di lotta armata,* cit.*,* pp. 255-256.

[142] L'habitude historique de profiter du long été italien pour prendre d'un seul coup toutes ses vacances conduisait aussi les militants ultragauchistes à interrompre l'activité politique entre juin et août.

printemps 1971, une série de guérillas urbaines organisées en plein centre-ville par ce groupe contribuent à élever remarquablement le niveau de radicalité atteinte par l'action politique du « Mouvement » romain. Le 27 septembre, par exemple, une énorme manifestation a été préparée par les forces de gauche pour protester contre la visite officielle de Nixon en Italie[143] : malgré l'adhésion formelle du « Mouvement » au cortège[144], « PotOp » décide de lancer en autonomie une attaque contre les symboles du pouvoir américain et contre les forces de l'ordre. Une centaine de militants se détache du point de rassemblement localisé à place de la République et, appliquant des techniques d'incursion paramilitaire, opère un raid dans le cœur de la ville[145], où se situent les palais qui hébergent le Président des États-Unis. Les sièges de l'American Express, de la Banque d'Amérique, de la Banque d'Italie, de nombreuses boutiques de luxe et aussi le cordon de police sont simultanément ébranlés par une grêle de pierres, de coups de bâtons et de cocktails Molotov : une fois l'attaque terminée, les assaillants se dispersent rapidement dans le dédale de ruelles entourant place Navona et place Farnese, dernières enclaves populaires du centre historique, fournissent quasi naturellement asile et complicité aux révoltés. Comme le rappelle l'ouvriériste Andrea Leoni :

> au début c'était très simple […], nous attaquions le centre et nous nous retirions à Campo de' Fiori, à Trastevere et notamment dans la zone de place Navona. À cette époque, il s'agissait d'une zone à nous, où certains d'entre nous avaient même leur propre maison. Quand la police nous poursuivait, il y avait un millier d'appartements dans lesquels on pouvait se cacher simplement en demandant d'entrer pour éviter la capture »[146].

L'opération de « PotOp » produit l'effet désiré : la police réagit brutalement en chargeant la queue du cortège composée principalement par les membres restants du

---

[143] *Imponente corteo rosso per le vie di Roma : Larga unità di operai e giovani per rivendicare una politica estera indipendente dall'imperialismo Usa*, "L'Unità", 27 septembre 1970.

[144] Dictée notamment par le souvenir de ce qui s'était passé lors de la venue précédente du Président américain (mort de Domenico Congedo) et par l'émoi dérivant des récents massacres des réfugiés palestiniens en Jordanie (voir : *Cent cinquante Palestiniens ont trouvé la mort au cours des affrontements avec l'armée jordanienne,* "Le Monde", 12 septembre 1970). Voir : Avanguardia Operaia di Roma – Collettivo operai studenti di Roma – Il Manifesto di Roma – Nuclei Comunisti Rivoluzionari (Soviet) di Roma – Potere operaio di Roma – Sinistra Leninista di Roma – Unità operaia di Roma, *Tre giorni di lotta contro Nixon con la rivoluzione palestinese,* affiche, s.d., in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 118, f. 218, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[145] Entre place di Spagna et Largo Argentina

[146] Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti*, cit., p. 170.

« Mouvement », qui à leur tour répondent à l'agression[147]. Le lendemain, « PotOp » réplique au raid en se concentrant sur les pelotons policiers placés au « Rione Prati » et au quartier « Trionfale » pour protéger la visite de Nixon au Vatican : de nouveau, le centre de Rome est bouleversé par une journée de guérilla urbaine qui conduira finalement à l'arrestation d'environ mille personnes[148]. Le comportement aventuriste et incendiaire des ouvriéristes conduit effectivement par entraîner les autres composantes ultragauchistes vers une dimension plus extrémiste et intransigeante : emblématique, en ce sens, le document d'« AO »paru le 29 septembre, pour revendiquer publiquement la participation à une bataille « qui a mis en état d'urgence la ville nonobstant le déploiement préventif de douze mille policiers »[149]. Ce processus de radicalisation se consolide ultérieurement en décembre, à l'occasion des grandes manifestations antifranquistes[150] liées au « procès de Burgos »[151]. En cette fin d'année, l'agitation des milieux extraparlementaires est montée en flèche à cause de la superposition d'une série d'événements et de commémorations : à la contestation contre la dictature espagnole, s'ajoutent en effet le premier anniversaire du « massacre d'État », les polémiques incendiaires engendrées par l'introduction du droit de divorce (loi n. 898 du 1er décembre 1970)[152], la tension déterminée par les rumeurs de dérives autoritaires au niveau étatique[153] et par la croissance de l'activisme néofasciste dans le pays[154]. Transporté par cet état d'esprit, le « Mouvement » ose défier explicitement le PCI sur le terrain de l'organisation de masse et de l'hégémonie médiatique, en

---

[147] *Per la visita di Nixon a Roma scorribande e proteste degli estremisti*, "La Stampa", 28 septembre 1970

[148] *Forse mille i fermati degli scontri a Roma,* "La Stampa", 30 septembre 1970. Pour une lecture interne des évènements, voir : *Roma: Nixon Molotov,* "Potere Operaio", n. 29, 1-8 octobre 1970.

[149] Avanguardia Operaia, *Perché la lotta contro Nixon,* 29 septembre 1970, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 81, f. 58, Institut *pour l'étude de la Résistance de Rome.*

[150] *Poderosa* mobilitazione per fermare la mano al boia franchista, "L'Unità", 5 décembre 1970 ; *Spagna rossa Franco nella fossa*, "Lotta Continua", 11 décembre 1970.

[151] Le 3 décembre 1970 à Burgos (Espagne) s'ouvrait un procès contre 16 indépendantistes basques accusés d'avoir assassiné trois personnes (deux policiers et un chauffeur de taxi) : la typologie du chef d'accusation – « rébellion générale continue » - et les peines demandées par le procureur – six peines de mort et 752 années de prison pour les accusés restants – provoquent une vague de puissantes protestations à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Sous les effets de la mobilisation populaire et de la pression diplomatique internationale, le régime franquiste acceptera le 30 décembre 1970 de commuer la sentence capitale en condamnation à perpétuité. Voir : Paul Preston, *La crisis del franquismo (1979-1977),* "Historia 16", n. 13, pp. 89-129.

[152] Voir : *Il Papa durissimo contro il divorzio*, "La Stampa", 7 décembre 1970.

[153] En effet, peu après la magistrature prouvera que juste pendant la nuit du 7 décembre 1970, l'ex-comandant de la XMas, le prince Junio Valerio Borghese, est à la tête d'un commando putschiste qui tente sans succès d'instaurer un régime militaire (sur le modèle grecque) dans le pays. Voir : Camillo Arcuri, *Colpo di Stato,* cit.. Sur l'origine de ces rumeurs, voir : *Contro le minacce alla democrazia: pronta la risposta unitaria e popolare in tutti i quartieri,* "L'Unità", 17 mars 1970.

[154] Voir : *Rapporto sullo squadrismo*, "Lotta Continua", II, n. 20, 12 novembre 1970. Voir aussi : *Chi c'è dietro i moti di Reggio Calabria*, "L'Unità", 25 octobre 1970 ; *Cuneo: uno sciopero generale per le provocazioni dei fascisti*, "La Stampa", 8 décembre 1970

préparant une manifestation autonome qui anticipe de deux jours le cortège de la gauche légaliste[155]. Le 7 décembre, presque trois mille militants se retrouvent à place de la Repubblica et, guidés comme d'habitude par « PotOp », se lancent contre les symboles du capitalisme italien et espagnol : d'après le compte-rendu de la police politique.

> La masse des manifestants, après avoir affronté un cordon de police placé à l'entrée de rue Nazionale à l'aide d'une lancée de cocktails Molotov, se fragmente en plusieurs groupes qui se dispersent rapidement aux quatre coins du centre-ville : rue dei Fori Imperiali une voiture des carabiniers est vandalisée ; rue Flaminia les vitrines d'un concessionnaire FIAT sont brisées ; rue Monserrato l'entrée d'une librairie espagnole est dévastée ; rue Luisa di Savoia un cocktail Molotov frappe la concessionnaire Safa[156].

Les forces de l'ordre arrêtent cinq militants ouvriéristes qui seront condamnés par procédure accélérée à des peines allant de 6 à 10 mois de prison : la prise de position de « L'Unità » qui stigmatise le vandalisme de ces extrémistes et qui approuve l'intervention de la magistrature[157] jette de l'huile sur le feu. Le « Mouvement » organise une nouvelle manifestation (le 12 décembre) rassemblant dix mille militants devant la section universitaire du PCI pour contester officiellement le « révisionnisme bourgeois » du parti communiste, ainsi que sa collusion avec la répression policière : cet événement marque l'achèvement définitif de la fracture entre les forces réformistes et celles maximalistes, de la gauche romaine, à savoir la finalisation du processus d'émancipation de la galaxie extraparlementaire par rapport au parti communiste le plus grand de l'Europe occidentale[158]. Les avant-gardes extrémistes se rendent compte subitement des conséquences de cette césure historique qui d'un côté officialise la naissance d'un sujet politique manifestement révolutionnaire et de l'autre risque de l'isoler socialement à cause notamment de l'épineuse question de la violence. Un document particulièrement détaillé élaboré à la fin du mois par « Viva il Comunismo »

---

[155] Voir : *Domani protesta antifranchista all'Esedra. Il PCI: mobilitazione di massa nei quartieri*, "L'Unità", 8 décembre 1970.

[156] Note du bureau de la police politique de Rome cité dans Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti,* cit., p. 328.

[157] Voir : *L'impegno dei comunisti,* "L'Unità", 9 décembre 1970.

[158] Le PCI réagit le 14 décembre à travers un éditorial péremptoire rédigé par le vice-secrétaire national Enrico Berlinguer en personne, dans lequel l'activité du « Mouvement » romain est assimilée à la brutalité néofasciste qui le jour d'avant avait provoqué à Milan la mort du jeune militant Saverio Saltarelli pendant la manifestation pour le premier anniversaire de l'attentat de Piazza Fontana. Voir : Enrico Berlinguer, *Stroncare le centrali provocatorie,* L'Unità, 14 décembre 1970.

semble résumer au mieux ce scénario contradictoire. Au début, le texte note en effet que : «

> Pour la première fois les grandes manifestations de lutte étaient orientées non seulement contre l'État bourgeois, mais aussi, et notamment contre le révisionnisme du PCI qui venait de plus considéré explicitement comme une composante du même État bourgeois. […] la nouveauté de ces derniers épisodes de lutte est donc représentée par la séparation organisationnelle à l'égard du PCI et des syndicats […] tandis que précédemment il y avait l'habitude paradoxale […] de s'appuyer aux cortèges, aux meetings, aux initiatives syndicales et révisionnistes pour diffuser des mots d'ordre antirévisionnistes. […] Pour la première fois dans sa propre histoire […], le PCI a vu des policiers déployés pour le défendre contre une manifestation de gauche à laquelle participaient plus de 10 000 personnes[159].

Cependant, dans les paragraphes conclusifs, ce bulletin se préoccupe de prévenir le « Mouvement » entier autour de l'impossibilité - en raison des trop limitées ressources humaines, matérielles et politiques - de continuer dans les parcours de radicalisation une fois déclarée la guerre au PCI : au contraire, les post-trotskistes revendiquent la nécessité de demeurer dans le stade d'antagonisme récemment atteint afin de prendre le temps d'éduquer le prolétariat à la violence subversive sans exposer excessivement le « Mouvement » à la répression. L'analyse de « Viva il Comunismo » avait en fait saisi l'implication fondamentale des événements de décembre 1970 : en matière d'exposition de l'*illégalité de masse* dans le cœur de la ville, le « Mouvement » romain avait touché sa limite de développement unitaire en établissant la possibilité d'attaquer à la fois l'appareil policier de l'État et l'hégémonie du PCI sur les masses. Dans ce sens, l'aventurisme persévérant de « PotOp » commence à inquiéter les composantes plus gradualistes de l'extrême gauche qui - au fur et à mesure que leurs processus d'installation urbaine avancent - tiennent à se démarquer de la pratique de l'affrontement systématique : par conséquent dès 1971, le comportement des autres groupes extraparlementaires dans les manifestations se laisse de moins en moins influencer par l'initiative ouvriériste qui, par contraste, se transforme souvent en un

[159] Comitato Comunista Marxista-Leninistra, *Dicembre 1970: cronaca politica delle lotte a Roma,* in « Fondo Memorie di Carta », Stefano Lepri, d. 66, f. 1, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

exercice solipsiste[160]. D'autre part, à l'arrivée de la nouvelle année les forces de l'ordre montrent qu'elles ont désormais trouvé les justes contremesures au mécanisme provocateur de « PotOp » : emblématiques sont les manifestations du 5 février, 8 mai et 24 mai 1971 pendant lesquelles la capacité des raids ouvriéristes d'impliquer le « Mouvement » dans la bagarre essuie une baisse significative à cause notamment des nouvelles techniques policières qui se basent sur le repérage, l'isolement et la neutralisation préventive des commandos en lieu de la simple attente passive[161].

f) Le contrôle du territoire dans les « zones rouges »

Si le niveau de la violence dans les manifestations antisystème s'est donc rapidement stabilisé par l'obtention du statut de sujet politique révolutionnaire et par l'institutionnalisation de l'usage des cocktails Molotov[162], l'exercice de l'*illégalité de masse* dans les quartiers prolétaires présente des espaces de développement bien supérieurs. Du reste, comme nous l'avons dit plus haut, les groupes extraparlementaires les plus importants ont toujours considéré la création des « zones » comme l'axe principal pour la mise en œuvre du projet insurrectionnel dans la capitale. Au tournant de 1971, la concomitance entre l'épuisement du potentiel contestataire dans le centre-ville et l'achèvement du processus de territorialisation dans les périphéries urbaines transforme, en effet, la dialectique interne aux deux pôles de la stratégie subversive du « Mouvement » : de ce fait, l'exposition de l'*illégalité de masse* est désormais moins prioritaire que le contrôle du territoire. Le rôle de pionnier au sein de cette transition est tenu par la composante ouvriériste qui avait commencé déjà, pendant l'automne 1970, à étendre la bataille salariale à l'échelle de quartier pour réagir à la disparition des marges de manœuvre à l'intérieure des usines romaines[163]. S'appuyant justement sur la conflictualité engendrée par les luttes contre la vie chère, « PotOp » tend à fomenter la révolte armée au nom du « pouvoir ouvrier ». Comme

[160] Ce solipsisme de « PotOp » est rapidement accéléré par les décisions adoptées pendant la « Troisième conférence d'organisation » (Rome, 24-26 septembre 1971) qui prévoient la militarisation du groupe en vue de la création au plus tôt du « parti de l'insurrection ». Voir : *Materiali di discussione per i militanti in preparazione della III Conferenza d'Organizzazione,* "Potere Operaio", 43, octobre 1971.

[161] Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti*, cit., pp. 158-176.

[162] Voir : *Lotta antimperialista o avventurismo?*, "L'Unità", 9 mai 1971.

[163] La marque distinctive de cette fermeture des espaces au sein des usines romaines est représentée par le "cas Timperi" qui a été reconstruit, avec ses conséquences sur les choix organisationnels de « PotOp » (relatifs à la continuation par d'autres moyens de la lutte ouvrière), dans le chapitre 4 de ce travail.

l'affirme un document, élaboré par les sections de « Centocelle » et de « Cinecittà », portant sur la situation de la zone « Casilina » :

> Nous n'avons pas voulu faire la manifestation typique dans le centre-ville : nous n'avons plus besoin de faire peur aux bourgeois qui sont déjà assez effrayés. Nous avons voulu faire ici la manifestation, avec les prolétaires de la zone « Casilina », car est venu le temps d'en finir avec les protestations et de passer à l'organisation d'une riposte collective de tout le prolétariat contre […] l'augmentation du coût de la vie. Il s'agit de transformer les quartiers prolétaires en zones rouges au cœur desquelles forger un pouvoir alternatif à celui de l'État bourgeois. […] Voilà la direction que tous les cadres du Mouvement doivent suivre : se relier étroitement aux masses prolétaires, déplacer tous les sièges d'initiative politique de l'Université, des écoles du centre-ville aux quartiers prolétaires. Il faut arriver à construire – à travers le tissu prolétaire de la ville – […] des zones où la loi des patrons ne vaut pas, où la police ne peut plus entrer[164].

Si le déplacement des revendications ouvrières du domaine économique à la sphère sociale avait donc permis à « PotOp » d'introduire le discours du contre-pouvoir territorial, en vérité ce sont la « lutte pour le logement » et l'antifascisme militant qui représentent les armes concrètes pour implanter l'*illégalité de masse* dans les « zones rouges ». C'est en effet au sein de ces deux fronts de conflictualité urbaine que se situeront les sauts de radicalisation qui conduiront la violence politique à Rome jusqu'au seuil de la pratique homicide.

g) L'intervention dans la « lutte pour le logement »

Le premier bond en avant se produit au milieu de 1971 à l'occasion de la déflagration du problème locatif en ville. Comme l'a bien montré le chapitre consacré à cette question, la « lutte pour le logement » incarne pour la réalité romaine d'après-guerre la matérialisation de l'ensemble des distorsions structurelles qui a historiquement caractérisé le développement urbain de la capitale : la gravité et l'incidence sociale croissante d'un phénomène qui, en affectant directement la dignité

[164] Potere Operaio, *Compagni della zona Casilina,* 24 octobre 1970, in « Fondo Memorie di Carta », Massimo Pasquini, d. 1, f. 1, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

et la survie des travailleurs, engendre rage et mécontentement, offre aux groupes extraparlementaires une vaste base populaire à « coopter ». D'ailleurs, dans une ville dépourvue d'une classe ouvrière industrielle prépondérante, les couches hétéroclites qui habitent les taudis et les appartements insalubres deviennent la seule masse prolétaire en mesure de soutenir le dessein révolutionnaire du « Mouvement ». S'agissant des conditions de vie des « exploités » comme facteur anticapitaliste, les militants extrémistes romains peuvent compter du reste sur une légitimation théorique illustre qui remonte à Friedrich Engels[165] : autour de la « lutte pour le logement » s'active alors une bagarre pour sa direction qui met en concurrence les deux groupes plus forts et territorialisés, « PotOp » et L C.[166]. Comme le remarque le journaliste Aldo Grandi, au-delà de l'hostilité politique entre les deux formations, cette compétition relève aussi d'un enjeu strictement organisationnel lié au recrutement des milieux sous-prolétaires *:* seulement, l'imposition d'une hégémonie sur les « borgate » et les « borghetti » peut garantir en fait les ressources pour constituer les « zones » et du coup pour alimenter son propre modèle de révolution, au détriment des autres[167]. Après quelques mois de propagande et de démonstrations, l'opportunité de passer à l'action se présente au printemps 1971 avec les occupations de « Casal Bruciato » et de « Centocelle »[168], localisées à l'est de la ville, au cœur du quart prolétaire par excellence : bien que terminées par des échecs substantiels – les bâtiments sont enfin évacués par les forces de l'ordre – ces deux opérations arrivent à créer pendant plusieurs jours une situation de contre-légalité territoriale qui semble conforter les plans subversifs des militants ultragauchistes. Sous la pression des initiatives ouvriéristes, comme d'habitude à la recherche de la conclusion la plus « destructive » possible, ces secteurs urbains se transforment en une sorte de forteresse assiégée par des milliers de policiers en tenue antiémeutes : le résultat est l'élévation du niveau général de la violence politique déterminé par la capacité – jusque-là inédite – de gérer un affrontement paramilitaire de longue durée auquel participent activement les occupants. L'utilisation massive de « cherry-bombe » et de cocktails Molotov, la construction d'un système de barricades, le recours à la tactique du bouclier humain, l'organisation d'un mécanisme d'approvisionnement, la force de réactiver

[165] Friedrich Engels, *La question du logement,* "Der Volksstaat", 1872.

[166] Pour ce qui est de la concurrence entre ces deux formations, voir : *Potere Operaio. Teoria della « ricchezza » e miseria della « teoria »,* « Lotta Continua », 25 juillet 1971 et *Il congresso, il partito, le scadenze,* "Potere Operaio", 44, novembre 1971.

[167] Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti*, cit., p. 170.

[168] Pour ce qui est de la reconstruction et de l'importance dans l'évolution de la « lutte pour le logement » de ces occupations, voir le chapitre 3 de ce travail.

immédiatement la bataille à « Centocelle » après l'évacuation de « Casal Bruciato », sont des éléments qui stimulent dans les deux groupes extraparlementaires l'idée d'une montée significative de la disponibilité du prolétariat romain à l'exercice de l'*illégalité de masse*. Cependant, l'interprétation des événements en termes de perspective révolutionnaire diffère profondément, en révélant toute la distance et le frottement qui oppose ces formations. Pour LC le succès de la lutte consiste notamment dans « le caractère de masse des occupations, dans leur capacité d'unifier les forces prolétaires dispersées, dans leur autonomie […] et […] si la police est intervenue […] et nous a chassés, ceci ne représente pas une défaite. […] l'important est qu'après l'évacuation nous n'avons pas terminé la lutte. […] Nous pensons en effet que la qualité principale […] c'est la capacité à maintenir unis les prolétaires, même après l'occupation, à ne pas s'isoler avec eux, mais plutôt à construire avec les restes des prolétaires en lutte, une organisation de quartier solide, stable, communiste ». L'accent se pose, donc, sur la charge anti-institutionnelle et sur le potentiel d'agrégation populaire que la « lutte pour le logement » est à même d'exprimer dans les périphéries urbaines en tant que préfiguration de la future « prise de la ville » : dans ce sens, le développement de la « violence prolétaire » en direction de la lutte armée doit s'harmoniser et répondre constamment à la maturation graduelle atteinte par les organismes territoriaux du mouvement révolutionnaire. « Certains camarades pensent que la seule occupation en tant que raison d'affrontement représente une victoire en soi. […] Nous croyons qu'en matière de violence les prolétaires n'ont rien à apprendre et […] tenter de leur soustraire la direction de la lutte à travers des apparats paramilitaires […] est fou outre que complètement aberrant »[169]. La critique à la méthodologie adoptée par « PotOp » - qui renverse l'équation en subordonnant l'organisation de masse à la violence d'avant-garde[170] - est manifeste. Pour les ouvriéristes, en effet, le niveau de la radicalité atteinte par l'antagonisme prolétaire à « Casal Bruciato » et à « Centocelle » ouvre d'ores et déjà une possibilité proto-insurrectionnelle dans les quartiers populaires de la ville :

> les barricades dérivent de la conscience précise de la phase actuelle de la lutte des classes : […] le dépassement du stade corporatif de la lutte et le passage au niveau supérieur où demeure la thématique du salaire

[169] *Nei quartieri per il comunismo: una fase decisiva dello scontro di classe a Roma*, "Lotta Continua", 23 avril 1971.

[170] Sur le débat interne à l'extrême gauche italienne portant sur la dialectique entre théorie et pratique de la violence politique, voir : Gabriele Donato, *La lotta è armata. Estrema sinistra e violenza : gli anni dell'apprendistato 1969-1972,* cit.

> politique comme garantie de revenu dissocié du travail […] comme appropriation organisée […] de toute la richesse produite. Voilà la route à suivre pour réaliser un programme de pouvoir avec un arsenal lourd […] : aujourd'hui, la violence des masses est de plus en plus liée au moment de l'appropriation et à sa défense. Autrement dit, la violence est pouvoir est exercice de la dictature d'une classe sur l'autre. […] le problème est donc de faire le dernier bond en direction du gouvernement de cette violence, moyennant l'enchevêtrement de lutte et pouvoir, de pouvoir et organisation[171].

Indépendamment de ces interprétations divergentes, l'intervention sur la lutte pour le logement avait fourni aux groupes extraparlementaires majeurs un terreau fertile pour entamer une praxis d'illégalité de masse dans les soi-disant « zones rouges » de la Capitale. Cependant, l'évolution irrégulière de ce phénomène de conflictualité urbaine – causée, comme l'avons vu dans le troisième chapitre, par l'interférence d'une multitude d'instances politiques (notamment le PCI) qui finissait pour alimenter une alternance de cycles protestataires et régressifs – se révèle inadaptée à soutenir toute seule la progression d'une stratégie révolutionnaire. En fait, après les expériences de « Casal Bruciato » et de « Centocelle », la virulence de la lutte baisse graduellement pendant deux ans[172] pour exploser de nouveau seulement au tournant de 1974.

[171] *Roma: nella cintura rossa nasce il partito dell'insurrezione*, "Potere Operaio", cit.

[172] Cette régression commence après les affrontements provoqués par l'évacuation des occupations effectuées à la "Magliana" (11 juin 1971) qui représentent le dernier épisode violent de cette première phase de la lutte pour le logement à Rome. Voir : *Ultim'ora, "*L'Unità", 11 juin 1971 ; *Roma : organizziamo le occupazioni,* "Lotta Continua", 26 juin 1971.

LA UNE DE « LOTTA CONTINUA » (23 AVRIL 1971) CONSACRÉE AUX BATAILLES DE « CASAL BRUCIATO » ET DE « CENTOCELLE ».

L'image choisie est emblématique du concept de « zone rouge » que les groupes extraparlementaires majeurs veulent introduire dans les périphéries romaines : la grande barricade qui protège une assemblée d'occupants et l'énorme bannière décrétant la « Prise de la ville » imminente, symbolisent parfaitement la tentative de territorialiser l'illégalité de masse dans les quartiers populaires de la capitale.

h) L'antifascisme militant comme facteur de militarisation de l'affrontement

Freinée alors sur plusieurs fronts – manifestations antisystèmes, batailles ouvrières, lutte pour le logement – la pression du « Mouvement » se déverse dans la pratique de l'antifascisme militant, qui incarne un domaine constamment bouillonnant et d'où le parti communiste reste volontairement étranger[173]. Comme l'a mis en exergue le chapitre dédié au clivage politico-représentatif de la capitale, la systématisation de ce répertoire d'action extrémiste se réalise justement entre 1971 et 1972 sous la combinaison d'une série de processus à caractère social, électoral et symbolique[174]. En effet, à l'approche du cinquantenaire de la « marche sur Rome », la mouvance ultragauchiste – stimulée par la remarquable croissance électorale du MSI[175], ainsi que par la réactualisation à gauche du débat sur le « squadrismo » comme facteur de démobilisation sociale[176] - repère dans la marée néofasciste montante[177] les troupes d'assaut d'un système bourgeois effrayé par la contestation prolétaire[178]. Par conséquent, le déploiement de l'*illégalité de masse* ne peut plus se contenter de la vigilance et de l'autodéfense, mais nécessite un effort offensif capable de résoudre définitivement le problème de la « menace noire », notamment dans les périphéries urbaines[179]. Contrairement à l'hyperactivisme habituel des ouvriéristes, c'est « Lotta Continua » qui prend la tête de cette dimension d'antagonisme et pousse à la radicalisation[180] : le groupe spontanéiste diffuse avec succès l'idée d'une restructuration néogaulliste de l'État basé sur une alliance clérico-fasciste et sur la complicité d'un parti communiste désormais complètement asservi à la social-

[173] Voir : Ugo Pecchioli, *Come sviluppare la lotta antifascista,* "L'Unità", 19 janvier 1971.

[174] Voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa*, cit., pp. 134-138.

[175] À Rome, le MSI était passé du 9,2% en 1966 au 16,2% des votes en 1971.

[176] Voir : *Perché l'antifascismo dura: da cinquant'anni rivive nell'esperienza delle diverse generazioni una costante insopprimibile della lotta per la democrazia e il socialismo*, "L'Unità", 25 avril 1971; *1921-1922: era possibile sconfiggere il fascismo? Gli Arditi del Popolo. Al proletariato occorre il suo esercito*, "Lotta Continua", 25 avril 1972.

[177] Voir : Carlo Casalegno, *All'armi son fascisti,* "La Stampa", 2 février 1971 ; *Tredici mesi di neosquadrismo fascista,* "L'Unità", 7 février 1971. Une impression particulière dans le monde ultragauchiste avait été exercée par la capacité des forces d'extrême droite d'instrumentaliser - en causant la montée de la tension jusqu'au niveau d'une véritable révolte armée – les protestations populaires de Reggio Calabria (juillet 1970-février 1971) et de L'Aquila (26-28 février 1971), liées à l'assignation manquée de la fonction administrative de chef-lieu de Région. Voir : *Rispondere al fascismo con il consolidamento della lotta rivoluzionaria,* "Avanguardia Operaia", n. 13, février 1971 ; *Reggio : una lezione da imparare,* "Lotta Continua", 3 mars 1971.

[178] Voir : *Fascismo e stato forte,* "Avanguardia Operaia", n. 18, juillet-août 1971 ; *Fascisti: bombe e schede elettorali,* "Lotta Continua", 15 janvier 1972.

[179] Voir *:* Liquidare i fascisti, chi li manda, chi li protegge. Basta con l'opportunismo, pacifismo, egalitarismo, "Lotta Continua", 12 novembre 1970 ; *I fascisti: distruggerli*, "Potere Operaio", n. 37, mars 1971.

[180] *Dalla lotta antifascista alla lotta per il comunismo*, "Lotta Continua", 17 février 1971.

démocratie[181]. Au sein de cette lecture, l'implication de l'extrême droite dans la « stratégie de la tension »[182], le rapprochement parlementaire entre le MSI et la DC[183], l'accentuation des appels pour la défense de « l'ordre démocratique » de la part du PCI[184], sont les expressions d'un seul plan de contre-attaque néocapitaliste à l'égard du « Mouvement ». Sur le fond, il s'agit d'une vision antimoderniste de la dynamique nationale qui interprète l'essor « noir » comme un facteur de régression à l'autoritarisme prérépublicain[185] : par conséquent, afin d'empêcher cette issue, il ne restait au prolétariat urbain qu'à entamer une nouvelle Résistance armée à travers une action conjointe d'anciens partisans antinazis et de jeunes militants ultragauchistes[186]. Alimentée initialement par l'effort de « Lotta Continua », la pratique de l'antifascisme militant finit pour s'imposer à toutes les composantes du « Mouvement » : même « PotOp » - qui considère totalement anachronique le retour d'un régime fascisant[187] et qui a polémiqué plusieurs fois avec L C. et AO sur ce point[188] – se retrouve enfin forcé à accepter contre son gré ce répertoire d'action. Notamment à Rome, ce choix se

[181] Voir : *No al fanfascismo,* "Lotta Continua", 5 octobre 1971.

[182] C'est, en effet, entre 1971 et 1972, qu'émergent les responsabilités « noires » pour ce qui est de l'application de la « stratégie de la tension » : le 7 mars 1971 le prince Junio Valerio Borghese se réfugie en Espagne – sous la protection de la dictature franquiste – pour échapper à l'arrestation suite à la tentative de coup d'État du 7/8 décembre 1970. Le 4 décembre 1971, le leader de la section du Vénète d'Ordine Nuovo, Franco Freda et son bras droit Giovanni Ventura sont arrêtés en qualité d'exécuteurs présumés du massacre de Piazza Fontana. Voir : *Nell'appartamento di Borghese i piani del "suo" nuovo Stato,* "La Stampa", 22 mars 1971 ; Remo Lugli, *Il bidello fascista conferma le riunioni per gli attentati,* ivi, 15 mars 1972.

[183] Rapprochement qui aboutit *à* la participation déterminante de votes néofascistes pour l'élection du démocrate-chrétien Giovanni Leone à la présidence de la République (26 décembre 1971). « L.C: » avait prédit ce résultat déjà en juin 1971 dans son article *Le conseguenze del voto,* "Lotta Continua", 26 juin 1971. Sur le climat général à l'intérieur duquel ce rapprochement se produisait, voir : Vittorio Gorresio, *Le tentazioni del gollismo,* "La Stampa", 8 juillet 1971.

[184] Voir : *Difendere la democrazia,* "L'Unità", 31 janvier 1971.

[185] Voir : *Un colpo di stato fascista-militare a maggio? Panorama accusa, Caradonna smentisce, noi facciamo i nomi*, "Lotta Continua", 28 avril 1972.

[186] Voir : *Compagni partigiani tornate al vostro posto,* "Lotta Continua", 23 avril 1972. L'interprétation de la Résistance élaborée par LC propose l'image d'une « Révolution trahie » par la stratégie réformiste du PCI qui aurait forcé les milices antifascistes à se désarmer au nom du retour de la paix dans le pays. Au contraire, le parti communiste propose une idée de Résistance comme mouvement populaire qui limite l'usage de la violence à l'autodéfense et à l'instauration de la démocratie. Pour la critique du PCI aux thèses de LC, voir : *Ancora sull'antifascismo tra i giovani : Resistenza rossa ?* "L'Unità", 21 avril 1971. Pour une vision complète de la question, voir le chapitre 2 de ce travail.

[187] Les ouvriéristes pensent que le fascisme n'est qu'un vestige désormais impraticable dans un pays à capitalisme avancé tel que l'Italie et par conséquent considèrent les mots d'ordre antifascistes comme un gaspillage inutile des énergies militantes. Comme le rappelle un des plus hauts dirigeants de la section romaine, Paolo Lapponi, pour les ouvriéristes le péril réel était représenté par le développement technologique du capital voué à mieux rationaliser l'exploitation du travail et à pacifier les masses prolétaires grâce à l'hégémonie sur les médias. Voir : Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti,* cit., pp. 231-232.

[188] Voir : *Strategia rivoluzionari degli obiettivi. Per costruire il partito della rivoluzione comunista*, "Potere Operaio", n. 27, juin-juillet 1970 ; *25 aprile: non Resistenza ma lotta per il comunismo*, "Potere Operaio del lunedì", n. 9, 30 avril 1972.

révèle impératif étant donnée la traditionnelle et surdimensionnée présence des néofascistes[189] : dès l'après-guerre, comme le deuxième chapitre l'a bien montré, les forces résiduelles de l'extrême droite italienne s'étaient concentrées ici, en faisant de la capitale l'épicentre national de la militance post-mussolinienne[190]. La centralité incontestée que Rome revêtait dans l'imaginaire « noir » avait en effet favorisé l'agrégation en ville des multiples âmes des néofascistes qui, en suivant le caractère composite de l'urbanisation, s'étaient installées tantôt dans les districts riches, tantôt dans les zones populaires[191]. De ce fait, à Rome, plus que dans les autres métropoles du pays, l'activité de l'extrême droite touche aussi les bastions « rouges »[192], finissant par transformer, dans ces territoires, la tension antifasciste héritée de la Résistance en pilier fondamental de l'appartenance de gauche[193]. Du coup, la lutte contre la présence « noire » dans le quartier devient la première forme de mobilisation politique pour la « base » communiste de la ville[194] : pendant leur transition de « l'usine » au « territoire », les ouvriéristes romains sont obligés alors de prendre conscience de l'impossibilité d'acheminer les masses vers la lutte armée sans passer par cette dimension d'antagonisme[195]. Comme l'admet pour la première fois un document du groupe, rédigé en février 1971 : « […] les fascistes […] ne sont qu'une armée mercenaire au service des patrons. […] notre seule défense c'est d'un côté le renforcement du lien avec les masses […], de l'autre […] la destruction physique de la violence fasciste. […] c'est vrai que l'élément politique le plus important n'est pas l'activité fasciste en soi, mais plutôt son instrumentalisation de la part du

[189] Voir : Nicola Adelfi, *La città più fascista d'Italia,* "La Stampa", 5 mai 1966.

[190] Voir : Giuseppe Parlato, *Fascisti senza Mussolini,* cit.*,* pp. 95-105.

[191] Ce sont les sièges citadins du MSI qui servent de point de rencontre et de trait d'union entre la composante parlementaire et celle extraparlementaire du néofascisme romain. La fédération romaine du MSI avait en effet hérité de son prédécesseur – la fédération romaine du parti national fasciste – cette capacité de synthèse politico-territoriale. Voir : Alessandra Staderini, *La federazione romana del PNF : uno strumento al servizio del totalitarismo,* Roma-Bari, Laterza, 2008.

[192] Voir : *Premeditata azione squadristica respinta dal popolo della Garbatella*, "L'Unità", 29 février 1950 ; *Pronta reazione popolare contro le squadracce: fascisti cacciati da S. Basilio*, ivi, 14 mai 1970.

[193] Sur l'antifascisme structurel des couches populaires romaines orientées à gauche, voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa*, cit., p. 239. Voir aussi : *Torpignattara antifascista costringe i missini a rintanarsi nel "covo" protetti dalla polizia*, "L'Unità", 14 mars 1955.

[194] Voir : *L'antifascismo oggi a Roma, "*L'Unità", 7 mars 1971 ; Movimento studentesco romano, *Per l'unità delle massi popolari,* 19 mai 1971, in « Ministero dell'Interno-Dipartimento di Pubblica Sicurezza », d. 378, f. G/10/28.5, Archives Centrales de l'État (Rome).

[195] Sur l'importance de l'antifascisme militant comme facteur de radicalisation de la lutte politique dans l'Italie républicaine, voir : Voir : Luigi Manconi, *Il nemico assoluto. Antifascismo e contropotere nella fase aurorale del terrorismo di sinistra,* in Raimondo Catanzaro (dir.), *La politica della violenza,* cit., pp. 47-91 ; Enrico Galli della Loggia, *La perpetuazione del fascismo e della sua minaccia come elemento strutturale della lotta politica nell'Italia repubblicana,* in Loreto Di Nucci et Enrico Galli della Loggia (dir.), *Due Nazioni: legittimazione e delegittimazione nella storia dell'Italia contemporanea,* cit., pp. 227-262.

gouvernement : cependant, il n'empêche que les fascistes doivent être vaincus par la force, voire par un niveau d'action militaire proportionné à leur nature » [196].

La pratique de l'antifascisme militant en tant que moment tactique de l'*illégalité de masse* démarre le 4 février 1971 par l'attaque armée que le « Mouvement » tente de diriger contre le secrétaire du MSI – Giorgio Almirante – pendant l'inauguration d'une section du parti à « Cinecittà »[197] : le cordon de police placé préalablement pour servir de protection arrive à contenir la poussée des militants ultragauchistes, notamment spontanéistes et ouvriéristes qui à ce moment ont déjà implanté des sièges dans cette zone, mais le politicien néofasciste est forcé d'abord à renoncer à l'allocution publique et ensuite à abandonner les lieux sous escorte[198]. L'étincelle qui met le feu aux poudres est lancée, en effet, par la nouvelle stratégie organisationnelle du MSI – institutionnalisée dans le IXe congrès national tenu à Rome en novembre 1970[199] – qui prévoit l'expansion du parti aux périphéries hyperpeuplées, traditionnellement orientées à gauche. Cette opération – conçue comme réaction à la « défaite » dans l'Université, et vouée à porter la lutte anticommuniste directement dans les zones « rouges », moyennant la création d'un front commun avec les avant-postes du radicalisme « noir »[200] - avait, de fait, cassé l'équilibre fragile qui présidait à la coexistence territoriale entre l'extrême droite et l'extrême gauche à Rome. En fait, les événements de « Cinecittà » déclenchent subitement une spirale de « brutalisation » moyennant trois ressorts de gravité croissante : l'attaque aux personnalités, aux rassemblements et au patrimoine néofascistes ; le fichage, la stigmatisation et l'affrontement armé contre l'activité politique quotidienne des militants « noirs » ; l'épuration physique de ces derniers de la vie de quartier. En raison des respectives conceptions de la violence, la promotion des deux premiers répertoires reste une affaire de « Lotta Continua », tandis que le troisième est l'apanage de « Potere Operaio »[201].

---

[196] Potere Operaio, *Le manifestazioni del 4/5/6 febbraio, il problema dei fascisti, una risposta militante al contrattacco padronale,* 14 février 1971, in « Fondo Memorie di Carta », Stefano Lepri, d. 66, f. 2, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[197] Une action prodromique est certainement l'agression subie par le fondateur d'Ordine Nuovo, Pino Rauti, le 13 janvier 1971 et revendiqué de façon sibylline par « LC », voir : *Colpa nostra non è ma della metropoli tentacolare,* "Lotta Continua", 29 janvier 1971.

[198] Voir : *Inaugurazione-farsa di un covo missino: in migliaia manifestano a Cinecittà contro i fascisti*, "L'Unità", 5 février 1971.

[199] Voir : Giorgio Almirante, *Discorsi in occasione del IX Congresso nazionale del Msi*, Roma, SAIPEM, 1970.

[200] Notamment Avanguardia Nazionale et Lotta di Popolo qui recrutaient leur base militant parmi les couches sous-prolétaires de la ville. Voir les chapitres 2 et 5 de ce travail.

[201] À cause de leur activisme antifasciste, les sièges de ces deux groupes seront attaqués à maintes reprises par les militants néofascistes. Parmi les épisodes les plus graves, il faut citer l'attentat à la bombe du 23 mai 1971 qui détruit complètement la section « Quadraro-Cinecittà » de LC et la lancée, le 25

À la base de ce crescendo se situent les « raids » contre les meetings et les nouveaux sièges que le MSI commence à proposer dans les « borgate »[202] : les épisodes les plus graves se passent naturellement dans le quadrant oriental de la ville.

Le 18 mai 1971, le député néofasciste Giulio Caradonna – déjà protagoniste de la bataille anticommuniste en 68 – tient une allocution à place dei Mirti, située eu plein milieu du quartier ouvrier « Prenestino-Centocelle », en l'occasion de l'ouverture d'une section locale : le « Mouvement » réagit en chargeant à l'improviste le cordon de carabiniers et militants noirs qui protège la tribune. Rapidement, tous les alentours se transforment en une arène dans laquelle néofascistes et militants ultragauchistes se bagarrent à coups de bâtons, alors que l'orateur se retrouve dans une place remplie uniquement d'agents qui doivent faire face à une grêle de cocktails Molotov[203]. Sauvée ce jour-là par l'intervention des forces de l'ordre, la section MSI de « Centocelle » sera dévastée à l'aide de pierres et cocktails Molotov le 19 février 1972, en marge d'une manifestation de quartier organisée pour réclamer l'innocence de Pietro Valpreda dans l'affaire de « Piazza Fontana »[204]. Deux semaines plus tard, les militants rouges du « Tiburtino III » - ancienne « borgata » insérée dans le quartier « Collatino » - accueillent le député néofasciste Luigi Turchi par une lancée de pierres et de cocktails Molotov, provoquant une rude bagarre avec la police[205].

Le niveau de l'antifascisme militant s'élève à la mi- 1972, quand - sous la pression aussi d'une campagne électorale incendiaire[206] - la pratique territoriale entre en contact avec la conflictualité étudiante des Lycées : à ce moment, grâce notamment au travail de L C. qui peut revendiquer un rôle prééminent dans la vie associative des écoles romaines[207], l'exercice antiautoritaire des étudiants ultragauchistes rencontre les luttes de quartier contre la présence des « fascistes »[208]. Comme l'a bien montré le cinquième chapitre, cette conjonction opérationnelle a été favorisée par le positionnement des établissements scolaires qui, en se situant habituellement sur les frontières urbaines de

---

septembre 1971, de deux grenades contre le Palais de Congrès de l'EUR où « PotOp » était réuni pour sa conférence d'organisation.

[202] Voir : *I fascisti non devono parlare e i democristiani ancora meno: i comizi fascisti diventano battaglie – le dichiarazioni di guerra dei colonnelli democristiani*, "Lotta Continua", 11 avril 1972.

[203] Voir : *Estremisti di sinistra si scontrano con la polizia*, "La Stampa", 19 mai 1971.

[204] Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Vent'anni di violenza politica in Italia*, cit., p. 259.

[205] Voir : *Violente e ingiustificate cariche della polizia*, "L'Unità", 4 mars 1972.

[206] Voir : *Contro le elezioni*, "Potere Operaio del lunedì", n. 3, 6 mars 1972 ; *No alla tregua sociale durante le elezioni: il nostro voto è per la lotta di classe*, "Lotta Continua", 16 mars 1972.

[207] Voir : Lotta Continua, *Per il movimento degli studenti medi,* suppl. à "Lotta Continua", I, n. 16, 28 avril 1972

[208] Sur les fondamentaux de ce processus de rapprochement, voir : *Roma: fuori i fascisti dai quartieri e dalle scuole,* "Lotta Continua", 26 mai 1971.

la structure sociopolitique de Rome, comportait souvent la réunion forcée des militances opposées. De ce fait, entre le parcours post-soixante-huitard de l'émancipation étudiante, et la dimension extraparlementaire de la subversion politique circulent modèles et praxis jusqu'à l'intégration des écoles dans la bataille territoriale opposant néofascisme et antifascisme : les Lycées deviennent, en ce sens les théâtres de l'affrontement quotidien entre les ennemis idéologiques[209]. Comme le rappelle un militant de L C. : « à l'école nous nous maintenions quelques fascistes (c'est-à-dire que nous permettions aux *«* noirs *»* de rester, car nous étions à même de les expulser à tout moment) parce qu'ils servaient de garantie pour tous les camarades de la zone : aucun camarade ne pouvait en effet être touché sans que les étudiants fascistes essuyassent automatiquement une grave rétorsion »[210]. L'interaction directe et continuelle dans les espaces scolaires permet d'ailleurs aux groupes extrémistes de récupérer une grande quantité d'informations personnelles, indispensables pour le fichage et la dénonciation des adversaires politiques : en effet, la création d'archives, véritables bases de données pour l'organisation des expéditions punitives s'impose comme répertoire fondamental de la confrontation extraparlementaire[211].

À la suite de cette évolution, la pratique de l'antifascisme militant, d'occasionnelle (à la faveur de meetings des leaders du MSI ou d'inauguration de nouvelles sections) devient quotidienne axée sur la répression de toute activité politique de l'extrême droite[212] : les événements du 11 juin et du 14 décembre 1972 sont emblématiques de cette transformation. Dans le premier cas, l'arrivée à « Centocelle » d'une délégation de « Lotta di Popolo » (LdP) dans l'intention de distribuer des tracts déclenche une bagarre furieuse à coup de couteau avec des jeunes militants de L C., dont deux restent gravement blessés : deux jours après le quotidien du groupe spontanéiste signale au reste du « Mouvement » les données personnelles et les domiciles des nazi-maoïstes de LdP impliqués[213]. En revanche, dans le deuxième épisode c'est l'école qui devient protagoniste : une cellule étudiante néofasciste organise avec des émeutiers externes l'occupation de l'institut technique « Colonna » (quartier « Ostiense »). Le lendemain

[209] Voir : Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa*, cit., pp. 158-164. Voir : *Roma : per i fascisti non c'è spazio nelle scuole*, "Lotta Continua", 24 février 1972 ; *Squadracce fasciste fanno irruzione al « Dante » e al « Croce »*, "L'Unità", 26 février 1972. Sur le processus de politisation de la conflictualité étudiante à Rome, voir le chapitre 5 de ce travail.

[210] Marco Lombardo Radice et Marino Sinibaldi, *C'è un clima di guerra…Intervista sul terrorismo diffuso,* "Quaderni di Ombre Rosse", III, 1979, p. 127. Pour un exemple, voir : *Roma: ricacciati i fascisti dal Kennedy,* "Lotta Continua", 14 mars 1973.

[211] Voir : Guido Panvini, *Alle origini del terrorismo diffuso. La schedatura degli avversari politici negli anni della conflittualità (1969-1980)*, "Mondo Contemporaneo", II, 2006, pp. 141-164.

[212] Voir : *Primavera calda contro i fascisti a Roma*, "Lotta Continua", 9 mars 1972.

[213] Voir : *Roma: reazione proletaria a un intervento fascista*, "Lotta Continua", 13 juin 1972.

un cortège de 1000 personnes – composé d'étudiants ultragauchistes, d'ouvriers de la plus grande usine de la zone (O.M.I.) et de maçons – attaquent l'établissement afin de l'évacuer et de tabasser les occupants : le bilan final sera de neuf néofascistes hospitalisés. De nouveau, le journal « Lotta Continua » publie leurs noms dans le but de lancer un message d'intimidation à toute la mouvance « noire » de la ville[214].

ROMA

Martedì 2 febbraio

Da tempo squadre di fascisti picchiano compagni isolati all'Università, appoggiati e protetti in tutto e per tutto dalla polizia e dagli agenti in borghese. Martedì i compagni decidono di spazzarli via e si avviano verso la facoltà di lettere. Prontamente i poliziotti proteggono la fuga dei fascisti e agli studenti che si dirigono alla Casa dello Studente, in agitazione da diverso tempo e praticamente occupata dagli studenti fuori sede, oppongono uno schieramento di polizia e carabinieri in numero di circa 5.000. Non ci dilunghiamo sulla cronologia dello scontro, ma solo quelle che sono state le sue caratteristiche.

È stato indubbiamente uno scontro che la polizia ha voluto e cercato, che ha voluto portare alle conseguenza di un esemplare fatto di sangue. Gli studenti, asserragliati nella Casa dello Studente sono stati assediati per ore: quando i poliziotti e i carabinieri sono riusciti ad entrare hanno sistematicamente massacrato tutti i compagni presenti, distrutto le stanze, bruciato i libri e le bandiere, negato qualsiasi soccorso ai numerosi feriti gravi che supplicavano di essere trasportati al Policlinico, hanno **sparato** a più riprese con le pistole con l'intento di uccidere, direttamente contro i compagni, hanno scaricato contro di loro tutti i lacrimogeni che avevano a disposizione (si sono fermati solo quando sono stati esauriti). Hanno ferrito 214 compagni e arrestati 3 sotto l'accusa di sequestro di due poliziotti della squadra politica.

Si è trattato insomma di un atto di guerra, voluto e ordinato dal vicequestore Mazzatosta. Ovviamente non siamo certo noi a piangere e a stupirci della violenza dei borghesi; prendiamo solo atto dell'aspetto che sempre di più viene assumendo gli scontri tra proletari e polizia e li descriviamo perché i compagni sappiano come difendersi, sappiano come riconoscere i loro nemici, sappiano organizzare l'odio verso di loro.

I poliziotti usano i lacrimogeni con lo scopo di uccidere: hanno delle armi nuove, a gittata più lunga, rivestiti di ferro e vengono sparati alzo zero. A Roma li hanno sparati tutti anche dalle finestre del commissariato S. Lorenzo situato dietro la Casa dello Studente. (La polizia con questo metodo ha già ucciso nell'ultimo anno tre persone: a Pisa, a Milano, a Reggio).

La polizia usa sempre di più la rivoltella. Alla Casa dello Studente ha sparato perlomeno in tre occasioni: davanti ad una resistenza accanita tra il cancello e l'ingresso B la polizia spara ai compagni sulle terrazze. Alcuni proiettili sono sparati anche contro le camere, e sono visibili i fori nelle stanze 92 e 93. Durante gli inseguimenti sulle scale e per i corridoi vengono sparati altri colpi di pistola.

I compagni vengono massacrati. Gli episodi di calci di fucile in bocca in 5 contro uno sono stati innumerevoli e non è il caso di dilungarsi. Basti ricordare che dopo lo sgombero i poliziotti hanno lavato con cura tutte le pareti che persino un giornalista (della Stampa) era riuscito a vedere e aveva descritto come « lorde di sangue ».

L'ultima cosa da ricordare è la faccia del vicequestore Mazzatosta, che dirigeva le operazioni, picchiava personalmente i compagni già feriti e incitava la « carne vendita » ai suoi ordini al linciaggio. Le mes-

ROMA, SABATO 6 FEBBRAIO. DOPO CATANZARO GOGNA AD UN FASCISTA.

SONO UN FASCISTA ASSASSINO

Page de « Lotta Continua » (17 février 1971) qui reconstruit une semaine « d'antifascisme militant » à Rome : on notera, la photographie de la mise au pilori d'un militant de droite.

[214] Voir : *Roma: i fascisti assediati nella scuola da 1500 compagni. Operai e studenti tecnici danno una dura lezione ai fascisti*, "Lotta Continua", 15 décembre 1972.

i) L'isolement de « PotOp » et le sombre visage de la pratique antifasciste (1973)

Cette capacité d'inscrire la potentialité de la violence au cœur de l'antifascisme populaire romain représente la limite structurelle de l'action subversive de « Lotta Continua ». L'exigence de s'en remettre constamment à la (présumée) volonté collective du prolétariat, empêche les spontanéistes de déterminer une radicalisation ultérieure des répertoires antifascistes : en effet, le processus de mobilisation des masses sur ce terreau ne semble pas pouvoir évoluer davantage vers une dimension offensive et préméditée. Cependant, les perceptions du « Mouvement » relatives à la situation sociopolitique italienne en 1972 alimentent, au contraire, une forte impulsion en direction de la militarisation de l'affrontement. Une série rapprochée d'événements introduit au sein de l'extrême gauche italienne l'idée que le système bourgeois est sur le point de reprendre le contrôle sur la société, à travers l'institutionnalisation d'un gouvernement d'urgence nationale. Comme l'affirme un éditorial de « Lotta Continua » du 28 avril 1972 :

> Nous insistons dans la mise en exergue du processus de transformation des appareils étatiques […] qui est en train de les conduire bien au-delà des règles formelles de la démocratie bourgeoise […] à travers les élections anticipées, le gouvernement extraparlementaire d'Andreotti […] le pouvoir réel exercé au nom de l'incapacité du parlement à fonctionner. Tout cela préside à une dilatation illégale des pouvoirs de l'exécutif qui ne s'était jamais avérée auparavant[215].

La fin de l'expérience gouvernementale de « centre gauche », en faveur du retour au passé centriste (18 février)[216], la désignation du social-démocratisant Enrico Berlinguer comme secrétaire générale du PCI (16 mars)[217], le résultat des élections du 7 mai qui montrent à la fois un essor du MSI (8,7% au niveau national, 17,4% à Rome) et la pulvérisation des forces ultragauchistes[218] sont interprétées comme la preuve d'un

[215] *Al lupo, al lupo,* "Lotta Continua", 28 avril 1972. Voir aussi : *Andreotti annuncia il programma della dittatura democristiana,* "Movimento Studentesco", II, n. 10, février 1972.

[216] Il s'agit du premier gouvernement présidé par le démocrate-chrétien Giulio Andreotti. Voir le chapitre 2 de ce travail.

[217] Élu pendant le XIIIe Congrès national du PCI (Milan, 13-16 mars 1972). Sur l'impact de cette élection sur le monde extrémiste, voir le chapitre 2 de ce travail.

[218] Certaines formations ultragauchistes, les moins radicales – « Il Manifesto », « Movimento Politico dei Lavoratori », « Partito Comunista Marxista-Leninista Italiano » - avaient décidé de se présenter aux élections : le résultat sera désastreux (environ l'1% des votes, toutes les listes confondues). Même le PSIUP, qui avait représenté dans l'après-68 l'alternative de gauche au PCI, était disparu passant du 4,5% (1968) à l'1,9% des votes : à la suite de cet échec le parti s'auto-dissout. Voir : *Così è la nuova geografia elettorale,* "La Stampa", 10 mai 1972.

virage à droite du paysage politique italien [219] . La réflexion des groupes extraparlementaires autour des moyens à utiliser pour réagir à ce durcissement du cadre étatique est toutefois compliquée par la question épineuse du « terrorisme rouge » qui venait juste de faire son entrée fracassante dans la conscience collective suite aux « morts spectaculaires » de Giangiacomo Feltrinelli (14 mars) et de Luigi Calabresi (17 mai)[220]. Le décès grotesque, dans un attentat à la bombe, de la figure la plus prestigieuse de l'univers ultragauchiste italien[221] et l'homicide politique non revendiqué du commissaire de police le plus détesté par les milieux extraparlementaires [222] avaient déclenché une querelle incendiaire au sein du mouvement extrémiste italien sur la légitimité des actions d'avant-garde et sur les limites de la « justice prolétaire »[223]. Confrontée à ces deux pressions antithétiques – la tentation de la militarisation et la peur d'une dérive terroriste[224] – la mouvance

[219] Voir : *I padroni a destra ma l'appuntamento è alle lotte di autunno. Elezioni: una montagna rumorosa per partorire il vecchio topo di fogna*, "Lotta Continua", 10 mai 1972; *Lo scontro è tra le classi*, "Potere Operaio del lunedì", n. 11, 21 mai 1972.

[220] Trois autres épisodes contribuent à alimenter la querelle autour du « terrorisme rouge » pendant cette année : le « massacre de Peteano » (31 mai) qui comporte la mort de trois carabiniers à cause d'une voiture piégée, l'assassinat du néofasciste Carlo Falvella (Salerne, 7 juillet) et l'homicide du militant de « LC » Mariano Lupo (Parme, 25 août). Sur le moment toutes ces morts sont attribuées à la violence des groupes extraparlementaires de gauche, qui de ce fait se retrouvent gravement stigmatisés : quelques années plus tard, émergera la responsabilité néofasciste pour le premier et le troisième de ces attentats. Voir : Luca Pastore, *La strage di Peteano nelle cronache del "Corriere della Sera, del "Secolo d'Italia" e de "L'Unità",* in Mirco Dondi (dir.), *I rossi e i neri. Terrorismo, violenza e informazione negli anni Settanta,* cit., pp. 205-226 ; Pier Michele Pollutri, *Parma 25 agosto 1972: Omicidio di Mariano Lupo,* Parma, Fedelo's, 2009.

[221] Giangiacomo Feltrinelli (nom de bataille *Osvaldo*), éditeur milliardaire et ami fraternel de Fidel Castro, avait été le fondateur du premier groupe révolutionnaire clandestin (Groupe d'action partisan, GAP) né dans l'après-68. En même temps, il était le mécène et le protecteur de toute l'extrême gauche italienne, même des composantes à lui idéologiquement hostiles. Feltrinelli meurt à cause de l'explosion d'une bombe qui, d'après la thèse officielle, il était en train de placer sur un pylône afin de laisser le XIIIe Congrès du PCI sans énergie électrique, en empêchant par conséquent la procédure d'élection de Berlinguer à secrétaire du parti. Voir : Carlo Feltrinelli, *Senior service,* Milano, Feltrinelli, 1999.

[222] Luigi Calabresi était le commissaire de police qui dirigeait l'interrogatoire de l'anarchiste Giuseppe Pinelli en relation à l'attentat de Piazza Fontana : pendant un moment d'absence du commissaire, Pinelli tombe par la fenêtre ouverte de la salle d'interrogatoire située au quatrième étage. L'extrême gauche italienne adhère immédiatement à la thèse de LC qui impute à Calabresi une responsabilité directe dans ce qui est considéré un meurtre volontaire (voir : *Pinelli, un rivoluzionario. Calabresi, un assassino,* "Lotta Continua", 1er octobre 1970). Cible d'une incessante campagne accusatoire de la part du monde ultragauchiste (à laquelle participent aussi par des grandes artistes tels que Gian Maria Volonté et Dario Fo) qui trouvait dans les articles de « Lotta Continua » son apogée, Calabresi arrive à dénoncer le directeur de ce journal, en se retrouvant enfin impliqué dans un procès hypermédiatisé (commencé le 9 octobre 1970) duquel son image sort ultérieurement ternie. Il sera tué par balle en bas de chez lui le matin du 17 mai 1972. Pour l'homicide du commissaire Calabresi seront condamnés en 1990 les leaders nationaux de LC, Adriano Sofri, Ovidio Bompressi, Giorgio Pietrostefani. Voir : Daniele Biacchessi, *Il caso Sofri. Cronaca di un'inchiesta*, Roma, Editori Riuniti, 1998.

[223] Voir : *Noi e Feltrinelli*, "Potere Operaio del lunedì", n. 6, 2 avril 1972 ; *Decine di lettere sull'uccisione di Calabresi. Questi gli argomenti più discussi*, "Lotta Continua", 30 mai 1972 ; Edgardo Pellegrini, *Calabresi era chi era ma la sua morte giova a loro*, "Bandiera Rossa", n. 7, 5 juin 1972.

[224] Un autre élément qui contribue à agiter la mouvance ultragauchiste est le blitz policier qui en mai porte à la fin des GAP et à la décimation des BR. Voir : *Ora dicono di aver sgominato le Brigate Rosse,*

ultragauchiste se polarise : la partie plus modérée et gradualiste - effrayée par une tournure des événements qui risque d'anéantir la distance éthique avec les répertoires néofascistes et du coup d'accréditer la thèse de « extrémismes opposés » avancée par la propagande démocrate-chrétienne[225] - fait un pas en arrière en matière de soutien moral à la violence et se rapproche des dynamiques traditionnelles du frontisme de gauche[226]. « Avanguardia Operaia » demeure dans une position équidistante et flexible selon le cas[227]. En revanche, LC et « PotOp » acceptent explicitement la voie de la radicalisation : le groupe spontanéiste décrète pendant son IIIe Congrès national (Rimini, 1-3 avril 1972) « l'affrontement général avec l'État »[228], tandis que la formation ouvriériste affirme lors de sa Conférence des cadres (Florence, 1-3 juin 1972) « la nécessité de souder le terrorisme au mouvement de masse et de relier la lutte armée à la politique »[229]. Dans la capitale, le cadre se révèle encore plus complexe et fragmenté : en effet, bien que ces deux dernières propositions se situent dans le même sillage de maximalisme idéologique[230], l'application concrète de ce tournant militariste s'avère seulement parmi les rangs ouvriéristes. En fait, les militants romains de L C. ne suivent que très partiellement les exhortations incendiaires de leurs leaders

---

"Lotta Continua", 3 mai 1972 ; *Proletari è la guerra di classe!,* "Potere Operaio", n. 47-48, 20 mai-20 juin 1972.

[225] L'extrême gauche italienne avait toujours justifié l'emploi de la violence comme réaction légitime à la « terreur d'État » et de ses prétoriens néofascistes : en particulier, l'utilisation des bombes et les opérations paramilitaires non revendiquées – en tant que gestes éminemment provocateurs opérés au dehors de l'action de masse - représentaient des marques distinctives des répertoires « noires ». Dans ce sens, les cas « Feltrinelli » et « Calabresi » semblaient être potentiellement en mesure de détruire toute distinction entre la violence d'extrême droite et celle ultragauchiste, en alimentant auprès de l'opinion publique la réunion des deux pôles du spectre extraparlementaire dans une seule étiquette d'affolement criminel, tout comme le proposait la propagande de la DC au pouvoir. Voir : Gianfranco Pasquino, *I soliti ignoti : gli opposti terrorismi nelle analisi dei residenti del Consiglio (1969-1985),* in Raimondo Catanzaro, *La politica della violenza,* cit., pp. 93-116.

[226] Voir : Giulio Savelli, *La sinistra rivoluzionaria e la scadenza elettorale*, "Soviet", n. 2, février 1972 ; *La repressione si inasprisce. Appello del Manifesto per una mobilitazione unitaria*, "Il Manifesto", 16 mai 1972 ; Livio Maitan, *Dopo il 7 maggio: i compiti dei comunisti rivoluzionari nella nuova fase politica*, "Quarta Internazionale", n. 5-6, juin 1972.

[227] Pour une critique militante à ce comportement vacillant, voir : La Lega dei Comunisti, «*Avanguardia operaia*»: *marxismo-leninismo o ultrasinistrismo?*, "Nuovo Impegno", n. 24, mai 1972.

[228] "*Préparer le mouvement à l'affrontement généralisé avec un programme politique qui présente l'État comme adversaire et qui utilise* comme *instrument de lutte l'exercice de la violence révolutionnaire, tantôt de masse que d'avant-garde. […] soutenir un nouveau rôle adapté à une situation qui se caractérisera toujours plus par le travail illégal et que – déjà maintenant – impose d'appliquer une violence d'avant-garde organisée orientée en premier lieu contre les fascistes*", in *Documentation préparatoire au Troisième Congrès national de LC (1-3 avril 1972, Rimini)*, cité par Giuseppe Vettori, *La sinistra extraprlamentare in Italia*, cit., pp. 250-260.

[229] *Appunti e relazioni sequestrati a casa di Augusto Finzi sul Convegno di Calenzano, 1-3 juin 1972, Firenze*, in « Corte d'Assise di Roma », proc. n. 1067/79 contro Antonio Negri et al., vol. XXVIII, d. 63.

[230] C'est justement pendant cette période que ces deux groupes extraparlementaires instaurent une polémique sur le rapport entre communisme et terrorisme avec le PCI. Voir : Luciano Gruppi, *I Bolscevichi e il terrorismo,* "L'Unità", 31 mai 1972 ; *Sul terrorismo,* "Lotta Continua", I, n. 46, 3 juin 1972 ; *Comunismo e terrorismo,* "Potere operaio del lunedì", n. 13, 4 juin 1972.

nationaux et même la section locale d' « Avanguardia Operaia » exprime un niveau de virulence plus mitigé par rapport à son homologue milanaise : le centre de gravité de ces formations demeure, en fait, dans les réalités industrielles du Nord, tandis que la place romaine continue à ne représenter qu'une composante secondaire - qui tend à garder le profil bas - de l'organisation[231]. Au contraire pour « PotOp » le rapport géographique est renversé : au tournant de 1972, la capitale émerge définitivement comme le quartier général du groupe[232] - la présence ouvriériste à Milan étant devenue marginale suite au blitz policier du 11 décembre 1971[233] - et ici les dirigeants peinent terriblement à contenir l'élan de la base militante[234]. Finalement, cette accentuation des distances internes au monde ultragauchiste provoque à Rome l'institutionnalisation d'une fracture irréversible entre la majorité du « Mouvement », qui pense avoir déjà atteint une première limite de l'*illégalité de masse*, et « PotOp » qui veut en revanche continuer à élever le niveau de l'affrontement[235]. Le point de rupture intervient le 12 décembre 1972, quand « pendant la grande manifestation romaine organisée pour le troisième anniversaire du massacre de Milan, Potop – en solitaire et contre l'avis de tous les autres groupes – décide d'attaquer les cordons de police avec une grêle de cocktails Molotov. C'est la goutte qui fait déborder le vase »[236].

---

[231] Pour ce qui est des difficultés de la section romaine de AO, voir : Avanguardia Operaia – Sezione di Roma, *Bollettino interno,* 16 novembre 1972, cit.; Sur la prééminence des réalités septentrionales dans l'activité subversive de LC, voir : Marcello (Luigi Manconi), *Il terrorismo oggi,* "Quaderni Piacentini", n. 48-49, janvier 1973.

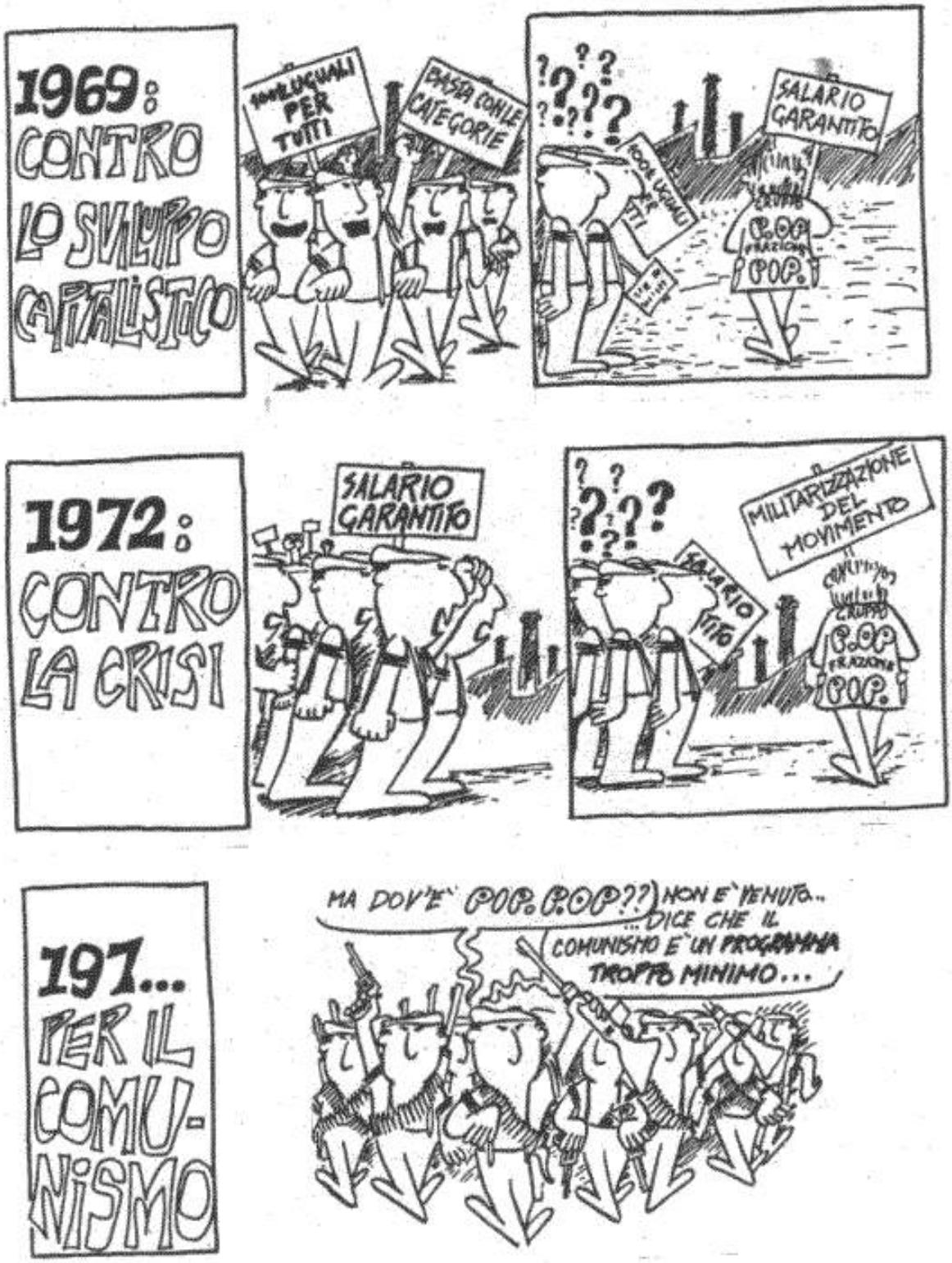
[232] Ce passage est témoigné par la nomination à secrétaire national du leader de la section romaine Franco Piperno, pendant la Conférence des cadres de juin 1972.

[233] Défiant tout le reste de l'extrême gauche milanaise - qui s'était déclaré contraire à l'emploi de la violence pendant la grande manifestation du 12 décembre (deuxième anniversaire de l'attentat de Piazza Fontana) – « PotOp » prépare un véritable arsenal en vue d'une journée de guérilla urbaine : les forces de l'ordre, toutefois, organisent un blitz préventif qui conduit, le 11 décembre à séquestrer toutes les armes et à arrêter le gros de la section milanaise. En l'absence de « PotOp », la manifestation se déroule sans le moindre épisode de violence : dès lors, le « Mouvement » milanais coupe les ponts avec la formation ouvriériste qui – décimée, isolée et stigmatisée – disparait substantiellement de la scène locale. Pour la réaction de « PotOp » à ce processus de marginalisation, voir : *Terroristi noi, opportunisti loro?,* "Potere Operaio", n. 46, février 1972. Pour une reconstruction détaillée des événements et des conséquences, voir : Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti,* cit., pp. 238-249.

[234] En 1972, en effet, s'achevait l'échec de l'intervention ouvriériste dans le pôle industriel de Pomezia (voir les chapitres 1 et 4 de ce travail) et cela détermina la libération d'un grand nombre de ressources militantes qui retournaient vers l'activité politique en ville : de ce fait, la section romaine de « PotOp » se retrouvait avec un surplus de militants à reverser dans les fronts de lutte encore actifs. De plus, étant le groupe plus radical, « PotOp » tendait à attirer les jeunes politisés les plus violents et inquiets.

[235] Pour une idée de cette fracture, voir : Silverio Corvisieri, *Come noi eredi del '68 battemmo Potere Operaio,* "la Repubblica", 30-31 décembre 1979.

[236] Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti*, cit., p. 290.



Dessin satirique - réalisé pendant l'automne 1972 par l'illustrateur de « Lotta Continua », Roberto Zamarin – qui témoigne de la réputation d'intégrisme sectaire entourant le groupe de « Potere operaio ».

Source : Collection personnelle

Dès lors, explicitement rejeté par le reste de la galaxie ultragauchiste romaine[237], le rassemblement ouvriériste de la capitale réagit à l'isolement en cherchant à s'imposer dans les situations de conflit urbain, à partir naturellement des réalités territoriales où la tension antifasciste se révèle plus intense : suivant alors la consigne de mettre en œuvre une « lutte armée de longue durée, basée sur la combinaison entre le pouvoir des masses prolétaires et l'action propulsive de l'avant-garde »[238], le mouvement ouvriériste active dès 1973 une campagne vouée à faire évoluer la praxis antifasciste de la simple opposition à l'expression politique à une véritable épuration physique des *«* noirs *»*. Déstabilisé aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur[239] ,le leadership de « PotOp » joue le tout pour le tout, comme le met clairement en exergue l'éditorial du 28 janvier 1973 :

> Intimider et détruire les bandes fascistes n'est pas […] l'activité dominante de l'initiative politique des avant-gardes communistes du mouvement de classe. Cependant, l'extension de la pratique de la lutte militante contre les fascistes est sans doute un résultat positif, car cela bloque, paralyse et tend à éliminer un moyen hostile à la lutte et à l'organisation ouvrière et prolétaire. […] Voilà la raison qui nous fait nous intéresser […] à la question de l'épuration des fascistes dans la ceinture prolétaire, voire dans les quartiers rouges. […] nous pensons qu'il faut élever la portée de l'attaque[240].

Le moment historique semble d'ailleurs idéal pour relancer le discours de la violence subversive sur ce terrain : la ville entière est, en effet, traversée par une immense mobilisation populaire pour empêcher le déroulement du Xe Congrès national du MSI (18-21 janvier)[241]. Les « modérés » LC et AO corédigent une

---

[237] Les seuls groupes qui continuent à participer occasionnellement aux initiatives ouvriéristes sont les post-trotskistes (NCR, « Viva il Comunismo »), qui sont fortement attiré par la fonction formative de l'affrontement physique.

[238] Franco Piperno, *Circolare interna (giugno 1972),* in Corte d'Assise di Roma, proc. n. 1067/79 contro Antonio Negri et al., cit.

[239] À l'isolement imposé par le reste du "Mouvement" s'ajoute la fracture qui s'est produite pendant la Conférences des cadres et qui a agrégé autour de Toni Negri (leader des sections septentrionales) un front de rude opposition interne à la stratégie élaborée par Franco Piperno. Voir : Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti,* cit*.,* pp. 280-290.

[240] *Roma contro i fascisti,* "Potere operaio del lunedì", n. 26-28, 28 janvier 1973.

[241] Voir : *Isolamento e condanna del raduno missino: Roma manifesta contro il fascismo*, "L'Unità", 18 janvier 1973; *Oggi in piazza contro il raduno fascista, contro il governo del fermo di polizia*, "Lotta Continua", 18 janvier 1973; Avanguardia Operaia, *Roma nelle mani dei proletari! I fascisti rintanati e protetti da un esercito di poliziotti*, 19 janvier 1973, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 81, f. 58, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

brochure, supplément à « Lotta Continua » du 12 janvier[242], dans laquelle sont signalés les bases opérationnelles, les sections d'appartenance, les comportements habituels et les adresses de résidence d'une centaine de militants néofascistes. Dans le cadre de cette ambiance, l'attentat à la bombe qui aurait dû laisser le meeting dans le noir, en détruisant la cabine de distribution électrique, doit être considéré comme la première tentative d'accréditer « PotOp » comme bras armé de la (présumée) volonté collective[243]. Cependant, au-delà des intentions de la direction du groupe, qui considère l'antifascisme militant comme simple facteur tactique utile à la progression révolutionnaire, le mot d'ordre de l'épuration est interprété par la frange plus radicale de la base ouvriériste comme une sorte de blanc-seing pour attaquer les propriétés personnelles et la vie privée des néofascistes[244]. Au bout d'une myriade d'épisodes plus ou moins graves[245], l'action tourne à l'horreur au petit matin du 16 avril 1973 : sur la porte d'entrée de l'appartement de Mario Mattei – secrétaire de la section MSI de « Primavalle » - un petit commando déverse cinq litres d'essence et allume le feu[246]. Mattei arrive à évacuer sa femme, ainsi que 4 de ses fils, mais les deux restants meurent dans d'atroces souffrances et sous les yeux de tout le quartier impuissant[247].

Les auteurs de l'attentat, revendiqué comme un acte de justice prolétaire[248], sont trois militants ouvriéristes qui ont récemment commencé à agir de façon autonome – et à l'insu des responsables militaires du groupe – sous le sigle de « Brigade Tanas »[249] : ils incarnent l'échec substantiel du processus d'installation de « PotOp » à « Primavalle » qui, on l'a vu, représente un des territoires les plus problématiques et bouillonnant de la ville. Cette ancienne « borgata » est, en effet, un secteur urbain

---

[242] *Basta con i fascisti: inchiesta sullo squadrismo a Roma. 18 gennaio bandiere rosse a Roma*, suppl. à "Lotta Continua", 12 janvier 1973.

[243] Voir : *Tre ordigni all'Eur circondato dalla polizia*, "L'Unità", 19 janvier 1973.

[244] Voir, par exemple, l'incendie de la voiture du secrétaire de la section MSI de « Monteverde » (zone disputée entre rouges et noires du quartier « Gianicolense ») réalisé le 19 janvier 1973, voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia,* cit*.,* p. 311.

[245] Voir : Adalberto Baldoni, *Il crollo dei miti. Utopie, ideologie, estremismi. Dalla fine del "miracolo economico" alla crisi della Prima Repubblic*a, Roma, Settimo Sigillo, 1996, p. 211.

[246] Cette technique venait de se faire connaître à Rome suite à l'attentat (non revendiqué) contre l'appartement du juge Paolino Dell'Anno – surnommé « ergastolino » pour sa propension à demander toujours la peine maximale et ennemi juré de « LC » - réalisé le 23 février 1973 : le magistrat et sa femme échappent de justesse à la mort. Voir : *Incendio nella palazzina dove abita il PM Dell'Anno,* "L'Unità", 24 février 1973.

[247] *Bestiale crimine politico stanotte a Primavalle. Danno fuoco alla casa di un operaio missino: bruciati vivi nel rogo due suoi figli (8 e 22 anni)*, "Il Giornale d'Italia", 16 avril 1973; *Bruciata la casa di un missino: morti 2 figli*, "La Stampa", 16 avril 1973. Pour un regard privé, voir : Gianpaolo Mattei et Giommaria Monti, *La notte brucia ancora. Primavalle: il rogo che ha distrutto la mia famiglia*, cit.

[248] Le tract de revendication affirme : *Brigade Tanas/guerre de classe/morte aux fascistes/le siège du MSI/Mattei e Schiavoncino frappés par la justice prolétaire.*

[249] Giuseppe Tanas était un partisan et ouvrier communiste de « Primavalle » tué par la police pendant la répression d'une manifestation en 1947.

extrêmement pauvre et dégradé qui toutefois est encerclé par des quartiers bourgeois hébergeant les bastions néofascistes[250] : nonobstant la force traditionnelle du PCI[251] et l'implantation successive des groupes extraparlementaires majeurs, le MSI est parvenu à pénétrer dans les couches sous-prolétaires du quartier grâce à une stratégie pragmatique axée sur l'assistance sociale. La section locale de ce parti – dont le nom « Giarabub » s'inspire justement d'une idée de résistance mythique dans un territoire hostile[252] - point d'agrégation de tous les éléments anticommunistes de la zone (du néofascisme extraparlementaire à la petite criminalité) est régulièrement dévastée, tandis que chaque manifestation politique « noire » soulève des révoltes de quartier[253]. L'inscription de « PotOp » dans ce quartier se présente comme difficile dès le début : les deux fronts principaux de conflictualité - la pratique antifasciste et la « lutte pour le logement » – sont en effet l'apanage de L C. qui peut revendique*r* une meilleure capacité organisationnelle des masses[254] alors que l'absence d'un prolétariat industriel prive la propagande ouvriériste de son interlocuteur privilégié. Au contraire, « Primavalle » est peuplé surtout par des « edili » qui – en dépit d'une certaine sensibilité aux batailles d'opposition à la vie chère[255] – restent un des piliers les plus solides de la base communiste[256]. Faisant face à une profonde crise d'efficacité, la cellule « Primavalle » de « PotOp » finit alors par se structurer autour d'un noyau de jeunes inquiet*s* et fanatiques, qui pens*e*nt compenser leur faiblesse sociale avec la radicalisation sauvage des répertoires d'action[257].

[250] En particulier, la « Balduina » (quartier « Trionfale ») – qui hébergeait une des plus grandes concentrations néofascistes de la ville – se trouve juste à quelques kilomètres de distance. Voir le chapitre 2 de ce travail.

[251] Ici le PCI recueillait un surplus de votes – de l'ordre du 10% - par rapport à la moyenne citadine. Voir : Franco Ferrarotti, *Roma da capitale a periferia,* cit.*,* pp. 253-269.

[252] Giarabub est une oasis libyenne dans laquelle en 1941 un petit peloton de soldats italiens résiste pendant 4 mois au siège organisé par l'armée anglaise.

[253] Voir : *Attentato a Primavalle,* "Il Secolo d'Italia", 22 janvier 1972 ; *Roma-Primavalle: Molotov contro polizia e fascisti,* "Lotta Continua", 12 avril 1972.

[254] La force de LC dans le quartier est alimentée aussi par la proximité de plusieurs écoles secondaires (où le groupe spontanéiste est la force politique dominante), parmi lesquelles se distinguent les lycées « Castelnuovo », « Pasteur », ainsi que l'institut technique « Fermi » : il s'agit d'établissements extrêmement chauds pour ce qui est de l'affrontement entre jeunes « noirs » et « rouges ». Voir le chapitre 5 de ce travail.

[255] Sur les tentatives pour recruter les « edili » de « Primavalle », voir : *Tre anni di lotta proletaria a Roma,* "Potere Operaio del lunedì", n. 52, 14 mai 1973.

[256] Comme l'a mis en exergue le chapitre 4 de ce travail, les "edili" formaient le gros du service d'ordre du parti communiste romain et donc affichaient une foi politique fidèle au PCI difficilement attaquable.

[257] Voir : Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti*, cit., pp. 291-300.

DEUX IMAGES TERRIBLES, LARGEMENT DIFFUSÉES PAR LA PRESSE DE L'ÉPOQUE, DU « BÛCHER DE PRIMAVALLE ».

En haut, l'agonie de Virgilio Mattei, à laquelle assiste tout le quartier.
En bas, l'état de l'appartement, après l'incendie.
Ces photographies, en montrant les conditions de pauvreté dans lesquelles vivait la famille Mattei, témoignent de la présence d'une « base militante sous-prolétaire » dans le milieu néofasciste romain et, du coup, de sa capacité de pénétration dans les territoires traditionnellement « rouges »

Choqué par la cruauté de l'acte, ainsi que par sa portée indiscriminée qui *s*e rapproche du terrorisme, le « Mouvement » romain tente immédiatement de stigmatiser l'attentat et d'en attribuer la responsabilité à la « bestialité » de l'extrême droite[258]. Même la direction de « PotOp » se refuse pendant plusieurs jours, à croire à

[258] Voir : *La provocazione fascista oltre ogni limite: è arrivata al punto di assassinare i suoi figli! Roma: un bambino di otto anni bruciato vivo è il costo di una criminale vendetta fascista*, "Lotta

la possible culpabilité de ses membres : l'horreur pour le sacrifice insensé de deux jeunes, qui après tout, restaient des prolétaires, est telle que nonobstant la certitude de la paternité[259], le leadership ouvriériste décide de persévérer dans une bataille de contre-information vouée à accréditer la piste du complot « noir »[260]. La campagne médiatique fallacieuse ourdie par « PotOp » obtient le support acritique de toute la gauche romaine[261] jusqu'à conditionner le procès contre les trois militants ouvriéristes accusés des faits, qui seront, à la surprise générale, acquittés en première instance[262].

j) Les transformations structurelles déterminées par le « *bûcher* de Primavalle »

On peut facilement s'imaginer l'impact énorme et profond que le « bûcher de Primavalle » produit sur la société romaine, et notamment sur le « Mouvement » : il s'agit d'un véritable tournant qui ouvre la voie à une spirale de radicalisation des mouvances extraparlementaires – autant de droite que de gauche – en entamant un processus de pulvérisation des ultimes réserves morales qui présidaient encore à l'exercice de la violence politique[263]. La matérialisation de la mort comme facteur prémédité de l'action subversive marque un tournant : si auparavant le sacrifice de la vie humaine ne se passait que sous forme d'incident collatéral pendant les affrontements de masse (Paolo Rossi, Domenico Congedo), l'attentat de « Primavalle » porte maintenant sur la scène romaine la possibilité d'une attaque meurtrière volontaire. À la lumière de la structure urbaine et des traditions idéologiques qu'elle exprime, cette évolution de la violence politique ne pouvait que se produire au sein de la dimension antifasciste qui représente, pour le « Mouvement » l'axe principal par lequel imposer son propre *contrôle du territoire* dans les « zones rouges » de Rome. En ce sens, le décès horrible des frères se présente comme le

---

Continua", 17 avril 1973; *Assassinati due figli del segretario del MSI di Primavalle. È un delitto nazista. Fermato un fascista*, "Il Manifesto", 17 avril 1973.

[259] À la suite d'une enquête interne menée par les responsables du service d'ordre, la direction de « PotOp » vérifie la paternité de l'attentat. Voir : Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti,* cit.*,* pp. 293-296.

[260] Voir : *Primavalle : incendio a porte chiuse,* cit.; *Liberare Lollo*, suppl. à "Potere Operaio del Lunedì", n. 82, 17 février 1975.

[261] Voir : *Per il rogo di Primavalle solo indizi contraddittori,* "L'Unità", 24 février 1975. Le leader socialiste Riccardo Lombardi arrive même à écrire la préface à la fausse contre-enquête éditée par « PotOp ».

[262] Voir : *Dopo undici ore di camera di consiglio il verdetto di assoluzione per tutti*, "L'Unità", 6 juin 1975. Pour une reconstruction complète des événements*,* voir : Luca Telese, *Cuori neri*, cit., pp. 63-119.

[263] Voir : Adalberto Baldoni et Sandro Provvisionato, *Anni di piombo,* cit.*,* pp. 102-246.

franchissement d'une ultime frontière dans la confrontation avec les *«* noirs *»*, comme la nouvelle marque distinctive des clivages territoriaux en ville qui dorénavant pourront être maintenus au prix de la vie humaine. Le geste fou de la « Brigade Tanas » est l'achèvement d'un long parcours de déshumanisation de l'ennemi néofasciste – vus comme « les représentants incontournables du Mal », d'après les mots de Pasolini[264] ; un processus qui avait accompagné le « Mouvement » dès sa naissance et qui avait fini par introduire chez les militants ultragauchistes un mécanisme pervers de rationalisation psychologique : « la fin justifiait n'importe quels moyens, même au risque de sacrifier des vies innocentes et d'inventer des mensonges pour cacher ses propres responsabilités »[265]. Ainsi, le succès du travail de désinformation concernant le *«* bûcher *»* - dont la méthodologie sera dès lors reprise par le « Mouvement » à chaque assassinat d'un « noir » pendant les « années de plomb » - s'appuie sur le préjugé diffus que les néofascistes sont, au fond, tous intrinsèquement sanguinaires et criminels[266] : les événements du printemps 1973 semblaient d'ailleurs conforter la construction de cette animalisation[267], tout en ternissant la réputation de « défenseur de l'ordre public » du MSI qui maintenait un rapport ambigu et constant[268] avec ces formations subversives ultra-droitières. La lecture de l'attentat de « Primavalle » que le « Mouvement » diffusa contribua à renforcer la stigmatisation du monde néofasciste romain, au prix d'une exaspération la tension sociale et d'une accentuation de la polarisation politique.

Le premier sujet à bénéficier de ce durcissement du spectre idéologique *e*st, paradoxalement, le parti d'Almirante qui se retrouve à profiter de l'élan de solidarité populaire adressé à la famille Mattei pour compenser sa propre crise d'identité et d'autorité[269]. Déjà pendant les funérailles – auxquelles assistent cinq mille personnes, dont bon nombre n'appartenant pas à l'aire de droite – le secrétaire du MSI peut

---

[264] Pier Paolo Pasolini, *Il Potere senza volto,* "Corriere della Sera", 11 juin 1974.

[265] Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa*, cit., p. 268. Voir aussi : Luigi Manconi, *Il nemico assoluto*, cit., pp. 61-66.

[266] Voir : Aldo Giannuli, *Bombe a inchiostro, cit.,* pp. 251-261.

[267] Les épisodes les plus graves se passent à Milan, où l'extrême droite était en train de glisser inexorablement dans une dimension terroriste : le 10 mars 1973, un commando néofasciste kidnappe et viole l'artiste Franca Rame qui, avec son mari Dario Fo, animait les collectifs de lutte pour la vérité sur la mort de Giuseppe Pinelli ; le 12 avril, un policier (Antonio Marino) est tué pendant une manifestation de droite – organisée pour protester contre la présumée « violence rouge » dont le pays était victime – par une grenade lancée par deux militants « noirs ». Voir : Lietta Tornabuoni, *Gli squadristi e l'attrice,* "La Stampa", 15 mars 1973 ; Carlo Casalegno, *Bombe dei fascisti contro la polizia: un agente morto, due feriti a Milano,* ivi, 13 avril 1973.

[268] Voir : *La tecnica del Msi per tentare di "uscirne pulito"*, "La Stampa", 16 avril 1973 ; *Nella corrispondenza sequestrata nuove rivelazioni sulla complicità del MSI*, "L'Unità", 30 avril 1973.

[269] Voir : Piero Ignazi, *Il polo escluso,* cit.*,* p. 168.

commencer à opérer une première reconsolidation des milieux « noirs » autour d'un sentiment d'héroïque résistance, notamment dans les « zones rouges » de Rome : le rite a été organisé par le parti à l'autre bout de la ville, dans un quartier-forteresse pour la droite romaine (« Trieste »)[270] et Almirante ose prononcer l'oraison funèbre en plein air. Il affirme que « Primavalle est devenue réellement une première ligne, en réalisant ce qu'on disait il y a quelques années, lors de l'ouverture de notre section locale. Les premières lignes du martyre sont toujours les premières lignes de la rédemption au nom de la civilisation ! »[271] : ces mots, associées à l'émoi collectif du moment, semblent produire l'effet d'une régénération existentielle pour le mouvement néofasciste romain dans son ensemble, qui à partir de ce moment pense pouvoir affronter l'ennemi communiste sur un plan de parité morale[272]. La présence « noire » dans les quartiers populaires, ainsi que dans les « borgate », cessait pour autant de représenter un défi courageux et démonstratif pour devenir une nécessité opérationnelle et un impératif éthique.

À l'opposé, pour « PotOp», la pression déployée par le *«* bûcher *»* fonctionne comme un « détonateur au sein d'un groupe qui était déjà sur le point d'exploser »[273] : pendant la quatrième conférence nationale d'organisation (31 mai – 3 juin 1973), la critique de l'affaire Primavalle – à savoir l'incapacité à contrôler la base, la perversion de l'attentat, la campagne de désinformation, la nécessité de faire expatrier les militants impliqués – devient un acte d'accusation contre la stratégie politique adoptée par le secrétaire. À l'intérieur de la structure générale de « PotOp », Rome incarne en effet le laboratoire de la vision de Franco Piperno, qui interprète le groupe comme une avant-garde territorialisée, plus concentrée sur l'espace social de quartier que sur la dimension de classe de la grande usine : ce modèle tactique est axé sur la construction d'un parti révolutionnaire du prolétariat à travers l'activation d'expériences proto-insurrectionnelles destinées à habituer les masses à l'emploi de la violence subversive et à les préparer pour la guerre civile contre l'État néocapitaliste[274]. Aux yeux de la minorité interne, dirigée par Toni Negri, ce programme n'est qu'une lecture erronée de la dynamique antagoniste. En effet, marginaliser le rôle de la classe ouvrière

[270] Dans le quartier « Trieste » (zone péricentrale de nord-est), se situe le siège de la Fédération provinciale du MSI

[271] Giampaolo Mattei et Giommaria Monti, *La notte brucia ancora,* cit*.,* p. 23.

[272] Voir : *La fazione vi ha ucciso, la patria vi piange,* "Candido", VI, n. 17, 26 avril 1973. Pour la littérature, voir : Piero Ignazi, *Il polo escluso, cit.,* p. 85 ; Nicola Rao, *Il piombo e la celtica, cit.,* p. 38.

[273] Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti*, cit., p. 297.

[274] À l'entrée du siège central de « PotOp » à Rome on pouvait lire le slogan : « Chaque camarade de notre parti est un soldat de la guerre civile ».

industrielle risque d'inscrire dans le processus de militarisation des couches sociales encore inadaptées à pratiquer la lutte armée : en ce sens, les actions de la « Brigade Tanas » représenteraient la concrétisation atroce de ce processus ainsi qu'une forme grave de discrédit pour toute la mouvance ultragauchiste. Au climax du litige, Negri aurait interrompu Piperno qui tentait de défendre ces choix, en hurlant : « oui, on l'a bien vu votre modèle de parti : tuer des enfants avec l'essence, c'est votre parti ! Les actions armées ne peuvent pas être menées par des amateurs, mais il faut les confier à des professionnels »[275]. Le professeur de Padoue pense, en effet, que « PotOp » doit abandonner tout projet d'institutionnalisation pour retourner à opérer de façon fluide au cœur de l'autodétermination ouvrière, tout en se reliant au projet fédératif d'assemblées et comités autonomes qui venait juste d'émerger dans le pays grâce au Congrès de Bologne (3-4 mars 1973)[276] : s'agissant ensuite de la question de la violence, Negri rejette l'idée d'un appareil militaire interne au groupe, en préférant coopter des formations armées externes - l'idéal type étant les BR – en mesure à la fois de garantir l'efficacité et d'éviter des répercussions du style « Primavalle ». À l'issue de la Conférence, la distance entre ces deux factions se révèle excessivement élevée et « PotOp » cesse d'exister en tant que formation unitaire : une partie des militants démissionne et quitte tout engagement politique[277] ; le gros des sections nordistes décide de s'autodissoudre dans la naissante A*utonomie ouvrière organisée*[278], à laquelle les milieux romains tentent de se relier de façon plus critique, tout en maintenant en vie les cellules de quartier[279].

k) L'apparition d'une nouvelle composition du « Mouvement » au début de 1974

En plus des séquelles du « bûcher de Primavalle », un grand nombre d'événements contribue à bouleverser entre 1973 et 1974 le monde de l'extrémisme « rouge » de la capitale : l'enthousiasme engendré par « l'occupation des mouchoirs rouges » (29-30 mars 1973)[280], le choc provoqué par le coup d'État au Chili (11 septembre), la

[275] Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane*, cit., p. 92.

[276] Voir : *Convocazione del Convegno di Bologna,* "Potere Operaio del lunedì", n. 42, 25 février 1973.

[277] Voir : Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti*, cit., p. 297-298

[278] Voir : *Perché usciamo dal gruppo. Perché scegliamo l'autonomia organizzata. Non torniamo indietro, andiamo avanti*, "Potere Operaio", n. 50, novembre 1973

[279] Emilio Mentasti, *Senza Tregua, cit.,* pp. 90-93.

[280] À Turin, le 29 et 30 mars les ouvriers de la FIAT occupent spontanément l'usine principale de Mirafiori, cœur productif de cette entreprise, pour protester contre l'incapacité des syndicats de faire

déception déterminée par l'officialisation de la stratégie du « compromesso storico » (octobre 1973), la mise hors la loi des groupes extraparlementaires « noirs » (novembre 1973)[281], l'impression suscitée par les démonstrations de force réalisées par les BR (10-18 décembre 1973 – mai 1974)[282], l'inquiétude dérivant des multiples menaces putschistes et terroristes (janvier-août 1974) [283] , la victoire du front progressiste dans le referendum sur le droit de divorce (12-13 mai)[284], la chute des derniers régimes autoritaires en Europe (avril-juillet)[285], les démissions de Nixon et de Brandt (6 mai - 9 août 1974)[286], l'explosion de la stagflation (été 1974)[287]. L'apparition rapprochée de cette série de situations modifie la structure déjà fragilisée du « Mouvement » romain, en le transformant radicalement : le changement part de la droite du spectre ultragauchiste, d'où les maoïstes et les trotskistes orthodoxes disparaissent en rentrant définitivement dans le légalisme. Le vide qu'ils laissent est rapidement rempli par la galaxie marxiste-léniniste qui, suite à l'hémorragie de ses militants plus radicaux attirés par la naissante « Autonomie ouvrière organisée », se

---

accepter au patronat les revendications des travailleurs. Pendant deux jours, avant-gardes et pelotons d'ouvriers (reconnaissable par l'habitude de porter au cou un mouchoir rouge) prennent le contrôle de l'établissement en imposant un régime d'insubordination radicale qui aboutit souvent dans des épisodes de violence luddiste et anti-patronale. Voir : *Scioperi e pericolose tensioni bloccano Mirafiori e Spa Stura,* "La Stampa", 31 mars 1973 ; *Bandiere rosse sula Fiat,* "Lotta Continua", 31 mars 1973.

[281] Suite à la condamnation pour « reconstitution du parti fasciste » qui touche le leadership de ON (21 novembre 1973), le ministère de l'Intérieur décrète la dissolution en droit de ce groupe extraparlementaire (23 novembre). La même procédure est activée en janvier 1974 à l'égard de « Avanguardia Nazionale ». Voir : Fabrizio Carbone, *Ordine Nuovo messo fuori legge vuol scendere in piazza contro lo Stato,* "La Stampa", 24 novembre 1973 ; *Il Msi si schiera con Ordine Nuovo fuorilegge*, "L'Unità", 24 novembre 1973. Voir le chapitre 2 de ce travail.

[282] Dès la fin de 1973, les BR élèvent drastiquement le niveau de leur offensive en commençant à pratiquer des enlèvements de longue durée (le directeur du personnel de la FIAT, Ettore Armerio, est détenu pendant 8 jours en décembre) accompagnés par « procès prolétaires », comme dans le cas du kidnapping du juge Mario Sossi (18 avril-23 mai 1974). Voir : Giorgio Galli, *Piombo Rosso, cit.,* pp. 40-55 ; *Sossi libero conferma i suoi comunicati di prigioniero,* "Lotta Continua", 25 mai 1974.

[283] De janvier à août, se produit la dernière et plus puissante flambée de la "stratégie de la tension" : pendant ces mois la magistrature arrive à bloquer deux tentatives de coup d'État (voir : *Clamorosi sviluppi delle indagini sulla « Rosa dei Venti »,* "La Stampa", 14 janvier 1974 ; *Era un ammiratore dei colonnelli greci, è arrivato a proporre un golpe liberale,* ivi, 30 août 1974), tandis que presque quotidiennement un attentat à la bombe secoue le pays, arrivant même à provoquer deux grands massacres, en mai et en août, voir : *Barbara strage fascista: sei assassinati a Brescia,* "L'Unità", 29 mai 1974; *La strage indiscriminata non è il frutto della follia reazionaria, ma della logica lucida e bestiale di chi prepara il colpo di stato militare,* "Lotta Continua", 6 août 1974.

[284] La campagne médiatique et propagandiste activée par ce referendum portant sur l'abrogation du droit de divorce (introduit en 1970) avait en effet divisé en deux l'opinion publique italienne : d'un côté les traditionalistes agrégés autour des partis de droite, du Vatican et de la DC ; de l'autre les forces progressistes, le PCI et le « Mouvement ». Voir : Renato Mannheimer, Giuseppe Micheli, Francesca Zajczyk, *Mutamento sociale e comportamento elettorale : il caso del referendum sul divorzio*, Milano, FrancoAngeli, 1978.

[285] Le régime autoritaire du Portugal tombe le 25 avril 1974, la dictature en Grèce termine le 24 juillet 1974. En Espagne, suite à l'assassinat de l'Amiral Luis Carrera Blanco (20 décembre 1973) et à la maladie du « Generalissimo » le franquisme est désormais à l'agonie.

[286] Voir : *Willy deputato qualunque,* "La Stampa", 10 mai 1974 ; *Il discorso dell'addio,* ivi, 10 août 1974.

[287] Voir : *Le radici della crisi,* "La Stampa", 16 juin 1974.

recompose sous le sigle d'« Avanguardia Comunista » (A.C.)[288]. Toujours basé à « San Lorenzo » et avec une portée limitée aux zones orientales « Tiburtina » et « Prenestina », ce rassemblement arrive à exercer l'*illégalité de masse* uniquement dans le domaine de l'autoréduction des tarifs et en marge de quelques épisodes d'antifascisme militant[289]. De plus en plus éloigné de la pratique de la violence, ce groupe devient le trait d'union entre la gauche parlementaire et les composantes plus solides du « Mouvement » - AO et LC - qui suite au drame chilien semblent avoir « découvert la politique-politicienne » [290] . Les deux formations majeures ont commencé à revoir, en effet, leur lecture du rôle du PCI, à la lumière de la conjoncture de 1973-1974 : face à la crise d'hégémonie manifestée par le pouvoir démocrate-chrétien - attestée par l'issue du referendum sur le divorce – une victoire électorale du parti communiste pourrait pousser la bourgeoisie italienne à tenter une solution à la chilienne, à laquelle les avant-gardes prolétaires réagiraient automatiquement en ouvrant un front prérévolutionnaire de résistance armée. En ce sens, réduire la virulence et la radicalité d'une action extraparlementaire devenue problématique[291] - en réorientant les ressources militantes dans le soutien indirect des ambitions gouvernementales du PCI[292] – devrait consentir de relancer le projet subversif par de nouveaux moyens, mieux adaptés à l'évolution capitaliste. D'après l'explication de l'ancien dirigeant de L C., Luigi Bobbio :

> le « Pci au gouvernement » […] comme le terrain le plus favorable pour le développement de l'autonomie prolétaire ; responsabilité de l'avant-garde […] qui doit savoir prendre l'initiative pour contrebalancer l'impuissance politique et militaire du front réformiste : voilà les nouvelles normes que le Chili consigne au prolétariat de l'Occident. Il s'agit de les adopter et de les développer au-delà des limites tragiques de l'expérience chilienne. […] Il ne s'agit plus d'exalter les comportements violents et illégaux des masses, voire d'organiser le « tac au tac » avec les patrons ; il s'agit au contraire de comprendre comment utiliser la

[288] Dans laquelle entrent aussi les post-trotskistes : « Viva il Comunismo » et NCR

[289] Voir : Avanguardia Comunista, *Rafforziamo la mobilitazione militante antifascista,* 29 février 1975, in « Fondo Memorie di Carta », Paolo Palazzi, d. 3, f. 15, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[290] Cette définition a été élaborée par Luigi Bobbio dans son étude sur Lotta Continua. Voir : Luigi Bobbio, *Storia di Lotta Continua,* cit.*,* p. 130.

[291] L'abandon progressif des pratiques contestataires conduira ces deux groupes à accepter, en l'espace de quelques années, les règles de la représentation démocratique : à partir de 1976 ils se retrouveront ensemble dans le même cartel électoral, « Democrazia Proletaria » (D.P.), qui se transformera en parti pendant 1978. Voir le chapitre 2 de ce travail.

[292] L'idée est celle de rendre le PCI « otage et prisonnier des masses prolétaires ».

> force de manière gagnante, à savoir de souder la question militaire avec la tactique et la politique[293].

En vérité, soumis à un processus inexorable de bureaucratisation interne à cause de leur grande taille[294], les rangs directionnels perdent progressivement contact avec les bases respectives, qui commencent par conséquent à agir de façon toujours plus autonome : sans arriver aux dégénérescences de Milan - où cette fracture engendre une spirale accélérée de radicalisation sanglante[295] - à Rome, la divergence entre l'appareil de parti et les membres les plus agités produit la libération d'un niveau de violence auto-organisée qui intervient spontanément dans la dynamique conflictuelle du « Mouvement ». De ce fait, la base de « L C. » - expression majeure de ce processus d'émancipation - se retrouve de plus en plus à opérer en concurrence avec les militants de « l'autonomie ouvrière organisée » : il s'agit d'une vaste mouvance - afférente à la gauche du spectre extrémiste romain – qui émerge pendant 1973 en recueillant informellement tous ceux qui partagent un rejet commun de l'idée de « groupe extraparlementaire », ainsi qu'une inclination à réunir dans le même moment historique la bataille politique et l'action militaire. Ces caractéristiques structurelles sont explicitement décrites dans la relation introductive du Congrès de Bologne, qui établira la naissance de ce nouveau sujet ultragauchiste :

> Le développement correct de l'autonomie ouvrière doit se réaliser sur trois lignes de tendance :
> a) la nature anticapitaliste et anti-productiviste – à savoir l'attaque contre la structure du travail – des finalités que le Mouvement se fixe ;
> b) le rejet du légalisme en faveur des nécessités que les finalités de la lutte et notre niveau de force demandent ;
> c) le développement continu de la capacité d'autogérer l'affrontement – dans toutes ses dimensions – et de la direction directe par les masses exploitées. […] l'organisme autonome doit devenir le moment central pendant lequel – de l'intérieur de la situation de classe et sous le contrôle de la direction ouvrière – est élaborée et vérifiée la ligne générale qui

[293] Luigi Bobbio, *Storia di Lotta Continua*, cit., pp. 126-128.

[294] Au tournant de 1975, AO compte 8 sections territoriales et plusieurs cellules (usines, écoles, services) ; LC dépasse la quinzaine de sièges de quartier et la dizaine de cellules sur les lieux de travail et formation.

[295] Voir les actions armées réalisées spontanément par secteurs des services d'ordre de LC et AO au tournant de 1975 : *Arrestati tre estremisti per attentato alla Cisnal, "*La Stampa", 22 mars 1974 ; *Morto il giovane neofascista che fu aggredito a Milano,* ivi, 30 avril 1975.

> doit tendre à s'opposer stratégiquement au dessein du capital, à travers l'attaque révolutionnaire[296].

Concrètement, le réseau de « l'autonomie » se compose à Rome d'un ensemble de réalités collégiales (assemblées, comités, collectifs) qui tend à former trois regroupements majeurs, divisés entre eux en termes de radicalité de l'action et de pratique territoriale. D'abord, une galaxie de « représentations de base » consacrées au développement progressif de l'émancipation prolétaire selon des répertoires syndicaliste-révolutionnaires ou gramsciens, conventionnellement nommée *autonomie diffuse*. Principalement engagés dans l'agitation des conflits sur les lieux de travail (moyennant souvent la consigne de la « grève générale ») et dans l'alimentation des luttes de quartier[297], ces organismes limitent la violence à la dimension anti-patronale et antifasciste, sans pour autant se passer de l'usage occasionnel des armes. La territorialisation de ce milieu - qui reproduit précisément la phénoménologie de l'antagonisme ouvrier en ville - se révèle extrêmement fragmentée et discontinue, en arrivant toutefois à déterminer une concentration dans le quadrant oriental, où se situent les fronts de tension les plus avancés : en particulier au sein du périmètre constitué par la gare Centrale, le dépôt de l'ATAC, les usines de la zone « Tiburtina » et les bâtiments de « Casal Bruciato » cycliquement occupés. Par conséquent, en raison de sa position stratégique et de sa connotation politique, c'est le quartier « San Lorenzo » qui finit pour accueillir le centre de coordination de l'*autonomie diffuse :* le siège est installé au 2-4 de rue dei Volsci. La centralité de cette zone urbaine pour le « Mouvement » est redoublé*e* par la présence dans la même ruelle, au 6, du quartier général d'une autre composante - la plus grande, solide et influente – de cette aire ultragauchiste : *l'autonomie romaine* (« AutOp »). Comme on l'a déjà évoqué au quatrième chapitre, il s'agit d'une nébuleuse d'organismes de quartier actifs dans les « zones rouges » qui évoluent autour d'une sorte de directoire formé d'une scission de « Il Manifesto » (le « comité politique ENEL » et le « Collectif travailleurs-étudiants POLICLINICO »)[298] et d'un vestige du mouvement étudiant (le « Collectif de Physique »)[299]. Tenue ensemble par un esprit luxemburgiste,

---

[296] Convegno nazionale delle Assemblee, dei Comitati e degli Organismi autonomi di fabbrica e di territorio, *Relazione introduttiva,* Bologne, 3 mars 1973, voir : http://www.nelvento.net/archivio/68/autonomia/relazione.htm.

[297] Voir les chapitres 3 et 4 de ce travail.

[298] Voir : Comitato politico ENEL e Collettivo lavoratori e studenti del Policlinico, *Compagni del Manifesto,* février 1972, in http://www.nelvento.net/archivio/68/autonomia/autopman.htm

[299] Même une partie du « Collectif de Lettres » intègre l'*autonomie romaine.* Voir le chapitre 5 de ce travail.

une sensibilité anti-impérialiste et une attitude « hellerienne »[300] l'*autonomie romaine* opère dans tous les domaines de l'*illégalité de masse* à travers des répertoires offensifs et extrêmement brutaux, dont les limites éthiques sont toutefois claires :

> - l'action doit susciter adhésion, participation, émulation par les masses ;
> - l'action et ses moyens doivent être étroitement liés au but politique envisagé ;
> - *l'événement* doit être proportionné à la capacité de la classe prolétaire de réagir et contre-attaquer à la répression inexorable qui suivra ;
> - chaque action doit être harmonisée avec l'action politique générale, voire fonctionnelle à l'obtention des finalités préfixées[301].

La seule frange de l'*autonomie* qui affiche une territorialisation alternative est l'aile militariste qui provient de la dissolution de « PotOp » : après la rupture de la Conférence de Rosolina, les trois sections ouvriéristes qui survivent (« Tiburtino »[302], « Cinecittà » et « Centocelle ») tentent de relancer la stratégie insurrectionnelle, en s'engageant dans la construction des « comités communistes romains ». Ces derniers – faiblement coordonnés entre eux au sein d'un réseau à caractère national (« Senza Tregua »)[303] – incarnent la mise à jour d'un ancien projet de « PotOp », les « comités ouvriers »[304], à la lumière de l'expérience de « Lavoro Illegale » (le vieux bras armé du groupe ouvriériste). L'*autonomie militariste* se consacre donc à l'organisation de structures territoriales au double niveau, tout en se différenciant ainsi de « AutOp » qui réclame l'identité totale entre le « politique » et le « militaire » : un secrétariat politique « visible » qui s'occupe du « travail de masse » (autoréductions, occupations, piquets, manifestations) et une milice « cachée », dévolue à la pratique de la

[300] Voir le chapitre 4 de ce travail.

[301] Convegno nazionale delle Assemblee, dei Comitati e degli Organismi autonomi di fabbrica e di territorio, *Relazione introduttiva,* cit.

[302] Située à Casal Bruciato

[303] Projet de coordination nationale de toutes les âmes de l'antagonisme armé italien, créé de l'encontre entre les ressortissantes des expériences de « PotOp » et de LC (notamment des services d'ordre) et le nouveau spontanéisme ouvrier émergé dès « l'occupation des mouchoirs rouges » dans les grandes usines de Turin et Milan. Un pilier fondamental de ce réseau est le développement au sein de l'*illégalité de masse* d'une organisation politico-militaire d'attaque apte à désarticuler le pouvoir territorial de l'État. Voir : *Da Potere operaio a Linea di condotta,* "Linea di Condotta", n. u., juillet-octobre 1975.

[304] "*lancer le mot d'ordre […] d'une organisation armée des ouvriers […] une organisation armée de masse qui a comme modèle de référence […] l'armée rouge*", in Potere Operaio, *Attivo del 12 marzo 1971: Relazioni di Negri e Piperno*, in Corte d'Assise di Roma, proc. n. 1067/79 contro Antonio Negri et al., cit.

propagande armée (« courses prolétaires », attaques antifascistes et anti-policières, réappropriation violente de la richesse)[305].

Affiche de convocation pour la manifestation antisystème, lors du troisième anniversaire du « Massacre d'État » (12 décembre 1973) : en bas du texte, on trouve la liste des organismes politico-territoriaux qui composent le réseau de « l'autonomie ouvrière organisée » à cette date.

Source : Collection personnelle

[305] Voir : Nicola Rao, *Colpo al cuore,* Milano, Sperling & Kupfer, 2011, pp. 30-31 ; Emilio Mentasti, *Senza Tregua, cit.,* pp. 165-166. Pour une vision globale du monde de l'*autonomie ouvrière organisée*, voir : Steve Wright, *Storming Heaven: Class Composition and Struggle in Italian Autonomist Marxism,* cit.

II. *Le déclin des groupes extraparlementaires et l'affirmation de « l'autonomie ouvrière organisée » : l'apogée de l'illégalité de masse à Rome (1974-1977)*

À la suite des bouleversements de 1973, l'exercice de l'*illégalité de masse* à Rome accède à son stade final en matière de subversion : la consolidation de l'habitude à la praxis armée, la militarisation des clivages territoriaux et des règles d'affrontement avec le monde néofasciste, l'apparition d'une nouvelle génération de militants particulièrement inquiets, formée dans le climat de désillusion politique propre à l'après-68 sont les nouvelles variables qui président à la radicalisation de la violence politique dans la capitale. Grâce à cette évolution comportementale le « Mouvement », parvient à dépasser toutes les limites qui dans les mois précédents avaient bloqué son effort subversif à travers les différents fronts de conflictualité urbaine. Moyennant l'idée de « chevaucher la crise » jusqu'à l'explosion des mécanismes productifs du profit néocapitaliste, en coupant définitivement le cordon ombilical entre « salaire et travail »[306], les acteurs extraparlementaires trouvent la force de sortir de l'impasse et de reprendre la construction d'un contre-pouvoir territorial dès 1974.

a) La nouvelle géographie de l'*illégalité de masse* et ses lignes de tension territoriale

L'émergence de nouveaux sujets extraparlementaires détermine un approfondissement de l'empreinte territoriale du « Mouvement ». En effet, l'installation dans la « ceinture rouge » de la ville s'étend remarquablement en raison de la transformation progressive en parti de L C. et AO – opération qui nécessite une implantation encore plus vaste et institutionnalisée[307] – ainsi que de la germination spontanée d'assemblée et de collectifs de quartier. De plus, l'affirmation rapide de l'*autonomie ouvrière organisée* – alimentée, comme montré dans le quatrième

[306] Voir : Comitato Politico ENEL – Comitati autonomi operai, *Crisi dell'energia e ristrutturazione,* janvier 1974, in Lanfranco Caminiti et Sergio Bianchi (dir.), *Gli autonomi,* cit., pp. 110-112 ; *Lotta dura contro il governo della rapina fiscale,* "Avanguardia Operaia", IV, n. 28, 19 juillet 1974 ; Lotta Continua, *Lo scontro di classe in Italia,* in *Le Tesi, le relazioni politiche, lo statuto,* cit.*; Il salario: da foraggio a bottino di guerra,* "Linea di Condotta", n. u., juillet-octobre 1975.

[307] Voir : Avanguardia Operaia, *Situazione politica a Roma e i nostri compiti*: *Conferenza di organizzazione nella sezione romana di AO,* juin 1975, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 78, f. 49, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome; *Le nostre sezioni a Roma,* "Lotta Continua", 4 juin 1976.

chapitre, par sa capacité à contrer la crise économique par la réappropriation violente de biens et services – redistribue les poids géographiques de l'*illégalité de masse* : une sorte de système solaire entre les différents territoires de la ville se met en place. Le point de gravité se situe naturellement à « San Lorenzo », qui grâce à une série de caractéristiques uniques se présente comme le seul secteur urbain en mesure de rapprocher l'idéaltype de la « zone rouge »[308] : d'abord sa structure dense, compacte et bien délimitée ; ensuite sa composition sociale éminemment prolétaire et étudiante *;* la superposition entre sa tradition antifasciste et la proximité des plus grands foyers de l'antagonisme politique en ville (« Roma Termini », ATAC, Université, « Policlinico ») ; la position péricentrale qui permet facilement d'atteindre aussi bien le centre-ville bourgeois que les périphéries populaires ; la présence de toutes les composantes du « Mouvement » associée, enfin, à l'absence totale d'éléments néofascistes. Dans les orbites concentriques sont en revanche localisées les parcelles métropolitaines où le contrôle territorial du « Mouvement » est plus ou moins limité par une inscription partielle de la mouvance ultragauchiste, par l'activité de formations « noires », par un tissu social hétérogène connoté par l'incidence de couches bourgeoises, par la situation réduite de sources de conflictualité, par l'excessive marginalisation géographique. De façon progressivement éloignée du modèle « San Lorenzo » se trouvent alors les zones du quadrant oriental (« Collatino », « Prenestino », « Centocelle », « Alessandrino », « Casilino »), celles du nord (« San Basilio », « Ponte Mammolo », « Pietralata », « Monte Sacro », « Primavalle ») et du sud de la ville (« Magliana », « Trullo » « Appio-Tuscolano »). Le caractère composite et fragmenté de la capitale restant inchangé, cette structure « atomique », noyau/électrons, reproduit les discontinuités territoriales divisant traditionnellement la géographie sociopolitique romaine : c'est justement le long de ces lignes de fractures – marques distinctives des confins de l'*illégalité de masse* face aux régions bourgeoises - que se concentrent les épisodes de violence les plus graves.

Dans ce cadre, il est possible de définir quatre frontières urbaines : la première sépare les quartiers résidentiels de « Trieste » et « Nomentano » des zones rouges « Monte Sacro », « Pietralata » et « Tiburtino ». La tension au sein de cette faille est

[308] Dans un document approuvé par le Congrès fondateur de l'*autonomie ouvrière organisée* à Rome (27 jnvier 1974), la « zone » est définie comme un niveau politique, encore à construire, au sein duquel opère la recomposition politique de la classe ; où prévaut la direction ouvrière (en termes de besoins et de pouvoir) sur le reste des forces sociales et du Mouvement ; où se matérialise le parti : il s'agit en définitive d'une structure politique et non pas d'une organisation de masse, in Comitati Autonomi Operai di Roma, *Autonomia Operaia*, cit., pp. 63-70.

alimentée notamment par la confrontation directe, et sans espaces tampons, entre le quartier général du « Mouvement » situé à « San Lorenzo » et les bastions néofascistes placés en rue Alessandria (fédération provinciale du MSI), en rue Livourne (un des sièges citadins majeurs du MSI), en rue Siena (section du FUAN, la plus importante de la ville) et en rue Sommacampagna (centrale du FdG). Le clivage territorial est ultérieurement renforcé par la dislocation d'une chaîne d'écoles secondaires qui fonctionnent quotidiennement comme points matériels de collision : les lycées « Giulio Cesare », « Righi », « Tasso », « Plinio », « Avogadro », « Orazio » et l'institut technique « Mattei »[309].

Plus au sud, une deuxième frontière divise les périphéries prolétaires – de « Centocelle » à « Cinecittà » - des territoires péricentraux allant du « Prenestino-Labicano » à « Appio-Latino ». Dans ce cas, l'affrontement se déroule entre les avant-postes néofascistes qui se projettent au cœur des « borgate » en partant des sections « Prenestino » (rue Erasmo da Gattamelata) et « Latino –Metronio » (la plus grande de Rome, située en rue Etruria), ainsi que le « cercle étudiant » de rue Noto. De nouveau, ce sont les établissements scolaires qui incarnent la ligne de démarcation : les lycées « Sarpi », « Newton », « Augusto », « Benedetto da Norcia », « Assisi », « Croce » et les instituts techniques « Galilei » et « Duca d'Aosta »[310].

Les deux frontières restantes sont installées à l'ouest de la ville. Une oppose les quartiers bourgeois « Trionfale » et « Aurelio » à la zone rouge de « Primavalle », à savoir les foyers « noirs » de « Monte Mario » (rue Assarotti), « Balduina » (rue Medaglie d'Oro) et « Prati » (rue Ottaviano) contre les cellules locales du « Mouvement »[311]. S'agissant des écoles impliquées, l'affrontement passe par les épicentres de la conflictualité étudiante de Rome : les lycées « Pasteur », « Castelnuovo », « Mamiani », « Tacito » et l'institut technique « Fermi ».

L'autre barrière se déploie à travers les quartiers « Gianicolense », « Portuense », « Ostiense » et « Eur », en divisant les habitats résidentiels – notamment à

[309] Pour une idée de la perception de la menace néofasciste dans ces territoires urbains, voir : *Dossier antifascista della II circoscrizione,* Roma, s.e., 1975, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[310] Voir : Collettivo Latino-Metronio, *Come si sviluppa l'intervento in uno dei quartieri "neri" della capitale: egemonia proletaria e intervento tra i ceti-medi,* automne 1975, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 113, f. 93, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome; Comitato di quartiere Appio-Tuscolano, *Gravissima provocazione della polizia con la complicità dei fascisti di via Noto 7,* 13 mars 1976, ivi, d. 112, f. 189.

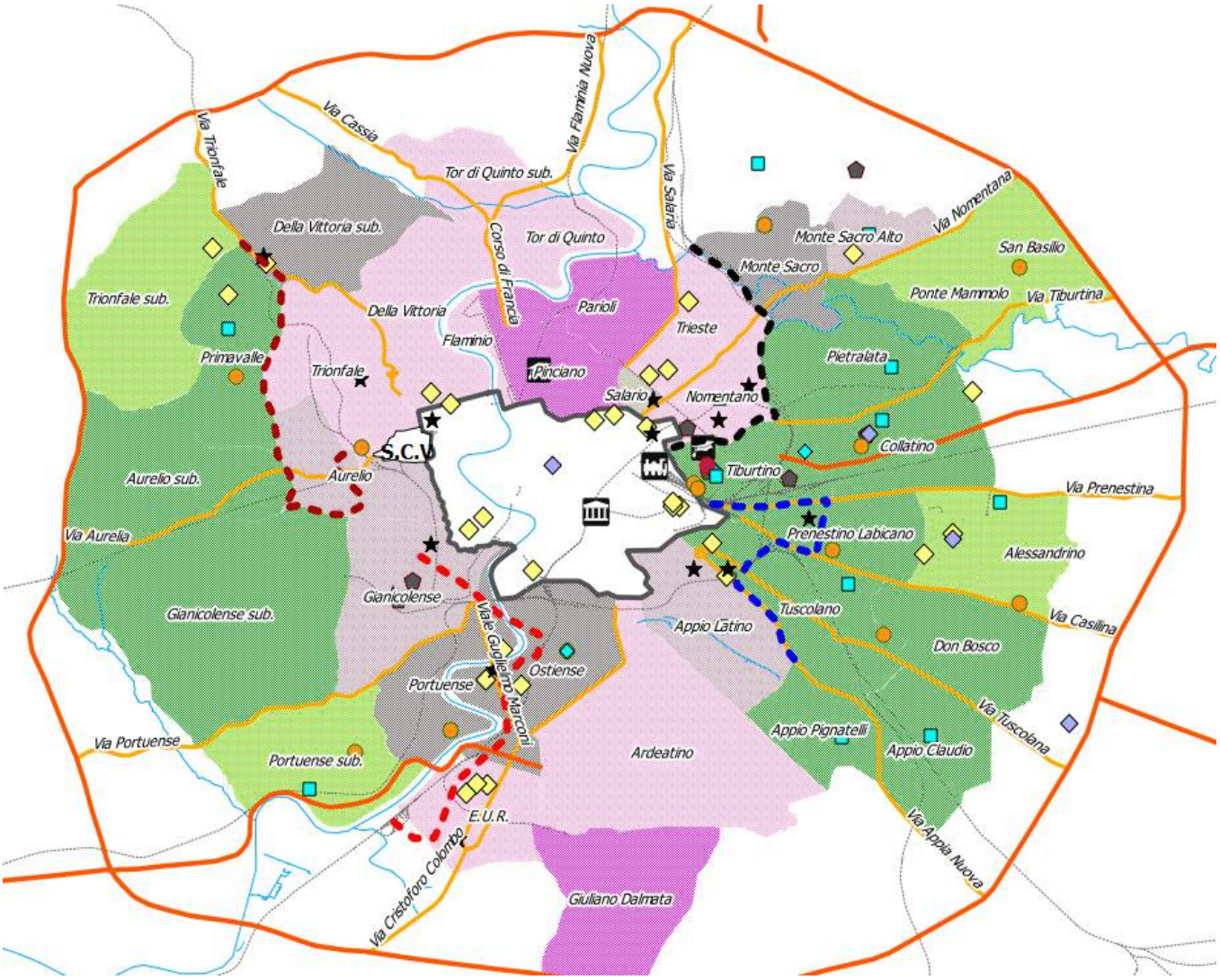
[311] Sur la tension antifasciste affichée par les forces de gauche dans ce quadrant urbain, voir : Avanguardia Operaia, *Nuova aggressione fascista a Piazza Bainsizza,* 8 janvier 1975, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 81, f. 58, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome ; Comitato Unitario Antifascista della Balduina, *Bollettino,* 23 octobre 1975, in « Fondo Memorie di Carta », Gisella Bochicchio, d. 7, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

« Monteverde » - des territoires populaires allant de rue Donna Olimpia jusqu'à la « Magliana », en passant par « San Paolo ». La tension est alimentée ici par le heurt entre les formations ultragauchistes et quelques bastions de l'extrême droite (les sections MSI de rue Vidaschi, de rue Bricci, de boulevard Marconi, ainsi que le bar « Fungo » situé place Pakistan) [312] soutenus occasionnellement par les groupes criminels locaux, tels que le « clan des Marseillais » et plus tard la « Banda della Magliana » [313] . Au niveau des établissements scolaires, la fracture territoriale s'exprime le long des lycées « Giulio Romano », « Kennedy », « Keplero », « Vivona », « Cannizzaro » et les instituts techniques « De Amicis », « Cinematografico », « Armellini », « Alberti ».

---

[312] Voir : Avanguardia Operaia, *No al comizio del fascista Saccucci!,* 20 janvier 1975, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 81, f. 58, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome; *Il quartiere unito contro la violenza fascista,* "Il Quartiere", n. 12, 29 octobre 1977.

[313] Sur les rapports entre l'extrême droite romaine et les groupes criminels de la zone sud-occidentale de Rome, voir : Giorgio Cingolani, *La destra in armi,* cit. *;* Giovanni Bianconi, *Ragazzi di malavita: fatti e misfatti della banda della Magliana*, Milano, Baldini & Castoldi, 1995; Yari Selvetella, *Banditi, criminali e fuorilegge di Roma,* Roma, Newton Compton, 2010.



LES QUATRE FRONTIÈRES SOCIOPOLITIQUES QUI TRAVERSENT ROME :

LA SITUATION AU MILIEU DES ANNÉES 1970.

Sièges des formations extraparlementaires	**Typologie des quartiers**
Avanguardia Operaia	Haute bourgeoise
Autonomia Operaia	Bourgeoise
Lotta Continua	Petite-bourgeoise
Gruppi Comunisti Rivoluzionari	Indéfinie
Lotta Comunista	Populaire
Bases néofascistes	Ouvrière
Écoles secondaires	Gare Centrale « Termini »
	Colisée
	Université

Élaboration de l'auteur

b) L'achèvement des parcours de radicalisation au sein des différents fronts de l'*illégalité de masse* : le point culminant de la « lutte pour le logement » et la mort de Fabrizio Ceruso (1974)

La réorganisation comportementale e géographique du « Mouvement » pendant le tournant de 1974 avait préparé le terrain à une reprise de l'effort subversif sous-jacent à l'exercice de l'*illégalité de masse.* Les limites rencontrées par l'action des groupes extraparlementaires majeurs – à savoir l'impossibilité de transformer les manifestations antisystèmes et les occupations de bâtiments en affrontements frontaux et prolongés avec l'appareil policier de l'État ; ainsi que l'incapacité d'entraîner les masses dans une campagne d'épuration physique des militants néofascistes – semblait réversible moyennant une élévation coordonnée et générale de l'offensive révolutionnaire. Selon les perceptions des extrémistes romains, en effet, l'explosion de la récession économique aurait fait exploser le niveau de la rage sociale, en rendant les couches prolétaires beaucoup plus sensibles et disponibles à une radicalisation du conflit avec le pouvoir étatique et les ennemis politiques, à travers une intensification des pratiques de « l'autodétermination de quartier » et de la réappropriation violente de la richesse. En ce sens, la nouvelle « aile dure du Mouvement » - à savoir les « autonomes » - commence à penser pouvoir, en quelque sorte, récupérer de son isolement les partisans de l'aventurisme ouvriériste, en les ramenant vers l'action de masse.

Dans cet esprit, la galaxie extraparlementaire romaine au milieu des années 1970 s'attèle au plan ambitieux des « zones rouges », voire à la « prise de la ville » : une longue marche vers le déclenchement insurrectionnel est alors préparée, à partir de la dimension d'antagonisme urbain plus étendue et plus affectée par la crise économique. Le troisième chapitre a bien montré, en effet, que la « lutte pour le logement » trouve son apogée à Rome pendant l'année 1974, en raison de la superposition entre les effets dégénératifs de la stagflation, le manque d'un plan d'intégration pour les couches défavorisées et la baisse constante de l'offre d'habitat populaire. De plus, on a vu que l'intervention des formations d'ultragauche avait lourdement contribué à renforcer et défendre le régime d'illégalité (occupations, autoréductions) qui s'était institutionnalisé dans certains territoires de la ville, tels qu'à la « Magliana » et à « San Basilio ». Quand la situation se précipite dans ce dernier quartier et que les affrontements tournent au drame avec la mort de Fabrizio Ceruso (8 septembre 1974), le « Mouvement » se retrouve projeté dans un niveau supérieur de confrontation

militaire avec l'État. En effet, pendant les heures suivant l'homicide, les militants extraparlementaires romains expérimentent, pour la première fois, un moment de contre-légalité territorialisée, au cœur de laquelle - moyennant « un court-circuit dramatique qui transforme le désespoir en férocité »[314] - émergent des instances de lutte armée[315]. En termes symboliques et matériels, les affrontements sanglants de ces jours de septembre se posent comme la conquête d'un premier « plan de parité » avec l'ennemi néocapitaliste, à travers la synthèse inédite de l'audace observée à « Valle Giulia » et du soutien des masses obtenu à la « Garbatella » : cette fusion conjoncturelle entre quartier populaire, couches prolétaires, avant-gardes révolutionnaires au sein d'un exercice de révolte armée, semble préconiser l'achèvement d'une véritable « zone rouge ». Le sentiment d'être parvenu à souder la tête et le cœur de la révolution naissante, tout en remarquant l'infranchissable distance identitaire à l'égard des « serfs du capitale » et des « révisionnistes », ressort dans la totalité du spectre ultragauchiste romain. Les bulletins du « Mouvement » parlent unanimement, en effet, d'un « prolétariat compact et prêt à repousser l'attaque […], capable d'acculer à la défensive son adversaire, de l'obliger à […] essuyer une défaite et pas seulement dans le quartier San Basilio, et non pas sur la question des logements, mais sur le plan politique général »[316]. Comme l'affirme plus clairement « Controinformazione », journal lié à « l'autonomie ouvrière organisée » :

> Réaction prolétaire et direction révolutionnaire, à San Basilio, ont fusionné et ont montré la capacité pratique de savoir aborder l'affrontement sur le terrain même choisi par le Système, tout en prouvant qu'il est devenu possible de combattre et aussi de gagner[317].

En même temps, pendant les émeutes, la mouvance extraparlementaire a pu tester ce moment agrégatif sur le plan militaire et la mise en question du monopole de la violence légitime. L'impact émotionnel d'une guérilla urbaine qui intègre explicitement la subversion antiétatique aux revendications territoriales se révèle particulièrement intense parmi les ressortissants de « PotOp », qui avaient toujours

[314] Guido Crainz, *Il Paese mancato,* cit., p. 488.

[315] Voir : Silvia Casilio, *Il cielo è caduto sulla terra,* cit., pp. 113-114. Pour une vision large sur la dialectique entre conflictualité sociale et développement de la lutte armée, voir : Luigi Ferrajoli, *Terrorismo e stato della crisi, "*La questione criminale"„ I, janvier-avril 1979, pp. 55-72.

[316] *Una prova generale,* "Lotta Continua", 10 septembre 1974. Voir aussi : Avanguardia Operaia, *Dopo San Basilio rilanciamo l'occupazione delle case,* 15 septembre 1974, in « Fondo Memorie di Carta », Franco Lipparini-Stefania Raspini, d. 81, f. 58, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[317] *Fabrizio Ceruso: la prima vittima delle esecuzioni preventive di Taviani*, "Controinformazione", n. 5-6, novembre 1974.

considéré la situation nord-irlandaise comme un modèle d'action idéale pour le contexte occidental[318].

> Toutes les lumières du quartier – sauf celles localisées autour du rassemblement de la police - sont éteintes par les prolétaires. S. Basilio entière est descendue sur la place pour affronter la police. De nouveau, les agents sortent les armes à feu, mais cette fois ils ont eu la surprise amère de sentir le plomb arriver aussi contre eux. […] La réaction prolétaire de San Basilio a produit […] un premier épisode embryonnaire et spontané de lutte armée, voulu et pratiqué par les masses, car organique à la conquête d'un de leur objectif de lutte. Un épisode […] duquel partir pour construire […] ces instruments du pouvoir prolétaire armé en mesure de défendre et de faire avancer le niveau grandissant des objectifs[319].

L'idée de faire de l'expérience de « San Basilio » un point de départ pour le développement de l'*illégalité de masse* à Rome est d'ailleurs puissamment confort*ée* par la construction d'une véritable martyrologie autour de la figure de Fabrizio Ceruso. En effet, la mort du jeune extraparlementaire – membre d'un collectif lié à « AutOp » - incarne aux yeux des militants plus inquiets, le pic du désespoir et la limite ultime de la tolérance populaire face à l'oppression néocapitaliste en ville : si l'État républicain oppose une violence aveugle à la satisfaction des besoins primaires de l'homme (tel que le logement), alors ce sera par la violence armée que les avant-gardes du prolétariat imposeront dorénavant ces droits. Comme le rappelle Antonio Savasta, militant autonome d'origine ouvriériste et futur brigadiste :

> À San Basilio s'était désormais consolidée l'opinion que les besoins étaient inaliénables et qu'ils ne pouvaient pas être garantis par des moyens politiques et pacifiques […] et alors commencent à émerger les premiers discours autour d'une organisation clandestine, pas seulement en fonction des luttes sociales, mais aussi dans la perspective de la prise du pouvoir[320].

---

[318] "*C'est un sort de Londonderry, à savoir une bataille menée en utilisant cocktails Molotov et pierres pour saisir cinq mètres de terrain* ou un *carrefour de dix mètres*", in Raimondo Catanzaro et Luigi Manconi (dir.), *Storie di lotta armata*, cit., p. 433. Pour ce qui est de l'influence du modèle nord-irlandais sur l'ouvriérisme italien, voir : Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti*, cit., pp. 267-271.

[319] *S. Basilio: rivolta di classe,* "Controinformazione", n. 5-6, novembre 1974.

[320] Raimondo Catanzaro et Luigi Manconi (dir.), *Storie di lotta armata*, cit.*,* p. 434.

Étant donnée l'agitation croissante des milieux ultragauchistes, la volonté de faire oublier le « bûcher de Primavalle », ainsi que la gravité de l'événement – il s'agit en effet de la première victime dans le « Mouvement » romain – le processus de mythification se révèle très rapide et lourd de conséquences : déjà, le 9 septembre, un cortège de dix mille militants défile par le centre-ville afin de protester contre l'assassinat perpétré par la police[321]. Le 10, un groupe de détenus « politiques » fait paraître un appel qui invite à traduire la conflictualité sociale en lutte armée[322]. Dans la même journée, le journal « Lotta Continua » - qui représente la force extraparlementaire dominante dans le quartier - place à la une le titre « Assassins » et affirme que :

> Le prolétariat honore et accueille parmi ses propres morts Fabrizio Ceruso, 19 ans, mort au combat, descendu par le plomb de la police […]. Un autre nom toutefois est destiné à rester gravé dans la tête des prolétaires : celui de Anna Maria Alfonsi, la femme qui a réagi à la tentative brutale d'évacuation en tirant sur les policiers à l'aide d'un fusil. Cette femme enseigne que la bourgeoisie ne peut plus prétendre nier ou arracher violemment les droits fondamentaux liés aux conditions élémentaires de l'existence : le pain, le logement, le salaire. Dorénavant, le prolétariat ne sera plus disponible à mourir face à l'adversaire de classe[323].

Pendant les mois suivants, deux plaques commémoratives seront installées par le « Mouvement » : la première à « San Basilio », tout près du lieu de l'homicide, la deuxième à côté de son habitation. Le fait que les autorités communales et les forces de l'ordre enlèveront à plusieurs reprises ces mémoriaux, contribuera d'ailleurs à amplifier le sentiment d'offense et le désir de vengeance du « Mouvement »[324]. De ce fait, au nom de Fabrizio Ceruso devenu emblème de la rédemption prolétaire face à l'oppression bourgeoise[325], le monde de l'extrémisme romain entame un parcours de

---

[321] *Diecimila a Roma contro governo e polizia per l'attacco a San Basilio e l'assassinio di Ceruso*, "Il Manifesto", 10 septembre 1974.

[322] "*La mort de F. Ceruso […]* revêt *[…] une importance* primordiale*, car cette mort nous donne la mesure du niveau de gravité que le conflit social est en train d'atteindre ; c'est à nous de nous préparer au vu de cette perspective. Le tribut de sang payé par le prolétariat* augmente *de jour en jour et cela ne fait qu'élever notre haine de classe, tout en poussant irréversiblement la situation envers un débouché historico-dialectique bien précis : la destruction de l'État bourgeois*", in Consultivo politico di Porto Azzurro, *La morte di Fabrizio Ceruso militante comunista*, 10 septembre 1974.

[323] *Assassini,* "Lotta Continua", 10 septembre 1974.

[324] Voir : Pierluigi Zavaroni, *Caduti e memoria nella lotta politica*, cit., p. 65.

[325] Le journal de "AutOp", par exemple, commémore ainsi le deuxième anniversaire de la mort de Ceruso : "*Fabrizio Ceruso des Comités Autonomes Ouvriers, 19 ans, travailleur, assassiné par la police*

radicalisation qui fait glisser le gros du « Mouvement » d'une position attentiste à une attitude offensive puis détourne certains parcours d'engagement extraparlementaire vers la pratique subversive clandestine[326]. L'élaboration du martyre fonctionne en définitif comme un détonateur de l'agitation ultragauchiste et ouvre la voie à la militarisation progressive de l'exercice de l'*illégalité de masse* à Rome[327] : la bataille de « San Basilio » - à l'issue de laquelle les occupants avaient atteint leur objectif et engrangé un crédit supplémentaire- aurait en effet montré que seule une lutte à outrance peut avoir quelques espoirs de succès contre l'écrasante supériorité logistique du système néocapitaliste[328].

---

alors qu'il défendait la lutte pour le logement. […] L'État policier a […] renforcé et restructuré son réseau de mesures criminelles, de killers en libre circulation avec licence de tuer, tandis qu'il récompense et protège tous les autres assassins, en uniforme ou pas, qui ont déjà accompli quelques « missions spéciales » telles que l'homicide de prolétaires. Le 8 septembre donc nous n'oublions pas […], car ce jour-là, prolétaires et révolutionnaires ont ensemble vérifié que l'arrogance et la criminalité du pouvoir ne peuvent pas bloquer les luttes, mais aussi qu'à ces comportements de l'ennemi est juste et possible de répondre. Il faut que les assassins n'oublient jamais ce fait", in "Rivolta di classe", octobre 1976.

[326] Voir : *Roma: tra il pane buono e noi solo un vetro sta. Come dalle occupazioni di case si giunge al rovesciamento del camion di Lama*, "Controinformazione", n. 9-10, novembre 1977 ; Movimento Comunista Rivoluzionario, *Dato che il fucile lo intendete…,* cit.. Pour une lecture historiographique de cette dynamique, voir : Guido Crainz, *Il Paese mancato*, cit., pp. 485-489. Sur le « parti armé », voir le chapitre 7 de ce travail.

[327] Sur la dialectique entre plan émotionnel et mobilisation armée, voir : Raimondo Catanzaro, *Ideologie, movimenti, terrorismi,* cit.; Lorenzo Bosi et Donatella Della Porta, *Percorsi di micro mobilitazione verso la lotta armata,* in Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata,* cit., pp. 327-340.

[328] Voir : *Documenti: i nodi vengono al pettine,* "Linea di Condotta", n. u., juillet-octobre 1975

Giornale Quotidiano - Sped. in abb. post. - Gruppo 1/70 - Anno III - N. 208 - Martedì 10 settembre 1974

MARTEDÌ
10
SETTEMBRE
1974

LOTTA CONTINUA

Lire 100

Il diritto alla casa pagato con la vita - Il governo anticipa con l'assassinio e l'invasione poliziesca lo scontro sociale dell'autunno. Ma i proletari si battono, e possono vincere.

ASSASSINI

ROMA, 9 — Un compagno di 19 anni Fabrizio Ceruso è stato assassinato ieri sera dalla polizia con un colpo di arma da fuoco. E' l'ultimo tragico atto di una logica criminale che da 4 giorni guida la polizia nella sede di San Basilio per sgomberare le 150 famiglie occupanti.

Il luogo in cui è caduto il compagno è completamente ricoperto di garofani rossi portati da centinaia di proletari del quartiere e dai compagni di Lotta Continua. Una corona di fiori rossi reca scritto « gli amici di San Basilio ». Più di 300 mila lire sono state raccolte per i funerali: tutti indistintamente partecipano alla colletta.

Gli sgomberi sono sospesi, la polizia circonda solo la zona delle case. Delegazioni di operai si recano sul posto, nei capannelli numerosi la gente esprime la coscienza che questo attacco non è solo contro gli occupanti ma contro tutto il quartiere. San Basilio è in sciopero. Tutti i negozi hanno le saracinesche abbassate, tranne uno che serve come luogo di ritrovo e di discussione.

Ripigliamo ora i fatti. Sabato mattina una delegazione del Comitato

UNA PROVA GENERALE

La vita di Fabrizio Ceruso, 19 anni, è il prezzo più alto che il proletariato romano ha pagato per affermare il diritto più elementare e sacrosanto, e da sempre ferocemente negato a decine di migliaia di famiglie: avere una casa decente in cui abitare. Il prezzo più alto, l'ultimo di una serie interminabile di fatiche e di lotte affrontate con piena coscienza, coraggio e organizzazione. Le 150 famiglie di San Basilio avevano occupato 11 mesi fa, dietro di loro si era mosso in moto un esercito proletario di migliaia di donne, uomini e bambini che prendeva possesso di migliaia di appartamenti vuoti: vuoti perchè quella legalità invocata oggi sulla stampa dal coro dei tartufi contro i proletari di San Basilio sancisce che il diritto dei possidenti dell'edilizia ad accumulare colossali profitti è sacro e intoccabile.

Quando il governo decise di ripristinare militarmente questa legalità violata, ordinando lo sgombero

cui può affermare e difendere i propri diritti un proletariato che tutto intero ha da fare i conti con la violenza inaudita dell'attacco padronale alle proprie condizioni di esistenza.

Proprio a questo, e alla inevitabilità di uno scontro sociale durissimo di cui la fine dell'estate ha dato le prime avvisaglie, mira l'operazione militare scatenata contro un quartiere romano: un'operazione freddamente programmata, con piena consapevolezza che ciò a cui si andava incontro era la possibilità del massacro: una scelta la cui portata va ben oltre la risposta alla lotta per la casa, e mette in causa direttamente e totalmente il governo. Quel governo che in collaborazione e al servizio della grande borghesia ha programmato ferocemente la crisi perseguendo, con puntigliosa precisione l'obiettivo di mettere alla fame il proletariato; quel governo che oggi programma ferocemente la propria risposta alla inevitabile reazione proletaria, e ne dà un anticipo

LA UNE DE « LOTTA CONTINUA » AU LENDEMAIN DE LA BATAILLE DE « SAN BASILIO».

Les mots incendiaires du titre font déjà présager les conséquences de l'homicide de Fabrizio Ceruso sur l'esprit et les répertoires du « Mouvement » romain. La photographie publiée veut exprimer l'idée d'une société rigidement divisée en deux : le prolétariat urbain obligé de mener une « guerre de survie » entre les confins d'une périphérie dégradée et insalubre, opposé à l'État néocapitaliste qui dans ces territoires marginalisés et négligés ne montre que son visage sombre d'oppression policière.

Un exemple du processus de « martyrologie » autour de la figure de Fabrizio Ceruso, opéré par le « Mouvement » romain : cette affiche témoigne d'un des multiples épisodes d'enlèvement et de nouvelle pose de plaque commémorative. On notera les mots d'ordre qui parle d'une vengeance sanglante.

Source : Centro di documentazione anarchica – Rome

c) L'achèvement des parcours de radicalisation au sein des différents fronts de *l'illégalité de masse* : l'apogée de l'antifascisme militant (1975)

Bien que décisive pour la propulsion de la stratégie subversive du « Mouvement », la « lutte pour le logement » épuise rapidement son potentiel d'antagonisme. Face à la régression de ce front de conflictualité urbaine[329], les énergies ultragauchistes se concentrent alors sur l'antifascisme militant, qui suite aux massacres de mai (8 morts) et août 1974 (12 morts) a retrouvé la vigueur de la période précédant le « bûcher de Primavalle ». Après une année de décantation, nécessaire pour dépasser le choc lié à la mort des frères Mattei et à la mise hors la loi des groupes extraparlementaires « noirs », le « Mouvement » et l'extrême droite relancent une confrontation armée pour le contrôle du territoire le long des quatre frontières urbaines qui traversent désormais la ville. Déclenchée dans les écoles secondaires de Rome au début de 1974, cette nouvelle spirale de radicalisation se transmet à l'échelle de quartier pendant la campagne référendaire liée au droit de divorce[330] : l'événement marquant de ce débordement se passe le 25 avril 1974, journée traditionnellement agitée en raison de l'anniversaire de la libération nationale du nazi-fascisme, quand de rudes affrontements entre néofascistes et ultragauchistes rue Gattamelata (quartier « Prenestino Labicano ») provoquent la dévastation de la section locale du MSI et la blessure grave d'un militant néofasciste touché à la tête par une hache[331]. Dans les semaines suivantes, l'action du « Mouvement », chaperonné par les « autonomes » et par la base spontanéiste, s'étend aux autres clivages territoriaux de la ville : les sections MSI des quartiers « Monte Sacro Alto » et « Appio-Latino » sont détruites à l'aide de cocktails Molotov et barres de fer ; la section MSI de rue Vidaschi (« Monteverde ») est brûlée trois fois en l'espace de vingt jours, tandis que ses responsables néofascistes sont sauvagement tabassés ; la centrale du « FdG » située en rue Sommacampagna (« Rione Castro Pretorio »), tout comme les sections MSI du « Rione Monti » et des quartiers « Collatino » et « Tuscolano » sont à maintes reprises attaquées et vandalisées[332]. Au fur et à mesure que la campagne antifasciste se développe, les

[329] Voir le troisième chapitre de ce travail.

[330] Voir le chapitre 5 de ce travail.

[331] Voir : *Due feriti e alcuni contusi durante i disordini: incidenti a Roma tra fascisti e gruppi extraparlamentari*, "La Stampa", 26 avril 1974; Carlo Schaerf et al. (dir.), *Vent'anni di violenza politica in Italia*, cit., p. 385.

[332] Sur les organes de presse de « AutOp » on peut trouver le compte-rendu de toutes ces actions, voir : *Notiziario : chiusi tre covi fascisti, "*Rivolta di classe", mai 1974 ; Comitati Autonomi Operai, *Uccidere i fascisti non è reato,* juin 1974, disponibile sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/autonomia/antifascismo.htm.

répertoires d'actions commencent à intégrer l'emploi des armes blanches et enfin des armes à feu. Le 17 décembre un commando d'ultragauche agresse, à coups de bâton et de couteaux, le secrétaire de la nouvelle section MSI de « Monteverde » - déplacée place San Giovanni di Dio, suite aux incendies récurrents survenus rue Vidaschi – et le laisse agonisant sur le terrain[333]. Les milieux « noirs » décident de réagir par une épreuve de force, à la fois territoriale et militaire : le MSI convoque pour le 22 décembre un meeting à place San Giovanni di Dio, qui accueillera aussi une allocution de Pino Rauti, ancien fondateur de « Ordine Nuovo », mis en examen pour l'attentat de « Piazza Fontana » et leader de la droite du MSI. Tout le service d'ordre du parti, ainsi que les divisions combattantes de l'aire extraparlementaire sont appelés à former un cordon de sécurité autour de l'orateur. Défié explicitement, le « Mouvement » prépare une expédition de cinq-cents militants qui devrait d'abord empêcher le rassemblement et enfin épurer définitivement le quartier de la présence « noire ». Cependant, l'affrontement avec le cortège « rouge » - initialement dissipé par les forces de l'ordre, déployées au préalable afin de garantir l'ordre public – est soutenu par le « mur » néofasciste qui peut profiter de l'avantage d'un positionnement surélevé pour compenser son infériorité numérique (trois cents unités environ)[334]. L'impasse se transforme rapidement en guérilla urbaine, la première dans l'histoire républicaine de Rome qui voit l'emploi des pistolets de la part des tous les sujets en jeu : police, milieux néofascistes et « Mouvement ». La chronique du quotidien romain « Il Messaggero » rend parfaitement compte de la gravité de ces affrontements :

> Vingt-quatre blessés, dont trois par coup de feu, trente-sept dénoncés, neuf arrêtés, voitures brûlées, presque deux heures d'affrontements violents. […] Pendant la bagarre, intercalée par plusieurs charges des policiers et carabiniers […], il y a eu une véritable grêle de pierres et de cocktails Molotov. […] Les trois blessés par balles sont un carabinier, un jeune agent et un commissaire de la police politique. […] Deux contestataires ont été arrêtés pour possession illicite d'armes à feu […]. Un militant rouge […] et un jeune néofasciste[335].

[333] Voir : *Aggredite e ferite due persone a Monteverde*, "L'Unità", 18 décembre 1974.

[334] La place San Giovanni di Dio se trouve, en effet, au bout d'une longue et étroite montée (rue Vidaschi). Pour une reconstruction détaillée des évènements, voir : Nicola Rao, *Il Piombo e la celtica,* cit., pp. 41-50. Pour la version du « Mouvement », voir : *Centinaia di compagni tappano la bocca a Rauti, "*Lotta Continua", 24 décembre 1974.

[335] "Il Messaggero", 23 décembre 1974.

La « bataille de San Giovanni di Dio » revêt, donc, une importance fondamentale pour l'achèvement du processus de radicalisation propre à la pratique de l'antifascisme militant : deux facteurs contribuent à déterminer ce résultat. Le constat que la mouvance néofasciste est toujours à même de tenir le coup nonobstant l'élévation de la pression territoriale du « Mouvement »[336] et la perception que l'usage des armes à feu pendant les affrontements contre les « noirs » est devenu parfaitement légitime[337]. Face à ces considérations, l'*autonomie ouvrière organisée* interprète la guérilla de « Monteverde » comme un succès et une indication stratégique claire : le temps d'arracher, d'éradiquer les néofascistes semble venu, en élevant davantage la portée destructive de l'attaque. Au contraire, « AO » et « LC » – qui sont à la recherche d'un point de rencontre politique avec le PCI[338] – proposent une solution normative de la question, à travers une pétition populaire demandant de mettre hors la loi le MSI[339] et la reconduction de l'antifascisme militant dans le sillage de la mobilisation civile de masse[340]. Le choix prudent des deux groupes se révèle subitement perdant aux yeux d'un « Mouvement » en pleine agitation, qui entame, à leur égard, un processus de marginalisation : déjà au début de 1975, « AutOp » a beau jeu de stigmatiser le comportement de néo-léninistes et spontanéistes, en remarquant qu'aucun militant révolutionnaire ne peut croire qu'il est possible de battre « le fascisme par les lois ou par les signatures ! […] nous voudrions rappeler à ces camarades qu'à Monteverde les fascistes n'ont pas été "mis hors la loi" par une pétition, mais par les luttes des étudiants et – raison fondamentale – par une grande quantité de coups de bâton […] »[341]. C'est en effet à partir de ce moment que « AO » et « LC » commencent leur parcours déclinant au sein du milieu extraparlementaire romain : l'apogée de l'antifascisme militant – répertoire qu'ils avaient substantiellement inauguré et systématisé pendant

[336] Sur la réaction de la mouvance néofasciste à cette pression, voir : Loredana Guerrieri, *Le strategie di destabilizzazione viste dall'estrema destra,* in Mirco Dondi (dir.), *I neri e i rossi,* cit., pp. 99-125.

[337] Voir : *Un solo fascio, e poi li brucerem…,* "Rivolta di classe", février 1975.

[338] Du 7 au 12 janvier 1975, LC tient à Rome son 1er Congrès national duquel sort l'indication à voter pour le PCI aux élections régionales (15-16 juin) et le refus de suivre la tendance à organiser « une guerre privée contre l'État ». Voir : Lotta Continua, *Le tesi, le relazioni politiche, lo statuto,* cit.. « Avanguardia Operaia » va même participer à ces élections au sein du projet de « Democrazia Proletaria ». Sur la position de la section romaine, voir : Avanguardia Operaia, *Situazione politica a Roma e i nostri compiti*, cit.

[339] Voir : *Appello unitario di Avanguardia operaia, Pdup e Lotta Continua per il Msi fuorilegge, contro il fermo di polizia e le crociate democristiane: le tre organizzazioni invitano a mobilitarsi contro i fascisti*, "Quotidiano dei lavoratori", 25 janvier 1975.

[340] Pour une idée de ce processus de reconduction, voir : *MSI fuorilegge !,* "Lotta Continua", 2 mars 1975.

[341] *Dopo i fatti, le indicazioni,* "Rivolta di classe" février 1975.

1971 – survient paradoxalement sans leur apport[342]. Entre le 28 février et le 18 avril 1975, l'homicide de Mikis Mantakas[343] réalisé devant la section MSI de rue Ottaviano (« Rione Prati ») et la fusillade dans la section MSI du quartier « Flaminio »[344] contribuent à l'escalade : dans les deux cas, en effet, les promoteurs et les protagonistes d'actions qui arrivent à frapper l'ennemi noir « à domicile » - à savoir au cœur de ses forteresses territoriales situées dans les quartiers riches - appartiennent à l'aire « autonome »[345]. De nouveau, tout comme cela s'était passé dans le domaine de la « lutte pour le logement », la combinaison entre l'institutionnalisation de la pratique armée, l'apparition de la mort et l'activation d'une martyrologie vindicative[346] épuise le potentiel de croissance antagoniste propre à ce front de l'*illégalité de masse*[347].

D'après la reconstruction qui a été présentée dans le deuxième chapitre, les mêmes caractéristiques essentielles du paradigme antifasciste en ville déclinent dès 1975 : la perte d'influence inexorable de ses tuteurs originaires (notamment « L C. »), le durcissement de la conflictualité politique propulsé par l'émergence de la clandestinité paramilitaire (FCA, UCC) et par l'approbation de la « Loi Reale »[348], l'essor électoral du PCI (34,4% au niveau national) et sa conquête historique du gouvernement de la ville (juin 1976) ; la régression progressive du MSI (une perte du 6% entre 1971 et 1976) et la désarticulation de la première génération de groupes ultra-droitiers (« ON », « AN », « LdP ») ; le changement de perspective déterminé par les grands bouleversements internationaux (les conclusions de la « révolution des œillets » et de la guerre au Vietnam, ainsi que l'imposition de la dictature en Argentine) alimente une

[342] Le trentième anniversaire de la libération du nazi-fascisme (25 avril 1945) avait fortement contribué à atteindre ce pic de l'antifascisme militant pendant le mois d'avril.

[343] Voir le chapitre 5 de ce travail.

[344] Un commando afférent à "AutOp" attaque la section MSI du quartier "Flaminio" : pendant les affrontements armés qui finissent pour impliquer les assaillants et les assiégés, un jeune militant du Collectif « Monteverde » (à noter l'incidence de cette zone urbaine dans le processus de radicalisation de la violence politique propre à l'antifascisme militant) est touché à la colonne vertébrale et reste paralysé. Voir : *Roma: paralizzato il giovane ferito,* "La Stampa", 19 avril 1975.

[345] Évidence reconnue même par "Lotta Continua", voir : *Roma : di nuovo i fascisti sparano per uccidere. Gravissimo un giovane compagno ferito a colpi di pistola davanti a una sede del Msi*, "Lotta Continua", 20 avril 1975.

[346] Sur l'importance de l'homicide Mantakas pour ce qui est du déclenchement des années de plomb, voir le chapitre 5 de ce travail.

[347] À partir de ce moment, au sein des répertoires de confrontation avec les militants ultragauchistes adoptés par les néofascistes romains s'institutionnalise une dimension meurtrière vouée à égaliser le nombre de victimes : le premier mort « rouge » date « seulement » du 30 septembre 1977, mais déjà le 12 mars 1976, pendant des affrontements dans le quartier de frontière « Prenestino-Labicano », un membre de « LC » a failli mourir suite à une double blessure par balle et par couteau. Voir : *Venerdì un nostro compagno ferito a revolverate. Migliaia di compagni presidiano il centro di Roma contro i fascisti,* "Lotta Continua", 14-15 mars 1976.

[348] En particulier voir le chapitre 7 pour ce qui est de l'impact de l'homicide non revendiquée du néofasciste Mario Zicchieri (29 octobre 1975) sur le monde extraparlementaire romain.

énième réorientation de la stratégie subversive du « Mouvement ». Atteinte alors la nouvelle limite expansive au sein des « zones rouges », à travers une première forme de militarisation de l'*illégalité de masse* liée à l'autodétermination de quartier et à l'antifascisme militant, l'initiative ultragauchiste peut finalement viser frontalement le système étatique. Un des journaux proches de l'*autonomie ouvrière organisée* définit ce passage comme une maturation consciente du processus révolutionnaire :

> une évolution qualitative. Une nouvelle génération de militants a pris la tête du Mouvement. Ceux qui n'ont pas vécu '68 et qui en revanche ont connu la joie de la lutte à travers les batailles de ces dernières années : il s'agit des camarades qui interprètent la lutte pour la réappropriation et pour le communisme comme une consigne immédiatement active. Avril 1975 : juillet 1960. Comme elles se ressemblent ces journées ! Une violence dure, une détermination qui peut être propre uniquement aux nouvelles générations, une irrépressible volonté d'attaque et d'affirmation, un printemps de lutte. […] Les nouvelles générations ont montré qu'elles savent repérer le visage réel du fascisme : […] la police, les appareils étatiques, le réformisme, le terrorisme de la social-démocratie et des multinationales. Voilà la cible authentique qui a été dévoilée par ces journées d'avril : c'est l'ordre institutionnel qui a été dénoncé, c'est l'horizon politique de la social-démocratie qui a été mis en question. […] Avec réalisme révolutionnaire nous voyons […] les nouveaux rapports de force […] qui permettent de relancer […] le programme de l'appropriation violente et de la lutte contre le travail salarié[349].

d) L'achèvement des parcours de radicalisation au sein des différents fronts de l'*illégalité de masse* : la réappropriation de la richesse et l'homicide de Mario Salvi (1976)

Les conclusions de cet article paru sur « Rosso » - revue majeure de l'aire autonome italienne – indiquent explicitement la voie à suivre pour capitaliser en termes insurrectionnels le patrimoine de tension accumulé pendant la campagne antifasciste : l'intensification des épisodes d'appropriation violente de biens et services. Comme l'expliquait le quatrième chapitre, c'était justement au lendemain de la grande

[349] *Le giornate di aprile,* "Rosso", n. 15, avril 1975

récession de 1974 que les anciens répertoires protestataires liés à la gratuité des transports et à l'autoréduction des tarifs évoluaient en véritables techniques subversives affectant le droit de propriété, tel que le sabotage et les connexions abusives des commutateurs téléphoniques, l'organisation des « marchés rouges », les « courses prolétaires » et les « expropriations juvéniles ». Aux yeux du « Mouvement », en effet, la diffusion de ces comportements représente le terrain sur lequel peut continuer de se développer la « violence des exploités » jusqu'à imposer « par la critique des armes de la nouvelle légalité, celle des besoins sociaux des masses et du communisme »[350]. Malgré les prétendus succès de la « lutte pour le logement » et de l'action antifasciste, l'exercice de l'*illégalité de masse* reste limité à la sauvegarde des conditions minimales de survie et d'expression : la capacité de mettre en place un certain contrôle du territoire dans les « zones rouges » est en effet fonctionnelle aux exigences primaires du prolétariat (une maison digne, la sécurité de la collectivité, la défense des espaces), mais n'arrive pas à frapper les bases du pouvoir néocapitaliste en ville. En revanche, à travers la mise en question du mécanisme consumériste – le confort de la modernité payé au prix fort – le « Mouvement » parvient finalement à projeter son effort révolutionnaire au cœur de la citadelle bourgeoise : l'impact des luttes déborde des périphéries populaires – où le patronat n'existe que sous forme d'oppression sociale – pour atteindre le centre-ville, où les couches dominantes résident et mènent leur vie aisée. Il faut, comme l'affirme l'éditorial de la revue « Senza Tregua » - organe de presse de l'aile militariste de l'*autonomie* – utiliser « la pratique de l'antifascisme militant pour un objectif bien plus ambitieux »[351]. Les gestes d'appropriation violente, en définitive, sont une façon d'abolir les différences de classe : les avant-gardes extraparlementaires s'arrogent le « droit au luxe », en mettant à disposition des masses les biens et les services que le prolétariat urbain a produit sans en jouir[352]. Moyennant une hybridation originale entre la pensée « hellerienne »[353] et la subjectivité antagoniste décrite dans les Grundrisse de Marx[354], l'*autonomie*

[350] Voir : Collettivi Politici Operai et Coordinamento Collettivi Autonomi Studenteschi. *Quale resistenza?,* avril 1975, disponibile sur: http://www.nelvento.net/archivio/68/autonomia/antifascismo.htm

[351] *Editoriale,* "Senza Tregua", n. 3, 25 mars 1976.

[352] Voir : Nanni Blaestrini et Primo Moroni, *L'orda d'oro,* cit., p. 513.

[353] Sur l'influence de la pensée d'Agnes Heller sur l'extrême gauche italienne, voir le chapitre 5 de ce travail.

[354] Le concept qui fascine davantage les autonomes italiens c'est le « *general intellect* » qui semble fournir une clé de décryptage pour la crise tayloriste des années 1970. Voir : Antonio Negri, *Marx oltre Marx: quaderno di lavoro sui Grundrisse,* Roma, Manifestolibri, 1979; Paolo Virno, *General Intellect,* in Adelino Zanini et Ubaldo Fadini (dir.), *Lessico postfordista: dizionario di idee della mutazione,* Milano, Feltrinelli, 2001, pp. 146-151. Sur la découverte et la réception des *Grundrisse* en Italie, voir :

ouvrière organisée - devenue hégémonique au sein du « Mouvement » - veut ainsi intégrer la recherche du bonheur dans la satisfaction des besoins primaires de l'homme : dans ce sens, le revenu, la fatigue et la discipline ne représentent plus un facteur discriminant pour l'accès à la richesse collective et pour la réalisation des désirs individuels. La doctrine du « refus du travail » héritée de l'expérience ouvriériste s'enrichit, par conséquent, d'une fonction offensive, en passant du simple rejet de la logique productiviste (salaire en échange de main-d'œuvre) à la réquisition violente d'une parité de privilèges avec les classes néocapitalistes. D'après la rhétorique « autonome » :

> Quand l'ouvrier déconnecte le salaire de la productivité, il engendre des nouveaux besoins […], à savoir le besoin de profiter de toute la richesse sociale […] la domination qui s'oppose au désir est donc aujourd'hui pure force de conservation, désormais devenue absurde, car elle a épuisé sa fonction historique : le pouvoir est d'autant plus violent que sa force bestiale a perdu tout lien de légitimation avec le monde qu'il veut conserver. Voilà alors le premier terrain sur lequel dévoiler l'immense articulation des besoins prolétaires qui, afin de s'affirmer, se transforment en pouvoir, s'organisent sous forme de pouvoir contre le pouvoir, voire de violence contre la violence[355].

De ce fait, l'*illégalité de masse* peut se rendre visible et concrètement menaçante bien au-delà des « zones rouges » : l'endommagement des commutateurs téléphoniques prive les quartiers résidentiels d'un attribut fondamental de leur richesse ; les « courses prolétaires » et les « marchés rouges » compensent le manque de pouvoir d'achat des couches pauvres, tout en pulvérisant la plus-value de la chaîne commerciale ; les « expropriations juvéniles » brisent à la fois les concepts de propriété intellectuelle et la monétisation des loisirs. Cette capacité de transmettre la force subversive accumulée dans les périphéries populaires jusqu'au cœur de la ville[356] porte le « Mouvement » romain à parler de l'émersion d'une « contre-légalité du Soviet »[357], à savoir d'un contre-pouvoir territorial capable de « mener une guérilla

---

Karl Marx (trad. par Renato Solmi), *Frammento sulle macchine,* "Quaderni Rossi", n. 4, 1964. Pour une vision globale, voir : Matteo Pasquinelli, *Italian Operaismo and the Information Machine,* "Theory, Culture & Society", 2014, disponible sur : https://www.academia.edu/5945089/Italian_Operaismo_and_the_Information_Machine.

[355] *Il comunismo è giovane e nuovo, è la totalità della liberazione!,* suppl. à "Rosso", n. 15, mai 1975.

[356] Seulement entre octobre et décembre 1975, les sabotages des commutateurs coupent 14'000 connexions téléphoniques du centre-ville, ainsi qu'à isoler 4 ministères.

[357] *Roma: la nuova legalità del Soviet,* "Rosso", III, n. 8, 24, avril 1976.

contre le système du pouvoir sociale-démocrate et révisionniste »[358]. La relation entre la diffusion de ces répertoires et la relance de la confrontation armée avec les appareils policiers de l'État est bien remarquée par le sociologue Maurizio Fiasco :

> Parmi les pratiques de "réappropriation" […] les "expropriations prolétaires", à côté des autoréductions, revêtent une importance stratégique particulière. […] Braquer de façon organisée signifie transformer en militance révolutionnaire un acte potentiellement subversif, à savoir le geste d'un prolétaire qui – même de manière isolée à travers le vol – se réapproprie des biens nécessaires à satisfaire les besoins qui le système lui nie[359].

En particulier, les « expropriations juvéniles » deviennent rapidement organiques et complémentaires aux manifestations antisystèmes que le « Mouvement » continue à organiser dans le centre-ville : ces dernières, au tournant de 1976, en viennent à afficher une virulence croissante qui semble produite par l'importation dans la praxis militante des niveaux de radicalité atteinte dans les « zones rouges ». Le nombre de personnes armées dans les cortèges augmente considérablement[360], tout comme l'habitude d'accompagner la marche par des raids voués à frapper les symboles du néocapitalisme, les ennemis idéologiques et les forces de l'ordre, suivant un protocole luddiste emprunté à l'antifascisme militant[361]. D'autre part, l'agrandissement des pouvoirs répressifs de la police déterminée par l'entrée en vigueur de la « Loi Reale » favorise cette tendance « militariste » du « Mouvement ». Cette dialectique se retrouve dans la dynamique relative aux homicides similaires de Pietro Bruno (22 novembre 1975)[362] et de Mario Salvi (7 avril 1976) : un affrontement armé - opposant un petit commando qui s'est détaché du cortège principal et un peloton d'agents destiné à protéger la cible des extraparlementaires – qui tourne à l'assassinat[363]. Les deux victimes sont emblématiques de la composition de la mouvance extrémiste romaine au milieu des années 1970 – un étudiant spontanéiste (19 ans) qui s'est formé

[358] *Dall'area dell'autonomia operaia al movimento dell'autonomia operaia*, "Rosso", III, n. 10, 11 juin 1976.

[359] Maurizio Fiasco, *Roma: la violenza eversiva nel quinquennio 1978/1982*, cit., p. 118.

[360] Voir la déjà citée interview de Claudio Sabelli Fioretti à Erri De Luca. Voir aussi : Raimondo Catanzaro et Luigi Manconi (dir.), *Storie di lotta armata,* cit.*,* pp. 440-441.

[361] Voir par exemple : *Gravissimo episodio dopo l'attacco di un commando all'ambasciata di Spagna. Roma: la polizia spara ed uccide un passante*, "L'Unità", 15 mars 1976.

[362] Voir le chapitre 5 de ce travail.

[363] Voir *: L'inchiesta sui tragici incidenti dell'altra sera intorno al ministero di Grazia e Giustizia : indiziato l'agente che ha ucciso*, "L'Unità", 10 avril 1976.

politiquement dans un des établissements scolaires les plus bouillonnants de la ville, l'Institut Armellini (zone « San Paolo »), et un travailleur précaire de « Primavalle » (21 ans) membre de « AutOp » et spécialisé dans le sabotage des commutateurs téléphoniques[364] . Leur mort contribue à faire franchir le dernier seuil de la violence politique à Rome. En particulier, l'homicide de l'autonome – tué longtemps après la fin du raid par un policier hors service qui l'avait poursuivi pendant des centaines de mètres[365] - conduit le « Mouvement » à considérer que l'État a désormais activé ses protocoles d'urgence et que seule une réaction proportionnée à la répression autoritaire peut permettre de survivre, et d'avancer dans le projet révolutionnaire. Comme le décès de Ceruso avait ouvert la voie à la militarisation de l'activité ultragauchiste dans les périphéries populaires, comme les « événements de Monteverde » avaient transmis l'offensive antagoniste aux territoires de frontière, ainsi la martyrologie liée à Bruno et Salvi porte la lutte armée dans le centre-ville[366]. De ce fait, le processus de « brutalisation » des gestes subversifs, associé à l'*illégalité de masse* s'achève, grâce aussi aux pressions qui, dans ces mêmes jours, arrivent du *parti armé*[367] : à partir de ce moment, au nom d'une rage vindicative, le « Mouvement » glisse rapidement dans une dimension d'inquiétude préinsurrectionnelle qui aboutira à l'explosion de 1977.

---

[364] Voir : Liliana Madeo et Silvano Mazzocchi, *Il giovane fulminato vicino al Ministero della Giustizia,* "La Stampa", 10 avril 1976.

[365] Au lendemain de la confirmation de la condamnation de l'anarchiste Giovanni Marini (figure mythifiée par l'entière mouvance ultragauchiste italienne, voir : Soccorso Rosso, *Il caso Marini,* Verona, Bertani 1974) à 9 ans de prison pour l'homicide du néofasciste Carlo Falvella, le « Mouvement » organise une grande manifestation de protestation devant le Ministère de la Justice : un petit commando d'autonomes se détache et va attaquer à coups de cocktails Molotov l'entrée postérieure du Palais. Un policier – qui d'ailleurs avait déjà terminé travail – réagit en sortant de l'établissement pour partir à la recherche des extraparlementaires. Au bout d'une course essoufflée, l'agent reconnaît un des « autonomes » parmi un petit groupe qui se promène en rue degli Specchi (une ruelle de la ville historique) et lui tire dessus. Voir : *Dall'autopsia un'altra conferma che si è sparato per uccidere,* "L'Unità", 10 avril 1976.

[366] Voir : Pierluigi Zavaroni, *Caduti e memoria nella lotta politica*, cit., pp. 79-81.

[367] Le 21 avril les FCA réalisent l'attentat contre le Président de l'*Unione Petrolifera* Giovanni Theodoli; le 5 mai les NAP blessent le magistrat Paolino Dell'Anno; le 28 mai le député néofasciste Sandro Saccucci – ennemi juré du "Mouvement" romain en raison de son activité d'émeutier – organise, à l'aide de deux militants « noirs » et d'un agent des services secrets, une folle fusillade dans les rues de Sezze Romano (Latium méridional) en finissant par tuer un jeune militant du PCI et par blesser gravement un membre de « LC » (voir : *Il maresciallo del SID era al seguito del commando dei missini a Sezze,* L'Unità , 2 juin 1976) ; le 8 juin les BR réalisent leur premier homicide politique prémédité, en assassinant à Gênes le juge Francesco Coco et son escorte ; le 14 juin les UCC effectuent l'enlèvement du grossiste de viande Giuseppe Ambrosio ; le 10 juillet, l'ancienne division paramilitaire de « Ordine Nuovo » - qui depuis la dissolution du groupe a fusionné avec certains ressortissants de « Avanguardia Nazionale », en formant une cellule clandestine de lutte armée – réalise l'homicide du juge Vittorio Occorsio. Pour une reconstruction détaillée, voir le chapitre 7 de ce travail.

MOMENTS DU PROCESSUS DE MARTYROLOGIE

AU SEIN DE L'EXTRÊME GAUCHE ROMAINE.

Une affiche élaborée par « AutOp », qui témoigne de la stratification des martyrologies « rouges » au milieu des années 1970.

Source : collection personnelle

En haut, une photographie des funérailles de Mario Salvi ;

En bas, la première commémoration sur le lieu de l'homicide de Pietro Bruno.

Source : archives photographiques de « L'Unità »

Le lendemain de l'homicide de Salvi, un millier de jeunes extraparlementaires mettent à feu et à sang le cœur historique de Rome : le siège national de la DC, *s*itué place del Gesù (« Rione Pigna »), et le Ministère de la Justice (« Rione Regola ») sont

attaqués à coups de grenades et cocktails Molotov, tandis que les forces de l'ordre sont affrontées à l'aide des armes à feu[368].

Une image de la guérilla urbaine organisée par le « Mouvement » dans le centre-ville de Rome, le 8 avril 1976.

Source : « La Stampa », 9 avril 1976)

Le 4 juin, un groupe de « spontanéistes » qui manifeste place Venezia entre en collision avec un meeting néofasciste organisé place SS. Apostoli : les pistolets font désormais partie des répertoires de confrontation politique entre extrémismes opposés et à la fin des affrontements cinq militants « noirs », dont deux gravement, sont blessés par balle[369]. Le 18 juin à place delle Muse (quartier « Parioli »), la police se retrouve impliquée dans une fusillade avec d'anciens membres de « Avanguardia Operaia » qui n'avaient pas accepté l'intervention des forces de l'ordre dans une bagarre opposant militants ultragauchistes et néofascistes[370]. À cette flambée en centre-ville s'ajoute naturellement l'activité constante dans les « zones rouges » : le 17 juin, par exemple, une tentative de boycott aux dépens d'un supermarché de « Monte Sacro », menée par un regroupement d'autonomes tourne au jet de cocktails Molotov et de balles contre les forces de l'ordre[371].

[368] Voir : *Roma: si teme ancora la guerriglia urbana*, "La Stampa", 9 avril 1976.
[369] Voir : *Scontri a Piazza Venezia: feriti gravi due missini*, "La Stampa", 5 juin 1976.
[370] Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia*, cit., p. 539.
[371] Voir : *Incidenti tra estremisti e polizia davanti a un supermercato: 2 arresti*, "L'Unità", 19 juin 1976.

e) L'acmé de l'*illégalité de masse* à Rome : l'insurrection impossible du 12 mars 1977

En raison des évolutions survenues au milieu de la décennie, le « Mouvement » romain se présente au début de 1977 dans un état d'agitation profonde : aux yeux de ses militants, la combinaison entre la capacité offensive atteinte par les organisations extraparlementaires et la sensation que le système étatique vacille, détermine la possibilité d'un changement radical du statu quo. Au fond de l'imaginaire extrémiste, se développe la conviction qu'après une longue préparation, le jour de l'insurrection est proche et que les composantes inadaptées à affronter le combat militaire avec l'ennemi néocapitaliste sont destinées à disparaître, comme dans le cas des groupes issus de la première génération post-soixante-huitard[372]. Une perspective de rupture de l'ordre institutionnel – alimentée par l'affirmation généralisée de comportements violemment révoltés et par l'habitude croissante d'inscrire tout acte illégal dans une dimension d'antagonisme politique[373] - qui comporte une attitude extrêmement pragmatique à l'égard de la pratique criminelle, considérée contrairement à l'orthodoxie marxiste[374] comme une alliée potentielle le long du chemin révolutionnaire[375]. Déjà sur la revue « Nuova Resistenza », éditée par les BR débutantes, il était explicitement affirmé que :

> La révolution moderne n'est plus la révolution propre […] elle accumule maintenant ses éléments en pêchant en eaux troubles, elle avance par des voies détournées et elle trouve des alliés parmi tous ceux qui n'ont aucun pouvoir sur leur propre vie […]. Dans l'attente de la fête révolutionnaire pendant laquelle tous les expropriateurs seront expropriés, le geste criminel isolé, le vol, l'expropriation individuelle, le braquage d'un

[372] Du 31 octobre au 5 novembre 1976, « Lotta Continua » tient son deuxième et dernier Congrès national à Rimini *:* au bout d'un meeting extrêmement tendu et sans aucune déclaration officielle, le groupe spontanéiste cesse d'exister. Voir : Luigi Bobbio, *Storia di Lotta Continua,* cit.*,* pp. 177-181. À la fin d'octobre 1976, disparaît aussi le groupe post-trotskiste « Avanguardia Comunista ». D'ici peu, un processus de dissolution formelle touche la « Lega dei Comunisti », « Servire il Popolo » et « Avanguardia Operaia ». Voir : Davide degli Incerti (dir.), *La sinistra rivoluzionaria in Italia. Documenti e interventi delle tre principali organizzazioni: Avanguardia operaia, Lotta Continua, PDUP,* Roma, Savelli, 1976; Silverio Corvisieri, *I senza Mao: dove va la sinistra rivoluzionaria?,* cit.

[373] Dans ce sens, très intéressant et prévoyant se révèle un article critique paru sur « L'Unità » le dernier jour de 1976, voir : Guido Dell'Aquila, *Troppi giovani tra i protagonisti della violenza,* "L'Unità", 31 décembre 1976.

[374] Voir : Karl Marx, *Les luttes de classes en France,* Paris, Les éditions sociales, 1984 [1850]. pp. 34-35.

[375] Sur la dialectique entre affirmation de comportements criminels et développement de l'action subversive, voir : Domenico Guzzo, *Un borghese piccolo piccolo : retaggi patriarcali, crisi economica e violenza diffusa all'alba del 1977*, « Cinema e Storia », III, n. 1, 2014.

> supermarché ne représentent que la première manifestation de l'assaut à la richesse sociale[376].

L'autre facteur décisif est certainement l'apparition d'une nouvelle génération néofasciste qui, à différence de la précédente, défie le « Mouvement » sur le terrain de l'*illégalité de masse,* en intervenant violemment dans les luttes de quartier et en osant même attaquer les appareils policiers[377]. L'émergence de ces répertoires inédits, qui n'ont pas suspendu la traditionnelle bataille antimarxiste, finit par conforter l'image d'un État en crise qui aurait adopté une « stratégie désespérée du chaos »: dans ce sens, en donnant carte blanche aux franges plus radicales et hétérodoxes de la mouvance « noire », le système bourgeois chercherait à ternir la réputation « révolutionnaire » du « Mouvement », et détournerait ses énergies vers une guerre des gangs avec le néofascisme[378]. De plus, l'action provocatrice de l'extrême droite favoriserait le travail de répression opéré par les forces de l'ordre au nom de la « loi Reale ». En définitive, cette double menace ne ferait que confirmer la théorisation d'un gouvernement militarisé et autoritaire, auquel participent explicitement d'ailleurs *les* « révisionnistes bourgeois » du PCI qui viennent juste de prendre le relais de trente ans de domination démocrate-chrétienne à Rome[379].

Enfin, autour d'une militance qui a désormais intégré la lutte armée comme praxis antagoniste et qui a dépassé toutes les réticences morales – du rejet de l'autorité du parti communiste jusqu'à l'homicide politique, en passant par la délégitimation de la force publique – le cadre social semble se « brutaliser », tandis que les derniers canaux de communication politiques entre le monde institutionnel et l'aire extraparlementaire sont réduits à néant[380]. En ce sens, la déflagration du *Settantasette*[381] offre finalement au « Mouvement » romain un « peuple » à guider vers l'insurrection et la si convoitée

---

[376] *Bruciare le carceri è giusto,* "Nuova Resistenza", n. 2, mai 1971.

[377] L'activité dans les quartiers est menée par des nouvelles formations, composées par des jeunes, de moins en moins attirés par l'autoritarisme et le traditionalisme du MSI, qui interprètent avec des catégories national-populaires les revendications du prolétariat romain : les groupes majeurs sont « Lotta Studentesca » et le « Movimento Politico Lotta Popolare ». Voir le chapitre 2 de ce travail. S'agissant de la révolte contre les forces de l'ordre – une véritable hérésie aux yeux de la leadership du MSI – l'épisode le plus significatif se passe le 23 octobre 1976, quand un cortège de jeunes militants néofascistes se heurte à la police : pendant huit heures, les *«* noirs *»* mettent à feu et à sang le centre-ville, en détruisant vitrines et voitures, en attaquant le Palais du gouvernement national, en affrontant les forces de l'ordre à coups de pierres et cocktails Molotov. Voir : *Tra i fascisti e la polizia, ore di scontri a Roma,* "La Stampa", 24 octobre 1976.

[378] Voir : *Disordine fascista,* "Lotta Continua", 6-7 juin 1976.

[379] Voir : *Giunta rossa non avrai il mio scalpo,* "Rivolta di Classe", septembre 1977.

[380] Voir : *Lotta armata lotta di massa*, "Rosso", n. 4, 29 novembre 1975 ; *Compromesso storico: incrocio strutturale tra organizzazione dello stato e comando*, ivi, n. 10, 11 juin 1976.

[381] Voir le chapitre 5 de ce travail.

prise du « Palais d'Hiver » : déjà au tout début de la nouvelle mobilisation étudiante, en s'adressant au dirigeant du PCI Ugo Pecchioli[382], « AutOp » se veut prophétique :

> Misère et plomb contre les travailleurs ; lois spéciales, mise hors la loi, prison et exécutions sommaires contre les révolutionnaires : le régime en place est peut-être nouveau, le système autoritaire est à coup sûr le même. C'est bien évident, Sénateur Pecchioli, que nous ne nous limiterons pas à faire « prendre conscience » de cette réalité aux gens : notre bataille politique est en effet de masse et parmi les masses, en prenant racine dans leurs besoins. Toutes nos luttes sur les autoréductions, les logements, dans les hôpitaux, parmi les jeunes, les femmes, les étudiants, qui ont dûment satisfait les besoins politiques et humains des travailleurs, le prouvent […]. Plutôt, fais attention à toi, Sénateur, car tu risques de connaître le sort de Bilak et de Hindra, les membres prosoviétiques de la direction du parti communiste tchécoslovaque qui en 68 applaudissaient aux chars de combat et aux purges alors que le peuple était dans la rue et Dubcek et Svoboda en prison. L'histoire cette fois se répétera comme une tragédie ou comme une farce ?[383]

D'ailleurs, l'intervention de l'*autonomie ouvrière organisée* sur la nouvelle contestation juvénile est fortement facilitée par la localisation du quartier général du *Settantasette* – l'Université – dans la « zone rouge » par excellence, « San Lorenzo » : les instances de la subversion politique et de l'insubordination sociale se retrouvent ainsi dans ce secteur urbain et pendant quelques semaines fait office de camp d'entrainement pour lancer l'insurrection au cœur de la ville[384]. C'est justement la possibilité d'imposer une contre-légalité au sein de la citadelle néocapitaliste qui porte « AutOp » à parler d'une « phase expansive et offensive de la lutte prolétaire » en mesure de désarticuler « le système étatique de contrôle territorial sur la vie et la reproduction de la classe ouvrière […]. Il s'agit de contre-pouvoir […] d'une manière nouvelle de faire de la politique […]. C'est la garde rouge en chaussures de sport qui parcourt le territoire du patron et qui frappe l'ennemi en recomposant la classe »[385].

---

[382] L'origine de cette querelle entre Pecchioli et "AutOp" a été expliquée dans le chapitre 5 de ce travail.

[383] Comitati Autonomi Operai, *Lettera aperta al Sen. Pecchioli,* 3 février 1977, disponibile sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/settesette/volantini1-10.htm.

[384] Voir : Fabio Giovannini, *1977 : Scontro nella metropoli*, "Democrazia e diritto", n. 4-5, 1989, pp. 99-107.

[385] Autonomia Operaia, *Giù la testa, coglione!,* 18 février 1977, disponibile sur: http://www.nelvento.net/archivio/68/settesette/volantini11-20.htm.

La fusillade de place Indipendenza (2 février) et l'expulsion de Lama (17 février)[386] font office de détonateurs du soulèvement de masse : dans ces deux épisodes, accompagnés du reste par une myriade de gestes secondaires[387], le « Mouvement » croit, en effet, avoir obtenu des victoires partielles contre tous ses ennemis. Tout d'abord, au détriment des néofascistes de deuxième génération qui voient, impuissants, brûler leur principal siège opérationnel – la centrale FdG de rue Sommacampagna – sous le slogan « Sommacampagna est brûlée, notre vengeance vient de commencer » ; ensuite aux dépenses des forces de l'ordre qui, nonobstant leurs pouvoirs renforcés, essuient des lourdes pertes ; enfin contre la gauche légaliste qui est définitivement proscrite de l'horizon juvénile par un rude « tabassage ».

Comme l'a montré le cinquième chapitre, c'est justement le sentiment d'être en position de force à la suite de ces premières batailles urbaines qui permet au « Mouvement » d'entraîner le gros des jeunes contestataire*s* du *Settantasette* dans la tentative audacieuse d'attaquer Rome en sa totalité, malgré la perte du quartier général universitaire (18 février), moyennant la consigne : « Ils nous ont chassés de l'Université, maintenant nous prenons la ville entière ! »[388]. Les prodromes de ce qui peut être considéré comme l'apogée de l'*illégalité de masse* dans la capitale se réalisent le 5 mars 1977, lors de la manifestation organisée pour protester contre la condamnation de Fabrizio Panzieri[389]. En raison des émeutes de la veille devant le Palais de Justice[390], la préfecture de police décide d'interdire le cortège et envoie plusieurs brigades pour isoler le campus universitaire, le lieu fixé pour le rassemblement. Alors qu'un groupe d'autonomes se heurte aux forces de l'ordre, dix-mille militants ultragauchistes parviennent à briser le cordon policier et à rejoindre « Campo dei Fiori », où ils sont bloqués par des troupes blindées : pendant six heures une guérilla urbaine dévaste le centre-ville. Un agent et un fonctionnaire de police sont blessés par balle, plusieurs voitures – y compris celles des forces de l'ordre – sont incendiées, les bus du transport public sont vandalisés et utilisés comme barricades,

[386] Voir le chapitre 5 de ce travail.

[387] Parmi les plus éclatants, les « expropriations juvéniles » réalisées dans le « Rione Monti » (9 février), la guérilla urbaine (fusillade contre la police et assaut à la section locale de la DC) organisée pour empêcher une allocution de Giorgio Almirante dans la zone « Monte Mario » (11 février), la rude bagarre entre « autonomes » et membres du PCI. à « Centocelle » (19 février). Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia,* cit.*,* pp. 585-586.

[388] Voir : Dario Paccino, *Sceeemi. Il rifiuto di una generazione*, Roma, I libri del no, 1977, pp. 63-65.

[389] Neuf ans et six mois pour l'homicide de Mikis *Mantakas. Voir le chapitre 5 de ce travail.*

[390] *Voir : Cariche* e pestaggi per far passare un'infame sentenza, "Lotta Continua", 5 mars 1977.

tout le périmètre entre l'Université et le « Rione Trastevere » est ravagé par une série d'incendie, de tirs de gaz lacrymogènes et de barricades[391].

À la bataille ont participé aussi les franges plus modérées et libertaires de l'aire extraparlementaire romaine - telles que les ressortissants néo-léninistes et spontanéistes, ainsi que les créatifs[392] - nonobstant leur récent éloignement des instances radicales proposées par l'*autonomie ouvrière organisée*[393] : du coup, l'exercice de la violence politique à son plus haut niveau, se présente comme le seul moyen apte à garantir l'unité du « Mouvement » au-dessus des différends idéologiques et stratégiques. Comme le note aussi la revue ultragauchiste « Comunismo », étrangère à la réalité autonome romaine :

> pendant la journée du 5, le mouvement s'est recomposé de manière homogène autour d'une grande détermination combattante de masse, au sein de laquelle tout a été tellement spontané que tout s'est révélé parfaitement organisé, au cœur de laquelle les éléments de conscience, de milice, de détermination combattante, d'organisation globale n'ont produit aucun court-circuit forcé: au contraire, ces éléments ont été immédiatement reconnus et acceptés comme patrimoine précieux de tout le mouvement, comme garantie matérielle de la capacité à pratiquer la ligne et le programme, d'exercer la force, de déployer la ligne de masse révolutionnaire[394].

Conforté par ce sentiment dans son travail d'incitation, « AutOp » trouve dans le rassemblement du 12 mars les meilleures conditions pour exprimer son potentiel subversif, ainsi que sa capacité d'entraînement des foules juvéniles : l'émoi collectif

---

[391] Voir : *Per lunghe ore il centro è rimasto sconvolto dagli scontri scatenati da bande squadristiche*, "L'Unità", 6 mars 1977 ; Liliana Madeo, *Scontri: studenti e polizia feriti, bus in fiamme*, gas, "La Stampa", 6 mars 1977. Pour la version du "Mouvement", voir : I Raggirati del Movimenti, *Comunicato n. 1*, 6 mars 1977, disponibile sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/settesette/volantini21-30.htm. Voir aussi : Felice Froio (dir.), *Il dossier della nuova contestazione*, Milano, Mursia, 1977, pp. 76-77. S'agissant de la position du parti communiste romain, voir : *Spezzare la spirale di violenza: comunicato della federazione comunista*, "L'Unità", 6 mars 1977

[392] Voir : I Raggirati del Movimento, *Comunicato n. 2,* 6 mars 1977, disponibile sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/settesette/volantini21-30.htm; *Una prova di forza di stampo sudamericano: polizia e carabinieri assaltano l'Università per impedire il corteo per Panzieri. Cariche e centinaia di lacrimogeni non fermano gli studenti che riescono – dopo barricate, scontri e blocchi stradali – a rompere l'accerchiamento e a raggiungere il centro di Roma con un grande corteo,* "Lotta Continua", 6 mars 1977 ; *Agenda Rossa,* Roma, Savelli, 1977, p. 5 mars.

[393] On a vu auparavant que « AO » et « LC » s'éloignent du « Mouvement » en 1976, en participant aux élections politiques. En revanche, les « Indiani Metropolitani » avaient quitté l'assemblée générale de la contestation du *Settantasette* le 27 février 1977. Voir le chapitre 5 de ce travail.

[394] "Comunismo", II, n. 1, 12 mars 1977.

pour l'assassinat de Francesco Lorusso (Bologne, 11 mars)[395] et le désir enthousiaste de répliquer l'exploit du 5 mars incarnent, portent en effet, la tension à son climax. Au rendez-vous de 16 heures à place de la République - établi par le « Mouvement » romain au-dehors des confins universitaires afin de démontrer la portée transversale du cortège [396] - se présentent plusieurs délégations extérieures, notamment des militants de Bologne désireux de venger la mort de Lorusso : finalement presque cent mille personnes, dont une partie remarquable est armée, se sont concentrées à l'entrée de la rue Nazionale, l'avenue qui relie la zone de la gare Centrale à la ville historique. Les forces de l'ordre ont reçu l'ordre d'empêcher aux contestataires l'accès aux zones centrales où se situent les palais du gouvernement : quelques milliers de policiers antiémeutes épaulés par les bataillons spéciaux des carabiniers bloquent le passage par cette avenue et obligent le « Mouvement » à renoncer à l'invasion directe du cœur de Rome. En vérité, les forces de l'ordre ont formé un énorme cordon destiné à canaliser, en côtoyant le Tibre, la foule vers place del Popolo (« Rione Campo Marzio ») dont la conformation concave devrait favoriser la neutralisation de l'onde de choc du cortège. Cependant, l'extension du parcours – plus de cinq kilomètres – et la taille inattendue du rassemblement, finissent par limiter fortement les possibilités de surveillance et de contrôle : après deux heures de marche, la tête de la manifestation détecte le siège national de la DC (place del Gesù, « Rione Pigna ») et un commando d'autonomes l'attaque à coups de cocktails Molotov La police réagit par des tirs de gaz lacrymogènes, tandis que les carabiniers opèrent une charge derrière les premiers rangs, à la hauteur de place Venezia : le morceau du cortège qui reste isolé commence à tirer, en déclenchant des fusillades avec les agents. Les affrontements se transmettent subitement à la queue du rassemblement et en l'espace d'une demi-heure une multitude de groupuscules se mettent à ravager tout le territoire urbain allant du « Rione Monti » au quartier « Flaminio », en passant par le « Lungotevere ». Le Grand Hotel Palatino, les agences de la SIP, le bar Rosati (point de rencontre pour les néofascistes du nord de la ville), le siège italien de la Gulf, une concessionnaire FIAT, une de la Ford et une de l'Alfa Romeo, le « Banco di Roma », l'ambassade du Chili auprès du Vatican, la rédaction du quotidien démocrate-chrétien « Il Popolo », sont gravement dévastés par une grêle de cocktails Molotov et de pierres ; quelques bus et des dizaines de voitures

[395] Voir le chapitre 5 de ce travail.

[396] Voir : Comitati Comunisti, *Organizziamo per il 12 marzo una grande manifestazione proletaria nazionale!,* 11 mars 1977, disponibile sur: http://www.nelvento.net/archivio/68/settesette/volantini21-30.htm.

sont détruites (dont une de la RAI) et autant de magasins sont pillés ; le butin de deux armureries contribue à alimenter l'offensive paramilitaire du « Mouvement » : plusieurs véhicules des forces de l'ordre sont saisis et brûlés, le Commissariat du « Rione Borgo » et la caserne des carabiniers de place del Popolo sont attaqués et lourdement endommagées ; le garage de la police municipale est incendié. Pendant cinq heures, barricades, raids, embuscades et fusillades s'alternent, en provoquant finalement quinze blessés par balle : 7 policiers, 3 carabiniers, 2 extrémistes et 3 passants. Dispersée en petits pelotons et fatiguée par la longue bataille, la manifestation ultragauchiste commence toutefois à perdre d'intensité autour de 22 heures, en permettant à la force publique de reprendre progressivement le contrôle du centre-ville : les multiples matraquages et une trentaine d'arrestations témoignent d'une répression rapide et brutale[397]. La portée réelle de cette journée devient évidente seulement le lendemain, lorsque les chroniques journalistiques informent des autres guérillas urbaines qui ont simultanément secoué le pays, de Bologne (où furent utilisés les chars de combat) à Turin (où un agent est tué pendant les affrontements), en passant par Milan[398] : même le communiqué officiel du Ministère de l'Intérieur dépeint une situation grave et explosive.

> Pendant plusieurs heures, un exercice de guérilla prémédité et criminel a été déployé, en recourant aux armes à feu, à Rome. […] Ces aspirants Tupamaros doivent se convaincre qu'il n'y a aucun espace pour leur folie et que la conscience démocratique et civile de notre pays combattra vigoureusement toute tentative subversive[399].

Comme le remarque le journaliste Paolo Mieli sur « L'Espresso », les jours suivants au sein d'une partie considérable de l'opinion publique, se consolide l'idée qu'à partir de la capitale « la prairie a pris feu »[400] et que l'Italie est sur le point de glisser dans une spirale à la sud-américaine[401].

---

[397] Voir : *Sparatorie e scontri fino a tarda sera,* "L'Unità", 13 mars 1977 ; Fabrizio Carbone et Liliana Madeo, *Guerriglia a Roma,* "La Stampa", 13 mars 1977. Pour une version militante, voir : *Oltre 100.000 compagne e compagni da tutta Italia in piazza a Roma in un enorme corteo. Un governo assassino cerca di nuovo la guerra,* "Lotta Continua", 13-14 mars 1977 ; Dario Paccino, *Sceemi,* cit., pp. 107-113.

[398] Voir : *Guerriglia a Roma e Bologna. Assassinato un agente a Torino*, "La Stampa", 13 mars 1977.

[399] Communiqué de presse du Ministre de l'Intérieur Francesco Cossiga envoyé à l'agence de presse ANSA le 12 mars 1977, voir : *Respingeremo i piani eversivi : lo afferma Cossiga,* "La Stampa", 13 mars 1977.

[400] Voir : Paolo Mieli, *Quelli della P38,* "L'Espresso", 20 mars 1977.

[401] Voir : *Questa violenza non ha uno sbocco democratico*, "La Stampa", 13 mars 1977.

LA GUÉRILLA URBAINE DU 12 MARS 1977 À ROME

Le rassemblement à place de la République et l'image d'un des premiers raids opérés par les "autonomes".

Les incendies, les barricades, les dévastations dans les rues du centre-ville.

Les affrontements armés avec les forces de l'ordre.

Source : Archives photographiques de « L'Unità » et de « La Stampa »

f) Un nouveau 1905 ? La crise organisationnelle du « Mouvement » suite à l'échec insurrectionnel

En dépit de l'angoisse insufflée dans le corps social et de l'inquiétude provoquée au sein des institutions, la manifestation du 12 mars n'est pas suivie d'une nouvelle escalade subversive : au contraire, la « marche des cent mille » se révèle enfin comme le début de la fin de l'*illégalité de masse* à Rome. En effet, à l'exception de « AutOp » qui s'enthousiasme en parlant de « jours qui valent autant que des années »[402], le reste des composantes extraparlementaires pensent d'avoir subi une défaite, estimant qu'un rassemblement antagoniste si nombreux et aguerri aurait dû atteindre bien d'autres résultats. Pour l'aile droite – qui se rassemble autour des cadres dirigeants du *Settantasette,* des milieux féministes et de « Democrazia Proletaria » – l'issue luddiste et outrancière du cortège représente une dérive sectaire et néfaste pour la mouvance révolutionnaire[403] :

[402] Comitati Autonomi Operai di Via dei Volsci, *Giorni che valgono anni,* 13 mars 1977, disponibile sur : http://www.infoaut.org/index.php/blog/storia-di-classe/item/706-12-marzo-1977-a-roma-centomila-persone-scendono-in-piazza.

[403] Voir : Comitato di Lettere, *Mozione,* 15 mars 1977 ; Collettivo Femminista di Lettere e Filosofia, *Care Compagne,* 15 mars 1977, disponibles sur: http://www.nelvento.net/archivio/68/settesette/volantini31-40.htm; M.C., *Fascismo di Stato,* "Lotta Continua", VI, n. 57, 15 mars 1977

> S'agissant des épisodes de samedi 12, nous croyons que […] quelques forces politiques […] ont instrumentalisé la manifestation selon une ligne […] qui considère mûr le temps pour attaquer le cœur de l'État en répondant du tac au tac – et sur le même terrain – à la violence des institutions. […] Ces groupes […] grâce à la force de leurs structures organisationnelles ont poussé tout le mouvement à un affrontement suicide et perdant […]. L'Autonomie a fait l'erreur […] d'accepter le terrain de Cossiga – à savoir l'affrontement armé – qui lui est plus favorable dans ce moment historique […]. Finalement, le résultat a été clair à tous : samedi il pouvait s'avérer une grande victoire pour le « Mouvement », mais au contraire c'est le gouvernement et l'État qui a gagné. Le « Mouvement », la classe ouvrière, la gauche entière en sont sortis affaiblis plutôt que renforcés[404].

En revanche, aux yeux des franges militaristes et créatives, la limite de la manifestation est l'incapacité d'utiliser l'énorme potentiel fourni par « cent mille camarades descendus dans la rue avec une acceptation de niveaux de violence très élevés » : en lieu de concentrer d'un seul geste offensif l'impact d'une telle masse armée, le cortège s'est réduit à une myriade d'avant-gardes autoréférentielles et impuissante*s*. La tête pensante du « Mouvement », « AutOp », s'est montrée en définitive « à court d'intelligence militaire », car le centre-ville était facile à saisir par une telle masse militante, à travers un mécanisme « d'attaque, libération et défense » du territoire urbain où se situent les palais du pouvoir étatique[405].

Brutalement du coup, en l'espace de quelques jours, le gros des interprétations ultragauchistes sur les événements du 12 mars 1977 passe donc du mythe à l'échec proto-insurrectionnel : le mythe de « 1905 » - modèle d'un soulèvement populaire qui n'aboutit pas à la victoire faute du manque de stratégie unitaire[406] – deviendra la clef de lecture des événements :

> ce jour-là, la finalité commune était celle de violer la zone interdite, voire d'aller vers les palais de la politique. La ville, comme si elle s'était réellement préparée à cet événement, semblait accepter en silence cette

[404] Alcuni compagni di Lettere (L'Altra Roma), *Per l'Autonomia,* 15 mars 1977, disponible sur: http://www.nelvento.net/archivio/68/settesette/volantini31-40.htm.

[405] *Appunti militari,* "Finalmente il cielo è caduto sulla Terra", 19 mars 1977.

[406] La réflexion sur l'expérience russe au sein de l'extrême gauche italienne était alimentée aussi par le succès de l'étude de Gianfranco Dellacasa, *La controrivoluzione sconosciuta. Problemi della rivoluzione russa, dell'Urss e del movimento internazionale dal 1905 a Kruscev*, Milano, Jaca Book, sorti en janvier 1977.

> heure de la vérité. […] Nous étions ici et eux de l'autre côté de la place, tout comme dans les batailles anciennes, quand l'ennemi est encore visible. […] Combien d'entre nous avaient rêvé de ce moment, combien s'étaient battus pour y arriver, combien l'avaient redouté […] tous dans l'attente d'une petite décision, d'un signal de charge… qui n'arriva jamais. Tout simplement, personne ne décida. […] Nous tournions alors […] dans la direction où la police nous permettait d'aller et de ce fait ce cortège se transforma dans un autre cortège et cette histoire dans une autre histoire[407].

Avec la conviction croissante d'avoir perdu une occasion unique, l'hégémonie de « AutOp » sur l'extrême gauche romaine commence alors à faiblir : de ce fait, une tension centrifuge investit le « Mouvement », en poussant davantage les composantes modérées vers la dynamique parlementaire[408] et celles radicales dans les bras du *parti armé*[409]. Ce processus de désarticulation s'accélère à l'arrivée du printemps, quand la contestation du *Settantasette* voit s'épuiser ses ressources sous les coups de la farouche répression policière et de la loi n. 285[410] : du coup, incapable d'étendre son contrôle territorial des « zones rouges » au centre de la ville et perdant progressivement ses partisans, la pratique de l'*illégalité de masse* entame un inexorable parcours de déclin. De ce fait, à partir des homicides de l'agent Passamonti (21 avril 1977)[411] et de l'étudiante Giorgiana Masi (12 mai 1977)[412], l'exercice de la violence cesse d'être

---

[407] Davide Germani, *12 marzo,* in Sergio Bianchi et Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli autonomi,* cit*.,* pp. 375-377.

[408] Le 26 mars 1977, la coalition électorale Democrazia Proletaria se transforme officiellement en parti. Voir aussi : Comitato di Lettere, *Perchè 50.000 compagni ritornino nel movimento - Bilancio complessivo e collettivo di tre mesi di lotte,* 3-10 mai 1977, disponible sur : http://www.nelvento.net/archivio/68/autonomia/lettere.htm.

[409] En avril 1977, la constitution de la "colonna romana" des BR s'achève avec l'arrivée dans la capitale de Prospero Gallinari, cofondateur et haut dirigeant du groupe : les franges militaristes du « Mouvement » - qui suite à la fin de la contestation du *Settantasette* ont déjà constitué un réseau clandestin de lutte armée (MPRO) – vont massivement intégrer cette formation au tournant de 1978.

[410] Mesures contre le chômage juvénile par la création d'emplois fictifs dans la fonction publique et dans le secteur sous-étatique. Voir le chapitre 5 de ce travail.

[411] Voir le chapitre 5 de ce travail.

[412] Suite aux violences du 12 mars et à la mort de l'agent Passamonti, le ministre Cossiga avait interdit toute manifestation à Rome : le parti radical décide d'ignorer cette interdiction et organise pour le 12 mai un sit-in à Place Navona pour fêter le troisième anniversaire de la victoire dans le referendum sur le droit de divorce. À la démonstration participe aussi le « Mouvement » avec l'intention manifeste de défier le décret ministériel. Les leaders radicaux négocient avec les forces de l'ordre la possibilité d'évacuer en transitant par le « Rione Trastevere », mais quand le cortège arrive à la hauteur du pont Garibaldi sur le Tibre des coups d'armes à feu et des gaz lacrymogènes font dégénérer la situation : au bout d'une brutale fusillade alimentée notamment par des agents infiltrés, une jeune étudiante radicale (Giorgiana Masi) est tuée, tandis que huit autres manifestants et un carabinier sont blessés. Voir : Carlo Rivolta, *Ancora guerra a Roma,* "la Repubblica", 13 mai 1977. Pour une reconstruction détaillée de la journée, voir : Partito Radicale, *Libro bianco sui fatti del 12 maggio,* disponible sur : http://old.radicali.it/search_view.php?id=46621&lang=&cms=. Pour la réaction du « Mouvement » à

perçu comme un moteur du mouvement pour être considéré comme stratégie défensive, sinon d'arrière-garde : d'après l'explication donnée par Franco Piperno quelque temps après, portant sur cette involution qui a suivi l'apogée de « terrible beauté » atteint le 12 mars,

> le mouvement se heurte à des obstacles qu'il n'arrive pas à dépasser […] et, vainement rassasié de son "bon droit" il ne trouve pas les moyens pour y arriver *;* par conséquent, sa tension antagoniste s'épuise dans une stérile "coaction à tourner en rond" qui n'est que le prologue de son impuissance et de sa passivité[413].

Plus précisément, confronté aux nouvelles techniques de provocation et contre-insurrection des forces de l'ordre[414], ainsi qu'à l'affirmation péremptoire des groupes clandestins[415], l'exposition de l'*illégalité de masse* dans le centre-ville se dégrade en une démonstration frustrée de vandalisme armé. D'ailleurs, suite à l'échec du « Meeting de Bologne » (22-24 septembre) [416] la mobilisation composite et contradictoire du *Settantasette* est définitivement conclue, en provoquant un vide de participation qui laisse de plus en plus seule « AutOp » dans la proposition d'une ligne antagoniste équidistante entre l'*opposition irresponsable* à caractère parlementaire et la clandestinité paramilitaire du *parti armé*.

---

cette homicide, voir : Coordinamento di Contrinformazione *Non permetteremo che Cossiga figlio di agrari, continui ad ammazzare i figli del proletariato,* 14 mai 1977, in in « Fondo Memorie di Carta », Raoul Mordenti, d. 16, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

[413] Franco Piperno, *Dal terrorismo alla guerriglia,* "Pre-Print", n. 1-4, décembre 1978, p. 21.

[414] Ce répertoire policier impressionne aussi l'opinion publique et l'intelligentsia française : célèbre à ce propos est l'appel contre la répression politique en Italie signé, parmi les autres, par Sartre, Foucault, Deleuze et Guattari, voir : *Questa è la repressione del compromesso storico,* "Lotta Continua", 5 juillet 1977. Pour ce qui est du comportement des intellectuels italiens, voir : Frédéric Attal, *Les intellectuels italiens et le terrorisme,* 1977-1978, in Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb,* cit., pp. 116-119.

[415] En citant seulement les épisodes majeurs réalisés pendant le printemps : le 29 mars 1977 les UCC opèrent la jambisation du directeur général du « Poligrafico dello Stato », Vittorio Morgera (voir le chapitre 4 de ce travail) ; le 3 et le 21 juin, les BR réalisent la même typologie d'action au détriment d'Emilio Rossi, directeur du TG1 (le principal téléjournal italien) et de Remo Cacciafesta, doyen de la faculté d'économie et commerce de l'université de Rome. Voir le chapitre 7 de ce travail.

[416] Congrès organisé à Bologne – ville « rouge » et universitaire par excellence– pour tenter de retrouver une entente stratégique entre les multiples âmes de la contestation du *Settantasette* et les courants majeurs de l'*autonomie ouvrière organisée* : le meeting ne parvient pas à son but, en raison notamment de l'excessive polarisation atteinte entre les milieux libertaires et les franges militaristes. Voir : Gad Lerner, Luigi Manconi, Marino Sinibaldi, *Le altre stagioni del movimento di primavera,* "Ombre rosse", n. 22-23, décembre 1977.

Images qui témoignent de la présence d'agents infiltrés et provocateurs dans la manifestation du 12 mai 1977 : ces photographies seront utilisées massivement par la presse militante pour construire des campagnes accusatoires contre la présumée nature autoritaire et terroriste de l'État républicain italien.

Source : Archives photographiques de « L'Unità » et de « Lotta Continua »

III. *Le déclin de l'illégalité de masse et le désastre des « années de plomb » (1978-1982)*

Dans ce contexte, le crépuscule du « Mouvement » survient pendant l'automne 1977, juste avant que la campagne terroriste de l'hiver 1978[417] ne change radicalement la donne de la situation romaine : la consomption des énergies résiduelles se cristallise sur les deux fronts encore chauds de conflictualité urbaine, à savoir l'antifascisme militant et la confrontation militaire avec les appareils policiers.

Entre le 29 et le 30 septembre 1977, autour du bastion « noir » de la Balduina (quartier « Trionfale »), deux militants ultragauchistes sont agressés à coups de pistolets : d'abord, une fille de 19 ans, Elena Pacinelli, est gravement blessée, tandis que Walter Rossi de 20 ans est tué le lendemain. Il s'agit du baptême de feu d'une particulière frange de la nouvelle génération néofasciste romaine – opérant selon le répertoire inédit du « spontanéisme armé » [418] - connue comme la « Bande Alibrandi »[419]. Ce groupuscule, dont émergeront les « NAR », se compose de rejetons bourgeois qui se sont formés idéologiquement sur la frontière urbaine de « Monteverde » - entre la section MSI locale et le lycée « Kennedy » – avant de se déplacer dans la section FUAN de rue Siena (quartier « Nomentano »), sur laquelle le MSI a perdu tout contrôle : ces jeunes, profondément fascinés par les actions brigadistes, ambitionnent de mettre en place un *parti armé* de droite, mais à vocation nihiliste-hédoniste[420]. Face à cette menace néofasciste renouvelée, le « Mouvement » trouve la force de réagir de façon compacte nonobstant ses divisions croissantes : désir de vengeance propre à la martyrologie extraparlementaire, poursuite d'une tradition de représailles issue des campagnes antifascistes de 1974-1975 sont renforcés par l'indignation populaire qui stigmatise la violence « noire [421]. Pendant quatre jours, des cortèges spontanés attaquent et détruisent les « forteresses noires », en déclenchant aussi des accrochages armés avec les forces de l'ordre quand ces dernières tentaient de bloquer les assauts. La section MSI de rue Ottaviano, ainsi qu'un bar à côté

[417] Le 7 janvier 1978 un commando de l'obscure – et probablement fictive – formation dénommée « Nuclei armati per il contropotere territoriale » organise un raid contre la section MSI de rue Acca Larentia, située sur une des frontières urbaines qui divisent les zones d'influences entre « noirs » et « rouges » à Rome : une rafale tue deux militants néofascistes et en blesse gravement un troisième. Le 16 mars, les BR enlèvent en plein jour le Président de la DC – et Président de la République *en pectore* – Aldo Moro, après avoir assassiné les 5 agents de son escorte. Voir le chapitre 7 de ce travail.

[418] Voir le chapitre 2 de ce travail.

[419] Ce nom dérive du leader du groupe, Alessandro Alibrandi.

[420] Pour une idée, voir : Giovanni Bianconi, *A mano armata. Vita violenta di Giusva Fioravanti, terrorista neofascista quasi per caso*, cit.

[421] Voir : Pierluigi Zavaroni, *Caduti e memoria nella lotta politica*, cit., pp. 96-97.

habituellement fréquenté par les néofascistes, sont gravement endommagés le 30 septembre ; le 1er octobre le « Mouvement » organise l'assaut à coups de cocktails Molotov contre les sections FUAN et MSI de rue Livorno, Assarotti et Medaglie d'Oro, en finissant par provoquer une guérilla urbaine avec la police à place Bologna ; le 3 octobre, à la fin des funérailles de Walter Rossi, une marée humaine de quinze mille militants se divise en deux tronçons : le premier arrive à brûler la section MSI de « Colle Oppio » (« Rione Monti ») après avoir brisé à l'aide d'une fusillade le cordon de police ; le deuxième se dirige vers le siège de place Tuscolo et la fait exploser à la dynamite, tandis que le bar Valentini, contigu, est incendié[422].

DEUX MOMENTS SIGNIFICATIFS DES ÉVÉNEMENTS LIÉS À L'HOMICIDE DE WALTER ROSSI.

En bas, une image des funérailles qui montre l'émoi à caractère martyrologique accompagnant le cercueil.

En haut, l'attaque à coups de cocktails Molotov contre une section néofasciste.

Source : archives photographiques de « la Repubblica »

[422] Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia*, cit., pp. 631-632. Voir aussi : *Gravi incidenti a Roma: un agente colpito nell'assalto di gruppi ultra a sedi missine*, "Corriere della Sera", 4 octobre 1977.

Sur la vague d'enthousiasme déterminée par cette unité apparemment retrouvée, « AutOp » tente de relancer aussi la lutte contre l'État : la nouvelle de la mort en prison des leaders de la RAF (18 octobre) semble offrir la juste occasion pour remettre le feu aux poudres. Suite à des affrontements avec les forces de l'ordre qui avaient empêché une manifestation ultragauchiste d'atteindre l'ambassade allemande située à place Fiume (quartier « Salario »), la préfecture avait pour l'énième fois, interdit toute manifestation politique à Rome[423] : à leur tour, les « autonomes » réagissent en organisant une longue journée de guérilla urbaine, introduite par une campagne incendiaire contre les représentations commerciales et politiques liées à l'Allemagne[424]. En vérité, le gros du « Mouvement », réuni à l'Université, est contraire à l'option violente[425], mais une fois lancés les premiers cocktails Molotov une masse transversale de militants se range aux côtés de « AutOp » pour mener l'assaut au centre-ville. Bloquée toutefois par la police juste devant « La Sapienza », l'offensive extraparlementaire se concentre entre le quartier « Tiburtino » et le « Rione Castro Pretorio » : tout ce périmètre est rempli de barricades - composées de véhicules brûlés et défendues par les armes à feu – tandis que le commissariat de « San Lorenzo » est pratiquement détruit par la fureur des contestataires. Finalement, 20 militants sont arrêtés et neuf personnes sont blessées[426]. Une situation similaire se produit le 12 novembre, quand nonobstant l'interdiction ministérielle, le « Mouvement » décrète une manifestation pour protester contre la fermeture du siège de « AutOp » en rue dei Volsci (7 novembre) et la dénonciation de ses cadres pour « association subversive » : cette fois, les extrémistes parviennent à envahir le cœur urbain, en obligeant les forces de l'ordre à combattre entre place Navona et « Campo de' Fiori ». En effet, les militants extraparlementaires semblent avoir tiré la leçon, en décidant de sortir de l'Université en petits groupes plutôt qu'en cortège, arrivant de ce fait à contourner le cordon policier : d'ailleurs, ces pelotons peuvent compter sur le soutien de Radio *Città Futura* et de Radio *Onda Rossa* – radios libres liées respectivement aux milieux néo-léniniste et « autonome » – pour coordonner en temps réel leurs attaques. Suite à quatre heures de dévastation, le bilan présente vingt arrestations, quinze blessés et la

[423] Voir : *Obiettivo degli autonomi è l'ambasciata tedesca*, "La Stampa", 20 octobre 1977.

[424] Voir : Liliana Madeo, *Una catena di attentati a Roma a concessionari di ditte tedesche*, "La Stamp", 21 octobre 1977.

[425] La une du quotidien *Lotta Continua* dénonce comme provocateur, insensé, minoritaire et nocif le coup de main de « AutOp », voir : *Roma: il governo vieta la manifestazione. Mentre migliaia di compagni erano riuniti in assemblea, un'iniziativa provocatoria di pochi apre la strada alla rappresaglia poliziesca. Molti compagni feriti e arrestati,* "Lotta Continua", 21 octobre 1977.

[426] Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia*, cit., p. 636.

confiscation des deux radios[427]. Il s'agit toutefois d'une flambée épisodique et désespérée : en l'espace de quarante jours les ultimes ressources nerveuses sont épuisées et la mouvance ultragauchiste romaine explose sous la pression d'une nouvelle mutation structurelle du cadre sociopolitique. En effet, la totalité des facteurs qui avaient présidé au développement de l'*illégalité de masse* à Rome pendant les années 1970, sont entrés en crise ou sont même disparus. Le « Mouvement » post-soixante-huitard avait grandi en s'appuyant sur les fronts traditionnels de conflictualité urbaine, qui toutefois cessent leur activité à la fin de la décennie : l'intensité de la « lutte pour le logement » a drastiquement chuté depuis 1974[428] ; les batailles étudiantes et la rébellion juvénile ont été annihilées par le « trou noir » de terrorisme, drogue et démobilisation propres à l'après-*Settantasette*[429] *;* les revendications ouvrières se retrouvent bridées par la stagflation, la précarisation du travail et la politique des sacrifices invoquée par le PCI[430] ; l'antifascisme militant, enfin, a été déplacé par la transformation de l'extrémisme « noir » qui juste au tournant de 1978 s'est mis à imiter le *parti armé*, tout en coupant les rapports avec le MSI[431]. De plus, après dix ans de confrontation avec l'*illégalité de masse,* la capacité répressive des appareils de sécurités de l'État est arrivée à des niveaux d'efficacité très élevés grâce aussi aux pouvoirs extraordinaires décrétés par les lois spéciales[432]. Enfin, la perte de contact définitive avec la base sociale du PCI suite à « l'expulsion de Lama », a fini par priver le « Mouvement » d'un soutien informel, mais décisif pour le déploiement de son action publique[433]. Face aux brigades infiltrées et aux blitz judiciaires, à la résorption inexorable de l'agitation étudiante et ouvrière, à la raréfaction des luttes de quartier, à l'activation du « compromesso storico » au niveau national et du

[427] Voir : *Un'altra giornata violenta sconvolge il centro di Roma*, "La Stampa", 13 novembre 1977. Pour la version ultragauchiste, voir : *Roma - Stato d'assedio, cariche, perquisizioni, sparatorie. Peggio che a maggio*, "Lotta Continua", 13-14 novembre 1977.

[428] Voir le chapitre 3 de ce travail.

[429] Voir le chapitre 5 de ce travail.

[430] Voir le chapitre 4 de ce travail.

[431] Voir le chapitre 2 de ce travail.

[432] Le 8 août 1977, la « Loi Reale » est de nouveau durcie (loi n. 533). De plus, à partir de 1978, les leaders de l'*autonomie ouvrière organisée* seront soumis à des mesures de « confinement en droit » (une pratique propre au code pénal fasciste, récupérée au nom de l'état d'urgence) au dehors de Rome : en particulier, la figure la plus détestée par le PCI – Daniele Pifano, leader du Collettivo POLICLINICO – est transférée de force dans la petite île sicilienne de Ustica. Voir : *Sì o no al confino,* "Paese Sera", 24 janvier 1978 ; *Pecchioli agli Interni, Libertini alle PP.SS., Terracini in castigo, Pifano ad Ustica,* "Lotta Continua", 28 janvier 1978.

[433] À la fin de 1977, la fédération romaine du PCI fait sortir un dossier sur les responsables de la violence politique à Rome : pour la première fois, les « autonomes » sont associés aux incontournables émeutiers néofascistes. Voir : Partito Comunista Italiano – Federazione di Roma, *Dossier sulla violenza eversiva a Roma,* Roma, s.e., 1977. Le choc de cette décision est tellement grand que dans le langage ultragauchiste ce document est étiqueté comme le « dossier de l'infamie ».

gouvernement communiste dans la capitale, à l'apparition d'une nouvelle génération néofasciste qui n'offre plus de possibilités de représailles en raison de sa clandestinité, la tension centrifuge - engendrée par les événements du 12 mars - atteint le point de rupture. Le 2 décembre 1977, à l'occasion d'une grande manifestation organisée par la Fédération unitaire des travailleurs métallurgistes (FLM)[434], le « Mouvement » perd définitivement son aile droite, qui en choisissant de participer pacifiquement au cortège syndical détermine une fracture irrémédiable avec l'*autonomie ouvrière organisée*[435]. En même temps, le contre-défilé violent conçu par les « autonomes » est empêché par l'intervention massive de la police (vingt-cinq mille agents) et des services d'ordre syndicaux qui forcent les extrémistes à rester coincés dans les bâtiments universitaires[436]. De retour de la marche, les militants dissidents se réunissent en assemblée à l'intérieur du Département de Lettres, tandis que le « Mouvement » était rassemblé auprès du Département de Droit : après un crescendo d'insultes et de provocations, les deux franges finissent par consommer leur divorce avec une rude bagarre[437]. Le le chant du cygne du « Mouvement » - en tant que fédération d'instances subversives réunies par la pratique de l'*illégalité de masse* – survient le 12 décembre, pendant le huitième anniversaire du « massacre d'État ». La préfecture a interdit toute manifestation, mais les « autonomes » et les « modérés » descendent pour la dernière fois ensemble dans la rue[438]. Il s'agit toutefois d'une unité purement formelle, dictée notamment par l'importance de l'anniversaire : en vérité, les deux tronçons agissent de façon indépendante et diversifiée, les « modérés » en utilisant des répertoires symbolico-démonstratifs et les « autonomes » par une violence armée[439]. Désormais persuadé qu'il faut privilégier la technique polycentrique des commandos au lieu du cortège de masse, le « Mouvement » étend son ultime bataille sur l'entièreté du périmètre métropolitain, en impliquant aussi bien le centre-ville que les périphéries. Entre place Navona et « Campo de' Fiori » des barricades – défendues comme d'habitude à coups de pistolets - sont érigées avec des voitures brûlées et des bus aux roues perforées. Dans la couronne péricentrale, les extrémistes se livrent à la

[434] Cette fédération réunissait les sections liées à l'industrie métallurgiste des trois syndicats majeurs : CGIL, CISL et UIL. La décision d'organiser cette manifestation avait été prise nonobstant l'avis contraire des leaders syndicaux et du PCI, qui en ce moment soutenait de l'extérieur le gouvernement (présidé par le conservateur démocrate-chrétien Giulio Andreotti).

[435] Voir : *200'000 operi, giovani, donne a Roma: è stata la più grossa provocazione contro l'accordo a sei*, "Lotta Continua", 3 décembre 1977.

[436] Voir : *Roma, 200 mila senza incidenti è una vittoria per il sindacato*, "La Stampa", 3 décembre 1977.

[437] Voir : *Tensione e tafferuglio tra gli autonomi isolati*, "L'Unità", 3 décembre 1977.

[438] Voir : *Manyferbot a Roma,* "Lotta Continua", 13 décembre 1977.

[439] Voir : *Le manifestazioni di Roma e Milano,* "Lotta Continua", 11-12 décembre 1977.

dévastation de véhicules, de bars, de bureaux et de magasins, ainsi qu'au sabotage des feux afin de bloquer la circulation routière : les deux épisodes les plus graves se passent au quartier « Nomentano », où l'incendie d'un café chic blesse cinq clients, et au quartier « Appio-Latino », au cœur duquel la section MSI de frontière « Acca Larentia », est détruite. Dans les « zones rouges », ce sont les sièges de la DC (« Appio Claudio », « Tufello », « Tuscolano ») et la grande usine ELECTROLUX (rue Appia Nuova) qui sont attaqués : ces établissements sont lourdement endommagés et les gardiens qui les surveillaient sont tabassés. Après deux heures de bataille, les forces de l'ordre arrivent à mater la révolte en opérant 328 arrestations, suivies de passages à tabac dans les casernes[440].

Les rivalités internes, l'incapacité de maintenir pour longtemps l'affrontement et le nombre très élevé d'arrestations (dix fois plus que le 12 mars) témoignent de l'agonie opérationnelle du « Mouvement » : comme l'affirme un document incroyablement lucide élaboré par des groupes de l'*autonomie diffusée*, c'est le paradigme de l'*illégalité de masse* tout entier qui est en crise à cause de la déconnexion entre les précepts idéologiques et la praxis territoriale.

> Le 2 décembre a représenté […] une défaite pour toutes les composantes du Mouvement […]. La crise actuelle du vrai Mouvement […] (à savoir le Mouvement des cent mille du 12 mars […]), est son incapacité à relancer l'initiative politique sur un plan offensif, son incapacité à retrouver des ripostes adéquates et de masse à l'action homicide […] du régime. […] Émergent tragiquement aujourd'hui les limites matérielles et les erreurs subjectives du Mouvement, qui a poursuivi fanatiquement une ligne de militarisation […] laquelle l'a coincé dans une logique de tranchée et d'affrontement final. […] Ce parcours a amené inexorablement à l'anachronique perspective de la conquête de l'insaisissable Palais d'Hiver, et risque de détruire définitivement la tendance ouvrière et prolétaire à parcourir la voie de la révolution communiste en termes de contre-pouvoir réel. […] Au contraire aujourd'hui l'urgence est de former dans les quartiers des **centres de contre-pouvoir** qui ne retombent plus dans l'utopie des zones libérées du capital […]. Contre-pouvoir ne peut pas être une attaque au cœur de l'État, mais […] une pratique de programme et d'attaque bien plus

[440] Voir : *Incidenti a Roma per i cortei vietati,* "La Stampa", 13 décembre 1977 ; *321 fermi, 7 arresti,* "L'Unità", 13 décembre 1977.

> articulée, en mesure de s'adapter aux niveaux réels de domination territoriale du capital et de son État ![441]

Après la sortie de l'aile modérée, le processus de démantèlement du « Mouvement » avance donc à travers la désarticulation de l'*autonomie ouvrière organisée :* si comme l'on vient de voir, l'*autonomie diffusée* s'éloigne de « AutOp » en raison de sa dérive insurrectionnelle, la perte d'efficacité subversive après le 12 mars porte, en revanche, les composantes militaristes à concrétiser les hypothèses de passage au *parti armé*[442] (sous la sigle du MPRO), considéré désormais comme la seule formule subversive encore en mesure d'agir, grâce à la « puissance géométrique » des Brigades Rouges[443].

Début 1978, le « Mouvement » se limite désormais au noyau de la rue de Volsci dont la force résiduelle ne permet que des épiphanies de microguérilla urbaine de plus en plus sporadiques et de moins en moins déstabilisantes[444] : d'après les observations du correspondant romain du quotidien « La Stampa », l'extrémisme rouge de la capitale se débat désormais « entre le vide et la violence »[445]. Du coup, appauvrie et atomisée en termes de structures militantes, la pratique de l'*illégalité de masse se perd* dans le trou noir terroriste des « années de plomb » - déclenché par le massacre d'Acca Larentia (7 janvier 1978)[446] – et enfin dans les arrestations en masse du 7 avril 1979

---

[441] Collettivo Politico Alitalia e Aeroporti Romani-Comitato Politico Atac-Comitato Politico Ferrovieri-Nucleo di iniziativa di quartiere Zona-Nord, *La Rivoluzione Sta Dietro una Porta? Cerchiamo di Aprire Quella Giusta!,* 18 janvier 1978, disponibile sur: http://www.nelvento.net/archivio/68/settesette/porta.htm.

[442] Voir : *Autonomia operaia: dalla lotta della classe al processo di organizzazione proletaria sul terreno della guerra civile*, "Rosso", n. s., septembre 1977.

[443] Sur la dialectique entre le MPRO et les BR, voir : Brigate Rosse, *Risoluzione della Direzione Strategica : febbraio 1978,* in "Controinformazione", n. 11-12, juillet 1978. Pour une reconstruction détaillée, voir le chapitre 7 de ce travail.

[444] Voir, par exemple, les émeutes et les accrochages avec les forces de l'ordre, lors des manifestations contre la mesure du « confinement » du 30 janvier et du 4 février 1978 (Voir : *Ancora scontri a Roma fra autonomi e polizia, "*L'Unità", 31 janvier 1978). Le dernier épisode remarquable est la guérilla urbaine déclenchée en marge d'un cortège étudiant le 25 février 1978, voir : *33 compagni arrestati a Roma,* "Lotta Continua", 26-27 février 1978.

[445] Fabrizio Carbone, *Confusa assemblea del movimento a Roma : gli studenti si dibattono tra il vuoto e la violenza*, "La Stampa", 21 février 1978.

[446] L'attentat d'Acca Larentia – réalisé selon un répertoire d'avant-garde paramilitaire et clandestine – ouvre la voie à la spirale de vendettas (entre « rouges » et « noirs ») et d'opérations antiétatiques à caractère terroriste, qui caractérisera les « années de plomb » à Rome jusqu'au 1982. Pour réagir à la mort de Ciavatta et Recchioni – les deux jeunes néofascistes tués – les NAR nouveau-nés organisent le 28 février 1978 (anniversaire de l'homicide Mantakas) un « safari » dans le quartier rouge « Don Bosco » : repéré de façon aléatoire un petit groupe de jeunes dans un parc, les frères Fioravanti commencent à leur tirer dessus, en finissant par assassiner le militant « spontanéiste » Roberto Scialabba (plus précisément, il sera exécuté de près par deux balles à la tête, après avoir été initialement blessé pendant la première fusillade). Sur les implications du massacre d'Acca Larentia, voir : Guido Panvini, *Paura e violenza a Roma nel 1978 : l'ecidio di Acca Larentia e il problema dello studio del terrorismo diffuso,* "Snodi", n. 2, 2008.

(« Théorème Calogero ») et du 31 mars 1981 (procès « Metropoli »)[447]. Comme l'admet « AutOp », quelques mois après l'affaire Moro, des « graves processus de désagrégation » sont en train de se « répandre à l'intérieur du Mouvement […]. Il s'agit d'un côté de la diffusion d'une attitude qui finit par accepter et idéologiser la marginalisation subie ; de l'autre, de la diffusion d'appareils combattants qui doutent radicalement de la capacité des comportements conflictuels de masse à devenir un projet antagoniste »[448].

[447] Il s'agit de deux grandes opérations judiciaires qui portent - notamment celle de 1979, dirigée par le juge Pietro Calogero – à l'emprisonnement de quelques centaines d'autonomes et donc à la destruction de la plupart des organismes extraparlementaires encore en activité à la fin des années 1970 : les procès, qui dureront presque une décennie, se basent sur l'hypothèse que l'*autonomie ouvrière organisée* soit en réalité le « cerveau », ou néanmoins l'arrière-pays, qui préside aux activités subversives des Brigades Rouges. Voir : Elisa Santelena, *Le procès 7 aprile : un cas prototypique de l'état d'urgence dans l'Italie des années quatre-vingt,* "Cahiers d'études italiennes", n. 14, 2012, pp. 65-78.

[448] *Per il movimento dell'autonomia operaia,* "I Volsci", I, n. 6, octobre 1978. Voir aussi : *Memoria per una generazione,* ivi, IV, n. 11, octobre 1981.

Chapitre 7

Le parti armé à Rome entre dynamiques locales et importation de la violence politique

L'apparition du « parti armé » [1] à Rome – à savoir une galaxie de groupes subversifs qui opèrent exclusivement en régime de clandestinité, moyennant des techniques d'action meurtrières et paramilitaires – se réalise beaucoup plus lentement que dans les autres métropoles du pays. Deux facteurs président à ce retard : d'un côté la force et l'ampleur du mouvement de l'*illégalité de masse* qui canalisent l'essentiel de la charge antagoniste du monde extraparlementaire romain ; de l'autre la structure urbaine de la capitale qui, en raison de sa nature composite et de la faiblesse de l'industrialisation, s'adapte mal aux exigences logistiques d'une guérilla métropolitaine moderne [2]. En effet, les principaux groupes du *parti armé* se forment loin de Rome : les « Brigades Rouges » ont leur berceau dans les territoires septentrionaux allant de Gênes à Venise, « Prima Linea » se constitue entre Turin et Florence, les « Nuclei Armati Proletari » (NAP) naissent à Naples[3]. Dans la capitale, en revanche, ne surgissent que des formations petites et éphémères, facilement supplantées par les implantations de l'extérieur, telles que la cellule des NAP (1975) et l'organisation de la « colonna romana » des BR (1976-1977).

Il semble que la nature même de la conflictualité sociopolitique romaine soit en mesure de limiter l'émergence spontanée d'organismes clandestins et autosuffisants dans la capitale : la prééminence de la dimension de quartier sur celle de l'usine - déterminée par l'absence d'une concentration ouvrière grande et homogène, sur laquelle se base habituellement le projet révolutionnaire en Occident - se révèle en effet peu propice au déploiement d'une stratégie militariste. De fait, le régime de clandestinité totale et l'inclination au luddisme social imposent aux formations liées au *parti armé* d'opérer de façon fluide sur la totalité du périmètre urbain, en limitant

[1] Sur les origines de cette définition, voir : *Dopo l'assemblea in cui si è tentata una ricomposizione con il "partito armato": autonomi isolati per un giorno?*, "L'Unità", 21 mai 1977; *I giovani della P38 che sparano e scompaiono*, "La Stampa", 23 mai 1977. Pour une reconstruction historiographique, voir : Giorgio Galli, *Piombo rosso: La storia completa della lotta armata in Italia dal 1970 a oggi*, cit.

[2] S'agissant de la codification des besoins, des moyens et des répertoires d'action fondamentaux pour la mise en place d'une guérilla urbaine en Italie, voir : Collettivo Politico Metropolitano, *Lotta sociale e organizzazione nella metropoli*, "Il Colletivo", n.u., 1970.

[3] Sur les Brigades Rouges, voir : Giovanni Bianconi, *Mi dichiaro prigioniero politico. Storia delle Brigate rosse*, cit.; Marco Clementi, *Storia delle Brigate rosse*, cit. Sur Prima Linea, voir : Giuliano Boraso, *Mucchio selvaggio. Ascesa apoteosi caduta dell'organizzazione Prima Linea,* Roma, Castelvecchi, 2006. Sur les NAP, voir : Rossella Ferrigno, *Nuclei Armati Proletari - Carceri, protesta, lotta armata,* Napoli, La Città del Sole, 2008. Pour une vision globale, voir : Progetto Memoria, *La mappa perduta*, Roma, Sensibili alle foglie, 2006.

l'implantation territoriale aux « bases logistiques » et aux « antennes opérationnelles » sur les lieux de fortes tensions, tels que les grands établissements industriels, par exemple[4]. Au contraire, à Rome, la nécessité de réagréger un prolétariat urbain professionnellement fragmenté et dispersé sur un espace immense et discontinu, exige une activité politique quotidienne en contact étroit avec les couches populaires : à savoir, un processus constructif et centripète, un exercice public de réappropriation violente de la richesse collective par l'imposition de moments d'*illégalité de masse*, notamment dans les « zones rouges » de la ville.

Cependant, le « Mouvement » romain ne reste pas indifférent au charme du *parti armé* - voire à sa « puissance géométrique », d'après la définition de Franco Piperno[5], leader du groupe extraparlementaire le plus séduit par cette modalité d'action subversive[6] : dès le début des années 1970, la militance extrémiste romaine réserve, en effet, une attention croissante à tous les modèles de lutte armée qui osent défier sur le plan militaire les appareils du système néocapitaliste, aussi bien en Italie qu'à l'étranger. En ce sens, l'étude et la critique des actions des Tupamaros uruguayens, des irrédentistes nord-irlandais, des indépendantistes palestiniens, des néo-partisans (GAP) et des guérilleros métropolitains (BR) italiens représentent, en tant que préfigurations du passage de l'*illégalité de masse* à la « prise de la ville », une partie importante du processus décisionnel des groupes extraparlementaires romains[7]. Cette séduction se révélera pleinement, une fois le « Mouvement » en crise, au tournant des années 1978, quand la diaspora de ses militants enragés rejoindra avec enthousiasme les rangs du MPRO et de la « colonna romana » des BR, en faisant de la capitale l'épicentre du *parti armé* en Italie jusqu'à la décennie successive[8]. Comme le rappelle le brigadiste Prospero Gallinari, responsable du district romain : « une grande partie de ce Mouvement est en train de frapper à notre porte pour demander d'être encadré sous la ligne politique des Brigades Rouges […]. Secteurs entiers de camarades provenant, de manière plus ou moins directe, du *Mouvement '77* ainsi que des aires

[4] Voir : Brigate Rosse, *Alcune questioni per la discussione sull'Organizzazione*, polycopié, 1974, cité dans Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., pp. 39-41.

[5] Franco Piperno, *Dal terrorismo alla guerriglia*, cit.

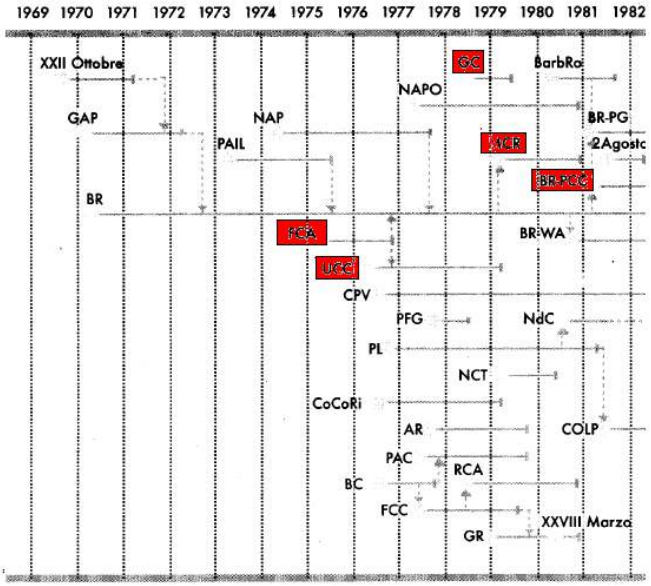
[6] Voir : *Brigate rosse*, "Potere operaio del lunedì", n. 61, 16 juillet 1973.

[7] Voir : Collettivo Lotta Armata, *Per la rivoluzione: Lotta armata!,* 20 juin 1971, in « Fondo Memorie di Carta », Paolo Palazzi, d. 2, f. 5, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome; *ERP: lotta armata e azioni di massa*, "Quarta Internazionale", n. 2, juin 1971; *Sulla violenza*, "Potere Operaio del lunedì", I, n. 9, 30 avril 1972; Lotta Continua, *Irlanda: un Vietnam in Europa*, s.l., Edizioni di Lotta continua, 1972; *Il proletariato cileno aggredito dalla reazione e disarmato dal revisionismo*, "Avanguardia Operaia", III, n. 32, septembre 1973; *Antimperialismo*, "Rivolta di Classe", juin 1977.

[8] Voir : Maurizio Fiasco, *Roma: la violenza eversiva nel quinquennio 1978-1982: Il fallimento del passaggio dal terrorismo alla guerriglia*, cit.

demi-clandestines de l'*autonomie ouvrière* repèrent de plus en plus dans la lutte armée organisée sous notre direction la seule modalité opérationnelle pour supporter le niveau de l'affrontement en cours »[9].

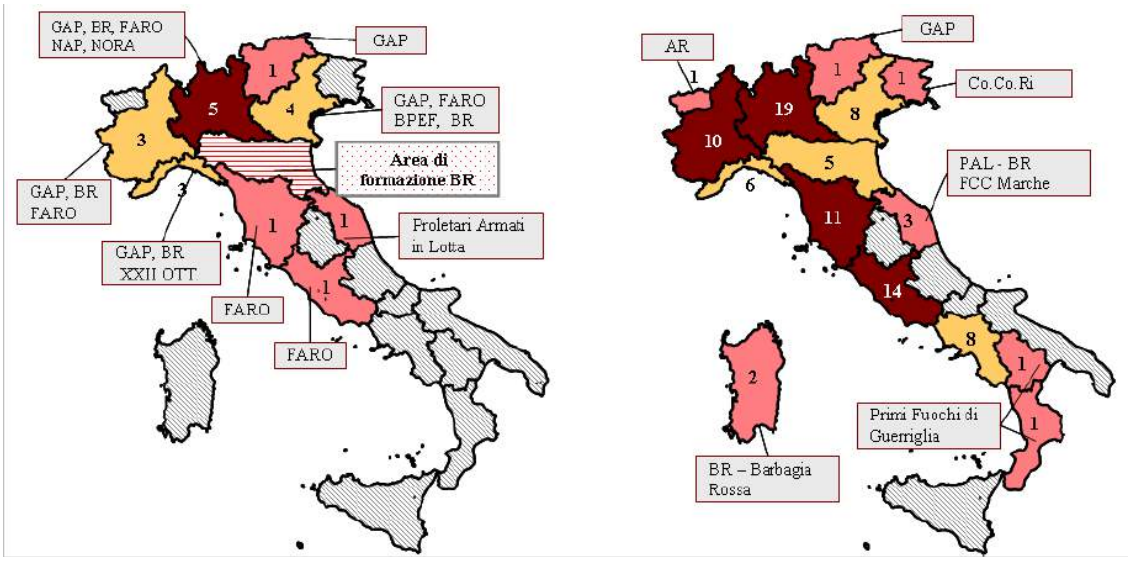
TABLEAU SYNOPTIQUE RELATIF À LA COMPOSITION DU « PARTI ARMÉ » EN ITALIE ENTRE 1969 ET 1982.



On notera le rôle secondaire de Rome dans le processus de formation des groupes *clandestins* : en effet, seulement cinq groupes (en rouge) sont nés dans la capitale d'Italie.

Élaboration de l'auteur à partir de la reconstruction fournie dans Progetto Memoria, *La mappa perduta,* cit.

[1970-1974] **[1970-1979]**



Évolution de la distribution nationale des groupes clandestins au cours des années 1970 : l'affirmation tardive de Rome comme un des épicentres du « parti armé », est évidente.

Source : Vincenzo Filetti, *Per una geografia della lotta armata,* in Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata,* cit.

[9] Prospero Gallinari, *Un contadino nella metropoli*, cit., p. 197.

I. *Le « bras armé » du « Mouvement » et la constitution fragile des premiers groupes clandestins à Rome (1970-1973)*

La question de l'organisation militaire de la lutte armée représente d'ailleurs un élément constitutif de la stratégie subversive du « Mouvement » qui voit dans l'état de guerre civile le stade final de la pratique l'*illégalité de masse* : ni la clandestinité –souvent indispensable pour garantir la sécurité des militants et la flexibilité de l'attaque - ni l'emploi de répertoires d'action à vocation terroriste, pour provoquer la peur de la bourgeoisie, ne sont incompatibles avec l'éthique néomarxiste, à condition que l'action effectuée reflète le niveau réel de maturation révolutionnaire atteint par le prolétariat. Toutes les composantes du « Mouvement » romain semblent partager cette perspective opérationnelle qui subordonne rigidement le déclenchement de la révolte armée au développement de la conscience de classe des couches populaires. Ainsi, les maoïstes considèrent « le principe de la lutte armée pour la prise du pouvoir […] comme un principe universel de la voie révolutionnaire ». Pour eux, « il s'agit toutefois d'activer la lutte armée seulement quand cela reflétera la conscience de la majorité des travailleurs. […] En Italie, la lutte armée deviendra possible et nécessaire seulement pendant l'affrontement décisif, à savoir quand les luttes de masse se seront transformées en luttes pour le pouvoir auxquelles la bourgeoisie ne pourra qu'opposer une répression armée »[10]. Pour les néo-léninistes, « la violence prolétaire est une méthode de lutte générale ; à la violence quotidienne que les patrons appliquent contre le prolétariat, ce dernier oppose sa propre réaction de classe. Du piquet destiné à bloquer les jaunes, jusqu'à l'insurrection et notamment à l'instauration de la dictature du prolétariat dans la période de transition, en passant, le cas échéant, par la terreur rouge »[11]. Quant aux « spontanéistes », ils remarquent une « progressive coïncidence entre l'avant-garde politique et l'avant-garde militaire […] expression de la maturité de l'offensive de classe qui exclue toute possibilité de séparer les objectifs de la force qui doit les imposer. […] La *clandestinité,* si adaptée aux différentes situations de lutte et de classe, représente une nécessité permanente du travail révolutionnaire »[12]. Les ouvriéristes, pour leur part, affirment : « la forme la plus élevée de la lutte des classes est la lutte armée […] dont la mise en œuvre ne peut jamais se réaliser au dehors de la dimension et des problèmes de la lutte de masse. […] La question de la militarisation est donc complètement subordonnée au développement de la lutte de masse et la direction de ce processus ne peut

[10] Partito comunista (marxista-leninista) italiano, *Il programma rivoluzionario del partito*, Milano, Edizioni Servire il Popolo, 1972.
[11] "Avanguardia Operaia", II, n. 6, 25 mars 1972.
[12] *Sulla situazione politica e la nostra azione*, "Lotta Continua", 5 juillet 1972.

que rester – même pour ce qui est de ses aspects techniques - entre les mains des […] organismes de masse à direction ouvrière »[13].

Ce lien avec la volonté antagoniste (présumée) des masses permet, en effet, à l'imaginaire d'extrême gauche de légitimer moralement la violence d'avant-garde comme un acte de « justice prolétaire », indépendamment des différentes sensibilités idéologiques. Au contraire, dans les actions du *parti armé* naissant - opérées entre Gênes, Turin et Milan[14] - le « Mouvement » critique un « caractère ostentatoire et spectaculaire, à savoir une déconnexion totale à l'égard des exigences de la lutte ouvrière […], une tendance […] à éluder le devoir difficile de l'organisation afin de se substituer aux masses à travers des actions exemplaires complètement dissociées des méthodes et des temps de la lutte »[15] : « à quel point tout cela est étranger aux expériences de masses, est bien manifeste : en suivant ces *libérateurs solitaires* on finirait par devenir des clandestins par rapport à tout, y compris la lutte des classes »[16].

Dans le cadre de ce paradigme cognitif, la distance que chaque groupe extraparlementaire romain met concrètement entre son activité d'*illégalité de masse* et la pratique armée clandestine est donnée par les interprétations du « moment historique » et des « tendances » de la lutte contre le système bourgeois. Le gros du « Mouvement » - comme l'a bien montré le chapitre précédent – développe une vision attentiste fondée sur la conviction que le prolétariat urbain romain est encore trop faible et désagrégé pour supporter le choc frontal avec les appareils de sécurité de l'État : aux yeux de ces secteurs ultragauchistes, allant de la IVe Internationale à « Avanguardia Operaia », la lutte armée reste donc une simple prospection future ou, à la limite, un instrument de propagande anticapitaliste[17]. Au contraire, les deux formations majeures – LC et « PotOp » - considèrent que la situation sociopolitique peut d'ores et déjà offrir quelques possibilités de confrontation paramilitaire avec le pouvoir bourgeois : si, toutefois, le groupe « spontanéiste » pense à une stratégie de longue durée à caractère principalement défensif, basée sur l'accumulation d'armes et de compétences en vue de la contre-attaque patronale imminente[18] ; le rassemblement

[13] *Preparare l'insurrezione*, "Potere Operaio", cit.

[14] Parmi les actions les plus importantes de cette première phase (1971-1973), il faut citer les trois enlèvements réalisés entre Milan et Turin par les BR (deux chefs d'atelier et un syndicaliste de droite) et l'homicide d'un agent de sécurité opéré à Gênes par le groupe « XXII Octobre » pendant un braquage d'autofinancement. Voir : Domenico Guzzo, *La morte fra la piazza e la stazione*, cit., pp. 104-129.

[15] *Il rapimento di un dirigente dell'Alfa*, "Lotta Continua", 30 juin 1973. Voir aussi : "Avanguardia operaia", III, n. 26, 6 luglio 1973.

[16] *Sulla violenza*, "Potere Operaio del lunedì", cit.

[17] Pour ce qui est de cette dichotomie entre propagande outrancière et stratégie modérée, voir : Collettivo Il Manifesto, *Tesi per il comunismo*, "Il Manifesto", n. 9, septembre 1970 ; *Lotte di classe nell'Irlanda del Nord*, "Avanguardia Operaia", n. 19, septembre-octobre 1971.

[18] *Violenza borghese e violenza rivoluzionaria*, "Lotta Continua", cit.

ouvriériste est persuadé que la crise finale de l'État néocapitaliste est déjà en cours et que la manière meilleure de faire avancer le projet révolutionnaire est représentée par la soudure immédiate entre le terrorisme « rouge » et *l'illégalité de masse*[19]. Comme le note l'historien Angelo Ventura, la lecture de la réalité de « PotOp » repose sur une dialectique expansive : « le terrorisme élimine les obstacles, frappe les adversaires et les paralyse par la terreur, tout en ouvrant la voie à la violence de masse ; le terrorisme sert à élever le niveau de l'affrontement, en impliquant graduellement les masses dans la lutte armée. Sans *violence de masse* le terrorisme se révèle insensé, sans *terreur rouge* l'illégalité de masse ne peut pas se diffuser et s'institutionnaliser »[20]. Malgré ces différences, LC et « PotOp » font des choix tactiques similaires : tous les deux, en 1971, décident de constituer des « divisions spécifiques » au sein de leurs services d'ordre afin de doter l'exercice de l'*illégalité de masse* d'un « bras armé », dont la mission consiste, d'un côté, à approvisionner, financer, former, protéger les militants et de l'autre à repérer le maximum d'informations sur le terrain de la lutte[21]. Des deux, en raison d'une attitude plus bagarreuse de ses membres, c'est le « bras armé » ouvriériste qui prévaut sur la scène romaine en termes d'activisme et de capacités offensives[22]. Le « Lavoro illegale »[23] - d'après la dénomination officielle élaborée pendant la IIIe Conférence d'organisation – opère clandestinement au sein du mouvement de *l'illégalité de masse,* divisé en équipes territoriales qui s'occupent de la préparation en série des cocktails Molotov, de l'acquisition d'armes à feu, de la planification des batailles : à savoir, attaques aux cordons de police, raids contre les néofascistes, construction de barricades, organisation des systèmes défensifs pendant les occupations, gestion des voies de fuite[24].

Bien que clandestins et militarisés, ces secteurs réservés ne représentent pas encore un phénomène de *parti armé*, car leur activité se déroule exclusivement à l'intérieur de la dynamique du « Mouvement », comme support à la pratique de l'*illégalité de masse* à Rome. Cependant, la militance dans ces structures cachées fonctionne souvent comme moment d'initiation à la lutte armée, voire comme premier accès à une dimension subversive par

---

[19] *Appunti e relazioni sequestrati a casa di Augusto Finzi sul Convegno di Calenzano, 1-3 juin 1972, Firenze*, cit.

[20] Angelo Ventura, *Per una storia del terrorismo italiano*, cit., p. 88.

[21] À Rome, ces « bras armés » sont soumis à l'autorité des responsables des services d'ordre : Erri De Luca pour LC et Valerio Morucci pour « PotOp ». Voir : Luigi Bobbio, *Storia di Lotta Continua*, cit., pp. 93 ; Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti*, cit., pp. 216-223.

[22] Comme l'a montré le chapitre 6 de ce travail, les sections milanaises, turinoises et florentines de LC avaient des services d'ordre beaucoup plus violents et agités : dans ces villes, à différence du cas romain, la virulence du « bras armé » de LC arrivait parfois à rivaliser avec les franges du « parti armé ». Voir : Luigi Bobbio, *Storia di Lotta Continua*, cit., pp. 138-140.

[23] En l'honneur d'une poésie de Bertolt Brecht parue en 1930 (« *La Décision* »), dont le titre avait été traduit en italien comme « La louange du travail illégal ».

[24] Voir : Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti*, cit., pp. 216-229.

rapport à l'autorité étatique et à l'ordre social qui dépasse, en radicalité, le simple exercice collectif d'une contre-légalité de quartier : en effet, les dirigeants et les cadres qui iront former plus tard le *parti armé* dans la capitale proviennent en grande majorité de cette expérience[25].

a) Premières expériences de *parti armé* :
l'apparition éphémère des « Br di Roma » et du FARO (1970-1972)

Engagés dans la constitution d'organismes hybrides – clandestins, mais toujours ancrés dans les structures de l'*illégalité de masse* – les responsables des services d'ordre sont évidemment forcés à se confronter avec l'élite la plus radicale du monde ultragauchiste italien : le regard critique du « Mouvement » romain se tourne alors vers Gênes et Milan – où la « Bande XXII Octobre » et les BR ont commencé depuis peu leur activité spectaculaire[26] - sans toutefois perdre de vue les quelques prodromes de *parti armé* qui commencent à surgir aussi dans la capitale.

En fait, en coïncidence avec le premier anniversaire du « massacre d'État », un groupuscule assez obscur fait son apparition à Rome, en essayant de brûler le bureau du prince Junio Valerio Borghese, commandant historique de la *X-Mas* et leader putschiste du « Fronte Nazionale »[27] : l'attentat est revendiqué par les « Br di Roma »[28]. Il s'agit d'une formation – dont la composition interne et l'origine n'ont jamais été éclaircies – qui s'autoproclame afférente au projet brigadiste milanais et qui utilise exclusivement l'attaque incendiaire comme répertoire d'action. Malgré quelques soupçons de compromissions avec les services secrets[29], l'accréditation officielle de la part des BR[30] semble authentifier la

[25] Voir : Alessandro Silj, *Mai più senza fucile: alle origini dei Nap e delle Br*, cit.; Giovanni Bianconi, *Mi dichiaro prigioniero politico*, cit., pp. 91-200; Emilio Mentasti, *Senza Tregua*, cit., pp. 60-61 et 90-92.

[26] Le 17 septembre 1970, les BR opèrent leur premier attentat symbolique à Milan, en vandalisant un garage privé et en laissant des messages d'intimidation sur les voitures de quelques dirigeants de la Sit-Siemens. Le 20 octobre, un bulletin allégé à la revue militante « Sinistra Proletaria » révèle la naissance formelle des Brigades Rouges, définies comme une organisation ouvrière autonome. Le 27 novembre et le 8 décembre, le groupe réalise ses premiers attentats matériels en brulant les voitures d'Ermanno Pellegrini – chef de la surveillance - et d'Enrico Loriga, directeur du personnel de l'usine « Pirelli-Bicocca ». Voir : Maurizio Calvi et al., *Le date del terrore*, cit., pp. 104-105. Le 5 octobre 1970 à Gênes, la « Bande XXII Octobre » kidnappe le riche rejeton Sergio Gadolla et avec l'argent de la rançon commence à financer son effort subversif, voir : *Paura nella città*, "La Stampa", 11 octobre 1970.

[27] Voir le chapitre 2 et 6 de ce travail.

[28] Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia*, cit., p. 188.

[29] Le choix d'attaquer Junio Valerio Borghese juste après sa tentative putschiste (7-8 décembre 1970) – qui au moment de l'attentat n'était pas encore de notoriété publique – et le fait de n'entretenir aucun lien, même indirect, avec une quelconque frange du « Mouvement » romain, contribuent à alimenter le soupçon sur l'authenticité et la spontanéité de ce groupe.

[30] Voir : "Nuova Resistenza", I, n. 1, avril 1971.

spontanéité de ce groupe, dont la phénoménologie et la relation avec le « Mouvement » se révèlent décisives pour comprendre la difficile installation du *parti armé* à Rome. La typologie même des cibles laisse apparaître, en effet, une faiblesse essentielle, en termes d'attraction et de propagande : dans le cadre d'une bataille anti-patronale, les « Br di Roma » s'attaquent exclusivement aux propriétés de l'extrême droite, en sélectionnant les objectifs sur la base d'une « valence nominale » hypothétique et non pas de leur « incidence matérielle » sur les conditions du prolétariat. Il s'agit de la tentative grossière d'importer le modèle opérationnel des Tupamaros - fondé sur la volonté de « réveiller » le prolétariat urbain de « l'arnaque bourgeoise » à travers des actes exemplaires de justice[31] - en reproduisant uniquement son substrat le plus populiste. Comme l'affirme un communiqué des « Br di Roma » de l'avril 1971 :

> Les fascistes, tous les fascistes, expriment dans une certaine mesure le pouvoir armé des patrons. La lutte contre tous les fascistes est donc une étape nécessaire de notre chemin vers la libération de toute oppression et de toute exploitation. […] Le champ révolutionnaire n'est pas encore homogène et, bien qu'il se révèle convaincu de la nécessité de passer à l'attaque, difficilement il arrive à mettre en place une offensive, faute de manque d'organisation. Jusqu'à présent il n'a produit que des épisodes spontanés de violence de masse, ainsi que quelques ripostes courageuses, mais improvisées aux provocations les plus graves. Au contraire, les Brigades Rouges sur ce point ont déjà opéré les premières expériences offensives […] : […] attaquer et aviser les soldats fascistes noirs que dorénavant RIEN NE RESTERA IMPUNI […], car si leurs « généraux » restent les premiers responsables à frapper, eux aussi seront punis sur la base de leur niveau d'implication[32].

C'est donc dans le sens de la vengeance symbolique et de l'intimidation transversale qu'il faut interpréter les attentats incendiaires opérés en plein centre-ville entre décembre 1970 et mars 1971, contre les emblèmes du fascisme historique rescapé de la guerre civile (le bureau de J. V. Borghese) et de la nouvelle génération « noire » impliquée dans la « stratégie de la tension » (les sièges de « Avanguardia Nazionale »[33]). Instrumentale,

---

[31] La découverte des Tupamaros de la part de la militance ultragauchiste italienne se réalise justement au tournant de 1970. Voir : *Intervista con Inti Peredo, comandante dell'esercito di liberazione nazionale di Bolivia, e il testo del suo messaggio radiotrasmesso; in appendice: I Tupamaros, il MNL d'Uraguay; un'intervista con il capitano Carlos Lamarca (Brasile) e un appello al popolo brasiliano di Carlos Marighela*, Milano, Feltrinelli, 1969; Paolo Senise, *Vento dei Caraibi: da Guevara ai Tupamaros,* Roma, Barone, 1970.

[32] *Contro i fascisti, tutti i fascisti bisogna lottare*, "Brigate Rosse", n. 2, mai 1971, cité dans Pino Casamassima, *Il libro nero delle Brigate Rosse,* cit., p. 52.

[33] Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia*, cit., p. 188 et 211-212.

démonstrative, déconnectée des rythmes et des lieux de la contestation populaire, la pratique antifasciste exprimée par ce groupe clandestin se pose alors comme un corps étranger à l'esprit du « Mouvement » romain. De ce fait, même à l'occasion d'opérations menées au cœur des « zones rouges » pendant des vagues protestataires de masse, les « Br di Roma » se sentent obligées de justifier leurs actions devant celui-ci. Une brochure de clarification suit la petite offensive de dynamitage – destruction des sections MSI « Quadraro-Cinecittà » (23 février) et « Prenestino » (30 avril), désintégration de la voiture d'un chef d'atelier de l'ATAC à « Trastevere » (1er avril) – du printemps 1971 :

> les Brigades Rouges […] n'outrepassent et ne substituent pas le mouvement de masse ; elles ne sont pas, ni veulent devenir, son « bras armé ». Les Brigades Rouges plus simplement opèrent pour organiser la défense du peuple contre les multiples attaques réactionnaires, patronales, policières et fascistes […]. Face à ces initiatives anti-ouvrières, les camarades des BRIGADES ROUGES sont passés à l'attaque. […] Dans les zones prolétaires de la ville - où pendant ces années se sont déployées les luttes pour le logement, contre les patrons, des « edili » - émerge l'embryon de la résistance populaire, voire le nouveau pouvoir prolétaire qui s'oppose aux fascistes, aux spéculateurs, aux patrons, aux policiers. Au mouvement de masse s'ajoute alors l'action partisane des BRIGADES ROUGES qui rend possible la défense des prolétaires et la reprise des luttes contre l'exploitation[34].

Cependant, nonobstant la tentative de se relier formellement aux fronts traditionnels de la conflictualité romaine (logement, vie chère …) et malgré un certain engouement pour la pratique incendiaire que les groupes extraparlementaires majeurs s'approprient parfois pour augmenter leur potentiel d'intimidation antifasciste[35], la proposition clandestine et militariste des « Br di Roma » n'arrive pas à trouver des prosélytes au sein du monde ultragauchiste de la capitale. Le rattachement éminemment propagandiste à la dynamique de quartier, la déconnexion entre l'objet de l'attaque et les finalités des protestations en cours, l'usage exclusif de techniques paramilitaires dangereusement similaire à celles

[34] BR di Roma, *Contro tutti i fascisti organizziamo un grande processo popolare*!, 25 avril 1971, cité dans Paolo Dorigo (dir.), *Studiare la politica Rivoluzionaria del passato per affrontare al meglio la Rivoluziona Proletaria a venire. Contributo per una storia documentale delle Brigate Rosse*, *Il libro nero delle Brigate Rosse,* Mira, Edizione Lavoro Liberato, 2008, p. 67-69.

[35] Par exemple, dans un article consacré aux succès de l'*illégalité de masse* dans les zones « rouges » de la ville, « PotOp » rappelle de façon biaisée aux « noirs » qu'ils "*ont perdu leur section à cause d'un phénomène de combustion spontanée […] survenu dans les locaux du Prenestino*", in *Roma. Nella cintura rossa nasce il partito dell'insurrezione*, cit.

employées par l'extrémisme néofasciste[36] ont finalement un effet dissuasif à l'égard d'une base militante qui ambitionne encore de pouvoir préparer la révolution communiste dans le cadre public et ostentatoire de l'*illégalité de masse*. Comme le remarque avec rudesse « Lotta Continua » en février 1971 :

> les masses prolétaires n'ont pas besoin de comprendre l'importance de la violence et donc toute action exemplaire est totalement inutile. Les prolétaires ont déjà réalisé, pendant ces années de luttes, plusieurs actions violentes, illégales et de masse […]. L'organisation militaire des masses ne se construit pas suite à la décision unilatérale de certains groupes qui commencent en solitaire à réaliser des "actions militaires" contre les symboles du système capitaliste […]. Au contraire, l'organisation militaire du prolétariat peut se produire uniquement à partir de la réalisation d'organismes politiques de masse stables et autonomes. Ceux qui choisissent la voie de l'action isolée – isolée au sens où elle reste étrangère aux masses – finissent par agir de fait contre l'autonomie prolétaire et ses avant-gardes. […] actions telles que celles des Brigades Rouges ne font qu'alimenter le dessein de la provocation anti-ouvrière menée par les patrons, les fascistes et la police […] (le faux tract de revendication distribué à l'Université de Rome […] en représente une preuve […]). Les activités des Brigades Rouges et de groupes similaires […] seront donc rejetées par le prolétariat et par les avant-gardes révolutionnaires[37].

Probablement aussi, en raison de ce manque de consensus, au début de l'été 1971 les « Br di Roma » disparaissent brutalement – tout comme elles étaient apparues – si l'on excepte une réapparition fugace et désespérée lors des élections politiques de 1972, en distribuant un tract qui incite à constituer des noyaux militaires dans la ceinture périphérique afin d'attaquer le « cœur fasciste » de Rome : c'est en effet l'invitation ingénue à transformer d'un seul coup les votes rouges en « organisation prolétaire armée »[38] - tentative de

[36] Comme l'anticipait le chapitre précédent, la section « Quadraro-Cinecittà » de LC sera détruite par un attentat à la bombe le 23 mai 1971 : il s'agit, en vérité, de représailles néofascistes – utilisant la même technique – que l'attaque opérée par les « Br di Roma » le 23 février aux dépenses de la section de quartier du MSI. Étant donnée la clandestinité brigadiste, les « noirs » décident alors de frapper le groupe extraparlementaire le plus impliqué dans la campagne antifasciste. Cet événement marque une superposition croisée des répertoires d'action qui inquiète le « Mouvement » romain, toujours farouchement convaincu d'une supériorité morale de la violence « rouge » sur la « noire ».

[37] *Leopoldo l'incendiario: non cadiamo nelle provocazioni*, "Lotta Continua", 17 février 1971.

[38] BR di Roma, *Organizziamo nei quartieri proletari la nuova resistenza contro la città fascista: trasformiamo quei voti in organizzazione proletaria armata*, mars 1972, in Maurizio Fiasco, *Roma: la violenza eversiva nel quinquennio 1978-1982: Il fallimento del passaggio dal terrorismo alla guerriglia*, cit.

récupération grossière et mal à propos du travail politico-territorial du « Mouvement » - après des mois de silence, à marquer la fin définitive de ce premier embryon de *parti armé* dans la capitale. Même par la suite, cependant, le sigle brigadiste – avec sa charge de mystère et de menace – reste bien gravé dans la conscience du militantisme extraparlementaire romain, au point d'être évoqué, pendant une année encore, à chaque épisode incendiaire impliquant les sièges néofascistes[39]. L'exemple des « Br di Roma » contribue aussi à déterminer – tant par opposition que par émulation – la structure d'une nouvelle formation clandestine qui nait et meurt en l'espace de quelques semaines en 1972 : le Front Armé Révolutionnaire Ouvrier (FARO).

Formée au sein de « Lavoro Illegale » au lendemain du blitz policier qui avait anéanti la cellule milanaise de « PotOp »[40], il s'agit de la tentative inédite d'intégrer les instances militaires du *parti armé* – à savoir la capacité d'intervenir chirurgicalement sur l'ensemble du périmètre urbain - dans la praxis quotidienne de l'*illégalité de masse,* voire dans la constitution de zones de contre-légalité[41] : un noyau sélectionné à l'intérieur de la « division réservée » du groupe obtient du leadership ouvriériste un mandat exceptionnel pour agir en pleine autonomie en marge des luttes que le « Mouvement » est en train de développer. Plus précisément, ayant décidé de se doter d'un « bras armé » en 1971, « PotOp » avait commencé à dialoguer avec les groupes clandestins, en publiant leurs documents sur son journal : en particulier, le succès médiatique de certaines actions avait convaincu le rassemblement ouvriériste à « entamer […] un discours plus approfondi sur le terrain opérationnel des Brigades Rouges »[42]. Dans la vision initiale de « PotOp », ces dernières pouvaient incarner l'élite paramilitaire idéale à associer – bien évidemment en les assujettissant à la stratégie primaire de l'*illégalité de masse* – à l'offensive menée sur les fronts des luttes sociales, économiques et antifascistes : la formation ouvriériste venait d'élaborer, en effet, la « théorie du double niveau », d'après laquelle les avant-gardes extraparlementaires auraient dû arriver progressivement à « armer le Mouvement »[43], tout en maintenant un contrôle politique sur l'action militaire, voire une séparation entre le

[39] Le 22 avril 1972, trois bombes frappent trois symboles de la droite romaine : la rédaction centrale du quotidien néofasciste « Secolo d'Italia », la section MSI de « Monte Sacro Alto » et la section « Appio-Tuscolano » d'Avanguardia Nazionale. Voir : Maurizio Calvi et al., *Le date del terrore*, cit., p. 116. Le 5 juin, la section de la zone « Appio-Tuscolano » (sud-est) est complètement dévastée par un attentat non revendiqué qui provoque aussi 8 blessés graves. Voir : *Oscuro episodio in via Gela : ordigni contro sede missina*, "L'Unità", 6 juin 1972. Pendant la nuit du 27 octobre 1972, 8 sections du MSI (« Flaminio », « Monte Sacro », « Talenti », « Tufello », « Marconi », « Torpignattara », « Grottaferrata », « Ciampino ») sont brulées simultanément. Voir : Nicola Rao, *Il Piombo e la celtica*, cit., pp. 32-33.

[40] Pour ce qui est de ce blitz (11 décembre 1971), voir le chapitre 6 de ce travail.

[41] Voir : *La linea di demarcazione*, "Potere Operaio", n. 46, février 1972.

[42] *Sulle Brigate rosse*, "Potere Operaio del lunedì", n. 4, 13 mars 1972.

[43] *Il Congresso il partito le scadenze*, "Potere Operaio", cit.

cerveau et le bras, pour éviter de réduire l'organisation militante à une « bande de terroristes »[44]. Sur ces bases, « PotOp » avait tenté à maintes reprises de coopter les BR pour en faire sa propre équipe d'assaut, sans toutefois y parvenir : au-delà de l'orgueil incontournable qui empêchait toute formation ultragauchiste de se soumettre volontairement à une autre[45], les deux groupes restaient fondamentalement divisés sur la méthode de la pratique subversive. Selon les brigadistes, en fait, il ne peut exister aucune distinction entre « organismes politiques et organismes militaires »[46], car « la révolution n'est pas seulement un fait technique-militaire, pas plus que l'avant-garde armée n'est le bras armé d'un Mouvement de masse désarmé, mais plutôt son point d'unification le plus haut, voire son besoin essentiel de pouvoir »[47]. Cette incompatibilité de fond avait fini par ériger une barrière insurmontable, qui finalement reproduisait le clivage structurel entre l'*illégalité de masse* et le *parti armé* : d'après les BR, le monde de l'extrême gauche héberge une âme opportuniste et perdante qui s'obstine à « prolonger l'enfance impuissante des groupes au lieu construire une gauche armé […], à maintenir séparé le politique du militaire plutôt qu'élaborer une seule stratégie politico-militaire et donc une seule organisation prolétaire à la fois politique et armée »[48]. Pour « PotOp », au contraire, « toute réduction de l'affrontement violent à une question privée entre les révolutionnaires et les forces répressives de l'État est perdante, outre que favorable à l'ennemi de classe. La violence doit être toujours reliée à la condition actuelle du prolétariat »[49], puisque « le choix de la clandestinité comme programme, plutôt que comme moyen, et par conséquent le renoncement à pratiquer […] une dimension publique de l'action politique - qui sans doute favorise le travail de masse, ainsi que l'organisation des luttes - révèle à notre avis une analyse de la situation de classe complètement erronée »[50]. Dans le cadre de cette bataille dialectique, le FARO se présente comme une solution maison, confiée à Valerio Morucci, un des rares militants ouvriéristes romains qui pouvait vanter des compétences paramilitaires[51] : la création d'un groupe clandestin formellement autonome, mais en fait,

[44] Potere Operaio, *Attivo del 12 marzo 1971: Relazioni di Negri e Piperno*, cit.

[45] Voir : Giovanni Fasanella et Alberto Franceschini*, Che cosa sono le BR*, cit., pp. 86-88.

[46] Brigate Rosse, MOLTI COMPAGNI O GRUPPI DELLA SINISTRA RIVOLUZIONARIA…, avril 1971, disponible sur : http://www.autprol.org/public/news/doc000315601011971.htm.

[47] Brigate Rosse, *Prima intervista a sé stessi*, septembre 1971, disponible sur: http://www.autprol.org/public/news/doc000315601011971.htm#br2.

[48] Brigate Rosse, *Un destino perfido!,* novembre 1971, disponible sur: http://www.autprol.org/public/news/doc000315601011971.htm#br3.

[49] Potere Operaio, *Circolare interna del giugno 1972*, in Corte d'Assise di Roma, proc. n. 1067/79 contro Antonio Negri et al., cit.

[50] *Proletari, è la guerra di classe!,* "Potere Operaio", cit.

[51] Aventurier ayant grandi dans un contexte de petite criminalité, au début des années 1970 Morucci est de loin le principal fournisseur en armes du pays : il a mis en place un trafic d'armes avec la Suisse (où l'achat est extrêmement simple) qui lui permet de refournir tous les groupes majeurs, y compris les « Brigades

dépendant du commandement de « PotOp », permet d'ailleurs au groupe extraparlementaire d'élever drastiquement la portée de ses attaques tout en maintenant une distance de sécurité en cas d'enquête policière.

La première action - la « jambisation » d'un chef d'atelier de la FATME (Salvatore Uras) - le FARO trahit d'emblée la compétition avec le modèle brigadiste. Comme on l'a déjà décrit dans le quatrième chapitre, au début de 1972 la tension ouvrière au sein de l'usine la plus grande et moderne de la ville se réveille[52] : la cellule de « PotOp » - qui a été marginalisée par le retour en force de la CGIL suite à « l'affaire Timperi »[53] - tente de profiter de cette flambée de conflictualité pour retrouver sa place perdue. L'occasion d'intervenir est fournie par le comportement vexatoire d'un technicien orienté à droite qui persévère dans son attitude nonobstant plusieurs représailles (dont l'incendie de sa voiture) : après avoir découvert sa résidence grâce à des rondes réalisées à l'aide d'une voiture volée, Uras est agressé près de son appartement par un jeune militant, Germano Maccari (futur geôlier brigadiste d'Aldo Moro) qui lui tire trois fois dans les jambes[54]. Le caractère de cette opération paramilitaire montre bien la référence critique à l'exemple brigadiste : le choix d'attaquer un chef d'atelier fait écho essentiellement à l'attentat spectaculaire réalisé par les « Br di Roma » contre le fonctionnaire de l'ATAC juste une année auparavant en 1971[55]. Le premier élément qui ressort est le rôle de la pratique territoriale comme facteur de légitimation de la violence : comme l'a mis en exergue le chapitre précédent, la FATME incarne le point d'agrégation d'un plus grand travail d'*illégalité de masse* que « PotOp » mène dans la « zone rouge » de « Tuscolano-Cinecittà ». Inscrire donc une action clandestine au sommet d'un cycle d'agitation ouvrière permet au groupe de maximiser l'efficacité de son message subversif à travers le quartier puisque la signification de l'acte violent peut être facilement véhiculée et appréhendée au dehors de l'usine. Se reliant à la situation territoriale, le FARO pense échapper à deux limites majeures reprochées aux BR : « l'extemporanéité » et le « pédagogisme » de l'action. Les mémoires des militants précisent bien cette intention. D'après la narration du journaliste Giovanni Bianconi qui cite les confidences de Maccari (nom de bataille : *Gulliver*) : « les ouvriers, à la sortie du travail, fêtaient au bar et cela représentait la satisfaction la plus grande pour Gulliver qui se sentait

Rouges ». En même temps, il a des rapports privilégiés avec Giangiacomo Feltrinelli, grâce à qui il a appris l'usage des techniques de dynamitage.

[52] *Forte risposta operaia ai ricatti dei padroni. La lotta alla Fatme: una grande questione cittadina*, "L'Unità", 26 février 1972.

[53] Voir le chapitre 4 de ce travail.

[54] Pour une reconstruction de l'attentat, voir : Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane*, cit., pp. 78-79.

[55] Voir : Le BR di Roma, *Ai lavoratori dell'Atac*, 2 avril 1971, cité dans Lorenzo Ruggiero, *Dossier Brigate rosse: 1969-1975,* cit., p. 103.

réellement leur bras armé. Il n'avait pas commis un geste isolé ou hors contexte, mais tout simplement réalisé ce que les opprimés de l'usine demandaient à toute force. […] Un tract de revendication fut distribué, mais aucun sigle n'y apparaissait : ainsi Germano Maccari pouvait se considérer partie d'une *avant-garde* qui était véritablement l'expression de la si célèbre *base* »[56]. Encore plus clairement, l'analyse de Valerio Morucci :

> Le but de notre action […] est uniquement d'éliminer un obstacle au déploiement de la lutte ouvrière. […] les Brigades Rouges […] voulaient acheminer étape par étape la classe ouvrière vers la lutte armée. Nous, au contraire, n'avions aucune intention pédagogique. Nous supportions par les armes la classe ouvrière qui aurait dû, toutefois, continuer à lutter avec ses méthodes et ses temps. Deux fonctions séparées, donc ; tandis que pour les Brigades Rouges il restait fondamental de garder l'unité entre intervention militaire et intervention politique[57].

Par conséquent, et voilà le deuxième élément, la conviction d'agir en soutien et pas en substitution du mouvement de masse, ouvre la voie à une élévation du niveau de la violence qui ne présenterait pas les effets collatéraux de la « pyromanie » brigadiste : comme le rappelle Aldo Grandi, l'action contre Uras représente, en effet, la première « jambisation » de l'histoire de la lutte armée en Italie[58]. Aux yeux des ouvriéristes, la capacité à lier le raid d'avant-garde au moment contestataire a permis un bond en avant de l'offensive anticapitaliste, en passant du simple vandalisme incendiaire à l'attaque contre la sécurité physique des ennemis. Un élément supplémentaire de fierté vient du constat que cette évolution ne s'est pas réalisé dans le « triangle industriel », berceau national du brigadisme, mais dans la métropole « administrative » et « sous-industrialisée » par excellence, où pour la première fois l'antagonisme ouvrier dans l'Italie républicaine trouvait un soutien sanglant et paramilitaire. Les mémoires de Valerio Morucci revendiquent explicitement cette primauté :

> Le premier chef d'atelier « jambisé » : un véritable record […]. À la lumière de ce qui serait arrivé dans les années suivantes, cela peut sembler une petite chose ; mais il faut penser qu'en ce moment-là, les Brigades Rouges se limitaient encore à bruler des camions dans les cours

[56] Giovanni Bianconi, *Mi dichiaro prigioniero politico*, cit., p. 170.
[57] Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti*, cit., p. 237.
[58] *Ibidem*, p. 235.

> des usines de Milan ou à remplir de poix les petits chefs fascistes. Personne jusque-là n'avait jamais utilisé des armes[59].

Suite à ce début « remarquable », le FARO décide alors de se concentrer sur les symboles du pouvoir étatique, d'une part pour continuer à se démarquer des BR et de l'autre pour développer davantage la fonction de « bras armé » de l'*illégalité de masse,* en frappant les sièges de la DC et des forces de l'ordre situées en centre-ville. Le 4 mars 1972 – en concurrence aussi avec « l'opération Macchiarini »[60] - une charge de dynamite explose dans la cour de la caserne des carabiniers du « Rione Celio » : selon le tract de revendication, il s'agit d'une « action de représailles pour le matraquage bestial que carabiniers et policiers ont effectué vendredi soir – 3 mars – dans le quartier Tiburtino aux dépenses d'une centaine de prolétaires qui manifestait contre un meeting fasciste »[61]. Le 9 mars une bombe explose à l'entrée de la section DC du quartier « Aurelio » ; le lendemain c'est le tour du portail de « Regina Coeli », la prison plus ancienne de la ville (« Rione Trastevere ») ; le 12 mars un incendie dévaste la bibliothèque espagnole (quartier « Salario ») ; le 14 mars, enfin, une explosion frappe les locaux de la section DC située dans le « Rione Borgo ». Cette campagne du FARO s'interrompt toutefois à l'improviste à cause de la mort de Feltrinelli[62] qui bouleverse, comme l'a montré le chapitre précédent, la mouvance ultragauchiste italienne tout entière et déclenche une querelle autour des limites de l'action terroriste. Tombé dans l'œil du cyclone pour ses relations étroites avec l'éditeur révolutionnaire[63], « PotOp » voit ses ressources et soutiens décliner, compromettant l'expérience du FARO : du coup, dès l'été 1972, toute action d'avant-garde redevient une affaire de la division réservée « Lavoro Illegale », interne au service d'ordre[64].

---

[59] Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane*, cit., p. 79.

[60] Le 3 mars à Milan les BR kidnappent le dirigeant de la Sit-Siemens Idalgo Macchiarini : ligoté et le pistolet sur la tempe, il est photographié avec un énorme panneau au cou : "*Brigades Rouges : Attaque et Fuit ! Rien ne restera impuni ! Frapper un pour en éduquer cent. Tout le pouvoir au peuple armé !*" Après 40 minutes, Macchiarini sera abandonné, toujours ligoté, dans l'extrême périphérie de la ville. Voir : *Sequestrano e picchiano un dirigente e gli intimano di non tornare al lavoro*, "La Stampa", 4 mars 1972.

[61] FARO, *Comunicato n. 2*, 10 mars 1972, cité dans, Progetto Memoria, *Le parole scritte,* cit., p. 32.

[62] Voir : *È l'editore Feltrinelli l'uomo dilaniato dal tritolo a Milano*, "La Stampa", 17 mars 1972.

[63] Un des plus hauts dirigeants de "PotOp", Carlo Fioroni, était aussi le bras droit de Feltrinelli et même le responsable militaire du FARO, Morucci, était entré dans les GAP au début de 1972. Voir : Aldo Grandi, *La generazione degli anni perduti*, cit., pp. 252-263.

[64] Voir le chapitre 6 de ce travail.

II. *Le météore des NAP : l'expérience suicide d'une organisation déterritorialisée (1974-1977)*

À la lumière de ces échecs, la mise en place d'une expérience accomplie de *parti armé* à Rome ne peut que se produire à la suite d'une intervention de l'extérieur. Alors que les BR ont dû temporairement abandonner leur intention d'installer une antenne dans la capitale – indispensable afin de poursuivre la nouvelle consigne stratégique de « l'attaque contre le cœur de l'État »[65] - à cause du blitz policier de Pinerolo (Piémont)[66], ce sont les NAP qui débarquent au début de 1975. Plus qu'une formation hiérarchisée, les « Nuclei Armati Proletari » incarnent une fédération de cellules clandestines, agissant de façon indépendante les unes des autres, moyennant une méthodologie commune qui prend racine principalement dans la réalité napolitaine et secondairement dans celle florentine[67]. Les NAP proviennent de la rencontre entre ce qu'en termes ultragauchistes on appelle le « prolétariat extra-légal » - les détenus d'origine populaire qui, en prison, ont politisé leur antagonisme[68] – et la propagande subversive des groupes extraparlementaires dans les pénitentiaires[69], notamment « Lotta Continua » qui a même constitué une « Commission » ad hoc[70]. Comme le remarque *Gnosis*, la revue historique des services secrets italiens,

---

[65] Les « Brigades Rouges » commencent à parler d'une offensive contre le noyau étatique situé à Rome au lendemain de « l'opération Sossi » (18 avril-22 mai 1974). Voir : Brigate Rosse, *Nessun crimine fascista resterà impunito!*, 18 juin 1974, disponible sur : http://www.bibliotecamarxista.org/soccorso%20rosso/capitolo%2016.htm.

[66] Le 8 septembre 1974, les deux leaders majeurs du groupe (Alberto Francheschini et Renato Curcio) sont arrêtés devant la gare de Pinerolo, près de Turin : le succès de l'opération policière est lié à l'activité d'infiltration dudit « Frate Mitra » - un ex-légionnaire et ex-frère franciscain actif dans les guérillas bolivienne et chilienne entre 1971 et 1973 – qui grâce à son prestige et à la promesse d'aider le groupe dans l'entrainement paramilitaire, était arrivé à attirer les deux brigadistes dans une embuscade. Pour la réaction des BR à ces arrestations, voir : Renato Curcio, *L'arresto di alcuni compagni non significa la sconfitta della necessità della guerra di classe*, décembre 1974, disponibile sur : www.bibliotecamarxista.org/soccorso rosso/capitolo 16.htm. Pour les conséquences négatives sur la décision de s'étendre à Rome, voir : Prospero Gallinari, *Un contadino nella metropoli*, cit., pp. 106-113.

[67] "*Noyaux de camarades qui opèrent dans des lieux et des situations différentes, de façon totalement autonome et qui gardent entre eux un rapport d'organisation et de confrontation politique, nous voyons le sigle Nuclei Armati Proletari non comme une signature qui caractérise une organisation au programme total, mais comme un sigle qui synthétise les caractères propres à notre expérience*", in Nuclei Armati Proletari, *Autointervista*, juin 1975, cité dans : Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., p. 240.

[68] Au début des années 1970, les effets de l'agitation soixante-huitarde arrivent finalement dans les enceintes pénitentiaires : les détenus pour des délits politiques entrent en contact avec les criminels de droit commun (notamment les jeunes braqueurs nés après la fin de la guerre et les condamnés à perpétuité) en provoquant la naissance d'un mouvement contestataire axé sur la revendication violente d'une amélioration des conditions de vie dans les prisons. Parmi les multiples collectifs de détenus qui se forment depuis, les plus importants sont certainement les « Pantere Rosse », le « Movimento dei proletari emarginati » et le « Collettivo George Jackson ». Voir le recueil documentaire : Maria Rita Prette (dir.), *Il carcere speciale*, Roma, Sensibili alle foglie, 2006, pp. 28-40.

[69] Voir : Christian De Vito, *La lotta armata e la « questione delle carceri »*, in Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata*, cit., pp. 285-303.

[70] Pour ce qui est de l'intervention de LC sur la population pénitentiaire, outre la rubrique *Les Damnés de la terre* sur « Lotta Continua », voir : Irene Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, Torino, Einaudi,

> la fusion entre la militance politique et la criminalité se réalise sous le signe d'une rébellion commune contre la société légale et s'alimente des textes de Frantz Fanon, théoricien de la libération violente des peuples colonisés et de l'expérience des Black Panthers américaines. La prison, en tant qu'expression maximale du pouvoir répressif exercé par le capitalisme à l'égard des classes subalternes, devient alors une "école de communisme" qui peut transformer la révolte individuelle du criminel de droit commun en une composante décisive du processus révolutionnaire[71].

Les « Nuclei Armati Proletari » se forment officiellement au printemps 1974, quand le processus de radicalisation des collectifs de détenus dépasse la capacité d'accueil et d'organisation des groupes extraparlementaires. Du fait du tournant modéré entrepris par LC[72] peu après la grande vague protestataire de l'été 1973[73], « plusieurs avant-gardes de détenus ont une sensation d'abandon et de trahison ; c'est justement de ce mélange explosif qui engendre l'élan vers la lutte armée clandestine […]. Le mouvement des prisons, isolé et battu, renaît sous la forme des Nuclei armati proletari »[74]. Dans la pratique, les NAP sont une structure militante qui relie les batailles dans les prisons avec la lutte armée à l'extérieur : les cibles sont les symboles et les représentants du « fascisme d'État », catégorie cognitive qui réunit toutes les figures de l'autorité sociale, des politiciens de la DC et du MSI aux policiers, en passant par les juges[75]. Le répertoire d'action est configuré selon les préceptes paramilitaires de la guérilla urbaine, tels que proposés par la R.A.F. allemande[76] : d'une part les attentats et les affrontements armés avec les forces de l'ordre et la magistrature, de l'autre les braquages pour le financement de l'activité révolutionnaire[77]. Focalisés sur la dynamique pénitentiaire et imprégnés d'une irrépressible envie

---

1973 ; Lotta Continua, *Ci siamo presi la libertà di lottare. Il movimento di massa dei detenuti da gennaio a settembre '73*, Roma, Edizioni Lotta Continua,1973.

[71] *I Nuclei Armati Proletari, ovvero carcere e mitra*, "Gnosis", n. 2, 2006, disponibile sur: http://gnosis.aisi.gov.it/Gnosis/Rivista7.nsf/servnavig/21.

[72] Comme le rappelle Luigi Bobbio, "Lotta Continua a changé son propre visage, en laissant derrière son extrémisme initial, avec lequel les détenus plus conscients s'étaient instinctivement reconnus, pour tenter d'élaborer une tactique à long terme qui envisage un rapport difficile et contradictoire avec le monde des institutions", in Id., *Storia di Lotta Continua*, cit., p. 139.

[73] Une grande mobilisation – accompagnée par des actes de protestation extrêmes, tels que la grève de la faim et le suicide - avait traversé toutes les prisons de la Péninsule pendant cette année : le ministre de la Justice de l'époque, Mario Zagari, est obligé de rencontrer les détenus de « Regina Coeli » (le pénitentiaire les plus ancien et délabré de Rome) pour tenter de faire cesser les émeutes. Voir : *Regina Coeli – continua lo sciopero della fame. I detenuti chiedono di trattare con il ministro Zagari*, "Lotta Continua", 14 juillet 1973.

[74] Luigi Bobbio, *Storia di Lotta Continua*, cit., pp. 139-140.

[75] Voir : Nuclei Armati Proletari – Autonomia Operaia, *Nucleo esterno Movimento dei detenuti*, 3 septembre 1974, cité dans : Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., pp. 230-232.

[76] Voir : Horst Mahler, *"Formare l'Armata rossa": i "tupamaros" d'Europa... ?* Verona, Bertani, 1972.

[77] Voir : Anne Steiner et Loïc Debray, *La Fraction Armée Rouge. Guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincsieck, 1987.

d'émancipation populaire[78], les « Nuclei Armati Proletari » rejettent tout gradualisme stratégique en faveur de l'attaque immédiate et directe contre les « centres du pouvoir économique et de l'apparat répressif »[79].

En ce sens, Rome attire inexorablement l'attention des NAP du fait de la concentration des fonctions supérieures du pouvoir policier de l'État (notamment les ministères de l'Intérieur et de la Justice, de la Défense) et de l'ensemble des structures décisionnelles en rapport avec ces domaines. Dépourvus toutefois du moindre lien avec la réalité romaine, les NAP entament leur installation dans la capitale grâce à quelques contacts fournis par les détenus de « Rebibbia » (quartier « Ponte Mammolo », périphérie nord-orientale de la ville), la nouvelle prison hypermoderne inaugurée en 1972 et destinée, théoriquement, à remplacer la vétuste « Regina Coeli »[80]. C'est justement à partir de cette nouvelle structure pénitentiaire que les NAP tentent de s'accréditer auprès de l'extrême gauche locale : le 1er octobre 1974, Rebibbia est incluse, en effet, dans la campagne démonstrative qui touche aussi les prisons de Milan et de Naples. Pendant la nuit des haut-parleurs remplis d'explosif – afin de dissuader l'intervention des forces de l'ordre – sont placés devant le portail d'entrée pour diffuser un appel :

> Camarade, la répression agit sur nous comme un complément des lois fascistes de l'État : c'est la preuve que le pouvoir viole le droit du prolétariat le plus faible, tout en se préparant à violer la liberté du prolétariat entier. Nous n'avons pas le choix : soit nous nous rebellons en commençant à lutter, soit nous nous mourons lentement dans les prisons, dans les ghettos, dans les hôpitaux psychiatriques où la société bourgeoise nous coince par ses méthodes violentes. Contre l'État bourgeois, pour sa destruction, pour notre auto-libération de classe, pour notre contribution au processus révolutionnaire du prolétariat, pour le communisme : révolte générale dans les prisons et lutte armée des noyaux à l'extérieur[81].

[78] Voir : Valerio Lucarelli, *Vorrei che il futuro fosse oggi. Nap: ribellione, rivolta e lotta armata*, Napoli, L'ancora del Mediterraneo, 2010.

[79] Nuclei Armati Proletari – Nucleo Armato Annamaria Mantini, *Comunicato azione Dell'Anno*, 5 mai 1975, cité dans : Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., pp. 242-243.

[80] Voir : *Rebibbia "prigione modello" manda in pensione Regina Coeli*, "Corriere della Sera", 25 avril 1972.

[81] Nuclei Armati Proletari – Autonomia Proletaria, *Nucleo esterno movimento dei detenuti*, 4 octobre 1974, cité dans : Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., p. 232.

Au début de janvier 1975, malgré de grandes difficultés, la cellule de Rome est définitivement formée[82] : les dirigeants proviennent principalement de Naples, tandis que la base est issue de couches sous-prolétaires romaines qui résident dans les quartiers occidentaux de la ville (notamment « Primavalle », « Garbatella » et la zone maritime de « Ostia ») où l'empreinte de la petite criminalité est plus intense. Cette composition révèle immédiatement une des faiblesses de l'organisation des NAP : la connaissance réduite du territoire de la part des responsables et la délégation des aspects matériels à un milieu instable de quartier, dans lequel la discipline militante est minée par les infiltrations policières et la présence de délinquants. D'ailleurs les NAP - qui ont rejeté l'orthodoxie marxiste, en récusant trois axiomes fondamentaux, tels que la centralité de la classe ouvrière, la stigmatisation du sous-prolétariat et la formation du parti comme condition préalable au déclenchement de la lutte armée – ne conçoivent la métropole qu'en termes de logistique militaire.

À la différence des « Brigades Rouges » qui les choisissent selon des critères d'inscription sociale et donc de renforcement du tissu militant du groupe[83], les NAP considèrent les bases urbaines comme de simples dépôts et, à la limite, comme des refuges : tandis que les BR implantent leurs foyers dans les quartiers sûrs et favorables, les NAP ne font aucune distinction entre secteurs bourgeois et « zones rouges », ni ne pensent à utiliser les bases comme moyen propagandiste auprès des couches ultragauchistes de la ville[84].

La territorialisation de cette formation clandestine se présente, en définitive, tout à fait aléatoire et instrumentale : les structures situées dans les quartiers résidentiels (deux bases à « Tor di Quinto », deux à « Aurelio » et une à « Gianicolense ») ont, en effet, les mêmes caractéristiques et fonctions que celles placées dans les périphéries populaires (« Tiburtino », « Ostia », « Primavalle »). De ce fait, l'expérience des NAP, montre une distance très élevée par rapport à la dynamique du « Mouvement ». Autant ce dernier est visible, territorialisé, gradualiste dans son parcours subversif, répondant aux rythmes et aux consignes de la contestation de masse, autant ce groupe armé est clandestin, fuyant, déconnecté des traditions et des cycles protestataires romains, solipsistes et apodictiques s'agissant des méthodes et des cibles. Au contraire des formations liées à *l'illégalité de masse* qui tentent de faire avancer par étapes le projet révolutionnaire, des « zones rouges »

[82] La cellule de Rome signe ses actions avec le sigle « Nucleo armato 29 ottobre », en l'honneur de deux membres du groupe (Luca Mantini et Sergio Romeo) tués à Florence le 29 octobre 1974 pendant une fusillade avec les carabiniers qui avait suivi un braquage d'autofinancement. Voir : *Firenze : rapina in banca, sparatoria. Due banditi uccisi, carabiniere ferito*, "La Stampa", 30 octobre 1974.

[83] Voir : Brigate Rosse, *Alcune questioni per la discussione sull'organizzazione*, cit.

[84] Pour une lecture des processus organisationnels du parti armé dans les métropoles italiennes, voir : Sabino Acquaviva, *Guerriglia e guerra rivoluzionaria in Italia*, cit.

au centre-ville, les NAP misent exclusivement sur le scandale et l'angoisse provoqués par des actions exemplaires au cœur des territoires bourgeois et contre les sièges de l'autorité policière.

La première opération[85] se déroule le 6 février : une petite « bombe démonstrative », qui n'explosera pas, et un tract stigmatisant le projet de la « loi Reale » sont placés sur la voiture du Président de l'Association nationale des magistrats, Giovanni De Matteo. Le 13 février, deux commandos donnent simultanément l'assaut au club des officiers et au garage de la police en jetant des engins – restés inertes, cette fois aussi – et en engageant des fusillades avec les pelotons de surveillance. Le 21 avril le conseiller régional de la « DC », Filippo De Jorio - célèbre avocat qui avait défendu les néofascistes du « Fronte Nazionale » dans le procès pour le « Golpe Borghese » (7-8 décembre 1970) – échappe par miracle à une embuscade[86]. Le 6 mai, les NAP réalisent leur action la plus éclatante : le juge de Cassation et directeur du « Centre électronique du système pénitentiaire » du Ministère de la Justice, Giuseppe Di Gennaro, est kidnappé, tandis qu'un noyau de trois détenus de la prison de Viterbe prend en otage trois surveillants après avoir vainement tenté une évasion. Les raisons et les finalités de ces gestes sont expliquées dans trois documents du groupe armé[87] : extorquer au juge le maximum d'information sur le fonctionnement interne de la machine pénitentiaire italienne ; garantir la sécurité physique des trois détenus en montrant à l'État que dorénavant chaque violence contre les prisonniers comportera de graves représailles à l'extérieur[88] ; obtenir immédiatement une amélioration des conditions de vie des « nappisti » détenus[89], et, sur le court terme, pour le reste des détenus de Viterbe ; la diffusion d'un communiqué à travers la télévision publique. Toutes ces requêtes satisfaites, le juge Di Gennaro est libéré le 11 mai 1975[90].

---

[85] En vérité, pendant longtemps la littérature historiographique et les chroniques journalistiques ont considéré la « jambisation » (28 janvier 1975) de Tommaso Manzo, ancien secrétaire de la « fameuse » section MSI à la « Balduina » et avocat de la Fédération romaine du parti, comme la première action armée des NAP à Rome : cette supposition se basait sur l'identification du « nappista » Pasquale De Laurentis comme possible exécuteur de l'attentat. Initialement condamné, De Laurentis est enfin acquitté en raison des aveux faits, plusieurs années après, par certains membres des UCC qui attribuent la responsabilité de la « jambisation » aux deux militants de l'*autonomie militariste* (Lojacono et Panzieri) ensuite impliqués dans l'homicide Mantakas.

[86] Voir : *Colpi di pistola contro il consigliere regionale dc De Jorio*, "L'Unità", 22 avril 1975.

[87] Nuceli Armati Proletari – Nucleo Armato 29 ottobre, *Azione Di Gennaro*, 6 mai 1975, Nucleo Armato 29 ottobre, *Azione Di Gennaro. Comunicato n. 1*, 9 mai 1975 ; Nucleo Armato 29 ottobre, *Azione Di Gennaro, Comunicato n. 2*, 10 mai 1975, cité dans Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., pp. 234-237.

[88] Dans l'extrême gauche italienne, le choc pour le « Massacre d'Alessandria » était particulièrement fort. Le 10 mai 1974, les carabiniers intervinrent rudement dans la prison d'Alessandria (Piémont) pour mater la énième révolte du « mouvement des détenus ». L'opération aboutit à un massacre : deux détenus, deux otages et deux policiers restent tués. Voir : *Alessandria : conclusa nel sangue la rivolta in carcere. Sei morti, undici feriti*, "La Stampa", 11 mai 1974.

[89] Les trois détenus seront effectivement déplacés dans une structure pénitentiaire moins rigide.

[90] Nucleo Armato 29 ottobre, *Azione Di Gennaro*. *Comunicato n. 3*, 11 mai 1975, in Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., p. 237.

Après six mois de campagne, les résultats se révèlent toutefois maigres et les NAP se trouvent confrontés aux critiques croissantes du monde ultragauchiste romain[91] : à cette crise d'image, s'ajoutent, en juillet, les premières défaites à caractère paramilitaire. Le 7 juillet une brigade de l'*Ispettorato Antiterrorismo* (bureau antiterroriste) fait irruption dans une des bases du groupe, dans le quartier chic « Tor di Quinto » et tue la militante Anna Maria Mantini[92] : le choc est énorme, car d'un seul coup, le noyau romain perd une de ses leaders et voit s'ouvrir une faille profonde dans son régime de clandestinité[93]. Cet événement arrive, de plus, à l'issue d'un mois noir, pendant lequel plusieurs figures importantes avaient perdu la vie ou la liberté : le 30 mai, le dirigeant qui tenait les rapports entre la cellule de Naples et celle de Rome, Giovanni Taras, meurt à cause de l'explosion de l'engin qu'il était en train de place sur le toit d'un hôpital psychiatrique pour criminels ; tandis que le 9 juin, quatre militants du « Nucleo Armato 29 ottobre » sont arrêtés.

Le noyau romain en sort dévasté[94] et il faut attendre six mois pour la réorganisation de ses membres survivants, qui se réalise autour d'une alliance informelle avec les BR[95]. En vérité, la direction des opérations dans la capitale est prise en main par le « Nucleo Armato Sergio Romeo » de Naples, ce qui accroit le rapport instrumental à la ville qui dans l'imaginaire de ce groupe armé devient définitivement un simple champ de bataille. Le 28 janvier 1976, le juge Pietro Margariti – responsable des déplacements des détenus sur le territoire national – est « jambisé » ; le 9 février les NAP se vengent de l'homicide d'Anna Maria Mantini en organisant un attentat contre l'agent qui l'avait tuée (Antonio Tuzzolino)[96] ; le 1er mars, plusieurs casernes des carabiniers essuient des attaques incendiaires[97] ; le 5 mai, le célèbre juge Paolino Dell'Anno – déjà cible des « rétorsions rouges » au début des années 1970 – sort miraculeusement indemne d'une embuscade qui

[91] Le noyau romain des NAP, tente de répondre à ces critiques à travers deux documents (sous forme d'auto-interview, suivant le modèle des Tupamaros) publiés en juin 1975 : Nuclei Armati Proletari – Nucleo Interno, *Azione Di Gennaro. Autointervista*, juin 1975 ; Nuclei Armati Proletari – Nucleo Armato 29 ottobre, *Autointervista*, juin 1975, in Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., pp. 237-242.

[92] Sœur de Luca Mantini, le militant des NAP au nom duquel avait été nommé le noyau de Rome. Pendant l'irruption, la brigade tue aussi Rosaria Palladino, victime innocente qui se trouve au mauvais endroit au mauvais moment. Voir : *Ancora molti punti oscuri sull'uccisione della ragazza nel covo dei NAP a Roma*, "L'Unità", 9 juillet 1975.

[93] Le découragement est évident dans le tract distribué par le "Nucleo Armato 29 ottobre" le 10 juillet 1975, voir : *Anna Maria Mantini : un brutale assassinio dell'antiterrorismo*, "Lotte Operaie Murale", n. 88, 10 juillet 1975.

[94] Jusqu'à la fin de l'année, une seule opération est tentée le 4 octobre 1975 : un attentat à la bombe – qui a d'ailleurs lamentablement échoué - contre la société « Ticino » qui emploie des détenus.

[95] Les BR aussi ont failli disparaitre sous les coups de la répression policière au tournant de 1975 : des trois fondateurs majeurs du groupe, deux sont arrêtés dans le « blitz de Pinerolo » et la troisième (Mara Cagol) est assassinée par les forces de l'ordre le 5 juin 1975. L'alliance avec les NAP sert alors à compenser les faiblesses des deux formations en crise.

[96] Ce policier reste paralysé des membres inférieurs.

[97] Ces attaques font partie d'une plus grande campagne qui touche aussi les villes de Florence, Gênes, Milan, Naples, Pise et Turin. Il s'agit de la première opération cosignée avec les BR

a laissé sa voiture criblée de balles. Le fait que la moitié de ces actions soit liée à des représailles pour la mort d'Anna Maria Mantini[98], montre bien que l'expérience des NAP est déjà entrée dans sa phase involutive : le dilettantisme opérationnel qui porte souvent à l'échec de l'action, le mauvais cloisonnement qui permet aux forces de l'ordre de saisir bases et militants, la désinvolture excessive avec laquelle est interprétée la pratique armée qui provoque la mort de plusieurs dirigeants de l'organisation, le manque total de racines territoriales qui prive l'organisation de soutien social et de contacts avec le « Mouvement », désamorcent finalement toute velléité subversive des NAP. Le désespoir du groupe ressort nettement du tract de revendication de l'attentat contre le juge Dell'Anno : aucune indication stratégique ni la moindre analyse des implications de l'attentat n'y figurent, tandis que le texte se limite à lancer un appel indiscriminé aux partisans de l'*illégalité de masse,* portant sur la nécessité d'adhérer au *parti armé.*

> Certaines finalités et […] formes de lutte, telles que le sabotage et la destruction des appareils productifs, n'affectent pas le projet des multinationales – basé sur la répression contrerévolutionnaire et la restructuration anti-prolétaire de la production – et ouvrent la voie, de plus, à la calomnie des réformistes et aux provocations des bourgeois ; mais pire encore, ces actions ne représentent pas un terrain réel de croissance politique et organisationnelle pour les prolétaires et leurs avant-gardes armées[99].

L'affaiblissement du projet révolutionnaire des NAP s'aggrave d'autant plus, en 1976, quand le « Ispettorato Antiterrorismo » arrive à repérer et démanteler deux bases : pendant le premier blitz (20 mai 1976, dans la banlieue de « Primavalle ») les policiers trouvent armes et documents faux ; la deuxième irruption – réalisée dans le quartier « Aurelio » le 5 septembre - porte à l'arrestation de tout l'état-major du groupe[100]. Frustrés, isolés, décimés, les « nappisti » encore en liberté tentent une relance désespérée, en organisant le 14 décembre 1976 un attentat contre Alfonso Noce, chef de la brigade antiterroriste du Latium : le commando – toujours marqué par son impréparation paramilitaire – attaque frontalement

[98] Le juge Dell'Anno est frappé parce qu'il conduit l'enquête sur la mort d'Anna Maria Mantini et par conséquent, il est le responsable du rejet de l'accusation d'homicide volontaire contre l'agent Tuzzolino.

[99] Nuclei Armati Proletari – Nucleo Armato Annamaria Mantini, *Comunicato azione Dell'Anno*, cit.

[100] Voir : *Sei nappisti (tra cui l'ideologo) arrestati in un residence a Roma*, "La Stampa", 6 septembre 1976.

l'escorte du fonctionnaire de police. Finalement un agent et un extrémiste sont assassinés[101], tandis que Noce n'est que blessé légèrement[102].

L'histoire des NAP se termine lorsque le 16 février 1977, le tribunal de Naples condamne 22 « nappisti » à 290 ans de prison au total[103]. Les derniers groupes sont éradiqués pendant le reste de l'année : le 22 mars 1977, un policier en dehors du service, reconnait sur un bus Maria Pia Vianale – une membre du noyau de Naples qui s'était évadée le 21 janvier 1977, peu avant la fin du procès, et s'était réfugiée à Rome – et tente de l'arrêter. Il ne se rend pas compte, toutefois, de la présence d'un autre militant des NAP (Antonio Lo Muscio, appartenant à l'ancienne cellule de Milan), qui lui tire dessus, et le tue[104]. Pendant la recherche des deux fugitifs, les forces de l'ordre découvrent dans le quartier « Gianicolense » une base remplie d'armes et de faux documents. Le 1er juillet 1977, Antonio Lo Muscio, Maria Pia Vianale et Franca Salerno[105] sont interceptés sur l'escalier de la Basilique de Saint-Pierre-aux-Liens (près du Colisée) : au bout d'une rapide et rude bagarre, Lo Muscio est assassiné (probablement exécuté en représailles des évènements du 22 mars) et les deux femmes (dont une enceinte) sont arrêtées. Grâce aussi aux documents trouvés sur eux, la police repère les dernières bases actives du groupe : une à « Tor di Quinto » (2 juillet), une au quartier « Aurelio » (13 décembre), une à « Ostia » (27 décembre 1977).

III. *L'émergence d'un parti armé autochtone (1975-1977)*

En coïncidence avec le débarquement des NAP, un premier embryon de *parti armé* émerge aussi du terreau romain : il s'agit de la scission de l'ancien « service d'ordre » de « PotOp » qui suite aux « évènements de San Basilio » (septembre 1974) a entrepris un rapide processus de militarisation[106]. Comme l'a décrit le sixième chapitre, après la dissolution du

[101] La victime est Martino Zicchitella, un membre du noyau de Turin qui s'était évadé de la prison de Lecce le 20 août 1976. Plusieurs reconstructions envisagent que Zicchitella ait été touché par un « tir ami ». Voir : Alessandro Silji, *Malpaese : criminalità, corruzione e politica nell'Italia della prima Repubblica*, cit., p. 110.

[102] Voir : *Attentato a Roma: uccisi un agente e il nappista torinese Zichitella*, "La Stampa", 15 décembre 1976.

[103] Voir : *Tre secoli di reclusione ai NAP. La magistratura democratica pronuncia la sua vendetta. Lotta armata e linea di classe*, "Lotte Operaie Murale", n. 136, 17 février 1977.

[104] Pendant la poursuite des deux "nappisti" en fuite, les forces de l'ordre tuent par erreur un agent de sécurité. Voir : Emilio Pucci, *I due poliziotti assassinati a Roma*, "La Stampa", 23 mars 1977.

[105] Il s'agit de la "nappista" évadée avec Maria Pia Vianale.

[106] Voir les chapitres 3 et 6 de ce travail.

groupe ouvriériste, ce qui restait de ses sections territoriales s'était réorganisé sous l'égide de l'a*utonomie ouvrière organisée,* en créant le réseau des « Comités Communistes Romains »[107] : leur caractéristique principale est la structure à double niveau, vouée à accompagner, par un bras clandestin, l'exercice de l'*illégalité de masse.* Le tronçon public - sièges, journaux, manifestations – fait référence à « l'Assemblée citadine », un organisme qui tente de coordonner l'activité des multiples franges du « Mouvement » ; la composante cachée, en revanche, regarde au projet de « Senza Tregua » qui prône la constitution « d'avant-gardes armées capables de s'opposer à la domination politico-militaire de l'État sur le territoire »[108]. Cette dialectique complexe - basée sur l'ambition de pouvoir intégrer le potentiel offensif de la clandestinité au sein d'une progression subversive de masse – entre en crise l'été 1975, quand l'achèvement des parcours de radicalisation liés au contrôle du territoire (apogée de la « lutte pour le logement » et de l'antifascisme militant) porte les extrémistes romains à se poser la question de l'élévation du niveau de l'affrontement pour arriver finalement à prendre la ville[109]. Aux yeux de ceux qui commencent à préconiser une bataille imminente pour le pouvoir, le système du double niveau ne semble plus adapté au but insurrectionnel : le « Mouvement » paraît trop hétérogène et fragmenté pour diriger l'attaque contre l'État, tandis que les instances de lutte armée nécessiteraient une organisation rationnelle et unitaire pour arriver à désarticuler effectivement les appareils du néocapitalisme. En même temps, la seule efficacité technique du *parti armé* n'est pas considérée comme suffisante pour faire avancer la mission révolutionnaire.

Au bout d'une discussion longue et difficile[110], les noyaux militaires clandestins du « Comité Communiste de Centocelle » (CoCoCe) et du « Comité Communiste de Cinecittà » élaborent alors une nouvelle stratégie subversive qui renverse le rapport entre l'*illégalité de masse* et la praxis clandestine : au lieu d'un bras paramilitaire complètement subordonné au « Mouvement », un *parti armé* accompli et autonome doit prendre la tête des luttes prolétaires afin d'ouvrir la voie au soulèvement populaire. L'ancienne appartenance à « Lavoro Illegale » permet à ces militants de proposer le projet à Valerio Morucci, qui venait juste de se remettre à l'activité extraparlementaire après une période de réflexion : de cette rencontre se forme le LAPP (« Lutte armée pour le pouvoir prolétaire »)[111]. Malgré la séduction exercée par les expériences des BR et des NAP, l'identité et le *modus operandi*

[107] Dans ce réseau étaient entrés aussi plusieurs ressortissants post-trotskistes, marxistes-léninistes et maoïstes.

[108] *Nell'arco di una settimana…*, "Comunismo", n.u., avril 1975. Pour une analyse détaillée, voir : Emilio Mentasti, *Senza Tregua*, cit., pp. 136-162.

[109] Voir le chapitre 6 de ce travail.

[110] Voir : Giovanni Bianconi, *Mi dichiaro prigioniero politico*, cit., pp. 105-112.

[111] Voir : Progetto Memoria, *La mappa perduta*, cit., pp. 74-80.

du LAPP se construisent par opposition à ces modèles de *parti armé* : l'exemple des « Brigades Rouges » est perçu par les extrémistes de la capitale comme trop élitiste et « septentrional » – donc inapte à la réalité romaine en raison de la faible industrialisation de la ville[112] ; celui des NAP, en revanche, se présente comme excessivement improvisé et monothématique[113]. Dans les deux cas, l'énorme potentiel antagoniste des « zones rouges » – le seul élément en mesure de compenser la minorité de la classe ouvrière au sein du contexte socioéconomique de Rome – reste négligé. Le LAPP veut, au contraire, utiliser toutes les possibilités destructives fournies par le régime de clandestinité sans pour autant perdre un rapport dialectique avec la spécificité romaine et ses processus de territorialisation liés à l'*illégalité de masse.* Ce groupe armé décide, en effet, de maintenir ses propres bases dans les quartiers prolétaires[114] – notamment dans le quadrant oriental où se situent les « Comités communistes » qui aliment cette formation – et de choisir les cibles en fonction de la direction prise par la conflictualité sociale. D'après les mots de Valerio Morucci :

> Notre projet était donc différent. Pour nous, c'était dans les quartiers prolétaires que la lutte devait grandir, là où le prolétariat s'inventait tous les jours de nouvelles formes de lutte et d'organisation. […] notre modèle de prolétariat aurait dû parcourir toute sa dimension locale, en la subvertissant par l'élimination des obstacles le long du chemin et en s'enrichissant à chaque apparition de nouvelles initiatives, nouvelles inventions et nouvelles capacités. Et finalement, il serait sorti du tunnel, comme une taupe qui a bien creusé […]. Les forteresses de l'ennemi étaient trop solides pour les affronter en champ libre, mais elles pouvaient devenir d'emblée des châteaux de cartes si leurs fondations étaient sapées. Nous voulions donner au Mouvement révolutionnaire la technique et les instruments de la guérilla […][115].

---

[112] Comme le note le militant du CoCoCe, Antonio Savasta : "*à l'époque, pour nous, la clandestinité des Brigades Rouges représentait un handicap, puisque nous vivions et agissions dans les quartiers. […] Garder le rapport avec le social tout en expérimentant une organisation répondant au modèle du parti léniniste qui réunissait en soi le politique et le militaire […] : d'un côté donc l'organisation, voire sa direction politique sur les mouvements de lutte pour le logement et pour les autres problématiques sociales de Rome ; de l'autre l'expérimentation de l'usage des techniques paramilitaires pour soutenir ces mouvements*", in Luigi Manconi et Raimondo Catanzaro (dir.), *Storie di lotta armata*, cit., pp. 435-436.

[113] D'après l'opinion de Valerio Morucci : "*à Rome les NAP ont provoqué des dégâts incroyables, en essayant, sans y arriver, de tuer le juge Dell'Anno et l'agent Tuzzolino […]. Les NAP sont l'organisation la plus proche en termes de malheurs aux entreprises des bolchéviques entre 1905 et 1917 : deux ou trois d'entre eux étaient morts simplement en plaçant ou préparant des bombes*", Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane*, cit., p. 213.

[114] Le groupe est organisé en « escadrons territoriaux », chacun basé dans une « zone rouge » différente.

[115] Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane*, cit., pp. 198-199.

Justement, comme l'a bien montré le quatrième chapitre de ce travail, l'action la plus célèbre du LAPP[116] - l'attentat à la bombe qui dévaste le siège commercial de la SIP le 4 novembre 1975 - s'inscrit intégralement dans le front des luttes contre la vie chère[117] : intervenue pendant la longue vague de sabotages contre les commutateurs téléphoniques et accompagnée par une campagne d'affichage dans les « zones rouges » de la ville, il s'agit explicitement d'une opération vouée à soutenir et assister l'effort du « Mouvement » dans cette forme particulière de subversion. Cette volonté d'harmoniser la tactique clandestine à la stratégie de l'*illégalité de masse* se révèle être la vraie marque distinctive de tout le *parti armé* romain : en ce sens, l'homicide non revendiqué de Mario Zicchieri (29 octobre 1975)[118] - que les reconstructions journalistiques ont toujours attribué au LAPP[119] ou plus récemment à un milieu spontanéiste qui formera deux ans plus tard le groupe « Guerriglia Comunista »[120] - est emblématique. Malgré le répertoire inhabituel[121], l'attentat meurtrier se lie étroitement, en effet, à la pratique de l'antifascisme militant qui quelques mois auparavant avait atteint son apogée dans la capitale, et s'intègre du coup à l'effort de contrôle territorial mené par le « Mouvement » : l'assassinat est perpétré le lendemain de la mise en accusation de Lojacono et Panzieri pour l'homicide Mantakas et la cible choisie revêt une importance symbolique bien déterminée au sein de la confrontation de quartier entre les « rouges » et les « noirs ». Les victimes[122] du raid sont deux membres de « Lotta Popolare », un courant interne du MSI qui réclame une régénération du parti à la lumière des instances nationales populaires et contestataires proposées par les militants les plus jeunes[123] : son épicentre se situe dans la section MSI « Prenestino » qui – comme l'a mis en exergue le chapitre précédent – représente la forteresse majeure du néofascisme romain sur la ligne de frontière sud-orientale et le point de départ du tout projet de pénétration dans les

[116] Ce groupe armé emploie le gros de son existence à rassembler des financements à travers les braquages et à s'approvisionner d'armes à feu.

[117] Voir le chapitre 4 de ce travail.

[118] Voir le chapitre 5 de ce travail.

[119] Voir : Luca Telese, *Cuori Neri*, cit., pp. 353-386 ; Nicola Rao, *Colpo al cuore*, cit., pp. 30-34. Voir aussi : *Vi racconto come è morto Mario*, "Il Giornale d'Italia", 28 octobre 2012.

[120] Voir : Keoma, *Omicidio Zicchieri, Keoma non crede a Luchetti e insiste su Guerriglia comunista*, 31 octobre 2012, sur : http://www.fascinazione.info/2012/10/omicidio-zicchieri-keoma-non-crede.html.

[121] La typologie de l'attentat (des rafales utilisant un fusil à canon scié au sein d'une embuscade) et le manque de revendication ont toujours posé un problème pour les historiens : il s'agit en effet d'un modus operandi typique de la criminalité organisée et étranger à la « koinè ultragauchiste » romaine ; pareilles anomalies apparaissent à d'autres reprises (« massacre de Acca Larentia », homicide du lieutenant-colonel des carabiniers Antonio Varisco) lors des années de plomb en coïncidence des tournants de radicalisation de la violence politique dans la capitale. Voir par exemple : Valerio Cutonilli et Luca Valentinotti, *Acca Larentia. Quello che non è stato mai detto*, Roma, Trecento, 2010.

[122] Outre Mario Zicchieri, le jeune néofasciste Marco Luchetti est gravement blessé.

[123] Voir le chapitre 2 de ce travail.

principales « zones rouges » de la ville[124]. En raison de son implantation juvénile et de sa concurrence directe sur le terrain de l'*illégalité de masse* – notamment la « lutte pour le logement » et l'opposition à la vie chère – « Lotta Popolare » est perçue par le « Mouvement » comme une dangereuse réincarnation néofasciste à extirper avant qu'elle ne puisse s'enraciner dans le tissu des périphéries[125]. De plus, le secrétaire de la section « Prenestino » (Luigi D'Addio) est une des figures « noires » les plus détestées par les extrémistes « rouges » de la capitale, puisqu'il est suspecté d'avoir dénoncé Alvaro Lojacono pour l'assassinat de Mikis Mantakas[126]. De ce fait, il devient évident que l'homicide Zicchieri – en tant qu'action à caractère paramilitaire et clandestine – se veut comme une « opération spéciale » apte à dégager la voie de la « lutte prolétaire » contre le néofascisme : en effet, cet attentat permettrait d'envoyer une menace transversale à l'ensemble de la mouvance « noire » de la ville, théoriquement sans salir les mains du « Mouvement »[127], tout en réaffirmant l'intangibilité des confins urbains qui séparent les quartiers bourgeois des « zones rouges »[128]. Cependant, au cœur de cette mission cachée se niche aussi l'intention de provoquer les prodromes de la guerre civile, en catalysant les tensions vindicatives qui se sont accumulées dans les milieux extraparlementaires romains depuis le « bûcher de Primavalle » : finalement, en flattant les pulsions violentes les plus viscérales, ces avant-gardes clandestines veulent entrainer tout le « Mouvement » dans la lutte armée. La chronique des jours suivants montre que cette velléité de radicalisation du cadre sociopolitique est effectivement atteinte : à l'extrême droite comme dans

[124] L'importance de cette section est aussi déterminée par la présence dans le même quartier d'un gymnase de boxe fréquenté exclusivement par le service d'ordre du MSI (« Volontari Nazionali ») : ces « prétoriens » du parti, particulièrement aguerris et entrainés, représentaient une menace pour les militants d'ultragauche de cette zone. Déjà pendant 1974, le « CoCoCe » avait organisé des raids contre ces deux sièges. Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia*, cit., p. 385 et 393.

[125] Le même jour de l'homicide, le quotidien « Lotta Continua » consacre un article aux manœuvres de pénétration opéré par les néofascistes dans la zone rouge du « Tiburtino ». Voir : *Roma – oggi manifestazione al Tiburtino: contro la strumentalizzazione fascista per riaffermare gli obiettivi del movimento di lotta per la casa*, "Lotta Continua, 29 octobre 1975.

[126] L'animosité entre les deux, Lojacono et D'Addio, remonte au matin du 28 février 1975 (jour de l'homicide Mantakas), quand ils en viennent aux mains et sont séparés seulement grâce à l'intervention du carabinier Antonio Varisco (qui sera tué en circonstances obscures en 1979). Voir : Nicola Rao, *Il piombo e la celtica*, cit., pp. 14-17.

[127] Voir : Lotta Continua – Sezione Tiburtina « Fabrizio Ceruso », *L'omicidio del Prenestino: una provocazione contro la classe operaia*, 30 octobre 1975, in « Fondo Memorie di Carta », Alberto Poli, d. 1, f. 1, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome. Pour un panorama des réactions du Mouvement, voir : Luca Telese, *Cuori Neri*, cit., pp. 359-361.

[128] Comme le rappelle le journaliste Luca Telese : "*depuis plusieurs jours la guérilla pour le contrôle du territoire continue à sévir. Sur les murs du quartier, des messages inquiétants sont apparus : FASCISTE DE PLACE RONCHI, FAIS ATTENTION À TOI ! ou LES NOIRS PREPAREZ-VOUS ! LE PLOMB VOUS ATTEND ! Les auteurs appartiennent à Avanguardia Operaia et à Lotta Continua mais personne ne s'inquiète véritablement. Même en bas de chez Mario Zicchieri, un message […] : MORT AUX FASCISTES ! et cette fois il n'y a aucune signature, mais seulement une faucille et un marteau*", in Luca Telese, *Cuori Neri*, cit., p. 339. D'ailleurs, comme on l'a vu dans le chapitre 5 de ce travail, la section MSI « Prenestino » avait déjà failli être le théâtre d'un homicide politique le 25 avril 1974, quand pendant des affrontements entre « rouges » et « noirs », un jeune néofasciste restait gravement blessé à la tête par une hache.

l'ultragauche les positions plus modérées et gradualistes sont brusquement marginalisées. Au sein du monde néofasciste, on assiste à l'exacerbation des tensions générationnelles entre les dirigeants adultes et la base juvénile : alors que les premiers s'adossent à la tradition rhétorique de l'héroïsme noir[129] et de l'État fort, les autres réagissent à l'homicide en condamnant toute autorité et s'abandonnent à une révolte indiscriminée le long des « frontières » orientales de la ville. Le soir de l'homicide, une foule de jeunes néofascistes donne l'assaut à la section PCI du quartier « Prenestino-Labicano » : pendant les affrontements, un agent de police est gravement blessé. Le lendemain une manifestation à la mémoire de Zicchieri tourne à la guérilla urbaine : à coups de bâtons, couteaux et pistolets le cortège attaque d'abord le Ministère de l'Intérieur[130] (« Rione Castro Pretorio »), ensuite la section PCI du quartier « Esquilino »[131] et enfin la section universitaire de « Lotta Continua ». Peu après, un commando organise une expédition punitive contre un militant LC de « San Lorenzo » (Emilio Petrucelli)[132]. Mais une tragique série de coïncidences conduit les extrémistes « noirs » à tuer par erreur un chômeur apolitique (Antonio Corrado)[133]. Le 3 novembre, des membres du « cercle étudiant » de rue Noto dévastent la section PCI contigüe et poignardent le secrétaire local[134]. La divergence entre les deux générations du néofascisme romain se révèle incommensurable : comme le remarque le journaliste Nicola Rao, « la mort de *Cremino* [surnom de Zicchieri, ndr] fait exploser les contradictions internes au MSI. Le groupe de *Lotta Popolare* – auquel se sont associés certains néofascistes dissidents […] – devient substantiellement un parti dans le parti, qui attaque frontalement la direction au motif de son inaction face à l'offensive rouge qui a investi les jeunes militants noirs des périphéries »[135]. La rage de la nouvelle génération néofasciste – qui à la différence de la précédente ne peut plus compter sur les organisations extraparlementaires pour canaliser ses pulsions les plus outrancières[136] – se déverse aussi contre le leadership du MSI : pour la première fois, les « chefs » du parti sont explicitement

[129] D'après l'oraison funèbre de Giorgio Almirante : "*Le message de Mario Zicchieri, des frères Mattei, le message de Mantakas et ce de tous nos martyres adorés c'est un message de présence […]. Nous menons une bataille anticommuniste, voire une bataille de liberté, une bataille contre la férocité qui se caractérise par ses méthodes exemplaires et civiles*", cité dans Luca Telese, *Cuori Neri*, cit., pp. 359-360.

[130] Un policier est matraqué pendant l'assaut.

[131] Un militant communiste est gravement blessé. Voir : *Colpi di pistola contro una sede PCI – Violenti scontri davanti al Viminale*, "L'Unità", 1er novembre 1975.

[132] Dans l'imaginaire néofasciste, « LC » incarne la quintessence de l'antifascisme militant et donc la première cible à frapper en cas de rétorsion.

[133] Antonio Corrado se trouve au mauvais endroit au mauvais moment et il a la malchance de ressembler comme une goutte d'eau à Emilio Petrucelli, qui – de son côté – a eu la chance de changer son trajet habituel pour rentrer chez lui. Voir : *Ucciso al posto di un altro*, "L'Unità", 31 octobre 1975.

[134] Voir : *Assalto fascista a una sezione del PCI: ferito il segretario*, "L'Unità", 4 novembre 1975.

[135] Nicola Rao, *Il Piombo e la celtica*, cit., p. 62.

[136] Les organisations traditionnelles de l'extrême droite (ON, AN, LdP) sont, en effet, disparues. Voir le chapitre 2 de ce travail.

contestés et menacés[137], tandis que même l'appartenance au champ de droite est mise en question. Le 28 novembre 1975, sur les murs du quartier « Prenestino-Labicano » est collée une affiche signée par le « MSI – Lotta Popolare : Section Prenestino » qui réclame « l'État organique » et la « socialisation de l'économie », tout en décrétant le rejet des catégories de « droite » et « gauche » en faveur de la « lutte populaire ». Le parti - qui est en train de se débarrasser de ses liaisons dangereuses avec l'aire extraparlementaire[138] - opte pour la ligne dure et expulse les promoteurs de l'initiative (le secrétaire de la section « Prenestino », le dirigeant de la section « Portonaccio » et le commissaire de la section « Nomentano ») : ces derniers, avec d'autres néofascistes dissidents, vont constituer en mai 1976 le « Movimento d'azione Lotta Popolare »[139]. Dotée aussi d'une radio (« Radio Contro »), cette formation incarne le premier jalon du processus émancipateur et radicalisant qui portera la jeunesse « noire » dans les « années de plomb ».

Au sein du « Mouvement », l'homicide Zicchieri a des conséquences similaires, notamment par l'accélération de l'agitation à « Lotta Continua ». À la remorque de la thèse du PCI[140], la « tête » du groupe spontanéiste stigmatise « un homicide inconcevable quelle que soit la logique politique, même la plus dégénérée : un acte qui peut appartenir exclusivement aux stratèges de la tension, vieux et nouveaux. Dans aucune logique politique […] qui se veut antifasciste, il est imaginable qu'une action réalisée selon les méthodes et les finalités propres aux évènements du *Prenestino*. Ceux qui sont en mesure de tuer avec une telle férocité et une telle efficacité s'abaissent à attaquer un siège fasciste si insignifiant et surtout à cibler des adolescents uniquement pour […] provoquer une réaction d'ordre et […] une […] rétorsion anticommuniste transformée en conjuration criminelle »[141]. Afin de désamorcer ce complot, s'imposerait d'urgence alors, « une forte riposte en mesure de reporter dans la rue les contenus de l'antifascisme militant, de la campagne pour la mise hors la loi du MSI, de la lutte contre le régime démocrate-chrétien et de la tentative patronale d'acculer à la défensive la totalité du mouvement prolétaire »[142]. Il est évident que le leadership de « Lotta Continua » essaie d'instrumentaliser le double attentat du « Prenestino » et de « San Lorenzo » pour redorer sa propre image aux yeux du

[137] Pendant les funérailles de Mario Zicchieri, les jeunes de « Lotta Popolare » empêchent un haut dirigeant du parti, de parler à tandis que même le secrétaire Almirante est sifflé à maintes reprises. Quelques jours après, c'est le tour de Pino Romualdi (président du parti) qui risque d'être tabassé lors de la pose de la plaque commémorative à la mémoire de Mario Zicchieri. Voir : Nicola Rao, *Il Piombo e la celtica*, cit., pp. 62-65.

[138] Voir le chapitre 2 de ce travail.

[139] Voir : Nicola Rao, *La Fiamma e la Celtica*, cit., p. 236.

[140] Voir : *La Federazione romana del PCI: una deliberata, lucida provocazione politica. L'atto criminale si inserisce nella logica della strategia della tensione*, "L'Unità", 30 octobre 1975.

[141] *Noi accusiamo*, "Lotta Continua", 1er novembre 1975.

[142] Voir : Lotta Continua, *Compagni, studenti, lavoratori dell'Università*, 5 novembre 1975, in « Fondo Memorie di Carta », Paolo Palazzi, d. 3, f. 15, Institut pour l'étude de la Résistance de Rome.

« Mouvement », en relançant les mots d'ordre de la mobilisation de masse et de la discipline de parti contre la dégénération du terrorisme[143]. Cependant, les premiers à repousser cette invitation sont ces mêmes militants de base, dont le comportement se révèle de plus en plus proche de l'esprit de l'*autonomie ouvrière organisée* : le jour des funérailles, par exemple, des escadrons composés par des « spontanéistes » et « autonomes » se lancent contre le rassemblement néofasciste pour interrompre la cérémonie, en déclenchant une suite de raids et controffensives qui dure jusqu'au soir. En même temps, des commandos à visage couvert attaquent à coups de pistolets la section MSI de rue Etruria (quartier « Appio Latino ») : la voiture dans laquelle se sont réfugiés quatre néofascistes est incendiée et ils se sauvent par miracle[144]. C'est justement dans l'après-affaire Zicchieri que les franges « spontanéistes » les plus inquiètes commencent à structurer des rapports avec la petite criminalité de « Centocelle »[145], afin de trouver un soutien logistique pour une stratégie naissante de lutte armée définitivement émancipée de la tutelle de « Lotta Continua »[146] : il s'agit d'un parcours qui portera ces militants à intégrer le projet subversif du MPRO en l'espace de trois ans.

La naissance des Formations communistes armées (FCA) et des Unités communistes combattantes (UCC)

Comme l'a montré le chapitre précédent, la militarisation de la praxis extraparlementaire représente un des facteurs principaux qui contribuent à faire évoluer le niveau de la violence politique jusqu'à la confrontation directe avec le pouvoir néocapitaliste. Étroitement lié aux humeurs du « Mouvement », le LAPP est lourdement touché par le débat sur la progression de l'action révolutionnaire qui explose dans le monde ultragauchiste romain au tournant de 1976 : les puissantes répercussions et fractures engendrées par l'attentat du « Prenestino » ont confirmé l'impression que l'antifascisme militant a définitivement épuisé son potentiel

[143] Voir : *Dopo l'assassinio provocatorio del Prenestino, i fascisti ammazzano un giovane a San Lorenzo. Sono andati per uccidere, e l'hanno scambiato per un compagno. Forte mobilitazione in tutte le zone di Roma*, "Lotta Continua", 31 octobre 1975.

[144] Voir : Luca Telese, *Cuori Neri*, cit., pp. 357-358.

[145] Dans le cadre de la criminalité romaine, les composantes des zones orientales – notamment du quartier « Prenestino-Centocelle » - incarnent l'aile la plus moraliste : viscéralement antifasciste en raison de l'hostilité que le régime mussolinien avait réservé ce à ce type de délinquance populaire, la criminalité de ces territoires différait énormément de celle des quadrants occidentaux qui, en revanche, affichait une claire inclination vers l'extrême droite et agissait sans le moindre scrupule (expression majeure de cette âme criminelle est ladite « Banda della Magliana », voir : Giovanni Bianconi, *Ragazzi di malavita*, cit.).

[146] Une fois disparue « Lotta Continua », le parcours d'accès à la clandestinité paramilitaire des ressortissants « spontanéistes » les plus radicaux, passe par l'intégration de l'assaut armé comme répertoire antifasciste et du braquage comme source d'autofinancement. Voir la fusillade à Place Venezia du 4 juin 1976 décrite dans le chapitre 6.

de stimulation subversive. Personne dans le « Mouvement », n'ose nier l'importance fondamentale de la bataille territoriale contre les « noirs », mais pour une partie croissante des extrémistes, le temps est venu de sortir des ghettos prolétaires pour lancer l'attaque contre la citadelle bourgeoise où réside le vrai ennemi : le gros des ressources militantes devrait dorénavant être destiné aux techniques de sabotage et de réappropriation violente de biens et services - à savoir les sources de l'oppression économique imposée par l'État – tout en faisant de l'engagement antifasciste une activité d'arrière-garde. Comme l'explique un ancien militant du « CoCoCe », il s'agit d'une reconfiguration de la stratégie subversive qui porte inexorablement à se heurter frontalement avec les appareils policiers qui protègent le circuit capitaliste-consumériste : « on discutait entre nous de l'armement nécessaire pour poursuivre avec des moyens militaires des buts politiques […] liés aux besoins et, donc, à la lutte contre la restructuration, voire contre la domination dans les quartiers. […] Domination comme hégémonie militaire de la part de l'État – à savoir la police – et comme oppression des institutions politiques, incarnée par les figures économiques qui portaient cette domination au cœur du territoire, du quartier »[147].

Le LAPP participe pleinement de cet élan, en raison notamment, de son origine ouvriériste, mais il est divisé, en son sein, sur la tactique à suivre pour mieux arriver à exproprier la richesse des patrons afin de la redistribuer parmi les exploités. Les membres des « Comités Communistes Romains » pensent qu'il faudrait accompagner l'inertie du « Mouvement », en se concentrant sur les luttes de quartier afin d'attaquer le cœur du pouvoir urbain à partir d'une base réelle de contre-pouvoir territorial établi dans les « zones rouges ». Au contraire, l'entourage de Morucci tend à privilégier les aspects distinctifs de la pratique clandestine – tels que le mimétisme et la fluidité opérationnelle – dans la perspective d'ouvrir la voie au « Mouvement », en commençant immédiatement à désarticuler les symboles et les structures centrales du système néocapitaliste. Les deux positions n'arrivent pas à trouver un point de compromis et au début de 1976, les « autonomes » abandonnent le LAPP pour rentrer intégralement dans l'exercice de l'*illégalité de masse*[148]. Ce qui reste du groupe armé change son nom en FCA (« Formations Communistes Armées ») et, libéré du cordon ombilical avec les « Comités Communistes Romains », s'émancipe définitivement du « Mouvement » : plus précisément, les cibles restent liées aux cycles de conflictualité urbaine, mais la localisation des bases et des

[147] Luigi Manconi et Raimondo Catanzaro (dir.), *Storie di lotta armata*, cit., pp. 436-437.

[148] "*Aussi les camarades de Centocelle voulaient s'en aller. L'action contre la SIP avait été notre chant du cygne. La situation ne semblait pas avancer et eux pensaient que la seule solution demeurait la relance des luttes de masse. C'était bon pour eux, mais nous ne pouvions pas faire marche arrière*", in Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane*, cit., pp. 206-207.

opérations paramilitaires se déterritorialise par rapport aux zones de l'*illégalité de masse.* En vérité, comme l'a fait ressortir le quatrième chapitre, la courte expérience des FCA - qui se consume en l'espace de quelques mois - conduit à réaliser une seule action importante, pourtant emblématique : la « jambisation » du Président de l'Union Nationale des Pétroliers italiens, le marquis Giovanni Theodoli (21 avril 1976)[149]. En se positionnant à mi-chemin entre l'audace des NAP et le populisme du LAPP, les « Formations communistes armées » mettent en œuvre un attentat qui frappe un haut membre du pouvoir dans le riche centre-ville, mais qui garde une valeur symbolique pour les batailles prolétaires contre la vie chère menées dans les quartiers populaires. Avoir touché le représentant majeur du secteur pétrolier italien au lendemain de l'énième hausse du prix de l'essence, exprime bien l'attitude sous-jacente à l'activité de FCA : laisser agir en autonomie le « Mouvement » dans les périphéries, en s'engageant à porter le message de la lutte dans le cœur de la domination néocapitaliste[150]. La décision de ne pas sceller l'opération par une campagne d'affiches dans les « zones rouges »[151] – comme le faisait le LAPP – montre d'ailleurs la volonté d'utiliser une communication indirecte et autolégitimante, typique d'une avant-garde clandestine qui ne répond plus à la direction du « Mouvement ». Il s'agit d'une approche politico-militaire vouée exclusivement à endommager les centres directionnels du système sans plus intervenir directement sur la condition quotidienne du prolétariat urbain. Ce dernier point, toutefois, semble limiter le succès propagandiste de l'attentat auprès de la militance ultragauchiste romaine, qui perçoit la « jambisation » de Theodoli comme un acte extemporané et substantiellement inefficace pour contrer l'exploitation économique du patronat[152]. De plus, une telle méthodologie opérationnelle qui fait abstraction du « Mouvement » demande, à long terme, une structure solide, nombreuse et ramifiée dont les FCA sont dépourvues[153]. La petite formation tente alors de résoudre ces lacunes en recherchant une alliance avec les NAP et la naissante « colonna romana » des BR, à savoir le reste du *parti armé* présent à Rome : mais après de multiples réunions, aucune entente ne se réalise. De ce fait, à l'approche de l'été, les FCA connaissent une crise d'identité, déchirées par le manque de consensus et par un sentiment d'inadéquation croissant : en

[149] Pour les détails, voir le chapitre 4 de ce travail.

[150] Voir : *La benzina a 350 lire ! È il segnale per la lotta generale contro il carovita*, "Lotta Continua", 13 mars 1976.

[151] L'attentat à Theodoli est toutefois anticipé par une action dévastatrice contre le siège de la Texaco Oil de Florence : dans le chef-lieu toscan, les FCA avaient, en effet, une filiale opérationnelle. Voir : *Uffici della Texaco incendiati a Firenze*, "La Stampa", 15 avril 1976.

[152] « Lotta Continua » par exemple se limite à signaler l'évènement par un entrefilet minuscule, voir : *Roma – l'attentato al petroliere Theodoli*, "Lotta Continua", 23 avril 1976.

[153] Le groupe se compose de 7 militants à Rome et 3 à Florence.

juin[154] le groupe cesse définitivement d'exister et ses membres empruntent trois chemins différents. Un tronçon s'associe à une partie des ressortissants des « Comités Communistes Romains » (CoCoRo) - qui disparaissent eux aussi pendant ce mois – et intègre le projet éphémère des CoCoRi (« Comités Communistes Révolutionnaires »), issue du réseau national de « Senza Tregua » : il s'agit de l'ultime vestige de la « théorie du double niveau » – à savoir l'organisation d'un bras armé au sein de l*'illégalité de masse* – qui avec maintes difficultés se consacre aux braquages d'autofinancement et à l'approvisionnement d'armes dans l'attente du jour de l'insurrection[155]. Une autre composante, celle liée à Morucci, renonce, par désespoir, à tout présupposé anti-brigadiste et conflue dans la « colonna romana ». Le troisième filon se réunit au reste des ex-CoCoRo et forme les « Unités communistes combattantes » (UCC), qui veulent développer le discours entamé par le LAPP à travers la « récupération d'un ancien concept politique, tel que le *décret ouvrier* : c'est-à-dire que les besoins ouvriers et prolétaires sont *décrétés* et poursuivis par la force et la violence »[156].

Suite à ce tourbillon de fragmentation et recomposition, l'*autonomie militariste* romaine achève sa propre traversée du désert – commencée par la dissolution de « PotOp » en 1973 – en sortant définitivement de l'aporie entre le militantisme public et le travail clandestin, pour accéder pleinement à la dimension du *parti armé.* Comme l'explique un ex militant du « CoCoCe », ensuite passé à la « colonna romana » des BR, au milieu de l'année 1976.

> Il se passe que l'hypothèse organisationnelle réunissant les deux éléments s'effondre et meurt. […] Ces deux secteurs restent toujours en contradiction : même ensemble, ils continuent à vivre de façon autonome. Du coup les contradictions deviennent politiques et insurmontables […]. Mais il y avait aussi un autre problème : quel destin pour une telle organisation qui au fond est dépourvue d'un projet organique ? […] Il n'était pas envisageable de faire la révolution en s'appuyant uniquement sur la lutte pour le logement : tôt ou tard se serait présentée la question de l'État, voire de la prise du pouvoir. […] en cette période nous commençons en effet à étudier les documents des Brigades Rouges […] à nous faire une opinion précise des NAP, des Tupamaros

[154] La dernière action des FCA est l'incendie de cinémathèque de la RAI (29 mai 1976) : la télévision publique italienne était accusée de fournir les images des manifestations à la police afin de permettre l'identification des militants ultragauchistes. Voir : Formazioni Comuniste Armate, *Rivendicazione attentato contro la cineteca della Ra*i, 29 mai 1976, in Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., p. 244.

[155] Voir : Progetto Memoria, *La Mappa perduta*, cit., pp. 88-95.

[156] Luigi Manconi et Raimondo Catanzaro (dir.), *Storie di lotta armata*, cit., p. 439. Le « décret ouvrier » était l'instrument exécutif utilisé par les Soviets pour rédéterminer de façon coercitive la position économique des classes populaires. Voir : Oskar Anweller, *Les Soviets en Russie : 1905-1921*, Paris, Gallimard, 1972.

> […] de la différence qu'il y avait entre la guérilla rurale et celle déployée dans les grandes métropoles selon le modèle de la RAF. Comment, donc, activer une politique à caractère générale en mesure de s'élever au-dessus du niveau partiel des luttes de quartier ?[157]

Paradoxalement, toutefois, lors de cette grande migration ouvriériste vers la clandestinité paramilitaire, seules les UCC peuvent se considérer comme un produit authentiquement romain : en effet, les CoCoRi restent pendant leur existence instable un simple appendice d'une structure axée principalement dans la réalité milanaise ; tout comme les ressortissants des FCA qui ont adhéré à la plus jeune filiale (« colonna romana » des BR) d'un organisme subversif intrinsèquement nordiste. En revanche les « Unités communistes combattantes » incarnent l'âme profonde de l'antagonisme romain : leur stratégie porte sur l'amélioration concrète des conditions de vie du prolétariat urbain et leur tactique utilise des actions éclatantes aptes à allumer le feu révolutionnaire au sein des « zones rouges » de la ville. En ce sens, le *décret ouvrier* fonctionne à la fois comme message propagandiste et maillet anticapitaliste. Comme l'a montré le quatrième chapitre, l'enlèvement du grossiste de viande Giuseppe Ambrosio (14 juin 1976) peut être considéré comme l'opération idéale typique de ce modèle de *parti armé* qui s'inspire explicitement des Tupamaros. Le kidnapping survient au sommet d'un cycle de luttes contre la hausse des prix des produits alimentaires[158], en se présentant - selon l'exemple du LAPP - comme une aide externe, voire une intervention chirurgicale en faveur du « Mouvement ». Dans le communiqué de revendication, les UCC expliquent que « pour avancer dans la constitution des instruments politico-militaires aptes à exercer un Pouvoir Prolétaire sur la société entière, c'est une mission du mouvement révolutionnaire, ainsi que de ses avant-gardes, l'attaque et la destruction des instituts et des figures anti-ouvrières […]. Ambrosio est un représentant typique d'une couche capitaliste parasitaire et en tant que tel il est condamné à mort par le mouvement révolutionnaire »[159]. Ce qui différencie ce groupe armé de toute expérience précédente est toutefois la volonté de faire émerger un contre-pouvoir territorial non plus seulement par une action destructive, à savoir les attentats contre les appareils et les figures de la domination bourgeoise, mais aussi par une proposition constructive : le *décret ouvrier*

---

[157] Luigi Manconi et Raimondo Catanzaro (dir.), *Storie di lotta armata*, cit., pp. 442-443.

[158] Luttes virulentes alimentées principalement par les sections LC de quartiers orientaux. Voir : *Roma : provocazione democristiana a Centocelle. Mercatini rossi e supermercati neri*, "Lotta Continua", 22 avril 1976.

[159] Unità Combattente Comunista, *Operazione per la vendita delle carni – comunicato n.1*, 14 juin 1976, in Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., p. 248-249.

- qui impose la distribution de la viande à prix politiques dans les quartiers prolétaires[160] comme condition pour la libération de l'otage - n'est en effet que la création d'un moment de nouvelle légalité antiétatique, au sein de laquelle la satisfaction populaire pour le malheur du patron est associée à une expropriation concrète de la richesse. Ce comportement de « Robin des Bois » fait preuve d'une démagogie paternaliste inédite[161] – confirmée d'ailleurs par l'attentat perpétré contre Vittorio Morgera (29 mars 1977)[162] – qui reproduit parfaitement toute la singularité et les limites d'un *parti armé* issues intégralement du « Mouvement » romain[163]. En effet, les UCC intègrent au sein de leur praxis clandestine trois dimensions opérationnelles propres à l'exercice de l'*illégalité de masse* dans la capitale : la prééminence du « quartier » sur la classe comme interlocuteur primaire de la propagande révolutionnaire ; la lecture « économiciste » de la figure de l'État et donc la sélection exclusive de cibles liées au marché de la consommation de masse ; l'idée que pour intervenir sur la structure composite et partiellement arriérée de la société romaine il est nécessaire de déployer une violence à caractère pédagogique capable de réveiller le prolétariat urbain de l'incantation bourgeoise. Cette tentative unique de satisfaire par le *parti armé* les exigences du « Mouvement » comporte pour les UCC une exposition accrue en termes de viabilité des opérations subversives, puisque l'achèvement de ces derniers ne s'arrête pas à l'attentat en soi, mais passe aussi par l'obtention successive d'une indemnisation matérielle en faveur du peuple[164]. Dans ce sens, l'échec grotesque de l'opération Ambrosio - qui provoque la libération de l'otage avant la distribution de la

[160] Le prix imposé – 1500 lires/kg – est la moitié des 3000 lires/kg proposées par les "marchés rouges" de « LC », qui à son tour était un tiers du prix de marché. Voir : *La carne a 3'000 al Kg è possibile : decine di « mercatini rossi » in Italia*, "Lotta Continua", 25 avril 1976.

[161] Une attitude étrangère au reste du *parti armé* romain, suscitant, en effet, de rudes critiques: "*il s'agit du point le plus bas touché pour rentrer dans les bonnes grâces du peuple ; en effet, le sujet en question c'est le peuple, pas le prolétariat, car il était impossible de se mettre devant les boucheries et de sélectionner qui laisser entrer sur la base d'un hypothétique statut prolétaire, en laissant simultanément dehors tous les autres […] on était vraiment à la limite du ridicule*", in Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane*, cit., p. 202.

[162] Morgera est choisi en tant que directeur général du « Poligrafico dello Stato » (donc figure dirigeante du pouvoir néocapitaliste) et oppresseur des détenus à travers du travail au noir (l'attaque contre sa sécurité physique devrait l'induire à cesser cette activité d'exploitation économique). Voir le chapitre 4 de ce travail.

[163] Toutes les expériences précédentes de *parti armé* dans la capitale s'étaient constituées autour de la figure de Valerio Morucci, qui représentait une exception au sein de la mouvance post-soixante-huitarde romaine et qui avait, en tout cas, abandonné le « Mouvement » déjà en 1973, lors de la dissolution de « PotOp ».

[164] Un ancien militant des UCC justifie ainsi sa décision d'abandonner le groupe après la réalisation de son action la plus importante : "*pour un vieil ouvriériste comme moi l'idée de mener une action à la Tupamaros – à savoir la distribution gratuite de la viande – n'existe ni dans le Ciel ni sur la terre, et donc […] moi je n'étais pas d'accord avec cette opération ; encore plus grave : si, par hasard, les grossistes se refusent de donner la viande aux conditions demandées, qu'est-ce qu'on va faire ? On tue l'otage ?! Il s'agirait d'une mesure totalement déséquilibrée et sur le fond inacceptable : il n'est pas un bourreau argentin, il reste un simple commerçant de viande. Seulement des marxistes-léninistes comme eux pouvaient accepter une telle idée de malades*", in Raimondo Catanzaro et Luigi Manconi (dir.), *Storie di lotta armata*, cit., p. 203.

viande[165] - montre parfaitement l'impossibilité logistique pour une petite formation clandestine de gérer à la fois les aspects paramilitaires et socio-économiques de la lutte révolutionnaire : en effet, au milieu de 1977, suite aux multiples abandons liés au manque de résultats, les UCC disparaissent[166].

De ce fait, la tentative de créer un *parti armé* autochtone, fruit des contradictions sociopolitiques romaines se termine définitivement : alors que la stratégie des FCA avait échoué à cause d'un éloignement excessif du tissu extraparlementaire, celle des UCC s'effondre sous le poids de la superposition totale aux instances du « Mouvement ». Il s'agit des deux manifestations extrêmes d'une même instance clandestine et paramilitaire incapable de survivre toute seule, en s'émancipant de l'exercice de l'*illégalité de masse.*

IV. *La « colonisation » brigadiste et l'imposition d'un modèle de parti armé venu de l'extérieur (1976-1982)*

Au vu de cette prépondérance du « Mouvement » dans la réalité extrémiste de la capitale – à laquelle s'étaient heurtés aussi les NAP – la constitution d'un *parti armé* solide et durable doit forcément trouver des sources alternatives à la dynamique romaine. La décision des Brigades Rouges d'implanter une simple antenne – et non pas une véritable « colonne »[167] - en 1975, répond à ce dessein. Le nouveau leader – Mario Moretti[168] - descend en personne à Rome[169] pour nouer des contacts et activer un réseau opérationnel pour la future « attaque au cœur de l'État »[170] : les premiers interlocuteurs qu'il rencontre sont la filiale romaine des

[165] Voir le chapitre 4 de ce travail.

[166] Pendant une année de vie, les UCC ne réalisent que quatre opérations : l'enlèvement de Giuseppe Ambrosio, l'agression au député social-démocrate Di Giesi, la « jambisation » de Vittorio Morgera et l'endommagement du Centre du Calcul de l'Université de Rome.

[167] Comme le rappelle un des fondateurs des BR, Alberto Franceschini : "*J'avais l'idée que le centre des luttes dans le Sud du pays devait être Naples, en raison notamment de la présence du mouvement des chômeurs organisés, tandis que Rome ne devait que représenter une base de support logistique pour attaquer les institutions*", in Alberto Franceschini, Franco Giustolisi et Pier Vittorio Buffa, *Renato, Mara ed io*, cit., p.

[168] Moretti a pris le contrôle du groupe armé après la mise hors-jeu de la direction historique (Curcio et Franceschini sont arrêtés le 8 septembre 1974, Mara Cagol est assassinée le 5 juin 1975). Voir : Giorgio Galli, *Piombo Rosso*, cit., pp. 76 et s.

[169] Il loue un appartement en rue Gradoli 96 (périphérie nord-occidentale) qui trois ans après servira de prison pour Aldo Moro.

[170] Comme l'explique Mario Moretti : "*La contrerévolution est passée comme un rouleau compresseur dans les usines […]. C'est pour ça qu'il semble inévitable à tous de sortir de là pour continuer l'offensive. […] C'était le seul choix politique en mesure de garantir pour plusieurs années le déploiement de la lutte armée. […] Dans les usines […] régnait un sentiment de défaite tellement fort que l'action armée n'arrivait même plus à dissiper. Dans les usines, la construction d'une alternative de pouvoir s'est arrêtée, tandis que la militarisation du territoire et le contrôle de la police dans les quartiers augmentent drastiquement. […] Si donc, cette alternative est liée à l'évolution des équilibres de l'État, il devient évident que nos réflexions se*

NAP, les FCA de Valerio Morucci – qui avait déjà servi d'armurier pour les BR en 1972 et 1974[171] - et les membres des « CoCoRo » d'origine post-trotskiste (certains anciens militants de « Viva il Comunismo ») : à savoir, les franges extraparlementaires les plus proches idéologiquement du néo-léninisme affiché par le « groupe de l'étoile à cinq branches »[172]. Moretti opère avec prudence, en essayant de sélectionner les rares sujets locaux qui pourraient potentiellement intégrer le modèle organisationnel des « Brigades Rouges. La méfiance à l'égard d'une capitale jugée corrompue, prémoderne et byzantine – du coup incompatible avec la téléologie industrialiste de la *Weltanschauung* marxiste – joue dans ce sens un rôle fondamental. D'ailleurs, comme l'ont montré les chapitres précédents, la spécificité de la subversion politique romaine –une pratique d'*illégalité de masse* ancrée dans le quartier et non au sein de l'usine – ainsi que la présence surdimensionnée des forces traditionalistes (de la droite catholique au néofascisme), contribuaient à construire une image exotique et anachronique de la ville, peu adaptable à la vision brigadiste. Un des leaders historiques, Alberto Franceschini, rappelle par exemple que « nous n'avions pas d'estime pour les Romains : aucun de nous ne l'était. Nous méprisions cette ville sans usines, en définitive inutile. Nous prenions l'argent dans les banques ; eux les Romains, ils se débrouillaient. Ils volaient des têtes de statues dans les églises et ensuite ils venaient à Milan en nous demandant de les revendre au marché noir. Pour nous c'était une requête dégradante »[173]. Un autre des fondateurs « septentrionaux », Prospero Gallinari, remarque que « Les Brigades Rouges, dans leur analyse, et par conséquent dans leur processus d'expansion politique et organisationnelle, ne sont jamais arrivées à dépasser le quadrilatère ouvrier du Nord (Milan, Turin, Marghera et Gênes). Dans ce sens, notre force dérivant de l'orgueil et de la tradition ouvrière devenait alors une limite »[174]. Les interlocuteurs romains ressassent ces positions. Valero Morucci note que « les brigadistes ne comprenaient pas qu'est-ce qu'une ville sans ouvriers pouvait offrir : ils ne comprenaient pas ce qu'on pouvait

---

tournent vers les discours qui se tiennent à Rome, à savoir les projets et les processus politiques, les accords et les conflits entre les partis. […] C'est cela qui nous pousse à constituer finalement une « colonna » à Rome. Nous y allons en 1975. […] les structures centralisées de l'État sont installées à Rome, où se concentre aussi l'appareil du pouvoir politique : pour une organisation de propagande armée il s'agit d'un élément plus que suffisant pour justifier le déplacement", in Mario Moretti, Rossana Rossanda, Carla Mosca, *Brigate Rosse. Una storia italiana*, cit., pp. 91-92. Voir aussi les chapitres 1 et 4 de ce travail.

[171] Pendant ces deux années, les BR avaient en effet failli disparaitre sous les coups de la répression policière : décimées et privées de leur arsenal, les Brigades Rouges s'étaient adressées à Morucci – considéré comme le plus habile fournisseur en armes du pays s'agissant de l'approvisionnement des groupes révolutionnaires – pour reconstituer leurs armements. Voir : Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane*, cit., pp. 93-100 et 176-181.

[172] Sur les origines de ce symbole, voir : Alberto Franceschini et Giovanni Fasanella, *Che cosa sono le BR*, cit., pp. 78-80.

[173] Alberto Franceschini, *Renato, Mara ed io*, cit., p. 106.

[174] Prospero Gallinari, *Un contadino nella metropoli*, cit., pp. 108-109.

obtenir de l'intervention dans les quartiers prolétaires »[175]. Anna Laura Braghetti admet que « Prospero et Mario considéraient exclusivement le mouvement ouvrier, tout en percevant les étudiants, les chômeurs et le prolétariat juvénile comme des intellos fanfarons incapables d'agir. Il était évident toutefois que Rome n'était pas Milan, ni Gênes ni Turin, enfin n'étaient pas le triangle industriel, et à Rome les ouvriers étaient une force petite et insignifiante »[176].

En l'absence d'une grande classe ouvrière, au sein de laquelle sont repérées habituellement les avant-gardes combattantes, les « Brigades Rouges » tentent initialement de jouer la carte paramilitaire afin de s'installer dans la capitale, en s'appuyant sur les milieux extrémistes romains qui semblent plus sensibles à l'attrait de la guérilla clandestine contre l'État. Comme le note Mario Moretti :

> Nous nous adressons, comme toujours, aux avant-gardes, en ne proposant rien d'autre que la lutte armée. […] La lutte armée avait une force d'attraction énorme : elle paraissait avoir la capacité de résoudre tous les problèmes[177].

D'autre part, pendant cette période la réputation des BR est déjà énorme. Le simple débarquement de Moretti à Rome active un débat intense qui met en émoi toute la mouvance extraparlementaire locale : face à la fragilité structurelle du *parti armé* autochtone et sous la pression d'une conflictualité générale qui s'est radicalisée jusqu'à viser l'affrontement frontal avec l'État, la possibilité de s'enrôler dans la seule formation qui a su se mettre durablement au niveau de force du système néocapitaliste, se révèle particulièrement séduisante. Comme le rappelle Valerio Morucci dans ses mémoires, face à l'improvisation et à l'instabilité des expériences locales, même les militants les plus « romano-centriques » sont obligés de reconnaitre que « probablement les BR avaient raison d'utiliser un modèle centralisé, à savoir une structure pyramidale rigide au sein de laquelle aucune initiative personnelle n'était permise »[178]. Le futur brigadiste Antonio Savasta reconstruit avec précision les termes de la discussion :

> au début, il y avait ce charme d'une organisation qui semble parfaite, qui sait vivre dans la clandestinité […]. Initialement nous avions très peu d'informations sur eux […], mais ensuite nous découvrons que les

[175] Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane*, cit., p. 217.
[176] Anna Laura Braghetti et Paola Tavella, *Il prigioniero*, cit., p. 85.
[177] Mario Moretti, Rossana Rossanda, Carla Mosca, *Brigate Rosse. Una storia italiana*, cit., p. 93.
[178] Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane*, cit., p. 202.

> Brigades Rouges vivent et travaillent dans les situations ouvrières et sociales : ils sont donc des clandestins, mais ils veulent être, en même temps, une organisation qui opère politiquement au sein de la réalité sociale, pas seulement contre l'État, mais aussi dans la construction d'une organisation prolétaire. Cette considération commence à dissiper les doutes […]. En vérité, ce qui allait changer c'était la thématique politique […] notre fonction ne serait plus d'agir dans l'illégalité pour développer le « Mouvement » en soi, qui a montré des limites structurelles, mais plutôt de développer un débat entre les avant-gardes portant sur la nécessité de la lutte armée[179].

Les premiers à céder au message brigadiste sont certains membres du « Comité Communiste Cinecittà » (fin 1975), suivis par le groupe de Morucci ayant survécu à la dissolution des FCA (été 1976), par les « Tiburtaros » (rassemblement post-ouvriériste actif dans l'ancien « borgata Tiburtino III ») et enfin par les ressortissants du LAPP rentrés provisoirement dans l'*illégalité de masse* (automne-hiver 1976)[180]. Au début de 1977, étant donné la réussite de la campagne de recrutement – favorisée par l'implosion simultanée de la plupart des formations clandestines préexistantes[181] - et la prise en compte l'évolution de la stratégie générale suite à l'homicide Coco (8 juin 1976)[182], les BR décident de transformer l'antenne en véritable « colonna ». Utilisant aussi l'argent de « l'opération Costa »[183], Moretti commence alors à acheter et à louer une série d'immeubles (appartements, garages, magasins) afin de constituer la logistique des BR à Rome : situés principalement dans le quadrant occidental de la ville – en raison du caractère petit-bourgeois et anonyme de

[179] Luigi Manconi et Raimondo Catanzaro (dir.), *Storie di lotta armata*, cit., pp. 446-447.

[180] Principalement membres du « CoCoCe ».

[181] On a vu auparavant comme les NAP, le LAPP et les FCA n'existaient plus début 1977.

[182] Il s'agit du premier homicide prémédité des BR : l'assassinat du juge Coco incarne, en effet, le commencement d'une nouvelle phase de la stratégie brigadiste, déterminée par la prise de pouvoir de Moretti (leader de l'aile dure du groupe) à la suite de la deuxième arrestation de Renato Curcio (18 janvier 1976) et vouée à l'élimination physique des représentants de l'État. Moretti résume ainsi la portée de cet attentat : "*Il s'agit d'un coup politique très dur qui frappe en profondeur. Ce qui impressionne davantage c'est certainement l'inutilité de l'escorte face à une attaque de guérilla. Par cette action, nous brûlons les ponts derrière nous et l'adversaire commence à s'inquiéter véritablement. La force symbolique de nos actions a dépassé tous les confins et démystifié tous les tabous. Au procès de Turin les camarades détenus opèrent le rejet de la procédure, c'est la rupture. […] le procès se tient sans la présence de l'accusé : de ce fait le rôle de médiation de la magistrature vole en éclats. Le conflit est devenu total et "jusqu'au-boutiste"*", in Mario Moretti, Rossana Rossanda, Carla Mosca, *Brigate Rosse. Una storia italiana*, cit., pp. 99-110. Voir : Brigate Rosse, *Comunicato n. 6 – Omicidio di Francesco Coco*, 9 juin 1976, disponible sur : http://www.bibliotecamarxista.org/brigate%20rosse/prigionieri/proc%20to%20com%206.htm. Voir aussi : Domenico Guzzo, *La morte fra la piazza e la stazione*, cit., pp. 108-111.

[183] Le 12 janvier 1977 le riche armateur Pietro Costa est kidnappé à Gênes par les BR : il sera libéré après 81 jours suite au payement d'un rançon d'un milliard et demi de lires, consigné à Rome. Voir : Paolo Lingua, *Il riscatto per Costa incassato dai nappisti del bus di Roma?*, "La Stampa", 29 mars 1977.

l'habitat qui permet un bon mimétisme aux yeux des forces de l'ordre[184] – ces bases sont utilisées pour fournir les militants en logements, comme dépôts d'armes et d'équipements, lieux de rencontre et même pour abriter une typographie clandestine[185]. Au sein de ce processus organisationnel, cependant, le véritable élément novateur est représenté par l'annihilation du « Mouvement » en tant que référence incontournable de l'action subversive : à la différence du passé, cette nouvelle configuration de *parti armé* ne mesure plus sa propre légitimation par rapport à la dynamique de l'*illégalité de masse.* La « colonna romana » des BR se veut, au contraire, comme une avant-garde éclairée et supérieure au « Mouvement », appréciée pour sa fonction d'initiation à l'antagonisme sociopolitique. D'ailleurs, la « Résolution de la Direction Stratégique »[186] de l'avril 1975 a dégagé la voie de toute ambigüité sur la signification du concept de guérilla urbaine, ainsi que sur la dialectique entre le prolétariat métropolitain et l'élite révolutionnaire :

> Toutes ces positions qui voient la croissance de la guérilla comme une conséquence du développement de l'aire légale – ou demi-légale – de la soi-disant « autonomie », sont erronées. […] Les « assemblées autonomes » ne sont pas l'avant-garde […], car elles expriment une interprétation très partielle et sectorielle des besoins prolétaires. […] Dans la guérilla urbaine, il n'y a aucune contradiction entre l'idée et l'action militaire […]. Elle déploie, en revanche, son initiative révolutionnaire selon une ligne de masse politico-militaire. Ligne de masse pour la guérilla ne signifie pas, comme on le croit, « organiser le Mouvement de masse sur le terrain de la lutte armée » […]. Le Mouvement est une réalité complexe et composite au sein de laquelle coexistent et se disputent multiples niveaux de conscience : c'est du coup impensable, voire impossible, d'arriver à organiser cette multiplicité des niveaux de conscience sur « le terrain de la lutte armée ». […] Il ne s'agit pas alors d'organiser le mouvement de masse sur le terrain de la lutte armée, mais plutôt d'implanter l'organisation de la lutte armée et la conscience politique de sa nécessité historique dans le mouvement de classe[187].

---

[184] Voir : Brigate Rosse, *Norme di sicurezza e stile di lavoro*, 1974, cité par Vincenzo Tessandori, *Br: imputazione banda armata*, cit., pp. 395-400.

[185] Installée d'abord dans le quartier « Monte Sacro Alto » et ensuite transférée dans la zone « Monteverde ».

[186] Il s'agit de la forme de délibération brigadiste la plus importante : chaque Résolution de la Direction Stratégique marque une évolution de l'horizon subversif du groupe armé.

[187] Brigate Rosse, *Risoluzione della Direzione Strategica, n. 1*, avril 1975, disponibile sur : www.bibliotecamarxista.org/brigaterosse/1975/ds75.htm.

Dans ce sens la « colonne romaine » incarne la matérialisation d'un modèle de clandestinité entièrement autoréférentiel, tout à fait inédit et étranger à la tradition de la capitale.

a) L'organisation territoriale de la « colonna romana » des BR :
l'articulation entre les structures logistiques et les cellules de quartier

Le travail d'agrégation de Mario Moretti qui a récupéré et drainé des forces militantes du cœur du « Mouvement », a permis la naissance dans la capitale d'un sujet révolutionnaire complètement émancipé de l'*illégalité de masse,* mais pourtant capable de mettre en œuvre une action subversive solide et durable. À la différence des NAP, dont la déconnexion à l'égard du « Mouvement » avait fini par saborder le potentiel destructif et propagandiste de son action. Le potentiel logistique, l'expérience et la consistance numérique sont tels que la « colonna romana » peut se permettre de concurrencer l'*autonomie ouvrière organisée* sur le plan de la propagande et de l'exposition de la violence. En soudant la discipline et les financements d'origine septentrionale sur la connaissance territoriale assurée par la composante paramilitaire locale (à partir de Valerio Morucci), la filiale romaine des BR entame son activité fin 1976. Au tout début les actions sont modestes et éminemment symboliques : incendies de véhicules policiers, endommagement de propriétés démocrates-chrétiennes, blitz propagandistes dans les « zones rouges »[188]. Le but, d'après les mots de Moretti, est celui de « se consolider dans une ambiance méconnue par les BR »[189] à travers des actes de présence qui annoncent à la ville l'apparition de la « colonna romana ». Le 7 décembre 1976, la voiture du conseiller de la DC (circonscription du quartier « Tiburtino ») Vittorio Ferrari est brulée, suivie par les véhicules de Giovanni Clementi (fonctionnaire du parti) le 5 janvier et de Umberto Gioia (secrétaire de la section DC de « Torre Spaccata ») le 11 janvier 1977. Toutes ces opérations sont menées dans les secteurs orientaux de la ville[190], car, contrairement à la localisation du gros des bases logistiques, les cellules (« brigades ») se concentrent principalement dans les territoires prolétaires de l'est[191] : à « Centocelle », au « Tiburtino », à « Torre Spaccata », à « San Lorenzo »[192], au

[188] Le prodrome est incarné par les action incendiaires contre les structures des carabiniers opérés le 1er mars 1976 en collaboration avec les NAP.

[189] Mario Moretti, Rossana Rossanda, Carla Mosca, *Brigate Rosse*. *Una storia italiana*, cit., p. 93.

[190] Cette prédominance phénoménologique est confirmée par la campagne de tracts que la « colonna romana » organise principalement dans les zones orientales de la ville pour commémorer la mort de Walter Alasia, le jeune brigadiste milanais décédé le 15 décembre 1976 à la suite d'une fusillade avec deux policiers (morts eux aussi). Voir : *Roma-Milano-Brescia : l'attacco criminale*, "La Stampa", 17 décembre 1976.

[191] À l'ouest de la ville, la cellule la plus importante est la « brigade Primavalle ».

[192] Il s'agit de la « brigade universitaire ».

« Policlinico ». Cette conformation duale spécifique, qui sépare géographiquement la logistique et les lieux d'inscription de la militance, relève alors de la capacité de la « colonna romana » à utiliser l'entièreté du périmètre urbain, grâce à la fluidité opérationnelle propre au *parti armé* : à la différence du « Mouvement » - qui concentre dans une même parcelle métropolitaine les sièges, les structures et l'action afin de créer une situation de contre-pouvoir territorial hostile à l'État - les BR jouent sur le mimétisme et la flexibilité de la clandestinité qui permet, en revanche, de profiter instrumentalement des « zones rouges » sans pour autant fournir à l'ennemi des points de référence. Il ne s'agit pas d'un résultat conjoncturel, mais plutôt d'une stratégie prédéterminée qui avait été systématisée dans un document de 1974 :

> L'avant-garde prolétaire armée – bien que caractérisée par une rigoureuse clandestinité – ne renonce pas à se déployer au sein de l'aire de l'autonomie ouvrière. […] Opérer « à partir de la clandestinité » permet, en effet, un avantage tactique décisif sur l'ennemi de classe qui, au contraire, vit exposé pour ce qui est de ses hommes et de ses structures. […] Notre organisation demande, donc […] le respect de deux principes […] : la mobilité élevée et l'agilité des structures. La mobilité élevée c'est la capacité de muter constamment les points et les fronts de l'attaque de sort que l'encerclement soit continuellement brisé, qu'aucune cible fixe ne soit fournie et que l'ennemi de classe soit obligé à une poursuite permanente. L'agilité des structures signifie, en revanche, que pendant cette phase de la guerre, les "colonnes" citadines ne doivent pas subir la pression de structures organisationnelles lourdes : les installations de grande entité […] doivent, en effet, être gérées directement par le front logistique national[193].

Ce modèle tend à séparer le « cerveau » du « bras armé », afin de garantir la survie de l'instance révolutionnaire (le commandement national) indépendamment des défaites militaires. En fait, l'organisation générale des BR est structurée en pôles citadins (« colonnes ») qui réunissent l'activité des nombreuses cellules urbaines (« brigate ») opérant simultanément dans les quartiers et dans les secteurs principaux des villes majeures du pays. La coordination des différentes « colonnes » est assurée par des directions centrales (« fronti ») qui s'occupent de rationaliser les plusieurs efforts locaux de subversion dans le cadre d'une stratégie générale et unitaire[194]. En raison de sa nature particulière, ce modèle

[193] Brigate Rosse, *Alcune questioni per la discussione sull'organizzazione*, cit.
[194] Voir : Stefano Quirico, *Il modello organizzativo delle Brigate rosse in prospettiva comparata,* cit.

d'articulation interne se révèle extrêmement rigide au sein de la « colonna romana »[195]. Dans la capitale, plus que dans les autres réalités métropolitaines, le contrôle sur les appareils opérationnels que la direction politico-stratégique du groupe maintient est en effet fonctionnel à la réglementation des pulsions instinctuelles des brigades urbaines : autrement dit, la distance entre les leaders nordistes et la base locale est très élevée, puisque les premiers continuent à garder une approche paternaliste et méfiante à l'égard des seconds. Au-delà de l'ancien préjugé portant sur l'indiscipline et le populisme des militants romains, c'est l'importance de Rome - en tant que cœur de l'État – qui porte les dirigeants brigadistes à mettre sous tutelle la « colonna romana » : toute action proposée par les membres locaux – même à petite échelle – est examinée par la tête de l'organisation qui en vérifie l'homologation par rapport à la stratégie générale. La finalité sous-jacente semble être celle d'empêcher *l'assaut à la ville*, promue par les brigades de quartier pour entraver la *lutte contre l'État*, voulue par le commandement national[196]. À ce propos, une fois abandonné ce groupe armé, Valerio Morucci se demandera polémiquement :

> Finalement, qu'est-ce qu'ils étaient venus faire à Rome ? […] à Rome, il y avait le cœur de l'État et ils ne visaient que ça. De la sous-espèce des prolétaires romains ils ne s'occupaient pas. Ils étaient comme les autres impérialistes, disponibles à supporter le climat et les moustiques du Sud seulement pour enrichir le Nord : pour les impérialistes il s'agissait du Nord capitaliste, pour les BR du Nord ouvrier[197].

b) Les deux âmes des BR à Rome : « la lutte contre l'État » et « l'assaut à la ville »

La dialectique complexe entre le sommet et la base de la « colonna romana » est déjà bien évidente dans la première opération sanglante réalisée le 13 février 1977 : la « jambisation » de l'inspecteur pénitentiaire Valerio Traversi[198]. En fait, l'attentat est décidé et effectué par le « front des prisons »[199] en contournant complètement les brigades de

[195] Voir : Mario Moretti, Rossana Rossanda, Carla Mosca, *Brigate Rosse*. *Una storia italiana*, cit., p. 90.

[196] Pour une vision critique du rapport centre/périphérie dans l'organisation des BR, voir : Marco Clementi, *Storia delle Birgate Rosse*, cit. ; Stefano Quirico, *Il modello organizzativo delle Brigate rosse in una prospettiva comparata*, cit., pp. 61-88.

[197] Valerio Morucci, *Ritratto di un terrorista da giovane*, cit., pp. 217-128.

[198] Voir : Giuseppe Fedi, *Terrorismo a Roma: un giovane spara otto colpi ad un dirigente delle carceri*, "La Stampa", 14 février 1977.

[199] Le « front des prisons » est une des directions centrales des BR, réunissant les délégués des différentes « colonne » du pays dans un sort de comité qui s'occupe de coordonner sur le sol national la lutte contre le système pénitentiaire italien. Sur l'organisation générale des BR, voir : Gian Carlo Caselli et Donatella Della

quartier : dans ce cas, le niveau national de la lutte contre les appareils répressifs de l'État[200] se superpose à l'activité et au rayon d'action de la « colonna romana »[201]. En revanche, lors de la « jambisation » du directeur du journal télévisé, Emilio Rossi (3 juin 1977)[202], la dynamique brigadiste trouve un autre point d'équilibre : la promotion de l'action remonte de nouveau aux instances centrales du groupe, cette fois c'est le tour de l'organe directionnel suprême (le « Comité exécutif »[203]), mais le choix de la cible, ainsi que la réalisation de l'attentat sont confiées aux membres locaux de la « colonna romana ». Le commandement national a en effet mis en œuvre une puissante campagne offensive contre les représentants majeurs du journalisme italien, afin d'intimider et de conditionner l'entièreté du système « bourgeois » de l'information[204] à l'aube du « procès de Turin »[205] : après la « jambisation »

Porta, *La storia delle Brigate rosse : strutture organizzative e strategie* d'azione, in Id. (dir.), *Terrorismi in Italia*, cit., pp. 153-22.1

[200] Traversi était un des plus hauts dirigeants ministériels du département de l'administration pénitentiaire : en particulier, il avait été le superviseur de toute une série d'inspections dans les prisons.

[201] L'attentat est réalisé par deux dirigeants septentrionaux, supportés par deux jeunes militants romains qui ont encore le statut d'irréguliers (Voir les résultats des enquêtes judiciaires sur la « colonna romana », aujourd'hui disponibles sur : http://www.fisicamente.net/MEMORIA/index-1147.htm) : les « irréguliers » étaient les brigadistes qui n'étaient pas entrés en clandestinité et qui donc avaient une double vie. Pour une reconstruction de l'intérieur de la « colonna romana », voir : Giovanni Bianconi, *Mi dichiaro prigioniero politico*, cit., pp. 129-131.

[202] Voir : Fabrizio Carbone et Giuseppe Fedi, *Ferito con 15 colpi di rivoltella il direttore del Telegiornale 1: è il terzo crimine delle Brigate rosse in 36 o*re, "La Stampa", 4 juin 1977.

[203] Le « comité exécutif » s'occupe de la tactique subversive et de l'administration générale du groupe il s'agit donc de l'organe qui détient le pouvoir de gouvernement. Les axes stratégiques du travail révolutionnaire sont en revanche confiée à la « Direction stratégique » qui fonction de centre législateur. Voir : Brigate Rosse, *Alcune questioni per la discussione sull'Organizzazione*, cit.

[204] Dans les tracts de revendications, les BR affirment d'avoir blessé ces journalistes afin de « désarticuler la fonction contre-révolutionnaire de grands média », ainsi que « les hommes et les moyens de la guerre psychologique ». Voir : Fabrizio Carbone, *La tragica escalation del terrorismo oggi coinvolge anche i giornalisti*, "La Stampa", 3 juin 1977.

[205] Après un report d'une année, au milieu d'avril 1977, à Turin est fixée la première audience du procès contre le « noyau fondateur » des BR (parmi lequel il y avait Curcio, Franceschini, ainsi que Gallinari entretemps évadé) : le groupe armé décide d'instrumentaliser l'énorme attention médiatique que cet évènement provoque, pour se légitimer aux yeux de l'opinion publique comme une force de résistance dans le cadre d'une guerre civile non déclarée, tout en détruisant l'image officielle qui dresse les BR comme un groupe terroriste qui attaque les institutions démocratiques du pays. Il s'agit d'un dessein articulé et extrêmement efficace en termes de communication : les accusés renoncent à la défense et récusent tout avocat commis d'office, en menaçant simultanément la sécurité personnelle et familiale de tous les membres du procès (notamment le jury et les avocats) ; en même temps, ils abjurent la « potestas iudicandi » des juges en se déclarant « prisonniers politiques », tandis que les brigadistes encore en liberté commencent à frapper les représentants majeurs de la magistrature (le président de l'ordre des avocats de Turin, Fulvio Croce, auquel les règlements avaient imposé le rôle d'avocat commis d'office, est assassiné le 28 avril 1977) et du journalisme. Pendant l'audience préliminaire du procès (17 mai 1976), les BR affirment que : "*nous nous proclamons publiquement militants de l'organisation communiste Brigades Rouges. En tant que combattants communistes […], il n'existe aucune base légale pour ce procès. Les accusés n'ont rien à défendre. Au contraire, ce sont les accusateurs qui doivent défendre la pratique criminelle anti-prolétaire menée par le régime infâme qu'ils représentent. Du coup, tout avocat défenseur ne peut que servir à vous, vos excellences. Pour éliminer toute ambigüité, nous révoquons à nos avocats le mandat pour la défense et nous invitons les avocats commis d'office à refuser toute collaboration avec le pouvoir*", voir : *I brigatisti rifiutano la difesa e minacciano i legali d'ufficio*, "La Stampa", 18 mai 1976. Cette tactique permet aux BR de retarder le commencement du procès jusqu'au 9 mars 1978 et d'insuffler un sentiment de peur au cœur de la société italienne, incarné par le refus massif d'accepter la nomination comme jurés populaires. Cette attitude est résumée par la déclaration publique du célèbre écrivain Leonardo Sciascia : « Ni avec l'État, ni avec les BR »),

à Gênes du vice-directeur de « Il Secolo XIX » (Vittorio Bruno, le 1er juin) et à Milan du directeur du « Giornale Nuovo », Indro Montanelli (2 juin)[206], c'est aux « réguliers » de la « colonna romana » qu'on demande de sélectionner et d'attaquer une figure hautement symbolique du monde journalistique local[207].

Une plus grande autonomie de la base romaine peut être repérée, toutefois, dans une catégorie d'action différente, liée à l'activation pendant l'été 1977 de la « bataille nationale contre la DC ». Cette consigne est adressée à la totalité de la militance brigadiste dans le pays afin de préparer l'assaut au pouvoir étatique. Ainsi, la « colonna romana » peut agir librement à condition que la victime appartienne au milieu démocrate-chrétien. La typologie des objectifs choisis rentre, en effet, dans la dimension de l'antagonisme local qui est alors caractérisée par la révolte étudiante du *Settantasette* et par la recrudescence de la lutte antifasciste : un membre de l'autorité académique – le doyen du Département d'économie – et un représentant du conservatisme religieux appartenant à « Comunione e Liberazione » (CL)[208]. Le 21 juin 1977, un commando de six personnes encercle le professeur Remo Cacciafesta en bas de chez lui, dans le quartier chic « Parioli », et deux des trois femmes du groupe le blessent aux membres inférieurs[209] ; tandis que le 11 juillet à la « Garbatella » quatre brigadistes répètent la même opération aux dépenses de Mario Perlini, à tort considéré le secrétaire régional de CL[210]. Dans les deux cas, les concepteurs et les exécuteurs des attentats sont des Romains[211] : les cibles, d'ailleurs, revêtent une importance significative seulement dans le contexte de la capitale, au sein de laquelle la conflictualité sociopolitique passe notamment par le contrôle territorial sur les « zones rouges », telles

voir : Adelaide Aglietta, *Dario di una giurata popolare al processo delle BRIGATE ROSSE*, Milano, Lindau, 1979.

[206] Voir : Gino Mazzoldi, *Vogliono bloccare il processo a Curcio*, "La Stampa", 5 juin 1977.

[207] D'après les déclarations de Valerio Morucci, l'attentat est opéré par sa camarade Adriana Faranda (membre « régulier » de la « colonna romana ») à l'aide de trois militants « irréguliers »

[208] « Comunione e Liberazione » (CL) est un mouvement catholique organisé en communautés de formation et prière qui présente une grande capacité de pénétration sociale à travers une série d'appareils économiques et culturels. Actif dans les universités dès 1972 et politiquement proche de la droite démocrate-chrétienne, CL est considérée par l'extrême gauche italienne comme l'élément de contact entre cléricalisme et néofascisme, ainsi que le cheval de Troie de l'atlantisme maccartiste au sein du monde juvénile. Cette idée était tellement forte qu'elle imprégnait aussi l'imaginaire progressiste. Voir : Franco Mimmi, *Qual è la nuova organizzazione creata con i 2 miliardi della Cia? Secondo l'identikit costruito sui dati ufficiali si tratterebbe di Comunione e Liberazione. I suoi aderenti smentiscono. Come è nato il movimento cattolico sette anni fa*, "La Stampa", 14 février 1976.

[209] Voir : *A Roma attentato a un docente: nuovo criminale tentativo di paralizzare l'Università*, "L'Unità", 22 juin 1977.

[210] En vérité, Mario Perlini n'était pas - comme le croyait la « colonna romana » – le secrétaire régional de « Comunione e Liberazione », mais seulement un de ses contrôleurs de gestion. Voir : *Feriti a Genova il segretario della dc ed a Roma un collaboratore di CL: continua l'ondata di attentati intimidatori con sparatorie alle gambe*, "La Stampa", 12 juillet 1977.

[211] Les enquêtes judiciaires indiquent Valerio Morucci, Adriana Faranda, Barbara Balzerani et Bruno Seghetti comme responsables majeurs.

que l'Université « La Sapienza »[212] et les quartiers prolétaires[213]. Dans ce sens, cette catégorie d'actions se configure comme une « assaut à la ville » - voire contre les figures du pouvoir urbain – menée par les militants brigadistes issus du « Mouvement » et acceptée par le commandement national en raison de sa fonctionnalité par rapport à la stratégie globale du groupe. En revanche, les attentats à Traversi et à Rossi sont emblématiques d'un niveau offensif plus haut qui relève d'une « attaque contre l'État », pris en charge directement par les structures centrales (du Nord) et réalisé en contournant les brigades citadines. De ce fait, étant à la fois une tête de pont jetée dans le cœur du système néocapitaliste et une articulation territoriale émancipée de l'organisation brigadiste dans le pays, la « colonna romana » se caractérise par une phénoménologie composite qui bascule constamment entre la dimension de quartier et celle étatique.

c) La structuration définitive de la « colonna romana » et la composition du *parti armé* à Rome (1977-1978)

Ces premières actions des BR à Rome révèlent l'apparition dans la capitale d'une instance clandestine en mesure de frapper lourdement tant le centre que la périphérie du système. Quand le « Mouvement » entre en crise – suite à l'implosion du *Settantasette* pendant l'été – une partie des militants encore actifs rejoint alors le *parti armé*, en voyant dans ce dernier le seul moyen de continuer à pratiquer la lutte révolutionnaire. Comme on l'a vu au chapitre 6, la « colonna romana » est naturellement la destination la plus convoitée même si des tentatives d'auto-organisation ne manquent pas. En effet, l'affirmation d'un *parti armé* à Rome se vérifie dès la fin de 1977 en s'alimentant principalement de la diaspora du « Mouvement » : Erri De Luca rappelle, par exemple, comme durant cette période des morceaux entiers de LC se transfèrent, avec les armes accumulées par le service d'ordre, dans les groupes paramilitaires naissants[214]. Une partie minoritaire de ces ressortissants « spontanéistes » finit par intégrer la « colonna romana », à côté d'une multitude d'autonomes, notamment d'origine ouvriériste et syndicaliste-révolutionnaire. Ce succès au sein des milieux « autonomes » dérive notamment de l'activité de Bruno Seghetti, qui grâce à son militantisme passé au sein de l'*illégalité de masse*[215], a pu faire arriver le message

[212] Voir : *Le reclute delle Br a Roma s'addestrano nell'Ateneo?,* "La Stampa", 25 juin 1977.
[213] Voir : *L'agguato al pensionato sotto casa nel popolare quartiere di periferia. Ancora un vile attentato rivendicato dalle BR a Roma*, "L'Unità", 12 juillet 1977.
[214] Voir la déjà citée interview de Claudio Sabelli Fioretti à Erri De Luca.
[215] Seghetti traverse toute l'histoire du « Mouvement » en jouant un rôle actif : d'abord dans la « division réservée » de PotOp, et ensuite dans le « CoCoCe ».

brigadiste dans les assemblées et dans les collectifs de la ville pendant l'apogée de la contestation juvénile[216]. Par conséquent, au fur et à mesure que le « Mouvement » s'effiloche, la section brigadiste s'agrandit au point que Moretti se convainc d'avoir achevé son travail de fondation et de lancement : ainsi en septembre 1977, le leader décide d'alléger le contrôle. Les deux dirigeants septentrionaux (Franco Bonisoli et Maria Carla Brioschi) qui avaient présidé aux premières opérations de la « colonna romana » sont renvoyés à Milan, tandis que le commandement local est confié à une nouvelle « direction »[217], composée presque entièrement de militants natifs de Rome[218]. Moretti reste dans la capitale, formellement il est encore à la tête de la « colonna », mais uniquement pour s'occuper de la structure nationale et de l'attaque contre le cœur de l'État : les contacts avec les « brigades » romaines sont toutefois assurés par Prospero Gallinari[219], auquel le « chef » a ordonné de se transférer à Rome en qualité de responsable exécutif de la section locale. Après quatre mois de réorganisation, la « colonna romana » - qui compte désormais une quarantaine de « réguliers », une centaine « d'irréguliers » et autant de sympathisants – reprend son effort subversif, selon l'alternance consolidée entre la lutte contre le système et l'assaut à la ville. Le 2 novembre 1977, la « direction » prend pour cible le conseiller régional Publio Fiori, de la droite démocrate-chrétienne et ennemi juré de l'extrême gauche romaine[220] : une figure extrêmement significative à Rome. Un commando de quatre militants l'attend en bas de chez lui, mais quand une des deux femmes brigadistes s'approche, Fiori sort un pistolet et commence à tirer, en déclenchant une fusillade : seule l'intervention de Gallinari – qui faisait le guet - permet de le « jambiser »[221]. Le même *modus operandi* est suivi pour blesser Raffaele De Rosa, un autre personnage qui incarnait l'oppression étatique sur le prolétariat romain en raison de sa fonction de directeur commerciale de la SIP, le 13 janvier 1978 : deux militants lui tirent dans les membres inférieurs dès qu'il sort de son appartement[222]. Les auteurs de l'attentat sont probablement des ressortissants de l'aire « autonome » qui

[216] Pour participer aux réunions et aux manifestations du *Settantasette* – en créant du coup de moments de contact entre le brigadisme et l'aile dure de l'autonomie ouvrière organisée - Seghetti arrive même à déroger aux normes de prudence imposées par le régime de clandestinité. Voir : Giovanni Bianconi, *Mi dichiaro prigioniero politico*, cit., pp. 126-139.

[217] La « direction » est l'organe directionnel d'une « colonna ».

[218] Valerio Morucci, Adriana Faranda, Barbara Balzerani, Bruno Seghetti, Franco Piccioni et Antonio Savasta.

[219] Evadé de la prison de Trévise le 2 janvier 1977. Voir : *Scomparsi gli evasi armai guidati dal brigadista*, "La Stampa", 3 janvier 1977.

[220] Voir : *Una rapida carriera politica iniziata alla guida dell'Onmi: il profilo del consigliere regionale* ferito, "L'Unità", 3 novembre 1977.

[221] Voir : Silvana Mazzocchi, *Roma: nuovo feroce attentato delle Br a consigliere regionale democristiano. Colpito alle gambe, al bacino, al torace, è ancora vivo per miracolo*, "La Stampa", 3 novembre 1977.

[222] Voir le chapitre 4 de ce travail.

viennent d'intégrer depuis peu la « colonna romana »[223] et auxquels la direction brigadiste a donné le feu vert dans le cadre de l'effort de consolidation du groupe dans le tissu « antagoniste » de la capitale : les chapitres 4 et 6 de ce travail ont, en effet, montré comme la lutte à la SIP était une particularité du « Mouvement » romain.

Le 14 février 1978, c'est le tour d'un représentant de l'État, le juge Riccardo Palma : ce nom a été indiqué à la « colonna romana » directement par le « front des prisons » qui veut activer par cette action « une offensive à grande échelle contre le personnel et les structures qui président au […] maillon fort de la répression, avec la finalité de montrer la capacité de la lutte armée de tenir le coup même face aux pointes les plus avancées de la contre-guérilla »[224]. Palma est, en effet, un haut dirigeant ministériel qui, comme responsable du secteur de la « construction pénitentiaire », gère les dossiers sur les « prisons spéciales » : il s'agit de structures de très haute sécurité - instaurées dès l'été 1977 pour contrer la subversion armée, notamment les formations paramilitaires - à l'intérieur desquelles s'applique un régime d'isolement et d'intense pression psycho-physique[225]. Bien qu'organisé selon les modalités traditionnelles – un commando de quatre militants qui opèrent une embuscade aux alentours de la résidence de la victime – cet attentat affiche une singularité décisive pour l'avenir de la « colonna » : pour la première fois, les brigadistes romains se retrouvent confrontés à l'ordre d'attaquer pour tuer et non plus seulement pour blesser. Le fait que le jeune « irrégulier » désigné pour tirer ait « craqué nerveusement » [226], et que l'homicide politique soit finalement exécuté par le seul membre septentrional du peloton (Gallinari, encore une fois), se révèle emblématique de la nouveauté opérationnelle que les BR portent à Rome. En fait, jamais auparavant l'extrémisme romain ne s'est trouvé dans la condition d'assassiner avec préméditation et au dehors d'une situation d'affrontement de masse, un exposant majeur de l'État : d'ailleurs les termes généraux de

[223] L'attentat est revendiqué aussi bien par les BR que par les NAP : ces derniers sortent enfin un communiqué qui admet la paternité brigadiste de l'opération, tout en l'encadrant toutefois comme une opération de soutien à leur campagne contre l'ENEL, la société du gaz, les grandes compagnies d'assurance et la SIP. En vérité, cette campagne avait été lancée par une autre organisation armée – « Operai armati per il Comunismo », d'ailleurs dépourvue de bases dans la capitale - par le document de revendication lié à l'homicide de Carmine De Rosa, réalisé le 4 janvier 1978 à Cassino (Voir : Progetto Memoria, *La mappa perduta,* cit., pp. 130-137). De plus, les NAP ont cessé leur existence à l'extérieur des prisons suite à la mort d'Antonio Lo Muscio (1er juillet 1977). Il semble donc plausible de penser que le sigle des NAP a été utilisée par des autres milieux ultragauchistes pour profiter de sa célébrité et visibilité.

[224] Prospero Gallinari, *Un contadino nella metropoli*, cit., p. 175.

[225] Ce régime est permis par l'article 90 de la loi n. 354 du 26 juillet 1975 du code pénitentiaire. Les « prisons spéciales » se basent, en revanche, su le décret interministériel du 5 mai 1977. Pour une lecture critique de ces mesures, voir : *Le carceri di massima sicurezza e l'articolo 90 della l. 354/75*, "L'altro diritto. Centro di documentazione su carcere, devianza e marginalità", disponible sur : www.altrodiritto.unifi.it/ricerche/misure/calderon/cap2.htm#29.

[226] Il s'agit d'un jeune de 21 ans, Raimondo Etro, qui venait juste d'intégrer la « brigade Primavalle » de la « colonna romana ».

la confrontation sociopolitique sont brutalement changés début 1978 et le militantisme extraparlementaire de la capitale est forcé de s'adapter[227].

En février 1978, la « Direction stratégique » des BR a décrété, en effet, le passage au stade final de l'offensive antisystème, en repérant dans le Président de la DC (et Président de la République *in pectore*[228]), Aldo Moro, la clé de voute du pouvoir national[229]. Sa « Résolution » établit que l'Italie incarne le maillon faible de la chaine impérialiste occidentale et que l'instabilité du pays oblige les forces gouvernementales à se restructurer autour d'une alliance néogaulliste entre Démocratie-Chrétienne et Parti Communiste : dans ce sens, la « troisième phase »[230] plaidée par Moro et, secondairement, la proposition de « compromis historique »[231] manifesté par Berlinguer, représenterait le chapeau idéologique à placer sur cette reconfiguration de la domination bourgeoise dans la Péninsule. Face à la formation de ce bloc clérico-communiste, protégé de plus par un paquet de mesures autoritaires et répressives[232], les « Brigades Rouges » affirment vouloir frapper la capitale afin de « désarticuler les forces de l'ennemi » - dont Moro serait le symbole le plus éclatant - et pour « passer du stade de la paix armée à celui de la guerre »[233]. Dans ce même document, la « Direction Stratégique » fait le point sur l'état du « Mouvement » et sur la transformation qui est en train de se produire dans l'extrême gauche : suite aux insuccès de l'énorme mobilisation du *Settantasette,* l'*illégalité de masse* est considérée désormais comme impraticable en tant que projet révolutionnaire et seulement le modèle subversif du *parti armé* peut offrir des marges pour continuer la lutte :

> Tout d'abord, il faut comprendre que nous nous trouvons confrontés à un plan de limitation temporaire des libertés démocratico-bourgeoises […].

---

[227] Voir le chapitre 6 de ce travail.

[228] Voir : Silvio Lanaro, *Storia dell'Italia repubblicana*, cit., p. 459.

[229] Ce nom avait été indiqué par le « Comité Exécutif » à la fin d'octobre 1977, après avoir écarté les noms de Giulio Andreotti et d'Amintore Fanfani.

[230] La troisième phase est le nom donné à une perspective historico-politique formée au sein de la DC pendant l'été 1975, dont Aldo Moro est le référent : d'après cette vision, le gouvernement de l'Italie républicaine serait passé par une première phase caractérisée par le centrisme (la DC a la force de gouverner en solitaire) à travers les années 1950, ensuite par une deuxième connotée par l'expérience de centre gauche (la DC a besoin du soutien actif du PSI) durant les années 1960, et serait prêt à entrer dans une troisième phase à l'intérieur de laquelle une alternance au pouvoir avec les autres partis deviendrait possible, sans aucun risque pour l'État. Voir : Roberto Ruffilli, *L'ultimo Moro: dalla crisi del centro-sinistra all'avvio della «terza fase*», in Francesco Malgeri (dir.), *Storia della Democrazia cristiana*, Roma, Cinque Lune, 1989, pp. 59-78.

[231] On a déjà largement abordé la signification du concept de « compromis historique » pendant les chapitres précédents. Pour ce qui est de la rencontre entre le PCI et la DC à la fin des années 1970, voir : Andrea Guiso, *Moro e Berlinguer. Crisi dei partiti e crisi del comunismo nell'Italia degli anni Settanta*, in Francesco Perfetti et Andrea Ungari (dir.), *Aldo Moro nella politica italiana*, Firenze, Le Lettere, 2011, pp. 139-177.

[232] Endurcissement de la « Loi Reale », activation des mesures de confinement, construction des « prisons spéciales », modernisation des services secrets (loi n. 801 du 24 octobre 1977).

[233] Brigate Rosse, *Risoluzione della Direzione Strategica*, février 1978, disponible sur : www.bibliotecamarxista.org/brigaterosse/1978/ds78guepotprol.htm.

> Donc, il ne s'agit pas de se plaindre pour la répression, mais plutôt d'avancer à travers le développement de la guerre révolutionnaire de classe. Alors que les lois spéciales notoires sont appliquées pour anéantir l'avant-garde communiste, pour fermer les sièges de l'autonomie, pour « mettre au confinement » ses militants, pour assiéger les centres urbains, pour empêcher de porter dans la rue la lutte anti-impérialiste, demeurer dans une dimension d'illégalité de masse […] – désormais dégradée à simple aventurisme velléitaire - relève d'un véritable suicide politique, outre que physique. Il faut prendre conscience que dans cette nouvelle phase, la seule possibilité de développer l'antagonisme et l'initiative prolétaire se réalise en prenant le fusil […]. On peut et on doit vivre clandestinement au sein du peuple, car c'est cela la condition d'existence et de déploiement de la guerre révolutionnaire de classe dans l'État impérialiste. […] guerre de longue durée menée dans les métropoles où la force de l'impérialisme est plus brutale et concentrée, où les forces révolutionnaires se trouvent à opérer en conditions d'encerclement stratégique […][234].

L'émergence d'un réseau informel de groupes armés clandestins – nommé « Mouvement prolétaire offensif de résistance » (MPRO)[235] – des cendres du *Settantasette* représente pour les BR l'évidence incontestable de ce parcours obligé qui se présenterait aussi devant le milieu ultragauchiste romain : au tournant de 1978, une centaine de sigles paramilitaires apparus simultanément et à l'improviste dans le pays ont occupé, en effet, les espaces extraparlementaires libérés par la régression inexorable de l'*illégalité de masse* en Italie. De ce fait, même le panorama romain du *parti armé* s'est rempli de formations et de militants, pour la plupart ressortissants déçus et enragés du « Mouvement »[236]. Les « Brigades Rouges » considèrent ce nouveau sujet extrémiste avec un mélange d'exaltation et d'inquiétude : elles s'enthousiasment d'un côté pour l'affirmation généralisée d'un modèle

---

[234] *Ivi*.

[235] D'après les mots de la « Résolution » : "*Nous appelions Mouvement prolétaire offensif de résistance (Mpro) les comportements de classe antagonistes engendrés par le durcissement de la crise économique et politique ; nous appelons Mpro l'aire des forces, des groupes et des noyaux révolutionnaires qui donnent un contenu politico-militaire à leurs initiatives de lutte anticapitaliste, anti-impérialiste, antirévisionniste et pour le communisme".*

[236] Ce passage comportemental de la dimension de l'*illégalité de masse* à celui du *parti armé*, accompagné par un sentiment profond de rage et frustration, est bien attesté par l'attentat que deux jeunes d' ultragauche perpètrent aux dépenses de Domenico Velluto (l'agent qui avait tué Mario Salvi), le lendemain de son acquittement judiciaire (8 juillet 1977) : décidés à l'exécuter en public pour réaliser un acte de « justice prolétaire », les deux extrémistes se trompent incroyablement en tirant sur le mauvais homme, un jeune de 21 ans qui se trouvait par hasard à côté de Velluto. Voir : *Poche ore dopo la grave sentenza che assolveva l'agente Velluto: Commando spara per assassinare la guardia e fulmina un giovane a cena con la fidanzata*, "L'Unità", 9 juillet 1977.

subversif basé sur la clandestinité et le répertoire paramilitaire, qui pourrait bien fournir pour le futur les troupes pour l'armée révolutionnaire qui abattra l'État néocapitaliste ; mais de l'autre, les BR craignent de ne pas arriver à dominer cette énorme vague qui se caractérisera notamment par le dilettantisme et par le spleen existentiel[237]. La dialectique interne au MPRO se limite, en effet, à une sorte de solidarité morale, tandis que les actions sont réalisées de façon indépendante, non-coordonnée et toujours contre objectifs d'importance éminemment locale. Dès l'automne 1977 (à savoir à partir de l'échec du « Meeting de Bologne » qui met un terme à l'expérience du *Settantasette*[238]), au moins 78 sigles ont surgi[239], avec une incidence particulière dans les « secteurs de frontière » de l'est et du sud de la ville : en fait, les plus touchés par l'activité de ces groupes sont les quartiers « Prenestino-Centocelle », « Eur », « Appio-Tuscolano » et « San Paolo ». Des territoires urbains qui fonctionnent, en effet, comme les épicentres citadins du trafic de l'héroïne et de l'activité de la nouvelle génération « noire » : à savoir, les deux phénomènes que le MPRO romain considère être les formes les plus avancées de la contre-révolution impérialiste.

VILLE	NOMBRE DES FORMATIONS	NOMBRE DES ATTENTATS
Rome	67	205
Milan	23	50
Turin	21	39
Naples	10	27
Bologne	9	25
Florence	8	24
Padoue	7	16

Tableau statistique qui catalogue la phénoménologie territoriale du MPRO en Italie, dans l'intervalle 1977-1980, en regroupant les sigles qui ont commis au moins 2 et non plus de 10 attentats pendant leur existence : la prééminence de Rome dans le cadre national ressort nettement.

Élaboration de l'auteur à partir des donnés fournis par Mauro Galleni (dir.), *Rapporto sul terrorismo,* cit.

[237] La phénoménologie de la violence exprimée par ces groupes présente une forte inclination pour le nihilisme et la révolte épisodique : il s'agit donc d'un comportement qui échappe à la discipline idéologique et à la progression stratégique propre au brigadisme. Pour expliquer cette dimension de la violence politique, le sociologue Franco Ferrarotti a élaboré le concept de « marxisme lyrique », voir : Franco Ferrarotti, *L'ipnosi della violenza*, cit.

[238] Voir le chapitre 6.

[239] Certaines formations ont des noms improbables et ne paraissent qu'une seule fois : par exemple, les « Piromani folli », les « Nuclei sconvolti clandestini » ou les « Teppisti armati di Portonaccio ».

Pour ce qui est de la lutte contre la drogue, ces sont les actions de deux groupuscules - « Guerriglia Comunista » (GC) et les « Squadre Armate Proletarie » (SAP) – qui se distinguent au sein du MPRO : malgré leurs différentes origines[240], ils partagent une même vision. Pour eux, l'héroïne représente l'arme la plus récente et astucieuse de la répression anti-prolétaire, puisque d'un côté il s'agit d'un « venin […] des patrons […] qui tue d'abord la volonté et ensuite le corps, qui enlève chaque année des milliers de jeunes des rangs de l'armée révolutionnaire, tout en les transformant en marionnettes de la réaction jusqu'au moment où– une fois devenus inutiles à cause de l'excès d'accoutumance – de leur élimination grâce à une dose coupée avec la strychnine »[241]. De l'autre, à la lumière d'un circuit de la drogue contrôlé par des structures criminelles qui – en raison d'une empathie idéologique, amicale et mercenaire - se servent souvent de la militance « noire » pour la vente[242], « les organisations fascistes […] arrivent à pénétrer dans les quartiers prolétaires en profitant de l'inquiétude exaspérée des jeunes […]. C'est clairement à travers l'héroïne que les groupes les plus radicaux de la droite, tels que les Nar […], financent leur attaque armée […] contre les camarades »[243]. Si alors le marché de la drogue représente un fléau direct (toxicomanie) et indirect (cheval de Troie pour l'expansion néofasciste dans les périphéries populaires) qui investit les instances révolutionnaires de l'ultragauche, la « création de zones franches libérées de l'héroïne » devient un « impératif tactique »[244] pour le *parti armé.* Du coup, en s'appropriant la consigne historique du « Mouvement » vouée à constituer « un contre-pouvoir territorial », GC et les SAP ambitionnent de faire évoluer la guérilla de quartier contre l'héroïne jusqu'au « point de rupture avec l'État impérialiste,

[240] GC se forme de la rencontre entre des ressortissants du service d'ordre de LC et de criminels de droit commun politisés ; les SAP ne sont que l'appendice locale d'une plus grande organisation nationale (les FCC) issue de l'aire de l'autonomie militariste de Milan.

[241] Guerriglia Comunista, *Rivendicazione dell'attentato mortale contro Saaudi Vaturi*, 27 novembre 1978, in Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., p. 359.

[242] Traditionnellement, Rome avait été une ville hostile au développement d'une criminalité organisée à caractère mafieux : la délinquance se composait de voyous individualistes et de petits gangs qui ne dépassaient jamais la dimension de quartier. Un ancien proverbe local affirmait en effet que « Personne ne peut devenir patron de Rome ». Cependant, à partir de 1976 certaines bandes actives dans le quadrant sud occidental de la ville (entre le « Rione Testaccio » et la zone de la « Magliana ») mettent en place une fédération – sur le modèle organisationnel propre au « Clan des Marseillais » (1973-1976) - qui arrive en l'espace de trois ans à imposer sa domination sur la ville entière. Une des sources majeures qui alimente la croissance de cette nouvelle organisation criminelle (« Banda della Magliana ») est justement le contrôle du trafic et de la vente de la drogue à Rome. Les leaders de la « Banda della Magliana » adhèrent à une vision d'extrême droite (poussés notamment par le culte de la force virile) qui les porte à rechercher des contacts et des alliances (armes et argent en échange de main-d'œuvre pour les affaires les plus louches) avec les nouvelles générations néofascistes : d'où la proximité entre la militance « noire » et l'appartenance à une bande criminelle. Le cas de Massimo Carminati, à la fois membre de la « Banda » et des NAR est emblématique de la situation du néofascisme romain à la fin des années 1970. Voir : *Il terrorista arrestato presso Varese : Carminati è anche accusato di sei rapine*, "L'Unità", 23 avril 1981.

[243] Squadre Armate Proletarie, *Al movimento reale di lotta*, 1978, in Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., p. 351.

[244] Guerriglia Comunista, *Rivendicazione dell'attentato contro la sede de Il Tempo*, 25 décembre 1978, in Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., p. 361.

voire au rejet total de la société bourgeoise »[245]. Composée intégralement par des militants de la zone « Prenestina », GC opère dans le quadrant oriental de la ville, en s'attaquant principalement à la sécurité personnelle des dealers, dont trois sont assassinés entre le 19 juin et le 14 décembre 1978[246]. En revanche, les SAP présentent une distribution géographique plus étendue, tandis que leurs cibles prioritaires se révèlent être les (présumés) points de rencontre entre grands délinquants et meneurs « noirs » : pendant la deuxième partie de 1978, une dizaine d'attentats à la dynamite sont perpétrés au détriment de bars (quartiers « Tuscolano », « Eur » et « Ostiense »), de magasins (« Tuscolano »), d'habitations privées (« Ostiense », « Eur »), de bureaux (« Ardeatino »)[247].

S'agissant de la pratique plus proprement antifasciste, les actions les plus controversées imputables à l'aire du MPRO sont toujours revendiquées par des sigles postiches, que ni les magistrats ni les historiens ne sont parvenus à identifier. Par exemple, la dénomination « Nuovi Partigiani » est utilisée habituellement pour signer des opérations à la bombe contre des meetings néofascistes[248], mais on la retrouve aussi dans les actes de revendication relatifs à l'assassinat de Angelo Pistolesi[249] : la décision de laisser dans l'ombre la revendication de cet homicide politique (28 décembre 1977) relève en effet de la volonté d'éviter des représailles, tout en augmentant la portée intimidatrice de l'attaque. Chauffeur personnel de Sandro Saccucci, Pistolesi avait participé au « raid de Sezze Romano »[250] et donc sa mort rentre dans un mécanisme macabre de vendettas qui pourrait se retourner de nouveau contre la militance « rouge »[251]. En plus, comme lors de l'affaire Zicchieri, l'emploi d'un répertoire gangstérisé pour exécuter à froid un jeune prolétaire[252] – bien que « noir » – engendre de lourdes retombées sur le monde extraparlementaire romain qui d'ailleurs est en train de réélaborer sa propre stratégie antifasciste à la lumière de la crise de

[245] Squadre Armate Proletarie, *Al movimento reale di lotta*, cit.

[246] Voir : Guerriglia Comunista, *Comunicato Eroina 2*, 14 décembre 1978, in Progetto Memoria, *Le parole scritte,* cit., pp. 360-361.

[247] Voir : Squadre Armate Proletarie, *Al movimento reale di lotta*, cit.

[248] Le 11 janvier 1977, six bombes dévastent le Palais de l'EUR où devait se tenir le Congrès national du MSI, voir : Gianni Palma, *Erano almeno sei le bombe all'Eur*, L'Unità, 12 janvier 1977. Six mois auparavant, un grand incendie avait détruit le Cinéma Barberini qui aurait dû héberger un meeting néofasciste le lendemain, voir : *Rivendicato da un fantomatico gruppo avventurista l'incendio del cinema romano*, ivi, 7 juin 1976. Remontant encore en arrière, on retrouve ce sigle qui revendique l'endommagement (toujours avec des bombes) simultané de quatre sections du MSI (« Tuscolano », « Tiburtino », « Portuense », « Monte Sacro ») le 6 août 1974, voir : *Ordigni esplosivi contro sedi del Msi*, ivi, 7 août 1974.

[249] Voir : Luca Telese, *Cuori Neri*, cit., pp. 419-434.

[250] Voir le chapitre 6 de ce travail.

[251] Voir : *Ucciso a Roma l'autista del raid di Saccucci*, "L'Unità", 29 décembre 1977 ; *Una nuova tragedia della violenza politica: assassinato a Roma un missino già coinvolto nel raid di Saccucci*, "Corriere della Sera", 29 décembre 1977.

[252] Pistolesi était employé à l'ENEL et habitait dans le quartier populaire "Portuense", pas loin de la "Magliana". Son homicide s'inscrit donc sur une des lignes de frontière de la confrontation sociopolitique entre « rouge » et « noir » à Rome.

l'*illégalité de masse* : les tensions prévisibles qui auraient accompagné une telle opération fournissent, en ce sens, une raison supplémentaire d'utiliser des dénominations de complaisance[253]. L'éditorial de « Lotta Continua » fixe nettement les termes épineux de la question :

> Nous ne savons pas qui a assassiné Pistolesi, mais nous savons où prend sa source une telle action : et nous affirmons qu'il faut éliminer toute condition de possibilité d'acte si aberrant. Aucun militant de gauche ne peut penser résoudre de cette manière – à savoir à travers une roulette folle et aveugle de coups – la question du fascisme, de sa nature criminelle, de sa position hors et contre l'histoire[254].

En parlant d'une « roulette folle », le journal fait référence à l'effrayante escalade entre les mouvances « rouges » et « noires » dont Rome est le théâtre les derniers jours de 1977 : le 23 décembre, un jeune d'ultragauche de LC - très connu en ville pour son activité dans les « zones noires » du nord de la capitale - est gravement blessé par balle à la suite d'un raid opéré près du « Village olympique »[255] par deux néofascistes en moto[256] ; le lendemain, la « vendetta rouge » frappe le rédacteur en chef du quotidien du MSI « Il Secolo d'Italia », Mario Pucci, et sa femme ; le 26 décembre, la veille de l'homicide Pistolesi, une revendication téléphonique de « Giustizia nazionale rivoluzionaria » - sigle utilisé par la naissante formation des NAR – affirme que l'attentat armé réalisé le jour d'avant dans le « Rione Esquilino » contre Roberto Giunta La Spada, journaliste de « Radio Città Futura » (afférente au parti « Democrazia Proletaria »)[257], doit être considéré comme des représailles pour l'attaque contre la famille Pucci[258]. Parmi les membres du commando « noir », il y a, en effet, le fils de Mario Pucci, Alessandro, qui est à la fois secrétaire de la section MSI du quartier « Flaminio » et affilié aux NAR.

Comme le préconise le correspondant romain de *La Stampa*, Fabrizio Carbone, à la suite de ce *crescendo* de violences, « Rome est soumise à une véritable bataille de nerfs » qui

---

[253] Tout semble contribuer à échaufferr les esprits : Pistolesi agonisant est transporté à l'hôpital par un policier en civil, qui se révèle être le frère de Claudio Graziosi, l'agent tué sur un bus neuf mois auparavant par le « nappiste » Antonio Lo Muscio.

[254] P.B., *Prima*, "Lotta Continua", 29 décembre 1977.

[255] Le « Village Olympique » se trouve dans le quadrant centre septentrional de la ville : plus précisément il s'agit d'une zone dégradée à la périphérie du quartier chic « Parioli », au sein de laquelle des foyers « rouges » résistent à la prédominance « noire » sur ces territoires.

[256] Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia*, cit., p. 654.

[257] Dans les heures suivant l'attentat contre le jeune ressortissant de LC, La Spada avait indiqué pendant une émission radiophonique les noms des notables néofascistes de la zone nord de Rome qui pouvaient être responsables de l'attaque : parmi eux, était cité Alessandro Pucci, fils de Mario.

[258] Pour cette série d'attentats, voir : Fabrizio Carbone, *A Roma nuovi episodi di violenza politica : neofascisti sparano a due giovani, donna ferita da ultras di sinistra*, "La Stampa", 27 décembre 1977.

peut mettre concrètement en danger pour la première fois dès l'après-guerre la « coexistence civile de la ville »[259]. Aux commentateurs plus attentifs, il semble évident, en effet, que la confrontation entre les deux ailes extraparlementaires se militarise de plus en plus *:* l'homicide de Walter Rossi (30 septembre 1977), en coïncidant d'un côté avec l'implosion du *Settantasette* et de l'autre avec l'affirmation de la deuxième génération néofasciste*,* a changé d'un seul coup les règles d'engagement adoptées par les militances extrémistes opposées. De ce fait, l'affrontement entre le « noir » et le « rouge » ne passe plus par les expéditions punitives au sein de grandes campagnes de masse contre les symboles publics de l'ennemi, mais s'exprime désormais à travers des embuscades soudaines qui finissent souvent par atteindre des cibles collatérales[260]. Ce qui arrive après l'assassinat d'Angelo Pistolesi témoigne clairement de cette évolution : au soir du 28 décembre, trois étudiants qui sont en train d'entrer dans un bar de « gauche » - toujours dans le nord de la ville, au quartier « Monte Sacro » - sont pris pour cible depuis une voiture en mouvement : tous blessés, l'un des trois est entre la vie et la mort plusieurs jours durant[261]. Le lendemain, un autre militant ultragauchiste est touché trois fois par balle, en bas de chez de lui dans le quartier « Gianicolense »[262] : ces deux actions sont revendiquées de nouveau par « Giustizia Nazionale Rivoluzionaria ». Le 7 janvier 1978, un énième sigle postiche du MPRO, les « Nuclei Armati per il Contropotere Territoriale », achève cette première chaine d'attaques et de rétorsions, en réalisant un attentat d'une gravité inédite : le « massacre d'Acca Larentia », cité auparavant[263]. Il s'agit de la réplique en grand de l'affaire Zicchieri, amplifié de plus par un contexte extraparlementaire plus rigide et enclin aux dérives terroristes, en raison de la combinaison entre la crise du « Mouvement » et la constitution d'un vaste *parti armé* (des NAR à la « colonna romana »). Comme dans « l'homicide du Prenestino », les marques distinctives sont : une embuscade contre une section de frontière du MSI, le caractère aléatoire et indiscriminé des cibles, les lourdes conséquences sur l'imaginaire et les répertoires de la militance extrémiste. En ce sens, les deux morts (Franco Bigonzetti et Francesco Ciavatta) et le blessé grave (Vincenzo Segneri), tous du « Fronte della Gioventù », incarnent un véritable tournant pour l'histoire républicaine de la capitale, en marquant le passage définitif de la phase proto-insurrectionnelle au stade de la guérilla, au

[259] *Ivi*

[260] Sur ce tournant phénoménologique autour de 1978, voir, Maurizio Fiasco, *Roma: la violenza eversiva nel quinquennio 1978-1982*, cit.

[261] Voir : *Nuovo criminale attentato a Roma: tre giovani di sinistra feriti a colpi di pistola dai fascisti*, "L'Unità", 29 décembre 1977.

[262] Voir : *4 compagni feriti, un attentato, chiuso un covo del Msi. Ma quanto si deve aspettare per vederli in galera?,* "Lotta Continua", 30 décembre 1977.

[263] Pour une reconstruction du climat de l'époque, voir : Massimiliano Morelli, *Acca Larentia. Asfalto nero sangue*, Ivrea, Bradipolibri, 2008.

sein de la phénoménologie de la violence politique à Rome[264]. À chaud, la journaliste Silvana Mazzocchi note immédiatement que le « massacre d'Acca Larentia » représente le symptôme d'une transformation structurelle qui dépasse de loin même les épisodes scandaleux de « Primavalle » et du « Prenestino » :

> Le mouvement de 1977, les luttes étudiantes, une année pleine de violences, l'épouvantail de l'extrémisme « autonome », les fractures récurrentes entre « colombes » et « faucons » dans les assemblées. Tout cela sur la « planète Rome » semble brusquement vieilli, voire dépassé. L'homicide des deux néofascistes, à peine âgés de 20 ans, a imposé un bond en avant […]. Voilà la donnée la plus significative pour le Mouvement à l'aube de 1978 : les autonomes ont été outrepassés par des franges de jeunes qui – à leur tour éparpillés en cellules clandestines couvertes par des multiples sigles – forment le « bras armé » accusé par le Mouvement de pratiquer une violence aveugle et régressive[265].

En effet, le contrôle du territoire urbain le long des lignes de démarcation sociopolitiques de la capitale est exercé pour la première fois par une offensive frontale (à la différence du « bûcher de Primavalle ») et revendiquée (élément manquant dans l'action contre Zicchieri). En définitive, le « massacre d'Acca Larentia » incarne l'acte marquant l'affirmation de la clandestinité paramilitaire sur l'*illégalité de masse* à Rome*,* même en matière de pratique antifasciste, terrain traditionnel du « Mouvement »[266]. Un tournant perçu en temps réel par la gauche extraparlementaire tout entière, comme le confirment les analyses du quotidien militant « Lotta Continua » :

> L'explication donnée par les « Nuclei Armati di Contropotere territoriale », au sujet de l'attentat, est absolument inacceptable […] notamment, car elle légitime un choix de désertion de la lutte de masse […]. […] une dégradation de la capacité collective perte de discernement qui […] peut devenir irréversible, tout en transformant la bataille antifasciste en un règlement de comptes, voire en une publication de listes noires. Tout cela ne peut que […] semer une peur opprimante, en portant à l'institution du couvre-feu dans une capitale remplie […] de

[264] Voir : Silvana Mazzocchi, *Crescente violenza, ancora un orrendo delitto. Due missini uccisi da terroristi, gravi scontri, sparatorie a Roma*, "La Stampa", 8 janvier 1978.

[265] Silvana Mazzocchi, *Cosa cambia nel movimento studentesco all'inizio del '78: gli autonomi sono scavalcati a Roma dalle frange del "partito armato"*, "La Stampa", 13 janvier 1978.

[266] Sur l'évolution générale du paradigme antifasciste à Rome lors de l'émersion du parti armé comme répertoire majeur de subversion sociopolitique, voir le deuxième chapitre de ce travail.

nouvelles forces policières. […] Nous nous obstinons à penser que les auteurs de l'attentat de samedi soir adhèrent à notre position et à notre aire politiques […]. Et par conséquent nous constatons qu'une distance incommensurable a été créée par leurs actions […] dramatiquement aveugles : un véritable boomerang qui désarme nos rangs […] en mesure de déterminer un saut catastrophique dans l'inconnu pour les militants des mouvements de masse[267].

Reconstruction de la dynamique du « Massacre d'Acca Larentia ».

Source : Dossier « Acca Larentia » - www.secoloditalia.it

Le « massacre d'Acca Larentia » contribue aussi à l'institutionnalisation de la clandestinité paramilitaire au sein de l'extrême droite romaine : si, en effet, l'émoi pour la mort d'Angelo Pistolesi n'avait mobilisé que les franges néofascistes du quartier « Portuense »[268], sans impact sur le cycle d'attaque/rétorsion engagé dans le nord de la

[267] *L'assurda azione del Tuscolano*, "Lotta Continua", 10 janvier 1978. Voir aussi : *Due giovani uccisi a Roma. Erano fascisti, ma questa non è lotta al fascismo. È violenza e ne assume, consapevole o no, metodo e sbocchi*, "Il Manifesto", 8 janvier 1978. À toutes ces critiques, les "Nuclei Armati per il Contropotere territoriale" répondent avec un long document, par lequel on affirme que "*le fait que cette action ait été réalisée par une composante du Mouvement et non par le Mouvement tout entier, ne pose pas cette composante au dehors du même Mouvement*", cité dans : Luca Telese, *Cuori Neri*, cit., p. 504.

[268] Dans les jours suivants à l'homicide, les néofascistes de la zone défoulent leur rage en se livrant à des campagnes de vandalisme, voir : *Nuovi incidenti con auto incendiate nella strada dove fu ucciso Pistolesi*, "Corriere della Sera", 30 décembre 1977.

ville[269] , au contraire, les séquelles de l'homicide de Ciavatta et Bigonzetti déterminent une accélération brutale des parcours de radicalisation d'une partie de la jeunesse « noire » romaine depuis 1976. En citant les mots du journaliste Luca Telese, « le massacre d'Acca Larentia incarne le dernier point de transition, voire la dernière marche de l'escalier qui amène d'abord à la clandestinité et ensuite à la lutte armée, à savoir le passage qui achève le chapitre de la guérilla urbaine pour inaugurer celui du terrorisme »[270].

Deux photographies de l'entrée de la section « Acca Larentia » du MSI - prises au lendemain du « massacre » - qui témoignent de l'activation immédiate d'un processus de martyrologie autour des jeunes victimes néofascistes.

Source : Dossier « Acca Larentia » - www.secoloditalia.it

Quelques heures après l'attentat, une grande foule de militants du « Fronte della Gioventù » (FdG) s'est réunie pour veiller sur la section et réaffirmer avec orgueil son appartenance politique : le rassemblement dégénère rapidement en affrontement avec les carabiniers qui ont la double tache de relever les traces et de maintenir l'ordre public. La conformation de la rue qui oblige tous les présents à se serrer, accroit la tension et quand les jeunes néofascistes commencent à hurler des slogans menaçants, les carabiniers chargent brutalement : un contestataire (Stefano Recchioni) s'écroule sur le sol touché par balle à la tête. Il meurt après deux jours d'agonie[271]. Choqués par le troisième deuil en deux jours, les militants du FdG – qui se sentent comme de la « chair à canon » lancée contre le feu des « rouges » et des policiers, dans le champ de bataille de la capitale - réclament une prise de position forte à la direction du MSI, contre l'agent qui a tiré sur Recchioni : mais les forces

[269] Sur l'activation manquée d'un processus de martyrologie autour de la figure d'Angelo Pistolesi pèse de façon décisive l'hostilité du MSI qui veut éviter de compromettre son image déjà en déclin, en se montrant proche d'un des responsables du « raid de Sezze » : à ce propos, le journaliste Luca Telese parle d'un « martyre répudié » de l'extrême droite italienne, voir : Luca Telese, *Cuori Neri*, cit., p. 419.

[270] *Ibidem*, p. 489.

[271] Voir : *Morto dopo due giorni di agonia anche il giovane ferito dai CC*, "L'Unità", 10 janvier 1978.

de l'ordre restent une institution sacrée qui ne peut en aucun cas être mise en question. Le cordon ombilical fragile qui encore tenait liés le MSI et les nouvelles générations « noires » se rompt alors. Comme le rappelle Francesca Mambro, ressortissante du FdG et ensuite membre des NAR, « Ce mort a fait la différence […]. Nous les jeunes, on nous utilisait comme service d'ordre pendant les allocutions publiques d'Almirante, c'est-à-dire quand le parti avait besoin de gens pour se bagarrer ; mais cette fois, les leaders ont révélé toute leur hypocrisie, en montrant qu'ils n'étaient pas disposés à faire des choix courageux et impopulaires – tels que la dénonciation des carabiniers et de leur comportement – pour nous défendre. […] Acca Larentia a marqué la rupture définitive de nombre d'entre nous avec le MSI : cette attitude tiède et embarrassée à l'égard de ceux qui avaient tué Stefano signifiait qu'ils étaient prêts à nous sacrifier afin de ne pas se mettre contre les forces de l'ordre. Cette histoire ne nous appartenait plus »[272].

La révolte de ces jeunes néofascistes romains, qui les portera rapidement à la clandestinité, commence par une vague de guérilla urbaine accompagnée par des représailles sommaires : du 8 au 11 janvier, plusieurs « commandos noirs » ravagent les zones chaudes de la ville – *in primis* les territoires orientaux épicentre du « Mouvement », deuxièmement le quadrant septentrional où plus forte est la militance d'extrême droite – en recherchant simultanément des « rouges » pour se venger. Pendant ces jours, deux militants d'ultragauche sont poignardés, un autre est blessé par balle, six sont matraqués, la section PCI de rue Lanuvio (quartier « Tuscolano ») et l'habitation du vice-directeur du quotidien « Il Messaggero » sont incendiés, plusieurs fusillades avec les forces de l'ordre se produisent aux alentours de rue Acca Larentia[273]. Le 28 février, l'envie de rétorsion aboutit en une énième horreur : pour commémorer le troisième anniversaire de l'homicide Mantakas, les NAR décident d'organiser un raid pour « régler les comptes » avec les responsables du « massacre d'Acca Larentia », qui selon certaines informations seraient à rechercher parmi les occupants des bâtiments situés en rue Calpurnio Fiamma (« Cinecittà »). Ayant trouvé les établissements vides – la police les avait évacués la veille – le groupe armé se dirige dans la place contigüe (« Don Bosco ») qui est notoirement un point d'agrégation pour les militants « rouges » de la zone : en l'absence des coupables présumés, n'importe quelle victime de gauche est susceptible de venger la mémoire de Mantakas et des martyres d'Acca Larentia. Après avoir repéré trois jeunes assis sur le banc, le commando « noir » tire et

[272] Giovanni Bianconi, *Mambro: lì decisi di cominciare con la lotta armata*, "Corriere della Sera", 8 janvier 2008.

[273] Voir : *Due compagni accoltellati, un centinaio di auto bruciate, attentati a sedi di partiti*, "Lotta Continua", 10 janvier 1978 ; Giuseppe Fedi, *Violenze di autonomi, fascisti sparano in nuovi scontri con la polizia a Roma: una ventina tra feriti e contusi, 65 persone arrestate*, "La Stampa", 11 janvier 1978.

assassine Roberto Scialabba[274]. Un coup de fil à l'Agence de Presse ANSA revendique cet assassinat au nom de la « Justice nationale révolutionnaire » qui « arrive où la justice bourgeoise ne veut pas aller. Nous avons découvert qui a tué Ciavatta et Bigonzetti. À l'honneur des camarades décédés »[275]. Une spirale folle a désormais englouti une partie notable de la jeunesse extraparlementaire romaine, comme le signale brillamment le journaliste Fabrizio Carbone :

> Nous les avons vus dans les rues, pendant ces deux dernières semaines, ces jeunes désespérés : les fascistes, à place del Popolo, qui lugubres et tendus commémorent […] Mikis Mantakas […] ; tout comme les ultragauchistes en cortège […] pour le premier anniversaire de la mort […] de Francesco Lorusso. […] Filles et garçons, de 14 ans et plus, qui se renient et se détestent entre eux, qui se lancent des messages cruels et des condamnations à mort sur les murs de la ville. […] les « noirs » qui sentent le poids de l'isolement physique, politique, culturel et qui méditent tout le temps des agressions et des violences […] ; les « rouges » qui exaltent l'antifascisme militant et le célèbrent comme la seule possibilité de réalisation personnelle […]. C'est le refus de tout dialogue, voire le désir de ne rien savoir et de tout payer à titre personnel. […] C'est au cœur de ces aires que les promoteurs du terrorisme trouvent les nouvelles promotions du parti armé […][276].

d) L'apogée des « années de plomb » : le déploiement de la guérilla paramilitaire à Rome. La lutte contre l'État (1978-1980)

À la lumière de cette reconstruction, on voit bien que 1978 a représenté un tournant historique pour la phénoménologie de la violence politique à Rome : pendant cette année, en effet, les milieux ultragauchistes de la capitale se réorganisent en abandonnant progressivement les structures et les répertoires de l'*illégalité de masse,* en faveur de la praxis propre au *parti armé.* Du coup, l'exercice de la subversion change radicalement : l'embuscade paramilitaire devient prépondérante par rapport au cortège dévastateur – même

[274] La rafale initiale blesse gravement Roberto Scialabba qui est ensuite exécuté par deux coups, à bout portant, par le leader des NAR, Valerio Fioravanti. Voir : Giovanni Bianconi, *A mano armata. Vita violenta di Giusva Fioravanti*, cit., p. 102. Roberto Scialabba était un ancien militant de "Lotta Continua" qui continuait, à l'époque à sympathiser pour les mouvements extraparlementaires de gauche.

[275] Voir : Luca Telese, *Cuori Neri*, cit., p. 518.

[276] Fabrizio Carbone, *Non c'è più dialogo, è solo una lotta tra bande. Roma: tutti i giorni aggressioni. Terroristi politici già a 14 anni*, "La Stampa", 14 mars 1978.

en crise, en effet, ces modalités d'action traditionnelles ne disparaissent pas totalement - l'attaque contre la sécurité personnelle de l'ennemi remplace la défense des occupations. Plus précisément, on a vu que l'affirmation tardive, mais solide de la clandestinité armée à Rome s'est exprimée à travers une articulation de fronts conflictuels, à leur tour regroupés dans les deux grandes catégories opérationnelles de l'*offensive contre la ville* et de *l'attaque à l'État* : à l'échelle de la singularité romaine, se situe la spirale de vendettas entre les extrémismes opposés (MPRO et NAR), la lutte contre l'héroïne (MPRO), l'opposition au pouvoir urbain de la DC (« colonna romana » des BR) ; au niveau systémique, en revanche, s'inscrit la bataille contre les appareils policiers, judiciaires, administratifs, informatifs et politiques de la République qui sont concentrés dans la capitale du pays (commandement national des BR et NAR).

En tant que métropole majeure et centre directionnel de l'État, Rome se retrouve investie, en effet, par l'ensemble des instances subversives du *parti armé,* connaissant entre 1978 et 1980, une série quotidienne d'attentats sanglants qui touchent tant les périphéries populaires que le centre-ville[277]. L'effet de cette chaîne de violences est d'ailleurs amplifié par les délits d'une criminalité organisée de jour en jour plus puissante, qui opère souvent des alliances temporaires et mercenaires avec les groupes révolutionnaires[278]. Vue de l'extérieur, la lutte de quartier se mêle alors à l'offensive antiétatique, au gangstérisme, à la délinquance des toxicomanes et aux gestes révoltés des marginaux dans un énorme moment de crise de la vie démocratique romaine[279]. D'autre part, les mesures exceptionnelles adoptées par les gouvernements en place – telles que les pouvoirs spéciaux accordés aux forces policières et judiciaires[280] – ainsi que les graves scandales qui secouent le système politique jusqu'au point de provoquer les démissions du Président de la République[281] contribuent à créer un

[277] Pour quelques données statistiques élaborées en temps réel, voir l'étude réalisée par le PCI au début de 1978, qui relève que 35% des attentats commis dans le pays se passent à Rome : *Impressionante aumento di attentati e di violenze*, "L'Unità", 4 février 1978.

[278] Pour une idée des contacts entre le *parti armé* et les organisations criminelles de Rome, voir : Otello Lupacchini, *Banda della Magliana : alleanza tra mafiosi, terroristi, spioni, politici, prelati*, Roma, Koiné, 2005 ; Cristiano Armati et Yari Selvetella, *Roma criminale,* cit.; Gianni Flamini, *La banda della Magliana: storia di una holding politico-criminale*, Milano, Kaos, 2012.

[279] Voir : Franco Ferrarotti, *Roma*, in Id. (dir.), *Violenza in città*, cit., pp. 154-171. Voir aussi : Ferdinando Adornato, *Il pensiero del partito armato e le radici dell'eversione: ma sono figli della crisi?*, "L'Unità", 11 janvier 1980.

[280] En particulier, la création des « prisons spéciales » (4 mai 1977), le durcissement de la « Loi Reale » (août 1977), la réactivation de la norme fasciste du confinement (janvier 1978), la centralisation des services de police politique (21 février 1978), l'institution d'une division antiterrorisme dotée de pouvoirs militaires (9 août 1978).

[281] Pendant le printemps de 1976, explose le « scandale Lockheed » (un énorme système de corruption voué à favoriser l'achat massif d'avions militaires de la part de certains pays européens) qui implique plusieurs notables démocrates-chrétiens (voir : Guido Guidi, *Scandalo Lockheed*, "La Stampa", 25 avril 1976) : investi lourdement par cette affaire, le Président de la République Giovanni Leone finit pour démissionner en juin 1978, voir : *Dimissioni di Leone, reazioni*, ivi, 17 juin 1978.

sentiment d'urgence collective[282]. Début 1978, face à cette dégradation accélérée de la dynamique sociopolitique, le quotidien « La Stampa » se demande de manière provocatrice si Rome n'est pas devenue une métropole à la sud-américaine, au sein de laquelle grandit de jour en jour « le nombre des citoyens qui se sentent en danger, en tant que cibles possibles d'assassins sans visage ni nom, qui s'annoncent toujours avec des nouvelles étiquettes politiques derrière lesquelles il est impossible d'identifier les responsables »[283]. L'instabilité croissante de l'ordre public alimente, en effet, auprès de la société civile de la capitale une sensation d'insécurité généralisée : cependant les attentions et les craintes des Romains tendent à se concentrer prioritairement sur la violence de rue et même le plus pessimiste des commentateurs n'arrive pas à pronostiquer que l'offensive du *parti armé* est en revanche sur le point de frapper au cœur de l'État.

Le matin du 16 mars 1978, un commando d'une dizaine de brigadistes bloque la marche d'un petit cortège de voitures qui est en train de traverser le quartier « Trionfale » (nord-ouest), à la hauteur de rue Mario Fani. Au centre du convoi se trouve le leader démocrate-chrétien Aldo Moro : en réalisant l'opération paramilitaire la plus complexe et audacieuse depuis la fin de la guerre, les brigadistes anéantissent les cinq agents de l'escorte et enlèvent le notable politique resté indemne[284]. Comme l'admet le député de longue date Ugo La Malfa, pendant l'assemblée parlementaire suivant l'attentat : « qu'est-ce qu'ils pouvaient frapper de plus important ? L'objectif de frapper l'État qu'ils s'étaient fixé a été effectivement atteint »[285]. Dans ce sens, l'*Opération Fritz* – nom en code du kidnapping – représente l'apogée de la stratégie subversive du *parti armé* en Italie[286] et son énorme portée politique ne peut que relever d'une dimension systémique, au sein de laquelle la République se superpose à la métropole et le rôle de capitale administrative phagocyte la singularité structurelle de Rome. En fait, l'action est directement et entièrement gérée par le commandement national des BR – en dépossédant de toute autonomie la « colonna romana »[287] - qui s'attaque au territoire urbain de façon éminemment technique et

[282] Voir : Fabrizio Carbone, *A gennaio 342 attentati, 5 morti: la violenza non trova più argini?*, "La Stampa", 5 février 1978.

[283] *Riflettano i politici*, "La Stampa", 8 janvier 1978. Voir aussi : *L'azione di massa contro il terrorismo va estesa in ogni quartiere della città*, "L'Unità", 13 janvier 1978.

[284] Voir : *Com'è scattato l'atroce piano per uccidere i cinque della scorta*, "La Stampa", 17 mars 1978. Voir aussi : *Un commando di dodici super addestrati preleva il presidente della DC dopo aver assassinato i cinque uomini della scorta. Rapito Moro: è il gioco più pesante e sporco che sia mai stato provato sulla testa dei proletari italiani*, "Lotta Continua", 17 mars 1978.

[285] Voir le procès-verbal de la séance parlementaire du 16 mars 1978, disponible sur : www.camera.it/_dati/leg07/lavori/stenografici/sed0257/sed0257.pdf.

[286] Voir : *L'attacco contro lo Stato ha raggiunto il suo culmine : Moro rapito dalle Brigate rosse*, "la Repubblica", 16 mars 1978.

[287] Les membres de la « colonna romana » sont chargés de pister les mouvements routiniers d'Aldo Moro et de voler les voitures nécessaires pour l'attentat. Tous les dirigeants romains de la « colonna » participent à la fusillade qui anéantit l'escorte, mais la direction des opérations – ainsi que la gestion de la détention du

conjoncturelle : le périmètre métropolitain est utilisé comme un « théâtre de guerre » en temps de paix, indépendamment de sa propre géographie socio-urbanistique. Les lieux de l'attaque sont sélectionnés uniquement sur la base de leur fonctionnalité militaire, en négligeant tout aspect lié au symbolisme ou à la propagande. Comme le rappelle Prospero Gallinari, le choix de la rue Mario Fani – situé dans un quartier résidentiel – répond exclusivement à des facteurs logistiques et pragmatiques (tels que la récurrence dans les parcours entrepris par l'escorte ou l'absence de civils dans les alentours). Des opportunités qui ne se présentent pas dans les hypothèses alternatives, bien que plus significatives, comme l'habitation de résidence et l'Université où le politicien enseigne[288]. En définitive, l'enlèvement d'Aldo Moro incarne la quintessence fluide de la clandestinité paramilitaire qui – à l'opposé de l'occupation ostentatoire de parcelles urbaines bien déterminées, propre à l'*illégalité de masse* – base son efficacité sur la possibilité d'atteindre le pouvoir néocapitaliste même quand il se cache dans ses riches palais, pour citer le vocabulaire pasolinien[289]. Comme le revendiquent fièrement les BR,

> Le 16 mars un nouveau rapport de forces entre l'organisation communiste combattante et les forces militaires de l'ennemi s'est instauré. La capture parfaitement réussie d'un des personnages les mieux protégés de l'État […] a marqué une étape importante dans le processus évolutif de la guérilla et a notamment montré qu'AUCUN OBJECTIF, MÊME DÉFENDU MILITAIREMENT, N'EST INATTAQUABLE POUR UNE FORCE DE GUÉRILLA[290].

Deux photographies qui montrent l'efficacité paramilitaire et la portée destructive de l'opération « Fritz ».

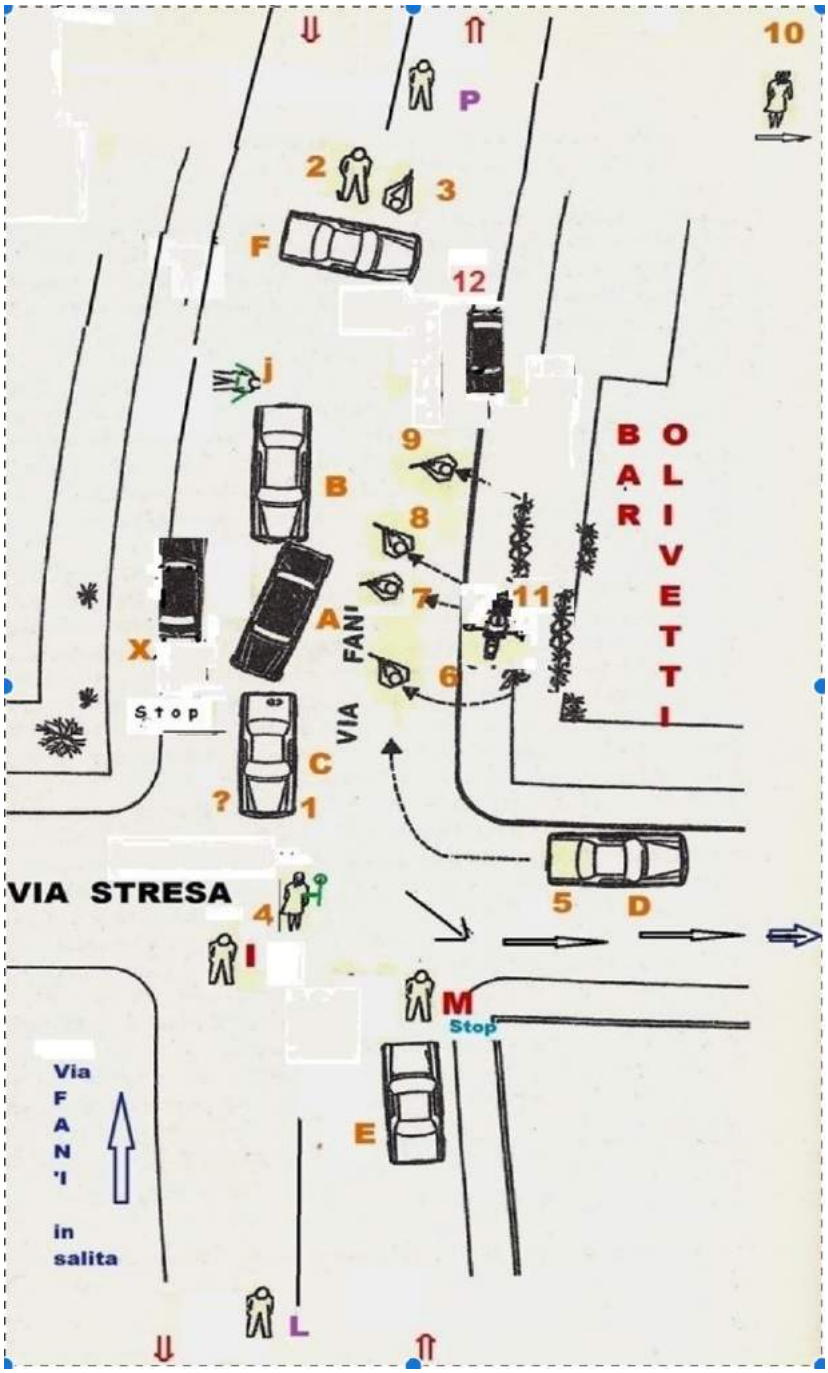
Source : archives photographiques de « L'Unità »

prisonnier – reste fortement dans les mains de la leadership nordiste. Voir les résultats des enquêtes judiciaires sur l'affaire Moro, aujourd'hui disponibles sur : http://www.fisicamente.net/MEMORIA/index-1149.htm.

[288] Voir : Prospero Gallinari, *Un contadino nella metropoli*, cit., pp. 177-178.

[289] Voir : Pier Paolo Pasolini, *Lettera al Presidente Leone*, "Il Mondo", 11 septembre 1975.

[290] Brigate Rosse, *Campagna di Primavera*, mars 1979, in Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., pp.140-141.



RECONSTRUCTION DE L'OPÉRATION « FRITZ »

LÉGENDE

A – B = *Convoi de Moro*

C-D-E-F = *Voitures des BR*

1≈11 = *Auteurs et complices de l'attentat*

I-L-M-P = *Témoins oculaires*

J = *Cadavre du seul agent qui est parvenu à réagir*

X = *voiture garée qui empêche la fuite à la voiture de Moro*

? = *éléments et mouvements restés obscurs*

Source : Maurizio Barozzi, *L'agguato di via Fani : 16 marzo 1978,* sur : www.archivioguerrapolitica.org

Cette affirmation du *parti armé* à Rome passe inexorablement donc par la promotion de répertoires avant-gardistes et spécialisés, à savoir des techniques professionnalisées de subversion armée, qui finissent par surclasser l'exercice « presque amateur » typique du « Mouvement ». Ce tournant émerge clairement du débat public qui s'instaure autour de la nature de l'*Opération Fritz* : les experts parlent explicitement d'un « bond en avant de l'efficacité terroriste »[291], l'*autonomie ouvrière organisée* accuse les BR d'une folle dérive solipsiste et technocratique[292] tandis que ces dernières affirment avoir finalement renversé les attributs de la dialectique *police/révolution*, en transformant les bourreaux en victimes[293].

La capacité à neutraliser en plein jour une escorte policière, celle de cacher pendant 55 jours un otage si important, la décision d'exécuter le prisonnier et de faire retrouver son cadavre tout près des sièges centraux de la DC (place del Gesù) et du PCI (rue delle Botteghe Oscure), au cœur du quadrant urbain le plus surveillé d'Italie[294], relève d'une évolution historique de la façon d'interpréter et d'attaquer la ville. C'est le dépassement des frontières intra-urbaines pour ce qui est de la territorialisation de la violence politique ; c'est l'habilité d'être potentiellement partout en ville sans donner au « système » des points de référence urbaine ; c'est la résolution de la question identitaire de la capitale à travers l'imposition de la vision de Rome comme *Urstaat,* en tant que pure concrétisation métropolitaine de l'essence étatique[295] ; enfin, c'est l'usage de la peur comme première arme de la révolution en lieu des batailles de quartier. Le journaliste Alberto Ronchey résume ainsi cette nouvelle attitude urbaine : « le but est de provoquer la fracture émotionnelle la plus grande possible au sein du système politique, en divisant les faucons impitoyables des colombes irresponsables, en déterminant aussi la désagrégation des appareils exécutifs et judiciaires déjà soumis à la plaie des attentats quotidiens, en montrant l'impuissance des institutions légales, en propageant la peur publique et privée, dans la perspective d'activer un processus

---

[291] Voir : Ulderico Munzi, *Si parla di salto di qualità nei terroristi. C'è un addestramento dei guerriglieri?*, "Corriere della Sera", 18 mars 1978.

[292] Voir : *Comunicato stampa dei Comitati autonomi operai*, 5 mai 1978, in Sergio Bianchi et Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli autonomi*, cit., p. 306.

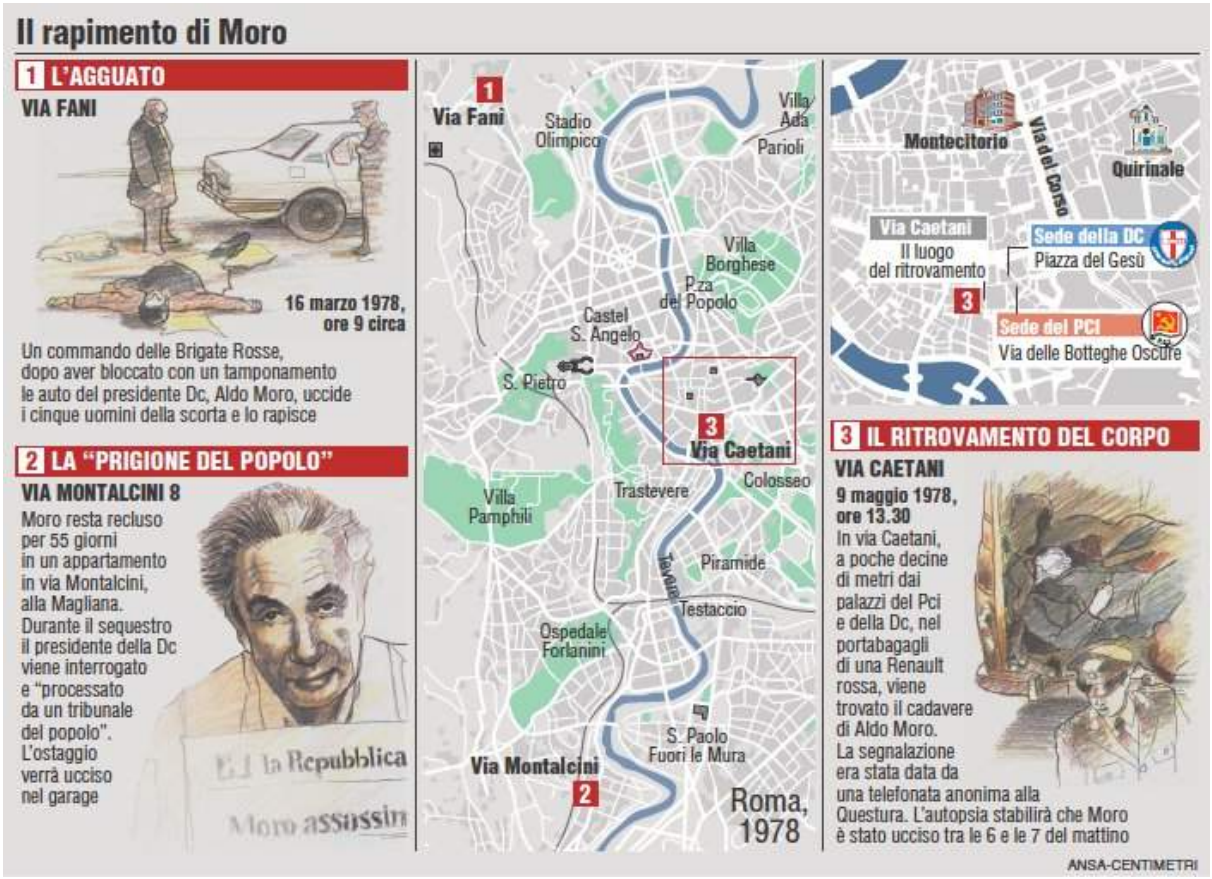
[293] "*Il y a peu de temps encore, le rapport entre les mercenaires des divisions spéciales et les forces révolutionnaires était unidirectionnel : les premiers traquaient, assassinaient, emprisonnaient, surveillaient les communistes. Maintenant, ce rapport est en train de changer […]. À l'attaque des divisions spéciales […] il y a les révolutionnaires ; pour débusquer les agents de la contre-guérilla armée, il y a les combattants prolétaires ; les unités militaires qui assiègent le prolétariat urbain sont à leur tour assiégées, inexorablement frappées et enfin anéanties*", in Brigate Rosse, *Campagna di Primavera*, cit.

[294] Voir : *Le forze dell'ordine sono in stato d'allerta: nuove battute mentre si segue ogni traccia*, "La Stampa", 6 mai 1978; Silvana Mazzocchi, *Battute e perquisizioni: polemiche sugli arresti*, ivi, 9 mai 1978; *La zona del ritrovamento*, ivi, 10 mai 1978.

[295] Sur le concept d'*Urstaat*, voir : Livio Boni, *La città corpo senza organi. L'attualità del dialogo tra Deleuze-Guattari e Foucault sulla città come campo di produzione di soggettività*, "Scienza & Politica", n. 45, 2001, pp. 55-62 ; Guillaume Sibertin-Blanc, *Politique et État chez Deleuze et Guattari*, Paris, PUF, 2013.

de *médiévalisation* ou de *sud-américanisation* qui semble devoir présider au déclenchement de la guerre civile révolutionnaire »[296].

Aux yeux des BR, en effet, l'achèvement de l'opération Moro par l'exécution de l'otage représente l'acte fondateur, voire le geste symbolique, qui décrète « l'accomplissement d'une nouvelle conjonction politique : […] le passage de la phase de la *propagande armée* au stade de la *guerre civile de longue durée* […]. Une désarticulation scientifique des appareils militaires centraux de l'État impérialiste […] ; désarticulation systématique du processus croissant de militarisation du territoire métropolitain. […] Sur la base de ce programme offensif […], nous appelons au combat toutes les avant-gardes du Mouvement offensif de Résistance Prolétaire »[297].



Reconstruction géoterritoriale de toute l'Opération Moro : un essai de la capacité brigadiste d'intervenir sur la totalité du tissu urbain de Rome. À la lumière du déploiement massif de forces policières en ville, ressort bien la complexité des déplacements entre le lieu de l'attentat (1), la « prison » où sera tenu l'otage (2) et l'endroit choisi pour abandonner le cadavre (3). En particulier, la rue Caetani se situe au cœur du centre historique, tout près des sièges du PCI (rue Botteghe Oscure) et de la DC (place del Gesu'), et pas loin des palais du gouvernement national : il s'agit bien évidemment d'une des zones les plus surveillées d'Italie.

Source : élaboration de l'agence de presse « ANSA », 13 mars 2015

[296] Alberto Ronchey, *Sul precipizio*, "Corriere della Sera", 23 avril 1978.
[297] Brigate Rosse, *Campagna di Primavera*, cit.

Le succès brigadiste au sein de l'extrémisme romain, même auprès des nouvelles générations néofascistes[298], est tel qu'à partir de ce moment et trois années durant, la capitale se transforme en une ville assiégée de l'intérieur : à la fin de 1978, Rome compte 16 morts et 92 blessés pour épisodes de violence politiques ; en 1979, 11 morts et 97 blessés ; en 1980, 14 morts et 82 blessés[299]. Seulement dans le cadre de l'attaque à l'État, force est de citer une vingtaine d'actions majeures opérées pendant cet intervalle par les groupes clandestins se réclamant du modèle du *parti armé* : des raids aux dépens de la police politique (novembre 1978-février 1979)[300] aux attentats à la bombe contre le Ministères des Affaires étrangères, « Regina Coeli », le Conseil Supérieur de la Magistrature et le « Campidoglio » (avril-mai 1979) réalisé par les néofascistes du MRP[301], en passant par les braquages d'autofinancement et les homicides politiques. Le 10 octobre 1978, un commando de la « colonna romana » tue - sur indication du « front de la contre-révolution » - le directeur général des Affaires pénales du Ministère de la Justice (Girolamo Tartaglione)[302] ; le 21 décembre, deux agents de la DIGOS qui composent l'escorte de Giovanni Galloni – chef du groupe parlementaire démocrate-chrétien à la Chambre des députés – sont gravement blessés suite à une embuscade brigadiste[303] ; le 13 juillet 1979, le commandant du « service escorte » du Tribunal de Rome – le carabinier Antonio Varisco – meurt criblé de balles au bout d'une folle poursuite en voiture[304] : déjà détesté par toute l'extrême gauche romaine à cause de son rôle de responsable de l'ordre public pendant les procès[305], il est tué par les BR pour l'empêcher d'enquêter sur la « taupe du Ministère de la

[298] Voir : Giovanni Bianconi, *A mano armata. Vita violenta di Giusva Fioravanti,* cit.*,* p. 142.

[299] Voir : Maurizio Fiasco, *Roma: la violenza eversiva nel quinquennio 1978-1982*, cit., pp. 136-138.

[300] Par exemple, le 5 novembre 1978 la « colonna romana » incendie la voiture d'un dirigeant de la DIGOS ; le 14 février 1979, les BR volent et brulent une voiture de la division antiterrorisme et le véhicule blindé destiné au ministre de l'Intérieur. Voir : *Irruzione in un'officina e in uffici dell'anagrafe*, "La Stampa", 15 février 1979.

[301] Le Mouvement révolutionnaire populaire (MRP) est le bras armé clandestin d'un groupe néofasciste (« Costruiamo l'Azione ») né à la fin de 1977 et actif dans les périphéries populaires de Rome. Voir : Fabrizio Carbone, *Auto piena di tritolo esplode a Roma. Cinque piani del carcere pericolanti. Attentato di neofascisti, gli stessi del Campidoglio, a Regina Coeli. Impiegati sei chili di tritolo: è il più grosso ordigno usto dai terroristi negli ultimi dieci anni*, "La Stampa", 15 mai 1979.

[302] Voir : *Nuovo episodio di terrorismo, nuova sfida allo Stato: un giudice assassinato dalle Br a Roma mentre entra in casa*, "La Stampa", 11 octobre 1978.

[303] Voir : *Sparano alla scorta di Galloni: due agenti feriti, uno è grave. Nuovo attentato dei terroristi contro la polizia a Roma*, "La Stampa", 22 décembre 1978

[304] Voir : *Un carabiniere nel palazzo*, "Lotta Continua", 14 juillet 1979 ; *Le Br hanno rivendicato l'assassinio di Varisco*, "La Stampa", 18 juillet 1979.

[305] Varisco avait la tache de réprimer toute manifestation de protestation dans les enceintes de la cité judiciaire.

Justice »[306]; le 12 février 1980, le vice-président du Conseil Supérieur de la Magistrature[307] – le haut dirigeant catholique et professeur de droit Vittorio Bachelet – est assassiné par deux membres de la « colonna romana » dans l'intervalle entre la fin de sa leçon universitaire et le commencement d'une assemblée étudiante portant sur le thème du terrorisme[308] ; le 25 février, les BR parviennent à braquer le siège du Ministère des Transports pendant le jour de paie et à prélever un demi-milliard de lires pour financer la lutte armée[309] ; le 18 mars, le juge Girolamo Minervini – qui est destiné à devenir bientôt le nouveau directeur général de l'administration pénitentiaire – est descendu par un commando brigadiste sur un bus de transport public[310]. Comme expliqué auparavant, dans l'offensive contre l'État opèrent aussi des groupes différents : le 6 mai 1980, la formation septentrionale « Prima Linea » (PL)[311] réalise son premier attentat à Rome en attaquant l'architecte Sergio Lenci, « coupable » d'avoir élaboré le projet de la mega-prison « Rebibbia ». Soumis à une exécution capitale par un tir dans la nuque, Lenci survit par miracle[312]. Le 23 juin, les NAR tuent le juge Mario Amato qui menait, depuis une année, une enquête sur les organisations terroristes et les liaisons occultes de la nouvelle génération néofasciste[313]. Le 29 septembre, un groupe non identifié (probablement « Brigades Rouges ») donne l'assaut et saisit un convoi militaire dans l'espoir d'entrer en possession de fusils semi-automatiques « Garand », en blessant gravement un soldat[314]. Le 1er décembre, les « Brigades Rouges » revendiquent l'homicide du directeur sanitaire de « Regina Coeli », Giuseppe Furci[315].

Le 12 décembre, les BR kidnappent Giovanni D'Urso, juge et directeur du bureau de l'administration pénitentiaire qui gère le traitement des détenus : les conditions pour sa libération sont la fermeture définitive de la « super-prison » de l'Asinara (Sardaigne)[316], la

[306] La capacité des BR à obtenir informations réservées sur la vie interne du Ministère de la Justice, et notamment sur les fonctions des magistrats, était attribuée par les forces de l'ordre, à la présence d'une « taupe » dans le Ministère qui collaborait avec la guérilla clandestine. Voir : *Presa la « talpa » delle Brigate rosse nel Ministero di Grazia e Giustizia?*, "La Stampa", 15 novembre 1979.

[307] Le Vice-président est le chef effectif du Conseil Supérieur de la Magistrature, car le rôle de Président est détenu par le Président de la République qui se limite à des fonctions symboliques.

[308] Voir : *Bachelet ucciso tra gli studenti da 2 br all'Università di Roma*, "La Stampa", 13 février 1980.

[309] Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia*, cit., pp. 881-882.

[310] Voir : *L'attacco è alla magistratura. Un altro giudice ucciso tra la folla di un autobus. Girolamo Minervini è il terzo magistrato colpito dalle Br dall'inizio dell'anno*, "L'Unità", 19 mars 1980.

[311] En effet, PL est composée principalement par des militants milanais, turinois, florentins et bolognais.

[312] Voir : Liliana Madeo, *Irruzione di un commando di Prima Linea (tre giovani e una ragazza). Roma: terroristi legano un architetto e gli sparano alla nuca nello studio*, "La Stampa", 3 mai 1980.

[313] Voir : *Due neofascisti dei Nar hanno ucciso il giudice A*mato, "La Stampa", 25 juin 1980.

[314] Voir : Ruggero Conteduca, *Commando assalta camion militare con otto granatieri: uno è ferito*, "La Stampa", 23 septembre 1980.

[315] Afin d'affirmer le caractère « systémique » de cet attentat, l'assassinat est revendiqué par la « colonna » milanaise.

[316] Il s'agit d'un pénitentiaire construit sur l'ile sarde de L'Asinara selon le modèle d'Alcatraz : en raison de son isolement géographique et de son règlement draconien, cette prison incarnait le lieu de détention le plus dur du pays. Voir : Martina Sanna, *Il Carcere dell'Asinara. Gli anni del supercarcere*, "Diacronie",

fin du statut de « détenu politique » et la publication intégrale sur la presse nationale des communiqués des « comités des brigadistes prisonniers » des pénitentiaires de haute sécurité de Trani (Pouilles) et de Palmi (Calabre)[317]. Le 15 décembre, l'exhibition d'une banderole de revendication brigadiste[318] au cœur du quartier populaire « Pietralata » active une répétition sur un mode mineur de l'*affaire Moro* : le commandement national des BR[319] affiche sa propre capacité à utiliser l'entièreté du territoire urbain, en diffusant documents aux quatre coins de la ville et en tenant caché, pendant 34 jours, pareil otage nonobstant le déploiement total des forces de l'ordre[320]. De nouveau, comme lors de l'*opération Fritz*, l'exercice de subversion du *parti armé* transfigure la singularité de Rome en sa fonction de centre directionnel de l'État : attaquer la tête (le ministère de la Justice) pour affaiblir les bras (les « prisons spéciales ») de l'appareil répressif italien. En conditionnant le salut du magistrat à la satisfaction des requêtes et des revendications des détenus politiques, les BR arrivent, en effet, à établir une liaison directe entre la capitale et l'extrême périphérie du système étatique, tout en unissant selon le jargon ultragauchiste, le « prolétariat prisonnier » au « prolétariat métropolitain » : en ce sens, Rome devient la « chambre nationale de la négociation armée » entre les institutions républicaines et le *parti armé*. Comme l'affirme le dernier communiqué brigadiste relatif à l'opération D'Urso :

> La lutte des prolétaires prisonniers est sortie définitivement des murs des pénitentiaires, en plaçant le prolétariat extralégal au sein du mouvement révolutionnaire et à côté de la classe ouvrière, ainsi qu'aux autres composantes du prolétariat métropolitain qui se battent pour une société communiste. […] Un État impérialiste possède un cœur […] et quand on arrive à le frapper, le système entre en crise. Quand la guérilla attaque les centres vitaux […], l'unité de forces politiques, économiques et militaires […] lézarde et l'unité apparente des différentes composantes, des partis à la magistrature, des militaires à la presse vole en éclat. […] La campagne contre les prisons menée par les forces révolutionnaires a mis en exergue toute la faiblesse de ce régime, a perturbé les pactes de

Dossier : Davanti e dietro le sbarre: forme e rappresentazioni della carcerazione, n. 2, 2010, disponibile sur: http://www.studistorici.com/2010/04/29/sanna_dossier_2/.

[317] Voir les communiqués n. 1 (13 décembre 1980) et n. 6 (29 décembre 1980) transmis par les BR pendant l'opération D'Urso. in : Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., pp. 198-212.

[318] « *Fermons l'Asinara, organisons la libération du prolétariat prisonnier. À l'honneur des camarades décédés* ».

[319] Les promoteurs de l'opération sont en effet le milanais Mario Moretti et le dirigeant florentin Giovanni Senzani.

[320] Voir : *La « prigione » di D'Urso fuori Roma. Un'ipotesi: è lo stesso covo di Moro?*, "L'Unità", 16 décembre 1980; *Sconcertanti contatti fra Br e giornalisti di un settimanale. Dalla prigione di D'Urso "verbale" dell'interrogatorio*, ivi, 31 décembre 1980 ; *Posti di blocco, perquisite 150 abitazioni, per intercettare il trasferimento di D'Urso*, "La Stampa", 4 janvier 1981.

> silence et complicité entre les forces politiques, judiciaires, médiatiques et les carabiniers, pour anéantir le prolétariat[321].

En fait, quand les groupes d'assaut (GIS) répriment durement la révolte du « Comité de lutte » de Trani (28 décembre 1980) – organisée pour supporter la campagne contre les « prisons spéciales » - les BR réagissent en assassinant (31 décembre 1980) à Rome le général des carabiniers Enrico Galvaligi qui dirige le bureau de coordination des services de sécurités dans les pénitentiaires[322]. L'opération D'Urso s'achève le 15 janvier 1981 avec la libération de l'otage – il sera abandonné menotté à une voiture garée près du Ministère de la Justice – suite à l'évacuation des détenus politiques de la super-prison de l'Asinara et à la publication de plusieurs communiqués brigadistes dans les médias[323]. Cependant, malgré l'obtention de quelques résultats concrets, cette longue action de plus d'un mois et déployée à l'échelle nationale, ne peut masquer la crise inexorable qui a investi le *parti armé* dans la capitale : il s'agit, en réalité, d'une campagne à caractère éminemment défensif qui n'attaque plus l'État avec l'ambition de l'abattre, mais plutôt dans l'espoir d'en freiner son effort répressif. À l'issue d'un énorme effort organisationnel qui aurait dû relancer l'offensive subversive, les « Brigades Rouges », à Rome, se découvrent plus faibles et vulnérables : dès le lendemain, en effet, la division antiterrorisme des carabiniers arrête deux ravisseurs – dont l'un, s'écroulant, livre immédiatement des indications précieuses aux enquêteurs sur la « colonna romana » - permettant de découvrir cinq bases logistiques en ville[324]. Peu après, le 4 avril, le leader absolu des BR, Mario Moretti, est capturé à Milan[325] : comme le montrera le dernier paragraphe de ce chapitre, c'est à partir de ce moment que commence l'involution irréversible du *parti armé* dans la capitale.

e) L'apogée des « années de plomb » : les vendettas et les raids.
<u>L'assaut à la ville (1978-1980)</u>

Pendant le même intervalle, l'action violente du *parti armé* s'attaque aussi à la dimension plus proprement urbaine de Rome : à la différence de la lutte contre l'État presque entièrement propulsée par les brigadistes, cette forme de violence politique implique une participation bien plus vaste et diversifiée. L'offensive contre la ville rassemble, en effet,

---

[321] Brigate Rosse, *Campagna D'Urso – comunicato n. 10*, 14 janvier 1981, in Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit, p. 220.

[322] Voir : *I brigatisti: "Abbiamo ucciso Galvaligi". Il generale collaborava col giudice rapito*, "La Stampa", 2 janvier 1981.

[323] Voir : *Comunicato Br: liberiamo D'Urso*, "La Stampa", 15 janvier 1981

[324] Voir : Carlo Schaerf et al (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia*, cit., pp. 963-964.

[325] Voir : *Preso Mario Moretti capo delle Br. Con lui catturati Senzani e Fenzi?*, "La Stampa", 5 avril 1981.

des tactiques différentes – telles que l'opposition à la diffusion de l'héroïne, les vendettas entre les extrémismes opposés ou la bataille contre les symboles citadins du pouvoir démocrate-chrétien et de l'appareil policier – et des actions opérées de façon indépendante par une multitude d'acteurs subversifs. D'ailleurs, par rapport aux attentats contre les structures étatiques – qui demandent une capacité organisationnelle et une compétence paramilitaire particulièrement élevée – les opérations à vocation métropolitaine demeurent à l'apanage de toute formation locale, même la plus petite et démunie. En effet, seulement une partie minoritaire de la diaspora issue du « Mouvement » au tournant de 1978 finit par intégrer la « colonna romana » et tous ceux qui restent au dehors de la sphère brigadiste n'ont pas accès aux ressources logistico-financières nécessaires à l'affrontement avec l'État. De plus, comme déjà anticipé, le gros de la vague juvénile qui va composer le *parti armé* à Rome suite à la crise de l'*illégalité de masse,* agit au nom d'une idéologie extrêmement superficielle et anomique (« marxisme lyrique ») qui se contente souvent d'exprimer sa rage à travers des gestes meurtriers extemporanés et déconnectés d'une véritable stratégie à long terme. Dans un long entretien réalisé au tournant de 1979 par deux rédacteurs de la revue « Ombre Rosse » - issue de l'aile intellectuelle de « LC » – avec un militant romain anonyme du MPRO, ce sentiment de désespoir inquiet émerge nettement :

> je pense en effet qu'Acca Larentia a représenté un symptôme de faiblesse : l'homicide de Pistolesi au contraire a été un exercice de force. Car frapper Pistolesi ne signifie pas seulement attaquer l'idéologie qu'il incarne, mais aussi punir un de pires assassins fascistes. Acca Larentia a représenté pour sûr une période de faiblesse du Mouvement, n'a pas aidé à éclaircir la situation, mais a toutefois immobilisé les fascistes pendant plusieurs mois. En ce sens, cet attentat a eu une valeur et a été utile au moins pour protéger la vie des camarades. Le problème fondamental aujourd'hui est justement de protéger des vies, au niveau individuel et collectif. […] Les représailles prennent donc du sens quand il n'y a plus rien à disposition. […] Et la punition ne peut que s'inscrire dans le sillage […] de la guerre […] de l'élimination physique, de la peur et de la terreur. […] Moi j'ai peur, je l'ai toujours eu […], mais maintenant nous vivons une situation particulière au sein de laquelle ma peur est totalement liée à ma vie quotidienne. […] se promener avec un flingue […] est devenu en effet la seule possibilité d'intervenir sur la réalité qui nous entoure […], car tu sais parfaitement de n'avoir aucune possibilité de victoire […]. Nous sommes des vaincus de l'histoire : il ne nous reste que la lutte symbolique, des camarades qui opèrent la lutte armée contre

> l'État à ceux qui travaillent dans les quartiers pour créer les conditions du point de rupture, au bout duquel il y a soit la révolution soit la fin de tout[326].

De ce fait, pendant l'apogée des « années de plomb », à l'arrière-plan des grands attentats contre le système républicain, une activité pluriquotidienne de violences à caractère politique investit Rome : comme le note le journaliste Fabrizio Carbone

> À l'activité de rupture des Br répondent les franges d'une minorité sectaire et irrécupérable qui sème la violence. Les Brigades rouges affichent toutefois un niveau opérationnel bien supérieur […]. Aux yeux des experts, la chose la plus préoccupante est certainement la formation d'un milieu juvénile […] qui tire et qui place des bombes […]. À savoir, des bandes de quartier, dans lesquelles les « politisés » coexistent avec les voleurs, les dealers et les proxénètes : c'est dans ce contexte qu'émergent la chaine des connivences, des complicités, le réseau des protections qui président aux activités subversives de petite entité, voire celles qui rythment les minutes de la « guérilla mineure » […]. […] une réalité de rébellion, de nihilisme, de luddisme et de fascisme […] : contre les dysfonctionnements de la société […] on n'utilise plus la mobilisation de masse, mais l'attaque armée et la violence des commandos. […]. Les Br sont alors comme pointe d'un iceberg. En toile de fond, en revanche, il y a "l'autonomie ouvrière" […] : au plein milieu, isolé, le « terrorisme mineur »[327].

Dans ce contexte romain, donc, intervient aussi l'effort subversif des instances néofascistes alimentées par les actions des NAR : ces sont eux, en effet, qui inaugurent matériellement le tournant de 1978. À la recherche de visibilité et de consécration, un commando pénètre le 4 janvier dans la rédaction romaine du « Corriere della Sera » et, après avoir immobilisé les employés, lance trois cocktails Molotov, dont un brûle gravement le concierge[328]. Quatre jours plus tard, dans le cadre des rétorsions pour le « massacre d'Acca Larentia », les extrémistes « noirs » tentent d'incendier l'habitation du vice-directeur de « Il Messaggero » - le principal quotidien de la ville – situé dans la zone chic de « Monte

[326] Marino Sinibaldi et Marco Lombardo Radice, *C'è un clima di guerra*, "Lotta Continua", 30 mars 1979.
[327] Fabrizio Carbone, *Terrorismo, 23 omicidi*, "La Stampa", 12 juillet 1978.
[328] Voir : *Molotov nella sede del "Corriere" a Roma*, "La Stampa", 5 janvier 1978. Les NAR avaient fait les répétitions générales le 30 décembre 1977 en attaquant – à coups de cocktails Molotov et de pistolets – l'entrée de « Il Messaggero », le principal quotidien romain. Voir : *A Roma fascisti seminano terrore con le bombe molotov e le pistole*, ivi, 31 décembre 1977.

Mario »[329]. Il ne s'agit pas de gestes gratuits ou de simples provocations, mais plutôt du début d'une véritable campagne contre le patrimoine et les représentants majeurs du journalisme romain, qui parallèlement, implique les « rouges » de la capitale : aux yeux du *parti armé,* en effet, le rôle des médias de masse est absolument décisif pour véhiculer le message subversif, tout en maximisant l'empreinte socio-urbaine des groupes, généralement limitée par le régime de clandestinité.

Comme le « Mouvement » – sous l'influence des grands travaux sémiotiques des années 1960[330] - s'était engagé dans la construction d'une « contre-information » militante opposée à la « communication bourgeoise »[331], le *parti armé* affiche, en revanche, une approche instrumentale et pragmatique : forcer les médias du système néocapitaliste (sans du coup constituer ses propres organes de presse) à parler des événements et des actions « révolutionnaires » qui se passent en ville, de la manière la plus favorable et positive possible. Transformer donc, à travers notamment l'intimidation, la puissance communicative de « l'ennemi » dans un vecteur de propagande subversive. C'est en ce sens qu'il faut appréhender les finalités sous-jacentes aux attentats à la bombe contre le siège de quotidien « Il Tempo » (25 décembre 1978)[332], contre « Il Messaggero » (10 janvier 1979)[333], contre l'imprimerie du journal du MSI « Il Secolo d'Italia » (7 mars 1980)[334] et contre la maison d'édition ultra-droitière « Europa » (2 septembre 1980)[335] : dans le premier cas, il s'agit d'une action de « Guerriglia Comunista » qui accuse le quotidien d'avoir laissé volontairement dans l'ombre la campagne contre l'héroïne menée par le groupe dans les quartiers populaires de la ville[336] ; dans le deuxième, la responsabilité est attribuée aux NAR qui utilisent les explosifs pour conditionner les prises de position du quotidien le plus important de la ville à l'égard de la jeunesse « noire » ; s'agissant des autres deux épisodes, la paternité est imputable à un sigle postiche, lié probablement au MPRO[337] qui opère pour rendre plus visible les représailles antifascistes réalisées dans les périphéries urbaines de la

[329] Voir : *Attentato contro il vicedirettore del "Messaggero"*, "La Stampa", 9 janvier 1978.

[330] Voir : Umberto Eco, *Apocalittici e integrati*, cit.; Marshall McLuhan, *The message is the medium*, cit.; Hebert Marcuse, *One-Dimensional Man*, cit.

[331] Sur le rapport entre l'aire extrémiste et les moyens de communications, voir les chapitres 5 et 6 de ce travail.

[332] Une bombe explose au milieu de place Colonna, située devant la rédaction de "Il Tempo" et derrière le siège du Parlement italien : l'attentat provoque la destruction de 4 voitures garées et brise les vitrages des palais environnants. Voir : *Bomba a Roma, strage sfiorata*, "La Stampa", 27 décembre 1978.

[333] Voir : *Bomba al Messaggero rivendicata dai Nar*, "L'Unità", 11 janvier 1979.

[334] Voir : Bomba al "Secolo d'Italia" nella tipografia: sei i feriti, "La Stampa", 8 mars 1980.

[335] Voir : *I Nar minacciano anche a destra: la Digos riesamina altri assassini per "sbaglio"*, "L'Unità", 5 septembre 1980.

[336] Voir : Guerriglia Comunista, *Rivendicazione dell'attentato contro la sede di Il Tempo*, 25 décembre 1978, in Progetto Memoria, *Le parole scritte*, cit., p. 361.

[337] Les "Compagni organizzati in Volante Rossa". Plusieurs commentateurs pensent, au contraire, qu'il s'agirait d'un sigle lié aux NAR qui dans le cadre d'une vendetta tout interne à l'extrême droite aurait décidé d'utiliser une dénomination de couverture. Voir : Luca Telese, *Cuori Neri*, cit., pp. 648-649.

capitale[338]. Dans le même sillage s'inscrivent les agressions – plus ou moins graves – effectuées aux dépenses des journalistes romains : de l'endommagement du patrimoine[339] au tabassage[340], de l'irruption armée au milieu de la nuit[341] jusqu'à l'homicide politique, telle que l'exécution de Maurizio Di Leo perpétré par les NAR[342].

Cette intervention parallèle de droite (NAR) et de gauche (MPRO) s'observe aussi pour ce qui est de la lutte contre les symboles et les représentants du pouvoir en ville, notamment dans ses formes économiques, policiers et politiques. C'est une formation fantomatique (« Nucleo Comunista armato Francesco Lorusso ») qui ouvre concrètement ce front de conflictualité urbaine - le 11 mars 1978, premier anniversaire de l'homicide de Lorusso[343] - à travers une campagne d'explosifs qui touche deux sections de la DC, deux casernes des carabiniers et un cinéma paroissial, situés tant dans des zones bourgeoises (quartiers « Trieste » et « Monte Sacro ») que populaires (« Gianicolense »)[344]. Le 7 avril, les bombes frappent la caserne des carabiniers du quartier « Aurelio », ainsi que les sections démocrates-chrétiennes « Valle Aurelia » et « Trullo ». Le 28 mai, un dispositif détruit le centre mécanographique militaire (quartier « Appio Latino ») ; le 3 juin, c'est le tour du bureau commercial de la plus grande maison d'édition italienne, la « Rizzoli », et de la caserne du quartier « Prenestino-Labicano » ; le 16 juin, les NAR suivent l'exemple du MPRO et réalisent leur propre campagne d'attentats, en parvenant à endommager gravement le siège de l'ACEA et la centrale laitière[345]. Le 1er juillet, commencent les attaques contre les bureaux de police[346], le 20 du même mois, ceux contre les autorités

[338] Ces attentats semblent s'inscrire dans la campagne de rétorsions opérées par certaines franges de l'autonomie romaine à la suite de l'homicide du jeune militant Valerio Verbano (22 février 1980, quartier « Monte Sacro ») réalisé par les NAR.

[339] Le 7 mars 1980, la voiture du journaliste de droite – et ancien fonctionnaire fasciste - Alberto Giovannini est brulée ; le 13 mars 1980, une bombe explose devant l'appartement du rédacteur en chef du « Secolo d'Italia » (déjà cible d'un attentat deux ans auparavant), Mario Pucci.

[340] Le 17 juin 1979, un groupe de néofascistes matraque un journaliste de "Il Messaggero" à place Vescovio (quartier « Trieste ») – une des forteresses noires de la ville – en le laissant entre la vie et la mort. Voir : *Agguato dei fascisti a un giornalista dopo l'assalto alla sezione del pci. Roma. Aggredito selvaggiamente, gli hanno spappolato la milza*, "La Stampa", 18 juin 1979.

[341] Le 26 décembre 1978, un commando armé pénètre dans l'habitation d'Aniello Coppola, directeur du quotidien pro-PCI "Paese Sera" : après avoir déconnecté le téléphone et avoir immobilisé sa femme et sa fille, les agresseurs attendent vainement l'arrivée du journaliste. Dans l'impossibilité de réaliser l'attentat – probablement meurtrier, en raison du fait qu'il y avait un pistolet avec silencieux – les extrémistes s'enfuient avec le carnet téléphonique personnel de Coppola. Voir : *Fallito attentato contro Aniello Coppola*, "Lotta Continua", 29 décembre 1978.

[342] Le 2 septembre 1980, dans la tentative d'assassiner le journaliste de "Il Messaggero", Michele Concina, les NAR tuent par erreur le typographe Maurizio Di Leo. Voir : *Tipografo ucciso a Roma*, "La Stampa", 3 septembre 1980.

[343] Voir le chapitre 6 de ce travail.

[344] Voir : *Otto attentati in una notte a Roma: cinque di un "Nucleo Lorusso". Colpite due sezioni dc e due caserme dei carabinieri*, "La Stampa", 12 mars 1978.

[345] Voir : *Roma: lunga serie di attentati rivendicata dai Nar (fascisti)*, "La Stampa", 17 juin 1978.

[346] Dans le quartier « Trieste ».

universitaires[347]. Le 4 décembre une bombe revendiquée par le « Mouvement Armé Anti-impérialiste » détruit complètement le centre d'élaboration du département des véhicules motorisés. Le 5 mars 1979, c'est la section DC de la rue Donna Olimpia (zone « Monteverde ») qui vole en éclats ; tout comme les locaux de la préfecture de police du quartier « San Basilio » (28 mars), les grands magasins « Standa » et le bureau de police contigu situé en rue Gargano - quartier « Monte Sacro » - le 8 avril, les agences immobilières du quartier « Appio-Latino » (12 avril), les sept camions de l'entreprise alimentaire « Fiorucci » garés dans le garage au « Prenestino » (16 avril), les sections DC « Ponte Milvio » et « Prenestino-Labicano » (25 avril), les terminaux électroniques de l'ENEL localisés dans le quartier « Tuscolano » (17 janvier 1980), la préfecture de police au « Nomentano » et la caserne des carabiniers « Casal Palocco » (19 et 29 janvier 1980), le bureau de la police ferroviaire de la gare « Tiburtina » et la préfecture du quartier « Portuense » (4 avril)[348]. S'agissant des attentats contre des personnes, les épisodes les plus graves se relient à l'activité des NAR, qui parviennent à deux reprises à assassiner des policiers : le 6 février 1980, ils tuent Maurizio Arnesano devant l'ambassade du Liban dans le quartier « Parioli » ; le 28 mai - dans une embuscade réalisée devant le lycée « Giulio Cesare », quartier « Trieste » - le commando « noir » descend l'agent Francesco Evangelista et blesse gravement ses collègues Giuseppe Manfreda et Giovanni Lorefice[349].

En dépit de son intensité impressionnante, cette liste ne représente que la composante secondaire du paradigme opérationnel de l'*attaque de la ville* mis en œuvre par les franges extrabrigadistes du *parti armé :* en fait, le climax de cette typologie de violence politique s'exprime notamment dans la spirale de vendettas croisées qui s'institutionnalise entre le « massacre d'Acca Larentia » et l'homicide de Roberto Scialabba. Le 26 septembre 1978, un engin explosif alimenté par trois kilogrammes de TNT dévaste le bar « Fungo » à l'EUR, lieu de rendez-vous notoire pour les néofascistes romains[350]. Deux jours après, un commando « noir » pénètre en Vespa au cœur de l'Alberone – « zone rouge » du quartier « Appio-Latino » - et arrivé devant une section historique du PCI commence à tirer sur un petit groupe qui se trouve à l'entrée : un jeune de 24 ans, Ivo Zini, meurt quelques heures plus tard à l'hôpital, tandis que son ami Vincenzo De Blasio reste gravement blessé[351]. Le tac au tac continue : entre le 4 novembre et le 15 décembre 1978, « Guerriglia Comunista »

[347] Voir : *Pro-rettore dell'Università sfugge ad attentato*, "La Stampa", 22 juillet 1978. Emblématique le sigle utilisé pour revendiquer cet attentat : "Gruppo Comunista Studenti per la resa dei conti".

[348] Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia*, cit., pp. 752-892.

[349] Voir : *Un agente assassinato da terroristi davanti all'ambasciata libanese a Roma*, "La Stampa", 7 février 1980 ; Giuseppe Zaccaria, *Hanno sparato ai poliziotti all'ingresso d'una scuola*, ivi, 29 mai 1980.

[350] Voir : *Attentato al tritolo: devastato noto bar*, "L'Unità", 27 septembre 1978.

[351] Voir : *I neofascisti a Roma hanno ucciso un altro giovane nell'anniversario dell'assassinio di Walter Rossi*, "La Stampa", 30 septembre 1978.

tue trois dealers présumés actifs dans les territoires populaires du « Tuscolano »[352] ; le 9 janvier 1979, afin de commémorer le premier anniversaire du « massacre d'Acca Larentia », les NAR décident de donner l'assaut à « Radio Città Futura »[353], une des deux radios libres de l'extrême gauche romaine : arrivés pendant une émission de féministes, les militants néofascistes immobilisent les personnes présentes, incendient les locaux et couvrent leur fuite en tirant sauvagement sur les otages. Malgré les blessures et l'incendie, toutes les victimes survivent miraculeusement[354]. Les « rouges » du MPRO se vengent d'abord en assassinant un jeune néofasciste (Stefano Cecchetti)[355] à « Monte Sacro Alto », ensuite en activant une campagne d'explosifs contre les habitations privées et les sections des « noirs » - parmi lesquelles la section d'Acca Larentia[356] - enfin en réalisant un attentat potentiellement mortel aux dépenses de Miro Renzaglia (3 mars 1979), ancien camarade d'Angelo Pistolesi et participant au « raid de Sezze »[357]. La contre-réaction néofasciste arrive le 16 juin, quand les NAR organisent un raid contre la section PCI du « Rione Esquilino »[358] qui héberge alors une assemblée de quartier : le choix de cette date dérive de la volonté de répliquer à la mort de Francesco Cecchin, un jeune militant du FdG décédé après 20 jours de coma causé par une agression politique dans le quartier « Trieste »[359]. Une fois coupée la lumière, les extrémistes « noirs » tirent des rafales à hauteur d'homme et lancent deux grenades : cependant, le bilan final se « limite » à 23 blessés[360]. Le 22 février 1980, la confrontation entre extrémismes opposés tourne au gangstérisme mafieux. Un commando de trois personnes pénètre dans l'appartement de « Monte Sacro » où réside l'étudiant Valerio Verbano, militant du collectif « Val Melaina » - le plus dur de l'*autonomie ouvrière organisée* romaine - et auteur d'un énorme dossier sur les néofascistes du quadrant nord-oriental de Rome (le berceau des NAR et de TP) : après avoir bâillonné les parents, les néofascistes attendent le retour à la maison de Verbano et suite à une rude bagarre le descendent[361]. Le MPRO réagit avec la même virulence. Le 1er mars une explosion détruit

[352] Voir : Guerriglia Comunista, *Comunicato Eroina 2*, cit.

[353] Quartier "San Lorenzo".

[354] Une des femmes, en particulier, Anna Attura, est touchée par 6 balles au ventre. Voir : Giuseppe Fedi, *Fascisti con mitra assaltano a Roma "Radio Città Futura": ferite 5 donne*, "La Stampa", 10 janvier 1979.

[355] Dans le même attentat reste gravement blessé le néofasciste Alessandro Donatoni. Voir : *Montesacro : sette colpi sparati nel mucchio*, "L'Unità", 11 janvier 1979. La jeunesse « noire » de la ville réagit massivement à cet attentat, en déclenchant une vague d'agressions et d'assauts contre les sièges de la DC ainsi que contre les forces de l'ordre. Pendant une attaque contre la section DC de « Centocelle », la police tue le militant Alberto Giaquinto. Voir : *Neofascista ucciso dalla PS in un assalto a una sezione dc*, "L'Unità", 11 janvier 1979.

[356] Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia*, cit., pp. 787-794.

[357] Voir : *Roma: ferito in un agguato secondino amico di Saccucci*, "La Stampa", 5 mars 1979.

[358] Il s'agit de la section où se réunissent les cheminots romains inscrits au parti.

[359] Voir : *Morto lo studente aggredito a Roma*, "La Stampa", 16 juin 1979.

[360] Voir : *Fascisti a Roma attaccano una sede del pci, sparano e tirano bombe: 23 feriti. L'azione terroristica rivendicata dai Nar*, "La Stampa", 17 juin 1979.

[361] Voir : *Autonomo ucciso in casa a Roma*, "La Stampa", 23 février 1980.

complètement le bar Rosati situé en place del Popolo, fréquenté quotidiennement par les extrémistes de droite de la ville[362]. Le 9 mars, un sigle postiche revendique l'attentat à la bombe le plus puissant de l'histoire de Rome républicaine : un autocuiseur rempli de huit kilogrammes de poudre de mine est retrouvé par hasard, dans un débarras de la Centrale FdG (rue Sommacampagna) juste quelques minutes avant la détonation qui aurait provoqué une hécatombe[363]. Le 10 mars, deux jeunes cagoulés assassinent un homme qui était en train de rentrer dans son appartement dans le quartier « Flaminio » : ils sont convaincus d'avoir éliminé le secrétaire de la section locale du MSI (Gianfranco Rosci, détesté par les « rouges », car suspecté d'être responsable de la paraplégie de Sirio Paccino[364]). En fait, ils ont tué par erreur un cuisinier inscrit à la CGIL (Luigi Allegretti)[365]. Voulant venger la mort de Verbano par l'exécution d'un « noir », les militants ultragauchistes ciblent Angelo Mancia, secrétaire de la section MSI « Talenti »[366] et homme de main habitué à la pratique de la violence anticommuniste[367] : au petit matin du 12 mars, un commando attend qu'il sorte pour aller au travail et lui tire dessus six coups à bout portant[368]. Nonobstant la journée de guérilla urbaine alimentée en marge des funérailles par la rage des néofascistes[369], la spirale de représailles croisées s'interrompt curieusement ici : les NAR estiment, en effet, que l'affrontement de rue avec les « rouges » gaspille les fragiles ressources nerveuses et logistiques, finissant par faire le jeu du système néocapitaliste qui se profite, enfin, de l'ancien mécanisme du *divide et impera*[370]. De ce fait, le *parti armé* d'extrême droite décide de ne pas répliquer à l'homicide Mancia et de concentrer dorénavant toutes ses forces contre

---

[362] Voir : Liliana Madeo, *È distrutto a Roma il bar Rosati: bomba*, "La Stampa", 2 mars 1980.

[363] Voir : *Roma: otto chili di esplosivo dentro una sede fascista. Chi li ha messi?,* "Lotta Continua", 11 mars 1980.

[364] Voir le chapitre 6 de ce travail.

[365] Voir : *Scambiato per fascista è ucciso in un agguato. Roma: la vittima, un cuoco iscritto alla Cgil*, "La Stampa", 11 mars 1980.

[366] Quartier "Monte Sacro Alto"

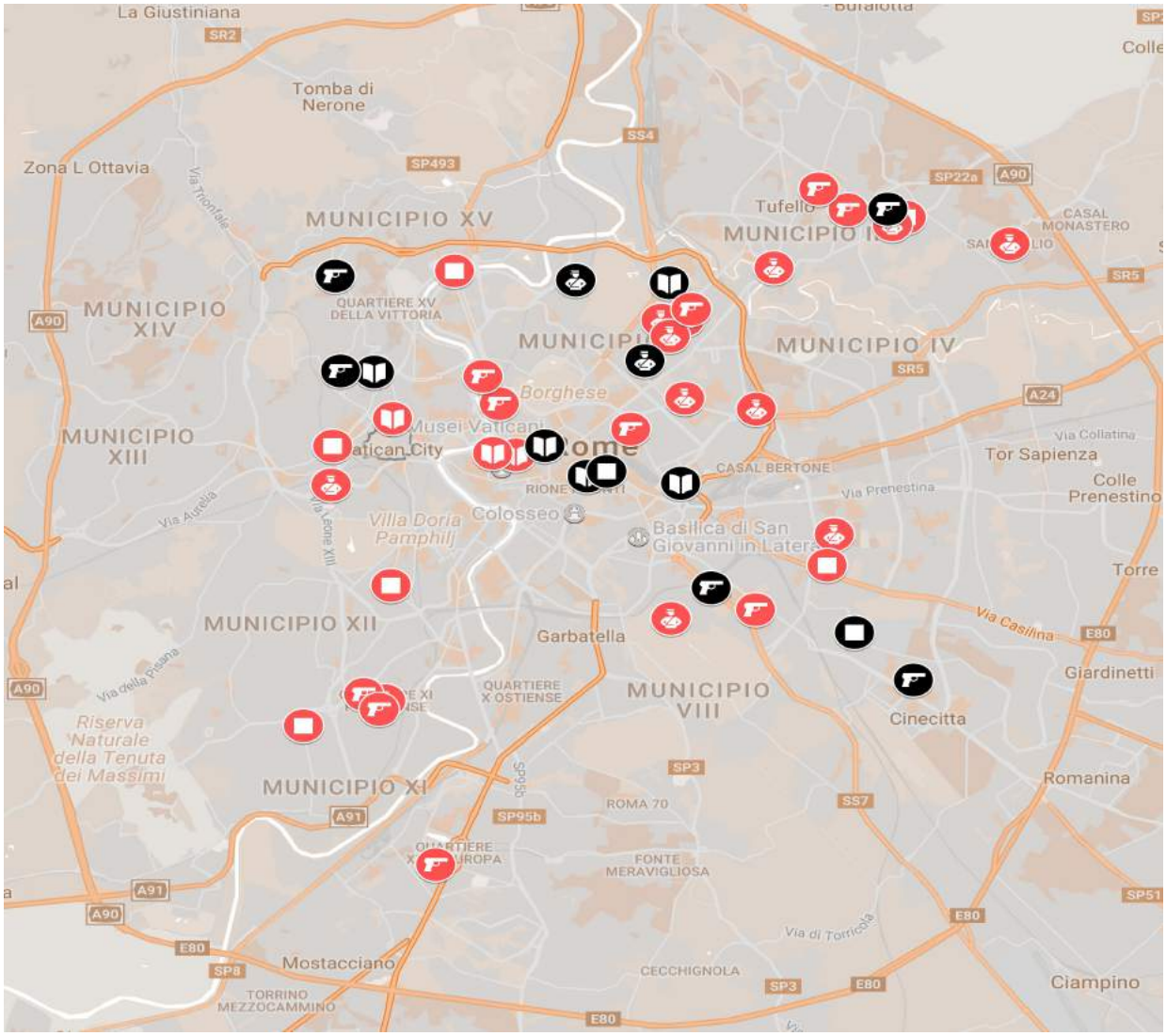
[367] Mancia avait été renvoyé devant le tribunal pour tentative de meurtre : il était accusé d'avoir participé au tabassage – à coups de bas de fer et de chaines - d'un étudiant ultragauchiste le 24 novembre 1974. Voir : *Roma : pestaggio fascista, uno studente in fin di vita*, "La Stampa", 24 novembre 1974.

[368] Voir : *Dopo l'assassinio di Verbano, ieri un'altra tappa nell'escalation del "colpo su colpo". Un altro morto a Roma: è un fascista. La "Volante Rossa" rivendica*, "Lotta Continua", 13 mars 1980 ; *Era nel dossier di Verbano il nome del missino ucciso*, "La Stampa", 14 mars 1980.

[369] Voir : Giuseppe Fedi, *Roma sconvolta dalla violenza squadrista subito dopo i funerali del giovane missino. Auto incendiate, passanti aggrediti, vetrine infrante*, "La Stampa", 15 mars 1980.

[370] Voir : Nicola Rao, *Il Piombo e la celtica*, cit., pp. 279-280. Les NAR avaient déjà exprimé cette pensée dans le tract de revendication relatif à l'assaut contre « Radio Città Futura » : "*Nous avons frappé un nid de prédicateurs d'haine : nous avons frappé lourdement, mais nous aurions pu être beaucoup plus meurtriers. Nous avons choisi une cible particulière, car nous en avons assez que les iniquités du Système soient payées de leur vie par les jeunes rouges ou noirs. Nous n'aimons pas frapper des personnes qui comme nous sont sérieusement engagées pour améliorer ce Système, même si ce sont des imbéciles. Ils sont des imbéciles, mais, après tout, des collègues. Nous espérons que les camarades du Mouvement ne se laissent pas prendre par la nervosité et la rage, tout en commençant plutôt à réfléchir : nous espérons, en définitive, que le temps où l'on passait en moto devant une section pour tirer des rafales sauvages est terminé. Nous espérons que les camarades du Mouvement ne se font pas instrumentaliser par la force de la réaction – blanche, rouge ou noire – qui utilise notre rage pour nous faire nous anéantir réciproquement".*

les représentants étatiques ; pour leur part, les groupes afférents au MPRO se contentent d'avoir eu le dernier mot dans la « vendetta » et décident de focaliser la lutte contre les figures citadines du pouvoir républicain.



TYPOLOGIE DE CIBLE			
Journalistes	*Ennemis idéologiques*	*Section DC et PCI*	*Forces de l'ordre*
Rouge = Action du MPRO		**Noir** = Action des NAR	

La distribution territoriale des attentats majeurs (bombes, incendies, agressions armées, homicides) réalisés, entre fin 1977 et 1980, par les groupes clandestins romains (NAR et MPRO) dans le cadre de « l'assaut à la ville ». La carte montre la concentration des actions subversives dans le centre-ville – en raison de la volonté de frapper le « cœur » du pouvoir néocapitaliste – et l'incidence de l'axe nord-oriental pour ce qui est de la confrontation entre les extrémismes opposés.

Élaboration de l'auteur

Une telle attitude laisse bien ressortir le caractère éminemment instrumental que l'affrontement entre les extrémismes opposés – à savoir le choc territorial opposant la pratique antifasciste à la croisade anticommuniste – finit par revêtir au tournant de la décennie 1980 : comme l'a montré le deuxième chapitre de ce travail, à partir de cette période la répression physique de l'adversaire idéologique - qui dans le cadre de l'*illégalité de masse* incarnait un pilier fondamental du processus révolutionnaire en ville – devient un exercice d'arrière-garde logistique et de défense de l'honneur du militantisme[371]. De plus, n'étant plus inscrit dans un projet de « prise de la ville », la diffusion territoriale de ce type de violence politique régresse jusqu'à se cantonner uniquement sur la ligne de confrontation urbaine du quadrant nord-oriental de Rome, celle qui part de « Monte Sacro » pour arriver au « Tiburtino », en passant par les quartiers « Trieste » et « Nomentano ». En effet, c'est exclusivement le long de cette ligne que les bases du *parti armé* « noir » et celles du MPRO se côtoient – en raison d'une haute concentration dans un périmètre très limité - au point d'entretenir une « guerre de tranchées » : devenues un facteur secondaire dans la stratégie révolutionnaire de ces groupes clandestins, les « vendettas » sont désormais limitées à des opérations de représailles à courte portée géographique.

Si toutefois l'émergence d'une génération de petits combattants métropolitains semble explicable par la régression des structures de l'*illégalité de masse*, ce que les commentateurs peinent davantage à appréhender est la persistance de la « colonna romana » dans le domaine secondaire de *l'assaut à la ville*, nonobstant la déclaration de « guerre contre l'État » opérée à travers l'opération Moro. Comme le remarque « La Stampa » à la fin de 1978,

> L'attention des enquêteurs est centrée sur l'activité des brigadistes romains qui, suite à l'affaire Moro, ont réalisé de multiples attentats sans toutefois arriver à reproduire le saut qualitatif qui avait marqué le massacre de rue Fani et le reste de l'opération Moro. Cette « nouvelle colonne » incendie des voitures des représentants périphériques de la DC et fait irruption dans les sections les plus petites de ce parti […]. Des attaques qui n'ont pas à la base une organisation de haut niveau. Apparaît même l'hypothèse qu'il y aurait en circulation des « BR autonomes », à savoir des Brigades rouges locales autoproclamées[372].

[371] Voir : Guido Panvini, *Terrorisme noir et terrorisme rouge durant les années de plomb : la guerre n'aura pas lieu*, in Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb*, cit., pp. 50-63.
[372] Fabrizio Carbone, *Giudice blocca un volantino Br*, "La Stampa", 27 décembre 1978.

En effet, malgré la réalisation de l'action paramilitaire la plus complexe de l'histoire républicaine[373], la « colonna romana » continue cycliquement à pratiquer des actes de vandalisme ou de subversion mineure. L'épineuse dialectique qui articule les deux âmes du brigadisme dans la capitale n'arrive pas à trouver un point de fusion nonobstant le succès de l'opération *Fritz :* alors que le commandement national du groupe est de plus en plus engagé dans l'offensive contre le système institutionnel, la base n'abandonne pas l'intérêt pour les batailles de quartier. Le décalage entre ces deux approches est évident, mais la nature singulière et la taille grandissante de la « colonna romana » obligent les dirigeants brigadistes à chercher un compromis opérationnel valable uniquement pour la capitale. Comme le rappelle Prospero Gallinari, véritable trait d'union entre la composante du nord et la romaine :

> Si la Démocratie Chrétienne devient pratiquement une cible de routine à travers perquisitions et attaques contre ses structures […], c'est dans les forces de la répression actives dans les zones populaires que nous repérons une nouvelle cible. Il s'agit d'un aspect qui met en exergue la singularité de la situation romaine. Le potentiel des militants, l'entrée dans l'organisation d'une multitude de camarades qui opèrent depuis longtemps dans les quartiers périphériques, permet l'expérimentation inédite d'un dualisme effectif de pouvoir sur le territoire : une nouveauté importante pour l'histoire des Brigades rouges[374].

La grande vague de nouvelles recrues qui intègrent la « colonna romana » pendant les mois successifs à l'affaire Moro se révèle mal formée, encore trop liée à l'esprit du « Mouvement », enfin inadaptée, sur le moment, pour participer à des actions de haut niveau paramilitaire[375] : du coup, l'exercice d'une activité subversive à caractère local devient utile d'une part pour canaliser l'agitation de ces néophytes sans nuire à la stratégie générale, de l'autre pour les former progressivement à la pratique de l'offensive clandestine.

---

[373] Voir : *Le Br spiegano la loro aberrante "guerra civile"*, "Lotta Continua", 9 mai 1978 ; *I terroristi mirano a una guerra civile*, "La Stampa", 20 mai 1978.

[374] Prospero Gallinari, *Un contadino nella metropoli*, cit., pp. 204-205.

[375] Un des fondateurs des BR, Giorgio Semeria rappelle dans ses mémoires : "*avoir commencé à recruter les jeunes du Mouvement comporta la dégradation de l'efficacité et de la discipline. Ils ne savaient pas comment utiliser l'argent, comment acheter une maison, comme créer le front logistique. Ils n'avaient pas de rapports politiques, ni d'arrière-pays social et aucune capacité de les créer. Beaucoup d'entre eux dormaient même sur les trains. Le groupe fondateur se composait d'étudiants, d'ouvriers spécialisés, de syndicalistes, de techniciens. Dans l'après-Moro il n'y avait que les restes d'un système d'éducation délabré : les fils de personne*", in Giorgio Bocca, *Fratelli coltelli 1943-2010 : l'Italia che ho conosciuto*, Milano, Feltrinelli, 2010, p. 213.

De ce fait, à côté de l'attaque contre les organes de l'État matérialisé par la date fatidique du 9 mai 1978, les BR se retrouvent toujours impliquées dans une série d'épisodes secondaires liés à la dimension urbaine : le 14 juin 1978, une bombe détruit une centrale électrique ; le 24 octobre un petit commando attire dans une embuscade une voiture de la police et attente à la vie de l'agent Vincenzo Garofalo ; le 10 novembre, deux voitures des carabiniers sont brulées ; le 17 novembre, c'est le tour de l'automobile d'un conseiller municipal de la DC ; le 22 décembre, de la voiture du secrétaire de la section PCI « Tiburtino III ». Marquées initialement par le hasard et l'improvisation, ces actions prennent un caractère plus systématique le 13 février 1979, quand lors de l'agression contre le rédacteur du TG1 et conseiller municipal de la DC Pierluigi Camilli, la « colonna romana » fait suivre un document programmatique : il y ressort clairement la volonté de réinsérer la moindre action à caractère local dans le cadre général de l'*attaque à l'État,* en utilisant l'élément démocrate-chrétien comme facteur discriminant entre une action révolutionnaire légitime et le simple vandalisme. La présence diffuse de la DC dans toutes les articulations administratives du pays, de la charge la plus haute du gouvernement national jusqu'à l'arrondissement le plus périphérique, permet, en effet, aux BR de signaler un fil rouge unissant les différentes actions de sa subversion duale : autrement dit, à Rome, la domination étatique incarnée par la Démocratie Chrétienne se manifesterait dans toute sa puissance[376], non seulement à travers l'empreinte institutionnelle, mais aussi par un certain pouvoir socioéconomique dans la vie de quartier.

> Toutes les luttes que le prolétariat romain a menées – et continue à mener – font ressortir les responsabilités de la DC. Des luttes pour le logement à celles pour l'autoréduction, à l'opposition à la vie chère, aux problématiques plus générales, le prolétariat s'est retrouvé toujours confronté aux nombreuses *faces de porc* qui représentent ce parti. Frapper alors à tous les niveaux - adaptant l'attaque selon le poids et le rôle, les structures et les personnages de ce parti qui polluent les quartiers populaires – signifie activer toutes les forces prolétaires afin que le mot d'ordre « chasser la dc des quartiers populaires » se transforme en un point central du programme des forces révolutionnaires sur le territoire pour réunir l'antagonisme exprimé pendant des années par les luttes dures de tous les prolétaires contre ce parti crasseux […]. Battre la DC,

[376] Il s'agit de nouveau d'un produit de la vision de Rome comme *Urstaat*, à savoir comme métropolisation de l'essence du pouvoir étatique.

> fermer ses sections, frapper ses hommes actifs dans les quartiers populaires[377].

À partir de cet attentat, la direction de la « colonna romana » essaie donc de rationaliser la singularité de sa structure duale, en canalisant la pression de la base militante vers les représentants du système républicain en ville : à savoir, la politique citadine de la DC et, inévitablement, les forces de l'ordre qui en permettent le plein déploiement. Pour ce faire, les opérations à caractère local sont systématisées et débouchent sur une véritable campagne de guérilla urbaine. Bien évidemment, il ne s'agit pas uniquement d'une évolution interne, mais aussi d'un message exemplaire adressé à tout le MPRO, dans l'intention subreptice d'en conditionner le comportement en fonction de la stratégie brigadiste. Le document en question affiche, en effet, le clair effort de « parler la langue » de l'antagonisme romain, en mettant au centre du discours les fronts traditionnels de la conflictualité en ville (lutte pour le logement, autoréductions, opposition à la vie chère …), auxquels les militants du « Mouvement offensif de Résistance Prolétaire » sont encore étroitement liés.

Au fond de ce tournant tactique des BR se niche une intention tripartie : d'un côté, maximiser la portée des attaques secondaires en les harmonisant avec le projet révolutionnaire général ; de l'autre, imposer définitivement son hégémonie sur le MPRO à travers la professionnalisation paramilitaire de l'*assaut à la ville*[378] ; enfin tenter de restaurer la cohésion au sein de la direction de « colonna », qui au tournant de 1979 a subi une fracture profonde à cause de divergences stratégiques autour de l'après-Moro. Les deux seuls dirigeants qui s'étaient opposés à l'exécution du Président de la DC – les Romains Valerio Morucci et Adriana Faranda – ont suscité, en effet, une fronde dissidente et « anti-élitiste » qui réclame de ralentir la course vers la militarisation frontale contre l'État et d'utiliser le succès de la « Campagna di primavera » pour coopter finalement d'autres forces de la subversion romaine dans un projet commun d'intervention sur les besoins prolétaires. La

---

[377] Cité dans Giuseppe Fedi, *Roma: il dirigente dc rapito dalle Br perché costruiva "case proletarie"?*, "La Stampa", 11 mars 1979. Cet article fait référence à un épisode obscur – l'enlèvement d'un dirigeant de la DC romaine actif dans le secteur des coopératives de construction – qui pendant quelques semaines sera erronément attribué aux BR

[378] Cette intention d'hégémonie avait été préconisée dans la « Résolution stratégique » n. 3 du février 1978 : "*il est fondamental mener au sein du MPRO une lutte idéologique et politique contre ses tendances économicistes et spontanéistes qui aboutissent inexorablement dans le sectarisme armé et, paradoxalement, dans le militarisme. En même temps, il faut lutter contre ces tendances bureaucratiques qui conçoivent la construction du PCC* [Parti Communiste Combattante, ndr] *comme un processus de simple croissance organisationnelle qui se déroule au-dehors du mouvement de classe […] : donc, l'avant-garde armée doit rechercher toutes ces initiatives politico-militaires et ces formes organisationnelles en mesure d'établir des moments de confrontation et d'unité, bien qu'encore partiels et contradictoires […]. Agir comme un parti signifie alors donner une double connotation à l'initiative armée : […] désarticuler […] la machine étatique et aussi […] se projeter dans le mouvement de masse afin de devenir une indication politico-militaire pour orienter, mobiliser, diriger et organiser le MPRO vers la guerre civile anti-impérialiste*".

majorité de la « colonna » pense au contraire qu'est désormais venu le temps de « réorganiser le mouvement de masse sur le plan de la lutte armée pour le communisme », opérant la transition à la « guerre civile de longue durée » à travers l'affirmation de « l'offensive sans cesse contre l'État impérialiste comme consigne suprême et programme général du Mouvement offensif de Résistance Prolétaire »[379]. Comme le confirme de façon détaillée Prospero Gallinari :

> Nous nous retrouvons confrontés à la question de l'après-Moro au sein du débat romain. […] La polémique s'est insinuée pendant des mois pour arriver enfin à exploser […]. Morucci et Faranda demandent une rédiscussion générale de la ligne des Brigades Rouges. Ils évoquent le danger de dérives militaristes et de s'isoler du Mouvement. Ils suggèrent un pas en arrière dans l'affrontement, en faveur d'une politique de gestion de la force accumulée dans le cadre d'un rapport plus étroit avec les anciennes et les nouvelles instances de l'autonomie ouvrière. Il s'agit, de fait, d'une alternative de fond à la ligne entreprise par notre organisation à la suite de l'opération Moro. Une alternative qui n'arrive pas à devenir un élément constructif […] pour […] la conviction, ancrée […] dans le gros de la colonna romana, qu'avec la Campagna di Primavera la phase « réversible » de la propagande armée est définitivement conclue. […] En fait, à nos yeux il n'y a plus seulement les prisons spéciales […], mais aussi la régression du mouvement de 77, la crise de l'Autonomie et de ses formes organisées, l'extension de la répression étatique à tout ce qui évolue à gauche du PCI. Et face à tout cela, non pas résignation et silence, mais plutôt une sorte de migration de masse envers la lutte armée de tous les secteurs plus radicaux du même Mouvement au sein duquel Morucci et Faranda cherchent les anticorps contre notre inclination bureaucratisante[380].

Au vu de cette tension interne qui a comporté finalement l'expulsion des deux dirigeants au début de mars 1979[381], la nouvelle tactique de la « colonna romana » peut être interprétée comme la tentative de satisfaire certaines instances « mouvementistes » de la base militante sans pour autant abjurer le chemin entrepris par le commandement national : l'action typique de ce compromis se déroule le 29 mars 1979, avec de l'attentat meurtrier contre Italo Schettini opéré par un commando de six éléments. Comme déjà anticipé dans le

[379] Brigate Rosse, *La campagna di primavera*, cit.
[380] Prospero Gallinari, *Un contadino nella metropoli*, cit., pp. 205-206.
[381] Avec Morucci et Faranda sortent aussi cinq autres militants

troisième chapitre, il s'agit du point de contact le plus élevé entre le brigadisme et la tradition de lutte romaine : notable démocrate-chrétien et grand spéculateur immobilier, Schettini représente en effet une cible pour ce qui est de la campagne contre la DC comme dans le cadre de la « lutte pour le logement ». Ce n'est pas par hasard que le quotidien « Lotta Continua » décrit – tout en soulignant le double pouvoir, politique et socioéconomique, de la victime - cet homicide comme la continuation de l'ancien débat sur problème locatif à travers l'instrument du *parti armé*[382]. De la même manière, la nature inédite de cette typologie d'action est confirmée par l'inhabituel battage propagandiste effectué pendant plusieurs semaines après l'assassinat dans les quartiers populaires où Schettini possédait des immeubles : tels que « Primavalle », « Tiburtino » et « Alessandrino »[383]. Jamais auparavant, en effet, la « colonna romana » ne s'était préoccupée de divulguer et de ressasser aux oreilles des milieux prolétaires les raisons d'un attentat : les tracts de revendications avaient été jusque-là, été considérés plus que suffisants comme pièces justificatives de l'action. La volonté de faire tomber les dernières résistances de l'extrémisme romain à l'égard du projet brigadiste est évidente : l'homicide Schettini devait répondre à l'accusation « d'étrangeté aux besoins des masses », souvent portée contre les actions des BR au sein de l'extrême gauche. C'est à partir de cette nouvelle position opérationnelle que la « colonna romana » tente alors de relancer son dessein hégémonique sur la galaxie du MPRO, voire de s'accréditer comme la référence incontournable non plus seulement de la *lutte à l'État,* mais aussi de l'*assaut à la ville.* En ce sens, les BR mettent en œuvre l'opération paramilitaire la plus complexe et audacieuse depuis l'enlèvement d'Aldo Moro : le 3 mai 1979, journée inaugurale de la campagne électorale, un commando d'une douzaine de militants donne l'assaut en plein jour au siège provincial de la DC situé à place Nicosia (« Rione Campo Marzio », dans la ville historique à côté des palais gouvernementaux). L'action est très risquée, car l'architecture des lieux est serrée, les voies de fuite sont étroites et limitées par le passage du Tibre, la proximité des centres directionnels de l'État alimente une circulation constante de convois policiers et d'escortes armées, tout comme la localisation de l'endroit au cœur de la ville comporte la présence d'une important population dans la rue : l'établissement démocrate-chrétien, enfin, est surveillé par des agents de la force publique et par des gardes assermentées. Le raid commence à 9h45 : un premier noyau, guidé par l'ex-PotOp et « CoCoCe » Bruno Seghetti, arrive à s'insinuer dans le bâtiment après avoir immobilisé les sentinelles, tandis qu'une deuxième cellule dirigée par Prospero Gallinari

[382] *Continua il dibattito del "partito armato" sulla casa: Assassinato Schettini, consigliere provinciale DC e Ras di borgata*, "Lotta Continua", 30 mars 1979.
[383] Voir le chapitre 3 de ce travail.

surveille le portail d'entrée et une troisième commandée par le ressortissant de « Viva il Comunismo », Francesco Piccioni, reste dans la place pour affronter l'arrivée éventuelle des forces de l'ordre[384]. Les brigadistes menottent les gardes et sept fonctionnaires démocrates-chrétiens par groupes de deux, prélèvent une grande quantité de documents, marquent les murs du premier étage avec le slogan « Transformer la fraude électorale en lutte des classes » et placent à l'étage supérieur cinq bombes : aux otages sont octroyées dix secondes pour évacuer les locaux avant l'explosion. Entre-temps, une voiture de la police survient pour vérifier un appel au secours lancé par une passante : les trois agents n'ont même pas le temps de descendre qu'ils sont touchés par plusieurs rafales de mitraillette et kalachnikov. Seulement le plus jeune de trois survit miraculeusement. Quelques instants après la déflagration qui dévaste une aile du bâtiment, le commando brigadiste s'évanouit dans le trafic[385].

À Gauche le cadavre de l'agent Antonio Mea : sur la voiture à ses côtés – et encore plus nettement dans la photographie adjacente - sont bien visibles les trous des balles. À droite, la dévastation provoquée par les bombes dans les locaux du siège provincial de la DC.

Source : Archives photographiques de « L'Unità »

L'impact de ce blitz sur l'extrême gauche romaine semble conforter les velléités de la « colonna romana » : même le quotidien « Lotta Continua » - qui est devenu explicitement hostile au *parti armé,* ayant depuis le 1er février 1979 adopté le slogan « Contre les BR,

[384] Voir : Marco Clementi, *Storia delle Brigate Rosse*, cit., p. 237.
[385] Voir : *Il tragico assalto di ieri alla sede democristiana di* Roma, "La Stampa", 4 mai 1979.

contre l'État »[386] - est forcé de reconnaitre la puissance paramilitaire et l'efficacité opérationnelle atteintes par les brigadistes romains. Le journal se montre impressionné notamment par la capacité d'agir en plein jour dans le labyrinthe du centre historique, arrivant du coup à attaquer une cible située dans un quadrant urbain hypersurveillé[387].

2 lotta continua — Venerdì 4 Maggio 1979

attualità

Quasi un'azione di guerra

Un poliziotto è morto, un altro è in fin di vita, un terzo è gravemente ferito: questo il primo bilancio dell'incursione armata di un commando di almeno 15 persone che ieri mattina ha occupato a lungo e fatto poi saltare la sede del comitato provinciale della DC di Roma. Gli agenti, arrivati mentre il gruppo terroristico stava uscendo, sono stati colpiti nel corso di un breve ma intensissimo conflitto a fuoco proprio nel centro di Roma.

Piazza Nicosia

Piazza Nicosia, nel centro storico di Roma, a pochi passi dal lungotevere all'interno di un dedalo di stradine tra Piazza Navona e Piazza del Popolo. Vicinissimi altri edifici sottoposti a sorveglianza continua dalla polizia, in primo luogo il Tribunale Amministrativo Regionale. E poi ambasciate, consolati, ecc.

Gli edifici, tutti di 4-5 piani, dominano su strade e vicoli dove spesso è disagevole la stessa circolazione automobilistica. La mattina c'è un intenso traffico di auto e di pedoni che si recano a fare la spesa o nelle numerose botteghe artigiane della zona.

La sede del Comitato Provinciale della DC si trova in un palazzo che si affaccia nella stretta Piazza Nicosia. Non ha difese particolari se si eccettuano i due agenti che di solito piantonano l'ingresso. Nel 1977 già ci fu un'irruzione, quando un gruppo si staccò da una manifestazione del movimento, nei giorni seguiti all'assassinio di Walter Rossi.

Quindi il commando è salito al primo piano dove si trovavano tre impiegati, due funzionari, il consigliere regionale Lazzaro e il segretario del comitato romano della DC Corazzi.

«Mi hanno ammanettato» dice mostrando il polso fascista un anziano funzionario»; e riferisce che hanno detto «è un'

Piazza Nicosia, in pieno centro storico

Page de « Lotta Continua » consacrée à l'analyse du Raid de Place Nicosia : à noter la présence des cartes urbaines qui tentent d'expliquer l'exceptionnalité opérationnelle de cet attentat.

Le signe d'approbation le plus important arrive toutefois de la part des « autonomes militaristes » romains, qui dans les colonnes de leur nouveau journal « Metropoli »[388]

[386] Ce journal avait, de ce fait, transformé l'ancien slogan ultragauchiste « Ni avec l'État ni avec les BR », élaboré en 1977 - pendant le procès de Turin contre le noyau fondateur des « Brigades Rouges » – pour représenter le sentiment d'équidistance qui portait les jurés populaires à rejeter la convocation.

[387] Voir : *Quasi un'azione di guerra*, "Lotta Continua", 4 mai 1979.

[388] Cette revue nait en mai 1979 de la réunion de certains anciens dirigeants de « PotOp », passés ensuite parmi les rangs de l'autonomie ouvrière organisée, qui face à la crise du « Mouvement » romain tentent de construire un centre d'élaboration idéologico-opérationnel pour arriver à trouver un point de rencontre entre la tradition de l'*illégalité de masse* et les nouveaux scénarios proposés par le *parti armé*. Les fondamentaux théoriques de cette approche sont préparés dans une série de publications propédeutiques (« Preprint ») qui commencent à sortir dès décembre 1978 : le premier essai du premier numéro peut être considéré comme le manifeste de cette expérience antagoniste. Voir : Lucio Castellano, *Vivere con la guerriglia*, "Preprint – L'Autonomia Possibile", n. 1, v. 1, décembre 1978.

décident de publier le document de revendication des BR[389] et de l'accompagner d'un éditorial de soutien. Passant outre la distance structurelle qui divise *l'illégalité de masse* du *parti armé,* cet article souligne comment le tournant tactique de la « colonna romana », à travers l'homicide Schettini et le raid de Place Nicosia, pourrait représenter un point de convergence avec le MPRO sur le terrain de l'*assaut à la ville*.

> Tout d'abord, personne ne peut nier […] le tournant marqué par l'attaque au Comité romain de la DC par rapport à toute l'expérience politico-militaire des BR, opération de rue Fani comprise. Il s'agit du passage, consciemment poursuivi, d'un modèle opérationnel terroriste à la guérilla. Cette dernière comporte l'exhibition d'un niveau élevé de « coopération sociale », d'une grande liberté de mouvement au sein du territoire ennemi, de la capacité de faire face à une multiplicité de variables au cours de l'action : éléments tout à fait explicites dans les évènements du 3 mai. […] La guérilla […] – exemplifiée par peu d'autres actions des BR, telles que l'homicide du propriétaire immobilier Schettini – exerce directement pouvoir, un pouvoir décentré et diffus, également pluriel comme le pouvoir ennemi […]. Nous avons utilisé l'exemple de l'opération contre Schettini. Il est évident comme cela a demandé un effort organisationnel inférieur par rapport à celle de Place Nicosia : il s'agit néanmoins d'un acte encore plus proche du concept pur de guérilla. En fait, l'assassinat de Schettini introduit un *critère de mesure* de l'efficacité de l'action armée, à savoir l'élément essentiel qui distingue un projet politico-militaire métropolitain du « discours général » sur la guerre, tel qu'hérité de la tradition du mouvement ouvrier. Cette *mesure* est donnée, dans ce cas particulier, par le renforcement du « mouvement pour le logement » et par le découragement des expulsions en droit ; en définitive, par les conquêtes matérielles […] obtenues par les couches prolétaires à l'aide de l'initiative de guérilla. […] Il s'agit de premières évaluations sur le « parcours arythmique » de la guérilla entre rue Fani et Place Nicosia : il faut continuer à en discuter […], car il n'est pas possible d'appréhender les conditions au sein desquelles se manifestent en Italie les nouveaux

[389] La « colonna romana » décide de dramatiser la diffusion du tract de revendication, en l'accompagnant d'une mise au pilori éclatante : le 11 mai 1979, un conseiller d'arrondissement de la DC (Giuseppe Merola) est agressé, enchainé au portail de sa maison, arrosé de colle de vinyle et abandonné avec un panneau au cou sur lequel on pouvait lire : "*Brigate rosse : distruggere la dc, colpire gli uomini del potere nei quartieri proletari*". Voir : Fabio Carbone, *Le Br incatenano un consigliere della dc e rivendicano l'assalto di Piazza Nicosia*, "La Stampa", 12 mai 1979.

> comportements sociaux sans prendre en compte […] leur interrelation avec la « question militaire », telle qu'a été posée historiquement par les BR[390].

Suite à l'opération de Place Nicosia et une année durant, il se produit, en effet, un rapprochement substantiel entre les finalités du MPRO et celles de la « colonna romana », au moins dans le cadre de l'*assaut à la ville* : ce qui reste toutefois diversifié ce sont les répertoires d'action et la portée des attaques. Alors que le gros du *parti armé* à Rome se limite tendanciellement aux bombes démonstratives contre les policiers et les politiciens démocrates-chrétiens actifs dans les « zones rouges », les brigadistes recherchent l'homicide et la violence aux personnes. Le 31 octobre à « Cinecittà », l'agent de la police ferroviaire Michele Tedesco est blessé par balle à une épaule et son pistolet est séquestré comme un trophée par le commando brigadiste[391]. Le 9 novembre, le jeune policier Michele Granato[392] - du district de « San Lorenzo » - est descendu : le tract de revendication le définit comme un « killer de l'État, un voyou de la Digos », engagé dans l'organisation « d'un réseau d'espions […], aussi comme dans le tabassage […] des prolétaires […], jusqu'aux irruptions en style nazi dans les sections du Mouvement »[393]. Au petit matin du 27 novembre, Domenico Taverna - comandant du commissariat « Appio Nuovo » (sur la frontière entre les quartiers « Appio-Latino » et « Tuscolano ») – meurt criblé de balles dans le garage où il range sa voiture personnelle[394]. Le 7 décembre, un commando brigadiste tue à « Torre Spaccata » (banlieue sud-orientale) le sous-officier de police Mariano Romiti, qui opère professionnellement à « Centocelle » et qui, depuis des années, a adhéré au mouvement

---

[390] Paolo Virno, *Piazza Nicosia: cominciamo a discuterne*, cit., p. 52. Dans le document de revendication de la « colonna romana » on peut repérer la contrepartie dialectique de ce discours : "*Le Mouvement de Résistance des masses se retrouve confronté globalement à la force brutale – à son niveau maximal […] – de la contre-révolution impérialiste. La satisfaction des besoins prolétaires et la lutte qui s'en suit n'ont plus aucune possibilité de médiation et de solution au dehors de la confrontation frontale avec l'État impérialiste : c'est la guerre des classes. […] Ce qui aujourd'hui est en train de se réaliser est la fusion […] entre les besoins immédiats des masses et ses besoins stratégiques, entre la lutte économique et la lutte pour le pouvoir. […] Cela signifie, tout d'abord, ouvrir au sein du Mouvement des nouveaux terrains de confrontation, où la lutte armée peut exprimer un programme tactique apte à dévoiler la question du pouvoir qui se niche au fond de toute action, en se reliant étroitement aux conditions de vie du prolétariat. […] Si à chaque pas de la vie prolétaire, on rencontre la machine monstrueuse du pouvoir – qui trouve dans la Démocratie-Chrétienne son pilier fondamental – il faut alors partir de la puissante initiative prolétaire qui s'est déjà développée, pour renforcer, organiser, diriger une pratique de lutte en mesure de faire sauter tout engrenage […] de cette machine"*, in *Il documento delle Brigate Rosse*, "Metropoli", I, n. 1, juin 1979, pp. 52-53.

[391] Voir : *Una colonna Br a Roma spara a un sottufficiale: l'agguato sotto casa nel quartiere di Cinecittà*, "La Stampa", 1er novembre 1979.

[392] Granato est détesté par le monde ultragauchiste romain, car deux ans auparavant il a été l'exécuteur de l'arrestation du leader de « AutOp » Daniele Pifano, poursuivi en justice pour les émeutes de 1974 au « Policlinico ».

[393] Voir : Vincenzo Tessandori, *Qui Brigate rosse*, cit., p. 241.

[394] Voir : *Maresciallo di ps è ucciso da dieci terroristi a Roma: l'assassinio è stato rivendicato dalle Brigate rosse*, "La Stampa", 28 novembre 1979.

ultra-catholique « Comunione e Liberazione »[395]. Le 17 mai 1980, un véhicule avec trois jeunes qui traverse le quartier « San Basilio » ralentit et s'approche d'un homme promenant son chien : il s'agit du secrétaire de la section locale de la DC, Domenico Gallucci. Ayant compris immédiatement le danger, Gallucci arrive à fuir rapidement, mais il est tout de même touché six fois aux jambes[396].

V. *L'épuisement des « années de plomb » : le déclin et la « retraite stratégique » du parti armé à Rome (1981-1982)*

Malgré ces effusions de sang, les cinq mois qui séparent l'homicide Romiti et la « jambisation » de Gallucci voient l'épuisement inexorable de la « colonna romana » qui au tournant de 1980 se retrouve incapable de mener parallèlement la double bataille contre l'État et contre la ville. Pour la première fois depuis l'opération Moro, les BR sont forcées de hiérarchiser les deux fronts « subversifs » sur la base du rapport moyens/résultats à disposition : toute l'énergie résiduelle servira à la réalisation des attentats létaux contre les hauts fonctionnaires Vittorio Bachelet (12 février 1980) et Girolamo Minervini (18 mars 1980). Cette difficulté organisationnelle est confirmée d'ailleurs par la rhétorique du groupe armé, à partir de l'adoption d'un nouveau nom imprégné de martyrologie, *Colonna 28 marzo*[397]. En effet, les messages propagandistes commencent à répéter obsessionnellement l'intention de « souder les initiatives spécifiques, voire les réalités sectorielles du prolétariat à l'initiative centrale des organisations communistes combattantes »[398] sans jamais y arriver[399]. À partir de ce mois de mai, l'activisme de la « colonna romana » chute drastiquement et la nature des actions change d'offensive à défensive : à l'exception de la

[395] Voir : Silvana Mazzocchi, *Un altro maresciallo di ps ucciso a Roma sotto casa da un commando di brigatisti,* "La Stampa", 8 décembre 1979.

[396] Voir : *Segretario di sezione dc ferito a Roma da tre brigatisti con sei colpi di pistola: l'agguato ieri mattina nel popoloso quartiere di San Basilio*, "La Stampa", 18 mai 1980.

[397] Ce nom dérive de la date du 28 mars 1980, jour du « massacre de rue Fracchia », pendant lequel quatre brigadistes furent assassinés dans une base de Gênes suite à l'irruption des carabiniers : l'extrême gauche italienne a toujours soutenu la thèse de l'exécution froide, à la lumière notamment de l'aggravation de la répression contre le parti armé, imposée par le général Dalla Chiesa qui depuis quelques temps, avait obtenu des pouvoirs d'urgence exceptionnels. Dès le lendemain, ce carnage (plus de 50 coups tirés par les forces de l'ordre) devient pour les BR le symbole d'une défaite militaire vis-à-vis à l'État. Sur les BR à Gênes, Voir : Andrea Casazza, *Gli imprendibili : storia della colonna simbolo delle Brigate rosse*, cit.

[398] Extrait du tract de revendication pour l'attentat contre Pericle Pirri du 7 mai 1980. Voir le chapitre 4 de ce travail.

[399] Voir : Paolo Jovine, *Sono cinque mesi che le Brigate rosse sparano solo dei documenti ideologici*, "La Discussione", n. 37, septembre 1980.

« campagne D'Urso » (décembre 1980 – janvier 1981), les BR semblent substantiellement disparaitre de la capitale[400]. Tout comme le reste du *parti armé*[401].

Les raisons de ce recul rapide après l'apogée au tournant de 1979, résident en une pluralité de facteurs concomitants, à la fois internes et externes à la sphère de l'extrémisme révolutionnaire. Les premiers prodromes peuvent être repérés dans la querelle qui porte à l'épuration de l'aile « mouvementiste » dirigée par Morucci et Faranda : en analysant l'échange d'accusations que les anciens camarades produisent en juillet 1979, afin de justifier la nécessité de leur séparation, on voit nettement les limites structurelles aux possibilités de croissance de la « colonna romana ». L'enjeu est toujours la difficile union de la militance locale issue du « Mouvement » et des membres venus du Nord. Dans le cadre du débat sur le « Que faire ? » propre à l'après-Moro, la cellule brigadiste voit en effet se bloquer son propre processus de consolidation : une fois achevée l'opération *Fritz*, la consigne stratégique de l'*attaque au cœur de l'État* prônée par le commandement national cesse d'emblée d'exercer son charme mythique et irrésistible sur les esprits des Romains. En particulier, de par son rôle important dans l'implantation territoriale et même dans l'attentat de rue Fani, la composante la plus experte – celle qui avait obstinément tenté de constituer un *parti armé* à Rome bien avant le débarquement des BR, à savoir pendant l'âge d'or de l'*illégalité de masse* post-soixante-huitarde – estime avoir finalement acquis le droit de participer concrètement à la direction de la « colonna ». Ces propos critiques en témoignent :

> Il y a eu trop d'arrogance et trop de présomption typique d'un groupe, et non pas de l'avant-garde du prolétariat, dans cette façon de s'élever comme juges de la maturité et de la justesse des luttes du mouvement de classe […]. Le chemin à suivre n'est pas celui-là. L'énorme puissance déployée rue Fani, et dans la bataille qui suivit, devait être – une fois mise en valeur – […] convertie en actions qui, indépendamment de la quantité de morts, pouvaient la reporter dans les luttes quotidiennes du prolétariat. […] Cet apogée devait fonctionner comme référence pour renforcer tous ses éléments internes : au contraire, il a été utilisé comme tremplin pour effectuer un bond aventuriste en direction de la « guerre ».

[400] Les seules actions opérées pendant le reste de 1980 ne sont, en effet, que l'exposition face à la section DC de « San Basilio » d'une bannière de la « colonna 28 marzo » (29 octobre 1980) et la diffusion de messages subversifs devant les hôpitaux « San Camillo », « Policlinico » et « Forlanini », le 12 novembre 1980.

[401] Parmi les attentats du MPRO, de jour en jour plus rares, seulement les attaques à la bombe contre quatre sections du MSI (« Colle Oppio », « rue Livorno », « boulevard Somalia », « rue Val di Soda ») survenus le 23 janvier 1981 par le « Movimento proletario antifascista » méritent d'être soulignées. Voir : Paolo Jovine, *Il terrorismo oggi sembra alle corde ma è ancora presto per cantare vittoria*, "La Discussione", n. 38, septembre 1980.

> Beaucoup plus modestement, il fallait se mettre à enseigner au reste du mouvement révolutionnaire les pas à faire pour arriver lui aussi à cette puissance, tout en la socialisant et du coup en brisant son monopole sectaire ; en même temps, il fallait se faire réenseigner par le mouvement révolutionnaire la manière de récupérer cette « internalité » politique aux luttes et aux contradictions qui – bien que présentes dans la première phase opérationnelle du groupe – a été réduite en simple appendice de « l'attaque stratégique »[402].

L'indisponibilité du leadership à remodeler les plans d'action et les perspectives morales à la lumière de ces revendications[403], remet en jeu la « question romaine » dans la dynamique du discours brigadiste : les besoins présumés d'un prolétariat fragmenté sur un territoire énorme et les images contradictoires de la capitale reviennent de nouveau, comme dans la première partie des années 1970, pour définir et légitimer l'action paramilitaire dans une métropole sous-industrialisée. Du coup, à l'apogée de son effort subversif, la « colonna » se retrouve incapable de s'émanciper de la singularité romaine, laquelle finit par déterminer, par contraste ou par émulation, une fracture opérationnelle irrémédiable. Alors que la composante orthodoxe continue à abhorrer l'idée d'une contamination pratique avec les formes « indigènes » de l'action clandestine (incarnées par le MPRO), tout en les considérant comme des expressions primitives et aventuristes de la révolte armée contre l'impérialisme[404], les franges « mouvementistes » dénoncent cette attitude comme « élitisme stérile », puisqu'« une telle attitude […] attribue au Parti seulement une fonction offensive d'indication et d'attaque militaire au cœur de l'État ; tandis qu'au Mouvement est demandé la fonction bien plus problématique et politiquement complexe d'élaborer un programme

---

[402] Voir : *Brigatisti dissenzienti*, "Lotta Continua", 25 juillet 1979. En fait, ce texte pensé pour une circulation interne aux BR, a été rédigé en janvier 1979 : il sera transmis au quotidien « Lotta Continua », l'organe de presse majeur de la gauche extraparlementaire italienne, quelques semaines après les arrestations de Morucci et Faranda, afin de relancer « publiquement » la polémique anti-brigadiste.

[403] L'incommunicabilité entre les deux factions est bien représentée par le décret apodictique qui établit l'expulsion de l'aile « mouvementiste » : "*L'été est la saison des moustiques et justement comme des moustiques gênants arrivent les piqures d'une compagnie de dandys et de provocateurs qui, au service de la contre-révolution impérialiste, bourdonnent autour de la guérilla avec l'intention ambitieuse de « re-consigner » les « variables folles » dans les mains de la bourgeoisie. Ils ne sont pas les premiers ni les derniers. Chaque révolution traine inévitablement à ses côtés de la gadoue et des déchets*", in « Gruppo storico » delle Brigate Rosse detenuto all'Asinara, *Siete tutti pagati dalla controguerriglia psicologica, quindi : in campana, signorini*, "Lotta Continua", 11 août 1979.

[404] "*L'analyse de Morucci et Faranda que nous considérons profondément erronée, au sujet de la conjoncture historique, se lie à une tentative de déstructuration de l'identité originaire de notre organisation : pour eux, les Brigades rouges devraient se transformer en une sorte de soutien, voire de bras armé, des jeux politiques menés par les aristocraties intellectuelles de l'extrémisme italien. Mais tout cela n'a rien à voir avec notre théorie, notre pratique, avec l'expérience et les événements qui nous ont permis de résister pendant des années jusqu'à arriver en rue Fani. […] Notre […] « puissance géométrique » demande de faire soi-même, en raison de la conscience fière et obstinée qui impose, une fois entamé, de poursuivre un parcours jusqu'au bout*", in Prospero Gallinari, *Un contadino nella metropoli*, cit., p. 206.

[…]. Il devient évident que le sens de la dialectique entre avant-garde et Mouvement se réduit à la mission unidirectionnelle de porter la lumière aux athées et aux païens qui pensent aux « choses matérielles ». La tendance spontanée des masses à lutter pour des raisons concrètes – économiques et sociales, de pouvoir et de recomposition de classe – est alors totalement liquidée […] »[405].

C'est au vu de cette divergence qu'une composante importante du brigadisme dans la capitale abandonne la bataille contre les institutions républicaines pour revenir à la tradition de lutte romaine : l'expérience du « Movimento Comunista Rivoluzionario » (MCR) - fondé par Morucci et Faranda suite à l'expulsion des BR et consacrée à l'intervention dans la « lutte pour le logement » à travers les répertoires du *parti armé* - en est la preuve tangible. D'autre part, le fait que le MCR n'ait survécu que quelques mois et que ses actions soient restées confinées à une dimension microterritoriale montre en quoi le contexte général de la contestation populaire à Rome a drastiquement changé : comme l'a mis en exergue le troisième chapitre, depuis 1976 la conflictualité liée à l'autodétermination de quartier diminue tellement qu'à la fin de la décennie elle ne peut plus représenter un front de subversion sociopolitique. L'échec du MCR incarne, de ce fait, le un point de non-retour, à savoir l'impossibilité d'une stratégie à rebours du brigadisme romain, nonobstant le solipsisme croissant affiché par la « colonna » depuis l'opération Moro[406]. Le parcours de la « colonna romana » semble donc se retrouver à un point mort qui ne permet plus ni d'avancer ni de retourner.

Déstabilisés par cette crise - qui pour la première fois a mis en question la solidité et le prestige mythique de ce groupe armé - les dirigeants brigadistes romains commencent à essuyer les coups de la répression policière[407] : Luigi Novelli et Marina Petrella sont arrêtés le 4 janvier 1979, Valerio Morucci et Adriana Faranda le 30 mai suivant[408]. Le 24

[405] *Brigatisti dissenzienti*, "Lotta Continua", cit.

[406] Attitude solipsiste que les dissidents Morucci et Faranda définissent comme "*provocation d'un groupe qui a confondu l'Italie des années 1980 avec la Russie de 1917, ou encore pire avec la Chine de 1949*", in *Brigatisti dissenzienti*, "Lotta Continua", cit.. À la fracture entre le commandement national et l'aile « mouvementiste » romaine contribue aussi le choc émotionnel provoqué par l'homicide de Guido Rossa, un ouvrier et syndicaliste d'une grande usine métallurgique de Gênes (ITALSIDER), assassiné par la « colonna » locale le 24 janvier 1979 pour avoir dénoncé l'appartenance aux BR d'un autre ouvrier (Francesco Berardi). Voir : Giovanni Bianconi, *Il brigatista e l'operaio*, Torino, Einaudi, 2011. S'agissant de la première victime "rouge" des BR – jamais auparavant ce groupe armé qui s'autoproclamait « avant-garde de la classe ouvrière » n'avait touché un travailleur de gauche – la mort de Rossa produit un véritable séisme au sein de l'extrême gauche italienne : en particulier, la rupture de ce tabou idéologico-opérationnel (tuer un ouvrier et militant du PCI) secoue la « colonna romana » (la cellule la plus distante en termes morales de la dimension industrialiste) qui arrivent à sortir le 16 février 1979 un communiqué pour définir publiquement comme « un erreur » cet homicide politique. Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia*, cit., p. 793. Voir aussi : Giorgio Galli, *Storia del partito armato*, cit., p. 191.

[407] Voir : *Scoperti tutti i segreti della colonna Br di Roma*, "La Stampa", 24 mai 1980.

[408] Voir : *Roma, due arresti per il caso Moro. La pista forse partita da Genova*, "La Stampa", 5 janvier 1979 ; *Due ricercati per via Fani presi in un covo Br a Roma*, ivi, 31 mai 1979.

septembre, Prospero Gallinari se retrouve impliqué avec trois autres militants dans une fusillade avec les forces de l'ordre : touché à la tête, il est entre la vie et la mort pendant plusieurs jours, avant d'être transféré dans le pénitentiaire de Turin[409]. Le 27 novembre c'est le tour de Giancarlo Davoli, ensuite de Bruno Seghetti, Anna Laura Braghetti, Salvatore Ricciardi et de Francesco Piccioni (mai 1980); encore de Maurizio Jannelli le 21 novembre 1980[410]. Enfin, même le chef suprême Mario Moretti finit en prison le 4 avril 1981. En plus, de l'automne 1979 jusqu'à l'hiver 1980, une quinzaine de bases urbaines (remplies d'armes, plans et documents) sont repérées et séquestrées par les divisions antiterrorisme[411].

Toutefois, cette irrépressible contre-offensive policière ne s'alimente pas seulement de l'instabilité de la « colonna romana », mais aussi du déploiement des mesures exceptionnelles adoptées par les appareils de sécurité de l'État suite à l'escalade brigadiste dans la capitale[412] : l'usage « inavouable » de la torture dans les interrogatoires permet d'obtenir des informations détaillées sur la composition, l'organisation et l'inscription territoriale de la formation clandestine[413] ; l'isolement des militants détenus dans les ailes spéciales des prisons (« braccetti »)[414] afin de couper toute communication avec le reste des combattants encore en liberté, aide à déstructurer moralement et opérationnellement le milieu de la subversion brigadiste[415] ; la campagne massive de barrages, irruptions,

---

[409] Voir : *Gallinari, uno dei capi delle Brigate rosse gravemente ferito a Roma in una sparatoria*, "La Stampa", 25 septembre 1979.

[410] Voir : *Bloccati e arrestati nel centro di Roma 3 presunti brigatisti*, "La Stampa", 28 mai 1980.

[411] Voir : *La scoperta di tre covi accusa 13 brigatisti di attentati compiuti in due anni a Roma*, "La Stampa", 17 juillet 1980.

[412] Le lendemain du « raid de Place Nicosia », un article du chroniqueur politique de « La Stampa », Vittorio Gorresio, met en exergue le mélange de craintes et d'attentes collectives au sujet de la tenue du système démocratique : "*Ce n'est plus du terrorisme, mais de la guérilla, avec toutes les conséquences qui en dérivent. Face à ce saut qualitatif, l'État doit à son tour changer ses méthodes et renouveler ses instruments de défense, aussi bien juridiques que militaires. À ce propos, il faut obligatoirement se demander s'il dispose des moyens adéquats, mais aussi s'il a la capacité technique et la volonté politique de les employer. Nous voulons croire que ces moyens existent, autrement nous devrions désespérer de la survivance de notre société. S'agissant de la capacité technique et de la volonté politique de les employer, ce sont probablement les terroristes transformés en "guérilleros" qui affichent les doutes les plus forts : étant donné le succès de leurs multiples actions téméraires, ils peuvent penser avoir en face un adversaire soit impuissant soit maladroit. De là, leur arrogance calculée en montée, du terrorisme d'hier à la guérilla d'aujourd'hui*", in Vittorio Gorresio, *In che modo difenderci,* "La Stampa", 4 mai 1979.

[413] L'épisode majeur concerne le brigadiste romain Enrico Triaca, arrêté le 17 mai 1978 : il sera torturé par la technique du « water-boarding » et ensuite détenu pendant un mois dans des cellules d'isolement particulièrement insalubres. Il finira par fournir aux policiers des informations importants relatives à la typographie utilisée à Rome pour produire les documents du groupe armé et à l'activité dans la capitale de Mario Moretti. Voir : Nicola Rao, *Colpo al cuore*, cit., pp. 66-71. Pour un regard propre au *parti armé* sur la torture, voir : Progetto Memoria, *Le torture affiorate*, Roma, Sensibili alle foglie, 1998.

[414] Art. 90 du code de procédure pénale. Voir : Progetto Memoria, *Il carcere speciale*, cit.

[415] L'exemple le plus éclatant de cette capacité de briser la cohésion interne des BR est représenté par la question de « l'Asinara » : pendant l'été de 1979, sous la pression croissante des brigadistes détenus (parmi lesquels, il y avait les fondateurs du groupe armé) dans la super-prison de l'Asinara, la « colonna romana » décide de tenter une opération d'évasion. Après des multiples réunions et inspections sur place, Gallinari et Seghetti (les deux dirigeants qui président à l'étude de faisabilité) sont toutefois forcés à abandonner ce projet audacieux : les militants prisonniers interprètent ce geste comme une sorte de trahison et leurs relations avec les brigadistes en liberté entrent dans une spirale de tension et de contestation, qui contribuera aussi à

perquisitions, arrestations déstabilise la mobilité routinière et le réseau urbain de la « colonna »[416] ; l'élévation drastique des peines pour les délits contre l'État et la création de la catégorie juridique du « dissocié » (qui détermine la constitution d'un système de primes importantes, « legislazione premiale », en faveur de ceux qui abandonnent et contribuent à réprimer la lutte armée[417]) pèse également sur ce processus de démantèlement.

Pensées prioritairement pour la répression du phénomène brigadiste, ces dispositions judiciaires contribuent naturellement à contrer aussi le reste du *parti armé* dans la capitale : en effet, le début de la fin du MPRO coïncide chronologiquement avec la première impasse de la « colonna romana », au milieu de 1979. Le 7 avril, un blitz judiciaire gigantesque frappe le monde de l'extrémisme ultragauchiste italien, en provoquant des centaines d'arrestations pour présomption de « conspiration contre les pouvoirs de l'État » : il s'agit du « Teorema Calogero », déjà évoqué, lequel vise ce qui reste de l'*autonomie ouvrière organisée* (principalement ancrée à Rome et à Padoue)[418], considérée comme le pilier fondamental de la subversion armée dans le pays[419]. La nature radicale, et en quelque sorte maccartiste, de cette opération policière, produira ses effets jusqu'au milieu des années 1980 : le gros du réseau autonome en sort pulvérisé[420], tandis que de la dissension pacifique aux franges paramilitaires, aucune composante extraparlementaire n'est épargnée[421]. Du coup, même la « base » du MPRO – alimenté par les secteurs demi-clandestins du « Mouvement » qui occasionnellement abandonnent les répertoires de l'*illégalité de masse* en faveur du *parti armé* – se retrouve privée de tout espace de manœuvre. Par conséquent, l'aire sociale de contigüité morale et de soutien logistique aux petits combattants métropolitains qui participent du MPRO finit par disparaitre d'un jour à l'autre : pour utiliser

---

déterminer en 1981 la scission du « Front des prisons » (sous la direction de Giovanni Senzani, il prendra le nom de « Brigate Rosse – Partito Guerriglia », BR-PG). Voir : Giorgio Galli, *Piombo rosso*, cit., pp. 197-202. Pour ce qui est des réflexions effectuées par les brigadistes détenus, voir : Collettivo Prigionieri Comunisti delle Brigate Rosse, *L'ape e il comunista*, "Corrispondenza Internazionale", VI, n. 16-17, octobre-décembre 1980.

[416] Voir : *Un colpo alle retrovie del terrorismo romano*, "L'Unità", 4 décembre 1980.

[417] La systématisation de ce paquet de mesures exceptionnelles se retrouve dans le décret-loi n. 625 du 15 décembre 1979, ensuite perfectionné par la loi n. 304 du 29 mai 1982 : la « dissociation » permet au militant accusé de crimes contre l'État d'obtenir des réductions de peine considérables (d'anticiper aussi la libération conditionnelle) proportionnellement aux informations qu'il fournit au sujet de ses propres délits et des responsabilités de ses camarades. Voir : Giovanni Bachelet et Giovanni Kessler, *Leggi d'emergenza e riconciliazione cristiana: distinguere per non separare*, "Il Margine", janvier 1986; Rosario Minna, *Crimini associati, norme penali e politica del diritto: Aspetti storici, culturali, evoluzione normativa*, Milano, Giuffré, 2007, pp. 73-140.

[418] Voir : *Roma: dibattito dentro l'Autonomia*, "Rosso", novembre 1977.

[419] Voir : *Arrestati gli ideologi di "Autonomia". Sono accusati di insurrezione armata*, "La Stampa", 8 avril 1979 ; *Vasta operazione antiterrorismo: catena di arresti fra Roma e Padova di capi "autonomi"*, "L'Unità", 8 avril 1979.

[420] Voir le chapitre 6 de ce travail.

[421] Sur la portée indiscriminée de l'opération "7 Avril", voir par exemple les commentaires polémiques de « Lotta Continua » : *Gallucci prepara un nuovo dossier per i giudici francesi : chi pilotava l'aereo che sganciò l'atomica su Hiroshima ? Piperno, colleghi. Piperno !*, "Lotta Continua", 2-3 septembre 1979.

une métaphore de l'époque, les « poissons révolutionnaires » n'ont plus la possibilité de se cacher dans la « mer de la contestation populaire »[422]. En fait, plus que l'habitude à la pratique armée comme moyen fondamental de l'action politique, c'était en effet l'inscription sociale d'une vaste zone grise de complicité à avoir représenté jusque-là la force de l'extrémisme clandestin italien[423]. Cependant, effrayés par la possibilité d'être pris dans le mécanisme kafkaïen de la mise en accusation pour « association subversive » et « participation à une bande armée »[424], ces sympathisants du *parti armé* s'évanouissent rapidement, en laissant les militants du MPRO isolés et coincés. À leur tour, ces derniers, une fois privés de tout support externe, se révèlent incapables de résister longtemps à la pression d'une vie en cavale ou d'un régime de détention spéciale, à cause principalement de leur faiblesse idéologique (« marxisme lyrique ») et de la peur de se voir associés aux crimes, bien plus graves, des brigadistes. Le 27 juillet 1979, par exemple, il suffit de trois jours de prison et du simple soupçon d'être impliqué dans l'homicide d'Antonio Varisco pour convaincre Pietro Bonano à tout avouer : ses confessions permettent d'un seul coup aux enquêteurs de reconstruire l'histoire des UCC (dont Bonano avait fait partie dans le passé) et d'arrêter ses camarades (dix militants) encore en liberté[425]. Traqué par les forces de l'ordre et de plus en plus stigmatisé par l'opinion publique de gauche[426], le réseau du

---

[422] Cette métaphore était utilisée pendant les années 1970 pour représenter la grande aire sociale qui soutenait – sans participer directement aux actions subversives – les groupes armés. Il s'agissait de la réélaboration de la célèbre phrase de Mao Zedong, d'après lequel les combattants communistes devaient bouger comme des poissons dans les rizières. Selon la vulgate de l'autonomie, le juge Pietro Calogero pour justifier le blitz du 7 avril aurait utilisé cette expression : "*Vu que nous n'arrivons pas à prendre le poisson, il faut alors assécher la mer*". L'incarnation artistique la plus haute de cette analogie à caractère politique est la chanson *Com'è profondo il mare* de Lucio Dalla (RCA, 1977).

[423] Sur l'extension inégalée au niveau occidental de l'aire sociale de contigüité à l'exercice de la violence politique, voir : Richard Drake, *The Revolutionary Mystique and Terrorism in Contemporary Italy*, Bloomington, Indiana University Press, 1989, pp. 62-66 ; Giovanni Pellegrino, Giovanni Fasanella et Claudio Sestrieri, *Segreto di Stato*, cit., pp. 149-150 ; Massimiliano Griner, *La zona grigia : intellettuali, professori, giornalisti, avvocati, magistrati, operai. Una certa Italia idealista e rivoluzionaria*, Milano, Chiarelettere, 2014.

[424] L'opération « 7 Avril » représente, en effet, l'apogée de la contre-offensive étatique vis-à-vis à l'extrémisme armé : la magistrature recourt à l'intégralité des mesures exceptionnelles mises à disposition par les gouvernements nationaux, en finissant par créer une petite armée de prisonniers politiques (plus de deux cents personnes) qui souvent purgent des années de « détention provisoire » avant d'arriver au procès. Amnesty International a dénoncé à maintes reprises (Rapport 1981, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987) les abus et les distorsions du cas « 7 Avril ». Voir : Luigi Ferrajoli, *Il caso «7 aprile ». Lineamenti di un processo inquisitorio*, "Dei delitti e delle pene", n. 1, 1983. Pour une lecture générale des répertoires répressifs utilisés par l'État italien, voir : Hervé Rayner, *Protéger, subir et réprimer : la délicate « gestion » du terrorisme par l'État italien durant les « années de plomb »*, in Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb*, cit., pp. 36-49. Pour une lecture interne, mais critique, au monde de la magistrature, voir : Magistratura Democratica, *La magistratura di fronte al terrorismo e all'eversione di sinistra*, Milano, FrancoAngeli, 1982.

[425] Voir : Carlo Schaerf et el. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia*, cit., pp. 834-835.

[426] Un témoignage fort de ce tournant comportemental au sujet du rapport entre la base de gauche et les formations subversives peut être repéré dans un article incendiaire sorti par Giorgio Amendola – exposant de l'aile droite du PCI – le 9 novembre 1979 sur « Rinascita » : en partant d'une analyse de la situation dans les grandes usines septentrionales, le dirigeant communiste s'attaque à l'excessive complaisance dont la militance « rouge » (mais aussi une partie du monde progressiste italien) aurait fait preuve à l'égard de la violence politique et du terrorisme pendant les années 1970. Voir : Giorgio Amendola, *Interrogativi sul « caso » FIAT*,

MPRO commence alors à se délabrer : parmi les membres qui échappent encore à la prison, certains abandonnent définitivement l'activité politique pour rechercher un nouveau sens de la vie dans l'hédonisme ou dans l'orientalisme[427], tandis que d'autres tombent dans le trou noir de l'héroïne[428]. Ceux qui restent se livrent à une intensification nihiliste et désespérée de la violence, en transformant « Rome en capitale de la lutte armée »[429], dans le cadre d'un parcours autodestructeur qui se conclut habituellement soit par la mort soit par l'arrestation. Le terminus emblématique de cette folle escalade est l'attentat du 28 janvier 1980, réalisé par la soi-disant « Organizzazione proletaria combattente » contre l'habitation des sœurs Rozzi située dans la zone populaire de « Tor Pignattara » (quartier « Prenestino-Labicano ») : un petit commando déverse sur la porte d'entrée plusieurs litres d'essence et après avoir allumé le feu, tire la sonnette. Dans l'appartement il y a seulement Jolanda Rozzi (62 ans) qui, dans l'attente du retour de sa sœur Rosina, ouvre immédiatement la porte en entendant le carillon : la brusque décompression fait courir les flammes à l'intérieur en l'espace de quelques secondes et Jolanda Rozzi reste investie par l'incendie. Elle meurt le 25 février à l'hôpital dans de grandes souffrances[430]. Le caractère odieux du répertoire utilisé – qui rappelle l'horreur de « Primavalle » - associé à la disproportion entre la portée de l'attaque et le rôle politique des sœurs Rozzi (Rosina est la déléguée pour les questions des femmes de la section locale de la DC ; Jolanda n'est qu'une simple inscrite au parti)[431], marquent matériellement et moralement la dégénérescence finale de l'expérience du

"Rinascita", 9 novembre 1979. Pour un focus sur le cas romain, voir : *In un anno 584 attentati: rilanciare la mobilitazione popolare*, "L'Unità", 9 janvier 1980.

[427] C'est en 1979, en effet, que s'affirme au sein de la jeunesse romaine l'exigence de récupérer une dimension plus intime et privée de la socialité, face à la crise de la militance extrémiste : à la mobilisation politique, certains commence à préférer l'évasion des feux de la rampe et des discothèques – la nouvelle typologie de boîte de nuit qui venait de s'affirmer en Europe occidentale sur le modèle du « Studio 54 » de New York et à la suite du succès du film « La fièvre du samedi soir » (1978) – ou la découverte des spiritualismes orientaux (notamment le mysticisme indien) suivant la mode naissante de la philosophie « New Age ». Voir : Giovanni Filorano, *Le vie del sacro: modernità e religione*, Torino, Einaudi, 1994; Paolo Morando, *Dancing days 1978-1979. I due anni che hanno cambiato l'Italia*, Roma-Bari, Laterza, 2009.

[428] Voir : Massimo Barra, *Allarmanti squarci di verità attorno ad un fenomeno ancora inesplorato*, "Il Tempo", 29 août 1979 ; Massimo Teodori, *Subito per una legge sulle droghe*, "Argomenti Radicali", n. 14, novembre 1979-janvier 1980. Le témoignage le meilleur de la complexe dialectique entre la crise de la militance subversive et l'explosion de la toxicomanie à Rome au tournant de 1980 est certainement celui fourni par les articles de Carlo Rivolta : figure unique et très précoce du journalisme italien (« Paese Sera », « la Repubblica », « Lotta Continua »), son regard privilégié dérive de sa militance active dans l'extrême gauche romaine, de ses contacts étroits avec le sous-prolétariat de la capitale, de son honnête intellectuelle (qui le portera à essuyer une « condamnation à mort » de la part des brigadistes détenus à l'Asinara) et même de sa dépendance de l'héroïne (une crise d'abstinence met fin à sa vie, il n'a que 32 ans, en 1982). Une collection de ses articles sur ce thème est aujourd'hui disponible dans : Tommaso De Lorenzis et Mauro Favale, *L'aspra stagione*, Torino, Einaudi, 2010, pp. 151-190.

[429] Voir : *Roma diventa la capitale del terrorismo: raddoppiati in due anni gli attentati*, "L'Unità", 29 février 1980.

[430] Voir : *I terroristi bruciarono la casa: è morta dopo un mese di agonia*, "L'Unità", 27 février 1980.

[431] Les auteurs de l'attentat laissent sur les murs externes de l'appartement leur revendication : "*nos cellules ont repéré une militante du parti antirévolutionnaire. Mort aux serfs de l'impérialisme. Frapper ses structures et ses hommes*".

MPRO[432]. Après avoir touché le fond d'une violence devenue une fin en soi[433], éthiquement insoutenable, et étant structurellement incapable d'affecter le système néocapitaliste, le réseau des petits combattants métropolitains cesse d'exister[434]. Le 8 janvier 1981, la magistrature fait arrêter une quinzaine d'extrémistes « rouges », parmi lesquels se retrouvent plusieurs dirigeants[435] : au bout d'une année de détention rigide - aggravée par le durcissement des restrictions à la suite de la révolte dans la super-prison de Trani, pendant l'opération D'Urso - qui a porté beaucoup d'entre eux à collaborer avec les enquêteurs pour éviter d'être assimilés pénalement aux brigadistes[436], la magistrature romaine finit par traduire en justice la quasi-totalité des membres de « Guerriglia Comunista » et des autres petites formations afférentes au MPRO[437].

Les années 1980 voient aussi la crise de la composante « noire » du *parti armé* à Rome : pendant l'apogée des « années de plomb », malgré l'exigüité numérique, les extrémistes néofascistes avaient pu profiter du désintérêt des forces de l'ordre – concentrées principalement sur la « menace rouge »[438] - pour déployer leurs projets subversifs.

---

[432] Pour mieux appréhender le niveau d'isolement et de stigmatisation qui investit le MPRO dès ce moment, voir : *E' morta Jolanda Rozzi, una donna di 62 anni. Nome e cognomi anonimi e sconosciuti. Tranne agli schedari dell'Organizzazione Proletaria Combattente, che, il 28 gennaio scorso, aveva appiccato il fuoco alla porta dell'abitazione di Torpignattara (Roma) dove la Rozzi viveva con la sorella Rosina, delegata femminile della sez. DC del quartiere*, "Lotta Continua", 27 février 1980 ; *Un'altra vittima pesa sulla città: va fermato il partito della morte. Un appello del sindaco: serve la mobilitazione "senza precedenti" nel cuore della città*, "L'Unità", 27 février 1980.

[433] Au sujet de cette typologie de violence urbaine, l'historien Luigi Firpo parlera quelques années plus tard d'une métropole transformée en jungle : "*Le camp de la gauche est usé par des bandes […] qui se déchainent au nom de l'irrationalité (rejet du travail, expropriation prolétaire, violence arbitraire, le viol comme préfiguration de la révolution, guérilla urbaine comme un sport émotionnant, voire une sorte de rallye ou un slalom des pauvres). […]. Ainsi, le produit le plus avancé du néocapitalisme – la mégalopole – s'est replié sur lui-même, à travers une involution cancérogène : elle est devenue une forêt inexplorée, un lieu d'évasions asociales et de fantaisies utopiques, la caverne obscure de toute violence*", in Luigi Firpo, *La giungla delle città*, "La Stampa", 24 janvier 1982.

[434] Pendant le reste de l'année, les seuls épisodes à signaler s'inscrivent dans la dimension de l'acte démonstratif : le raid dévastateur contre le siège de l'institut qui gère les HLM de Rome (IACP), le 28 juin 1980 ; l'engin explosif contre le portail d'entrée de la Police municipale du « Rione Testaccio » (16 juillet 1980) ; l'attentat incendiaire aux dépenses de l'appartement de Francesco Storace, jeune dirigeant de la section MSI du quartier « Appio-Latino » (1 octobre 1980).

[435] Voir : *« Brigate antieroina » : quindici in carcere, sei ancora latitanti*, "La Stampa", 10 janvier 1981.

[436] Voir : Andrea Barberi et Antonio Carlucci, *Toni Negri scrive a Sica: Ora basta, compagni! "Certo mi sono sporcato le mani…" scrive Negri. E poi spiega perché ha detto no alla rivolta di Trani, perché è contro le Br, perché «ogni omicidio politico è un attentato alle lotte del proletariato»*, "Panorama", n. 58, 30 mars 1981.

[437] Voir : *Rinvio a giudizio per 20 del gruppo « Guerriglia Comunista »*, "L'Unità", 21 février 1982.

[438] D'après les mémoires de Valerio Fioravanti, leader des NAR : "*nous étions sous-estimés et cela nous étonnait profondément : pendant longtemps nous n'avons pas compris pourquoi. […] Pendant longtemps, nous nous demandions pour quelles raisons nous finissions toujours pour échapper aux enquêtes. […] Aujourd'hui nous avons finalement compris qu'il n'était pas évident du tout de nous prendre, car les forces de l'ordre était trop habituées au modèle des Brigades rouges : à savoir des gens de 10 ans nos aînés, avec une organisation complètement différente. […] Les enquêteurs ne venaient jamais nous chercher ; ils se tournaient toujours vers les adultes – de 5, 6, 7, 10 ans plus âgés que nous – et les arrêtaient : eux, bien qu'innocents, purgeaient à notre place des mois de prison. Personne ne pensait à nous. Cette différence d'âge qui nous séparait des Brigades rouges a porté les forces de l'ordre à ne pas nous considérer, à ne pas comprendre que c'était nous les responsables*", in Sergio Zavoli, *La notte della Repubblica*, cit., pp. 445-446.

Cependant, les premiers succès aux dépens de la « colonna romana » et du MPRO, ainsi que la gravité du « carnage de la gare de Bologne » (2 août 1980) réorientent l'attention des appareils de sécurité vers les milieux « noirs » : en fait, pour les 85 victimes de l'attentat à la bombe, le plus grand de l'histoire républicaine[439], les enquêteurs se tournent rapidement vers la cellule romaine de Valerio Fioravanti et de Francesca Mambro[440]. En tête de la liste des criminels recherchés au début de l'automne 1980[441], les NAR et le bras paramilitaire de « Terza Posizione » (TP) doivent abandonner toute velléité propagandiste et offensive (notamment la lutte contre l'État) pour assurer leur survie. Le 4 octobre, la police arrête Luigi Ciavardini (étoile montante des NAR) et Nanni De Angelis (un des leaders de TP), tombés dans une embuscade en cherchant de faux documents pour fuir. Transféré en préfecture, De Angelis est rudement tabassé par les agents qui pensent, à tort, avoir affaire à Ciavardini, suspecté d'avoir tué le sergent Francesco Evangelista (28 mai 1980). Suite à une hospitalisation rapide, il est placé en cellule d'isolement, dans laquelle il sera retrouvé pendu le lendemain[442]. Choqué par la mort violente du camarade – et convaincu comme toute l'extrême droite qu'il s'agit en vérité d'un homicide[443] – Ciavardini craque et commence à collaborer avec la magistrature : sur la base de ses révélations, les forces de l'ordre arrivent à reconstruire la structure et les liaisons majeures du *parti armé* néofasciste dans la capitale (notamment celles qui portent à la grande criminalité organisée)[444], tout en pouvant ainsi augmenter l'efficacité de l'action répressive. Finalement, de plus en plus traqués par la police, les NAR entrent dans une spirale paranoïaque conduisant à l'élimination physique de chaque délateur, réel ou supposé[445] : le 6 janvier 1981, le jeune militant de TP, Luca Perucci, est assassiné en bas de chez lui, en raison de sa volonté d'abandonner la lutte armée et de sa disponibilité à parler avec les enquêteurs[446]. Le 5 février 1981, suite à un accrochage avec les forces de l'ordre, le leader du groupe, Valerio

[439] Voir : *È una strage contro la sicurezza dello Stato*, "La Stampa", 4 août 1980.

[440] Voir : Vincenzo Tessandori, *Roma: operazione segreta per catturare altri fascisti della strage di Bologna*, "La Stampa", 18 septembre 1980.

[441] Seulement entre le 28 août et le 2 octobre 1980, la magistrature produit plus de 40 mandats d'arrêts contre les militants « noirs » de la capitale.

[442] Voir : *Fascista suicida in carcere era implicato nell'omicidio Serpico,* "Corriere della Sera", 6 octobre 1980.

[443] Voir : Luca Telese, *Cuori Neri*, cit., pp. 695-705.

[444] Voir : *Tre arresti confermano l'alleanza "mala" – Nar*, "L'Unità", 12 février 1981.

[445] D'ailleurs, l'élimination des "traîtres" et des "espions" avait toujours fait partie des répertoires de la seconde génération néofasciste. Le 17 décembre 1979, par exemple, un commando mixte (MRP et NAR) organise un attentat pour tuer l'avocat Giorgio Arcangeli, accusé d'avoir permis, avec ses informations à la police, l'arrestation de Pierluigi Concutelli (ancien leader militaire de ON et auteur de l'homicide Occorsio) : cependant, à cause d'une erreur d'identité, les extrémistes assassinent Antonio Leandri, jeune désintéressé de la politique qui malheureusement pour lui se trouve à passer au mauvais endroit au mauvais moment. Voir : *Raid di fascisti contro un avvocato : sbagliano persona e uccidono un giovane*, "La Stampa", 18 décembre 1979.

[446] Voir *: La vendetta fascista ha ucciso il "ragazzo" che sapeva troppo*, "La Stampa", 8 janvier 1981.

Fioravanti est d'abord gravement blessé et ensuite arrêté[447]. Le 12 mars, un blitz judiciaire conduit à l'emprisonnement de 21 personnes, membres des NAR et de TP[448]. Entre le 16 et le 22 avril, la DIGOS arrête 48 militants, parmi lesquels l'officier de liaison entre les NAR et la « Banda della Magliana », Massimo Carminati[449]. Le 31 juillet, l'extrémiste « noir » Giuseppe De Luca est descendu dans son appartement pour avoir manqué à ses devoirs, soupçonné d'être un informateur de la police[450]. Le 30 septembre c'est le tour de Marco Pizzari, un ancien voisin d'appartement de Luigi Ciavardini, accusé par les NAR d'avoir fourni à la magistrature des informations décisives pour la capture de ce dernier et de Nanni De Angelis[451]. Après la campagne contre les « traitres », ce qui reste du *parti armé* « noir » s'en prend aux appareils de sécurité. Le 21 octobre, un commando de six personnes - équipé de fusils d'assaut[452] - massacre littéralement le capitaine de la police politique Francesco Straullu et son chauffer l'agent Ciriaco Di Roma : ce dirigeant de la DIGOS était devenu, en effet, un ennemi juré des NAR depuis une année, en raison de sa capacité d'infiltrer et de frapper le réseau « noir » de la capitale[453]. Malgré la réussite apparente de cet attentat spectaculaire, le tract de revendication trahit la rage désespérée et désormais solipsiste des extrémistes néofascistes :

> Mercredi 21 octobre à 8h50, nous avons exécuté Straullu et Di Roma, les bourreaux mercenaires de la DIGOS. Encore une fois la Justice Révolutionnaire a fait son chemin […]. Pour ceux qui ont toujours des doutes sur la détermination et les capacités des combattants révolutionnaires, il suffit de regarder à cette dernière année pour comprendre que le temps du bavardage est fini et celui des armes vient de commencer. […] Nous n'avons ni pouvoirs à saisir ni masses à éduquer ; pour nous il n'y a que notre morale qui nous impose de tuer les ennemis et de détruire les traitres. […] C'est le désir de la vengeance qui nous inspire. […] Nous n'avons la moindre peur de mourir ni d'épuiser nos derniers jours en taule : le seul souci c'est celui de ne pas arriver à

[447] Voir : Carlo Schaerf et al. (dir.), *Venti anni di violenza politica in Italia*, cit., p. 968.
[448] Voir : *Venti neofascisti arrestati a Roma*, "La Stampa", 13 mars 1981.
[449] Voir : *La polizia si apposta al confine e spara a tre neofascisti in fuga*, "La Stampa", 22 avril 1981.
[450] Voir : *I Nar rivendicano l'uccisione di De Luca a Roma*, "La Stampa", 2 août 1981.
[451] Voir : *Il neofascista è stato assassinato perché era amico del Peci nero?*, "La Stampa", 2 octobre 1981.
[452] Les NAR pensent, en effet, que Straullu se déplace sur un véhicule blindé : en vérité, il voyage sur une voiture simple et petite. L'effet des fusils d'assaut sur une structure si mince se révèle naturellement dévastant. Voir : Liliana Madeo, *Roma, capitano e agente della Digos massacrati dai terroristi neri*, "La Stampa", 22 octobre 1981.
[453] Voir : *Straullu era nel mirino dei neofascisti: in un anno ne aveva fatti arrestare 56*, "La Stampa", 22 octobre 1981.

> nettoyer le monde. Mais rassurez-vous, nous continuerons aussi longtemps que nous respirons[454].

La ville n'offre plus de cachettes et toute action oblige à se confronter avec les forces de l'ordre : le 5 décembre 1981, après une fusillade qui oppose quatre membres des NAR et trois policiers, un des plus importants militants néofascistes (Alessandro Alibrandi) et une jeune recrue (Ciro Capobianco) restent tués[455]. Le lendemain, pour venger cette mort, les NAR assassinent le carabinier Romano Radici[456]. Suite à ces évènements, deux dirigeants « noirs » (Pasquale Belsito et Stefano Soderini) abandonnent Rome, pour une cavale. Le 5 mars 1982, un braquage d'autofinancement en plein jour tourne au énième affrontement urbain : huit extrémistes néofascistes s'opposent à une quinzaine d'agents qui parviennent à arrêter Francesca Mambro, compagne de Valerio Fioravanti. Au cours des échanges de tir, Alessandro Caravillani, un lycéen de 17 ans est touché par une balle perdue alors qu'il se rendait à l'école[457]. Le 8 avril, le frère cadet de Fioravanti, Cristiano, est capturé : sa décision de se « dissocier » immédiatement de la lutte armée permet à la magistrature de resserrer un peu plus ses filets. En fait le 5 mai, les hommes de la DIGOS repèrent Giorgio Vale – ancien responsable militaire de TP et nouvel homme fort des NAR – dans un appartement du quartier « Appio-Latino » : dans des circonstances particulièrement obscures, Vale est tué lors de l'assaut[458]. Bien qu'acculés, les NAR trouvent quand même la force pour opérer de dernières représailles contre les forces de l'ordre, en assassinant 4 policiers entre le 6 mai et le 24 juin 1982[459]. La fin est toutefois imminente : les arrestations des leaders survivants, Roberto Nistri (5 juillet) et de Walter Sordi (18 septembre), ainsi que

---

[454] Document cité dans Ugo Maria Tassinari, *Fasciteria*, cit., p. 184.

[455] Voir : *L'agente di polizia Capobianco e il fascista Alibrandi muoiono durante uno scontro a fuoco*, "L'Unità", 6 décembre 1981.

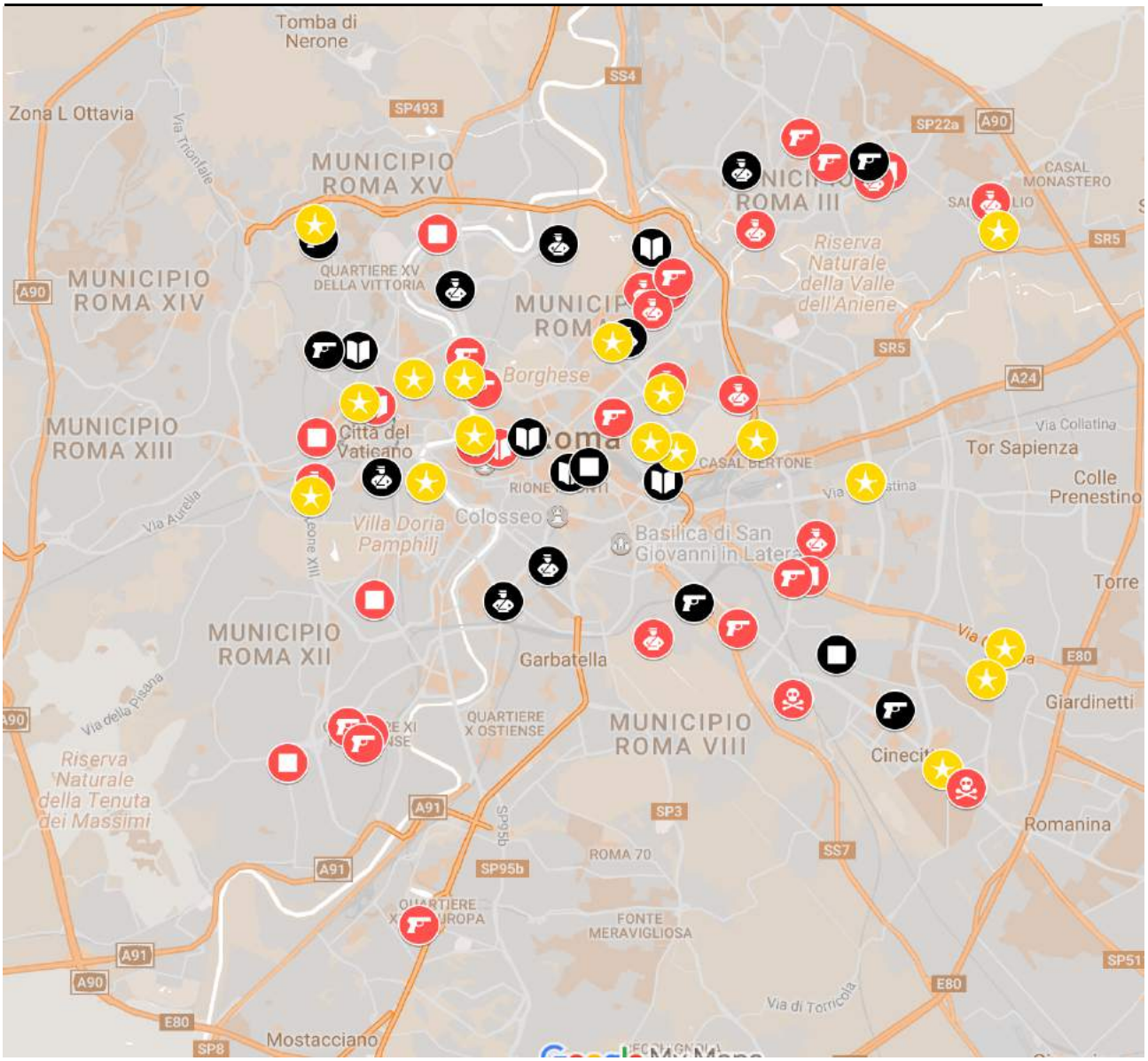
[456] Voir : *Carabiniere ucciso da terroristi: forse sono i complici di Alibrandi*, "La Stampa", 7 décembre 1981.

[457] Voir : *Commando nero assalta banca: ragazzo morto, terrorista grave*, "La Stampa", 6 mars 1982.

[458] L'irruption dans l'appartement de Giorgio Vale semble rentrer dans la catégorie des « opérations noires » contre les groupes armés : ce n'est pas un hasard probablement que la direction de cette action soit attribuée à Genova et Improta – deux des dirigeants qui habituellement s'occupent des mesures extra-légales contre le brigadisme – et que les répertoires soient similaires au « massacre de rue Fracchia ». Au-delà de la mise en scène imaginée par les forces de l'ordre (140 coups tirés), plus plausiblement Vale a été surpris dans son lit et immédiatement exécuté par un coup à la tête à bout portant. Pour un descriptif des incohérences de la version officielle, voir : Ugo Maria Tassinari, *5 maggio 1982 : la morte di Giorgio Vale*, disponible sur : http://www.fascinazione.info/2011/05/5-maggio-1982-la-morte-di-giorgio-vale.html.

[459] Le 6 mai, pour venger l'homicide de Giorgio Vale, les NAR assassinent un agent de la police ferroviaire (Giuseppe Rapesta) dans la gare « San Pietro », près du Vatican. Le 8 juin, un commando « noir » arrive à bloquer une voiture de la police dans les alentours du stade « Flaminio » : les deux agents (Giuseppe Antonio Carretta et Franco Sammarco) sont immobilisés et exécutés par un coup à la tête. Le 24 juin, enfin, les NAR tue Antonio Galluzzo qui est en service devant la représentation diplomatique de l'OLP en Italie.

la fuite des membres restants[460], consacrent la disparition définitive à Rome, de la composante « noire » du *parti armé*.



LES ATTENTATS MAJEURS DU *PARTI ARMÉ* À ROME,
À L'APOGÉE DES « ANNÉES DE PLOMB » (1978-1980)

TYPOLOGIE DE CIBLE				
Journalistes	*Ennemis idéologiques*	*Section DC et PCI*	*Forces de l'ordre*	*Dealers*
Rouge = MPRO	**Noir** = NAR	= Action des « Brigades Rouges »		

Élaboration de l'auteur

[460] En particulier, les fuites du leader de TP Roberto Fiore et du dernier poids lourd des NAR (Gilberto Cavallini) pendant l'automne 1982 se révèlent décisives.

Au début des années 1980, donc, le milieu romain de la subversion clandestine et paramilitaire entre irréversiblement dans une phase crépusculaire : tombé à l'improviste dans le collimateur des appareils de sécurité de l'État, l'extrémisme néofasciste entame un processus d'autodestruction qui en l'espace de deux ans, pulvérise sa militance à coups de vendettas intestines; en revanche, le réseau informel du MPRO s'est déjà littéralement consumé dans l'après-Moro (1978-1980), à travers un exercice nihiliste de « terrorisme mineur », qui a, d'un côté, contribué de façon décisive à l'institutionnalisation sociale de la violence politique pendant l'apogée des « années de plomb », mais de l'autre a ouvert un trou noir de spleen et de désespoir qui a englouti une grande partie de la jeunesse politisée romaine[461]. Même la « colonna romana » est en crise profonde : presque tous les dirigeants ont été capturés ; les espaces de manœuvre en ville ont été drastiquement réduits par la montée d'une aspiration de la société à mettre un terme au bain de sang ; le régime de clandestinité et les chaines d'approvisionnement sont généralement compromis à cause de la nouvelle capacité policière d'obtenir des informations par la torture ou la « dissociation » ; la structure nationale du groupe est déchirée par une série de scissions qui comportent la perte de ressources humaines et logistiques[462]. Suite à l'inefficace opération D'Urso, la « colonna romana » (qui est maintenant dirigée par Barbara Balzerani) doit attendre quatre mois pour frapper de nouveau : le 7 avril 1981, un commando de trois personnes crible de coups le surveillant pénitentiaire de Rebibbia, Raffaele Cinotti, et revendique l'homicide comme une invitation à améliorer la condition de détention des brigadistes[463]. En effet, face à l'impossibilité à poursuivre la *lutte contre l'État*, la « colonna romana » a décidé de se concentrer sur les quelques aspects de l'*assaut à la ville* qui permettent encore de maximiser

[461] La sensibilité artistique de Rino Gaetano, chansonnier excentrique qui vit pleinement les années 1970 à Rome et qui meurt à 31 ans dans un accident de voiture en 1981, avait su décrire le développement de ce sentiment d'incommunicabilité et de solitude juvénile dès les premiers signes avant-coureurs. Déjà en 1974, il chantait "*Je ne sais pas comment faire/ Je dois en parler, mais avec qui ?/Si jamais quelqu'un arrive à me comprendre/Il sera certainement un autre comme moi"* (Rino Gaetano, *Ad esempio a me piace il sud*), tandis qu'il continuait à remarquer entre 1976 et 1977 que sa propre génération se sentait tragiquement "*seule comme un chien"* (voir : *Mio fratello è figlio unico* et *Escluso il cane*). Cependant, le manifeste par excellence de la crise de la jeunesse des premières années 1980 est la chanson *Siamo solo noi* de Vasco Rossi, qui le 9 avril 1981 arrivait à condenser en quelques verses une réalité dramatique composée de drogue et de désillusion : "*Il n'y a que nous/ceux qui meurent jeunes/[…]/ceux qui n'ont plus rien à dire/ ceux qui peuvent seulement vomir/Il n'y a que nous/ceux qui ne vous écoutent même plus/ […]/ceux qui ne respectent plus rien/ même pas les gens/[…]/ceux qui ne croient plus à rien/ et qui vous trompent toujours/Il n'y a que nous/ceux qui ne font aucune différence entre le diable et la sainteté /[…]/ ceux qui n'ont plus envie de faire/ceux qui ne savent que voler/[…]/ une génération de dérangés/qui n'ont ni des saints ni des héros"*(Vasco Rossi, *Siamo solo noi !,* 1981).

[462] Entre 1980 et 1981, du tronçon principal se détachent la « colonna de Milan » (pour devenir : « Brigate Rosse – Walter Alasia », BR-WA), la « colonna » de Vénétie (qui devient « Brigate Rosse – Colonna 2 Agosto ») et la « colonna » de Naples (qui après avoir fusionné avec le « Front des Prisons », se transforme en « Brigate Rosse – Partito Guerriglia », BR-PG). Ce qui reste de l'organisation originaire, et compacte atour de la « colonna romana » et modifie sa dénomination en « Brigate Rosse – Partito Comunista Combattente », BR-PCC).

[463] Voir : Ruggero Conteduca, *Le Br uccidono*, 8 avril 1981.

le rapport moyens-résultats : garantir la sécurité des camarades dans les prisons, mener la bataille contre le travail au noir et la surexploitation, réaliser des raids contre les forces de l'ordre à chaque fois que la pression policière devient trop forte. Il est évident que, dans un cadre sociopolitique caractérisé par la démobilisation des masses et par la consomption du paradigme de la guerre froide, les ambitions plus proprement révolutionnaires se sont dissolues[464].

En effet, les années 1980 représentent dès le début de la décennie, un tournant pour l'histoire de l'Italie républicaine et par conséquent de sa capitale : dans un rapport d'opposition à la saison post-soixante-huitarde et aux « années de plomb »[465]. Sous la pression d'une image ternie de la « militance », désormais devenue synonyme de violence et de mort, les milieux juvéniles se détournent de l'activité politique au profit des loisirs, tout en remplaçant l'engagement public par la réussite personnelle, les assemblées par la télévision commerciale et les discothèques[466]. Parallèlement, ce processus de démobilisation affecte aussi les couches sociales plus âgées qui après la longue marche effectuée pour reconstruire et moderniser le pays, semblent vouloir profiter pleinement du bien-être atteint et d'une nouvelle phase d'expansion économique[467]. En définitive, comme les commentateurs les plus brillants commencent à noter, la société se confronte à une sorte de « mort des idéologies »[468] : même les catégories traditionnelles de la dialectique politique – qui avaient présidé à la constitution matérielle pendant l'après-guerre – perdent leur centralité. La « Démocratie Chrétienne », pour la première fois dès la création de la République, doit céder le poste de Premier ministre à un autre parti[469], tandis que l'ancienne

---

[464] Voir : Brigate Rosse, *Autointervista*, juin 1981, disponible sur http://www.bibliotecamarxista.org/brigate%20rosse/1981/autointervista%201981.htm.

[465] Voir : Giovanni De Luna, *Le ragioni di un decennio*, cit., pp. 128 et s.. Voir aussi : Monica Galfré, *La guerra è finita. L'Italia e l'uscita dal terrorismo (1980-1987)*, cit.

[466] Ces jeunes nouveaux iront composer quelques années plus tard le mouvement des "yuppies". Pour une idée, voir le film manifeste *Yuppies, i giovani di successo*, de Carlo Vanzina (1986). Pour un regard plus critique et grotesque, voir *Il ragazzo di campagna* de Castellano e Pipolo (1984). Sur la crise du paradigme révolutionnaire auprès de la jeunesse italienne des années 1980, voir : Alessandro Dal Lago, *Fine dell'immaginario rivoluzionario ?,* "Aut Aut", n. 181, janvier-février 1981.

[467] Voir : Guido Crainz, *Il Paese mancato*, cit., pp. 591-593. Pour un regard plus général, voir : Marco Gervasoni, *Storia d'Italia degli anni Ottanta: quando eravamo moderni*, Venezia, Marsilio, 2010.

[468] Voir : Salvatore Sechi, *Manhattan è già qui*, "Il Messaggero", 12 janvier 1982 ; Gianni Vattimo, *Passioni, addio*, "La Stampa", 6 juillet 1984. Voir aussi les films, *La Terrazza* de Ettore Scola (1980); *Sogni d'oro* (1981) et *La messa è finita* (1985) de Nanni Moretti (1981). Parmi les chansons, voir : Giorgio Gaber, *Io, se fossi Dio* (1981) et Franco Battiato, *Cerco un centro di gravità permanente* (1981).

[469] Le 28 juin 1981, le leader du PRI (parti républicain italien, centre) Giovanni Spadolini devient le premier Président du Conseil non démocrate-chrétien de l'histoire républicaine. La DC accepte de passer la main – il s'agit en effet d'un remaniement du gouvernement, sans passage par les élections – pour se soustraire à la pression croissante de l'opinion publique qui devenait de plus en plus hostile au fur et à mesure que les scandales investissaient les membres de ce parti : notamment le « cas Donat-Cattin » (en 1979, le Premier Ministre démocrate-chrétien, Francesco Cossiga, avait favori la fuite en France du leader de « Prima Linea », Marco Donat-Cattin, fils d'un haut dirigeant de la DC, Carlo Donat-Cattin) et « le cas P2 » (en 1981, la magistrature découvre la liste partielle des inscrits à la Loge maçonnique P2, gravement impliquée dans la « stratégie de la tension » et dans le « massacre de la gare de Bologne » : une partie remarquable de ces inscrits

structure duale du Pouvoir (DC et PCI) est d'emblée concurrencée par l'émergence du « craxisme » socialiste[470]. D'autre part, au niveau du positionnement géopolitique, le pays participe au premier rang du processus d'érosion des blocs opposés, hérités des accords de Yalta[471] : Rome, en particulier, devient un des épicentres internationaux de ce bouleversement historique, notamment en raison de l'activité du Pape Jean-Paul II et de la ligne stratégique suivie par le PCI[472]. Pour la capitale, l'entrée symbolique dans cette nouvelle époque, si antithétique à l'après-68, est représenté par l'attentat contre le souverain pontife que le killer turc Ali Agca réalise le 13 mai 1981[473] : c'est le choc provoqué par un tel geste – jugée sacrilège et presque apocalyptique par une société qui au fond est encore imprégnée de catholicisme[474] – qui conduit le gros de la population romaine à vouloir tirer un trait définitif sur les « années de plomb »[475]. Les prodromes de ce refus des citadins contre la violence politique émergent lors de la manifestation du 30 mars 1980, organisée à

---

sont liés directement ou indirectement à la DC). Un rôle important dans ce pas en arrière de la DC est joué par les résultats du referendum sur l'abrogation du droit d'avortement (mai 1981) qui établissent, nonobstant la campagne pour le « OUI » menée par les catholiques italiens, la confirmation de cette loi. Voir : Giacomo Ascheri, *Giovanni Spadolini : prima presidenza laica*, Roma, Edizioni d'Italia, 1988 ; Agostino Giovagnoli, *La crisi della centralità democristiana*, in Simona Colarizi et al. (dir.), *Gli anni Ottanta come storia*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2004, pp. 65-118.

[470] Le « craxisme" » est une expression journalistique entrée dans le langage courant qui définit le comportement idéologico-politique proposé par Bettino Craxi, secrétaire du PSI depuis 1976 et Président du Conseil entre 1983 et 1987 : il s'agit d'un modèle postkeynésien et néogaulliste, fièrement antimarxiste, mais disponible à utiliser l'intégralité de l'arsenal politicien (en termes d'alliances et de compromis) pour garantir la gouvernabilité du pays. Une composante fondamentale de son succès dérive de la capacité d'entrer en rapport étroit avec les nouvelles tendances sociales – du mouvement des yuppies à l'affirmation de la télévision commerciale, en passant par l'européisme : le boom économique de Milan (administrée depuis longtemps par le PSI), propulsé principalement par la montée de l'empire financier de Silvio Berlusconi, représente la vitrine du « craxisme ». Voir : Simona Colarizi et Marco Gervasoni, *La cruna dell'ago. Craxi, il partito socialista e la crisi della Repubblica*, Roma-Bari, Laterza, 2006 ; Daniele Caviglia, *Al governo del cambiamento. L'Italia di Craxi tra rinnovamento e obiettivi mancati*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2014.

[471] À travers sa politique étrangère propalestinienne, ainsi que par la volonté de négocier la disponibilité de son propre territoire à l'installation des missiles de moyenne portée, l'Italie devient un acteur central de la phase finale de la guerre froide en Europe. Voir : Ennio Di Nolfo (dir.), *La politica estera italiana negli anni Ottanta*, Venezia, Marsilio, 2002 ; Leopoldo Nuti, *L'Italia e lo schieramento dei missili da crociera BGM-109 G "Gryphon"*, in Simona Colarizi et al. (dir.), Gli anni Ottanta come storia, cit., pp. 119-154

[472] Au début des années 1980, les deux ennemis jurés, à savoir le Vatican et la direction du parti communiste italien établissent à Rome une étrange entente informelle : au centre de cette convergence s'inscrit la question de « Solidarnosc » (et par conséquent l'attaque à l'impérialisme de Moscou), le syndicat chrétien polonais qui se présente comme la première forme d'opposition de masse au régime dictatorial du Pacte de Varsovie. Si les raisons du soutien du Saint-Siège à « Solidarnosc » son évidentes (un Pape polonais, la nature procatholique du syndicat, la volonté de nuire à la sphère d'influence soviétique) celles du PCI sont plus inattendues et se relient plutôt au projet de « l'eurocommunisme », basé sur la recherche d'un complexe intégration entre les libertés démocratiques occidentales et les idées du socialisme réel. Voir : Partito Comunista Italiano, *Socialismo reale e terza via. Il dibattito sui fatti di Polonia nella riunione del Comitato centrale e della Commissione centrale di controllo del Pci, Roma, 11-13 gennaio 1982. I documenti sulla polemica con il Pcus,* Roma, Editori Riuniti, 1982 ; Antonio Macchia, *Il sindacalismo cristiano: Solidarnosc e la fine della guerra fredda*, Milano, Vita e Pensiero, 2008.

[473] Voir : Ferdinando Imposimato et Sandro Provvisionato, *Attentato al Papa*, Milano, Chiarelettere, 2011.

[474] Voir : *Sgomento nel mondo per un attentato senza precedenti. Il Papa colpito da tre proiettili è molto grave, forse si salverà*, "La Stampa", 14 mai 1981. La racine catholique est tellement profonde qu'elle peut être retrouvée aussi parmi les membres du *parti armé*. Voir : Guido Panvini, *Cattolici e violenza politica : l'altro album di famiglia del terrorismo italiano*, cit.

[475] Voir : *L'emozione di Roma, in piazza per il "no",* "L'Unità", 14 mai 1981.

Place Navona par le parti d'extrême gauche « Democrazia Proletaria » pour stigmatiser les actions du *parti armé* à Rome. Cette fois aussi, c'est un attentat contre une haute figure du catholicisme (Vittorio Bachelet) qui engendre dans la société romaine, un sentiment d'indignation collective. Plus précisément, l'idée à la base de la manifestation est celle de convoquer les restes du « Mouvement » romain pour repérer et entamer un nouveau parcours de militance politique, explicitement antithétique à la pratique de la violence. Les résultats du meeting sont finalement contradictoires – une grande affluence, mais une baisse de participation des jeunes, et une polémique virulente entre les différentes composantes « rouges » portant sur l'interprétation de cette journée : mais pour la première fois, le gros des milieux ultragauchistes de la ville s'est confondu avec le reste de la société dans la bataille contre le *parti armé*[476].

Affiche de convocation pour une manifestation du « Mouvement » contre la répression judiciaire et pour la relance de la contestation antisystème à Rome : réalisée en janvier 1982, la rhétorique de ce document témoigne de la crise irréversible qui a investi un militantisme extraparlementaire lourdement frappé par les « mesures policières d'urgence » et par la transformation radicale du contexte sociopolitique.

Source : Centro di documentazione anarchica – Rome

[476] Voir : Bojan Mitrovic, *Il rifiuto della violenza e la fine del movimento ? Una riflessione agli inizi degli anni Ottanta*, in Giuseppe Battelli et Anna Maria Vinci (dir.), *Parole e violenza politica*, cit., pp. 237-252. Jusqu'à ce moment, en effet, seulement la gauche légaliste participait aux manifestations contre la violence politique, comme ce fut le cas à la suite du « raid de Place Nicosia ». Voir : *L'Unità della città, una solida barriera contro il terrorismo*, "L'Unità", 4 mai 1979.

Dans le cadre de cette mutation rapide du contexte sociopolitique, les seules luttes à maintenir une virulence élevée sont celles concernant la dimension économique : comme l'ont bien montré les chapitres précédents, tandis que les autres fronts de conflictualité urbaine (autodétermination de quartier, luttes étudiantes …) s'épuisent, le monde du travail continue à représenter une source latente d'agitation. L'évolution du cycle néocapitaliste qui est en train de remplacer la production avec la consommation comme facteur primaire de la plus-value impose, en effet, une lourde restructuration du circuit de l'emploi et de la rémunération, moyennant la flexibilité et la précarisation[477]. De ce fait, à côté des barricades instables érigées contre la répression policière, la « colonna romana » focalise ses attaques sur les micro-réalités qui mieux incarnent cette transformation dans la capitale[478]. Par exemple, quatre jours après l'homicide Cinotti (11 avril 1981), des haut-parleurs placés devant quatre hôpitaux de la ville (« San Giovanni », « Forlanini », « Policlinico », « San Camillo ») lancent pendant sept minutes, des slogans contre le travail au noir et la surexploitation, tout en les revendiquant au nom des « Brigades hospitalières – Colonna romana 28 mars »[479]. Quarante jours plus tard, un commando de quatre personnes « jambise » Enzo Retrosi – directeur du Pôle emploi provincial – épinglant un écriteau qui condamne le travail au noir[480]. La même méthodologie est utilisée la semaine suivante pour frapper et mettre au pilori Giuseppe Magagna, coordinateur d'une école technique salésienne qui s'occupe d'introduire dans le monde du travail les jeunes les plus démunis[481]. Le 10 juin, la « colonna romana » vise cette fois la coopérative de factage « Co.Se.Va. » : de nouveau, un panneau au cou d'un employé[482] et une « jambisation », celle du Président de l'entreprise[483]. Cependant, ces actions - qui finissent souvent par affecter des citoyens ordinaires, sans toutefois avoir la moindre incidence sur la restructuration générale du

[477] Voir : Giacomo Becattini et Giuliano Bianchi, *Nuovo ciclo di sviluppo? L'economia italiana degli anni 80*, "Note Economiche", n. 5-6, 1982 ; Ugo Marchese, *Aree metropolitane in Italia – anni 80. Economia e fattori di centralità. Trasporti e movimenti pendolari*, Padova, Cedam, 1989.

[478] Sur la nouveauté de ce front dans la stratégie de la « colonna romana », voir : *La « rincorsa » all'Autonomia*, "L'Unità", 30 mai 1981. Dès lors, la dimension du travail reste la cible privilégiée des cellules brigadistes survivantes dans la capitale : parmi les rares homicides des années 1980 et 1990, le gros des victimes est constitué, en effet, par des économistes (Ezio Tarantelli en 1985) et des juristes en droit du travail (Massimo D'Antona en 1999).

[479] Voir : *Dal registratore voce br in ospedale*, "L'Unità", 12 avril 1981. Pour une analyse plus détaillée, voir : *Perchè le Br entrano in corsia : come nasce e rischia di proseguire la "campagna" terrorista negli ospedali*, ivi, 25 mars 1981.

[480] Voir : Liliana Madeo, *I brigatisti a Roma sparano a direttore del collocamento*, "La Stampa", 23 mai 1981.

[481] Voir : *Br sparano a scuola contro un docente: sanguinosa irruzione in una scuola professionale dei salesiani "contro il mercato del lavoro"*, "L'Unità", 30 mai 1981.

[482] Le panneau récit "*contre la restructuration du travail, contre la mobilité, la sélection et la désagrégation prolétaire opérée par cette coopérative*".

[483] Deux autres employés de la coopérative sont aussi blessés. Voir : *Roma : br feriscono tre impiegati in una cooperativa di trasporti*, "La Stampa", 11 juin 1981.

monde du travail à Rome – passent désormais inaperçues aux yeux des masses populaires, n'étant plus considérées comme des signes spectaculaires d'une plus vaste contestation contre les distorsions et les abus du « système », mais plutôt comme des crimes de droit commun[484]. Cette tentative de relance de la « colonna romana » sur un nouveau terrain d'activité se révèle, de ce fait, un échec et par conséquent le *parti armé* se cantonne à une « guerre de tranchées » désespérée : le 13 juin, la DIGOS capture quatre brigadistes ; leurs camarades encore en liberté réagissent une semaine plus tard en assassinant le chef adjoint du commissariat « Primavalle » (Sebastiano Vinci) et en blessant gravement son chauffeur (Pacifico Votto)[485].

A posteriori, cette date du 19 juin 1981 semble décisive dans le déclin des BR dans la capitale : en premier lieu, car cet homicide est le dernier de la « colonna romana » telle qu'elle avait été créée par Mario Moretti ; en deuxième lieu, puisque dans la même journée se termine le monopole opérationnel de la « colonna » sur le territoire romain, à cause de l'attentat contre Antonio De Vita (avocat défenseur du brigadiste « dissocié » Patrizio Peci) réalisé par l'aile scissionniste des « BR – Partito Guerriglia »[486]. Il s'agit de la matérialisation publique d'une fracture, jusque-là restée cantonnée à l'intérieur de l'organisation, qui témoigne du processus de désagrégation en cours : la capitale voit de ce fait, surgir une dualité étrange, qui met dans le même périmètre urbain deux cellules brigadistes autonomes.

Bien qu'initialement basés seulement à Naples, les BR-PG décident, en effet, de s'installer aussi à Rome pour frapper de près les sièges centraux du pouvoir judiciaire et de l'administration pénitentiaire, qui représentent la cible fondamentale de cette formation scissionniste. La capacité de la « colonna romana » de contrôler le territoire disparait

[484] D'ailleurs, il devient de jour en jour plus compliqué de distinguer la criminalité de droit commun et la violence politique : à la lumière de l'état d'urgence provoqué par l'activité des groupes subversifs, les autres acteurs sociaux qui opèrent au dehors de la légalité (organisations mafieuses, bandes de braqueurs, cartels de la drogue, gangsters …) « déguisent » leurs actions avec des attributs propres aux idéologies révolutionnaires, pour compliquer le travail des enquêteurs. La première partie des années 1980 voit, en effet, se produire une superposition extraordinaire de différentes typologies de grande délinquance : les derniers feux du *parti armé*, les « guerres de mafia » (Camorra : 1979-1984 ; Cosa Nostra : 1981-1982, qui porte aussi à l'homicide du Général Carlo Alberto Dalla Chiesa, passé entretemps de la lutte au terrorisme à l'antimafia), l'explosion du phénomène des « enlèvements » (kidnappings aux dépenses de riches rejetons du Nord de l'Italie, opérés principalement par des bandes de Sardaigne, de Calabre ou de tsiganes, afin d'obtenir des rançons milliardaires), les gangstérismes de la « Banda della Magliana » et de la « Mala del Brenta ». Voir : Giacomo Canepa et Tullio Bandini (dir.), *Città e criminalità : ricerca sul rapporto tra criminalità, controllo sociale e partecipazione*, Milano, FrancoAngeli, 1984. Pour un focus sur Rome, voir : Maurizio Fiasco (dir.), *Rapporto sulla criminalità nel Lazio: ricerche, riflessioni, proposte*, Roma, Consiglio Regionale del Lazio, 1990.

[485] Voir : *Vinci ha cercato di reagire, lo hanno colpito sei volte*, "La Stampa", 20 juin 1981.

[486] Voir : *A Roma uccidono vicequestore poi sparano un avvocato di Peci*, "La Stampa", 20 juin 1981.

idéalement le 3 août 1981, quand son appel à la « clémence révolutionnaire »[487] en faveur de l'otage Roberto Peci – retenu prisonnier dans la périphérie orientale de Rome par les BR-PG – est totalement ignoré[488]. La nouvelle contre-offensive des forces de l'ordre - qui veulent d'un côté étouffer dans l'œuf le projet intimidateur contre les « dissociés » et de l'autre empêcher aux BR–PG de rallumer le feu dans la capitale[489] - donne le coup de grâce au *parti armé* de la ville. Le 5 janvier 1982, les deux lieutenants romains du groupe de Senzani (Stefano Petrella et Ennio Di Rocco) sont capturés. Le lendemain – témoignant le désarroi, par instants schizophréniques, qui marque le comportement brigadiste en ces moments de crise - la « colonna romana » tente sans succès de kidnapper le vice-commandant de la DIGOS (Nicola Simone), tout en justifiant cette action comme une « hypothèque sur la sécurité personnelle » des deux arrêtés[490]. Comme le remarque le journaliste Nicola Rao,

> initialement la division de l'antiterrorisme pense à des représailles pour les arrestations de Petrella et Di Rocco […]. Mais peu après, un appel au quotidien « Giornale d'Italia » éclaircit les idées aux enquêteurs : « Ce sont les Brigades Rouges – Parti Communiste Combattant à l'appareil. Nous revendiquons l'attentat contre Nicola Simone […]. Malheur à ceux qui touchent Petrella ». Donc, ce ne sont pas les hommes de Senzani mais les disciples de Moretti, qui ont tiré sur Simone, et ont encore de l'affection pour Petrella, en raison de l'ancien militantisme commun[491].

[487] Le 23 juillet 1981, la « colonna romana » diffuse un tract qui invite les geôliers de Roberto Peci à le relâcher. Les BR – PG réagissent en sortant deux jours après la déclaration officielle de la condamnation à mort de l'otage. Voir : *Le br annunciano « Uccidiamo Peci »*, "La Stampa", 1er août 1981.

[488] Roberto Peci est le frère de Patrizio, haut dirigeant brigadiste de la "colonna" de Turin qui, devenu le premier grand « dissocié », a été condamné à mort par tout le *parti armé* italien. Roberto Peci est kidnappé le 10 juin 1981 et tué le 3 août, afin de réaliser une vendetta transversale contre Patrizio. Le leader des BR-PG, Giovanni Senzani, décide de donner une connotation fortement symbolique et évocatrice à cette opération : tout comme dans l'affaire Moro, la période de captivité est fixée en 55 jours, le lieu de détention est inscrit dans la capitale et l'homicide est effectué à travers une rafale de 11 coups. En plus, pour la première fois dans l'histoire de l'Italie républicaine, le « procès prolétaire », ainsi que l'exécution sont filmés et diffusés. Senzani est, en effet, un ancien criminologue – un des plus importants du pays – et ses compétences le portent à comprendre avant les autres le danger représenté par l'instrument juridique de la « dissociation » : il essaie, par conséquent, de lancer à la totalité de l'extrême gauche italienne, le message d'intimidation le plus brutal et horrifiant, en répliquant les répertoires utilisés habituellement par la mafia pour maintenir le mur de l'omerta autour d'elle. Voir : *I brigatisti hanno ucciso Peci in un immondezzaio*, "La Stampa", 4 août 1981. Voir aussi : Giorgio Guidelli, *Operazione Peci. Storia di un sequestro mediatico*, Urbino, Quattro Venti, 2005.

[489] Voir : Lorenzo Del Boca, *Si è perso un anno con i terroristi. Il partito armato ora serra i ranghi*, "La Stampa", 22 juin 1981.

[490] Voir : Giuseppe Fedi, *Terroristi sparano al vicecapo della Digos*, "La Stampa", 7 janvier 1982.

[491] Nicola Rao, *Colpo al cuore*, cit., p. 69.

Le destin du « Partito Guerriglia » est toutefois scellé : grâce aux tortures[492] infligées à Petrella et Di Rocco[493], la police découvre la structure interne, l'implantation territoriale et l'identité des membres. Le 9 janvier, suite à une irruption nocturne dans trois bases situées au quartier « Collatino », la division antiterrorisme arrête dix dirigeants – parmi lesquels le leader suprême Giovanni Senzani – et confisque un véritable arsenal[494]. Son contenu – six missiles, un bazooka, un lance-roquettes – et ses possibilités (assauts contre les sièges de la DC pendant les assemblées de parti, évasion de masse des prisons de haute sécurité, assassinat des magistrats) à la lumière du processus de démobilisation et de pacification sociale en cours, met en exergue le niveau de déconnexion des BR-PG par rapport à l'esprit de la ville : la défaite de cette aile brigadiste n'est donc pas tant militaire que politique, conséquence d'une stratégie peu adaptée [495]. Un décalage historique dont les BR-PCC semblent au contraire être conscientes, notamment après la cinquantaine d'arrestations que la « colonna romana » essuie en février 1982[496] : le 18 mars, en effet, les dirigeants détenus, défenseurs de cette ligne opérationnelle élaborent un document fondamental qui propose la « retraite stratégique » de tout le *parti armé*, au vu de la dégradation du contexte. D'après la rhétorique brigadiste, l'institutionnalisation officielle de la « torture d'État » à la suite de l'affaire Dozier[497] et le retour en force de l'hégémonie bourgeoise sur la société imposeraient le blocage temporaire des activités offensives et un travail de reconsolidation au sein des masses prolétaires.

---

[492] Voir : Maria Rita Prette (dir.), *Le torture affiorate,* cit., p. 42; Antonella Colonna Vilasi, *Il terrorismo,* cit., p. 138; Nicola Rao, *Colpo al cuore,* cit., p. 62.

[493] À cause de ses confessions, qui portent à la capture d'un grand nombre de militants des « BR-PG », Ennio Di Rocco est assassiné par ses anciens camarades le 27 juillet 1982 dans la super-prison de Trani. Voir : *La decisione di uccidere Di Rocco presa nell'aula del processo Moro? Il brigatista assassinato nel carcere di Trani perché aveva "tradito"*, "La Stampa", 30 juillet 1982.

[494] Dans la base qui héberge Giovanni Senzani, les policiers trouvent 40 millions de lires, un paquet de dossiers sur une douzaine de célébrités nationales, armes lourdes, plans d'actions et les registrations du « procès prolétaire » contre Roberto Peci. Voir : Giuseppe Zaccaria, *Preso Senzani, cervello delle Br, con altri dieci terroristi a Roma*, "La Stampa", 10 janvier 1982.

[495] Voir : Giuseppe Zaccaria, *Senzani preparava un assalto alla sede dc dell'Eur*, "La Stampa", 13 janvier 1982.

[496] Voir : *Un capostazione e sindacalisti tra i fiancheggiatori delle Br*, "La Stampa", 5 mars 1982.

[497] La "colonna" de Vénétie – qui depuis quelques temps était dirigée par des militants romains émigrés, tels qu'Antonio Savasta et Emilia Libera – enlève le 17 décembre 1981 le général américain (James Lee Dozier) qui est à la tête des forces de l'OTAN en Europe méridionale, basées à Vérone. La gravité de cette action – c'est la première fois qu'un groupe subversif arrive à toucher un haut officier de l'OTAN, de plus appartenant à l'armée des Etats-Unis – associée à la peur de revivre le cauchemar de l'opération Moro, portent le gouvernement italien à autoriser l'utilisation de la torture contre les brigadistes détenus afin de repérer la « prison » et de sauver l'otage. Grâce aux informations extorquées de cette manière, le général Dozier est en effet libéré le 28 janvier 1982 par un blitz des équipes d'assaut. Le même traitement est réservé aux brigadistes capturés lors de l'irruption : les aveux d'Antonio Savasta se révéleront décisifs pour compléter la campagne d'arrestations contre le parti armé dans les mois suivants. Voir : Pierluigi Buffa, Il rullo confessore, "L'Espresso", 28 février 1982 ; Giovanni Bianconi, *L'ex commissario e il caso Dozier: "Così torturammo i brigatisti"*, "Corriere della Sera", 6 janvier 2013; Sentence de la Cour de Cassation n. 1130 du 26 novembre 2013.

> Les derniers évènements ont montré la mutation de l'affrontement de classe dans notre pays. Il faut donc prendre conscience qu'une phase s'est définitivement terminée avec la victoire de la bourgeoisie impérialiste. Le devoir des révolutionnaires est de tirer des leçons des défaites pour mener de façon gagnante la guerre de classe dans les métropoles, qui représentent le centre de l'offensive contre-révolutionnaire […]. La bourgeoisie impérialiste veut montrer l'impossibilité de la guérilla et pour ce faire elle fait appel aux pires bestialités : elle a élevé la qualité de son propre système de pouvoir en introduisant la torture. […] L'avant-garde doit donc apprendre à pratiquer la RETRAITE STRATÉGIQUE : se retirer au sein des masses et y constituer le système de pouvoir prolétaire armé, intégrant intelligemment le travail illégal dans le légal, en portant finalement aux extrêmes conséquences la nature réelle de la démocratie bourgeoise […]. La torture sert à […] accréditer médiatiquement l'image des Brigades Rouges comme des gens qui […], une fois capturés, collaborent […], mais sert aussi à inspirer de la méfiance au sein des masses, à détruire la volonté et les expériences d'auto-organisation […], à présenter les Organisations combattantes communistes comme un corps étranger à la classe, leur pratique comme étrangère aux traditions de la lutte des classes. […] Camarades, nous laissons volontairement ouvertes toutes ces thématiques afin d'ouvrir une confrontation collective sur l'unité de tous les communistes et sur l'unité des masses[498].

L'imbrication entre impasse stratégique et répression quotidienne d'un côté[499], le reflux généralisé dans le privé[500] et la dégénérescence des organisations subversives en gangstérisme[501] de l'autre, ont finalement permis la sortie des « années de plomb » à

---

[498] Brigate Rosse per la costruzione del PCC, *A tutto il movimento rivoluzionario*, 18 mars 1982, "Controinformazione", n. 23, avril 1982. Pour ce qui est du point de départ de cette reflexion, voir : Alberto Franceschini et Renato Curcio, *Gocce di sole nella città degli spettri*, suppl. à "Corrispondenza internazionale", VII, n. 20-22, juillet 1981-février 1982.

[499] Les forces de l'ordre continuent sans cesse de repérer et d'arrêter des membres du *parti armé* à Rome : le 3 avril 1982, par exemple, les carabiniers capturent 35 personnes, dont 24 liées aux BR-PCC ; les blitz du 31 mai, 17 novembre, 7 et 14 décembre portent à l'arrestation de 5 hauts dirigeants de la « colonna romana » : Marcello Capuano, Luigi Novelli, Marina Petrella, Sandro Padula et Maurizio Di Marzio.

[500] L'historien Silvio Lanaro repère dans le « scepticisme culturel » de la nation italienne un des facteurs décisifs pour expliquer cette démobilisation de la société : plus que la conscience démocratique du pays, "*à couper l'oxygène aux terroristes, à assécher l'étang dans lequel ils devraient se tapir*" aurait pesé"*l'inconfort apathique envers tous les fanatismes […], l'inclination constante – typique d'un peuple qui a expérimenté tout le pire dans son histoire – à attendre patiemment la fin de la nuit et le retour du jour*", in Silvio Lanaro, *Storia dell'Italia repubblicana*, cit., p. 458.

[501] Les actions deviennent, de jour en jour, plus déconnectés d'un projet organique de propagande : voir dans ce sens les attentats réalisés par les « Nuclei per il potere proletario armato » - nés des cendres des BR-PG – contre les surveillantes pénitentiaires de Rebibbia, Giuseppina Galfo (3 décembre 1982, qui reste

Rome[502]. Le geste symbolisant ce tournant historique arrive le 30 septembre 1982, quand 51 « détenus rouges » de Rebibbia[503] se décident à reconnaitre la défaite militaire du *parti armé* dans la capitale, en lançant un appel aux institutions républicaines pour trouver une « solution politique à la « cicatrice des années de plomb ».

> Nette, sans malentendu, c'est la frontière qui sépare aujourd'hui la continuation de la logique de la guerre et la volonté d'être de nouveau présents dans un processus de transformation. La divergence entre mouvements sociaux, instances de transformation […] et lutte armée est désormais radicale et définitive. […] Le moteur de l'évolution sociale n'est plus incarné par la lutte armée et donc la défaite de la lutte armée ne comporte pas la défaite de ce moteur ; ni la « dissociation » de la lutte armée implique la « dissociation » de ce moteur. […] Le pacte que nous proposons […] est l'acceptation d'une perspective réformiste, composée […] de luttes qui ne sont pas enfermées dans les enceintes de la prison, mais qui s'innervent profondément dans le tissu social. […] La majorité des détenus politiques […] peut réaffirmer […] la défense intransigeante de la vie humaine contre les homicides d'État et contre la culture politique de l'homicide et de la terreur. Donc, il s'agit d'un effort contre la barbarie, pour la réinsertion active d'une génération politique dans les processus de transformation sociale[504].

Comme la structure singulière de la ville avait contribué à fomenter un phénomène de subversion armé – puissant et profond, comme nulle part ailleurs en Europe occidentale, au point d'arriver à mettre en question le monopole de la violence légitime de la part de l'État – ainsi c'est un évènement unique et particulier à en marquer la fin. C'est en effet la visite à Rebibbia d'un Pape rescapé d'un attentat, disponible à confesser son propre agresseur, tel

---

paralysé à cause des blessures) et Germana Stefanini (28 janvier 1983, kidnappée et exécuté à la suite d'un « procès prolétaire »). Ce dernier homicide est durement condamné même par les détenues de la prison. Voir : *Per Rebibbia subito in piazza, sciopero anche in carcere*, "L'Unità", 30 janvier 1983.

[502] Sur le plan national, l'évènement emblématique qui marque le commencement d'une nouvelle saison, le pays est, selon plusieurs commentateurs, la victoire inattendue à la Coupe du Monde de football (11 juillet 1982) : en effet, l'envie collective de sortir finalement du tunnel des « années de plomb » contribue à faire de cet exploit sportif un moment de véritable catharsis sociale. Voir : Guido Crainz, *Il Paese mancato*, cit., pp. 589-591. Très intéressantes et pertinentes, les recherches menées dans cette période par le psychologue Gabriele Calvi, voir : Gabriele Calvi, *Atteggiamenti degli italiani verso la violenza politica e il terrorismo*, in Id. et Massimo Martini (dir.), *L'estremismo politico : ricerche psicologiche sul terrorismo e sugli atteggiamenti radicali*, Milano, FrancoAngeli, 1982.

[503] Expression de plusieurs « âmes » du *parti armé* : notamment GC, UCC aux BR-PCC.

[504] *La soluzione politica per una "generazione". Il documento dei 51*, "Il Manifesto", 30 septembre 1982. Sur les réflexions de ces détenus politiques, voir : *Do you remember revolution ? Proposta di lettura storico-politica per il movimento degli anni Settanta*, "Il Manifesto", 20 février 1983 ; Ernesto Balducci, *L'Io diviso dei terroristi*, "L'Unità", 23 août 1984. Voir : Isabelle Sommier, *Repentir et dissociation : la fin des années de plomb en Italie ?* "Cultures & Conflits", n. 40, 2000, pp. 43-61.

que Jean-Paul II[505], à légitimer la proposition de réconciliation adressée à Rome, en tant que double capitale du pays et de la chrétienté, par le gros des « prisonniers politiques ». En effet, l'énorme prestige de ce pontife – qui touche aussi les détenus d'extrême droite, en les poussant à adhérer, étonnamment, à l'appel lancé par les « rouges »[506] - permet de canaliser l'attention de la ville et de la nation sur la nécessité de trouver une « solution politique » à la tragédie des « années de plomb »[507]. Nonobstant la persistance d'un tout petit noyau résiduel de *parti armé,* qui survivra péniblement jusqu'à la fin de la décennie, un pont pour dépasser concrètement la longue saison de la violence et du terrorisme est jeté ce jour-là[508].

Institut pénitentiaire de « Rebibbia », 27 décembre 1983 : la rencontre entre Jean-Paul II et Valerio Morucci, figure fondamentale pour le déploiement de la violence subversive à Rome et représentant du « Mouvement des détenus politiques pour la dissociation de la lutte armée ».

Source : Daniele Repetto (dir.), *Il clandestino è finito ?,* cit.

[505] Voir : Marco Tosatti, *Oggi il Papa abbraccia Alì Agca*, "La Stampa", 27 décembre 1983. À la figure du Pape fait pendant celle du Président de la République, Sandro Pertini (élu en 1978), dont le style très peu conventionnel, la réputation d'homme irréprochable, le prestige pour son passé de combattant antifasciste et l'attention constante aux besoins des jeunes et des démunis, deviennent une arme formidable de redressement de la cohésion nationale. Voir : Stefano Carretti et Maurizio Degl'Innocenti, *Pertini e la bandiera italiana*, Manduria, Lacaita, 1998.

[506] Voir : *I detenuti politici, Lettera aperta al Papa Giovanni Paolo II° in occasione della sua visita al Carcere di Rebibbia N.C., in data 27/12/1983*, in Daniele Repetto (dir.), *Il clandestino è finito? Contributi per un dibattito su terrorismo e soluzione politica*, Roma, AdnKronos, 1984, pp. 161-164.

[507] Voir : *Targa d'oro dei detenuti al Papa: "in ricordo di un giorno felice"*, "La Stampa", 28 décembre 1983

[508] Pour ce qui est de ce parcours de réconciliation nationale voir les documents cités dans : Daniele Repetto (dir.)*, Il clandestino è finito?,* cit.; Pour une reconstruction historiographique qui met en exergue le rôle décisif joué par l'Église dans ce processus de "réinsertion sociale", voir : Monica Galfré, *La guerra è finita*, cit.; Guido Panvini, *Cattolici e violenza politica,* cit., pp. 383-386.

Conclusions

À l'issue de cette étude, il semble possible d'affirmer que la prise en compte de la singularité urbaine de Rome permet de mieux comprendre le développement de la violence politique, non seulement dans la capitale d'Italie, mais plus largement dans l'Italie républicaine. En nous inscrivant dans le récent sillage historiographique consacré à la dimension métropolitaine de la conflictualité armée, nous avons tenté de reconstruire la relation entre territoire urbain et la mise en œuvre d'une violence subversive, souvent à caractère meurtrier et terroriste. Il s'agissait pour nous à la fois de faire ressortir les particularités de la violence politique déployée à Rome dans l'après-68 et, en même temps, d'attribuer la juste proportion au « poids » de la capitale dans le déploiement à l'échelle nationale de la « stratégie de la tension » (1969-1974) et des « années de plomb » (1975-1982).

Les facteurs de division caractérisant la structure, le tissu et l'ambiance de Rome, comme on l'a vu dans la première partie, sont en place dès le début de l'époque républicaine (1946). Il s'agit des clivages fondamentaux sur lesquels s'implantent ensuite, au lendemain du *boom économique* de 1958-1963, les processus de radicalisation qui accompagnent les multiples luttes revendicatives - dans les domaines du quartier, du travail, des écoles et de l'Université - engendrées par une modernisation de la capitale brutale et déséquilibrée : nous espérons avoir mis à jour cette dynamique dans la deuxième partie. Les différentes « expériences d'antagonisme » muries au sein de cette vaste contestation sociale, servent finalement d'incubateurs où une partie de la militance extraparlementaire romaine, issue de la mobilisation soixante-huitarde, s'est initiée à différentes pratiques subversives. Entre *illégalité de masse* et *guérilla clandestine*, les groupes armés feront payer un lourd tribut de sang à la capitale durant la décennie 1970.

Cette recherche s'est donc engagée dans la reconstruction d'un cadre historique global, mettant en connexion diachronique les faits et les dynamiques internes à la ville (d'ordre social, économique, culturel, idéologique, politique et urbanistique) avec le système étatique centré à Rome – marqué par les pressions de la « guerre froide », les lourdes séquelles de la dictature fasciste et de la guerre civile, la fragilité gouvernementale et le manque de cohésion nationale – le long des années de la modernisation et de l'entrée dans la société d'abondance en Italie.

a) Les bases structurelles de la conflictualité romaine : la mauvaise urbanisation et la polarisation excessive du spectre politique

Au lendemain du conflit mondial, en effet, Rome se retrouvait à affronter la mission de capitale du nouvel État démocratique dans une condition de crise chronique, aussi bien sur le plan matériel que symbolique et représentatif. Certains éléments propres à sa singularité – tels que la fonction de capitale d'un pays atlantiste placé sur la frontière méditerranéenne du bloc capitaliste, l'ingérence du Vatican, le manque d'une véritable épuration antifasciste dans les postes à responsabilité, l'expérience controversée de la Résistance romaine, la faiblesse de l'appareil industriel et la prééminence de la rente foncière dans la production de la richesse – empêchaient, en fait, de composer l'hérédité lourde, et souvent mythifiée, de la grandeur passée avec les nouveaux défis du néocapitalisme et les exigences du « rideau de fer ».

La polarisation extrême du système politique issu de la complexe transition de la dictature à la République parlementaire[1], contribuait d'ailleurs à rendre encore plus instable la situation de Rome. Deux grands partis aux tentations universalistes et farouchement hostiles - la « Démocratie chrétienne » (DC) et le parti communiste italien (PCI) – qui atteignent les trois cinquièmes de l'électorat, auxquels s'ajoute l'activisme d'un regroupement néofasciste (MSI) capable de dépasser constamment le 10% des voix[2] : ce qui bloque en amont toute possibilité de dialogue et de collaboration constructive en ville. Il s'agit, en effet, d'une dialectique essentiellement impossible entre deux forces politiques « antisystèmes », en raison de leur incompatibilité idéologique avec le modèle européen occidental[3], et un rassemblement centriste-catholique qui contrôle de façon opportuniste et clientéliste, et sans interruption de 1947 à 1976, le gouvernement de la ville, en menant une politique conservatrice et procléricale. Un contexte partiellement simplifié seulement par la chape bipolaire qui oblige les néofascistes à opter pour le camp atlantiste, au nom de la croisade antimarxiste et antisoviétique : un choix que la DC encourage, en ouvrant plusieurs fois

[1] Ensanglantée par l'occupation militaire étrangère (1943-1944) et caractérisée par une lutte de Libération spontanéiste, dépourvue d'une claire hégémonie idéologique.

[2] Le double de la moyenne électorale tenue dans le reste du pays.

[3] D'un coté, le PCI anticapitaliste, antiaméricain et étroitement lié à l'URSS ; de l'autre, le M.S.I. formellement « inconstitutionnel » en raison de son rappel explicite à l'ancien parti national fasciste (PNF) dont la reconstitution et l'apologie sont considérées illégales par le code pénal de la République italienne.

l'administration communale au MSI en échange de soutien extérieur[4], malgré le caractère explicitement antifasciste de la nouvelle Constitution républicaine. Cette entente instrumentale se joue sur une actualisation « maccartiste » du traditionalisme réactionnaire, qui avait déjà servi de base pour le « Concordat » de 1929 entre l'État fasciste et le Vatican, et se consolide dans les « couloirs » de l'administration publique où les anciens dirigeants fascistes survécus à la faible épuration s'amalgament avec les nouvelles promotions démocrates-chrétiennes. La seule hypothèse d'une affirmation de la gauche « matérialiste et athée » à Rome – à la fois capitale de l'Italie alliée des Américains et berceau mondial de la foi catholique – suffit, en effet, à pousser les démocrates-chrétiens locaux, étroitement liés à la bureaucratie vaticane, vers des positions antimodernistes et très éloignés de la stratégie modérément réformiste proposée par leur parti à l'échelle nationale.

De l'autre côté, ce rapprochement consolide la perception communiste d'une continuité structurelle entre l'ancienne dictature mussolinienne et le nouveau pouvoir démocrate-chrétien, induisant la section romaine du PCI à maintenir sa base militante dans un état de mobilisation permanente contre les velléités autoritaires présumées des classes dominantes unies autour de la « Chair de Saint Pierre ». En effet, nonobstant la primauté électorale - déterminée par un consensus supérieur à 30% des voix - les communistes n'avaient pas réussi dans les premières années d'après-guerre à prendre le contrôle de Rome, en raison du véto opposé par les autres partis à une éventuelle « administration rouge » de la capitale[5]. Dès lors ils s'étaient retrouvés pendant trente ans dans l'opposition.

S'accusant mutuellement d'être des ennemis du peuple et de la nation (en tant que nouveaux fascistes ou agents de l'impérialisme soviétique), ces deux antagonistes politiques se constituent alors « en opposition » l'un par rapport à l'autre, en finissant par engendrer un phénomène de discrimination croisée au sein du tissu romain. D'un côté, une « société intégrée dans le système néocapitaliste » qui sous le guide des démocrates-chrétiens tente d'ériger une digue traditionaliste et maccartiste pour « proscrire les rouges » de la machine institutionnelle ; de l'autre, une « contre-société » des exclus, des dissidents et des opprimés, qui serrent les rangs autour de l'appareil communiste, en le considérant comme une sorte de « tribunat de la plèbe » moderne. En termes plus strictement « politiciens », les sections citadines de la DC et du PCI

[4] 1947-1952 et 1958-1960.

[5] Concrétisé par la décision démocrate-chrétienne de former en 1947 une « junte » d'extrême droite avec les « renégats » néofascistes et monarchistes.

deviennent les bases d'une sorte de « guerre civile froide »: ce qui détermine pendant les trois premières décennies républicaines un processus de « répudiation réciproque » qui entrave la démocratie à Rome.

Dans l'impossibilité de poursuivre une stratégie marxiste « orthodoxe » - fondée sur la classe ouvrière taylorisée et sur la « mémoire héroïque de la Libération rouge » - en raison de l'exigüité du secteur industriel de la ville et de la nature hétérogène de la Résistance romaine, les communistes romains ne tentent pas moins dès le début de l'époque républicaine, d'installer un « foyer de lutte » au cœur de la capitale clérico-fasciste par excellence. D'autre part, avec son économie parasitaire - basée encore sur la spéculation foncière et sur l'assistanat étatique – et son identité nostalgique d'une grandeur révolue, Rome reste pour les communistes une ville fondamentalement étrangère, prémoderne et sous domination clérico-bourgeoise. En fait, durant les années de la reconstruction et de la relance, quand la gauche romaine est politiquement en minorité, le PCI cherche refuge dans les périphéries pauvres, notamment dans les banlieues ghettoïsées (« borgate »), construites par le fascisme afin d'accueillir les gens expulsés du centre historique pour des raisons urbanistiques ou politiques. La tradition antiautoritaire née par réaction aux prévarications du régime et des nazis, l'esprit de communauté déterminé par la configuration villageoise, la solidarité collective stimulée par les mauvaises conditions de vie, l'exigence d'une assistance mutualiste en mesure de compenser l'effacement des services étatiques, l'absence de notables démocrates-chrétiens – habituellement résidents dans les zones moins dégradées de la ville – font de ces marches métropolitaines un terrain favorable à l'implantation d'un parti antisystème et à vocation populaire. Le PCI trouve dans les « borgate » un espace qui se prête bien à une « colonisation politique » : le gros de la population est composé, en effet, par des couches sous-prolétaires qui ne forment pas un tissu cohérent, mais qui se reconnaissent tout de même en tant que laissés pour compte. Dans la situation peu favorable des années 1950, cette « masse inconsciente » devient pour les communistes romains – malgré la méfiance profonde que le marxisme a toujours nourrie envers le *lumpenprolétariat* - la seule possibilité d'agrandir une « base populaire » trop restreinte.

D'ailleurs, le PCI est bien conscient que sans une mutation radicale de l'organisation urbaine, la fragmentation et l'abrutissement du prolétariat romain continueront à représenter une obstruction insurmontable pour l'affirmation du communisme dans la *ville éternelle*.

De façon spéculaire, le monde conservateur de la capitale interprète le manque d'une concentration ouvrière massive, la dispersion géographique des classes salariées et la

prépondérance numérique du fonctionnariat publique dans la population active, comme une sorte de « garantie naturelle » contre la pénétration des idées et des forces de gauche. Du coup, à travers les dimensions de la « représentation politique » et de la « composition des classes », le conflit idéologique qui déchire Rome finit par prendre une dimension territoriale. Les traditionalistes gravitant autour de la « Démocratie chrétienne » prônent le maintien du *statu quo*, dans une capitale administrative, alimentée par le budget étatique et par l'expansion immobilière, la conservation de la singularité de la « ville sacrée et bourgeoise » ; les modernisateurs liés au parti communiste préconisent, en revanche, un vaste programme d'industrialisation destiné à faire de Rome une « capitale sécularisée et standardisée », associant à la primauté politique celle de l'économie. Au cours des années 1950, les « deux sociétés » romaines se livrent une bataille sans merci autour du nouveau plan d'urbanisme (PRG) et de mesures extraordinaires destinées au secteur secondaire de la ville : les communistes en demandant obstinément de reconfigurer totalement la structure de la ville et les démocrates-chrétiens en ignorant habilement tout projet de réforme.

La capacité de résister aux pressions et aux polémiques permet finalement à la DC. de laisser libre cours aux tendances urbanistiques préexistantes, pour capitaliser en termes clientélistes électoraux les avantages liés à une urbanisation non contrôlée dans tous ses aspects négatifs : « gentrification » du centre et la massification dégradante des périphéries ; accroissement des bidonvilles et des constructions abusives ; accélération de l'activité spéculative des grandes sociétés de construction (surtout celles liées au Vatican) qui faussent le marché immobilier, en remplissant aveuglément et abusivement le territoire par d'énormes complexes résidentiels, incapables de satisfaire une demande sociale orientée notamment vers l'habitat populaire ; le manque d'un pôle industriel adéquat à l'importance de la ville.

La permanence de cette distorsion structurelle durant la période fondatrice de la démocratie républicaine, porte à la « cristallisation » du clivage urbain opposant les « deux sociétés » de la ville. Minée par tous ces problèmes d'aménagement - aggravés par des phénomènes graves de corruption, de clientélisme et d'autoritarisme qui affaiblissent la culture administrative des élites citadines, et par une dépendance excessive de la Mairie envers les dynamiques des institutions étatiques et du gouvernement national - Rome n'arrive pas à se mettre au diapason du *miracle économique*. Rome conserve dans le deuxième après-guerre la réputation de centre arriéré, conservateur et purement bureaucratique. En définitive, une capitale moralement inachevée et économiquement parasitaire, qui semble se développer plus comme une

mégalopole du Moyen-Orient que comme une métropole européenne : en l'absence d'une intervention concrète en matière urbanistique de la part des premières administrations démocrates-chrétiennes - et sous la pression d'une croissance démographique extraordinaire[6] - les axes de développement traditionnels basés sur la massification sauvage et malsaine des périphéries, ainsi que sur l'expansion spéculative du tissu urbain, atteignent leur paroxysme.

Au début de 1960, la capitale commence alors à « territorialiser » la distribution spatiale des inégalités sociales, en établissant une corrélation toujours plus étroite entre la classe d'appartenance, la localisation géographique, les conditions de vie et l'accès aux biens et aux services. Les « deux sociétés » antagonistes deviennent ainsi « deux citadelles ennemies » en lutte permanente au sein de la même métropole : une « ville haute » bien entretenue, modernisée, à mi-chemin entre le touristique-monumental et le résidentiel, directement liée aux sources de la richesse et de l'administration publique ; contre une « ville basse » dégradée, insalubre, hors-norme, surpeuplée, mal reliée au reste de la ville, soumise chroniquement aux plaies du chômage et de l'exploitation, totalement exclue des processus décisionnels qui concernent la gestion de l'intérêt général.

---

b) Les facteurs conjoncturels de radicalisation apparus au lendemain du « boom économique » : les luttes sociales pour l'amélioration des conditions de vie dans les « borgate »

Ensuite, nous avons mis en exergue l'impact « catalyseur » des transformations socioéconomiques et culturelles engendrées par le *boom économique* de 1958-1963 : sécularisation, affirmation du consumérisme et de la communication de masse, dégradation des valeurs traditionnelles, affaiblissement des institutions familiales et des attributs d'autorité, formation d'une culture progressiste et hédoniste, mécanisation et robotisation du travail, métropolisation du tissu urbain.

En premier lieu, on a focalisé l'attention sur la reconfiguration du système politique romain qui trouve au début de la décennie 1960, un équilibre nouveau, mieux adapté à la sensibilité et aux attentes d'une société « en marche » vers la modernité occidentale. Après les révoltes populaires dramatiques de juillet 1960 – qui avaient obligé le

[6] Entre 1951 et 1961, la population romaine augmente de 500 000 unités.

Président du Conseil démocrate-chrétien, Fernando Tambroni, à démissionner, la DC comprend que l'entente « clérico-fasciste » n'est plus praticable dans un pays désireux de « démocratisation réelle » de la République. De ce fait, sans trop de scrupules, la « Démocratie chrétienne » inaugure, en 1962, la formule de « centre gauche » avec un acteur progressiste et profondément antifasciste, telle que le parti socialiste, sur la base d'un programme réformiste et technocratique. Il s'agit d'un tournant stratégique qui augmente encore plus la polarisation du spectre romain, en remettant hors système la troisième force politique de la ville, le MSI, et surtout en arrachant au PCI le seul allié qui avait partagé, jusque-là, l'effort d'une « opposition rouge et anticapitaliste ». Isolé, mais représentant néanmoins près d'un quart de la population romaine - le PCI réagit en contre-attaquant, par une réorganisation « offensive » de ses facteurs de mobilisation de masse, de ses répertoires protestataires et de ses modalités d'installation territoriale, finissant par creuser davantage le clivage entre la « contre-société rouge » et le reste de la capitale. À son niveau historique le plus bas (22% aux élections municipales de 1962), la section romaine du parti communiste estime ne plus pouvoir rester sur la défensive. L'arrivée d'un nouveau secrétaire politique (1964) - qui établit une césure historique par rapport aux 37 années de leadership de Palmiro Togliatti – contribue à faire évoluer la stratégie: ce qui avait été considéré jusque-là comme un phénomène réactionnaire (le caractère spéculatif et parasitaire de l'économie citadine) devient un attribut de la modernité néocapitaliste (la création d'un circuit consumériste à travers la financiarisation de la rente foncière) ; tandis que la bataille pour l'industrialisation est remplacée par une prise en compte globale des « conditions du travail salarié » dans le cadre des « restructurations post-tayloristes » du marché et de la « massification » incessante du fonctionnariat public. Désormais, il s'agit de « normaliser » les problématiques de la capitale, de sortir de la « question romaine » et de repenser la situation romaine avec d'autres paramètres tels que les retards structurels du sud d'un pays investi par un processus inégal de développement national (« question méridionale »). En définitive, au lieu de la stigmatiser, le parti communiste accepte finalement la situation romaine en tant que telle et adapte en conséquence sa stratégie politique. En ce sens, les « borgate » cessent d'être utilisées comme « sanctuaires de la dernière Résistance rouge » pour se transformer en avant-postes d'une reconquête : en partant des périphéries, il faut se réorganiser pour « assiéger » le cœur de la ville capitaliste. À partir de ce moment, le PCI tente, en effet, de développer à partir de sa propre base historique de militance, la construction d'un plus vaste mouvement populaire pour une capitale alternative, pour une « autre Rome ». Les ressources du parti

sont alors rationalisées et canalisées vers un répertoire nouveau : la manifestation-pétition consacrée à des problématiques courantes (logement, vie chère, espaces, respect des droits). Ce qui permet au PCI de devenir en l'espace de quelques années, la force politique prépondérante dans toutes les zones populaires de Rome - y compris les quartiers habités par une petite bourgeoisie toujours plus insatisfaite de la mauvaise administration de la capitale – grâce à l'élaboration d'une vaste plate-forme de revendications sociales qui réunit un front allant du sous-prolétariat aux classes moyennes, en passant par les rares secteurs ouvriers.

En deuxième lieu, on a reconstruit la dialectique entre cette évolution et les transformations des formes du militantisme, notamment juvénile. Pour le gros des nouvelles générations d'après-guerre qui grandissent justement dans ces quartiers populaires où le PCI se développe, les idéaux marxistes, la mythification de la Résistance, le sentiment d'altérité envers le système et la pratique contestataire sont presque naturelles. À la différence de leurs camarades adultes qui voient l'institutionnalisation de ces éléments comme une première victoire remportée au cœur de la « ville des Papes et des Césars », les jeunes « rouges » les considèrent comme un simple point de départ. Après un « baptême du feu » lors des « émeutes de Porta San Paolo » (juillet 1960) – liées aux révoltes contre le gouvernement Tambroni – ces militants « baby-boomers » interprètent l'activité communiste dans la capitale avant tout comme application de la consigne antifasciste contenue dans la constitution républicaine : en ce sens, la défense de la « citadelle rouge » contre la menace apportée par les « noirs » s'impose comme un impératif absolu. Vus comme les « prétoriens mercenaires » déployés sur le terrain urbain par un régime démocrate-chrétien qui serait changé seulement sur le plan formel, les épigones « mussoliniens » représentent pour ces jeunes de gauche la première cible, prélude à la conquête du pouvoir.

Malgré des administrations de « centre gauche », la mouvance néofasciste de la capitale continuait effectivement à se renforcer sur le plan électoral (16,2% des voix en 1971), pouvant se prévaloir d'une certaine implantation territoriale dans la « ville haute » : sans atteindre le niveau d'hégémonie et la capacité de conditionnement du PCI dans la « ville basse », les néofascistes arrivent tout de même à s'affirmer dans les zones résidentielles, les utilisant aussi comme têtes de pont pour attaquer les arrondissements populaires, où se situent les bastions « rouges » ; avec l'urbanisme particulier de Rome, ces zones sont souvent en contact les unes avec les autres. Dans le monde « noir », l'avant-garde maximaliste est aussi représentée par des jeunes qui n'ont pas connu les douleurs de la guerre et qui sont le produit de la société de consommation.

En présence d'une « Démocratie chrétienne » toujours plus liée aux institutions et de moins en moins à la doctrine catholique (le Concile Vatican II de 1962-1965 met en fait un frein à l'ingérence politique du Saint-Siège), ces « bases juvéniles » de la droite néofasciste et de la gauche communiste se livrent un combat pour contrôler le territoire et défendre la « frontière urbaine » entre les « deux villes » de la capitale. C'est dans l'après-*miracle*, en effet, que commence à s'installer une pratique de raids et d'expéditions punitives entre antifascistes et anticommunistes.

Enfin, nous avons expliqué comment l'élaboration manquée d'un plan de requalification et d'aménagement urbain, associée à l'incapacité d'agrandir l'appareil productif et de démocratiser les processus décisionnels durant les deux premières décennies républicaines, conduisent la capitale à affronter l'impact du *miracle* avec une structure sclérosée, déformée et finalement proche de son propre point de rupture. Dans le cadre du développement problématique de Rome, trois domaines, en particulier, sont perturbés par une modernisation le trop rapide, incontrôlée et irrégulière : l'urbanisme, qui voit l'organisme malade et délabré des périphéries pauvres minées par la pénurie de logements populaires dans un contexte de croissance démographique hypertrophique ; l'économie, avec la précarisation du travail dans le secteur privé et une hausse drastique du coût de la vie; la sphère de la participation civique et politique des jeunes, pour qui la gestion paternaliste et gradualiste de l'intérêt général par les « adultes » devient de plus en plus intolérable au fur et à mesure que la ville s'éloigne des nouveaux standards occidentaux. Il s'agit de trois crises qui matérialisent dans la seconde moitié des années 1960, la dégénérescence du modèle administratif démocrate-chrétien et qui mettent sur le sentier de la guerre les classes inférieures romaines. Chacune de ces situations produit, en effet, un front de lutte revendicative (« lutte pour le logement », « opposition à la vie chère », « contestation antisystème ») qui s'auto-organise d'en bas pour réagir à la négligence de la politique et à la marginalisation sociale.

Le rôle d'opposant majeur à la « Démocratie chrétienne » et le lourd travail d'installation dans les territoires négligés des « borgate » font naturellement du PCI le premier référent politique de la contestation naissante : la population démunie des zones pauvres, la main-d'œuvre employée pour des tâches aussi épuisantes qu'aliénantes, les élèves d'écoles délabrées et surchargées comme les étudiants d'une l'université élitiste et rétrograde, se sentent fondamentalement ignorés du gouvernement et exclus des bénéfices réels du *boom,* s'adressent comme par instinct au parti qui représente l'alternative au système en place. Devant l'inefficacité des mesures législatives

longtemps attendues[7] pour régler la spéculation et la massification, les mal-logés trouvent dans les agences collatérales du parti[8] une sorte de « tutelle trade-unioniste » de leurs revendications et une protection politique pour leurs gestes de désobéissance civile (notamment, squats d'immeubles vides ou d'appartements HLM pas encore assignés). Ils sont suivis par ces salariés enragés qui, privés de l'espoir de nouveaux emplois avec le naufrage des plans d'industrialisation et angoissés par la récession post-miracle, se déplacent en masse vers le syndicat « rouge » CGIL, cherchant protection contre la « restructuration patronale », le manque de sécurité sociale et la hausse du coût de la vie. Tout comme les jeunes inquiets qui réagissent à l'autoritarisme des adultes et à un système éducatif fondamentalement inadapté aux défis de la modernité, adhérant avec enthousiasme aux occupations et aux manifestations anti-impérialistes organisées par les fédérations et les associations juvéniles communistes, telles que la FGCI et l'UGI.

En définitive, pendant les années consécutives au *boom,* le parti communiste romain appuie sa reconquête sur les nouvelles instances contestataires qui ont pris racine dans les clivages structuraux du tissu citadin : des phénomènes d'agitation sociale intense se déploient évidemment dans la « ville basse » où se concentrent la plupart des problèmes urbanistiques de la capitale, mais aussi, et à la fois, les lieux de résidence (bidonvilles, « borgate », cités nouvelles), de travail (chantiers, manufactures, ateliers, dépôts, magasins) et d'étude (écoles secondaires) des groupes sociaux en lutte.

---

c) L'impact de 68 et l'émergence de la dissidence d'extrême gauche

Après avoir décrit la réussite de la relance communiste, notre étude a mis en valeur les apories propres à ce modèle d'action, fondé sur la capacité de « représenter » les aspirations de ces différentes communautés urbaines. À l'opposition, aussi bien à l'échelle nationale que municipale, le PCI encourage le développement d'un mouvement contestataire vaste et composite, sans avoir le moindre pouvoir d'intervention législatif et exécutif sur les problématiques en jeu. En ce sens, la mobilisation protestataire est conçue uniquement comme un tremplin pour la conquête légale du pouvoir (« voie italienne au socialisme »). Dans cette perspective, l'agitation doit, donc, rester d'ordre symbolique et tout acte de désobéissance civile reste finalisé au renforcement du pouvoir

[7] PRG de Rome et loi n. 167 en 1962, loi sur le *ius aedificandi* de 1968.
[8] « Consulte popolari » et UNIA.

de négociation avec les administrateurs et les patrons. En fait, les squatters - surtout quand les immeubles appartiennent à l'État - sont publiquement soutenus, mais invités, en même temps, à évacuer pacifiquement les bâtiments face aux forces de l'ordre. Le combat des grévistes est soutenu par le syndicat « rouge » seulement pour ouvrir des négociations avec le patronat, à la conclusion desquelles toute la main-d'œuvre est poussée à reprendre le travail de façon ordonnée. Pareillement, l'encouragement des occupations étudiantes cesse aux premiers signes de disponibilité au dialogue des autorités scolaires et académiques. Plus généralement, les cortèges issus de ces mobilisations sont caractérisés par un effort de gestion discipliné et pacifique – assuré par les services d'ordre du PCI et de la CGIL – voué à « neutraliser » le désir croissant de révolte des contestataires, attesté par leurs slogans de plus en plus « incendiaires ».

Face à ces contraintes, les franges les plus souffrantes de la contestation commencent à élaborer un sentiment d'insatisfaction et d'impatience : l'approche « politicienne » des « petits pas » adopté par le parti communiste semble de moins en moins adaptée pour freiner la dégradation d'une métropole qui voit se dégrader jour après jour, ses indices de qualité de vie et de bien-être. Un désir grandissant de passer à l'*action directe*, en faisant finalement correspondre la « pratique » avec la « rhétorique », s'impose alors dans une partie non négligeable de la gauche romaine. Ce malaise interne à la gauche de la gauche, accumulé dans l'après-miracle explose d'un seul coup à la fin de la décennie : ce sont les étudiants - la composante sociale la plus maximaliste - qui servent de détonateur. Leur processus d'émancipation s'active en 1966, à la suite de la mort de Paolo Rossi. La première occupation spontanée de « La Sapienza » est réalisée sans le contrôle du PCI, dans le cadre d'une véritable transfiguration de la figure de Paolo Rossi en premier martyre d'après-guerre de la lutte antifasciste. Il s'agit du point de retournement du rapport de force entre les composantes « noires » et « rouges » de la population étudiante romaine, jusque-là très favorable aux idées de droite en raison du caractère élitiste des critères d'inscription : dès lors, en revanche, l'incidence de l'associationnisme « noir » dans l'Université et dans les écoles secondaires de Rome commence à régresser inexorablement, sous la pression d'une campagne qui présente les néofascistes comme les « larbins » et les gardes du corps de ce capitalisme réactionnaire et parasitaire qui assujettit historiquement la capitale. Une propagande percutante qui se renforce grâce à l'impression suscitée par le « coup d'État des colonels » en Grèce. Dans le cadre d'un véritable syndrome de « l'option militariste » - alimentée par la similarité de la conformation sociopolitique italienne - les étudiants d'ultra-droite prennent aussi l'allure d'agents de la provocation et de l'infiltration, au

service du parti de gouvernement par excellence – la « Démocratie chrétienne » - non plus perçu comme bras du conservatisme clérical, mais réinterprété comme épigone moderne et sophistiqué de la dictature bourgeoise, voire comme expression d'un nouveau fascisme adapté aux conditions de la guerre froide. En ce sens, attaquer le militantisme « noir » signifie concourir au sabotage des mécanismes de contrôle utilisés par le pouvoir en place pour « discipliner » et réduire à l'obéissance la future classe dirigeante italienne, tout en inscrivant cette expérience locale dans le sillage moral des luttes de libération menées contre la « domination yankee » à travers le monde (guerre en Indochine, insurrections guévaristes, mouvement du « black power »). Bien que cette forme singulière de rationalisation idéologique - légitimant la révolte contre « l'autorité traditionnelle » sous l'égide mythifiée du « Che » et des « Viêt-Cong » - soit explicitement soutenue par le PCI[9], la mobilisation juvénile romaine emprunte, au cours de 1967, une voie maximaliste qui jette les bases pour la mise en question de la « voie italienne au socialisme ».

D'ailleurs, le gros des établissements scolaires, et même la cité universitaire, est localisé à l'intersection des lignes de démarcation urbaine, divisant les zones résidentielles et les quartiers populaires : une situation qui, dans le cadre de polarisation extrême propre à la dynamique romaine d'après-guerre, suppose la mise en contact quotidienne de jeunes issus de cultures politiques farouchement antagonistes. Dans les « institutions éducatives » de la capitale, alors, le niveau de l'affrontement connaît une escalade très rapide qui radicalise le comportement des étudiants « rouges » à l'égard des néofascistes et du « système » en général (« antifascisme militant »).

De ce fait, l'arrivée explosive de la vague soixante-huitarde à Rome (février 1968) libère l'ensemble des velléités révolutionnaires muries à l'école de l'anti-impérialisme. Déjà, entre mars (« accrochages de Valle Giulia ») et mai 1968 (« heurts de Campo de' Fiori »), le mouvement étudiant romain abandonne la tonalité joyeuse présente dans le mouvement ailleurs. La radicalisation se traduit par l'expulsion des composantes étrangères au néomarxisme et l'adaptation à Rome de techniques de guérilla urbaine déjà observées à Paris et Berlin. Le tour que prennent les manifestations manifeste une divergence irrémédiable avec les hautes sphères communistes (dirigeants et intellectuels) : qu'il s'agisse des formes de protestation ou de la stratégie politique (réformisme parlementaire contre désobéissance violente, cooptation des classes

[9] L'internationalisme tiers-mondiste est vu comme un bon canal pour nourrir l'inclination gauchiste des étudiants, sans affecter la stratégie légaliste et paternaliste du parti en politique intérieure.

moyennes contre stigmatisation totale de la bourgeoisie). Après un dernier moment de collaboration - le soutien des contestataires soixante-huitards au PCI lors des élections politiques de mai 1968 - le cordon ombilical qui avait mutuellement alimenté dans l'après-miracle, la reconstruction du parti et l'affirmation des jeunes comme catégorie sociale indépendante se rompt au milieu de l'été. Il s'agit d'une rupture traumatique et haineuse - réalisée à coups d'invectives et d'excommunications réciproques – qui induit le mouvement étudiant romain à se reconfigurer « par contraste » absolu avec la « voie italienne au socialisme », en récupérant toutes les indications théoriques directement axées sur les questions de la « violence libératrice » et de la « méthode insurrectionnelle »[10]. Dans la conviction que la stratégie légaliste et l'ambition gouvernementale du PCI représentent une dégénérescence révisionniste et, du coup, un obstacle pour la révolution à Rome, la mouvance soixante-huitarde opte donc pour l'autodétermination, en se constituant comme un sujet extraparlementaire d'ultragauche, farouchement hostile à la démocratie républicaine, vue plutôt comme un régime « cryptofasciste » au service de l'exploitation capitaliste. Une décision risquée et audacieuse - au vu du prestige et de la force socioélectorale croissante du PCI - que la dégradation du cadre politico-institutionnel italien, survenu au début de la décennie 1970, contribue toutefois à conforter : à la fermeture totale du système étatique vis-à-vis aux revendications juvéniles[11], s'ajoute, en effet, l'activation de la « stratégie de la tension » (août 1969), dont la nature terroriste (attentats à la bombe) et putschiste (complots militaristes) affecte très négativement le moral des étudiants, en stimulant une « brutalisation » de leur attitude antagoniste.

---

d) Le rôle du « quartier » dans la construction du projet révolutionnaire du Mouvement romain d'extrême gauche : la violence subversive de l'*illégalité de masse*

La transformation extrémiste et néomarxiste du mouvement étudiant romain n'est toutefois pas unanime : une fois épuisée la déferlante soixante-huitarde, en effet, le front contestataire se désarticule en groupes politiques autonomes qui se reconnaissent l'un

[10] Sélectivement issues du *gramscisme,* du *léninisme,* du *luxemburgisme,* du *posadisme,* du *foquisme,* du *maoisme*

[11] À la différence de ce qui se passe en France, où la répression de 68 est accompagnée par une prise en compte des instances fondamentales de la contestation.

l'autre comme « camarades de la gauche révolutionnaire », sans toutefois donner la continuité à une action commune et concertée. En 1970, ainsi, on peut compter déjà une dizaine de formations majeures : les maoïstes de « L'Unione », les ouvriéristes de « Potere Operaio » (Pot.op) et de « Lotta Continua » (LC), les néo-léninistes de « Avanguardia Operaia » (AO), les post-trotskistes de « Unità Operaia » et des « Nuclei Comunisti Rivoluzionari », les antisoviétiques de « Il Manifesto ». Chacun convaincu d'incarner la seule « juste ligne », ces différents groupes extraparlementaires se livrent une concurrence farouche pour l'hégémonie sur une mouvance qui, après la conclusion infructueuse de 68, est en train de sortir des facultés et des écoles pour tenter de conquérir d'autres franges de la population. D'un point de vue pleinement néomarxiste, les écoles et l'Université ne sont qu'un appendice « super-structurel » de la domination bourgeoise à l'heure de la société de consommation, dont la source réelle de pouvoir se nicherait, en réalité, dans la marchandisation des biens fondamentaux et de besoins culturels induits. En ce sens, la mission du militant « rouge » ne peut plus se limiter à l'agitation propagandiste et à la résistance antifasciste dans les établissements d'enseignement supérieur, mais il doit impérativement « descendre dans la rue » et intervenir dans la quotidienneté urbaine. En termes de *praxis,* les étudiants devraient donc servir d'avant-garde « éclairée » pour guider une campagne insurrectionnelle qui démarre des marges de la ville, moyennant la fusion des multiples foyers de lutte sociale en une seule offensive antisystème (*illégalité de masse*). Pour ce faire, les formations d'ultragauche doivent s'installer dans les situations urbaines à plus haute tension, où les contradictions de « l'infrastructure capitaliste » romaine se matérialisent : à savoir, les batailles pour le logement dans les « borgate » et, en l'absence de grands complexes industriels, la défense du pouvoir d'achat des travailleurs, tels que les maçons et la main-d'œuvre métallurgiste. D'ailleurs, très souvent, ces mêmes ouvriers sous-payés sont aussi les « chefs » de familles mal logées : une coïncidence qui favorise la soudure entre formes différentes de contestation socioéconomique, si convoitée par les jeunes extraparlementaires.

Ce cadre étant posé, l'intervention maximaliste des groupes post-soixante-huitards finit par trouver un écho, tout en affaiblissant l'hégémonie du parti communiste romain : la capacité de pénétration des acteurs révolutionnaires ne sera toutefois homogène. Alors que la catégorie des « edili » (la plus nombreuse de la capitale, après celle des employés publics) offre un terrain trop fragile pour l'implantation d'une pratique subversive à long terme – pour cause surtout de l'intermittence, de la précarité et du nomadisme des chantiers – ce sont les salariés des quelques manufactures robotisées de la ville (secteur

électrotechnique, transports, communications) qui se révèlent plus sensibles au discours antisystème. En fait déjà à l'aube de 1969, sous l'influence propagandiste des étudiants « rouges » se forme à la FATME (l'usine majeure de la ville) un « comité ouvrier de base » (CUB) qui devient rapidement le modèle citadin de la ligne d'opposition extrémiste au patronat et, notamment, au syndicat traditionnel, dont la CGIL communiste représente la composante la plus importante. Il s'agit d'une expérience d'*action directe* réalisée par un noyau de travailleurs qui rejettent violemment l'autorité du syndicat et sa fonction de corps intermédiaire, en lui substituant une plate-forme de revendications radicales axées sur l'égalisation salariale de toute la main-d'œuvre, sur le ralentissement des rythmes productifs, sur la flexibilité des horaires et sur l'obtention de tous les droits et les bénéfices. Adopté sous des formes similaires aussi dans plusieurs autres réalités – grandes[12] et petites[13] – le répertoire du « comité ouvrier » va constituer la première vitrine du mouvement post-soixante-huitard romain : en effet, c'est moyennant une dialectique quotidienne avec ces nouveaux organismes antisyndicaux que les formations extraparlementaires commencent à véhiculer l'idée de l'expropriation violente de la richesse capitaliste, au sein de ce monde du travail qui reste, toutefois, un bastion de l'action du parti communiste. D'ailleurs, bien que le néo-marxisme italien soit presque intégralement inscrit dans un horizon industrialiste, la jeunesse extraparlementaire romaine est bien consciente de ne pas pouvoir trouver à Rome une classe ouvrière suffisamment solide pour accepter, en bloc, des mots d'ordre immédiatement subversifs.

Par contre, l'intervention sur le « problème locatif » présente moins d'obstacles, vu que l'origine récente (1963) et la gravité explosive de la question n'ont pas permis au PCI de consolider une position d'hégémonie absolue : certes le rôle des « Consulte popolari » et de l'UNIA avait été décisif dans l'après-miracle pour organiser la protestation des périphéries, mais l'impossibilité de fournir aux mal-logés une solution concrète et définitive, avait empêché le PCI d'aller au-delà d'une relation instrumentale et clientéliste avec le tissu des « borgate ». De ce fait, si le rapport de force entre les « comités de base » et la CGIL reste particulièrement défavorable pour la mouvance extraparlementaire, l'affrontement opposant les agences communistes aux collectifs de « lutte pour le logement » nés grâce à la sollicitation des « étudiants rouges », se constitue sur un pied d'égalité. En effet, d'abord le « Comitato Agitazione Borgate » (CAB) et ensuite une galaxie d'organismes de quartier, arrivent fréquemment à s'emparer de la

[12] AUTOVOX, FF.SS. (Chemins de fer), Poste.
[13] Complexe des ateliers mécaniques, alimentaires et textiles.

contestation : moyennant les répertoires des « squats sauvages », de la résistance violente aux évacuations policières, de la négociation directe avec le pouvoir administratif, de l'autoréduction des loyers, ces cellules territoriales détournent, en effet, la « lutte pour le logement » de sa dimension démonstrative et politicienne, tout en obligeant l'UNIA à repenser son légalisme afin de courir après les premiers succès de cette ligne dure.

La mise en question du leadership communiste en matière urbanistique permet aux groupes extraparlementaires de s'attaquer à la principale source de plus-value pour le circuit capitaliste romain, à savoir la rente immobilière : cela signifie qu'à côté de l'activité essentiellement symbolique opérée sur les lieux de travail à travers les « comités ouvriers », la mouvance d'ultragauche romaine peut compter aussi sur l'autodétermination de quartier, pour déployer son propre projet révolutionnaire. Une pratique territoriale, en définitive, qui d'ailleurs se révèlera précieuse pour donner une vie ultérieure à l'antagonisme ouvrier, une fois que les derniers soubresauts de la mobilisation soixante-huitarde, « l'Autunno Caldo », seront étouffés par la décision des syndicats de signer le renouvellement des conventions collectives du travail en décembre 1969. Quand, au début de la décennie 1970, la situation dans les ateliers et les usines devient peu propice à la poursuite de l'agitation, les formations extraparlementaires promeuvent, en effet, une « externalisation » de la « bataille anti-patronale », faisant évoluer le combat des revendications salariales à la défense du pouvoir d'achat contre la vie chère : c'est justement dans la conflictualité des « borgate » que les « comités ouvriers » trouvent un nouveau théâtre pour pérenniser leur action antisystème, en intégrant des campagnes pour la réduction des tarifs urbains, voire même la gratuité – (services et transports) dans l'exercice de « l'autodétermination de quartier ».

L'interconnexion entre le syndicalisme autonome et les « luttes pour le logement » constitue le réseau opérationnel fondamental pour les instances subversives du mouvement post-soixante-huitard romain. Notamment dans le quadrant oriental de la ville, en fait, la contiguïté entre les bases étudiantes (« La Sapienza » et plusieurs établissements scolaires), des quartiers dégradés parmi les plus surpeuplés (localisés entre les avenues « Tiburtina » et « Appia ») et les principales manufactures citadines (AUTOVOX, FATME, hangars ferroviaires et du transport public), permet une véritable territorialisation de l'action de l'extrémisme d'ultragauche. Entre propagande méthodique et participation systématique aux agitations des « écoles », des « ateliers » et des « quartiers » - les groupes extraparlementaires parviennent à s'implanter dans les zones les plus problématiques de la capitale tout en se livrant à une compétition farouche

où les formations ouvriéristes imposent leur leadership. « Potere Operaio » s'enracine, en fait, dans le ghetto de « Primavalle » (nord-ouest), et dans les quartiers de l'est « Tiburtino », « Centocelle » et « Cinecittà » - quatre secteurs parmi les plus chauds et difficiles de la périphérie romaine – tandis que « Lotta Continua » ouvre des sections pratiquement dans toute la ceinture prolétaire qui entoure la ville, en fixant ses bastions à « San Basilio » (nord-est) et à « San Lorenzo » (arrondissement universitaire).

Installés dans le quotidien des « borgate » à l'aube de la décennie 1970, les militants révolutionnaires conditionnent la conflictualité sociale qui, pour sa part, est déjà en proie à un processus de durcissement, en raison de la dégradation continuelle des conditions de vie en ville. L'effet majeur de ce contact journalier est la stimulation d'attitudes intransigeantes et l'introduction de répertoires toujours plus violents dans la dynamique des protestations sociales par une propagande efficace et l'expérimentation physique de l'affrontement avec le « système ». Lors des « révoltes de Casalbruciato e Centocelle » en 1971, batailles d'autodétermination de quartier, les militants commencent à expérimenter l'usage des barres de fer, des cocktails Molotov, des cherry-bombes et des barricades, pour empêcher les forces de l'ordre de réaliser les expulsions légales. Simultanément, au nom de la « défense du pouvoir d'achat », des méthodes rudement intimidatrices telles que le « tabassage », l'incendie des voitures, la mise au pilori des « patrons » et de leurs acolytes sont mises en œuvre : les agressions contre les « jaunes » et les chefs d'atelier à la FATME et à l'ATAC, de la période 1970-1971, en représentent une expression emblématique. De plus, ce processus de « territorialisation » donne aux groupes extraparlementaires l'opportunité de porter à un niveau plus élevé l'offensive antifasciste, permettant de commencer à attaquer aussi les sièges et les responsables locaux de la mouvance « noire »[14], et non plus seulement ses jeunes recrues étudiantes. Dernière étape de la constitution des barrières socio-idéologiques dans la ville, l'extension au « quartier » de la pratique de « l'antifascisme militant » murie dans les facultés : pour les militants d'ultragauche, cela représente une propédeutique à la prise du pouvoir, par l'épuration des bastions rouges » de la présence de tout élément réactionnaire[15]. Le « nettoyage » politico-territorial conduit à la pratique des attentats et l'usage des armes à feu quitte à menacer l'intégrité physique des personnes et à franchir un seuil éthique. De fait, deux épisodes, dont les auteurs sont issus du groupe le plus radical, « Pot.op », attestent de ce tournant dramatique : la « jambisation » d'un chef

[14] Organisée, outre que dans le M.S.I., dans les groupes extraparlementaires « Ordine Nuovo », « Avanguardia Nazionale », « Lotta di Popolo ».

[15] Dont les massacres et les manouvres putschistes de la « stratégie de la tension » ne seraient que la dernière manifestation.

d'atelier « fascisant » de la FATME (1972)[16] et la mort des deux jeunes frères Mattei (22 et 8 ans), fils du secrétaire de la section MSI du quartier « Primavalle », à cause de l'incendie criminel de leur habitation (1973).

---

e) La césure de 1974 : l'achèvement du parcours d'accès à la lutte armée

Dans ce contexte qui voit une hausse constante du niveau de violence autant des luttes sociales que de l'activité extraparlementaire, l'arrivée soudaine (fin de 1973) de la récession économique porte la conflictualité urbaine à son propre paroxysme. L'imposition de l'austérité rend encore plus aigu le désespoir déjà profond des classes inférieures romaines, appauvries et affaiblies par la chute des revenus et par la diffusion du chômage. Une partie croissante des familles prolétaires finit par donner libre cours à la rage, acceptant de se mettre dans une condition de désobéissance et d'illégalité permanentes. Une attitude qui semble confirmer aux « révolutionnaires rouges » l'impression d'un soulèvement populaire imminent. Certains faits semblent indiquer clairement la crise de l'hégémonie démocrate-chrétienne à Rome : processus de sécularisation consécutif à 68, nombreux scandales de corruption, mécontentement populaire contre la mauvaise administration de la capitale, incapacité à répondre aux défis de la modernisation. Les élections municipales de 1971 montrent cet affaiblissement : avec 28% des voix, et 25% pour les partis modérés, la « Démocratie chrétienne » est talonnée par une opposition intransigeante qui conquiert 41% des suffrages

Incapable de repérer, dans ces conditions, un allié disponible à partager le fardeau du gouvernement en temps de crise, la DC doit tenter un mandat « en minorité solitaire » (1971-1974), et ensuite - au vu de l'impossibilité de délibérer le moindre dispositif administratif dans une situation d'urgence - à accepter pour la première fois l'entrée des communistes dans la majorité communale (1974-1976). Pour la DC, cette compromission forcée avec les « rouges » signifie la fin d'une tradition fondée sur le « centrisme conservateur » et sur la « digue maccartiste », pour les communistes romains il s'agit d'un tournant historique qui ouvre finalement les portes du pouvoir administratif au parti et, du coup, met un terme définitif à la nécessité de « l'opposition irresponsable ». Cependant, parvenir à un accord avec les institutions bourgeoises et les

[16] La première dans l'histoire de l'Italie républicaine.

adversaires procapitalistes – afin de s'intégrer organiquement dans la gestion du système républicain – représente évidemment un bond en avant énorme pour un sujet politique qui jusque-là, a basé son existence dans la « ville sacrée » sur la construction d'une contre-société en régime de « résistance permanente contre le modèle occidental ». La légitimation de ce choix passe alors par une évolution sociale-démocrate et par la stratégie dite de « compromis historique » avec les autres partis de masse (démocrate-chrétien et socialiste). En ce sens, l'acceptation de la « coresponsabilité administrative » de Rome est interprétée comme le débouché naturel de la « voie italienne au socialisme », voire comme l'achèvement du long travail entamé au lendemain de la guerre afin d'éliminer « l'ostracisme anticommuniste » dans le système politique de la capitale et de préparer les conditions générales pour la formation du premier gouvernement de l'histoire républicaine présidé par un communiste.

D'après ce raisonnement, le fait que la nouvelle majorité communale formée en 1974 soit composée par tous les partis à l'exception du MSI, relèverait d'un succès de la praxis légaliste du PCI, qui sans stimuler des dérives déstabilisantes ou autoritaires aurait permis de dépasser les contraintes de la « guerre froide », tout en récréant la solidarité antifasciste propre à la période de la libération et à l'esprit de la Constitution républicaine. Une argumentation que les communistes romains trouvent particulièrement efficace pour mener leur bataille propagandiste et médiatique contre la gauche extraparlementaire et, notamment, contre son répertoire de « l'antifascisme militant ». Déjà conceptuellement incompatible avec les axes de la « voie italienne au socialisme », l'usage de la force et l'agression armée pour combattre les néofascistes dans les lieux de formation, de travail et dans les quartiers populaires de la capitale – afin de préparer le terrain pour une offensive révolutionnaire anticapitaliste - sont devenus évidemment, encore plus intolérables : selon les communistes, cet « antifascisme militant » témoigne, en fait, d'une négation des prérogatives étatiques en matière d'ordre public, incompatible avec les exigences du gouvernement démocratique de la capitale. De façon plus générale, le discours subversif, les pratiques illégales et l'exercice de la violence prônés par les groupes d'ultragauche au nom de la réalisation du communisme à Rome, risquent de saborder l'approche gradualiste-réformiste du PCI, en ternissant l'image d'un parti qui, nonobstant l'évolution sociale-démocrate et le comportement légaliste, continue à être associée par le gros de l'opinion publique à la koinè marxiste[17].

[17] Ce processus d'analogie cognitive est resté dans l'histoire comme *« l'album de famille »* du communisme italien, d'après la célèbre définition de la journaliste de gauche, Rossana Rossanda.

C'est justement entre 1974 (fin de « l'opposition irresponsable ») et 1976 (victoire aux élections municipales et formation de la première administration communiste de la ville) que l'attitude du PCI à l'égard de la militance extrémiste passe de la stigmatisation paternaliste à la condamnation sans appel, voire de la critique idéologico-politique à la criminalisation juridique. Une mutation qui comporte trois opérations majeures : la suppression définitive des canaux résiduels de communication qui dans l'après-68, avaient permis à la « base » du parti de maintenir souterrainement le contact avec le monde extraparlementaire ; l'activation d'un travail de surveillance territoriale pour repérer et dénoncer toute action hors la loi des « subversifs rouges » ; la promotion d'une campagne médiatique destinée à nier l'appartenance des groupes révolutionnaires au champ de la gauche marxiste, moyennant le syllogisme liant l'emploi de la violence en temps de paix à une manifestation de la nature fasciste. En associant l'usage illégal de la force à des fins politiques à des pratiques « squadristes », il s'agit de démythifier « l'antifascisme militant » en renvoyant dos à dos les « extrémistes rouges » et les « criminels noirs », tout en détruisant leur prétention d'être la seule « avant-garde communiste » en ville.

De façon spéculaire, la militance extraparlementaire romaine interprète la fin de « l'opposition irresponsable » comme l'achèvement formel d'un long parcours de révisionnisme et de trahison que le PCI aurait entrepris dès la conclusion de la Résistance. En ce sens, la décision d'entrer dans les coalitions de majorité politique - même à côté des démocrates-chrétiens détestés- semble confirmer l'idée que le parti communiste a été désormais intégré dans l'aire bourgeoise, en devenant de ce fait un cheval de Troie du néo-capitalisme au sein du prolétariat romain : grâce à son énorme structure territoriale, à ses rites de fidélisation et à son appareil de communication, le PCI continue à se prévaloir, en effet, d'une influence puissante sur les classes populaires de la capitale, de nature à endiguer le mécontentement social dans les limites des procédures électorales et à annihiler les efforts « d'alphabétisation subversive » menés par les groupes d'ultragauche. En définitive, garant d'un nouveau rapport de collaboration avec le « système républicain », le parti communiste permettrait au pouvoir bourgeois en crise de se régénérer. Passé donc de l'autre côté de la barrière, le PCI cesse d'être un adversaire pour s'être désigné ouvertement comme un ennemi : étiqueté depuis 68 comme « idiot utile » dans le cadre de la lutte anticapitaliste, il est désormais présenté comme un « valet de l'impérialisme » à combattre comme les autres forces bourgeoises. Cela ne signifie pas, en vérité, faire du parti communiste une cible primaire de l'offensive extraparlementaire - les priorités stratégiques restant la bataille contre le

pouvoir démocrate-chrétien et contre la présence néofasciste –, mais plutôt le dépouiller de son prestige lié à son rôle passé, en banalisant l'idée d'arriver à l'affrontement physique avec ses membres.

D'ailleurs, le niveau de la violence continue à monter et à franchir de nouveaux seuils de virulence : après avoir dédouané, au début de la décennie 1970, l'usage des armes à feu et des attentats pour frapper la sécurité personnelle des « ennemis politiques », l'aile dure de la militance ultragauchiste achève en 1974 son parcours de radicalisation, connaissant d'abord son premier « martyre » et en pratiquant désormais une forme de guérilla urbaine à caractère paramilitaire. En fait, pendant cette année, la « crise du logement » atteint son climax sous la pression conjointe de la récession économique, de l'immigration massive et de la persistante inexistence d'une discipline urbanistique : profitant de l'état exceptionnel d'agitation qui par conséquent a envahi les périphéries romaines, les franges extraparlementaires les plus actives (« Lotta Continua », « Avanguardia Operaia » et, surtout, « Autonomia Operaia organizzata »[18]) arrivent à promouvoir la plus grande campagne d'occupations et « d'autoréduction des loyers » dans l'histoire de la capitale. Dans certaines zones particulièrement problématiques, la rencontre entre la rage populaire et l'activisme militant porte à l'institutionnalisation de la pratique illégale sous le chapeau des « comités de quartier », qui opèrent agressivement avec le soutien de la majorité de la communauté locale. C'est le cas de la « Magliana » (banlieue abusive du sud-ouest) et notamment de « San Basilio » (quartier prolétaire de nord-est), où les nombreuses familles démunies d'un toit ont squatté les complexes HLM encore vides, tandis que des autres résidants en difficulté ne paient qu'un « loyer politique » déterminé unilatéralement à hauteur du 10% de leur salaire. Quand en septembre 1974, les forces de l'ordre se présentent en tenue antiémeute pour évacuer les bâtiments occupés illicitement, la quasi-totalité de la « borgata » insurge. De ce fait, pour la première fois dans leur vie, les militants extraparlementaires se retrouvent à diriger une révolte populaire de masse, qui rejette l'intermédiation et les appels au calme du parti communiste : un système de barbelés et de barricades, défendu à coup de raids armés et de sabotages, alimente, en effet, une rude bataille pendant deux journées, au bout desquelles un jeune « autonome » (Fabrizio Ceruso) est tué par la police. L'assassinat d'un garçon de 19 ans qui « combattait » pour garantir un besoin fondamental, tel que le logement, à des familles indigentes, est interprété comme un acte

[18] Un nouveau sujet, d'inspiration luxemburgiste et « hellerienne », qui a aussi englobé le gros des ressortissants des groupes entre-temps disparus, tels que « Potere Operaio », « l'Unione » et les post-trotskistes.

inhumain et gratuit, voire la goutte qui fait déborder le vase de la contestation face à un État « terroriste » : transformé instantanément dans un « martyre rouge » à venger, le nom sacralisé de Ceruso agit sur les esprits de la militance extraparlementaire romaine comme un détonateur qui libère d'un seul coup toute la charge de malaise accumulée dans l'après-68, en pulvérisant dans les franges radicales les dernières hésitations et réserves concernant un emploi complet de la force armée. À la nouvelle du décès, l'aile dure du mouvement ultragauchiste décide d'abandonner la stratégie de résistance pour passer à une contre-attaque frontale : profitant du coucher du soleil, les extrémistes rouges abattent, littéralement, les réverbères du quartier afin de laisser dans le noir les agents et ouvrent le feu à hauteur d'homme, obligeant les brigades à battre en retraite. Une véritable embuscade urbaine qui a très peu à voir avec le « droit au logement » et beaucoup avec l'affrontement paramilitaire : quelque chose qui ne s'était jamais produit auparavant dans l'histoire républicaine de la capitale. C'est par cette décision audacieuse, en effet, que le processus de radicalisation du militantisme extraparlementaire complète sa propre maturation dans le cadre de la conflictualité post-soixante-huitarde, émancipant finalement l'exercice de la violence de l'égide des luttes sociales pour le hisser au niveau du combat purement politique contre les ennemis idéologiques et l'État. Cela signifie qu'à partir de ce moment, l'intensité de la protestation populaire n'est plus en mesure de satisfaire les ambitions révolutionnaires grandissantes du mouvement extraparlementaire. D'ailleurs, même la « révolte de San Basilio » - à savoir, la bataille de pointe de toute l'histoire de « l'autodétermination de quartier » à Rome – se dissout d'emblée au lendemain de la mort de Ceruso, suite à l'intervention des institutions citadines qui se décident enfin à offrir un foyer HLM alternatif pour les familles expulsées : la simple concession d'un bénéfice particulier casse l'esprit universaliste d'une mobilisation prolétaire de longue durée, tout en annihilant les traces fraîches de la fusillade avec les appareils de sécurité. Pire encore, après l'apogée de septembre 1974, la « lutte pour le logement » dans son ensemble commence à afficher de signes de régression qui se révèleront irréversibles dès 1975, en raison d'une amélioration générale des conditions urbanistiques de la ville associée à l'épuisement progressif du flux d'immigration (achevé à la fin de la décennie) et à la nouvelle attention politique en matière d'assainissement des « borgate » imposée par l'entrée des communistes dans la majorité communale. De façon similaire, l'impact dévastateur de la stagflation précarise à tel point le marché du travail romain que les catégories de salariés les plus aguerries sont obligées de calmer leur protestation, pour ne pas risquer de se retrouver d'emblée au chômage dans un contexte caractérisé par la

baisse de l'offre d'emploi et par la hausse du coût de la vie. Tout cela démontre aux militants d'ultragauche que l'agitation des périphéries romaines – qui a pourtant servi de berceau pour la formation initiale du projet subversif dans la capitale d'Italie – ne peut plus représenter l'avant-poste de la révolution, une fois ouverte la confrontation paramilitaire avec le système républicain : en définitive, ayant une nature corporative et cyclique, la contestation à caractère socioéconomique n'est pas capable de dépasser la phase de la revendication violente, pour évoluer tout court en une rébellion armée contre le pouvoir néocapitaliste.

C'est suivant cette élaboration idéologique que les franges radicales de la gauche extraparlementaire romaine aboutissent à une praxis de la violence « intégralement politique », dissociée de la dynamique contingente des protestations populaires, lesquelles dorénavant sont déclassées à arrière-pays de la mobilisation antisystème. L'affrontement autour de place *San Giovanni di Dio*, à l'occasion d'un meeting du MSI tenu le 22 décembre 1974 au cœur une des quatre principales barrières urbaines qui divisent les sphères d'incidence géographique de l'ultragauche et de l'extrême droite à Rome[19], et la fusillade qui dure pendant une demi-journée est de portée exceptionnelle : il s'agit du début, dans les deux camps, de l'intériorisation d'une logique de guerre d'éradication de l'ennemi. L'ouverture du procès pour le « massacre de Primavalle », en février 1975, représente la bataille d'institutionnalisation et l'étudiant néofasciste Mikis Mantakas, la première victime non accidentelle de la violence politique dans l'après-guerre romain.

---

f) Les « années de plomb » à Rome : de la crise de *l'illégalité de masse* à la guérilla clandestine

La dernière partie de cette étude s'est focalisée sur les conséquences de la banalisation des armes à feu dans la pratique de l'extrême gauche extraparlementaire. L'assassinat de Mantakas incarne le premier « rite de passage » aux « années de plomb » à Rome : une longue période sanglante qui dure jusqu'aux premières années 1980, caractérisée par une affirmation progressive de la guérilla clandestine sur fond d'extinction de l'*illégalité de masse*. Aux transformations structurelles de 1974,

[19] Il s'agit de la zone *Monteverde* dans le quartier « Gianicolense ». Les autres sont situées à « Primavalle » (nord-ouest), et dans les zone de contact entre les quartiers « Appio-Latino » et « Tuscolano » (sud-est), « Tiburtino » et « Nomentano » (nord-est).

déterminant la régression de la « lutte pour le logement » et des batailles anti-patronales, s'ajoute en effet l'involution de « l'antifascisme militant » qui avait été si décisif pour « l'éducation armée » de la jeunesse extraparlementaire romain. La radicalisation de l'antifascisme et l'élimination physique des « noirs » ne sont plus, désormais, une fin en soi. Elles doivent conduire à un affrontement direct contre l'État et à la « prise d'un le Palais d'hiver ». Tandis que le répertoire de « l'antifascisme militant » est rapidement réduit à une pratique d'arrière-garde (provocations, vendettas et contrôle du territoire), une partie grandissante des militants d'ultragauche commence à regarder à la guérilla clandestine comme à un répertoire subversif plus immédiat et adapté à l'esprit du temps[20].

De son côté, en dépit d'une « martyrologie vindicative »[21] qui se traduit par des rétorsions brutales, l'ultra-droite romaine évolue aussi profondément : en se libérant des dernières déférences envers le MSI et les appareils de sécurité, les jeunes néofascistes extraparlementaires opèrent entre 1975 et 1976 une incroyable métamorphose qui les porte, d'un côté, à rejeter certains attributs distinctifs (l'anti-modernisme, le militarisme, le traditionalisme, la défense inconditionnée de la loi et de l'ordre) et de l'autre à se réorganiser en nouvelles formations[22], inspirées du modèle d'action néomarxiste, qui visent prioritairement l'État, et non plus le communisme.

Sur fond d'affaiblissement des pratiques d'*illégalité de masse,* et de crise des derniers groupes extraparlementaires issus de 68, « Lotta Continua » et « Avanguardia Operaia », seule la galaxie de « l'Autonomie ouvrière organisée » trouve la force de maintenir une sorte de contre-pouvoir de quartier, à travers des nouvelles formes d'expropriation de la richesse, telles que les « courses prolétaires », l'autoréduction des tarifs, les « entrées gratuites » aux spectacles. Le succès de « l'Autonomie » dérive de sa structure collégiale, réunissant les avant-gardes citadines les plus aguerries et les moins affaiblies par la récession économique (étudiants et employés des services publics)[23] ; de sa capacité de contrôler la « zone rouge » la plus importante de la ville, « San Lorenzo », où se déterminent les formes et les évolutions de l'agrégation juvénile à Rome ; et de son habileté dans la défense armée des gestes subversifs. Il s'agit, donc, d'une action politique agressive et bien coordonnée qui associe constamment le

[20] L'homicide non-revendiqué du jeune néofasciste Mario Zicchieri (29 octobre 1975) peut être considérée comme la première réalisation de cette pulsion naissante.

[21] Spéculaire à ce qui s'était produit dans la gauche radicale au lendemain de l'homicide de Fabrizio Ceruso.

[22] « Nuclei Armati Rivoluzionari » (N.A.R.), « Terza Posizione » (TP), « Costruiamo l'Azione » (Cl'A).

[23] Il s'agit d'un réseau de collectifs et comités, parmi lesquels se distinguent le « Collectif du Département de Physique », le « Collectif étudiants-travailleurs du Policlino » et le « Comité politique de l'ENEL ».

« discours de la violence » à la « promotion des besoins prolétaires », y compris la liberté de manifestation. En ce sens, à chaque « excès » de la force publique[24] - comme dans les cas des homicides de Pietro Bruno (1975) et Mario Salvi (1976), deux militants d'ultragauche tués par la police pendant des manifestations antisystèmes - les « autonomes » réagissent en radicalisant leurs attaques.

Devenu ainsi la composante majeure du « Mouvement » extraparlementaire romain, le rassemblement « autonome » ne peut que jouer un rôle de protagoniste aussi dans la remobilisation sociale, éphémère, mais explosive, de 1977. Une vaste contestation juvénile, à caractère nihiliste et « luddiste », qui conclut le « long et inachevé 68 italien » par une flambée de violence aveugle et iconoclaste. Descendu dans la rue pour divulguer la parole de la révolution presque dix ans auparavant, le « Mouvement » d'extrême gauche revient à l'Université pour la dissoudre définitivement, en tant qu'institution d'excellence, dans le prolétariat romain. Les acteurs du *Settantasette* sont, en effet, les étudiants destinés au « chômage intellectuel » par un système éducatif toujours arriéré et clientéliste, les marginaux et les travailleurs intermittents confinés dans une précarité permanente, à cause de la crise économique et de la surexploitation, qui ayant pris conscience de leur « absence de futur », se révoltent furieusement contre la « société des privilégiés », celle crée par leurs pères et leurs collègues ainées. Convaincus de pouvoir endiguer cette énergie pour tenter de faire évoluer finalement l'*illégalité de masse* en insurrection urbaine, les « autonomes » se lancent dans le *Settantasette.* Déclenchée en riposte au énième projet de réforme législative de l'Université, cette mobilisation juvénile se transforme rapidement en une offensive armée contre l'ensemble des ennemis du « Mouvement » : le parti communiste, les forces l'ordre, l'État, moyennant un préalable « purification territoriale » à l'égard des néofascistes. Parmi les multiples violences, on assiste ainsi à l'assaut et à l'incendie du siège du « Fronte della Gioventù » (3 février 1977) ; à l'agression contre le secrétaire de la CGIL, Luciano Lama, obligé à fuir « La Sapienza » (17 février) ; à deux journées de guérilla urbaines (5 et 12 mars) qui dévastent le centre de Rome ; à l'homicide de l'agent Settimio Passamonti pendant l'évacuation de la cité universitaire occupée (21 avril).

Malgré cette escalade impressionnante, l'incapacité, ou l'impossibilité, de donner une claire stratégie politique à la révolte conduit à une impasse et à la l'affaiblissement du mouvement. Une fois privée de sa fureur et de sa cohésion, la contestation est

[24] L'introduction de la « loi Reale » en 1975 avait agrandi les pouvoirs répressifs des forces de l'ordre.

facilement dissoute par un mélange de répression policière[25] et d'assistanat public[26]. Pour le « Mouvement », ce reflux est terrible : après avoir rêvé la « Prise du Palais », rage, déception et désespoir se répandent, en effet, dans le monde extraparlementaire romain, en mettant définitivement en crise l'exercice de l'*illégalité de masse.* Ce tourment grandissant connaît finalement deux issues alternatives : le reflux dans l'héroïne, ou l'adhésion complète aux préceptes de la guérilla et l'entrée en clandestinité (*parti armé*).

C'est seulement vers la fin de 1977, en effet, que le répertoire du « parti armé » arrive à s'imposer dans la capitale, malgré sa grande attractivité dans une perspective révolutionnaire pleinement néomarxiste. Jusque-là, la spécificité urbaine de Rome – caractérisée par une prééminence du « quartier » sur « l'usine » comme contradiction majeure du développement capitaliste – avait favorisé une violence politique basée sur le contrôle du territoire et l'action de masse. Au contraire, dans les autres métropoles du pays, les forces extrémistes avaient toujours préféré des modèles axés sur le mimétisme, la flexibilité, la mobilité et surtout sur l'exposition spectaculaire de la violence réalisée par un petit noyau professionnalisé. Dans la première décennie d'après-68, l'emprise de *l'illégalité de masse* est tellement forte que même les rares et fragiles expériences de guérilla clandestine tentées per les franges ouvriéristes du « Mouvement » romain – les plus ouvertes aux influences externes – restent associées à la création d'un « contre-pouvoir de quartier ». En fait, tous les attentats perpétrés, avant 1977, par les quelques formations autochtones mettant en œuvre un répertoire du « parti armé » (FARO, LAPP, UCC) se veulent comme des opérations de soutien aux luttes sociales qui agitent les périphéries de la capitale : cela est attesté par les deux actions majeures, telles que la « jambisation » du Président de l'Union des Pétroliers italiens et le kidnapping du grossiste en viande Giuseppe Ambrosio réalisée en 1976 au nom de l'opposition à la vie chère.

Rome attire les attentions des groupes armés étrangers à la ville, dans leur stratégie d'attaque au cœur de l'État : si le « débarquement » des NAP dans la capitale (1974-1977) se révèle infructueux, en raison d'une incapacité à penser le rapport avec le territoire urbain, l'arrivée des « Brigades Rouges » (1976-1977) change pour la première fois la donne. En l'absence d'une grande classe ouvrière, mais forts d'un milieu extraparlementaire qui s'est radicalisé jusqu'à viser l'affrontement frontal avec l'État, les BR s'appuient sur les ressortissants locaux du « Mouvement », déçus par les limites

[25] Les forces de l'ordre obtiennent en 1977 une nouvelle augmentation de leurs pouvoirs de répression.
[26] Il s'agit de la loi n. 285 qui crée des dizaines de milliers d'emplois fictifs dans l'administration publique, à attribuer aux jeunes contestataires.

de l'*illégalité de masse* et séduits par la possibilité de s'enrôler dans la seule formation qui a su se mettre durablement au niveau de force du système néocapitaliste. Cette « cooptation » permet la naissance dans la capitale d'un sujet subversif complètement émancipé de l'*illégalité de masse, et* pourtant capable de mettre en œuvre une pratique armée durable, grâce à la discipline interne, des financements d'origine septentrionale et la connaissance du territoire assurée par la composante paramilitaire locale. L'innovation brigadiste réside dans le choix de séparer les « bases logistiques » - localisées dans les secteurs occidentaux de la ville, en raison du caractère petit-bourgeois et anonyme de l'habitat qui permet un bon mimétisme aux yeux des forces de l'ordre – et les cellules (« brigades »), situées dans les quartiers prolétaires de l'est (« Centocelle », au « Tiburtino », à « Torre Spaccata », à « San Lorenzo » , au « Policlinico ») où demeurent les sources majeures de la conflictualité urbaine. Pareille séparation géographique entre la logistique et les lieux militantisme révèle la capacité de la « colonna romana » à utiliser l'entièreté du périmètre urbain. À la différence du « Mouvement » qui concentre dans une même parcelle métropolitaine les sièges, les structures et l'action afin de créer une situation de contre-pouvoir territorial hostile à l'État - les B.R. jouent sur le mimétisme et la flexibilité de la clandestinité qui permet, en revanche, de profiter instrumentalement des « zones rouges » sans pour autant fournir à l'ennemi des points de référence. Ce modèle tend à séparer le « cerveau » du « bras armé », afin de garantir la survie de l'instance révolutionnaire (le commandement national) indépendamment des défaites militaires : en raison de sa nature particulière, cette articulation interne se révèle extrêmement rigide au sein de la « colonna romana ». Dans la capitale, plus que dans les autres réalités métropolitaines, le contrôle sur les appareils opérationnels par la direction « nordiste » du parti armé est plus élevé qu'ailleurs puisque les premiers continuent à garder une approche paternaliste et méfiante à l'égard des seconds. Au-delà de l'ancien préjugé portant sur l'indiscipline et le populisme des militants romains, c'est l'importance de Rome - en tant que cœur de l'État – qui conduit à la tutelle toute particulière de la « colonna romana » : toute action proposée par les membres locaux – même à petite échelle – est examinée par la tête de l'organisation qui en vérifie l'homologation par rapport à la stratégie générale. La finalité sous-jacente semble être celle d'empêcher que *l'attaque de la ville*, promue par les brigades de quartier, n'entrave la *lutte contre l'État* poursuivie sur volonté du commandement national. Cela signifie que les « Brigades Rouges » opèrent à Rome sur un double niveau : une dimension systémique, gérée directement par les leaders septentrionaux, au sein de laquelle Rome n'est qu'un espace géopolitique hébergeant les

centres directionnels de l'État à abattre ; et une dimension citadine, prônée par les « cadres romains », qui vise les figures du pouvoir urbain en continuant à attaquer les contradictions historiques de la ville. Bien que déconnectée, et donc non fonctionnelle à l'offensive contre les institutions, cette catégorie « locale » d'attentats est promue par le commandement national afin de permettre un « entrainement professionnalisant à la guérilla clandestine » tout en alimentant dans la capitale une tension diffuse qui devrait augmenter les difficultés des forces de l'ordre. Maintenir une activité d'*assaut à la ville* sert aussi à garder un canal de communication avec le MPRO, le réseau de microformations clandestines nées des cendres du *Settansette* réunissant tous ces militants d'ultragauche décidés à passer au *parti armé*, mais qui n'ont pas pu, ou voulu, intégrer la « colonna romana » des BR. En réalité, si ces dernières avaient porté à Rome la « technique » et la « méthode » pour élever la subversion au niveau de l'État néocapitaliste, c'est le MPRO, héritier des dynamiques historiques de la violence romaine, qui bat la mesure de la radicalisation propre aux « années de plomb ». En fait, la « colonna romana » se limite encore aux incendies de voitures, aux raids dévastateurs de sièges et aux « jambisations, quand le MPRO déclenche une spirale terrible de vendettas meurtrières avec les N.A.R. qui relance la bataille territoriale entre le « rouge » et le « noir » dans la capitale, inaugurée par les morts de frères Mattei (1973) et de Mikis Mantakas (1975). Une spirale activée par les homicides des militants d'ultragauche Elena Pacinelli et de Walter Rossi (novembre 1977), qui se conclut après nombreuses victimes seulement en février 1983, par l'assassinat du néofasciste Paolo Di Nella. Au sein de cette escalade, le « massacre d'Acca Larentia » du 7 janvier 1978, établit le passage définitif de la phase proto-insurrectionnelle au stade de la guérilla[27].

Pendant l'année 1978, en effet, le gros des milieux ultragauchistes de la capitale se libère des dernières structures et des répertoires de l'*illégalité de masse*, en faveur de la praxis propre au *parti armé* moyennant les deux grandes catégories opérationnelles de l'o*ffensive contre la ville* et de la *lutte contre l'État*. Parmi les multiples attentats quotidiens qui marquent l'apogée des « années de plomb » à Rome (1978-1980), ce sont toujours les actions des « Brigades Rouges » qui fixent les « standards » de la subversion. Ainsi, l'homicide du spéculateur immobilier et notable locale, Italo Schettini (29 mars 1979) et le « raid dévastateur » contre le siège provincial de la DC. (3 mai 1979) sont deux opérations de guérilla « professionnelles » qui pourtant font sens pour le

[27] Le choix de réaliser une embuscade nocturne contre une section de frontière du M.S.I., utilisant des « armes lourdes », incarne l'acte marquant l'affirmation de la clandestinité paramilitaire sur l'*illégalité de masse* à Rome, même en matière de pratique antifasciste, terrain traditionnel du « Mouvement ».

mouvement romain. Au niveau systémique, ces actions comportent la litanie d'assassinats de magistrats, policiers, carabiniers, professeurs, fonctionnaires jusqu'à celui d'Aldo Moro le 16 mars 1978. Si l'affaire Moro représente l'acmé de la crise de la démocratie, entre 1978 et 1980, une série quotidienne d'attentats sanglants encore les périphéries populaires aussi bien que le centre-ville. L'effet de ces crimes politiques est amplifié par les délits d'une criminalité organisée de jour en jour plus puissante, qui opère souvent des alliances temporaires et mercenaires avec les groupes révolutionnaires. Vue de l'extérieur, la lutte de quartier se mêle alors à l'offensive antiétatique, au gangstérisme, à la délinquance des toxicomanes et aux gestes révoltés des marginaux dans un énorme moment de crise de la vie démocratique romaine. Les mesures exceptionnelles adoptées par les gouvernements en place – telles que les pouvoirs spéciaux accordés aux forces policières et judiciaires – ainsi que les graves scandales qui secouent le système politique jusqu'au point de provoquer les démissions du Président de la République contribuent à créer un sentiment d'urgence collective.

---

g) L'importance de la singularité urbaine dans la conclusion des « années de plomb » à Rome

Malgré ces effusions de sang et la diffusion d'un état de crise généralisé, la même « singularité problématique » de Rome qui avait longtemps favorisé le développement de la violence politique en ville finit par jouer contre les Brigades rouges. Ayant échoué à abattre les institutions républicaines ou, tout au moins, à déclencher une guerre civile, le « parti armé » se retrouve dans l'impossibilité de continuer son processus de croissance, car le « contexte » de la capitale n'a plus de ressources « antagonistes » à offrir.

Une fois achevée l'opération Moro, la consigne stratégique de l'attaque au cœur de l'État prônée par le commandement national, la direction du parti armé estime que désormais l'essentiel des coups doit être dirigé contre l'État tandis que l'attaque contre la ville n'est plus nécessaire. En même temps, une autre ligne voit le jour : capitaliser les « succès militaires » pour recruter le prolétariat urbain, à travers une relance à grande échelle des conflits de quartier. C'est au vu de cette divergence qu'une composante importante du brigadisme dans la capitale abandonne la bataille contre les institutions républicaines pour revenir à la tradition de lutte romaine : l'expérience du « Movimento Comunista Rivoluzionario » (MCR) - fondé par des dissidents expulsés et consacrée à

l'intervention dans la « lutte pour le logement » à travers les répertoires du « parti armé » - en est la preuve tangible. D'autre part, le fait que le MCR n'ait survécu que quelques mois et que ses actions soient restées confinées à une dimension micro-territoriale montre en quoi le contexte général de la contestation populaire à Rome a drastiquement changé : depuis 1976 la conflictualité liée à l'autodétermination de quartier diminue tellement qu'à la fin de la décennie elle ne peut plus représenter un front de subversion sociopolitique. L'échec du MCR incarne, de ce fait, le un point de non-retour, à savoir l'impossibilité d'une stratégie à rebours du brigadisme romain qui se retrouve à un point mort. Déstabilisés par cette crise - qui pour la première fois a mis en question la solidité et le prestige mythique de ce groupe armé – et par le déploiement de mesures exceptionnelles adoptées par les appareils de sécurité de l'État suite à l'escalade brigadiste dans la capitale[28], les dirigeants brigadistes romains commencent à essuyer les coups d'une répression policière qui portera à l'arrestation du chef suprême, Mario Moretti, le 4 avril 1981.

Pensées prioritairement pour la répression du phénomène brigadiste, ces dispositions judiciaires contribuent naturellement à contrer aussi le reste du « parti armé » dans la capitale : en effet, le début de la fin du MPRO coïncide chronologiquement avec la première impasse de la « colonna romana », au milieu de l'année 1979. Le 7 avril, un blitz judiciaire gigantesque frappe le monde de l'extrémisme ultragauchiste italien, avec des centaines d'arrestations pour présomption de « conspiration contre les pouvoirs de l'État » : il s'agit du « Teorema Calogero », lequel vise ce qui reste de « l'Autonomie ouvrière organisée », considérée comme le pilier fondamental de la subversion armée dans le pays. La nature radicale, et en quelque sorte maccartiste de cette opération policière produira ses effets jusqu'au milieu des années 1980 : le gros du réseau « autonome » en sort pulvérisé, tandis que de la dissension pacifique aux franges paramilitaires, aucune composante extraparlementaire n'est épargnée. Du coup, même la « base » du MPRO – alimenté par les secteurs demi-clandestins du « Mouvement » qui occasionnellement abandonnent les répertoires de l'*illégalité de masse* en faveur du *parti armé* – se retrouve privée de tout espace de manœuvre. L'aire sociale de contiguïté morale et de soutien logistique aux petits combattants métropolitains du MPRO finit par disparaitre : pour utiliser une métaphore de l'époque, les « poissons révolutionnaires »

[28] L'usage « occulte » de la torture dans les interrogatoires ; l'isolement des militants détenus dans les ailes spéciales des prisons (« braccetti ») afin de couper toute communication avec le reste des combattants encore en liberté ; la campagne massive de barrages, irruptions, perquisitions ; l'élévation drastique des peines pour les délits contre l'État associée à la création de la catégorie juridique du « dissocié » (qui détermine la constitution d'un système de primes importantes, « legislazione premiale », en faveur de ceux qui abandonnent et contribuent à réprimer la lutte armée).

n'ont plus la possibilité de se cacher dans la « mer de la contestation populaire ». Effrayés par la possibilité d'être pris dans le mécanisme kafkaïen de la mise en accusation pour « association subversive » et « participation à une bande armée », ces sympathisants du parti armé s'évanouissent rapidement, en laissant les militants du MPRO isolés et coincés. À leur tour, ces derniers, une fois privés de tout support externe, se révèlent incapables de résister longtemps à la pression d'une vie en cavale ou d'un régime de détention spéciale, à cause principalement de leur faiblesse idéologique (« marxisme lyrique ») et de la peur de se voir associés aux crimes, bien plus graves, des brigadistes. Traqué par les forces de l'ordre et de plus en plus stigmatisé par l'opinion publique de gauche, le réseau du MPRO se livre à une intensification désespérée de la violence, dans le cadre d'un parcours autodestructeur qui se conclut habituellement soit par la mort soit par l'arrestation. Après avoir touché le fond d'une violence devenue une fin en soi, éthiquement insoutenable, et étant structurellement incapable d'affecter le système néocapitaliste, le réseau des petits combattants métropolitains cesse d'exister au début de 1981.Au début des années 1980, donc, le milieu romain de la subversion clandestine et paramilitaire entre irréversiblement dans une phase crépusculaire : tombé à l'improviste dans le collimateur des appareils de sécurité de l'État, suite au « massacre de Bologne » (2 août 1980, 85 morts), même l'extrémisme néofasciste entame un processus d'autodestruction qui en l'espace de deux ans, liquide les dernières forces militantes à coups de vendettas intestines. Les espaces de manœuvre en ville ont été drastiquement réduits par la montée d'une aspiration de la société à mettre un terme au bain de sang, tandis que le régime de clandestinité et les chaines d'approvisionnement sont généralement compromis à cause de la nouvelle capacité policière d'obtenir des informations par la torture ou la « dissociation ». La démobilisation des masses et la fin du paradigme de la guerre froide finiront par avoir raison des ambitions les plus farouchement révolutionnaires.

En effet, les années 1980 représentent un nouveau tournant pour l'histoire de l'Italie et de sa capitale, dans un rapport d'opposition à la saison post-soixante-huitarde et aux « années de plomb ». Sous la pression d'une image ternie de la « militance », désormais devenue synonyme de violence et de mort, les milieux juvéniles se détournent de l'activité politique au profit des loisirs, tout en remplaçant l'engagement public par la réussite personnelle, les assemblées par la télévision commerciale et les discothèques. Parallèlement, ce processus de démobilisation affecte aussi les couches sociales plus âgées qui après la longue marche effectuée pour reconstruire et moderniser le pays, semblent vouloir profiter pleinement du bien-être et d'une nouvelle phase d'expansion

économique. En définitive, la société se confronte à une sorte de « mort des idéologies » : même les catégories traditionnelles qui avaient présidé à la constitution matérielle pendant l'après-guerre – perdent leur centralité. La « Démocratie chrétienne », pour la première fois dès la création de la République, doit céder le poste de Premier ministre à un autre parti, tandis que l'ancienne structure duale du Pouvoir (DC et PCI) est d'emblée concurrencée par l'émergence du « craxisme » socialiste. D'autre part, au niveau du positionnement géopolitique, le pays participe au premier rang du processus d'érosion des blocs opposés, hérités des accords de Yalta : Rome, en particulier, devient un des épicentres internationaux de ce bouleversement historique, notamment en raison de l'activité du Pape Jean-Paul II et de la ligne stratégique suivie par le parti communiste. Pour la capitale, l'entrée symbolique dans cette nouvelle époque, si antithétique à l'après-68, est représenté par l'attentat contre le souverain pontife que le killer turc Ali Agca réalise le 13 mai 1981 : c'est le choc provoqué par un tel geste – jugée sacrilège et presque apocalyptique par une société qui, au fond, est encore imprégnée de catholicisme – qui conduit le gros de la population romaine à vouloir tirer un trait définitif sur les « années de plomb ». L'imbrication entre impasse stratégique et répression quotidienne d'un côté, le reflux généralisé dans le privé et la dégénérescence des organisations subversives en gangstérisme de l'autre favorisent finalement la sortie du tunnel de violence politique à Rome. Le geste symbolisant ce tournant historique arrive le 30 septembre 1982, quand 51 « détenus rouges » de Rebibbia se décident à reconnaitre la défaite militaire du « parti armé » dans le pays, en lançant un appel aux institutions républicaines pour trouver une « solution politique à la « cicatrice des années de plomb ».

Comme la structure singulière de la ville avait initialement contribué à fomenter un phénomène de subversion armé – puissant et profond, comme nulle part ailleurs en Europe occidentale, au point d'arriver à mettre en question le monopole de la violence légitime de la part de l'État – ainsi c'est un évènement unique et particulier à en marquer la fin. C'est en effet la visite à Rebibbia de Jean-Paul II, et sa disponibilité à confesser son propre agresseur qui a rendu possible la proposition de réconciliation adressée à Rome, en tant que double capitale du pays et de la chrétienté, par l'essentiel de ces « prisonniers politiques » qui avaient alimenté une décennie de violence et de terrorisme.

En étudiant cette singularité urbaine dans le cadre de la difficile modernisation italienne d'après-guerre, cette thèse a donc cherché à comprendre les mécanismes qui ont transformé la capitale de l'Italie en incubateur d'une expérience de violence politique parmi les plus dramatiques du monde démocratique occidental.

LISTE DES SIGLES

Partis politiques

DC = Démocratie chrétienne
PCI = Parti communiste italien
PSI = Parti socialiste italien
PSDI = Parti sociale-démocrate italien
PRI = Parti républicain italien
PLI = Parti libéral italien
MSI = Movimento sociale italiano (post-fasciste)
UQ = Fronte dell'Uomo qualunque (poujadiste)
PMP = Partito monarchico popolare (monarchiste)
PNM = Partito nazionale monarchico (monarchiste)
DP = Democrazia Proletaria (extrême gauche)
PSIUP = Parti socialiste italien d'unité prolétaire
PSU = Parti socialiste unifié

Syndicats et agences collatérales

CGIL = Confédération générale du travail (gauche)
CISL = Confédération syndicales des travailleurs (centre catholique)
UNIA /SUNIA = Union national locataires et concessionnaires
CCCP = Consulte popolari
CAB = Comitato Agitazione Borgate
ACLI = Associations chrétienne des travailleurs italiens
AC = Azione Cattolica
CL = Comunione e Liberazione
CUB = Comité unitaire de base
RDB = Représentations syndicales de base
CP = Comité politique

Dispositifs, règlements, sociétés et branches étatiques

PRG = Plan d'urbanisme
GESCAL = Caisse de cotisation pour la construction de logement social
FF.SS. = Société nationale chemins de fer
ENEL = Société nationale d'électricité
ATAC = Société de transport public
RAI = Radiotélévision publique italienne
INPS = Institut national de sécurité sociale
ENI-AGIP = Société pétrolière nationale
SIP = Compagnie téléphonique nationale
ACEA = Compagnie des eaux
DIGOS = Police politique

Associations de jeunesse

FDG = Fronte della gioventù
AGI = Associazione Goliardica italiana
UGI = Unione Goliardica italiana
FUAN = Fronte Universitario d'azione nazionale
FGCI = Fédération des jeunes communistes
FUCI = Fédération des étudiants catholiques
INTESA = Association universitaire catholique

Formations extraparlementaires

LDP = Lotta di Popolo
LP = Lotta Popolare
ON = Ordine Nuovo
AN = Avanguardia Nazionale
ANG = Avanguarda Nazionale Giovanile
TP = Terza Posizione

CL'A = Costruiamo l'Azione
EC = Europa Civiltà
PG = Primula Goliardica
COCORO = Comités Communistes Romains

COCOCE = Comité Communiste de Centocelle
AO = Avanguardia Operaia
LC = Lotta Continua
POTOP = Potere Operaio
AUTOP = Autonomia Operaia Organizzata
NCR = Noyaux Communistes Révolutionnaires
GCR = Groupes Communistes Révolutionnaires
UO = Unità Operaia
PCd'I (M-L) = Parti communiste marxiste-léniniste d'Italie

Groupes clandestins

BR = Brigades rouges
BR-PCC = Brigades rouges – parti communiste combattant
BR-PG = Brigades rouges – parti de la guérilla
GAP = Groupes armés partisans
NAP = Noyaux armés prolétaires
NAR = Noyaux armées révolutionnaires
MPON = Movimento Politico Ordine Nuovo
PL = Prima Linea
MPRO = Mouvement prolétaire de résistance offensive
FCA = Formations Communistes Armées
LAPP = Lutte armée pour le pouvoir prolétaire
UCC = Unités communistes combattantes
FARO = Front armé révolutionnaire
COCORI = Comités Communistes Révolutionnaires
MCR = Mouvement Communiste Révolutionnaire
GC = Guerriglia Comunista
SAP = Squadre di azione proletaria

ARCHIVES ET SOURCES NUMÉRIQUES

- Archives privés *« Memorie di Carta »* - l'Istituto romano per la storia d'Italia dal fascismo alla Resistenza (IRSIFAR) de Rome :
  - Fondo Antonio Ceccotti ;
  - Fondo Cogidas ;
  - Fondo Ferruccio Cesaretti ;
  - Fondo Giuseppe Musci ;
  - Fondo Guido Crainz ;
  - Fondo Lipparini-Stefania Raspini ;
  - Fondo Massimo Pasquini ;
  - Fondo Paolo Palazzi ;
  - Fondo Raoul Mordenti ;
  - Fondo Stefano Lepri.

- « Fondo Pubblica Sicurezza », *Catégorie G: 1944-1986* - Archivio Centrale dello Stato (Rome).

- « Ministero dell'Interno », *Gabinetto: fascicoli correnti (1967-1970)* - Archivio Centrale dello Stato (Rome).

- « Fondo Mariano Cazzaniga », *OLC* - Istituto Fondazione Gramsci (Rome).

- « Fondo Movimento Studentesco di Roma », *Movimento Studentesco* - Istituto Fondazione Gramsci (Rome).

- « Archivio Partito Comunista Italiano » - Istituto Fondazione Gramsci (Rome).

- « Fondo Mariuccia Salvati», *Antifascismo-Roma 1969-1975*, Fondazione Lelio e Lisli Basso (Issoco) de Rome.

- Archives cartographiques de la Fondazione Giovanni Astengo (Rome)

- Archives du Centro di Documentazione "Cultura della legalità democratica" (Florence)

- « Archivio Storico della Nuova Sinistra – Marco Pezzi » - Istituto Parri per la storia e le memorie del '900 (Bologne).

Fonds numérisées

- « Archivio 68-77 : gruppi e movimenti si raccontano » - *Nel Vento*
(http://www.nelvento.net/archivio/68/index.html)

- « Biblioteca Multimediale Marxista »
(http://www.bibliotecamarxista.org/testi.htm)

- « Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi »
(http://www.parlamento.it/parlam/bicam/terror/home.htm)

- « Fonti Italia Repubblicana » - *Rete degli archivi per non dimenticare*
(http://www.fontitaliarepubblicana.it/DocTrace/)

- « Centro di documentazione anarchica » - *Libreria Anomalia*
(http://www.libreriaanomalia.org/catalogo-manifesti/)

- « Archivio Lotta Continua » - *Fondazione Erri De Luca*
(http://fondazionerrideluca.com/web/archivio-lotta-continua/)

- « Archivio Storico – La Stampa »
(http://www.lastampa.it/archivio-storico/index.jpp)

- « Archivio storico – L'Unità »
(http://archivio.unita.it/index.php)

- « Archivio Primo Moroni » - *Libreria Calusca*
(https://www.inventati.org/apm/archivio/)

- « Archivio Radio Radicale »
(https://www.radioradicale.it/pagine/larchivio)

BIBLIOGRAPHIE

Contexte international et enjeux de la "guerre froide"

- ACCAME Giano, *Guerra santa e vittoria maledetta,* "Il Borghese", XVIII, n. 25, 22 juin 1967.
- AGA ROSSI Elena et Zaslavsky Victor, *Togliatti e Stalin: Il PCI e la politica estera staliniana negli archivi di Mosca,* Bologna, Il Mulino, 2007.
- ANWELLER Oskar, *Les Soviets en Russie : 1905-1921*, Paris, Gallimard, 1972.
- BELLO Francesco, *Aldo Moro, il centrosinistra e i rapporti Italia-Usa (1959-1965),* "Nuova Storia Contemporanea", n. 5, 2011, pp. 99-114.
- BETTANIN Fabio, *Stalin e l'Europa: la formazione dell'impero esterno sovietico (1941-1953),* Roma, Carocci, 2006.
- BORDONE Sandro, *Il contrasto sino-sovietico e la polemica tra PCI e PCC,* "Il Politico", XLVI, n. 2, 1979, pp. 282-315.
- CALANDRI Elena, *Il Mediterraneo e la difesa dell'Occidente, 1947-1956: eredità imperiali e logiche di guerra fredda,* Firenze, Manent, 1997.
- CAMPUS Mauro, *L'Italia, gli Stati Uniti e il Piano Marshall, 1947-1951,* Roma-Bari, Laterza, 2008.
- *Chiesa e Terzo mondo in un messaggio di vescovi,* "Aggiornamenti sociali", XVIII, n. 9-10, 1967.
- CLEMENTI Marco, *L'alleato Stalin. L'ombra sovietica sull'Italia di Togliatti e De Gasperi,* Milano, Rizzoli, 2011.
- COLLOTTI Enzo, *Collocazione internazionale dell'Italia dall'armistizio alle premesse dell'alleanza atlantica (1943-1947),* in *L'Italia dalla liberazione alla Repubblica,* Milano, Feltrinelli, 1977.
- CORFIELD Justin J., *Khmers Stand Up! : A History of the Cambodian Government 1970-1975*, Clayton, Centre of Southeast Asian Studies – Monash University, 1994.
- CRAVERI Piero, *De Gasperi e il ricorso necessario ai "vincoli esterni",* in Id. et Gaetano Quagliariello (dir.), *Atlantismo e Europeismo,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2003, pp. 567-586.
- DE JACO Aldo, *Colonnelli e Resistenza in Grecia,* Roma, Editori Riuniti, 1970.
- DE LEONARDIS Massimo, *Guerra fredda e interessi nazionali. L'Italia nella politica internazionale del secondo dopoguerra,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2014.
- DEL PERO Mario, *Gli Stati Uniti e il dilemma italiano*, in Pier Luigi Ballini, Sandro Guerrieri, Antonio Varsori (dir.), *Le istituzioni repubblicane dal centrismo al centro-sinistra (1953-1968)*, Roma, Carocci, 2006, pp. 212-226.
- DEL PERO Mario, *L'Italia e gli Stati Uniti: un legame rinnovato?,* in Federico Romero et Antonio Varsori (dir.), *Nazione, Interdipendenza, Integrazione,* Roma, Carocci, 2005, pp. 302-304.
- DELLACASA Gianfranco, *La controrivoluzione sconosciuta. Problemi della rivoluzione russa, dell'Urss e del movimento internazionale dal 1905 a Kruscev*, Milano, Jaca Book, 1977.
- DI NOLFO Ennio (dir.), *La politica estera italiana negli anni Ottanta*, Venezia, Marsilio, 2002.

- DOYLE Kate, *The Tlatelolco Massacre: Declassified U.S. Documents on Mexico and the Events of 1968*, "National Security Archive Electronic Briefing Book", n. 10, octobre 2003.
- DREYER Sylvain, *Révolutions !: Textes et films engagés - Cuba, Vietnam, Palestine,* Paris, Armans Colin, 2013.
- ELWOOD David W., *L'alleato nemico: la politica dell'occupazione anglo-americana in Italia 1943-1946,* Milano, Feltrinelli, 1977.
- ELWOOD David W., *The 1948 Elections in Italy: a Cold War Propaganda Battle,* in Giovanni Tocci (dir.), *Ripensare il 1948: politica, economia, società, cultura,* Ancona, Il Lavoro editoriale, 2000, pp. 300-325.
- FALLACI Oriana, *Niente e così sia*, Milano, Rizzoli, 1969.
- FASANELLA Giovanni et Priore Rosario, *Intrigo internazionale,* Milano, Chiarelettere, 2010.
- FEJTŐ François, *Le Printemps tchécoslovaque 1968*, Paris-Bruxelles, Complexe, 1999.
- FERNANDEZ VARGAS Valentina, *La resistencia interior en la Espana de Franco,* Madrid, Istmo, 1981.
- FERRARI Paolo, *In cammino verso Occidente. Berlinguer, il PCI e la comunità europea negli anni '70*, Bologna, Clueb, 2007.
- FLORES Marcello, *Il mito dell'URSS nel secondo dopoguerra,* in Pier Paolo D'Attorre (dir.), *Nemici per la pelle. Sogno americano e mito sovietico nell'Italia contemporanea,* Milano, FrancoAngeli, 1991, pp. 491-507.
- FORMIGONI Guido, *La Democrazia Cristiana e l'alleanza occidentale (1943-1953),* Bologna, Il Mulino, 1996.
- GATTI Claudio, *Rimanga tra noi: l'America, l'Italia, la questione comunista*, Milano, Leonardo, 1990.
- GENTILONI Silveri Umberto, *L'Italia e la nuova frontiera. Stati Uniti e centro-sinistra 1958-1965,* Bologna, Il Mulino, 1998.
- GIBJANSKJ Leonid, *Mosca, Il PCI e la questione di Trieste (1943-1948),* in Silvio Pons et Francesca Gori (dir.), *Dagli archivi di Mosca, L'URSS, il Cominform e il PCI 1943-1951*, 1998.
- HALSTEAD Fred, *OUT NOW! A participant's account of the American movement against the Vietnam war,* New York, Monad Press, 1978.
- KARLSEN Patrick, *Frontiera Rossa: il Pci, il confine orientale e il contesto internazionale (1945-1954),* Gorizia, LEG, 2010.
- KENNAN George F., *The Sources of Soviet Conduct*, "Foreign Affairs", XXV, n. 4, juillet 1947, pp. 566-582.
- LEVY W.J., *Implications of World Oil Austerity,* New York, Mimeo, 1974.
- LOMELLINI Valentine et Varsori Antonio (dir.), *Dal Sessantotto al crollo del muro. I movimenti di protesta in Europa a cavallo tra i due blocchi,* Milano, FrancoAngeli, 2014.
- MACCHIA Antonio, *Il sindacalismo cristiano: Solidarnosc e la fine della guerra fredda*, Milano, Vita e Pensiero, 2008.
- MACFARQUHAR Roderick et Schoenhals Michael, *La dernière révolution de Mao. Histoire de la Révolution culturelle (1966-1976)*, Paris, Gallimard, 2009.
- MARINO Giuseppe Carlo, *Guerra fredda e conflitto sociale in Italia, 1947-1953,* Caltanissetta, Sciascia, 1991.
- MOROZZO DELLA ROCCA Roberto, *Unione Sovietica e questione comunista nell'opinione pubblica cattolica in Italia,* in Andrea Riccardi (dir.), *Pio XII*, Bari, Laterza, 1985, pp. 379-407.

- NEGLIE Pietro, *La stagione del disgelo: il Vaticano, l'Unione Sovietica e la politica del centro-sinistra (1958-1963),* Siena, Cantagalli, 2009.
- NUTI Leopoldo, *Gli Stati Uniti e l'apertura a sinistra. Importanza e limiti della presenza americana in Italia,* Roma-Bari, Laterza, 1999.
- NUTI Leopoldo, *L'Italia e lo schieramento dei missili da crociera BGM-109 G "Gryphon"*, in Simona Colarizi et al. (dir.), *Gli anni Ottanta come storia*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2004, pp. 119-154.
- PAPPAGALLO Onofrio, *Il PCI e la rivoluzione cubana: la " via latino-americana al socialismo" tra Mosca e Pechino (1959-1965),* Roma, Carocci, 2009.
- PELIZZARI Paolo, *La stabilità democratica italiana. Gli anni Settanta e le carte americane*, "Storia e Futuro", n. 20, juin 2009, pp. 1-24.
- PINZANI Carlo, *L'Italia nel mondo bipolare,* in Francesco Barbagallo et al., *Storia dell'Italia repubblicana*, Torino, Einaudi, 1997*,* pp. 117-251.
- PONS Silvio, *Il fattore internazionale nella "leadership" di Togliatti (1944-1964),* "Ricerche di storia politica", n. 3, 2002.
- PONS Silvio, *L'impossibile egemonia. L'URSS, il PCI e le origini della guerra fredda, 1943-1948,* Roma, Carocci, 1999.
- PONS Silvio, *L'Urss e il Pci nel sistema internazionale della guerra fredda,* in Roberto Gualtieri, *Il PCI nell'Italia repubblicana: 1943-1991,* Roma, Carocci, 2001.
- PRESTON Paul, *La crisis del franquismo (1979-1977),* "Historia 16", n. 13, pp. 89-129.
- QUAGLIARIELLO Gaetano, *La transizione alla democrazia in Italia e in Francia,* in Id. et Elena Aga Rossi (dir.), *L'altra faccia della luna. I rapporti tra Pci, Pcf e Unione Sovietica,* Bologna, Il Mulino, 1997.
- REYNOLDS David, *From World War to Cold War: Churchill, Roosevelt, and the International History of the 1940s*, Oxford, OUP, 2006.
- ROBBE Federico, *L'impossibile incontro: gli Stati Uniti e la destra italiana negli anni Cinquanta,* Milano, FrancoAngeli, 2012.
- ROMERO Federico, *Americanization and National Identity: The Case of Postwar Italy,* in Luciano Tosi (dir.), *Europe, Its Borders and the Others,* Napoli, Edizioni Scientifiche Italiane, 2000, pp. 263-277.
- ROMERO Federico, *Gli Stati Uniti in Italia: il Piano Marshall e il Patto Atlantico,* in Francesco Barbagallo et al. (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana*, Torino, Einaudi, 1997.
- SALE Giovanni, *De Gasperi, Gli Usa e il Vaticano : all'inizio della guerra fredda,* Milano, Jaca Book, 2005.
- SARESELLA Daniela, *La vocazione terzomondista del mondo cattolico degli anni Sessanta e il giudizio sulla politica internazionale statunitense,* in Piero Craveri et Gaetano Quagliariello (dir.), *L'antiamericanismo in Italia e in Europa nel secondo dopoguerra,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2004, pp. 291-308.
- SCIROCO Giovanni, *Politique d'abord : il PSI, la guerra fredda e la politica internazionale 1948-1957,* Milano, Unicopli, 2010.
- SEGRETO Luciano, *Changing a Low Consumption Society. The Impact of US Advertising Methods and Techniques in Italy,* in Matthias Kipping et Nick Tiratsoo (dir.), *L'américanisation en Europe au XXe siècle : entreprises, culture, politique,* Lille, Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest Université Charles de Gaule -Lille 3, 2002, pp. 75-91.
- SOAVE Paolo, *Le proteste in Italia contro il regime militare greco (1967-1974),* "Ventunesimo Secolo", XIII, n. 34, juin 2014.

- STRIPPOLI Giulia, *Le PCF et le PCI face au mouvement étudiant de 1968, "*Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique", n. 11-113, 2010, pp. 99-112.
- VAN DONGEN Luc, *Un purgatoire très discret. La transition « helvétique » d'anciens nazis, fascistes et collaborateurs après 1945,* Paris, Perrin, 2008.
- VENTUROLI Cinzia, *Il colpo di stato in Grecia e la Giunta dei Colonnelli. Nodi e interpretazioni storiografiche*, "Storicamente", 8, n. 3, 2012, disponible sur : 10.1473/stor127.
- VITIELLO Alfredo, *Marxismo e teologia della liberazione. Sottosviluppo, sfruttamento, pauperismo e rivoluzione in America Latina,* Napoli, D'Auria, 1990.
- ZANI Lucia, *Il Mito del Piano Quinquennale sovietico e il «sogno americano»,* in Paolo Bertella Farnetti et al., *L'Urss, il mito, le masse,* Milano, FrancoAngeli, 1991.

Histoire de l'Italie au XXe siècle

- AGA ROSSI Elena, *Una nazione allo sbando : l'armistizio italiano del settembre 1943,* Bologna, Il Mulino, 1993.
- ARBASINO Alberto, *Un Paese senza. Addio agli anni Settanta italiani. Un congedo da un decennio poco amato*, Milano, Garzanti, 1980.
- ARTIERI Giovanni, *Umberto II e la crisi della monarchia,* Milano, Mondadori, 1983.
- ASCHERI Giacomo, *Giovanni Spadolini : prima presidenza laica*, Roma, Edizioni d'Italia, 1988.
- BACCARI Renato, *Santa sede, fascismo e patti laternanesi,* Vicenza, Neri Pozza, 1967.
- BAGET BOZZO Gianni, *Il partito cristiano al potere. La Dc di De Gasperi e Dossetti 1945-1954,* Firenze, Vallecchi, 1974.
- BALDASSARRE Antonio et al., *Innovazioni politiche e trasformazioni sociali nell'Italia degli anni '70. La riforma istituzionale,* Milano, FrancoAngeli, 1984.
- BALLINI Pier Luigi, Guerrieri Sandro, Varsori Antonio (dir.), *Le istituzioni repubblicane dal centrismo al centro-sinistra, 1953-1968,* Roma, Carocci, 2006.
- BALLINI Pier Luigi, *Mario Scelba. Contributi per una biografia,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006.
- BARBAGALLO Francesco, *Dal '43 al '48. La formazione dell'Italia democratica,* Torino, Einaudi, 1996.
- BARBAGALLO Francesco, *Mezzogiorno e questione meridionale (1860-1980),* Napoli, Guida, 1980.
- BARIS Tommaso, *Resistenza, antifascismo e guerra civile. Un dibattito tra storia e politica,* "Meridiana", n. 76, 2013, pp. 105-126.
- BEDESCHI Giuseppe, *La prima repubblica. Storia di una democrazia difficile (1946-1993),* Soveria Mannelli, Rubettino, 2013.
- BLACKMER Donald L. M., *Continuità e mutamento nel comunismo italiano nel dopoguerra,* in Id. et Sydney Tarrow (dir.), *Il comunismo in Italia e in Francia,* Milano, Etas Kompass, 1976, pp. 15-55.
- BOATTI Giorgio, *Preferirei di no: le storie dei dodici professori che si opposero a Mussolini,* Torino, Einaudi, 2001.
- BOCCA Giorgio, *Fratelli coltelli 1943-2010 : l'Italia che ho conosciuto*, Milano, Feltrinelli, 2010.

- BOCCIA Maria Luisa, *Il patriarca, la donna, il giovane: la stagione dei movimenti nella crisi italiana,* in Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni settanta: culture, nuovi soggetti, identità*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2003, pp. 253-282.
- BOGAARDS Matthijs, *The Italian First Republic : « Degenerated Consociationalism » in a Polarised Party System,* "West European Politics", 28, n. 3, 2005, pp. 503-520.
- BOTTA Diego (dir.), *La provincia di Genova: lineamenti della struttura economica e demografica*, Genova, Pagano, 1960.
- BRESCHI Danilo, *Le forme dell'anticomunismo alle origini della repubblica,* in Giancarlo Monina (dir.), *1945-1946. Le origini della Repubblica,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007, pp. 303-340.
- BRIENZA Giuseppe, *Identità cattolica e anticomunismo nell'Italia del dopoguerra: la figura e l'opera di mons. Roberto Ronca,* Crotone, Dettoris, 2008
- BRUNI Domenico Maria, *I partiti politici e la questione giuliana,* in Giancarlo Monina (dir.), *1945-1946. Le origini della Repubblica,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007, pp. 419-452.
- BRUNO Giovanni, *Le imprese industriali nel processo di sviluppo (1953-1975),* in Francesco Barbagallo et al. (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana*, Torino, Einaudi, 1997, pp. 353-418.
- CAFAGNA Luciano, *Dualismo e sviluppo nella storia d'Italia,* Venezia, Marsilio, 1989.
- CANALI Mauro, *Repressione e consenso nell'esperimento fascista,* in Emilio Gentile (dir.), *Modernità totalitaria: il fascismo italiano,* Roma-Bari, Laterza, 2008, pp. 56-81.
- CANAVERO Alfredo, *La « questione settentrionale »*, in Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni settanta: culture, nuovi soggetti, identità*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2003, pp. 521-530.
- CARDINI Antonio, *Il miracolo economico italiano: 1958-1963,* Bologna, Il Mulino, 2006.
- CARRETTI Stefano et Degl'Innocenti Maurizio, *Pertini e la bandiera italiana*, Manduria, Lacaita, 1998.
- CASALI Luciano, *E se fosse dissenso di massa? Elementi per un'analisi della conflittualità politica durante il fascismo*, "Italia contemporanea", n. 144, 1981, pp. 101-120.
- CASELLA Mario, *18 aprile 1948: la mobilitazione delle organizzazioni cattoliche,* Galatina, Congedo, 1992.
- CASELLA Mario, *L'azione Cattolica alla caduta del fascismo: attività e progetti per il dopoguerra, 1942-'45,* Roma, Studium, 1984.
- CASSESE Sabino, *La formazione dello Stato amministrativo,* in Id., *L'amministrazione pubblica in Italia,* Bologna, Il Mulino, 1974.
- CATTARUZZA Marina, *L'Italia e il confine orientale 1866-2006,* Bologna, Il Mulino, 2007.
- CAVIGLIA Daniele, *Al governo del cambiamento. L'Italia di Craxi tra rinnovamento e obiettivi mancati*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2014.
- CAZZOLA Franco (dir.), *Anatomia del potere Dc. Enti pubblici e centralità democristiana,* Bari, De Donato, 1978.
- CECCOTTI Franco et Pizzamei Bruno, *Storia del confine orientale italiano 1797-2007: cartografia, documenti, immagini, demografia,* Trieste, IRSML, 2007.
- CHIARINI Roberto, *L'ultimo fascismo: storia e memoria della Repubblica di Salò,* Venezia, Marsilio, 2009.

- CHIARINI Roberto, *La fortuna del gollismo in Italia. Le suggestioni di una "Seconda Repubblica",* "Storia Contemporanea", XXV, n. 2, 1994, pp. 173-220.
- CICALESE Maria Luisa et Musi Aurelio (dir.), *L'Italia delle cento città. Dalla dominazione spagnola all'unità nazionale,* Milano, FrancoAngeli, 2005
- COLARIZI Simona et Gervasoni Marco, *La cruna dell'ago. Craxi, il partito socialista e la crisi della Repubblica*, Roma-Bari, Laterza, 2006.
- COLARIZI Simona, *La seconda guerra mondiale e la Repubblica,* Torino, Utet, 1984.
- COLARIZI Simona, *Storia dei partiti nell'Italia repubblicana,* Roma-Bari, Laterza, 1996.
- COLARIZI Simona, *Storia del Novecento italiano: cent'anni di entusiasmo, di paure, di speranza,* Milano, Rizzoli, 2011.
- COLOMBO Cesare et Terzi Alberto (dir.), *Tra sogno e bisogno: 306 fotografie sull'evoluzione dei consumi in Italia 1940-1986,* Milano, Longanesi, 1986.
- CONTI Gianni, Pieretti Maurizio, Ruffilli Roberto (dir.), *Cultura politica e partiti nell'età della Costituente,* Bologna, Il Mulino, 1979.
- CORNER Paul, *Fascismo e controllo sociale*, "Italia contemporanea", n. 228, 2002, pp. 382-405.
- CRAINZ Guido, *Il paese mancato: dal miracolo economico agli anni Ottanta,* Roma, Donzielli, 2003.
- CRAINZ Guido, *La legittimazione della Resistenza. Dalla crisi del centrismo alla vigilia del '68,* "Problemi del socialismo", n. 7, janvier-avril 1986.
- CRAINZ Guido, *Storia del miracolo economico: culture, identità, trasformazioni fra anni Cinquanta e Sessanta*, Roma, Donzelli, 1996
- CRAVERI Piero, *De Gasperi,* Bologna, Il Mulino, 2006.
- CRAVERI Piero, *Perché il partito comunista non poté mai diventare forza egemone del sistema politico italiano,* in Gerardo Nicolosi (dir.), *I partiti politici nell'Italia repubblicana,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006, pp. 117-134.
- D'ANGELO Augusto, *De Gasperi, la destra e «l'operazione Sturzo». Voto amministrativo del 1952 e progetti di riforma elettorale,* Roma, Studium, 2002.
- D'ANGELO Augusto, *Moro, i vescovi e l'apertura a sinistra,* Roma, Studium, 2005.
- D'ANGELO Lucio, *I socialisti e la defascistizzazone mancata,* Milano, FrancoAngeli, 1997.
- D'AURIA Elio, *Gli anni della « difficile alternativa ». Storia della politica italiana 1956-1976,* Napoli, Edizioni Scientifiche italiane, 1983.
- DE CASTRO Diego, *La questione di Trieste: l'azione politica e diplomatica italiana dal 1943 al 1954,* 1981.
- DE FELICE Franco*, Nazione e crisi: le linee di frattura*, in Francesco Barbagallo et al. (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana*, Torino, Einaudi, 1997, pp. 3-131.
- DE LUNA Giovanni, *Il 18 aprile,* in Mario Isnenghi (dir.), *I luoghi della memoria: personaggi e date dell'Italia unita,* Roma-Bari, Laterza, 2010, pp. 319-331.
- DE ROSA Gabriele et Monina Giancarlo (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta,* IV vol. : Sistema politico e istituzioni*,* Soveria Mannelli, Rubettino, 2003.
- DI GREGORIO Angela, *Epurazioni e protezione della democrazia. Esperienze e modelli di « giustizia post-autoritaria »,* Milano, FrancoAngeli, 2012.
- DI LORETO Pietro, *La difficile transizione. Dalla fine del centrismo al centro-sinistra 1950-1963,* Bologna, Il Mulino, 1993.
- DI LORETO Pietro, *Togliatti e la "doppiezza". Il Pci tra la democrazia e insurrezione (1944-1949),* Bologna, Il Mulino, 1991.

- DICKIE John, Foot John, Snowden Frank M. (dir.), *Disastro! Disasters in Italy since 1860,* New York, Palgrave, 2002.
- Direzione generale della statistica, *Quinto Censimento generale della popolazione del Regno,* Roma, Tipografia delle Mantellate, 10 juin 1911.
- FABEI Stefano, *I neri e i rossi: tentativi di conciliazione tra fascisti e socialisti nella Repubblica di Mussolini,* Milano, Mursia, 2011.
- FARNETI Paolo, *I partiti politici e il sistema di potere,* in Valerio Castronovo (dir.), *L'Italia contemporanea 1945-1975,* Torino, Einaudi, 1976, pp. 83-85.
- FASO Ignazio, *Cronaca di una crisi di governo: la formazione del terzo Governo Moro,* "Il Politico", 31, n. 2, 1966, pp. 276-292.
- FATTORINI Emma, *Pio XI, Hitler e Mussolini. La solitudine di un papa*, Torino, Einaudi, 2007.
- FLORES Marcello et De Bernardi Alberto, *Il Sessantotto,* Bologna, Il Mulino, 1998.
- FOOT John, *Milano dopo il miracolo: biografia di una città*, Milano, Feltrinelli, 2003.
- FRANCESCHINI Claudia, Guerrieri Sandro, Monina Giancarlo (dir.), *Le idee costituzionali della Resistenza,* Roma, Presidenza del Consiglio dei Ministri 1997.
- FRANZINELLi Mimmo, *L'Amnistia Togliatti. 22 giugno 1946 : colpo di spugna sui crimini fascisti,* Milano, Mondadori, 2006.
- GABRIELLI Patrizia, *Il 1946, le donne, la Repubblica,* Roma, Donzelli, 2009.
- GALLI Giorgio, *Il bipartitismo imperfetto. Comunisti e democristiani in Italia,* Bologna, Il Mulino, 1986.
- GALLI Giorgio, *Ma l'Italia non cambia mai,* Pordenone, Studio Tesi, 1978.
- GENTILE Emilio, *"L'uomo nuovo" del fascismo. Riflessioni su un esperimento totalitario di rivoluzione antropologica*, in Id., *Fascismo. Storia e interpretazione*, Roma-Bari, Laterza, 2002, pp. 235-264.
- GENTILE Emilio, *Il culto del littorio: la sacralizzazione della politica nell'Italia fascista*, Roma-Bari, Laterza, 1993.
- GENTILE Emilio, *Il fascismo di pietra,* Roma-Bari, Laterza, 2008.
- GERVASONI Marco, *Storia d'Italia degli anni Ottanta: quando eravamo moderni*, Venezia, Marsilio, 2010.
- GHIRARDO Diane, *Architects, exhibitions and the politics of culture in fascist Italy*, "Journal of architectural education", n. 45, 1992, pp. 67-75.
- GINSBORG Paul, *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi,* Torino, Einaudi, 1989.
- GIOVAGNOLI Agostino, *La crisi della centralità democristiana*, in Simona Colarizi et al. (dir.), *Gli anni Ottanta come storia*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2004, pp. 65-118.
- GIOVAGNOLI Agostino, *Le premesse della ricostruzione. Tradizione e modernità della classe dirigente cattolica,* Milano, Nuovo Istituto Editoriale Italiano, 1982.
- GISMONDI Arturi, *Alle soglie del potere: storia e cronaca della solidarietà nazionale, 1976-1979,* Milano, SugarCo, 1986.
- GOETZ Helmut, *Il giuramento rifiutato: i docenti universitari e il regime fascista*, Firenze, La Nuova Italia, 2000.
- GRASSI ORSINI Fabio, *I liberali, De Gasperi e la "svolta" del maggio 1947,* "Ventunesimo secolo", 5, mars 2004.
- GRAZIANO Luigi et Tarrow Sydney, *La crisi italiana,* Torino, Einaudi, 1978.
- GRAZIANO Manlio, *Un État sans nation ? Géopolitique d'une identité nationale incertaine*, Toulouse, Erès, 2007.

- GUALTIERI Roberto (dir.), *Il PCI nell'Italia repubblicana: 1943-1991,* Roma, Carocci, 2001.
- GUALTIERI Roberto, *La nascita della repubblica: dibattito politico e transizione istituzionale (1943-1946),* in Giancarlo Monina (dir.), *1945-1946. Le origini della Repubblica,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007*,* pp. 81-103
- GUISO Andrea, *Moro e Berlinguer. Crisi dei partiti e crisi del comunismo nell'Italia degli anni Settanta*, in Francesco Perfetti et Andrea Ungari (dir.), *Aldo Moro nella politica italiana*, Firenze, Le Lettere, 2011, pp. 139-177.
- GUNDLE Stephen, *The "civic religion" of the Resistance in post-war Italy,* "Modern Italy", 5, n. 2, novembre 2000.
- HILDEBRAND George Herbert, *Growth and Structure in the Economy of Modern Italy,* Cambridge, Harvard University Press1965,
- HILLGRUBER Andreas F., *Der Zweite Weltkriege, 1939-1945: Kriegsziele und Strategie der grossen Mächte*, Stuttgart, Kohlhammer, 1982.
- IGNAZI Piero, *Il polo escluso. Profilo storico del Movimento sociale italiano,* Bologna, Il Mulino, 1989.
- ILARI Virgilio, *Le Forze Armate tra politica e potere, 1943-1976,* Firenze, Vallecchi, 1978.
- INDRIO Ugo, *La presidenza Saragat, cronaca politica di un settennio,* Milano, Mondadori, 1971.
- ISNENGHi Mario, *Garibaldi fu ferito. Il mito, le favole,* Milano, Feltrinelli, 2010
- JAEGER Jules-Albert, *Où va l'Italie ? Vers l'anarchie ou la reconstruction ?,* "Le Monde", 20 décembre 1946.
- LA ROVERE Luca, "*Rifare gli italiani": l'esperimento di creazione dell'«uomo nuovo» nel regime fascista, "*Annali di storia dell'educazione e delle istituzioni scolastiche*"*, n. 9, 2002, pp. 51-78.
- LANARO Silvio, *Storia dell'Italia repubblicana*, Venezia, Marsilio, 1992.
- LAZZERO Ricciotti, *La Decima MAS,* Milano, Rizzoli, 1984.
- LEPORE Amedeo, *La Questione meridionale prima dell'intervento straordinario,* Manduria, Lacaita, 1991.
- LEPRe Aurelio, *L'anticomunismo e l'antifascismo in Italia,* Bologna, Il Mulino, 1997.
- LEPRE Aurelio, *Storia della Prima repubblica,* Bologna, Il Mulino, 1993.
- LIDDELL HART Basil, *History of the Second World War*, London, Pan Books, 1970.
- LONGO Luigi, *I centri dirigenti del PCI nella Resistenza,* Roma, Editori Riuniti, 1974.
- LUPO Salvatore, *Antifascismo, anticomunismo e anti-antifascismo nell'Italia repubblicana,* in Alberto De Bernardi et Paolo Ferrari (dir.), *Antifascismo e identità europea,* Roma, Carocci, 2004, pp. 365-378.
- MARTINELLI Alberto et Pasquino Gianfranco (dir.), *La politica nell'Italia che cambia,* Milano, Feltrinelli, 1978.
- MERCURI Lamberto, *18 aprile 1948 : la grande svolta elettorale,* Milano, Marzorati, 1991.
- MOLA Aldo A., *Declino e crollo della monarchia in Italia. I Savoia dall'Unità al referendum del 2 giugno 1946,* Milano, Mondadori, 2008.
- MONTALI Edomondo (dir.), *1944. L'anno della svolta. Lavoro e Resistenza: gli scioperi di marzo, la deportazione operaia e il Patto di Roma,* Roma, Ediesse, 2015.
- MONTEMAGGI Amedeo et Schreiber Gerhard, *La linea gotica*, Roma, Civitas, 1990.
- MORO Aldo, *Vento del Nord, Vento del Sud,* "Studium", n. 5, 1945.

- NEGLIE Pietro, *Fratelli in camicia nera. Comunisti e fascisti dal corporativismo alla CGIL (1928-1948),* Bologna, Il Mulino 1996.
- NERI SERNERI Simone, *Culture e politiche del movimento ambientalista,* in Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni settanta: culture, nuovi soggetti, identità*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2003, pp. 367-400.
- NICOLOSO Paolo, *Mussolini architetto. Propaganda e paesaggio urbano nell'Italia fascista*, Torino, Einaudi, 2008.
- NOLTE Ernst, *Il giovane Mussolini,* Milano, SugarCo, 1960.
- NOVELLI Edoardo, *Le elezioni del quarantotto: storia, strategie e immagini della prima campagna elettorale repubblicana,* Roma, Donzelli, 2008.
- PARLATO Giuseppe et Zaganella Marco (dir.), *Fare gli italiani. Dalla costituzione nazionale alla promulgazione della Costituzione repubblicana,* Roma, Nuova Cultura, 2011.
- PARLATO Giuseppe, *La sinistra fascista. Storia di un progetto mancato,* Bologna, Il Mulino, 2000.
- Partito Comunista Italiano – Centro di studi economici, *Ricostruire: resoconto del convegno economico del PCI (Roma, 21-23 agosto 1945),* Roma, L'Unità editrice, 1945.
- Partito Nazionale Fascista, *Dizionario di Politica,* Roma, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, 1940.
- PAVONE Claudio, *Alle origini della Repubblica. Scritti su fascismo, antifascismo e continuità dello Stato*, Torino, Bollati Boringhieri, 1995.
- PAVONE Claudio, *The continuity of the State and the Legacy of Fascism,* in Jonathan Dunnage (dir.), *After the War : Violence, Justice, Continuity and Renewal in Italian Society,* Market Harborough, Troubadour Publishing, 1999, pp. 5-20.
- PAVONE Claudio, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza,* Torino, Bollati Boringhieri, 1991.
- PAZZAGLIA Luciano, *La formazione dell'uomo nuovo nella strategia pedagogica del fascismo*, in *Chiesa, cultura e educazione in Italia tra le due guerre,* Brescia, La Scuola, 2003, pp. 106-107.
- PÉCOUT Gilles, *Naissance de l'Italie contemporaine (1770-1922)*, Paris, Nathan, 1997.
- PENNACCHI Antonio, *Viaggio per le città del Duce*, Milano, ASEFI, 2003.
- PERTICI Roberto, *Il vario anticomunismo italiano (1936-1960: lineamenti di una storia,* in Ernesto Galli della Loggia et Loreto Di Nucci (dir.), *Due Nazioni: legittimazione e delegittimazione nella storia dell'Italia repubblicana*, Bologna, Il Mulino, 2003*,* pp. 263-334.
- PESCATORE Gabriele, *La Cassa per il Mezzogiorno: un'esperienza italiana per lo sviluppo,* Bologna, Il Mulino, 2008.
- PETRACCHI Giorgio, *Al tempo che Berta filava: alleati e patrioti sulla linea gotica, 1943-1945*, Milano, Mursia, 1995.
- PETRI Rolf, *Storia economia d'Italia: dalla grande guerra al miracolo economico 1918-1963,* Bologna, Il Mulino, 2008.
- PREZIOSI Giovanni, *Giudaismo, bolscevismo, plutocrazia, massoneria,* Milano, Arnoldo Mondadori, 1941.
- PUPO Raoul, *Guerra e dopoguerra al confine orientale d'Italia,* Udine, Del Bianco, 1999.
- PUPO Raoul, *Il lungo esodo. Istria: le persecuzioni, le foibe, l'esilio,* Milano, Rizzoli, 2005.

- RAPINI Andrea, *Antifascismo e cittadinanza repubblicana. Giovani, identità e memorie nell'Italia repubblicana,* Bologna, Bononia, 2005.
- RAYNER Hervé, *L'interprétation de la période 1943-45 en Italie : querelles historiographiques et politiques,* in Georges Mink et Lauren Neumayer (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux,* Paris, La Découverte, 2007.
- RAYNER Hervé, *L'Italie en mutation,* Paris, La Documentation française, 2007.
- RICCARDI Andrea, *La nazione cattolica,* "Italia contemporanea", n. 206, 1997, pp. 13-23.
- RICCI Aldo G. et Bongiorno Pino, *La rinascita dei partiti in Italia, 1943-1948*, Roma, Nuova Cultura, 2009.
- RICCI Aldo G., *Aspettando la Repubblica: i governi della transizione 1943-1946,* Roma, Donzelli, 1996.
- ROGARI Sandro, *Come la Chiesa si difese da Mussolini,* Firenze, Le Monnier, 1978.
- ROMANELLI Raffaele (dir.), *Storia dello Stato italiano dall'Unità a oggi,* Roma, Donzelli, 1995.
- SABBATUCCI Giovanni, *Il trasformismo come sistema : saggio sulla storia politica dell'Italia unita,* Roma-Bari, Laterza, 2003.
- SALE Giovanni, *Dalla monarchia alla repubblica: Santa Sede, cattolici italiani e referendum,* Milano, Jaca Book, 2003.
- SALE Giovanni, *La Chiesa di Mussolini: i rapporti tra fascismo e religione,* Milano, Rizzoli, 2011.
- SALVADORI Massimo Luigi, *Italia divisa. La coscienza tormentata di una nazione*, Roma, Donzelli, 2007.
- SAMMARTANO Nino, *Il fascismo e la scuola,* "Critica fascista", n. 22, 15 novembre 1927.
- SANTOMASSIMO Gianpasquale, *Classi subalterne e organizzazione del consenso,* in *Storiografia e fascismo,* Milano, FrancoAngeli, 1985, pp. 99-118.
- SARTORI Giovanni, *Teoria dei partiti e caso italiano,* Milano, SugarCo, 1982.
- SCHIERA Pierangelo (dir.), *Fine di un'epoca? L'Unità d'Italia nel concerto europeo delle nazioni*, "Giornale di storia costituzionale", n. 22, 2011.
- SETTA Sandro, *L'uomo qualunque, 1944-1948,* Roma, Laterza, 1975.
- SILJI Alessandro, *Malpaese : criminalità, corruzione e politica nell'Italia della prima Repubblica*, Roma, Donzelli, 1994
- STERNHELL Zeev, *The Birth of Fascist Ideology,* Princeton, PUP, 1989.
- TASSANI Giovanni, *L'Italia difficile di Scelba,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006.
- TESTA Virgilio, *La distribuzione della popolazione,* "Critica Fascista", n. 7, 1er février 1942, pp. 109-110.
- TREVES Antonio, *La politica antiurbana del fascismo e un secolo di resistenza all'urbanizzazione*, in Alberto Mioni (dir.), *Urbanistica fascista: ricerche e saggi sulle città e il territorio e sulle politiche urbane in Italia tra le due guerre*, Milano, FrancoAngeli, 1980, pp. 313-330.
- UNGARI Andrea, *In nome del re: i monarchici italiani dal 1943 al 1948,* Firenze, Le Lettere, 2004.
- VENTRESCA Robert Anthony, *From Fascism to Democracy. Cultures and Politics in the Italian Elections of 1948,* Toronto, UTP, 2004.
- VIANA Mario, *La monarchia e il fascismo,* Roma, L'Arnia, 1951.
- VIVARELLI Roberto, *Italia 1861*, Bologna, Il Mulino, 2013.

- WOLLER Hans, *I conti con il fascismo. L'epurazione in Italia 1943-1948*, Bologna, Il Mulino, 2008.
- ZUNINO Pier Giorgio, *La Repubblica e il suo passato. Il fascismo dopo il fascismo, il comunismo, la democrazia: le origini dell'Italia contemporanea,* Bologna, Il Mulino, 2003.

Histoire de Rome au XXe siècle

- *A Roma vorrebbero un sindaco col pennacchio*, "Il Corriere della Sera", 2 février 1950.
- ADELFI Nicola, *La città più fascista d'Italia,* "La Stampa", 4 mai 1966.
- AGOSTINO Francesco, *Movimento operaio e organizzazione sindacale a Roma (1860-1960),* Roma, Sindacale Italiana, 1976.
- ALLEGREZZA Paolo, *L'amministrazione assente. Uffici e burocrazia municipali a Roma da Pio IX alla febbre edilizia (1847-1882)*, Roma, Istituto Nazionale di Studi Romani, 2000.
- ANTIOCHIA Corrado, *Roma, una grande borgata,* Roma, Laterza, 1971.
- ANTONELLI Roberto et Abruzzese Alberto, *Le lotte studentesche a Roma,* "Problemi del socialismo", X, 30, mai 1968, pp. 510-520.
- ARAGNO Riccardo, *Roma, la capitale non somiglia al paese*, "La Stampa", 10 juin 1952
- ARGAN Giulio Carlo (Monicelli Mino dir.), *Un'idea di Roma,* Roma, Editori Riuniti, 1979.
- ARMATI Cristiano et Selvetella Yari, *Roma criminale,* Roma, Newton Compton, 2009.
- Assessorato per gli interventi sul centro storico del Comune di Roma (dir.), *Roma 1871-1911. Architettura e urbanistica: uso e trasformazione della città storica*, Venezia, Marsilio, 1984.
- Associazione culturale Tufello (dir.), *Invito al Tufello e Montesacro: dal giardino in città alla città in campagna,* Roma, Palombi, 1999.
- ATTANASIO Agostino, *Burocrazia e strutture amministrative del Comune di Roma (1900-1915)*, in Cesare Mozzarelli et Ermanno Ferrari (dir.), *Il governo della città nell'Italia giolittiana. Proposte di storia dell'amministrazione locale*, Trento, Reverdito, 1992, pp. 353-434.
- AYMONINO Carlo, *Roma Capitale 1870-1911: una città di pagina in pagina*, Venezia, Marsilio, 1984.
- BARDI Paolo, *Roma piemontese (1870-1876)*, Roma, Bardi, 1970.
- BARTOCCINI Fiorella et Strangio Donatella (dir.), *Lo stato del Lazio 1860-1870*, Roma, Istituto Nazionale di Studi Romani, 1988.
- BARTOCCINI Fiorella, *Antifascismo a Roma: la protesta del principe Doria,* "Studi romani", 1989, pp. 267-278.
- BARTOCCINI Fiorella, *Capitale e paese: la prima "legge speciale" per Roma nella discussione parlamentare del 1881*, in Carlo Carini et Piero Melograni (dir.), *Studi in onore di Paolo Alatri*, Napoli, Edizioni Scientifiche, 1991, pp. 78-96.
- BARTOCCINI Fiorella, *La trasformazione della società romana*, "Veltro", XIV, n. 4-6, 1970, pp. 457-470.
- BARTOCCINI Fiorella, *Roma nell'Ottocento : il tramonto della città santa, nascita di una capitale*, Bologna, Cappelli, 1988.

- BARTOLINI Francesco, *Dove abitano i funzionari ministeriali. Un contributo alla definizione di una mappa socio-economica di Roma tra le due guerre*, "Dimensioni e problemi della ricerca storica", n. 1, 2005, pp. 150-156.
- BARTOLINI Francesco, *Rivali d'Italia : Roma e Milano dal Settecento a oggi*, Roma-Bari, Laterza, 2006.
- BARTOLINI Francesco, *Roma borghese. La casa e i ceti medi tra le due guerre*, Roma-Bari, Laterza, 2001.
- BARTOLINI Francesco, *Una casa per gli impiegati statali. I finanziamenti pubblici alle cooperative edilizie romane nel primo dopoguerra*, "Roma moderna e contemporanea", n. 1-2, 1999, pp. 147-177.
- BAXA Paul, *Roads and ruins: the symbolic landscape of fascist Rome*, Toronto, UTP, 2010.
- BELLI Gioacchino Mario et al. (dir.), *Indagine sulla struttura urbana e sociale dei nuclei edilizi spontanei. Le zone "O" di P.R.G. a Roma,* Roma, Comune di Roma – Ufficio Risanamento Borgate, 1983.
- BELLOMIA Salvatore, *Alla ricerca della capitale : il caso Roma,* Torino, Giappicheli, 2014.
- BENEDETti Arrigo, *Devono farlo i romani il processo a Roma*, "L'Espresso", n. 25, 17 juin 1956
- BERLINGUER Giovanni et Della Seta Piero, *Borgate di Roma. Urbanesimo ed emigrazione interna, incremento demografico e speculazione edilizia, il fascismo e la segregazione degli indesiderabili, origine regionale e profilo psico-sociale dei baraccati, struttura familiare e consumi, le borgate nella vita politica romana*, Roma, Editori Riuniti, 1960.
- BERLINGUER Giovanni, *Roma operaia : la lotta degli edili,* "Rinascita", n. 7-8, juillet-août 1960, pp. 575-580.
- BERNARDINI Albino, *Un anno a Pietralata,* Firenze, La Nuova Italia, 1968.
- BERTELLI Pietro, *Note sull'industria a Roma, dalla fine del regime pontificio alla seconda guerra mondiale*, "Storia Urbana", 57, 1991, pp. 29-41.
- BIGIARETTI Libero, *Roma borghese*, Roma, OET, 1945.
- BIRINDELLI Massimo, *Roma italiana: come fare una capitale e disfare una città*, Roma, Savelli, 1978.
- BOCCI Marco, *Banche e edilizia a Roma tra Otto e Novecento*, "Roma moderna e contemporanea", 7, n. 1-2, 1999, pp. 125-146.
- BOCQUET Denis, *La ville entre modernisation et patrimoine archéologique: quel paysage urbain pour Rome capitale? (1870-1922)*, "Cahiers de la Méditerranée", n. 59, 1999, pp. 147-161.
- BOCQUET Denis, *Moderniser la ville éternelle. Luttes politiques, rivalités institutionnelles et contrôle du territoire : Rome 1870-1900*, "Histoire Urbaine", n. 9, avril 2004, pp. 97-109.
- BOCQUET Denis, *Technique, espace et société : réflexion sur les infrastructures urbaines de Rome capitale (1870-1922)*, "Roma moderna e contemporanea", 7, n. 1-2, 1999, pp. 107-123.
- BOLLA Sergio et Lambiase Luisella (dir.), *Storia fotografica di Roma 1930-1939. L'urbe tra autarchia e fasti imperiali*, Napoli, Intra Moenia, 2003.
- BONADONNA Russo Maria Teresa, *Il primo decennio di Roma italiana e la legge speciale del 1881*, "Archivio della società romana di storia patria", XCIII, vol. 24, 1970, pp. 247-275.

- BONETTA Gaetano, *Dal regime fascista alla Repubblica,* in Id. et Giuseppe Talamo, *Roma nel Novecento. Da Giolitti alla Repubblica,* Bologna, Cappelli, 1987, p. 510.
- BONOMO Bruno, *Grande impresa e sviluppo urbano : l'attività della Società generale immobiliare a Roma nel secondo dopoguerra*, "Storia urbana", 29, n. 112, 2006, pp. 167-195.
- BONOMO Bruno, *Le lotte per la casa alla Magliana negli anni Settanta,* "Dimensioni e problemi della ricerca storica", VIII, n. 1, 2005, pp. 176-180.
- BORTOLOTTI Lando, *Roma fuori le mura: l'agro romano da palude a metropoli*, Roma-Bari, Laterza, 1988.
- BORTONE Leone, *Mito e storia di Roma durante il fascismo*, "Palatino", XI, 1967.
- BOSCATO Stefania, *La Dc e la circoscrizione elettorale Roma-Viterbo-Latina-Frosinone,* in Silvana Casimirri (dir.), *Il ceto politico del Lazio nell'Italia repubblicana. Dinamiche della rappresentanza e costruzione del consenso (1946-1963),* Milano, FrancoAngeli, 2011, pp. 199-236.
- BOTTAI Giuseppe, *Roma e fascismo*, "Roma", 1937
- BRICE Catherine, *Le Vittoriano : monumentalité publique et politique à Rome*, Rome, EFR, 1998
- BRUNI Silvia, *Rapporti tra Stato e Municipio di Roma (1870-1911) : l'istituzione di un museo archeologico in Roma capitale*, "MEFRIM", 113, n. 2, 2001, p. 775-787.
- CALOGERO Giovanni Battista, *Le operazioni militari per l'occupazione dello Stato pontificio e la presa di Roma: luglio – 20 settembre 1870*, "Studi romani", 1970, pp. 340-355.
- Camera confederale del lavoro di Roma (dir.), *Analisi delle strutture produttive a Roma e nel Lazio. Problemi di impostazione di lotta del movimento sindacale,* Roma, Editrice Sindacale Italiana, 1976.
- Camera di commercio industria artigianato e agricoltura di Roma, *Economia romana,* Roma, Pinto, 1970.
- Camera di commercio industria e agricoltura, *Lineamenti economici e prospettive di sviluppo della provincia di Roma,* Roma, s.e., 1964.
- Camera di Commercio, Industria e agricoltura di Roma, *Indici della vita economica della Provincia di Roma 1952 – 1957*, Roma, Pinto, 1958.
- CANCOGNI Manlio, *Capitale corrotta = Nazione infetta,* "L'Espresso", du 11 décembre 1955 au 22 janvier 1956.
- CANCOGNI Manlio, *Dietro il sorriso di Rebecchini quattrocento miliardi*, "L'Espresso", I, n. 11, 11 décembre 1955.
- CARACCIOLO Alberto, *I sindaci di Roma,* Roma, Donzelli, 1993, pp. 59-61.
- CARACCIOLO Alberto, *Roma capitale: dal Risorgimento alla crisi dello Stato liberale*, Roma, Editori Riuniti, 1993, pp. 169-205.
- CARNARDA Emiliana, *Pietralata: da campagna a isola di periferia,* Milano, FrancoAngeli, 2007.
- CAROCCI Roberto, *Roma sovversiva: anarchismo e conflittualità sociale dall'età giolittiana al fascismo*, Roma, Odradek, 2012.
- CASSETTI Roberto (dir.), *Roma e Lazio 1945-2007: la formazione di una regione urbana,* Roma, Gangemi, 2012.
- CATTANI Leone, Conigliaro Angelo, Scalfari Eugenio, *I padroni della città,* Roma, Laterza, 1957.
- CEDERNA Antonio, *Il Leviatano immobiliare,* "Il Mondo", 26 juin 1956.

- CEDERNA Antonio, *Mirabilia urbis : cronache romane, 1957-1965*, Torino, Einaudi, 1965.
- CEDERNA Antonio, *Mussolini urbanista. Lo sventramento di Roma negli anni del consenso,* Venezia, Corte del Fontego, 1979.
- Centro di studi su Roma moderna, *Introduzione a Roma contemporanea: note e saggi per lo studio di Roma dal 1870 ad oggi,* Roma, Editori, 1954.
- Centro di studi su Roma moderna, *Le leggi speciali per la città di Roma dal 1870 ad oggi,* Roma, Editori Riuniti, 1956
- CESAREO Giovanni, *Le realtà e le esigenze di Roma ignorate dal progetto governativo*, "L'Unità", 6 novembre 1956.
- Cesp-Cobas et Comitato di Quartiere Alberone, *"Questa città ribelle": l'altra Resistenza dagli anni '20 alla Liberazione*, Bolsena, Massari, 2007.
- Cgil et Camera del lavoro di Roma e provincia, *Crisi, sistema produttivo, mercato del lavoro a Roma,* Roma, Nuova grafica artigiana, 1977.
- CHABOD Federico, *L'idea di Roma*, in Id., *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*, Bari, Laterza, 1951, pp. 179-323.
- CIAMPANI Andrea, *Municipio capitolino e governo nazionale da Pio IX a Umberto I*, in Vittorio Vidotto (dir.), *Roma capitale*, Roma-Bari, Laterza, 2002, pp. 37-72.
- *Cintura rossa,* "Il Popolo di Roma", 1er avril 1953.
- *Cintura rossa,* "L'Unità", 2 avril 1953.
- CIUCCI Giorgio, *The classicism of the E42 : between modernity and tradition,* "Assemblage : a critical journal of architecture and design culture", 8, 1989, pp. 78-87.
- CIVICO Vincenzo, *Roma capitale dell'Impero,* "Urbanistica", VI, 1937, pp. 327-335.
- CLEMENTI Alberto et Perego Francesco (dir.), *La metropoli « spontanea »: il caso di Roma 1925-1981. Sviluppo residenziale di una città dentro e fuori dal piano*, Bari, Dedalo, 1983.
- Comune di Roma - Ufficio di statistica e Censimento, *Censimento generale dell'industria e del commercio (25 ottobre 1971),* Roma, Comune di Roma, 1971.
- Comune di Roma – Ufficio di statistica e censimento, *Alloggi precari a Roma: indagine disposta dalla commissione consiliare speciale per lo studio del problema della casa sugli abitanti delle grotte dei ruderi e delle baracche*, Roma, Tipografia Operaia romana, 1958.
- CONGI Gaetano, *L'altra Roma. Classe operaia e sviluppo industriale nella Capitale,* Bari, De Donato, 1977.
- Consiglio regionale dell'economia e del lavoro, *Effetto Terrorismo. L'eversione armata a Roma e nel Lazio dal 1969 al 1990*, Roma, Giunta Regionale del Lazio,1990.
- COPPOLA Alessandro, *Le borgate romane tra '45 e '89: esclusione sociale, movimenti urbani e poteri locali,* in Marco Cremaschi, *Tracce di quartieri: il legame sociale nella città che cambia,* Milano, FrancoAngeli, 2008.
- CORTESE Antonio, *Lo sviluppo demografico di Roma con particolare riferimento al processo di redistribuzione della sua popolazione all'interno del territorio comunale,* "Popolazione e storia", 9, n. 1, 2008, pp. 79-97.
- CORVISIERI Silverio, *Bandiera Rossa nella resistenza romana,* Roma, Odradek, 2005.
- *Cronache capitoline dei giorni della liberazione*, "Capitolium", n. 3-4-5, juillet-septembre 1944, p. 48.
- D'AMATO Marina (dir.), *La Distanza sociale. Roma: vicini da lontano,* Milano, FrancoAngeli, 2009.

- D'APICE Carmela et Mazzetti Giovanni (dir.), *Roma : la città contro l'uomo,* Roma, Schirru, 1970.
- D'ONOFRIO Edoardo, *La questione di Roma,* "L'Unità", 7 mai 1952.
- *Dare vita ad una industria rispondente alle esigenze di mercato*, "Il Popolo", 7 juin 1950.
- DAU NOVELLI Cecilia, *La città nazionale : Roma capitale di una nuova élite (1870-1915)*, Roma, Carocci, 2011.
- DE CESARIS Walter, *Il rastrellamento nazista del Quadraro e la resistenza popolare a Roma,* Roma, Odradek, 2004;
- DE FELICE Renzo, *Aspetti e momenti della vita economica di Roma e del Lazio nei secoli XVIII e XIX,* Roma, Edizioni di Storia e Letteratura, 1965.
- DE GRASSI Mario, *La situazione abitativa a Roma,* Roma, Dei, 1979.
- DE NICOLÒ Marco, *Città multipla, città dimezzata: la capitale tra Stato e amministrazione locale (1870-1944)*, "Roma moderna e contemporanea", 7, n. 1-2, 1999, pp. 57-82.
- DE NICOLÒ Marco, *Il 20 settembre: la definitiva sconfitta dell'eterno-temporale contro il moderno-nazionale*, in Id., *Le relazioni tra Stati Uniti e Italia nel periodo di Roma capitale*, Roma, Gangemi, 2008, pp. 43-63.
- DE NICOLÒ Marco, *L'apparente refuso cronologico: Garibaldi contro la «città sacra». Le prime elezioni a Roma nel secondo dopoguerra (1946-1948),* in Silvana Casimirri (dir.), *Il ceto politico del Lazio nell'Italia repubblicana. Dinamiche della rappresentanza e costruzione del consenso (1946-1963),* Milano, FrancoAngeli, 2011, p. 27.
- DE NICOLÒ Marco, *L`amministrazione comunale di Roma : legislazione, fonti archivistiche e documentarie, storiografia*, Bologna, Il Mulino, 1997.
- DE NICOLÒ Marco, *Sindaci e quasi sindaci di una moderna capitale senza progetto: Roma 1870-1889*, in Elisabetta Colombo (dir.), *I sindaci del re 1859-1889*, Bologna, Il Mulino, 2010, pp. 259-278.
- DE NICOLÒ Marco, *Una persistente ambiguità: Roma città e Roma capitale*, "Studi romani", 42, n. 3-4, 1994, pp. 290-309.
- DE SIMONE Cesare, *Venti angeli sopra Roma: i bombardamenti aerei sulla città eterna,* Milano, Mursia, 1993.
- DE STEFANIS Celso, *Sulle vicende municipali di Roma dopo Porta Pia*, "Veltro", XIV, n. 4-6, 1970, pp. 543-584.
- *Decretum,* 1er juillet 1949, "Acta Apostolicae Sedis", 1949, p. 334.
- *Delenda Baracca,* "Capitolium", VII, n. 1, 1931, pp. 44-48.
- DELLA SETA Piero, *Il Lazio e le altre regioni nei risultati del censimento industriale,* "Rassegna del Lazio", n. 89, 1955.
- DELLA SETA Piero, *Un problema tipico della capitale: la speculazione edilizia*, "Critica economica", 1954, pp. 78-93.
- DI GIUSEPPE Gabriele, *Partito comunista, Camera del lavoro e le periferie di Roma: 1944-1956,* mémoire de licence sous la diréction du Prof. Lidia Piccioni, Université de Rome "La Sapienza", a. a. 2001/2002.
- *Di nuovo i comunisti contro la Zona industriale*, "Il Popolo", 4 mai 1956.
- DI PIERRO Antonio, *L'ultimo giorno del Papa Re: 20 settembre 1870. La breccia di Porta Pia,* Milano, Arnoldo Mondadori, 2008.
- DOSI Giancarlo et al., *Interpretazioni di Roma: contraddizioni urbanistiche e sociali nella capitale del capitale*, Roma, Centro di documentazione su Roma moderna Ernesto Nathan, 1978.

- DOTI Gerardo, *La 2a zona industriale e il suburbio orientale tra le due guerre*, "Roma moderna e contemporanea", n. 1-2, 2000, pp. 143-189.
- FARRONI Patrizia, *Roma e la classe operaia: Fatme 1912-1969. La multinazionale Ericsson nella capitale: sindacato e strategie aziendali,* Roma, Meta, 2002.
- Federazione comunista di Roma, *I problemi di Roma e l'apporto del XII Congresso,* Roma, Mengarelli, 1969.
- FELISINI Daniela, *Forme e tendenze dell'investimento immobiliare nella Roma dell'Ottocento*, "Città e storia", 1, n. 1, 2006, pp. 157-165.
- FERRAROTTI Franco et Lelli Marcello, *La lotta per la casa a Roma e il nuovo ruolo dei "borgatari",* "La Critica Sociologica", 11, 1969.
- FERRAROTTI FRANCO, *Requiem per la città,* "LA CRITICA SOCIOLOGICA", N. 31, 1974.
- FERRAROTTI Franco, *Roma da capitale a periferia*, Bari, Laterza, 1970.
- FERRAROTTI Franco, *Vite di periferia,* Milano, Mondadori, 1981.
- FIASCO Maurizio (dir.), *Rapporto sulla criminalità nel Lazio: ricerche, riflessioni, proposte*, Roma, Consiglio Regionale del Lazio, 1990.
- FIOCCA Giorgio, *Struttura urbana e controllo sociale e Roma nel '700 e nel primo '800: mobilità sociale, paesaggio urbano ed enti di sorveglianza pontifici*, in Ercole Sori (dir.), *Città e controllo sociale in Italia tra XVIII e XIX secolo*, Milano, FrancoAngeli, 1982, pp. 381-399.
- FIORENTINI Mario, *Sette mesi di guerriglia urbana. La Resistenza dei GAP a Roma,* Roma, Odradek, 2015.
- FOA Anna, *Portico d'Ottavia 13. Una casa del ghetto nel lungo inverno del '43,* ROMA-BARI, LATERZA, 2013.
- FRANCHETTI PARDO Vittorio, *Storia della città occidentale. Le origini, Roma, il Medioevo*, Milano, Jaca Book, 2013.
- FRIZ Giuliano, *La popolazione a Roma dal 1770 al 1900*, Roma, Edindustria editoriale, 1974.
- FRUDÀ Luigi, *Roma: città e società. L'urbanistica storica come storia e topografia sociale dal 1870 alla contemporaneità*, in Id. (dir.), *La distanza sociale: le città italiane tra spazio fisico e spazio socio-culturale*, Milano, FrancoAngeli, 2007.
- FURNARI Michele et al., *La fabbrica del gas all'Ostiense : luogo e forma di un'area industriale*, Roma, Gangemi, 2006.
- FUSCO Gian Giacomo, *Ai margini di Roma capitale. Lo sviluppo storico delle periferie. San Basilio come caso di studio*, Roma, Edizioni Nuova Cultura, 2013.
- GASPARI Oscar, *Virgilio Testa e l'EUR: il ruolo di Testa nella costruzione del "più moderno e organizzato quartiere di Roma", "*Città e Storia", 5, n. 2, 2010, pp. 409-425.
- GENTILI Valerio, *Roma combattente,* Roma, Castelvecchi, 2010.
- GHIONE Paola et Mauro Morbidelli, *Rosso di lusso. I primi anni della contestazione nel Liceo Mamiani,* Roma, Bulzoni, 1991.
- GIARDINA Andrea, *Ritorno al futuro: la romanità fascista,* in Id. et André Vauchez (dir.), *Il mito di Roma. Da Carlo Magno a Mussolini*, Roma-Bari, Laterza, 2008.
- GRISPIGNI Marco, *Generazione, politica e violenza: il Sessantotto a Roma,* "Italia contemporanea", n. 175, 1989, pp. 97-101.
- HAWTHORNE Nathaniel, *The Marble Faun*, Boston, Ticknor and Fields, 1860.
- HUGO Clémentine, *Rome en 1886 : les choses et les gents*, Rome, Reggiani, 1886.

- IANNUCCI Aurelio et Pieraccioni Luigi, *La distribuzione provinciale dei redditi nel 1938 e confronto col 1952,* "Sintesi economica", 4, vol. 6, 1954, pp. 36-43.
- *Il Parlamento condanna Cioccetti celebrando la liberazione di Roma. Solenne manifestazione di unità antifascista e democratica,* "L'Unità", 5 juin 1959.
- *Il Partito comunista a Roma dalla formazione al 1976,* Roma, Salemi, 1984.
- ILARDI Massimo, *La situazione delle industrie a Roma,* "Quaderno Irsifar", n. 2, 1971.
- INGRAO Pietro, *Un'altra Roma per un altro Stato*, in Quale capitale per l'Italia?*,* n.s. (Speciale elezioni/Roma), n. 19, "Rinascita", 7 mai 1971.
- INSOLERA Italo et Sette Alessandra Maria, *Roma tra le due guerre: storia da una città che cambia,* Roma, Palombi, 2002.
- INSOLERA Italo, *La trasformazione urbanistica di Roma capitale*, "Veltro", XIV, n. 4-6, 1970, pp. 519-528.
- INSOLERA Italo, *Roma moderna: un secolo di storia urbanistica 1870-1970*, Torino, Einaudi, 1962.
- INSOLERA Italo, *Storia del primo piano regolatore di Roma : 1870-1874*, "Urbanistica", n. 27, 1959, pp. 74-94.
- INSOLERA Italo, *Urbanistica e architettura nell'età di Nathan*, "Storia urbana", n. 82-83, 1998, pp. 49-54.
- INTERSIMONE Giuseppe, *Cattolici nella Resistenza romana,* Roma, Cinque Lune, 1976.
- IPPOLITO Achille M. et Pagnotta Mauro, *Roma costruita. Le vicende, le problematiche e le realizzazioni dell'architettura a Roma dal 1946 al 1981,* Roma, Palombi, 1982.
- IRSIFAR, *Le Olimpiadi del "miracolo" cinquant'anni dopo,* Milano, FrancoAngeli, 2011.
- IRSIFAR, *Roma durante l'occupazione nazifascista : percorsi di ricerca,* Milano, FrancoAngeli, 2009.
- ISTAT, *4° Censimento generale dell'industria e del commercio: 16 ottobre 1961*, Roma, Failli, 1962.
- ISTAT, *Serie storiche: iscritti a scuola o all'università per livello di istruzione, sesso e anno scolastico o accademico* (*1861-2010),* 2011.
- ISTAT, *Serie storiche: popolazione residente e bilancio demografico ai confini dell'epoca* (*1862-1947),* 2011.
- ISTAT, *Sommario di statistiche storiche 1861-2010,* Roma, ISTAT, 2011, p. 517.
- Istituto Nazionale di Urbanistica, *Documenti e valutazioni sulla gestione urbanistica di Roma,* Roma, INU, 1975.
- Istituto Romano per la storia d'Italia dal fascismo alla Resistenza, *Roma tra fascismo e liberazione,* Milano, FrabcoAngeli, 2006.
- KATZ Robert, *Roma città aperta: settembre 1943-giugno 1944*, Milano, Il Saggiatore, 2003.
- *La capitale d'Italia*, "Gazzetta Piemontese", 1er juin 1873.
- LA CAPRIA Raffaele, *La "bella confusione" della Roma anni cinquanta,* in Gianni Borgna et Antonio Debenedetti, *Dal Piacere alla Dolce Vita: Roma 1889-1960. Una capitale allo specchio,* Milano, Mondadori, 2010, pp. 224-226.
- *La DC di Roma per la Legge speciale: lo Stato ha il dovere di provvedere alla Capitale*, "Il Popolo", 1er janvier 1955.
- *La libertà e la capitale*, "Gazzetta Piemontese", 27 juin 1876.
- LA MARCA Nicola, *La nobiltà romana e i suoi strumenti di perpetuazione del potere*, Roma, Bulzoni, 2000.

- LA MARCA Nicola, *Roma e lo Stato pontificio nel Settecento*, in Graziella Ciccarelli et al. (dir.), *Problemi e Momenti di storia economica*, Roma, Bulzoni, 1973, pp. 349-398.
- *La speculazione edilizia a Roma nel secolo scorso e oggi,* "Rinascita", n. 4, avril 1954, pp. 270-274.
- *La zona industriale di Roma e del Lazio,* "Roma economica", III, avril 1950.
- LAJOLO Anna, Guido Lombardi, Alfredo Leonardi, *Quartieri popolari di Roma,* documentaire cinématographique, 1972-1973.
- LEONE Anna Maria (dir.), *Il recupero degli insediamenti abusivi,* Roma, Comune di Roma – USPR, 1981.
- LIFFRAN Françoise, *Rome, 1920-1945: le modèle fasciste, son Duce, sa mythologie*, Paris, Autrement, 1991.
- LIZZARDI Oreste, *Il mercato di consumo laziale base di sviluppo dell'industria romana,* "Notiziario economico sindacale", n. 4-5-6, 1953, pp. 6-7.
- LOMBARDO Toto et Sircana Giuseppe, *La CGIL a Roma. I congressi della camera del lavoro 1945-1981 : relazioni, mozioni, organi dirigenti,* Roma, Ediesse, 1983.
- LUCENTE Alfredo (dir.), *La legislazione sul comune di Roma dal 1870 al 1955*, 1955.
- LUNADEI Stefania, *Testaccio: un quartiere popolare*, Milano, FrancoAngeli, 1992.
- LUTTE Gérard, *Dalla borgata di Prato Rotondo al quartiere popolare della Magliana*, « La Critica Sociologica», n. 41, 1977, pp. 11-29.
- MAJANLAHTI Anthony et Osti Guerrazzi Amedeo, *Roma occupata 1943-1944: itinerari, storie, immagini,* Milano, I Saggiatore, 2010.
- MAMMUCCARI Mario, *Chi farà di Roma una grande metropoli se mancano le industrie?*, "L'Unità", 5 septembre 1958.
- MARCELLONI Maurizio, *Roma: momenti della lotta per la casa,* Andreina Daolio (dir.), *Le lotte per la casa in Itali. Milano, Torino, Roma, Napoli a,* Milano, Feltrinelli, 1974, pp. 85-124.
- MARCONI Pio, *La capitale del capitale, "*Il Manifesto", n. 3-4, mars-avril 1970.
- MARDER Tod A., *The destruction of the Porto di Ripetta in Rome,* "Storia della città", n. 9, 1978, pp. 62-70.
- MARGIOTTA BROGLIO Francesco, *Dalla Conciliazione al Giubileo 2000,* in Luigi Fiorani et Adriano Prosperi (dir.), *Storia d'Italia. Annali 16. Roma, la città del papa,* Torino, Einaudi, 2000.
- MARTINELLI Franco, *Roma nuova. Borgate spontanee e insediamenti pubblici: dalla marginalità alle domande dei servizi,* Milano, FrancoAngeli, 1986.
- MARTINI Alfredo, *Dall'edilizia abitativa ai lavori pubblici : imprese e industria delle costruzioni a Roma negli anni del fascismo*, "Roma moderna e contemporanea", 6, n. 3, 1998, pp. 507-528.
- MASI Simone, *Il credito fondiario della Banca Nazionale nel Regno d'Italia ed il finanziamento dell'edilizia romana (1885-1893)*, "Roma moderna e contemporanea", 8, n. 3, 2000, pp. 487-502.
- MAZZONi Cesare, *Roma: dati statistici,* Forlì, Bordandini,1861.
- MELLONI Alberto, *L'Altra Roma. Politica e S. Sede durante il Concilio Vaticano II (1959-1965),* Bologna, Il Mulino, 2000.
- MITRANO Ida, *La Sapienza 1932-1935. Arte, architettura e storia,* Roma, Università La Sapienza, 2008.
- MOCCI Luciano, *Pomezia città industria: uno studio socio-economico a cinquant'anni dalla nascita della città,* Roma, EPI; 1989.

- MONELLI Paolo, *Roma 1943,* Torino, Einaudi, 1946.
- MORELLI Roberta, *Alla ricerca di un'identità: operai e sviluppo economico nella capitale (1870-1910)*, in Alberto Caracciolo (dir.), *Storia d'Italia. Le regioni dall'Unità a oggi: Il Lazio*, Torino, Einaudi, 1991, pp. 43-79.
- MORELLI Roberta, Sonnino Eugenio, Travaglini Carlo (dir.), *I Territori di Roma: storie, popolazioni, geografie,* Roma, La Sapienza, 2002, pp. 437-438.
- MORI Renato, *La questione romana dalla formazione del Regno d'Italia al 1870*, "Studi romani", 1970, pp. 307-317.
- MOSER Giaime et Olezzante Silvano, *Storia degli edili a Roma (1860-1995),* Roma, Ediesse, 1996.
- MUSCI Aldo, *Venti anni di lotte per la casa a Roma*, in Cripes (dir.), *Società civile e istituzioni nel Lazio: nuovi bisogni, movimenti, partecipazione, rappresentanze*, Roma, Kairos, 1990, pp. 27-54.
- MUSSOLINI Benito, *La Nuova Roma,* 31 décembre 1925, in Id., *Scritti e discorsi: dal 1925 al 1926,* vol. V, 1934, pp. 244-245.
- MUSSOLINI Benito, *Per la cittadinanza di Roma,* 21 avril 1924, in Id., *Scritti e discorsi: il 1924,* Milano, Hoepli, 1939, p. 92.
- MUSSOLINI Benito, *Roma o morte,* "Corrispondenza Repubblicana", 5 juin 1944.
- NATOLI Aldo et al., *Il movimento democratico in Roma capitale, "*Rinascita", n. 7-8-9 et 12, 1960.
- NATOLI Aldo, *Il sacco di Roma: la speculazione edilizia all'ombra del Campidoglio*, suppl. à "Quaderno dell'attivista", 1954, pp. 67-68.
- NATOLI Aldo, *Mozione per affossare la zona industriale regalando miliardi ai proprietari di aree*, "L'Unità", 30 juin 1955.
- NERI Giuseppe, *O Roma o morte: narrazione storica della campagna garibaldina del 1867 nello Stato pontificio*, Rocca San Casciano, Cappelli, 1890.
- NERI Maria Luisa, *Sviluppo produttivo ed espansione urbana. Le vicende della I zona industriale (1870-1941)*, "Roma moderna e contemporanea", n. 1-2, 2000, pp. 83-141.
- *Non basta la potenza economica a fare di una città una capitale,* "La Stampa", 13 juin 1958.
- *Non sono un male ineluttabile le borgate che circondano la città: la lotta del partito per cancellare una vergogna di Roma,* "L'Unità", 12 décembre 1954.
- PAGNOTTA Grazia, *Dentro Roma: storia del trasporto pubblico nella Capitale (1900-1945)*, Roma, Donzelli, 2012.
- PAGNOTTA Grazia, *La geografia degli insediamenti produttivi tra il dopoguerra e gli anni Cinquanta*, "Roma moderna e contemporanea", 8, n. 1-2, 2000, pp. 191-228.
- PAGNOTTA Grazia, *Roma città industriale? Il dibattito tra Democrazia Cristiana e Partito Comunista (1945-1959),* "Annale Irsifar", 1996, pp. 91-121.
- PAGNOTTA Grazia, *Roma industriale : tra dopoguerra e miracolo economico,* Roma, Editori Riuniti, 2009.
- PAGNOTTA Grazia, *Sindaci a Roma: il governo della capitale dal dopoguerra a oggi,* Roma, Donzelli, 2006.
- PALAZZO Anna Laura et Rizzo Biancamaria, *La destinazione industriale del quadrante ostiense: difficoltà e contraddizioni di una politica urbana*, "Roma moderna e contemporanea", n. 1-2, 2004, pp. 127-144.
- PALAZZO Anna Laura, *Pianificazione e politica delle aree fabbricabili ai primi del Novecento*, "Roma moderna e contemporanea", 12, n. 1-2, 2004, pp. 197-213.

- PAPA Antonio, *Roma 1870: "città assai troppo antica per i moderni bisogni"*, "Rassegna degli archivi di Stato", XXX, n. 2, mai-août 1970, pp. 378-390.
- PARISELLA Antonio, *Le leggi speciali per Roma del Novecento,* in Marco De Nicolò (dir.), *L'amministrazione comunale di Roma: legislazione, fonti archivistiche e documentarie, storiografia,* Bologna, Il Mulino, 1997, pp. 170-176.
- PARISELLa Giuseppe (dir.), *La capitale e lo Stato : governo centrale e poteri locali a Roma, 1870-1990*, Roma, Kairos, 1992.
- PAVONE Claudio, *Gli inizi di Roma capitale*, Torino, Bollati Boringhieri, 2011.
- PAVONE Claudio, *La ricostruzione di una politica nazionale nella capitale*, in IRSIFAR, *Roma tra fascismo e liberazione*, Milano, FrancoAngeli, 2006, pp. 9-18.
- PECORARo Francesco (dir.), *Esquilino: storia, trasformazione, progetto*, Roma, Palombi, 1986.
- PEPE Adolfo et al. (dir.), *Movimento operaio e organizzazione sindacale a Roma (1860-1960),* Roma, Editrice Sindacale Italiana, 1976.
- PERODI Emma, *Roma italiana : 1870-1895*, Roma, Bontempelli, 1896.
- PETACCO Arrigo, *O Roma o morte 1861-1870: la tormentata conquista dell'unità d'Italia*, Milano, Mondadori, 2011.
- PICCINATO Luigi, *L'esperienza del Piano di Roma, "*Urbanistica", n. 28-29, 1959.
- PICCIONI Lidia, *Roma e il suo territorio*, in Vittorio Vidotto (dir.), *Roma capitale*, Roma-Bari, Laterza, 2002, pp. 172-202.
- PIERACCIONi Luigi, *Alcuni aspetti dello sviluppo economico della provincia di Roma negli anni '50, "*Roma economica", n. 1, 1962.
- PIERINI Valeria, *Storia di un quartiere di Roma: San Lorenzo,* Roma, Artegrafica, 2009.
- PIETRANGELI Giovanni, *La zona industriale di Tor Sapienza: trasformazioni produttive e politiche urbanistiche a Roma nel secondo dopoguerra*, "Contemporanea", n. 2, 2014, pp. 219-250.
- PIO XII, *Parole di sua santità Pio XII al popolo romano*, 6 juin 1944, in *Discorsi e Radiomessaggi di Sua Santità Pio XII*, vol. VI: 2 marzo 1944 - 1° marzo 1945, Milano, Vita e Pensiero, 1961, pp. 29-30.
- PISCITELLI Enzo, *Storia della resistenza romana,* Roma, Laterza, 1965.
- PIVA Francesco, *Azienda e partito : gli operai del Poligrafico dello Stato nel periodo fascista*, Roma, Edizioni Lavoro, 1998.
- PORRO Nicola, *Il cemento e la ricotta. Per una sociologia del sistema politico romano (1946-1992),* Roma, Seam, 1993.
- PORTELLI Alessandro, *L'ordine è stato già eseguito,* Roma, Donzelli, 1999.
- PORTELLI Alessandro, *Memoria e dimenticanza : dalla Liberazione ad oggi,* in IRSIFAR, *Roma tra fascismo e liberazione,* Milano, FrancoAngeli, 2004, pp. 19-33.
- PUZZUOLI Paola, *La politica delle aree della Società generale immobiliare (1880-1920)*, "Dimensioni e problemi della ricerca storica", n. 1, 2005, pp. 141-149.
- *Quale capitale per l'Italia?,* "Rinascita", n.s. (Speciale elezioni/Roma), n. 19, 19 mai 1971.
- QUILICI Simone, *Due nuove strade tra Roma e la sua regione alla fine degli anni Trenta: la via Mediana e la via Imperiale*, "Il tesoro delle città: strenna dell'Associazione Storia della Città", 7, 2011-2012, pp. 230-243.
- QUILICI Simone, *L'espansione di Roma verso il mare: la via Imperiale,* in Carlo Fabrizio Carli, Gianni Mercurio, Luigi Prisco (dir.), *E42-EUR: segno e sogno del Novecento,* Roma, DataArs, 2005, pp. 38-40.

- RACHELI Alberto Maria, *Corso Vittorio Emanuele II. Urbanistica e architettura a Roma dopo il 1870*, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, 1985.
- RACHELI Alberto Maria, *Sintesi delle vicende urbanistiche di Roma dal 1870 al 1911*, Roma, Vettori, 1979.
- RANZATO Gabriele, *Roma,* in Enzo Collotti et al. (dir.), *Dizionario della Resistenza. Storia e geografia della liberazione,* Torino, Einaudi, 2000, pp. 412-421.
- REBECCHINI Franco, *Roma Capitale. 1870-1911. I Ministeri di Roma capitale. L'insediamento degli uffici e la costruzione delle nuove sedi*, Venezia, Marsilio, 1985.
- RICCARDI Andrea, *Il "partito romano" nel secondo dopoguerra (1945-1954),* Brescia, Morcelliana, 1983.
- RICCARDI Andrea, *Il "partito romano": politica italiana, chiesa cattolica e curia romana da Pio XII a Paolo VI*, Brescia, Morcelliana, 2007.
- RICCARDI Andrea, *La Chiesa a Roma dalla seconda guerra mondiale al postconcilio,* Bologna, Centro Editoriale Dehoniano, 1982.
- RICCARDI Andrea, *Roma "città sacra"? Dalla Conciliazione all'operazione Sturzo,* Milano, Vita e Pensiero, 1979, pp. 340 et s.
- RISPOLI Paola (dir.), *I consigli di zona: una cerniera che manca. Convegno provinciale della FLM di Roma su "Strutture unitarie di base e territoriali",* Milano-Roma, Sapere, 1974.
- *Roma,* "Il Popolo", 27 octobre 1946.
- ROSATI Rossana, *Popolazione e territorio : Roma nell'ultimo trentennio del Novecento,* in Roberta Morelli, Eugenio Sonnino, Carlo Travaglini (dir.), *I Territori di Roma: storie, popolazioni, geografie,* Roma, La Sapienza, 2002,, pp. 460-480.
- ROSSINI Ilenia, *Riottosi e ribelli. Conflitti sociali e violenze a Roma (1944-1948),* Roma, Carocci, 2012.
- ROSSO Francesco, *Città eterna, corrotta e incorruttibile, simbolo dell'Italia nel bene e nel male*, "La Stampa", 3 mai 1981.
- SALSANO Fernando, *La sistemazione degli sfrattati dell'area dei Fori imperiali e la nascita delle borgate nella Roma fascista,* "Città e Storia", 5, n. 1, 2010, pp. 207-228.
- SALVATORI Paola, *Alcune osservazioni su Roma operaia durante il fascismo*, "Annale Irsifar", 1996, pp. 23-65.
- SALVATORI Paola, *Il Governatorato di Roma: l'amministrazione della capitale durante il fascismo,* Milano, FrancoAngeli, 2006.
- SALVATORI Paola, *La Roma di Mussolini dal socialismo al fascismo 1901-1922,* "Studi Storici", n. 3, 2006, pp. 749-780.
- SALVATORI Paola, *Liturgie immaginate: Giacomo Boni e la romanità fascista* "Studi storici", n. 53, 2012, pp. 421-438.
- SANDRI Leopoldo (dir.), *Roma capitale nei verbali del Consiglio dei Ministri del Regno d'Italia (1861-1870)*, Roma, Istituto Nazionale di Studi Romani, 1973.
- SANFILIPPO Mario, *Il generone romano tra fine Settecento e primo Novecento*, Roma, Edilazio, 2005.
- SANFILIPPO Mario, *La costruzione di una capitale: Roma 1911 – 1945*, Milano, Silvana, 1993.
- SANFILIPPO Mario, *La costruzione di una capitale. Roma 1945-1991,* Milano, Silvana, 1994.
- SANTINI Rinaldo, *Disoccupazione e sviluppo industriale,* "Roma economica", n. 12, 1952.

- SANTINI Rinaldo, *Roma non può essere un centro industriale*, “Il Popolo”, 11 octobre 1947.
- *Sarebbe ora di finirla con le campagne anti-Roma*, “Il Popolo”, 11 mars 1954.
- SARFATTI Margherita, *Mussolini e le voci di Roma,* “Gerarchia”, V, n. 4, avril 1926, pp. 217-221.
- SAVIOLI Arminio, *Dossier del PCI su terrorismo e violenze a Roma,* “L’Unità” 17 décembre 1977.
- SCACCHI Domenico, Giuseppe Sircana, Lidia Piccioni (dir.), *Operai e tipografi a Roma (1870-1970),* Milano, FrancoAngeli, 1984.
- SCATTAREGGIA Massimo, *Roma capitale: arretratezza e modernizzazione 1870-1915*, “Storia urbana”, n. 42, 1988, pp. 37-84.
- SELVETELLA Yari, *Banditi, criminali e fuorilegge di Roma,* Roma, Newton Compton, 2010.
- SERONDE BABONAUX Anne-Marie, *Rome, croissance d’une capitale : de l’urbs à la ville,* Aix-en-Provence, Edisud, 1980.
- SERONDE-BABONAUX Anne-Marie, *La configuration sociospatiale de Rome, un modèle original, “*Géographie sociale”, 10, 1990, pp. 101-110.
- SESTILI Massimo, *Sotto un cielo di piombo. La lotta per la casa in una borgata romana. San Basilio settembre 1974,* “Historia Magistra”, I, n. 1, 2009, pp. 63-81.
- SEVERINI Marco, *La Repubblica romana del 1849,* Venezia, Marsilio, 2001.
- SINATRA Monica, *La Garbatella a Roma: 1920-1940,* Milano, FrancoAngeli, 2006.
- SIRCANA Giuseppe (dir.), *A partire dall’Apollon: testimonianza e riflessioni su cultura, cinema e mondo del lavoro a quarant’anni dall’autunno caldo,* Roma, Ediesse, 2010.
- SIRLETO Francesco, *Le lotte per il diritto della casa a Roma: l’impegno del Consiglio Comunale per l’eliminazione delle baracche dal territorio della città di Roma,* Roma, Associazione culturale Aldo Tozzetti, 1998.
- SOCRATE Francesca, *Una morte dimenticata e la fine del Sessantotto*, “Dimensioni e problemi della ricerca storica”, n. 1, 2007.
- SOTGIA Alice, *Una fabbrica lungo via Prenestina: la Viscosa di Roma negli anni Venti e Trenta*, “Giornale di storia contemporanea”, n. 1, 2003, pp. 42-53.
- SPADA Marco, *Il potere periferico: la Magliana, un quartiere in lotta per una nuova città,* Cosenza, Lerici, 1976.
- SPADA Vincenzo*, L’applicazione della 167 a Roma: analisi di 12 piani di zona nelle varie fasi applicative,* in Filippo Ciccone, *Città pubblica e qualità urbana. Bilancio e prospettive dei piani per l’edilizia economica e popolare dopo 25 anni di esperienze,* Roma, Sapere, 1987, pp. 109-175.
- SPAGNESI Gianfranco, *Edilizia romana nella seconda meta del 19mo secolo (1848-1905)*, Roma, Dapco, 1974.
- SPANO Nicola, *L’Università di Roma,* Roma, Università La Sapienza, 1935.
- SPESSO Marco, *Storicità della residenza economico-popolare : Giuseppe Nicolosi e la progettazione delle borgate romane (1935-1941)*, “Rassegna di architettura e urbanistica”, 36, n. 106-108, 2002, pp. 37-50.
- STADERINI Alessandra, *La federazione romana del PNF: uno strumento al servizio del totalitarismo,* in Emilio Gentile (dir.), *Modernità totalitaria: il fascismo italiano,* Roma-Bari, Laterza, 2008, pp. 131-158.
- STAME Nicoletta, *Occupazioni di case e lotte sociali a Roma,* “Quaderni Piacentini”, juin 1974, p. 62.

- STATERA Alberto, *Storia di preti e di palazzinari*, Roma, I libri de l'Espresso, 1977.
- STURZO Luigi, *Destino di Roma,* "Il Popolo", 22 avril 1952.
- TALAMO Giuseppe, *Profilo politico,* in Luigi De Rosa (dir.), *Roma del Duemila. Storia di Roma dall'antichità a oggi,* Roma-Bari, Laterza, 2000, p. 14.
- TALAMO Giuseppe, *Roma tra dopoguerra e avvento del fascismo*, "Studi romani", XXXV, n. 1-2, 1987, p. 69- 87.
- TESTA Virgilio, *La Capitale ha urgente bisogno di mezzi adeguati alle sue funzioni*, "Il Tempo", 23 septembre 1949.
- TOBIA Bruno, *Roma da città a metropoli: Gli ardui percorsi di una capitale inventata*, "Studi storici", 44, n. 1, janvier-mars 2003, pp. 273-294.
- TOGLIATTI Palmiro, *Roma è la capitale d'Italia,* "L'Unità", 24 avril 1952.
- TOSCANO Pia, *Imprenditori a Roma nel secondo dopoguerra : industria e terziario avanzato dal 1950 ai nostri giorni*, Roma, Gangemi, 2009.
- TOSCANO Pia, *Le origini del capitalismo industriale nel Lazio: imprese e imprenditori a Roma dall'Unità alla Seconda guerra mondiale*, Cassino, Edizioni dell'Università degli studi di Cassino, 2002.
- TOSCHI Livio, *Sport e urbanistica a Roma durante il fascismo*, "Studi romani", 43, n. 3-4, 1995, pp. 277-295.
- TOZZETTI Aldo, *La casa e non solo: lotte popolari a Roma e in Italia dal dopoguerra a oggi,* Roma, Editori Riuniti, 1989.
- TREVES Piero, *L'idea di Roma e la cultura italiana del secolo XIX*, Milano, Ricciardi, 1962.
- TRIVELLI Renzo, *Il voto della capitale,* "Rinascita", 21 mai 1966.
- *Un sacro dovere,* "L'Osservatore romano", 1er novembre 1946.
- Unione degli Industriali del Lazio, *L'industria di Roma e del Lazio: problemi e prospettive 1968-1969,* Roma, UIR, avril 1969.
- *Va bene Roma capitale?*, "L'Espresso", 19 mai 1957.
- VALLAT Colette, *Rome et ses borgate, 1960-1980 : des marques urbaines à la ville diffuse*, Rome, EFR, 1995.
- VAUCHEZ André et Giardina Andrea (dir.), *Il mito di Roma. Da Carlo Magno a Mussolini*, Roma-Bari, Laterza, 2008.
- VENDITELLI Manlio, *Roma Capitale-Roma Comune : sviluppo economico e crescita urbana della città moderna*, Roma, Gangemi, 1985.
- VIDOTTO Vittorio, *I luoghi del fascismo a Roma*, "Dimensioni e problemi della ricerca storica", n. 2, 2005, pp. 39-51.
- VIDOTTO Vittorio, *Roma contemporanea*, Roma-Bari, Laterza, 2001.
- VIDOTTO Vittorio, *Roma: una capitale per la nazione*, "Mélanges de l'école française de Rome", n. 1, 1997, pp. 7-20.
- VILLANI Luciano, *Le borgate del fascismo. Storia urbana politica e sociale della periferia romana,* Milano, Ledizioni, 2012.
- VILLANI Luciano, *Neanche le otto lire. Lotte territoriali a Roma (1972-1975),* "Zapruder", n. 32, 2013, pp. 22-39.
- ZUCCONI Guido, *Tra archeologia ed estetica urbana: Giacomo Boni alla direzione dei Fori (1898-1911)*, "Roma moderna e contemporanea", n. 1, 1993, pp. 121-138.

Évolution et crise du système républicaine : paradigmes culturels, modèles d'administration, urbanisation du territoire et reconfiguration économique

- ACQUAVIVA Gennaro, *La grande riforma del Concordato,* Venezia, Marsilio, 2006.
- AGOSTI Aldo, *Il partito provvisorio. Storia del Psiup nel lungo Sessantotto italiano,* Roma-Bari, Laterza, 2013.
- AGOSTI Aldo, *Le stecche del busto. Togliatti, il PCI e gli intellettuali (1944-1947),* in Antonio Bechelloni, Christian Del Vento et Xavier Tabet (dir.), *La vie intellectuelle entre fascisme et République. 1940-1948,* "Laboratoire italien", n. 12, 2012.
- ALBERIGO Giuseppe, *Breve storia del Concilio Vaticano II,* Bologna, Il Mulino, 2005.
- ALBERONI Francesco et Baglioni Guido, *L'integrazione dell'immigrato nella società industriale*, Bologna, Il Mulino, 1965.
- ALBERONI Franco, *Movimenti e istituzioni nell'Italia tra il 1960 e il 1970,* in Luciano Graziano et Sydeny Tarrow, *La crisi italiana,* Torino, Einaudi, 1978, pp. 233-269;
- ALCARA Rosa, *La formazione e i primi anni del Partito Comunista Italiano nella storiografia marxista,* Milano, Jaca Book, 1970.
- ALFASSIO Grimaldi Ugoberto et Bertoni Italo, *I giovani degli anni Sessanta,* Bari, Laterza, 1964.
- AMATO Massimiliano et Ravveduto Marcello, *Riformismo mancato. Società, consumi e politica nell'Italia del miracolo,* Roma, Castelvecchi, 2014.
- ANICHINI Guido, *Cinquant'anni di vita della FUCI,* Roma, Studium, 1947.
- ANNUNZIATA Lucia et Moscati Roberto, *Lavorare stanca*, Roma, Savelli, 1978.
- ANTIOCHIA Corrado, *Le borgate, i borghetti e le baracche,* "La critica sociologica", n. 7, 1968.
- ANTONIELLO Donato, Luciano Vasapollo, *Eppure il vento soffia ancora. Capitale e movimento dei lavoratori in Italia dal dopoguerra ad oggi*, Milano, Jaca Book, 2006.
- AQUARO Angelo et Serra Michele, *1964: l'invenzione dei giovani,* "la Repubblica", 29 decembre 2013.
- ARDIGÒ Achille, *L'evoluzione dei rapporti fra città e campagna e il sorgere dei nuovi centri industriali nella realtà centro-settentrionale*, in Manlio Rossi-Doria et al., *Aspetti e problemi sociali dello sviluppo economico in Italia,* Bari, Laterza, 1959.
- ARDIGÒ Achille, *La diffusione urbana: le aree metropolitane e i problemi del loro sviluppo. Saggio sociologico*, Roma, A.V.E., 1966.
- ARNAO Giancarlo, *Rapporto sulle droghe,* Milano, Feltrinelli, 1976.
- AROSIO Giovanni, *Sfollare le città, "*La Casa", 1935, pp. 689-691.
- Assise nazionale dei giovani comunisti*, I giovani liberi nella scuola nel lavoro nella vita protagonisti della politica costruiscono una nuova società,* Roma, Spada, 1967.
- BAGET BOZZO Gianni, *Il partito cattolico e l'apertura a sinistra,* Firenze, Vallecchi, 1977.
- BALDONI Adalberto, *La destra in Italia,* Roma, Pantheon, 2000.
- BALDONI Adalberto, *Noi Rivoluzionari*, Roma, Settimo Sigillo, 1986.
- BALDONI Adalberto, *Storia della destra dal postfascismo al Popolo della libertà,* Firenze, Vallecchi, 2009.
- BARBACETTO Gianni, *Il grande vecchio,* Milano, BUR, 2009.

- BARBAGLI Marzio et Dei Marcello (dir.), *Le vestali della scuola media,* Bologna, Il Mulino, 1969.
- BARBANO Filippo, *Struttura e classi sociali: gli studi e le ricerche (1955-1975),* Torino, Valentino, 1975.
- BARBANTI Marco, *Funzioni strategiche dell'anticomunismo nell'età del centrismo,* "Italia contemporanea", n. 170, mars 1988, pp. 39-69.
- BARTOCCI Enzo, *Alle origini della contrattazione articolata,* Roma, Editrice Sindacale Italiana, 1979.
- BARTOLINI Francesco, *La speculazione edilizia negli anni Cinquanta : rappresentazioni e interpretazioni*, "Dimensioni e problemi della ricerca storica", n. 1, 2006, pp. 201-207.
- BECATTINI Giacomo et Bianchi Giuliano, *Nuovo ciclo di sviluppo? L'economia italiana degli anni 80*, "Note Economiche", n. 5-6, 1982.
- BEDRONE Riccardo (dir.), *Edili senza lavoro, operai senza casa,* Torino, Einaudi 1975.
- BELLISARIO Vincenzo, *A favore dell'accesso alle Università dei giovani provenienti dagli Istituti Tecnici, discorso pronunciato al Senato della Repubblica nella seduta dell'11 luglio 1961*, Roma, Tipografia del Senato, 1961.
- BELTRAME Gianni, *La crisi dell'urbanistica nella crisi dello stato e della programmazione,* "CSO", n. 2, 1983.
- BENEDETTI Pierpaolo (dir.), *I giovani e la politica : comportamento politico-elettorale, associazionismo tradizionale, movimenti collettivi non tradizionali,* Milano, FrancoAngeli, 1974.
- BENEVOLO Leonardo, *Il tracollo dell'urbanistica italiana,* Roma-Bari, Laterza, 2010.
- BERGAMASCHi Beppe. *Storia della goliardia, dal Medioevo ad oggi*, Montelupo, MIR, 2001.
- BERMANI Cesare, *Una storia cantata 1962-1997: trentacinque anni di attività del Nuovo canzoniere Italiano-Istituto Ernesto de Martino,* Milano, Mazzotta, 1997.
- BETTIN LATTES Gianfranco, *La casa come problema sociologico*, Forenze, Cooperativa lavoratori officine grafiche, 1977.
- BETTIN LATTES Gianfranco, *Sul concetto di generazione politica,* "Rivista italiana di scienza politica", 1, 1999, pp. 23-53.
- BIANCHI Giuseppe et al. (dir.), *I CUB: comitati unitari di base. Ricerca su nuove esperienze di lotta operaia: Pirelli-Borletti-Fatme,* Roma, Coines, 1971.
- BONETTA Gaetano, *Storia della scuola e delle istituzioni educative. Scuola e processi formativi in Italia dal XVIII al XX secolo*, Milano, Giunti, 1997.
- BONI Livio, *La città corpo senza organi. L'attualità del dialogo tra Deleuze-Guattari e Foucault sulla città come campo di produzione di soggettività*, "Scienza & Politica", n. 45, 2001, pp. 55-62.
- BORGNA Gianni, *I giovani,* in Antonio Gambino et al., *Dal '68 ad oggi: come siamo e come eravamo,* 1979, pp. 395-397.
- BOURDIN Alain, *Gentrification : un « concept » à déconstruire*, "Espaces et sociétés", 132, n. 1-2, 2008, pp. 23-37.
- BRAVO Anna, *La Madonna Pellegrina,* in Mario Isnenghi (dir.), *I luoghi della memoria: personaggi e date dell'Italia unita,* Roma-Bari, Laterza, 2010, p. 529.
- BRAZZODURO Marco et Mignella Calvosa Fiamma, *Collocazione sociale e azione soggettiva della nuova classe media urbana,* in Paolo Guidicini et al. (dir.), *Città e società in trasformazione,* Milano, FrancoAngeli, 1985.
- BRESSO Paola et Traniello Francesco, *Il Concilio Vaticano II nella stampa comunista italiana,* in *Le Deuxième Concile du Vatican (1959-1965),* Rome, EFR, 1989, pp. 405-441.

- CALIGIURI Mario, *Cossiga e l'intelligence,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2011.
- CAMBONI Gianfranco, *PCI e movimento degli studenti: 1968-1973. Ceti medi e strategie delle riforme,* Bari, De Donato, 1975.
- CAMPI Alessandro et Santambrogio Ambrogio (dir.), *Destra/Sinistra. Storia e fenomenologia di una dicotomia politica,* Roma, Pellicani, 1997.
- CAMPOS VENUTI Giuseppe, *Urbanistica incostituzionale: dalla sentenza della corte costituzionale alle tesi per il nuovo dibattito urbanistico*, Venezia, Marsilio, 1968.
- CAPPERUCCI Vera, *Il partito dei cattolici. Dall'Italia degasperiana alle correnti democristiane,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2010.
- CAPPERUCCI Vera, *Le correnti della Democrazia Cristiana di fronte all'America. Tra differenziazione culturale ed integrazione politica, 1944-1954,* in Piero Craveri et Gaetano Quagliariello (dir.), *L'antiamericanismo in Italia e in Europa nel secondo dopoguerra,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2002, pp. 249-289.
- CAPUZZO Paolo, *Genere, generazione e consumi. L'Italia degli anni Sessanta,* Roma, Carocci, 2003.
- CARABBA Manin, *Un ventennio di programmazione 1954-1974,* Roma, Laterza, 1977.
- CARBONI Carlo, *I ceti medi in Italia tra sviluppo e crisi,* Roma-Bari, Laterza, 1981.
- CARUCCI Paola, *L'organizzazione dei servizi di polizia dopo l'approvazione del testo unico delle leggi di Pubblica Sicurezza del 1926*, "Rassegna degli Archivi di Stato", XXXVI, n, 1, 1976, pp. 82-114.
- CASILIO Silvia, *Chi di penna ferisce nudo finisce! Il caso de "La Zanzara" e la condizione femminile nell'Italia degli anni Sessanta,* in Valentine Lomellini et Antonio Varsori (dir.), *Dal Sessantotto al crollo del Muro: i movimenti di protesta a cavallo tra i due blocchi,* Milano, FrancoAngeli, 2013, pp. 21-40.
- CASILIO Silvia, *Controcultura e politica nel Sessantotto italiano : una generazione di cosmopoliti senza radici,* "Storicamente", 5, 2009, disponibile sur http://www.storicamente.org/07_dossier/sessantotto-casilio.htm.
- CASILIO Silvia, *Una generazione d'emergenza. L'Italia della controcultura (1965-1969),* Milano, Mondadori, 2013.
- CASMIRRI Silvana (dir.), *Le élites italiane prima e dopo l'Unità: formazione e vita civile,* Marino di Minturno, Caramanica, 2000.
- CASTELLATO Alessandro, *Riti di opposizione, riti di istituzione. Funerali comunisti nell'Italia degli anni Cinquanta,* "Studi Tanatologici", n. 5, 2006.
- CASTELLS Manuel, *La question urbaine,* Paris, François Maspero, 1972.
- CASTRONOVO Valerio et Nicola Tranfaglia, *La stampa italiana del neocapitalismo*, Roma-Bari, Laterza, 1976.
- CATALANO Franco, *I movimenti studenteschi e la scuola in Italia: 1938-1968,* Milano, Il Saggiatore, 1969.
- CAVALERA Giovanni, Intini Ugo, Tortoreto Emanuel, *Italiani senza casa. Indagine politica ed economica,* Milano, Nuova Mercurio, 1971.
- CAVALLI Luciano, *La città divisa: sociologia del consenso e del conflitto in ambiente urbano*, Milano, Giuffré, 1965.
- CAVAZZA Stefano, *Comunicazione di massa e simbologia politica nelle campagne elettorali del secondo dopoguerra,* in Pier Luigi Ballini et Maurizio Ridolfi (dir.), *Storia delle campagne elettorali in Italia,* Milano, Bruno Mondadori, 2002, pp. 197-203.
- CECCHI Alberto (dir.), *Storia del Partito comunista italiano attarverso i congressi : dal dopoguerra a oggi*, Roma, Newton Compton, 1977.

- CECCHINI Domenico, *Un piano mai esistito: appunti sulla gestione del PRG di Roma,* "Urbanistica", n. 84, 1986.
- CEDERNA Camilla*, Sono stanchi di copiare il Partenone,* "L'Espresso", 14 février 1965.
- CELANT Attilio et Morelli Paola, *La geografia dei divari territoriali in Italia,* Firenze, Sansoni, 1986.
- Centro di analisi di opinione pubblica e di mercato, *Laurea e occupazione: inchiesta nazionale sui problemi dell'Università italiana nei riflessi del lavoro e dell'economia,* Milano, FrancoAngeli, 1959.
- CERVETTI Gianni, *Partito di governo e di lotta: relazione al Comitato centrale e alla Commissione centrale di controllo del PCI,* Roma, Editori Riuniti, 1977.
- CESERANI Gian Paolo, *La vita facilitata*, Milano, Mondadori, 1977.
- CHELES Luciano, *Nostalgia dell'avvenire : The New Propaganda of the Msi between Tradition and Innovation,* in Id. et al., *Neofascism in Europe,* London, Longman, 1993, pp. 43-65.
- CHESSA Federico, *La trasmissione ereditaria delle professioni,* Palermo, Gelka, 1992.
- CHIARANTE Giuseppe, *Con Togliatti e con Berlinguer. Dal tramonto del centrismo al compromesso storico, 1958-1975,* Roma, Carocci, 2007.
- CHIARINI Roberto, *Guareschi, la destra e l'antimito della Resistenza,* "Nuova Storia contemporanea", n. 2, 2000, pp. 27-57.
- CHINELLO Cesco, *Sindacato, Pci, movimenti negli anni Sessanta: Porto Marghera, Venezia 1955-1970,* Milano, FrancoAngeli, 1996.
- CHOLVY Gérard et Hilaire Yves-Marie, *Histoire religieuse de la France contemporaine : 1930-1988,* Toulouse, Privat, 1988, pp. 121-125.
- CIAMPANI Andrea, *Ambienti e dinamiche dell'associazionismo giovanile cattolico in Italia nella formazione all'impegno politico (1944-1954),* in Giovanni Orsina et Gaetano Quagliariello (dir.), *La formazione della classe politica in Europa,* Manduria, Lacaita, 2000, pp. 313-320.
- COBALTI Antonio et Schizzerotto Antonio, *La mobilità sociale in Italia,* Bologna, Il Mulino, 1997.
- COCCO Maurizio, *Le vespe qualunquiste e la satira politica,* "Diacronie", n. 11, 2012, disponibile dans: http://www.studistorici.com/2012/10/29/cocco_numero_11.
- COLITTI Marcello, *Lo sviluppo del settore pubblico dal dopoguerra ad oggi,* "Economia pubblica", n. 5-6, 1975, pp. 3-22.
- COLLIDÀ Ada et al., *La politica del padronato italiano. Dalla ricostruzione all'autunno caldo,* Bari, De Donato, 1972.
- COLOMBO Fausto, *Il paese leggero. Gli italiani e i media tra contestazione e riflusso,* Roma-Bari, Laterza, 2012.
- COLOZZA Roberto, *Lelio Basso. Una biografia politica (1948-1958),* Roma, Ediesse, 2010.
- Comitato di quartiere della Magliana, *La Magliana: vita e lotte di un quartiere proletario,* Milano, Feltrinelli, 1977.
- Commissione d'inchiesta per la revisione della tariffa industriale, *Atti della Commissione d'inchiesta per la revisione della tariffa industriale*, vol. IV, 1886.
- CONTI Sergio et Bonavero Piero, *Riflessi italiani: l'identità di un paese attraverso la rappresentazione del suo territorio,* Milano, Touring, 2004.
- CORAZZA Luisa, *Il nuovo conflitto collettivo: clausole di tregua, conciliazione e arbitrato nel declino dello sciopero,* Milano, FrancoAngeli, 2012.

- CORNA PELLEGRINI Giacomo, *Geografia e politica del territorio: problemi e ricerche*, Milano, Vita e Pensiero, 1974.
- COTTA Sergio, *La sfida tecnologica,* Bologna, Il Mulino, 1968.
- CRISTOFORI Franco, *Bacco Tabacco e Venere: usi, costumi, vita, tradizioni, scherzi e mattane della goliardia italiana*, Milano, SugarCo, 1976.
- CROCE Benedetto, *Storia, cronaca e false storie,* Memoria per l'Accademia Pontiniana di Napoli, 1912 in Id., *Teoria e storia della storiografia,* Milano, Adelphi, 1989 [1917].
- DE BERNARDI Alberto, *Il movimento giovanile degli anni Sessanta e il sistema politico,* in Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni settanta: culture, nuovi soggetti, identità*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2003*,* pp. 175-185.
- DE BERNARDIS Camillo et De Mucci Raffaele (dir.), *Dalla resistenza all'alternativa democratica. I congressi del Psi dal 1946 al 1972,* Roma, Centro stampa e propaganda Federazione giovanile socialista, 1976.
- DE CARLO Giancarlo, *La Piramide rovesciata,* Bari, De Donato, 1968.
- DE LIGUORI Girolamo, *Materialismo inquieto: vicende dello scientismo in Italia nell'età del positivismo 1868-1911*, Roma-Bari, Laterza, 1988.
- DE LUCIA Vezio, *Se questa è una città,* Roma, Donzelli, 2006, pp. 15-70.
- DE LUNA Giovanni, *Storia del Partito d'Azione. 1942-1947,* Torino, Utet, 1982.
- DE MINICIS Massimo, *The Red Threat. La modernizzazione e il Partito Comunista in Italia (1970-1974),* Roma, Edizioni Nuova Cultura, 2012.
- DE MUCCI Raffaele, *La politica dei cittadini: forme e strumenti di partecipazione politica nei sistemi urbani,* Milano, FrancoAngeli, 1985.
- DE NAPOLI Domenico, *Il movimento monarchico in Italia dal 1946 al 1954,* Napoli, Loffredo, 1980.
- DE ROSA Gabriele, *Luigi Sturzo,* Torino, Utet, 1977.
- DE' MEDICI Giuliana, *Le origini del MSI. Dal clandestinismo al primo congresso (1943-1948),* Roma, Istituto Studi Corporativi, 1986.
- DEAGLIO Mario et De Rita Giuseppe, *Il punto sull'Italia: popolazione, lavoro, economia, produzione, finanza, inflazione, risparmio, consumi, sanità, famiglia, istruzione,* Milano, Mondadori, 1983.
- DEL NOCE Augusto, *Genesi e significato della prima sinistra cattolica postfascista,* in Giuseppe Rossini (dir.), *Modernismo, fascismo, comunismo,* Bologna, Il Mulino, 1972, pp. 415-504.
- DEL NOCE Augusto, *La potenza ideologica del marxismo e la possibilità del successo de comunismo in Italia,* in *Partiti e democrazia,* Atti del terzo convegno nazionale di studio della Democrazia cristiana, S. Pellegrino Terme 13-16 settmebre 1963, Roma, Cinque Lune, 1964, pp. 506-549.
- DELLA PERGOLA Giuliano, *La conflittualità urbana: saggi di sociologia critica,* Milano, Feltrinelli, 1972.
- DERRIDA Jacques, *Force de loi. Le Fondement mystique de l'autorité*, Paris, Galilée,1994.
- DI MAGGIO Marco, *Les intellectuels et la stratégie communiste : une crise d'hégémonie (1958-1981),* Paris, Ed. sociales, 2013.
- DI NOLFO Ennio, *Le paure e le speranze degli italiani (1943-1953),* Milano, Mondadori, 1986.
- DOGLIANI Patrizia (dir.), *Giovani e generazioni nel mondo contemporaneo: la ricerca storica in Italia,* Bologna, Cleub, 2009.

- DOGLIANI Patrizia (dir.), *L'Europa a scuola. Percorsi dell'istruzione tra Ottocento e Novecento,* Roma, Carocci, 2002.
- DOGLIANI Patrizia, *Storia dei giovani,* Milano, Bruno Mondadori, 2013.
- DONZELLI Maria, *Origini e declino del positivismo : saggio su Auguste Comte in Italia*, Napoli, Quaderni del Dipartimenti di filosofia politica "L'Orientale", 1999.
- DORIGO Wladimiro et Berti Sandro, *La Gioventù di Azione Cattolica,* "Il Veltro", VIII, n. 4, 1964, pp. 551-575.
- DUSO Giuseppe (dir.), *Il potere : per la storia della filosofia politica moderna,* Roma, Carocci, 1999.
- ECO Umberto, *Apocalittici e integrati,* Milano, Bompiani, 1964.
- ELIAS Norbert, *Sur le processus de civilisation,* Paris, Calmann-Lévy, 1975 [1935].
- ELIAS Norbert, *Über den Prozeß der Zivilisation. Soziogenetische und psychogenetische Untersuchungen*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1939.
- ESPING-ANDERSEN Gosta et Mestres Josep, *Ineguaglianza delle opportunità ed eredità sociale, "*Stato e Mercato", n. 67, avril 2003, pp. 123-152.
- EVANGELISTI Valerio et Sechi Salvatore, *L'autonomia socialista e il centrosinistra,* in Giovanni Sabbatucci (dir.), *Storia del socialismo italiano*, Roma, Il Poligono, 1981.
- FALCONI Carlo, *Il Pentagono vaticano. Il potere tempoarle nella Curia romana,* Milano, Kaos, 1958.
- FARAVELLI Giuseppe, *Democratura. Il PSDI e la difesa del margine di sicurezza della democrazia,* Genova, Industrie Grafiche Italiane Stucchi, 1953.
- FARNÉ Roberto, *Buona maestra TV. La RAI e l'educazione da "Non è mai troppo tardi" a "Quark",* Roma, Carocci, 2003.
- FEBVRE Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1952.
- FEDELE Marcello, *La dinamica elettorale del Pci*, in Massimo Ilardi et Aris Accornero (dir.), *Il partito comunista italiano. Strutture e storia dell'organizzazione 1921-1979,* Milano, Feltrinelli, 1982, pp. 293-312.
- FERRACUTI Giovanni et Marcelloni Maurizio, *La casa : mercato e programmazione,* Torino, Einaudi, 1982.
- FERRARESI Franco et Tosi Antonio, *Crisi della città e politica urbana*, in Sydney Tarrow et Luigi Graziano (dir.), *La crisi italiana*, Torino, Einaudi, 1979., pp. 559-582.
- FERRARI Ada, *Dalla democrazia liberale alla democrazia cristiana, ovvero la "virtù del libero obbedire",* "Storia Contemporanea", 27, n. 6, 1996, pp. 931-954.
- FERRAROTTI Franco, *Paternalismo e potere,* Roma, Istituto di studi sul lavoro, 1961.
- FERRAROTTI Franco, *Servizio sociale e enti pubblici nella società italiana in trasformazione*, Roma, Armando, 1965.
- FERRETTI Gianfranco et Pala Gianfranco, *Il problema dell'Università,* "La Rivista trimestrale", V, mars-juin 1966, pp. 155-158.
- FILORANO Giovanni, *Le vie del sacro: modernità e religione*, Torino, Einaudi, 1994.
- FOIS Sergio, *Sindacati e sistema politico,* Milano, Giuffré, 1978.
- FORLENZA Rosario, *Le elezioni amministrative della prima repubblica. Politica e propaganda locale nell'Italia del secondo dopoguerra (1946-1956),* Roma, Donzelli, 2008.
- FORMIGONI Guido, *L'associazionismo cattolico e la formazione della classe politica in Italia,* in Giovanni Orsina et Gaetano Quagliariello (dir.), *La formazione della classe politica in Europa,* Manduria, Lacaita, 2000, pp. 269-290.

- FORMIGONI Guido, *La Democrazia Cristiana,* in Gerardo Nicolosi (dir.),. *I partiti politici nell'Italia repubblicana,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006, pp. 78-80.
- FOUCAULT Michel, *Sécurité, Territoire, Population. Cours au Collège de France 1977-1978,* Paris, Gallimard Seuil, 2004.
- GALLI Giorgio et Nannei Alessandra, *Il capitalismo assistenziale. Ascesa e declino del sistema economico italiano (1960-1975),* Milano, SugarCo, 1976.
- GAUDIO Angelo, *Legislazione e organizzazione della scuola, lotta contro l'analfabetismo,* in Claudio Pavone (dir.), *Storia d'Italia nel secolo ventesimo : strumenti e fonti,* Roma, Istituto Poligrafico dello Stato, 2006, pp. 355-373.
- GAUTHIER Paul, *Les Pauvres, Jésus et l'Église*, Paris, Éditions universitaires, 1963.
- GENTILE Giovanni, *Scuola e Filosofia: concetti fondamentali e saggi di pedagogia sulla scuola Media,* Palermo, Sandron, 1908.
- GERKEN Rosemarie, *Transformation und Embellissement von Paris in der Karikatur: Zur Umwandlung der französischen Hauptstadt im Zweiten Kaiserreich durch den Baron Haussmann*, Hildesheim, Georg Olms Verlag, 1997.
- GIACCHETTI Diego, *Contestatori, capelloni, estremisti. I giovani degli anni Sessanta,* in Nicoletta Fasano et Mario Renosio (dir.), *I giovani e la politica : il lungo '68,* Torino, EGA, 2002, pp. 47-97.
- GIACHETTI Diego, *L'Autunno caldo,* Roma, Ediesse, 2013.
- GIAMMANCO Rosanna, *The Catholic-Communist Dialogue in Italy: 1944 to the Present,* New York, Praeger, 1989.
- GINZBURG Andrea et al., *Un nuovo autunno caldo nel mezzogiorno? Note in margine al dibattito sui differenziali salariali territoriali,* "Politica economica", XIV, n. 3, decembre 1998, pp. 377-410.
- GIOVAGNOLI Agostino, *Il partito italiano. La Democrazia cristiana dal 1942 al 1992,* Roma-Bari, Laterza, 1996.
- GIOVAGNOLI Agostino, *La cultura democristiana. Tra Chiesa cattolica e identità italiana,* Roma-Bari, Laterza, 1991.
- GIOVAGNOLI Agostino, *Le organizzazioni di massa d'Azione Cattolica,* in Roberto Ruffilli (dir.), *Cultura politica e partiti nell'età della Costituente,* Bologna, Il Mulino, 1979, pp. 435-492.
- GIOVANA Mario, *Torino: la città e i signori Fiat*, Milano, Teti, 1977.
- GIOVANNINI Fabio, *La morte rossa. I marxisti e la morte,* Bari, Dedalo, 1984.
- GIUGNI Gino, *L'autunno caldo sindacale*, "Il Mulino", n. 1, 1970.
- GIUNTELLA Maria Cristina. *La FUCI tra modernismo, partito popolare e fascismo*, Roma, Studium, 2000.
- GOLINO Enzo, *Cultura e mutamento sociale,* Milano, Edizioni di Comunità, 1969.
- GORGOLINI Luca, *Un mondo di giovani. Culture e consumi dopo il 1950,* in Paolo Sorcinelli (dir.), *Identikit del Novecento. Conflitti, trasformazioni sociali, stili di vita,* Roma, Donzelli, 2004, pp. 277-370.
- GOZZER Giovanni, *Rapporto sulla secondaria. La riforma degli istituti secondari superiori nel dibattito politico e culturale dal 1950 al 1973,* Roma, Coines, 1973.
- GOZZER Giovanni, *Sviluppo della scuola e piano decennale,* Roma, UCIIM, 1959.
- GRAMSCI Antonio, *La funzione storica delle città e il socialismo*, "L'ordine nuovo", 28 juin – 5 juillet 1919, I, n. 8.
- GRAMSCI Antonio, *Quaderni dal carcere,* n. 8, 25, 1930-1932.

- GRANDI Aldo, *Fuori dal coro. Ruggero Zangrandi: una biografia,* Milano, Baldini & Castoldi, 1994.
- GRAZIANI Augusto, *L'economia italiana (1945-1970),* Bologna, Il Mulino, 1972.
- GRAZIANO Luigi, *Clientelismo e sistema politico: il caso dell'Italia,* Milano, FrancoAngeli, 1979.
- GRISPIGNI Marco, *Tra protagonismo sociale, antagonismo e collaborazione istituzionale: l'esperienza dei comitati di quartiere*, in CRIPES (dir.), *Società civile e istituzioni nel Lazio: nuovi bisogni, movimenti, partecipazione, rappresentanze*, Roma, Kairos, 1990, pp. 3-24.
- GUATTARI Félix et Deleuze Gilles, *Capitalisme et schizophrénie. L'Anti-Œdipe,* Paris, Éditions de Minuit, 1972 et Id., *Capitalisme et schizophrénie. Milles Plateaux,* Paris, Éditions de Minuit, 1980.
- GUIDICINI Paolo, *Problemi di sociologia urbana*, Brescia, La Scuola, 1969.
- GUISO Andrea, *Il « lungo '56 ». I rapporti tra partito "adulto" e gioventù comunista dalla destalinizzazione al Sessantotto: modello organizzativo, generazioni, cultura politica,* in Gaetano Quagliariello (dir.), *La politica dei giovani in Italia (1945-1968),* Roma, Luiss University Press, 2005, pp. 69-113.
- GUISO Andrea, *La colomba e la spada: lotta per la pace e antiamericanismo nella politica del Partito comunista italiano,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006.
- GUNDLE Stephen, *I comunisti italiani tra Hollywood e Mosca. La sfida della cultura di massa 1943-1991,* Milano, Giunti, 1995.
- GUNDlE Stephen, *L'americanizzazione del quotidiano : televisione e consumismo nell'Italia degli anni '50,* "Quaderni Storici" , 62, 1986, pp. 561-594.
- GUTIÉRREZ MERINO Gustavo, *La libération par la foi : boire à son propre puits ou l'itinéraire spirituel d'un peuple*, Paris, Cerf, 1985.
- HABERMAS Jürgen. *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1962.
- HARVEY David, *Social Justice and the City*, London, Arnold, 1973.
- HARVEY David, *The Urbanization of Capital,* Oxford, Basil Blackwell, 1985.
- HERMAN Edward S. et Chomsky Noam, *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*, New York, Pantheon Books, 1988.
- HÖBEL Alexander, *Il PCI di Longo 1964-1969,* Napoli, Edizioni Scientifiche, 2010.
- HÖBEL Alexander, *Il PCI di Longo e il '68 studentesco,* "Studi Storici", 45, n. 2, avril-juin 2004, pp. 419-459.
- HOFMANN Hasso, *La libertà nello Stato moderno. Saggi di dottrina della Costituzione,* Napoli, Guida, 2009.
- HUARD Raymond, *Marx et Engels devant la marginalité : la découverte du lumpenprolétariat, "*Romantisme", 18, n. 59, 1988, pp. 5-17.
- *I decreti dei Soviet: raccolta di documenti e di atti ufficiali del governo dei Soviet di Russia,* New York, Libreria editrice dei lavoratori industriali del mondo, 1918.
- ISNENGHI Mario, *Alle origini del 18 aprile: miti, riti, mass media,* in Id. et Silvio Lanaro (dir.), *La democrazia cristiana dal fascismo al 18 aprile,* Marsilio, Venezia, 1978, pp. 277-344.
- Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Torino, *Il problema della casa a basso costo nelle aree metropolitane,* Torino, IACP Torino, 1962.
- Istituto Centrale di Statistica, *VII Censimento generale della popolazione,* Roma, Failli, 21 avril 1931.

- Istituto Gramsci, *Tendenze del capitalismo italiano,* Roma, Editori Riuniti, 1962.
- Istituto Luigi Sturzo, *Fanfani e la casa: gli anni Cinquanta e il modello di welfare-state. Il piano INA-Casa,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2002.
- JACOBELLI Jader, *La comunicazione politica in Italia,* Roma-Bari, Laterza, 1989.
- KARRER Livio, *Una difficile traslazione. I funerali di Palmiro Togliatti e di Enrico Berlinguer,* "Dimensioni e problemi della ricerca storica", n. 2, 2011, pp. 109-144.
- LA PALOMBARA Joseph, *Italy: The Politics of Planning,* New York, Syracuse University Press, 1966.
- LA VERGATA Antonello, *Il Lamarckismo tra riduzionismo biologico e meliorismo sociale*, Reggio Calabria, La Città del Sole, 1995.
- LAJOLO Davide, *Finestre aperte a Botteghe oscure : da Togliatti a Longo a Berlinguer. Dieci anni vissuti all'interno del Pci,* Milano, Rizzoli, 1976.
- LANGE Peter, Ross George, Vannicelli Maurizio, *Sindacato, cambiamenti e crisi: in Francia e in Italia,* Milano, FrancoAngeli, 1988.
- LAURA Ernesto, *Il CSC tra tradizione e riforma*, "Bianco e nero", n. s. 1976.
- LEARCO Andalò, Davide Bigalli et Paolo Nerozzi (dir.), *Il Psiup : la costituzione e la parabola di un partito (1964-1972),* Bologna, Bradypus, 2015.
- LEFEBVRE Henri, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.
- LELIO Basso, *A New Socialist Party,* "International Socialist Journal", 2, n. 166, avril 1964.
- LEONARDI Rosaria, *Il sacro come strumento politico : le elezioni del 1948, la Democrazia Cristiana e i manifesti elettorali,* "California Italian Studies", 5, n. 1, disponibile sur: http://escholarship.org/uc/item/5xc8172d.
- LEONI Gianmario, *I giovani comunisti e «il partito». La Fgci dal 1956 al 1968,* "Italia contemporanea", 267, 2012, pp. 183-210.
- LEVI Fabio et Musso Stefano (dir.), *Torino da capitale politica a capitale economica (1950-1970)*, Torino, Archivio Storico, 2004.
- LOMARTIRE Carlo Maria, *L'uomo qualunque. Guglielmo Giannini e l'antipolitica,* Milano, Rizzoli, 2008.
- LOPREATO Joseph, *La mobilità sociale in Italia,* "Rassegna italiana di sociologia", n. 4, 1975, pp. 565-599.
- LORETO Fabrizio, *Il sindacalismo confederale nei due bienni rossi,* in Paul Ginsborg (dir.), *I due bienni rossi del Novecento 1919-20 e 1968-69: studi e interpretazioni a confronto,* Roma, Ediesse.
- LUCIA Piero, *Intellettuali italiani del secondo dopoguerra,* Napoli, Guida, 2003.
- LUMLEY Robert et Foot John (dir.), *Le città visibili. Spazi urbani in Italia: culture e trasformazioni dal dopoguerra a oggi*, Milano, Il Saggiatore, 2007.
- LUPERINI Romano, *Il PCI e il movimento studentesco,* Milano, Jaca Book, 1969.
- LUZZATTO Lucio, *Come si è votato nella tua città. Risultati delle elezioni politiche, amministrative e regionali per tutte le città italiane dal 1946 al 1956,* Milano-Roma, Edizioni Avanti!, 1957.
- MACLUHAN Marshall et Fiore Quentin, *The Medium is the Message : an Inventory of Effects,* London, Penguin Group1967.
- MAGNANINI Claudia, *Ricostruzione e miracolo economico. Dal sindacato unitario al sindacato di classe nella capitale dell'industria,* Milano, FrancoAngeli, 2006.
- MAGRI Lucio, *Il PCI degli anni '60,* "Il Manifesto", n. 10-11, octobre-novembre 1970.

- MANNHEIMER Renato, Giuseppe Micheli, Francesca Zajczyk, *Mutamento sociale e comportamento elettorale : il caso del referendum sul divorzio,* Milano, FrancoAngeli, 1978.
- MARANINI Giuseppe, *Storia del potere in Italia,* Firenze, Vallecchi, 1967.
- MARAVIGLIA Mariangela, *ACLI: cinquant'anni di presenza nella Chiesa e nella società italiana,* Cinisello Balsamo, San Paolo, 1996.
- MARAZZITI Mario, *Cultura di massa e valori cattolici: il modello di «Famiglia cristiana",* in Andrea Riccardi (dir.), *Pio XII*, Bari, Laterza, 1985.
- MARCHESE Ugo, *Aree metropolitane in Italia – anni 80. Economia e fattori di centralità. Trasporti e movimenti pendolari*, Padova, Cedam, 1989.
- MARCUCCI Fanello Gabriella, *Storia della FUCI*, Roma, Studium, 1971.
- MARCUSE Herbert, *One-Dimensional Man: Studies in the ideology of Advanced Industrial Society,* Boston, Beacon Press*,* 1964.
- MARIANETTI Agostino, *Rinnovarsi per andare avanti,* "Impegno sindacale", n. 1, 1966.
- MARIJNEN Anne, *Connaître le monde pour le transformer : la formation des cadres du PCI, 1945-1956,* in Giovanni Orsina et Gaetano Quagliariello (dir.), *La formazione della classe politica in Europa,* Manduria, Lacaita, 2000.
- MARLETTI Carlo et al., *Il Piemonte e Torino alla prova del terrorismo,* Soveria Mannelli, Rubettino, 2004.
- MARONGIU BUONAIUTI Cesare, *Non expedit : storia di una politica (1866-1919)*, Milano, Giuffré, 1971.
- MARTINELLI Renzo (dir.), *La politica del Partito comunista italiano nel periodo costituente. I verbali della direzione tra il V e il VI Congresso 1946-1948,* Roma, Editori Riuniti, 1992.
- MARTINELLI Renzo, *Storia del Partito comunista italiano. Il "Partito nuovo" dalla Liberazione al 18 aprile,* Torino, Einaudi, 1995.
- MARX Karl, *Les luttes des classes en France,* Paris, Les éditions sociales, 1984 [1850].
- MATTEOLI Barbetti, *Il pacifismo nelle culture giovanili nell'Italia degli anni Sessanta (1964-1968),* in Patrizia Dogliani (dir.), *Giovani e generazioni nel mondo contemporaneo. La ricerca storica in Italia,* Bologna, Cleub, 2009, pp. 1-9.
- MAZZAMUTO Salvatore (dir.), *I giovani e il lavoro: sindacati, movimento giovanile, istituzioni e Legge 285,* Bari, De Donato, 1978.
- MELUCCI Alberto, *L'invenzione del presente: movimenti, identità, bisogni individuali,* Bologna, Il Mulino, 1982.
- MERLONI Francesco, *La casa di carta: il problema delle abitazioni in Italia tra rendita urbana e squilibri territoriali, tra regioni e capitalismo avanzato*, Roma, Officina, 1974.
- MICCOLI Giovanni, *La Chiesa di Pio XII nella società italiana del dopoguerra,* in Francesco Barbagallo et al. (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana*, Torino, Einaudi, 1997*,* pp. 537-613.
- MICCOLI Guido, *Cattolici e comunisti nel secondo dopoguerra: memoria storica, ideologia e lotta politica,* "Studi Storici", XXXVIII, 1997, pp. 951-991.
- MIÈGE Bernard, *La société conquise par la communication,* Grenoble, PUG, 1996.
- Ministero dei lavori pubblici – Consiglio Superiore Servizio Tecnico Centrale, *L'abitazione popolare ed economica in Italia,* Roma, Istituto Poligrafico dello Stato, 1935.
- MITSCHERLICH Alexander, *Die Unwirtlichkeit unserer Städte. Anstiftung zum Unfrieden*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1967.

- MOBIGLIA Santina, *La scuola: l'onda lunga della contestazione,* in Pier Paolo Poggio (dir.), *Il Sessantotto: l'evento e la storia,* Brescia, Annali della Fondazione Micheletti, 1990.
- MONDRONE Domenico, *Colei che salverà l'Italia,* "Civiltà Cattolica", I, 1948.
- MONTALDI Danilo et Alasia Franco, *Milano-Corea: inchiesta sugli immigrati*, Milano, Feltrinelli, 1960.
- MONTRONI Giovanni, *La continuità necessaria : università e professori dal fascismo alla Repubblica,* Firenze, Le Monnier, 2016.
- MORANDO Paolo, *Dancing days 1978-1979. I due anni che hanno cambiato l'Italia*, Roma-Bari, Laterza, 2009.
- MORELLI Patrizia, *Una cultura classica per la formazione delle élites: l'insegnamento del latino nei ginnasi post-unitari attraverso l'inchiesta Scialoja sull'istruzione secondaria,* Macerata, EUM, 2009.
- MORO Renato et Giuntella Maria Cristina, *Dalla Fuci degli anni '30 verso la nuova democrazia,* Roma, AVE, 1991.
- MORO Renato, *Azione cattolica, clero e laicato di fronte al fascismo,* in Francesco Malgeri, *I cattolici dal Fascismo alla Resistenza,* Roma, Il Poligono, pp. 88-377.
- MOURIAUX René et al. (dir.), *1968, exploration du mai français : actes du Colloque Acteurs et terrains du mouvement social de mai-juin 1968,* Paris, L'Harmattan, 1992.
- MUMFORD Lewis, *The City in History: Its Origins, Its Transformations, and Its Prospects,* San Diego, Harcourt, 1961.
- MUSSO Stefano (dir.), *Tra fabbrica e società. Mondi operai nell'Italia del Novecento,* Milano, Feltrinelli, 1997.
- MUXEl Anne (dir.), *La politique au fil de l'âge,* Paris, Presse de Sciences Po, 2011.
- MYRSIADES Kostas (dir.), *The beat generation: critical essays,* New York, Peter Lang, 2002.
- NOZZOLI Guido et Paoletti Pier Maria, *La Zanzara : cronache e documenti di uno scandalo,* Milano, Feltrinelli, 1966.
- OCCHETTO Achille, *Gli inquieti anni '60,* in Enrico Berlinguer et al., *Il ruolo dei giovani comunisti. Breve storia della Fgci,* Firenze, Guaraldi, 1976, pp. 77-87.
- ORSINA Giovanni et Quagliariello Gaetano (dir.), *La crisi del sistema politico italiano e il Sessantotto,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2005.
- PACCIARDI Randolfo, *La Repubblica presidenziale spiegata al popolo,* Roma, Nuova Repubblica, 1972.
- PACI Massimo, *I mutamenti della stratificazione sociale,* in Francesco Barbagallo et al. (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana*, Torino, Einaudi, 1995, pp. 699-776.
- PACI Massimo, *Mercato del lavoro e classi sociali in Italia: ricerche sulla composizione del proletariato,* Bologna, Il Mulino, 1973.
- PAGGI Leonardo et D'Angelillo Massimo, *I comunisti italiani e il riformismo. Un confronto con le socialdemocrazie europee,* Torino, Einaudi, 1986.
- PARK Robert, Ernest Burgess, Roderick McKenzie, *The City: Suggestions for the Study of Human Nature in the Urban Environment*, Chiacago, UCP, 1925.
- PARLATO Giuseppe, *Dal clandestinismo alla legalità : il ruolo del referendum istituzionale nell'evoluzione del neofascismo italiano,* in Giancarlo Monina (dir.), *1945-1946. Le origini della Repubblica,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007, pp. 141-168.
- PARLATO Giuseppe, *Il Movimento Sociale Italiano,* in Gerardo Nicolosi (dir.), *I partiti politici nell'Italia repubblicana,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006, pp. 365-380.

- PASQUINI Dario, *Tra il serio e il faceto. I giornali satirici italiani del dopoguerra 1944-1963,* "Italia Contemporanea", n. 262, 2011, pp. 75-96.
- PASQUINO Gianfranco, *Il sistema politico italiano. Autorità, istituzioni, società,* Bologna, Bononia University Press, 2002.
- PAZZAGLIA Luciano (dir.), *Chiesa e progetto educativo nell'Italia del secondo dopoguerra (1945-1958),* Brescia, La Scuola, 1988.
- PELLEGRINO Pileria, *Madonna pellegrina : la campagna elettorale del 18 aprile in Italia e in Calabria,* Cosenza, Periferia, 1998.
- PETRILLO Gianfranco, *La capitale del miracolo: sviluppo, lavoro, potere a Milano: 1953-1962*, Milano, FrancoAngeli, 1992.
- PETRINI Francesco, *La crisi energetica del 1973. Le multinazionali del petrolio e la fine dell'età dell'oro (nero),* "Contemporanea", 15, n. 3, 2012, pp. 445-473.
- PICCONE STELLA Simonetta, *Intellettuali e capitale nella società italiana del dopoguerra,* Bari, De Donato, 1972.
- PICCONE STELLA Simonetta, *La Prima Generazione: ragazze e ragazzi nel miracolo economico italiano,* 1993.
- PIERACCINI Giovanni, *Il piano: una nuova strategia per lo sviluppo del Paese,* Roma, Tipografia Olimpica, 1967.
- PIRETTI Maria Serena, *La legge truffa. Il fallimento dell'ingegneria politica,* Bologna, Il Mulino, 2003.
- PIRRO Ugo, *Il cinema della nostra vita,* Torino, Lindau, 2001.
- PISATI Maurizio, *Voto di classe: posizione sociale e preferenze politiche in Italia,* Bologna, Il Mulino, 2010.
- PISCOPO Ugo, *La scuola del regime,* Napoli, Guida, 2006.
- PIVA Francesco, "*La gioventù cattolica in cammino…": memoria e storia del gruppo dirigente (1946-1954),* Milano, FrancoAngeli, 2003.
- PODBIELSKI Gisele, *Storia dell'economia italiana 1945-1974,* Roma-Bari, Laterza, 1975.
- POLANYI Karl, *Le sophisme économiciste, "*Revue du Mauss", n. 29, 2007, pp. 63-79.
- PORCIANI Ilaria (dir.), *L'Università fra Otto e Novecento : i modelli europei e il caso italiano,* Napoli, Jovene, 1994.
- PORTELLI Alessandro, *The transatlantic Jeremiad : American Mass Culture and Counterculture and Opposition Culture in Italy*, in Rob Kroes et al. (dir.), *Cultural Transmissions and Receptions : American Mass Culture in Europe,* Amsterdam, VU University Press, 1993, pp. 125-138.
- POULAT Émile, *La modernité à l'heure de Vatican II,* in *Le Deuxième Concile du Vatican (1959-1965),* Rome, EFR, 1989.
- PRANDI Alfonso, *Chiesa e politica. La gerarchia e l'impegno politico dei cattolici italiani,* Bologna, Il Mulino, 1968.
- PREZIOSI Ernesto, *Storia dell'Azione Cattolica: la presenza nella Chiesa e nella società italiana,* Soveria Mannelli, Rubettino, 2008.
- QUAGLIARIELLO Gaetano, *Studenti e politica : dalla crisi della goliardia prefascista al primo congresso nazionale universitario, 1925-1946,* in Id., *Storia della goliardia politica nel dopoguerra, 1943-1968*, Manduria, Lacaita, 1989.
- RAGONE Gerardo, *Consumi e stili di vita delle famiglie italiane dal dopoguerra a oggi,* Bari, De Donato, 1985.

- REGINI Marino, *I dilemmi del sindacato: conflitto e partecipazione negli anni Settanta e Ottanta,* Bologna, Il Mulino, 1981,
- REVELLI Marco, *Ascesa e crisi del fordismo,* "Parolechiave", n. 32, 2004, pp. 25-41.
- REVELLI Marco, *Lavorare in Fiat,* Milano, Garzanti, 1989.
- REVELLI Marco, *Movimenti sociali e spazio politico,* in Francesco Barbagallo et al. (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana*, Torino, Einaudi, 1997, pp. 385-476.
- RICUPERATI Giuseppe et Canestri Giorgio, *La scuola in Italia dalla legge Casati a oggi,* Torino, Loescher, 1976.
- RICUPERATI Giuseppe, *La politica scolastica dal centrosinistra alla contestazione studentesca,* "Studi Storici", XXXI, n. 1, 1990, pp. 235-260.
- RICUPERATI Giuseppe, *La scuola italiana durante il fascismo,* Bologna, Consorzio provinciale di pubblica lettura, 1975.
- RICUPERATI Giuseppe, *La scuola nell'Italia unita,* in Ruggiero Romano et Corrado Vivanti (dir.), *Storia d'Italia,* Torino, Einaudi, 1973, pp. 1693-1736.
- ROCCO Cerrato et Urso Simona (dir.), *Il lungo decennio. L'Italia prima del 68,* Verona, Cierre, 1999.
- ROSATI Domenico, *L'incudine e la Croce: mezzo secolo di Acli,* Torino, Sonda, 1994.
- ROSCANI Bruno, *Classe operaia e politica della casa,* "Politica ed economia", n. 1, 1971.
- ROSSANDA Rossana, *Unità politica e scelte culturali,* "Rinascita", 28 aout 1965.
- ROSSI Emanuele, *Le promesse mancate della programmazione durante il centro-sinistra: dinamiche politiche e sociali (1958-1964),* thèse de doctorat sous la direction de M. Adolfo Pepe, Université de Teramo, 2009.
- ROSSI Mario G., *Da Sturzo a De Gasperi. Profilo storico del cattolicesimo politico nel Novecento,* Roma, Editori Riuniti, 1985.
- ROSSI Nicola et Fabbri Francesca, *Caste, non classi : una società immobile*, "Il Mulino", n. 369, 1997, pp. 110-116.
- RUFFILLI Roberto, *L'ultimo Moro: dalla crisi del centro-sinistra all'avvio della «terza fase*», in Francesco Malgeri (dir.), *Storia della Democrazia cristiana*, Roma, Cinque Lune, 1989, pp. 59-78.
- SALVADORI Massimo, *Eurocomunismo e socialismo sovietico : problemi attuali del PCI e del movimento operaio,* Torino, Einaudi, 1978.
- SALVATI Michele, *Occasioni mancate. Economia e politica in Italia dagli anni '60,* Roma-Bari, Laterza, 2000.
- SANI Roberto, *La "Civiltà cattolica" e la politica italiana nel secondo dopoguerra italiano,* Milano, Vita e Pensiero, 2004.
- SANI Serena, *La politica scolastica del centro-sinistra (1962-1968),* Perugia, Morlacchi, 2000.
- SANTAGATA Alessandro, *I cattolici italiani nei tempi nuovi della cristianità. La DC e la ricezione politica del Vaticano II: alle origini del Sessantotto cattolico,* "Mondo Contemporaneo", 3, 2013, pp. 39-71.
- SANTARELLI Enzo, *Storia critica della Repubblica,* Milano, Feltrinelli, 1996.
- SAPELLI Giorgio, *Lo stato italiano come "imprenditore politico",* "Storia Contemporanea", 2, 1990, pp. 243-296.
- SAPELLI Giulio, *L'Italia inafferrabile : conflitti, sviluppo, dissociazione dagli anni Cinquanta a oggi,* Padova, Marsilio, 1989.

- SARDELLI Roberto, *Vita di borgata. Storia di una nuova umanità tra le baracche dell'Acquedotto Felice a Roma,* Calimera, Kurumuny, 2013.
- SASSOON Donald, *Togliatti e il partito di massa : il PCI dal 1944 al 1964,* Roma, Catselvecchi, 1980.
- SCALFARI Eugenio, *Un crisantemo sul letamaio,* "L'Espresso", 8 mai 1966.
- SCARAFFIA Lucetta, *Il giubileo,* Bologna, Il Mulino, 1999.
- SCARPARI Giancarlo, *La Democrazia cristiana e le leggi eccezionali 1950-1953,* Milano, Feltrinelli, 1977.
- SCHIZZEROTTO Antonio, *Il ruolo dell'istruzione nei processi di mobilità sociale,* "Polis", n. 1, 1988, pp. 83-124.
- SCHMITT Carl, *Der Nomos der Erde im Völkerrecht des Jus Publicum Europaeum,* Leipzig, Duncker & Humblot 1950.
- SCIARDET Hervé, *Économisme et classes sociales,* "Mouvements", n. 26, 2003, pp. 55-61.
- SCIPIONE ROSSI Gianni, *Alternativa e doppiopetto. Il MSI dalla contestazione alla destra nazionale (1968-73),* Roma, Istituto Studi Corporativi, 1992.
- SCOPPOLA Pietro, *Dal neoguelfismo alla Democrazia cristiana,* Roma, Studium, 1957.
- SCOPPOLA Pietro, *La proposta politica di De Gasperi,* Bologna, Il Mulino, 1978.
- SCOPPOLA Pietro, *La repubblica dei partiti : evoluzione e crisi di un sistema politico 1945-1996,* Bologna, Il Mulino, 1997, pp. 275-338.
- SCOTTI Mariamargherita, *«Passato e presente» (1958-1960). Tra i fatti d'Ungheria e l'elaborazione del centrosinistra,* "Passato e presente", XXII, n. 62, 2004, pp. 57-84.
- SEIDMAN Michael, *The imaginary Revolution : Parisian Students and Workers in 1968,* New York, Berghahn Books, 2004.
- SENSINI Alberto, *Dire precisi "no",* "Corriere della Sera", 7 avril 1965.
- SERGIO Marialuisa Lucia, *De Gasperi e la « questione socialista ». L'anticomunismo democratico e l'alternativa riformista,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2004.
- SIBERTIN-BLANC Guillaume, *Politique et État chez Deleuze et Guattari*, Paris, PUF, 2013.
- SIMMEL Georg, *Die Grosstädte und das Geistesleben*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1903.
- SITI Walter e De Laude Silvia, *Pier Paolo Pasolini: Saggi sulla politica e sulla società*, Milano, Mondadori, 1999.
- SORGONÀ Gregorio, *La svolta incompiuta: il gruppo dirigente del PCI dall'VIII all'XI congresso (1956-1965),* Roma, Aracne, 2011.
- SPADAFORA Giuseppe (dir.), *Giovanni Gentile: la pedagogia, la scuola,* Roma, Armando, 1997.
- SPANÒ Piero, *Ceti medi e capitalismo: la terziarizzazione degradata in Italia,* Bologna, Il Mulino, 1977.
- SPINI Valdo, *I socialisti e la politica di Piano 1945-1964,* Firenze, Sansoni, 1982.
- SPINI Valdo, *Il dibattito sulla programmazione all'inizio degli anni '60,* in Gaetano Arfé et al., *Trent'anni di politica socialista, 1946-1976,* Roma, Edizioni Mondoperaio, 1977.
- *Suffragio universale e analfabetismo: appunti statistici,* "Nuova Antologia", 237, 1911, pp. 330-338.
- TARTAKOWSKY Danielle, *Un instrument de culture politique : les premières écoles centrales du Parti communiste français,* "Le Mouvement social", n. 91, avril-juin 1975, pp. 79-108.

- TASSANI Giovanni, *La formazione della classe politica nella Dc,* in Giovanni Orsina et Gaetano Quagliariello (dir.), *La formazione della classe politica in Europa,* Manduria, Lacaita, 2000, pp. 535-551.
- TAVIANI Ermanno, *Il Pci nella prosperità capitalistica,* in Roberto Gualtieri (dir.), *Il PCI nell'Italia repubblicana: 1943-1991,* Roma, Carocci, 2001, pp. 317 et s.
- TESSITORE Fulvio, *Stato e nazione. L'anomalia italiana*, Roma, Edizioni di Storia e Letteratura, 2014.
- TOBAGI Walter, *La rivoluzione impossibile. L'attentato a Togliatti : violenza politica e reazione popolare,* Milano, Il Saggiatore, 1978.
- TOLDO Antonio, *Dati riassuntivi delle elezioni amministrative (27 maggio, 3 giugno e 10 giugno 1951),* "Aggiornamenti sociali", n. 7, juillet 1951.
- TOMASI DI LAMPEDUSA Giuseppe, *Il Gattopardo,* Milano, Feltrinelli, 1957.
- TOMASI Tina et Bellatalaia Luciana (dir.), *L'università italiana nell'età liberale (1861-1923),* Napoli, Liguori, 1988.
- TOMBA Massimiliano, *La vera politica. Kant e Benjamin : la possibilità della giustizia,* Macerata, Quolibet, 2006.
- TORRESI Tiziano, *L'altra giovinezza. Gli universitari cattolici dal 1935 al 1940*, Assisi, Cittadella, 2010.
- TRAMONTANA Carlo, *Il centro-sinistra: 1962-1975. Evoluzione costituzionale e politiche legislative,* Torino, Giappichelli, 1995.
- TRANFAGLIA Nicola (dir.), *Crisi sociale e mutamento dei valori: l'Italia negli anni sessanta e settanta,* Torino, Tirrenia, 1989.
- TRANIELLO Francesco, *La Chiesa e la Repubblica,* in Id., *Città dell'uomo. Cattolici, partito e stato nella storia d'Italia,* Bologna, Il Mulino, 1990.
- TRENTIN Bruno, *Autunno caldo: il secondo biennio rosso 1968-1969,* Roma, Editori Riuniti, 1999.
- TRIVELLATO Ugo et Bernardi Lorenzo, *La scuola delle tute blu: scuola, formazione professionale e mercato del lavoro,* Padova, Marsilio, 1974.
- TRIVELLATO Ugo, *L'evoluzione della scolarizzazione e delle disuguaglianze sociali nella partecipazione all'istruzione in Italia (1953-1973),* Firenze, Facoltà di scienze statistiche, demografiche ed attuariali – Università di Firenze, 1978.
- TRONTI Mario, *Operai e capitale*, Torino, Einaudi, 1966.
- TUMIATI Lucia, *Una scuola da bruciare,* Padova, Marsilio, 1972.
- TURINETTI Giuseppe, *Madonna Pellegrina 1946-1951. Frammenti di cronaca e storia,* Cantalupa, Effatà, 2006.
- TURONE Sergio, *Sindacato e classi sociali: fra autunno caldo e compromesso storico*, Roma, Laterza, 1976.
- URBINATI Nadia, *Le civili libertà: positivismo e liberalismo nell'Italia unita*, Venezia, Marsilio, 1990.
- V° Congresso nazionale della CGIL, *Temi,* Milan, 2-7 avril 1960.
- VACCA Giuseppe, *Politica e teoria nel marxismo italiano 1959-1969,* Bari, De Donato, 1972.
- VACCA Giuseppe, *Tra compromesso e solidarietà,* Roma, Editori Riuniti, 1987.
- VALLAURI Carlo, *L'interpretazione del '56 e la "via italiana". Le posizioni dei socialisti,* "Classe", n. 16, 1978, pp. 94-104.
- VARRIALE Cosimo, *Soggettività e politica: teorie e problemi di psicologia politica,* Napoli, Liguori, 1988.

- VASAPOLLO Luciano, *Storia di un capitalismo piccolo piccolo: lo Stato italiano e i capitani d'impresa dal '45 a oggi,* Milano, Jaca Book, 2007.
- VERUCCI Guido, *La Chiesa nella società contemporanea. Dal primo dopoguerra al Concilio Vaticano II,* Roma-Bari, Laterza, 1988.
- *Vietnam meridionale. Grave situazione militare e politica,* "Civiltà Cattolica", 116, 3 avril 1965, pp. 98-101.
- VINALE Adriano, *Potere destituente e società (democratica (capitalistica),* "La Rosa di Nessuno", n. 3, 2008, pp. 17-23.
- VIRNO Paolo, *General Intellect,* in Adelino Zanini et Ubaldo Fadini (dir.), *Lessico postfordista: dizionario di idee della mutazione,* Milano, Feltrinelli, 2001, pp. 146-151.
- VOLPE Luigi, *Considerazioni in margine alla formazione del III Governo Moro*, "Rassegna di diritto pubblico", 22, 1967, pp. 174-196.
- WEBER Max, *Le Savant et le politique*, Paris, Plon, 1959 [1919].
- WEBER Max, *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen, Mohr Siebeck, 1922.
- ZANGRANDI Ruggero, *Il lungo viaggio : contributo alla storia di una generazione*, Torino, Einaudi, 1948.

Le conflit politique dans l'Italie républicaine : les débats et les mémoires

- ALICATA Mario, *La riforma della scuola,* Roma, Editori Riuniti, 1956.
- *Alla periferia della città si lotta contro la fame, la disoccupazione e la miseria*, "L'Unità", 14 janvier 1945
- ALMIRANTE Giorgio, *Discorsi in occasione del IX Congresso nazionale del Msi*, Roma, SAIPEM, 1970.
- AMENDOLA Giorgio et al., *Il comunismo italiano nella seconda guerra mondiale,* Roma, Editori Riuniti, 1963.
- AMENDOLA Giorgio, *Comunismo, antifascismo e Resistenza,* Roma, Editori Riuniti, 1967.
- AMENDOLA Giorgio, *Il discorso sulla violenza: per una posizione chiara contro le provocazioni,* ivi, 11 mai 1976.
- AMENDOLA Giorgio, *Il socialismo in Occidente,* "Rinascita", 7 novembre 1964.
- AMENDOLA Giorgio, *Interrogativi sul « caso » FIAT*, "Rinascita", 9 novembre 1979.
- AMENDOLA Giorgio, *Necessità della lotta su due fronti, "*Rinascita", 7 juin 1968.
- *Andreotti annuncia il programma della dittatura democristiana,* "Movimento Studentesco", II, n. 10, février 1972.
- ANDREOTTI Giulio, *Diari 1976-1979. Gli anni della solidarietà*, Milano, Rizzoli, 1981
- ASOR ROSA Alberto, *Forme nuove di anticomunismo: riflessioni su alcuni orientamenti connessi all'emarginazione giovanile,* "L'Unità", 20 février 1977.
- Associazioni Cristiane dei Lavoratori Italiani, *Società del benessere e condizione operaia. Atti del convegno di studio delle A.C.L.I. a Vallombrosa (27-31 agosto 1967),* Roma, ACLI, 1968.
- BASSO Lelio, *Non formule nuove, ma nuova politica,* "Mondo Nuovo", 30 janvier 1966.

- BASSO Lelio, *Due totalitarismi: fascismo e democrazia cristiana,* Milano, Garzanti, 1951.
- ALQUATI Romano (dir.), *L'Università e la formazione: l'incorporamento del sapere sociale nel lavoro vivo,* "Aut Aut", n. 154, juillet-août 1976.
- ARDENTI Piero, *L'impegno del PSIUP. Esperienze e battaglie del nuovo partito socialista, a un anno dalla fondazione,* "Rinascita", 28 janvier 1965.
- ASOR ROSA Alberto, *Il medio periodo nella lotta di classe in Italia,* "Contropiano", n. 1, janvier-avril 1969, pp. 5-6.
- ASOR ROSA Alberto, *Le due società,* Torino, Einaudi, 1977.
- BASSO Lelio, *I proletari in colletto bianco,* "L'Astrolabio", n. 24, 16 juin 1968.
- *Basta con gli stracci rossi, il Tricolore all'Università: la gioventù nazionale combatte il dominio comunista negli atenei,* "Il Secolo d'Italia", 17 mars 1968.
- BERLINGUER Enrico, *Riflessioni dopo i fatti del Cile,* "Rinascita", n. 38-39-40, septembre-octobre 1973.
- BOENSCH Daniela, *Lo scontro a Campo dei Fiori,* "L'Astrolabio", 23, 9 juin 1968, pp. 17-18.
- BOTTO Evandro, *Il neomarxismo,* Roma, Studium, 1976.
- CAPRARA Massimo, *I sette diavoli custodi. (Intervista a Giulio Andreotti),* "Il Mondo", 20 juin 1974).
- CASALEGNO Carlo, *Dopo cinque anni di "trame nere",* "La Stampa", 31 juillet 1974.
- CIOFI Paolo, *Lo specchio deformante dell'economia,* "Rinascita", n. 19, 7 mai 1971.
- COSSIGA Francesco, *La versione di K. Sessant'anni di contro storia,* Milano, Rizzoli, 2009.
- D'ALEMA Massimo, *La lotta aperta nella scuola: la miseria ideale di chi distrugge,* "L'Unità", 1er mars 1978.
- DE ROSA Giuseppe, "*Crisi ideologica" e "revisionismo" nel PCI?,* "La Civiltà Cattolica", I, 1er janvier 1966.
- Democrazia Cristiana, *I cattolici italiani nei tempi nuovi della cristianità: atti del convegno di studi della Democrazia cristiana. Lucca, 28-30 aprile 1967,* Roma, Cinque Lune, 1967.
- FARNETI Paolo, *La Dc come partito-stato,* "Mondo Operaio", n. 1, janvier 1980.
- FERRARA Maurizio, *I pasticci dell'esteta : politica e società secondo Pasolini*, "L'Unità", 12 juin 1974.
- FERRAROTTi Franco, *La violenza paga se ha un « teatro »,* "Corriere della Sera", 9 novembre 1978.
- FERRAROTTI Franco, *Lo scandalo della violenza,* "IDOC", VIII, n. 9-10, octobre-novembre 1977.
- GEDDA Luigi, *18 aprile 1948 : memorie inedite dell'artefice della sconfitta del Fronte popolare,* Milano, Mondadori, 1998.
- GLORIOSO Paolo, *Inchiesta sugli atenei: I padroni dell'Università,* "L'Espresso", 21 mars 1965.
- Gonella Guido, *La riforma della scuola,* Roma, Società Nuova, 1958.
- GRUPPI Luciano (dir.), *Teoria e politica della via italiana al socialismo,* Roma, Editori Riuniti, 1979.
- GRUPPI Luciano, *Togliatti e la via italiana al socialismo,* Roma, Editori Riuniti, 1976.
- *Impegno giovanile fuori dal sistema per l'Italia del popolo,* "La Folla", III, n. 3, 16 janvier 1966.

- INVERNIZZI Gabriele, *Da grande farò l'arrabbiato,* "L'Espresso", 4 janvier 1976.
- Istituto per la documentazione e gli studi legislativi, *Per il rinnovamento dell'università italiana,* Milano, Giuffré, 1965.
- *L'attacco contro lo Stato ha raggiunto il suo culmine : Moro rapito dalle Brigate rosse*, "la Repubblica", 16 mars 1978.
- *L'azione di massa contro il terrorismo va estesa in ogni quartiere della città*, "L'Unità", 13 janvier 1978.
- *L'occupazione di lettere: Silvana Mazzocchi, Facoltà di Lettere, anno III. Dal taccuino di una studentessa,* "Rinascita", 7 mai 1966.
- *Les urnes contre les barricades,* "Le Nouvel Observateur", n. 189, 26 juin – 2 juillet 1968.
- LONGO Luigi, *Il movimento studentesco nella lotta anticapitalistica*", "Rinascita – Il Contemporaneo", 3 mai 1968.
- LOTETA Giuseppe, *Ore 11: inizia la battaglia,* "L'Astrolabio", 10, 10 mars 1968.
- MANTOVANI Cesare, *Università in rivolta,* "Il Secolo d'Italia", 13 février 1968.
- MARCHAIS Georges, *De faux révolutionnaires à démasquer,* "L'Humanité", 3 mai 1968.
- MAZZOCCHI Silvana, *La Comune di maggio: storia, documenti e testimonianze della insurrezione degli studenti e operai, Parigi 1968,* Milano, SugarCo, 1968.
- MILANI Don Lorenzo, *L'obbedienza non è più una virtù,* Firenze, Libreria editrice fiorentina, 1965.
- *Movimento operaio e movimento studentesco. Convegno organizzato da PCI-FGCI. Ariccia, 29-30 novembre-1° dicembre 1968*, suppl. a "Nuova generazione", n. 24, 1968.
- NENNI Pietro, *Tempo di guerra fredda. Diari 1943-1956,* Milano, SugarCo, 1981.
- NOVELLI Diego, "*L'Operazione Piazza Statuto": riveliamo il retroscena della provocazione. 1500 lire ed un pacchetto di sigarette: chi ha pagato?,* "L'Unità", 13 juillet 1962.
- OCCHETTO Achille, *L'ultimo numero della città futura,* "La Città Futura", n. 17, juin-juillet 1966.
- PAJETTA Gian Carlo, *I giovani non sono una "difficoltà" ma sono un problema,* "Rinascita", 10 mars 1967.
- PAJETTA Gian Carlo, *Il segno della bestialità,* "Rinascita", 30 avril 1966.
- PARRI Ferruccio, *Che cosa significa finirla con il fascismo,* "L'Astrolabio", 31 mai 1974.
- Partito Radicale, *Libro bianco sui fatti del 12 maggio,* disponible sur : http://old.radicali.it/search_view.php?id=46621&lang=&cms=.
- PASOLINI Pier Paolo, *Gli italiani non sono più quelli,* "Corriere della Sera", 10 juin 1974.
- PAVOLINI Luca, *I giovani non sono "una difficoltà",* "Rinascita", 3 mars 1967.
- PAVONE Claudio, *I giovani e la Resistenza, "*Resistenza", XXII, n. 7, juillet 1968.
- PETRUCCIOLI Claudio, *L'assemblée et la délégation. Contribution à l'analyse du mouvement étudiant,* "Les Temps Modernes", n. 264, mai-juin 1968.
- PETRUCCIOLI Claudio, *La generazione del Vietnam,* "Rinascita", 9 juillet 1966.
- PETRUCCIOLI Claudio, *Sul Vietnam ci si unisce,* "Rinascita", 28 avril 1967.
- PISANÒ Giorgio, *Storia della guerra civile in Italia 1943-1945*, Milano, FPE, 1965.
- *Quando si muove la Francia: nelle strade di Parigi si può decidere il futuro dell'Europa,* "L'Espresso", 2 juin 1968.
- *Quelli di architettura aspettano il tuffo nella realtà,* "Il Giorno", 21 juin 1966.
- SACCHI Filippo, *Perché gli italiani non amano Roma*, "La Stampa", 10 juin 1956.

- SALZANO Eduardo, *Lotta di popolo per la nuova città,* "Rinascita", 7 mai 1971.
- SARINGI Carlo, *Era un socialista, un giovane di oggi,* "L'Avanti", 29 avril 1966.
- SCIALOJA Mario, *Quanti morti costa un appartamento?,* "L'Espresso", 15 septembre 1974.
- Sezione culturale del Pci, *I comunisti e la scuola: atti del convegno di Roma, 6-7 aprile 1968,* Roma, La Moderna, 1968.
- Sezione Stampa e propaganda della Federazione romana del PCI, *Roma per il Vietnam,* Roma, Chiovini, 1968.
- TAVIANI Paolo Emilio, *I giorni di Trieste. Diario 1953-1954,* Bologna, Il Mulino, 1998.
- TAVIANI Paolo Emilio, *Politica a memoria d'uomo,* Bologna, Il Mulino, 2002.
- TERZI Riccardo, *I nodi politici dell'Università,* "La nuova generazione", 6 février 1965.
- TOGLIATTI Palmiro, *La via nazionale al socialismo,* Roma, Editori Riuniti, 1964.
- *Tre secoli di reclusione ai NAP. La magistratura democratica pronuncia la sua vendetta. Lotta armata e linea di classe*, "Lotte Operaie Murale", n. 136, 17 février 1977.
- TRIBUZI Sandro, *Stracci rossi e figli di papà* , "Il Secolo d'Italia", 13 mars 1968.
- Ufficio Pastorale del Vicariato di Roma (dir.), *La responsabilità dei cristiani di fronte alle attese di giustizia e di carità nella diocesi di Roma: conferenza stampa del Card. Vicario Ugo Poletti - 25 ottobre 1973*, Roma, Leoniana, 1974.
- *Un «collettivo» votato alla violenza,* "Corriere della Sera", 2 mars 1975.
- *Università e crisi del sistema,* "Corrispondenza Repubblicana", III, n. 16, 10 avril 1968.
- VIOLA Filippo, *Alcune esperienze di autonomia politica e di democrazia diretta nella lotta del movimento studentesco a Roma,* "Critica Sociologica", 5, printemps 1968, pp. 12-22.
- VIVIANI Agostino, *Gli studenti ieri, oggi e domani. Gustizia e legalità,* Milano, Feltrinelli, 1968.
- GORZ André, *Maggio e dopo,* "Problemi del socialismo", 32-33, juillet-août 1968.
- *Ma chi sono questi teddy boys ?, "*L'Unità", 30 août 1959.
- *Autogoverno dell'università,* "Rinascita", 1er février 1964.
- *A proposito di una manifestazione,* "Rinascita", 12 juin 1965.
- *A new time for students,* "The Economist", 7 mai 1966.
- INGRAO Pietro, *Lotta all'Università,* "Rinascita", 7 mai 1966.
- ACCORNERO Aris, *La DC e i padroni,* "L'Unità", 16 mai 1967.
- LEDDA Romano, *Lotta armata e guerriglia,* "L'Unità", 5 juin 1967.
- *Nemici della Repubblica,* "L'Unità", 3 février 1977.
- FIRPO Luigi, *Tinti d'una pece,* "La Stampa", 31 mai 1981.
- FIRPO Luigi, *La giungla delle città*, "La Stampa", 24 janvier 1982.
- CASALEGNO Carlo, *Il distacco dei giovani,* "Panorama", 98, 29 février 1968.
- VIOLA Sandro, *Trenta e lode a Mao Tse Tung,* "L'Espresso", 3 mars 1968.
- MONTANELLI Indro, *Gli altri giovani,* "Corriere della Sera", 6 mars 1968.
- *Francia: un anno dopo,* "Città Futura", 1, n. 3-4, avril-mai 1969.
- SYLOS LABINI Paolo, *La Campana critica,* "L'Astrolabio", n. 9, 3 mars 1968, pp. 20-22.
- PRISCO Massimo, *Radiografia dello statale, "*Rinascita", n. 19, 7 mai 1971.
- *Il Pilastro del neocapitalismo,* "L'Astrolabio", n. 43, 30 octobre 1966.
- ROSSANDA Rossana, *L'Album di famiglia, "*Il Manifesto", 2 avril 1978.
- TEDESCHI Mario, *Elezioni col morto,* "Il Borghese", XVII, 5 mai 1966.

- ADORNATO Ferdinando, *Il pensiero del partito armato e le radici dell'eversione: ma sono figli della crisi?*, "L'Unità", 11 janvier 1980.
- PASOLINI Pier Paolo, *Fascisti: padri e figli,* "Vie Nuove", n. 36, 6 septembre 1962.
- PASOLINI Pier Paolo, *Il vuoto del potere in Italia,* "Corriere della Sera", 1er fèvrier 1975.
- PASOLINI Pier Paolo, *Lettera al Presidente Leone*, "Il Mondo", 11 septembre 1975.
- PASOLINI Pier Paolo, *Nulla può andare perduto,* "Vie Nuove", n. 30, 26 juillet 1962.
- PASOLINI Pier Paolo, *Vi odio cari studenti (Il Pci ai giovani!),* "L'Espresso", 16 juin 1968.

Répression, éxtremisme idéologique, violence politique et terrorisme

- « La Storia siamo noi », *Morire di politica – Violenza e opposti estremismi nell'Italia degli anni '70,* documentaire télévisé, 2012.
- ACQUAVIVA Sabino, *Guerriglia e guerra rivoluzionaria in Italia*, Milano, Rizzoli, 1979.
- AMORESE Alessandro, *Fronte della Gioventù: la destra che sognava la rivoluzione,* San Casciano, Eclettica, 2013
- ANNUNZIATA Lucia, *1977: l'ultima foto di famiglia,* Torino, Einaudi, 2007.
- ARCURI Camillo, *Colpo di Stato,* Milano, BUR, 2004.
- AUGIAS Corrado, *Università 1977: i cento giorni della grande violenza, "*la Repubblica", 17 mai 1977.
- BACKHAUS Giorgio, *Genesi e caratteri della sinistra rivoluzionaria in Germania,* "Quaderni Piacentini", 34, mai-juillet 1968, pp. 19-67.
- BALDONI Adalberto, *Il crollo dei miti. Utopie, ideologie, estremismi. Dalla fine del "miracolo economico" alla crisi della Prima Repubblic*a, Roma, Settimo Sigillo, 1996.
- BARBERI Andrea et Carlucci Antonio, *Toni Negri scrive a Sica: Ora basta, compagni! "Certo mi sono sporcato le mani…" scrive Negri. E poi spiega perché ha detto no alla rivolta di Trani*
- BARTALI Roberto et al., *Il sequestro di verità : i buchi neri del delitto Moro*, Milano, Kaos, 2008.
- BASSI Paolo et Pilati Antonio, *I giovani e la crisi degli anni Settanta,* Roma, Editori Riunit, 1978.
- BATTELLI Giuseppe et Vinci Anna Maria (dir.), *Parole e violenza politica. Gli anni Settanta nel Novecento italiano*, Roma, Carocci, 2013.
- BAUDRILLARD Jean, *Les stratégies fatales,* Paris, Le livre de poche, 1983.
- BECCARIA Antonella et Lenzi Riccardo, *Schegge contro la democrazia – 2 agosto 1980 : le ragioni di una strage nei più recenti atti giudiziari,* Bologna, Socialmente, 2010.
- BECHELLONI Giovanni, *Cultura e ideologia nella nuova sinistra: Materiali per un inventario della cultura politica delle riviste del dissenso marxista degli anni Sessanta*, Milano, Edizioni di Comunità, 1973.
- BELLU Giovanni Maria et D'Avanzo Giuseppe, *I giorni di Gladio,* Milano, Sperling&Kupfer, 1991.
- BENCI Antonio, *Immaginazione senza potere : il lungo viaggio nel Maggio francese in Italia,* Milano, Punto Rosso, 2011.

- BENJAMIN Walter, *Zur Kritik der Gewalt*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1921.
- BERMANI Cesare, *Il nemico interno. Guerra civile e lotte di classe in Italia (1943-1976),* Roma, Odradek, 2003.
- BERNOCCHI Piero, *Dal '77 in poi,* Bolsena, Massari, 1997.
- BESSARIONE Giuseppe, *Lambro/Hobbit. La cultura giovanile di destra. In Italia e in Europa*, Roma, Arcana, 1979.
- BIACCHESSI Daniele, *Il caso Sofri. Cronaca di un'inchiesta*, Roma, Editori Riuniti, 1998.
- BIANCHI Sergio et Caminiti Lanfranco (dir.), *Gli autonomi. Le storie, le lotte, le teorie,* 3 vol., Roma, DeriveApprodi, 2007.
- BIANCO Marcella, *Il legame tra piazza Fontana e il golpe Borghese nelle recenti indagini giudiziarie,* "Studi Storici", janvier-février 2000, pp. 37-60.
- BIANCONI Giovanni, *Mi dichiaro prigioniero politico. Storia delle Brigate rosse,* Torino, Einaudi, 2003.
- BIANCONI Giovanni, *Ragazzi di malavita: fatti e misfatti della banda della Magliana*, Milano, Baldini & Castoldi, 1995.
- BIBES Geneviève, *Le terrorisme italien : essai d'explication*, "Etudes", octobre 1982, pp. 293-306.
- BISCIONE Francesco Maria, *Il sommerso della Repubblica*, Torino, Bollati Boringhieri, 2003.
- BOATTI Giorgio, *Piazza Fontana. 12 dicembre 1969: il giorno dell'innocenza perduta,* Torino, Einaudi, 1999.
- BOBBIO Luigi, *Storia di Lotta Continua*, Milano, Feltrinelli, 1988.
- BOCCA Giorgio, *Noi terroristi: 12 anni di lotta armata ricostruiti e discussi con i protagonisti,* Milano, Garzanti, 1985.
- BOCCA Riccardo, *Tutta un'altra strage,* Milano, BUR, 2007.
- BONANATE Luigi (dir.), *Dimensioni del terrorismo politico*, Milano, FrancoAngeli, 1979.
- BONIFAZI Alberto et Salvarani Gianni, *Dalla parte dei lavoratori: dall'autunno caldo verso l'unità organica (1968-1975),* Milano, FrancoAngeli, 1976.
- BONZANINI Angelo et Salerno Franco, *Conflittualità e crisi nella società industriale*, Milano, FrancoAngeli, 1976.
- BORASO Giuliano, *Mucchio selvaggio. Ascesa apoteosi caduta dell'organizzazione Prima Linea,* Roma, Castelvecchi, 2006.
- BOSCHI Massimiliano, *La violenza politica in Europa : 1969-198*9, Modena, Yema, 2005.
- BOSI Lorenzo et Della Porta Donatella, *Percorsi di micro mobilitazione verso la lotta armata*, in Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata. La politica della violenza nella sinistra radicale degli anni Settanta*, Bologna, Il Mulino, 2012, pp. 329-341.
- BOSI Lorenzo et Piretti Maria Serena, *Violenza politica e terrorismo: diversi approcci di analisi e nuove prospettive di ricerca,* "Ricerche di storia politica", n. 3, 2008, pp. 265-272.
- BOTTAZZI Gianfranco, *Dai figli dei fiori all'autonomia. I giovani nella crisi fra marginalità ed estremismo*, Bari, De Donato, 1978.
- BOTTERO Bianca, *Le lotte urbane oggi,* "Quaderni Piacentini", juillet 1973, p. 175.
- BRAMBILLA Michele, *L'eskimo in redazione. Quando le Brigate rosse erano "sedicenti"*, Milano, Bompiani, 1991.

- BRAVO Anna, *A colpi di cuore. Storie del Sessantotto,* Roma-Bari, Laterza, 2008.
- BRESCHI Danilo, *Sognando la rivoluzione. La sinistra italiana e le origini del '68*, Firenze, Pagliai, 2008.
- BRINTON Maurice, *17-21: I bolscevichi e il controllo operaio. Lo Stato e la controrivoluzione,* Milano, Jaca Book, 1974.
- BULTRINI Giampaolo et Scialoja Mario, *Valle Giulia,* "L'Espresso", 10 mars 1968.
- BULTRINI Giampaolo, *Professori addio,* "L'Espresso", 11 février 1968.
- CACCIARI Massimo, *Dopo l'Autunno caldo. Ristrutturazione e analisi di classe,* Padova, Marsilio, 1973.
- CALOGERO Pietro, Fumian Carlo, Sartori Michele, *Terrore rosso. Dall'autonomia al partito armato,* Bari-Roma, Laterza, 2010.
- CALVI Fabrizio (dir.), *Italie 77. Le « Mouvement », les intellectuels*, Paris, Seuil, 1977.
- CALVI Gabriele, *Atteggiamenti degli italiani verso la violenza politica e il terrorismo*, in Id. et Massimo Martini (dir.), *L'estremismo politico : ricerche psicologiche sul terrorismo e sugli atteggiamenti radicali*, Milano, FrancoAngeli, 1982.
- CALVI Maurizio et al., *Le date del terrore. La genesi del terrorismo italiano e il microclima dell'eversione dal 1945 al 2003,* Roma, Sossella, 2004.
- CANEPA Giacomo et Bandini Tullio (dir.), *Città e criminalità : ricerca sul rapporto tra criminalità, controllo sociale e partecipazione*, Milano, FrancoAngeli, 1984.
- CAPPELLINI Stefano, *Rose e pistole: 1977, cronache di un anno vissuto con rabbia,* Milano, Sperling & Kupfer, 2009.
- CAPRARA Mario et Semprini Gianluca, *Neri! La storia mai raccontata della destra radicale, eversiva e terrorista,* Roma, Newton Compton, 2009.
- CARBONE Fabrizio e Madeo Liliana, *Guerriglia a Roma,* "La Stampa", 13 mars 1977.
- CARBONE Fabrizio, *A gennaio 342 attentati, 5 morti: la violenza non trova più argini?*, "La Stampa", 5 février 1978.
- CARBONE Fabrizio, *Confusa assemblea del movimento a Roma : gli studenti si dibattono tra il vuoto e la violenza*, "La Stampa", 21 février 1978.
- CARIOTI Antonio, *I ragazzi della fiamma. I giovani neofascisti e il progetto della grande destra 1952-1958,* Milano, Mursia, 2011.
- CASABURI Mario, *Il diritto all'impunità. Piazza Fontana 1969 : inchieste, processi, depistaggi. Una strage senza colpevoli,* Roma, Castelvecchi, 2014.
- CASAMASSINA Pino, *Donne di piombo*, Milano, Bevivino, 2005.
- CASAZZA Andrea, *Gli imprendibili : storia della colonna simbolo delle Brigate rosse*, Roma, DeriveApprodi, 2013.
- CASILIO Silvia, *Lavorare con lentezza. "Garantiti" e non "garantiti" nell'Italia degli anni Settanta,* "Bollettino '900", n. 1-2, juin-décembre 2009, http://www.boll900.it/numeri/2009-i/Casilio.html. Fabrizio De André, *Il Bombarolo,* "Storia di un Impiegato", IP, 1973.
- CASSATA Francesco, *A destra del fascismo. Profilo politico di Julius Evola,* Torino, Bollati Boringhieri, 2003.
- CAUSARANO Pietro, *La fabbrica fordista e il conflitto industriale,* in Stefano Musso (dir.), *Storia del lavoro in Italia. Il NOVECENTO : 1945-2000,* 2015, pp. 59-101.
- CAZZULLO Aldo, *I ragazzi che volevano fare la rivoluzione. 1968-1978: storia di Lotta Continua*, Milano, Mondadori, 1998.
- CECCHETTI Giorgio, *Neofascista confessa: « organizzai la strage »,* "la Repubblica", 30 septembre 1984.

- CECI Giovanni Maria, *Giovani o mostri ? La Democrazia cristiana e il «movimento del '77»,* in Valentine Lomellini et Antonio Varsori (dir.), *Dal Sessantotto al crollo del Muro: i movimenti di protesta a cavallo tra i due blocchi,* Milano, FrancoAngeli, 2013, pp. 83-110.
- CEDERNA Camilla, *Pinelli : una finestra sulla strage,* Milano, Il Saggiatore, 1971.
- CENTO BULL Anna et Cooke Philip, *Ending Terrorism in Italy*, London, Routledge, 2013.
- CENTO BULL Anna, *Italian Neofascism. The Strategy of Tension and The Politics of Nonreconciliation,* Oxford, Berghahn, 2008.
- CEOLIN Carlo (dir.), *Università, Cultura, Terrorismo,* Milano, FrancoAngeli, 1984.
- CHERCHI Grazia et Bellocchio Alberto, *Appunti per un bilancio delle recenti manifestazioni di piazza,* "Quaderni piacentini", 6, 1962.
- CHIAROMONTE Nicola, *La rivolta conformista: scritti sui giovani e il 68,* Forlì, Una Città, 2009.
- CHO YONG Hyo, *Public Policy and Urban Crime*, Cambridge (US), Ballinger, 1974.
- CINGOLANI Giorgio, *La destra in armi. Neofascisti italiani tra ribellismo ed eversione (1977-1982)*, Roma, Editori Riuniti, 1995.
- CIPRIANI Gianni et Cipriani Antonio, *Sovranità limitata. Storia dell'eversione atlantica in Italia,* Roma, Edizioni Associate, 1991.
- CLEMENTI Marco, *Storia delle Brigate rosse,* Roma, Odradek, 2007.
- COLLOTTI PISCHEL Enrica, *Nel '68: quando l'Oriente era rosso,* in Aldo Agosti, Luisa Passerini, Nicola Tranfaglia (dir.), *La cultura e i luoghi del '68,* Milano, FrancoAngeli, 1991, pp. 70-99.
- COLOMBO Andrea, *Storia nera. Bologna, la verità di Francesca Mambro e Valerio Fioravanti,* Milano, Cairo, 2007.
- COLONNA VILASI Antonella, *Il terrorismo,* Milano, Mursia, 2009.
- COOKE Philip E., *Luglio 1960: Tambroni e la repressione fallita,* Milano, Teti, 2000.
- COOKE Philippe, *The Resistance continues : a social movement in the 1970s,* "Modern Italy", 5, n. 2, 2000, pp. 161-173.
- CRAVERI Pietro, *Prove di guerra civile nella DC, "*Ventunesimo Secolo", V, juillet 2006, pp. 119 et s.
- CUMINETTi Mario, *Il dissenso cattolico in Italia: 1965-1980,* Milano, BUR, 1983.
- CUTONILLI Valerio et Valentinotti Luca, *Acca Larentia. Quello che non è stato mai detto*, Roma, Trecento, 2010.
- D'AGNELLI Antonio Rosario, Ferri Katia, Cuomo Pasquale, *Il terrorismo e le stragi: strumenti per lo studio della violenza politica in Italia tra gli anni Sessanta e Ottanta*, Firenze, Regione Toscana, 2005.
- D'ORSI Angelo, *Il potere repressivo. La polizia. Le forze dell'ordine italiano,* Milano, Feltrinelli, 1972
- DAL CO Francesco, *Riscoperta del marxismo e problematica di classe nel movimento studentesco tedesco: Rudi Dutschke,* "Contropiano", 2, mai 1968.
- DALMASSO Sergio, *Il caso Manifesto e il PCI degli anni '60,* Torino, Cric, 1989.
- DALMASSO Sergio, *Sinistra storica e nuova sinistra,* in Nicola Fasano et Mario Renosio (dir.), *I giovani e la politica : il lungo '68,* Torino, EGA, 2002, pp. 98-117.
- DE BERNARDI Alberto, Valerio Romitelli, Chiara Cretella (dir.), *Gli anni Settanta tra crisi mondiale e movimenti collettivi,* Bologna, Archetipo, 2009.
- DE FELICE Franco, *Doppia lealtà e Doppio Stato,* Studi Storici, XXX, n. 3, juillet-septembre 1989, pp. 493-563.

- DE LORENZIS Tommaso et Favale Mauro, *L'aspra stagione*, Torino, Einaudi, 2010,
- DE LUNA Giovanni, *Le ragioni di un decennio 1969-1979. Militanza, violenza, sconfitta, memoria,* Milano, Feltrinelli, 2009.
- DE LUTIIS Giuseppe, *I servizi segreti in Italia: dal fascismo alla Seconda Repubblica,* Roma, Editori Riuniti, 1998.
- DE LUTIIS Giuseppe, *Storia dei servizi segreti in Italia,* Roma, Editori Riuniti, 1984.
- DE TROIA Marco, *Fronte della gioventù: una militanza difficile tra partito e società civile,* Roma, Settimo Sigillo, 2001.
- DE TURRIS Gianfranco, *Elogio e difesa di Julius Evola : il barone e i terroristi,* Roma, Edizioni Mediterranee, 1997.
- DE VITO Christian, *La lotta armata e la « questione delle carceri »*, in Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata. La politica della violenza nella sinistra radicale degli anni Settanta*, Bologna, Il Mulino, 2012, pp. 285-303.
- DEGLI ESPOSTI Gian Luigi, *I fatti dell'Università di Roma,* "Il Mulino", juin 1966.
- DEL BOCA Angelo et Giovana Mario, *I figli del sole. Mezzo secolo di nazi-fascismo nel mondo,* Milano, Feltrinelli, 1965.
- DEL PERO Mario, *Anticomunismo d'assalto. Lettere di Indro Montanelli all'ambasciatrice Clare Boothe Luce,* "Italia contemporanea", 212, 1998, pp. 633-646.
- DELLA PORTA Donatella e Caselli Giancarlo (dir.), *Terrorismi in Italia*, Bologna, Il Mulino, 1984.
- DELLA PORTA Donatella et Pasquino Gianfranco (dir.), *Terrorismo e violenza politica: tre casi a confronto: Stati Uniti, Germania e Giappone*, Bologna, Il Mulino, 1983.
- DELLA PORTA Donatella et Rossi Maurizio, *Cifre crudeli: bilancio dei terrorismi italiani*, Bologna, Istituto di Studi e Ricerche Carlo Cattaneo, 1984.
- DELLA PORTA Donatella, *Social Movements, Political Violence, and the State: A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge, CUP, 1995.
- DONATO Gabriele, *La lotta è armata. Estrema sinistra e violenza politica in Italia (1969-1972),* Roma, DeriveApprodi, 2014.
- DONDI Mirco, *L'eco del boato. Storia della strategia della tensione (1965-1974),* Roma-Bari, Laterza, 2015.
- DONDI Mirco, *La lunga liberazione. Giustizia e violenza nel dopoguerra italiano,* Roma, Editori Riuniti, 2004.
- DONNO Gianni, *La Gladio rossa del PCI (1945-1967),* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2001.
- DORIGO Wladimiro, *Le tre anime del neofascismo italiano,* "Civitas", n. 5, mai 1953.
- DRAKE Richard, *The Revolutionary Mystique and Terrorism in Contemporary Italy*, Bloomington, Indiana University Press, 1989.
- DREYFUS-ARMAND Geneviève et al. (dir.), *Les années 68 : le temps de la contestation,* Paris-Bruxelles, Complexe, 2000.
- DUTEUIL Jean-Pierre, *Les groupes politiques d'extrême gauche à Nanterre, "*Matériaux pour l'histoire de notre temps", 11, n.1, 1988, pp. 110-115.
- DUTEUIL Jean-Pierre, *Nanterre 1965-66-67-68 : vers le Mouvement du 22 mars,* Mauleon, Acratie, 1988.
- ECHAURREN Pablo. *La casa del desiderio. '77: indiani metropolitani e altri strani*, S. Cesario, Manni 2005.
- ECO Umberto, *Anno nove,* "Il Corriere della Sera", 25 février 1977.

- ELIA Gian Franco, *Struttura di potere e organizzazione dello spazio, "*Giustizia e Società", 4, 1966.
- ELIA Gianfranco, *Il conflitto urbano*, Pisa, Pacini, 1974.
- ENGELS Friedrich, *La question du logement,* "Der Volksstaat", 1872.
- FALCIOLA Luca, *Gli apparati di polizia di fronte al movimento del '77: organizzazione e dinamiche interne*, "Ricerche di Storia Politica", 16, n. 2, 2013, pp. 161-182.
- FASANELLA Giovanni et Pellegrino Giovanni, *La guerra civile,* Milano, BUR, 2006.
- FERRAJOLI Luigi, *Il caso «7 aprile». Lineamenti di un processo inquisitorio*, "Dei delitti e delle pene", n. 1, 1983.
- FERRAJOLI Luigi, *Terrorismo e stato della crisi,* "La questione criminale", I, janvier-avril 1979, pp. 55-72.
- FERRANTE Stefano, *La Cina non era vicina: Servire il Popolo e il maoismo all'italiana*, Milano, Sperling & Kupfer, 2008.
- FERRARA Orazio, *Quei ragazzi tricolori: i movimenti a destra e dintorni da Giovane ad avanguardia nazionale,* Udine, Aviani & Aviani, 2011.
- FERRARESI Franco (dir.), *La destra radicale*, Milano, Feltrinelli, 1984.
- FERRARESI Franco, *Minacce alla democrazia: la Destra radicale e la strategia della tensione in Italia nel dopoguerra,* Milano, Feltrinelli, 1995.
- FERRAROTTI Franco (dir.), *Violenza in città,* "Città & Regione", III, n. 10-11, octobre-novembre 1977.
- FERRAROTTI Franco, *Alle radici della violenza,* Milano, Rizzoli, 1979.
- FERRIGNO Rossella, *Nuclei Armati Proletari - Carceri, protesta, lotta armata,* Napoli, La Città del Sole, 2008.
- FIASCO Maurizio, *Roma: la violenza eversiva nel quinquennio 1978/1982: il fallimento del passaggio dal terrorismo alla guerriglia,* in Carlo Ceolin (dir.), *Università, cultura, terrorismo*, Milano, FrancoAngeli, 1984.
- FIELDMAN Gene et Gartenberg Max (dir.), *The beat generation and the angry young men,* New York, Citadel Press, 1958.
- FILETTI Giorgio, *Per una geografia della lotta armata,* in Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata. La politica della violenza nella sinistra radicale degli anni Settanta*, Bologna, Il Mulino, 2012*,* pp. 341-366.
- FILLEULE Olivier et Tartakowsky Danielle, *La manifestation,* Paris, Presse de Sciences Po, 2004.
- FINI Massimo, *L'extra-mappa,* in "Linus", n. 9, octobre 1973, p. 62.
- FLAMIGNI Sergio, *Convergenze parallele. Le Brigate Rosse, i servizi segreti e il delitto Moro*, Milano, Kaos, 1998.
- FLAMIGNI Sergio, *Trame Atlantiche: storia della P2,* Milano, Kaos, 2005.
- FLAMINI Gianni, *Il partito del golpe. Le strategie della tensione e del terrore dal primo centrosinistra organico al sequestro Moro,* 4 vol., Ferrara, Bovolenta, 1981-85.
- FLAMINI Gianni, *La banda della Magliana: storia di una holding politico-criminale*, Milano, Kaos, 2012.
- FRANZINELLI Mimmo, *Il piano Solo. I servizi segreti, il centro-sinistra e il « golpe » del 1964,* Milano, Mondadori, 2014.
- FRANZINELLI Mimmo, *La sottile linea nera: neofascismo e servizi segreti da piazza Fontana e piazza della Loggia,* Milano, Rizzoli, 2008.
- GAETANO Scardocchia, *Minuto per minuto, il comizio di Lama e la violenta battaglia all'Università,* "La Stampa", 19 février 1977.

- GAGLIARDO Giovanna, *Vittime - Gli anni di piombo,* documentaire télévisé, 2010.
- GAL-OR Noemi, *Tolerating Terrorism in the West: An International Survey,* London, Routledge, 1991.
- GALFRÉ Monica, *La guerra è finita. L'Italia e l'uscita dal terrorismo (1980-1987)*, Roma-Bari, Laterza, 2014.
- GALFRÉ Monica, *Lotta armata. Forme, tempi, geografie,* in Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata. La politica della violenza nella sinistra radicale degli anni Settanta*, Bologna, Il Mulino, 2012, pp. 63-91.
- GALLENI Mauro (dir.), *Rapporto sul terrorismo. Le stragi, gli agguati, i sequestri, le sigle (1969-1980)*, Milano, Rizzoli, 1981
- GALLI DELLA LOGGIA Ernesto et Di Nucci Loreto (dir.), *Due Nazioni: legittimazione e delegittimazione nella storia dell'Italia repubblicana*, Bologna, Il Mulino, 2003.
- GALLI Giorgio, *La Destra in Italia,* Milano, Gammalibri, 1983.
- GALLI Giorgio, *Piombo rosso: La storia completa della lotta armata in Italia dal 1970 a oggi*, Milano, Baldini Castoldi Dalai, 2005.
- GALLI Giorgio, *Storia del partito armato*, Milano, Rizzoli, 1986.
- GAMBETTA William, *Democrazia Porletaria. La nuova sinistra tra piazze e palazzi,* Milano, Punto Rosso, 2010.
- GANSER Daniel: *Nato's Secret Armies: Operation Gladio and Terrorism in Western Europe*, London, Frank Cass, 2005.
- GASPARETTI Alessandro, *La destra e il '68. La partecipazione degli studenti alla contestazione universitaria: la reazione conservatrice e missina,* Roma, Settimo Sigillo, 2006.
- GERMINARIO Francesco, *Evola davanti al '68,* "Annali dell'Istituto Gramsci Emilia-Romagna", II, 2-3, 1998-1999, pp. 99-112.
- GERMINARIO Francesco, *Tradizione, Mito, Storia. La cultura politica della destra radicale e i suoi teorici,* Roma, Carocci, 2014.
- GIACCHETTI Diego, *I partiti della nuova sinistra: origini, sviluppo, epilogo,* in Francesco Billi (dir.), *Gli anni della rivolta. 1960-1980: prima, durante e dopo il '68,* Milano, Edizioni Punto Rosso, 2001, pp. 85-102.
- GIACHETTI Diego, *Il giorno più lungo. La rivolta di Corso Traiano (Torino, 3 luglio 1969),* Pisa, BFS, 1997.
- GIANNULI Aldo, *Bombe a inchiostro*, Milano, BUR, 2008.
- GIOVACCHINO Rita, *Il libro nero della Prima Repubblica,* Roma, Fazi, 2005.
- GIOVANNINI Fabio, *1977 : Scontro nella metropoli*, "Democrazia e diritto", n. 4-5, 1989, pp. 99-107.
- GOTOR Miguel *Il memoriale della Repubblica,* Torino, Einaudi, 2013.
- GRANDI Aldo, *La generazione degli anni perduti. Storie di Potere operaio,* Torino, Einaudi, 2003.
- GRASSI ORSINI Fabio, *Questione dell'ordine pubblico e lotta politica in Italia,* in Giancarlo Monina (dir.), *1945-1946. Le origini della Repubblica,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007*,* p. 416.
- GREGOR A. James, *The Search for neofascism: The Use and Abus of Social Science,* Cambridge, CUP, 2006.
- GRINER Massimiliano, *La zona grigia : intellettuali, professori, giornalisti, avvocati, magistrati, operai. Una certa Italia idealista e rivoluzionaria*, Milano, Chiarelettere, 2014.

- GRINER Massimiliano, *Piazza Fontana e il mito della strategia della tensione,* Torino, Lindau, 2011.
- GRISPIGNi Marco, *1977,* Roma, Manifestolibri, 2006.
- GUARINO Mario, *Poteri segreti e criminalità: l'intreccio inconfessabile tra 'ndrangheta, massoneria e apparati dello Stato,* Bari, Dedalo, 2004.
- GUERRIERI Loredana, *Il paradosso della destra di sinistra. La destra italiana fra contestazione, rivoluzione e nazional-europeismo, "*Ventunesimo secolo", XIII, n. 34, juin 2014.
- GUERRIERI Loredana, *Il sogno di una rivoluzione: la protesta della "altra" gioventù. La giovane destra neofascista italiana dal movimento del '68 agli anni Settanta,* in Valentine Lomellini et Antonio Varsori (dir.), *Dal Sessantotto al crollo del Muro: i movimenti di protesta a cavallo tra i due blocchi,* Milano, FrancoAngeli, 2013*,* pp. 41-56.
- GUERRIERI Loredana, *La giovane destra neofascista italiana e il '68. Il gruppo de «L'Orologio»*, "Storicamente", 5, 2009, http://www.storicamente.org/07_dossier/sessantotto-guerrieri.htm.
- GUERRIERI Loredana, *Le strategie di destabilizzazione viste dall'estrema destra,* in Mirco Dondi (dir.), *I neri e i rossi. Terrorismo, violenza e informazione negli anni Settanta*, Nardò, Controluce, 2008, pp. 99-125.
- GUIDELLI Giorgio, *Operazione Peci. Storia di un sequestro mediatico*, Urbino, Quattro Venti, 2005.
- GUZZO Domenico, *La morte fra la piazza e la stazione. Storia e cultura politica del terrorismo in Italia negli anni '70*, Firenze, Agemina, 2008.
- HELLER Agnes, *La teoria dei bisogni in Marx,* Milano, Feltrinelli, 1974.
- HEMPEL Pierre, *Mai 68 et la question de la révolution (1968-1988)*, Pris, La Boulangerie, 1988.
- HESS Henner, *La rivolta ambigua. Storia sociale del terrorismo italiano,* Firenze, Sansoni, 1991.
- *I comitati unitari di base : origini, sviluppi, prospettive,* "I quaderni di Avanguardia Operaia", n. 6, 1973.
- *I Nuclei Armati Proletari, ovvero carcere e mitra*, "Gnosis", n. 2, 2006, disponibile sur: http://gnosis.aisi.gov.it/Gnosis/Rivista7.nsf/servnavig/21.
- ILLUMINATI Augusto, *Percorsi del '68 : il lato oscuro della forza,* Roma, DeriveApprodi, 2007.
- IMPOSIMATO Ferdinando et Provvisionato Sandro, *Attentato al Papa*, Milano, Chiarelettere, 2011.
- INVERNIZZI Irene, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, Torino, Einaudi, 1973.
- Istituto Gramsci, *Il marxismo italiano negli anni Sessanta e la formazione teorico-politica delle nuove generazioni,* Roma, Editori Riuniti, 1972.
- JELLAMO Anna, *Julius Evola, il pensatore della tradizione,* in Franco Ferraresi (dir.), *La destra radicale*, Milano, Feltrinelli, 1984, pp. 215-252.
- JEMOLO Arturo Carlo, *Questa Repubblica: dalla contestazione all'assassinio di Aldo Moro,* Firenze, Le Monnier, 1978.
- JESI Furio, *Cultura di destra,* Milano, Garzanti, 1979.
- *Julian Grimau : el hombre, el crimen, la protesta,* Paris, Éditions sociales, 1963.
- JULLIARD Jacques, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe,* Paris, Éditions du Seuil, 1971.

- LA BARBERA Guido, *Lotta Comunista : il gruppo originario 1943-1952,* Milano, Edizioni di Lotta Comunista, 2012.
- LANZA Andrea, *Quando è finita una rivoluzione. Il divenire storico nei movimenti italiani degli anni Settanta,* "Meridiana", n. 76, 2013, pp. 205-227.
- LANZARDO Dario, *La rivolta di Piazza Statuto: Torino, luglio 1962,* Milano, Feltrinelli, 1979.
- LAZAR Marc et Matard Bonucci Marie-Anne (dir.), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010.
- LAZAR Marc, *Les années de plomb : une guerre civile ?* in Marc Lazar et Marie-Anne Matard Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010, pp. 147-163.
- LEGAULT Albert, *La dynamique du terrorisme : le cas des Brigades rouges*, "Etudes internationales", 14, n. 4, décembre 1983, pp. 639-681.
- LEMBO Daniele, *La guerra nel dopoguerra in Italia : le operazioni di stay behind della Decima Mas nell'Italia occupata, in guerra e nel dopoguerra,* Copiano, MARO, 2007.
- LERNER Gad, Manconi Luigi, Sinibaldi Marino, *Le altre stagioni del movimento di primavera,* "Ombre rosse", n. 22-23, décembre 1977.
- LERNER Gad, Manconi Luigi, Sinibaldi Marino, *Uno strano movimento di strani studenti: composizione, politica e cultura dei non garantiti,* Milano, Feltrinelli, 1978.
- LIMITI Stefania, *L'anello della Repubblica: La scoperta di un nuovo servizio segreto dal fascismo alle Brigate rosse,* Milano, Chiarelettere, 2011.
- LORETO Fabrizio, *L'anima bella del sindacato : storia della sinistra sindacale,* Roma, Ediesse, 2010.
- LUCARELLi Valerio, *Vorrei che il futuro fosse oggi. Nap: ribellione, rivolta e lotta armata*, Napoli, L'ancora del Mediterraneo, 2010.
- LUMLEY Robert, *States of Emergency: Cultures of Revolt in Italy from 1968 to 1978*, London, Verso, 1990.
- LUPACCHINI Otello, *Banda della Magliana: alleanza tra mafiosi, terroristi, spioni, politici, prelati,...,* Roma, Koiné, 2004.
- MÀDERA Romano, *Il seme gruppuscolare e l'humus del movimento,* in *Dal movimento ai gruppi,* "Il Manifesto", suppl. n. 10, octobre 1988.
- Magistratura Democratica, *La magistratura di fronte al terrorismo e all'eversione di sinistra*, Milano, FrancoAngeli, 1982.
- MAHLER Horst, *"Formare l'Armata rossa": i "tupamaros" d'Europa...?*, Verona, Bertani, 1972.
- MANCONI Luigi et al., *Bisogni, crisi della militanza, organizzazione proletaria, "*Quaderni di Ombre Rosse", n. 1, 1977.
- MANCONI Luigi et Sinibaldi Marino, *Un movimento di strani studenti*, « Ombre Rosse », n. 20, 1977, pp. 3-27.
- MANCONI Luigi, *Il nemico assoluto. Antifascismo e contropotere nella fase aurorale del terrorismo di sinistra,* in Raimondo Catanzaro (dir.), *La politica della violenza,* Bologna, Il Mulino, 1990, pp. 47-91.
- MARCELLO (Luigi Manconi), *Il terrorismo oggi,* "Quaderni Piacentini", n. 48-49, janvier 1973.
- MARCELLONI Maurizio et al. (dir.), *Lotte sociali e crisi della società industriale: l'esperienza italiana,* Roma, Savelli, 1981.
- MASSARI Roberto, *Gli scioperi operai dopo il '68,* Milano, Jaca Book, 1974.

- MENGHINI Paolo, *Sifar, Sid, Sisde: mezzo secolo di scandali e cambiamenti da Gattopardo. Dai dossier di De Lorenzo ai depistaggi di Miceli fino alla vicenda dei fondi riservati,* "Corriere della Sera", 4 juillet 1999.
- MENTASTI Emilio, *Senza Tregua. Storia dei Comitati Comunisti per il potere operaio (1975-1976)*, Paderno Dugnano, Colibrì edizioni, 2011.
- MERIGGI Maria Grazia, *Due società. Una classe operaia,* "Aut Aut", n. 161, septembre-octobre 1977.
- MESSINA Piero, *Il cuore nero dei servizi,* Milano, BUR, 2012.
- MILZA Pierre, *L'Europe en chemise noire : les extrêmes droites européennes de 1945 à aujourd'hui,* Paris, Flammarion, 2004.
- MINNA Rosario, *Crimini associati, norme penali e politica del diritto: Aspetti storici, culturali, evoluzione normativa*, Milano, Giuffré, 2007.
- MITROVIC Bojan, *Il rifiuto della violenza e la fine del movimento ? Una riflessione agli inizi degli anni Ottanta*, in Giuseppe Battelli et Anna Maria Vinci (dir.), *Parole e violenza politica. Gli anni Settanta nel Novecento italiano*, Roma, Carocci, 2013, pp. 237-252.
- MONICELLI Mino, *L'ultrasinistra in Italia 1968-1978*, Roma-Bari, Laterza, 1978.
- MORDENTI Raul, *Frammento di un discorso politico. Il '68, il '77, l'89,* Sommacampagna, Cierre 1989.
- MORELLI Massimiliano, *Acca Larentia. Asfalto nero sangue*, Ivrea, Bradipolibri, 2008.
- MORONI Primo et Balestrini Nanni, *L'orda d'oro : 1968-1977. La grande ondata rivoluzionaria e creativa, politica ed esistenziale,* Milano, Feltrinelli, 1988.
- MUCHEMBLED Robert, *Une histoire de la violence*, Paris, Seuil, 2008.
- MURGIA Pier Giuseppe, *Ritorneremo! Storia e cronaca del fascismo dopo la Resistenza (1945-1950),* Milano, SugarCo, 1976.
- NACCARATO Andrea, *Violenze, eversione e terrorismo del partito armato a Padova: le sentenze contro Potere operaio, Autonomia operaia organizzata e Collettivi politici veneti*, Padova, CLEUP, 2008.
- NERI SERNERI Simone (dir.), *Verso la lotta armata. La politica della violenza nella sinistra radicale degli anni Settanta*, Bologna, Il Mulino, 2012.
- NICCOLAI Roberto, Corghi Corrado, Bigi Giulio, *Reggio Emilia : 7 luglio 1960,* Roma, Editori Riuniti, 1980.
- NICCOLAI Roberto, *Quando la Cina era vicina: la rivoluzione culturale e la sinistra extraparlamentare italiana negli anni '60 e '70,* Pisa, BFS, 1998.
- NICHOLS Peter, *Italy loses Latin Mass in week of reforms,* "The Times", 1er décembre 1969.
- NICOLINI Renato, *Gui e le destre contro le facoltà di Architettura,* "Rinascita", 5 mars 1964.
- NOBÉCOURT Jacques, *L'agitation ne semble pas préluder à une crise nationale,* « Le Monde », 2 février 1969.
- ORLANDO Federico, *P38: il Medioevo di una nazione drogata dalle ideologie e nel baratro della crisi,* Milano, Editoriale Nuova, 1978.
- ORSINI Gerardo et Ortoleva Peppino (dir.), *Alto là! Chi va là? Sentinelle o disfattisti?,* Roma, Edizioni cooperativa giornalisti di Lotta Continua, 1977.
- OTTAVIANO Franco, *La rivoluzione nel labirinto. Sinistra e sinistrismo dal 1956 agli anni Ottanta*, Soveria Mannelli, Rubettino, 1993.
- PACINI Giacomo, *Il cuore occulto del potere. Storia dell'ufficio affari riservati del Viminale,* Roma, Nutrimenti, 2010.

- PACINI Giacomo, *Le altre Gladio. La lotta segreta anticomunista in Italia 1943-1991,* Torino, Einaudi, 2014.
- PALOMBARINI Giovanni, *7 Aprile : il processo e la storia,* Padova, Il Poligrafico, 1982.
- PANSA Giampaolo, *L'utopia armata. Come è nato il terrorismo in Italia,* Milano, Sperling & Kupfer, 1992.
- PANVINI Guido, *Alle origini del terrorismo diffuso. La schedatura degli avversari politici negli anni della conflittualità (1969-1980)*, "Mondo Contemporaneo", II, 2006, pp. 141-164.
- PANVINI Guido, *Cattolici e violenza politica. L'altro album di famiglia del terrorismo italiano,* Venezia, Marsilio, 2014.
- PANVINI Guido, *La destra eversiva,* in Giovanni Orsina (dir.), *Storia delle destre nell'Italia repubblicana,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2014.
- PANVINI Guido, *La nuova sinistra,* in Marco Gervasoni (dir.), *Storia delle sinistre nell'Italia repubblicana,* Cosenza, Marco, 2010, pp. 213-240.
- PANVINI Guido, *La violenza e la storia della Repubblica. Nodi storiografici e nuove prospettive di ricerca in alcuni recenti convegni*, "Officina della Storia", 3 novembre 2008, disponible sur : http://www.officinadellastoria.info/magazine/index.php?option=com_content&view=article&id=66:la-violenza-e-la-storia-della-repubblica-&catid=22:storia-dellitalia-repubblicana&Itemid=32.
- PANVINI Guido, *Ordine nero, guerriglia rossa. La violenza politica negli anni Sessanta e Settanta (1966-1975)*, Torino, Einaudi, 2009.
- PANVINI Guido, *Paura e violenza a Roma nel 1978 : l'ecidio di Acca Larentia e il problema dello studio del terrorismo diffuso,* "Snodi", n. 2, 2008.
- PANVINI Guido, *Terrorisme noir et terrorisme rouge durant les années de plomb : la guerre n'aura pas lieu*, in Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010, pp. 50-63.
- PARLATO Giuseppe, *Fascisti senza Mussolini. Le origini del neofascismo in Italia 1943-1948,* Bologna, Il Mulino, 2006.
- PARRINELLO Giacomo, *La sinistra rivoluzionaria italiana dopo il Sessantotto: esperienze, orizzonti, linguaggi,* "Storicamente", n. 4, 2008, disponibile sur: http://www.storicamente.org/05_studi_ricerche/parrinello.htm.
- PASQUINELLI Matteo, *Italian Operaismo and the Information Machine,* "Theory, Culture & Society", 2014, disponible sur : https://www.academia.edu/5945089/Italian_Operaismo_and_the_Information_Machine.
- PASQUINO Gianfranco et Della Porta Donatella (dir.), *Terrorismo e violenza politica*, Bologna, Il Mulino, 1983.
- PASQUINO Gianfranco, *I soliti ignoti : gli opposti terrorismi nelle analisi dei residenti del Consiglio (1969-1985),* in Raimondo Catanzaro, *La politica della violenza,* Bologna, Il Mulino, 1990,, pp. 93-116.
- PASQUINO Gianfranco, *Sistema politico bloccato e insorgenza del terrorismo: ipotesi e prime verifiche,* in Id. (dir.), *La prova delle armi,* Bologna, Istituto di studi e ricerche Carlo Cattaneo, 1984, pp. 175-220.
- PASTORE Luca, *La vetrina infranta. La violenza politica a Bologna negli anni del terrorismo rosso 1974-1979*, Bologna, Pendragon, 2013.
- PELLEGRINO Giovanni, Fasanella Giovanni, Sestrieri Claudio, *Segreto di Stato. La verità da Gladio al Caso Moro*, Torino, Einaudi, 2000.

- POLLUTRI Pier Michele, *Parma 25 agosto 1972: Omicidio di Mariano Lupo,* Parma, Fedelo's, 2009.
- PROVVISIONATO Sandro et Baldoni Adalberto, *Anni di piombo. Sinistra e destra : estremismi, lotta armata e menzogne di Stato dal Sessanto a oggi*, Milano, Sperling & Kupfer, 2009.
- QUADRELLI Emilio, *Andare ai resti. Banditi, rapinatori, guerriglieri nell'Italia degli anni Settanta,* Roma, DeriveApprodi, 2004.
- QUIRICO Stefano, *Il modello organizzativo delle Brigate rosse in una prospettiva comparata*, "Quaderno di storia contemporanea", n. 44, 2008, pp. 61-88.
- RAGONE Pasquale, *La stagione delle belve. La vera storia del clan dei marsigliesi,* Roma, Castelvecchi, 2014.
- RAO Nicola, *Colpo al cuore*, Milano, Sperling & Kupfer, 2011.
- RAO Nicola, *Il piombo e la celtica. Storie di terrorismo nero, dalla guerra di strada allo spontaneismo armato,* Milano, Sperling & Kupfer, 2010.
- RAO Nicola, *Il sangue e la celtica. Dalle vendette antipartigiane alla strategia della tensione. Storia armata del neofascismo,* Milano, Sperling & Kupfer, 2008.
- RAO Nicola, *La fiamma e la celtica. Sessant'anni di neofascismo da Salò ai centri sociali di destra,* Milano, Sperling & Kupfer, 2006.
- RAPINI Andrea *La strage di piazza Fontana nella storia d'Italia,* in Billi Fabrizio (dir.), *Gli anni della rivolta. 1960-1980: prima, durante e dopo il '68,* Milano, Edizioni Punto Rosso, 2001, pp. 191-205.
- RASI Gaetano, *Luciano Lucci Chiarissi e il Gruppo dell'Orologio,* "Rivista di Studi Corporativi", XX, n. 1-3, janvier-juin 1990.
- RAYNER Hervé, *Protéger, subir et réprimer : la délicate « gestion » du terrorisme par l'État italien durant les « années de plomb »*, in Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010, pp. 36-49.
- REICHARDT Sven, *Nuove prospettive sul terrorismo europeo degli anni Settanta e Ottanta,* "Ricerche di storia politica", n. 3, décembre 2010, pp. 343-366.
- REVELLI Marco, *I nuovi proscritti: appunti su alcuni temi culturali della Nuova Destra*, «Rivista di Storia contemporanea», n. 1, janvier 1983.
- RIVOLTA Carlo, *Ancora guerra a Roma,* "la Repubblica", 13 mai 1977.
- RIVOLTA Carlo, *Antifascismo e disoccupazione i motivi della protesta giovanile,* "la Repubblica", 6 février 1977.
- *Roma diventa la capitale del terrorismo: raddoppiati in due anni gli attentati*, "L'Unità", 29 février 1980.
- ROSSANDA Rossana, *Elogio dei gruppettari,* in *Dal movimento ai gruppi,* "Il Manifesto", suppl. n. 10, octobre 1988.
- ROVATTI Pier Aldo, Tomassini Roberta, Vigorelli Amedeo, *Bisogni e teoria marxista,* Milano, Mazzotta, 1976.
- ROVERI Alessandro, *Il socialismo tradito: la sinistra italiana negli anni della Guerra fredda*, Firenze, La Nuova Italia, 1995.
- SACCOMAN Andrea, *Sentieri rossi nella metropoli. Per una storia delle Brigate rosse a Milano*, Milano, CEUM, 2007.
- SALIERNO Giulio, *La violenza in Italia*, Milano, Mondadori, 1980.
- SALVATI Michele et Gigliobianco Alfredo, *Il maggio francese e l'autunno caldo italiano : la risposta di due borghesie,* Bologna, Il Mulino, 1980.

- SANTARELLI Enzo, *Fascismo e neofascismo,* Roma, Editori Riuniti, 1974.
- SANTELENA Elisa, *Le procès 7 aprile : un cas prototypique de l'état d'urgence dans l'Italie des années quatre-vingt,* "Cahiers d'études italiennes", n. 14, 2012, pp. 65-78.
- SATTA Vladimiro, *Gli « anni di piombo » e la reazione dello Stato,* "Nuova storia contemporanea", mars-avril 2009.
- SATTA Vladimiro, *I nemici della Repubblica: storia degli «anni di piombo»*, Milano, Rizzoli, 2016.
- SATTA Vladimiro, *Il caso Moro e i suoi falsi misteri,* Soveria Mannelli, Rubettino, 2006.
- SATTA Vladimiro, *Odissea nel Caso Moro: viaggio controcorrente attraverso la documentazione della Commissione Stragi,* Roma, Edup, 2003.
- SAVEUR Yannick, *Jean Thiriart et le national-communautarisme européen,* Paris, Institut d'études politiques, 1978.
- SCAVINO Marco, *La piazza e la forza. I percorsi verso la lotta armata dal Sessantotto alla metà degli anni Settanta,* in Simone Neri Serneri, (dir.), *Verso la lotta armata. La politica della violenza nella sinistra radicale degli anni Settanta*, Bologna, Il Mulino, 2012, pp. 117-206.
- SCHAERF Carlo et al., *Venti anni di violenza politica in Italia (1969-1988),* Roma, Isodarco, 1992.
- SCHMITT Carl, *La guerra civile fredda,* Il "Borghese", n. 21, 1er novembre 1951.
- SEGRE Umberto, *Piazza Statuto e altro,* "Il Ponte", juillet 1962.
- SENISE Paolo, *Vento dei Caraibi: da Guevara ai Tupamaros,* Roma, Barone, 1970.
- SERAFINO Davide, *Genova. La lotta armata in una città operaia e di sinistra*, in Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata. La politica della violenza nella sinistra radicale degli anni Settanta*, Bologna, Il Mulino, 2012, pp. 367-390.
- SERRA Achille, *Poliziotto senza pistola. A Milano negli anni di piombo e della malavita organizzata,* Milano, Bompiani, 2006.
- SEUL Otmar et Gargiulo Gius (dir.), *Terrorismes. L'Italie et l'Allemagne à l'épreuve des "années de plomb"(1970-1980) : réalités et représentations du terrorisme*, Paris, Michel Houdiard Editeur, 2007.
- *Si chiude nel teppismo il capitolo neofascista,* "Mondo Nuovo", n. 19, 8 mai 1966.
- SILJ Alessandro, *Brigate Rosse-Stato: lo scontro spettacolo nella regia della stampa quotidiana*, Firenze, Vallecchi, 1978.
- SILJ Alessandro, *Mai più senza fucile ! Alle origini dei NAP e delle BR*, Firenze, Vallecchi, 1976.
- SOLINAS Stenio, *Dove va la destra giovane*, "Roma", 21 juin 1977.
- SOMMIER Isabelle, *La legittimazione della violenza. Ideologie e tattiche della sinistra extraparlamentare,* Simone Neri Serneri (dir.), *Verso la lotta armata. La politica della violenza nella sinistra radicale degli anni Settanta*, Bologna, Il Mulino, 2012., pp. 265-284.
- SOMMIER Isabelle, *La violence politique et son deuil : l'après-68 en France et en Italie,* Rennes, PUR, 1998.
- SOMMIER Isabelle, *Repentir et dissociation : la fin des années de plomb en Italie ?* "Cultures & Conflits", n. 40, 2000, pp. 43-61.
- STEINER Anne et Debray Loïc, *La Fraction Armée Rouge. Guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Méridiens Klincsieck, 1987.
- STERLING Claire, *La trama del terrore: la guerre segreta del terrorismo internazionale,* Milano, Mondadori, 1981.

- TAGLIENTE Giuseppe et Mensurati Stefano, *Il Fuan: trent'anni di presenza politica nell'Università,* Roma, Atheneum, 1982.
- TARCHI Marco, *Esuli in Patria: i fascisti nell'Italia repubblicana*, Parma, Guanda, 1995.
- TARCHI Marco, *L'impossibile identità: il neofascismo italiano tra destra e sinistra,* "Trasgressioni", n. 2, 1989.
- TARCHI Marco, *La rivoluzione impossibile. Dai Campi Hobbit alla Nuova Destra*, Firenze, Vallecchi 2010.
- TARROW Sydney, *Democracy and Desorder. Protest and Politics in Italy 1965-1975*, Oxford, OUP, 1989.
- TASSANI Giovanni et al. (dir.), *Al di là della destra e della sinistra. Atti del convegno " Costanti ed evoluzioni di un patrimonio culturale"*, Roma, LEDE, 1982.
- TASSANI Giovanni, *La cultura politica della destra cattolica,* Roma, Coines, 1976.
- TASSANI Giovanni, *Le culture della destra italiana tra dopoguerra e centrosinistra. Gentilianesimo, cattolicesimo ed evolismo a confronto e in concorrenza,* "Nuova storia contemporanea", VII, n. 2, mars-avril 2003.
- TASSANI Giovanni, *Vista da sinistra. Ricognizioni sulla nuova destra,* Firenze, Arnaud, 1986.
- TASSINARI Ugo Maria, *Fascisteria: i protagonisti, i movimenti e i misteri dell'eversione neri in Italia (1965-2000),* Roma, Castelvecchi, 2001.
- TASSINARI Ugo Maria, *Guerrieri: 1975-1982. Storie di una generazione in nero,* Napoli, Immaginapoli, 2005.
- TAVIANI Ermanno, *PCI, estremismo di sinistra e terrorismo,* in Gabriele De Rosa et Giancarlo Monina (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta,* IV vol. : Sistema politico e istituzioni*,* Soveria Mannelli, Rubettino, 2003, p. 257 et s.
- TEDESCHI Mario, *Fascisti dopo Mussolini,* Roma, Settimo Sigillo, 1950.
- TELESE Luca, *Cuori Neri. Dal rogo di Primavalle alla morte di Ramelli: 21 delitti dimenticati degli anni di piombo,* Milano, Sperling & Kupfer, 2006.
- TEODORi Massimo, *Subito per una legge sulle droghe*, "Argomenti Radicali", n. 14, novembre 1979-janvier 1980.
- TESSANDORI Vincenzo, *Br: imputazione banda armata. Cronaca e documenti delle Brigate rosse*, Milano, Garzanti, 1977.
- TESSANDORI Vincenzo, *Qui Brigate rosse: il racconto, le voci,* Milano, Baldini & Castoldi, 2009.
- TOBAGI Benedetta, *Una stella incoronata di buio. Storia di una strage impunita,* Torino, Einaudi, 2013.
- TOBAGI Walter, *Ricordando senza rabbia il 68 lontano,* "Corriere della Sera", 2 février 1978.
- TOBAGI Walter, *Storia del Movimento Studentesco e dei marxisti-leninisti in Italia,* Milano, SugarCo, 1970.
- TOLOMELLI Marica, *Italia anni '70: nemico di Stato vs. Stato nemico* "Storicamente", 2005, n. 9, disponibile sur: 10.1473/stor376.
- TOLOMELLI Marica, *Terrorismo e società: il pubblico dibattito in Italia e in Germania negli anni Settanta*, Bologna, Il Mulino, 2006.
- TOMASSINI Roberta, *Ideologia, intellettuali, organizzazione: note sul "neomarxismo" degli anni Sessanta,* Bari, Dedalo, 1977.
- TONDI Alighiero, *Vaticano e neofascismo,* Roma, Edizioni di Cultura Sociale, 1952.

- TRANFAGLIA Nicola et Novelli Diego, *Vite sospese. Le generazioni del terrorismo*, Milano, Garzanti, 1988.
- TRANFAGLIA Nicola, *La crisi italiana e il problema storico del terrorismo*, in Mauro Galleni (dir.), *Rapporto sul terrorismo. Le stragi, gli agguati, i sequestri, le sigle (1969-1980)*, Milano, Rizzoli, 1981, pp. 477-544.
- TRANFAGLIA Nicola, *Un capitolo del "doppio stato". La stagione delle stragi e dei terrorismi, 1969-1984*, in Francesco Barbagallo et al. (dir.), *Storia dell'Italia repubblicana*, Torino, Einaudi, 1997, pp. 8-78.
- TRONTI Mario, *Situazione di classe: fronte unico contro la socialdemocrazia,* "Classe Operaia", III, n. 1, mai 1966.
- TROTTA Giuseppe et Milana Fabio, *L'operaismo degli anni Sessanta. Da « Quaderni rossi » a « classe operaia »,* Roma, DeriveApprodi, 2008.
- TUCCI Roberto, *Gravità ed urgenza del pericolo comunista in Italia,* "La Civiltà Cattolica", 1-15 octobre 1960.
- VECCHIO Concetto, *Ali di piombo. Il 1977, trent'anni dopo. Lotte di piazza e vittime innocenti. Le radio libere, la piaga dell'eroina, il terrorismo. La cronaca, i documenti, le testimonianze,* Milano, BUR, 2007.
- VENEZIANI Massimo, *Controinformazione. Stampa alternativa e giornalismo d'inchiesta dagli anni Sessanta a oggi,* Roma, Castelvecchi, 2006.
- VENTRONE Angelo (dir.), *I dannati della rivoluzione. Violenza e storia d'Italia negli anni Sessanta e Settanta,* Macerata, EUM, 2010.
- VENTRONE Angelo (dir.), *L'ossessione del nemico. Memorie divise nella storia della Repubblica*, Roma, Donzelli, 2006.
- VENTRONE Angelo, *"Vogliamo tutto". Perché due generazioni hanno creduto nella rivoluzione 1960-1988*, Roma-Bari, Laterza, 2012
- VENTRONE Angelo, *Una guerra civile di lunga durata. La violenza politica in un Paese a «capitalismo avanzato»,* "Meridiana", n. 76, 2013, pp. 155-175.
- VENTUROLI Cinzia, *La storiografia e le stragi nell'Italia repubblicana: un tentativo di bilancio*, "Storia e Futuro", n. 11, juin 2006.
- VITALI Walter, *I comunisti e il movimento del '77,* in Achille Occhetto et al., *Dialogo sul movimento: i comunisti e l'università dopo i fatti del marzo '77,* Bari, De Donato, 1978, pp. 65-70.
- WIEVIORKA Michel, *Sociétés et Terrorisme*, Paris, Fayard, 1988.
- WILLAN Philip, *Puppetmasters: The Political Use of Terrorism in Italy*, Lincoln, iUniverse, 1991.
- ZAMBONI Dori, *Giovani tra droga e speranza: fatti vissuti,* Roma, Città Nuova, 1977.
- ZAVARONI Pierluigi, *Caduti e memoria nella lotta politica. Le morti violente della stagione dei movimenti*, Milano, FrancoAngeli, 2010.
- ZAVOLI Sergio, *La notte della Repubblica,* Milano, Mondadori, 1992.

– « Gruppo storico » delle Brigate Rosse detenuto all'Asinara, *Siete tutti pagati dalla controguerriglia psicologica, quindi : in campana, signorini*, "Lotta Continua", 11 août 1979.
– *Anna Maria Mantini : un brutale assassinio dell'antiterrorismo*, "Lotte Operaie Murale", n. 88, 10 juillet 1975.
– *Antifascismo e lotta di classe,* "Quaderni di Unità proletaria", 1974.
– *Appunti militari,* "Finalmente il cielo è caduto sulla Terra", 19 mars 1977.
– *Assassini,* "Lotta Continua", 10 septembre 1974
– *Autonomia operaia e autonomia dei proletari,*"Neg/azione", 1976.
– BELTRAMETTI Edgardo, *La guerra rivoluzionaria. Il terzo conflitto mondiale è già cominciato,* Roma, Volpe, 1965.
– BERARDI Franco, *Dell'innocenza: interpretazione del '77,* Bologna, Agalev, 1977.
– BERLINGUER Enrico (apocryphe : Pierfranco Ghisleni), *Lettere agli eretici: epistolario con i dirigenti della nuova sinistra italiana,* Torino, Einaudi, 1977.
– BINNI Walter, *Omaggio a un compagno caduto,* "Mondoperaio", n. 4, 1966.
– BOBBIO Luigi et Viale Guido, *La strategia del movimento,* "Problemi del socialismo", 28-29, avril 1968.
– BOLZANI Paolo, *Le lotte di fabbrica dal « luglio 60 » al centro sinistra,* "Classe", n. 16, novembre 1978, pp. 51-86.
– BRIGANTI Nino, *Manifestazioni antimperialiste: Il Vietnam e Noi,* "La Sinistra", anno II, n. 7, luglio 1967.
– Brigate Rosse per la costruzione del PCC, *A tutto il movimento rivoluzionario*, 18 mars 1982, "Controinformazione", n. 23, avril 1982.
– *Brigate rosse*, "Potere operaio del lunedì", n. 61, 16 juillet 1973.
– Brigate Rosse, *Alcune questioni per la discussione sull'Organizzazione*, 1974.
– Brigate Rosse, *Autointervista*, juin 1981,
– Brigate Rosse, *Campagna di Primavera*, mars 1979.
– Brigate Rosse, *Comunicato n. 6 – Omicidio di Francesco Coco*, 9 juin 1976.
– Brigate Rosse, *Prima intervista a sé stessi*, septembre 1971.
– Brigate Rosse, *Risoluzione della Direzione Strategica : febbraio 1978,* in "Controinformazione", n. 11-12, juillet 1978.
– Brigate Rosse, *Risoluzione della Direzione Strategica*, février 1978.
– Brigate Rosse, *Risoluzione della Direzione Strategica, n. 1*, avril 1975,
– Brigate Rosse, *Un destino perfido!,* novembre 1971.
– *Brigatisti dissenzienti*, "Lotta Continua", 25 juillet 1979.
– CAGOL Margherita, *Lettera ai genitori,* automne 1974, in Maria Rita Prette (dir.), *Sguardi Ritrovati,* Roma, Sensibii alle foglie, 1995, p. 71.
– CALÒ Vincenzo et al., *Stato e Scuola di classe, "*Valle Giulia"*,* numéro unique, 15 mars 1968.
– *Care compagne, cari compagni : lettere a Lotta Continua. La storia del 77 in 350 lettere,* Roma, Edizioni di Lotta Continua, 1978.
– *Casa: centralità della lotta, continuità del movimento*, "Rivolta di classe", n. 2, 1975.
– CASTELLANO Lucio, *Vivere con la guerriglia*, "Preprint – L'Autonomia Possibile", n. 1, v. 1, décembre 1978.

- CIUCCI Giorgio et Maineri Elia Mario, *Posizioni del movimento operaio organizzato sul problema della casa,* "Contropiano", n. 1, 1971.
- Collettivo di Controinformazione, *La strage di Stato : controinchiesta,* Roma, Samonà & Savelli, 1970.
- Collettivo Il Manifesto, *Tesi per il comunismo*, "Il Manifesto", n. 9, septembre 1970.
- Collettivo Politico Metropolitano, *Lotta sociale e organizzazione nella metropoli*, "Il Colletivo", n.u., 1970.
- Collettivo Potere Operaio, *Primavalle, incendio a porte chiuse,* Roma, Savelli, 1974.
- Collettivo Prigionieri Comunisti delle Brigate Rosse, *L'ape e il comunista*, "Corrispondenza Internazionale", VI, n. 16-17, octobre-décembre 1980.
- Collettivo redazionale « La Nostra Assemblea » (dir.), *Le radici di una rivolta. Il movimento studentesco a Roma: interpretazioni, fatti e documenti (febbraio-aprile 1977),* Milano, Feltrinelli, 1977.
- Comitati autonomi operai di Roma (dir.), *Autonomia operaia,* Roma, Savelli, 1976.
- Comitato centrale del Partito comunista di Cuba, *Accettiamo le nostre responsabilità rivoluzionarie,* Milano, Feltrinelli, 1967.
- Comitato di Lettere, *Perchè 50.000 compagni ritornino nel movimento - Bilancio complessivo e collettivo di tre mesi di lotte,* 3-10 mai 1977,
- Commissione di studio sull'autoritarismo accademico e sociale della Facoltà di Lettere, *Analisi del rapporto tra docente e discente,* "Carte Segrete", 6, avril-juin 1968, pp. 134-146.
- *Compagni partigiani tornate al vostro posto,* "Lotta Continua", 23 avril 1972.
- Controinformazione, *Da Primavalle a via Ottaviano,* Roma, Edizioni di Controinformazione, 1975.
- Convegno europeo delle comunità di base, *Teologie della liberazione in dialogo. II Convegno europeo delle comunità di base. La riflessione delle CdB a confronto con la teologia della liberazione e la teologia europea,* Torino, Tempi di fraternità, 1986.
- CORVISIERI Silverio, *I senza Mao: dove va la sinistra rivoluzionaria?,* Roma, Savelli, 1976.
- *Crisi (e pericolosità) dell'estremismo. L'escalation avventurista del gruppo "Lotta Continua",* "L'Unità", 22 fevriér 1976.
- *Cronaca dell'occupazione dell'Università di Torino,* "Quaderni Piacentini", 33, février 1968, pp. 40-41.
- *Dall'area dell'autonomia operaia al movimento dell'autonomia operaia*, "Rosso", III, n. 10, 11 juin 1976.
- *Dalla fabbrica alla scuola al territorio: costruiamo l'offensiva sul reddito*, "Potere Operaio", n. 30, 8-15 octobre 1970.
- DEBRAY Régis, *Rivoluzione nella rivoluzione,* Milano, Feltrinelli, 1967.
- DEGLI INCERTI Davide (dir.), *La sinistra rivoluzionaria in Italia. Documenti e interventi delle tre principali organizzazioni: Avanguardia operaia, Lotta Continua, PDUP,* Roma, Savelli, 1976.
- DI PAOLA Furio, *Marx, la Heller e nostri bisogni,* "Ombre Rosse" , juillet 1975, pp. 9-24.
- DORIGO Paolo (dir.), *Studiare la politica Rivoluzionaria del passato per affrontare al meglio la Rivoluziona Proletaria a venire. Contributo per una storia documentale delle Brigate Rosse,* Mira, Edizione Lavoro Liberato, 2008.
- *Dutschke a Praga,* Bari, De Donato, 1968.

- *É il momento di fare i conti,* "Lotta Continua", 17 janvier 1970.
- *E' stata l'occupazione dei 30 e dei 110 e lode,* "Paese Sera", 4 mai 1966.
- *Essere assenti, "*Zut: foglio di agitazione dadaista", octobre 1976.
- EVOLA Julius, *Gli uomini e le rovine,* Roma, Edizioni dell'Ascia, 1953.
- EVOLA Julius, *La gioventù, i beats e gli anarchici destra*, in: Id., *L'arco e la clava*, Milano, All'insegna del Pesce d'oro, 1968.
- EVOLA Julius, *Razzismo e altri orrori (compreso il ghibellinismo),* "L'Italiano", 5-6, 1959.
- Federazione dei gruppi marxisti-leninisti d'Italia, *Propositi di programma politico della Federazione dei gruppi marxisti-leninisti d'Italia,* "Rivoluzione proletaria", I, n. 1, septembre 1966.
- *Feltrinelli: "Castro mi ha detto",* "La Sinistra", II, n. 7, juillet 1967.
- FILIPPA Marcella, *Per una storia del terrorismo: fonti e memoria negli archivi privati*, in Giuseppe Battelli et Anna Maria Vinci (dir.), *Parole e violenza politica. Gli anni Settanta nel Novecento italiano*, Roma, Carocci, 2013, pp. 217-233.
- FLORES d'Arcais Paolo, *I giovani della nuova sinistra,* "La Sinistra", anno II, n. 7, luglio 1967.
- FOA Lisa, *Che cosa è andato storto nel nostro internazionalismo?,* "Ombre Rosse", n. 26, décembre 1978.
- FORTINI Franco, *Il dissenso e l'autorità,* "Quaderni Piacentini", n. 34, mai-juillet 1968, pp. 91-100.
- FRANCESCHINI Alberto et Curcio Renato, *Gocce di sole nella città degli spettri*, suppl. à "Corrispondenza internazionale", VII, n. 20-22, juillet 1981-février 1982.
- FREDA Franco, *La disintegrazione del sistema,* Padova, Ar, 1969.
- FROIO Felice (dir.), *Il dossier della nuova contestazione*, Milano, Mursia, 1977.
- GAVI Philippe, Sartre Jean-Paul, Victor Pierre, *On a raison de se révolter,* Paris, Gallimard, 1974.
- GIAP VO Nguyen, *Guerra di popolo. I punti deboli di un nemico potente,* "Quaderni Socialisti", II, n. 1, 30 mars 1966.
- *Giunta rossa non avrai il mio scalpo,* "Rivolta di Classe", septembre 1977.
- *Glossarietto di un anno assai strano,* "Lotta Continua", 31 décembre 1977.
- GRISPIGNI Marco et Musci Leonardo (dir.), *Guida alle fonti per la storia dei movimenti in Italia (1966-1978),* Roma, Sallustiana editrice, 2003.
- Gruppo Comunista del Senato, *La riforma della scuola media al Senato: testi e documenti. Presentazione, Relazione introduttiva al disegno di legge n. 359, Relazione introduttiva al disegno di legge n. 904, Relazione di maggioranza Moneti (359-904-A), Relazione di minoranza Donini, Luporini e Granata (359-904-A bis), Interventi e dichiarazione di voto dei senatori comunisti: testo comparato delle 4 leggi*, Roma, Bardi, 1962.
- GUEVARA Ernesto "Che", *Message à la Conférence tricontinentale,* "OSPAAAL", 16 avril 1967,
- *Il comunismo è giovane e nuovo, è la totalità della liberazione,* "Rosso", suppl. au n.15, mai 1975.
- *Il documento delle Brigate Rosse*, "Metropoli", I, n. 1, juin 1979, pp. 52-53.
- *Il maggio francese apre una fase nuova della rivoluzione in Europa,* "Bandiera Rossa", XIX, n. 11, 1er juin 1968.
- *Il movimento studentesco a Roma : esperienze e obiettivi,* " Quaderni Piacentini ", 34, mai 1968, pp. 101-125.

- *Il rifiuto del lavoro,* “Rosso”, II, n. 10, mai 1974.
- *Il Vietnam e noi,* “La Sinistra”, II, n. 7, juillet 1967.
- *Illegalità delle lotte, fonte del diritto, “*Rosso”, n. 15, 1975.
- Intervento dei compagni Franco, Giorgio, Giulio, Sirio, del gruppo di Roma, *L’adattamento all’ambiente: malattia infantile del trotskismo italiano,* “Bollettino interno”, n. 5, 20 juin 1971.
- *IX Circoscrizione Tuscolano e Appio-Latino: nell’alveare di cemento,* “l’altra Roma: documenti e analisi per il diritto alla città”, n. 2, mars 1976.
- *La Comune di Parigi,* “Avanguardia Operaia”, n. 16, mai 1971.
- La Lega dei Comunisti, «*Avanguardia operaia*»: *marxismo-leninismo o ultrasinistrismo?*, “Nuovo Impegno”, n. 24, mai 1972.
- *La lotta rivoluzionaria piantata nel cuore delle metropoli del capitale,* “Potere operaio”, 16-23 mai 1970.
- *La soluzione politica per una “generazione”. Il documento dei 51*, “Il Manifesto”, 30 septembre 1982.
- *Le giornate d’aprile,* “Rosso contro la repressione”, n. 15, mars-avril 1975.
- *Le lotte per la casa a Roma,* suppl. de “Lotta Continua”, 13 avril 1973, p. 30.
- *Le Tesi della « Sapienza »,* “Il Mulino”, n. 5, mai-juin 1967, pp. 375-391.
- LIBERTINI Lucio, *Capitalismo moderno e movimento operaio,* Roma, Samonà e Savelli, 1965;
- LOMBARDO RADICE Marco et Sinibaldi Marino, *C’è un clima di guerra…Intervista sul terrorismo diffuso,* “Quaderni di Ombre rosse”, n. 2, 1979.
- *Lotta al fanfascismo per la libertà, “*Lotta Continua”, 16 novembre 1971.
- Lotta Continua, *Ci siamo presi la libertà di lottare. Il movimento di massa dei detenuti da gennaio a settembre ’73*, Roma, Edizioni Lotta Continua,1973.
- Lotta Continua, *Le tesi, le relazioni politiche, lo statuto,* Roma, Edizioni Lotta Continua, 1975.
- *Luce, acqua, gas: paghiamoli in un’unica bolletta, 5% del salario operaio,* “Rivolta di classe”, n. 3, 1975.
- MAGRI Lucio, « *L’État et la révolution » aujourd’hui,* “Les Temps Modernes”, n. 266, août-septembre 1968.
- MAITAN Livio et Di Giuliomaria Sirio (dir.), *La costruzione del partito rivoluzionario,* Milano, Nuove Edizioni Internazionali, 1967.
- MAITAN Livio, *Dopo il 7 maggio: i compiti dei comunisti rivoluzionari nella nuova fase politica*, “Quarta Internazionale”, n. 5-6, juin 1972.
- *MAO-Movimento dell’Autonomia Operaia,* “I Volsci”, n. 6, octobre 1978.
- MARX Karl (trad. par Renato Solmi), *Frammento sulle macchine,* “Quaderni Rossi”, n. 4, 1964.
- MASI Edoarda, *Note sulla Rivoluzione culturale cinese,* “Quaderni Piacentini”, n. 30, avril 1967, pp. 2-22.
- MASSARI Roberto (dir.), *All’opposizione nel PCI con Trotsky e Gramsci,* Roma, Massari, 1969.
- MELANDRI Lea, *Ascetismo rosso,* “Aut Aut”, n. 161 septembre-octobre 1977.
- *Memoria per una generazione,* “I Volsci”, IV, n. 11, octobre 1981.
- MESSALLA Flavio, *Le mani rosse sulle Forze Armate,* Roma, Centro Studi e Documentazione sulla guerra psicologica, 1966.

- MORIN Edgar, Lefort Claude, Coudray Jean-Marc, *Mai 1968 : la brèche. Premières réflexions sur les événements*, Paris, Fayard, 1968.
- MORPURGO Giorgio, *Cronaca dell'occupazione dell'Università di Roma,* "Quaderni Piacentini", 28, septembre 1966.
- Movimento Comunista Rivoluzionario, *Passato, presente, futuro,* janvier 1979.
- Movimento per una università negativa, *Manifesto per una università negativa,* Verona, Zendrini, 1967.
- Movimento studentesco (dir.), *Documenti della rivolta universitaria,* Bari, Laterza, 1968.
- Movimento Studentesco di Roma, *Norme elementari per l'autodifesa nel corso di comizi, cortei, ecc.* et *Repressione poliziesca e diritto all'autodifesa,* "Carte Segrete", 6, avril-juin 1968.
- NEGRI Antonio, *Marx oltre Marx: quaderno di lavoro sui Grundrisse,* Roma, Manifestolibri, 1979.
- NEGRI Antonio, *Proletari e Stato: per una discussione su autonomia operaia e compromesso storico,* Milano, Feltrinelli, 1977.
- *Nei quartieri per il comunismo: una fase decisiva dello scontro di classe a Roma*, "Lotta Continua", 23 avril 1971.
- OJEDA Fabricio, *Verso il potere rivoluzionario,* Milano, Feltrinelli, 1967.
- OLIVA Carlo et Rendi Aloisio, *Il movimento studentesco e le sue lotte,* Milano, Feltrinelli, 1969.
- *Organizziamo la Nuova Resistenza,* "Foglio di lotta di Sinistra Proletaria", janvier 1971.
- PACCINO Dario, *Sceeemi. Il rifiuto di una generazione*, Roma, I libri del no, 1977.
- *Partire dalle grandi conquiste del '69 per avanzare nella lotta per un governo di sinistra,* "Lotta operaia", IX, n. 269, 6 janvier 1970.
- Partito comunista (marxista-leninista) italiano, *Il programma rivoluzionario del partito*, Milano, Edizioni Servire il Popolo, 1972.
- Partito Comunista Italiano, *Socialismo reale e terza via. Il dibattito sui fatti di Polonia nella riunione del Comitato centrale e della Commissione centrale di controllo del Pci, Roma, 11-13 gennaio 1982. I documenti sulla polemica con il Pcus,* Roma, Editori Riuniti, 1982;
- Partito Marxista-Leninista Italiano, *Viva la grande rivolta del Sessantotto: n celebrazione del XX anniversario del più grande avvenimento della storia della lotta di classe del dopoguerra in Italia,* "Il Bolscevico", 1989, pp. 36-37.
- *Per le lotte degli anni Sessanta: un salto politico da preparare,* "Classe Operaia", III, mars 1967.
- *Per noi è appropriazione,* "Rosso", n. 4, 29 novembre 1975.
- *Perché usciamo dal gruppo. Perché scegliamo l'autonomia organizzata. Non torniamo indietro, andiamo avanti*, "Potere Operaio", n. 50, novembre 1973
- PESCE Giovanni, *Senza Tregua. La guerra dei GAP,* Milano, Feltrinelli, 1967.
- PIPERNO Franco, *Dal terrorismo alla guerriglia,* "Pre-print", n. 1-4, dècembre 1978.
- POSADAS Juan, *I problemi della clandestinità in questa fase del corso mondiale della rivoluzione socialista. L'imperialismo è il clandestino perché è assediato dalla rivoluzione socialista mondiale,* Milano, Edizioni Rivista Marxista Europea, 1967.
- *Prendiamoci la città,* "Lotta Continua", 11 décembre 1970.
- *Proletari è la guerra di classe!,* "Potere Operaio", n. 47-48, 20 mai-20 juin 1972.
- *Propositi di programma politico della federazione dei gruppi marxisti-leninisti d'Italia,* "Rivoluzione proletaria", I, n. 1, septembre 1966.

- *Proposta di lotta per i trasporti dell'area metropolitana di Roma: contributi e proposta del Comitato di Lotta Aurelia,* "Bollettino Commissione nazionale operaia Lotta Continua", n. 1, octobre 1975.
- PUERTAS Pablo, *Spagna ; antifranchismo e lotta di classe: 1936-1975,* Milano, Mazzotta, 1975.
- *Realismo della prassi rivoluzionaria,* "Rivolta di classe", III, n. 1, 15 octobre 1976.
- *Roma contro i fascisti,* "Potere operaio del lunedì", n. 26-28, 28 janvier 1973.
- *Roma, lotta di massa degli studenti medi,* "Quindici", n. 14, décembre 1968, pp. 16-17.
- *Roma: dibattito dentro l'Autonomia*, "Rosso", novembre 1977.
- *Roma: la nuova legalità del Soviet,* "Rosso", III, n. 8, 24, avril 1976
- *Roma. Nella cintura rossa nasce il partito dell'insurrezione*, "Potere Operaio", n. 40-41, 29 mai-12 juin 1971.
- ROMAN Stelio, *Perché la protesta diventi rivoluzione,* "Noi Europa", III, 3, juillet 1968.
- ROMUALDI Adriano, *Contestazione controluce,* "Ordine Nuovo", 1, mars-avril 1970.
- ROSSANDA Rossana, *Les étudiants comme sujet politique,* "Les Temps Modernes", n. 266, août-septembre 1968
- *S. Basilio: rivolta di classe,* "Controinformazione", n. 5-6, novembre 1974.
- S.a., *Intervista con Inti Peredo, comandante dell'esercito di liberazione nazionale di Bolivia, e il testo del suo messaggio radiotrasmesso; in appendice: I Tupamaros, il MNL d'Uraguay; un'intervista con il capitano Carlos Lamarca (Brasile) e un appello al popolo brasiliano di Carlos Marighela*, Milano, Feltrinelli, 1969.
- S.A., *Memorie. Dalla clandestinità un terrorista non pentito si racconta*, Roma, Savelli, 1981.
- SALIERNO Giulio, *Autobiografia di un picchiatore fascista,* Torino, Einaudi, 1976.
- SAVELLI Giulio, *La sinistra rivoluzionaria e la scadenza elettorale*, "Soviet", n. 2, février 1972.
- SCALZONE Oreste, *Sull'occupazione della Facoltà di Lettere dell'Università di Roma,* "Quindici", 8, avril 1968, p. 6.
- SCALZONE Orestre, *Sur l'occupation de la Faculté des lettres à l'Université de Rome,* "Les Temps Modernes", n. 264, mai-juin 1968.
- Scialoja Mario (dir.), *Il '68 : voci e storia di quell'anno incredibile,* 6 vol., "L'Espresso", 1980.
- *Scuola e lotta di classe nel 1973/1974,* Roma, Edizioni di Lotta Conitnua, 1974.
- SERGE Victor, *Il problema dell'illegalità: semplici consigli ai militanti,* "Quaderni Piacentini", 33, février-avril 1968.
- *Sui fatti di Piazza Statuto,* "Il programma comunista", n. 14, 17 juillet 1962.
- *Sulla via dell'insurrezione,* Milano, Edizioni Servire il Popolo, 1970.
- THIRIART Jean, *un empire de 400 millions d'hommes,* Bruxelles, L'Europe, 1964.
- TOURAINE Alain, *Le Communisme utopique : le mouvement de mai 1968*, Paris, Ed. du Seuil, 1968.
- TROTSKY Léon, *Où va l'Angleterre,* Paris, Lib. de l'Humanité, 1926.
- *Un solo fascio, e poi li brucerem…,* "Rivolta di classe", février 1975.
- *Una corrispondenza da Roma,* "Rosso", janvier 1978.
- VIALE Guido, *Il sessantotto tra rivoluzione e restaurazione*, Milano, Mazzotta, 1978.
- *Vietnam genocidio,* "Mondo Nuovo", 17 décembre 1967.
- VIRNO Paolo, *I sognatori di una vita riuscita, "*Metropoli", n. 1, juin 1979.

- VIRNO Paolo, *Piazza Nicosia: cominciamo a discuterne,* “Metropoli”, n. 1, 1er juin 1979.
- VULPITTA Romano, *Università e tromboni,* “L’Orologio”, 4, 29 février 1968.
- ZEDONG Mao, *Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et tous leurs laquais!*: déclaration du 20 mai 1970.

Langages, narrations, intérprétations

- ACCAME Giano, *Fascismo immenso e rosso,* Roma, Settimo Sigillo, 1990.
- ADORNATO Ferdinando et Lerner Gad, *Il movimento del ‘77, Quell’urlo lungo un anno*, "L’Espresso ", 18 janvier 1987.
- ANDREUCCI Franco, *Falce e martello: identità e linguaggi dei comunisti italiani fra stalinismo e guerra fredda,* Bologna, Bononia, 2005.
- ARMANI Barbara, *La production historiographique, journalistique et mémorielle sur les années de plomb,* in Marc Lazar et Marie-Anne Matard Bonucci (dir.), *L’Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010, pp. 192-207.
- AUDIGIER François (dir.), *Mai 68 en débats*, “Parlement(s) : Revue d’histoire politique”, n. 9, 2008.
- BACHELET Giovanni et Kessler Giovanni, *Leggi d'emergenza e riconciliazione cristiana: distinguere per non separare*, “Il Margine”, janvier 1986.
- BATTISTINI Francesco, *Anni di piombo, una lega per l’amnistia,* “Corriere della Sera”, 21 mars 1997.
- BERNOCCHI Piero, *Per una critica del ’68 : considerazioni per l’oggi e il domani,* Bolsena, Massari, 1998.
- BIANCHI Sergio et Caminiti Lanfranco (dir.), *Settantasette: la rivoluzione che viene,* Roma, DeriveApprodi, 2004.
- BOLAFFI Angelo et De Luca Erri (dir.), *Come noi fantasmi,* Milano, Bompiani, 1998, pp. 53-54.
- BOLOGNESI Paolo et Scardova Riccardo, *Stragi e mandanti,* Correggio, Aliberti, 2012.
- BRAVO Anna, *Noi e la violenza. Trent’anni per pensarci,* “Genesis”, III, n. 1, 2004, pp. 17-56.
- BRILLANT Bernard, *Intellectuels : les ombres changeantes de mai 68,* “Vingtième Siècle”, n. 98, 2008, pp. 89-99.
- CARUCCI Paola, *I custodi della memoria : la disciplina degli archivi e la ricerca storica,* in Giorgio Resta et Vincenzo Zeno-Zencovich (dir.), *Riparare, risarcire, ricordare. Un dialogo tra storici e giuristi,* Napoli, Editoriale Scientifica, 2012, pp. 43-58.
- CATANZARO Raimondo (dir.), *Ideologie, movimenti, terrorismi*, Bologna, Il Mulino, 1990.
- CECI Giovanni Maria, *Il terrorismo italiano. Storia di un dibattito*, Roma, Carocci, 2014.
- CECI Giovanni Maria, *Interpretazioni del terrorismo : il primo dibattito scientifico italiano (1977-1984)*, “Mondo Contemporaneo”, n. 3, 2009, pp. 49-106.
- CENTO BULL Anna, *Stragi e strategia della tensione: due (e più) verità confronto,* “Il Mulino”, n. 6, 2009, pp. 1047-1055.
- DAL LAGO Alessandro, *Fine dell’immaginario rivoluzionario ?,* "Aut Aut", n. 181, janvier-février 1981.
- DE ANDRÉ Fabrizio, *La canzone del padre,* “Storia di un Impiegato”, IP, 1973.

- DE LUCA Erri, *Il contrario di uno,* Milano, Feltrinelli, 2005.
- DIANESE Maurizio et Bettin Gianfranco, *La strage. Piazza Fontana: verità e memoria*, Milano, Feltrinelli, 1999.
- DINI Vittorio et Manconi Luigi, *Il discorso delle armi*, Roma, Savelli, 1981.
- DONDI Mirco (dir.), *I neri e i rossi. Terrorismo, violenza e informazione negli anni Settanta*, Nardò, Controluce, 2008.
- FELTRINELLI Carlo, *Senior service,* Milano, Feltrinelli, 1999.
- FIORI Simonetta, *Anni Settanta: lo storico è in fuga,* "la Repubblica", 3 mars 1997.
- FOCARDI Filippo, *La guerra della memoria : la Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 a oggi,* Roma-Bari, Laterza, 2005.
- FOCARDI Filippo, *Rielaborare il passato. Usi pubblici della storia e della memoria in Italia dopo la Prima Repubblica,* in Resta et Vincenzo Zeno-Zencovich (dir.), *Riparare, risarcire, ricordare. Un dialogo tra storici e giuristi,* Napoli, Editoriale Scientifica, 2012, pp. 241-272.
- FOOT John, *La strage e la città: Milano e Piazza Fontana 1969-1999*, in Anna Lisa Tota (dir.), *La memoria contesa: studi sulla comunicazione sociale del passato*, Milano, FrancoAngeli, 2001, pp. 199-215;
- FRANCESCANGELI Eros, *Le parole e le cose. Sul nesso sinistra rivoluzionaria, violenza politica e sociale, lotta armata*, in Giuseppe Battelli et Anna Maria Vinci (dir.), *Parole e violenza politica. Gli anni Settanta nel Novecento italiano*, Roma, Carocci, 2013, 2014, pp. 63 et s.
- GALLI DELLA LOGGIA Ernesto, *Storia e violenza, cattivo modello italiano*, "Corriere della Sera", 31 mai 2007.
- GERMANI Davide, *12 marzo,* in Sergio Bianchi et Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli autonomi. Le storie, le lotte, le teorie,* Roma, DeriveApprodi, 2007, pp. 375-377.
- GIANNULI Aldo, *L'abuso pubblico della storia. Come e perché il potere politico falsifica il passato*, Parma, Guanda, 2009.
- GIANNULI Aldo, *La categoria del terrorismo: la sua persistenza storica e l'uso adottato dai mezzi di informazione*, in Mirco Dondi (dir.), *I neri e i rossi. Terrorismo, violenza e informazione negli anni Settanta*, Nardò, Controluce, 2008, p. 45 et s.
- GOTOR Miguel, *La storia sotto chiave: il segreto di Stato e il terrorismo degli anni Settanta*, in Giorgio Resta et Vincenzo Zeno-Zencovich (dir.), *Riparare, risarcire, ricordare. Un dialogo tra storici e giuristi,* Napoli, Editoriale Scientifica, 2012, pp. 59-72.
- GRISPIGNI Marco, *Terrorismo: uso, abuso e non uso di un termine*, "Zapruder", 6, 2005, pp. 140-144.
- GUARANO Lucia, *La guerra è finita. Tra movimento studentesco e lotta armata: il '77,* Roma, Round Robin, 2015.
- GUZZO Domenico*, « Storia di un impiegato » de Fabrizio de André. L'impossible révolution d'un petit-bourgeois entre le « Joli mois de mai » et les années de plomb,* "Dissidences", n. 10, 2011, pp. 71-84.
- GUZZO Domenico, *Un borghese piccolo piccolo: retaggi patriarcali, crisi economica e violenza diffusa all'alba del 1977,* "Cinema & Storia", III, n. 1, pp. 69-82.
- LETTIERI Carmela, *L'Italie et ses Années de plomb. Usages sociaux et significations politiques d'une dénomination temporelle,* in Paul Bacot, Laurent Douzou, Jean-Paul Honoré, *Chrononymes. La politisation du temps,* "Mots-Les langages du politique", n. 87, juillet 2008, pp. 43-56.

- LUCHETTI Lia, *Piazza Fontana 12 dicembre 69: la memoria pubblica della strage*, thèse de doctorat sous la direction de Giovanni Ciofalo et Anna Lisa Tota, Université "La Sapienza" de Rome, 2013.
- LUPO Salvatore, *La guerra civile immaginata. Un dilemma dell'Italia repubblicana,* "Meridiana", n. 76, 2013, pp. 1-22.
- LUZZATTO Sergio, *Tutti sembrano uguali nella notte della violenza*, "Corriere della Sera", 3 mai 2007.
- MORO Giovanni, *Anni Settanta*, Torino, Einaudi, 2007.
- MORO Giovanni, *Memoria e impazienza,* in Angelo Ventrone (dir.), *I dannati della rivoluzione. Violenza e storia d'Italia negli anni Sessanta e Settanta,* Macerata, EUM, 2010, pp. 239-250.
- ORTOLEVA Peppino, *Il collettivo con la macchina da presa: fonti audiovisive per la storia del '68,* in Pier Paolo Poggio (dir.), *Il Sessantotto: l'evento e la storia,* Brescia, Annali della Fondazione Micheletti, 1990.
- PAOLIN Demetrio, *Una tragedia negata: il racconto degli anni di piombo nella narrativa italiana,* Nuoro, Il Maestrale, 2008.
- PASTORE Luca, *La strage di Peteano nelle cronache del "Corriere della Sera, del "Secolo d'Italia" e de "L'Unità",* in Mirco Dondi (dir.), *I neri e i rossi. Terrorismo, violenza e informazione negli anni Settanta*, Nardò, Controluce, 2008, pp. 205-226.
- POLESE Ranieri (dir.), *Il complotto. Teoria, pratica, invenzione,* Parma, Guanda, 2007.
- Presidenza della Repubblica, *Per le vittime del terrorismo nell'Italia repubblicana*, Roma, Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato, 2008.
- PROSPERI Adriano, *La giustizia negata,* "la Repubblica", 17 octobre 2010.
- REPETTO Daniele (dir.), *Il clandestino è finito? Contributi per un dibattito su terrorismo e soluzione politica*, Roma, AdnKronos, 1984.
- RODOTÀ Stefano, *Il diritto alla verità,* in Giorgio Resta et Vincenzo Zeno-Zencovich (dir.), *Riparare, risarcire, ricordare. Un dialogo tra storici e giuristi,* Napoli, Editoriale Scientifica, 2012, pp. 497-516.
- ROSSI Federica, *Memorie della violenza, scritture della storia. Elementi per un'analisi delle controverse ri-letture degli anni Settanta*, in Angelo Ventrone (dir.), *I dannati della rivoluzione. Violenza e storia d'Italia negli anni Sessanta e Settanta,* Macerata, EUM, 2010, pp. 199-220.
- SABBATUCCI Giovanni, *Il golpe in agguato e il doppio Stato,* in Giovanni Belardelli, Luciano Cafagna, Ernesto Galli della Loggia, Giovanni Sabbatucci, *Miti e Storia dell'Italia unita,* Bologna, Il Mulino, 1999, pp. 203-216.
- SANTOMASSIMO Gianpasquale, *La memoria pubblica dell'antifascismo,* in Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), Fiamma Lussana et Giacomo Marramao (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni settanta: culture, nuovi soggetti, identità*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2003, pp. 137-171.
- SOMMIER Isabelle, *Histoire inachevée. Enjeux et limites des interprétations des années de plomb*, in Marc Lazar et Marie-Anne Matard Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010, pp. 133-146.
- TABACCO Giuliano, *Libri di piombo: memorialistica e narrativa della lotta armata in Italia*, Milano, Bietti, 2010.
- TOTA Anna Lisa (dir.), *La memoria contesa: studi sulla comunicazione sociale del passato*, Milano, FrancoAngeli, 2001.
- UVA Christian, *Schermi di piombo: il terrorismo nel cinema italiano,* Soveria Mannelli, Rubettino, 2007.

- VITELLO Gabriele, *L'album di famiglia. Gli anni di piombo nella narrativa italiana,* Massa, Transeuropa, 2013.
- ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *Le moment 68 : une histoire contestée,* Paris, Seuil, 2008.

Ouvrages à caractères de sources : témoignages

- *A Valle Giulia,* Roma, Publicondor, 1990.
- ARDICA Giuseppe et Concutelli Pierluigi, *Io, l'uomo nero. Una vita tra politica, violenza e galera,* Venezia, Marsilio, 2008.
- BALZERANI Barbara, *Compagna luna*, Milano, Fetrinelli, 1998.
- BETTA Emmanuel, *Memorie in conflitto. Autobiografie della lotta armata*, "Contemporanea", XII, n. 4, 2009, pp. 673-701.
- BIANCONI Giovanni, *Mambro: lì decisi di cominciare con la lotta armata,* "Corriere della sera", 8 janvier 2008.
- BRAGHETTI Anna Laura et Tavella Paola, *Il prigioniero*, Milano, Mondadori, 1998.
- CALABRESI Mario, *Spingendo la notte più in là. Storia della mia famiglia e di altre vittime del terrorismo,* Milano, Mondadori, 2007.
- CASALEGNO Andrea, *L'attentato,* Milano, Chiarelettere, 2008.
- CASAMASSIMA Pino et Piperno Franco, *68, l'anno che ritorna,* Milano, Rizzoli, 2008.
- CASTELLINA Luciana, *Il soffio di una Nuova Generazione,* "Il Manifesto", 19 juin 1999.
- CATANZARO Raimondo et Manconi Luigi (dir.), *Storie di lotta armata,* Bologma, Il Mulino, 1995.
- CONCI Alberto (dir.), *Sedie vuote. Gli anni di piombo: dalla parte delle vittime,* Trento, Il Margine, 2008.
- CORVISIERI Silverio, *Come noi eredi del '68 battemmo Potere Operaio,* "la Repubblica", 30-31 décembre 1979.
- DEL BELLO Claudio (dir.), *Una sparatoria tranquilla: per una storia orale del '77,* Roma, Odradek, 1997.
- DELLE CHIAIE Stefano, Berlenghini Umberto, Griner Massimiliano, *L'aquila e il condor. Memorie di un militante politico,* Milano, Sperling & Kupfer, 2012.
- DI FRANCESCO Ennio, *Un commissario*, Roma, Castelvecchi, 1990.
- FASANELLA Giovanni et Grippo Antonella, *I silenzi degli innocenti,* Milano, BUR, 2006.
- FASANELLA Giovanni et Rossa Sabina, *Guido Rossa, mio padre,* Milano, BUR, 2006.
- FELTRINELLI Carlo, *Senior service,* Milano, Feltrinelli, 1999.
- FIORE Roberto et Adinolfi Gabriele, *Noi Terza Posizione,* Roma, Settimo Sigillo, 2000.
- FRANCESCHINI Alberto et Fasanella Sergio, *Che cosa sono le Br,* Milano, BUR, 2004.
- FRANCESCHINI Alberto, Buffa Pier Vittorio, Giustolisi Franco, *Mara, Renato e io,* Milano, Mondadori, 1988.
- GALLINARI Prospero, *Un contadino nella metropoli: ricordi di un militante delle Brigate rosse,* Milano, Bompiani, 2006.
- GARIBALDI Luciano, *Com'erano rosse le mie brigate: gli anni di piombo visti da un giornalista dalla parte sbagliata*, Roma, Nuove Idee, 2005.

- GIRALUCCI Silvia, *L'inferno sono gli altri. Cercando mio padre, vittima delle Br, nella memoria divisa degli anni Settanta,* Milano, Mondadori, 2011.
- GRANDI Aldo, *Insurrezione armata,* Milano, BUR, 2005.
- MATTEI Giampaolo et Monti Giommaria, *La notte brucia ancora. Primavalle. Il rogo che ha distrutto la mia famiglia,* Milano, Sperling & Kupfer, 2008.
- MORELLI Vincenzo, *Anni di piombo. Appunti di un generale dei carabinieri*, Torino, Società Editrice Internazionale, 1988.
- MORETTI Mario, Rossanda Rossana, Mosca Carla, *Brigate rosse: una storia italiana,* Milano, Mondadori, 1994.
- MORUCCI Valerio, *Ritratto di un terrorista da giovane,* Casale Monferrato, Piemme, 1999.
- NERI Sandro, *Segreti di Stato: la verità di Amos Spiazzi,* Correggio, Aliberti, 2008.
- OCCORSIO Eugenio, *Non dimenticare, non odiare. Storia di mio padre e di tuo nonno,* Milano, Dalai, 2011.
- PASSERINI Luisa, *Autoritratto di gruppo,* Milano, Giunti, 1988.
- PERSICHETTI Paolo, *Esilio e castigo,* Reggio Calabria, La città del Sole, 2005.
- PRETTE Maria Rita (dir.), *Il carcere speciale*, Roma, Sensibili alle foglie, 2006.
- Progetto Memoria, *La mappa perduta*, Roma, Sensibili alle foglie, 2006.
- Progetto Memoria, *Le parole scritte*, Roma, Sensibili alle foglie, 1996
- Progetto Memoria, *Le torture affiorate*, Roma, Sensibili alle foglie, 1998.
- RICCIARDI Salvatore, *Maelstrom. Scene di rivolta e autorganizzazione di classe in Italia dal 1960 al 1980,* Roma, DeriveApprodi, 2011.
- SCALZONE Oreste et Persichetti Paolo, *Il nemico inconfessabile: sovversione sociale, lotta armata e stato di emergenza in Italia dagli anni Settanta a oggi,* Roma, Odradek, 1999.
- SCALZONE Oreste, *Biennio rosso '68-'69 : figure e passaggi di una stagione rivoluzionaria,* Milano, SugarCo, 1988.
- SEGIO Sergio, *Miccia corta: una storia di Prima linea,* Roma, DeriveApprodi, 2005.
- TELESE Luca, *Morucci dica chi uccise mio figlio: se lo fa mi batterò per lui,* "Il Giornale", 5 février 2006.
- TOBAGI Benedetta, *Come mi batte forte il tuo cuore. Storia di mio padre,* Torino, Einaudi, 2009.
- TORREGIANI Alberto et Rabozzi Stefano, *Ero in guerra e non lo sapevo,* Lainate, A.Car, 2006.